



Penser à l'échelle du Monde. Histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie (fin du XIXe siècle/entre-deux-guerres)

Jean-Baptiste Arrault

► To cite this version:

Jean-Baptiste Arrault. Penser à l'échelle du Monde. Histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie (fin du XIXe siècle/entre-deux-guerres). Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2007. Français. NNT: . tel-00261467

HAL Id: tel-00261467

<https://theses.hal.science/tel-00261467>

Submitted on 7 Mar 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE

THESE
en vue de l'obtention du
DOCTORAT DE GEOGRAPHIE

sous la direction de Marie-Claire ROBIC

soutenue le 11 décembre 2007

Jean-Baptiste ARRAULT

Penser à l'échelle du Monde.
Histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie
(fin du XIX^e siècle/entre-deux-guerres)

Jury

Christian GRATALOUP, Professeur, Université Paris Diderot-Paris 7
Michael HEFFERNAN, Professeur, University of Nottingham (UK)
Armand MATTELART, Professeur émérite, Université Paris 8 (Vincennes à Saint-Denis)
Denis RETAILLE, Professeur, Université de Rouen
Marie-Claire ROBIC, Directeur de recherches au CNRS

Remerciements

Ecrire une thèse en trois ans n'a rien d'évident. Tout est toujours pressant. La première année passe très vite : on découvre son sujet, on tâche d'écrire un peu et de publier aussi pour mettre en ordre ses idées – mais on a l'impression d'avoir encore tout le temps. La seconde année passe encore plus vite, et le travail se fait plus systématique : on se sent devenir maître de quelque chose – mais il faut songer à organiser tout cela qui s'accumule. La troisième année : elle se finit comme elle a commencé, dans l'écriture, dans le labeur, dans l'excitation et dans le désir de mettre le point final. Ce qui n'est pas si facile...

Je remercie en tout premier lieu Marie-Claire Robic, ma directrice de thèse, pour sa présence à toutes les étapes de cette recherche à grande vitesse, pour ses lectures et relectures de projets, puis d'articles et enfin de chapitres, pour les discussions improvisées et les rendez-vous qui durent, dont je ne suis jamais sorti sans quelque idée nouvelle – ni sans quelque nouvel ouvrage à lire...

Les discussions avec les membres de l'équipe E.H.GO, surtout Cyril Gosme, Pascal Clerc et Denis Wolff, sur la mondialisation, la géographie du Monde, l'histoire de la géographie, m'ont apporté des informations et des éclairages dont ce travail a tiré parti.

Que soient également remerciés les bibliothécaires de l'Institut de Géographie de Paris qui ont vite appris à reconnaître en moi un lecteur assidu des *Annales de Géographie* et de la *Bibliographie géographique*.

Une pensée enfin à ma famille et à mes amis, qui peuvent désormais vérifier par eux-mêmes que ces trois années ont été bien occupées...

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
I FONDATIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES.....	31
Chapitre 1 Se poser en s’opposant : pour une histoire paradoxale de la mondialisation	33
Chapitre 2 Les mots pour dire le monde, les images pour le montrer.....	83
<i>Conclusion de la Première Partie</i>	<i>146</i>
II L’EMERGENCE ET LA DIFFUSION D’OBJETS MONDIAUX DANS LE DISCOURS GEOGRAPHIQUE.....	149
Chapitre 3 L’économie mondiale, un nouvel objet pour l’analyse géographique	153
Chapitre 4 Le réseau mondial de communication et la géographie d’un monde ceinturé	209
Chapitre 5 La politique mondiale en géographie. Raisonement <i>géopolitique</i> et pensée du Monde.....	271
III FAIRE L’EXPERIENCE DU MONDE. GEOGRAPHIE ET « PHENOMENOLOGIE » DE LA MONDIALISATION	335
Chapitre 6 L’expérience du monde fini.....	339
Chapitre 7 La crise du monde européanisé	409
Chapitre 8 Le monde en guerre : une géographie des rivalités mondiales.....	473
<i>Conclusion de la Troisième Partie</i>	<i>532</i>
IV PENSER LE MONDE EN GEOGRAPHIE : OUTILLAGES INTELLECTUELS ET MODES DE PENSER.....	535
Chapitre 9 Penser la Terre comme un Tout. Géographie universelle et géographie générale.....	537
Chapitre 10 Penser le Monde comme un organisme puis comme un système	579
<i>Conclusion de la Quatrième Partie</i>	<i>620</i>
CONCLUSION GENERALE	623
INDEX DES AUTEURS CITES	635
TABLE DES FIGURES	643
TABLE DES ENCADRES	644
TABLE DES TABLEAUX.....	644
TABLE DES MATIERES	645

Introduction

1. Penser à l'échelle du Monde : mondialisation et pensées du monde

1.1. Ambitions et enjeux généraux

« Même dans la case de l'indigène le plus arriéré, l'usage comme récipient de la touque à pétrole ou de la boîte de conserves oblige aujourd'hui le géographe à invoquer à l'encontre de l'influence du milieu physique des faits de civilisation et de circulation planétaire contraignants et tout-puissants. »
Louis POIRIER, 1947, p. 91.

Etonnant d'actualité, ce constat du géographe Louis Poirier, Julien Gracq en littérature, dans sa dernière publication géographique, paraît tout à fait inattendu en 1947. Du moins si l'on s'en tient aux attendus, précisément, de l'histoire de la géographie et de celle de la mondialisation. Car cet étonnement, point origine de ce projet de recherche, s'est vite avéré profondément déterminé par un certain nombre d'*a priori* sur la discipline, qui voudraient que les géographes à l'époque classique n'eussent point eu d'autre ambition scientifique que d'étudier des portions d'espace nettement individualisées. Or le texte de Poirier, remarquable au premier abord, ne constitue en réalité que l'une des manifestations, et relativement tardive, du souci de décrire en géographie le fonctionnement du monde dans sa globalité. Les géographes de 1950, de 1930, de 1900 ou de 1880, ont été sensibles à ce qu'il faut bien appeler la *mondialisation* progressive du monde ; ils l'ont non seulement expérimentée, mais aussi dite et peut-être pensée.

La mondialisation constitue aujourd'hui une grille incontournable de lecture du monde pour les sciences sociales – géographie comprise. Mais qu'entendre par mondialisation ? Contentons-nous, sans essayer de débrouiller ici la polysémie du terme, d'avancer la définition brute, et passablement tautologique, du dictionnaire : « le fait de devenir mondial » (*Le Petit Robert*), quand « mondial » désigne ce qui est « relatif à la terre entière ». Ce serait donc le fait, pour une réalité quelconque, de concerner peu à peu l'ensemble de la terre. Plus largement, c'est aussi l'inscription de tout lieu dans l'horizon de tous les lieux, la mise en relation généralisée de tous les éléments du monde, l'interconnexion de toutes ses parties, puisque cet horizon commun, cette « expérience vécue de la simultanéité et de la coprésence dans la vie commune » comme l'écrit Denis Retaille (2000, p. 274), suppose bien des liaisons, des connexions au moins possibles, sinon toujours effectives, entre les hommes, les sociétés et les lieux. La mondialisation c'est, au plus juste, une rupture d'isolement. Or, tel quel, ce processus de mise en dépendance des éléments entre eux au sein d'une totalité étendue à la terre entière, est plus ancien que le mot lui-même (1953, toujours selon *Le Petit Robert*). On

ne saurait donc légitimement se contenter d'en faire l'histoire en catapultant ce mot sur des périodes antérieures que l'on dit être, aujourd'hui, déjà mondialisées, comme les quelques décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale, ou en crise de mondialisation comme les deux décennies qui la suivent. C'est pourtant ce qui, en règle générale, s'est fait jusqu'à présent. Si donc une nécessité semble s'imposer, ce serait de favoriser un renouvellement des perspectives, de renouveler, si ce n'est proprement l'initier, l'histoire des façons de dire et de penser la mondialisation, de proposer une histoire de la mondialisation non plus seulement comme objet, mais comme problématique scientifique. Et ceci en se fondant sur les discours géographiques des années 1890-1930. L'ambition seconde est de contribuer à enrichir les débats contemporains sur la mondialisation, à la comprendre d'un point de vue géographique, ainsi que de mesurer l'information des catégories géographiques (espace, lieu...) par la mondialisation. Nous partageons l'idée que l'histoire des sciences de l'homme doit chercher sa légitimité et sa pertinence scientifiques, non seulement dans le cercle des historiens des sciences, mais au sein même des disciplines qu'elle étudie (BLONDIAUX et RICHARD, 1999). Ce n'est pas ici une position défensive, mais l'expression de la conviction selon laquelle l'histoire de la pensée, des objets ou des concepts scientifiques (nous entendons par concept, non pas une simple notion, mais une construction intellectuelle formalisée et relativement stabilisée), participe de la production scientifique la plus actuelle et constitue un véritable levier de compréhension du monde que les sciences sociales étudient. C'est aussi que ceux qui pensent le monde ou le Monde¹ aujourd'hui, en géographie ou ailleurs, s'illusionnent par moments sur la nouveauté de ce qu'ils observent – et de ce qu'ils disent.

Penser le Monde ou à l'échelle du Monde en géographie, précisément, est une expression qui mérite quelque éclaircissement, d'abord pour se défaire de l'impression de truisme. Car que serait-ce d'autre en effet que faire de la géographie, sinon décrire et penser le monde, ou *penser la Terre* (MORLIN, 1995) ? Mais « penser la Terre », ce n'est pas « penser à l'échelle du Monde ». « Penser à l'échelle du Monde » suppose de centrer l'analyse sur des réalités qui n'apparaîtraient, dans le champ géographique, qu'à l'échelle mondiale, qu'à ce niveau de réalité spatiale. En d'autres termes, la question n'est pas de savoir comment les géographes pensent la Terre, en accumulant des analyses de lieux et de régions, mais comment ils pensent le Monde, comme objet spatial propre, et comment ils repensent les lieux sous cet horizon. Le sens de ce « penser » ne s'épuise pourtant pas ici ; il demeure

¹ Le Monde, avec majuscule, est l'espace planétaire considéré comme ayant sa propre organisation et ses propres logiques. C'est aussi le produit du processus de mondialisation (voir p. 57).

éminemment pluriel, et ne se départ jamais vraiment d'une dimension philosophique, très prégnante par exemple dans l'exploration du vocable monde telle que la mène Denis Retaillé (1997a et b, 2000). En outre, la pensée (qu'elle soit géographique ou autre) est devenue dans les années 1960 un mot clé épistémologique, et la « pensée géographique » une expression récurrente certains historiens de la géographie (mais pas chez tous car on peut reprocher à l'expression de reconstruire une homogénéité et une cohérence absentes des corpus étudiés). En témoignent par exemple la création d'une commission d'Histoire de la pensée géographique au sein de l'Union géographique internationale en 1968, et des publications diverses (MEYNIER, 1969 ; *Mélanges Meynier* 1972 ; CLAVAL, 1972). Mais l'expression est restée assez peu commentée ; Paul Claval la distingue toutefois de deux autres pans de l'histoire de la géographie, celui des explorations de la Terre d'une part, celui de l'évolution de la cartographie d'autre part (1976, p. 13). Il existe cependant (au moins) une autre acception de « pensée géographique », que l'on dira *ethnogéographique*, au sens où elle concerne davantage les représentations géographiques que la théorie géographique elle-même. Philippe et Geneviève Pinchemel définissent la géographie comme prise de possession de la Terre, « par un savoir, par une action, par une pensée » (1988, p. 15). Et la pensée géographique « naît de l'évident regard que les hommes portent sur leur environnement terrestre, des questions qu'ils se posent sur le sens de leur présence dans ces milieux, sur les influences qu'ils en reçoivent, sur les effets de leurs interventions » (p. 16). Elle correspond donc à l'image de la Terre que l'on peut se faire en y vivant et en y agissant ; c'est, pour ainsi dire, un type de conception du monde.

Dans la présente recherche, au final, « penser » ce sera d'abord *concevoir* : comment les géographes conçoivent-ils et ont-ils conçu le monde comme totalité ? Mais se pose un autre problème de définition : une conception, c'est en effet tout à la fois une image, une croyance, une représentation, et une intuition, un concept, une théorie. Il n'est pas sûr qu'il soit légitime et même fécond d'opposer systématiquement ce qui relève, disons, de la théorie scientifique et ce qui relève de la représentation non scientifique. Penser, ce n'est pas seulement chercher à rendre compte rationnellement d'une réalité, mais l'aborder d'une manière ou d'une autre, à la différence d'un certain nombre de travaux, en géographie par exemple, qui se centrent sur « les positions philosophiques et les questions théoriques entourant les débats plus concrets » (GOULD et STROHMAYER, 2004, p. 16). Nous voudrions montrer que, s'agissant de la pensée du Monde, le sens du terme conception peut s'étendre de l'image ou de la représentation ethnogéographique à la théorie ou au concept et même jusqu'à quelque chose comme une

cosmologie (un discours sur le monde comme monde). Révéler les fondements de la conception géographique du monde comme Monde, serait ainsi notre ambition essentielle.

1.2. De quoi il ne s'agit pas ici...

Identifier un champ de recherche suppose de prendre conscience des bornes déjà plantées et des parcours déjà reconnus. C'est ce travail de délimitation préliminaire qui fonde la légitimité scientifique d'une interrogation ; de lui dépend tout aussi bien la formulation la plus serrée qui soit des hypothèses, que la pertinence de l'argumentation et du raisonnement. Et le moyen le plus évident pour se positionner dans un champ problématique est de commencer par fermer d'emblée un certain nombre de portes. Cela peut se faire implicitement ou brièvement ; nous y consacrons un peu plus d'attention que cela, pour cette raison que la formulation de notre sujet est susceptible de recouvrir une grande pluralité de significations. Penser à l'échelle du monde ou du globe n'est d'ailleurs pas quelque chose de propre à l'époque contemporaine ni de spécifiquement géographique. Le globe est un motif central des cultures occidentales, élément clé des symboliques culturelles, religieuses, politiques..., au moins depuis Rome, sans d'ailleurs qu'il soit besoin d'avoir fait l'expérience de la rotondité de la Terre. Denis Cosgrove, géographe américain, a longuement abordé, et de manière très convaincante, cette question de la symbolique globale, dans un article de 1994 consacré aux photographies de la Terre prises depuis l'espace, puis dans un ouvrage plus ambitieux paru en 2001, *Apollo's Eye. A Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*. Dans cet ouvrage, que nous aurons l'occasion d'utiliser à plusieurs reprises, D. Cosgrove étudie les diverses faces du « globalisme » (*globalism*), mot qu'il emploie de façon récurrente pour qualifier la référence multiforme au globe ; il entend en outre dévoiler l'enracinement des discours contemporains sur la *globalization* et le « *global thinking* » (p. XII) dans sa profondeur historique. Pour lui, la globalisation n'est que l'une des formes du globalisme, et son aboutissement à la fois socio-économique et politique (p. 14). Cette façon de penser les discours contemporains sur la mondialisation (parce que c'est bien de cela qu'il s'agit) dans une continuité symbolique et culturelle, c'est-à-dire de concevoir ce processus de manière beaucoup plus large que ce qui est souvent fait, si nous l'étudierons pas en tant que telle, doit toutefois rester présente à l'horizon de ce travail. On peut s'appuyer également à cet égard sur les travaux du philosophe allemand Peter Sloterdijk, devenus une référence majeure de la réflexion sur la « globalisation », et qui interpellent d'ailleurs les géographes (voir par exemple LEVY, 2007a).

Dans une trilogie publiée de 1998 à 2004 dont seuls les tomes I et III ont été jusqu'à présent traduits en français et dont nous utilisons surtout la copieuse Introduction générale, P. Sloterdijk, qui aspire à fonder une *sphérologie* (étude du motif de la sphère comme lieu immunitaire pour la vie humaine), propose une réflexion philosophique sur la globalisation². La globalisation, dont la théorie est reprise dans un ouvrage plus récent, *Le palais de cristal*, et présenté comme récapitulant l'histoire de la globalisation terrestre (2005, p. 11), s'inscrit dans la production de sphères ayant pour fonction d'encadrer l'existence humaine, notamment à partir du moment où les hommes font éclater la cosmologie ancienne et se mettent à penser l'univers comme infini (1998, p. 24). La globalisation, c'est la reconstruction à l'échelle de la planète d'une sphère artificielle (une serre, dit-il même, p. 28), d'un grand nombre de sphères globales, censées compenser la perte des sphères cosmiques :

Le civilisation de haute technologie, l'Etat-providence, le marché mondial, la sphère médiatique : dans une époque sans enveloppe, tous ces grands projets visent à imiter la sécurité imaginaire des sphères, devenue impossible. (*ibid.*)

La globalisation est donc un projet, pour le vivre et l'habiter humains, une création continuée de sphères qui sont des « espaces dotés d'un effet immuno-systémique pour des créatures extatiques travaillées par l'extérieur » (p. 31), comme le peuple, l'empire, l'Eglise, l'Etat-nation, Dieu lui-même, et le globe également car depuis le XV^e siècle,

les Européens qui devinent ce qui est en jeu construisent et observent (...) des représentations globales de la terre – des globes – comme s'ils voulaient, à la vue de ces fétiches, se consoler du fait qu'ils ne peuvent plus exister, et pour tous les temps, que sur un globe, mais plus dans un globe. Nous montrerons que tout ce qui porte aujourd'hui le nom de globalisation est issu du jeu avec cette sphère excentrique. (p. 26)

La globalisation est donc, dans le sens de P. Sloterdijk, ce processus qui fait du globe terrestre l'enveloppe même de l'existence humaine, qui isole dans l'univers la Terre comme globe, comme « dernier globe » (2005, p. 26-27). En tant que telle, elle ne débute pas à la Renaissance ; plus ancienne, elle remonterait aux rationalisations du *cosmos* dans la Grèce antique (p. 19). Trois phases se succèdent en réalité : cette « globalisation cosmico-uranique » qui correspond à la mise en place de structures sphériques ou globales de pensée de l'Etat et de l'univers (p. 20) ; la « globalisation terrestre », qui court depuis 1492 jusqu'au milieu du

² Cette réflexion est menée principalement dans le tome II (*Globes*). Dans le tome I (*Bulles*), P. Sloterdijk étudie les sphères intimes, individuelles – l'individu comme bulle ; dans le tome III (*Ecumes*), il s'interroge sur « la catastrophe moderne du monde rond » (1998, p. 79), c'est-à-dire le dépassement de la forme sphérique par celle de l'écume, du tas, de l'éponge, du nuage ou du tourbillon, autant de métaphores que P. Sloterdijk utilise pour étudier les caractères du lien social ainsi que « la formation des mondes intérieurs » et « l'architecture de l'immunité » dans une ère qu'il décrit comme celle de la complexité (p. 82).

XX^e siècle, « ère de l'expansion européenne » et de mise en place du système actuel du monde (*ibid.*) ; la « globalisation électronique » enfin, qui vient de débiter et qui amène à considérer le monde comme « palais de cristal » du capitalisme, grande serre où tout se ramène à des rapports monétaires (p. 24). Cette philosophie du globe offre au final une singulière perspective sur la globalisation et son histoire, même si elle mène loin de nos propres préoccupations, qui sont d'étudier l'émergence du niveau spatial mondial dans le discours scientifique, de déterminer le moment où et les modalités selon lesquelles le monde comme totalité devient un objet scientifique.

Le monde comme totalité cependant doit être entendu ici comme le produit d'un processus de mise en relation effective des parties du monde entre elles. De ce fait, demeurent hors de notre recherche toutes les « utopies planétaires », selon l'expression d'Armand Mattelart (2000), qui, certes, participent à l'élaboration d'un discours sur le Monde, mais qui n'entretiennent le plus souvent avec la mondialisation qu'un lien fort ténu, voire totalement imaginaire³. Une distinction peut toutefois s'opérer entre les utopies et les spéculations, surtout d'ordre astronomique ou mathématique, par lesquelles tel ou tel penseur a élaboré un discours sur la Terre : Eratosthène par exemple qui donna une approximation de la circonférence terrestre à partir de calculs astronomiques. Cette géographie constitue l'un des moyens de construire l'image de la Terre ; il s'agit là plus largement de ce que Monique Pelletier a appelé la « géographie du Monde » (1989), c'est-à-dire la découverte progressive de la figure et de la forme de la Terre, jusqu'à son achèvement au début du XX^e siècle (découverte des pôles...) ; point fondamental sur lequel nous insisterons au début de la Partie 3. La géographie du Monde, en ce sens, se cantonne le plus souvent à la détermination des formes terrestres, et d'abord à la description de la Terre comme espace matériel, du globe comme totalité physique. Mais la physique du globe ou la physique terrestre ou encore l'« étude du globe » (pour reprendre le titre d'une section de la *Bibliographie des Annales de Géographie* en 1891), se trouvent largement en-dehors de notre champ de préoccupation principal. Tout discours qui se préoccupe de décrire la Terre en tant qu'objet physique évoluant dans un système cosmique et se caractérisant par des dynamiques géologiques, climatologiques et météorologiques, océanographiques, lithosphériques, biogéographiques etc., toutes ces études, qui se rattachent ou non à la géographie, selon la conception que l'on a

³ L'ambition d'A. Mattelart, dans cet ouvrage comme des textes plus anciens, est d'inscrire les « discours mondialistes contemporains » dans « la longue tradition de l'imaginaire de la communion/communauté des terriens qui a accompagné l'expansion du capitalisme occidental depuis le XVI^e siècle » (2000, p. 8) et d'en

de la discipline (mais qui assurément intéressent les géographes de l'époque considérée), se placent toutefois bien dans la perspective d'une compréhension du fonctionnement et de l'histoire de la Terre en son entier. Et en ceci, elles présentent indubitablement un intérêt pour cette recherche. Il n'y aurait qu'à évoquer le premier grand ouvrage d'Elisée Reclus, *La Terre. Description des phénomènes de la vie du globe*, publié en 1868-1869, à l'amont de notre période il est vrai, mais où l'on pressent combien la géographie *physique* contribue à « penser la Terre » de manière globale. Dans le tome second, Reclus l'exprime remarquablement :

« Le monde est petit ! » disait Colomb ; mais c'est principalement grâce à l'air, qui supprime les distances, que la planète est rapetissée (...). Toutes les parties du monde que réunissent les courants atmosphériques deviennent par cela même limitrophes (...). Par le mélange incessant des masses aériennes, toutes les régions du noyau solide de la Terre se rapprochent, les contrastes se fondent, l'harmonie s'établit entre les productions et les climats non moins que dans l'aspect général de la nature. (1869, p. 268)

La proximité lexicale entre cette analyse et ce que l'on dira plus tard, jusqu'à aujourd'hui, de la mondialisation est tout à fait surprenante. Même si le choix a été fait de privilégier la géographie humaine, il ne faut donc pas tirer le trait sur ce versant de la géographie, que nous aborderons marginalement ou ponctuellement. A l'occasion, cette pensée physique de la totalité terrestre (et les diverses formes d'interdépendance entre les parties de la Terre qui s'y expriment) nous retiendra parce qu'elle implique aussi les sociétés et qu'elle est prise elle-même dans le processus de mondialisation. Et aussi parce qu'elle a pu représenter un modèle pour dire et penser le Monde, s'agissant particulièrement de la métaphore organiciste appliquée à la Terre puis au Monde et de l'émergence du systémisme en géographie. Qu'il suffise pour l'instant de noter le parallélisme existant entre le vocabulaire de la vie économique, des mobilités humaines en général, et celui des circulations océaniques et atmosphériques. Pour le reste, la pensée physique du monde porte souvent davantage sur la répartition (des chaînes de montagnes ou des forêts), la définition de types (climatiques par exemples), la délimitation de zones ou de régions (géologiques ou biogéographiques) ou l'élaboration de modèles généraux d'explication, comme « le système de Buache » (LABOULAIS-LESAGE, 2004) ou la théorie de Wegener. En définitive, et malgré ces modèles, il s'agit principalement d'une géographie qui étudie des répartitions à la surface de la Terre, qui compare et recherche des régularités, sinon toujours des lois. Géographie du morcellement, où la Terre est moins l'objet étudié que le support où se découpent ses objets.

montrer le caractère d'instrument au service de ce qu'il nomme, en reprenant l'expression des économistes classiques, la « république mercantile universelle ».

Cette pensée de la Terre comme surface de découpage, cette conception du monde comme espace ultime, englobant tous les autres niveaux spatiaux, est sans doute insuffisante pour penser le Monde, car la mondialisation perturbe l'articulation des niveaux spatiaux, perturbe cet emboîtement. Mais elle est très courante en géographie comme dans la plupart des sciences de la société (ainsi que dans les sciences de la nature). Nous pouvons parler ici de *métagéographie* pour décrire cette façon de considérer la Terre ou le monde sur le mode du découpage, notion empruntée à deux auteurs, un géographe et un historien, américains : « *by metageography we mean a set of spatial structures through which people order their knowledge of the world : the often unconscious frameworks that organize studies of history, sociology, anthropology, economics, political science, or even natural history* » (LEWIS et WIGEN, 1997, p. IX). Par métagéographie, ces auteurs entendent donc les différentes grilles, souvent inconscientes, non explicitées, sur-déterminées par les appartenances culturelles, qui organisent spatialement les connaissances. S'ils privilégient l'étude du découpage du monde en continents, ils évoquent aussi d'autres métagéographies, comme celle de la Guerre Froide en trois « mondes », celle de l'Etat-nation, celle des « régions mondiales » etc. Surtout, ils notent que « *[the] world geography is simply not viewed as an intellectual defensible academic subject* » (p. XII-XIII) : leur travail est de fait largement pionnier et il offre un point d'appui solide pour entrer dans l'analyse des pensées du monde en géographie. Néanmoins, ces deux auteurs examinent en priorité la portée épistémologique, en géographie comme en histoire, de différentes « approches globalistes », de différents découpages du globe ayant pour but de le « couvrir » entièrement. On s'en rendra compte par exemple avec cet extrait, qui traite du retrait des géographes, dans les années 1950 et 1960, des terrains non occidentaux, et qui place « l'approche globaliste » davantage du côté de la couverture scientifique parcellisante de la totalité terrestre que de celui de l'analyse de cette totalité même : « *Nowhere is the retreat from international topics more clearly evident than in regional and cultural geography, the two subdisciplines previously devoted to a globalist approach* » (p. 113). L'approche globaliste, dont on sent qu'elle s'apparente assez peu au globalisme de D. Cosgrove, est donc rattachée, paradoxalement, à la géographie régionale.

Ainsi définie, elle apparaît néanmoins comme consubstantielle à la géographie, sans doute en réalité depuis que s'y juxtaposent un discours cosmographique puis géographique, et un discours chorographique, voire topographique. Le premier, qui vise à délimiter des zones à la surface de la Terre (c'est par exemple le modèle antique des *climats* : zones froides, zones tempérées, zone torride), repose sur une saisie de la Terre dans son ensemble comme si on la

voyait depuis le ciel. Elle est, « dans la tradition d'Eratosthène, cette discipline de la mesure qui considère la Terre du point de vue du globe céleste » (BESSE, 2003a, p. 46). La chorographie a quant à elle pour tâche de décrire une région, et la topographie, celle de décrire un lieu (p. 120). Mais prenons bien garde, encore une fois, au fait que cette géographie ne considère pas la Terre comme une totalité, ou si elle le fait, ce n'est que provisoirement et en vue d'une fin tout autre.

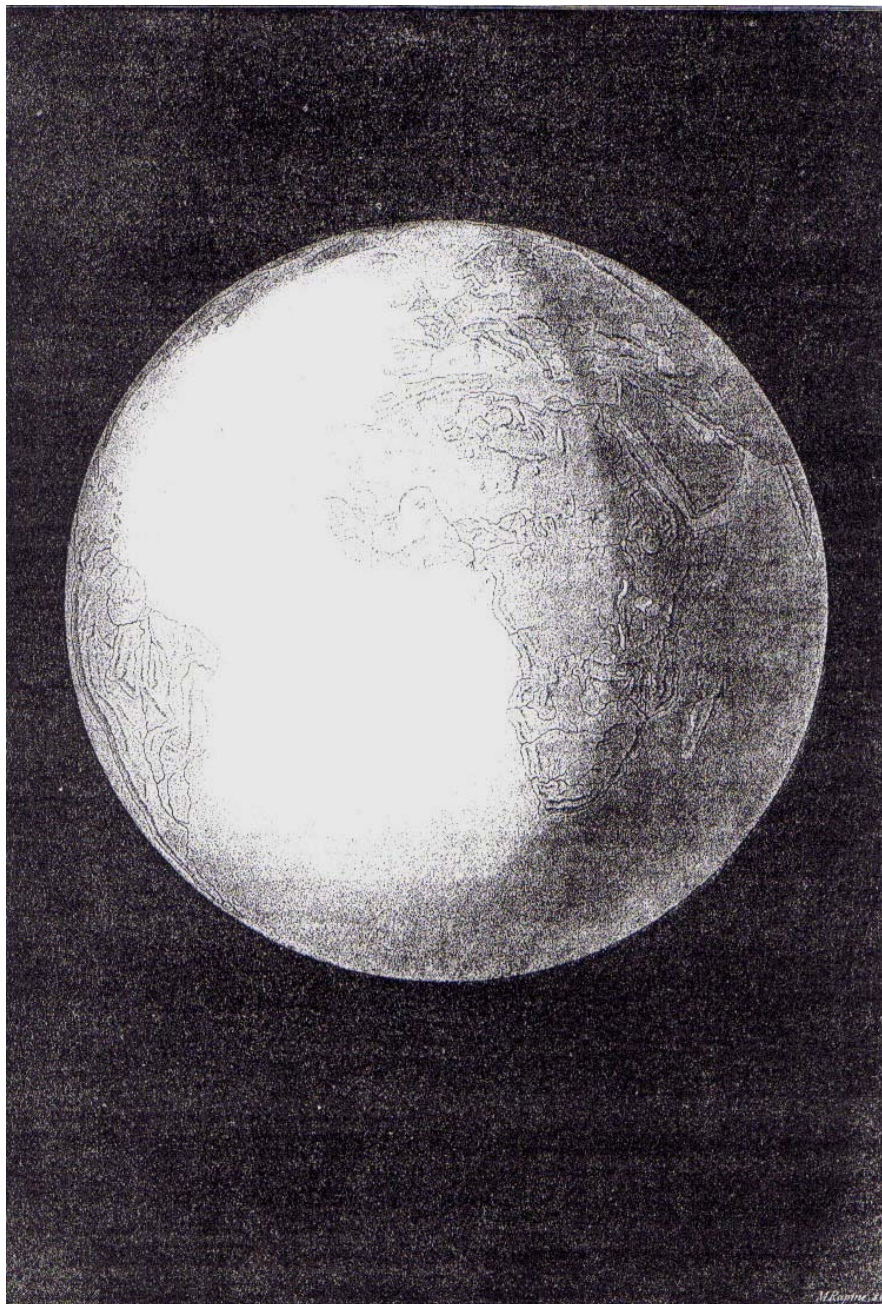


Figure 1 : « La Terre dans l'espace » (RECLUS, 1876, p. 3)

Penser la sphère, c'est-à-dire la Terre comme globe, est d'abord le moyen de fonder une métagéographie. On ne pourrait dès lors réellement dissocier la pensée de la Terre comme totalité de son découpage en quelque manière nécessaire. Comme s'il fallait toujours joindre à

la vision synoptique un point de vue panoptique, au récit de l'*un*, celui de la pluralité. C'est l'un des enjeux fondamentaux de la géographie dite *universelle*. Considéré en tant que genre géographique à part entière, la *géographie universelle*, suppose, implicitement ou explicitement, un point de départ global, pour dérouler ensuite la description de la diversité du monde, même si le genre demeure essentiellement régional. Si Elisée Reclus, au début de sa *Nouvelle Géographie Universelle*, place une vue de « la Terre dans l'espace », (Figure 1), n'est-ce pas en effet pour positionner son discours régional sous l'horizon d'une ambition de description totale, certes encore impossible, mais du moins envisagée comme telle ? Reclus recourt à une image globale pour poser le cadre, d'abord, mais en même temps pour suggérer que son entreprise vise à saisir le tout autant qu'à décrire les parties. L'enjeu réside dans la capacité de l'articulation narrative à reproduire l'ordonnancement des parties du monde. Par le biais de cette première analyse de ce qu'est la *géographie universelle*, notre objet de recherche se précise : s'éloignant de l'analyse des diverses formes de métagéographie, il intègre la question du jeu entre le tout et les parties à l'échelle du globe. Ce qui nous intéresse est le monde comme objet géographique à part entière, la prise de consistance d'un nouvel objet, le Monde, résultant d'un processus de mondialisation, et la dimension mondiale des phénomènes, leur *mondialité* (le fait d'être mondial, le caractère de ce qui est mondial en chaque lieu, l'incongruité par exemple d'une boîte de conserves dans la case d'un indigène, pour reprendre l'image de Poirier).

1.3. Le problème de la géographie à l'échelle du Monde

S'il existe par conséquent de nombreuses façons de penser à l'échelle du monde ou du globe, penser à l'échelle du Monde représente un enjeu différent et peut-être une entreprise plus malaisée (idée que Pascal Clerc, au cours de plusieurs discussions, a partagée avec nous). Il existe à l'évidence des recoupements, des chevauchements, des télescopages avec d'autres pensée du monde : une *Géographie universelle*, au sens large, est par exemple un support potentiellement utilisable par les géographes pour dire le Monde. Ainsi de la collection des « Cinq parties du Monde », publiées de 1949 à 1971, d'après l'avant-propos éditorial :

Les « Cinq parties du Monde » ont pour dessein d'offrir au public, sous une forme attachante, concrète et accessible à tous, un tableau géographique du monde contemporain, tel qu'il se présente après les bouleversements de la guerre et devant les perspectives de l'avenir. Dans un siècle où les problèmes de la condition humaine et de la vie économique se posent à l'échelle mondiale, la géographie, – à la fois description, explication et comparaison –, aide à mieux se conduire dans le mouvement accéléré de l'histoire. Ces ouvrages sont destinés à tous ceux qui, sans être spécialisés, désirent avoir à leur portée une géographie universelle, de dimensions raisonnables, où tous les pays, petits et grands, seront étudiés séparément et dans leurs rapports avec le monde actuel. (*in* GOTTMANN, 1949)

Ce texte, en sus de dénoncer clairement l'illusion qu'il y aurait à croire qu'avant 1980 les géographes n'étaient pas conscients de la dimension ou de « l'échelle » (le terme mérite d'être souligné) mondiale des problèmes de l'humanité, mêle très intimement la description régionale du monde et l'analyse des enjeux mondiaux perceptibles en chaque région du monde. Plusieurs interrogations découlent de ce constat : dans quelle mesure la mondialisation instaure-t-elle réellement une nouvelle hiérarchie des niveaux scalaires ? Dans quelle mesure même le Monde correspond-il à un nouveau niveau spatial ou à une nouvelle échelle d'organisation des sociétés ? Ou encore, si échelle mondiale il y a bien, s'agit-il d'un niveau de convergence et d'unification ou bien d'un plan de différenciation, de régionalisation ? A ce qu'il semble, toute pensée du monde suppose d'associer un point de vue global et un point de vue régional. La mondialisation vient, en outre, perturber la hiérarchie des niveaux spatiaux (local, régional, étatique, continental, mondial), non seulement en instaurant un niveau proprement mondial de réalité, mais en provoquant un remodelage de l'articulation entre tous ces niveaux. Mais surgit alors une difficulté de taille : comment faire la géographie du Monde ? Comment construire une géographie à l'échelle du Monde qui ne néglige ni les phénomènes propres au niveau mondial ni les répercussions observables aux autres niveaux ?

Les géographes contemporains, comme d'autres spécialistes des sciences sociales, sont constamment confrontés à la mondialisation. Mais, indépendamment d'ouvrages ou de manuels qui traitent d'un objet de dimension mondiale (la population mondiale, l'économie mondiale...), rares sont ceux qui abordent de front le problème propre à l'échelle du Monde, qui est de prendre le monde pour « région » ou système spatial. L'accent est souvent mis, en France tout au moins, sur les travaux d'Olivier Dollfus et sur la notion de système Monde :

L'apport principal de Dollfus à la réflexion (géographique, mais aussi au-delà) sur la mondialisation tient dans l'expression « système Monde » (...). Les deux termes représentent une avancée et leur conjonction, évidemment, encore plus (...). La prise en compte du Monde, évidemment écrit par Dollfus avec une majuscule, comme une entité géographique spécifique représentait l'autre versant de l'innovation. (GRATALOUP, 2006a)

Nous reviendrons souvent sur cette notion et sur sa signification ; on retiendra pour le moment qu'elle conduit à penser le Monde comme une entité à part entière et que cette pensée daterait des années 1980 (1984 pour le premier texte de Dollfus). De fait, on voit alors se formuler un assez grand nombre de tentatives pour se saisir du Monde comme objet ou système spatial, et ceci dans divers champs disciplinaires. A côté de Dollfus, on peut évoquer les travaux de l'économiste Michel Beaud, en particulier son ouvrage de 1987 sur *Le système national*

mondial hiérarchisé, qui se veut l'exposé d'une nouvelle façon d'analyser les interactions complexes entre le national, l'international, le multinational et le mondial. M. Beaud et O. Dollfus appartiennent au GEMDEV (Groupement Economie Mondiale, Tiers-Monde, Développement), structure qui rassemble depuis 1983 des chercheurs (historiens, géographes, économistes, anthropologues...) travaillant sur la mondialisation et le développement. Un peu plus tôt, un autre géographe, Alain Reynaud, avait appliqué le modèle centre/périphérie au monde avec l'ambition de montrer qu'on pouvait analyser cet espace de la même façon que tout autre espace géographique (Figure 2). Pour A. Reynaud, le monde est l'un des espaces pour lesquels « les expressions de centre et de périphérie sont le plus fréquemment et le plus spontanément employées, tantôt dans un sens neutre à connotation simplement géométrique, tantôt dans un sens théorique » (1981, p. 203).

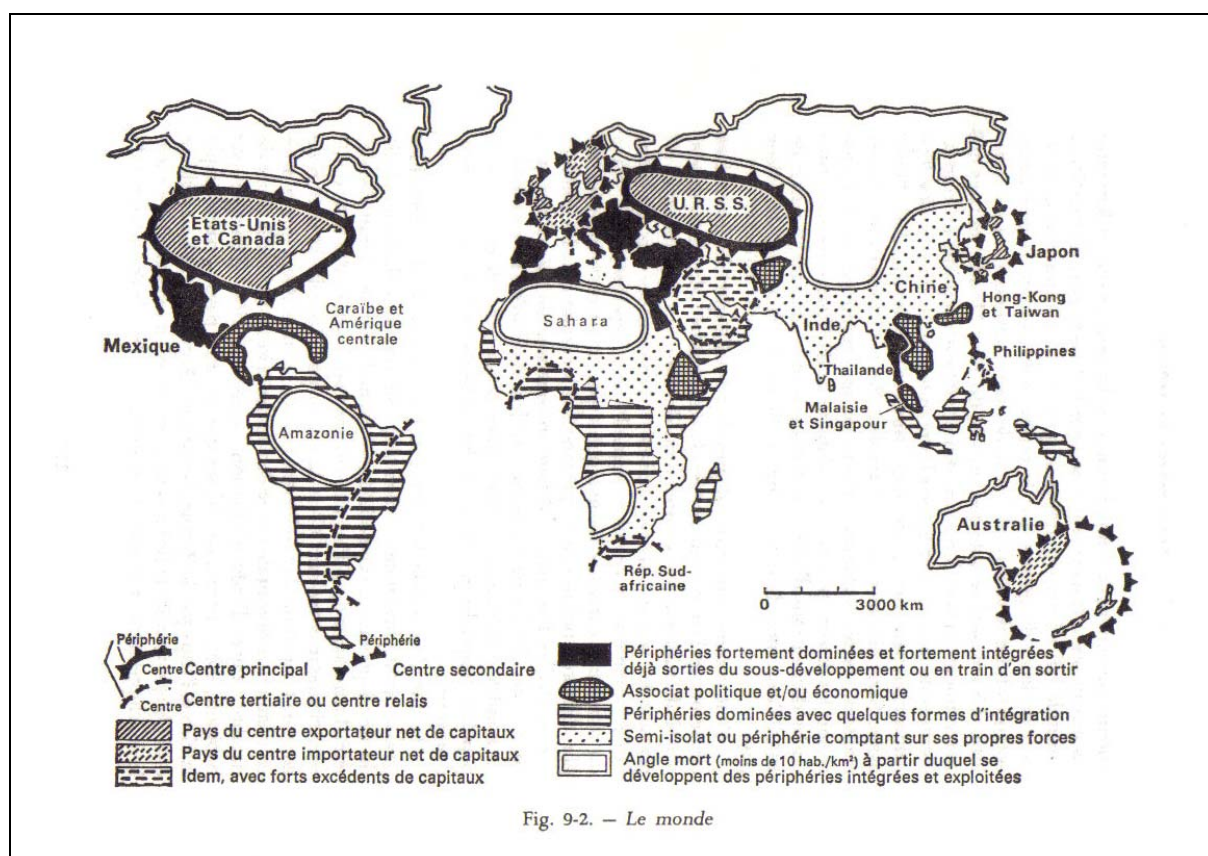


Figure 2 : Application du modèle centre/périphérie au monde (REYNAUD, 1981, p. 216)

Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy et Denis Retailé, pour élaborer au début des années 1990 leur présentation du Monde comme « système de systèmes », réutilisent d'ailleurs et transforment la carte d'A. Reynaud (Figure 3) en l'adaptant au monde d'après la Guerre

Froide⁴. Le modèle centre/périphérie garde donc au début des années 1990, une certaine pertinence dans l'analyse du monde comme totalité, avant que le système Monde et même le terme mondialisation ne deviennent omniprésents, ou que d'autres concepts soient élaborés, comme, dans les travaux de Jacques Lévy, celui de société-Monde⁵.

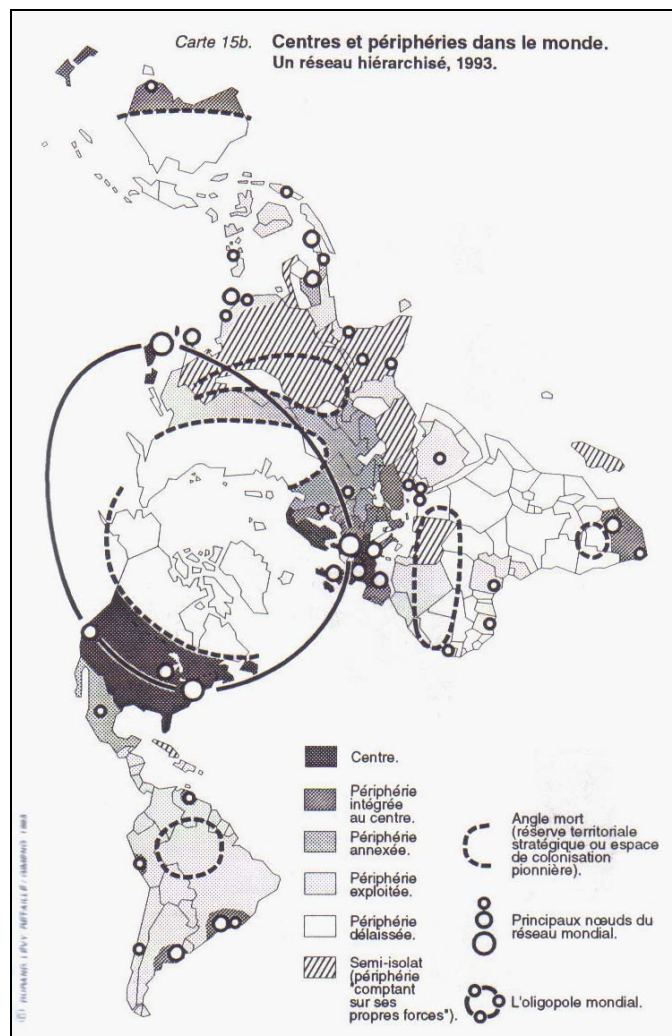


Figure 3 : Reprise du modèle de Reynaud par Durand, Lévy et Retraillé (1993, p. 255)

Toujours dans les années 1970-1980, si l'on élargit le champ à d'autres disciplines et à d'autres pays, on se rend compte qu'un certain nombre de chercheurs élaborent également des modèles d'appréhension du monde comme système. C'est notamment le cas de Fernand

⁴ Alain Reynaud quant à lui reproduit cette carte modifiée dans l'article qu'il rédige sur « Centre et périphérie » dans l'*Encyclopédie de géographie* (1995, p. 598). On remarque en outre que les trois auteurs réemploient aussi des termes de Dollfus, comme oligopole, qui renvoie à l'un des chapitres du « Système Monde » (1990a, p. 286).

⁵ « Situation possible, réalisée actuellement de manière lacunaire, de l'espace mondial tel qu'il réunit les fonctions habituelles d'une société (économique, sociologique, politique, temporelle et spatiale) et les interactions entre ces fonctions. » (LEVY, 1999c, p. 334). Définition reprise au mot près par Denis Retraillé dans l'article « Société-Monde » du *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* de Jacques Lévy et Michel Lussault.

Braudel, avec le concept d'économie-monde⁶, et d'Immanuel Wallerstein, avec celui de « *world-empire* »⁷. Ces concepts forment le substrat de la « *world-systems analysis* », qui représente, à tout prendre, une histoire de la globalisation depuis le XVI^e siècle (I. Wallerstein publie une trilogie sur le *Modern World-System* de 1974 à 1989). Elle se veut même fondatrice d'une nouvelle façon d'envisager les sciences sociales, d'une nouvelle discipline dénommée « *historical social science* » (p. XI) : « *World-systems analysis originated in the early 1970s as a new perspective on social reality* » (p. 1). Ce type d'étude historique délaisse le cadre des Etats pour appréhender des « *historical systems* », qui sont soit des « *minisystems* », soit des « *world-systems* », ces derniers étant subdivisés en « *world-economies* » et « *world-empires* » (p. 16). I. Wallerstein ajoute cette précision d'importance, qui fait toute la différence entre la « *world-systems analysis* » et la géographie du système Monde : « *Putting the hyphen was intended to underline that we are talking not about systems, economies, empires of the (whole) world, but about systems, economies, empires that are a world (but quite possibly, and indeed usually, not encompassing the entire globe)* » (p. 16-17)⁸. Certes, le « *modern world-system* » a fini par couvrir le monde, non sans s'être transformé, mais en tout cas sans devenir, à cette échelle, un véritable empire-monde. L'étude des systèmes « mondiaux » au sens d'I. Wallerstein, représente par conséquent une autre façon de concevoir l'espace mondial, en décalage par rapport aux concepts de la géographie (auxquels I. Wallerstein ne semble pas se référer), du moins de la géographie française.

Car la « *world-system analysis* », qui séduit et rassemble au cours des années 1980 un grand nombre d'auteurs, principalement anglo-saxons, ne laisse pas indifférents certains géographes de langue anglaise, parmi lesquels le nom de Peter J. Taylor s'impose, ne serait-ce que parce que Wallerstein le range lui-même parmi les « *world-systems analysts* » (2004, p. 102). Il est en effet peut-être celui qui acclimate le plus décidément la perspective du système mondial au sens d'I. Wallerstein en géographie. Il est d'ailleurs cité à ce titre par Paul Claval, pour qui « les grands schémas d'économies-mondes à la manière de Braudel ou d'I. Wallerstein inspirent peu les géographes français, à la différence de leurs collègues

⁶ L'économie-monde est « un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique » (BRAUDEL, 1979, p. 14).

⁷ L'empire-monde est « *a large bureaucratic structure with a single political center and an axial division of labor, but multiple cultures* » (WALLERSTEIN, 2004, p. 99).

⁸ Lorsque certains géographes mettent la majuscule à Monde, par exemple J. Lévy dans l'expression société-Monde, c'est en partie pour se différencier de ces concepts : « La majuscule à "monde" indique que, contrairement aux concepts d'économie-monde et d'empire-monde proposés par Fernand Braudel, c'est bien de l'ensemble de la planète, le Monde comme espace géographique unique qu'il est question » (1999c, p. 334).

anglophones » (1998, p. 406). Et de renvoyer en note à deux ouvrages de P. Taylor. Pour ce dernier en effet, la géographie politique doit se renouveler en incorporant la perspective du système mondial. Dans un article de 1989, il présente ainsi « *The World-Systems Project* » comme devant inspirer les géographes. La géographie politique, la géographie historique, la géographie régionale doivent être intégrées dans cette « *historical social science* » qui vise à examiner les évolutions des systèmes historiques dans l'espace ainsi que leurs emboîtements scalaires (1989, p. 350-354). Pour ce qui est de la géographie politique, Taylor a exposé par ailleurs les enjeux de son adaptation à la perspective d'I. Wallerstein, en notant qu'il faut réorienter la géographie politique de l'Etat, « comme premier objet d'analyse en géographie humaine », vers le système mondial (1991, p. 179-1980). Ce serait une façon de redonner du crédit à cette sous-discipline, décriée après 1945. Il s'agirait de retrouver une « échelle globale d'analyse » sans pour autant revenir aux théories de la géopolitique ni se contenter des oppositions simples du type Nord/Sud ou centre/périphérie (p. 180). Il n'en reste pas moins, au total, que pratiquer une géographie à l'échelle du Monde n'est ni quelque chose d'évident, ni de très courant. Le plus souvent, on intègre la dimension mondiale dans l'étude d'un espace ou d'un thème plutôt qu'on ne se confronte au Monde. Proposer une histoire de la mondialisation dans le sens que nous avons annoncé, s'inscrit ainsi dans le désir de mieux comprendre ce que peut être une géographie du Monde.

2. Une histoire de la mondialisation qui est aussi celle de la géographie

L'analyse du système mondial ou Monde prend certes en compte la question de sa formation et de son évolution. Que ce soit Immanuel Wallerstein, Olivier Dollfus ou Peter Taylor, l'histoire fait partie intégrante de leur réflexion. P. Taylor par exemple rappelle que, pour I. Wallerstein, « depuis 1500 environ, un système historique particulier, l'économie-monde capitaliste, s'est développé pour éliminer tous les autres systèmes et a atteint une extension globale aux alentours de 1900 » (1991, p. 180). Mais dans l'ensemble, cette histoire de la formation du système mondial ou Monde, cette histoire de la mondialisation, n'est pas une histoire des conceptions du Monde ni des concepts ou des notions que les contemporains ont forgés pour décrire le monde de leur temps. Ces auteurs au contraire utilisent des notions d'aujourd'hui pour rendre compte d'états passés du monde. Il s'agit fondamentalement, plus que d'une géographie historique, d'une géohistoire du Monde, qui prend pour objet sa formation, et non l'évolution des façons de le dire. L'exemple le plus récent est sans doute l'ouvrage de Christian Grataloup paru en 2007, *Géohistoire de la mondialisation*, qui s'inscrit

dès le sous-titre (*Le temps long du Monde*) dans la riche lignée des études inspirées par Braudel. Nous optons pour un autre type d'histoire : celle de la mondialisation comme problématique scientifique dans le cadre de la géographie des années 1890 aux années 1930. Nous approfondirons plus loin les implications théoriques et méthodologiques de ce choix. Pour l'instant, il convient de préciser le champ dans lequel nous allons évoluer.

2.1. Le cœur d'un corpus potentiellement illimité

Une hypothèse directrice, comme celle qui doit guider un travail de thèse, s'élabore toujours à la fois dans le parcours de la bibliographie existante et dans les lectures de sources, ainsi que dans une spéculation plus abstraite. En plaçant l'analyse du corpus ici, nous faisons significativement le choix de reconstruire de manière raisonnée un ensemble qui s'est construit en réalité progressivement, à partir d'un cœur, défini d'emblée, et au long de voies de traverse, ouvertes à mesure. Le problème le plus massif auquel nous nous sommes confronté dès les premiers moments, un problème tout autant qu'un défi et qu'une ambition, a été de gérer le caractère proprement indéfini du corpus : tout texte géographique, et ceci est à entendre le plus largement qui soit, était susceptible de nous intéresser. Mais il a bien fallu procéder à une délimitation, à une sélection, à une hiérarchisation. Plutôt que de chercher à découper *a priori* le discours géographique, ce qui aurait inmanquablement produit des discontinuités difficilement défendables, une autre approche s'est imposée : pourquoi ne pas définir un tronc central et se laisser la liberté d'explorer ensuite des ramifications ou des voies secondaires qui auront, à tel ou tel moment, paru ouvrir d'intéressantes perspectives ? Toujours fructueuse est la curiosité, quoique bien dangereuse, et dévoreuse de temps... Bien évidemment, le cœur du corpus doit donner lieu à un certain type d'enquête, le plus systématique possible, alors que le traitement de l'information collectée dans les marges pourra certainement s'assortir d'une plus grande souplesse. Mais ce cœur d'abord, quel est-il ? Il s'agit de l'organe principal de l'école française de géographie, la revue des *Annales de Géographie*, fondée en 1891. Et c'est assez naturel, dans la mesure où aucun autre support de publication géographique, sur la période qui nous a intéressé, n'a eu la stabilité d'une part, ni encore l'importance, en France tout au moins, de cette revue. En elle ne se résument pas toutes les tendances de la géographie, mais elle constitue néanmoins un point d'observation particulièrement pertinent pour suivre ce qui se passe dans la géographie française (et étrangère dans une certaine mesure). Du reste, si nous laissons délibérément hors de notre travail des champs de la géographie qui forment des corpus à part entière (les Atlas par exemple ou les manuels scolaires), nous nous réservons la possibilité d'y aller puiser, comme

dans un assez grand nombre d'ouvrages géographiques ainsi que dans d'autres périodiques, comme le *Bulletin de la Société de Géographie de Paris* (qui devient *La Géographie* en 1900), la *Revue de Géographie* (fondée en 1877 par Ludovic Drapeyron). En revanche, les revues régionales, ainsi que les divers bulletins des Sociétés de géographie ou des Chambres de commerce, ne seront pas utilisés, sauf exception. On sent bien ce que peut avoir d'un peu arbitraire un tel partage, mais il était impératif, tant le nombre de pages à lire se serait démultiplié. D'autant également que beaucoup de géographes publient dans des revues non géographiques et qu'il était plus tentant de se risquer à les suivre dans ce corpus, par définition dispersé, que de vouloir étendre le corpus proprement géographique à des revues de plus faible intérêt général. Les géographes en effet publient, sur des questions pour nous tout à fait essentielles, touchant à l'actualité politique et économique du monde, dans des revues généralistes comme la *Revue de Paris* et la *Revue des deux mondes*, des revues spécialisées dans le champ politico-diplomatique, comme la *Revue politique et parlementaire* et les *Questions diplomatiques et coloniales* ou même des périodiques étrangers (*Foreign Affairs*), dans des revues d'histoire (comme les *Annales d'histoire économique et sociale* créées en 1929), d'économie (*Revue économique internationale*). Ils publient dans des revues thématiques : revues d'enseignement, revues d'associations (*France-Amérique*) ou de groupements d'intérêts coloniaux et économiques (*L'Afrique française*, *Revue du Pacifique*...) etc. Une liste exhaustive est proprement inconcevable : les géographes publient dans toutes sortes de revues, bulletins, périodiques, nationaux, étrangers, internationaux, gouvernementaux ou subventionnés par des intérêts privés. Certains se chargent même d'une chronique géographique dans des journaux, *Le Temps* pour Yves-Marie Goblet, *Le Salut Public*, à Lyon, pour Maurice Zimmermann, ou interviennent dans des revues de vulgarisation et de diffusion scientifiques (*La Nature*). Bref, l'éventail est considérable, et l'intérêt de ces publications de géographes dans des revues (ou dans des collections éditoriales) non spécialisées en géographie est encore largement sous-estimé. Elles sont pourtant décisives pour se faire une autre idée de la géographie de l'époque que celle que nourrit la lecture des revues géographiques, des manuels et des productions universitaires. Les *Annales* n'ont donc été qu'une porte d'entrée et un fil directeur.

Il n'en demeure pas moins vrai que se centrer sur cette revue, c'est privilégier une catégorie de « géographes », ceux de l'entourage de Paul Vidal de la Blache et de ses principaux élèves et successeurs, au détriment d'écoles régionales et d'autres cercles de géographes (ceux des Sociétés de géographie ou des Chambre de commerce...). Mais on a

tenté de minimiser cet inconvénient, ainsi que d'entrer de manière thématique dans l'énorme corpus qui restait, au-delà des *Annales*, à notre disposition, en lisant de manière systématique la *Bibliographie géographique*, publiée jusqu'à la Première Guerre mondiale dans les *Annales*, puis devenant, dès 1919, la *Bibliographie géographique annuelle* sous la responsabilité de l'Association de Géographes Français et en partenariat avec des Sociétés et Associations étrangères, et enfin, à partir de 1931, la *Bibliographie géographique internationale*. Ce corpus original, très peu utilisé, s'est révélé particulièrement riche. Il est vrai que « la Bibliographie restitue (...) des disparités bien connues entre les parties de la géographie » (ROBIC, 1991a, p. 556), et notamment le fait que, avant 1977, près de 75% des pages et des entrées sont dans la Partie Régionale de la *Bibliographie* (p. 532), ce qui pourrait confirmer que la géographie se préoccupait surtout d'études régionales. Mais la lecture minutieuse de la Partie Générale, comme de la Partie Régionale, s'est avérée extrêmement fructueuse dans l'étude de l'émergence du Monde en géographie. La *Bibliographie* est donc un corpus essentiel pour ce travail, et pour l'histoire de la géographie en général. Elle présente le grand avantage de dévoiler ce que les rédacteurs-géographes trouvent important de lire, ce qu'ils retiennent d'une énorme production d'intérêt géographique (car elle s'ouvre à bien autre chose que des publications géographiques au sens strict), ce qu'ils choisissent de lire et ce dont ils conseillent la lecture aux géographes. Le fait d'avoir à choisir dans tout ce qui se publie est significatif d'un certain nombre de centres d'intérêts et de curiosités, mais aussi de certaines fermetures (ce qui est, on le comprend, très difficile à mesurer). On y constate une grande ouverture vers d'autres disciplines scientifiques (géologie, ingénierie, économie, histoire...) ou secteurs de la société (commerce, industrie, organes gouvernementaux, journalisme...), et vers d'autres domaines linguistiques. La géographie doit alors s'entendre à la fois comme ce que produisent les géographes et comme ce qu'ils lisent. Mais des difficultés surgissent très vite : la partialité des choix effectués par les lecteurs (qui expriment la domination d'une école, puisque la *Bibliographie* est intimement liée, ne serait-ce que par son origine, son équipe de direction et nombre de ses rédacteurs, aux *Annales de Géographie*), et la portée réelle des comptes rendus (les entrées renvoient parfois à des comptes rendus rédigés dans d'autres revues). Le compte rendu en effet, qui n'est pas systématique, est parfois un simple résumé, parfois une vraie discussion, parfois encore une prise de position critique. La lecture de la *Bibliographie* livre donc beaucoup d'informations, ouvrant nombre de pistes bibliographiques et posant nombre de jalons pour une exploration à plus long terme. Dans le cadre présent, elle permet de compléter, de nuancer, d'étoffer l'analyse des *Annales de Géographie*, et de minimiser l'inconvénient d'un corpus aussi extensible que le nôtre.

2.2. Une ouverture nécessaire sur les marges disciplinaires et sur d'autres géographies nationales

Si notre ambition est d'étudier la question de l'émergence du Monde comme objet scientifique au travers de la principale revue française de géographie, nous tenons néanmoins à rendre compte de la pluralité de la géographie : les marges de la discipline n'ont pas été négligées, qu'il s'agisse de géographie ou d'autres disciplines (économie, histoire, démographie...), ni d'ailleurs d'autres géographies nationales. La distinction d'abord entre une école « officielle » et dominante, et des géographes isolés, plus ou moins marginaux ou marginalisés, est un thème récurrent de l'histoire de la géographie. En dehors de toute polémique historiographique, il est clair que la géographie à la fin du XIX^e siècle était plurielle. Il y avait les géographes d'*ancien régime*, pourrait-on dire, auteurs polygraphes comme Emile Levasseur (CLERC, 2007) ou Elisée Reclus, tous deux plus âgés que le grand (ré)organisateur de la géographie française, Paul Vidal de la Blache. Il y avait des géographes concurrents de Vidal, comme Marcel Dubois, d'après Olivier Soubeyran, qui a développé en 1997 (et peut-être exagéré) l'idée d'une « bataille des *Annales* ». D'autres géographies existaient également, celle des Sociétés de géographie par exemple (LEJEUNE, 1993 ; HEFFERNAN, 1994 et 2004) celle des écoles et des Chambres de commerce, celle des explorateurs, celle des militaires, etc. Hors de propos serait ici une discussion précise des niveaux et des types de marginalité par rapport au cœur des *Annales*. Mais de toute évidence, il aurait été contre-productif de se contenter des textes des principaux géographes de l'école française. Certes, les noms des « têtes d'affiche » de la géographie française reviendront avec insistance. Mais d'autres surgiront aussi : les « seconds couteaux », les géographes de rattachement, tel André Siegfried (CHEVALIER, 1989⁹) ou Jacques Levainville (CLOUT et GAY, 2004), les « périphériques », c'est-à-dire ceux qui se trouvent loin du cœur, soit dans l'espace, soit dans l'institution (professeur en lycée par exemple, ou en école de commerce). Ou encore les « sans grades », pour reprendre l'expression par laquelle Marie-Claire Robic, après André Meynier, a qualifié Bertrand Auerbach (1999b), mais sous laquelle se rassemblent aussi ceux qui se sont trouvés, pour diverses raisons (idéologie, génération, indépendance d'esprit), un peu en décalage par rapport à l'école : Jean Brunhes et son élève Pierre Deffontaines, ou Camille Vallaux. Ou encore Maurice Zimmermann, dont André Cholley, dans la nécrologie écrite pour les *Annales*, a pu dire qu'il se caractérisait par « le

⁹ Pour qui Siegfried est assez éloigné de l'école, ne publiant qu'une seule fois dans les *Annales* ; ce critère est cependant insuffisant : non seulement les géographes de l'école lisent et citent Siegfried, mais celui-ci se trouve être membre du Comité de Patronage de la revue, dès 1925 et jusqu'en 1959 (date de sa mort, et de la disparition du Comité) (*Direction des Annales de Géographie*, 1959).

manque total de règle, l'absence de toute discipline », qu'il était « très personnel, (...) hostile à tout système, encore plus qu'à toute école » (1952, p. 243). Franc-tireur, Zimmermann n'en présente pas moins un très grand intérêt pour nous, notamment par le biais de la Chronique géographique qu'il tient dans les *Annales* entre 1895 et 1920. Il n'aurait donc pas été légitime de s'en tenir, si cela même était réellement possible, aux géographes les plus *orthodoxes* (Lucien Gallois par exemple ou Emmanuel de Martonne) : au contraire, nous considérerons ici un ensemble assez disparate de géographes aux statuts différents, mais qui gravitent néanmoins autour des *Annales*. Il y a des cas plus complexes, comme celui d'Elisée Reclus. Complexe parce que l'histoire de la géographie a construit autour de ce géographe un imaginaire particulièrement tenace, suspect de partis pris aussi bien sans doute dans la louange que dans la critique (LAFAILLE, 1989). L'idée dominante est que Reclus a été rejeté et déconsidéré puis oublié (c'est-à-dire non lu et non cité) par les géographes de l'école, ce qui s'avère, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale, éminemment contestable¹⁰. Pour ce qui nous concerne, l'œuvre de Reclus constitue un ensemble incontournable (en particulier la trilogie des grandes œuvres, *La Terre*, la *Géographie Universelle*, *L'Homme et la Terre*) : étalée des années 1860 aux années 1900, sa géographie, déjà mûre quand celle de Vidal balbutie encore, offre effectivement un certain nombre d'aperçus cruciaux sur le monde de la fin du XIX^e siècle. Il aurait été tout simplement inconcevable de travailler sur la géographie de cette époque sans y avoir recours, sans l'approcher de manière au moins ponctuelle.

De la même façon, et pas seulement pour la fin du XIX^e siècle, il aurait été inconcevable de faire l'impasse sur la production géographique d'autres pays, et surtout d'Allemagne et d'Angleterre, voire des Etats-Unis ou même éventuellement d'autres pays. Le cœur de notre corpus, de par sa nature même, autorise d'ailleurs un essai d'histoire croisée. Cette notion renvoie à un courant historiographique en plein essor, celui des « interactions socioculturelles », pour reprendre l'expression générique de Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, derrière laquelle se range le comparatisme, l'étude des transferts culturels, l'histoire croisée... (2004, p. 16). A la différence de l'histoire comparée et du simple comparatisme, ces nouvelles tendances (représentées notamment par ESPAGNE, 1999, et WERNER et ZIMMERMANN (dir.), 2004), visent à détacher l'histoire culturelle d'abord, mais aussi l'histoire des sciences, des frontières nationales : les transferts ainsi que les croisements traduisent l'attention portée aux circulations de valeurs, de concepts, d'idées entre des

¹⁰ On trouvera une discussion des rapports entre Reclus et les géographes de l'école vidalienne, dans le sens d'une porosité plus grande que ce que l'on croit d'ordinaire, dans ARRAULT, 2005a.

personnes ou des groupes de personnes qui se lisent, se rencontrent, voyagent etc. Au-delà, l'histoire croisée entend montrer que les idées par exemple se forment et évoluent de manière transnationale, par toute une série de transferts précisément, d'intersections, de renvois ou de métissages et de répercussions. Dans les *Annales de Géographie* de fait, un très grand nombre de notes, de renvois, de citations, de commentaires, de comptes rendus se référant à des œuvres étrangères, imposent de leur faire place dans notre réflexion ; la *Bibliographie géographique* permet en outre de se faire une idée de l'importance des références étrangères (comme celles relevant d'autres disciplines que la géographie) pour les géographes français, et se révèle un bon outil pour mesurer des lectures, des inspirations, des diffusions théoriques ou conceptuelles et ce au niveau transnational. L'histoire de la géographie se convertit par ailleurs peu à peu aux problématiques de l'histoire transnationale des sciences, et nous nous inscrivons pleinement dans cette tendance. On sait depuis longtemps que la géographie française s'est pensée par rapport à l'Allemagne, au moins jusqu'aux années 1900-1910, comme débitrice (BERDOULAY, 1981a, chapitre 1) : on ne peut pas comprendre la géographie française d'alors sans avoir une idée de ce que représentait la géographie allemande, depuis Alexandre de Humboldt et Carl Ritter jusqu'à Friedrich Ratzel ou Alfred Hettner.

Mais construire une telle histoire de la géographie n'est pas forcément évident, requiert des compétences linguistiques ou, à défaut, un travail en équipe plurinationale ; requiert surtout de ne pas s'en tenir à une approche strictement comparatiste. Un certain nombre de tentatives peuvent cependant être évoquées, qu'il s'agisse de travaux isolés, de projets internationaux ou d'efforts éditoriaux transnationaux. La commission d'Histoire de la pensée géographique de l'Union géographique internationale¹¹, depuis la fin des années 1990, a développé cette approche, qui aboutit à deux ouvrages collectifs et plurinationaux : en 1998, *Voyage, circulation et transfert d'idées géographiques (XIX^e-XX^e siècles)*, et en 2003, sous la direction de Vincent Berdoulay et de Héctor Mendoza Vargas, *Unidad y diversidad del pensamiento geográfico en el mundo. Retos y perspectivas*. Le projet est de favoriser une histoire transnationale de la production du savoir géographique, de sa diffusion et de tous les réseaux qui y participent, ainsi que de tous les jeux d'aller-retour qui peuvent exister entre spécialistes d'une même discipline. Cependant, ces ouvrages sont plutôt décevants, juxtaposant des études de cas nationales pour tenter d'en tirer des enseignements généraux, et en restant donc à l'histoire comparée. L'introduction de l'ouvrage de 2003 proposait bien

¹¹ On rappellera à ce propos que les Congrès Internationaux de Géographie ont joué depuis le XIX^e siècle un rôle essentiel dans l'élaboration transnationale des savoirs géographiques (ROBIC, BRIEND, RÖSSLER (dir.), 1996).

d'établir « *una historia mundial de la geografía* » (BERDOULAY y MENDOZA VARGAS, 2003). Mais, hormis la mise en place méthodologique et quelques contributions (en particulier celle de Josefina Gomez Mendoza, Nicolás Ortega Cantero et Jacobo García Alvarez sur les relations entre les géographies espagnoles et françaises), l'ouvrage se limite à une collection de cas nationaux. C'est un recul certain par rapport à l'ouvrage de 1998 qui amorçait une perspective vraiment transnationale, fondée sur l'étude des transferts, et répondait bien à l'objectif qui, dès l'introduction, prévoyait, « à la lumière de la circulation internationale des idées, de revisiter ces configurations scientifiques communément appelées écoles nationales » (BERDOULAY et GOMEZ MENDOZA, 1998, p. 17). Dans cet ouvrage étaient analysés aussi bien des exemples de relations intellectuelles transnationales et des situations de « passeurs » (HARVEY and WARDENGA, 1998 ; DELFOSSE, 1998¹²), que des cas de convergences problématiques et de transferts conceptuels autour de certains objets (ROBIC, 1998). L'analyse d'un objet particulier constitue d'ailleurs un biais commode pour développer une approche véritablement transnationale ; pour M.-C. Robic, ce fut ici, autour du thème de la ville comme centre régional dans la première moitié du XX^e siècle, l'analyse des modes d'échanges entre géographes (forums internationaux, invention simultanée, inter-citation) et des effets de traduction et/ou de distorsion socio-culturelle. S'agissant de convergence transfrontalière, il faut rappeler encore que les historiens de la géographie sont maintenant revenus d'une conception nationalo-centrée de l'évolution de la discipline : même si les chronologies sont différentes dans le détail, les mêmes grandes scansions sont repérables dans différents pays, par exemple la « nouvelle géographie » des années 1950-1970 ou même l'institutionnalisation dans les dernières décennies du XIX^e siècle (ROBIC, 2003b, p. 379-381). C'est même au point où commencent à paraître des histoires internationales de la géographie, dont l'ouvrage *Horizons géographiques* dirigé par Georges Benko et Ulf Strohmayer en 2004 (publié en français et en anglais), est un bon exemple ; l'avant-propos en résume ainsi l'ambition :

Dans les différents champs de la géographie humaine, on a demandé à deux spécialistes reconnus à l'échelle internationale, de deux aires géographiques différentes, de dresser un bilan de leur domaine et de l'écrire à deux. Au moment où l'on parle de la mondialisation de la production et de la consommation, ainsi que du renforcement de la circulation des capitaux et des personnes, les sciences restent souvent enracinées dans des logiques nationales. (2004, p. 5)

Par un étrange télescopage, l'histoire transnationale de la géographie se trouve ainsi associée au contexte de mondialisation...

¹² Claire Delfosse a également proposé en 2001 une étude ciblée sur Emmanuel de Martonne comme « tisseur de réseaux internationaux de géographes ». Elire une grande figure scientifique (ses voyages, ses relations, son influence etc.) est évidemment un bon moyen d'aborder l'histoire des croisements scientifiques.

2.3. Organisation de la réflexion

Pour achever cette introduction, et bien que n'aient pas été abordés encore les grandes hypothèses de travail ni les protocoles méthodologiques, il semble opportun de présenter, de manière cursive, les directions qui vont être suivies. L'objectif, rappelons-le, est de repérer les inflexions de l'inquiétude mondiale, du souci pour le Monde en géographie, entre les années 1890 et les années 1930. Si le projet prévoyait initialement de pousser jusqu'aux années 1950, le milieu des années 1930 s'est avéré être une borne plus convenable, à la fois pour des raisons matérielles et pour un certain nombre de raisons scientifiques. Nous verrons en particulier que la dimension mondiale tend, au milieu des années 1930 et dans une mesure que nous préciserons, à se faire plus discrète dans le discours géographique, alors qu'elle s'est révélée très massive auparavant, ce qui a créé un déséquilibre tout à fait imprévu au commencement de cette recherche. Cette discrétion paraît même caractéristique des décennies suivantes (au moins jusqu'aux années 1970-1980), même si, et l'épigraphe de cette Introduction en est un exemple frappant, les années 1940 pourraient également être très intéressantes à explorer. Quant à la borne initiale, elle est déterminée par la création des *Annales de Géographie*, notre corpus central. De la même façon toutefois que nous n'avons pas clos notre corpus documentaire, nous ne nous interdisons pas des explorations en amont ou en aval, que ce soit pour éclairer tel héritage conceptuel, que ce soit pour étayer une argumentation en élargissant un corpus, ou que ce soit, enfin, pour atténuer la gêne que des coupures chronologiques occasionnent nécessairement. S'il était assez pratique d'abord de découper la période ainsi définie en deux ensembles chronologiques (de 1890 à la Première Guerre mondiale puis l'entre-deux-guerres), il nous est apparu ensuite qu'il valait mieux tenter de gommer, autant que possible, la rupture de 1914. Dans l'histoire de la mondialisation, la Première Guerre mondiale est généralement considérée comme un tournant majeur ; dans l'histoire des conceptions du Monde, ce n'est pas si clair, et c'est ce que nous tâcherons de montrer, dans un parcours reposant sur quatre façons de saisir le problème de l'émergence du Monde en géographie.

Dans une première partie consacrée aux fondations théoriques et méthodologiques, après avoir bien mis en place les enjeux problématiques de ce travail (Chapitre 1), nous proposons une première approche de notre objet reposant sur l'étude des mots employés et de leur contexte d'apparition, ainsi que sur les figurations du monde (Chapitre 2). Dans une seconde partie, où l'accent est mis sur l'émergence et la diffusion d'*objets mondiaux* dans le discours géographique, objets qui constituent autant de vecteurs d'une pensée du Monde en

géographie ainsi que d'une mutation de la géographie elle-même en fonction de l'échelle mondiale : il s'agit de l'économie mondiale (Chapitre 3), du réseau mondial de circulation (Chapitre 4) et de la politique mondiale ou des puissances mondiales (Chapitre 5). La troisième partie interroge les expériences du monde qui rendent possible l'émergence et la diffusion de tels objets, le Monde étant ici considéré comme support d'une certaine *phénoménologie*, qui se traduit par des thèmes comme la finitude du monde (Chapitre 6), la crise de l'unité du monde réalisée par l'Europe (Chapitre 7) ainsi que la tendance à considérer surtout le monde comme un espace de division, de rivalité et de concurrence, comme un champ de bataille (Chapitre 8). Dans une dernière Partie enfin, nous ressaisirons certains enjeux généraux liés à des manières de faire la géographie, à des outillages et à des *habitus* intellectuels : nous examinerons d'abord les modes d'appréhension de la totalité terrestre propres à la *géographie universelle* et à la géographie générale, de façon à dégager un élément de comparaison pour mesurer la spécificité de la pensée géographique du Monde (Chapitre 9). L'étude d'une analogie restée jusqu'à présent largement méconnue, celle de l'organisme, en tant qu'elle s'applique à la Terre et au monde, nous permettra de caractériser le cœur de cette pensée du Monde, tout en mettant en perspective l'analyse plus contemporaine du Monde comme système (Chapitre 10).

I

Fondations théoriques et méthodologiques

Chapitre 1

Se poser en s'opposant :
pour une histoire paradoxale de la
mondialisation

1. La mondialisation et son histoire

1.1. Leçons et limites de l'histoire de la mondialisation

Une fois énoncés les ambitions et les enjeux généraux de la recherche entreprise, et rappelés les chemins que nous n'emprunterons pas ou pour quelques détours seulement, il convient d'entrer en détail dans la présentation de ce qui a été fait, de ce qui se dit, de ce que nous pensons dire de la mondialisation et de son histoire. Entendons mondialisation à la fois comme processus contemporain dont on cherche à mesurer l'historicité, et, c'est l'objet de cette recherche, comme conception du monde. De ce point de vue, à une inclination générale pour l'*inédisme* historique (« jamais le monde n'a été ce qu'il est aujourd'hui ») répond une tendance non moins générale à l'anachronisme conceptuel. Il est devenu en particulier tout à fait commun de parler d'une « première mondialisation » pour les décennies d'avant 1914. Dans le cadre de la géographie, nous voudrions prendre à contre-pied cet usage anachronique du terme mondialisation ; au préalable, il importe de rassembler les apports de l'histoire de la mondialisation, l'histoire du phénomène et celle des discours portés sur lui.

1.1.1. L'ancienneté de la mondialisation

Un processus historique ancien et le tournant de la Renaissance

Un point qu'il faut évoquer pour commencer : la pluralité de la mondialisation, définie différemment selon les disciplines et les thématiques d'approche, et la pluralité de son histoire. Pour ce qui est des historiens, la tentation est grande de prendre du recul par rapport aux définitions existantes, quitte à plonger dans le passé le plus lointain et à se prévaloir d'un « devoir de réserve historique », fondé sur une méthode qui « peut apporter quelque chose au débat en relativisant dans le TEMPS et les CONDITIONS du temps l'absolutisme toujours possible de définitions trop définitives » (PIEL, 1999, p. 147). Le même auteur construit dès lors une définition de la mondialisation comme « phénomène processuel » (p. 150), requérant une histoire (très) longue, où se succèdent une « paléontologie de la mondialisation », à partir de – 4 millions d'années, une « préhistoire », une « protohistoire », de 1500 à 1850 environ, et une histoire enfin, qui débiterait vers 1860 (p. 156-162). Un autre historien, Jean-Louis Margolin, parle aussi de « processus mondialisateur » (1999, p. 128), mais passe très vite sur les phases qui précèdent la Renaissance, période qu'il définit comme la « première mondialisation “pour soi” » (p. 127), reprenant d'ailleurs à son compte les concepts d'économie-monde et d'empire-monde de Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein (voir p.

19). C'est d'ailleurs l'une des convergences historiographiques les plus remarquables que cet accent mis sur la Renaissance, époque de vérification de la sphéricité de la Terre par les Européens, de mise en relation des continents entre eux, de recouvrement entre la Terre comme demeure de l'homme et la Terre comme planète. Jean-Marc Besse a bien montré que la Terre, à cette époque, devient en effet « l'espace universel de l'existence humaine » (2003b, p. 20), c'est-à-dire que le monde (au sens de monde habitable) prend potentiellement la dimension (la grandeur) de la planète. L'entrée dans l'hémisphère sud, le passage de l'équateur par les navigateurs portugais et la découverte de l'habitabilité de la zone torride, réputée inhabitable jusqu'alors, ont un impact majeur, avant même le voyage de Christophe Colomb, dans cette prise de grandeur (p. 65-69). L'analyse de cette mutation du « concept de Terre » mérite de devenir un modèle pour celle de mutations comparables, comme l'émergence du concept de Monde, dont il est probable qu'elle remonte au moins à cette époque, qui ne fut pas seulement marquée par le bouleversement du concept de Terre, mais également par l'émergence du niveau mondial (au point de vue culturel, religieux, politique, économique).

L'historien Serge Gruzinski a ainsi parlé, en 2004, de la « mondialisation ibérique » pour les XVI^e et XVII^e siècles, mondialisation articulée autour de trois notions : mobilisation (des hommes, des biens, des idées), métissage des cultures et globalisation (transplantation de modèles culturels). Son travail, très stimulant, prend sens dans une « histoire encore à construire », celle des connexions entre les parties du monde, voire entre des *mondes* distincts, et celle de l'émergence d'un sentiment de la globalité terrestre. Il souligne combien la « mondialisation ibérique » a contribué à forger une nouvelle conception du monde dans laquelle l'individu, où qu'il se trouve, peut se projeter dans un horizon planétaire (2004, p. 71-75). Rappelons que le XVI^e siècle voit la naissance du « *modern world-system* », selon l'expression d'I. Wallerstein, et que l'économie capitaliste européenne commence à prendre possession de la Terre et à connecter entre eux ses points les plus éloignés. Mais ce « *world-system* » ne devient planétaire qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle, avec le début de l'hégémonie mondiale anglaise :

Cette conquête de l'univers a été difficile, (...), mais la prépondérance anglaise s'est maintenue, a surmonté les obstacles. Pour la première fois, l'économie mondiale européenne, bousculant les autres, va prétendre dominer l'économie mondiale et s'identifier avec elle à travers un univers où tout obstacle s'effacera devant l'Anglais, lui d'abord, mais aussi devant l'Européen. Cela jusqu'en 1914. (BRAUDEL, 1985, p. 107)

Cet extrait synthétise remarquablement la situation du XIX^e siècle entier au point de vue de la formation du système mondial. Mais on remarquera aussi le lapsus de Braudel, qui utilise « économie mondiale » à deux reprises, la première vraisemblablement à la place d'économie-monde ; ce qui témoignerait peut-être que, dans l'esprit de Braudel, le processus d'unification économique du monde sous domination européenne était bien avancé avant l'émergence de l'Angleterre comme puissance hégémonique. Au terme de ce très bref aperçu, le champ de l'histoire de la mondialisation paraît largement défriché, un certain nombre de concepts ont même déjà été forgés, et nous devons tenir compte de ces analyses, ne serait-ce que parce que « la connaissance des formes antérieures de mondialisation est nécessaire pour comprendre celles que nous vivons (...) » (LE GOFF, 2001).

Prédominance de la grille de lecture économique

Mais nous ne pouvons nous en contenter, notamment parce que, à de rares exceptions près, les historiens de la mondialisation privilégient une grille de lecture économique : c'est l'intégration économique à l'échelle planétaire qui permettrait de parler de mondialisation. Il faut prendre garde à ce type de réductionnisme. La mondialité peut s'expérimenter sur d'autres plans que celui des réalités économiques ; on peut discerner par exemple une approche écologique, dans la lignée des recherches d'Edgar Morin sur la condition terrestre de l'humanité (MORIN, 1981 ; MORIN et KERN, 1993), approche qui définit la mondialité « comme appartenance des humains au même monde, si l'on entend par “monde” la planète Terre » (ZARIFIAN, 2004, p. 7). L'intégration économique joue un rôle bien moindre alors que la menace d'autodestruction de l'humanité et que l'émergence progressive d'une conscience planétaire. On peut discerner aussi une approche culturelle, par exemple dans les travaux d'Armand Mattelart, qui s'est attaché à retracer l'histoire des projets plus ou moins fantasmatiques d'organisation mondiale ; il est ainsi amené à relever combien « la période qui court du dernier quart du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale est un tournant dans la mise en relief de la longue histoire des projets d'intégration mondiale » (2000, p. 11). Au demeurant, une séparation aussi nette des dimensions de la mondialisation (économique, écologique, culturelle, politique aussi bien) est sans doute préjudiciable à une juste appréhension du phénomène, qui non seulement met en relation les parties du monde, mais aussi fait interagir les ordres de la réalité entre eux ; c'est d'ailleurs l'un des mérites de la notion de système Monde que de préserver la pluralité du phénomène. On ne saurait pourtant négliger le fait que la mondialisation est la plupart du temps abordée sous l'angle économique. C'est en économie de fait que le thème de la mondialisation a trouvé le terrain le

plus fertile dans les années 1980 et 1990, notamment en lien avec les mutations de la sphère financière, comme l'a montré René Dagorn (1999, p. 192-196), même si, longtemps, « la mondialisation ne constitue pas en tant que telle un domaine institué de la recherche économique » (KEBABDJIAN, 1999, p. 51). Indépendamment des débats de tous ordres qui divisent les économistes sur la question, quelques faits se dégagent de l'histoire économique de la mondialisation.

Les positions sont dans l'ensemble similaires à celles des historiens : on en trouvera par exemple une présentation synthétique dans l'article rédigé par l'économiste Robert Boyer dans l'ouvrage collectif sur *La mondialisation. Au-delà des mythes* (2000). Il n'y a d'ailleurs guère de différence à ce niveau entre les économistes historiens et les historiens économistes : R. Boyer s'inscrit ainsi tout à fait dans le sillage de Braudel. Partant du constat d'une cécité historienne des économistes et des chercheurs en sciences sociales, il déplore que « les analyses rétrospectives portent au mieux sur une période de une à deux décennies ». Au plan de l'économie internationale, ces analyses exagèrent en conséquence la nouveauté des années 1990, alors que, dans le « temps long » du capitalisme, depuis le XVI^e siècle, le capitalisme commercial a peu à peu conquis la planète entière, et que l'industrialisation a accentué les interdépendances entre les différentes parties du monde à partir du XVIII^e siècle. Dès lors, « les années quatre-vingt-dix sont nouvelles par rapport aux années soixante, mais nombre des caractéristiques contemporaines ont déjà été observées, par exemple à la veille de la Première Guerre mondiale » (p. 32) : commerce international, extraversion des économies, multinationalisation de la production, investissements directs..., autant de données autorisant la comparaison (p. 33). Mais quelques différences s'imposent cependant entre économistes et historiens, sans même aborder le détail technique des argumentations. Si l'histoire a longtemps affectionné les histoires globales, ce n'est que récemment qu'elle s'est attaquée à ces faits de mondialisation, et il n'est pas sûr même qu'elle ait entièrement pris le tournant de la mondialisation, d'après R. Dagorn (1999, p. 201-203)¹³. L'économie en revanche, bien que classiquement centrée sur le cadre étatique-national, entretient une relation ancienne et complexe avec les faits de mondialisation et a dès longtemps pensé l'international, c'est-à-dire au moins depuis le XVIII^e siècle¹⁴. Certes, international n'est pas synonyme de mondial, ni internationalisation de mondialisation : mais on pourrait dire que la mondialisation

¹³ L'existence seule du beau livre de Serge Gruzinski autoriserait aujourd'hui à discuter cette idée.

¹⁴ « L'économie *internationale* concerne les relations d'échange de marchandises, de flux d'informations, de mouvements de facteurs de production, d'investissement et de financement entre des décideurs privés et publics appartenant à des Etats-nations différents. » (HUGON, 1999, p. 22)

correspond tout de même, et *a minima*, à une « configuration du commerce international », pour reprendre une expression de l'historien Patrick Verley (1997, p. 14), qui associe la dynamique commerciale, les acteurs, les types d'échanges et de complémentarités existant à une époque donnée¹⁵. Ce qui paraît avéré, c'est qu'à partir du milieu du XIX^e siècle, sans remonter jusqu'aux œuvres d'Adam Smith, David Ricardo ou Jean-Charles de Sismondi (voir FERRI, 2005, p. 79, 105 et 115), les problèmes du commerce extérieur prennent une dimension mondiale de plus en plus affirmée : « La pensée libérale néoclassique du troisième quart du XIX^e siècle était très mondialiste ; elle faisait écho à la pensée marxiste qui se situait également dans une tradition mondialiste » (HUGON, 1999, p. 19). De fait, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, publié en 1848 par Karl Marx et Friedrich Engels, le marché mondial est une notion centrale, exprimant l'extension planétaire de la bourgeoisie et du capitalisme, l'industrialisation du monde, l'utilisation de « matières premières venues des régions les plus lointaines », avec une conséquence de taille : « A la place de l'ancien isolement local et national se développe un trafic universel, une dépendance mutuelle des nations » (MARX et ENGELS, cités par DAGORN, 1999, p. 191). Pour résumer ce qui semble être, d'après nos lectures, les tendances dominantes du discours économiste sur l'histoire de la mondialisation, on se rappellera que : « L'analyse du *commerce extérieur* s'était déplacée à la fin du XIX^e siècle vers la question du *marché mondial* », alors qu'« entre les deux guerres et jusqu'en 1970, le débat a été centré autour de l'Etat-nation et de la question de l'*échange* » et que « depuis les années quatre-vingt, le débat tend à s'orienter autour de la *mondialisation* et de la *globalisation* » (HUGON, 1999, p. 21)¹⁶.

1.1.2. Une histoire essentiellement *présentiste*.

Les risques de la démarche présentiste

Par histoire présentiste (on pourrait dire aussi régressive voire rétrospective), nous désignons une histoire qui use des concepts contemporains pour décrire des réalités anciennes dont on présume qu'elles sont suffisamment proches des présentes pour justifier l'anachronisme. Elle privilégie l'histoire d'un phénomène à celle des façons de le décrire. La chose est apparue clairement dans les paragraphes précédents, mais cela mérite quelques remarques complémentaires, notamment quant aux implications épistémologiques du procédé.

¹⁵ Par exemple : « Le commerce international du XVIII^e siècle est caractérisé par son expansion vers les Amériques, par le développement en symbiose des économies sucrières et de leur demande en produits manufacturés européens, et par des relations conflictuelles entre des blocs commerciaux en formation, comme l'ensemble franco-hispanique, ou l'ensemble lusitano-anglo-saxon » (1997, p. 14).

¹⁶ Hugon ne fait pas ici de différence entre mondialisation et globalisation... La question du reste est épineuse.

Dans sa réévaluation de la géographie urbaine française, qui apparaît comme très « moderne » dès le XIX^e siècle, Marie-Claire Robic, pour en donner un exemple concret, a déjà eu l'occasion de bien mettre en lumière les risques de la démarche présentiste :

La vision du développement tardif du champ de la géographie urbaine, notamment sous une modalité de réseau, nous semble donc devoir être révisée. Sans doute est-elle issue de l'analyse d'un corpus biaisé, parce que sélectionné en vertu des légitimités en cours au moment de ces lectures du passé de la discipline. A ce titre ont été exclus de l'inventaire des « produits » d'auteurs effectivement marginaux dans la géographie universitaire et de quelques auteurs centraux dont la problématique urbaine a été invalidée. L'attitude de réhabilitation induit des risques aussi élevés de reconstruction, sous les effets pervers de la généalogie légitimante. Pour décentrer le regard on s'est inscrit ici dans ce courant des réévaluations des discours sur l'urbain menées par économistes, historiens, géographes, urbanistes, et qui tentent de confronter sur le long terme le jeu des pratiques urbaines, des évolutions du système urbain et de ses représentations. L'outillage théorique contemporain, notamment la notion d'interaction spatiale, est alors un réactif plutôt que l'étalon invariant de la modernité ou de l'archaïsme. (ROBIC, 1989, p. 236)

Ce jugement s'applique tout à fait à notre propre objet et à notre propre situation de recherche. Face à la prédominance d'une lecture *biaisée* du passé (que nous réitérons en partie dans la mesure où la notion de mondialisation, si elle ne connaissait pas la faveur qu'elle connaît, ne susciterait certainement pas de recherche sur son histoire), il s'agit de retrouver l'*actualité* des conceptions du monde à différentes époques, monde que nous décrivons aujourd'hui comme mondialisé. Description qui n'est pas en soi nécessairement absurde, la comparaison entre la fin du XIX^e siècle et la fin du XX^e siècle ayant une certaine pertinence, eu égard à des éléments comme le ratio entre production et commerce extérieur ou l'importance des investissements internationaux. Mais est-ce que cela justifie pour autant de ne pas se préoccuper des discours de l'époque sur le monde de l'époque ? Car, s'agissant de la mondialisation, comme certainement d'un grand nombre d'objets, il apparaît que l'histoire a versé décidément dans un *présentisme* dont la conséquence est sans nul doute de diluer la spécificité de la notion contemporaine de mondialisation. Sans rouvrir des débats épistémologiques déjà bien rebattus (voir la mise au point de BLONDIAUX et RICHARD, 1999), il semble nécessaire de se réinscrire dans l'antinomie présentisme/historicisme, pour caractériser non pas d'abord notre position, mais celle des auteurs qui se sont préoccupés jusqu'ici de la mondialisation, et de la mondialisation en géographie.

Concevoir la mondialisation, en premier lieu, comme une réalité processuelle et séquencée soulève la question du découpage chronologique, lequel demeure incertain et discuté. Certains auteurs considèrent que la « phase actuelle » commence en 1945 ou 1970 (c'est le cas de MARGOLIN, 1999, ou de BENICHI, 2003) ; d'autres font débiter la

mondialisation contemporaine en 1870 ou 1880 (c'est le cas de PIEL, 1999). Néanmoins, la période 1870-1914 est systématiquement accentuée, soit comme le début de la mondialisation contemporaine, soit comme la « première mondialisation » (si on laisse de côté la Renaissance). L'expression de « première mondialisation », qui pose un certain nombre de problèmes sur les critères qui permettent de la comparer à une « seconde mondialisation », ainsi que sur ceux qui permettent de la distinguer de tout ce qui vient avant (au risque d'exagérer les ruptures, d'un côté comme de l'autre), connaît de fait une grande faveur, tant en histoire qu'en économie ou qu'en science politique. A cet égard, l'ouvrage *Notre première mondialisation*, publié en 2003 par la politiste américaine Suzanne Berger, mérite qu'on s'y arrête. Berger compare deux situations jugées semblables afin de discuter l'impact de l'ouverture économique sur les Etats, et « l'idée selon laquelle les différentes options politiques qui s'offrent aux sociétés seraient rigoureusement limitées par les transformations de l'économie internationale » (p. 11), c'est-à-dire que l'Etat-providence devrait marquer le pas face à la mondialisation. La suivre dans sa démonstration militante ne nous concerne guère ici : pointons plutôt la façon dont elle mène la comparaison. La parenté entre les deux époques est de l'ordre du postulat, même si elle est étayée par un grand nombre d'études menées dans le domaine anglo-saxon dans les années 1990 (dont elle propose une manière de synthèse), et si elle accepte un certain nombre de dissimilarités :

Voici cent ans, les pays développés d'Europe occidentale et d'Amérique étaient engagés dans un processus de mondialisation analogue à celui que nous connaissons aujourd'hui. Par mondialisation, j'entends une série de mutations dans l'économie internationale qui tendent à créer un seul marché mondial pour les biens et les services, le travail et le capital. (p. 6)

Que ce soit l'internationalisation des économies, la baisse du coût du transport, les mouvements de population ou les investissements à l'étranger, la période qui précède 1914 apparaît bien comme « un laboratoire de réflexion sur nos propres interrogations » (p. 8). Mais si Berger compare principalement des données économiques (et sa définition de la mondialisation elle-même est économique), elle est également sensible, par moments, à ce que les contemporains pouvaient dire de ces réalités économiques¹⁷. Elle signale que le terme de mondialisation n'existait pas à l'époque (p. 30), même si on était conscient du phénomène, mais elle ne va guère plus loin. *Comment* en parlait-on, tel n'est pas l'objet, à l'évidence, de S. Berger.

¹⁷ Voir par exemple son commentaire, fort allusif cependant, de l'ouvrage de Norman Angell, *The Great Illusion*, paru en 1910, où « Angell décrit la mondialisation dans un vocabulaire qui rappelle à beaucoup d'égards le nôtre » (p. 82). Mais aucun exemple n'est donné...

Le mythe de la « première mondialisation »

En quoi la « première mondialisation » serait-elle un mythe, au sens d'une représentation dominante et quasiment non discutée ? D'abord parce que, comme Paul Bairoch et Richard Kozul-Wright l'ont avancé dans une étude de 1996 qui paraît bien discordante dans la masse des écrits existant sur cette question, il convient de fortement nuancer l'avancée de la mondialisation avant 1914 : l'économie n'était peut-être ni si ouverte ni si intégrée qu'on le dit. Ensuite, parce que parler de « première mondialisation » contribue à une perte de pertinence de la notion de mondialisation. Cette dilution est grandement dommageable, dans la mesure où il n'est déjà pas aisé de s'accorder sur une définition de la mondialisation, et où nombre des auteurs qui pratiquent cette histoire présentiste s'efforcent dans le même temps de marquer la spécificité de la mondialisation *actuelle*. Un cercle vicieux se met en place, car cette deuxième opération passe souvent par la comparaison avec d'autres phases de mondialisation, comme ici dans un texte de l'historien Jean-Louis Margolin :

Après une première moitié du siècle surtout caractérisée par de successives fragmentations (...), les échanges internationaux reprennent, à un rythme de plus en plus rapide (...), dès les années cinquante. L'investissement international s'accélère considérablement dans la décennie suivante. Tout ceci prépare la mondialisation « proprement dite » d'aujourd'hui. Elle reprend bien des formes et des trajectoires à l'œuvre un siècle plus tôt, avec deux novations principales :

- la volonté de combiner unification économique et unification politique ; qu'on puisse tous les jours vérifier la difficulté et les aléas de l'entreprise signifie au moins que la préoccupation existe (...) ;
- le resserrement considérable des « mailles » ; (...) les hommes échappant à peu près complètement aux effets de la mondialisation sont aujourd'hui très minoritaires, alors qu'ils étaient certainement majoritaires en 1914 ; qui plus est, le phénomène est devenu davantage multiforme (...). (1999, p. 132)

Il s'agit d'un renversement de la dynamique conceptuelle : partant d'une notion contemporaine, la mondialisation, l'auteur compare deux époques de « mondialisation », et dégage de cette comparaison deux éléments de spécificité de la phase actuelle. Mais il ne se contente pas de projeter la notion contemporaine dans le passé : il re-projette l'anachronisme dans le présent, ce qui aboutit à la formule étonnante de « mondialisation “proprement dite” d'aujourd'hui » ! La rhétorique de la première mondialisation a une autre conséquence : elle implique en effet que nous nous trouvions aujourd'hui dans une *autre* mondialisation, sans doute la deuxième, mais aussi que nous pensions une discontinuité temporelle et peut-être aussi de nature entre les deux. Et de fait, on s'accorde généralement sur l'idée que, entre la phase de première mondialisation (entre 1880 et 1914) et celle débutée, selon, en 1945 ou 1980, se serait intercalée une phase de repli, avant que le processus se relance et, de surcroît, s'accélère. Suzanne Berger parle par exemple, pour les lendemains de la guerre de 1914-1918,

d'une « dislocation dévastatrice des liens d'interdépendance entre pays développés » (2003, p. 10). L'historien François Crouzet fait le même diagnostic : « La crise de 1929, puis la dépression des années 1930 entraînèrent une désagrégation de l'économie mondiale, une déglobalisation, un recul de la mondialisation » (2002, p. 234). Dernier exemple¹⁸, Jean Piel parle lui d'une « mise en question de [la] première mondialisation » entre 1914 et 1945 (1999, p. 163). Le monde connaît bien un tournant majeur et classiquement associé, depuis les analyses de l'économiste Karl Polanyi à la « Grande Transformation » éclatant entre 1930 et 1945, c'est-à-dire à la fin du système international du XIX^e siècle fondé sur le concert des nations et la paix, l'étalon-or et le libéralisme économique (POLANYI, 1944). Mais ce « modèle Polanyi » ne doit pas être adopté sans discussion. Non pas qu'il faille douter du recul des échanges internationaux, des investissements à l'étranger etc., dans les années 1930, mais nous pouvons penser, sans doute, que la propagation de la crise économique dans le monde constitue un indicateur certain de l'interdépendance existant entre les parties du monde, et que l'histoire économique peut très bien être victime ici d'un effet de « Belle Epoque », survalorisant ce que Stefan Zweig a appelé en 1941 « le monde d'hier », aux dépens de l'entre-deux-guerres.

1.2. L'histoire de la mondialisation dans la géographie française

Depuis les années 1980, le thème de la mondialisation a conquis une place importante dans les problématiques de la géographie française (et internationale), même si assez peu de géographes, nous l'avons dit (voir p. 15), s'intéressent au niveau mondial lui-même. On peut toutefois rappeler le succès et diffusion du « système Monde » d'Olivier Dollfus, la mise en place d'un pôle d'étude sur la mondialisation et l'espace mondial à Science po (voir DURAND, LEVY, RETAILLE, 1993), les réflexions de Denis Retaille sur la mondialité géographique (qu'est-ce qui *fait* monde ?), mais également l'effort pluridisciplinaire du Groupe mondialisation du GEMDEV initié dès 1983 (avec les géographes O. Dollfus, J. Lévy, C. Grataloup et R. Dagorn). Dans la deuxième moitié des années 1990, paraissent les premières synthèses sur la mondialisation en géographie : O. Dollfus en 1997, le GEMDEV en 1999 et la même année, un numéro spécial de *L'Espace géographique* (DOLLFUS, GRATALOUP et LEVY, 1999b ; GRATALOUP, 1999 ; LEVY, 1999b). Puis les années 2000 voient la parution de

¹⁸ On pourrait de fait en fournir de nombreux, notamment de langue anglaise. Contentons-nous de signaler l'ouvrage de l'historien américain Harold James, *The End of Globalization. Lessons from the Great Depression*, dont le propos est principalement de décrire la crise des années 1930 comme « *the disintegration of the highly interconnected economic world of the late nineteenth century* » (2001, p. 1), et même comme « *the collapse of globalism* » (p. 2).

manuels moins exploratoires mais répondant à l'extension des préoccupations sur la mondialisation, à son entrée dans les cursus universitaire, jusqu'à sa mise au programme de l'agrégation de géographie en 2006 (CARROUE, 2002, 2004 ; CARROUE (dir.), 2006 ; CARROUE (coord.), 2006 ; MANZAGOL, 2003 ; DURAND (*et alii*), 2006 ; GHORRA-GOBIN (dir.), 2006 ; GRATALOUP, 2007...). Cette présentation, schématique mais caractéristique de l'évolution problématique de la géographie de la mondialisation en France, témoigne de ce que les géographes se sont manifestement saisis de cet objet et ont cherché à « mondialiser la géographie » (DOLLFUS, GRATALOUP et LEVY, 1999a, p. 119). Et elle nous suffit pour l'heure, dans la mesure où ce qui va nous retenir, c'est d'examiner comment la mondialisation est perçue par les géographes français comme processus historique et comme problématique scientifique ayant elle-même une histoire¹⁹. Or la lecture de ces différents ouvrages montre que le regard des géographes sur l'histoire de la mondialisation est largement conditionné par des *a priori* disciplinaires et reprend les leçons de l'histoire et de l'économie.

1.2.1. Une histoire également présentiste et discontinuiste mais non sans apports originaux

La plupart du temps, lorsque les géographes abordent l'histoire de la mondialisation, ils partent du double constat déjà signalé : « l'exceptionnalité des situations contemporaines » (DOLLFUS, 1997, p. 8) et l'ancienneté du phénomène. Cette histoire, du reste, ne constitue au mieux qu'une faible part de l'analyse géographique de la mondialisation, très souvent préambulaire : 2 chapitres sur 11 dans le manuel de Claude Manzagol en 2003, ou quelques paragraphes seulement dans celui de Laurent Carroué en 2002. Et de manière générale, la géographie se coule dans une périodisation relativement figée de la mondialisation qui rejoint ce qui vient d'être dit. C'est le cas de L. Carroué par exemple, qui reprend à son compte l'héritage de Braudel et de Wallerstein, et qui s'en tient au découpage habituel : « Dans la logique de Braudel, quatre grandes strates historiques peuvent être identifiées », XV^e-XIX^e siècles, XIX^e siècle-1918, puis « un demi-siècle de "retrait" » (1918-1970), et enfin, la phase actuelle, accélérée depuis la chute de l'URSS » (2004, p. 4). Les géographes pratiquent

¹⁹ L'examen pourrait cependant prendre une dimension internationale : nous avons déjà cité les travaux de Denis Cosgrove sur l'histoire des représentations globales. Une autre tentative intéressante, allemande cette fois, mérite d'être signalée : l'ouvrage coordonné par Iris Schröder et Sabine Höler en 2005, *Welt-Räume. Geschichte, Geographie und Globalisierung seit 1900* (Espaces globaux. Histoire, géographie et globalisation depuis 1900). Nous n'avons pu que survoler l'ouvrage, qui n'est pas traduit. La première partie *Die neue Erdtotale: Die verkleinerte Welt um 1900* (La nouvelle totalité de la Terre : le monde rétréci de 1900) semble la plus proche de ce que nous allons étudier : quatre articles y traitent successivement de l'éruption du Krakatau et du monde comme laboratoire (Matthias Dörries), des *Völkerkundemuseen* (musées des sciences populaires) à la fin du XIX^e siècle et du thème du monde au musée (H. Glenn Penny), des « Archives de la Planète » que nous aborderons pour notre part dans la Partie 3 (Iris Schröder), et de la Terre dans les ouvrages de géographie (Ute Wardenga).

presque systématiquement une histoire présentiste de la mondialisation, qui peut aller très loin dans l'anachronisme conceptuel, jusqu'à la distinction de « six mondialisations » par Jacques Lévy, depuis l'apparition et la dispersion sur Terre d'*Homo Sapiens Sapiens*. Selon lui, nous nous trouverions dans la sixième phase de la mondialisation, et une septième serait même pensable, celle de la société-Monde (2004, p. 30). J. Lévy met par ailleurs en place dès le début des années 1990 un schéma théorique intéressant pour rendre compte de l'histoire de la mondialisation et la penser non seulement comme un processus économique mais comme une dynamique spatiale des sociétés. Ce schéma a connu une certaine diffusion en géographie, au point d'être repris dans le manuel de Manzagol comme « outil de décodage » du système-monde (2003, p. 7 et 178). Il en existe une version analytique, qui distingue les différents modèles (dont on peut se contenter ici du simple énoncé, suffisamment explicite : ensemble de mondes, champ de forces, réseau hiérarchisé et société-Monde²⁰) et une version diachronique, que nous reproduisons (Figure 4).

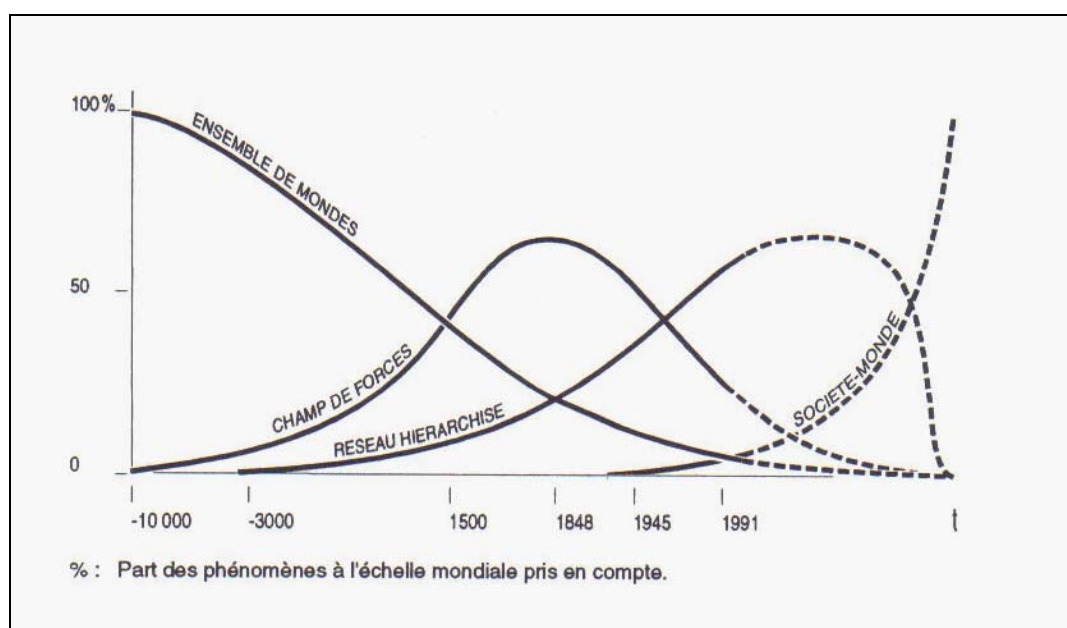


Figure 4 : Les quatre modèles de Jacques Lévy. Schéma diachronique (DURAND, LEVY, RETAILLE, 1993, p. 33).

On peut aussi, comme dans le *Dictionnaire des mondialisations*, fonder l'histoire de la mondialisation sur un changement de terme : à la planétarisation succéderait la mondialisation (avec des prémices dès l'antiquité, mais débutant vraiment à l'époque moderne) puis la globalisation, dans les années 1980-1990 (GHORRA-GOBIN, 2006, p. VIII). A l'instar de la plupart des historiens, les géographes utilisent à l'envi la notion de phase pour

²⁰ Dans des versions plus récentes, Jacques Lévy remplace « ensemble de mondes » par « communautés » (2004, p. 35), mais l'idée reste la même (voir encore 2007b, p. 16 et sq.).

caractériser l'histoire de la mondialisation, ce qui leur permet tout à la fois de faire de la mondialisation un processus *géohistorique* de longue durée (GRATALOUP, 2006c, 2006e, 2007) et de traiter sa « forme actuelle », selon une expression d'O. Dollfus (1997, p. 21), comme nouvelle. De telle sorte que la position des géographes paraît au final très proche de celle des historiens et des économistes. Une différence se manifeste cependant, de peu de conséquence au premier abord, mais lourde en réalité d'une implication essentielle quant à la possibilité d'une conception proprement géographique de la mondialisation. Il s'agit de l'interprétation à donner à l'entre-deux-guerres, généralement pensé, on l'a vu, comme une période de repli.

Qu'en est-il en géographie ? Cela fait problème. Certains géographes ne se démarquent pas de cette première interprétation, et ce de longue date, puisque Paul Claval observait dès 1968 que « la crise disloque la reconstruction fragile des années d'après-guerre, provoque une rupture et une disparition presque totale du marché mondial » (1968, p. 761). Plus récemment, J. Lévy a développé l'idée d'un « point bas » de la mondialisation entre les deux guerres (2003a, p. 638 ; 2004, p. 33 ; 2007b, p. 13) : les Etats reviennent alors sur le devant de la scène, les échanges internationaux régressent, les sociétés se replient sur elles-mêmes. La crise mondiale suivie de la seconde guerre mondiale représenteraient bien un reflux de la mondialisation. D'autres géographes cependant considèrent l'entre-deux-guerres comme le moment d'une prise de conscience du niveau atteint précédemment par la mondialisation. C'est le cas par exemple de M.-C. Robic pour qui « la première moitié du XX^e siècle est marquée par la prise de conscience de la mondialisation, de la Grande Guerre à la crise économique des années trente et à la seconde guerre mondiale : c'est-à-dire d'une interdépendance générale à la surface de la terre » (1995b, p. 50). Pour O. Dollfus également, « la structuration du système Monde, accompagnée de la redistribution des cartes, s'est très largement effectuée ou a été accélérée lors des grands paroxysmes : première guerre mondiale, crise économiques des années 1930, seconde guerre mondiale et ses suites » (1990a, p. 302). Il y a, dans cette divergence d'analyse un élément essentiel de justification de notre programme de recherche : pourquoi le regard des géographes sur l'histoire de la mondialisation (et donc sur la mondialisation) peut-il être sensiblement différent de celui des historiens ou des économistes ? Cela provient de ce que les critères de définition de la mondialisation varient selon les disciplines et de ce que la mondialisation, d'un point de vue géographique, semble se définir surtout comme un processus de mise en relation des parties du monde. Que le commerce international chute dans l'entre-deux-guerres est une chose ; cela

ne signifie pas que toute mondialité ait disparu. Et la grande crise économique apparaîtrait dès lors comme un témoin de mondialité aussi pertinent que l'ouverture du commerce international. Il conviendrait donc d'examiner le discours sur l'interdépendance spatiale à l'échelle du Monde, et non de transposer simplement en géographie le discours habituel sur la mondialisation comme internationalisation des économies. Mais on s'en tient souvent à cela, même lorsque, à l'instar de R. Dagorn en 1999, l'on se risque à une histoire du terme mondialisation et de sa diffusion en économie et dans les sciences sociales dans les années 1980 et 1990. Car il s'en tient au seul mot de mondialisation, ne fait qu'évoquer en passant son apparition dans les années 1950 et 1960 et ne pose pas la question de ses conditions, contextuelles, conceptuelles et intellectuelles d'apparition. Et comme en conséquence, il met l'accent sur la nouveauté du contexte des années 1980 et 1990, surtout en matière économique (1999, p. 190-196) pour expliquer la diffusion du terme mondialisation. Pour ce qui est de la géographie, le tournant de la mondialisation serait pris au début des années 1990 et serait incarnée par la publication du « Système Monde » en 1990, symbole d'une « nouvelle » géographie du Monde, en rupture avec une géographie où « décrire le monde s'était (*sic*) juxtaposer la géographie des nations » (p. 198). Il s'agit bien ici de dramatiser l'entrée en géographie de la mondialisation et du Monde. Cette rupture, comme dit Dagorn, ne serait « pas seulement (...) une rupture dans l'échelle de l'analyse », mais « aussi une rupture de nature » (p. 203). Certes. Mais est-il bien sûr que les géographes n'ont pas pensé le Monde ou des faits de mondialisation avant 1990 ?

1.2.2. Insuffisances d'une histoire en quête de précurseurs

La conséquence principale de ce présentisme est que l'appréciation des façons de dire et de penser le processus lui-même est fortement négligée : pourquoi se préoccuper en effet de ce que disaient les *contemporains* du monde dans lequel ils vivaient quand nous disposons d'une notion aussi opératoire que celle de mondialisation ? Quitte à nuancer son application ou à faire varier les critères en jeu, elle autoriserait en effet une réinterprétation de toute l'histoire contemporaine, voire de toute l'histoire de l'humanité ; elle joue alors le rôle du concept intégrateur par excellence et non pas du *réactif* heuristique pour une histoire conceptuelle encore à venir. Les géographes toutefois, comme d'autres spécialistes, recherchent des références qui servent de caution à l'emploi anachronique du terme mondialisation. Ces références, rares et peu explicitées, témoignent de la nature profondément téléologique de cette histoire et de la prégnance d'*a priori* disciplinaires. Cette référence par exemple de Jacques Lévy à André Siegfried, qui fait comme si tout géographe, aujourd'hui,

était familier des écrits de Siegfried (au point de n'en citer aucun) et *savait* bien ce qu'ils ont de particulièrement significatif quant à l'entrée de la mondialisation en géographie :

La dynamique actuelle de la géographie permet un redéploiement dans lequel l'ambition cognitive tend heureusement à remplacer l'impérialisme institutionnel. Des rencontres – ou des retrouvailles : réinventons Siegfried ! – deviennent alors possibles (...). (in DURAND, LEVY, RETAILLE, 1993, p. 40)

La valorisation de positions non-institutionnelles s'accompagne d'une dévalorisation de l'école, l'idée étant que les géographes de l'école auraient négligé l'échelle mondiale :

Ceux qui s'appellent « géographes » se sont, depuis le début et dans leurs différents cadres disciplinaires, intéressés au monde. On note cependant que l'identification d'un objet "Monde" spécifique est récente : après quelques prémices dans les années 1930-1960 (dans le monde francophone : Siegfried, Demangeon, Gottmann...), c'est surtout durant ces quinze dernières années que la géographie du Monde a cessé de se dire "générale", avec l'idée de se démarquer de ce qui avait été longtemps perçu, sous ce titre, comme la simple projection sur un planisphère, assortie d'un commentaire typologique, de diverses données factuelles. (LEVY, 1999b, p. 23-24)

Avant le système Monde d'O. Dollfus, il n'y aurait que des « prémices », dans une géographie qui ne pourrait traiter du monde que de manière générale, l'imprécision (voulue ?) des références contribuant à renforcer encore le statut de pionnier d'O. Dollfus²¹.

Si le caractère novateur du concept de système Monde n'est pas en question, il importerait toutefois de caractériser plus rigoureusement le moment où l'échelle du Monde entre dans l'outillage intellectuel des géographes et de reconstruire la généalogie conceptuelle de la mondialisation, au-delà du petit nombre de références usuellement citées. Ces références, en outre, ne font qu'effleurer la géographie d'avant 1970. On rencontre bien, au gré des lectures, des allusions à tel ou tel géographe plus ancien (comme Siegfried) qui aurait été sensible aux faits de mondialisation. C'est notamment le cas d'Elisée Reclus, qui aurait précocement pris conscience « de la mondialisation des problèmes », qu'il s'agisse de colonisation, d'environnement, d'économie ou plus généralement, comme il le dit lui-même, de l'« interévolution de tous les peuples » (cité par GIBLIN, 1982, p. 87). Ce géographe, en marge de l'école française de géographie, aurait perçu les transformations du monde dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et en particulier « le phénomène de planétarisation de

²¹ Ce statut de pionnier a cependant déjà été nuancé. Paul Claval par exemple, évoque bien Dollfus dans un passage sur la globalisation en géographie (1998, p. 407), mais ce n'est qu'après avoir rappelé, en note, qu'il avait lui, déjà, « consacré, en 1968, une large part de *Régions, Nations, Grands Espaces* (...), au "marché mondial et aux grands ensembles territoriaux" (...) en insistant sur la transformation du rôle que jouent les Etats européens sur la carte du monde depuis les Grandes Découvertes » (p. 516). Il n'en reste pas moins que l'on considère généralement O. Dollfus comme celui qui a « permis aux géographes de prendre enfin le Monde comme une entité géographique » (GRATALOUP, 2006a).

l'économie » (*ibid.*), ceci parce que, à la différence des géographes de l'école, est-il dit, Reclus ne s'en serait pas tenu « à une géographie des permanences » mais se serait intéressé aux « changements profonds et durables qui affectent toutes les organisations économiques et sociales du globe » (p. 83). Pour Béatrice Giblin, Reclus est ainsi un précurseur de la géographie à l'échelle du Monde, comme il est un précurseur de l'analyse géopolitique pour Yves Lacoste et l'équipe de la revue *Hérodote* (dont B. Giblin fait partie). On ne saurait toutefois réduire cette lecture de la géographie reclusienne à un parti pris infra-disciplinaire ; elle se retrouve par exemple très largement chez les auteurs du GIP RECLUS, dans les textes historiques de la *Géographie universelle*. Quand Robert Ferras note que la curiosité géographique de Reclus, « par définition, est mondialiste » (1989, p. 80), Roger Brunet affirme que la *Géographie universelle* de Reclus est animée par une vision du système Monde (1990, p. 264). Mais il est remarquable que l'on ne soit guère allé plus loin, que l'on n'ait pas tenté de bien mettre en valeur l'originalité de la conception du monde comme Monde de Reclus²². On se contente d'une notation rapide, non fouillée, laudative certes mais non point nécessairement convaincante. L'ambition la plus légitime est alors de prendre au sérieux l'existence, dans les discours géographiques de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles, d'une pensée du Monde, même sous la forme d'éléments dispersés ou non explicités, et de démontrer à quel point nous avons eu jusqu'à présent peu de foi dans la capacité des géographes de 1900 à décrire le monde de leur temps, ce monde qui serait déjà mondialisé.

1.2.3. L'histoire de la géographie et l'échelle mondiale

Que les géographes classiques aient été depuis longtemps interpellés par des réalités d'échelle mondiale n'a pas échappé en effet seulement aux historiens de la mondialisation, mais également aux historiens de la géographie et même à la communauté des géographes dans son ensemble. C'est le même problème au fond que celui auquel s'est confronté Olivier Soubeyran quant à l'« amnésie » générale des géographes et des historiens de la géographie à l'égard de la forte imprégnation coloniale de la géographie vidalienne et postvidalienne (1997, p. 18). Il étudie la façon dont les historiens de la géographie, Lucien Febvre, Paul Claval, André Meynier et Vincent Berdoulay, ont contribué à construire notre imaginaire disciplinaire dans le sens d'un « oubli » de l'identité coloniale de la discipline, oubli qui serait à nuancer, mais là n'est pas le propos. S'agissant non plus du fait colonial mais du fait mondial, son absence est bien réelle dans les histoires de la géographie, y compris dans celle de V.

²² Les colloques commémoratifs de 2005, notamment celui de Lyon, ont cependant abordé certains aspects de cette question : migrations, internationalisme et mondialisme, écologie, place de l'Europe dans le monde...

Berdoulay, ce qui peut en partie s'expliquer par le statut embryonnaire de la problématique de la mondialisation jusqu'aux années 1990. Si nous relisons les anciennes histoires de la géographie, nous ne trouverons ainsi la dimension mondiale que sous le signe de la géographie générale (répartition à la surface de la terre, comparaisons entre lieux et régions, établissements de types). Les auteurs évoquent par exemple les analyses de Paul Vidal de la Blache sur « le principe de l'unité terrestre » qui lui servent à relire l'histoire de la géographie générale depuis Varénus et même depuis l'Antiquité. Dans son analyse de l'évolution de la géographie générale, André Meynier a par exemple très logiquement recours à l'article de Vidal de 1896 sur « Le principe de la géographie générale » pour rappeler combien il avait contribué à transformer et complexifier la géographie dans le sens de la description et de l'étude des connexions entre les phénomènes terrestres (1969, p. 22-23). Meynier parle même ensuite de « connexion mondiale » pour décrire l'usage de la comparaison entre lieux du monde entier et l'établissement de types ; c'est « l'idée maîtresse de la géographie générale, que tout fait terrestre appartient à un type, dont les exemplaires peuvent s'expliquer partout de la même façon » (p. 23). Mais rien dans cette occurrence de « connexion mondiale » n'a pourtant à voir avec la mondialisation.

De même dans les premiers travaux de Paul Claval, où l'on ne trouvera guère d'évocation d'une géographie à l'échelle du Monde. Ça et là néanmoins, quelques remarques, souvent liées à la déperdition problématique qui caractériserait la géographie d'après Vidal de la Blache par rapport à celle de Vidal lui-même. La « nouvelle génération » négligerait nombre d'orientations de la géographie du maître, notamment sur le plan de l'observation du monde de son époque et de la sensibilité au jeu des échelles :

Les géographes firent porter leur effort essentiel sur l'analyse de la région. (...) Les unités territoriales de plus grande dimension demeurèrent longtemps étrangères au géographe. La nation et les grands espaces économiques restèrent négligés. (1968, p. 17)

Mais quand P. Claval analyse « les transformations du marché mondial dans le cadre du monde libéral » et le déclin relatif de l'Angleterre à la fin du XIX^e siècle au travers de l'érosion de sa part dans le commerce mondial entre 1830 et 1882, il a recours en revanche à des chiffres donnés par Vidal dans son ouvrage sur l'Europe. Et il s'en explique : « Ces chiffres sont empruntés à Vidal de la Blache, comme ceux que nous citons au chapitre précédent : le petit ouvrage sur l'Europe publié par le grand géographe en 1889 nous paraît extrêmement précieux, car on y voit comment un observateur averti percevait le système des

relations internationales à la fin du siècle dernier » (1968, p. 740)²³. P. Claval bien sûr donne sa place à la géographie générale, en tant qu'elle manifeste une certaine mondialité ; il la distingue d'ailleurs d'une « géographie systématique » car le terme *général* « est à la rigueur tolérable si l'on veut montrer la répartition des phénomènes à l'échelle du globe », mais il préfère *systématique* « lorsqu'il s'agit de définir les classes qui permettent de présenter de façon ordonnée et rationnelle les faits géographiques » (1976, p. 76). Mais selon lui, les géographes de la première moitié du XX^e siècle n'ont pas pensé à l'échelle du Monde (on a vu qu'il se plaçait lui-même en 1998 parmi les premiers à le faire, voir p. 47). Et il n'est pas le seul : l'ouvrage dirigé par Georges Benko et Ulf Strohmayer en 2004 ne laisse qu'une très faible place à la mondialisation, *a fortiori* serait-on tenté de dire à sa dimension historique (sauf dans l'article de Peter Taylor et Herman Van der Wusten sur la géographie politique). Bref, il apparaît que les historiens de la géographie ont pour la plupart sous-estimé la présence du fait mondial dans la géographie du premier XX^e siècle. Cela tient certes à l'actualité récente de cette problématique, mais aussi à certains *a priori* tenaces quant à la géographie de l'époque, préjugée essentiellement régionaliste. Ainsi Jean-François Deneux, dans sa présentation de la géographie d'avant 1914, reprend-il sans le retoucher le modèle de V. Berdoulay, qui laisse de côté la dimension mondiale alors que l'on sait bien aujourd'hui que cette période a connu une phase de mondialisation (2006, p. 50 *et sq.*). Comme si les géographes de 1900 étaient aveugles au monde qui se transformait autour d'eux. Nous faisons le pari contraire.

Certains historiens de la géographie ont toutefois déjà pressenti combien la dimension mondiale devait être prise en compte dans l'histoire de la pensée géographique, à la fois comme élément contextuel et comme enjeu scientifique. On en a vu un exemple avec les remarques de M.-C. Robic sur la première moitié du XX^e siècle (voir p. 45). Dès 1992, elle employait également le terme de mondialisation dans un article sur la géographie à la Belle Epoque (1992a, p. 160) Plus récemment, la géographie de la fin du XIX^e siècle et du XX^e siècle a été décrite comme « hantée par l'idée du monde » (GOSME, 2006), idée qui s'incarne à la fois, mais de manière à chaque fois différente, dans le principe vidalien de l'unité terrestre, dans la géographie universelle, dans la géographie zonale (fondamentalement

²³ Le passage en question se trouve dans le chapitre consacré au « Lien entre l'Angleterre et ses colonies » : « Dans ce dernier quart de siècle, la supériorité britannique diminue lentement, mais avec une continuité qui marque la gravité du phénomène. L'Angleterre prélève toujours la part du lion dans le commerce général du monde ; mais tandis que la proportion de son commerce extérieur dans l'ensemble des transactions était de 27 pour 100 en 1830, elle n'est plus que de 24 pour 100 en 1870, de 19 à 20 pour 100 en 1882. » (VIDAL DE LA BLACHE, 1889, p. 325).

métagéographique), dans la géographie générale et enfin dans la considération du Monde. Cyril Gosme évoque à cet égard un certain nombre d'aspects intéressants, mais reste sur une position très mesurée quant à cette venue au Monde de la géographie avant les années 1970-1980 (p. 160-163). Il ne s'agit plus en tout état de cause ici de déceler chez tel ou tel auteur des anticipations ou des prémices d'une problématique d'aujourd'hui, mais de voir que les géographes, depuis la fin du XIX^e siècle (et sans doute avant) ne sont pas restés insensibles à la mondialisation progressive du monde, et que des événements tels que le percement des canaux de Suez et de Panama, l'ouverture des grands chemins de fer transcontinentaux et des grandes lignes de navigation transocéanique, ou la pose des câbles télégraphiques enserrant peu à peu le monde et instaurant une instantanéité tout à fait nouvelle dans les communications, sans parler d'innovations plus tardives comme l'aviation, ni de la constitution des Empires coloniaux, ni encore de l'établissement de marchés économiques d'échelle mondiale, que tout ceci donc n'est pas resté inaperçu des géographes. Plusieurs de ces aspects ont déjà été abordés, et en premier lieu ce que nous appellerons le schème du monde fini, c'est-à-dire la conscience du rétrécissement, de l'unité enfin réalisée de la Terre sur le plan de l'exploration, de la conquête, de l'unification économique (PALSKY, 1995 ; ROBIC, 1995a et 2003b). C'est aussi la reconnaissance d'un internationalisme propre à la géographie passant par un projet de connaissance et de mise en carte du monde (la carte internationale du monde au 1:1.000.000^e), dont « la mondialisation (...) constitue le fondement » (ROBIC, 1996b, p. 170), mondialisation ici entendue comme la « construction de la "référence (cartographique) monde" » (p. 177). Le monde devient un niveau d'analyse particulier, un « espace de référence » pour l'étude géographique de telle ou telle région du monde : *L'Atlas Vidal-Lablache*, paru en 1894, présente ainsi le monde comme espace ultime de référence, nécessaire pour comprendre la configuration des espaces et les phénomènes géographiques (ROBIC, 2004). C'est encore l'attention portée aux discours décrivant l'impact des mutations technologiques sur l'espace, les distances, le monde (BRETAGNOLLE et ROBIC, 2005a, b et c). Se découvre ainsi une préoccupation historique pour des dimensions jusqu'ici méconnues du discours géographique, ayant trait à l'émergence, dès la fin du XIX^e siècle, d'une réflexion à l'échelle du Monde. Nous ne partons donc pas totalement à l'aveuglette.

2. Prendre position : protocoles de recherche

Cette longue mise en place avait pour finalité de situer notre projet de recherche par rapport à un certain nombre de lacunes et d'intuitions dans l'historiographie de la géographie

et de la mondialisation. Il est temps de mieux dégager les angles d'approche envisagés. Qu'il soit rappelé d'emblée que, même si la réalité des processus ne sera pas négligée, nous n'avons pas cherché à produire une histoire ou une géohistoire de la mondialisation, mais une histoire des façons de dire la mondialisation.

2.1. Démarches et hypothèses

2.1.1. Définir la mondialisation : du problème au projet

« Il convient d'aller au-delà de l'expression qui condamne ou qui loue pour saisir la réalité des choses. Il y a des termes qu'il faut démythifier : celui de mondialisation est l'un d'entre eux. »

Olivier DOLLFUS, 1997, p. 8.

Etude de quelques définitions de la mondialisation en géographie

Depuis le milieu des années 1990, tout discours sur la mondialisation s'est presque systématiquement ouvert par un éclaircissement conceptuel, et nombre d'auteurs, économistes, sociologues, géographes..., ont relevé la charge mythologique ou mythifiante du terme, à l'instar d'O. Dollfus dans l'épigraphie. Parler de mondialisation n'irait donc pas sans le risque d'employer un mot piégé, dépourvu de pertinence scientifique, encore loin d'être un concept en tant que tel : l'enjeu est donc d'abord de contribuer à comprendre ce que signifie parler de mondialisation. Il n'est pas aisé en effet de s'accorder sur une définition de la mondialisation, ni entre disciplines, ni entre spécialistes d'une même discipline. Au sein de la géographie par exemple, « l'existence d'écoles de pensée concurrentes empêche l'élaboration d'une définition unanime du concept de mondialisation » (CARROUE, 2004, p. 5). Tel mettra l'accent sur la dynamique économique, tel sur la dimension sociale ou sur la géopolitique, tel autre sur les processus mêmes d'interaction, ou sur l'impact territorial de ces diverses dynamiques. La complexité du phénomène ne facilite pas une mise en cohérence des définitions ou des points de vue, malgré certaines déclarations axiomatiques du type « la mondialisation c'est d'abord du territoire » (CARROUE, 2006b, p. 5), censées réduire les fractures²⁴. De là découle la volonté de mettre en cohérence et de démythifier. Pour prendre quelques repères, il peut être utile de rassembler des définitions de la mondialisation (sans entrer dans le contenu des analyses ni dans la subtilité de certaines formulations) et de les commenter brièvement (Tableau 1). On pourrait allonger très facilement ce tableau ; mais le but est de rapprocher des définitions suffisamment différentes pour cerner l'enjeu d'une

²⁴ L. Carroué dénombre en outre quatre principaux points d'accord : la mondialisation « nécessite une approche pluridisciplinaire », « est un processus géohistorique de longue durée », « est ou fait système », « est bien identifiée comme l'étude privilégiée de l'échelle mondiale » (2006, p. 17).

réflexion sur la notion de mondialisation, et non d'être exhaustif sur le problème (on trouvera des analyses complémentaires par exemple dans CARROUE, 2006a et b).

Les définitions données sont en général extraites du début de textes de synthèse (dictionnaires, manuels, articles généraux) ; si elles peuvent évoluer au cours de la réflexion des auteurs, elles sont néanmoins significatives de points de départ spécifiques.

DOLLFUS 1997	« La mondialisation, c'est l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace mondial étant alors l'espace de transaction de l'humanité. » (p. 8)
CARROUE 2002	« Nous définissons la mondialisation comme le processus historique d'extension progressive du système capitaliste dans l'espace géographique mondial. Dans une démarche pluridisciplinaire, la géographie insiste bien sûr tout particulièrement sur la dimension spatiale du phénomène. » (p. 4)
MANZAGOL 2003	« La mondialisation, vue comme contacts et échanges généralisés entre les différents points de la planète (...) » (p. 5) « (...) processus de mise en relation et interaction de territoires éloignés (...) » (p. 6)
LACOSTE 2003	« C'est l'ensemble des processus relationnels qui se développent au plan mondial par l'expansion du système capitaliste, depuis les dernières décennies du XX ^e siècle. » (p. 253)
LEVY 2003a	« Emergence du Monde comme espace, processus par lequel l'étendue planétaire devient un espace. » (p. 637)
DURAND (<i>et alii</i>) 2006	« Ensemble des processus complexes d'échange et de diffusion ayant le monde entier pour échelle (gestion, finances, productions, marchés, idées, symboles et valeurs). » (p. 100)
GHORRA-GOBIN (<i>et alii</i>) 2006	« Terme utilisé pour décrire le processus de généralisation des échanges entre les différentes parties de l'humanité, entre les différents lieux de la planète. La mondialisation consiste à produire un niveau de société pertinent à l'échelle de l'ensemble des hommes, dans le monde. » (p. 259)

Tableau 1 : Quelques définitions de la mondialisation en géographie

Dernière précision : la distinction entre mondialisation et globalisation, qui renvoie à la fois à un effet de traduction (mondialisation comme traduction de *globalization*) et à une différence de nature (la globalisation comme étape et/ou domaine particulier de la mondialisation), est ici laissée de côté (différentes analyses de la question existent dans DAGORN 1999 ; LACOSTE, 2003 ; CARROUE, 2004 et 2006a²⁵ ; BOST, DAVIET et FACHE, 2006 ; GHORRA-GOBIN, 2006²⁶).

²⁵ Dans ce texte, L. Carroué tente même une réappropriation géographique du terme globalisation en l'insérant dans une réflexion sur le changement global : « On peut commencer par redéfinir la globalisation comme l'étude et l'analyse de phénomènes affectant le fonctionnement de l'espace terrestre – le globe – dans une interrelation et une interaction entre le milieu et les sociétés humaines » (2006a, p. 84).

²⁶ Dans le *Dictionnaire des mondialisations*, le parti a été pris de considérer la globalisation comme la « phase actuelle de la mondialisation » (p. IX ; voir aussi DISTLER, 2006, p. 185).

La plupart de ces définitions sont généralistes (O. Dollfus, C. Manzagol, M.-F. Durand), mais certains auteurs adoptent un point de vue plus orienté : économique chez L. Carroué (même s'il insiste fortement dans son analyse sur les logiques territoriales et les emboîtements d'échelles), ainsi que chez Y. Lacoste, alors que celle de J. Lévy s'offre, après celle d'O. Dollfus, comme une tentative peut-être plus originale. La mondialisation serait pour lui avant tout un processus producteur d'un espace spécifique, le Monde. On retrouve cette idée dans la définition du *Dictionnaire des mondialisations*, rédigée par C. Grataloup (2006c)²⁷. La majuscule distingue ce nouvel espace du monde conçu comme simple support de la répartition des hommes et de leurs activités, et s'impose dans la mesure où,

lorsque les liens entre les sociétés éloignées deviennent forts, il apparaît un niveau géographique nouveau, englobant tous les autres ; cet espace géographique neuf est spécifique, particulier, unique (...). Cette "région" particulière (...) doit être identifiée par un nom propre, un toponyme, d'où la majuscule : le *Monde*. (DOLLFUS, GRATALOUP, LEVY, 1999a, p. 83)

Sans aller jusqu'à la consécration toponymique et sans aborder la question du Monde comme région (discutée par exemple par GRATALOUP, 2006a), il nous suffit de concevoir le Monde comme la réalité géographique produite par la mise en relation complexe des différentes parties du monde. On note aussi que certains auteurs introduisent explicitement dans leur définition une dimension historique (L. Carroué et Y. Lacoste) alors que d'autres proposent une définition anhistorique (on parle de processus, d'émergence). Mais ce qui paraît le plus frappant, à lire ces textes, c'est que la mondialisation, se définissant en termes d'échange, d'espace, de territoire, d'interaction, de diffusion, apparaît comme un processus géographique comme les autres, et l'échelle mondiale presque comme une détermination secondaire. La mondialisation ne poserait pas de problème spécifique hormis l'échelle d'appréhension des phénomènes. A la limite, seule la réflexion de J. Lévy sur l'« émergence d'une société complète de niveau mondial » (2003a, p. 639) et l'invention « d'un nouvel espace pertinent » pour l'humanité, semble être porteuse d'une nouvelle conception géographique du monde²⁸.

Nous sommes en fin de compte très étonné de voir la faible accentuation de la logique fondamentale d'interdépendance et d'interconnexion planétaires, qui se trouve pourtant au

²⁷ L'intérêt de ce *Dictionnaire* est de distinguer la mondialisation de la globalisation d'une part et de la planétarisation d'autre part (voir notes précédentes et p. 47), ce dernier terme étant « utilisé pour décrire le processus de diffusion d'un phénomène à l'échelle de la Terre entière. Il ne suppose pas, à la différence de "mondialisation", que les différents éléments ainsi diffusés sur la plus grande partie de la planète restent en interrelation » (GRATALOUP, 2006d, p. 296).

²⁸ Par espace, il ne faut pas entendre ici une simple étendue, mais un construit social défini et organisé par les relations existant dans la distance entre individus, groupes, Etats etc. De ce type de définition, découle un ensemble de problèmes théoriques qu'on ne peut discuter ici.

cœur de la définition du système Monde chez O. Dollfus (mais la mondialisation certes, ce n'est pas le système Monde...). Cette logique se retrouve bien dans les analyses, mais elle échappe en grande partie aux formules synthétiques de définition. Il nous semble que, plutôt que de chercher des convergences et des accords de type stratégique et conjoncturel, il serait plus fructueux d'avancer sur le chemin d'une définition proprement géographique de la mondialisation ; nous proposons d'y contribuer, en empruntant le détour d'une histoire des notions et des conceptions attachés à ce processus. On ne peut certainement pas se contenter d'une notion aussi floue pour faire l'histoire d'un processus aussi complexe que celui de la mondialisation. Tant que les soubassements conceptuels ne seront pas explorés, que la dynamique contextuelle ne sera pas débrouillée, ni mises au chevalet les notions d'unification, d'interdépendance, d'interaction à l'échelle mondiale, élucider la signification géographique de ce qui est mondial, puis mondialisé restera soumis à ces divergences théoriques. C'est pourquoi il convient de délaisser le terme de mondialisation (que nous utiliserons parfois néanmoins, mais avec réticence) et de s'intéresser au *monde*.

De quel monde parle-t-on ?

Statuer sur ce qu'est le monde devrait précéder toute discussion sur la mondialisation ; mais la tâche est quelque peu malaisée, et, du reste, nous ne l'avons pas fait nous-mêmes. Qu'on s'en explique un instant : dans les discours sur la mondialisation, la notion de monde pose rarement problème, il semble aller de soi que le monde est l'espace terrestre humanisé. Et cela suffit pour qui se préoccupe uniquement de ce qui se passe aujourd'hui à l'échelle de la planète. Point n'est besoin de se plonger dans une histoire du mot, de revenir à l'étymologie du *mundus* et du *kosmos*, qui « ont la double acception de l'univers, d'une part, et d'un ordonnancement esthétique ou pratique qui peut se rencontrer dans diverses échelles, d'autre part » (LEVY, 2003a, p. 641) ; point n'est besoin non plus de suivre les chemins d'une spéculation théorique sur ce qui *fait* monde, telle que la poursuit Denis Retailé depuis *Le Monde du géographe*. Définir le monde comme « une propriété phénoménologique, celle d'englober » (1997a, p. 25), soit. Mais ce parti pris pour un monde idéal bien plus que matériel (« Le monde est horizon, insaisissable sinon comme idéalité », *ibid.*) peut laisser perplexe quant à son opérationnalité et entraîne à minimiser, dirions-nous, le fait que la mondialité se manifeste très concrètement en chaque lieu de la Terre. Or D. Retailé élabore une théorie de la mondialité qui éloigne progressivement le *monde* de sa matérialité terrestre, le matériel n'étant plus qu'un élément, et un élément de départ. Il observe que l'on peut

reconnaître trois manières cardinales de saisir le monde entre la Terre et l'infini : matérielle, référentielle, idéale. Ces trois manières ne sont pas contradictoires mais à la fois successives et complémentaires dans une même posture cognitive. Le monde est d'abord une chose ou un être dont on nomme les parties et que l'on décrit (un habitat), puis il est une dimension que l'on mesure et ordonne (un support) ; il est un phénomène dont on explore le sens et la fin (un horizon). (2000, p. 273)

Si la Terre est bien référence, « centre et support » du monde, on voit aussi que ce dernier n'est pas tant une réalité qu'une manière de saisir la réalité terrestre et de se l'approprier. D. Retailé a cependant proposé un autre cadrage : « Notre monde est composé de trois couches de représentations : la Terre, le puzzle du découpage qui s'est progressivement organisé autour de la richesse et de la puissance, l'unité de la totalité interdépendante » (1997b, p. 420). Mais le commentaire de la dernière expression, qui fait porter l'analyse sur « l'effet de monde » du point de vue du sujet, et sur des enjeux proprement disciplinaires (p. 425-428), alors qu'elle paraît si séduisante au premier abord au vu de notre objet de recherche (notion d'interdépendance), est encore très éloigné de ce que nous attendons d'une définition pleinement opérationnelle du monde. D. Retailé du reste l'a sans doute senti lui-même, dans la mesure où il semble s'être contraint à rédiger une définition en quelque sorte plus percutante dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* :

En général (monde), le plus grand des espaces, dans un contexte donné. Spécialement (Monde), l'espace (humain) dont l'étendue est la Terre. (2003, p. 634)

Ce *retour à l'espace* fait écho à et prend sens dans la démarche dont J. Lévy, entre autres, s'est fait le promoteur, et qui consiste à définir la mondialisation comme le processus de production d'un espace mondial : c'est l'idée, et l'expression est très suggestive, du *Monde pour cité* (1996). L'apport particulier de D. Retailé demeure cependant important : le monde n'est pas un donné, mais un construit, et il n'y a pas de mondialité sans perception, sans représentation du monde, sans une certaine phénoménologie. En outre, on a besoin de ce type d'entreprise intellectuelle, parce que travailler à l'échelle du Monde, malgré un recours argumentatif constant à la mondialisation, demeure une opération particulièrement délicate.

Rares sont les géographes en effet, nous l'avons évoqué plus haut (voir p. 15), qui ont pris et prennent la totalité du Monde pour objet. La géographie n'est d'ailleurs souvent, quand elle se veut mondiale ou planétaire, qu'une métagéographie. Le problème en réalité repose sur l'ambiguïté de l'idée d'échelle mondiale : par là s'entendent tout à la fois le niveau planétaire comme cadre d'analyse de réalités diverses, et la dimension (au sens fort) spécifique de certaines réalités. Pour prendre un exemple, parler des sociétés dans le monde, ce n'est pas la

même chose que parler d'une société mondiale, voire d'une éventuelle société-Monde, pour reprendre la notion de J. Lévy. L'échelle du Monde, telle qu'elle nous préoccupe, se distingue d'une stricte considération scalaire : il ne s'agit pas, avec la mondialisation, d'un simple agrandissement du cadre d'analyse, ni d'ailleurs d'un simple changement d'échelle. Car l'échelle du Monde, ainsi nommée par commodité et par défaut sans doute d'une dénomination plus appropriée (mais c'est aussi parce que les géographes utilisent souvent, aujourd'hui comme hier, l'expression d'échelle du monde ou d'échelle mondiale), semble être moins un niveau scalaire en tant que tel qu'un nouveau mode de fonctionnement du système scalaire dans son ensemble. C'est la raison de notre surprise à la lecture des définitions de la mondialisation (voir p. 53), qui présentent la mondialisation comme un objet géographique comme les autres, alors qu'elle nous paraît échapper au très-géographique emboîtement scalaire. La mondialisation produirait même moins un nouveau territoire qu'elle ne réorganiserait notre rapport au(x) territoire(s) :

N'est-il pas temps de renoncer à l'idée qu'il s'agit d'un glissement de toutes les échelles de phénomènes et d'événements, tant économiques que culturels, vers une ultime et englobante échelle mondiale ? N'est-il pas plus judicieux d'y voir plutôt la manifestation de ces phénomènes ou événements à toutes les échelles en même temps, du local au global ? Le vrai défi de la mondialisation ne serait-il pas d'organiser cette concomitance des échelles et leur interaction, cette « glocalisation » et ce « local planétaire », qui posent d'abord un redoutable problème de représentation mentale ? (DEBARBIEUX et VANIER, 2002, p. 15)

C'est le constat, déjà, de Louis Poirier en 1947, et de sa touque à pétrole... Mais ça n'en reste pas moins difficile à formuler, on le constate ici avec des expressions comme « concomitance des échelles ». Qu'est-ce à dire exactement ? Comment penser une échelle qui n'en est pas une ? Comment penser un espace qui ne *s'adapterait* pas ou ne correspondrait pas (mais comment dire ?) à une échelle mais *se répercuterait* en quelque manière à toutes les échelles ? Il y a ici, pour reprendre un mot cher à J. Lévy et à C. Grataloup un problème de *métrique* (voir par exemple DOLLFUS, GRATALOU, LEVY, 1999b, p. 5-6) : non pas cependant au sens de la mesure des distances, mais de la *dé-mesure* d'un espace, irréductible à une quelconque petite règle graduée qui en donnerait l'échelle. Le Monde ne se mesure pas, il n'a pas d'échelle. Comment alors faire la géographie du Monde ? Une fois élaborés des cadres d'analyse, comme le système Monde d'O. Dollfus ou les quatre modèles de J. Lévy, il faut ensuite chercher le Monde en chacun des lieux du monde, chercher les touques à pétroles et les cannettes de Coca-Cola, tout ce que l'on voudra, et se demander pourquoi ils se trouvent là où nous les rencontrons. Mais on peut s'appuyer également sur l'étude des différentes conceptions qu'on a eues du monde au cours du temps ; l'intérêt de l'histoire de ces

conceptions est d'éclairer ce qui demeure flou et incertain dans notre façon de penser le Monde. En se dégageant du vocable mythifiant de mondialisation, en retrouvant d'autres façons de dire et de penser.

2.1.2. La mondialisation comme *cosmologie*. Hypothèse pour une conception géographique de la mondialisation

La mondialisation, dans cette perspective, ne serait peut-être pas seulement ni même d'abord un processus, un ensemble de réalités économiques, culturelles ou politiques, mais exprimerait bien davantage quelque chose comme une *vision du monde*. C'est ce qu'a déjà bien souligné le politologue Zaki Laïdi :

A supposer que la mondialisation ne constitue pas un phénomène inédit, comment se fait-il, alors, que les sociétés humaines se la représentent comme un phénomène inédit ? Car, c'est à cette question qu'il faut répondre. Or, pour y répondre, il faut comprendre que la mondialisation n'est pas une simple addition de séries statistiques sur le commerce et l'investissement, mais également une représentation du monde. (2000, p. 3)

Il ne s'agit donc pas de penser que le fonctionnement du monde n'a pas évolué depuis cinq cents ans, ou que les sociétés ne se sont pas radicalement transformées entre les années 1880 et les années 1980. Il ne s'agit pas de mettre en question quoi que ce soit du côté des faits et des processus, mais de modifier la perspective historienne. Pour comprendre un processus actuel, faire l'histoire, non plus du processus, mais des façons de le dire et de le concevoir (ou de se le représenter) : « Comprendre donc la mondialisation ne revient ni à privilégier les faits par rapport aux représentations, ni à isoler ces dernières par rapport aux faits, mais à comprendre les articulations permanentes qui s'opèrent entre faits et représentations » (LAÏDI, 2000, p. 4). Partant du mot mondialisation, et d'un processus dont ce mot est censé rendre compte, c'est la question de la nature de leur rapport qui mériterait d'être posée et analysée de manière spécifique, comme a commencé à le faire, en géographie, R. Dagorn :

En quoi le mot « mondialisation » décrit-il une rupture dans le fonctionnement du monde ? En quoi le succès de ce mot est-il révélateur d'un changement de vision du monde ? Pourquoi ce mot semble-t-il décrire mieux que d'autres l'air du temps et la réalité du monde ? (1999, p. 187)

En quoi, donc, l'apparition et la diffusion du terme mondialisation pourraient-elles s'interpréter comme la cristallisation conceptuelle d'un changement du monde ? En quoi, en même temps, ce succès conceptuel relèverait-il davantage d'une dynamique symbolique ou d'une vision du monde que de la traduction lexicale et conceptuelle d'un bouleversement du réel ? C'est que la chose n'est pas claire, et certains sont même tentés de considérer la

mondialisation uniquement comme une construction intellectuelle, une idéologie, une doctrine voire un dogme. Une espèce de « grand récit » dont le temps de la critique serait venu.

On pourrait évoquer, seulement à titre d'indice il est vrai, un dossier thématique que l'hebdomadaire *Courrier International* a consacré en octobre 2005 à « La mondialisation. Vie et mort d'une idéologie ». Plusieurs auteurs de diverses nationalités, économistes pour la plupart, y développent l'idée que la mondialisation est avant tout l'expression symbolique d'une domination économique, idée qui se trouve déjà au fondement des travaux d'Armand Mattelart²⁹, et dont Pierre Bourdieu, après Neil Fligstein (1997), a également bien pressenti l'importance :

L'analyse empirique de l'évolution des économies avancées sur la longue durée suggère pourtant que la « mondialisation » n'est pas une nouvelle phase du capitalisme mais une « rhétorique » qu'invoquent les gouvernements pour justifier leur soumission volontaire aux marchés financiers. (2000, p. 447)

Notre propos n'est pas de suivre ces auteurs³⁰, mais de reprendre l'interrogation exprimée dans cette analyse sur le lien entre le mot et la réalité, ce mot qui est davantage symbole ou mythe que concept. Ou « maître mot » encore, pour reprendre l'expression éclairante d'Edgar Morin par laquelle il désigne des vocables politiques comme Capitalisme, Socialisme, Fascisme, Démocratie, etc. (1981, p. 54). Ces « maître mots » sont des « géants, qui étendent leur empire sur tout le champ politique », des « mots hyperdenses, concentrant en eux le maximum de signification et de vérité », des « mots noyaux, qui sont ainsi les centres autour de quoi gravitent nos croyances et nos idées », des « mots cardinaux, qui nous indiquent le bas et le haut, le nord et le sud, le bon et le mauvais, la gauche et la droite », des « mots stratégiques » enfin, « forteresses de nos croyances politiques, ou, au contraire, mots panzers qui intimident et terrorisent l'ennemi » (*ibid.*). La question est de savoir dans quelle mesure ces maîtres mots ne deviennent pas de plus en plus, à mesure qu'on en use, des « mots mystères (que l'on croit explicatifs alors que ce sont eux qui devraient être expliqués) » (p. 55). Il n'est pas si difficile, même intuitivement, d'appliquer ceci au terme mondialisation. D'autant que les auteurs qui travaillent sur la mondialisation sont, dès le milieu des années

²⁹ « Renouer avec la généalogie de l'espace international s'avère d'autant plus stratégique que les appellations mondialisation/globalisation sont capiteuses, toujours promptes à monter à la tête. Il convient donc de pratiquer à leur égard le doute méthodique et de réfuter l'idée de l'a-topie sociale des mots qui nomment le monde, pour identifier le lieu d'où parlent leurs concepteurs et leurs opérateurs. » (1996, p. 4)

³⁰ Auxquels on pourrait objecter d'ailleurs que si la globalisation économique et financière relève en partie de l'idéologie (promouvoir le « tout-marché ») voire du mythe (parce que rien n'est moins assuré que l'effectivité du libre-échange), la mondialisation, en tant qu'interaction et interrelation généralisées entre les parties du monde, a quelque chose au contraire de beaucoup moins « rhétorique ».

1990, les premiers à se méfier du terme, à mettre en question le rapport entre le mot et la réalité. Un rapport présenté comme complexe, non immédiat : il faut aller « au-delà des mythes » (CORDELLIER et DOUTAUT (dir.), 2000), c'est-à-dire ne pas se contenter du « maître mot » disponible. S'agissant de l'histoire de la mondialisation, cet impératif reste valide, quoique jamais ou très rarement mis en pratique : si considérer le monde comme une totalité interdépendante « signale une mutation de la conscience beaucoup plus qu'une transformation radicale de la réalité » (RETAILLE, 1997b, p. 420), l'essentiel n'est peut-être plus de relire l'histoire du monde à l'aide du terme mondialisation, mais de construire celle de cette modalité particulière de penser le monde.

C'est cette pensée de la mondialisation et du Monde qui doit nous intéresser, l'ensemble des médiations symboliques, sémantiques, conceptuelles qui ont permis, avant que le terme de mondialisation n'existe, de dire l'interdépendance et l'interaction entre les parties du monde. Les représentations du monde comme totalité interdépendante, du monde comme Monde si l'on veut, doivent enfin être prises pour objet d'étude. Notre hypothèse est que la mondialisation est non seulement un processus réel de mise en interdépendance des parties du monde et donc une transformation *continué*e du monde (évidemment plus ancienne que les années 1980), mais également l'expérience (culturelle, intellectuelle) de cette transformation, une sémantique (il faut bien *dire* cette expérience) et une rhétorique (la sémantique rejoignant de la sorte l'effet de discours et l'idéologie). La mondialisation est encore, plus hypothétiquement, un paradigme³¹, une conception du monde. La réflexion s'ancre alors dans une approche phénoménologique, pour la nommer ainsi, de la mondialité : le monde, on l'a vu dans l'analyse rapide des textes de D. Retaille, c'est d'abord une façon de se penser, pour un individu, pour une société (pour une discipline ?) face à une réalité – en l'occurrence la totalité terrestre. L'intérêt est d'associer étroitement l'idée *de* monde à l'idée *du* monde. C'est dans cette optique que nous proposons l'hypothèse cosmologique. Expliquons-nous. On distingue habituellement, en histoire de la géographie, l'approche cosmographique (ou géographique) et l'approche chorographique (et/ou topographique), la seconde « étant la description, à visée exhaustive, des lieux ou des régions dans leur variété », la première, « notamment à travers la tradition de cartographie mathématique, la représentation, sélective,

³¹ C'est du reste, depuis 2003, un nouvel élément problématique du Groupe Mondialisation du GEMDEV : « La perspective générale est d'approcher la mondialisation moins comme contexte que comme "paradigme", référentiel construit en même temps qu'il est utilisé, dans différents registres et par différents types d'opérateurs » (www.gemdev.org/recherche/groupe4.htm). Jacques Lévy ajoute également cette dimension dans l'un de ses derniers textes sur la question, en reprenant presque mot pour mot cette déclaration du GEMDEV (2007b, p. 10).

d'un ordre formel de la Terre » (ROBIC, 1995b, p. 38). Plus spécifiquement, notamment à la Renaissance et pendant l'époque moderne, la cosmographie est « cette discipline de la mesure qui considère la Terre du point de vue du globe céleste » (BESSE, 2003a, p. 60), qui mesure la Terre depuis le ciel. Mais la cosmologie n'est pas la cosmographie, ni d'ailleurs la cosmogonie. C'est le mérite du philosophe Rémi Brague, dans sa *Sagesse du monde. Histoire de l'expérience humaine de l'univers*, parue en 1999 et traitant essentiellement de l'Antiquité et du Moyen-Age, que de mettre en place des distinctions particulièrement stimulantes entre ces notions. Nous ne parlons pas du même *monde* certes (il considère l'univers entier, le *cosmos*, et nous, le monde terrestre), mais cela ne paraît pas si important, notre propos étant ici surtout méthodologique. La cosmographie donc, serait alors

la description du monde tel qu'il se présente actuellement, en sa structure, sa division éventuelle en niveaux, régions, etc. (...) Il s'agit ainsi d'une géographie généralisée qui, au mépris de l'étymologie, ne porterait pas que sur la terre mais sur l'ensemble de l'univers visible. (p. 13)

La cosmogonie correspond elle, au « récit de l'apparition des choses ou, si l'on veut, le récit de la cosmogénèse » (*ibid.*). Par cosmologie enfin, on entendrait usuellement, selon Brague, « ce mixte de cosmographie et de cosmogonie » que les théories contemporaines (astrophysiques) rendent nécessaires, dans la mesure où le monde/univers est conçu comme une réalité autant spatiale que temporelle (p. 14). Mais il préfère l'utiliser dans un autre sens :

J'entends par là, comme l'implique d'ailleurs le mot de *logos*, non un simple discours, mais une façon de rendre raison du monde dans laquelle doit s'exprimer une réflexion sur la nature du monde comme monde. Est cosmologique un discours, exprimé ou non (dans ce dernier cas, on pourrait parler d'une « expérience »), dans lequel ce qui fait que le monde est monde – ce que l'on pourrait appeler la « mondanité » – n'est pas présumé, mais, au contraire, devient implicitement ou explicitement un problème. Il faut donc que le monde soit explicitement posé et, déjà, nommé. (p. 15)

Texte qui entre en forte résonance avec tout ce qui précède ; si par monde nous comprenons le Monde que produit la mondialisation, et non plus l'univers entier, si nous remplaçons mondanité par mondialité, et prêtons attention aux nuances du propos (explicite/implicite, cosmologie/expérience) et à la dimension sémantico-discursive du problème, nous pouvons reprendre à notre compte cette notion de cosmologie. Dans quelle mesure pourrait-on déceler ou voir émerger une cosmologie du Monde dans les discours géographiques au tournant du XX^e siècle ? Sur quoi se fonderait-elle ? Comment se manifesterait-elle dans le discours ? Elle aurait sans doute fortement à voir avec les notions d'interdépendance, de solidarité etc., qui émaillent le discours géographique. Le discours géographique expliciterait peu à peu cette cosmologie notamment en donnant place à de nouvelles acceptions du terme monde ; mais il

s'avère également riche en images, à la fois au sens propre et au sens figuré de métaphores qui *disent*, par le détour, une expérience du Monde. Nous devons avancer sur ces deux plans : celui du discours explicité, celui de l'expérience qui nourrit le discours et l'informe.

2.1.3. Une démarche nécessairement paradoxale

« Achevée l'exploration du Monde, acquise l'idée que commence "le temps du Monde fini" (Paul Valéry), les géographes se sont attachés à en décrire les parties, (...). Ils ont excellé, excellent encore souvent, dans les descriptions du monde en ses parties, en ses régions qui sont nommées, dotées de combinaisons d'attributs et d'une histoire qui font leur spécificité. Moins commune a été la démarche qui prend le Monde comme un tout, objet propre d'analyses géographiques. C'est celle qui est adoptée ici. Il ne s'agit pas d'en étudier successivement les parties, ni les continents, mais le système. Les géographes y ont apparemment pris quelque retard, par rapport à des économistes ou à des politologues qui se consacrent à l'étude de l'économie mondiale et des relations internationales. »
Olivier DOLLFUS, 1990a, p. 274.

Le problème de l'échelle mondiale dans la géographie classique

Penser le Monde comme un tout, un objet géographique à part entière, est peut-être, en tant qu'opération scientifique explicitée, quelque chose de très récent ; en ce cas, O. Dollfus a raison d'opposer sa propre élaboration conceptuelle au passé disciplinaire dans son entier. Il est d'ailleurs ici plus expéditif encore que J. Lévy, pour qui existe dans la première moitié du XX^e siècle un certain nombre de « prémices ». Pour O. Dollfus, les géographes du temps de Paul Valéry, pour le dire vite, n'auraient pas identifié le Monde comme objet, et n'auraient même pas été sensibles aux phénomènes se déroulant à l'échelle planétaire. Il nous semble néanmoins que cela relève en partie d'une *doxa* disciplinaire dont il faut bien pointer l'insuffisance. En cela, nous adoptons délibérément une position de contre-pied, qui consiste à privilégier les lignes de continuité plutôt qu'à accentuer les effets de rupture. D'abord par rapport à l'histoire même de la mondialisation, comme phénomène et processus ainsi que comme conception. Ensuite par rapport à la géographie comme discipline. Les choses sont liées : si la mondialisation était perçue, dite et pensée dès la fin du XIX^e siècle en géographie, alors on ne peut plus considérer la géographie de l'époque comme une géographie uniquement centrée sur la région. Certes, l'essentiel des travaux universitaires est peut-être de nature régionale : mais, d'une part, étudier une région ne signifie pas qu'on ne s'intéresse pas au reste du monde ni au monde lui-même, et d'autre part, on ne peut pas considérer les seules monographies régionales. Bon nombre de géographes ont en effet publié des notes, des articles, toutes sortes de textes et d'ouvrages, qui dessinent les contours d'une géographie classique bien plus ouverte au monde que ne le suggère l'énoncé des publications les plus représentatives de l'orthodoxie (thèses, manuels, articles méthodologiques...). Fonder notre

appréciation de la géographie classique uniquement sur l'intitulé des thèses soutenues, n'est pas satisfaisant, une telle attitude aboutissant à de dommageables exagérations :

Pour faire image, on pourrait dire qu'elle travaillait sur des cartes dont l'échelle variait du 1/50.000^e au 1/200.000^e. Elle négligeait les travaux à l'échelle du 1/2000^e comme ceux qui utilisent du 1/1.000.000^e. C'est ainsi par exemple que les géographes français méconnurent très longtemps les problèmes de l'Etat, ceux de la nation, qui se posent à une échelle à laquelle ils n'avaient pas l'habitude de travailler. (CLAVAL, 1976, p. 65)

Les mots employés sont forts (négliger, méconnaître), comme s'il y avait là quelque volonté délibérée d'autolimitation scalaire et problématique. P. Claval élude ainsi par exemple le fait que les géographes français furent particulièrement attentifs au projet de la Carte internationale du monde au 1 : 1.000.000^e lancé dès 1891 par l'Allemand Albrecht Penck.

Qu'on ne se méprenne pas cependant : nous ne disons pas que la géographie classique n'a pas travaillé surtout à l'échelle régionale, mais faisons remarquer seulement que, d'un point de vue intellectuel, il y a toujours intérêt à étudier ce qui paraît secondaire, inessential, voire accessoire ou même paradoxal, parce que, notamment, la qualification de ce qui est essentiel dépend à la fois des pratiques de recherche avérées à telle ou telle époque et des reconstructions disciplinaires qui sont, pour partie, reconduction d'idées reçues. S'agissant de la géographie classique et de ses objets, il convient de retourner aux textes, l'hypothèse étant que les transformations du monde, dans le sens de sa *mondialisation*, ont effectivement interpellé les géographes de l'époque, même s'ils les observaient d'abord à une échelle régionale. S'il y a bien une orthodoxie vidalienne, mieux : postvidalienne (ORAIN, 2001), une « unité de doctrine » comme disait Lucien Gallois en 1927 dans l'avant-propos de la *Géographie universelle*, l'examen de la pensée géographique s'enrichit toutefois de tout ce qui déborde la doctrine, s'en échappe, la complexifie. Une telle approche paradoxale au demeurant a déjà tenté des chercheurs en géographie ou dans d'autres disciplines ; c'est le cas de Paul Bairoch, que nous avons vu plus haut (voir p. 41) s'attaquer aux mythes du flux et du reflux de la mondialisation avant et après 1914. Dans ses *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, il récidive, et définit le mythe comme « la fausse perception d'un phénomène de l'histoire économique répandue chez de nombreux économistes, les spécialistes des sciences sociales ainsi que dans le grand public » (1999, p. 6). Le mythe (géographique) auquel notre propre recherche se confronte tiendrait à l'idée que les géographes français du premier XX^e siècle n'ont pas su ou pas pu témoigner des transformations du monde, enkystés qu'ils étaient dans sa dissection régionale, et surtout dans celle de la France.

Revenir sur le découpage de l'histoire de la mondialisation

L'histoire de la mondialisation doit elle aussi être démythifiée. Combien nous paraît mythique l'idée de la « première mondialisation », nous l'avons dit ; mais ce n'est là qu'un aspect d'un problème plus général qui est lié non seulement à la définition de la mondialisation mais à un autre mythe, celui du repli de la mondialisation après 1914. La critique de ce dernier point sera longuement menée dans les Parties suivantes, où nous tâcherons, sans tomber dans l'exagération ou dans la caricature, de gommer la rupture de 1914, tant sur le plan contextuel que, surtout, sur le plan conceptuel. Ce qui représente une véritable prise de risque historiographique, mais également un vrai enjeu épistémologique pour penser la mondialisation. L'hypothèse qui sous-tend ce double exercice critique est que les logiques de l'émergence du niveau mondial ou du Monde comme objet géographique avant 1914 contiennent déjà, ou du moins ne sont pas contradictoires avec les grands traits de l'histoire du monde d'après 1914 que seraient la division, la fragmentation, la désintégration. Pour rendre compte de l'histoire de la mondialisation, en d'autres termes, il ne suffit pas d'opposer une période où l'unification domine les représentations du monde et une période où la division les domine, mais peut-être faudrait-il penser qu'unification et division animent, dans les deux périodes, les représentations du monde. En d'autres termes encore, car cette idée est éminemment paradoxale ou problématique, il faudrait peut-être accepter de considérer que la mondialisation, si elle est bien une conception du monde comme totalité, en est une conception paradoxale et que toute mondialité est en soi problématique. Concrètement, si le monde se solidarise à la fin du XIX^e siècle, si ses parties sont de plus en plus interconnectées, il connaîtrait néanmoins déjà une rupture d'unité, résultant de la fin de l'hégémonie européenne sur le monde et de la mise en concurrence croissante de l'Europe par des puissances extra-européennes. Le monde mondialisé ne pourrait être qu'un monde pluriel ou pluralisé. Que les discours géographiques se révèlent, comme on va le voir, imprégnés par la dimension mondiale avant 1914, paraît logique d'une certaine manière, dans un contexte décrit comme marqué par des faits de mondialisation. Mais, à la différence des grandes leçons de l'histoire de la géographie et de l'histoire de la mondialisation, l'examen de ces discours entre les deux guerres mondiales laisse aussi transparaître une profonde imprégnation par l'échelle du Monde. Si les années d'avant 1914 ont été celles d'une initiation, d'une découverte, notamment au travers de nouveaux objets d'étude, la dimension mondiale des phénomènes géographiques, après la guerre, devient un référent habituel dans le discours géographique, voire tend à se banaliser.

Cela semble paradoxal, nous en convenons, au vu des profondes différences contextuelles existant entre les deux périodes : mais qu'est-ce qui nous empêche de concevoir que la représentation du monde des contemporains était elle-même paradoxale ou problématique ? Cette représentation du monde associerait étroitement solidarité et division, unification et déchirement – fonderait en quelque sorte l'interdépendance sur un double mode, positif et négatif pour le dire ainsi. L'idée d'une mondialité problématique ne doit pas être rejetée *a priori*, car, à tout prendre, O. Dollfus l'avait déjà exprimée, certes de manière indirecte, lorsqu'il affirmait que « le jeu des grands acteurs de la mondialisation est régi par la logique de l'oligopole : on détermine sa stratégie en fonction de celle de ses partenaires/adversaires » (1997, p. 91). Plus explicite est l'économiste Jacques Adda, dans le second volume de son manuel sur *La mondialisation de l'économie* :

Constitutive de tout système international, l'interdépendance économique n'avait certes pas disparu durant l'âge d'or de la croissance d'après-guerre. Ses effets étaient toutefois fortement atténués par la stabilité des changes et des termes de l'échange (...), ainsi que par la réglementation sévère des mouvements de capitaux. (...) Bref, si interdépendance il y avait, celle-ci n'apparaissait pratiquement que sous ses aspects bénéfiques. Ce n'est qu'avec le premier choc pétrolier que surgit la conscience d'une interdépendance problématique, susceptible de peser sur l'autonomie des Etats en réduisant l'éventail des choix de politique économique qui s'offrent à eux. Deux autres développements majeurs viendront aiguïser cette conscience dans les années quatre-vingt : la crise de la dette des économies en développement et le retournement de la position financière des Etats-Unis vis-à-vis du reste du monde. A quoi s'ajouteront dans les années quatre-vingt-dix la crise du SME et la crise des économies émergentes. (2001, II, p. 60)

L'intérêt de ce passage est de lier mondialisation et crise, alors que la crise (guerre ou crise économique) signifie généralement le reflux et, plus largement, la réversibilité de la mondialisation. Mais J. Adda n'évoque que la crise des années 1970 et celles qui suivront. Il ne lui vient pas à l'idée d'y associer la grande crise des années 1930³². Or « la conscience d'une interdépendance problématique » à l'échelle du monde, pour reprendre son expression, nous paraît être tout à fait applicable aux discours géographiques des lendemains de la Première Guerre mondiale et de tout l'entre-deux-guerres, crise des années 1930 comprise. On notera seulement ici à titre d'indice que le terme problème (et même l'expression de problème mondial) devient récurrent dans les titres des publications des sciences sociales (en géographie, en économie, en démographie...) dans l'entre-deux-guerres. Nous serons donc amené, au total, à considérer, en premier lieu, la guerre mondiale comme ayant joué, au plan des conceptions géographiques du monde, un rôle de catalyseur, d'accélérateur, fût-ce au prix

³² Il n'en dit à peu près que ceci : « Le déclin de la puissance hégémonique se traduit inversement par un relâchement de l'ordre international pouvant déboucher sur une crise grave, comme celle des années trente » (2001, I, p. 48).

du paradoxe, et, en second lieu, l'entre-deux-guerres, ses crises économiques, ses tensions politiques, la crise des années 1930 surtout, comme ayant le statut, rarement pressenti, du négatif, de l'empreinte, de l'envers, du *révéléateur*.

2.2. Positionnements méthodologiques : comment comprendre l'invention conceptuelle du Monde ?

Une fois avancées ces différentes hypothèses, l'hypothèse cosmologique et l'hypothèse paradoxale, il reste à cerner les protocoles qui vont guider leur mise à l'épreuve. Dans les paragraphes qui ont précédé, un certain nombre de termes ou d'expressions sont intervenues (contexte, histoire conceptuelle...) ; il s'agit maintenant de les formaliser et de les intégrer dans un modèle méthodologique qui s'élabore au croisement de différentes tendances de l'histoire des sciences et de l'épistémologie : nous entendons pratiquer une histoire des conceptions géographiques du Monde qui soit une *histoire des actualités discursives*.

2.2.1. Entre approche contextuelle, histoire conceptuelle et intérêt pour l'actualité des discours passés

L'approche contextuelle, c'est-à-dire l'effort pour rendre compte de l'évolution d'une discipline en ne séparant pas sa dynamique interne de ses déterminants externes, a été mise en valeur par Vincent Berdoulay, qui a donné quelques éléments intéressants de théorisation, dans sa thèse sur *La formation de l'école française de géographie* (1981a, p. 14-16) et dans d'autres textes (1981b, 1988, 1993). Son ambition était de lier la pensée géographique et les grandes questions sociétales, et d'observer les géographes dans leurs « cercles d'affinités ». Ces derniers incluent « non seulement des spécialistes de diverses disciplines mais aussi des hommes politiques ou des intellectuels dont les positions sur les questions sociétales d'une époque sont connues » (1981a, p. 15), et constituent le cadre où saisir au mieux l'interaction entre géographie et société. Pour la période 1870-1914, V. Berdoulay dégage une série de grandes questions : la concurrence avec l'Allemagne, la construction de l'empire colonial, la réorganisation de l'enseignement, le régionalisme. Il nous paraît capital, nous l'avons déjà sous-entendu, d'étendre cette liste à des problèmes d'échelle mondiale qui ont eu évidemment des répercussions en France : la mise en place des grands réseaux de communication, l'industrialisation et le commerce international, etc. Après 1914, d'autres thématiques surgiront, et le champ est ici à défricher presque complètement (on peut évoquer toutefois l'article de Marie-Claire Robic sur « La crise des années trente et l'émergence de nouveaux thèmes dans la géographie », 2006a). Il n'en demeure pas moins que l'approche contextuelle n'indique qu'une direction possible de travail, empruntant à la fois à une épistémologie liant

facteurs externes et internes de l'évolution scientifique et à une sociologie des sciences attentive aux groupes, aux lieux de rencontre, aux échanges entre scientifiques, disciplines et secteurs de la société. Elle évolue au demeurant dans la pensée de V. Berdoulay, à partir de la fin des années 1980, vers une vision plus complexe, qui y associe la préoccupation du discours comme « lieu où idées et formes d'expression inter-agissent » (1993, p. 26), puis celle du récit (2000). La méthode contextuelle minimise trop en effet, au moins dans les passages où elle est expressément formalisée, la dynamique conceptuelle en tant que telle, qui ne peut se réduire à l'analyse contextuelle. Ce n'est pas qu'il faille accorder plus de poids aux facteurs internes de l'évolution d'une discipline qu'aux facteurs externes ; mais l'idée de repenser l'évolution des idées géographique en lien avec les grandes questions sociétales présuppose en quelque sorte un certain déterminisme contextuel³³. Or il nous paraît essentiel de maintenir une distinction entre, d'une part, ce qui se passe dans le monde à telle époque (dont le récit relève de l'histoire proprement dite), de ce qui est dit à cette même époque sur ce qui se passe dans le monde. L'autonomie du discours doit être, au moins à ce stade de l'analyse, sauvegardée, dans la mesure même où l'on s'illusionne toujours un peu sur les phénomènes que l'on observe et où le fait réel ne passe jamais dans le discours sans modification, altération ou interprétation.

Sans reprendre ici la discussion sur le réalisme et le constructivisme, il est cependant clair que le postulat même de réalisme qui marque le discours des géographes classiques, ce postulat d'« une contiguïté pleine et entière entre les “faits” du monde et l'investigation géographique » (ORAIN, 2000, p. 97), relève déjà en soi d'une interprétation. Le plain-pied du monde, pour reprendre la belle expression d'Olivier Orain, est seulement une illusion, une construction, une aspiration des géographes classiques, du fait de l'autonomie nécessaire du langage par rapport au *réel*. Dans cette optique, le discours sur le monde doit être considéré comme relativement indépendant de l'état réel du monde. Peu importerait, pour prendre un exemple concret, que l'économie mondiale soit en phase d'ouverture ou de repli pour pouvoir caractériser l'ouverture ou la non-ouverture du discours géographique à la dimension mondiale. Aucune causalité directe ici n'est envisageable : il se peut qu'en phase d'ouverture économique les géographes s'intéressent à d'autres problèmes (institutionnalisation disciplinaire, fondation théorique...), mais qu'en phase de fermeture (la Première Guerre

³³ « (...) un certain nombre de questions sociétales ont été sélectionnées après des recherches historiques approfondies. Bien que ces questions ne visent pas à l'exhaustivité et paraissent à certains trop limitées, elles résument certaines préoccupations d'importance pour la géographie et *servent de révélateurs des idées des géographes* » (BERDOULAY, 1981a, p. 16. *Nous soulignons*).

mondiale et l'entre-deux-guerres par exemple) l'interdépendance entre les nations devienne un problème pour les géographes. Il s'agirait en même temps, dans l'histoire conceptuelle telle que nous l'entendons, de redonner au mot et au concept, au langage autant qu'au discours, leur liberté, leur autonomie par rapport au monde qu'ils décrivent et que, surtout, les historiens tendent à réinterpréter en y plaquant des catégories et des enjeux d'aujourd'hui. Il s'agirait de reposer le problème foucaldien des mots et des choses, sans *a priori*, mais avec la conscience que le rapport des mots et des choses est éminemment complexe, et que les mots s'y entendent à nous faire perdre la raison des choses. Ce que l'on nomme, ce sont des choses que l'on voit, que l'on perçoit, que l'on construit. Mais il est des choses que l'on nomme sans que l'on sache bien si elles existent, ou de quel type de réalité elles relèvent. Et il est encore des mots que l'on utilise sans savoir si *derrière* des choses existent encore – ou déjà.

Nous rencontrons ici l'histoire des concepts telle que l'a théorisée Reinhart Koselleck dans son examen du rapport entre histoire conceptuelle et histoire sociale (1979, p. 99-118). Il part du même problème qui nous arrêta il y a un instant, le « rapport entre le mot et la chose, entre le pensé et le vécu, entre la conscience et l'être, entre le langage et le monde » (p. 99). Développant plusieurs exemples, comme la notion de *Demokratie*, Koselleck cherche à montrer ce que peut apporter une histoire des concepts à l'histoire sociale dans l'éclairage de ses contenus non sémantico-linguistiques. L'histoire des concepts est « une méthode spécialisée de critique des sources, attentive à l'emploi de notions politiques et sociales essentielles » (p. 105), qui ne recourt pas seulement « à l'histoire de la langue mais aussi à des données sociales de l'époque, toute sémantique ayant trait à des contenus qui dépassent le seul champ linguistique » (*ibid.*). Plus en lien avec nos préoccupations, il note ensuite que,

d'un point de vue purement historiographique, la spécialisation dans le domaine de l'histoire des concepts s'est avérée d'une importance non négligeable pour la façon dont on aborde les questions d'histoire sociale. Cela a commencé comme la critique du transfert telles quelles dans le passé d'expressions actuelles ou contemporaines empruntées à la vie constitutionnelle, puis cela a continué à travers la critique d'une histoire des idées comme entités constantes, seulement exprimées sous diverses formes historiques, sans jamais changer fondamentalement. (*ibid.*)

Koselleck définit ainsi l'histoire des concepts comme une (sous-)discipline ayant pour charge de critiquer l'histoire de type présentiste, qui use d'anachronismes et suppose invariables dans le temps un certain nombre d'idées, en l'occurrence pour lui, des idées politiques (l'idée d'Etat, de bourgeoisie etc.). Alors que, non seulement on ne nomme pas les *choses* de la même façon selon les époques, mais encore ce serait se leurrer que de penser ces choses comme des réalités non évolutives. On perçoit assez intuitivement l'apport de ces remarques

pour ce qui est de l'histoire conceptuelle de la mondialisation. L'histoire des concepts apparaît comme un domaine propre de recherche ayant un objectif de traduction : des significations passées des mots dans un langage d'aujourd'hui (p. 106), mais aussi, dans une certaine mesure, des concepts d'aujourd'hui dans les mots d'hier.

L'histoire des concepts est liée à l'analyse des relations entre les mots et les concepts, bien davantage qu'à celle des relations entre les mots et les choses. Elle permet de rendre compte des différences existant entre un cadre conceptuel passé et le cadre actuel (p. 115), elle « embrasse cette zone de convergence dans laquelle le passé avec tous ses concepts entre dans le cadre conceptuel actuel » (p. 116). Elle se veut, enfin, l'histoire des cadres conceptuels successifs dans leur actualité respective. Au-delà donc de l'approche contextuelle énoncée par V. Berdoulay, nous proposons par conséquent, dans la ligne de l'histoire des concepts de R. Koselleck, une *histoire des actualités discursives* (et donc conceptuelles) successives. Par actualité discursive, nous entendons ce que le discours sur le monde dit du monde qu'il décrit et qui l'informe dans une mesure seulement relative. Ce n'est donc pas l'actualité historique ou événementielle, au sens de l'ensemble de ce qui se passe effectivement dans le monde, mais cette actualité historique ou événementielle en tant qu'elle est perçue, ressentie, analysée par les contemporains. Elle est donc conditionnée, si nous réduisons l'ensemble des contemporains aux scientifiques, et les scientifiques aux géographes, par les centres d'intérêt paradigmatiques (ce qui fait problème), les visées officielles de la discipline et de l'institution (ce que V. Berdoulay a bien décrit pour les années 1870-1914), mais aussi par les centres d'intérêts individuels, les supports et les genres de publication. Sans négliger non plus les aléas événementiels majeurs, qui mobilisent l'attention (la guerre par exemple). De ce dernier point de vue, il est clair, contrairement à nombre d'idées reçues sur la géographie de Paul Vidal de la Blache et de ses successeurs, qui serait régionalo-centrée et passéiste³⁴, que leur souci pour l'actualité du monde en tant que telle, fut majeur, et s'exprimait, par exemple, dans la Chronique géographique des *Annales de Géographie*, où nous puiserons beaucoup, mais aussi dans bien d'autres lieux de publication. Dès l'*Avis au lecteur* du numéro inaugural des *Annales*, Vidal et Dubois inscrivaient d'ailleurs la revue dans un projet de mise en perspective des « nouvelles géographiques » (DUBOIS et VIDAL DE LA BLACHE, 1891, p. II-III) : suivre l'actualité du monde, d'abord en matière d'exploration et de conquête coloniale, puis, sous

³⁴ Idées qui sont certes maintenant bien nuancées : certains historiens de la géographie ont en effet montré l'intérêt des géographes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle pour de nombreux problèmes d'actualité : l'urbanisme, la politique, l'économie, l'aménagement... (voir par exemple les études rassemblées dans CLAVAL et SANGUIN (dir.), 1996, et dans BAUDELLE, OZOUF-MARIGNIER et ROBIC (dir.), 2001).

l'impulsion décisive de Maurice Zimmermann dès 1895, en matière économique et politique, était bien essentiel pour les géographes des *Annales*.

2.2.2. L'ordre du discours et de l'invention conceptuelle

Mais cette actualité sera en tout état de cause saisie ici du point de vue de sa dimension discursive, perspective qui est aujourd'hui au premier plan des préoccupations en histoire et en épistémologie des sciences. Vincent Berdoulay est ainsi par exemple passé de l'approche contextuelle à une étude du discours qu'il conçoit en prolongement de l'approche contextuelle, partant du fait que cette dernière est lourde et complexe à mettre en place (1988, p. 7). Il en est venu à privilégier l'analyse du langage comme « médiateur obligé entre le scientifique et la réalité qu'il veut comprendre » (p. 8). Car « le texte sur lequel on se penche n'est pas source de renseignement seulement par son contenu ; il l'est aussi par les formes de l'expression » (1993, p. 24). D'où son intérêt pour le récit, les genres, les types d'argumentation et d'explication. Nous considérerons peu ces aspects pour notre part, comme nous laisserons aussi de côté l'analyse du discours, à la manière d'Olivier Orain par exemple, comme manifestation du paradigme disciplinaire³⁵, pour préférer les dimensions de la sémantique, de la rhétorique, de l'invention conceptuelle. Une part de l'analyse doit aussi être consacrée à l'iconographie, au sens large, aux dispositifs non scripturaux d'expression scientifique, qui jouent un rôle clé en géographie, évidemment surtout par le biais de la carte.

Un détour nécessaire : l'archéologie foucauldienne

Il importe au préalable de nous positionner par rapport à ce traitement du discours que Michel Foucault a qualifié d'*archéologique*. Cette méthode est d'un grand intérêt et le détour semble nécessaire, ne serait-ce que pour cadrer notre travail ; la référence sera toujours ici en filigrane. En géographie du reste, Foucault est un auteur déjà bien lu et travaillé, y compris en histoire de la géographie³⁶. L'archéologie apparaît comme un garde-fou pour une histoire qui voudrait éviter toute facilité présentiste et prendre des précautions avec une épistémologie trop strictement externaliste. Si nous ne pouvons entrer dans une discussion précise de ce

³⁵ « (...) l'hypothèse que j'aimerais développer serait qu'une communauté (scientifique) constituée produit entre autres choses des formes idiosyncrasiques de "mise en texte", qui n'épuisent pas les pratiques scripturaires individuelles mais attestent d'un effet de convergence complexe, résultant de formations communes, de valeurs partagées, de lectures croisées, etc. A ce titre et par effet de réciprocité, s'attacher à la mise à jour de ces pratiques scripturaires communes pourrait avoir du sens pour éclairer les paradigmes scientifiques et leur devenir. » (ORAIN, 2000, p. 94). Voir aussi, sous un autre angle, Michel Foucault : « La discipline est un principe de contrôle de la production du discours » (1971, p. 37)

³⁶ Un exemple ancien chez Paul Claval, qui voit dans l'archéologie un moyen pour se défaire d'un regard trop centré sur les questions du présent (1981, p. 234).

qu'est l'archéologie, il convient de tenter d'en cerner les grandes lignes. Foucault en a proposé un résumé fort évocateur en quatrième de couverture de *L'archéologie du savoir* :

Et là où l'histoire des idées cherchait à déceler, en déchiffrant les textes, les mouvements secrets de la pensée (sa lente progression, ses combats et ses rechutes, les obstacles contournés), je voudrais faire apparaître, dans sa spécificité, le niveau des « choses dites » : leur condition d'apparition, les formes de leur cumul et de leur enchaînement, les règles de leur transformation, les discontinuités qui les scandent. Le domaine des choses dites, c'est ce qu'on appelle l'*archive* ; l'*archéologie* est destinée à en faire l'analyse. (1969)

L'ambition de Foucault est de refonder l'histoire des sciences et l'épistémologie, en isolant un domaine particulier, celui des « choses dites », celui du discours, en opposition à celui des idées et de la pensée. Au point de départ, une « mutation épistémologique de l'histoire » (1969, p. 21) qui a trait à l'évolution du statut du document (p. 13) : il n'est plus un vestige à quoi l'histoire redonnerait voix, mais devient un *monument*, faisant glisser l'histoire vers l'archéologie, ou « la description intrinsèque du monument » (p. 15). Il ne s'agit plus de reconstituer une pensée, mais de décrire la monumentalité des éléments considérés, en l'occurrence les « choses dites », tout à la fois leur répartition, leur matérialité, leur *régularité* (règles d'apparition, de répartition, de formation). L'historien des sciences n'a plus à retrouver, ni une pensée, ni une vision du monde, ni l'esprit d'une époque : il se contente de décrire ce qui a été dit, tel que cela a été dit. L'archéologie se distingue ainsi tout à la fois de l'analyse linguistique, de l'histoire de la pensée et de l'histoire du référent. Ce qui implique une certaine neutralité vis-à-vis de la question de la nouveauté ou de la tradition, deux thèmes chers à l'histoire des idées, mais qui présentent le danger d'une recherche des anticipations et des précurseurs ; or ce serait là, selon Georges Canguilhem, le « symptôme le plus net d'inaptitude à la critique épistémologique » (cité par BRAUNSTEIN, 2002, p. 937). Canguilhem écrivait aussi, dans sa belle étude sur *La formation du concept de réflexe* que nous approcherons dans un instant, qu'il se refusait à « souscrire à cette façon d'écrire l'histoire, même de la physiologie, qui consiste à parler du futur au passé en élidant le présent » (1955, p. 107). Se placer au plan du discours permettrait donc d'éviter que l'histoire des sciences soit uniquement rétrospective, même s'il va de soi qu'elle est toujours une histoire des « récurrences », comme disait Gaston Bachelard, une histoire « qu'on éclaire par la *finalité du présent*, une histoire qui part des certitudes du présent, et découvre, dans le passé, les formations progressives de la vérité » (cité par BRAUNSTEIN, 2002, p. 934). Il faut cependant se méfier du travers opposé, qui consiste à penser, selon des mots de Paul Valéry, « que les anciens avaient tout inventé » (cité par CANGUILHEM, 1955, p. 74). Autre intérêt de l'archéologie : tout en spécifiant son objet, ce qui a été dit tel que cela a été dit, tout en

s'affranchissant du « thème anthropologique » (FOUCAULT, 1969, p. 26), c'est-à-dire de la subjectivité de la parole dite, ainsi que du thème de la référence, c'est-à-dire de la chose, tout en se différenciant de la linguistique, de l'herméneutique, de la logique, de la grammaire, de l'interprétation, du structuralisme, tout en dégagant donc un angle tout à fait original d'analyse des discours, l'archéologie ne laisse pas en-dehors d'elle les problèmes de l'ancrage, subjectif, anthropologique et contextuel, du discours. Elle autorise même une relecture du problème de l'articulation entre la science et son contexte, du rapport entre le discours et le « non discursif », et fait porter l'attention sur le niveau où la transformation de l'objet se répercute dans le discours, ce que Foucault nomme, d'une belle formule, « le niveau de l'*embrayage* événementiel » (p. 218).

L'archéologie en tant que telle représente un objectif méthodologique ambitieux, qui, dans l'histoire de la géographie, a déjà guidé par exemple l'ouvrage de Jean-Marc Besse sur la transformation, à la Renaissance, du concept de Terre (2003b, p. 20). Mais il est difficile à mener à terme, et nous conviendrons ici, tout en conservant cet objectif en arrière-plan, de ne pas nous y tenir strictement. Ce n'est pas paresse intellectuelle, mais reconnaissance d'une certaine inadéquation entre le projet archéologique et notre propre recherche. En premier lieu, l'archéologie s'oppose, chez Foucault, à deux approches qui restent importantes pour nous : la disqualification du thème anthropologique cadre mal avec notre souci de suivre des personnalités plus ou moins sensibles à la mondialité des phénomènes ; et par ailleurs, la distinction entre archéologie et histoire des idées ou de la pensée, ne nous paraît pas pleinement opérationnelle pour les objets qui nous intéressent. Foucault reproche à l'histoire des idées de privilégier la genèse, la continuité, la totalisation (1969, p. 181), quelque chose en somme comme la recherche de liens avec le présent. Or nous tenons, dans une certaine mesure, à cette *relecture* du passé. Quatre principes, plus généralement, permettent de spécifier l'archéologie comme discipline historique (p. 182-183). Elle délaisse les pensées ou les représentations et ne vise que le discours à titre de *monument*, elle n'est donc pas une discipline interprétative ; elle n'est pas non plus une « doxologie » (prière à la gloire de Dieu), c'est-à-dire une reconstruction progressiste de l'élaboration des sciences depuis « le champ confus de l'opinion » ; elle ne se préoccupe pas de l'œuvre, ni du « point énigmatique où l'individuel et le social s'inversent l'un dans l'autre », et en ce sens elle n'est ni psychologie, ni sociologie, ni anthropologie de la création ; enfin, elle n'est pas une recherche de l'origine pensée de ce qui a été dit ou écrit, elle se contente d'analyser le discours comme objet. Beaucoup de ce que l'archéologie ne prend pas en charge doit pourtant être pris en charge

dans une recherche sur l'émergence d'un concept scientifique. En réalité, si nous ne pouvons adopter la méthode archéologique, c'est peut-être du fait d'un problème d'échelle. On s'en rend compte dans un passage des *Mots et les choses* où Foucault oppose les débats d'idées et divergences d'opinions aux XVII^e et XVIII^e siècles, à l'*épistémé* classique :

On peut bien écrire une histoire de la pensée à l'époque classique, en prenant ces débats pour points de départ ou pour thèmes. Mais on ne fera alors que l'histoire des opinions, c'est-à-dire des choix opérés selon les individus, les milieux, les groupes sociaux ; et c'est toute une méthode d'enquête qui est impliquée. Si on veut entreprendre une analyse archéologique du savoir lui-même, alors ce ne sont pas ces débats célèbres qui doivent servir de fil directeur et articuler le propos. Il faut reconstituer le système général de pensée dont le réseau, en sa positivité, rend possible un jeu d'opinions simultanées et apparemment contradictoires. (1966, p. 89)

Opinion, débats, choix individuels d'un côté ; système général de pensée, conditions de possibilité du savoir de l'autre : deux échelles, deux champs qui ne peuvent être abordés de la même façon. L'archéologie doit donc rester pour nous un horizon, une référence au moins heuristique, bien davantage qu'une méthode à proprement parler.

C'est aussi en raison d'un autre problème. L'archéologie relève d'un travail sur les discours à la fois *critique* et *généalogique*, dualité analysée notamment par Foucault dans sa leçon inaugurale au Collège de France du 2 décembre 1970 :

D'une part l'ensemble « critique » (...) : essayer de cerner les formes de l'exclusion, de la limitation, de l'appropriation (...) ; montrer comment ils se sont formés, pour répondre à quels besoins, comment ils se sont modifiés et déplacés, quelle contrainte ils ont effectivement exercée, dans quelle mesure ils ont été tournés. D'autre part l'ensemble « généalogique » (...) : comment se sont formées, au travers, en dépit ou avec l'appui de ces systèmes de contraintes, des séries de discours ; quelle a été la norme spécifique de chacune, et quelles ont été leur conditions d'apparition, de croissance, de variation. (1971, p. 62-63)

La tâche de la critique serait « l'analyse des instances du contrôle discursif », alors que celle de la généalogie « concerne la formation effective des discours soit à l'intérieur des limites du contrôle, soit à l'extérieur, soit le plus souvent de part et d'autre de la délimitation » (p. 67). Au contrôle du discours, à l'ordre du discours, s'opposerait la formation des discours, leur « jaillissement », même si, Foucault s'empresse de le préciser, les deux dimensions ne sont pas réellement distinctes (p. 67-68). C'est cet aspect généalogique qui nous intéresse surtout, autant d'ailleurs au sens de Foucault que dans le sens plus commun que l'on trouve dans l'expression « arbre généalogique ». Mais on sait déjà combien l'archéologie disqualifie en grande partie la genèse et l'historicité (des idées ou des concepts), qu'elle abandonne à l'histoire de la pensée. Autre raison de nous tenir à une certaine distance de la méthode foucauldienne. En réalité, ce qui nous séduit, c'est la priorité accordée à l'analyse du discours,

ce point de vue qui ramène les mots et les choses à leur réciproque extériorité. Mais, nous nous trouvons vite face à une série d'impasses. Du reste, la lecture de *L'ordre du discours* montre à quel point cet ordre, précisément, relève surtout, pour Foucault, du contrôle, sous les formes de l'exclusion, de la limitation et de l'appropriation. Or ce dont nous avons besoin, plus que d'outils pour étudier le contrôle du discours, sa délimitation, sa raréfaction, ce serait d'outils pour rendre compte, non pas de la formation du discours (ce qui relève de la généalogie au sens de Foucault), mais de l'apparition, de l'innovation, de la diversification conceptuelle au sein d'un discours. Là encore, changement d'échelle, dans ce passage du discours au concept. L'ordre du discours, ce serait finalement pour nous le champ où se forment et se formulent des concepts.

La formation d'un concept : un enjeu épistémologique essentiel

Mais cette formation conceptuelle est en soi un problème à élucider. Il n'y a certes pas de génération spontanée, mais un processus de germination qu'il s'agit de remonter et d'étudier. Du reste, pour ce qui est de notre objet, nous entendons moins proposer une histoire du concept de mondialisation (qui n'en est pas un), mais de celui de Monde. Ce concept de Monde constitue le soubassement, la condition de possibilité de l'émergence d'une notion comme celle de mondialisation, elle en constitue la racine, la fondation. Or cette « branche » de l'histoire des sciences que l'on peut appeler l'histoire conceptuelle se préoccupe en général de l'histoire des concepts déjà formés (c'est principalement le cas de l'histoire des concepts de R. Koselleck) quand elle ne part pas des concepts contemporains pour en retracer l'évolution. Il existe cependant des modèles dont on peut s'inspirer, comme l'ouvrage de 2003 de Jean-Marc Besse sur *Les grandeurs de la Terre* dont la première partie est consacrée aux « transformations du concept de Terre au début du XVI^e siècle ». Le chapitre 2, intitulé « La formation d'un nouveau concept géographique de la Terre », examine en particulier trois points. « L'expérience des modernes » d'abord, dont les voyages entraînent une remise en cause des savoirs hérités de l'Antiquité (2003b, p. 65 *et sq.*), puis une discussion sur la signification du « nouveau monde », qui apparaît d'abord comme une construction intellectuelle et discursive intégrant l'inconnu dans le connu (p. 76 *et sq.*). Mais surtout, c'est la section consacrée à la mise en place d'un « nouveau concept de globe terrestre » qui nous intéresse : J.-M. Besse y montre que cette mise en place suppose l'assimilation des résultats des voyages dans les images de la Terre, par exemple quant au rapport entre la terre et l'eau, quant aux concepts d'océan et de continent ou quant au concept même d'œkoumène (p. 87 *et sq.*). C'est donc comme analyse de la répercussion progressive de la découverte des nouveaux

mondes et de la nouvelle *grandeur* du monde dans l'image du globe terrestre et donc dans la façon de le penser, que J.-M. Besse définit la formation d'un nouveau concept de Terre : il associe ainsi étroitement, ce que nous tâcherons de faire pour le concept de Monde, des événements extradiscursifs et des processus conceptuels qui ne sont pas de simples enregistrements, mais qui fonctionnent selon des logiques spécifiques.

Autre modèle, l'analyse classique de Georges Canguilhem sur *La formation du concept de réflexe au XVII^e et XVIII^e siècles*. Dans cet essai paru en 1955, Canguilhem distingue plusieurs phases dans la formation d'un concept, la reconnaissance d'un phénomène, l'invention du mot, les idées ou les théories qui les mettent en rapport, les notions qui se fondent ensuite, le concept auquel on aboutit enfin lorsque une définition apparaît qui rassemble ces divers éléments lexicaux et théoriques (même si le concept peut, au dire de Canguilhem, exister implicitement, p. 5). Concernant le concept de réflexe, Canguilhem part de l'idée admise en physiologie et en biologie que Descartes en est le père, et entend montrer qu'il s'agit là d'une légende (p. 37). D'abord, le terme réflexe ne se rencontre pas dans l'œuvre de Descartes, ni comme substantif ni comme adjectif :

Si le mot ne s'y trouve pas, il y a beaucoup de chances a priori pour que la notion ne puisse pas s'y trouver. Il n'y a à proprement parler notion ou concept que là où il y a, au moins en essai ou en esquisse, une définition, c'est-à-dire un rapport entre un défini et un définissant. Sans exiger d'un précurseur qu'il puisse formuler avec précision ce que ses tâtonnements ont permis à ses successeurs de concevoir avec plus de clarté, sans lui tenir rigueur de ne pas satisfaire aux conditions que posait en 1905 le mathématicien Lebesgue pour toute définition effective : « Un objet est défini ou donné quand on a prononcé un nombre fini de mots s'appliquant à cet objet et à celui-là seulement », on ne peut tenir pour l'équivalent d'une notion ni une théorie générale comme l'est l'explication cartésienne du mouvement involontaire, ni, à plus forte raison, un rappel d'observations dont beaucoup remontent plus haut que notre auteur. (p. 40-41)

L'idée est donc la suivante : chercher le père d'un concept suppose de ne pas s'en tenir aux éléments descriptifs des faits ni à une théorie générale qui les explique à sa façon, mais de déterminer s'il existe une adéquation entre l'explication du fait à telle époque et la définition actuelle du concept. Pour Canguilhem, Descartes ne peut pas être le père du concept de réflexe parce que sa description du fait (le mouvement réflexe) s'inscrit dans une théorie anatomique et physiologique où le mouvement prend sa source dans un centre, en l'occurrence, le cœur (p. 41-42). Or le réflexe est un mouvement qui s'ordonne dans un aller-retour entre la périphérie, le centre et la périphérie. De sorte que Canguilhem est amené à formuler ce constat : « La pensée de Descartes obéit à la logique du savoir de Descartes et non à la logique du savoir de ses successeurs » (p. 48). Où l'on voit bien que Canguilhem procède en partant du concept formé (c'est-à-dire actuel) de réflexe et cherche à déterminer le moment

où il est vraiment apparu. De la même façon, dans une étude de 1962 coordonnée par Canguilhem sur le développement et l'évolution, il cherche à savoir comment l'on passe, au XIX^e siècle, de l'un à l'autre de ces concepts. L'intérêt de cette étude, c'est qu'elle peut aussi nourrir une métaphore pour toute histoire conceptuelle : comment se forme, c'est-à-dire apparaît un concept ? C'est bien la question de l'évolution, dans ses deux grandes variantes, la théorie de la préformation (tout est déjà dans l'embryon et n'a qu'à se développer), et celle, plus tardive, de l'épigenèse (l'évolution procède par différenciation progressive de ce qui existe). A cet égard, Canguilhem commente ce qu'il appelle les « vues géographiques » de Charles Darwin (1962, p. 64), dont le voyage précisément, et le travail « sur le terrain » (p. 65) ont été déterminants dans la transformation du concept d'évolution, par la prise en compte de l'impact du milieu sur les espèces. La métaphore fonctionne ici à merveille : comment le nouveau apparaît-il ? Comment s'inventent de nouveaux concepts ? Il faut faire la part de l'extériorité et celle de la dynamique spécifique (c'est-à-dire conceptuelle). S'agissant du Monde, en nous projetant dans les décennies qui précèdent l'apparition du terme mondialisation, on entend étudier les conditions de cette invention lexicale, les conceptions du monde qui ont formé le milieu propice à cette apparition, toute l'évolution donc qui a mené, d'une pensée du monde où la dimension mondiale en tant que telle n'existait pas, à une pensée du Monde où un niveau mondial de réalité a pris consistance.

2.2.3. Du texte à la figure : pour une histoire des images du Monde

Revaloriser la métaphore

L'apparition de l'adjectif mondial en 1903, on va le voir, est un indice de poids du passage de l'une à l'autre de ces pensées, symbolisant, par l'invention d'un nouveau mot, l'avancée d'un processus de conceptualisation. Processus, long et chaotique, en relation plus ou moins directe avec une nouveauté expérimentée dans la façon dont le réel se donne à voir, mais qui doit être cependant envisagé de manière moins stricte que du simple point de vue de l'innovation lexicale. L'invention conceptuelle en effet est aussi un processus sémantique (ajouter une majuscule à « monde » pour donner un nouveau sens au mot par exemple) et rhétorique, c'est-à-dire un processus qui recourt à l'image, à la figure de style, à la métaphore. V. Berdoulay a cherché, dans ce sens, à revaloriser la métaphore dans l'histoire du discours géographique, en particulier pour la métaphore organiciste qui « illustre bien la capacité des figures du discours à transformer, pour le meilleur comme pour le pire (notamment si on la limite à l'analogie), la vision du monde et conséquemment tout le champ théorique de la

géographie » (1993, p. 25 ; voir aussi 1982). Il s'inscrit dans une démarche plus globale en histoire des sciences, qui trouve notamment ancrage dans l'ouvrage classique de Judith Schlanger, *Les métaphores de l'organisme* (1971). Mais, la revalorisation de la métaphore, par exemple organiciste, passe également par l'idée, développée par Anne Buttimer, que la métaphore, dans un sens particulier, permet d'aborder le coeur de la vision du monde :

Metaphor touches a deeper level of understanding than "paradigm", "model" or "theory" (...). It points to the very process of learning and discovery, to those analogical leaps from the familiar to the unfamiliar which rally imagination and emotion as well as intellect.(1993, p. 78. Voir aussi 1982, p. 90)

Inspirée par l'ouvrage du philosophe Stephen Pepper paru en 1942, *The World Hypotheses*, dans lequel sont présentées quatre hypothèses, quatre visions du monde (principalement occidentales) : le Formisme, Mécanisme, l'Organicisme et le Contextualisme (voir par exemple 1993, p. 81-85). Ces hypothèses relèvent surtout de l'histoire culturelle et de l'histoire des idées, mais A. Buttimer a tâché d'appliquer cette grille à la géographie. Le *Formisme* (le monde constitue un ensemble ou une mosaïque de formes dispersées) correspond à la tradition chorologique, et serait le plus courant en géographie (1993, p. 22). Le *Contextualisme* est également une vision éclatée du monde, où les événements sont considérés comme uniques ; A. Buttimer l'associe aux études de cas des historiens de la société de l'école des *Annales*, mais aussi, dans une certaine mesure, à la géographie humaniste (p. 238). Viennent ensuite deux visions intégrées du monde, le *Mécanisme* d'abord, qui met en avant les interactions, s'exprimerait en géographie dans l'analyse des systèmes spatiaux (p. 23). Puis l'*Organicisme*, sur lequel nous insisterons plus loin, cherche la synthèse, l'unité dans la diversité, et s'illustre notamment en géographie dans le *Cosmos* de Humboldt (p. 238). Ces visions du monde reposent chacune sur une « *root metaphor* », respectivement pour A. Buttimer la mosaïque, l'arène (au sens de sable), la machine, le tout organique, une métaphore racine qui est source de modèles d'interprétations philosophiques, scientifiques, culturels du monde. Pour A. Buttimer, ces métaphores offrent donc un moyen précieux d'étudier la géographie occidentale et les visions du monde dans lesquelles elle s'insère, en centrant l'analyse sur l'expérience humaine (occidentale) du monde, même si monde a davantage un sens philosophique que géographique.

Si l'on revient à un sens plus strict de la métaphore, le problème que l'on touche ici, c'est encore celui de l'invention conceptuelle : non pas tellement l'invention d'une théorie, mais celle de façons de dire et de penser de manière nouvelle un monde perçu comme

nouveau. S'il est vrai que « l'évolution des savoirs passe par une métamorphose des langages » (SCHLANGER, 1988a, p. 71), il convient de réévaluer « l'importance heuristique de la trouvaille du vocable » (p. 72), et de suivre l'évolution des mots, les glissements de sens dont, avec les termes monde et mondial, nous aurons de beaux exemples. J. Schlanger, qui s'est préoccupée de « novation théorique », a ainsi d'abord invalidé l'analyse de l'invention comme phénomène psychologique, qui n'explique guère le *comment* de l'invention, pour mettre au contraire l'accent sur le langage, c'est-à-dire sur la façon dont l'invention se cristallise sous forme de mots : « La dimension sémantique joue un rôle heuristique, elle qui relie la proposition neuve à son contexte, et la rend signifiante en la posant comme un écart pertinent » (p. 80). Raisonner en terme de mots ou de propositions permettrait de prendre pour objet la pensée en action, au moment où elle se dit et, en se disant, s'invente : « Une problématique neuve se gagne en se formulant – et par là on rejoint la dimension heuristique du langage, qui est au cœur de l'innovation » (SCHLANGER, 1988b, p. 110). Cette approche suppose le repérage et l'examen de tous les « écarts » sémantiques, mutations de sens, néologismes, images employées à défaut de concept. De cet impératif provient la volonté de J. Schlanger de réhabiliter la métaphore, et elle le fait de manière très convaincante, démontrant que « l'activité métaphorique se présente comme la face verbale de la conceptualisation inventive » (1988a, p. 87), que toute invention conceptuelle est toujours métaphorique :

Le métaphorique n'a un statut problématique particulier que pour une vue très plane du langage abstrait. La métaphore n'est un problème que si elle est un phénomène spécial qui apparaît de temps à autre en relief, et se détache sur un fond conceptuel neutre et littéral. Il est clair que si le discours abstrait normal est parfois troué par une image, alors le statut de l'image fait problème. Mais le langage cognitif abstrait se laisse-t-il décrire comme un fond neutre, un véhicule transparent ? Il est vrai que quelques-uns des termes y sont perçus comme plus métaphoriques que d'autres, mais si les uns paraissent plutôt concepts et les autres plutôt figures, ce n'est pas par nature, c'est selon les occasions et les temps. (p. 88)

Elle finit du reste par parler de « conceptualisation métaphorique » (p. 89), pour désigner l'ensemble des pratiques langagières ayant pour fonction de penser le nouveau sans disposer des concepts pour le faire. La métaphore est donc nécessaire à la dynamique scientifique. Notre objet est alors de caractériser comment se disaient, en l'absence du mot mondialisation, les aspects du monde de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles que l'on analyse aujourd'hui à l'aide de ce terme. Comment les contemporains disaient-ils le monde de leur époque ? Le voyaient-ils déjà comme Monde ? On pourrait évoquer ici, à titre d'exemple, l'étude, déjà en partie menée, des mots de l'internationalisme, qui se diffusent dans le cadre des « utopies planétaires » (voir p. 36). Armand Mattelart évoque aussi l'invention du « mondialisme », non pas l'idéologie, mais le mot lui-même, avec son équivalent anglais

worldism : « Dès le début du XX^e siècle, le mot désigne le puissant mouvement qui mène les sociétés humaines vers l'unification » (2000, p. 11)³⁷. Ce à quoi nous aspirons est bien autre chose qu'une simple histoire lexicale, c'est à une plongée dans le jeu des mots qui rendent possible l'avènement d'un concept, celui de Monde – potentiellement celui de mondialisation.

Mais il faut se prémunir contre de possibles malentendus. L'invention conceptuelle dont nous parlons a peu à voir avec les problèmes de révolution paradigmatique, d'évolution générale de la discipline, même si, par moments, dire le Monde peut avoir certaines implications sur la dynamique disciplinaire. Si des métaphores sont étudiées, elles relèvent en grande partie des métaphores légitimes dont Thomas Kuhn a bien dit qu'elles exprimaient l'existence d'une « matrice disciplinaire » autant que les modèles heuristiques, les exercices-types, les exemples (pour une mise au point de l'application de la théorie kuhnienne à la géographie, voir ORAIN, 2006). Peut-être, sur le thème de l'émergence du Monde en géographie, se trouve-t-on dans la marge du discours dominant et des problèmes que les géographes ont élus comme primordiaux ; mais néanmoins, on ne se trouve pas nécessairement ni dans l'« anomalie », ni dans la « crise » disciplinaire, ce moment où les outils et les théories du paradigme laissent sans réponse possible ou valable un certain nombre de problèmes (KUHN, 1970, ch. VI et VII). Le problème n'est donc pas, avec l'invention conceptuelle, celui de la révolution scientifique. Le cadre chronologique dans lequel nous travaillons (années 1890-1950) est bien celui de la formation, puis de la domination d'une école, l'école vidalienne, avec ses maîtres, ses cursus plus ou moins obligés et son orthodoxie. Mais aussi avec des différenciations internes (personnalité, formation, sensibilité...), des marges disciplinaires, qui rassemblent des géographes au statut variable, et des lignes de tension qui sont peut-être autant de fissures à la surface du paradigme. Le problème se pose toutefois, non pas au plan du paradigme, mais au plan des objets et des procédures d'analyse géographiques, ou à celui d'un programme de recherche qui ne serait pas déterminé par une sociologie du centre et de la marge. A côté des positions de principes, des affirmations d'orthodoxie, des grands discours, des théorèmes, des théories, fussent-elles peu nombreuses, il y a la place pour d'autres pensées, des pensées discrètes sinon implicites ou sous-entendues, des pensées entre les lignes, qui se dévoilent dans une expression originale, dans un mot écrit en italique ou mis entre guillemets par exemple, dans un « écart » pour reprendre le mot de J. Schlinger. En cela, l'attention doit bien porter sur les mots, l'usage des mots, l'évolution des sens, la complexification, la densification ou la diversification des acceptions. Nous avons

³⁷ Alors que les grands dictionnaires ne datent l'apparition du terme mondialisme que vers 1950...

donc en vue, par conséquent, moins l'invention de la mondialisation, que l'examen des divers « déplacements de concept » (SCHLANGER, 1988, p. 97) qui rendent possible cette invention. Moins l'émergence d'un concept que celle d'un thème certes, mais moins aussi que les conditions de possibilité de cette émergence. Les mots, les mots du Monde, seront considérés comme les indices, fugaces, fugitifs, mais néanmoins significatifs, d'une pensée beaucoup plus complexe que les imaginaires disciplinaires ne le laissent usuellement croire.

Discours et iconographie

Dire le monde, c'est une chose. Mais les mots du monde ne disent pas tout de la référence géographique au monde, car les savoirs géographiques s'expriment autrement que par du texte. Les géographes, comme nombre de scientifiques, produisent des supports visuels qui donnent à voir leurs façons de penser et de rendre compte du monde. La carte, le planisphère et/ou l'atlas, ainsi que le globe terrestre, puis la photographie spatiale *disent* la totalité terrestre de manière explicite mais selon un langage et des conventions qui ne relèvent pas de l'analyse textuelle. En tout cas, cela nous permet de ressaisir, pour finir ce point, une position méthodologique qui est celle du dispositif de connaissance et de l'inscription scientifique, ou même des « “vues” de l'esprit » pour reprendre le titre d'un numéro spécial de *Culture technique* dirigé en 1985 par Bruno Latour et Jocelyn de Noblet. Mettant l'accent sur l'image ou la figure, cette réflexion sur les « vues » de l'esprit repose sur l'idée que l'étude des sciences doit prendre pour objet à la fois les « pratiques d'écriture » et les « pratiques d'imagerie » des scientifiques (LATOUR, 1985, p. 5), et qu'on doit chercher à expliquer la science à partir d'une analyse des pratiques que sont l'inscription, l'enregistrement, la visualisation (p. 9). L'enjeu de la science est de rendre visible, pas seulement d'ailleurs pour connaître : le scientifique produit toute une série d'inscriptions scripturaires ou non scripturaires, parmi lesquelles on trouve la figure, le diagramme, la planche, la silhouette, l'index, la bibliographie, la carte également (p. 14), dont la finalité est essentiellement de convaincre. La notion d'inscription scientifique, récurrente dans les travaux de B. Latour, quoique jamais réellement théorisée, à notre connaissance, en tant que telle, est une façon de rassembler les diverses opérations propres au travail scientifique en les considérant comme des pratiques, susceptibles en conséquence de relever d'une analyse sociologique. Par ailleurs, l'inscription, qu'elles soit écriture ou image, constitue une « vue » de l'esprit, un moyen terme entre l'esprit et le monde réel. Car le scientifique ne regarde pas la Terre, l'économie, l'organe etc., mais voit ce que son esprit élabore de la Terre, de l'économie, de l'organe, etc. B. Latour donne l'exemple de l'économie française : ce n'est pas elle que l'on regarde quand

on étudie les statistiques de l'INSEE, mais des séries de chiffres qui donnent visibilité « aux activités innombrables de la France » et *réalité* à un objet comme l'économie française ; l'INSEE est alors considéré comme un grand laboratoire (p. 17). L'exemple est intéressant, qui montre comment il faut appréhender le discours scientifique et ses diverses inscriptions comme des dispositifs permettant de construire les objets de la connaissance.

Allant plus loin, B. Latour définit la pratique scientifique comme l'ensemble des opérations qui permettent d'amener le monde, c'est-à-dire les objets étudiés, sur une feuille de papier, la seule chose que le scientifique puisse dominer entièrement du regard (1985, p. 21). A ce titre, il fait sa place à la métaphore et à l'analogie, qui « déplacent littéralement les montagnes sur quelques centimètres carrés » (*ibid.*). Nous serons pour notre part amené à discuter ce point dans l'analyse des figurations géographiques du monde, qui s'affrontent directement à cette question : comment mettre le *monde* sur une feuille de papier ? Or, pour faire venir le monde en certains lieux, pour l'inscrire dans le discours scientifique, « il faut inventer des dispositifs qui mobilisent les objets du monde, maintiennent leur forme et puissent s'inspecter du regard » (p. 24). Ces dispositifs sont, précisément, des « vues » de l'esprit. A ces enjeux épistémologiques généraux de l'inscription scientifique non scripturaire, répondent d'autres enjeux, plus techniques, touchant au rôle de l'image dans le discours scientifique. Ce rôle peut-être variable évidemment, mais est toujours, selon B. Latour, de convaincre. L'image participe en outre par sa nature même à la construction de visibilité qui est l'objet de la science ; mais construire du visible, cela ne signifie pas que l'image désigne un quelconque référent extérieur : le référent est intérieur, il est le produit d'une suite d'inscriptions et de transformations (LATOUR, 1993, p. 165). La littérature scientifique

est la seule dont le référent soit présent à l'intérieur même du texte qui le commente. Le texte n'est pas seulement « illustré » par des images, il est le développement de celles-ci. (1985 p. 21)

Pour le dire autrement, on pourra considérer que la figure, dans le texte scientifique, ne représente pas un objet, mais « le résultat de son *faire* », d'après l'expression de la biologiste Françoise Bastide, dans un article du même numéro de *Culture technique* (1985, p. 134). Ce dont il faut prendre conscience alors c'est qu'image et texte concourent, dans un article scientifique par exemple, à la même visée : l'article, du moins tant que ses résultats ne sont pas contestés, est un « dispositif de visualisation » qui doit faire voir ce qui est invisible (*ibid.*). Dire et montrer au fond, doivent être saisis ensemble.

Chapitre 2

Les mots pour dire le monde,
les images pour le montrer

L'histoire des sciences sociales se caractérise par un souci croissant pour l'histoire des mots employés, indépendamment de la constitution de dictionnaires dont c'est la tâche de donner une ou des définitions. Il s'agit moins en outre de donner une définition que de suivre une évolution sémantique, de mesurer comment un mot est en lui-même révélateur de certaines orientations disciplinaires et épistémologiques. L'ambition est d'explorer « la part lexicale des savoirs », d'après une expression rencontrée dans l'annonce d'une journée d'étude consacrée à l'histoire des mots dans l'histoire des sciences de l'homme, organisée par Laurent Loty et Marie-France Piguet le 25 novembre 2006 dans le cadre de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (SFHSH) (<http://www.bium.univ-paris5.fr/sfhsh/actualites2006d.htm>). L'attention porte tout autant sur les transferts de mots entre champs scientifiques ou domaines linguistiques (cette histoire s'inscrit donc dans les problématiques de l'histoire des transferts culturels que nous présentions plus haut, p. 25), que sur les enjeux épistémologiques généraux de ce type d'interrogations. Pour les vingt ans de la SFHSH, le 31 mai et le 1^{er} juin 2007, une session a encore été consacrée aux « mots des sciences de l'homme ».

C'est dire que le thème est d'actualité, même si l'on avance à tâtons, dans un champ où la recherche empirique domine encore, et où il faut souvent bricoler ; à défaut de l'appareillage lexicographique et des méthodologies de la linguistique, on en est réduit la plupart du temps à une approche plus littéraire en quelque sorte, plus intuitive quoique fondée sur des recherches minutieuses. Nous avons pour notre part proposé une analyse de ce genre pour le terme archipel (ARRAULT, 2005b), en nous inscrivant alors dans la lignée d'une tentative plus ancienne, celle du groupe de recherche du CNRS « Histoire du Vocabulaire Scientifique » au début des années 1980, dont le troisième cahier accueillait plusieurs études de géographes. Dans un premier article de réflexion générale, Philippe Pinchemel observait que « c'est par l'enregistrement des glissements de sens, par la vérification des conditions d'emploi et d'interprétation qu'on peut saisir objectivement l'évolution du contenu de la Géographie » (1982, p. 4). C'est autour des termes monde et mondial que la validité de ce jugement peut être encore démontrée : dans les dictionnaires, dans notre corpus, nous allons pister ces mots, et en relever les mutations d'emploi les plus décisives, tout en étant sensible également à qui les emploie. Mais il faudra aussi bien marquer que la référence au monde en géographie, car tel est notre objet dans ce chapitre, passe par le texte comme par l'image ; or de ce point de vue, le corpus exploré s'est révélé assez pauvre, quoique certaines images méritent tout à fait d'être commentées.

1. Se référer au monde en géographie (I). Les mots et leurs emplois

1.1. Un passage obligé : les dictionnaires

1.1.1. Lecture critique des dictionnaires contemporains

« Est cosmologique un discours, exprimé ou non (dans ce dernier cas, on pourrait parler d'une "expérience"), dans lequel ce qui fait que le monde est monde – ce que l'on pourrait appeler la "mondanité" – n'est pas présupposé, mais, au contraire, devient implicitement ou explicitement un problème. Il faut donc que le monde soit explicitement posé et, déjà, nommé. La présence d'un mot n'implique certes pas la présence d'un concept, mais son absence indique à tout le moins que ce concept n'a pas été thématiqué. Je n'entrerai donc pas dans l'examen approfondi des "visions du monde" dites primitives, dans lesquelles le mot n'est pas présent ; ou je ne les envisagerai que pour montrer sur quel fond la pensée humaine a dû se détacher pour formuler l'idée de monde, et lui donner son nom. »

Rémi BRAGUE, 1999, p. 15-16.

Si nous citons à nouveau, mais plus longuement, le philosophe Rémi Brague, c'est parce qu'il semble exprimer, dans un contexte il est vrai quelque peu différent, ce que nous entendons dégager dans le champ de la géographie : non pas « l'idée de monde », mais celle du Monde. L'idée ou le mot de monde, autour de 1900, connaît un épaississement sémantique qui, s'il ne se traduit pas, soyons clair, par l'explicitation d'une acception parfaitement isolable de Monde, laisse néanmoins transparaître de nouvelles significations et, par là, une nouvelle mondialité, une nouvelle façon de penser le monde. Ce moment clé a déjà été partiellement repéré, au moins du point de vue de l'histoire lexicale. Si l'on consulte en effet les grands dictionnaires de langue contemporains, on s'aperçoit que l'adjectif mondial, au sens actuel de ce qui concerne la Terre entière, apparaît au tournant du XX^e siècle. Pour le *Grand Larousse de la Langue* (Tome IV, 1975), mondial est ainsi défini :

(de *monde* (...)) début du XVI^e s., au sens de « du monde » [par opposition à « spirituel, divin »] ; sens actuel, 1903, Larousse). Qui est relatif au monde entier, qui s'étend sur toute la Terre. *Population mondiale, Un savant de réputation mondiale. Un record mondial. Avant de devenir mondiale, la guerre était d'abord franco-allemande* (Romains).

Il est ici fait référence au *Nouveau Larousse Illustré* (qui paraît de 1897 à 1904) et au roman de Jules Romains, *Les hommes de bonne volonté* (1932-1947). Quant au *Grand Robert de la Langue Française*, il donne, dans son édition de 1989 :

fin XIX^e ; « mondain », 1525 (...). Relatif à la terre entière ; qui intéresse toute la terre. Population, production mondiale. Crise mondiale, Conflit mondial. – Commerce mondial, marché mondial. Empire mondial. Événement d'importance mondiale. Renommée mondiale. L'actualité mondiale > International. La Première, la Deuxième Guerre mondiale.

Malgré la limite de cette approche, qui date l'apparition d'un mot ou d'une acception de manière éminemment provisoire, et parfois, comme ici, non concordante selon les sources, il

y aurait bien autour de 1900 une mutation dans la conception du monde se manifestant par l'émergence de l'adjectif mondial, ou d'un nouveau sens de cet adjectif, le « sens actuel ». Certains géographes, d'ailleurs, ont déjà remarqué ce fait, à l'instar d'Yves Lacoste dans l'article « mondial » d'un dictionnaire récent : « Cet adjectif, comme mondain, a eu d'abord un sens proche de profane, qui s'opposait au domaine du religieux ; son sens actuel, c'est-à-dire ce qui est relatif à la Terre entière, date seulement des débuts du XX^e siècle » (2003, p. 253). Mais, à ce qu'il semble, on n'en a pas fait grand chose jusqu'à présent... Et la remarque est absente, en tout état de cause, des travaux sur la mondialisation.

Ce recours aux grands dictionnaires étant un passage obligé dans une recherche d'histoire conceptuelle, on peut s'étonner en effet que René Dagorn, dans sa « brève histoire du mot “mondialisation” », n'y consacre que trois lignes (1999, p. 189). Il ne parle, de surcroît, que du mot mondialisation ; or, il existe une série de termes du même champ lexical qu'il aurait fallu également interroger : mondial donc, mondialement, mondialiser, mondialisme, mondialiste, mondialité. On s'aperçoit, à la lecture des définitions données pour ces différents termes, dans le *Grand Larousse* et le *Grand Robert*, que la veine mondialiste (mondialisme au sens d'une doctrine visant à l'unification politique de l'humanité ; voir MATTELART, 2005, p. 14-15) est essentielle dans l'émergence des acceptions actuelles du mondial et de la mondialité – mot qui apparaîtrait d'ailleurs seulement, selon les deux dictionnaires, en 1968. Mais le verbe mondialiser, avec le sens de « rendre mondial, donner un caractère mondial » (*Robert*), ou de « rendre mondial quelque chose, lui donner une extension, un développement qui intéresse le monde entier » (*Larousse*) surgirait, selon le *Larousse*, vers 1950, et donc avant mondialisation (1953), mais, selon le *Robert*, dès 1928, et cette date nous interpelle par sa précocité. La définition s'appuie sur une courte et incomplète citation du philosophe et critique littéraire Albert Thibaudet (1874-1936) : « Le problème s'eupéanise, se mondialise ». Ce qui accrédite encore l'idée de ne pas s'en tenir au mot mondialisation pour faire l'histoire conceptuelle de la mondialisation. S'agissant de ce dernier mot enfin, les deux dictionnaires renvoient à un roman de Jacques Perret (1901-1992) publié en 1953, *Bâtons dans les roues*, dont il paraît important de noter la nature très mondialiste. La citation en question, dont seul le *Robert* donne un extrait, est la suivante : « ... au siècle de conscience universelle et à l'heure où (...) Montpellier vient de proclamer par décision du conseil municipal, la mondialisation de son territoire (...) ». Mondialisation ici a bien un sens mondialiste ; notons, et ce n'est pas anodin, que le *Robert* cite le même roman de Perret dans l'article « mondialiste » :

(...) qu'on ne vienne pas me dire que la citoyenneté du monde a été inventée ce matin. J'ignore si l'organisme appelé *Centre de Recherches et d'Expression Mondialiste* est encore en vie, mais je lui signale que, dans ce genre d'entreprise, il y a eu, sous le nom de Chrétienté, un précédent (...) (1953, p. 156).

Tout ceci renvoie à un courant assez fort, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, soutenu par des personnalités comme Albert Camus ou André Breton, d'affirmation d'une conscience planétaire, voire d'une citoyenneté mondiale, et qui s'est notamment traduit, en France et dans le monde, par un mouvement de *mondialisation* de communes (le terme est donc plus ancien que 1953, il date de la fin des années 1940, au moins), à l'exemple de Cahors en juillet 1949, et d'une grande partie du département du Lot (juin 1950). Il s'agissait de rendre mondial précisément le territoire communal et de se prononcer ainsi pour la paix et pour un monde sans frontières (voir sur ce point le site Internet des villes mondialisées, <http://www.recim.org/dem/mondurboj.htm>). Montpellier est l'une des communes qui se mondialisent en France au début des années 1950. Il est vrai que le terme de mondialisation n'a pas vraiment conservé cette acception originelle, sauf dans une certaine sociologie de la mondialité qui s'inspire des travaux d'Edgar Morin (1981, 1993 ; ZARIFIAN, 2004). Rappeler cet aspect de l'histoire du mot présente pourtant l'intérêt de le dépouiller de ses épaisseurs d'usages et de mésusages : la mondialisation c'est bien l'« action de rendre mondial » (*Larousse*), le « fait de devenir mondial, de se répandre dans le monde entier » (*Robert*).

1.1.2. Retour sur les dictionnaires de l'époque

On ne peut évidemment s'en tenir là. Il faut retourner aux dictionnaires de l'époque, même s'il n'est pas concevable, ni forcément utile, de lire tous les dictionnaires de la fin du XIX^e siècle, parmi lesquels s'imposent en effet le *Dictionnaire de la langue française* de Paul-Emile Littré, paru de 1863 à 1872, augmenté d'un *Supplément* entre 1872 et 1877 (c'est la version de 1877 qui est utilisée ici), et le *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, publié par Pierre Larousse de 1866-1877 (le volume comprenant la lettre M date de 1874), ainsi que le *Nouveau Larousse Illustré*, paru sous la direction de Claude Augé de 1897 à 1904 (le volume comprenant la lettre M date de 1903). Ce qu'enseignent les dictionnaires contemporains est déjà très significatif sur le tournant des années 1890-1900 dans l'émergence d'une nouvelle façon de dire le monde. Nous proposons ici d'abord un bref examen des articles ayant trait au monde dans le *Littré* et le *Larousse*, de façon à disposer d'un aperçu sur ce qui se disait du monde un peu en amont de ce tournant. Le Tableau 2 compare les termes du champ lexical de monde présents dans les deux dictionnaires : la série est globalement la même, avec des définitions très proches, et le champ est axé sur la

mondanité (qualité de ce qui a trait à la vie en société) ; seul le *Littré* propose « mondement » (« d’une façon monde » ; monde est ici l’adjectif contraire d’immonde). Concernant le terme monde, on se reportera à l’Annexe 1 pour une présentation simplifiée du contenu des deux longs articles du *Littré* et du *Larousse* (contenu là encore passablement similaire).

Littré (1877)	Larousse (1874)
<i>mondain</i>	<i>mondain</i>
<i>mondainement</i>	<i>mondainement</i>
<i>mondaniser</i>	<i>mondanisé</i>
<i>mondanité</i>	<i>mondaniser</i>
<i>monde</i>	<i>mondanité</i>
<i>mondement</i>	<i>monde</i>

Tableau 2 : Liste des termes du champ lexical de monde dans le *Littré* et le *Larousse* du XIX^e siècle.

Les principales remarques qui s’imposent à ce sujet, hormis le fait que le *Littré* apparaît bien comme un dictionnaire principalement historique (où les citations ne sont pas postérieures à 1830) et donc *a priori* plus classique que le *Larousse*, sont de trois ordres. D’abord, le terme monde est conçu principalement dans des sens non géographiques, même si les premiers sens ont une forte valeur cosmologique au sens propre (l’ensemble de ce qui est, l’univers) ; et ce n’est que dans un « sens plus particulier » (selon l’expression du *Dictionnaire de l’Académie Française* de 1878, également consulté) que le terme s’applique au globe terrestre ou à une partie du globe. Ensuite, les deux articles mettent l’accent sur des acceptions que l’on dira sociologiques (monde comme humanité, société, partie de l’humanité ou de la société, voire individu). Enfin, les deux articles offrent un vaste panorama de sens figurés, d’expressions, de proverbes, de références littéraires, qui présentent peu d’intérêt pour ce qui nous concerne.

Ce n’est en définitive qu’avec le *Nouveau Larousse Illustré* que quelque chose de nouveau apparaît. Dans ce dictionnaire en effet, on trouve un article « mondial »¹ qui donne, en 1903, cette définition :

Qui est répandu dans le monde entier : *Le prolétariat MONDIAL.*// Qui intéresse le monde entier : *Une politique MONDIALE.*

Les autres vocables de la famille lexicale de monde sont les mêmes que dans le *Larousse* de 1874 : mondain, mondainement, mondaniser, mondanité, et monde. Seul mondial semble

¹ Le *Dictionnaire de l’Académie Française*, entre la 7^e édition de 1878 et la 8^e de 1935, enregistre aussi, mais avec une précision évidemment moindre, l’émergence du terme mondial (« Qui est répandu dans le monde entier, sur toute la terre. *Succès mondial. Politique mondiale. Guerre mondiale* »).

renvoyer à un nouveau champ de signification, que les exemples fournis éclairent assez nettement, dans leur actualité propre : diffusion d'une pensée socialiste de la lutte des classes (on rappellera seulement que le début du XX^e siècle est une époque d'effervescence socialiste en France et dans le monde), et enracinement d'une pensée *géopolitique* à l'échelle mondiale. Nous retrouverons le thème de « la politique mondiale » dans notre examen de la notion de puissance mondiale (Chapitre 5) qui se diffuse au même moment et que l'on peut rapporter aux grands événements politiques et militaires qui rythment les années 1890-1900 : guerres sino-japonaise, américano-espagnole, russo-japonaise, *Weltpolitik* allemande... Il est possible d'ailleurs que l'exemple du *Larousse*, « politique mondiale », s'inspire très directement du programme politique allemand des années 1890, et soit même une traduction du terme allemand. De manière générale au demeurant, les Allemands semblent utiliser plus précocement et plus intensivement des termes commençant par *Welt-*. L'un des facteurs qui permettraient alors de rendre compte de l'émergence du mondial en France serait sa diffusion plus ancienne en Allemagne et la familiarité des auteurs français, géographes y compris, avec la littérature allemande. En revanche, si des géographes participent de ce mouvement de diffusion du mot mondial, d'enracinement d'une nouvelle acception de monde, le terme ne fait néanmoins pas partie du vocabulaire normé (en cours de normalisation devrait-on dire) de la géographie, tel qu'il se donne à voir dans le *Dictionnaire de géographie*, dirigé par Albert Demangeon en 1907 ; on y chercherait en vain monde ou mondial. Il est vrai que ce dictionnaire, bien qu'étant un « jalon fondamental dans la diffusion de la géographie moderne » et ceci notamment parce qu'il a l'« ambition d'explicitier le vocabulaire utilisé » par la géographie moderne (WOLFF, 2005, p. 360), accorde encore une place majeure aux noms propres (voir aussi ALAVOINE, 2002). Reste que de plus en plus de textes géographiques des années 1890-1900, et au sein même des *Annales de Géographie*, emploient le terme mondial avec « son sens actuel », emploi non pas certes massif, mais du moins suffisamment courant pour que le rapprochement de toutes les occurrences autorise l'hypothèse selon laquelle les géographes se sont alors préoccupés de l'émergence d'un nouveau « monde ».

1.2. La référence au monde dans les titres des *Annales de Géographie*

« Nous oublions toujours que le mot “référence”, emprunté à l'anglais, vient d'un mot latin *referre* qui veut dire « rapporter ». Le référent est-il ce que je désigne du doigt hors du discours, ou ce que je rapporte dans le discours ? »

Bruno LATOUR, 1993, p. 179.

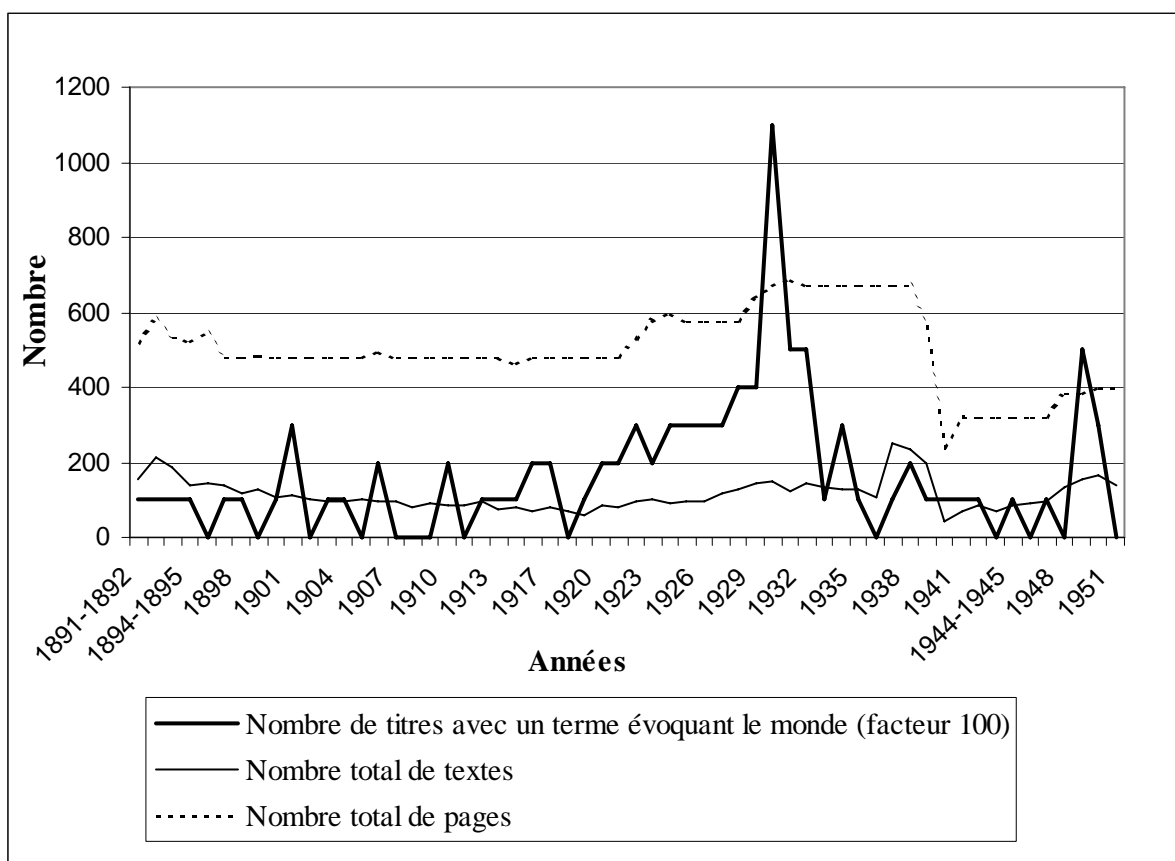
Se référer au monde, ce n'est pas simplement désigner une réalité extérieure au discours scientifique (voir p. 81), mais construire la référence au sein du discours. La référence est une « vue de l'esprit ». Nous ne postulons donc pas l'existence du monde, mais cherchons à déterminer comment les géographes le construisent comme objet et si cette construction n'autorise pas aussi, à un moment donné, l'émergence discursive du Monde. La méthode adoptée pour mesurer la réalité et la signification de cette émergence, repose d'abord sur le comptage des titres des articles, notes et chroniques des *Annales de Géographie* qui se réfèrent au monde d'une manière ou d'une autre. Notons tout de suite que ce n'est pas parce qu'un texte ne contient pas « monde », « globe », « Terre » ou « mondial » dans son titre qu'il n'aborde pas un problème ou une question d'échelle mondiale, au contraire : beaucoup de références au monde apparaissent dans d'autres textes que ceux présents dans la liste résultant du comptage. Dans un second temps, s'est donc imposée une étude de tout ce qui est apparu comme ayant trait au monde et au mondial, notamment les occurrences de ces termes. L'analyse de ce corpus de références dispersées requiert un traitement qui pourrait difficilement être autre que littéraire, dans la mesure où il s'agit d'interpréter des usages de mots et des jeux de signification. Il ne peut pas même être question de répertorier, sous forme de tableau par exemple, l'ensemble des occurrences significatives du terme mondial, parce que cela représente une tâche fastidieuse d'abord, mais aussi parce que, tout simplement, elle serait non seulement incomplète, du fait du type de lecture qui a été faite du corpus, mais déterminée également par notre conception de ce qui est significatif ou non. De ce point de vue, l'analyse des occurrences repérées a posé problème, quant à la portée réelle d'une occurrence isolée d'un mot dont le sens a évolué, ou même d'un petit jeu d'occurrences. C'est un vieux débat ; nous pensons pour notre part, cela résulte de nos observations (et du bon sens), qu'une occurrence est importante si elle est suivie par d'autres, et si, pour ce qui est de notre objet, le contexte révèle la conscience d'un fonctionnement nouveau du monde.

1.2.1. Caractères du comptage réalisé

Remarques méthodologiques

Le comptage, relativement facile à réaliser, a été mené sur la période allant de 1891 à 1951, de façon à mettre en évidence certaines ruptures majeures (les Annexes 2a et 2b exposent les résultats sous la double forme d'une liste et d'un graphique). Mais un certain nombre de précautions méthodologiques devaient être prises. En premier lieu, la question des textes à prendre en compte : fallait-il se contenter des articles ? Ou considérer l'ensemble des textes, articles, notes (correspondances et comptes rendus compris) et chroniques (ainsi que

d'autres rubriques, telles que les « Statistiques récentes », qui apparaissent en 1937) ? On a considéré ici, assez naturellement, l'ensemble des textes ; ils sont répertoriés sur le même plan, au moins dans un premier temps, même s'il est clair qu'un article est souvent, mais pas nécessairement, plus riche en terme de contenu qu'une simple note. Ce choix implique aussi de compter les textes écrits par des non géographes comme ceux écrits par des géographes. Il a fallu en outre, afin d'éviter un possible effet de masse, se pencher sur l'évolution du nombre global des textes publiés dans les *Annales* : le Graphique 1 a pour fonction de mettre en relation des informations sur le volume de la revue (nombre de pages), sur le nombre total de textes (décompte des titres) et sur le nombre de titres se référant au monde (ce dernier nombre bénéficiant d'un facteur 100 pour améliorer sa visibilité).



Graphique 1 : Evolution du nombre de textes publiés dans les *Annales de Géographie* comparée à celle du nombre de pages et à celle du nombre de références évoquant le monde de 1891 à 1951.

Il apparaît que, sur la période, le nombre de pages (qui connaît de grandes phases de stabilité et un seul accident majeur au moment de la Seconde Guerre mondiale) et le nombre total de textes connaissent une évolution relativement bien corrélée (la forte augmentation du nombre de textes en 1937-1938 s'explique par un référencement très détaillé de la nouvelle rubrique « Statistiques récentes », qui n'occupe pourtant qu'une page ou deux, ce qui n'est plus fait par la suite). En revanche, si la courbe du nombre de titres évoquant le monde reproduit

l'évolution générale (augmentation dans les années 1920-1930 et décroissance dans les années 1940), elle présente un profil beaucoup plus complexe, la référence au monde étant liée à un ensemble de déterminants, aussi bien contextuels qu'intellectuels ou scientifiques. Trois grandes phases sont cependant bien visibles : de 1891 à la fin de la Première Guerre mondiale, disons 1919 (référence assez faible et irrégulière), une grande partie de l'entre-deux-guerres (référence plus massive et plus régulière, avec un pic en 1930 : 11 titres), et une dernière période, commençant dans la seconde moitié des années 1930, caractérisée par un tassement brutal de la référence au monde, qui revient à un niveau proche des années 1900, voire inférieur, malgré un pic en 1949-1950. Ce qui justifie en partie d'interrompre l'analyse au milieu des années 1930.

Il a paru impératif, en second lieu, d'établir un certain nombre de distinctions dans les termes à repérer. Trois catégories se sont imposées, mais doivent bien être considérées comme un filtre ou une grille d'analyse provisoire² :

- *Terre, globe, monde* : ces termes se réfèrent à la planète. Nous y groupons les textes présentant des cartes du monde, les études métagéographiques (par exemple l'« Explication d'une carte de la répartition des végétaux à la surface du globe », par Jules Welsch, géologue à Poitiers, en 1903), ou les recherches prenant pour objet un thème général comme « L'influence de l'homme sur la terre », par Alexandre Woeikof, professeur à Saint-Petersbourg (1901a et b).
- *dans le monde* : cette expression apparaît surtout dans les études géographiques se donnant pour tâche de repérer pour tel ou tel objet (matière première, produit agricole ou industriel...) les niveaux de production, les zones de consommation, ainsi que, parfois, les circulations induites : l'article sur « La culture du coton dans le monde » est le premier exemple repérable dans les *Annales* (GALLOIS et LEDERLIN, 1898).
- *Mondial* : l'adjectif est synonyme, en première approximation, de l'expression « dans le monde », mais contient néanmoins, une signification supplémentaire ; Louis de Launay, économiste, est le premier à l'employer dans un article paru en 1912 (« Les réserves mondiales en minerais de fer »).

Ce n'est pas que les usages soient si, ou toujours si différents entre « dans le monde » et mondial, ou entre terrestre et mondial : on traite en définitive de la même chose lorsque l'on parle de « La production du sucre dans le monde et en Europe » (PARDE, 1929) et de « La production mondiale de sucre » (DEMANGEON, 1930a), ou de « La population de la Terre »

² N'ont pas été décomptés les titres contenant les termes général et international, même si certains articles mériteraient d'être mentionnés, et seront de fait étudiés, comme celui d'Henri Hitier sur « Le commerce international des denrées périssables » (1912) ou ceux d'Albert Demangeon sur « l'économie internationale » en 1929 et 1932. Ne sont pas non plus décomptées les titres qui contiennent le terme monde dans des sens qui ne concernent pas la totalité terrestre (Ancien monde, monde antique...).

(CAMENA D'ALMEIDA, 1892, p. 347³) et de « La population mondiale » (PARDE, 1930, p. 209). Il s'agit de la production totale de sucre ou du nombre total d'êtres humains. Mais il importe d'être sensible à une nuance qui s'avère tout à fait décisive dans l'histoire conceptuelle de la mondialisation : parler du monde comme d'une surface, d'un contenant (*dans le monde, de la Terre*), ce n'est pas la même chose que d'en parler comme d'un objet particulier. Or, ce que l'adjectif mondial apporte à la signification du terme monde, c'est précisément cette dimension de réalité spécifique. Parler par exemple de « production mondiale », c'est bien sous-entendre que le monde représente une entité (ici d'abord économique) pertinente pour l'examen d'une question économique. En revanche, l'expression « dans le monde » implique *seulement*, comme Gallois et Lederlin l'énoncent dans leur étude déjà signalée, de « passer en revue les différents pays producteurs, en suivant simplement l'ordre géographique » (1898, p. 292) ; le monde n'est pas ici une totalité qu'on prendrait pour objet, mais un cadre pour une analyse de type métagéographique.

Résultats d'ensemble et premières analyses

Si l'on examine les résultats du comptage, avant de mettre l'accent sur le moment clé que furent les décennies 1890-1910, le constat qui s'impose de prime abord est celui d'une assez faible présence des références au monde dans les *Annales* : 95 titres au total, dont 29 pour « terre, globe, monde », 41 pour « dans le monde » et 25 pour « mondial ». Exprimés en pourcentages par rapport au nombre total de titres (6670, sauf erreur), ces chiffres donnent respectivement environ 0.4, 0.6 et 0.4%. Au total, à peine plus d'1% de l'ensemble des titres. Autant dire que c'est très peu, même si ces chiffres pourraient être plus importants, un titre pouvant en effet sous-entendre la référence au monde⁴. Mais ce n'est pas pour autant insignifiant. A regarder de plus près l'évolution de chaque catégorie dans le temps (Annexe 2b), on s'aperçoit que les mots « Terre, globe, monde » constituent une espèce de socle de la référence au monde ou de matrice à partir de laquelle de nouvelles modalités de se référer au monde vont se développer ; que parmi ces nouvelles références, l'expression « dans le monde » apparaît en premier, en 1898 ; et enfin que le mot mondial apparaît juste avant la guerre, en 1912, pour se développer dans l'entre-deux-guerres. Les Annexes 2a et 2b fournissent ensuite une série d'informations formelles qui permettent de compléter ces constats généraux. Première remarque, toujours chronologique, sur l'évolution annuelle de la

³ Qui commente ici la publication par H. Wagner et A. Supan du fascicule VII de la série *Die Bevölkerung der Erde*, créée en 1872 par Beem et Wagner et continuée après 1893 par Supan seul (RAVENEAU, 1900, p. 77).

⁴ Comme cette note de Maurice Zimmermann en 1916 sur « La production et la consommation de la soie ».

référence au monde et sa répartition sur la période : on dénombre 16 années sans titres se référant au monde, dont 11 jusqu'en 1918, une seule dans l'entre-deux-guerres (1936) et 4 sur la fin de la période (1943, 1946, 1948, 1951). Il y a là sans doute un élément important quant à la prégnance de l'horizon mondial dans les représentations du monde des géographes selon les époques : ils semblent avoir été particulièrement préoccupés par la dimension mondiale de certains phénomènes dans les années 1920 et 1930. Un indice supplémentaire : les années qui ne voient qu'un seul titre évoquer le monde (19 au total, soit un tiers environ) se localisent surtout avant 1918 (9) et après 1935 (7). le Tableau 3 permettent de bien visualiser l'importance de l'entre-deux-guerres pour la référence au monde : la période est effectivement marquée par une forte concentration des titres se référant au monde (près des deux tiers), et particulièrement des titres contenant le terme mondial (plus des deux tiers). Nous reviendrons sur la signification de cette concentration un peu plus loin.

	1891-1918	1919-1935	1936-1951	Total
Terre, globe, monde	14	13	2	29
« dans le monde »	7	25	9	41
mondial	1	18	6	25
Total	22	56	17	95

Tableau 3 : Répartition des titres évoquant le monde en fonction du type de référence au monde sur l'ensemble de la période étudiée.

Autre remarque, concernant les auteurs. Pour 95 titres (dont un article coécrit par A. Lederlin et Lucien Gallois, et un titre de la rubrique statistique), on dénombre 45 auteurs, dont 31 qui n'écrivent qu'un seul texte se référant au monde dans le titre, et seulement 9 qui en écrivent 3 ou plus. Il serait long de dire un mot de chacun. On prêtera seulement attention ici au fait que, à côté des principales figures des *Annales*, apparaissent un grand nombre de collaborateurs occasionnels, pas forcément géographes (on a donné deux exemples plus haut, avec Welsch et de Launay)⁵. Ceux qui se réfèrent le plus souvent au monde sont soit ces principaux géographes (Albert Demangeon, 10 fois, Lucien Gallois, 5 fois, ou Paul Vidal de la Blache, 3 fois), soit des géographes moins célèbres mais très présents dans la revue, que ce soit dans la *Chronique géographique* ou dans des notes éparses (Maurice Pardé, 16 fois, René Musset et Marcel M. Chartier, 5 fois, Georges Arnaud⁶, 4 fois, Elicio Colin, 3 fois). Au total, deux

⁵ Jusqu'à la Première Guerre mondiale, sur 15 auteurs concernés, à peine la moitié sont géographes. Mais c'est là un trait caractéristique des *Annales* première manière.

⁶ Assez peu connu aujourd'hui, Georges Arnaud (1885-1927), agrégé d'histoire et de géographie en 1912, commence avant la guerre des recherches de thèse en Italie qu'interrompent la guerre, pendant laquelle il est

choses essentielles sont à retenir : le grand nombre d’auteurs concernés d’une part, ce qui donne une indication sur l’étendue du souci pour l’horizon du monde (et il ne s’agit ici que des textes dont le titre évoque explicitement le monde...), et d’autre part l’importance de quelques auteurs (Demangeon, Gallois, Vidal, Pardé, Arnaud, Musset et Chartier ont écrit à eux seuls plus de la moitié des textes dénombrés). Ces derniers, à part Vidal, ont pour trait commun d’avoir écrit beaucoup de chroniques ou de notes ; ce qui nous amène à une troisième et dernière remarque, concernant le type de textes (article, note ou chronique : A, N ou CG dans l’Annexe 2a). Si l’on se réfère au Tableau 4, le fait le plus frappant est sans doute la prédominance des chroniques : plus de la moitié de tous les textes dénombrés sont des chroniques, et même plus de 40% sont des chroniques parues entre 1919 et 1935. L’effet de concentration sur cette période est donc encore accentué.

	1891-1918	1919-1935	1936-1951	Total
Articles	17	6	2	25
Notes	5	10	2	17
Chroniques	0	40	13	53
Total	22	56	17	95

Tableau 4 : Répartition des titres évoquant le monde en fonction du type de texte sur l’ensemble de la période étudiée.

Mais il s’agit là de textes tout à fait particuliers, à la fois essentiels en tant que s’y exprime une certaine préoccupation des géographes pour l’actualité politique et économique du monde, et secondaires, dans la mesure où les textes principaux d’une revue sont ses articles et où une chronique ne pourrait être *a priori* qu’une rubrique d’information factuelle et non d’analyse raisonnée de tel ou tel problème⁷. Quant aux notes, elles ont un profil qui rappelle

d’ailleurs blessé grièvement et fait prisonnier. Professeur dans les années 1920 à Strasbourg, puis à Bordeaux et à Paris, il rédige des manuels scolaires, collabore à la *Bibliographie géographique* et aux *Annales de Géographie*, où il tient la Chronique géographique en 1925 et en 1927. Il semble avoir été assassiné, d’après la nécrologie de Lucien Gallois (1928, p. 87).

⁷ Rappelons l’évolution générale de la Chronique. Après E. Guillot pour les deux premiers numéros puis Henri Froidevaux jusqu’au dernier numéro de 1894, Maurice Zimmermann la tient seul jusqu’en 1920. Suit une période où de nombreux auteurs participent à la Chronique, jusqu’en 1925. Elle est alors confiée à Georges Arnaud, puis à Elicio Colin en 1926, et encore à Arnaud en 1927 jusqu’à son décès en décembre 1927. En 1928 commence une nouvelle période où la Chronique, se composant d’abord de textes rédigés par Arnaud avant sa mort, devient ensuite un texte collégial comme nous en avertit une note du numéro 207 (mai 1928) : « La mort de notre très regretté collaborateur M^r G. ARNAUD a décidé la Direction des *Annales de Géographie* à remanier quelque peu l’ordonnance et la rédaction de la chronique. Au lieu de confier la tâche à un seul rédacteur obligé de tout voir et de tout suivre à travers le monde, nous nous adressons à plusieurs : à chacun sera confié un domaine particulier. M^r Camille VALLAUX a bien voulu s’occuper des Océans et de certains territoires océaniques ; M^r Jules SION, de l’Asie des moussons et des Péninsules méditerranéennes de l’Europe ; M^r Henri BAULIG, de l’Amérique du Nord ; M^r Maximilien SORRE, de l’Amérique Centrale et de l’Amérique du Sud ; M^r Jean CELERIER, de l’Afrique ; M^r Albert DEMANGEON, de l’Europe ». La Chronique va encore évoluer, avec l’arrivée de nouveaux rédacteurs (Pardé, Musset...) à la fin des années 1920 et au début des années 1930.

celui des articles, en moins important. En un certain sens donc, la référence au monde semble être une référence de second ordre, non seulement numériquement, on l'a vu, mais aussi au plan du statut éditorial. Avant la Première Guerre mondiale cependant, les articles sont assez nombreux, et même dominants : c'est ce que l'on va maintenant tâcher d'expliquer.

Les années 1900 : une référence au monde discrète mais en pleine émergence...

Dans le prolongement de ces remarques générales, il semble tout à fait approprié de centrer l'analyse sur les traits caractéristiques de la première période, de 1891 à la Première Guerre mondiale, qui constitue un tournant fondamental dans la référence au monde. Pour dégager le profil de la référence au monde dans cette période, on peut comparer le type de référence au monde (Terre, globe, monde, « dans le monde » et mondial) et le type de texte (article, note, chronique). La période 1891-1918 compte 22 titres évoquant le monde, c'est-à-dire seulement un cinquième du total ; 11 années n'ont pas de titre évoquant le monde, et 9 ont un seul titre. Ce qui la caractérise comme période de faible référence mais aussi comme période d'initiation. C'est bien ce qui ressort au demeurant d'un simple regard porté au graphique de l'Annexe 2b. Le Tableau 5 montre par ailleurs que la référence au monde entre 1891 et 1918 est pour l'essentiel une référence à la Terre ou au globe terrestre (14 titres sur 22, soit les deux tiers), principalement sous forme d'articles (17 titres sur 22, soit les quatre cinquièmes), alors que les deux autres catégories apparaissent à peine.

	Terre, globe, monde	« dans le monde »	mondial	Total
Article	11	5	1	17
Notes	3	2	0	5
Chroniques	0	0	0	0
Total	14	7	1	22

Tableau 5 : Répartition des titres évoquant le monde en fonction du type de référence au monde et du type de texte sur la période 1891-1914/1915.

Quelques notes existent cependant, surtout en référence à la Terre (on notera les deux commentaires du grand ouvrage d'Eduard Suess, *Das Antlitz der Erde*, en 1892 et 1910). En revanche, aucune chronique n'a été ici repérée. Et ce pour plusieurs raisons sans doute ; d'abord, les premiers chroniqueurs (E. Guillot et Henri Froidevaux) se préoccupent principalement d'exploration et de conquête coloniale, ce qui conduit à privilégier une conception de la chronique comme suivi des expéditions. Maurice Zimmermann, qui prend la relève en 1895, conçoit la Chronique géographique d'une tout autre manière : elle doit

permettre, tout en conservant le souci colonial, de suivre l'équipement du monde en grandes infrastructures de communication et en ports, son urbanisation, son fonctionnement économique. Il est toutefois surprenant que Zimmermann n'ait écrit aucune chronique dont le titre se réfère au monde avant 1919, car, nous le verrons, nombre de ses chroniques ont une dimension mondiale évidente, et emploient même le terme mondial. Il faut attendre, nous l'avons dit, 1912 pour voir apparaître le terme mondial dans un titre des *Annales*... Ce qui caractérise par conséquent les deux décennies d'avant la Première Guerre mondiale comme une période d'innovation mesurée et progressive. Une période dominée par une référence au monde surtout de la première catégorie (Terre, globe, monde), plus ancienne, peut-être plus établie (d'où l'importance des articles) : alors que la période rassemble seulement 20% des titres dénombrés, elle rassemble 14 références de la première catégorie sur un total de 29, soit la moitié... Disproportion très significative du profil de la référence au monde avant 1918.

1.2.2. Une mise en perspective de ces résultats dans le temps et dans l'espace de la géographie

Ces premiers résultats peuvent être réinscrits dans une perspective plus large, à la fois dans le temps et dans l'espace de la géographie, dans la profondeur historique du discours géographique, et dans sa pluralité institutionnelle et nationale. C'est tout l'intérêt de deux sources qui peuvent être exploitées en complément, le *Bulletin de la Société de Géographie de Paris* et la *Bibliographie géographique*.

Un regard sur le XIX^e siècle : le Bulletin de la Société de Géographie de Paris

Cette revue n'est abordée ici qu'au prisme de ses *Tables*, qui sont disponibles de 1822 à 1996 mais qui ont le défaut de ne pas toujours donner l'intitulé exact des textes publiés, seulement quelques mots du titre ou le thème (FROBERVILLE, 1845 ; BARBIE DU BOCAGE, 1866 ; LEMOSOF, 1904 ; Ed. de MARTONNE, 1945 ; consulter aussi le site Internet de la Société de Géographie, <http://www.socgeo.org>). Les *Tables* n'en livrent pas moins un certain nombre d'enseignements. L'intérêt est de voir comment les géographes du XIX^e siècle, dans ce qui a constitué pendant plusieurs décennies la seule grande revue de géographie française, ont parlé de la Terre et du monde. Premier constat : la référence au monde ou, disons, à la totalité terrestre, est assez peu présente dans les *Tables*. Elle repose sur un recours important en début de période (1822-1843) au terme globe, alors que les termes Terre et monde sont beaucoup moins courants. En outre, quand le terme globe apparaît, c'est en général dans des publications touchant à la géographie mathématique et à la cartographie (projection,

localisation de points à la surface du globe et géognomie), à la géographie physique ou à la physique, précisément, du globe (orographie...) et à la géographie générale (rivières du globe, population du globe...). Quant au terme monde, il est employé presque exclusivement dans des textes rapportant un voyage autour du monde. En somme, globe et terre s'appliquent à la physique terrestre, et monde à la circumnavigation. On trouverait cependant matière à nuancer cet aperçu, en convoquant un ou deux exemples d'emploi différent de ces termes, tel cet article d'Adrien Balbi, paru dans le tome IX de la première série, où il propose un « rapport sur la balance politique du globe » (FROBERVILLE, 1845, p. 30). Mais au cours des quatre premières séries (1822-1860), ces exemples sont très rares. De 1844 à 1860, troisième et quatrième séries, le profil de la référence au monde est en effet identique au schéma des deux premières (1822-1843) : on note même un très grand nombre de relations de voyages autour du monde. Ce qui est éventuellement significatif de la mise en place, au milieu du XIX^e siècle, d'un nouveau rapport à la totalité terrestre, d'une plus grande familiarité des géographes, sinon avec l'idée de finitude du monde, du moins avec celle d'une plus évidente soumission de l'ordre de grandeur planétaire aux moyens de communication⁸. Dans les trois séries suivantes (1861-1899), ce schéma initial connaît quelques évolutions, et des textes apparaissent, peu nombreux encore, qui relèvent d'un nouveau type de référence au monde : on citera les deux articles les plus remarquables à cet égard, dont le titre emploie le terme globe dans un sens très différent de ce que nous avons noté. S. Cantagrel, annonçant une réflexion qui va connaître un fort développement en géographie autour de 1900, prend pour objet d'étude, dès 1880, « Les routes commerciales du globe » (LEMOSEF, 1904, p. 13). Quant à William Hüber, il écrit en 1873 un article sur « Le réseau télégraphique du globe » (*ibid.*, p. 42) auquel il joint une carte, reproduite ici à l'Annexe 3. Ce dernier thème est tout à fait essentiel dans la seconde moitié du XIX^e siècle, pour des géographes qui perçoivent bien que la liaison établie par le télégraphe entre les différents continents contribue non seulement à les *rapprocher* (il s'agit d'une distance-temps) mais à instaurer un nouveau rapport entre ces parties du monde, fondé sur la mise en réseau. On ne doit pas s'étonner de constater que la mise en place des lignes ferroviaires transcontinentales, l'ouverture de lignes de navigation transocéanique ainsi que le percement des grands canaux interocéaniques ou que la connexion télégraphique des continents se trouvent au cœur d'une nouvelle pensée du monde, dans une lignée ouverte notamment par les Saints-simoniens (dont le journal s'appellait significativement *Le Globe*), et par conséquent d'une nouvelle façon de se référer au monde.

⁸ Elisée Reclus, dans *La Terre*, notait ainsi que, à la différence d'un temps où ces voyages étaient exceptionnels, « de pareilles traversées ne se comptent même plus, tant elles s'accomplissent fréquemment. » (1869, p. 670).

Les évolutions se précipitent cependant après 1900, alors que la revue change de nom pour devenir *La Géographie*. Le premier volume de ses *Tables* couvre les quatre séries décennales 1900-1939, avec une organisation harmonisée (pour chaque série, une *Table chronologique*, une *Table analytique*, une *Table géographique*, un *Répertoire des cartes* et un *Index alphabétique des auteurs*). La référence au monde s’y trouve en plein essor, ce qui confirme les observations réalisées à partir de la lecture des *Annales de Géographie*. L’expression « dans le monde » apparaît tout d’abord, dans la huitième série (1900-1909), dans des titres traitant de la production d’une matière première ou d’une denrée quelconque : en 1901, V. Charlier-Tabur étudie « La production du coton dans le monde », alors qu’H. Lecomte se penche sur « La culture du café dans le monde », et en 1902, T. Weinreb analyse « Les grandes cités du monde ».

	Rubrique « Ensemble du globe » de la <i>Table géographique</i>
1900-1909	Les grandes cités du monde VI 313. – Longueur des voies ferrées dans le monde X 183. – Production mondiale de café III 471 ; coton III 414 ; fer (1901) VIII 245, (1903) XII 199 ; houille (1901) VII 387, (1905) XV 207 ; mercure XII 199 ; pétrole XI 325 ; thé IV 73.
1910-1919	Statistique agric. mondiale de 1901 à 1910, XXVIII 247. – Production mondiale de blé XXIX 127 ; caoutchouc XXIV 178 ; coton XXXII 515 ; pétrole XXXI 299. – Ressources forestières XXIII 293. – Distribution des langoustes XXVII 61.
1920-1929	Popul. du globe en 1924, XLIV 468 ; en 1928, LI 219. – Les Juifs dans le monde XXXVIII 135, XLIV 469. – Ressources alimentaires mondiales XLIX 468. – Production mondiale d’aluminium XL 375 ; automobiles XLII 267 ; cacao XXXIII 466 ; charbon XLII 407 ; coton XLI 225 ; diamants XLII 267 ; fer XLII 407 ; pétrole XXXVI 595, XL 375, XLVIII 343 ; soie artificielle XLIV 469 ; sucre XLI 635 ; zinc XLII 268.
1930-1939	Production agric. mondiale LX 140. – Réseaux routiers du monde LXIX 271. – Rapidité des relations ferroviaires dans le monde LIX 83. – Electrification des chemins de fer dans les différents pays LIX 241. – Forces hydrauliques dans le monde LIX 153. – Tonnage mondial des navires de commerce en 1936, LXVII 167. – Statistique des calamités mondiales LXIX 118. – Production mondiale de charbon LIX 78 ; or en 1930, LVI 269 ; pétrole (1930) LV 75, (1932) LIX 317, (1938) LXX 142 ; sucre en 1930, LV 124.

Tableau 6 : Contenu de la rubrique « Ensemble du globe » de la *Table géographique* de 1900 à 1939.

Dans la neuvième série (1910-1919), ce type de titres se développe : de nombreuses notes ou articles prennent pour objet la production ou la culture du blé, du cacao, du caoutchouc, du coton..., « dans le monde ». Mais, alors que le terme était absent avant 1900, l’expression « dans le monde » se voit peu à peu concurrencée par l’adjectif mondial, et ceci dès la huitième série (dans le Tableau 6, il faut lire, pour la série 1900-1909, « production mondiale de café », de coton de fer, de houille etc.). Plus largement, le terme mondial se diffuse dans la revue, avec par exemple en 1904 un article sur « Le réseau mondial des câbles sous-marins ».

A partir de 1910 de fait, la présence de mondial est plus marquée, comme on peut le constater avec la rubrique qui ouvre la *Table Géographique*, intitulée « Ensemble du globe » (Tableau 6). Tous les titres du *Bulletin* se référant au monde ne se retrouvent pas dans cette rubrique (ainsi de l'article sur « Le réseau mondial des câbles sous-marins »), mais elle paraît essentielle pour mesurer la prégnance de l'échelle mondiale dans la revue. L'apparition de la rubrique « ensemble du globe », qui n'est d'ailleurs pas cantonnée à la *Table géographique* (on la retrouve dans le *Répertoire des cartes*) mérite également commentaire. Elle est peut-être déterminée par le moment de la rédaction des *Tables* (années 1940) ; mais on doit observer (nous remercions Cyril Gosme pour l'information), que la *Geographical Review*, réorganisant en 1916 sa Bibliographie, y insère une section déjà intitulée « *World as a Whole and Larger Parts* » (Encadré 1).

Le *Bulletin of the American Geographical Society*, lorsqu'il se transforme, sous l'impulsion d'Isaiah Bowman (SMITH, 2003, p. 88), en *Geographical Review*, dont le premier numéro date de janvier 1916, réorganise à cette occasion toute sa partie bibliographique : dans sa partie régionale le monde est découpé en grandes régions (à base continentale ou sub-continentale) divisées elles-mêmes en sous-régions. A la fin de la classification, et non au début, après les sections *Polar Regions* et *Oceans*, vient une section intitulée *World as a Whole and Larger Parts*.

Dans la bibliographie qui inaugure cette nouvelle classification, huit références composent la rubrique *World as a Whole*... S'y juxtaposent des manuels scolaires (un argentin sur l'ensemble de l'Amérique : *Geografía de América*, et un anglais, de J.M.D. Meiklejohn), des ouvrages de géographie générale (J. M. D. Meiklejohn, *A New Geography on the Comparative Method* ; G.R. Swaine, *Environment : A Natural Geography* ; H.F. Osborn, « *Review of the Pleistocene of Europe, Asia, and Northern Africa* »), un ouvrage de géographie universelle, par l'Espagnol Alfonso del Moral Molina (*Geografía general y descriptiva de las partes del mundo*), un ouvrage de géographie coloniale également (J. M. D. Meiklejohn, *The British Empire : The Geography, Resources, Commerce, Land-Ways and Water-Ways of the British Dominions Beyond the Seas*), ainsi que, surtout, un dernier ouvrage de J. M. D. Meiklejohn, intitulé *A Short Geography, With the Commercial Highways of the World*.

On voit ainsi combien cette section présente, à l'origine, une grande variété de références au monde, et même de conceptions du monde comme totalité. S'y mêlent géographie générale, métagéographie ou géographie régionale à l'échelle de la planète (continents et empires), ainsi que géographie du Monde, si l'on veut bien accepter l'idée que le dernier texte cité, sur les grandes routes du monde, se réfère bien à quelque chose comme un réseau mondial de circulation.

Encadré 1 : L'apparition d'une rubrique « *World as a Whole and Larger Parts* » dans la *Geographical Review* en 1916.

Il faudrait peut-être alors considérer que la référence à la Terre comme totalité, ancienne par exemple dans la physique du globe (la *Bibliographie géographique* de 1891 commence sa Partie Générale par une section « Physique terrestre » qui s'ouvre elle-même par une rubrique « Etude du globe »), fait l'objet, dans les années 1900, d'une réorientation dans le sens de la géographie économique et politique.

La Bibliographie géographique et la confirmation du tournant des années 1900

Autre support d'analyse complémentaire, la *Bibliographie géographique* (voir ROBIC, 1991a pour une présentation générale de ce corpus) s'est révélée une source fondamentale dans cette recherche, mais son traitement ne peut pas reposer sur un comptage de même type que celui réalisé pour les *Annales de Géographie*. En premier lieu, ce corpus, bien que très utile, s'avère de manipulation délicate. L'Annexe 4 présente néanmoins une liste des titres que nous avons dénombrés et qui paraissent les plus intéressants pour notre propos (une fois soustraites les références renvoyant à des textes publiés dans les *Annales*, dont la prise en compte ici aurait fait double emploi⁹). On a donc répertorié, sans garantie d'exhaustivité, l'ensemble des textes qui traitent d'objets mondiaux tels que nous les définirons dans la partie suivante (économie, commerce, marché, concurrence, route, production, ressources etc.), et seulement jusqu'à 1913-1914. Après, cela pose davantage problème, vu l'inflation du nombre de numéros dans la *Bibliographie* et du nombre de titres par numéro (sommaires de revues plus ou moins exhaustifs, renvois divers, compléments bibliographiques...). En second lieu, l'étude de la *Bibliographie*, mais c'est aussi l'une des ses richesses, propose de nombreuses références non françaises, surtout allemandes ou anglo-américaines : ce qui empêche une transposition directe des catégories proposées pour l'étude des *Annales* (Terre, globe, monde ; dans le monde ; mondial). La distinction entre « dans le monde » et mondial, qui repose, en français, sur une différence syntaxique évidente, ne peut se faire aussi aisément pour le terme allemand *Welt*, omniprésent dans l'Annexe 4, et ne peut être que schématique pour les expressions anglaises équivalentes (*World's...* ou *...of the world*). Sur un exemple concret, on voit bien que si « commerce mondial » et « commerce dans le monde/du monde » sont différents (en acceptant que mondial ait effectivement une signification particulière), *Welthandel* peut se traduire par l'un ou par l'autre, et *World's commerce* ou *commerce of the world* ont finalement aussi à peu près le même sens¹⁰. L'ambiguïté repose sur le fait que, dans ces deux langues, la même forme lexicale est employée comme adjectif et complément de nom (l'anglais rajoutant cependant « 's »). On se contentera donc par conséquent de tirer des enseignements généraux, et on se servira par la suite des indications de contenu, des thèmes évoqués ainsi que des comptes rendus.

⁹ Mais des correspondances doivent être soulignées entre des textes des *Annales* et d'autres publications, étrangères ou non géographiques (sur des thèmes clés, comme le réseau télégraphique), ainsi qu'entre des textes publiés dans les *Annales* et d'autres publiés ailleurs par un même auteur. Ainsi Louis de Launay, qui publie dans les *Annales* en 1912 le premier article avec le mot mondial dans le titre, apparaît-il déjà dans la *Bibliographie* de 1907 pour un ouvrage sur *L'or dans le monde* et un article sur le même thème paru en 1906 dans la *Revue générale des sciences*.

¹⁰ Dans l'Annexe 4, la coquille *Worlds* (*US Department of Commerce and Finance*, 1905) n'est pas de notre fait.

Ce que l'on constate, à la lecture de la *Bibliographie* ainsi que dans la liste que nous proposons, malgré son caractère sélectif, c'est une croissance d'ensemble des références au monde quelque soit leur type, de 1891 à 1913-1914. Certes, le volume de la *Bibliographie* a également tendance à augmenter sur la période, comme le nombre de numéros, ce qui empêche d'interpréter la croissance du nombre de titres se référant au monde de 1891 à 1913-1914 comme une stricte montée en puissance de la problématique mondiale. Reste que l'on dénombre, surtout après 1900, une croissance des titres employant le terme mondial, une référence qui est plus importante que dans les *Annales*, plus précoce (dès les années 1890) et ancrée dans le domaine allemand. Il faut prendre aussi garde au fait que, si nous considérons la plupart des termes commençant par *Welt-* comme relevant d'une problématique mondiale, la réalité linguistique est plus complexe : *Welt-*, c'est parfois autant mondial que « dans le monde » ou « du monde ». Mais nous touchons là une limite essentielle, et pour le moment indépassable, d'une histoire conceptuelle à prétention transnationale. Il ne nous semble pas néanmoins commettre de dramatiques contre-sens lorsque nous rangeons ces titres dans la catégorie du mondial. Les auteurs allemands en effet semblent particulièrement sensibles à la dimension mondiale de phénomènes comme l'économie (*Weltwirtschaft*), le commerce (voir à l'Annexe 4 les différentes *Geographie des Welthandels*, celle de Karl Andree par exemple qui est une refonte des trois volumes parus en 1867, 1872 et 1877), la circulation (*Weltverkehr*), la politique (*Weltpolitik*)... Plutôt que de s'arc-bouter sur les catégories de référence au monde mises en place dans le contexte français, il serait peut-être plus fructueux de chercher à caractériser des profils nationaux dans la référence au monde. Aux Allemands, pour le dire schématiquement, très intéressés par le commerce et la circulation, s'opposeraient les Français, attentifs à l'inventaire des ressources et des productions dans le cadre d'une géographie économique plus classique (usant souvent de l'expression « dans le monde »), attention que l'on retrouve au niveau international et aux Etats-Unis (dans des publications officielles consacrées à la production et au commerce de nombreuses matières premières).

La *Bibliographie Géographique*, en sus d'élargir notre vision de la géographie à d'autres domaines linguistiques, l'ouvre également à d'autres champs disciplinaires et/ou secteurs de la société. L'Annexe 4, dans la colonne « Auteur », indique déjà qu'à côté de figures de la géographie (E. Levasseur, A. Supan, J. G. Bartholomew, A. Dix, P. Clerget, K. Haushofer, J. Russel Smith), prennent place, plus nombreux, des économistes, historiens, scientifiques, ingénieurs, techniciens et publicistes de tous ordres qui écrivent sur des thèmes d'intérêt géographique. S'ajoutent également des publications gouvernementales ou

internationales ainsi que des recueils d'informations statistiques. Il est difficile toutefois d'attribuer une étiquette professionnelle précise pour chacun des auteurs, en particulier dans les pays autres que la France. On pourrait s'appuyer à la rigueur sur le genre des publications (articles scientifiques, ouvrages plus ou moins scientifiques, rapports officiels) et leur affichage disciplinaire pour autant qu'il y en ait un (revues de géographie par exemple). Mais on se trouverait encore face à un problème : dans une revue de géographie, nous l'avons déjà souligné pour les *Annales*, n'écrivent pas que des géographes... Deux moyens existent néanmoins pour aborder cette question de la référence au monde sous le prisme de la transdisciplinarité : se centrer sur le cas de la France, plus accessible, ou étudier en détail quelques supports de publication. A cet égard, une fois décomptées les revues de géographie (pour la France, la *Revue de Géographie* ; pour l'Allemagne, la *Geographische Zeitschrift* ; pour les Etats-Unis, le *National Geographical Magazine*, le *Journal of Geography* ; les *Proceedings of the Royal Society of Geography* pour le Royaume-Uni...), des revues d'autres disciplines apparaissent (par exemple les *Annales des Sciences politiques*, le *Bulletin économique de l'Indochine*, *L'Economiste français*...) et même des revues généralistes (les *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, la *Revue générale des sciences*). On s'aperçoit ainsi de l'importance donnée à la littérature économique : un grand nombre des références listées à l'Annexe 4 se localisent d'ailleurs dans la section intitulée « Géographie économique, colonisation » de la *Bibliographie* (nommée « Produits et voies de communication » avant 1899, « Ethnographie, population, colonisation » en 1893, et en 1891, « Voies de communication et divers »). Ce serait donc peut-être par l'économie que la géographie se serait ouverte à la dimension mondiale.

Qu'il soit permis dès lors d'insister sur quelques publications particulièrement significatives. Ainsi peut-il être question de l'ouvrage de Kurt A. Gerlach, *Dänemarks Stellung in der Weltwirtschaft* (La situation du Danemark dans l'économie mondiale), publié en 1911 dans une collection intitulée : « *Probleme der Weltwirtschaft, Schriften I. f. Seeverkehr u. Weltwirtschaft Univ Kiel* » (Problèmes de l'économie mondiale, publications de l'Institut pour la circulation maritime et l'économie mondiale de l'Université de Kiel) (*Bibliographie* de 1911, p. 154, n°474). Cet Institut, qui existe toujours (www.uni-kiel.de/IfW/pub/wa/wa.htm), est fondé en 1911 par l'économiste allemand Bernhard Harms, et fonctionne dès 1913 autour de la revue *Weltwirtschaftliches Archiv* (Archive de l'économie mondiale), dont les responsables disent aujourd'hui (car elle existe toujours) qu'elle fut la première revue à prendre pour objet l'économie internationale. D'autres collections et

d'autres revues existent pourtant, avant 1910, s'intéressant à ces questions. C'est en particulier le cas de la *Revue économique internationale*, fondée en 1904 à Bruxelles et où sont publiés les articles aux titres *mondiaux* de René Gonnard en 1905, de Georges Hersent et de C.-T. von Inama-Sternegg en 1906, et celui d'Archibal C. Coolidge en 1907. Retenons par conséquent que, dans l'étude des grands enjeux économiques mondiaux, les travaux des économistes semblent précéder ceux des géographes, et que ceux-ci fréquentent, lisent, commentent cette littérature. C'est le premier point du bilan de la mise en perspective que nous venons de réaliser :

- La géographie, face à l'émergence problématique du mondial, se trouve donc saisie dans un réseau d'influences intellectuelles, en particulier celles des milieux économiques (universitaires ou d'affaires).
- De la même façon, la géographie française (celle des *Annales de Géographie* en premier lieu) trouve dans d'autres domaines linguistiques, notamment allemand, des exemples, des modèles, des vecteurs de problématisation qu'il ne faudra pas négliger.
- Au total, le parcours de la *Bibliographie Géographique* comme celui des *Tables de La Géographie*, malgré le caractère précaire des analyses, confirme l'émergence du mondial en géographie autour de 1900, dans le cadre d'une référence au monde à la fois plus ancienne et plus diverse.

1.2.3. La référence au monde dans l'entre-deux-guerres

Dans les Annales de Géographie

Il n'est pas besoin d'entreprendre une analyse très approfondie de la présence de cette référence au monde dans le discours géographique après 1914. Nous pouvons certainement nous contenter de quelques aperçus rapides, en prolongement de ce qui vient d'être fait. Le tournant essentiel, ce sont les années 1900, en attendant l'autre tournant du milieu des années 1930 (Annexes 2a et 2b). En revanche, la Première Guerre mondiale ne constitue pas véritablement une rupture ; plus précisément, elle ne joue pas le rôle d'un coup d'arrêt dans la référence au monde, au contraire. L'entre-deux-guerres dans sa plus grande partie, c'est-à-dire au moins jusqu'en 1935 (date qui sera régulièrement utilisée comme limite, 1936 étant la première année à n'avoir aucun titre se référant au monde depuis 1918), se caractérise par une référence au monde plus massive qu'avant 1914 ainsi que plus régulière. Le terme mondial apparaît également de façon beaucoup plus massive, nous l'avons dit : entre 1916 et 1938, 63 titres se réfèrent au monde, dont près de la moitié (29) entre 1928 et 1932, avec une véritable année clé, 1930 (11 titres dont 4 avec le terme mondial). On ajoutera qu'entre 1928 et 1932, 13 titres emploient le terme mondial sur un total de 25 entre 1891 et 1951, ce qui est, à tout le

moins, révélateur (car c'est plus de la moitié) d'une très forte présence de la dimension mondiale dans le discours géographiques au début des années 1930, au moment où la grande crise éclate. Ce qui est clair également, c'est la décrue qui suit dans la seconde moitié des années 1930 : 17 références entre 1936 et 1951, dont 8 en 1949 et 1950. A la lecture même des textes, le sentiment qui s'impose est que le terme mondial tend à se faire plus rare à la fin des années 1930 et dans les années 1940. Les années 1950, ainsi que les décennies qui suivent, d'après la consultation des *Tables des Annales de Géographie* (1954-1971 et 1972-1981)¹¹, si elles ne voient pas disparaître la référence au monde, se caractérisent néanmoins par une assez faible présence du terme mondial : 17 titres de 1954 à 1971 (moins d'un titre par année), 7 de 1972 à 1981 ; davantage ensuite, mais sans explosion néanmoins. On doit donc convenir que les années 1928-1932 ont représenté, dans l'histoire de la géographie française (au prisme des *Annales de Géographie* il est vrai), une période particulièrement importante pour ce qui est de la présence de la dimension mondiale dans les sommaires. L'importance de la Chronique géographique mérite également d'être, encore une fois, soulignée. Entre 1919 et 1935, on dénombre seulement 6 articles, pour 10 notes et 40 chroniques. Plus que jamais la forme de la chronique paraît essentielle dans la référence au monde, et surtout dans la référence au mondial : seuls 4 titres employant le terme mondial entre 1919 et 1935 (sur un total de 19) ne sont pas des chroniques.

La Chronique géographique est bien un lieu clé pour l'expression de la dimension mondiale des phénomènes géographiques, surtout, comme une simple lecture des titres concernés le montre clairement, dans une orientation économique. La part de l'exploration a diminué très sensiblement (ou se réoriente, vers les Océans avec Camille Vallaux, ou vers la reconnaissance aérienne), pour laisser une place considérable à l'économie (dans toutes ses dimensions : production, consommation, commerce, matières premières...). Cette place de l'économie, qui prolonge des voies déjà largement empruntées par Maurice Zimmermann entre 1895 et 1920, doit être cependant précisée : parce que les chroniques traitent essentiellement d'espaces nationaux, régionaux ou continentaux et que les chroniques mondiales sont très minoritaires par rapport au total, et parce que l'économie reste présente dans la Chronique après 1932 ou 1935, mais avec une arrivée en force de la géographie physique et de la géomorphologie. La dimension mondiale ne disparaît toutefois pas de la revue ; dans le premier numéro de l'année 1937, une rubrique « Statistiques récentes »

¹¹ En 1952 et 1953, on ne dénombre qu'un seul titre ayant mondial dans son titre, une chronique de Marcel-M. Chartier sur la « Réorganisation des transports aériens français au lendemain de la seconde guerre mondiale ».

apparaît, avec le même statut éditorial que la Chronique. Cette nouvelle rubrique (qui fonctionne bien jusqu'en novembre 1939, disparaît en 1940, puis réapparaît, dans un format plus réduit, pendant les années de guerre) se révèle ouverte à la dimension mondiale, comme l'exprime le chapeau de présentation :

A partir du présent numéro, les *Annales de Géographie* publieront régulièrement plusieurs pages de statistiques récentes, suivant un plan établi à l'avance. Le cycle sera complet en un an. Chaque numéro contiendra trois rubriques statistiques :

- 1, une *Mise à jour*, donnant les renseignements utiles aux géographes au fur et à mesure de leur publication ;
- 2, une ou deux pages sur une *Grande puissance économique* (ou sur plusieurs) ;
- 3, une ou deux pages sur un *Grand produit*, ou sur une *Grande activité économique*, ou sur les phénomènes démographiques. Cette page comprendra toujours deux parties : *le Monde, la France et son empire colonial*.

L'ordre de parution de ces pages est calqué sur l'ordre dans lequel les Professeurs de géographie font habituellement leurs leçons, en particulier dans la classe de Philosophie-Mathématiques de l'Enseignement secondaire. (1937, p. 108)

Ainsi, à un moment où les titres contenant une référence au monde se raréfient dans les *Annales*, une nouvelle rubrique se crée où le niveau mondial s'affiche manifestement (on pourrait même souligner qu'une majuscule est attribuée à monde...). Le premier ensemble de statistiques en 1937 offre ainsi une mise à jour sur les Résultats du recensement français du 8 mars 1936, un point sur l'Allemagne (agriculture et pêche, mines et industries, moyens de transport et commerce), et une analyse des grands produits végétaux et animaux (le Monde puis la France et son Empire colonial). Il est vrai que le Monde ne correspond pas à une totalité : il n'y a pas de données globales, seulement le classement des principaux producteurs pour tel ou tel produit. C'est donc une nuance de taille à apporter à la présence du monde dans cette rubrique. Parfois cependant, comme dans le numéro de juillet 1937 ou dans celui de juillet 1939, la grande activité présentée est « Le commerce international »¹² ; mais le Monde ici, c'est encore un classement, celui des dix premières nations commerçantes. La raréfaction de la référence au monde dans les titres des *Annales de Géographie* ne doit donc pas être mal interprétée. En effet, il n'y a pas disparition du souci pour la dimension mondiale des phénomènes géographiques, simplement réorientation ou dilution.

Dans La Géographie et dans la Bibliographie géographique

Les autres corpus consultés révèlent également que la dimension mondiale ne s'efface pas de la pensée géographique durant l'entre-deux-guerres. Dans la revue *La Géographie*, on

¹² *International* et pas *mondial*, car il s'agit bien des échanges existant entre les principales nations commerçantes. Le terme international est donc utilisé de manière tout à fait propre. Le problème, c'est l'affichage mondial du titre et donc le chevauchement conceptuel induit entre l'international et le mondial.

vient de voir que, de décennie en décennie à partir 1900 et jusqu'en 1939, notamment dans la section « Ensemble du globe » de la *Table géographique*, les textes se référant au monde et en particulier contenant le mot mondial dans leur titre se faisaient de plus en plus nombreux (Encadré 1, p. 100). D'orientation très économique (production, ressources, transport et commerce), ces textes constituent un indice de ce que le niveau mondial, même dans les années 1930, est demeuré un objet de préoccupation en géographie. De la même façon, dans ce corpus très particulier qu'est la *Bibliographie géographique* (qui devient en 1931 *Bibliographie géographique internationale*), le mondial est loin de s'effacer après 1914. Au contraire, il s'avère omniprésent, et dans toutes les langues. Les termes monde, mondial, *world*, *Welt*..., sont récurrents, y compris dans les années 1930 (on peut noter que l'année 1930 se caractérise aussi dans ce corpus, comme dans les *Annales de Géographie*, par une référence au monde très affirmée) – sans compter les publications, très nombreuses, où la référence mondiale est implicite, du type « le marché de la laine », « la production de la houille »... En outre, la *Bibliographie* multiplie, après la Première Guerre mondiale, les regroupements dans des sous-rubriques génériques, qui sont suivies par de copieux textes mêlant références bibliographiques et commentaires, ce qui rend le dépouillement assez ardu. Mais on peut cependant évoquer un certain nombre d'éléments significatifs quant à l'organisation même de la *Bibliographie* et à ces nouvelles sous-rubriques. Parmi d'autres, qui sont moins révélatrices, on voit ainsi apparaître dans la *Bibliographie* de 1927 une sous-rubrique « [Commerce international] » (p. 121), ainsi qu'une sous-rubrique « [Traité de géographie économique] » (p. 134), et dans celle de 1932, une sous-rubrique « [Population mondiale] » (p. 90), une sous-rubrique « [Crise économique] » (p. 103), et même une sous-rubrique « [Statistiques mondiales] » (p. 129-130). La conclusion qui s'impose est que certains objets mondiaux attirent suffisamment l'attention des rédacteurs pour devenir des entrées dans le dépouillement de la littérature d'intérêt géographique. C'est, à notre sens, tout à fait remarquable, d'autant que cela apparaît au tournant des années 1920 et 1930, et que cela confirme les hypothèses découlant des analyses qui viennent d'être menées sur les *Annales*.

Aussi, s'il fallait, d'un point de vue bibliographique et, par extension, d'un point de vue conceptuel, comparer la situation de l'entre-deux-guerres et des décennies d'avant 1914, il ne paraît pas possible, à ce stade de l'analyse, de maintenir l'idée que la Première Guerre mondiale a constitué une rupture. Au point de vue des objets et des concepts, répétons-le, ou des vocables employés par les géographes (mais pas seulement par eux), on constate non seulement une grande continuité entre l'avant et l'après-guerre, mais même un accroissement

(au moins jusqu'au début des années 1930) du référent mondial dans le discours géographique. Il ne s'agit pas de nier que la Première Guerre mondiale ait bien eu un rôle de fragmentation, d'interruption des flux de capitaux, ni de penser que la crise des années 1930 n'a pas eu un impact sur le commerce international, mais de réaffirmer l'idée selon laquelle la mondialisation est une conception du monde, fondée sur la notion d'interdépendance à l'échelle planétaire, et selon laquelle encore il n'est pas tout à fait impossible de prendre conscience et d'étudier cette interdépendance dans un contexte où elle serait, concrètement, mise à mal. Du reste, il n'est pas certain que l'on puisse considérer, ou du moins que les contemporains aient eux-mêmes considéré que le monde se soit complètement fragmenté ou désintégré à partir de 1914. Il ne serait que de citer cette chronique de Maurice Zimmermann où, en pleine guerre, il paraît s'étonner de l'importance du trafic du canal de Panama lors de sa première année de service :

Malgré la guerre, malgré l'absence totale des navires d'une des grandes puissances commerciales, malgré la restriction du trafic britannique, due aux importantes réquisitions opérées, et le trouble jeté dans le commerce maritime universel, le mouvement du canal a atteint (...) le tonnage net de 4596000tx, représenté par 1317 navires. (1916a, p. 157)

La guerre est bien ressentie comme une perturbation, mais elle n'est pourtant pas totalement paralysante, comme en témoigne le redoublement du « malgré ». Ce serait donc s'illusionner que de penser la Première Guerre mondiale comme une fermeture brutale de ce qui s'était ouvert, ou seulement entr'ouvert auparavant (nous avons dit qu'il ne fallait pas surestimer la « première mondialisation »).

1.3. Prendre le monde pour problème, et le dire...

Se référer au monde, quelle qu'en soit même la modalité, suppose que l'on considère le monde, sinon comme une réalité, du moins comme un objet scientifique. La référence au monde, qui se fonde sur différents lexiques, peut ainsi être pensée comme un problème, c'est-à-dire comme un enjeu scientifique pour les géographes. Ils sont habitués à considérer la Terre comme un tout physique, ils savent que la géographie générale oblige à comparer des lieux ou des formes répartis sur toute la surface terrestre. Ils traitent également de phénomènes internationaux, par exemple en matière d'échange économique. Ils décrivent encore chaque partie du monde comme une pièce d'un puzzle que la géographie universelle reconstruit périodiquement. Mais le monde se transforme, et le mot mondial apparaît. Cette évolution sémantique renseigne potentiellement sur un processus de conceptualisation qui serait celui du Monde. Et de fait, concernant l'emploi du terme mondial autour de 1900, la

surprise fut grande de constater combien il reposait sur des variations d'usages et de sens se marquant explicitement dans les graphies adoptées (italique, guillemets) : employer le terme n'allait pas de soi et relevait, pour ainsi dire, du néologisme. Si l'évolution des usages et des significations d'un mot résulte de l'émergence de problématiques qui ne peuvent se dire intégralement dans les façons de dire préexistantes, alors la diffusion du terme mondial pourrait s'interpréter comme la manifestation lexicale du besoin de penser et de dire un *monde* nouveau et celle de la mise en place d'une nouvelle *cosmologie*, c'est-à-dire, pour revenir encore à cette définition essentielle, un discours « dans lequel ce qui fait que le monde est monde (...) n'est pas présupposé, mais, au contraire, devient implicitement ou explicitement un problème » (BRAGUE, 1999, p. 15). Si notre propos n'est pas, n'est toujours pas de rendre compte de la polysémie de monde, il convient de bien comprendre que le monde du géographe, pour paraphraser Denis Retaille, est pluriel, et que cette pluralité conditionne l'émergence de ce qui est notre objet ici, le Monde.

1.3.1. Les *mondes* de la géographie

A propos des « synonymes » du terme mondial

Le monde recouvre une pluralité de dimensions qu'il ne faut pas réduire les unes aux autres, sous peine d'en perdre la richesse et la complexité, et de perdre aussi la spécificité de l'acception la plus contemporaine (le mondial au sens de mondialisé). La première chose à faire, pour éviter cette réduction, est sans doute d'interroger le rapport entre mondial et ses soi-disant synonymes : international, général, universel, planétaire, terrestre, voire cosmique (selon le *Grand Larousse de la Langue Française*). Ce n'est pas que nous nous méprenons vraiment aujourd'hui sur la signification de ces différents vocables (quoique l'usage incite parfois à la confusion). En géographie, en particulier, on a déjà bien débrouillé cet écheveau : ainsi Olivier Dollfus n'a-t-il pas cessé de revenir sur l'opposition existant entre la sphère du national, qui se rapporte à l'Etat-nation, celle de l'international, qui se rapporte « aux relations repérables entre deux Etats », celle du transnational, qui a trait « aux espaces que les firmes, banques, entreprises déploient sur plusieurs territoires nationaux en s'efforçant d'en dépasser les limites », la sphère du plurinational encore qui, elle, concerne « l'action conjointe de plusieurs Etats », et celle du mondial enfin, « qui concerne le Monde entier ou l'ensemble, la plus grande partie du Monde en débordant à la fois l'espace des Etats territoriaux et celui des firmes transnationales » (1990a, p. 284). Il reste toutefois un certain nombre d'effets de synonymie qui nuisent à une bonne appréhension du mondial et, incidemment, à la pertinence des analyses sur la mondialisation. A la fin du XIX^e siècle, et longtemps au XX^e siècle, la

situation était encore, assurément, plus floue : l'économie, le marché, le commerce à l'échelle mondiale, par exemple, pouvaient être qualifiés de généraux, d'universels, d'internationaux, et tous ces qualificatifs étaient sensiblement équivalents, se succédant dans un même texte sans qu'il y eût, apparemment, aucune distinction explicite ni aucune hiérarchisation. Plusieurs fois nous avons signalé que des textes géographiques employant le terme international ne devaient pas être exclus de notre réflexion (voir p. 37, 92 et 106). Avant que le terme mondial ne se diffuse, avant qu'il ne soit à ce point omniprésent qu'il devienne la matrice d'autres inventions lexicales (mondialiser, mondialisation), on peut supposer qu'il y eut un moment, où différentes façons de dire le monde ont cohabité dans le discours géographique. Certains termes, dont le sens originel avait peu à voir avec la mondialisation, se trouvent de la sorte, à la fin du XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e siècle, investis de nouvelles significations. Comme le terme international qui est, dans certaines occurrences, employé de manière très extensive, avec quasiment le sens de mondial. On en trouverait une bonne illustration dans les articles d'Albert Demangeon, déjà tardifs, sur « l'économie internationale » en 1929 et 1932, car elle est dite aussi « du monde » et universelle (1929a, p. 10 et 22), et le commerce, international ou mondial (1929a, p. 17-18).

Se pose donc de manière très nette la question de l'articulation entre ce qui relève du mondial puis du mondialisé, et ce qui appartient aux domaines de l'international (mais cette distinction est d'appréhension facile, si l'on s'appuie sur les définitions de Dollfus), et surtout du général et de l'universel, c'est-à-dire l'articulation de la géographie du Monde avec la géographie générale et avec la géographie universelle ; ce qui est beaucoup moins évident, et nous y consacrerons un temps de notre réflexion dans la quatrième partie. Ce qui paraît pour le moment hors de doute, c'est que, avant 1914, à côté de l'expression « dans le monde », d'usage relativement répandu, les géographes recourent principalement à ces adjectifs (général et universel), et ne viennent que peu à peu, selon des modalités variables, à utiliser le terme mondial. Comme nous invite à le penser Reinhart Koselleck, les mots et les significations ne sont pas durables, stables, pérennes : ce qui relève aujourd'hui du mondial pouvait tout aussi bien, avant que le mot apparaisse, se dire autrement (international, général, universel...). De la sorte, la classification adoptée plus haut dans nos dénombrements révèle bien son caractère nécessairement provisoire : un texte rangé dans la catégorie « dans le monde » ou même un texte échappant à nos catégories (déterminées fondamentalement par les mots qui sont devenus les nôtres pour dire le Monde) peut très bien développer une analyse proprement *mondiale*. Un seul exemple ici de ce que l'analyse des titres selon nos trois

catégories doit seulement être conçue comme un préalable. L'article qu'Alexandre Woeikof (géographe russe qui écrivait le français, d'après FEDOSSEYEV, 1978, p. 135) consacre, en 1913, à « La culture du coton et l'industrie cotonnière dans le monde » (comptabilisé dans la catégorie « dans le monde »), outre le fait qu'il paraît dans la rubrique « Géographie générale » des *Annales de Géographie*, se révèle, à la lecture, pleinement ouvert au mondial. Woeikof y utilise les expressions de « commerce mondial » et de « production mondiale ». Ce qui, de notre point de vue initial, pourrait paraître relever d'une confusion entre le titre et le contenu, d'un chevauchement des mondialités, devrait être plutôt interprété comme un sentiment de la mondialité qui cherche à s'exprimer en tirant parti de diverses *langues*, de diverses façons de dire le monde. La question se transforme alors en celle de l'apparition d'un monde précisément, d'une problématique mondiale irréductible aux mondes traditionnels de la géographie (le globe, la Terre, le Nouveau, l'Ancien, le général, l'universel...).

Des mondes au Monde, ou la réduction du problème.

L'apparition du mot mondial, sa diffusion en géographie aux côtés d'autres façons de dire ou de se référer au monde comme totalité, supposent bien de s'interroger sur la situation particulière de la géographie face au(x) monde(s) qu'elle avait l'habitude de considérer, face au Monde dans lequel, peut-être, vont finalement s'intégrer ce ou ces monde(s). La distinction la plus évidente sur laquelle il faut revenir lorsqu'on prend le Monde pour objet est celle qui existe entre la Terre, le globe, le monde que Denis Cosgrove a bien mis en lumière :

Three English words commonly describe this planet: earth, world, and globe. Used interchangeably, each has distinct resonance. Earth is organic; the word denotes rootedness, nurture, and dwelling for living things. It also implies attachment and habitation: earth is the ground from which life springs, is lived, and returns at death. (...) in contrast to earth, world has more a social and spatial meaning. (...) Neither earth nor world denotes the spatiality of globe. Globe associates the planet with the abstract form of spherical geometry, emphasizing volume and surface over material constitution or territorial organization. Unlike the earth and the world, the globe is distanced as a concept and image rather than directly touched or experienced. (2001, p. 7-8)

La Terre, c'est la planète, cet objet physique, cet astre parmi les astres. Le globe, c'est la sphère, le volume, avec ses problèmes de représentation, les symboliques et l'imaginaire que cela nourrit, les effets d'isolement, d'éloignement puis de rapprochement qui résultent de son parcours pratiquement achevé au début du XX^e siècle. Quant au monde, on voit que c'est plus compliqué : le monde, c'est l'enracinement, la demeure, le territoire également. Le monde, c'est cette planète et ce globe occupés par l'homme. Le monde, dans le sens de D. Cosgrove, est la totalité terrestre considérée comme demeure de l'homme, ce qui suppose d'en avoir fait

le tour, d'en avoir mesuré la « petitesse », c'est-à-dire de l'avoir *dé-démesuré* en quelque sorte, d'en avoir découvert, pour reprendre le mot de Jean-Marc Besse, la *grandeur* spécifique, d'en connaître bien (et non plus conjecturalement) la figure, la diversité, la fragilité. Il semble que la période précédant la Première Guerre mondiale ait été un tournant dans cette découverte, l'apparition du terme mondial pouvant passer comme indice de ce que, du point de vue *cosmologique*, le monde a pu poser problème aux contemporains et aux géographes en particulier, confrontés à des phénomènes que l'on pourrait assimiler à des *révélateurs*. Non seulement, autour de 1900, on peut considérer le monde comme *bouclé* et fini, et on en fait de plus en plus facilement et rapidement le tour, mais il est par cela même comme *réduit* à la mesure de l'homme (européen d'abord), et plus facilement pensé dans sa totalité. Il entre alors presque complètement dans l'ordre de la connaissance géographique. Mais le monde ici, qu'est-ce donc ? C'est le globe et la Terre à la fois. C'est le résultat d'un télescopage entre les différentes dimensions relevées par D. Cosgrove ; au lieu de l'éviter, nous voici en train de reproduire, par un autre chemin, la réduction de la pluralité du monde.

Que le monde ait pu poser problème aux géographes, nous en avons donné, pourrions en donner et en donnerons de nombreux exemples ; aucun cependant, en ce point de notre réflexion, ne répond autant au critère d'évidence et d'explicitation de l'hypothèse cosmologique que la « *Note on the word "world"* » rédigée par Halford J. Mackinder en 1902 à la fin du premier chapitre de *Britain and the British Seas* (Encadré 2). Il y confronte les trois notions de terre, globe et monde, et montre que, dans l'Antiquité, les notions de terre et de globe se recouvrent. Le monde antique, défini comme *œkoumène*, c'est-à-dire espace habité (acception qui va ensuite se décliner au pluriel, quand d'autres « mondes » auront surgi), est alors seulement une portion limitée de la surface terrestre. Mais note-t-il, et c'est d'importance, « *[the] discoveries have constantly extended the limits of the world, until it has become nearly equivalent to the surface of the globe* ». Mackinder voit bien que le monde a pris les dimensions du globe (« *the (globe-wide) world* »), qu'il y a certes par conséquent chevauchement ou superposition, ainsi qu'une certaine confusion d'usage, mais non pas identité. Si on laisse de côté les autres aspects de la *Note* (qui relèvent de l'histoire de la cartographie et de l'impact de la représentation planisphérique du monde sur le terme lui-même), ce qui en ressort, c'est une association fondamentale entre monde et *œkoumène*, alors que la dimension terrestre et globale du monde paraît plus contingente ou conjoncturelle. Il n'en demeure pas moins que Mackinder décrit ici, pour la notion de monde, un glissement de la partie vers le tout, de la pluralité vers la singularité et vers l'unicité – vers la globalité ;

mais cette globalité serait seulement re-thématisée dans les années 1900, après que le « monde » comme espace potentiellement *habitable* ait pris la grandeur de la Terre à la Renaissance (BESSE, 2003b).

« The word “world” has been used throughout this chapter in a more or less technical sense, as equivalent to the Greek “Æcumene” and the Latin “Mundus.” Five centuries before the Christian Era, Greek philosophers were aware of the globular form of the earth ; they none the less confined the “Habitable World” to a definite area, situated wholly in the Northern Hemisphere and limited eastward and westward by the ocean. It was, in fact, the known continent with its off-set islands. Whether or not there were other “worlds” on the globe, amid the western waters or in the Southern Hemisphere, was a matter of speculation. Christian Fathers denounced the idea of the Antipodes as heretical, but Dante put his Purgatory within the Southern Ocean. The new world of America was not, therefore, a chance expression descriptive of mere vastness, but a definite reference to a controversy of long standing.

From another point of view, discoveries have constantly extended the limits of the world, until it has become nearly equivalent to the surface of the globe ; hence the popular confusion of the terms “world” and “globe.” The map of the “world” according to Eratosthenes (Fig. 2) simply ignored the globe, although, as a fact, its author measured the size of the globe by sound methods and, considering his lack of instruments, with remarkable accuracy. Very naturally, therefore, ignorant people, using such charts or others still more conventional (Fig. 1), concluded that the world was flat.

It is necessary to bear these facts in mind in order to appreciate the contrast between “Britain at the end of the world” and “Britain in the midst of the (globe-wide) world.” For a discussion of the word and concept of “Æcumene,” see Bunbury, “History of Ancient Geography,” vol. i. chap. xvi, also Ratzel, “Anthropogeographie,” vol. ii. chap. i. »

Encadré 2 : « Note on the word “world” » (MACKINDER, 1902, p. 12-13. Les figures ne sont pas jointes).

L'émergence du Monde néanmoins, ce serait donc d'abord la prise de conscience de l'unicité globale du monde. Autour de 1900, distinguer la Terre, le globe et le monde du mondial, peut donc déjà, en un sens, sembler anachronique : le mondial suppose la confusion, au moins à titre tendanciel, des façons de dire le monde dans une mondialité proprement globale.

1.3.2. Le mondial comme néologisme : conception du monde et modalité énonciative au début du XX^e siècle

Parler du Monde toutefois requiert de ceux qui parlent du monde, et des géographes en premier lieu, une démarche supplémentaire à l'éclaircissement sémantique de Mackinder, qui serait une sorte de prise de risque lexicale, une modalisation, la création d'un écart, comme dit Judith Schlanger, par rapport aux significations usuelles, de façon à suggérer une nouvelle signification, en quelque sorte métaphorique. L'invention d'un nouveau terme, l'apparition de l'adjectif mondial, qui permet désormais de qualifier des réalités qui ne se comprendraient qu'à l'échelle du monde entier, nous l'avons abordée jusqu'à présent au travers des dictionnaires et sous l'angle des titres de textes géographiques. Il nous faut être plus précis et

entrer dans le corps du discours géographique, tâcher d'analyser cette mutation sémantico-lexicale essentielle, la diffusion de l'adjectif mondial en géographie. Mondial en effet n'est pas compris ici seulement comme un mot nouveau, mais aussi comme le signe d'une nouvelle vision du monde, aux deux sens possibles de cette expression (c'est à la fois la vision qui évolue et le monde qui se transforme). Et ce, d'autant plus que le mot mondial apparaît dans le discours géographique comme une sorte de néologisme (mais le terme l'était assurément, avant d'entrer dans le dictionnaire), comme un mot bricolé, avec lequel il convient de prendre des précautions ; c'est peut-être d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il apparaît assez peu dans les titres. Donnons-en un premier exemple. Emmanuel de Margerie, dans la nécrologie d'Eduard Suess, évoque la « fortune en quelque sorte mondiale de *La Face de la Terre* » (1914, p. 372). Cette « œuvre capitale », ce classique, d'après de Margerie, serait devenu, par son audience (c'est de Margerie qui dirige d'ailleurs la traduction française), un ouvrage de dimension mondiale. Il concerne et s'est répandu dans le monde entier, mais si de Margerie, pour dire cela, emploie le terme mondial, il le soumet toutefois à une manière de désamorçage. L'expression « en quelque sorte », qui peut certes signifier d'abord que la diffusion du livre n'a pas été totalement mondiale, peut aussi être interprétée comme une façon d'encadrer le terme mondial, de neutraliser son statut de néologisme. C'est ici, pour reprendre l'analyse de Bruno Latour et Steve Woolgar, un exemple assez révélateur de ce que les énoncés scientifiques entretiennent avec les faits des rapports variables et évolutifs. Aux énoncés qui correspondent à des faits que l'on peut prendre pour acquis (de type 5 selon ces auteurs, 1979, p. 75), s'ajoutent une panoplie d'énoncés de *facticité* variable ; ceux qui nous intéressent pour le moment sont les énoncés de types 2 et 3 (p. 76-77), caractérisés par la présence de « modalités » (définies comme des énoncés portant sur d'autres énoncés). Des modalités, il en existe de toutes sortes, qu'elles soient biobibliographiques (des précisions sur l'auteur, la date de l'énoncé en question), ou qu'elles soient « grammaticales » : « les modalités grammaticales (“peut-être”, “définitivement établies”, “improbable”, “non confirmé”) agissent souvent comme si on conférait un prix aux énoncés, ou, pour utiliser une analogie mécanique, comme l'expression du *poids* d'un énoncé » (*ibid.*, p. 84). Ce sont ces modalités que les historiens des sciences recherchent et interprètent quand ils s'intéressent à l'histoire des mots. Le « en quelque sorte » de de Margerie contribue dès lors, selon nous, à désigner l'énoncé *mondial* comme un énoncé à problème.

Si la mondialisation se définit de manière élémentaire comme le fait de devenir mondial, son histoire conceptuelle doit immanquablement s'enraciner dans l'histoire sémantique du

mondial, et dans celle des usages de ce mot nouveau qui révèle un effort pour penser un objet que l'on perçoit comme renouvelé, en écart par rapport à ce qui se disait et se pensait auparavant. Rappelons en quels termes J. Schlanger soulignait le « rôle heuristique » de « la dimension sémantique », « qui relie la proposition neuve à son contexte, et la rend signifiante en la posant comme un écart pertinent » (1988a, p. 80), et revenons, afin de mieux montrer de quoi il est question, à la « *Note on the word "world"* ». Ici, Mackinder n'utilise pas *world* dans le sens de mondialisé. Mais en revanche, dans le même ouvrage, il lui arrive de faire place à une autre acception de *world*, très proche de mondial ou de mondialisé ; ainsi, dans l'examen des différents types ethniques de la population britannique, il isole un type londonien, qui serait cosmopolite, car, dit-il, « *London alone of British towns has been a city of "world" importance and connections through ten centuries* » (1902, p. 192). La mise entre guillemets (une modalité ou modalisation non plus grammaticale cette fois, mais typographique) n'a pas la même signification que dans la « Note » (« *the word "world"* ») où il s'agissait de démarquer simplement le mot étudié. Les guillemets signalent maintenant une mutation sémantique : le monde dont il est question dans cette phrase n'est pas le monde habituel, c'est un nouveau monde, une nouvelle façon de faire monde. Le marquage typographique suggère que le mot est employé avec un sens inhabituel. Notre hypothèse est qu'utiliser le mot monde entre guillemets, en italique, ou en le soulignant d'une façon ou d'une autre, renvoie à une conscience, d'abord, de la pluralité des mondes de la géographie, mais aussi à celle de l'émergence d'une nouvelle conception du monde, qui se dit avec un nouveau mot certes, mais un mot dont l'emploi requiert un minimum de distanciation. Alexandre Woeikof par exemple, traitant de l'industrialisation et de l'urbanisation du monde dans un article des *Annales de Géographie*, ainsi que de l'influence néfaste de ces processus sur la nature, les rattache à la diffusion d'une « civilisation *mondiale* – on ne peut dire « européenne », car les Américains du Nord et du Sud, les Australiens, les Japonais y prennent aussi une part toujours croissante » (1901b, p. 207). Au-delà du constat de la diffusion de modes de vie et de modes de production dans le monde entier, cette analyse et le marquage typographique différencié qui l'accompagne (*mondial* mais « européen »), nous interpelle en ce sens que la dimension mondiale ne semble pas pouvoir se réduire à une spatialité qu'on pourrait comparer à celle de l'Europe. Le mondial n'est pas comparable à l'europpéen, ne relève pas de la même *métrique* pour le dire autrement : il ne renvoie à un espace englobant et d'échelle supracontinentale, mais renvoie plutôt à une dynamique planétaire, à la fois sociale, économique et culturelle, qui échapperait en quelque manière aux découpages continentaux et à une conception classique de l'échelle et de l'espace.

Les exemples de marquage typographique de ce type sont assez nombreux entre 1900 et 1914, alors qu'ils disparaissent après la guerre, comme si le mot se banalisait. On les repère à propos des différents objets mondiaux que nous étudierons dans la suite, et dans une transversalité à la fois disciplinaire et nationale. Contentons-nous comme exemple supplémentaire d'une brève analyse d'un article de Henri Hauser, paru en 1901 dans les *Annales des Sciences Politiques*, et signalé dans la *Bibliographie géographique* : « L'entrée des Etats-Unis dans la politique "mondiale" d'après un Américain ». Exemple intéressant parce que c'est la référence la plus ancienne que nous ayons rencontrée avec le mot mondial dans le titre. Intéressant aussi parce que le thème de l'article, la politique mondiale, constitue l'un des deux exemples donnés par le *Nouveau Larousse Illustré* dans sa définition de mondial (« Qui intéresse le monde entier : *Une politique MONDIALE* »). Notons enfin que Hauser touche ici à un thème particulièrement sensible autour de 1900, l'irruption des Etats-Unis sur la scène politique. Il insiste sur la portée mondiale de cet événement, dès le titre, où le terme mondial est mis entre guillemets. Un tel marquage du mot mondial (guillemets ou italique dans le corps de l'article) suggère bien que cet énoncé est encore largement indéfini, intuitif, non complètement normé. Et qu'il dépend de conditions d'énonciation où le thème abordé, la façon de le traiter mais également la sensibilité de qui écrit doivent être pris en compte.

2. De la géographie aux géographes : qui se réfère au Monde ?

2.1. L'approche biographique : objet et choix initiaux

S'il est nécessaire de distinguer les mots et leurs acceptions ainsi que leurs conditions d'emploi, il est tout autant légitime d'établir des distinctions entre les énonciateurs. L'approche biographique est tout aussi nécessaire que l'approche bibliographique ou bibliostatistique. Il importe donc de passer de la géographie aux géographes. Tous les géographes, certes, aussi bien les universitaires que les géographes des Sociétés de géographie ou d'autres structures d'enseignement, ont été confrontés aux transformations du monde de la fin du XIX^e siècle, mais tous n'ont pas été sensibles au même degré à l'émergence d'une nouvelle mondialité, sensibilité qui varie déjà certainement en fonction de la spécialité affichée des auteurs (géographie physique ou géographie politique, géographie économique, géographie coloniale etc.). On l'a déjà remarqué dans l'analyse des titres se référant au monde dans les *Annales de Géographie* et en particulier de l'Annexe 2a, quelques noms s'imposent comme tout à fait centraux. Avant 1918, Paul Vidal de la Blache, Alexandre Woeikof, Lucien

Gallois, Jules Welsch. Dans les années 1920, Elicio Colin, Lucien Gallois, puis Maurice Zimmermann, Juliette Allix, Georges Arnaud, Albert Demangeon (qui apparaît seulement en 1928 comme Maurice Pardé). Dans les années 1930, la concentration est encore plus marquée : entre 1928 et 1932, Albert Demangeon et Maurice Pardé signent la quasi totalité des textes se référant au monde dans les *Annales* (24 sur 29). Le pic de la référence au monde au tournant des années 1930 pourrait ainsi s'expliquer par la forte implication éditoriale de seulement deux géographes, aux profils d'ailleurs assez différents : autant Demangeon s'est spécialisé dans la géographie économique depuis le début des années 1920, autant Pardé (1893-1973), hydrologue, fondateur de la potamologie, se trouve orienté vers ces questions (et notamment les chemins de fer et les transports) par son statut de chroniqueur, et peut-être aussi par certaines curiosités personnelles. Autant donc la présence de Demangeon paraît logique, autant celle de Pardé est paradoxale. Mais autant aussi la très faible présence de Maurice Zimmermann est étonnante. C'est qu'il ne faut pas s'en tenir, nous l'avons déjà dit, à l'analyse des titres des *Annales*. Pour la compléter, on peut se reporter à l'Annexe 4, et aux titres « mondiaux » de la *Bibliographie géographique* entre 1891 et 1913/1914. L'avant-dernière colonne révèle que quelques auteurs ont rédigé (et donc lu) la plupart des références intéressant le niveau mondial : la forte présence de Louis Raveneau s'explique parce qu'il est alors le responsable de la *Bibliographie*, où il rédige de nombreux comptes rendus sur des thèmes très divers. La très forte présence de Maurice Zimmermann (qui écrit le compte rendu d'un tiers des publications de cette liste), surtout dans la rubrique « Géographie économique et colonisation », permet de se faire une autre idée de son profil quant à la référence au monde. Nous allons de fait voir que, au travers de la Chronique géographique des *Annales de Géographie*, ce géographe joue un rôle considérable dans la diffusion, peut-on supposer, d'une pensée à l'échelle du Monde en géographie.

L'intérêt de passer de la question des mots à celle de qui les emploie, de qui leur donne éventuellement une signification nouvelle, est ainsi de mettre en lumière des vecteurs biographiques (et non pas seulement thématiques) d'émergence du Monde en géographie. Au fur et à mesure des lectures et des recoupements bibliographiques, un certain nombre d'auteurs se sont révélés être des acteurs privilégiés du renouvellement de la pensée du monde comme totalité. Les grandes figures, que ce soit Paul Vidal de la Blache, Elisée Reclus, Jean Brunhes, Lucien Gallois ou d'autres encore, Albert Demangeon dans l'entre-deux-guerres, pourraient facilement chacune être choisie pour une approche monographique. Lucien Gallois par exemple, généralement considéré comme le champion de la géographie régionale et de

l'histoire de la géographie, non seulement se trouve avoir écrit un certain nombre de textes se référant au monde, et parmi les premiers dans les *Annales de Géographie*, mais il fut aussi, selon la nécrologie écrite par Emmanuel de Martonne, « le lien entre l'époque où la géographie, considérée à peu près exclusivement du point de vue historique, était réservée à un petit cénacle d'érudits, et celle où, en liaison avec les sciences de la nature en même temps qu'avec une vie économique de plus en plus active, elle s'imposait dans des cercles de plus en plus étendus, suscitant des travaux et des publications de plus en plus nombreux et tenant une place de plus en plus importante dans l'enseignement universitaire » (1941, p. 161). Il note même que Gallois, très investi dans la *Bibliographie géographique*, y trouvait matière à élargir « son expérience de la géographie moderne », qu'il y abordait « tous les sujets généraux et régionaux », « les grandes questions de la géographie économique et même politique » (et de citer ici l'article de 1898 sur le coton dans le monde)¹³. Gallois serait donc un géographe polyvalent, et sensible à la dimension mondiale ; nous le retrouverons de fait assez souvent, comme ces autres grandes figures. Il est apparu plus pertinent cependant, de consacrer quelques pages à des « géographes » secondaires, mais présentant suffisamment de traits communs pour dégager quelque chose comme un profil capable, dans une certaine mesure, d'expliquer l'apparition d'une pensée du Monde en géographie. Un profil intellectuel (centre d'intérêts, types de publications, lieux d'enseignement...) et idéologique (politique et économique) qui associe intimement, mais dans des proportions variables, géographie et économie. Commencer à dégager ce profil est l'ambition de ces éléments biographiques sur Daniel Bellet, Pierre Clerget, Henri Hauser, plus ou moins connus aujourd'hui¹⁴, et de la présentation plus étoffée de Maurice Zimmermann qui suivra¹⁵. Nous les envisageons ici dans les décennies 1890-1910, même si Clerget, Hauser et Zimmermann continuent à publier dans l'entre-deux-guerres, et nous les retrouverons d'ailleurs à tel ou tel moment. Mais l'enjeu est de ressaisir le tournant des années 1900 dans une perspective biobibliographique, et non de rédiger de complètes notices biographiques.

¹³ On peut ajouter que Gallois est aussi celui qui rédige les grands articles-bilans des premières années des *Annales* sur les Amériques (1891, 1892a, 1892b, 1893).

¹⁴ Ces auteurs ont très peu retenu l'attention des historiens de la géographie. Si l'on consulte l'index de *La formation de l'école française de géographie* de V. Berdoulay, on ne trouve pas mention de Bellet, ni de Clerget, et seulement une citation pour Hauser et Zimmermann (1981a) ; dans *l'Histoire de la géographie française de 1870 à nos jours* de P. Claval, seul Henri Hauser se trouve indexé (1998). Dans le répertoire biobibliographique mis en place par la Commission d'Histoire de la pensée géographique de l'UGI en 1977 et dont le 25^e volume est paru en 2006 (*Geographers*), aucun de ces géographes ne dispose d'une notice.

¹⁵ Au cours de ce travail, d'autres aperçus biographiques seront donnés, sous forme de notes, d'encadrés ou de courts développements. Ils sont signalés dans l'Index par la mise en italique des pages où ils se trouvent.

2.2. Quelques exemples de « géographes » sensibles à l'actualité du monde et à l'échelle mondiale

2.2.1. Daniel Bellet : un économiste libéral en géographie

Le premier exemple qui nous retiendra est celui de l'économiste Daniel Bellet (1864-1917), dont on connaît, aujourd'hui, très peu de choses. Nous nous appuyons ici sur quelques nécrologies facilement accessibles ainsi que sur divers renseignements rencontrés ici ou là. Dans l'économie française d'abord, Bellet est davantage un organisateur et un animateur, ainsi qu'un enseignant et un vulgarisateur, qu'un auteur original. A sa mort en 1917, il était de fait secrétaire perpétuel de la Société d'Economie Politique (depuis 1906, en remplacement de Jules Fleury, mais il y était entré en 1895), secrétaire général de la Ligue du Libre-échange dont il fut l'initiateur en 1910, professeur à l'Ecole des Sciences politiques (où il a aussi remplacé Jules Fleury), aux écoles normales d'instituteurs et institutrices de Versailles et de Saint-Germain (où il remplace Frédéric Passy dans son cours d'économie politique) ainsi qu'à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (d'après GUYOT, 1917). C'est assez dire que ce « passionné pour la liberté économique » (GUYOT (*et alii*), p. 290) appartenait au milieu de l'économie libérale française. En plus de toutes ces charges, Bellet collaborait à un très grand nombre de revues économiques et politiques, *Journal des Economistes*, *Moniteur des intérêts matériels* (revue bruxelloise), *L'Economiste Français*, *La Cote de la Bourse et de la Banque*, la *Revue des sciences politiques* ; il a été également correspondant de *The Economist* pendant plusieurs années (p. 291). Il collabore régulièrement encore, à partir de 1883 semble-t-il, à *La Nature. Revue des sciences et de leurs applications aux arts et à l'industrie*, où il multiplie les notes sur les nouveautés scientifiques (parfois très techniques), ainsi que sur le transport (infrastructures et moyens de locomotion), l'industrie, l'énergie etc. (d'après les *Tables de La Nature* disponibles sur le site du Conservatoire numérique des Arts et Métiers, lié au CNAM, <http://cnum.cnam.fr/fSYN/4KY28.67.html>). Il s'agit là d'un travail de diffusion de la connaissance scientifique et industrielle, qu'il avait également entrepris dans de nombreux ouvrages (GUYOT, 1917, p. 107). *A priori* donc, rien d'un géographe.

Plusieurs sciences de la société peuvent néanmoins, comme dans le cas d'Emile Levasseur deux générations plus tôt, s'attacher Daniel Bellet. C'est le cas, apparemment, de la statistique¹⁶. Mais La géographie y a aussi des titres. Bellet collabore en effet (ce que taisent

¹⁶ Voir le discours funèbre du président de la Société de Statistique de Paris, Raphaël-Georges Lévy : « C'est dans la statistique qu'il puisa les éléments de la plupart de ses travaux économiques. (...) Il savait quels doivent être les rapports de ces deux sciences, comment elles se complètent, comment l'une fournit à l'autre les

les nécrologies des économistes) à différentes revues géographiques, notamment aux *Annales de Géographie*, souvent pour des notes ou des chroniques (RAVENEAU, 1917), ainsi qu'à la *Bibliographie géographique* : dans les années 1890, il y rédige de nombreux comptes rendus dans la section « Produits et voies de communication ». En 1895 par exemple, il rend compte des trois publications se référant au monde (Annexe 4). Ses domaines de prédilection, dans les *Annales*, comme dans ses autres publications, relèvent des transports (1895a et b)¹⁷, de l'industrie et de l'énergie (1916a), de l'économie (1896, 1916b et c). Peut-être ne distinguait-il pas réellement la géographie économique de l'économie, mais, en tout état de cause, la nécrologie que Louis Raveneau rédige dans les *Annales*, met l'accent sur la dimension géographique des travaux de Bellet, et nous renseigne par là sur le type de géographie, qui, avant 1914, se saisit de l'échelle mondiale :

DANIEL BELLET suivait de près les transformations que les vingt-cinq dernières années ont apportées dans les grandes productions du globe, dans l'outillage maritime, dans les communications terrestres. Son information, très étendue et constamment tenue à jour, lui a permis de collaborer assidûment à un grand nombre de recueils économiques et géographiques. (1917, p. 470-471)

Par ses centres d'intérêts et ses publications attachées à l'actualité économique du monde, Daniel Bellet apparaît comme un « géographe » chroniquant le monde en train de se transformer. Le genre de la chronique, dans les *Annales de Géographie* ou dans d'autres revues, s'offrirait bien comme un support privilégié pour l'inscription scientifique de la mondialité nouvelle en géographie et plus largement dans les sciences de la société. Bellet quant à lui est manifestement très attiré par cette chronique de la transformation du monde. Outre ses comptes rendus de la *Bibliographie* et ses notes des *Annales*, il tient une « chronique des transports » dans la *Revue économique internationale*, une « Chronique mensuelle du libre-échange » (de 1912 à 1917) et une revue trimestrielle du mouvement scientifique et industriel dans le *Journal des Economistes* (GUYOT (*et alii*), p. 290-291), ainsi, encore, qu'une espèce de chronique dans le périodique *La vie politique dans les deux mondes*, intitulée, ce qui est symptomatique, « la vie économique ». Cette « revue », fondée en 1906 et dirigée par Achille Viallate, rassemble des professeurs et des anciens élèves de l'Ecole des

matériaux grâce auxquels elle peut construire ses théories. (...) Dans le domaine de la Statistique comme dans celui de l'Economie politique, Daniel Bellet a marqué sa place » (GUYOT (*et alii*), p. 293-294).

¹⁷ Sur ce thème, la *Bibliographie* indexe plusieurs publications de Bellet : « Les voies ferrées des colonies anglaises », dans les *Comptes rendus de la Société de Géographie*, et « La transformation du commerce et le nouveau port de la Rochelle », dans la *Revue de Géographie* (*Bibliographie* de 1891, p. 426 et 440), « Les chemins de fer en Afrique. L'Angola portugaise », dans la *Revue scientifique* (*Bibliographie* de 1896, p. 191), « L'évolution des transports maritimes », dans les *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et*

Sciences politiques. Elle n'est « pas seulement un annuaire de la politique mondiale », selon Louis Raveneau qui en rapporte la naissance dans la *Bibliographie* : « Les questions économiques, commerciales, industrielles y figurent à leur rang dans chaque pays ou groupe de pays » (1909b, p. 78). On peut renvoyer à ce sujet à un autre compte rendu de cette revue par Pierre Clerget en 1915, qui évoque également la chronique de Bellet. Ce qui nous amène à cette idée que, parmi les éléments de convergence existant entre les auteurs dont nous tâchons ici d'élaborer le profil, il en est un qui paraît essentiel : ils se lisent entre eux, se commentent (et pas seulement entre Français¹⁸), ce qui transparaît notamment dans la section « Géographie économique, colonisation » de la *Bibliographie* où tous sont à la fois auteurs et références.

2.2.2. Pierre Clerget : un important géographe de l'économie resté jusqu'à présent dans l'ombre

Sur Pierre Clerget (1874-1962), on dispose là encore de peu d'éléments, même s'il semble avoir récemment suscité l'intérêt de plusieurs chercheurs ; il est de fait surtout connu pour son article sur « L'urbanisme » paru en 1910 dans le *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie* (ROBIC, 2003a, p. 111-112 ; WALTER, 2007) société dont il est, par ailleurs, membre effectif¹⁹. Il sera présenté cependant plutôt comme « champion » de la géographie économique en France. C'est en effet son domaine de prédilection ; il est d'ailleurs, à la fin des années 1900, professeur à puis directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, après y avoir été élève et avoir commencé à enseigner dans des écoles de commerce suisses, à Locle et Fribourg entre 1898 et 1906 (WALTER, 2007, p. 474-475). Il collabore à diverses revues géographiques, le *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, *La Géographie* (où il publie beaucoup dans les années 1910 : « Le commerce extérieur de la Chine en 1906 », en 1908, « La géographie des textiles », en 1911, « Le canal de Panama » en 1913...), les *Annales de Géographie* bien sûr, et la *Bibliographie géographique*, où il se spécialise dans le commerce extérieur, le transport et la circulation, la géographie économique et commerciale. Il collabore également à des revues non géographiques : la *Revue économique internationale*, que nous retrouvons encore (« La Tunisie économique » en 1912, « L'état actuel du

politiques, et « Les canaux, un instrument du passé », dans les *Annales des Sciences Politiques* (*Bibliographie* de 1907, p. 64), et un ouvrage sur *Le Canal de Panama* en 1913 (*Bibliographie* de 1913-1914, p. 498-499).

¹⁸ On pourrait évoquer Ernst Friedrich, spécialiste allemand de géographie économique, présent à deux reprises dans la liste de l'Annexe 4 (lu par Maurice Zimmermann et Pierre Clerget...), et bien plus souvent que cela dans la *Bibliographie géographique*. Nous le retrouverons pour ses travaux sur la *Raubwirtschaft* dans la Partie 3.

¹⁹ Clerget s'intéresse beaucoup à la Suisse, dans les années 1900, comme en témoigne, parmi d'autres articles et ouvrages, une série d'articles dans la *Revue économique internationale* : « La politique douanière de la Suisse » en 1904, « La politique de la Suisse en matière de chemins de fer » en 1905, « Le monopole de l'alcool en Suisse » en 1906, « Le bilan économique de la Suisse devant la concurrence internationale » en 1907 (1907a, p. 590). Autant d'articles qui ne sont pas signalés dans les rares textes traitant de Pierre Clerget.

commerce et des transports par caravanes » en 1913), ou la *Revue générale des Sciences* (il y tient une espèce de chronique à partir de 1912, intitulée « Revue de géographie économique », d'après le compte rendu de Louis Raveneau dans la *Bibliographie* de 1913-1914) Il rédige des manuels de géographie économique²⁰, critique, pour la *Bibliographie géographique*, ceux qui paraissent en France ou à l'étranger, comme la *Commercial Geography* de l'Américain Albert P. Brigham (CLERGET, 1912b), ou ceux d'Ernst Friedrich, notamment sa *Geographie des Welthandels und Weltverkehrs*, en 1911, ainsi que son article consacré la même année à la formation de la géographie économique, « *Der Bildungswert der Wirtschaftsgeographie* » (1912c).

Sans entrer ici dans un examen précis de la géographie économique des années 1900, qui viendra dans le chapitre suivant, il importe quand même de noter comment se positionne Clerget dans ce contexte très favorable à la géographie économique (voir la synthèse de P. Claval en 1996, qui, d'ailleurs, ignore Clerget...). Outre les rééditions multiples de manuels anciens (ceux de George Chisholm en Grande-Bretagne, de Karl Andree en Allemagne, Annexe 4) et la parution de nouveaux manuels (DUBOIS et KERGOMARD, 1897), certains auteurs, dont Pierre Clerget, cherchent à refonder la géographie économique. Loin de la considérer seulement comme un simple catalogue, ou comme une étude générale de la distribution ou de la répartition des matières premières ou des produits manufacturés, Clerget adopte souvent une position d'épistémologue de la géographie économique. Il questionne l'identité (sous)disciplinaire de cette branche de la géographie, met sans cesse en avant, selon une expression dont il use plusieurs fois dans ses comptes rendus de la *Bibliographie*, la « valeur pédagogique » de la géographie économique, son rôle pour comprendre le monde. Par ailleurs, il écrit abondamment sur les liens entre géographie et économie politique : il cherche à tirer l'économie, qui ne tiendrait pas assez compte du milieu social et physique, vers la géographie – et inversement (1907a, p. 166-167). Quant à ce qu'on peut considérer comme son grand ouvrage (publié en 1912), la *Géographie économique. L'exploitation rationnelle du globe*²¹, il ne se contente pas d'être une simple *géographie économique*, mais s'inscrit dans un

²⁰ En 1909, un *Manuel d'économie commerciale (la technique de l'exportation)* à l'usage des élèves de l'Enseignement commercial supérieur et moyen et de l'Enseignement technique (voir le compte rendu de Georges Blondel dans la *Bibliographie*, 1910, p. 62-63). Blondel (1856-1948), géographe et économiste, professeur à l'Ecole des Sciences politiques, spécialiste de l'Allemagne, pourrait constituer ici un autre exemple, d'autant qu'il est l'auteur, en 1901, d'un ouvrage au titre très suggestif, *La France et le Marché du Monde* (Annexe 4), dans lequel il examine les conditions de la concurrence, « de plus en plus vive et de plus en plus générale » (RAVENEAU, 1902, p. 54).

²¹ Maurice Zimmermann en écrit le compte rendu : « Le sujet, tel qu'il est conçu, relève plus de l'économie politique que de la géographie (...). Mais l'auteur est aussi fortement imbu de la méthode géographique, et son manuel contient, notamment sur la population et les centres de population, sur les transformations de

essai de caractérisation de la géographie humaine comme se constituant d'une géographie sociale ou politique et d'une géographie économique (1912, p. 12) et ouvre des aperçus nouveaux sur la finitude du monde et la nécessité de préserver les ressources de la planète.

2.2.3. Henri Hauser, historien-géographe-économiste « précurseur » de la mondialisation ?

Faisant, en 1930, le compte rendu du livre que viennent de publier Henri Hauser et Augustin Renaudet, sur *Les débuts de l'âge moderne*, Louis Raveneau cite d'abord le commentaire élogieux de Marc Bloch dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, pour qui ces pages resteront ; Raveneau ajoute :

Comme resteront les livres de H. Hauser (...) Depuis plus de trente ans, l'Auteur n'a pas cessé d'appliquer aux faits économiques les règles rigoureuses de la méthode historique et géographique » (1930, p. 41).

En une phrase, Raveneau synthétise ainsi la trajectoire disciplinaire complexe de Henri Hauser (1866-1946), historien, historien de l'économie, géographe, parmi d'autres affiliations disciplinaires possibles. S'intéressant lui aussi à de multiples domaines, il s'est fait l'observateur de la vie politique et économique de son temps, et agit même en tant qu'expert auprès du gouvernement français et du ministre Clémentel pendant la Première Guerre mondiale pour les questions de régionalisation. Au plan biographique, on sait sur lui beaucoup plus que sur les auteurs précédents, et un colloque a même récemment fait le point (MARIN et SOUTOU (dir.), 2006). Pour la géographie, on se référera aux articles de P. Claval (1994a, 2006). Nous mettrons pour notre part uniquement l'accent sur la dimension mondiale de son œuvre, et nous avons déjà rencontré à ce propos son article de 1901, « L'entrée des Etats-Unis dans la politique "mondiale" » (voir p. 116). Ce qui frappe, c'est d'abord le souci constant de Hauser pour l'actualité politique et économique au niveau mondial. Mais c'est aussi la grande facilité avec laquelle les commentateurs d'aujourd'hui en font très souvent un précurseur de la réflexion sur la mondialisation. Les actes du colloque de 2006 en témoignent. Jean-François Bergier présente ainsi l'intérêt de continuer à lire les ouvrages de Hauser :

L'évocation qu'il propose, par exemple, et qu'il répète à plusieurs reprises avec insistance, de la mondialisation (ou globalisation) de l'économie au XVI^e siècle conserve aujourd'hui non seulement toute sa perspicacité mais aussi toute sa fraîcheur ; elle s'insère dans la réflexion que nous sommes amenés à conduire sur cette mondialisation ; elle lui fournit des arguments historiques et politiques pertinents, avec le ton juste. (2006, p. 129)

l'agriculture et l'évolution des cultures et des industries, des développements très utiles et parfaitement au courant. » (1913, p. 71). On notera que Clerget y cite souvent Daniel Bellet, notamment sur l'économie et les transports, pour des textes parus dans la *Revue économique internationale* ou *L'Economiste français*.

Et il ajoute qu'« on sait en effet combien Hauser était attentif au devenir du Monde, aux questions économiques, sociales, idéologiques qui l'agitaient dans la première moitié du XX^e siècle » (p. 130). Mais procéder par des « on sait combien... » n'est jamais très éclairant... Il continue, et affirme que, dans son histoire de l'Espagne à l'âge moderne (*La prépondérance espagnole*, 1940), Hauser projette les tensions de son temps sur le passé, et notamment, la « contradiction entre une économie mondiale de plus en plus intégrée et les ambitions hégémoniques des grandes puissances fondées sur le principe de l'autonomie optimale, donc sur le protectionnisme et l'économie planifiée » (p. 135). De la sorte, « prophétiquement inspiré de l'idée de mondialisation, Hauser est en même temps fasciné par l'émergence du mercantilisme » (p. 136). Mais on n'en saura guère plus. Georges-Henri Soutou, de la même façon, note que la conscience dont fait preuve Hauser « de l'élargissement de l'horizon de ses contemporains aux limites de la Terre entière » est « ce que l'on appelle désormais la première mondialisation, même s'il n'emploie pas le terme » (2006, p. 151). Dernier exemple, dans l'article d'Isabelle Lescent-Giles sur Hauser et la Grande-Bretagne :

On retrouve en fait un même fil conducteur dans les écrits d'Hauser sur la Grande-Bretagne et dans ses échanges avec ses collègues britanniques : celui de la mondialisation. En témoigne cette remarque dans le chapitre « Îles Britanniques » de son livre (coécrit avec Joseph Fèvre et Henri Busson) de 1921, *Les Principales Puissances d'aujourd'hui* : [l'Angleterre] naquit à la vie maritime après les grandes découvertes du XVI^e siècle, car elle se trouva désormais sur la route d'Europe en Amérique et sur la route des Indes par le Cap ; dès lors, elle n'était plus située sur le bord extérieur de la terre habitée, mais au centre du monde civilisé et de l'hémisphère continental (2006, p. 211)

On ne peut s'en tenir à ce type de remarques, même s'il semble manifeste qu'il y a, dans les écrits de Hauser, quelque chose qui a à voir avec la mondialisation, par exemple dans ses manuels scolaires (ce dont parle I. Lescent-Giles) ou dans ses textes d'actualité sur la place des Etats-Unis dans le monde, comme *L'Impérialisme américain* en 1905, ou sur l'expansion économique de l'Allemagne (*Les méthodes allemandes d'expansion économique* en 1915)²². Mais cela reste toujours allusif et non problématisé en tant que tel. Un exemple encore : quand, toujours dans les mêmes actes, Claude Folhen évoque l'article de 1901 sur les Etats-Unis et la politique « mondiale », il cite quelques passages mais ne commente ni le terme mondial ni sa mise entre guillemets (2006, p. 236). On en reste à une simple présentation thématique. Or cela n'est sans doute pas suffisant, même si par là, il est vrai, se décèle un certain type de préoccupations pour l'échelle mondiale communes aux auteurs que nous

²² Il est notable que Daniel Bellet écrive aussi, à la même époque, deux ouvrages sur l'Allemagne : *La mentalité teutonne* et *Le commerce allemand* (GUYOT, 1917, p. 107). Le thème allemand, le thème américain et le thème

venons de présenter. Nous aurons donc à cœur, pour notre part et quand nous utiliserons leurs œuvres, de caractériser précisément leur apport à l'émergence d'une pensée du Monde. Mais parmi ces auteurs, dont le rapport avec la géographie est parfois secondaire, il faut réserver une place particulière à Maurice Zimmermann.

2.3. Maurice Zimmermann (1869-1950), un « géographe au Monde »²³ oublié

2.3.1. Eléments de biographie pour un géographe peu connu,...

Peu connu, c'est peu dire... Il est quasiment absent de toutes les histoires de la géographie, hormis quelques aperçus (voir surtout BETHEMONT, 1996, p. 147-148). Géographe situé au cœur de la géographie française, proche de Vidal de la Blache (il entre à l'Ecole Normale Supérieure en 1891), secrétaire adjoint des *Annales de Géographie* de 1895 à 1899, rédacteur de la *Chronique géographique* de cette revue de 1895 à 1920²⁴, collaborateur assidu de la *Bibliographie géographique*, il participe également à la *Géographie universelle* pour les pays scandinaves et les régions polaires arctiques. Il se serait même fait, selon André Gibert dans *L'information géographique*, le défenseur du « véritable esprit » de la géographie humaine dans son article critique de 1911 sur *La géographie humaine* de Jean Brunhes (1951, p. 37). Mais également géographe à la marge : de tempérament bohème (selon André Gibert que reprend J. Bethemont), il ne soutient pas de thèse, et demeure toute sa carrière quelque peu franc-tireur, très attaché au milieu (colonial) lyonnais. On a l'impression toutefois que Zimmermann avait une place bien définie dans la géographie française, celle d'un spécialiste des régions nordiques (connaisseur des langues scandinaves) et de la colonisation. Au travers de la *Chronique géographique*, c'est même un touche-à-tout qui se dévoile, un « géographe aux vues très larges, auquel aucun horizon géographique ne reste étranger » (BLACHE, 1934, p. 171). Il fut ainsi l'un des pionniers de la géomorphologie :

Un rôle important a été joué par M. Zimmermann, dans sa chronique, pour populariser les actions périglaciaires. En particulier (1912, XXI, p. 452-455), il publie une mise au point sur les « sols fluides et sols polygonaux », qu'il décrit d'après les publications des Suédois et des Allemands. Il rend compte des discussions qui ont eu lieu, au Spitzberg, lors de l'excursion du Congrès géologique international. (TRICART, 1991, p. 595)

japonais sont de fait révélateurs d'une attention portée aux rivalités économiques nouvelles qui prennent place, au tournant du XX^e siècle, à l'échelle mondiale.

²³ Pour paraphraser une dédicace de J. Lévy : « Pour Olivier D., géographe au monde » (1999a, p. 5).

²⁴ S'il arrête la *Chronique* en 1920, ce ne serait pas, d'après des propos de Zimmermann rapportés par André Allix dans la nécrologie de la *Revue géographique de Lyon*, de son fait : « Ce n'est pas moi qui les ai quittés, c'est eux qui m'ont balancé, parce que je n'étais jamais à l'heure » (ALLIX, 1950, p. 246).

Jean Tricart ajoute cependant que les auteurs secondaires de l'avènement de la géomorphologie, dont fait partie Zimmermann, sont des « “marginaux” par rapport à l'aristocratie universitaire » (p. 597)²⁵. Se dégage ainsi un portrait paradoxal de Zimmermann, à la fois géographe important et marginal, central et périphérique, orthodoxe et hétérodoxe.

Ses contemporains, dans diverses nécrologies ou comptes rendus, semblent parfois déroutés et peinent à comprendre ce personnage si « original et divers », « cette forte et curieuse personnalité » (GIBERT, 1951, p. 37). Si J. Bethemont parle de mépris à l'endroit de Zimmermann dans la nécrologie d'André Allix (1950), ce qui est peut-être un peu fort, André Gibert termine sa propre nécrologie de manière très nuancée :

Il cachait sous l'enjouement d'une conversation débordante de vie et d'esprit son impitoyable et pessimiste appréciation de l'humanité. Et c'est par l'incroyable activité d'un cerveau toujours en mouvement qu'il faisait taire les tristesses profondes d'une vie qu'il voulut libre et capricieuse mais qui ne manqua ni de charges ni de deuils et dans laquelle, il le sentait et l'avouait parfois non sans mélancolie, il n'a, finalement, pas donné sa mesure. (1951, p. 37)

Géographe brillant mais inaccompli, esprit ouvert et curieux mais passablement dilettante, Maurice Zimmermann laisse donc une image contrastée, en demi-teinte à ses collègues ; lui-même d'ailleurs « se défendait d'être un vrai géographe » (*ibid.*), ce qui est révélateur d'une certaine distance :

En réalité, cet esprit étonnamment ouvert, à la fois observateur, assimilateur et critique, eût été à son aise dans quelque discipline qu'il eût abordée, et il s'y serait fait un nom parmi les plus grands moyennant une concentration qui, elle, n'était nullement dans son tempérament. Ce maître incontestable ne s'est même pas plié à faire ses preuves de maîtrise, et n'avait pas le titre de docteur. (*ibid.*)

La diversité de ses curiosités est peut-être cependant la qualité qui a fait de Zimmermann, sinon un géographe heureux, du moins un esprit dont beaucoup reconnaissent la pertinence des jugements²⁶, et un observateur privilégié des transformations du monde autour de 1900.

²⁵ J. Tricart oublie de signaler que cet intérêt de Zimmermann pour les modelés glaciaires et périglaciaires vient de son sujet (donné par Vidal de la Blache) pour le Diplôme d'Études Supérieures, « Le régime glaciaire dans les hautes régions boréales » (d'après la notice biographique du *Livre jubilaire* de 1949, p. VIII).

²⁶ Ainsi Maximilien Sorre dans une note tardive sur un ouvrage d'anthropologie : « C'est un fait que pendant longtemps l'anthropologie somatique et l'anthropologie culturelle, mais surtout l'anthropologie somatique, avaient cessé chez nous d'intéresser les géographes, sans qu'on sache exactement pourquoi. ZIMMERMANN, *qui voyait toujours juste*, s'était vigoureusement élevé contre cet ostracisme, sans pouvoir remonter le courant » (1954a, p. 373-374. *Nous soulignons*).

Ce n'est pas un hasard s'il tient une chronique²⁷ dont les contemporains ont souvent noté la qualité²⁸. Citons un extrait de la nécrologie écrite par André Cholley en 1952 :

Sans doute aujourd'hui peut-on trouver que sa chronique a trop été une chronique et qu'elle n'a pas suffisamment soupesé les matériaux qu'il manipulait pour les répartir convenablement dans les constructions géographiques en train de s'édifier. Mais peut-on vraiment lui reprocher de n'avoir pas suffisamment devancé ou pressenti notre époque ? (...) Bien qu'orientée à peu près exclusivement vers les questions politiques et économiques et (*sic*), sans doute à cause de cela, la chronique de Zimmermann nous a vraiment donné le tableau fidèle du monde tel qu'il s'élaborait à ce moment. (1952, p. 242)

Pour Cholley, Zimmermann aurait tenu la chronique d'un monde en pleine transformation (politique et économique), aurait ainsi produit une géographie qui « rentrait mal » dans le cadre de la de la nouvelle discipline, de ses catégories, de ses problèmes, mais qui, en tout état de cause, rendait compte scrupuleusement de l'avènement d'un monde nouveau – et peut-être aussi de la « première mondialisation »... Quant à Gibert, détaillant les apports de Zimmermann à la géographie, il note que,

qui voudra se rendre compte de l'évolution même de cette science, dans la période où aux grandes explorations succéda le souci d'une explication cohérente de la surface terrestre enfin connue tout entière, ne pourra mieux faire que de parcourir la Chronique qu'il a tenue dans les *Annales de Géographie* de 1895 à 1920. Il est peut-être le représentant le plus pur de cette période de transition. (1951, p. 37)

Ce qui n'est pas sans rappeler les propos, cités plus haut, d'Emmanuel de Martonne sur Lucien Gallois en 1941 (voir p. 118). Zimmermann est d'ailleurs plus jeune que Gallois (1857-1941) de seulement douze ans. Et il est de ceux, assurément, qui participent, et ce n'est pas toujours sans contradiction, à l'élan d'institutionnalisation de la géographie moderne, dans les années 1890, même s'il prend, à Lyon, l'enseignement de géographie coloniale créé par la Chambre de commerce (ce qui le distingue des premiers professeurs de faculté). Il publie toutefois dans les *Annales de Géographie* des extraits de sa leçon inaugurale (1900a). La colonisation est au demeurant son domaine privilégié, celui peut-être qui répond le plus à son goût d'historien et de géographe. Il enseigne la colonisation, prépare des étudiants aux carrières coloniales, publie et lit beaucoup sur la colonisation. La colonisation est pour lui une composante essentielle du monde contemporain, sans laquelle on ne comprendrait rien aux réalités politiques et économiques du temps. On peut dès lors s'étonner qu'Olivier Soubeyran

²⁷ Plusieurs en réalité, si l'on prend aussi en compte sa revue bibliographique dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Lyon* de 1903 à 1911, et sa participation au journal lyonnais *Le Salut Public*.

²⁸ « Il la tint de façon magistrale ; il suivait des questions pendant des années, puis les mettait au point dans des notes de 6 ou 7 pages. Les meilleures de ces notes, d'après le maître lui-même, sont celles qui précèdent de peu 1914 : le géographe, après quinze ans d'études et de pratique, avait atteint sa maturité. » (*Livre jubilaire*, 1949, p. VIII)

n'ait pas remarqué le *colonialisme*²⁹ de Zimmermann : dans son livre, il ne l'indexe qu'une poignée de fois, sans même évoquer cette dimension (1997, p. 471).

2.3.2. ...mais ouvert aux transformations du monde

Que Zimmermann se soit intéressé à la colonisation est significatif de sa sensibilité à la transformation du monde ; il existe sans nul doute un lien entre colonisation et mondialisation, nous y reviendrons dans la troisième partie. Le résumé du début de la leçon d'ouverture de Zimmermann à Lyon en 1899, donné dans les *Annales*, ouvre déjà quelques pistes :

Le XIX^e siècle a été entre tous le siècle de la colonisation. Au peuplement des espaces vides par le reflux des hommes de race européenne sur toute l'étendue du globe, a succédé la période de la mise en valeur et du partage. Elle voit se poser les problèmes économiques d'un monde nouveau qui s'élabore (chemins de fer Transcaspien, Transsibérien, Transsaharien), et l'équilibre des forces politiques se déplacer. (Développement de l'Empire britannique, poussée des Etats-Unis vers l'Ouest, et de la Russie vers l'Asie). (1900a, p. 76)

La colonisation apparaît bien ici comme la condition d'émergence d'un « monde nouveau » (expression très suggestive en regard de nos réflexions sur le monde comme problème, voir p. 108 *et sq.*), caractérisé par le bouclage de la planète par de grandes voies de communication, et un rééquilibrage de la balance politique du monde qu'on trouvait déjà chez Hauser. Pour Zimmermann de fait, la colonisation participe pleinement de l'émergence d'un niveau mondial, est bien liée à une forme de *mondialisation* (processus de mise à la dimension du monde). Deux comptes rendus très élogieux de Zimmermann dans la *Bibliographie* de 1906 en sont l'illustration. Le premier concerne *La France puissance coloniale*, d'Henri Lorin, qui

s'est surtout efforcé d'étudier nos colonies dans leur groupement géographique naturel ; il les replace, si l'on peut dire, dans leur milieu mondial, et c'est ainsi qu'il consacre à des questions générales telles que les voies d'accès de l'océan Indien, ou la situation des puissances dans le Pacifique, des chapitres d'une portée large et neuve. (1907b, p. 70).

On voit ici comment, usant d'une modalité grammaticale remarquable (puisque désignant l'énoncé comme façon de *dire*), Zimmermann, suivant Lorin, développe une vision coloniale à l'échelle du monde ; une *échelle* qui est appréhendée comme « milieu », et non simplement comme horizon ou totalité abstraite. La même nécessité de rapporter le colonial au mondial se retrouve dans son compte rendu de l'ouvrage d'Alexander Supan, *Die territoriale Entwicklung der Europäischen Kolonien* (Le développement territorial des colonies européennes), livre qui vient combler « une vaste lacune de la littérature coloniale, et

²⁹ Le mot n'est pas trop fort : Zimmermann n'écrit-il pas, dans un gros article de synthèse sur la colonisation publié dans la *Revue de Géographie*, que « la colonisation, que condamnent encore quelques doctrinaires attardés, a fini par s'imposer au monde » (1908, p. 629) et qu'elle est une « véritable idée-force » (p. 646) ?

quiconque est appelé à étudier ou à enseigner l'histoire de la colonisation en a sans doute déjà salué l'apparition avec une sincère reconnaissance pour l'auteur » (1907d, p. 75). Dans cet essai géographique, Supan, à la différence des économistes ou des historiens, est attentif aux « événements variés qui ont modifié la physionomie territoriale des empires coloniaux successifs ». Il découpe l'histoire coloniale en périodes : « périodes hispano-portugaise 1492-1598 ; hollandaise 1598-1670 (pourquoi pas 1672 ?) ; franco-anglaise 1670-1783 ; anglo-américaine 1783-1876 ; européo-américaine (mondiale nous paraîtrait plus simple), depuis 1876 » (*ibid.*). La dernière parenthèse est évidemment le passage qui nous interpelle : la dernière phase de la colonisation se déploie à l'échelle du monde, mais en outre, elle semble consolider le niveau mondial lui-même. Dans le grand article sur la colonisation paru en 1908 dans la *Revue de Géographie*, dont nous réservons l'examen précis pour le chapitre 7, il décrira aussi la mise en place d'une « ère coloniale mondiale » (p. 646).

Mais si la colonisation conditionne bien la perception du niveau mondial dans la géographie de Maurice Zimmermann, il le décèle dans d'autres domaines. Ses chroniques sont ouvertes à l'internationalisation des économies, au commerce, aux circulations de toutes sortes, à la mise en place des grands réseaux de communication continentaux et maritimes etc., et il multiplie les utilisations du mot mondial, souvent avec une modalité grammaticale ou typographique. Sur le thème de la concurrence du Japon, Zimmermann fait par exemple état de la transformation de l'économie japonaise : « L'industrie japonaise est organisée et capable de rivaliser sur le marché international avec les industries des Européens » (1908a, p. 89), et ses exportations ont changé de nature (comptant de plus en plus de produits manufacturés). Le Japon, ajoute-t-il, se trouverait au « commencement d'une activité commerciale beaucoup plus considérable et surtout plus universelle, plus "mondiale", si l'on peut s'exprimer ainsi » (p. 90). Les guillemets, renforcés par le dernier membre de phrase qui ferait du mot « mondiale » un vrai néologisme, sont à mettre en rapport avec une nouvelle conception de la mondialité. Il ne s'agit pas d'une simple globalité, ni d'ailleurs d'une simple internationalisation commerciale, mais d'un fonctionnement à l'échelle mondiale ou d'une *portée mondiale*, pour reprendre une expression qu'il a lui-même utilisée à propos de la mise en place du câble télégraphique anglais dans le Pacifique, et du projet rival des Etats-Unis :

Ce câble a surtout de l'importance au point de vue anglais, il ferme la ceinture de communications purement britanniques autour du globe. Le grand câble américain, destiné à relier San Francisco aux Philippines et à la Chine, sera sans doute d'une bien autre portée mondiale. (1903, p. 84)

Par « portée mondiale » il conviendrait d'entendre la signification d'un phénomène du point de vue du monde en son entier ; un phénomène mondial dès lors concerne bien autre chose qu'une répartition à la surface de la terre ou qu'une relation à distance entre des lieux ou des nations. Il relève d'une perturbation des identités géographiques qui sont redéfinies en quelque sorte par rapport au monde entier. Ce qui s'accompagne d'une remise en cause de la valeur des lieux ou des régions quant à leur position relative. Il ne s'agit pas seulement de la mise en relation des parties du monde, mais également d'un bouleversement axiomatique qui attribue à des espaces jusque là sous-valorisés un rôle nouveau dans la marche du monde ; l'océan Atlantique, dans la mesure où il est le premier à être franchi par des lignes de navigation rapide et des câbles télégraphiques, acquiert par exemple « une importance prépondérante comme trait d'union mondial » (ZIMMERMANN, 1911e, p. 373). On sent bien que le terme mondial est employé, là encore, pour décrire un monde nouveau, qui se donne à voir dans des objets privilégiés, des *objets mondiaux*.

3. Se référer au monde en géographie (II). La carte et le globe.

Avant toutefois d'entrer dans l'examen du discours que les géographes construisent autour de ces objets (ou dans l'examen de la façon dont ce discours construit ces objets), il reste à aborder la question de la référence iconographique au monde. Cette référence est plutôt marginale, on va le voir, pour des raisons d'abord techniques (assez peu de figures dans les ouvrages et articles de géographie) mais aussi parce que figurer le Monde n'est pas, y compris aujourd'hui, quelque chose d'évident. Néanmoins, un certain nombre de réflexions géographiques, dispersées, abordent la question de la représentation cartographique et globale. Leur analyse est l'occasion d'inscrire ce travail dans une histoire de l'iconographie géographique en plein essor (PALSKY, 1996 ; COSGROVE, 2001 ; ALAVOINE-MULLER Soizic, 2003 ; BESSE, 2003a ; ROBIC, 2004), et de vérifier l'hypothèse selon laquelle, autour de 1900, surgirait en géographie le sentiment de la globalité du monde – sa globalité, c'est-à-dire à la fois sa sphéricité et sa totalité. Or ce sentiment de la globalité du monde, qu'il s'exprime en mots ou qu'il donne lieu à des productions graphiques, nous paraît indissociable de l'émergence problématique du monde comme Monde. Il s'agit de mettre en lumière les enjeux théoriques de la représentation du monde, non de couvrir l'ensemble de la production d'images géographiques ; des exemples viendront par la suite confirmer ou nuancer ces réflexions générales.

3.1. Mettre la Terre en cartes. La question du planisphère

Les comptages réalisés plus haut nous donnent un premier aperçu des enjeux d'une mise en carte de la Terre : s'agissant des *Annales de Géographie*, on remarque que 6 titres entre 1891 et 1916 (soit un tiers) ont trait à la cartographie (Annexe 2a), dont 2 à la répartition des espèces végétales et animales, 2 à des mappemondes (dont on pourrait discuter la présence dans le comptage), et 2 au projet de carte internationale du monde sur lequel nous insisterons. Le planisphère est donc présent explicitement, comme objet d'analyse (historique par exemple) ou comme projet scientifique. Dans la *Bibliographie*, les textes se référant à la cartographie terrestre sont assez nombreux, à la fois dans la rubrique « histoire de la géographie » et « géographie historique » (mappemondes antiques, médiévales ou modernes), ainsi que dans des rubriques de géographie physique et humaine. L'essentiel cependant de la référence planisphérique au monde se localise dans le corps des publications, et l'analyse des titres n'est sans doute pas l'entrée la plus pertinente pour la réflexion présente.

3.1.1. Nature et fonction géographiques du planisphère

L'insuffisance du planisphère pour donner une image fidèle du monde mondialisé est aujourd'hui clairement affirmée (GRATALOUP, 1999 et 2006b) : la mise à plat et la coupure ne permettent pas de rendre compte de la continuité des relations entre les parties du monde. Le planisphère est pourtant le média le plus ancien et le plus emblématique de l'ambition géographique de donner une image de la Terre en son entier. Cela va même au-delà : sans la représentation cartographique de la Terre, il n'est pas d'accès possible à la réalité terrestre, il n'est pas d'expérience ni même de connaissance de la Terre. La carte, *a fortiori* le planisphère, enferme « l'immensité du monde réel (...) le rend maîtrisable par l'œil comme par l'intellect » (JACOB, 1992, p. 53) ; mieux, elle donne accès au monde réel par l'œil pour le rendre maîtrisable par l'intellect. Mais cette expérience géographique de la Terre, ainsi médiatisée, repose sur un certain nombre d'écarts par rapport aux conditions normales de la perception, notamment l'instauration d'un point de vue vertical, alors que l'expérience visuelle ordinaire fonctionne dans l'horizontalité. La vision aérienne, paradigme de l'expérience géographique, depuis un temps où elle n'était que rêvée ou conjecturée (Christian Jacob élit ainsi la figure de Dédale comme « le modèle du regard géographique », 1984, p. 148), n'est devenue pourtant matériellement possible que récemment (aérostats au XVIII^e siècle) et ne s'est généralisée qu'au siècle dernier, avec l'aviation, mise très vite d'ailleurs au service de la cartographie et de la géographie. Mais le planisphère appelle toujours en regard la consultation de cartes à grande échelle où la vision d'ensemble cède la

place à la présentation du détail. C'est le rôle, notamment, de l'atlas que de fournir ce complément, étant « un dispositif qui permet de concilier le tout et le détail » et visant « une autre forme de complétude que la mappemonde » (JACOB, 1992, p. 97). La carte de la terre, au sens strict, ne représente pas, mais met en forme, crée, fait accéder à l'existence un objet qui ne peut être pensé ni vu avant d'être figuré ; comme toute image scientifique, nous l'avons dit plus haut (voir p. 76 *et sq.*), la carte ne désigne pas un « référent extérieur » mais contribue à le construire, à le rendre visible. La carte a avant tout un pouvoir performatif : la Terre passe du statut de notion informe à celui d'espace visible et descriptible. La question qui doit donc être posée, sans entrer plus avant dans une épistémologie de la cartographie terrestre, est celle des fonctions de la carte de la Terre en géographie autour de 1900. Comment les géographes de l'époque utilisent-ils les planisphères ? Qu'est-ce que leurs planisphères *disent* du monde ? Que *représentent*-ils (représenter au sens de produire une image et d'incarner une conception) ? Il ne peut néanmoins s'agir ici que d'un aperçu rapide, appuyé sur les planisphères présents dans les *Annales de Géographie* et dans quelques autres publications.

L'usage principal, le plus courant, est de type général : le planisphère sert à localiser des lieux et des phénomènes et à découper des régions pour leur analyse. On pourrait fournir de nombreux exemples ; ainsi de la carte d'Alfred de Foville sur « La production actuelle de l'or » (Figure 5), extraite d'un article dont le titre ne se réfère pas au monde, ou seulement implicitement. De Foville est « économiste et statisticien » (VIDAL DE LA BLACHE, 1913, p. 465), membre de l'Institut, directeur de l'administration des monnaies, collaborateur et « ami de la première heure » des *Annales de Géographie* (*ibid.*)³⁰. Il propose une réflexion très intéressante sur la géographie qu'il est amené à faire, son étude l'obligeant « à faire en quelques pages le tour du monde » (1897, p. 193-194). Et la carte sert donc de guide dans ce « tour du monde » :

Des spécialistes autorisés pourront, dans la partie des *Annales* qui est consacrée à la « géographie régionale », décrire l'état de la production de l'or dans tel ou tel pays, énumérer les exploitations existantes, les caractériser scientifiquement, en raconter les débuts, en mesurer les progrès, en supputer l'avenir. Ici toute analyse de ce genre nous est interdite et c'est seulement par pays, par Etats, que nous allons chercher à répartir la production actuelle de l'or. La carte même que nous mettons sous les yeux du lecteur ne va pas au-delà de cette répartition globale. (p. 205)

Pour Foville la géographie générale étudie la « répartition globale » d'un phénomène et se cale dans les découpages politiques.

³⁰ Dans sa nécrologie, Vidal insiste surtout sur les travaux de Foville liés à l'habitation en France, son *Enquête* de 1894 et l'article sur ce thème qu'il publie dans les *Annales* en 1895 ; l'article sur l'or n'a droit qu'à une note.

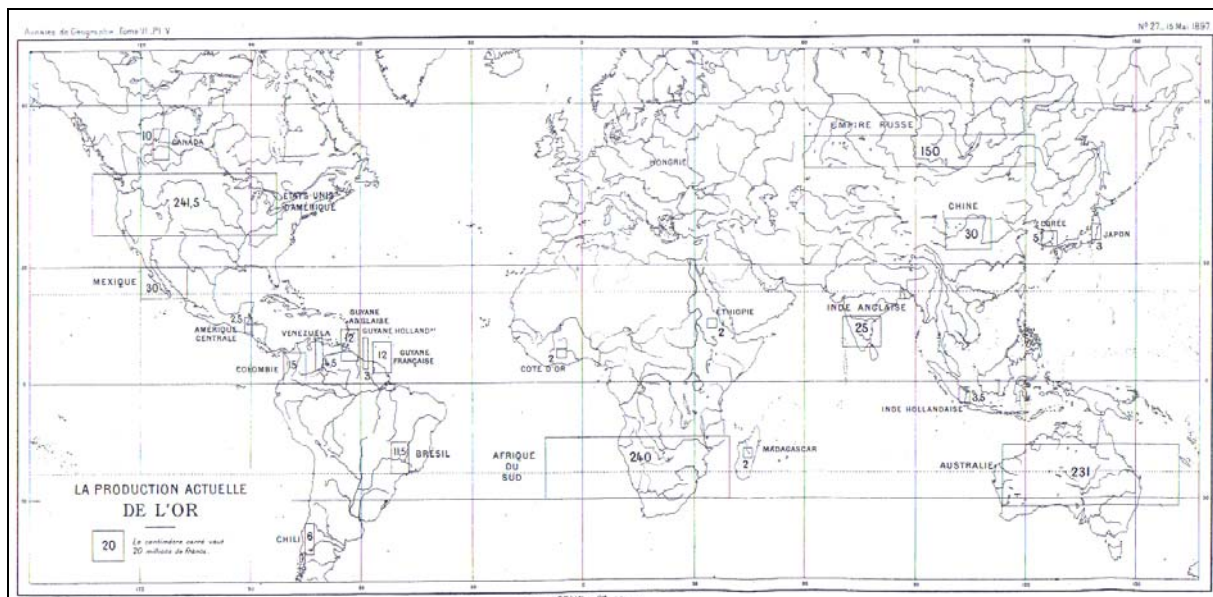


Figure 5 : « La production actuelle de l'or » (de FOVILLE, 1897, hors texte).

Le monde est rien moins ici qu'une entité spécifique : un simple support pour un tour d'horizon qui met en image un tableau à deux colonnes (lieux/quantité produite).

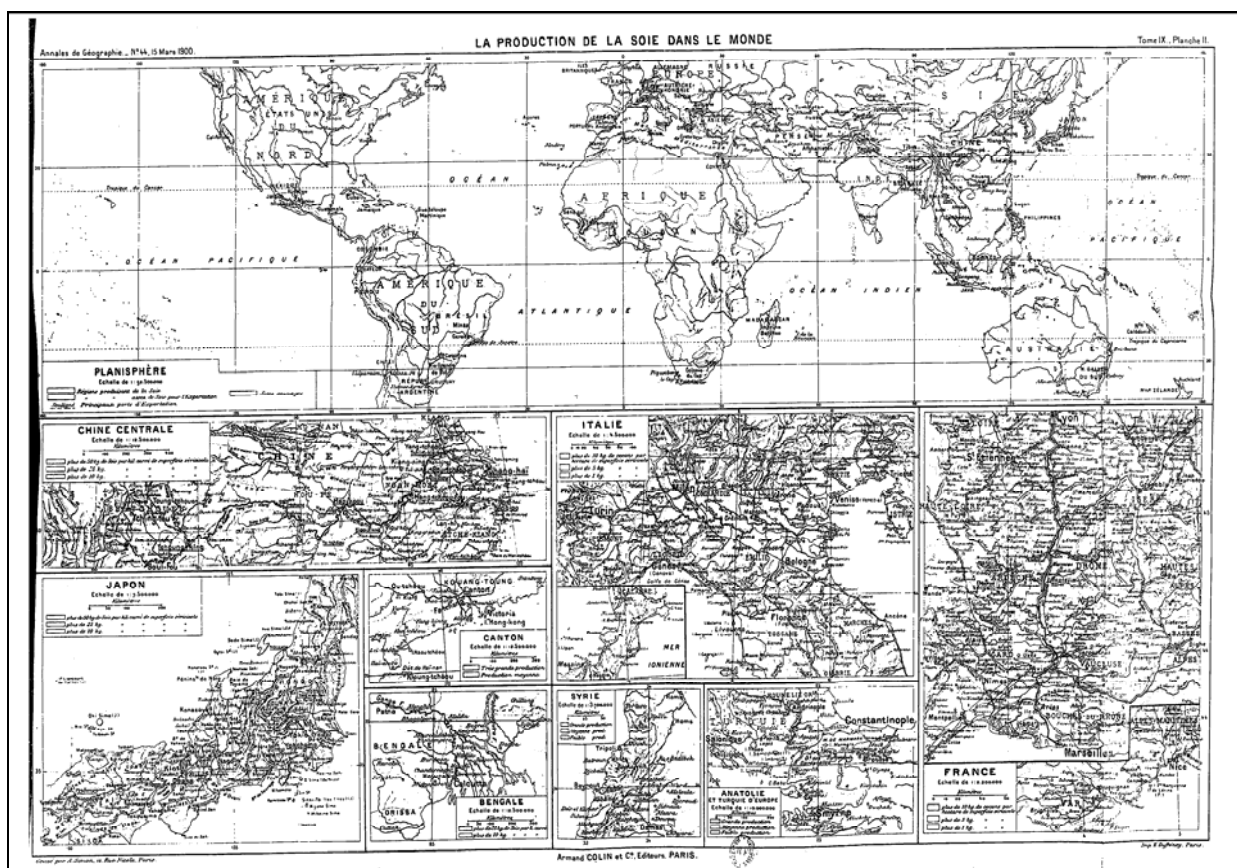


Figure 6 : « La production de la soie dans le monde » (GROFFIER 1900, hors texte).

C'est du reste souvent le cas, comme le confirme la carte de « La production de la soie dans le monde », produite en 1900 par Valérien Groffier, professeur de géographie économique à

l'Ecole supérieure de Commerce et de Tissage de Lyon (Figure 6), carte dont la finalité est de « localiser aussi exactement que possible la production de la soie de façon à en faire ressortir les conditions géographiques » (1900, p. 97). Cette carte est construite sur le même modèle que la carte de Gallois et Lederlin sur le coton : toutes deux sont des cartes hors texte très grandes, surchargées de détails et difficilement reproductibles. Nous nous contentons de la version numérisée en noir et blanc disponible sur le site Gallica de la BNF. On voit cependant clairement que le planisphère n'esquisse qu'un tour du monde que les cartons régionaux de la seconde moitié de la figure (et le texte de l'article) se chargent de réaliser, au moins en partie. Le planisphère est donc, comme pour de Foville, prétexte et préalable à une analyse régionale. Voyons encore la carte du géologue Jules Welsch sur la géographie des végétaux en 1893 (Annexe 5), qui est le premier planisphère paru dans les *Annales de Géographie*. Cette carte de la « répartition des plantes à la surface du globe » est noircie de noms de régions et de sous-régions. Répartition, distribution, découpage sont bien les maîtres mot de cette cartographie générale qui est assez loin d'une figuration du Monde.

Certaines cartes expriment toutefois un sentiment de la globalité terrestre, notamment les cartes de réseaux, comme celle du réseau télégraphique du globe de William Hüber publiée en 1873 dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Paris* (Annexe 3) ou celle des « Grandes voies de communication » de l'*Atlas Vidal-Lablache* de 1894 (l'Annexe 6 reproduit la version de 1918). C'est également le cas des cartes d'isochrones, comme celle que Jean Brunhes, dans *La géographie humaine*, prend comme exemple de figuration des faits économiques (Figure 7³¹). Il s'inspire d'une carte de l'*Atlas of World's Commerce* de J. G. Bartholomew en 1907 (reprise aussi dans VALLAUX, 1911, p. 153, et dans BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 315). Elisée Reclus utilise également une carte de Bartholomew, mais plus ancienne, et adaptée à une vision double-hémisphérique originale, qui plus est centrée sur Paris alors que les autres sont plutôt centrées sur Londres (Annexe 7a). Ce dernier type de cartes exprime relativement bien l'effort intellectuel des géographes pour penser le monde de manière renouvelée. Si les premières réalisations cartographiques de ce genre datent seulement des années 1880 (GALTON, 1881, « *On the construction of isochronic passage charts* ». La carte de Galton est reproduite à l'Annexe 7b³²), l'idée elle-même est plus ancienne : on l'associe souvent à Carl Ritter. Une autre tentative iconographique mérite d'être

³¹ On a utilisé l'édition de 1912 où les illustrations sont de meilleure qualité.

³² Il faudrait comparer précisément ces différentes cartes, à la fois sur la façon dont elles représentent les distances-temps, et sur les modifications des zones. Un exemple : entre la carte de Galton et celle de Brunhes, la construction du Transsibérien se traduit par une déformation de la limite orientale des trois premières zones.

évoquée : dans la foulée de Friedrich Ratzel, qui avait affirmé, dans son *Anthropogeographie*, la nécessité d'une « science des distances », Wilhem Götz s'essaie, à la fin des années 1880, à la mettre en place, dans une histoire de la réduction des distances, de l'exploitation de la Terre et des relations commerciales depuis l'Antiquité (GÖTZ, 1888).

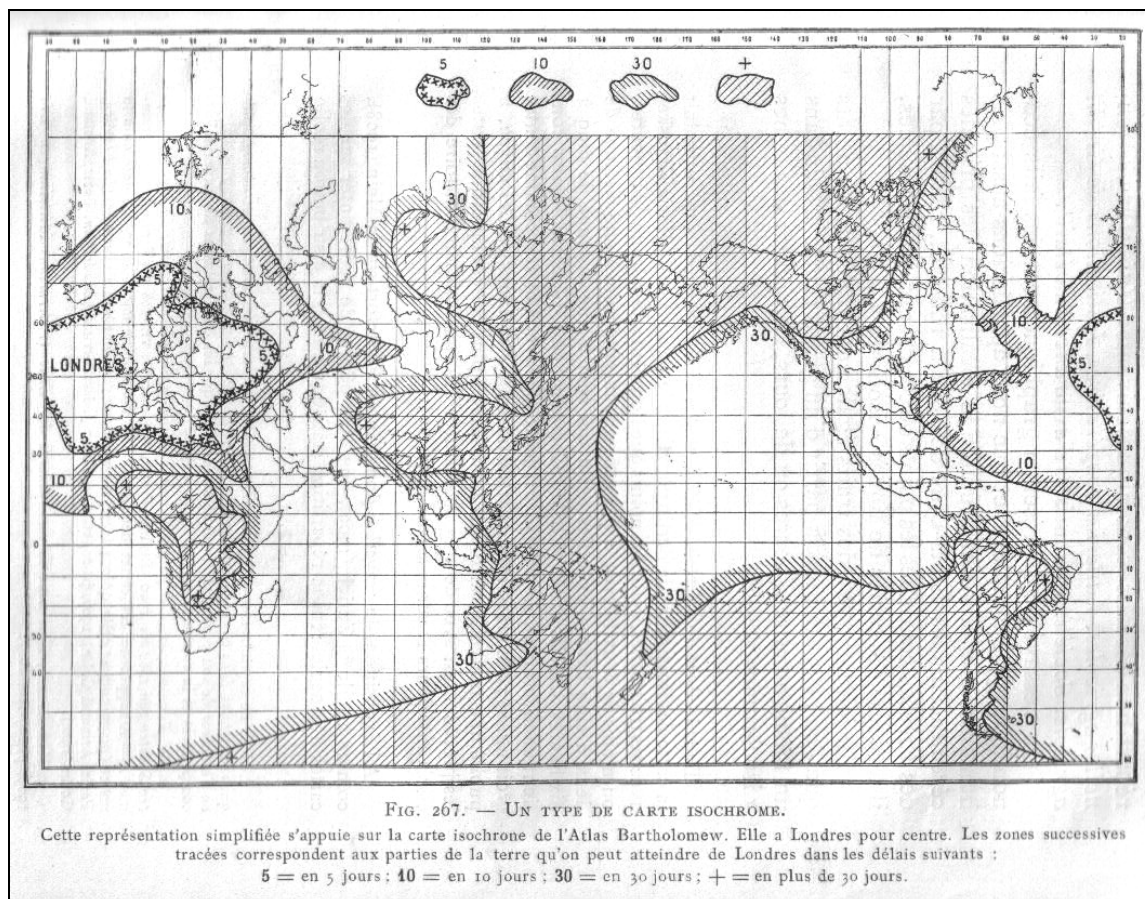


Figure 7 : « Isochrones en 1906 au départ de Londres », (BRUNHES, 1912, p. 687).

On peut très bien, à l'instar de Bertrand Auerbach, qui rédige un compte rendu de l'ouvrage de Götz dans la *Revue de Géographie*, interroger la pertinence épistémique d'une « science des distances »³³. Ce n'est pourtant pas ici l'ambition de Götz ni les objections d'Auerbach qui nous intéressent, mais les outils que forgent le premier pour mener à bien son projet :

L'auteur illustre son exposé de cartes qui sont des démonstrations. Il imagine des isohémères courbes, reliant les centres d'activité et de communications commerciales. L'exécution de ces tableaux est assez compliquée. (AUERBACH, 1889, p. 151)

Les cartes d'isohémères (*Isohemeren*), dressées pour le monde de différentes époques, auxquelles Götz aboutit, représentent des distances-temps commerciales (exprimées en jours). Le projet devait être cité, même si nous n'avons pas les moyens de discuter le contenu du gros

³³ « A la vérité, cette science ne sera pas nouvelle de toutes pièces ; elle se résumera en une synthèse de l'économie politique et de la géographie commerciale. » (1889, p. 148)

volume de Götz. Même si également ce type de raisonnement et de production graphique est assez rare à l'époque qui nous intéresse. Le planisphère reste en effet fondamentalement au service de la géographie générale, entendue comme étude des localisations et des répartitions.

3.1.2. Le projet de la carte internationale du monde au 1 :1.000.000^e

La cartographie de la Terre soulève toutefois d'autres enjeux, liés à la conception que les contemporains se faisaient du monde. A la fin du XIX^e siècle, géographes et cartographes, face aux conquêtes coloniales et à l'avancée des connaissances géographiques, en lien également avec l'affirmation très forte de la finitude du monde, élaborent, surtout à partir de l'initiative du géographe allemand Albrecht Penck au Congrès International de Géographie de Berne en 1891, le projet grandiose d'une carte internationale du monde au 1 :1.000.000^e (pour l'historique et l'analyse de ce projet dont la réalisation ne progresse que lentement dans les premières décennies du XX^e siècle pour être finalement abandonnée dans les années 1970, voir ROBIC, 1996b ; SCHRÖDER, HÖHLER (Hg.), 2005 ; PEARSON, FRASER, KLINE, HEFFERNAN, 2006). Le projet avait une très forte valeur internationaliste, voire mondialiste : « Les réalisations des congrès, notamment leur investissement particulier dans la carte, manifestent le sens de leur engagement collectif et finalement la contribution spécifique des géographes au mouvement d'internationalisation caractéristique de la fin du XIX^e » (ROBIC, 1996b, p. 150). M.-C. Robic emploie même les termes de globalisation et de mondialisation pour décrire ce projet (voir p. 51). Michael Heffernan quant à lui qualifie symptomatiquement Albrecht Penck de théoricien de l'espace clos (*closed-space theorist*), comme pourra l'être Mackinder (1998, p. 63). De fait, la gestion de problèmes communs qu'une telle carte pourrait faciliter (sécurité sanitaire par exemple) et l'internationalisme de la visée initiale s'accompagnent de la standardisation des conventions de représentation ainsi que, à proprement parler, d'une mondialisation de la connaissance géographique. Internationalisme politique et internationalisme scientifique se conjuguent donc dans un projet qui, à l'origine, s'inscrivait dans « *the rhetoric of international peace and harmony and looked forward to a new, less-divided world* » (PEARSON (*et alii*), 2006, p. 150). Pour Paul Vidal de la Blache, dans un article des *Annales de Géographie*, cette carte internationale offrait ainsi, « pour la première fois, un instrument de comparaison et d'étude qui, grâce à l'adaptation des parties et aux facilités d'assemblage, permettra d'embrasser l'ensemble du globe dans une image harmonique et proportionnée » (1910, p. 5).

Mais ce projet est difficile à réaliser précisément parce qu'il suppose d'*harmoniser* les normes symboliques – de partager la même vision du monde. Vidal, résumant les avancées faites en 1909 à la conférence de Londres (où il est l'un des représentants de la France), n'en révèle pas moins des tensions, sur différents points touchant à la standardisation des conventions cartographiques : projection (Vidal parle d'une « grave question préjudicielle », 1910, p. 2) et méridien origine, objets à représenter, figuration du relief, couleurs, toponymie et alphabet etc. Si nous prenons l'exemple du méridien origine, la France n'accepte de prendre définitivement le méridien de Greenwich pour méridien zéro qu'en 1911, alors qu'il est reconnu comme tel par une large partie du monde scientifique à partir de 1884. Le Congrès international de Washington de 1904 préconise l'adoption du méridien de Greenwich ainsi que du système métrique pour la carte au 1 : 1.000.000^e, vœu renouvelé à Genève en 1908. Du coup, « si l'adoption du méridien de Greenwich constitue une concession de notre part, celle du système métrique nous donne sur un point plus important ample satisfaction » (VIDAL DE LA BLACHE, 1910, p. 3). La conférence de Londres de 1909, selon Vidal, est aussi l'occasion de régler de nombreux points de tension touchant aux couleurs (hydrographie en bleu, routes en rouge, chemins de fer en noir), aux signes conventionnels, au figuré du relief (en courbes et non en hachures)... Pour Vidal, la conférence est un succès, et l'optimisme de mise quant à la réalisation de la carte. Mais il reste des raisons de s'inquiéter : Vidal observe que « la question du partage entre les différents Etats ne s'est pas posée à la Conférence » (p. 5) ; or il convient de prendre garde à qui va revenir la cartographie des colonies, chaque métropole devant autant que possible prendre en charge les siennes (p. 6). Vidal craint en quelque sorte un transfert des compétitions coloniales dans le domaine de la cartographie : « Il n'est pas douteux que la part à laquelle nous renoncerions trouverait aussitôt preneur » (*ibid.*). Cette œuvre internationale se trouve ainsi saisie dans une tension constitutive entre aspiration internationaliste et patriotisme scientifique, car « représenter le monde, c'est pour partie le posséder » (ROBIC et RÖSSLER, 1996, p. 242, qui analysent ici ce même texte de Vidal). Au-delà de ce problème de partage de l'espace entre puissances cartographiques, ou plutôt au fondement de ce problème, une carte internationale du monde reste une carte de nature *métagéographique* : le projet implique donc dès l'origine une espèce de compromis entre diverses traditions et écoles cartographiques ainsi qu'un accord sur le partage du monde. Mais les difficultés perçues dès les années 1890-1900, vont encore s'aggraver, au point que, si le projet avance, mais combien lentement, après la Première Guerre mondiale³⁴, s'il

³⁴ Dans une chronique de 1925, Georges Arnaud remarque que 66 feuilles sont parues et qu'une soixantaine sont

s'accommode de projets concurrents (celui des Etats-Unis d'une carte de l'Amérique du Sud puis de l'Amérique tout court) ou mal articulés (en URSS après 1918), son ambition de représentation uniformisée du monde se réduit peu à peu.

Autant donc il est facile et courant de produire des planisphères, des atlas, des cartes du monde, autant s'entendre sur ce que doit être une carte du monde valable universellement est difficile. Mais c'est que mettre la Terre en carte est une entreprise intellectuelle décisive pour la connaissance de la Terre d'une part, mais d'autre part aussi pour la vision du monde qui en résulte. Le projet de la carte internationale du monde au 1 : 1.000.000^e, exemplaire de l'effort de représentation du monde en sa totalité, incarne donc, d'un certain point de vue, les insuffisances propres à la représentation planisphérique. Son échec nous interpelle en ce sens qu'il peut symboliser la difficulté générale de représenter le monde ou la Terre, *a fortiori* le Monde, sur une carte unique, fût-elle parcellisée. Le planisphère, s'il constitue le moyen le plus évident pour représenter la Terre en son entier, peut donc paraître par nature, et au regard de nos interrogations, très limité, car il fonctionne dans une double trahison du réel : il met à plat la sphère, ce qui implique d'une part de déformer la Terre et de s'accommoder d'un certain nombre d'approximations (que la projection a pour fonction de minimiser, mais non de faire disparaître), et d'autre part de rompre la continuité de la sphère. Ce n'est évidemment pas sans incidence sur le type de connaissance apportée par la carte : couper la sphère dans le Pacifique ou au cœur de la Sibérie transforme considérablement la *vision* du monde que l'on peut avoir (particulièrement la localisation de son « centre »...). Le planisphère suppose même toujours un certain type de vision du monde, informé par la représentation de la Terre comme surface plane et centrée, même si l'on *sait* bien qu'elle est une sphère. Dans le monde d'aujourd'hui, mais c'est vrai aussi en 1900, représenter la Terre à plat est un contresens géographique ; il faut au contraire penser et représenter davantage la continuité et la sphéricité que la centralité et la discontinuité. C'est ce que les projections polaires, cartographiant la Terre depuis le pôle, cherchent à réaliser, souvent centré sur le pôle Nord pour des raisons pratiques (les terres émergées se situent principalement dans l'hémisphère Nord). Reste que l'hémisphère Sud n'est pas représenté sur ces cartes, ou seulement par fuseaux prolongés, ou à moins, encore, de joindre une carte centrée sur le pôle Sud ; mais n'est-ce pas alors chercher

en préparation, sur un total de 2700 : « Le travail reste donc presque entier, et il n'échappera pas aux difficultés dont toutes ne viendront pas de l'extérieur. Le choix de signes conventionnels adaptés à des régions déterminées qui présentent des conditions particulières de vie physique et humaine nécessitera encore de nombreuses discussions et des accords entre les Etats intéressés. Le propre des entreprises internationales est d'être laborieuses ; celle-ci plus particulièrement, qui vise à traduire en un langage clair, accessible à tous les peuples de l'univers civilisé, l'extraordinaire diversité des phénomènes géographiques. » (1925, p. 83)

à reconstruire un globe ? Interrogation essentielle : ne pourrait-on penser/figurer le monde (*a fortiori* le Monde) que sous forme globale ?

3.2. La globalité du monde et l'imaginaire global en géographie

3.2.1. Voir la Terre depuis l'espace : habitus géographique et réquisit pour toute pensée du Monde

Les géographes, conscients des insuffisances du planisphère, ont souvent cherché à produire des médiations plus authentiques, en recourant notamment à une représentation *globale* de la Terre, et en adoptant, avant que cela soit concrètement possible, un point de vue fictif, celui qu'ils auraient s'ils regardaient la Terre depuis l'espace. Mais cela va bien au-delà de la production de modèles réduits ; c'est une ambition intellectuelle beaucoup plus générale, que Jean-Marc Besse a pu rattacher à certains « exercices spirituels proposés et pratiqués dans les écoles de philosophie antique » (2003b, p. 324 *et sq.*).

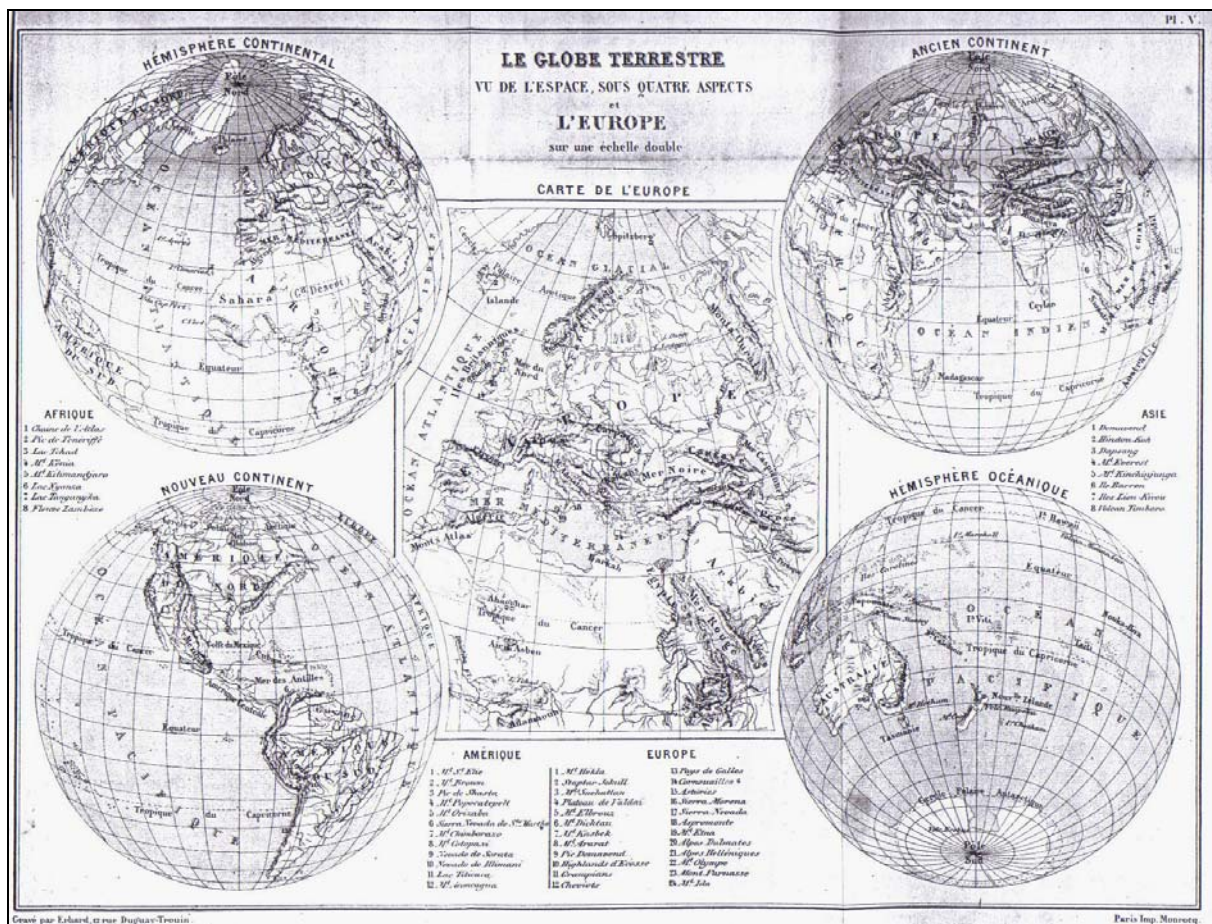


Figure 8 : « Le globe terrestre vu de l'espace, sous quatre aspects, et l'Europe », *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, 1873 (hors texte).

Il s'agit, pour paraphraser Camille Vallaux, d'apprendre à « penser sphériquement » (1925, p. 83)³⁵. La géographie s'est en effet, nous l'avons évoqué dans l'Introduction, constamment projetée dans le ciel, soit, comme les astronomes de l'Antiquité, pour proposer une géographie de la Terre à partir du ciel³⁶, soit pour imaginer une géographie de la Terre *vue* depuis le ciel. N'est-il pas surprenant qu'un géographe écrive, en 1932, que « la grande muraille de Chine est la seule construction sortie des mains humaines qui puisse être aperçue des astronomes de la lune » (VAN LOON, 1932, p. 311) ? Construite un peu en amont de notre période (1873), la Figure 8, dont le titre (« Le globe terrestre vu de l'espace ») doit être souligné, offre un bon exemple de cette géographie depuis le ciel, cumulant un point de vue à la fois hémisphérique et continental. En tout état de cause ce *recul astronomique*, pour nommer ainsi ce procédé fictif de représentation globale que Denis Cosgrove a analysé pour sa part en 2001 sous la métaphore du regard apollonien, se justifie par le désir de fournir un savoir plus authentique de la Terre. Il se trouve être consubstantiel à l'ambition géographique. A cet égard, pour l'époque qui nous intéresse, il n'est pas insignifiant qu'un ouvrage comme la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus s'ouvre sur une figure authentiquement apollonienne (voir Figure 1, p. 14) dont le titre rappelle très fortement celui de la Figure 8 (etc'est d'ailleurs le même que celui du premier chapitre de *La Terre* en 1868 : « La Terre dans l'espace »), ce qui constitue un indice assez marquant de l'importance de la saisie de la Terre depuis l'espace pour la géographie de l'époque ; nous approfondirons la signification de cette pratique au début de la troisième partie.

Il est cependant possible d'évoquer une autre tentative très intéressante de ce point de vue, qui a reçu en son temps un accueil remarquable chez les géographes : l'*Atlas sphéroïdal et universel de géographie* de François-Adrien Garnier (1799-1863), paru en 1862 et dont Reclus a rédigé un long compte rendu dans le *Bulletin de la Société de Géographie* (PALSKY, 2005). Le succès de cet atlas repose en grande partie sur le choix d'une projection orthographique, laquelle appartient « à la catégorie des projections perspectives, qui représentent la surface du géoïde comme la verrait un spectateur placé en un point déterminé de l'espace » (*ibid.*). D'après Gilles Palsky, Garnier

³⁵ Vallaux définit la « vision zonale » dans la géographie générale comme « celle d'un observateur qui serait placé dans les espaces interstellaires, quoique assez près de la terre pour en distinguer les lignes essentielles et pour avoir le sentiment très net de sa sphéricité. La vision zonale, qui est un perfectionnement du tour d'horizon à l'usage de la Géographie générale, apprend à "penser sphériquement". » (1925, p. 83)

³⁶ C'est par exemple Aristote qui, après Pythagore et Thalès, a fourni une preuve de la sphéricité de la Terre en observant l'ombre de la Terre sur la Lune lors des éclipses de Lune.

admet que les meilleures représentations de la terre sont évidemment les « globes sphériques », mais « [leur] usage est souvent incommode » et « [leur] déplacement difficile » (Garnier, 1862, avant-propos de la 2^e partie). Il faut dès lors leur substituer des cartes planes qui offrent un effet de vérité presque équivalent. « Si l'on admet que le Spectateur plane dans les airs à un éloignement immense de notre Planète (...) et que l'atmosphère lui permette de distinguer les objets à cette distance prodigieuse, notre supposition devenant pour lui une réalité, il verra dans l'espace les deux hémisphères représentés dans ce Tableau » (Garnier, 1862, notice de la planche 12). (PALSKY, 2005)

Il s'agit bien d'une volonté de créer un recul astronomique, de voir la Terre depuis le ciel. Le recours à la projection orthographique, elle-même très ancienne, est alors assez récent en géographie et confère à l'*Atlas* de Garnier une grande efficacité représentative, car tourner les pages équivaut alors à faire tourner un globe. Et malgré les déformations de surface impliquées par la projection adoptée, les « cartes » se veulent plus vraies, plus authentiques dans la représentation de la figure réelle de la Terre : « Ces défauts, note Garnier, sont amplement compensés, par une plus grande vérité dans l'aspect de notre planète, puisque cette projection représente l'image fidèle de la convexité du globe » (1862, cité par PALSKY, 2005). Cette recherche d'authenticité dans la représentation de la Terre marque plus généralement, pour G. Palsky, la seconde moitié du XIX^e siècle, et l'*Atlas* de Garnier y joue un rôle important, malgré ses propres inauthenticités, par son écho dans la communauté des géographes et des cartographes.

Cette pratique qui consiste à adopter un point de vue spatial sur la Terre, s'impose donc dans toute saisie géographique de la Terre au XIX^e siècle, mais nous semble également intimement liée à l'expérience du monde propre à la mondialisation : il est inconcevable de penser un monde mondialisé (le Monde) sans disposer en arrière-plan d'une représentation globale du tout terrestre. On n'exagérera donc pas l'importance de ce type de représentation pour le type de pensée dont nous nous occupons, malgré d'inévitables limites. Car voir la Terre depuis le ciel, n'en déplaise, ce n'est guère plus que voir la Terre comme la Lune : il y a toujours une « face cachée » de la Terre ! A l'insuffisance du planisphère, répond donc une insuffisance du globe, qui occulte nécessairement pour l'observateur une face de la Terre, celle-ci, comme toute sphère, ayant deux attributs contradictoires sur le plan de la représentation : la continuité d'une surface et la multi-dimensionnalité d'un volume. Il ne serait donc pas possible de disposer d'une médiation pleinement satisfaisante pour imaginer (imager) l'entière de la Terre ou la globalité du monde, sauf à jongler entre plusieurs types de médiations. Sauf à faire tourner le globe ou à tourner les pages de l'atlas... Ce problème a été aperçu depuis longtemps, et on a même pu chercher à le dépasser, par exemple avec l'*Atlas sphéroïdal* de Garnier, ou avec le dispositif du géorama. Le géorama est un « spectacle

géographique », en vogue au milieu du XIX^e siècle, qui consiste à mettre en scène la Terre en son entier. Promoteur du géorama dans les années 1820, Charles Delanglard part de l'idée paradoxale que, en matière d'authenticité, l'option du modèle réduit n'est pas forcément la plus judicieuse. Il propose de construire un grand globe, non pas convexe comme le globe terrestre ordinaire, mais concave : la surface terrestre est peinte à l'intérieur d'une sphère, les visiteurs devant y pénétrer pour *voir* la Terre (BESSE, 2003a, p. 199). Le géorama constitue une tentative audacieuse de représentation de la Terre. Il entend répondre au problème de la géographie et de la cartographie, qui est d'offrir une « vision globale, immédiate, de la surface de la Terre » (p. 200). Il accomplirait en même temps l'ambition de la carte et celle du globe, mais par le biais d'une véritable révolution : « *dans le géorama la Terre est devenue un ciel* » (*ibid.*). L'idée, très séduisante, aura cependant peu de réalisations concrètes, alors que les globes terrestres semblent mieux convenir à notre besoin de validité référentielle. Mais c'est aussi que Delanglard, lorsqu'il affirme que l'expérience du spectateur dans le géorama est une expérience de la totalité de la Terre, est en pleine illusion : si ce n'est pas le globe qui tourne, c'est l'individu qui doit se retourner dans le globe...

3.2.2. Le recours au globe en géographie autour de 1900 : une invitation à penser le Monde...

Le recours au globe n'en demeure pas moins, particulièrement en géographie, une opération essentielle, qui doit être envisagée d'un point de vue à la fois scientifique et pédagogique. La promotion des globes terrestres menée par Elisée Reclus en direction de la recherche, de l'enseignement et de la vulgarisation, est à cet égard tout à fait emblématique. Depuis les années 1860, Reclus, comme nombre de ses contemporains (dont Garnier), se préoccupe des questions de représentation de la Terre. Cette préoccupation devient même centrale dans les quinze ou vingt dernières années de sa vie ; en 1894, dans une lettre à Charles Perron citée par G. Palsky en 2005, il écrit :

Plus je travaille et plus je m'aperçois qu'on a tort, absolument tort, de faire de fausses représentations par cartes planes sur lesquelles on ajoute le dessin du relief par divers procédés plus ou moins ingénieux, plus ou moins fantaisistes. Nous mêmes qui nous occupons plus ou moins de géographie, nous sommes toujours trompés par les fausses représentations graphiques, quoique nous sachions en théorie la forme vraie de la courbure et du relief. A plus forte raison ceux qui ne savent pas encore et qui apprennent avec confiance sont-ils exposés à se faire les plus fausses idées de la géographie. Ils n'ont jamais dans l'esprit que des proportions inexactes. Ah ! Que de cartes à détruire, y compris les miennes.

La carte, à toute échelle, induit en erreur, trompe, donne des idées fausses. Le diagnostic est sans ambiguïté. A l'inverse, le globe terrestre présente des qualités d'authenticité et de

véracité. Reclus développe cette idée à plusieurs reprises dans les années 1890-1900, notamment dans son projet, pour l'Exposition Universelle de 1900, d'un globe terrestre à l'échelle 1 :100.000^e, qui aurait offert une vision synthétique de la Terre, mais qui n'a pas été construit. Ses convictions pédagogiques le conduisent à rejeter la carte plane, dans les salles de cours comme dans les manifestations du « spectacle géographique ». L'objectif premier est le respect de la forme, le respect de la sphéricité et la véracité de la représentation (ALAVOINE-MULLER, 2003, p. 158-159). Le caractère utopique des projets reclusiens ne doit pourtant pas nous faire négliger la force et la prégnance du recours au globe dans la géographie d'alors, ni ses prolongements jusqu'aux réflexions actuelles sur la mondialisation et la nécessité d'une géographie véritablement *globale*. Autour de 1900, dans et autour des *Annales de Géographie*, nombreux sont ceux qui partagent le même type d'insatisfaction que Reclus à l'égard de la carte et du planisphère.

Le *Projet de construction d'un globe terrestre à l'échelle du cent millième* de Reclus en 1895 est par exemple commenté dans la *Bibliographie géographique* par le cartographe Gabriel Dallet. Celui-ci reconnaît au projet de Reclus un intérêt pédagogique certain : « L'idée est des plus heureuses, et fera son chemin, car c'est dans les études géographiques surtout que *l'éducation par les yeux* doit donner les résultats les plus merveilleux » (1896, p. 20). Mais il reste sceptique à la fois sur la pertinence scientifique (utile seulement pour « l'étude des généralités » et non pour « des recherches exactes, telle que celles que réclame la géodésie »), la faisabilité technique et le coût du projet... De la même façon, Paul Girardin, géographe proche de Jean Brunhes et des *Annales*, donne un compte rendu de la brochure de Reclus, *L'enseignement de la géographie. Globes, disques globulaires et reliefs*, dans laquelle ce dernier imaginait un compromis entre la carte et le globe à petite échelle, des « disques globulaires », c'est-à-dire des sortes de cartes au 1 :10.000.000^e ayant la courbure de la Terre (1902, p. 67) ; et Girardin de louer le prototype réalisé par l'Institut cartographique de Bruxelles. Autre exemple, quand un certain nombre de géographes abordent les problèmes de l'enseignement de la géographie dans les conférences tenues au Musée Pédagogique en 1905, Paul Dupuy, secrétaire de l'Ecole Normale Supérieure, se charge d'examiner les procédés de l'enseignement géographique dans le secondaire. Il relève l'importance de la vue, que ce soit sur le terrain ou en classe sur des supports divers, dont le globe : « Toutes les fois que les circonstances le permettent, le globe devrait être introduit de bonne heure dans les classes et y représenter l'extrémité la plus éloignée de la chaîne, dont le premier anneau est dans la géographie locale » (1905, p. 228). En cela, il rejoint parfaitement les exigences formulées par

Elisée Reclus. Mais un bon globe scolaire fait encore défaut : « Les globes existants procèdent tous, à des degrés divers, de la tradition des globes de cabinet du XVIII^e siècle : ils sont surchargés de détails, uniquement propres à l'étude individuelle » (p. 232). A cela s'ajoute un problème de poids et de maniement : il note, non sans humour, « une tendance naturelle de ces instruments peu utilisables à se placer pour ainsi dire d'eux-mêmes sur le sommet des armoires, où leurs qualités décoratives sont en pleine valeur » (*ibid.*)...

Mais le recours au globe en géographie ne doit pas s'envisager seulement d'un point de vue scolaire ; l'outil s'avère également nécessaire au scientifique. Pour bien raisonner, il faut disposer d'une représentation convenable de la Terre, d'une carte certes, mais surtout d'un globe, et si possible d'un bon globe. Deux exemples, relevant de ce que nous avons qualifié dans l'Introduction de marge disciplinaire, vont éclairer cette exigence scientifique. C'est, d'abord, quelques réflexions méthodologiques d'Albert de Lapparent, professeur de géologie puis de géographie physique à l'Institut Catholique de Paris, au début d'un article des *Annales de Géographie* sur « Le volcanisme ». Il y critique l'évocation habituelle des volcans du pourtour de l'Océan Pacifique, comme formant

un *cercle de feu*, qu'on se représente comme formant une ceinture continue autour de la grande *cuvette* du Pacifique. Mais cette impression est en partie illusoire, et due à ce qu'on a coutume de regarder des mappemondes. Si, au lieu de consulter un atlas, on prend en mains un globe terrestre, il est aisé de voir que, des îles de la Sonde aux côtes chiliennes, le pourtour du Pacifique est un *grand cercle* de la sphère terrestre, c'est-à-dire l'intersection de notre terre par un plan diamétral. On s'assure en outre que cet équateur d'un nouveau genre partage la planète en deux moitiés, dont l'une, ayant son pôle près de Paris, renferme presque toute la terre habitable, tandis que l'autre est presque exclusivement océanique. La prétendue *cuvette* du Pacifique devient ainsi un *dôme hémisphérique*, simplement aplati en son milieu, ayant pour contre-partie le dôme continental, ce dernier rehaussé dans toute son étendue relativement au niveau moyen de l'Océan. (1903, p. 400)

Recourir au globe s'entend donc comme une relecture des habitudes de pensée : une « cuvette » devient un « dôme » ! Grâce au globe, on prend conscience de la valeur réelle des lieux et des espaces. Même chose dans le second exemple, pris dans la géographie anglaise : Halford J. Mackinder, au début de son ouvrage sur la Grande-Bretagne, examine la position de son pays à la surface de la Terre, jadis bout du monde mais se trouvant ensuite au centre du monde quand l'Atlantique devient, au XVI^e siècle, une nouvelle Méditerranée (ARRAULT, 2006a, p. 8). Il insiste à ce propos sur la centralité de l'Atlantique à la surface de la Terre :

No flat chart can give a correct impression of the form of the North Atlantic. Only a globe can suggest its vast bulging center, and the relative insignificance of its Arctic, Mediterranean, and Caribbean recesses. (1902, p. 3)

On se représenterait donc mal l'Atlantique (comme, à l'instant, le Pacifique), on percevrait mal sa valeur géographique, notamment par rapport aux mers annexes, si on négligeait de recourir à un globe terrestre : sur un globe, l'Atlantique apparaît dans son identité géographique propre de « vaste centre bombé ». Mais ce n'est pas tout : Mackinder propose une illustration qui mérite commentaire (Figure 9). Cette « photographie d'un globe », étrange spécimen iconographique (proche d'une carte à projection orthographique), est un artifice construit pour répondre à un besoin particulier : faire comme si nous voyions la Terre depuis l'espace pour offrir au regard la « véritable forme » de l'Atlantique³⁷.



Figure 9 : « *Photograph of a globe showing the true form of the North Atlantic* » (MACKINDER, 1902, p. 5).

Ce *bricolage* iconographique se justifie ainsi par une plus grande validité référentielle, en même temps qu'il permet au géographe de fabriquer son objet. Ces deux exemples sont au final révélateurs d'une attitude de promotion de l'imaginaire global en plein essor en géographie au début du XX^e siècle, mais à la fois plus ancienne et appelée à durer encore. Elle relève d'une insatisfaction intellectuelle face à la carte, de la conviction que l'image globale permettrait seule d'étayer une quelconque hypothèse géographique, ainsi que de l'impact de la *mondialisation* du monde sur sa représentation. Comme le notait Serge Gruzinski dans un parallèle entre *notre* mondialisation et la « mondialisation ibérique » du XVI^e siècle, « si aujourd'hui le mot "global" nous propulse dans l'espace et nous place hors de notre planète en train de regarder le "vaisseau Terre", cette définition pourrait déjà s'appliquer à des artistes comme Van Orley, Camões ou Balbuena » (2004 p. 74). *A fortiori* aux géographes de 1900.

³⁷ Pour pallier le problème de la représentation du relief, se multiplient aussi à l'époque les plans-reliefs et même les photographies de ces derniers.

Conclusion de la Première Partie

« Une contrée, – la France moins que tout autre, – ne vit pas seulement de sa vie propre ; elle participe à une vie plus générale qui la pénètre ; et la pénétration de ces rapports généraux ne peut qu’augmenter avec la civilisation même. Lorsque se produisent de grandes révolutions économiques, comme celles que les découvertes du XIX^e siècle ont amenées dans les moyens de transport, quels habitants du globe pourraient se flatter d’échapper à leurs conséquences ? Elles atteignent la chaumière du paysan comme la mansarde de l’ouvrier. Elles se répercutent dans les salaires, la vente des produits du sol, la durée des occupations rurales. »

Paul VIDAL DE LA BLACHE, 1903, p. 385.

Au terme de cette première partie, il apparaît que les années 1900 représentent, en géographie mais plus largement que cela, un moment charnière dans l’émergence du Monde, à la fois comme niveau de réalité et comme problème scientifique. L’apparition du terme mondial, les conditions de son emploi et de sa diffusion en constituent les indices les plus marquants. Déceler l’émergence du Monde en géographie suppose donc, par un travail de lecture et de confrontation des textes entre eux, de repérer, de pister tous les signaux mondiaux, toutes les références au monde. Tel est à l’évidence le statut de la citation de Louis Poirier inscrite au tout début de l’Introduction ; tel est également celui de ces lignes de Paul Vidal de la Blache, extraites du *Tableau de la géographie de la France*. N’est-ce pas, dans les deux textes, semblable constat sur le fonctionnement du monde ? Sur l’articulation du mondial et du local, sur la *répercussion* (c’est le mot de Vidal) du mondial dans le local ? Nous croyons que les géographes ont été très précocement conscients de ce que, comme dit Vidal, « une contrée (...) ne vit pas seulement de sa vie propre », mais est prise dans un réseau d’interrelations d’échelle au moins continentale, sinon toujours mondiale. Ce jugement de Vidal, formulé comme une loi anhistorique, prendrait cependant une signification nouvelle au cours du XIX^e siècle avec la double révolution qui le caractérise, dans l’industrie et dans les transports : lorsque Vidal écrit, la vie générale est plus intense que jamais, au point que, semble-t-il, aucune partie du monde, « aucun habitant du globe » ne vit plus désormais dans l’isolement. Il y aurait bien, chez Vidal comme chez d’autres observateurs à la fin du XIX^e siècle, les linéaments d’une pensée nouvelle du monde. Mais si nous parlons d’émergence du Monde entre 1890 et 1914, ce n’est certes pas pour minimiser les transformations du monde d’avant 1890, ni les représentations qu’elles ont pu contribuer à nourrir chez leurs observateurs, mais parce que, en géographie au moins, c’est dans ces années que la dimension mondiale devient un enjeu problématique, au-delà de cette rhétorique de l’inédit dont le texte de Vidal est assurément marqué.

Il n'en demeure pas moins que ce texte, comme nombre d'exemples que nous avons signalés, s'il nous paraît prendre pour objet ce qu'on pourrait appeler des faits de mondialisation, emploie des expressions et des termes qui ne relèvent pas du champ du mondial : « vie générale », « rapports généraux » sont les expressions que Vidal utilise pour désigner un ensemble assez vague de flux, de mouvements, de dynamiques internationales, transnationales et même globales (le terme globe est présent). Mais le terme mondial n'apparaît pas. Il ne faut donc surtout pas s'en tenir au repérage des occurrences du terme mondial dans le discours géographique, car on n'étudierait alors qu'une part réduite des discours où le Monde émerge. Le général, l'international, l'universel, sont des façons de dire la totalité terrestre, des sémantiques qui sont plus anciennes que la sémantique mondiale, plus larges également et qui d'une certaine manière l'accueille ou lui font place. Comment une pensée du Monde peut-elle émerger d'une série de pensées du monde préexistantes ? L'enjeu est de taille. Et nous proposons de commencer à le réduire en cherchant à isoler les domaines de réalité où la pensée du Monde semble se cristalliser ou s'ébaucher de manière privilégiée, autour de certains objets. S'il est vrai que, pour comprendre la mondialisation, « rien ne serait plus faux et donc inopérant que de considérer, d'un côté, le "mondial" comme une entité supérieure abstraite, englobante et, d'un autre, le local, précis, concret, avec, entre les deux, des structures filtres immuables comme l'Etat, la famille, la religion » (DOLLFUS, 1997, p. 114), et qu'il vaudrait mieux en conséquence s'attacher aux interférences du mondial et du local, que ce soit dans une chaumière rurale ou dans une mansarde urbaine – voire dans une case –, il existe bel et bien, dans les années 1990 comme dans les années 1900 ou 1930, des réalités de niveau mondial, des flux par exemple, des circulations, des objets qui n'apparaissent en tant que tels qu'une fois que nous les rapportons au niveau mondial. Des objets que nous dirons *objets mondiaux* : marché mondial, ville mondiale, route mondiale, réseau mondial, puissance mondiale etc., en sont des exemples révélateurs. Il importe donc de distinguer le « mondial », de manière peut-être artificielle ou du moins préliminaire, des autres niveaux. Et du reste Dollfus ne conteste pas la nécessité de considérer en propre le niveau mondial, lui qui s'est attaché à lui appliquer la grille systémique ; simplement il recommande de ne pas s'en contenter pour espérer rendre compte de la mondialisation.

Parler d'émergence, de ce fait, ne signifie pas qu'une réalité extérieure, qui serait nouvelle, *apparaît* dans le discours scientifique, mais que cette réalité, ces objets, sont élaborés au sein même de l'activité scientifique. L'émergence du fait mondial en géographie doit donc s'entendre d'abord comme un processus discursif : l'émergence, avant d'être celle

d'une *réalité*, est celle d'un énoncé, qui peut ou non recourir au mot mondial, puis celle d'objets mondiaux qui sont autant de briques dans la fabrication d'une pensée du Monde, mais qui prennent sens dans des transformations effectives du *con-texte*. L'objet mondial renvoie ainsi, en tant qu'objet, à une façon de voir la réalité, à une façon même de donner réalité au *monde*. Un objet en effet n'est pas une pure extériorité, mais une construction scientifique, un énoncé d'abord, puis un fait reconnu, enfin une *réalité*, s'il est vrai que

la combinaison de deux énoncés ou plus apparemment similaires concrétise l'existence d'un objet extérieur ou d'une condition objective dont ces énoncés sont considérés comme des indicateurs. (...) C'est en superposant plusieurs énoncés et informations de façon à ce que tous les énoncés soient mis en rapport avec quelque chose que l'on situe en dehors ou au-delà de la subjectivité du lecteur ou de l'auteur que l'on aboutit ainsi à un « objet ». (LATOUR et WOOLGAR, 1979, p. 83)

Le fait scientifique correspond ainsi à un énoncé qu'on ne discute plus, un énoncé admis, lequel « est en rapport » avec une extériorité progressivement consolidée. Le discours scientifique contribue largement à délimiter dans le champ du réel ses propres objets, lesquels ne s'imposent pas spontanément, même si certaines évolutions du contexte historique déterminent sans nul doute des curiosités intellectuelles et des interrogations scientifiques :

Que l'on ne se méprenne pas : loin de nous l'idée que les faits – ou la réalité – n'existent pas. Cela suffit à nous démarquer du relativisme. Nous affirmons seulement que cette « extériorité » est la *conséquence* du travail scientifique et non sa cause. (LATOUR et WOOLGAR, 1979, p. 186)

Quand le fait mondial émerge-t-il ? Au tournant du XX^e siècle. Mais avant 1914, nous l'avons montré, les énoncés mondiaux restent largement soumis à des modalités typographiques et grammaticales ; pour autant, sur un certain nombre de thèmes, des énoncés suffisamment proches tendent à se « superposer », et laissent penser que des objets mondiaux sont, à cette époque, en train d'être *produits*. C'est par cette production que le fait mondial s'acclimate en géographie. Parler de l'émergence du Monde, c'est donc avoir en vue la construction scientifique d'une réalité, qui passe elle-même par la construction d'objets. Ces objets mondiaux, comment les caractériser ? Il s'agit, au plus simple, d'objets (type de lieu ou d'activité, événement, processus...) auquel on rajoute le qualificatif mondial : mais comment se constituent-ils ? Comment s'y articulent les objets régionaux et nationaux ? Comment encore conception et réalité du monde s'y déterminent-elles mutuellement ? Autant de questions qui vont guider notre réflexion dans la seconde partie de ce travail.

II

L'émergence et la diffusion d'*objets mondiaux* dans le discours géographique

L'importance de caractériser le moment où le « mondial », au sens de mondialisé, émerge apparaît d'autant plus nettement que la chose est restée jusqu'ici, nous l'avons suffisamment montré, largement méconnue. On sait cependant que, dans les deux ou trois décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale, époque de « première mondialisation », « tout paraît avoir, par essence, rapport au mondial : non seulement les réseaux de communication et les réseaux associatifs, mais aussi l'économie, le droit, les normes, les finances, les assurances, la presse, les sciences, les lettres et l'art » (MATTELART, 2005, p. 16). Comme si cette période voyait éclore, dans différents champs disciplinaires et différents secteurs culturels, intellectuels ou sociaux, une pensée du mondial reposant sur une série d'objets mondiaux, avant même la « guerre mondiale » qui est parfois considérée comme l'événement décisif de « l'entrée dans l'ère du mondial » (TREBITSCH, 1994, p. 353). Mais il existe bien d'autres objets mondiaux, et nous en avons déjà croisé ou cité plusieurs : prolétariat mondial et politique mondiale pour reprendre les exemples du *Nouveau Larousse* de 1903. L'attribution du qualificatif mondial n'exprime pas seulement un glissement scalaire : une fois *mondial*, l'objet a pris les dimensions de la totalité du monde, et a à voir avec le fonctionnement du monde comme totalité. Prendre ces objets mondiaux, précisément, pour objet d'analyse, offre alors un moyen de suivre l'émergence du Monde au prisme de sa construction comme réalité géographique par les contemporains, et non de surimposer au monde de l'époque nos catégories conceptuelles (et de survaloriser en conséquence la sémantique proprement mondiale).

Or à cet égard, en lien avec des récurrences observables dans nos repérages bibliographiques, il convient de mettre l'accent sur quelques objets particulièrement saillants : le marché, le commerce mondial ou l'économie mondiale, la route mondiale et le réseau mondial de circulation, la puissance et la politique mondiales. Le simple parcours de l'Annexe 4 montre combien l'économie mondiale (thèmes de la production, du commerce...) et la circulation mondiale sont omniprésents avant 1914, et dans différentes langues (*Welthandel*, *world's commerce*, *Weltverkehr*, etc.). Le thème de la politique mondiale est plus discret, mais néanmoins présent, surtout à la fin de la période. Au total, on observe une très forte polarisation des références au monde dans la *Bibliographie géographique* sur ces quelques objets apparemment cruciaux. Après la Première Guerre mondiale, les références au monde, nous l'avons dit, sont encore plus massives, avec une certaine tendance à privilégier le domaine de l'économie mondiale. Dans les *Annales de Géographie*, c'est le même constat, avec un fort accroissement après la guerre des titres économiques à l'échelle mondiale,

surtout au tournant des années 1930 (Annexe 2a). Il ne faudrait cependant pas se focaliser sur ce décompte des titres. De nombreux autres textes qui ne se réfèrent pas au monde dans leur titre, participent pourtant du même « tournant économique » de la géographie, pour employer une expression un peu forte, et peuvent s’y référer dans leur contenu. D’autres objets mondiaux peuvent en outre y figurer qui n’apparaissent pas dans l’analyse des titres ; c’est le cas de la ville mondiale par exemple, sur lequel il serait inopportun de faire totalement l’impasse. Pas seulement parce que cet objet, à l’instar du marché mondial, de la puissance mondiale ou du réseau mondial de circulation, nous interpelle par son actualité (l’intérêt étant aussi de mettre en perspective des notions en usage aujourd’hui), mais parce qu’il s’insère et joue un rôle dans la perception géographique de la mise en réseau du monde, qui semble être manifestement en question dans ces différents objets.

Il est par ailleurs difficile de dissocier ces objets, tant la production, le marché, la circulation et même la puissance, sont étroitement liés. Nombre de titres répertoriés dans la *Bibliographie géographique*, ainsi que la plupart des articles traitant de l’un ou l’autre de ces objets, les entremêlent intimement, comme, par exemple, ce texte d’Ernst Friedrich paru en 1910, « *Weltproduktion, Welthandel und Weltverkehr* » (Production mondiale, commerce mondial, circulation mondiale). La mise en place de grandes voies de communication a des répercussions sur le commerce mondial, il n’est même de commerce mondial que parce que le monde est sillonné de routes formant, peu à peu, réseau. C’est ainsi par l’ouverture d’une route qu’un espace isolé peut s’intégrer au marché mondial. A cet égard, le compte rendu de Paul Vidal de la Blache de la thèse d’Albert Métin sur la Colombie britannique est exemplaire : « Après l’achèvement du “Canadian Pacific” (novembre 1885), l’essor est donné, et, comme d’un bond, cette contrée prend place dans le marché du monde » (1908, p. 366). Par commodité cependant, il a paru préférable de commencer par l’examen de l’économie mondiale, parce qu’il s’agit d’un objet plus ancien, notamment en économie, alors qu’il semble émerger seulement en géographie à la fin du XIX^e siècle. Emergence que l’on expliquera ensuite en partie par la perception de la mise en place d’un réseau mondial de circulation. On pourra ensuite analyser comment la mise en réseau du monde s’articule avec une préoccupation croissante pour les puissances qui maîtrisent et dirigent l’économie et la circulation mondiales. Toute *géoeconomie* est aussi une *géopolitique*, telle nous paraît être, au plus juste, la leçon de cette partie.

Chapitre 3

L'économie mondiale, un nouvel objet pour l'analyse géographique

Les analyses du chapitre 2 ont révélé un ancrage des énoncés mondiaux dans le champ de l'économie. Les comptages réalisés inspiraient même le sentiment que c'était par l'économie que la géographie s'ouvrait à la dimension mondiale (voir p. 104). Dans la *Bibliographie géographique* en effet, les titres relevant de questions économiques forment la grosse majorité des titres repérés. Et dans les *Annales de Géographie*, l'analyse reposant sur le comptage des titres montre qu'avant la Première Guerre mondiale, un tiers environ des titres se référant au monde ont trait à l'économie (production, culture, ressource), mais que cette proportion augmente considérablement après la guerre, au point que la référence économique devient presque hégémonique dans les années 1930. S'il serait très maladroit de se contenter des textes repérés par leur titre, cette première analyse est néanmoins révélatrice du tropisme économique de l'analyse géographique des phénomènes d'échelle mondiale sur toute la période envisagée, avec deux moments semble-t-il bien distincts, l'avant et l'après-guerre. Reconduire la rupture de la guerre n'est pas contradictoire avec nos positions initiales, car il ne s'agit moins d'un reflux que d'un approfondissement.

1. Le marché mondial : une découverte des années 1900 ?

1.1. L'échelle mondiale en économie et en géographie économique, situation autour de 1900

1.1.1. Les économistes et le marché mondial. Exemple de la *Revue économique internationale*

Il n'est certes pas envisageable de proposer dans cette étude une lecture complète, correcte, non schématique de la façon dont les économistes ont, au XIX^e siècle et jusqu'au début du XX^e siècle, pensé à l'échelle mondiale. Mais en dire quelques mots s'impose néanmoins pour ce travail de relecture de la géographie française au temps de Vidal de la Blache et de ses successeurs. Car les géographes s'avèrent alors intéressés par les questions économiques et lecteurs des économistes. Pour ce faire, nous disposons de quelques sources ainsi que de quelques travaux historiographiques, dont nous nous sommes déjà servis (voir p. 36). L'économiste Philippe Hugon montre en particulier que, si l'analyse du commerce extérieur et de l'économie internationale remonte au moins au XVIII^e siècle, elle connaît une réorientation majeure, à la fin du XIX^e siècle, vers « la question du *marché mondial* », alors que, « entre les deux guerres et jusqu'en 1970, le débat a été centré autour de l'Etat-nation et de la question de l'*échange* » (HUGON, 1999, p. 21). Les économistes d'avant 1914 se seraient ainsi appropriés un nouvel objet, le marché mondial, ceci dans l'héritage d'une pensée plus

ancienne de l'économie internationale et de théories se positionnant à l'échelle mondiale dès le milieu du siècle, comme chez Marx et Engels, ou comme chez les économistes libéraux des années 1840-1870 dont Catherine Rhein, par exemple, a brossé le portrait (1982, p. 227-230). Dans *Régions, Nations, Grands espaces*, Paul Claval s'est interrogé de son côté sur les relations entre la géographie et l'économie, en insistant sur une idée qui est devenue courante dans ses travaux, celle que les successeurs de Paul Vidal de la Blache ont été beaucoup moins intéressés par les « réalités globales » que par l'analyse régionale (CLAVAL, 1968, p. 17). Ce constat s'aggraverait encore si l'on compare les géographes et les économistes, même s'il considère qu'au XIX^e siècle, ces derniers ont peu étudié les grands ensembles territoriaux (p. 15). Les économistes classiques de fait n'auraient pas développé de réflexion sur ce qu'il appelle « le milieu mondial », « qui se trouve compris en marge des territoires nationaux » (p. 726). Mais il distingue assez mal ce milieu mondial de ce qu'il nomme par ailleurs l'« espace international » des économistes classiques, qui a

les caractères d'un océan sur lequel toutes les nations sont réparties comme des îles. Il a le double avantage d'isoler les nations les unes des autres, au point de leur donner une certaine liberté, une autonomie qui tient à leur isolement et de ne pas offrir d'obstacles aux déplacements, de ne pas être coûteux. (1968, p. 727)

On comprend que l'opposition est moins entre espace et milieu qu'entre international et mondial : l'espace international serait trop immatériel, trop théorique, trop abstrait, alors que penser en terme de milieu mondial permettrait d'envisager la matérialité de la transaction internationale, son support, ses aires comme son organisation, y compris par exemple les effets de raccourcissement ou d'allongement des distances-temps. Or les économistes ne se saisiraient de ce milieu mondial qu'à partir de la crise des années 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est pas le lieu, et du reste nous n'en n'avons pas la possibilité, de discuter ces assertions. Il paraît toutefois avéré, quoiqu'en dise P. Claval, que les économistes se sont bien intéressés depuis longtemps au marché mondial, et le XIX^e siècle est tout à fait imprégné par l'idée d'une économie de dimension planétaire. L'enjeu ne peut être ici que de proposer un aperçu des modalités suivant lesquelles les économistes, certains économistes du moins, en sont venus à penser cette économie à l'échelle planétaire au tournant des années 1900. Nous mettons même seulement l'accent sur une revue que nous avons déjà citée par endroits, la *Revue économique internationale*, créée en 1904 sous la direction d'Emile Levasseur¹ et d'autres figures de l'économie (économistes, hommes d'affaires, banquiers...).

¹ Que l'éditorial du premier numéro présente comme l'économiste le plus célèbre de France et le « créateur en France de la science économique historique ». Il signe d'ailleurs le premier article de la revue sous le titre :

Cette revue internationale et francophone, paraissant dans plusieurs métropoles à la fois (Paris, Londres, Berlin, New York, Bucarest, Genève, Lisbonne, Odessa, Constantinople, Madrid, Buenos-Ayres) est consacrée aux questions économiques internationales. Malgré son titre se référant à l'économie internationale, la revue s'avère très ouverte à des questions véritablement mondiales. D'après le géographe Henri Lorin, qui y publie en 1907 un article sur « La France dans l'Afrique occidentale », son « programme est de traiter, avec une impartialité toute objective, les problèmes mondiaux de l'heure présente » (p. 258). Et de fait, un grand nombre de textes des premières années emploient le terme mondial dans leur titre, sauf en 1904². Bel exemple de chevauchement sémantique entre un cadre d'analyse *classique* (fondé sur l'international) et des objets renouvelés, des objets mondiaux. Les géographes par ailleurs portent beaucoup d'attention à cette revue, la *Bibliographie* référençant nombre de ses articles ; la revue bénéficie même en 1908 et dans les années qui suivent de références spécifiques et fort élogieuses présentant l'essentiel du toujours copieux sommaire annuel (RAVENEAU, 1909a, 1911)³. Attardons-nous pour le moment sur un seul de ces articles *mondiaux*, celui de Charles-Théodore von Inama-Sternegg en 1906, « Les présents aspects du développement de l'économie mondiale » (signalé dans la *Bibliographie géographique* de 1906, p. 73). Inama est économiste et historien de l'économie, professeur à l'Université de Vienne, président du Comité central de Statistique à Vienne et membre de la Chambre des Seigneurs d'Autriche. Il avait publié en 1904 un autre article dans la *Revue économique internationale*, des « Considérations sur l'économie politique du monde moderne ». Entre les deux, une évolution conceptuelle semble prendre place. Quand le premier article en effet utilisait surtout les expressions « politique universelle », « commerce universel », « économie universelle » etc., et l'adjectif mondial seulement à trois reprises, le second se révèle littéralement investi par le mondial : « marché mondial », « puissance mondiale », « relations économiques mondiales », « concurrence économique mondiale », « articles mondiaux », « politique économique mondiale », « commerce mondial », « système économique mondial », et avec seulement quelques occurrences de l'adjectif universel. La situation

« Coup d'œil sur l'évolution des doctrines et des intérêts économiques en France », qui est bien un article d'histoire de l'économie.

² 1905 : René Gonnard, « L'industrie lyonnaise de la soie et la concurrence mondiale » ; 1906 : Georges Hersent, « Les grandes routes mondiales. Voyages rapides entre l'Amérique du Sud et l'Europe » et Ch.-Th von Inama-Sternegg, « Les présents aspects du développement de l'économie mondiale » ; 1907 : Cyr. Van Overbergh, « L'école mondiale » et Archibald C. Coolidge, « Les Etats-Unis comme puissance mondiale ».

³ « En attirant de nouveau l'attention de nos lecteurs sur cette *Revue*, à la fois variée et homogène, savante et vivante, nous la louerons surtout de consacrer la plupart de ses fascicules à une question dominante : le « cycle de l'eau » (avril), le protectionnisme (mai), la « Cité moderne » (septembre), la question monétaire (octobre), le coût de la vie (novembre), l'expansion coloniale (décembre). (...) Ces groupements heureux facilitent les comparaisons fécondes ; ils ne seront pas moins appréciés des géographes que des économistes. » (1911, p. 66)

conceptuelle en 1906 est donc totalement inverse par rapport à 1904 ; ce qui révèle les concurrences existant entre les sémantiques de la totalité terrestre et la dynamique générale de diffusion de l'adjectif mondial et d'objets mondiaux au tout début du siècle. Inama prend d'ailleurs bien soin de discuter l'expression qu'il inscrit dans son second titre : l'économie mondiale. Le texte mérite, quoique long, d'être cité en entier :

En réalité, cette conception d'une économie mondiale, telle qu'elle est employée actuellement dans la littérature et dans la discussion publique, est encore très peu claire. Tantôt elle est considérée comme le degré le plus élevé du développement de l'économie, et l'on indique comme premiers degrés l'économie du village, de la ville, du territoire et de l'Etat (Schmoller.) Tantôt l'« économie mondiale » est considérée comme un degré spécial du développement économique, ou même on nie qu'elle soit une sorte particulière d'économie générale et l'on ne lui donne que la signification d'une métaphore, devant aider à donner une expression sonore à l'état des rapports des peuples entre eux ou bien à chacune des économies des différents peuples. Entre ces deux opinions extrêmes se trouvent encore plusieurs acceptions d'une « économie mondiale », qui ne constitue qu'un élargissement de la conception de l'économie politique, tantôt au point de vue géographico-politique, tantôt au point de vue de certains événements économiques, comme ceux qui se rapportent au commerce international et aux opérations de transmission internationale des valeurs. (1906, p. 52)

La notion se diffuserait bien à l'époque, mais sa signification n'est pas encore fixée précisément ; pour Inama, l'économie mondiale ne correspond pas à « une évolution de l'économie d'Etat », ce n'est pas un niveau qui se surimposerait aux Etats, mais « la manifestation de la vie économique des masses internationales unies, et qui se sont donné comme devoir commun d'approvisionner les marchés mondiaux d'articles semblables et nécessaires et de gérer les affaires internationales de commerce, de rapports et de paiements » (p. 53). En somme, malgré une formulation passablement alambiquée (qui témoigne de la difficulté de l'explicitation notionnelle ici tentée, et de la prégnance encore du champ de l'international), Inama conçoit l'édification d'une économie mondiale de manière très concrète : l'apparition d'articles mondiaux qui circulent dans le monde entier et la constitution d'un marché mondial (avec un prix mondial, formé par le jeu d'une offre et d'une demande élargies au monde entier). Ce qu'il observe en définitive dans cet article de 1906, c'est qu'un certain nombre de produits, surtout agricoles, ont déjà bien contribué à une telle édification. L'économie mondiale deviendrait ainsi, dans les années 1900, un objet scientifique, au moins en économie, distinct de l'ensemble des économies nationales et de l'économie internationale.

1.1.2. Géographie économique *classique* et économie mondiale

La question se pose alors de l'existence en géographie de préoccupations de ce genre. Elle se pose en partie parce que le directeur de la *Revue économique internationale* est Emile Levasseur, et qu'il est présenté ici comme un économiste. Certes, à ce moment de sa carrière,

Levasseur s'occupe surtout d'économie, et son affichage proprement géographique, d'après Pascal Clerc, est limité aux années 1860-1870 (2007, p. 80 ; voir aussi RHEIN, 1982, p. 231). Reste qu'il joue le rôle, dans la géographie de la fin du XIX^e siècle, d'une passerelle entre géographie et économie ; si Pierre Clerget cherche dans les années 1900 à tisser des liens entre les deux disciplines (voir plus haut p. 122), cette ambition est cependant plus ancienne, et remonte aux années 1860 avec Jules Duval et aux années 1870 avec Levasseur (CLERC, 2007, p. 85). Comment Levasseur conçoit-il alors la géographie économique ? En 1872, dans *L'étude et l'enseignement de la géographie*, il propose une classification des champs de la géographie, entre géographie physique d'un côté et géographie politique et économique de l'autre (p. 84). Dans cet ensemble, la géographie économique a pour fonction « d'étudier les œuvres que celui-ci [l'homme] accomplit à l'aide des forces et des matériaux que celle-là [la nature] fournit » (LEVASSEUR, 1872, cité par CLERC, 2007, p. 84). Il contribue ainsi à une réévaluation de la géographie aux yeux des économistes : auparavant, la première était bien secondaire par rapport à l'économie politique et les économistes y accordaient peu d'importance. La géographie économique devient, au moins théoriquement, l'étude des « rapports de l'homme avec la nature dans l'agriculture, dans les mines et l'industrie, dans le commerce » (LEVASSEUR, 1872, cité par CLERC, 2007, p. 86) et en tant que telle un appui nécessaire à l'économie politique. De ces propositions programmatiques aux relations réelles entre les deux disciplines, il y a loin sans doute, comme en témoigne la répétition de l'effort de Levasseur par Clerget dans les années 1900.

Il n'en reste pas moins que, au moins du côté de la géographie, un certain rapprochement a pu s'opérer dans les dernières décennies du XIX^e siècle. On ne saurait totalement négliger par exemple le fait que la *Revue économique internationale* est, avant 1914 comme après, très régulièrement citée et utilisée par les géographes, et que plusieurs y écrivent (dont Pierre Clerget lui-même, voir p. 121). Le contexte est alors favorable, car la géographie économique est en pleine transformation depuis les années 1880 (à la fois du côté des géographes et du côté des économistes, d'après BENKO et SCOTT, 2004, p. 156). Son apparition cependant, comme sous-discipline géographique, accompagnerait la mise en place de nouveaux moyens de communication et l'essor du commerce international (CLAVAL, 1996, p. 303). Claval rappelle à cet égard la publication des grands manuels de Karl Andree en Allemagne (*Geographie des Welthandels*, 1861 et 1874 – rééditée dans les années 1910, voir Annexe 4), de George Chisholm en Angleterre (*Handbook of Commercial Geography*, 1889) puis de Marcel Dubois et Joseph-Georges Kergomard en France (*Précis de géographie*

économique, 1897) ; la France est un peu à la traîne, le genre n'étant pas tellement prisé avant la fin du siècle (CLAVAL, 1996, p. 305). Cette géographie est principalement attachée aux productions et aux échanges : géographie économique, commerce international et relations économiques internationales sont liées, dans un contexte de concurrence accrue et d'émergence de nouvelles puissances commerciales comme les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon. Tel est donc le modèle clavalien et dans ses grandes lignes nous le conservons. Il nous paraît cependant devoir être amendé en ce sens que, pour P. Claval, entre 1870-1890 (période de formation) et 1930-1940 (période de renouvellement), la géographie économique ne se serait pas modifiée. Nous essaierons de montrer qu'elle subit au contraire, dans les années 1900-1910, une transformation, au moins dans certains textes théoriques, exprimant le besoin de mieux décrire la vie économique du monde. Pour le reste, et notamment dans les manuels, la structure est demeurée, il est vrai, pratiquement inchangée, ce qui est lié à la forte visée utilitaire de la géographie économique, qui doit, à l'origine, par exemple chez Levasseur, renseigner sur les lieux de production et de consommation des produits pour en faciliter le commerce. Les ouvrages et articles de géographie économique sont de la sorte généralement très factuels. On se souvient qu'un certain nombre parmi les premiers titres se référant au monde dans les *Annales de Géographie* étaient liés à la production ou à la culture de telle ou telle matière première (même si les auteurs ne parlent pas forcément de géographie économique et ne sont pas nécessairement géographes⁴) ; la *Bibliographie géographique* est également riche en titres de ce genre (Annexes 4).

A titre d'exemple, parcourons le *Précis de géographie économique* de Dubois et Kergomard. Cette somme (843 pages), dont le sous-titre dit l'ambition d'universalité (France Europe Asie Océanie Afrique Amériques), est bâtie sur la répétition d'un plan à tiroirs faisant se succéder, pour chaque Etat, un « coup d'œil général sur la géographie physique et politique » puis un examen de son agriculture, de son industrie et de son commerce. L'objectif est de donner « une idée juste de la condition de chaque peuple, de ses progrès, de ses tendances » car « c'est là ce qu'il importe d'apprendre à nos industriels, à nos commerçants, à ceux qui ont charge de diriger notre expansion économique et coloniale » (1897, p. VII). Malgré tout, au-delà du catalogue de chiffres donnés dans un cadre national, la dimension internationale est présente : l'analyse des relations commerciales repose d'ailleurs sur celle

⁴ C'est par exemple le cas d'Auguste Chevalier qui écrit en 1906 un article sur le cacao dans le monde. Botaniste et explorateur attaché au Muséum d'histoire naturelle, Chevalier est ensuite directeur du Laboratoire d'Agronomie coloniale à l'Ecole des Hautes Etudes et directeur de la *Revue de Botanique appliquée et d'Agriculture tropicale*.

des voies de circulation. A la fin par exemple d'une rapide esquisse du réseau intérieur français, les auteurs justifient de passer à une analyse des ports, qui sont « les points où les voies intérieures de la France se joignent avec les grandes voies commerciales du monde » (p. 130). Par le biais du commerce et de la circulation, la géographie économique est même contrainte de considérer la « vie économique du monde » ; en ce sens, la géographie économique donne place à une certaine mondialité, faite de rivalités commerciales à l'échelle de la planète. C'est, notamment, le cas des relations entre les Etats-Unis et l'Europe :

Les Etats-Unis sont, au point de vue économique, une création du XIX^e siècle : à peine peuplés vers 1800, ils ont, nous l'avons vu, plus que décuplé leur population depuis cette époque, et bien que, sous ce rapport, ils soient encore bien en retard sur l'Europe, ils commencent à jouer un rôle considérable dans la vie économique du monde. D'abord simples fournisseurs de matières premières de toutes sortes pour l'Europe, à qui ils achetaient les produits fabriqués, ils ont créé une industrie, dotée de tous les perfectionnements scientifiques, et tendent par conséquent à se rendre de plus en plus indépendants de l'étranger. (p. 734)

Plus largement, dans leur conclusion, Dubois et Kergomard cherchent à caractériser la vie économique du monde dans son ensemble. Premier point, une tendance à l'uniformisation économique : « L'antagonisme du Nouveau-Monde et de l'Ancien n'est qu'un épisode de la marche des sociétés humaines vers une meilleure répartition des richesses, vers une sorte de nivellement des conditions du progrès » (p. 833). Second point, créant une contradiction sur laquelle nous reviendrons souvent, le bouleversement des hégémonies et le partage du monde en aires d'influence : « Le privilège gagné par la Grande-Bretagne à la suite des grandes guerres maritimes et coloniales de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, est fort ébréché par la concurrence des Etats-Unis d'Amérique du Nord, de l'Empire allemand et de tant d'autres nations en plein essor » (Japon, Brésil, Argentine, Chili, Canada, Australie), de telle sorte que « les grands courants commerciaux vont se partager ; les grandes royautés économiques vont s'éteindre » (*ibid.*). La géographie économique tient donc compte de ce que P. Claval a appelé les « conditions de l'échange international élargi à la fin du XIX^e siècle » (1996, p. 316), et s'oriente de plus en plus, autour de 1900, vers des problèmes proprement mondiaux. Et si le lien entre géographie économique et géographie commerciale n'est pas évident à cerner (pour P. Claval, c'est pour ainsi dire la même chose, mais cela doit être discuté), on a l'impression d'un certain tournant commercial de la géographie économique dans les années 1900, comme si le commerce ou le marché prenait peu à peu l'avantage, alors, sur la production. Pierre Clerget, dans son compte rendu pour la *Bibliographie* d'un ouvrage d'Albert P. Brigham paru en 1911, *Commercial Geography*, commence ainsi par le définir comme un « manuel de géographie économique » (1912b, p. 67). La modalité typographique

témoignerait de cette inflexion de la géographie économique vers la géographie commerciale, ou bien, autre interprétation, d'une géographie économique classique vers une géographie économique renouvelée.

1.2. Evolution de l'analyse géographique de l'économie mondiale

1.2.1. La prise de conscience progressive d'un marché mondial

De fait, au cours de nos lectures, un grand nombre d'occurrences de l'expression « marché mondial » (ou marché(s) du monde) et d'expressions liées (économie et commerce mondiaux) est apparu, qui tendent à ancrer l'idée d'une transformation de la géographie économique⁵. Comme si les géographes prenaient conscience que l'économie s'organisait désormais sur le mode de la totalité terrestre, que les économies nationales s'imbriquaient les unes dans les autres ou, du moins, se solidarisaient peu à peu, rendant caducs les tiroirs de la géographie économique *classique* pour traiter de la vie économique du monde – du monde comme marché. On ne peut ici que pointer les caractères principaux du marché mondial en géographie, dont le premier est d'ailleurs l'existence d'un centre, plus ou moins contesté et concurrencé. Ce centre était, tout au long du XIX^e siècle, l'Europe, et en Europe même, Londres, capitale de l'économie-monde européenne planétarisée, pour emprunter la terminologie de Braudel (1979, p. 23). Le thème de la centralité de Londres apparaît de façon récurrente chez Elisée Reclus (le géographe français qui s'est alors le plus intéressé à Londres), qui associe souvent centralité géographique⁶ et centralité économique :

Première ville du monde par le commerce de l'argent, Londres est aussi la première par le mouvement des échanges et l'importance de sa navigation maritime. C'est le marché principal de la terre pour les thés, les cafés et la plupart des denrées coloniales ; c'est là aussi que sont apportées les laines d'Australie, d'Afrique, des contrées situées hors d'Europe, et les acheteurs étrangers doivent s'approvisionner à Londres : une foule de marchandises ne sont importées sur le continent d'Europe que par l'intermédiaire du port de la Tamise. (1879, p. 537)

Londres domine ainsi toute l'économie de la planète, pour le marché de l'argent et des produits. Friedrich Ratzel, vingt ans plus tard, ne pensera pas autrement⁷, commentant la position centrale de l'Angleterre dans l'hémisphère nord, qui permet à « l'Angleterre d'assurer la cohésion d'un immense empire colonial dispersé par toute la terre et de tenir entre

⁵ Une autre dimension de cette transformation sera abordée dans la troisième partie, celle qui est associée à la notion de *Raubwirtschaft* (économie destructrice).

⁶ Entre autres exemples : « Londres n'est pas éloignée du centre géométrique de toutes les masses continentales, et nulle cité dans le monde n'est, en conséquence, mieux placée pour devenir le port de convergence de toutes les lignes de navigation » (1879, p. 356-357).

⁷ Ni d'ailleurs les géographes anglais, tel Halford J. Mackinder pour qui, on le rappelle, « *London alone of British towns has been a city of "world" importance and connections through ten centuries* » (1902, p. 193).

ses mains le commerce mondial » (1903, p. 246 de la traduction). Le deuxième caractère majeur est une certaine obscurité. On ne sait pas toujours très bien au juste à quoi les géographes se réfèrent lorsqu'ils parlent de marché mondial ou de marchés du monde : c'est aussi bien un lieu (Londres par exemple), un Etat ou un groupe d'Etat dans lequel on exporte des produits (le marché européen, américain...), un synonyme d'économie mondiale (espèce d'abstraction totalisante) ou de commerce mondial (l'ensemble des transactions planétaires), une notion plus spécifique aussi, le marché à proprement parler comme institution économique faisant jouer l'offre et la demande. Ce foisonnement témoigne en tout état de cause d'un souci croissant pour les questions économiques à l'échelle du monde.

En 1905, par exemple, la *Bibliographie* signale pour la première fois des publications économiques avec le mot mondial dans le titre : « La production et la consommations mondiales du caoutchouc », publié par Henri Brenier dans le *Bulletin économique de l'Indochine*, et « L'industrie lyonnaise de la soie et la concurrence mondiale », publié par René Gonnard dans la *Revue économique internationale*. L'article de Brenier⁸ a servi de source pour une chronique de Maurice Zimmermann (1906b). L'article de René Gonnard, professeur d'économie politique à la faculté de droit de l'Université de Lyon, bénéficie quant à lui d'un compte rendu de Zimmermann. Les deux articles paraissent dans des revues économiques mais touchent à deux aspects différents de l'économie mondiale : Brenier étudie l'offre et la demande sur un marché de matières premières, le caoutchouc, alors que Gonnard prend pour objet l'autre versant, la transformation du produit et sa commercialisation sur un marché de produits manufacturés qui est décrit comme mondial et concurrentiel. Les deux textes peuvent donc être rapportés au problème du marché mondial sous deux angles différents. Zimmermann, dans le compte rendu de Gonnard, commence par résumer le contenu de l'article, qui « retrace l'état du marché mondial de la soie et des soieries » (1906a, p. 64). Il s'agit là d'une acception proche de commerce mondial : ce qui compte, ce sont les aléas de la transaction économique entre des acteurs répartis dans le monde entier, producteurs, fabricants, consommateurs, et l'adaptation d'une industrie locale aux évolutions d'un marché mondial, comprenant à la fois le commerce de la matière première et celui de la

⁸ Issu d'une famille de diplomates, de militaires et de commerçants, Henri Brenier (1867-1962) conduit la Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine entre 1895 et 1897, puis dirige les Services agricoles et coloniaux d'Indochine et devient directeur de publication du *Bulletin économique de l'Indochine*. Il publie au moment de la Première Guerre mondiale un *Essai d'Atlas statistique de l'Indochine* dont Jules Sion fait un élogieux compte rendu dans les *Annales* en 1916. Il revient en France en 1914, et travaille alors à la Chambre de Commerce de Marseille (voir DURAND, 1998).

matière transformée. C'est une notion globale que le géographe saisit dans toutes ses dimensions : production, consommation, circulation.

L'imbrication de l'économie et de la circulation à l'échelle du monde est en effet un point essentiel ; le fascicule du *Monthly Summary of Commerce and Finance of the United States* publié en 1905 sous le titre *Transportation Routes and Systems of the World* (Annexe 4), se révèle par exemple, dans le compte rendu de Zimmermann, une étude du commerce mondial :

Se compose d'une carte et de tableaux statistiques (...) montrant le développement des communications du monde par mer et par terre de 1800 à 1903, et la répercussion de leurs progrès sur le commerce mondial. (...) Le dernier tableau, qui montre l'évolution de la puissance de transport, de la production et du commerce mondial depuis le 18^e siècle jusqu'à 1905 est le plus suggestif. (1906b, p. 70)

Le marché mondial serait ainsi compris par Zimmermann (qui a souvent recours à l'expression) sous la figure du réseau, c'est-à-dire comme une structure dynamique de mise en relation, de connexion entre des acteurs complémentaires et/ou rivaux opérant sur des segments d'activité eux-mêmes articulés. A cet égard, son analyse de la transformation du commerce mondial pendant la Première Guerre mondiale est tout à fait révélatrice : « La disparition presque totale, après dix-huit mois de guerre, et malgré toutes les contrebandes, du grand commerce extérieur allemand, n'a pu manquer de réagir sur l'intensité de la demande ; qu'on songe, en effet, au trou creusé dans le réseau des relations économiques internationales par la mise hors de cause temporaire d'un partenaire de cette importance » (1916c, p. 303). L'image du trou suggère que la vie économique est pensée comme un réseau de relations aux mailles suffisamment fines pour que l'apparence soit celle d'un tissu, voire celle d'un milieu.

1.2.2. Une géographie économique en pleine transformation

L'ancrage du marché mondial en géographie. Les années 1910

Il y aurait donc, en germe, une conception géographique du marché mondial se diffusant dans les années 1910. Les occurrences se font alors plus nombreuses, et les conceptions s'affinent. Il en est ainsi sans doute dans ce dernier texte de Zimmermann, qui traite de l'organisation à Lyon en 1916 d'une Foire internationale sur le modèle allemand (la Foire de Leipzig), alors que ce type de manifestation économique était sur le déclin. Zimmermann note qu'il ne suffit pas, dans les affaires, de passer commande par téléphone ou télégraphe ou par commis interposé. Acheteurs et vendeurs doivent se rencontrer. Mais où se rencontrer ? Le mieux est encore au croisement des routes. A ce titre, Lyon lui paraît l'endroit parfait, en

France tout au moins (1916c, p. 304-305). Son lien avec le milieu lyonnais s'exprime ici à plein, Lyon étant décrit comme un « rendez-vous prédestiné » ! Mais, devant le succès de la Foire et le risque de voir se multiplier ces manifestations en France, il milite, c'est le mot juste, pour que soit réservée à Lyon l'organisation d'une Foire internationale française, et il voit à cela trois raisons : « sa situation géographique, son importance industrielle et l'étendue mondiale de son commerce » (p. 305). Que faut-il entendre par la dernière expression ? Il y a ici comme une confusion entre le réseau et l'étendue, qui est peut-être à rapporter à cette conception du milieu mondial comme tissu de relations.

L'article de Lederlin et Gallois relève d'une géographie économique *classique*, comme en témoigne leur hommage à Carl Ritter, pour son mémoire de 1851 sur « L'extension géographique du coton et ses rapports avec l'industrie des peuples anciens et modernes » et la définition de la géographie économique qu'il résumait ainsi :

Il ne s'agit point d'étudier le cotonnier à la façon des botanistes, mais de le considérer surtout comme plante ayant une valeur industrielle. Il faut déterminer les régions d'où il est originaire, le sol et le climat qui lui conviennent, montrer les différents modes de culture qu'on lui a appliqués, suivre les transformations qu'il a subies. Il faut encore saisir l'influence que le coton a exercée sur les peuples qui ont su en faire usage, le considérer comme objet d'échange, comme source de richesse, comme élément de civilisation (1898, p. 290).

Les deux auteurs souhaitent suivre ce programme, et commencent par présenter les types de cotonniers, avant de « passer en revue les différents pays producteurs, en suivant simplement l'ordre géographique, le seul qu'on puisse choisir dans cette étude » (p. 292). Les Etats-Unis sont le producteur principal, même si, au moment de la Guerre de Sécession, des rivaux sont apparus ; mais « l'Amérique a triomphé de cette concurrence ; elle a rapidement repris sa position maîtresse sur les marchés du monde et aujourd'hui personne ne peut songer à lui contester le premier rang » (p. 304-305). Mais ces « marchés du monde » ne sont pas le marché mondial : il s'agit d'une collection de marchés juxtaposés (grands marchés d'Europe et d'Extrême-Orient ou petits marchés africains, p. 307).

Si le plan adopté par Woeikof dans son article fait aussi la part belle à la revue des producteurs, la réflexion se place toutefois sous l'horizon mondial, et ce dès la première phrase :

La culture cotonnière existe en beaucoup de pays, et le coton produit a deux destinations. Une partie de plus en plus considérable entre dans le commerce mondial ; il est travaillé dans des filatures mécaniques, et nous avons des statistiques authentiques sur les quantités produites, transportées et travaillées. Une autre partie est filée et tissée à la main, et nous ne savons à peu près rien sur les quantités de ce coton. (1913, p. 385-386)

Woeikof ne néglige pas la « production totale » ni le « total mondial » (p. 386), notions qui permettent une mise en perspective des productions nationales ; ce que ne font pas Lederlin et Gallois. La revue des producteurs est également très différente : les premiers commencent par l'Inde pour des raisons géo-historiques (« Le coton est le textile national de l'Inde ; il y fut cultivé dès la plus haute antiquité », p. 293) ; Woeikof, quant à lui, commence par le producteur le plus important, les Etats-Unis (p. 386), pour des raisons donc plutôt géo-économiques. Enfin, Woeikof délaisse l'écologie du cotonnier, mais insiste sur un « problème cotonnier » politique et économique : « Ce qui donne à penser, c'est l'énorme prédominance de la production cotonnière des Etats-Unis » (p. 394), la question de l'approvisionnement des puissances européennes et celle du développement de la culture du coton dans les colonies.

Encadré 3 : La géographie du coton dans le monde en 1898 et en 1913.

Le marché mondial, ce serait donc davantage le monde comme espace de transaction économique que la fonctionnalité économique de l'échange ou le lieu même où la transaction s'opère. Mais ne cherchons pas à trop réduire la polysémie de l'expression ; en revanche, tâchons de mieux montrer que la conception du marché mondial, entre les années 1890 et 1914, est en pleine évolution : la comparaison de textes prenant pour objet, à différentes époques, des *objets* similaires, constitue un bon moyen d'approche. Ainsi en serait-il de la culture du coton dans le monde, avec l'article d'A. Lederlin et de Lucien Gallois en 1898 (« La culture du coton dans le monde ») et celui d'Alexandre Woeikof en 1913 (« La culture du coton et l'industrie cotonnière dans le monde »). L'analyse de Woeikof diffère profondément de celle menée dans le premier article (où le terme mondial n'apparaît pas), recourant, lui, aux notions de production et de commerce mondiaux : la comparaison des deux articles conduit à opposer deux types de géographie économique que distingue leur façon d'intégrer l'échelle mondiale (Encadré 3).

Cette opposition (qui est aussi évolution) est peut-être encore plus sensible dans le cas de la production de la soie, dont nous venons de voir qu'elle avait donné lieu, en 1905, à un article de René Gonnard et à son compte rendu par Maurice Zimmermann. Outre ces deux textes, on rencontre dans les *Annales* un article de Valérien Groffier paru en 1900, « La production de la soie dans le monde » (dont la carte est reproduite plus haut p. 133) et une note de Zimmermann en 1916, « La production et la consommation de la soie » (1916b). La comparaison de ces différents textes est révélatrice d'une transformation de l'analyse, notamment entre l'article de Groffier, professeur de géographie économique à l'Ecole supérieure de Commerce et de Tissage de Lyon, et la note de Zimmermann, qui enseigne aussi la géographie économique à Lyon. Les deux auteurs, malgré cette proximité, ne posent pas les mêmes problèmes. L'article de Groffier, comme celui de Lederlin et Gallois, commence par une description des types de mûriers, de vers à soie et de soies. L'analyse se déroule ensuite par « parties du monde ». Aucun aperçu général ou presque : il est seulement question, à la fin, de la « récolte annuelle », c'est-à-dire de la production totale, mais sans que le mot monde ni le mot total n'apparaissent (p. 117). Pourtant, le texte de Groffier n'ignore pas la dimension mondiale du marché de la soie, comme une note sur les difficultés de la sériciculture française le révèle :

Depuis un quart de siècle, le prix des cocons a considérablement diminué pour plusieurs raisons que nous allons brièvement exposer. La prospérité de la sériciculture est évidemment subordonnée à la prospérité de la fabrique de soieries : or, précisément au moment de la crise séricicole, le tissage subissait une crise analogue. La soierie cessait, en grande partie, d'être une

industrie de luxe : l'étoffe de soie, peu à peu, s'était démocratisée, il fallait qu'elle fût à la portée des petites bourses. Aussi les étoffes riches se faisaient-elles de plus en plus rares, cédant la place à d'autres d'un genre banal et d'une exécution facile. D'autre part, à la même époque, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, se mettaient à fabriquer elles-mêmes ces étoffes à bon marché et fermaient à la France de nombreux débouchés. En même temps, l'importation des soies asiatiques se trouva facilitée par l'ouverture des ports chinois et japonais au commerce européen, par le percement du canal de Suez, par l'établissement des câbles télégraphiques. Ces soies orientales vinrent faire concurrence aux soies françaises sur nos marchés, et peu à peu s'établit ce qu'on pourrait appeler un prix international des soies, sensiblement inférieur aux prix auxquels étaient habitués nos sériciculteurs. (1900, p. 112)

La baisse du prix de la matière première explique les problèmes de la culture en France, mais cette baisse est ce qui doit être, au final, expliquée, parce qu'elle aboutit à « ce qu'on pourrait appeler un prix international des soies » (on aura remarqué la modalité grammaticale...) plus bas que les prix français. Trois éléments sont retenus : démocratisation de la demande, émergence de concurrents européens sur les marchés de la soie bon marché, et essor de la concurrence des industries extrêmes-orientales (chinoise et japonaise) par les progrès de la circulation et de la communication – c'est-à-dire par ceux de l'intégration économique. Il y a bien là la description d'un marché « international » de la soie (des acteurs interconnectés, une offre et une demande planétarisées, un prix international), voire d'une véritable mondialisation (le mot brûle les lèvres, malgré qu'on en ait), avec des conséquences industrielles et sociales qui nous sont familières. Devant ce que Groffier appelle la « marée montante des soies asiatiques » (p. 118), la solution lui paraît être la spécialisation de l'industrie européenne et en particulier française dans la production de qualité, la dernière phrase de l'article étant celle-ci : « Là est notre sauvegarde : tant qu'on fabriquera des soieries de luxe, il y aura des débouchés pour la soie française ». La note de Zimmermann va encore plus loin : il part de ce qui est, chez Groffier, aboutissement⁹. L'entrée de l'Extrême-Orient dans le marché de la soie, Zimmermann l'analyse comme une « révolution » (terme employé deux fois) par rapport à avant 1860, quand « la Chine et l'Inde ne contribuaient à la consommation mondiale de la soie que sous forme de tissus rares et précieux » (p. 219). S'il décrit l'évolution de la production (déclin de la France, essor du Japon...), Zimmermann met l'accent sur la consommation, et la consommation mondiale, observant en particulier « le rôle croissant des Etats-Unis ». On aboutit donc à un « problème » de la soie, qui s'explique, comme pour le coton, par la mise en place d'un marché mondial déséquilibré. Dans ces deux exemples, l'émergence du marché mondial est liée, on le voit, à un état de concurrence entre l'Europe et de nouvelles puissances industrielles, les Etats-Unis et l'Extrême-Orient, qui

⁹ Il se réfère d'ailleurs à Groffier (comme Woeikof à Lederlin et Gallois), ainsi qu'à la « Revue de géographie économique » de Pierre Clerget dans la *Revue générale des Sciences* de 1914.

perturbe les circuits d'approvisionnement, les prix, le marché au sens strict ; nous n'allons cesser de retrouver ce même constat, fondateur d'une nouvelle représentation du monde.

Géographie économique et géographie commerciale

Entre les années 1890 et 1910, la géographie économique se transformerait donc bien, en lien avec la prise de conscience de l'existence d'une économie mondiale, ce qui se traduirait par l'application du qualificatif mondial à la production, la consommation, au marché et au commerce. Mais, redisons-le, il ne faut pas exagérer la dichotomie entre mondial et « dans le monde » : le texte de Chevalier sur le cacao dans le monde cité plus haut (voir p. 159), se réfère, comme celui de Woeikof sur le coton, à la « production mondiale » alors que leur titre utilise l'expression « dans le monde ». Si la différence des expressions est bien significative, on ne peut donc s'en tenir à cet élément pour aborder l'évolution du traitement des questions économiques par les géographes (et assimilés). Mais en tout état de cause, mutation il y a bien. Il ne s'agit pas seulement, comme nous l'avons déjà rappelé au sujet de certains textes de Pierre Clerget (voir p. 122), de mieux prendre en compte le milieu géographique dans l'étude des faits économiques, mais d'une perception nouvelle de la dimension mondiale des réalités économiques (ainsi sans doute que d'une certaine domination des principes libéraux dans les milieux géographiques), alors que la géographie économique du XIX^e siècle s'attachait plutôt aux répartitions et aux localisations (de la production surtout, de la consommation secondairement). On rejoint ce qui a été dit des planisphères dans le chapitre précédent ; A. Lederlin et Lucien Gallois précisent par exemple que

la carte qui accompagne cet article est une carte géographique et non statistique. Nous avons essayé d'indiquer les cultures du coton là où elles se trouvent, en utilisant toutes les sources de renseignements à notre portée. (1898, p. 290)

Autre exemple, dans le compte rendu pour la *Bibliographie du Versuch einer Geschichte der Handels- und Wirtschaftsgeographie* (Essai d'histoire de la géographie commerciale et économique) publié en 1905 par Alois Kraus, Maurice Zimmermann, outre le fait qu'il pointe ici l'un des tous premiers « essais » en ce domaine, résume l'historique dressé par Kraus, qui fait remonter l'intérêt pour la « localisation des faits économiques et commerciaux » aux géographes arabes (1906b, p. 66). Mais, ajoute-t-il, « le vrai fondateur de cette discipline scientifique a été ALEXANDRE DE HUMBOLDT avec son *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne* » (p. 67), alors que Ritter aurait eu un moindre rôle. Il évoque aussi « l'influence du livre de RICHTHOFEN sur la Chine, ainsi que de W. GÖTZ » (*ibid.*). La géographie économique se définit chez ces différents auteurs (sauf chez Götz) comme l'étude

de la localisation des faits économiques dans un cadre national. Comme si, dès l'origine, la géographie économique (ou des faits économiques) s'était inscrite dans une perspective métagéographique : soit pour analyser une production dans sa répartition nationale ou régionale (une géographie du tour du monde), soit pour mettre en lumière les caractéristiques économiques d'un espace (ses productions, ses ressources etc.) par rapport aux autres. Aussi ne doit-on pas s'étonner que la géographie économique soit, le plus souvent, un exposé formel reposant sur un plan à tiroirs (géographique ou sectoriel, selon le type de publication).

En revanche, par le biais de cette préoccupation nouvelle pour le marché mondial, la géographie économique se transforme ; notre idée est que la géographie économique s'oriente peu à peu vers la vie économique du monde. Plus explicitement que dans le manuel de Dubois et Kergomard, Pierre Clerget définit de fait la géographie économique, dans son compte rendu d'un article historique d'Ernst Friedrich, « *Der Bildungswert der Wirtschaftsgeographie* », comme une *science* dont le but « est de situer chaque pays dans l'économie mondiale » (1912c, p. 68). Dans les années 1900, plusieurs auteurs réfléchissent à la nature de cette (sous)discipline en transformation.

En une page, dans son article sur « *The new fields of geography, especially commercial geography* » Max Eckert propose une très intéressante lecture de l'évolution de la géographie économique. Partant de l'anthropogéographie de Friedrich Ratzel, il affirme que la géographie ne doit pas seulement interroger la relation entre les hommes et les lieux où ils vivent, mais prendre en compte leurs besoins : « *Economic Geography teaches us how man makes use of his place of settlement and his terrestrial environment to satisfy those wants* » (1907, p. 563), alors que la « géographie du trafic » prend pour objet les échanges entre les peuples. Il ancre ainsi la géographie économique et commerciale dans l'anthropogéographie, c'est-à-dire dans l'étude des liens entre l'homme et la terre et donc dans le renouveau scientifique de la géographie : « *a modern and scientific geography of industry and commerce grows out of anthropogeography* ». Il met dès lors un fort accent sur l'étude des conditions orographiques, hydrographiques, climatologiques, géologiques... du commerce et de l'économie. Sans oublier l'économie politique ni la géographie politique.

Ce n'est qu'en associant ces différents points de vue que la géographie commerciale (et elle seule, le texte passant d'un moment d'association entre géographie économique et géographie commerciale à un moment de dissociation) pourra arriver à produire « *a thorough understanding of the conditions of production and commerce both in separate regions and in the commercial world as a whole* » (p. 563). En 1907, la terre est devenue monde, un tout qu'il faut saisir comme un objet spécifique, même si Eckert observe significativement que les statistiques sur le commerce et le transport font souvent défaut, et surtout « *when we consider the commerce of the world as a whole* » (p. 566). Il use en outre constamment d'expressions comme : *world trade, world commerce, world market*... Pour Eckert, la géographie économique, ancienne, doit s'accompagner désormais d'une géographie commerciale plus ambitieuse, répondant à une préoccupation de rénovation scientifique et à celle de comprendre comment « le monde comme un tout » fonctionne.

Encadré 4 : La définition de la géographie commerciale par Max Eckert en 1907.

Mais autant à cet égard l'article de George Chisholm, « *Geography and Commerce* », paru dans le *Geographical Journal* en 1907 (ainsi que, la même, année, dans le *Scottish Geographical Magazine*)¹⁰, touche assez peu aux questions qui nous intéressent et ne propose qu'une approche historique¹¹ de la puissance économique d'un pays en relation avec sa « situation par rapport aux voies du commerce et de la nature des objets de son trafic » (compte rendu dans la *Bibliographie* par G.-A. Hückel, 1908a, p. 65), autant l'article de l'Allemand Max Eckert, « *The new fields of geography, especially commercial geography* », publié en 1907 dans le *Scottish Geographical Magazine*¹², s'est révélé particulièrement rassurant quant à nos interprétations, formulées avant de lire ce texte. Pour Hückel, spécialiste de la géographie de la circulation, cet article offre une « excellente définition de la géographie économique » (HÜCKEL, 1908b, p. 65). En réalité, Eckert y distingue géographie économique et géographie commerciale, la seconde apparaissant comme une géographie économique modernisée et attentive au « *world as a whole* » (Encadré 4).

La position de Jean Brunhes sur la question de la définition de la géographie économique, telle qu'elle s'exprime dans *La Géographie humaine*, va nous aider à mieux comprendre ce qui se passe à ce niveau. L'hypothèse est que le recours à l'échelle mondiale apparaît quand se rencontrent la géographie de la production et celle de la circulation, quand la géographie économique cesse de se préoccuper uniquement de distribution ou de répartition. Brunhes propose d'abord une définition très classique de la géographie économique, même s'il adopte une classification inédite des faits de géographie humaine : les faits d'occupation improductive du sol (maisons et chemins), les faits de conquête végétale et animale (cultures et élevages), et les faits d'économie destructive (dévastations végétales et animales). A la fin du passage sur les cultures d'alimentation, il rend hommage, en opposition sur ce point avec Kraus, mais d'accord avec Gallois et Lederlin, à Carl Ritter :

C'est enfin un devoir de justice de reconnaître à quel point nous sommes tous redevables à Karl Ritter de cette conception nouvelle (vraiment géographique) de tout cet ensemble des faits se rapportant aux plantes cultivées aussi bien d'ailleurs qu'aux animaux domestiques et aux exploitations minérales. Je ne puis clore ce paragraphe sans rappeler à quel point les essais, pourtant anciens, de l'illustre géographe, méritent d'être relus et médités. Le 14 avril 1836, il fit à l'Académie des Sciences de Berlin une communication qui est, à mon sens, une des chartes de la géographie économique : *Der Tellurische Zusammenhang der Natur und Geschichte in den Productionen der drei Naturreiche*, et il a ajouté comme second titre : *Oder Ueber eine geographische Productenkunde, D'une science géographique des productions*. (1910, p. 358)

¹⁰ Il s'agit de son « adresse présidentielle » de 1907 à la section géographique de la *British Association*.

¹¹ Chisholm précise au début de ce texte qu'il choisit cette approche pour éviter les controverses (1907, p. 303).

¹² Il s'agit également d'une communication à la *British Association*.

Suit le rappel de plusieurs monographies de Ritter sur différentes productions (palmier-dattier, cocotier, poivrier...). La géographie économique, héritière de la « science géographique des productions » de Ritter, est bien une science qui a pour ambition de décrire et d'expliquer la production, sa répartition spatiale, en lien avec les milieux géographiques. Une science fondamentalement *verticale*. De même à la fin du livre, dans ses conseils pour l'enseignement de la géographie économique, où il recommande de partir de la présentation du cadre naturel, des « causes » et conditions géographiques (précipitations, pédologie, température mais aussi travail humain), avant de présenter la production elle-même et sa répartition (p. 721). Mais Jean Brunhes développe par ailleurs une analyse différente, dans le cadre de la géographie de la circulation. La circulation, ce n'est pas seulement le tracé des routes, mais l'activité commerciale elle-même : « Le commerce mondial, la circulation mondiale, le *Weltverkehr* gouvernent, pour ainsi parler, un très grand nombre de faits du second groupe ou du troisième (cultures, élevages, exploitations minérales) » (1910 p. 666). L'essentiel est bien le lien établi entre les faits économiques et un déterminant (le verbe gouverner pouvant être pris comme synonyme de déterminer) qui n'est plus géographique (au sens écologique ou *vertical*) mais économique ou *horizontal* (au sens de l'organisation des parties au sein d'un tout). La dimension mondiale de la circulation et du commerce induit donc une nouvelle géographie économique, attentive à l'interdépendance des lieux. Un exemple s'avère central dans l'esquisse de cette géographie économique renouvelée, celui de la production du riz :

Le riz, qui nourrit tant d'hommes sur la terre, étant consommé principalement sur place, tient – fait capital au point de vue économique – une place minuscule dans le commerce du monde. Il est très important dans la *Nahrungsgeographie*, que Woeikof appelle exactement la *géographie de l'alimentation* ; il entre pour une part infime dans la *Verkehrsgeographie*, dans la *géographie de la circulation*. (1910, p. 343)

D'un côté la culture, l'alimentation (le texte de Woeikof, « La géographie de l'alimentation humaine », a été publié en 1909 dans *La Géographie*), de l'autre la circulation et le commerce : le « point de vue économique » doit envisager ensemble les deux aspects. La géographie économique ne doit pas se contenter d'analyser la distribution des différentes productions, sous peine de manquer un « fait capital » comme celui qui caractérise celle du riz (énorme production qui ne circule pas).

1.3. L'exemple du marché agricole mondial

Comme on l'a peut-être noté, les titres se référant au monde dans les *Annales de Géographie*, dans les *Tables de La Géographie*, ainsi que dans la *Bibliographie géographique*, concernent très souvent des produits agricoles, alimentaires ou agro-industriels

(soie, coton...) ; l'agriculture est de fait encore à l'époque le premier secteur économique en termes de richesse produite. Les géographes portent une attention particulière à l'agriculture, que l'on peut considérer comme un laboratoire où se pense l'articulation entre la production, la circulation et le marché à l'échelle mondiale. Voire où s'esquisse, comme chez Jean Brunhes, une nouvelle façon de penser la géographie économique.

1.3.1. Une agriculture qui prend la dimension du monde

Transformations de l'agriculture et spécialisation à l'échelle mondiale

Il est clair, le fait est bien connu, que le XIX^e siècle a été un siècle de transformations agricoles considérables, touchant l'agriculture en elle-même mais également les marchés agricoles. Le chemin de fer, la navigation maritime à vapeur, l'équipement des trains et des navires en compartiments réfrigérés, ont donné l'impulsion décisive à une *mondialisation* agricole entamée bien plus précocement, d'une part avec des échanges à longue distance de produits rares (les épices de l'Orient par exemple) puis plus courants, et d'autre part avec la diffusion d'espèces végétales et animales d'un continent vers un autre (la pomme de terre américaine vers l'Europe...). Sur ce point, les articles que Henri Hitier publie dans les *Annales de Géographie* en 1901 sur « L'évolution de l'agriculture » et en 1912 sur « Les progrès du commerce international des denrées périssables », sont de toute première importance¹³. Leur existence même témoigne de l'intérêt des géographes pour la question de l'agriculture dans le monde. En 1901, dès la première phrase de l'article, le constat est simple mais de grande portée : le but de l'agriculteur n'est plus de « chercher à obtenir sur les terres de sa ferme la plupart des produits dont il pouvait avoir besoin pour lui-même et l'entretien de sa famille » (p. 385), seuls les surplus étant alors commercialisés. Constat donc, de la fin d'une ère d'agriculture autarcique : « Les conditions économiques actuelles ont transformé aujourd'hui, du tout au tout, les conditions de la production agricole, et le principal facteur de ces transformations a été le prodigieux développement des voies de communication pendant la seconde moitié du XIX^e siècle » (*ibid.*). La nouvelle concurrence des pays neufs, aux rendements bien supérieurs, implique pour les pays européens de « modifier leurs systèmes de culture et de production agricole » (p. 386) : ils doivent intensifier et augmenter la production, mais aussi abandonner certaines cultures, relativement peu rentables, et « se spécialiser dans

¹³ Ingénieur agronome, Henri Hitier est d'abord chef des travaux agricoles puis, en 1901, chargé du cours d'agriculture comparée à l'Institut national agronomique, et enfin membre de l'Académie d'Agriculture. Il collabore aussi assez régulièrement aux *Annales de Géographie*.

des genres de production mieux adaptés au milieu dans lequel ils se trouvaient placés ». Autre constat, la diversification de la demande, notamment urbaine, avec l'exemple de Londres :

Ici encore, grâce à la multiplicité de voies de communication de plus en plus rapides et de moins en moins coûteuses, grâce à l'emploi de nouveaux procédés industriels de conservation pour les produits les plus délicats, les distances étaient en quelque sorte supprimées ; si nous considérons Londres, par exemple, nous pouvons dire que son marché est approvisionné en légumes et fruits frais toute l'année, légumes et fruits qui lui sont expédiés de toutes les parties du monde. Pour le consommateur anglais, la vapeur a supprimé les saisons. (p. 386)

La transformation est donc de taille : à la fois une spécialisation agricole et une forme de mondialisation alimentaire qui associe des flux spécialisés (par exemple des produits tropicaux) et une offre en produits ordinaires désormais planétarisée. En outre, s'il n'y a pas surproduction, « du moins sur les principaux marchés du monde, l'offre est souvent très considérable et amène une diminution notable des prix » (p. 387) ; on retrouve l'idée émise par Valérien Groffier sur la formation d'un prix international de la soie, un prix bas et défavorable aux producteurs européens. Hitier poursuit alors sur différents points : l'importance de l'enseignement agricole (et le perfectionnement des techniques agricoles), les raisons de la spécialisation de régions et de pays (en Europe du Nord et en Amérique) dans les produits laitiers, les fruits et les légumes ; enfin, après avoir insisté sur le rôle de Londres, il termine sur la situation de l'agriculture française. Cette dernière, observe-t-il, en situation de crise (comme celle de beaucoup de pays), doit affronter une concurrence de plus en plus vive (p. 398-399) : les solutions envisageables sont de baisser les prix, de s'industrialiser davantage et, surtout, de se spécialiser dans les cultures les plus rentables. Cette véritable « transformation du marché agricole » (on comprend marché mondial, mais Henri Hitier n'emploie pas le mot), est bien une transformation planétaire. En 1912, Hitier n'ajoutera pas grand chose à ces premières idées, décrivant principalement les échanges agricoles à l'échelle de l'Europe ; il commente en effet les travaux du 8^e Congrès International des Chemins de fer tenu à Berne en 1910 sur le transport des denrées périssables en Europe.

A la même époque, les géographes à proprement parler ne sont pas en reste. Jean Brunhes par exemple a très bien caractérisé la mise en place d'une agriculture mondiale fondée sur une spécialisation des régions du monde, et ce dès 1900 dans un article du *Bulletin de la société Neuchâteloise de Géographie* (que cite Hitier en 1901) sur « L'homme et la terre cultivée ». Il y aborde les grands enjeux de la culture de la Terre, l'urbanisation, la spécialisation à toutes les échelles, la crise de l'agriculture, cette dernière s'expliquant en partie par la concurrence des Etats entre eux et la spécialisation en résultant :

Par le perfectionnement et l'accélération des moyens de transport et par la multiplication des échanges, le marché du monde, en s'étendant et en devenant universel, a déterminé des crises ; les pays tendaient autrefois à produire le plus de choses nécessaires ; il faut qu'ils tendent aujourd'hui à cultiver les produits les mieux adaptés. Et dans cette mise en contact de régions naturelles si diversement douées et si disparates, certaines terres de vieilles productions se sont trouvées comme déconcertées par les conditions nouvelles de la lutte économique. (1900, p. 253-254)

Ce texte témoigne bien que certains géographes ont perçu très tôt et entrepris de comprendre les transformations de l'agriculture, son passage à la dimension du monde et les conséquences de ce passage sur les cultures et sur les cultivateurs¹⁴. Dans *La Géographie humaine*, Jean Brunhes est encore plus explicite : « La monoculture est la grande tentation de chacune des régions de la terre, à cause de la consommation mondiale possible sous le règne de ce que nous avons plus d'une fois appelé la "civilisation de la circulation" » (1910, p. 797). La géographie économique est devenue une géographie de la circulation, qui « règne » (tout à l'heure Brunhes disait « gouverne ») sur la production et la consommation mondiales. Pierre Clerget, dans *L'exploitation rationnelle du globe*, tient à peu près les mêmes propos :

A mesure que se développaient les voies de communication, la production agricole s'universalisait en quelque sorte. Les pays neufs entraient en ligne pour faire aux vieux pays d'Europe une concurrence terrible, qui allait amener une évolution dans leurs cultures traditionnelles. "Il paraît impossible aujourd'hui d'envisager la production agricole comme un phénomène local conditionné par le sol et le climat. L'exploitation la plus productive n'est pas seulement celle qui sait accroître ses rendements sans accroître ses frais, mais aussi celle qui sait régler sa production sur la concurrence et prévoir la capacité de ses débouchés. (...)" (...) » (1912, p. 152).

La citation de Clerget est extraite de *La Picardie* d'Albert Demangeon, ce qui manifeste bien l'étendue de la prise de conscience d'une condition nouvelle des faits économiques, même locaux : à côté ou au-dessus du milieu au sens écologique, le milieu au sens économique et mondial joue désormais un rôle essentiel, y compris dans ce modèle de la géographie régionale que fut la thèse de Demangeon.

Marché agricole mondial et produits mondiaux

Nous n'insisterons pas davantage sur cette transformation de l'agriculture ; elle est liée à la mise en place d'un ou de marchés à l'échelle du monde, laquelle résulte à son tour de

¹⁴ Camille Vallaux, dans *La Mer*, évoque un fait révélateur : « Tous les ans des équipes d'ouvriers agricoles italiens vont faire la moisson en Argentine pendant l'été de l'hémisphère austral, et reviennent pour la même besogne en Europe pendant l'été boréal. C'est ainsi que le rapetissement de la planète, qui provient de la rapidité des transports, entraîne déjà, suivant les oscillations saisonnières, des oscillations régulières de l'œcoumène » (1908, p. 249-250). Bel exemple de mondialisation du travail avant la lettre, qui a connu une certaine faveur, notamment dans les manuels scolaires (DUBOIS et KERGOMARD, 1907, p. 473 ; BUSSON, FEVRE et HAUSER, 1911, p. 349).

transformations dans les moyens de transport sur le double plan de la rapidité et de la conservation. Et les géographes ont perçu cette transformation. Un exemple cependant encore, l'analyse que donne Paul Vidal de la Blache du rôle de l'Inde comme exportateur de blé et de coton vers l'Europe au début du XX^e siècle. Deux éléments entrent ici en ligne de compte, qui ne sont pas écologique (la faveur de la nature) ni technologique (l'efficacité de l'agriculture) mais liés à la circulation mondiale : « La part prépondérante de l'Inde dans le commerce du canal de Suez tient à l'avance que lui donne son réseau de chemins de fer, commencé dès 1856 » (1921, p. 266). En cela d'ailleurs, Vidal n'invente rien, puisque Clerget remarquait, dès 1912, que l'exportation du blé indien vers Europe avait commencé après le percement du canal de Suez et l'achèvement des voies ferrées du Nord de l'Inde, et donc après la réduction conséquente des frais de transport (1912, p. 189). Deux éléments ou deux événements essentiels donc, à la fois locaux et mondiaux, la percée du canal de Suez et la construction par l'Angleterre d'un réseau de chemins de fer en Inde, deux faits relevant de la géographie de la circulation, mais interférant de manière exemplaire avec la géographie économique à l'échelle du monde. Parce que le marché intérieur de l'Inde s'est organisé grâce à un réseau de chemin de fer performant, l'Inde a pu réguler sa consommation intérieure (ce qui pourrait historiquement se discuter) et livrer des quantités croissantes au commerce mondial, lequel tire grandement parti de l'ouverture d'une nouvelle route vers l'Europe.

Plus généralement, et dans la même logique, l'offre et la demande agricoles s'analysent, dans les années 1900-1910, à l'échelle mondiale. Un marché agricole mondial se met alors en place, avec des prix internationaux à la baisse, des zones se spécialisant dans telle ou telle culture d'exportation (viande d'Amérique latine, blé d'Amérique du Nord et d'Inde par exemple), des grands marchés (au sens de lieux de négoce), des zones consommatrices (principalement urbaines) qui diversifient leurs approvisionnements en fonction des prix et des saisons. On trouverait ainsi, en géographie, un certain nombre de références, dès avant la guerre mais bien davantage après, à des marchés mondiaux de produits agricoles. C'est le cas, hormis le coton et la soie, du maïs qui, selon Vidal de la Blache « subvient à un commerce mondial » (1911, p. 292-293), ou celui du vin, qui, pendant la guerre, connaît, selon Henri David (jeune diplômé d'études supérieures d'histoire et de géographie), un véritable engorgement (1918, p. 296). On observe de fait une multiplication des produits agricoles mondiaux, des « articles » agricoles mondiaux pour reprendre l'expression d'Inama-Sternegg en 1906 (voir p. 156). Ces produits agricoles, à la différence du riz chez Jean Brunhes, alimentent des circuits d'échanges de dimension planétaire. Classiquement pourrait-on dire, il

s'agit des produits tropicaux qui, depuis le XVI^e et surtout le XVII^e siècles, sont échangés entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe et ont permis le développement d'une économie d'enclaves agro-exportatrices (plantations sucrières par exemple); il s'agit, plus anciennement, des denrées orientales (thé, soie, poivre etc.) s'acheminant à travers l'Ancien Monde vers les places européennes. Mais les « produits mondiaux », qu'ils soient agricoles ou autres (minerais, métaux etc.), qui apparaissent à cette époque correspondent à un autre type d'économie, et également à un autre type de discours : ces produits sont les fondements du système économique issu de la Révolution industrielle (charbon, laine, coton, blé, fer puis pétrole...). Ce sont des produits stratégiques, des produits clés de la puissance économique et politique. D'où l'émergence d'une question des matières premières (quant à l'approvisionnement et aux disponibilités), qui devient, comme nous le verrons, un grave problème international dans l'entre-deux-guerres. Il est clair qu'il s'agit souvent de minéraux, d'hydrocarbures etc., mais les produits agricoles ne sont pas absents.

On peut en donner quelques exemples significatifs, au travers de trois articles des *Annales de Géographie*. Dans « Le caoutchouc. Etude de géographie économique » paru en 1924, Fernand Maurette, prolongeant les analyses de son ouvrage de 1922 sur *Les grands marchés des matières premières* et partant du rappel de la tenue à Bruxelles en avril 1924 de la sixième Exposition Internationale du Caoutchouc (ce qui témoigne de l'importance du produit, surtout depuis la guerre), affirme comme prouvé que « le caoutchouc est devenu une des grandes matières premières de notre vie économique » (p. 409). L'article ne cesse de fait d'employer les expressions de production mondiale, d'exportation mondiale, de récolte mondiale, de marché mondial, de consommation mondiale. Moins important *a priori* que le caoutchouc, le tabac serait aussi devenu, selon P. Barret-Lagrèze (dont on sait peu de chose, à part qu'il édite à partir de 1925 une *Revue internationale des tabacs*), un produit mondial :

La crise actuelle des tabacs, et surtout des tabacs d'Orient, est si grave, elle a ses répercussions dans des domaines si nombreux, elle touche à tant d'intérêts, elle déplace tant de capitaux, que l'occasion semble propice de décrire à grands traits la production, le commerce et l'industrie d'une matière dont l'importance est mondiale et qui est devenue pour ainsi dire de première nécessité. (1927, p. 289)

L'exemple est intéressant, parce qu'il montre combien l'économie mondiale est pensée ici comme profondément marquée par une solidarité non seulement géographique mais également sectorielle et qu'une crise, avant même la démonstration de 1929, se « répercute » dans le monde entier et dans toute l'économie, en en révélant les interdépendances. Dernier exemple, le soja, qui témoigne d'une évolution rapide entre un statut régional et un statut

mondial, comme le pose la première phrase de l'article que Pierre Landy (aucune information sur cet auteur) lui consacre en 1938 : « Le soja, resté longtemps l'objet d'échanges et d'utilisations limités strictement à l'Extrême-Orient, s'est élevé depuis trente ans au rang de matière première mondiale » (p. 9). Cette « étonnante évolution » résulte d'un accroissement et surtout d'une diversification de la demande, notamment dans l'industrie :

L'industrie moderne du soja est née, après la guerre russo-japonaise et l'extension des cultures due aux consommations militaires, du besoin de débouchés nouveaux, joint à une disette de graines de coton. C'est comme oléagineux de remplacement que l'Angleterre utilisa pour la première fois en 1908 le soja, d'autant plus facilement que sa manufacture ne nécessitait aucune modification aux pressoirs utilisés pour la graine de coton. (p. 14)

La très grande variété d'usages possibles du soja (huile, alimentation du bétail, industrie... p. 15-16) fait qu'il devient une matière première de premier plan. Beaucoup d'autres produits agricoles pourraient être étudiés à cette place, il suffirait de voir tous les textes qui, dans l'entre-deux-guerres surtout (voir Annexe 2a et Tableau 7, p. 185), traitent de la production ou de la consommation du sucre, de la soie, du coton, de la laine, de la viande, de fruits ou de légumes divers (dans les *Annales de Géographie*, René Musset apparaît comme le spécialiste de ce type de textes) et particulièrement du blé.

1.3.2. Le marché du blé, modèle du marché mondial

Le blé, produit mondial

Le blé en effet, entendu ici au sens générique, constitue l'exemple type du produit agricole mondial, voire du produit mondial tout court, objet d'un marché mondial. Ce n'est pas un hasard si Fernand Maurette, dans *Les grands marchés des matières premières*, lui consacre son second chapitre, après celui dédié à la houille. Il observe que « le blé est une bonne matière de commerce mondial, d'abord parce qu'il voyage facilement » et parce que, « d'autre part, l'aire de culture possible pour le blé est très étendue, et par suite les possibilités de progrès de la production » (1922, p. 32-33). L'ubiquité de la culture du blé ainsi que ses facilités de conservation et de transport, par rapport à ce que Henri Hitier appelait en 1912 les « denrées périssables », expliqueraient son statut de produit de commerce mondial. Mais ce ne sont pas les seules raisons. Il faut compter avec l'évolution du marché, c'est-à-dire les variations (géographiques et quantitatives) de l'offre et de la demande à l'échelle du monde. La fin du XIX^e siècle est en effet un moment clé dans la constitution d'un marché mondial du blé, même si les échanges ont toujours été importants, ce qui permet d'ailleurs à Maurette de construire une comparaison avec l'Antiquité :

Notre époque aura revu ce qu'aucune autre n'avait plus connu depuis l'antiquité : le commerce du blé se faisant entre les points extrêmes du monde civilisé. Les principaux greniers de Rome se trouvaient en Asie Mineure, en Syrie, en Egypte, en Afrique Mineure, en Espagne, régions extrêmes du monde connu des Anciens. Aujourd'hui, et de plus en plus, en face d'un marché russe désorganisé, d'un marché américain qui se ferme, d'un marché canadien qui se réserve pour l'Angleterre, l'Europe industrielle regarde vers les mondes nouveaux de l'hémisphère austral, vers les marchés de la Plata et de l'Australie. (1922, p. 50)

L'analyse repose sur un modèle général centre/périphérie où l'Europe consomme et achète et où le reste du monde produit et vend, et sur une comparaison entre l'économie-monde européenne et l'empire-monde romain. Le marché du blé se compose quant à lui de différents marchés régionaux, plus ou moins interconnectés, plus ou moins spécialisés : comme au temps de Rome, l'établissement d'un marché mondial du blé se traduit à la fin du XIX^e siècle, Jean-Paul Charvet l'a bien montré, par l'apparition de bassins de production spécialisés, les « greniers du monde » (Grandes Plaines, mais aussi Australie, Argentine etc.), et d'un « système alimentaire mondial » (1985, p. 30 *et sq.*)¹⁵. Au départ, J.-P. Charvet observe l'existence de sous-systèmes régionaux (autour du riz en Asie ou du maïs en Amérique), qui entrent progressivement en connexion et s'homogénéisent ; mais c'est seulement à la fin du siècle « que se mettent en place les éléments et les ensembles d'inter-relations responsables de l'apparition d'un système spatialisé d'extension véritablement mondiale » (p. 31). Trois facteurs y ont contribué : une certaine uniformisation alimentaire d'abord, liée à l'urbanisation et à l'eupéanisation du monde ; l'existence de déséquilibres de productions, la formation d'interdépendances entre régions excédentaires et régions déficitaires et la mise en place de circuits d'échanges ; enfin, l'interconnexion télégraphique des Bourses qui, selon Charvet, permet de faire jouer très rapidement l'offre et la demande à l'échelle planétaire¹⁶. C'est à cette époque que s'établissent les premiers « cours mondiaux » agricoles, en certains lieux privilégiés (la *Chicago Board of Trade* étant l'exemple emblématique) où se confrontent une demande « importante et variée et une offre dispersée sur le plan géographique » (p. 34). En 1900, Groffier ne disait pas autre chose pour la soie, et Max Eckert dans l'article utilisé dans l'Encadré 4 (p. 168) l'avait aussi très bien formulé pour le maïs :

The telegraph connects the London corn-market daily with that of Chicago and those of Indian export towns, as also with those of Russia, Roumania, Hungary, Chile, and the Argentine Republic. The uniformity of prices resulting from such intercommunication is of very

¹⁵ L'expression « grenier du monde » est ancienne ; Albert Demangeon y a par exemple recours dans son premier article sur « Les aspects actuels de l'économie internationale » (1929a, p. 12).

¹⁶ « L'effet déclenchant (...) qui se trouve vraiment à l'origine de la naissance du système alimentaire mondial est la mondialisation de la transmission et de la diffusion de l'information rendue possible par la mise en service, à partir des années 1880, des grands câbles sous-marins transocéaniques » (p. 33-34).

considerable importance for the markets of continental Europe which are protected by Customs duties like those of Germany and France. (1907, p. 568)

Analyse d'une acuité remarquable, qui explicite déjà des aspects que J.-P. Charvet théoriserait quatre-vingt ans plus tard...

Le marché du blé est alors très présent dans les esprits, parce qu'il représente une production essentielle en forte augmentation (HITIER, 1901, p. 392) et soumise à une forte concurrence, notamment entre les pays européens et les pays neufs. On en voudrait pour preuve l'analyse que Jean Brunhes, dans *La Géographie humaine*, réserve au blé : contrairement au riz et à d'autres céréales, le blé doit en effet être examiné à l'échelle du monde (1910, p. 322-332).

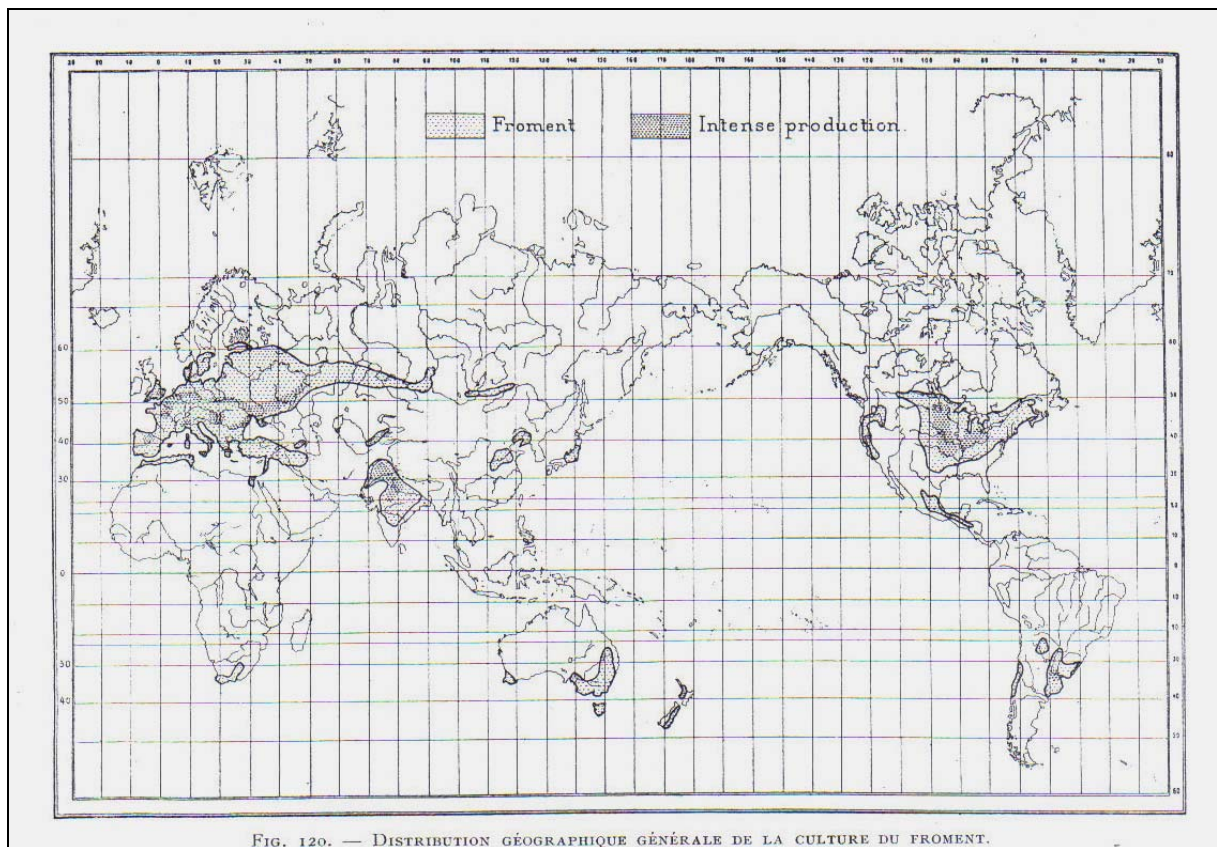


Figure 10 : Carte de la culture du froment dans le monde (BRUNHES, 1910, p. 330)

Brunhes commence par l'examen classique des conditions de température, d'humidité et de sol recommandées pour la culture du froment (p. 322-325) et des conditions économique et de main d'œuvre (p. 325-327). Viennent ensuite la présentation des trois principaux producteurs, Etats-Unis, Russie, France, et la construction d'une carte (Figure 10) : « En dressant maintenant une carte générale de la culture du blé, on peut vérifier comment c'est à une rencontre plus ou moins parfaite de ces diverses conditions géographiques que les trois

principaux pays producteurs doivent leur suprématie » (p. 327). Il s'agit donc d'une carte de géographie générale, au sens dégagé au chapitre 2 dans l'analyse de la carte de l'or d'Albert de Foville (voir p. 133). Mais Brunhes ne s'en tient pas là :

Un autre chapitre de vraie géographie humaine doit comprendre l'étude des dates de la récolte dans les divers pays. A un degré éminent le froment est un produit *mondial* et qui est l'objet d'un commerce *mondial* ; on peut dire que les pays producteurs de blé sont solidaires les uns des autres, et que l'humanité éprouve un tel besoin du blé que, grâce au jeu des saisons et à la situation géographique des diverses régions, il y a toujours quelque point du globe où des groupes humains lient des gerbes et battent des épis. (p. 328-329)

Texte essentiel, agrémenté d'une double modalité, décrivant l'existence d'une solidarité spatiale et temporelle entre producteurs et consommateurs, et où il ne serait pas exagéré de voir une formulation explicite de ce que représente en géographie la dimension mondiale des phénomènes : l'existence d'une solidarité planétaire entre les lieux et les parties du monde. A la suite de ce texte, Brunhes propose une note qui traite de l'uniformisation des prix agricoles¹⁷, puis un tableau qui présente la succession des récoltes dans le monde (Figure 11).

TABLEAU DES PRINCIPALES RÉGIONS OU LE FROMENT EST RÉCOLTÉ MOIS PAR MOIS ²	
Janvier	Nouvelle-Zélande, Chili.
Février	Haute-Égypte, Inde orientale.
Mars	Inde.
Avril	Basse-Égypte, Asie Mineure, Mexique.
Mai	Maroc, Algérie, Asie centrale, Perse, Chine, Japon, Floride.
Juin	États du Sud des États-Unis, Péninsules euro- péennes de la Méditerranée.
Juillet	États du Centre, Russie méridionale, Rouma- nie, Bulgarie, Autriche-Hongrie, Suisse, Allemagne, France, Angleterre.
Août	États du Nord des États-Unis et États du Canada, Russie centrale, Pologne, Dane- mark, Hollande, Belgique et France septen- trionale.
Septembre	Ecosse, Suède et Norvège.
Octobre	
Novembre	Afrique du Sud et Santa-Fé (République Ar- gentine).
Décembre	Autres provinces de l'Argentine et Australie.

Figure 11 : Tableau de la succession des récoltes de froment dans le monde (BRUNHES, 1910, p. 329)

¹⁷ « De là ainsi que des facilités croissantes des transports ce “nivellement des prix des denrées essentielles” qu'E. Levasseur a maintes fois étudié et souligné : voir notamment des chiffres se rapportant au blé, *Enquête sur le prix des denrées alimentaires en France*, dans la *Revue économique internationale*, 15-20 mai 1909, p. 247. »

Ce constat temporel récurrent¹⁸ incarne le caractère mondial de ce marché. La géographie générale du blé s'infléchit donc vers la considération du « marché mondial », l'expression surgissant d'ailleurs plus loin (p. 331), quand Brunhes constate que certaines régions se spécialisent dans cette culture et que d'autres, au contraire, la délaissent.

Le problème mondial du blé dans l'entre-deux-guerres.

Nous prenons magistralement conscience de la poursuite de cette réorientation dans la comparaison (même procédé que, plus haut, pour la soie et le coton) entre la carte de Jean Brunhes et celle que Fernand Maurette construit en 1922 sur le même thème (Figure 12).

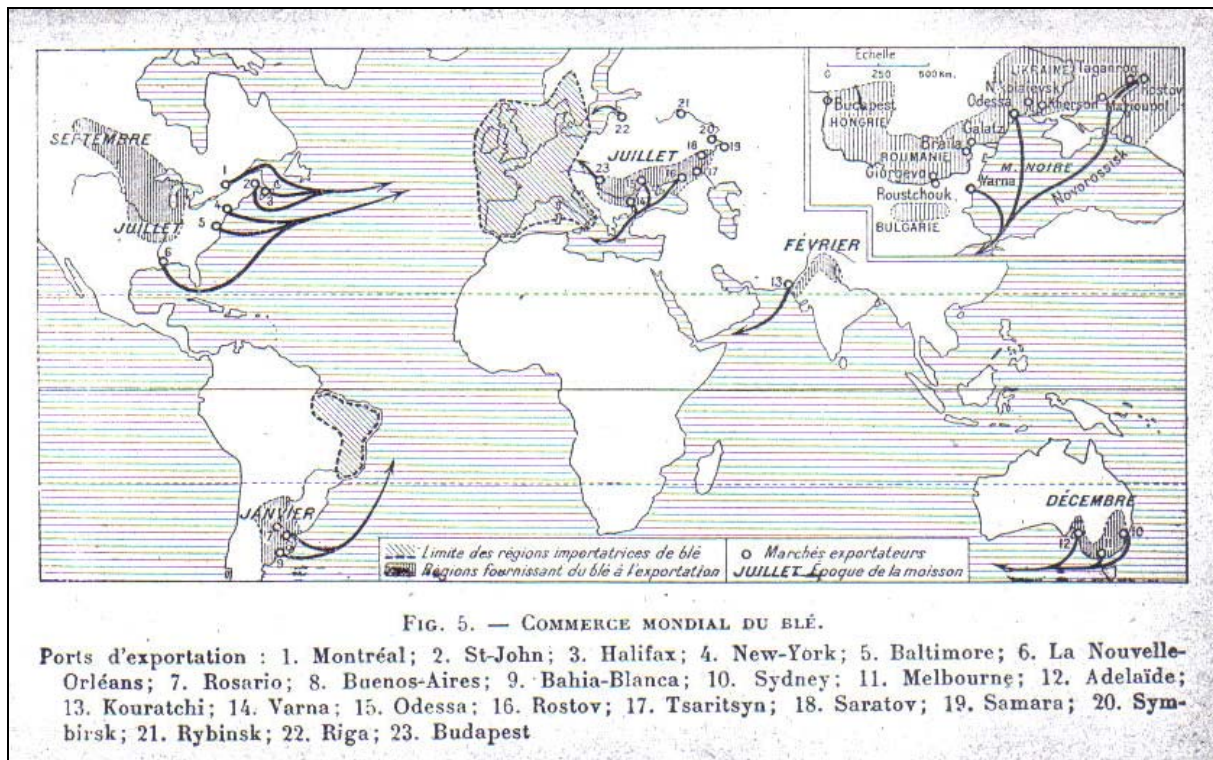


Figure 12 : Carte du « Commerce mondial du blé » (MAURETTE, 1922, p. 39)

Il ne s'agit plus d'une carte de « distribution géographique générale », d'une carte de localisation des productions, mais d'une carte du « commerce mondial » : la géographie économique semble faire un pas de plus entre les années 1910 et 1920. La carte de Maurette, outre les informations données par Brunhes, représente en effet, et c'est significatif, les régions importatrices (l'Europe principalement mais aussi le Brésil) et les flux en résultant (ce qui paraît, dans le corpus parcouru, assez nouveau). L'étude du marché du blé, en géographie

¹⁸ Pierre Clerget écrit que « la moisson dure toute l'année » (1912, p. 189), Fernand Maurette qu'« il n'y a pas de mois où le blé ne donne une récolte dans une certaine région du monde », 1922, p. 34) et René Musset « que l'on récolte du blé quelque part à tous les moments de l'année » (1935, p. 117).

et ailleurs, est régulièrement reprise au cours de l'entre-deux-guerres ; c'est surtout le fait d'ailleurs de René Musset¹⁹, qui écrit en 1923 un ouvrage intitulé *Le blé dans le monde*, qu'Albert Demangeon qualifie, dans une note des *Annales de Géographie*, d'« excellent livre » (1930b, p. 90). Musset, outre de nombreuses notes et chroniques de géographie économique, consacre au blé une série de textes dans les *Annales* (1933, 1936, 1937) et un grand article en 1935 qui est lui-même le commentaire de deux ouvrages récemment dédiés à l'examen de la crise du blé : de Paul de Hevesy (diplomate hongrois à ce qu'il semble), *Le problème mondial du blé*, et de Jean Sirol, *Les problèmes français du blé* (publication d'une thèse de droit)²⁰. Deux ouvrages (non géographiques) donc, qui saisissent le problème à deux échelles. Rappelons quelques éléments contextuels, dont on trouvera le détail par exemple dans l'*Histoire de la France rurale* (GERVAIS, JOLLIVET et TAVERNIER, 1977, p. 593-605). La Grande Dépression se manifeste en France, dans le secteur agricole, par le renforcement de deux tendances plus anciennes, une forte surproduction et un effondrement des cours, problèmes accrus par l'inorganisation de marchés laissés plus ou moins libres. Au début des années 1930, les gouvernants français cherchent à répondre à ces problèmes, mais sans remettre vraiment en cause de la liberté des marchés. Ce n'est qu'avec l'élection du Front Populaire en 1936 que l'on se décide à créer un Office national interprofessionnel du blé (ONIB), dont la vocation est d'organiser le marché à l'intérieur des frontières, de déterminer les prix, de gérer les importations et les exportations du blé et de ses sous-produits.

Ces deux ouvrages et ce texte de Musset s'inscrivent donc dans un moment charnière dans la dynamique du marché du blé, pas seulement en France mais dans le monde entier, car la surproduction et la baisse des prix sont générales, comme la recherche de solutions de type national. Les pays producteurs de blé mettent en effet en place des mesures de protection de leur céréaliculture. Musset, nous y reviendrons en traitant de la crise des années 1930, critique les mesures établies dans le cadre national et relève que « l'indéniable bonne volonté de nos pouvoirs publics, acharnés à résoudre une situation sans issue, n'a guère abouti qu'à des mécomptes, qui ne font que souligner l'impuissance d'un gouvernement, soit à contraindre la nature, plus puissante que les hommes, soit à remédier à des maux universels par des mesures

¹⁹ René Musset (1881-1977) publie sa thèse sur le Bas-Maine en 1917, devient spécialiste de la Normandie et de la Bretagne et enseigne à l'Université de Caen où il est longtemps doyen de la Faculté des lettres.

²⁰ Signalons qu'il existe beaucoup d'autres publications sur ce thème, dont on trouvera les références dans la *Bibliographie géographique internationale* (sous-rubrique consacrée au blé) ; en 1934 par exemple, et pour les seules publications en français, on note un article de Maurice Lambilliotte dans la *Revue économique internationale* sur « La question mondiale du blé », un article d'Henri Hauser dans la *Revue des Deux Mondes*, « Le marché du blé » et un autre article de René Musset dans les *Annales d'Histoire Economique et Sociale*, « Les causes et les origines de la crise mondiale du blé » (COLIN, DEBYSER, MUSSET, 1935, p. 126).

trop prudentes et trop limitées » (1935, p. 14). Le problème du blé est bien un problème mondial, et en cela, le marché du blé reste bien un indicateur de mondialité :

C'est que le ou les problèmes du blé sont d'une complexité troublante : M^r Sirol a très bien vu que sa production – et son commerce – en France ne se peuvent isoler, mais sont intimement mêlés à toute la vie économique et de la France et du monde ; c'est là que réside la difficulté du problème, là ce qui le rend si difficile, insoluble peut-être. (*ibid.*)

Le problème du blé vient précisément de ce que la vie économique doit désormais se penser à l'échelle du monde. Le blé demeure donc dans les années 1930 un produit mondial, animant un marché qui révèle les grandes logiques de la « vie économique » du monde. On ne s'étonnera donc pas de rencontrer, dans la *Bibliographie géographique*, un très grand nombre d'ouvrages, d'articles scientifiques, d'enquêtes plus ou moins officielles et internationales (comme celles pilotées par l'Institut internationale d'agriculture²¹) consacrées au blé dans le monde, et même l'apparition d'une sous-rubrique sur le blé ; ce qui est vrai d'ailleurs pour un assez grand nombre de matières premières. Avec cet exemple précis, on a voulu marquer toutefois que la géographie économique a élaboré un discours à l'échelle mondiale, appuyé sur quelques produits (notamment agricoles) et sur leurs marchés. L'entre-deux-guerres constitue assurément une période de diffusion de ce type de préoccupations en géographie.

2. Géographie et économie entre les deux guerres : une géographie à l'échelle du Monde

Si, avant la Première Guerre mondiale, la géographie économique s'est transformée grâce à la prise de conscience de la consolidation de marchés mondiaux, grâce à la prise de conscience que les « faits de circulation », comme dira Louis Poirier en 1947, sont devenus tout à fait essentiels, que l'échange, la mobilité, la communication, à l'échelle planétaire, sont devenus des *conditions* géographiques de première importance, l'évolution ne paraît pas, après 1914, souffrir d'un retour en arrière. Bien au contraire. Cela contraste avec ce que l'on dit généralement de la géographie et de sa branche économique. Pour Paul Claval, la géographie économique n'évolue pas véritablement dans l'entre-deux-guerres, et c'est à peine s'il cite Fernand Maurette (1996, p. 304). Certes, il rappelle les réflexions sur l'ordre économique du monde (comme *Le Déclin de l'Europe* de Demangeon en 1920), mais insiste surtout sur Henri Hauser, et ne cite qu'en passant les grands articles d'Albert Demangeon de

²¹ Cet Institut a été fondé en Italie en 1906, sous l'impulsion du roi Victor-Emmanuel III. Localisé à Rome, il prend en charge de très nombreuses études agricoles dans les décennies qui nous intéressent. Il devient en 1945 l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO).

1929 et 1932 sur l'économie internationale. Il néglige complètement toute la production géographique, parue notamment dans les *Annales de Géographie*, qui touche à des problèmes économiques, à part quelques thèses traitant de sujets économiques et/ou industriels. De même dans l'*Histoire de la Géographie française de 1870 à nos jours* : le statut de la géographie économique en France dans l'entre-deux-guerres est ambigu (à la différence des Etats-Unis ou de l'Allemagne), à la fois reconnue comme utile mais marginale, jugée trop utilitaire et dédaignée par les universitaires. De la même façon encore, Georges Benko et Allen J. Scott, pour la géographie française des années 1930, notent seulement que quelques géographes « cultivaient un intérêt pour la géographie industrielle, mais celui-ci découlait essentiellement de leur souci de synthèse régionale » (2004, p. 157) ; et de citer *La Géographie de l'industrie* de Raoul Blanchard en 1934, et les thèses (les mêmes que celles citées par P. Claval) de Robert Capot-Rey en 1934 (*La région industrielle sarroise*) et de Maxime Perrin en 1937 (*Saint-Etienne et sa région économique*). Ce n'est pas beaucoup. Il est vrai que G. Benko et A.J. Scott (qui ne citent ni Demangeon ni Maurette, mais seulement Hauser) ont pour projet d'écrire une synthèse internationale sur la géographie économique, qui fait une part très importante aux théoriciens allemands et américains : autant l'entre-deux-guerres constitue, en Allemagne et aux Etats-Unis, une période de consolidation de la géographie économique, autant, en France, il ne se passerait presque rien... Il est vrai aussi que, du point de vue théorique, les géographes français se sont révélés moins entreprenants que leurs collègues étrangers. Mais nous allons voir que la géographie française de l'époque a donné une grande place à l'analyse des faits économiques. L'examen du discours géographique de ces deux décennies a témoigné que la géographie, encore plus qu'avant 1914, s'intéressait fortement à l'étude des marchés, que la géographie économique connaissait, autour de 1930, un certain renouvellement théorique et thématique qui s'incarne dans l'étude de la grande crise : le monde est pensé comme un tout économique solidaire, l'économie mondiale comme un *milieu* à prendre en compte dans toute analyse géographique.

2.1. L'omniprésence de la réflexion sur les marchés mondiaux

2.1.1. Le thème des ressources et de leur commerce en géographie

Une géographie économique axée sur les ressources

Dès avant 1914, les *Annales de Géographie* et la *Bibliographie géographique* offrent une place très importante aux questions de production, de ressource, de culture etc. (sans établir de distinction claire entre produit agricole et ressource naturelle ou minéralogique).

Cette place se fait encore plus grande après la guerre : si on se reporte à l'Annexe 2a, on observe en effet la présence massive de titres se référant, dans les *Annales*, aux réserves, productions, inventaires de ressources alimentaires ou de matières premières à l'échelle mondiale. Il convient de bien préciser que cette géographie de l'inventaire précède la Première Guerre mondiale, se développe pendant et se renforce même après, au point d'alimenter une réflexion sur le problème ou la question des matières premières, dont nous réservons l'examen pour la partie suivante. Cet inventaire existe en outre à toutes les échelles d'analyse : il existe un très grand nombre de textes (surtout des notes et des chroniques) traitant de ces questions à d'autres échelles que mondiale. Les inventaires ou états des lieux des productions à l'échelle nationale, de telle matière première (minerais, charbon, pétrole...) ou de tel produit agricole (blé, riz, café...) sont réguliers dans les *Annales* ainsi que dans la *Bibliographie*. Il s'agit toujours de dresser un panorama de la production, d'actualiser des connaissances économiques et statistiques, voire de s'interroger sur la solidité des approvisionnements. Ce souci pour les ressources et la production en général (y compris industrielle) est en effet inséparable d'un souci croissant pour les statistiques, qui se concrétise entre autres en 1937, nous l'avons dit, par l'apparition d'une rubrique « Statistiques récentes » dans les *Annales*. Reste que le suivi quasi obsessionnel de certains produits (charbon, pétrole, blé, sucre...) n'atteste pas seulement, à notre sens, d'un goût prononcé pour la statistique, mais aussi du caractère problématique voire angoissant de la production et de l'approvisionnement. Revenons à la mesure de la présence du thème des ressources dans notre corpus ; le Tableau 7 répertorie l'ensemble des textes des *Annales de Géographie* traitant, entre 1916 et 1935, d'une ressource à l'échelle mondiale (un bref coup d'œil dans la *Bibliographie géographique* montrerait que ce souci est largement transnational).

Année	Auteur	Titre	Type
1916	H. Hitier	« Les réserves de bétail dans le monde »	A
	M. Zimmermann	« La production et la consommation de la soie »	N
	D. Bellet	« La production de la potasse dans le monde »	N
1919	M. Zimmermann	« Le henequen et les fibres de cordage dans le monde »	CG
1920	L. Gallois	« La production des céréales dans le monde en 1919-1920 »	CG
	M. Zimmermann	« La production du graphite dans le monde »	N
1921	R. Musset	« La production de bauxite dans le monde »	CG
	L. Gallois	« La production de sucre de canne dans le monde »	CG
1922	H. Baulig	« Un inventaire de la production minérale du monde »	N
1923	M. Sorre	« La canne à sucre dans le monde »	N
	J. Allix	« Situation de la production du caoutchouc dans le monde »	N
1924	J. Allix	« Les sources mondiales d'énergie »	CG
	F. Maurette	« Le caoutchouc. Etude de géographie économique »	A
	R. Musset	« La production du mica dans le monde »	N

	R. Musset	« Le calendrier des campagnes sucrières »	CG
	L. Mrazec	« Le pétrole. Conditions géologiques et géographiques »	A
1925	G. Arnaud	« L'utilisation des diverses sources de force motrice dans le monde »	CG
	J. Levainville	« Les statistiques des principaux métaux autres que le fer »	CG
1926	F. Maurette	« Le pétrole. Etude de géographie économique »	A
1927	P. Barret-Lagrèze	« Le tabac. Sa production mondiale »	A
	A. Demangeon	« La question du caoutchouc »	CG
1928	A. Demangeon	« La production et la consommation d'azote synthétique dans le monde »	CG
	L. Guéneau	« La production et la consommation de la soie artificielle dans le monde »	A
	M. Pardé	« Le stock d'or mondial »	CG
1929	M. Pardé	« La production du sucre dans le monde et en Europe »	CG
	M. Pardé	« Production et consommation de métaux non ferreux »	CG
	J. Sion	« L'étain »	CG
	M. Pardé	« La production mondiale de la soie »	CG
	M. Pardé	« La production de la soie artificielle »	CG
	J. Levainville	« Minerais de manganèse »	CG
1930	A. Demangeon	« La production mondiale de sucre »	CG
	A. Demangeon	« La production de blé dans le monde »	CG
	A. Demangeon	« La production mondiale du platine »	CG
	A. Demangeon	« La production du lin dans le monde et particulièrement en Belgique »	CG
	A. Demangeon	« La culture du café dans le monde et particulièrement dans les colonies françaises »	CG
	M. Pardé	« Production du charbon dans le monde et situation charbonnière en Europe »	CG
	M. Pardé	« La production du coton et l'industrie cotonnière »	CG
	H. Gaussen	« La carte des productions végétales »	A
	J. Levainville	« Les minerais de manganèse »	N
	R. Musset	« Le café »	N
	R. Musset	« Le caoutchouc et ses emplois »	N
	J. Levainville	« La carte mondiale des minerais de fer »	N
	A. Demangeon	« La production de laine et l'élevage du mouton dans le monde »	CG
1931	M. Pardé	« La production mondiale de pétrole »	CG
	M. Pardé	« La production de la soie dans le monde »	CG
1932	R. Musset	« La banane »	N
	M. Pardé	« La production mondiale de houille en 1930 »	CG
	M. Pardé	« Les stocks d'or dans le monde »	CG
	P. Arbos	« Le produit de la pêche aux baleines »	CG
	A. Albenque	« La pêche et le commerce de la perle »	CG
	R. Musset	« Le sisal et les fibres à cordage »	N
1933	R. Musset	« Le raphia »	N
	A. Demangeon	« La production du caoutchouc »	CG
	A. Albitreccia	« La production et le commerce des raisins de table dans le monde »	CG
	R. Musset	« Le jute »	N
1934	R. Crozet	« La situation rizicole mondiale »	CG
1935	R. Musset	« Problèmes du blé »	A
	J. Célérier	« Le marché mondial des phosphates et la production Nord-africaine en 1933 »	CG

Tableau 7 : Liste des textes des *Annales de Géographie* traitant de ressources à l'échelle mondiale, de 1916 à 1935.

Ce tableau se fonde sur l'Annexe 2a mais y retranche les textes qui ne traitent pas de ces questions, et y ajoute ceux qui, implicitement dans leur titre mais explicitement dans leur contenu, se positionnent sur cette thématique à l'échelle mondiale. On a ainsi rassemblé des textes qui traitent le plus souvent de production, plus rarement de réserve, de stock ou d'inventaire, de situation ou de statistique, de source ou de ressource, parfois d'industrie lorsqu'il s'agit de matières premières synthétiques (soie, azote...). Des titres plus originaux ont été conservés, comme cette chronique de René Musset de 1924 sur « Le calendrier des campagnes sucrières » qui montre que la production de sucre, comme celle du blé, s'échelonne dans le monde en fonction des saisons. Ont été cependant laissés de côté les textes qui abordent indirectement le thème des ressources, par exemple telle chronique de Demangeon en 1928 sur « L'industrie de l'aluminium » ou dans celle de Pardé sur « L'industrie cotonnière » en 1929, et ceux qui abordent la production purement industrielle.

Plusieurs angles d'analyse se présentent alors : la chronologie, les auteurs concernés, les produits. Les années 1920 se caractérisent tout d'abord par un accroissement du nombre de textes par rapport à avant 1914, la guerre mettant au premier plan les enjeux de l'approvisionnement en ressources alimentaires ou en matière premières destinées à l'industrie, ainsi qu'en carburant et ressources énergétiques. Dans le discours géographique, cela se traduit par une inflation des états des lieux régionaux ou nationaux voire mondiaux. Prenons un seul exemple, une chronique de Maurice Zimmermann en 1918 sur « Le charbon dans les Alpes françaises et dans l'Est de Lyon », dans laquelle il observe que « la pénurie de houille causée en France par la guerre a stimulé singulièrement les recherches et les exploitations houillères dans la région du Sud-Est », avec d'ailleurs d'importants résultats (1918c, p. 394). C'est surtout cependant entre 1928 et 1933 que ces textes deviennent très nombreux, alors qu'ils se raréfient au milieu des années 1930, ce qui correspond à un évanouissement plus général de la référence mondiale. Les textes concernés par notre comptage étant surtout des chroniques et des notes (36 chroniques, 15 notes, 8 articles, pour un total de 59), les géographes qui ont abondamment pratiqué ce type d'écriture sont naturellement surreprésentés, de Maurice Pardé (11) à René Musset (10) en passant par Albert Demangeon (9), Maurice Zimmermann (3) et Jacques Levainville²² (4). Ces 5 auteurs (sur 23)

²² Jacques Levainville (1871-1932), peu présent dans le Tableau 7, n'en tient pas moins une place importante dans cette question des ressources. Il multiplie en effet les notes et chroniques consacrées à l'examen de telle ou telle ressource, surtout à des échelles nationales ou infra-nationales. D'abord militaire, puis géographe (voir la notice de Hugh Clout et François Gay en 2004), il consacre sa thèse au Morvan en 1909, puis écrit un ouvrage devenu célèbre sur Rouen en 1913, avant de s'orienter vers la géographie économique, l'étude de l'industrie et des ressources en minerais. C'est que, après la Première Guerre mondiale, il prit en charge l'exploitation de

représentent les deux tiers du total des textes dénombrés. Autour de 1927, on remarque un changement, à la fois dans le nombre de textes (20 textes de 1916 à 1927, 38 de 1928 à 1935, dont 31 de 1928 à 1932) et dans la présence des auteurs : 27 textes après 1927 sont rédigés par 3 auteurs seulement (Albert Demangeon, Maurice Pardé, René Musset). Ce qui dénote une polarisation au moins double : chronologique sur le segment 1928-1932 (la seule année 1930 comptant 13 titres) et biographique, sur quelques auteurs.

En réalité, une autre polarisation se fait jour, sur certains produits. Différents types de ressources sont en effet concernés : agricoles (y compris l'élevage et ses dérivés, la récolte de ressources naturelles, la pêche, la soie artificielle...), minéralogiques et énergétiques (charbon, pétrole etc.²³). Les ressources agricoles dominent (36 textes), suivies des ressources minéralogiques (16) puis énergétiques (7). La récurrence des mêmes ressources est aussi très frappante. Certaines en effet réapparaissent régulièrement, avec des titres tout à fait équivalents ; le sucre par exemple (1921, 1923, 1924, 1929, 1930), ou la soie naturelle et artificielle (1916, 1928, 1929, 1929, 1931). C'est encore le caoutchouc (1923, 1924, 1928, 1930, 1933), le charbon (1930, 1932), le blé (1920, 1930, 1935), ou le pétrole (1924, 1926, 1931). Si l'on additionne les textes touchant à ces 6 produits, on obtient 23 textes, soit 40% environ du total. On peut véritablement parler de produits/ressources clés à l'échelle mondiale, ce qui replace l'exemple du blé dans un contexte plus large. Ce sont d'ailleurs les mêmes produits que l'on retrouve dans d'autres revues, comme *La Géographie* (voir Tableau 6, p. 99), ainsi que dans la rubrique « Géographie économique, colonisation » de la *Bibliographie géographique*, qui est, dans l'entre-deux-guerres, littéralement remplie de références à des textes traitant de ces ressources. Cette récurrence témoigne d'une volonté d'actualisation constante des données sur des produits considérés comme essentiels à la vie économique mondiale. Prenons l'exemple du fer, traité par Jacques Levainville dans une intéressante note des *Annales* en 1930 dans laquelle il commente la publication par Max Eckert d'une « Carte mondiale des minerais de fer » (*Welt-Eisenerz-Karte*) et d'un article, « *Stahl und Eisen* » (Acier et fer) : le fer y est en effet très symptomatiquement qualifié d'« étalon de la civilisation mondiale » (1930, p. 633).

mines de fer dans le Calvados. En tant qu'homme d'affaires, il se préoccupe d'étudier les conditions optimales d'exploitation du minerai et s'intéresse aux transports maritimes et ferroviaires : « Au contact de toutes ces réalités, il était devenu un spécialiste écouté pour toutes les questions d'exploitation minière et de transports par chemin de fer. Il était président de la Société française des mines de fer » (DEMANGEON, 1932d, p. 117).

²³ Il existe par ailleurs de très nombreux textes des *Annales de Géographie* (articles, notes, chroniques) traitant de la houille blanche, mais c'est toujours à l'échelle d'un pays ou d'un massif montagneux.

Fernand Maurette et la géographie des marchés

Tous les textes qui traitent de ressource ou de production traitent en réalité d'une répartition inégale et d'une production déséquilibrée qui impliquent des flux entre producteurs et consommateurs, à toutes les échelles. Les matières premières, les produits agricoles, et les produits industriels n'acquièrent cependant un statut de produit mondial que parce qu'ils sont échangés à l'échelle du monde d'une part, et qu'ils sont d'autre part, à l'instar du fer, nécessaires au fonctionnement de l'économie mondiale. De ce point de vue, l'ouvrage de Fernand Maurette en 1922 sur *Les grands marchés des matières premières*, est tout à fait remarquable (Encadré 5).

Fernand Maurette (1879-1937) est l'un des géographes français les plus ouverts à la dimension mondiale dans l'entre-deux-guerres, au même titre que Maurice Zimmermann ou Pierre Clerget avant 1914. On s'appuie surtout sur la notice nécrologique parue dans les *Annales de Géographie* en 1938 sous la plume de Paul Dupuy, son beau-père (voir p. 143) et de Lucien Gallois, ainsi que sur celle d'Elicio Colin parue dans la *Bibliographie* de 1936. Spécialiste de l'Afrique (il rédige le volume de la *Géographie universelle* sur l'*Afrique équatoriale, orientale et australe*, qui paraît après sa mort), Maurette s'est aussi beaucoup intéressé à la géographie économique, dont il marqua le développement avec son petit ouvrage devenu classique sur *Les grands marchés des matières premières* paru en 1922 et quelques grands articles des *Annales de Géographie*. Il publie aussi de nombreux manuels scolaires. Dès 1910, il enseigne à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, où il prépare les étudiants au concours des Affaires étrangères ; il s'intéresse alors à la diplomatie, aux relations internationales, à l'économie mondiale, et y acquiert une compétence reconnue, laquelle lui vaut d'être appelé pendant la guerre, avec d'autres universitaires comme Maurice Halbwachs ou François Simiand, au cabinet du ministre de l'armement Albert Thomas entre 1915 et 1917 (PROCHASSON, 2004, p. 675). Maurette avait connu Thomas au lycée puis à l'Ecole Normale Supérieure au début des années 1900 (GUERIN, 1996). Après la guerre, en 1924, il est de nouveau appelé, là encore avec d'autres universitaires et anciens normaliens, par Albert Thomas à la Division des recherches du Bureau International du Travail, à Genève. Maurette y acquiert une certaine importance, qui lui vaudra d'être nommé en janvier 1937 Directeur du BIT en France. Il a exécuté de nombreuses enquêtes et recherches pour le BIT dans divers points du monde au point que

peu de géographes ont été mieux placés que lui pour acquérir une connaissance approfondie de la vie économique du monde entier. Il avait pris contact avec les hommes qui dans tous les pays agissent sur la vie économique universelle. (DUPUY et GALLOIS, 1938, p. 201)

Il appartenait en outre à différents cercles d'études, de tendance internationaliste pour certains, comme le Centre international de Coopération intellectuelle, le Bureau international de l'Enseignement technique, le Comité des matières premières, ainsi que le Conseil national économique, organisme lié au gouvernement français. Géographe, il devient peu à peu technicien de l'économie mondiale, et contribue largement à diffuser les idées genevoises en géographie, dans les *Annales* ou dans la *Bibliographie*.

Encadré 5 : Eléments biographiques sur Fernand Maurette.

Il y étudie « davantage le rôle de ces rouages essentiels que constituent les marchés que les activités productives elles-mêmes » (CLAVAL, 1996, p. 304) ; les marchés, ce sont bien ici les lieux de transaction :

On ne trouvera pas dans ce livre ce qu'on appelle parfois une étude géographique des marchandises. Son objet est plus modeste et plus précis : c'est l'étude des marchés, c'est-à-dire de certains lieux privilégiés, où les matières premières se concentrent, entre les lieux de production et les lieux de transformation. (MAURETTE, 1922, p. V)

Choisissant donc quelques matières premières parmi les plus importantes (houille, blé, laine, coton, soie, caoutchouc, fer, pétrole), il tente d'établir une typologie des marchés, entre les grands marchés mondiaux, les lieux où les flux de matières premières se concentrent de manière très affirmée (New York par exemple pour le blé des Etats-Unis²⁴), et les marchés locaux, proches des lieux de transformation, par exemple pour la laine :

Ainsi le commerce de la laine est plus compliqué que celui du charbon ou du blé. La laine est la première matière pour laquelle nous trouvons, à côté des grands marchés d'exportation, des marchés de concentration et de redistribution plus importants encore, placés à portée des centres manufacturiers, quand ils ne se trouvent pas au centre lui-même. (p. 89)

La Figure 13 montre bien la diversité des marchés de la laine, particulièrement dans l'Europe du Nord (carton dans le coin supérieur droit), où l'on observe toute une hiérarchie de marchés d'importation et de redistribution à proximité des grands centres industriels - contrairement à la carte du blé, celle-ci, notons-le en passant, ne représente pas les flux.

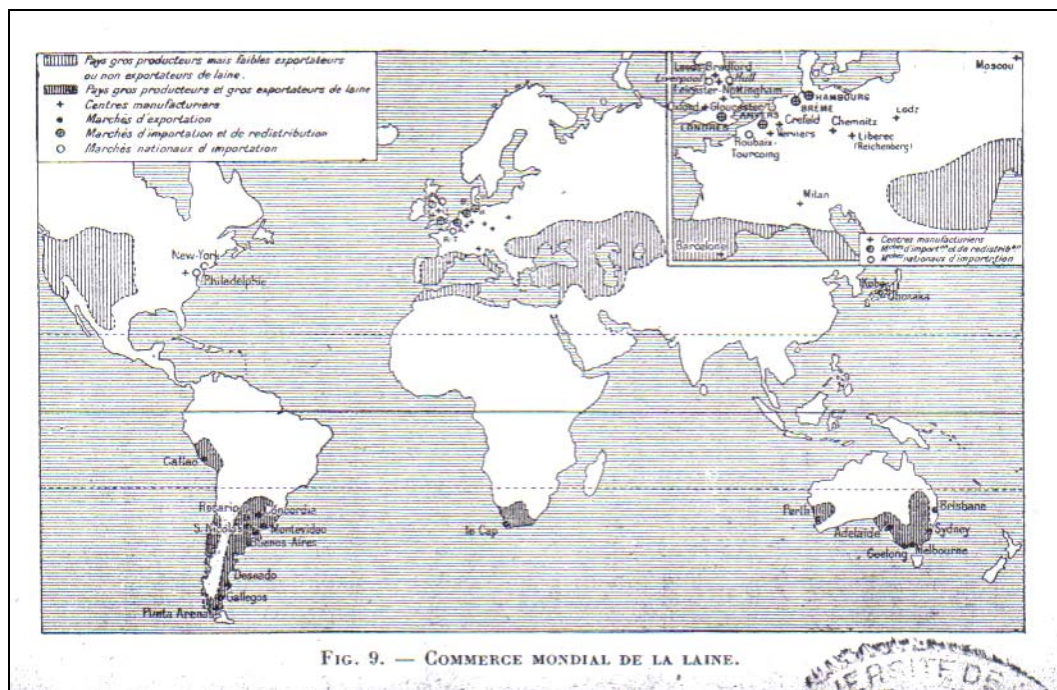


Figure 13 : Carte du « Commerce mondial de la laine » (Maurette, 1922, p. 73).

Encore plus segmentés que les marchés de la laine, ceux du fer n'ont rien de grands marchés internationaux :

²⁴ « Le port qui en reçoit le plus est le *port universel*, New York, qui reçoit 25,4 pour 100 des grains qu'exportent les Etats-Unis, et en outre 20.9 pour 100 des farines. » (p. 45)

Il y a un certain commerce mondial du minerai de fer et des matières premières qui en sont issues. Mais on ne saurait dire que le commerce est proportionnel à la production mondiale de ces matières. (p. 167-168)

Au contraire, on tend de plus en plus à transformer les minerais de fer sur place, car « il y a du minerai de fer à peu près dans le monde entier, et que le monde entier révèle aussi peu à peu ce qu'il recèle en ses flancs de houille » (p. 168). Et aussi que de plus en plus de pays entendent développer leur propre industrie... Ce qui explique que, « sur quelque 150 millions de tonnes de minerai de fer qui sortent de terre chaque année, il n'y en a pas 30 qui soient employées hors de leur pays d'origine » (p. 161).

On comprend dès lors le propos de Maurette : montrer qu'il n'y a pas un commerce (ou un marché) mondial, mais que chaque produit ou matières première nourrit un certain système économique mondial. Il voit bien en outre que la situation économique a changé depuis le dernier tiers du XIX^e siècle, et notamment que les grands marchés anglais (Londres, Liverpool) ne dominent plus le commerce mondial des matières premières, alors encore presque unifié, mais que de nombreux centres nationaux, régionaux voire locaux sont apparus et complexifient la physionomie de l'économie mondiale. La dernière phrase du livre est ainsi la suivante : « L'évolution des grands marchés des matières premières, – comme beaucoup de faits d'un autre ordre, – n'indique pas la décadence économique de l'Angleterre ; mais elle marque sûrement la fin de son hégémonie commerciale » (p. 191). Maurette, au-delà de son analyse typologique des centres de commerce, traite donc bien en réalité de l'économie mondiale. Son livre en effet, quoique dans une perspective originale, est un livre sur le commerce mondial ; cette expression est du reste récurrente, par exemple dans le titre des illustrations. Il étudie en fin de compte différentes configurations du commerce mondial et leur évolution entre la fin du XIX^e siècle et les lendemains de la Première Guerre mondiale ; il est très frappant à cet égard de voir comment il décrit la transformation du commerce houiller. Avant la guerre, la Grande-Bretagne alimente littéralement le monde en houille (1922, p. 7-8). Après en revanche, cette domination mondiale des marchés britanniques a vécu :

En même temps que l'exportation se restreignait et se concentrait, ses rayons d'action se réduisaient et se raccourcissaient. En 1919 et 1920, on ne pouvait plus dire que l'exportation britannique de houille était, à proprement parler, mondiale. Les régions voisines de l'Angleterre en avaient, en effet, absorbé plus des neuf dixièmes (...). (p. 19-20)

Si la Grande-Bretagne regagne des parts de marché au début des années 1920, il est avéré que le commerce mondial de la houille a connu un profond basculement au profit des marchés des

Etats-Unis. L'exportation de houille permet même aux Etats-Unis de devenir un grand acteur sur d'autres marchés de matières premières :

Le sucre des îles Hawaï et des îles des Philippines, la laine d'Australie et la soie du Japon, le caoutchouc du Brésil et des Indes Néerlandaises, les noix de coco et le coprah de l'Océanie, les minerais de cuivre et d'étain de l'Amérique du Sud, les bois de l'Amérique tropicale et des îles sont le fret de retour du commerce du charbon. Grâce à la houille, les Etats-Unis peuvent aujourd'hui, comme put avant eux l'Angleterre, se créer un commerce mondial. (p. 27)

Le commerce mondial et les bouleversements hiérarchiques que la guerre a provoqués parmi les principales puissances économiques sont donc peut-être bien en définitive l'objet de Fernand Maurette, abordé par le biais des marchés des matières premières. En cela, il incarne une tendance assez générale en géographie dans les années 1920 à se préoccuper du commerce mondial et des grands équilibres économiques mondiaux.

2.1.2. L'économie mondiale : un nouveau *milieu* géographique

Au-delà des marchés mondiaux, l'économie mondiale

Les expressions mêmes d'économie mondiale, de commerce mondial (ou du monde) deviennent alors en effet très courantes dans le discours géographique. La *Bibliographie géographique* en livre beaucoup d'exemples, particulièrement en langue allemande : de nombreuses publications prennent pour objet, à l'image de certaines références listées dans l'Annexe 4, la position d'un pays, d'une ville, d'une région du monde dans l'économie, le marché ou le commerce mondial, notamment dans la revue *Weltwirtschaftliches Archiv*. Ainsi en 1931, l'article de Theo Suranyi-Unger, « *Zur weltwirtschaftlichen Stellung Afrikas* » (Sur la position de l'Afrique dans l'économie mondiale) ou celui, en 1932, d'Arthur Dix, « *Die Stellung der Guinea-Küste im Welthandel* » (La position de la côte de Guinée dans le commerce mondial)²⁵. Dans les *Annales de Géographie*, dès les lendemains de la guerre, des textes se fondent sur la même idée, quoique les titres ne soient pas aussi explicites qu'en allemand (la liste des titres se référant au monde est à ce propos étonnamment pauvre, portant principalement sur des ressources et des matières premières). Il faut chercher à l'intérieur des textes. Donnons quelques exemples. Dès 1920, Albert Demangeon, dans une chronique sur « Les relations économiques de l'Australasie »²⁶, construit le profil d'un pays neuf,

²⁵ On notera aussi l'ouvrage de Kurt A. Gerlach paru en 1911 et intitulé : *Dänemarks Stellung in der Weltwirtschaft* (La position du Danemark dans l'économie mondiale).

²⁶ Dont le titre rappelle celui de l'article qu'il avait publié en 1913 sur « Les relations de la France du Nord avec l'Amérique. Esquisse de géographie commerciale ». Ce qui nous place bien dans l'horizon d'une géographie commerciale au moins à dimension internationale, si ce n'est mondiale, prenant pour objet les « relations économiques » entre les acteurs que sont les nations.

l'Australie, dans l'économie mondiale : « S'il existe des usines en Australie, elles ne travaillent pas pour le marché mondial », mais pour ce qui est des matières premières et des denrées alimentaires, « leur place s'élargit chaque jour sur les marchés du monde » (p. 76). Deux acceptions de marché sont ainsi déclinées dans la même page, renvoyant à deux types de mondialité : d'un côté, le marché mondial, c'est-à-dire le monde conçu comme ensemble économique global où des produits peuvent s'échanger (le monde comme *milieu* économique), de l'autre, les marchés du monde, c'est-à-dire des espaces délimités qui sont des destinations ou des lieux de transaction économique. Cette distinction, qu'on a déjà rencontrée plus haut (voir p. 162), est tout à fait courante à l'époque. Le marché mondial est un objet mondial, en émergence depuis quelques décennies, alors que les marchés du monde (qu'on veuille bien noter la différence entre le singulier et le pluriel) seraient plutôt des objets infra-mondiaux. Il y a d'un côté le monde conçu comme espace économique à part entière, de l'autre, le monde conçu comme cadre où se découpent des espaces économiques.

La différence est de taille. Elle redonne une certaine validité à la distinction posée initialement entre « mondial » et « dans le monde » ou « du monde ». C'est également valable d'ailleurs pour la production, la consommation ou le commerce et l'économie. C'est la même idée que celle qui nourrissait l'opposition, chez Jean Brunhes entre le riz par exemple et le blé, le second étant défini, à la différence du premier, comme « produit *mondial* » (voir p. 179). Lorsque, de la même façon, Jules Sion en vient, dans un article sur la population de l'Inde, à apprécier la puissance de l'industrie indienne, il note l'existence d'un « groupe d'industries très important par le nombre de leurs ouvriers, mais insignifiant pour le marché mondial », comme le textile ou la vannerie (1926, p. 444). Là encore, il s'agit bien du monde comme espace économique à part entière. Les géographes commencent ainsi à penser, quasiment en le substantialisant, un objet qui serait le marché mondial. Une note de René Clozier en 1932 sur « Le commerce de la Chine » en offre un remarquable exemple : « Le commerce extérieur de la Chine joue un rôle médiocre dans les échanges internationaux ; il ne représente que les deux centièmes du commerce mondial ; il se classe au treizième rang, après l'Argentine et même l'Australie » (1932, p. 534). Cette façon de rapporter le commerce d'un pays à un total mondial, de mettre en perspective la part d'un pays dans l'ensemble des transactions internationales, est tout à fait symptomatique, selon nous, d'une pensée du monde qui attribue à l'entité « Monde » une existence en tant que niveau de réalité, en tant qu'objet. Dans le même ordre d'idées, il est sans doute révélateur que les géographes accordent une attention particulière au thème du commerce extérieur dans les années 1930 : en 1931 par

exemple, on dénombre dans les *Annales de Géographie* une série de notes et de chroniques, rédigées par Maurice Pardé, sur le commerce extérieur de la France, de l'Allemagne, de la Suède, de la Chine, des Etats-Unis. En 1933 encore, dans une note intitulée « Statistiques », René Crozet résume nombre d'informations sur différents pays, parmi lesquelles beaucoup portent sur le commerce extérieur²⁷.

Parler de commerce mondial, d'économie mondiale, de situation économique mondiale devient donc une habitude en géographie. Le recours à ces expressions suggère encore que le monde constitue une entité économique pertinente pour l'examen d'un certain nombre de questions, et qu'on ne peut plus étudier l'économie d'une région ou d'une nation sans prendre en compte les niveaux supérieurs, continental et mondial. Le niveau mondial joue de plus en plus le rôle, et ce sera manifeste dans l'analyse géographique de la crise des années 1930, d'un facteur, pour détourner le mot d'A. Weiler²⁸, qui écrit en 1932 une note sur « Le tourisme, facteur économique mondial ». Il y recommande de prendre en compte le tourisme dans le calcul des balances commerciales, car il représente, précisément, un « facteur » de plus en plus important. De la même façon en somme que le tourisme doit être intégré dans l'étude de l'économie mondiale, l'économie mondiale doit être intégrée dans l'analyse des espaces d'échelle supérieure (Etats, régions, villes...). C'est pourquoi les géographes parlent de plus en plus de « situation économique mondiale », comme dans cette note d'Antoine Albitreccia en 1937 sur « La situation générale du commerce mondial »²⁹. L'analogie avec la situation géographique d'un lieu par rapport à son site, est très éclairante : on ne peut se contenter d'étudier une portion de l'espace économique pour elle-même, il faut replacer une région ou une nation dans un contexte, dans un environnement, voire dans un milieu qui peut être de dimension mondiale. L'expression de milieu mondial (que nous avons rencontrée la première fois dans un texte de Maurice Zimmermann de 1907, voir p. 128) est sans doute très importante pour rendre compte de la façon dont les géographes, en matière économique, pensent le niveau mondial dans la première moitié du XX^e siècle. Les géographes, mais aussi d'autres observateurs, comme ce passage du texte de Paul Valéry d'où l'on n'extrait généralement que la phrase sur « *le temps du monde fini* », le laisse à penser :

²⁷ Le sommaire de cette note est le suivant : « *France*. L'industrie du cuivre. La production houillère en 1932. Trafic fluvial et ferroviaire. Commerce extérieur en 1932. *Grande-Bretagne*. La production houillère en 1932. Commerce extérieur en 1932. *Italie*. L'électrification des chemins de fer. *Tunisie*. Production minière en 1932. *Union Sud-Africaine*. Commerce extérieur en 1932. *Cuba*. Commerce extérieur en 1932. »

²⁸ Dont nous savons peu de choses, hormis qu'il publie avec Albert Demangeon en 1937 un texte sur « Les maisons des hommes de la hutte au gratte-ciel » (PINCHEMEL, ROBIC, TISSIER, 1984, p. 168).

²⁹ Ce qui nous rappelle la définition donnée par Pierre Clerget de la géographie économique, comme devant « situer chaque pays dans l'économie mondiale » (voir p. 147).

Nous devons désormais rapporter tous les phénomènes politiques à cette condition universelle toute récente ; chacun d'eux représentant une obéissance ou une résistance aux effets de ce bornage définitif et de cette dépendance de plus en plus étroite des agissements humains. Les habitudes, les ambitions, les affections contractées au cours de l'histoire antérieure ne cessent point d'exister, – mais insensiblement transportées dans un milieu de structure très différente, elles y perdent leur sens et deviennent causes d'efforts infructueux et d'erreurs. (1931, *in* 1945, p. 20-21)

Valéry parle bien d'un milieu, d'un nouveau milieu, certes plus politique qu'économique, dans lequel l'histoire des sociétés se déroulerait désormais. Cette « condition universelle » des événements politiques, nous y reviendrons dans le chapitre 5, résulte de l'état de finitude (de « bornage » dit Valéry) du monde et n'aurait pris consistance, alors, que très récemment. L'expression méritait en tout état de cause d'être relevée, ne serait-ce que parce que des expressions équivalentes, comme celle de « condition mondiale », se rencontrent également en géographie. Dans son compte rendu pour la *Bibliographie* d'un article de Georges Theunis³⁰ paru dans la revue *L'Economie internationale*, et intitulé « La situation économique en 1929 », Albert Demangeon distingue par exemple conditions mondiales et nationales :

Revue sobre et précise des grands traits de la vie économique du monde : d'abord les conditions mondiales : existence de trois grands marchés financiers, Londres, New York et Paris ; assez grande prospérité de l'industrie, progrès des industries de luxe et de demi-luxe, correspondant à l'amélioration du niveau de vie des classes ouvrières ; industrialisation naissante de certains pays comme la Hollande et la Suède ; généralité de la dépression agricole ; – ensuite, les conditions nationales : étude succincte de chaque pays en particulier. (1931c, p. 109)

Penser à l'échelle du Monde, ce serait donc penser le monde comme milieu, comme condition (ou comme ensembles de conditions), avant, éventuellement, de le penser comme espace. Idée clé que nous retrouverons plus loin, à propos de la crise des années 1930. Il convient pour le moment d'analyser la mutation de la géographie économique (ou de la géographie lorsqu'elle traite de réalités économiques) qui accompagne la prise de conscience de cette condition mondiale au tournant des années 1920 et 1930.

Géographie économique et conjoncture économique mondiale. Le rôle d'Albert Demangeon

A plusieurs reprises déjà, par exemple dans les analyses de l'Annexe 2a et 2b qui ont révélé une forte concentration des titres se référant au monde dans l'entre-deux-guerres, et surtout entre 1928 et 1932 (29 titres se référant au monde dont 13 avec le terme mondial), il est apparu qu'il y avait là un moment tout à fait important dans l'histoire de l'entrée du Monde en géographie. Nous avons indiqué également que des sous-rubriques apparaissaient

³⁰ Ancien premier ministre de Belgique, il est aussi président de la Conférence économique internationale tenue en 1927 à Genève, conférence qu'il présente dans un article de 1927 de la *Revue économique internationale*.

dans la *Bibliographie géographique* entre 1927 et 1932, comme « Commerce international » en 1927, qui signalent la consolidation de nouveaux champs d'intérêt géographique (voir p. 107). 1927, disons la deuxième moitié des années 1920, c'est aussi le moment où la référence au monde (mondial, dans le monde, *Welt*-, *world*...) se multiplie dans la *Bibliographie*. C'est encore, nous venons de le voir, le moment où l'économie mondiale (le commerce mondial, le marché mondial etc.) devient un élément tout à fait prégnant dans l'analyse géographique. Ces diverses observations bibliographiques s'accordent avec des éléments contextuels qu'il convient de rappeler : la Société des Nations, aidée notamment par le Bureau International du Travail, a l'ambition, entre autres tâches, de commencer à (ré)organiser l'économie mondiale, d'en étudier et d'en corriger les problèmes. C'est à cette fin qu'elle convoque à Genève, en 1927, la première Conférence économique internationale : « On a dit d'elle qu'elle fut la première réunion des Etats Généraux de l'économie mondiale : on y voyait, en effet, des représentants de toutes les catégories de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, du travail, de la consommation, de tous les ordres intéressés à la production et à la circulation des biens » (MAURETTE, 1928, p. 261). Fernand Maurette, dans un texte où il présente les publications les plus intéressantes pour les géographes parmi la masse de ce qui a été publié pour la Conférence, aborde les différents problèmes de l'économie mondiale, en matière de ressources, de population, d'instabilité des tarifs douaniers etc., et définit même l'économie mondiale comme un problème³¹. C'est dans ce contexte de difficultés économiques que des « Etats Généraux » (expression significative) de l'économie mondiale sont convoqués, même si les solutions nationales prédominent et vont encore prédominer dans la décennie qui suit. Même si son statut au BIT lui donne un poids et une autorité particuliers en la matière, Fernand Maurette est loin d'être le seul géographe à se préoccuper de l'actualité économique du monde, de la situation économique mondiale, de la conjoncture mondiale. Les géographes classiques dans leur ensemble n'ont pas été enfermés dans leur tour d'ivoire, mais se sont intéressés aux problèmes du monde, qu'il s'agisse d'urbanisation, d'aménagement, de population... C'est ce que Marie-Claire Robic a appelé « la tentation de l'action » (1996a).

³¹ Sur lequel on prétend agir pourtant dans un cadre national et/ou international : « Ajoutons que, dans un véritable esprit international, le Comité Préparatoire de la Conférence avait demandé aux représentants à la Conférence de chaque grand pays de lui apporter un mémoire, non point sur la situation économique et les besoins particuliers de leur pays, mais sur les problèmes de la situation économique mondiale *vue de leur pays*. Il y a là vingt-six monographies, traitant à peu près des mêmes questions, considérées de vingt-six points de vue plus ou moins différents, qui achèvent de confirmer chez le lecteur la double impression de l'infinie variété et de l'inéluctable solidarité du monde économique moderne » (p. 265). Ce texte, qui évoque « la situation économique mondiale », est un bel exemple de formulation d'une pensée problématique du Monde : le sentiment de la solidarité du monde résulte de la lecture, à l'occasion d'une conférence internationale, d'une collection d'aperçus nationaux sur des problèmes *mondiaux*...

L'exemple souvent utilisé, pour montrer que les géographes se sont intéressés à l'actualité économique et politique du monde, est l'ouvrage d'Albert Demangeon sur *Le Déclin de l'Europe*, paru en 1920, ouvrage remarquable que nous aurons l'occasion d'utiliser souvent mais que nous laissons pour le moment de côté, tout en renvoyant d'emblée aux analyses très précises de Denis Wolff sur la genèse, l'écriture et la réception du livre (2005, chapitre IX).

Mais il faut néanmoins dire un mot sur Demangeon, même s'il n'est pas question d'entrer dans détail de toutes ses publications économiques, très nombreuses dans les *Annales de Géographie* (et ailleurs), surtout entre 1928 et le début des années 1930 quand la *Chronique* change de formule (voir p. 95). Outre de nombreux textes à base nationale ou infra-nationale, il est en effet l'auteur de 10 des 29 titres se référant au monde entre 1928 et 1932 dans les *Annales*. Son rôle est tout à fait majeur dans la diffusion de ce qu'il appelle lui-même « l'Economique » (1929a, p. 11) en géographie, ce qui passe par exemple par le biais de très nombreux comptes rendus dans la section « Géographie économique, colonisation » de la *Bibliographie*³². Sur son rôle de diffuseur, de passeur d'idées, même au sens mis en avant par l'histoire des transferts transnationaux (ESPAGNE, 1999, p. 8 *et sq.*), une note de 1925 sur « La géographie économique aux Etats-Unis » nous renseigne de manière très claire³³. R.H. Whitheck et V.C. Finch ont fait paraître en 1924 à New York une *Economic Geography* ; c'est l'occasion pour Demangeon de faire un point sur ce qu'est la géographie économique, en commençant par expliquer (et le ressort de l'explication est à lui seul très intéressant), pourquoi la géographie économique connaît une telle vogue aux Etats-Unis :

La situation prépondérante que les Etats-Unis ont conquise dans le monde par l'énormité de leurs ressources naturelles, l'intensité de leur travail, l'accroissement de leur population et le développement de leur commerce extérieur, se manifeste chez eux par un remarquable épanouissement des études de géographie économique. Dans presque tous les livres, on insiste sur la nécessité qui s'impose au peuple américain, longtemps confiné dans la colonisation et l'exploitation de sa terre merveilleuse, d'ouvrir les yeux sur le reste du monde (...) (1925, p. 174)

Il est permis sans doute de percevoir une pointe de regret dans la comparaison implicite qui s'impose avec la situation française ; reste que la géographie économique, fût-elle régionale ou bien générale, est un moyen de prendre conscience du monde, intellectuellement et

³² Son intérêt pour l'économie dans les années 1920 a été bien mis en lumière par Denis Wolff, qui cite ce fait révélateur : lorsque Demangeon obtient une chaire à la Sorbonne en 1925, il demande qu'elle s'intitule « Géographie économique » (WOLFF, 2005, p. 596).

³³ Demangeon multiplie ce type de comptes rendus, à la fois dans la *Bibliographie géographique* et dans les *Annales*, où il publie par exemple des notes sur le livre de Erich Obst, *England, Europa und die Welt, Eine geopolitisch-weltwirtschaftliche Studie* (1928a ; 1928 dans la *Bibliographie*), sur la publication du troisième

pratiquement. Le statut de discipline utilitaire de la géographie économique ne représente pas, pour Demangeon, un problème. Il faut au contraire s'intéresser à « l'Economique » pour comprendre ce qui se passe dans le monde. C'est là vraisemblablement l'apport majeur de Demangeon à la géographie économique au tournant des années 1930 et ensuite dans l'analyse de la grande crise.

Le double article qu'il publie en 1929 (juste avant la crise...) sur « Les aspects actuels de l'économie internationale », article qui s'appuie très explicitement sur la Conférence économique internationale de 1927 (il cite d'ailleurs le texte de Maurette de 1928) et sur divers travaux de la Société des Nations, est de fait le premier article des *Annales* à choisir comme objet « l'économie internationale ». Il représente donc un moment charnière dans l'émergence d'une pensée du Monde, même s'il use de différentes façons de se référer au monde. L'interchangeabilité des termes international, universel, général, mondial, est tout à fait frappante, sans qu'il soit vraiment possible d'éclaircir leurs conditions d'emploi respectives. Commentant par exemple un tableau sur la « Répartition de la production mondiale » de différents métaux, de fonte, d'acier et de charbon, il utilise l'expression « production universelle » (1929a, p. 13). De même, il emploie « économie internationale » dans le titre de l'article, mais « économie du monde » dans la première phrase³⁴ puis « économie mondiale » et même « économie universelle »³⁵. Dans la deuxième partie de l'article, il emploie encore « économie générale », expression que l'on croit d'abord désigner l'ensemble des secteurs économiques, agriculture, industrie etc., (1929b, p. 97). Mais dans un paragraphe intitulé « Le rôle de l'agriculture dans l'économie mondiale », il écrit que « l'agriculture constitue un élément fondamental de l'économie générale » (p. 98) ; ce qui postule bien une équivalence entre général et mondial. Albert Demangeon mêle ainsi très souvent diverses formes de mondialité dans une réflexion qui se préoccupe peu de démarcation conceptuelle. Dans d'autres textes, il use même du terme univers pour dire monde, et d'universel pour dire mondial, par exemple dans les premières pages des *Iles Britanniques* (1927, p. 1-5 : vie universelle, commerce universel, relations universelles, civilisation universelle...). Difficile d'expliquer cette propension à mélanger les mondes de la géographie. Reste que ses diagnostics, outre le fait qu'ils relativisent la rupture de la Grande

volume d'une réédition de la *Geographie des Welthandels* de Karl Andree (1931a), sur le manuel d'Ellsworth Huntington, Frank E. Williams et Samuel Van Valkenburg, *Economic and social Geography* (1934b) etc.

³⁴ « L'idée que la Grande Guerre, en bouleversant l'économie du monde, lui aurait imposé une orientation nouvelle, ne résiste pas à l'examen. »

³⁵ « L'épanouissement de la puissance industrielle des Etats-Unis est un fait colossal qui retentit sur l'économie universelle. C'est un lieu commun d'en dissenter. » (1929a, p. 22)

Guerre, sont d'une portée tout à fait *mondiale* : essor de nouveaux produits (comme le pétrole et le caoutchouc), déplacement des foyers économiques vers l'Amérique et le Pacifique, diffusion de l'industrie dans le monde..., autant de dimensions de l'expérience qui se trouve au cœur de la pensée géographique du Monde. Un point est tout à fait central ici, la crise de l'Europe, véritable leitmotiv de la géographie économique et politique de Demangeon au moins depuis les années 1900 (WOLFF, 2005, p. 542) : l'Europe décline relativement à l'Amérique et à l'Extrême-Orient. Ce n'est pas le lieu d'insister ; on retiendra cependant que l'économie internationale à la fin des années 1920 est analysée par Demangeon sous l'angle de la crise européenne, crise qui appelle diverses solutions, y compris une union internationale pour pallier au problème majeur de morcellement politique et économique (1929a, p. 20 et 25). Mais pour autant, Demangeon se refuse à préconiser des solutions protectionnistes. Il ne cesse de constater l'étroite interdépendance existant entre les nations.

2.2. La géographie en temps de crise mondiale

La crise des années 1930, paradoxalement, ne va pas provoquer une profonde remise en cause de cette vision du monde comme totalité solidaire. Au contraire d'une historiographie généralement acquise à l'idée inverse, les années 1930 nous paraissent avoir été un moment de révélation des interdépendances existant au niveau mondial. Olivier Dollfus l'a très bien exprimé : « La grande crise des années 30 marque à l'évidence la mondialisation d'une grande partie des économies ; les protectionnismes qui en découlent sont des réactions régionales ou nationales, qui témoignent de l'existence du système Monde, même s'ils s'accompagnent de la fragmentation économique du Monde » (1990b, p. 47-48)³⁶. Nombre de géographes se trouvent alors contraints de recourir à la conjoncture mondiale pour rendre compte des conjonctures régionales ou nationales (ARRAULT, 2007a).

2.2.1. Présence paradoxale de la crise en géographie

Contexte de crise économique et révélation d'une solidarité mondiale

La notion de crise économique et même celle de crise mondiale sont plus anciennes dans le discours géographique que le krach de 1929. Polymorphes, elles expriment le sentiment d'un malaise économique et politique particulièrement défavorable à l'Europe, nous

³⁶ Outre le texte cité plus haut (voir p. 48), on peut évoquer aussi ces remarques de Marie-Claire Robic, pour qui les géographes prennent conscience, dans les années 1930, « qu'un seuil nouveau est franchi dans l'interdépendance des faits humains sur le globe. Déjà affirmée au tout début du siècle, cette conscience est réactivée par la crise économique et par cette deuxième guerre "mondiale". Que la mondialisation soit advenue semble bien être la découverte de la fin des années 1930 et du début des années 1940 » (ROBIC, 1996a, p. 51).

venons de l'évoquer. Dans les *Annales de Géographie*, de nombreux textes font ainsi place, après la Première Guerre mondiale, à ces notions. Dès 1920 Fernand Maurette évoque une crise houillère « qui est mondiale » pour expliquer l'accroissement du trafic de pétrole dans le port de Suez et la nécessité de l'agrandir (MAURETTE, 1920, p. 237). C'est, aussi, la mise en rapport des difficultés de l'industrie cotonnière aux Etats-Unis avec une crise mondiale dans ce secteur (VERGEZ-TRICOM, 1923, p. 561). Même chose pour ce qui est de la diminution des exportations de charbon des Etats-Unis en 1921, « qui n'est pas sans rapport avec la crise industrielle mondiale » (ARBOS, 1924, p. 405). La géographie, dans les années 1920, est ainsi régulièrement confrontée à des crises ou des difficultés économiques, en particulier pour ce qui est des matières premières, et avant tout du charbon : l'accumulation de stocks dans divers pays producteurs est interprétée comme une conséquence de la sous-consommation. P.L. Michotte, pour le cas de la Belgique, en tire même la conclusion suivante : « C'est donc en toute vérité qu'on peut parler d'une crise mondiale de sous-consommation » (1929, p. 53). Avant la grande crise des années 1930, les géographes ont donc déjà acquis l'outillage conceptuel pour rendre compte de ce type de conjoncture. La notion de crise mondiale signifie que les observateurs sont conscients d'une conjoncture difficile qui se répercute dans le monde entier. Il ne s'agit cependant pas de penser, lorsqu'on émet l'idée que la prise de conscience de la dimension mondiale des phénomènes géographiques et économiques a été renforcée dans le contexte de crise économique mondiale de tout l'entre-deux-guerres, que les géographes n'ont pas été conscients aussi d'une fermeture du marché mondial et d'un certain repli dans le cadre national, de l'essor du protectionnisme et de l'autarcie³⁷. On trouverait de nombreux exemples où des géographes décrivent la « désagrégation de l'économie mondiale » que François Crouzet repérait dans l'entre-deux-guerres (2002, p. 234). Des expressions de ce genre existaient d'ailleurs à l'époque : la *Bibliographie géographique* nous indique par exemple des publications qui, d'après leur compte rendu respectif, abordent « l'effondrement du système économique international entre 1930 et 1935 » (DEMANGEON, 1937, p. 151) ou la « dislocation momentanée de l'économie mondiale » (DEBYSER, 1937, p. 368). Plus souvent néanmoins, les géographes utilisent des termes moins forts, comme dans cette courte chronique d'Albert Demangeon en 1933 sur « Les échanges internationaux » :

La gravité de la crise économique se révèle particulièrement dans les échanges internationaux par l'affaiblissement des courants commerciaux. Ce ralentissement de la vie économique s'accompagne, dans la plupart des pays, de mesures qui devraient pour chacun d'eux atténuer

³⁷ Il n'y aurait qu'à parcourir le double article de Demangeon sur les « Aspects nouveaux de l'économie internationale » en 1932, qui est une présentation détaillée des manifestations de la crise pour diverses branches de l'économie et diverses régions du monde.

les effets de la crise, mais qui semblent bien, en fin de compte, l'aggraver (...) (1933, p. 439-440)

Les termes de ralentissement et d'affaiblissement, comme ceux de rétrécissement, resserrement, restriction, amoindrissement, régression etc., traduisent bien un recul, mais pas un renversement de dynamique, car ces tendances sont plus anciennes³⁸.

La diminution des échanges et de la production³⁹ en outre ne signifie pas nécessairement que tout lien ni que toute dépendance aient disparu. Elicio Colin, dans un compte rendu d'une publication de la Société des Nations pour la *Bibliographie géographique internationale*, le formule très explicitement, à un moment où, la crise passée, certains craignent l'éclatement d'une nouvelle crise :

Si le système autarcique diminue, en partie, l'interdépendance des Etats, il n'en reste pas moins que la solidarité internationale ne s'efface point, que le pouvoir d'achat des Etats-Unis affecte, plus ou moins tôt, les autres puissances, de même que les variations monétaires de telle ou telle. (1938, p. 145)

Colin décrit bien une situation paradoxale, où la « solidarité internationale » s'observe dans un contexte de régression commerciale et de diminution corrélative de l'interdépendance. D'autres critères entrent en jeu, comme les questions monétaires, et ce qu'on pourrait appeler le commerce obligé : pour le dire trivialement, il faut quand même toujours du pétrole (ou du charbon, ou du blé...) ! Pas si trivialement en réalité, si l'on en croit cette chronique de Camille Vallaux sur « La flotte de commerce mondiale en 1930 » :

Les statistiques du *Lloyd's Register Book* indiquent que, malgré la crise économique qui se propage et qui s'aggrave, la flotte mondiale s'est accrue, de 1929 à 1930, de 1 533 332 t., accroissement dû surtout aux constructions de pétroliers. (1931, p. 447-448)

Ce paradoxe (et le terme fut employé par Vallaux pour une remarque du même ordre mais datant d'avant la grande crise⁴⁰) est en réalité une manifestation de la difficulté à interpréter et à analyser ce qui se passe dans le monde. On se trouve ici face à une sorte de *dilemme*, pour reprendre le terme utilisé par Ernest Minor Patterson dans un ouvrage de 1930 où il examine

³⁸ Avant la crise, Albert Demangeon observait déjà que « sous l'influence de la Guerre, on vit le volume du commerce mondial se restreindre » (1929b, p. 102).

³⁹ Entre 1929 et 1933 (voir Annexe 2a), les textes se référant au monde dans les *Annales de Géographie* traitent très souvent de production (15 textes sur 26 ont le mot production dans le titre), et la plupart du temps pour faire le constat d'une diminution, comme dans cette chronique de Maurice Pardé sur « La production mondiale de houille en 1930 » : « La terrible crise économique qui s'est abattue sur le monde en 1930 a eu pour conséquence un recul de 8 p. 100 de la production charbonnière mondiale » (1932a, p. 220).

⁴⁰ « L'industrie des constructions navales dans le monde nous offre un spectacle absolument paradoxal. Tandis que les échanges maritimes languissent à cause des murailles douanières de plus en plus hautes que presque tous les Etats élèvent autour d'eux, le tonnage de bateaux mis à l'eau ne cesse d'augmenter (...). » (1928a, p. 278)

« l'obstacle qu'oppose le nationalisme au libre mouvement de population et de denrées nécessaires à une époque de dépendance économique internationale » (PLATT, 1931b). De tels textes contraignent à ne pas se contenter d'affirmations simples sur ce que représente une crise économique de dimension mondiale dans la conception du monde des contemporains. Ce qui nous renvoie aux analyses de Paul Bairoch et de Richard Kozul-Wright, qui nuancent les oppositions usuellement très tranchées entre l'avant et l'après 1914 :

Contrary to much conventional wisdom, the inter-war period was not one of stagnation but contained spurts of rapid growth. Indeed, the 1920s grew considerably faster than any previous decade, and taking a longer perspective there was, in fact, very little difference in the annual growth rate in the globalization era and the period 1913-1950 (...). It is also a myth that globalization tendencies were absent from the inter-war period. (1996, p. 13)

Il ne nous appartient cependant pas de trancher ces questions d'histoire économique ; mais, pour ce qui nous concerne, le contexte de crise économique mondiale doit bien être interprété comme très favorable à la prise de conscience des interdépendances. La crise met en lumière, parce qu'ils se font *problématiques*, les liens qui unissent les Etats du monde entre eux.

La crise mondiale, facteur d'explication géographique

La crise mondiale, celle des années 1930 tout particulièrement, devient donc un élément d'analyse fondamental pour comprendre ce qui se passe en chaque lieu du monde⁴¹. Mais comment spécifier d'abord la réalité proprement mondiale d'un phénomène dont on va voir qu'il se manifeste surtout, en géographie, à d'autres échelles ? Au-delà de l'universalité des problèmes économiques (mondial au sens de « présent partout à la surface de la Terre »), la crise (celle de 1929 comme d'autres crises de dimension mondiale) rend visibles les solidarités existant entre les continents, entre les nations. Comme si l'interdépendance apparaissait plus nettement en contexte de crise, laquelle n'est pas d'abord repli, mais prise de conscience d'une avancée. Si donc la crise économique qui se déclenche en 1929 aurait pu être analysée comme une rupture de dynamique, et si les géographes observent effectivement la montée du protectionnisme et d'autres logiques semblables au cours des années 1930, elle est néanmoins bien davantage perçue et décrite comme le signe que le monde est désormais un tout solidaire. Dans son premier article sur les « Aspects nouveaux de l'économie internationale » publié en 1932, Albert Demangeon fait ainsi de la crise un moment charnière dans l'histoire du monde comme dans l'analyse des faits économiques : « Sans doute pour la

⁴¹ Signalons à ce propos qu'apparaît une sous-rubrique « [Crise économique] » dans la *Bibliographie géographique internationale* en 1932 (*Bibliographie* de 1931, p. 114, n°545. Les auteurs du compte rendu sont A. Bérard, Albert Demangeon et René Musset).

première fois dans l'histoire, tous les pays de la Terre souffrent ensemble ; jamais encore on n'avait senti d'une manière si violente la solidarité qui unit les nations et qui tend à faire du monde un seul et grand marché » (1932a, p. 1). Il y a bien révélation, au sens fort, d'interdépendance. Mais le discours géographique ne s'ouvre pas dès 1929, ni avec la même la force qu'ici, à la grande crise et à ses conséquences géographiques. La première référence à la crise de 1929 dans les *Annales de Géographie* date seulement (d'après nos lectures) de 1931, et c'est, déjà, dans un texte de Demangeon sur l'industrie du diamant à Amsterdam, qui

souffre depuis le mois d'octobre 1929 d'une crise de chômage qui est générale dans le monde. Elle est due à la crise financière des Etats-Unis et à l'influence de cette crise sur la vie économique. On l'attribue aussi en partie à l'incertitude où la préparation du tarif douanier américain a longtemps laissé le commerce du diamant. (1931b, p. 215)

La crise, « générale » dit Demangeon, n'intervient que secondairement dans un propos de portée locale et seulement parmi d'autres facteurs explicatifs. Les références vont ensuite se multiplier, surtout à partir du moment où la crise va toucher directement l'Europe.

On doit ajouter que la crise mondiale, si elle révèle effectivement une solidarité entre les nations du monde, se constitue en réalité de plusieurs crises nationales en co-évolution :

On doit plutôt parler d'un ensemble de crises particulières que d'un phénomène unique. Avec sa structure économique propre, chaque pays réagit d'une manière personnelle aux événements généraux et aux conditions du milieu universel. (DEMANGEON, 1932, p. 7)

Le niveau mondial apparaît donc ici encore comme un « milieu ». Si une *mondialisation* est effectivement pensée à cette époque, ce serait donc à la fois comme interdépendance et simultanéité des problèmes, et comme insertion des spécificités nationales dans un milieu d'échelle mondiale qui n'intègre pas véritablement les trajectoires multiples dans un devenir commun, mais qui apparaît toutefois comme un domaine phénoménal particulier et qui « conditionne », en partie, ce qui se passe aux échelons inférieurs. La crise contribue donc à faire entrer l'échelle mondiale dans l'arsenal explicatif de la géographie, à généraliser ce qui était affirmé ponctuellement au moins depuis les années 1900, comme on a pu le voir avec l'extrait de *La Picardie* de Demangeon signalé plus haut (p. 173). Et si assez peu de géographes cherchent à rendre compte de la crise en tant que phénomène mondial (voir surtout DEMANGEON, 1932a et b), nombreux sont ceux en revanche qui doivent expliquer les perturbations observées dans des espaces régionaux ou nationaux et qui doivent en conséquence tenir compte de la conjoncture mondiale. D'une certaine manière, c'est déjà là le problème de qu'on nomme aujourd'hui la *glocalisation* : l'interférence du niveau

global/mondial avec les autres niveaux scalaires. La grande crise surgit alors surtout dans des analyses à l'échelle locale ou régionale : Demangeon par exemple et les diamants d'Amsterdam. Ou André Meynier et « La crise agricole dans le Cantal et ses conséquences sociales » : la crise mondiale n'est évoquée ici qu'à titre de rappel contextuel (1931, p. 411), elle constitue un arrière-plan pour la présentation de la crise du Cantal. Les géographes, au moins dans le corpus étudié, ne recourraient donc à la crise mondiale que pour complexifier l'explication géographique, par une espèce d'aller-retour entre la conjoncture mondiale et les phénomènes locaux ou régionaux. Le milieu mondial ne conditionne jamais seul les conjonctures nationales ou régionales : les géographes rendent toujours compte des caractéristiques économiques des espaces étudiés. Ainsi par exemple à propos de la crise dans « L'exportation des bois des colonies françaises d'Afrique » qui a éclaté en 1929 :

Cette crise a des causes multiples, qui ne sont pas dues seulement aux effets du malaise économique mondial. La surproduction tient moins à la baisse générale de la consommation qu'à une insuffisante organisation du marché d'une part, d'autre part au manque de liaison entre les catégories de la production et les besoins. (CELERIER, 1931, p.325)

Cette capacité à toujours resituer l'analyse dans les contextes spécifiques permet de ne pas faire de la crise un principe explicatif exclusif : le maintien d'une pluralité de facteurs ou de conditions est sans doute à mettre au crédit de la géographie, alors qu'il aurait été facile de rapporter tous les maux des économies nationales et régionales à la crise mondiale – pour justifier par exemple le protectionnisme.

2.2.2. Les géographes face à la fermeture économique du monde

Sortir de la crise : une solution géographique ?

Or, les géographes refusent généralement les solutions protectionnistes. N'ignorant pas les phénomènes de fermeture du monde, la tentation de l'autarcie nationale et/ou impériale, le resserrement du marché mondial, phénomènes sur lesquels nous insisterons dans la partie suivante, ils suivent une ligne globalement libre-échangiste. Dès les années 1920, ils se prononcent contre le protectionnisme. On évoquera seulement ici l'appel de Michotte à une entente internationale pour lutter contre la crise charbonnière mondiale (1929, p. 65), ou bien encore celui de Demangeon à l'entente européenne pour faire face à la concurrence des Etats-Unis (1929a, p. 25). Pendant les années 1930, le thème de l'entente internationale est explicitement présenté comme une solution, du moins un élément de solution à la crise économique, surtout pour ce qui est de la répartition des matières premières, mais aussi pour ce qui est du commerce international. Le protectionnisme, de l'avis général, n'est pas la

solution, qui résiderait au contraire dans « la restauration de la liberté du commerce », pour reprendre une expression de Demangeon, dans une note qu'il rédige à propos de la revue *L'Economie internationale*, publiée par la Chambre de commerce internationale depuis 1930 (1936, p. 135). Le protectionnisme est une solution dépassée, inefficace, et surtout, non géographique. Détaillant le problème du blé dans un texte que nous avons déjà utilisé plus haut (voir p. 181), René Musset observe que la crise,

étant mondiale, veut un remède mondial comme elle, une entente ou tout au moins une réglementation portant sur tous les Etats grands producteurs et consommateurs de blé. Mais, et c'est en la matière le point faible, le point douloureux, pareille entente est-elle réalisable ? En un monde où jamais peut-être l'interdépendance de tous les pays ne s'est révélée si forte ni si accablante, il est de fait que jamais aussi l'accord n'a été si malaisé, pour ne pas dire si impossible : chaque Etat cherche son salut, et ne peut, bien entendu, le trouver, dans un âpre protectionnisme, politique à courte vue, qui prolonge la crise et l'exaspère. (1935, p. 116)

Cette vive critique du protectionnisme est aussi une remarquable formulation de la conscience qu'on pouvait avoir de la solidarité mondiale en ce temps de crise. Ce texte exprime en outre très bien comment le raisonnement géographique a évolué dans le sens d'une considération accentuée de la dimension mondiale des phénomènes économiques. Que la crise ait contribué à l'intégration du niveau mondial dans l'analyse géographique, Musset le signifie ailleurs encore plus nettement, soulignant combien la politique des prix du gouvernement français n'a eu, pour ainsi dire, aucun impact sur l'évolution des prix en France : « Voilà qui, en dissipant les illusions sur l'entière efficacité d'un protectionnisme excessif, illustre un fait *proprement géographique*, la solidarité universelle des pays producteurs et consommateurs » (1937, p. 77. *Nous soulignons*). Ces lignes provenant d'un texte sur les « conditions géographiques » des prix, on peut émettre l'hypothèse que la crise mondiale apparaît, à certains géographes, comme une condition parmi d'autres des réalités économiques nationales. Et que, plus largement, la conjoncture économique mondiale devient un nouveau milieu géographique.

Les géographes n'ont pas pesé dans le débat public sur la gestion de la crise, mais ils ont eu la « tentation », au moins intellectuelle, de relever le défi d'un monde en crise, et cela nous suffit, pour ce que cela nous apprend sur leur capacité à intégrer le niveau mondial dans leurs procédures explicatives, fussent-elles centrées sur la région – paradoxe qui n'en est un que si l'on considère que s'intéresser à un espace d'échelle intermédiaire implique de ne pas regarder ni à côté, ni ailleurs, ni *au-dessus*. Les géographes ont, dans leur ensemble, perçu la crise comme une mise à l'épreuve de leurs dispositifs explicatifs. Un exemple encore de cela, dans un texte, écrit par un historien (?) et intitulé « L'industrie dans la région de Saint-Dié » :

La crise récente a fait sentir à toute la région l'importance et la complexité de l'édifice industriel dont elle est fière. Elle a pu aussi – expérience instituée par la nature – aider le géographe à mieux en expliquer la fragile diversité. (BAUMONT, 1937, p. 247)

La crise est décrite comme une *expérience* permettant de mieux *expliquer* l'originalité régionale (le mot région est dans le titre). Ce point nous semble essentiel. Il n'est pas anodin de remarquer en outre que ce texte date déjà de 1937 ; son auteur dispose d'un certain recul par rapport à la crise elle-même, ce qui lui permet d'expliciter ce qui n'était jusqu'à alors qu'implicite. On se trouve déjà en quelque manière dans l'histoire de la crise. Elle est maintenant au passé, ce qui permet d'en tirer les leçons. Les géographes commencent de fait à parler de la crise au passé autour de 1937, du moins dans les *Annales de Géographie*. L'idée d'une reprise économique et commerciale se diffuse également, même si c'est toujours avec prudence, et même si l'économie mondiale paraît encore bien fragile et cloisonnée : « Jamais le monde ne s'est trouvé aussi éloigné de l'économie libérale », affirme même Antoine Albitreccia, dans sa note sur « La situation générale du commerce mondial » (1937, p. 321). Certains auteurs, non géographes, n'ont toutefois pas attendu le retournement de conjoncture pour traiter de la crise comme d'un événement historique. Comme tel, la crise mondiale de 1929, se généralise au sens conceptuel (processus déjà engagé dans les années 1920, nous l'avons vu), et permet de relire l'histoire économique du monde. Albert Demangeon attire ainsi l'attention dans la *Bibliographie* sur un ouvrage allemand qui symbolise à nos yeux ce processus de généralisation :

Intéressant livre qui montre que la crise de 1857-1859 a pris, comme celle d'aujourd'hui, un caractère universel. Elle représente l'un des premiers contrecoups de l'évolution qui a fait du monde une unité économique. Elle éclata presque en même temps aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans l'Ouest et le Centre de l'Europe, d'où elle gagna les pays d'outre-mer. Comme la crise actuelle, elle fut provoquée par l'abus de crédit et fut marquée par la surproduction et le chômage. (1935a, p. 51)

La crise des années 1930 est donc, dès 1934-1935, historicisée et conceptualisée de telle sorte que l'histoire peut être repensée à partir d'elle. Elle devient, avant même d'être complètement achevée, l'un de ces événements qui rendent possible une nouvelle lecture de l'histoire. Or cette relecture repose manifestement sur la dimension mondiale (ou universelle dans la langue de Demangeon) de l'événement considéré. En somme, la crise mondiale permet de réinterpréter l'histoire de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, comme marquée par un processus de *mondialisation* ; Demangeon, parlant de « l'évolution qui a fait du monde une unité économique », propose en effet une très étonnante préfiguration, sur le mode de la périphrase, de la notion contemporaine de mondialisation.

Géographie et économie mondiale après les années 1930

Au total, la crise économique des années 1930, loin de représenter un simple reflux de la mondialisation, si elle conduit bien les géographes et d'autres observateurs de l'époque à constater une certaine fermeture de l'économie mondiale, n'en constitue pas moins un étonnant révélateur de mondialité. Dans le prolongement de réflexions plus anciennes sur la notion de « milieu mondial » ou de « condition mondiale », elle pousse en effet les géographes à modifier leur outillage analytique et explicatif et à y intégrer le « facteur » mondial. C'est ce qui paraît caractériser le statut de l'économie mondiale dans le discours géographique au moins jusqu'à ce que des constructions comme celle d'Olivier Dollfus dans les années 1980 cherchent à considérer le niveau mondial pour lui-même. La notion d'économie mondiale, quant à elle, connaît du reste une certaine éclipse à la fin des années 1930 et au début des années 1940, pour revenir cependant en force au milieu du XX^e siècle, dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, par exemple chez un auteur comme Jean Chardonnet⁴². Ce dernier publie alors une série d'ouvrages de géographie économique et politique, comme *L'économie mondiale au milieu du XX^e siècle* en 1951. Nous reproduisons ici la page de couverture, abîmée, de l'exemplaire de cet ouvrage disponible à la bibliothèque de l'Institut de Géographie de Paris, car elle associe un objet mondial et une image globale, ce qui est certainement significatif de la volonté de se saisir du monde comme d'un ensemble économique global (Figure 14). Il n'en reste pas moins que l'ouvrage est assez décevant de ce point de vue, car il procède surtout par l'examen successif de différentes économies nationales (Etats-Unis, URSS surtout) ou continentales (Europe occidentale). Cependant Chardonnet considère bien le niveau mondial comme existant à part entière et marqué par des problèmes spécifiques, par exemple dans un ouvrage publié en 1945 : *Guerre ou paix ? Problèmes internationaux d'actualité*. La guerre doit susciter une prise de conscience mondiale, par exemple face à des problèmes économiques qui « par leur ampleur même, ne peuvent plus être réglés que sur le plan mondial » (p. 267). Dans sa conclusion, il revient sur l'état d'interdépendance avancée du monde :

On n'imagine plus dans le monde à venir qu'une mesure économique et sociale puisse être prise par des Etats, indépendamment des autres. Les interconnexions économiques sont tellement impératives, les réactions de l'économie et du social tellement décisives qu'un pays ne peut se donner le luxe d'une expérience. (p. 339)

⁴² Spécialiste à la fois de géomorphologie et de géographie économique et industrielle, il sera professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, à l'Ecole nationale des Sciences géographiques et à l'Université de Dijon.

Cette affirmation en revanche rappelle de semblables prises de position après la Première Guerre mondiale, comme dans l'ouvrage co-écrit par Jean Brunhes et Camille Vallaux :

Ce n'est pas seulement une contiguïté ininterrompue qui s'établit ainsi, c'est aussi ce que nous pouvons appeler une *interdépendance* ininterrompue, dont les mailles ne se relâcheront plus dans l'avenir ; au contraire, elles ne cesseront de se serrer davantage. Aucun Etat, grand ou petit, ne pourra désormais vivre à l'intérieur de frontières hermétiquement closes. (1921, p. 423)

Comme la crise mondiale, les guerres mondiales contribueraient donc à la prise de conscience que le monde est devenue un ensemble aux parties solidaires entre elles.

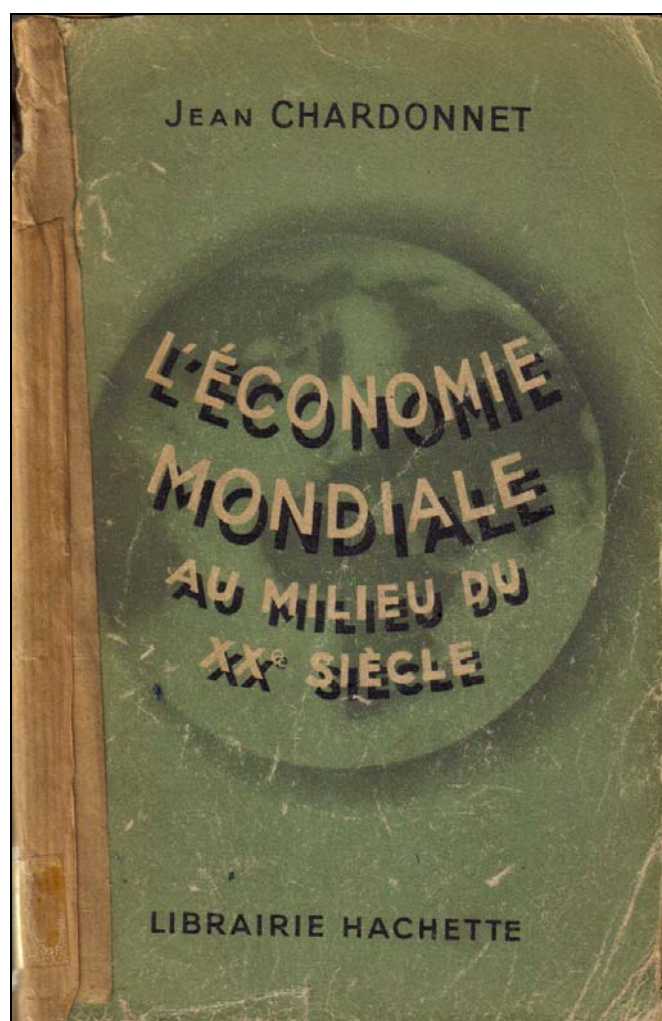


Figure 14 : Page de couverture de *L'économie mondiale au milieu du XX^e siècle* de Jean Chardonnet.

Cette conception du monde, que l'on a vu s'élaborer dans le champ économique au moins depuis la fin du XIX^e siècle, repose sur des échanges économiques dont l'intensité varie selon les moments, mais dont la portée demeure la même sur toute la période ; elle repose aussi sur la mise en place de « mailles », comme disent Brunhes et Vallaux, c'est-à-dire d'un ou de réseau(x) par lequel ou lesquels la circulation devient possible à l'échelle du monde. Il ne peut y avoir d'économie mondiale sans un réseau mondial de circulation.

Chapitre 4

Le réseau mondial de communication
et la géographie d'un monde ceinturé

L'idée d'un réseau mondial ou plutôt de réseaux mondiaux de communication est en effet étroitement associée à celle de mondialisation. L'émergence du Monde ne peut s'entendre que dans un monde précisément où tous les continents, toutes les sociétés, tous les Etats sont entrés en communication. Et l'histoire de la mondialisation ne peut être que celle d'une mise en communication, et donc celle de la mise en place de réseaux permettant la circulation des hommes, des biens, des paroles, des idées. Or, s'il est vrai que la mise en communication pourrait être aisément rapportée à la diffusion même de l'humanité sur la Terre et à l'ensemble des contacts historiques entre deux ou plusieurs sociétés humaines, les rapports entre sociétés lointaines ont été irréguliers, chaotiques et contingents jusqu'à une époque très récente. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que des réseaux mondiaux de communication ont été non plus seulement rêvés, mais construits. Les observateurs, surtout à partir des années 1850-1860, ont été saisis par ces transformations radicales du monde qu'ont représenté l'ouverture de grands transcontinentaux ferroviaires, l'établissement de lignes de navigation rapide, le percement de canaux interocéaniques, la pose de câbles télégraphiques transocéaniques, puis, plus tard, l'invention du téléphone, de l'automobile, de l'avion... Le thème des grandes voies et des réseaux de circulation ou de communication est de fait omniprésent dans la géographie des années 1860-1910. Dans les années 1890 par exemple, un assez grand nombre de titres de la *Bibliographie géographique* y font référence (Annexe 4).

Cette importance accordée aux systèmes de communication, au sens le plus large, est d'ailleurs manifeste à toutes les échelles d'analyse. Pour ce qui est de l'échelle mondiale, la constitution d'une série de réseaux favorise l'émergence de la notion de réseau mondial de communication. C'est bien là un nouvel objet géographique qui n'a pas été jusqu'à présent apprécié à sa juste mesure. Nous proposons de montrer l'importance générale du thème de la circulation et des routes mondiales en géographie, en mettant l'accent d'abord sur les grands transcontinentaux ferroviaires et les canaux de Suez et de Panama, qui représentent, sur la période, les exemples par excellence de maillons de réseaux mondiaux en constitution. Dans un second temps, nous examinerons les modalités suivant lesquelles le réseau mondial de circulation est peu à peu thématiqué en géographie. L'ambition est d'illustrer l'idée que c'est par la construction de segments nationaux, continentaux, océaniques et leur interconnexion progressive que le réseau mondial s'élabore, à la fois comme infrastructure concrète et comme objet géographique mais aussi comme élément d'une représentation du monde un peu en décalage par rapport à l'état réel du ou des réseau(x). L'articulation entre ce qui relève, dans le discours géographique, de la description du monde et de sa représentation, est parfois

délicate à saisir, pour deux raisons majeures : la portée des événements décrits, qui marquent très fortement les contemporains, et deviennent très vite des symboles, mais également le recouvrement notionnel existant entre la sphère de la communication et celle de la mondialisation. Comme si décrire la mise en place d'infrastructures de communication, c'était parler du Monde en train de se faire. Mais nous prêterons attention toutefois au caractère largement mythologique de la notion de réseau mondial, comme l'a déjà fait Armand Mattelart par exemple dans l'analyse de *La mondialisation de la communication* en 1996 : la géographie des routes mondiales à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, est à la fois une géographie de l'imaginaire universaliste et une géographie des jeux de pouvoir.

1. Les grandes routes mondiales, des faits géographiques essentiels

1.1. L'ouverture des transcontinentaux ferroviaires

1.1.1. Le thème des routes mondiales en géographie

L'émergence de la réflexion sur les routes mondiales

L'impact de la circulation dans la géographie économique est décisif, et nous avons montré en particulier le rôle de la circulation mondiale (*Weltverkehr*) dans le développement d'une géographie de l'économie mondiale au début du XX^e siècle. Le thème de la circulation et/ou de la grande voie de communication est en effet fondamentalement lié à celui du commerce mondial, et nous en aurons de nombreux exemples, à l'image du texte de W. Schwarz de 1893 répertorié dans l'Annexe 4, « *Eine Welthandelsstrasse* ». Le compte rendu, anonyme, nous apprend qu'il s'agit là de la route reliant Coptos à Bérénice sur la mer Rouge, voie de commerce importante à travers le désert égyptien, décrite chez plusieurs auteurs antiques. Si *Welt* est à comprendre ici dans un sens restreint, celui du monde connu dans l'Antiquité, c'est la notion de « voie mondiale de commerce » qui nous intéresse. Car ce texte en marque semble-t-il, dans notre corpus, la première apparition, même si l'on sait que, dès 1880, dans un article du *Bulletin de la Société de Géographie*, S. Cantagrel attirait déjà l'attention sur « Les routes commerciales du globe » et sur « l'histoire commerciale du monde » (p. 351) depuis la haute Antiquité. Les grandes voies de communication sont de fait assez naturellement les principaux axes commerciaux. D'autres textes pourraient être évoqués pour faire comprendre que la notion de route mondiale n'apparaît pas nécessairement sous la forme d'une expression se référant directement au « mondial ». Parfois, « grande route » ou « grande voie » est suffisant : la planche « Grandes voies de communication » de l'*Atlas* de

Paul Vidal de la Blache est par exemple un document essentiel pour mesurer, grâce à ses éditions successives, l'évolution des représentations géographiques des réseaux de communication à l'échelle mondiale (Annexe 6). Et nous y aurons de fait recours à plusieurs reprises. En réalité, les géographes des années 1890 ne cessent de s'intéresser aux grandes voies de communication. Les chroniques de Maurice Zimmermann dans les *Annales de Géographie* font par exemple une très large place aux faits de circulation, à toutes les échelles ; mais Zimmermann insiste assez logiquement sur les principales, et il en suit même, pour certaines, l'évolution. Le thème est omniprésent dans la mesure même où ces années sont celles d'une transformation rapide et profonde des réseaux de communication dans le monde ; pour seul indice de l'importance de ce déterminant contextuel, la grande effervescence bibliographique des années 1900-1910 sur le canal de Panama en voie d'achèvement, avec notamment l'apparition d'une sous-rubrique spécifique dans la *Bibliographie géographique* à partir de 1907, sous-rubrique qui ne compte pas moins de quatre pages en 1913-1914 (juste avant l'ouverture du canal)...

Quant à l'expression même de route mondiale, elle apparaît plus tardivement en français qu'en allemand et que ces autres formulations. Dans la *Bibliographie géographique*, c'est l'article de Georges Hersent, paru en 1906 dans la *Revue économique internationale*, qui emploie le premier l'expression, au moins dans son titre¹ : « Les grandes routes mondiales. Voyages rapides entre l'Amérique du Sud et l'Europe »². Hersent n'est pas géographe, mais dirige une entreprise qui aménage des ports dans le monde entier, parmi lesquels on trouve Anvers, Toulon, Saïgon, Dakar, Dunkerque, Bordeaux, Bizerte, Lisbonne, et Le Rosario au Brésil (voir l'éditorial de la *Revue économique internationale*, 1906, p. 445, et le compte rendu de l'article dans la *Bibliographie*, ZIMMERMANN, 1907a). Pour Hersent, le monde s'est transformé du fait de l'évolution des moyens de communication :

Rien n'a plus contribué à transformer le monde, à tous les points de vue, que la rapidité et la puissance avec lesquelles les moyens de communication se sont perfectionnés et multipliés depuis un demi-siècle. Du jour où les premières voies ferrées furent construites, du jour où l'on put traverser l'Océan sur d'autres bâtiments que des navires à voiles, les relations commerciales

¹ En 1907, nous trouvons une autre occurrence de l'expression route mondiale, dans le compte rendu donné par Léon Boutry d'un article de Gustav W. von Zahn « *Der Isthmus von Tehuantepec* », monographie en deux parties narrante une excursion réalisée dans la région des isthmes centre-américains lors du Congrès géologique international de Mexico : « Le 1^{er} article est consacré à la géographie physique, le 2^e à la valeur de l'isthme comme route mondiale ; l'auteur, un peu optimiste, prédit la grande importance prochaine de cette route, maintenant qu'une bonne voie ferrée, aboutissant à de bons ports, en relie les extrémités. » (1908, p. 299-300)

² Il ne procède pas à un éclaircissement notionnel comme celui que fait, la même année et dans la même revue, l'économiste Inama-Sternegg pour l'expression d'économie mondiale (voir p. 147).

devinrent immédiatement plus actives ; la situation économique et industrielle des différents pays se trouva entièrement modifiée. (1906, p. 448)

Non seulement les conditions de la circulation ont évolué et transformé le monde au plan de la perception des distances – et on pourrait pister l’existence de ce type de diagnostic au moins jusqu’au XVIII^e siècle – mais elles ont eu des répercussions sur la « situation économique » des pays, c’est-à-dire, comme on l’a vu plus haut (voir p. 193), sur la mise en communication et en dépendance économique de ces pays entre eux. L’énoncé de ces répercussions sur la vie économique du monde prend des accents très « modernes », que l’on peut rapprocher des constats de Brunhes et Vallaux en 1921 et de Chardonnet en 1945 (voir p. 206)³ :

Il devint évident qu’aucun pays ne pouvait, désormais, rester isolé, sous peine de dégénérer. Plus que jamais, en effet, la rapidité et l’économie des transports sont la base de toute industrie. Une contrée productrice, fût-elle admirablement dotée, est destinée à voir son commerce périlcliter, si elle s’obstine à rester à l’écart des grandes routes mondiales. (p. 449)

Dans l’esprit de Georges Hersent, les routes mondiales sont donc considérées d’emblée comme les artères vitales du monde ; s’y relier est le seul moyen pour un pays de se rattacher au commerce mondial et de prospérer. Et si ses premiers exemples sont maritimes (voie transatlantique et canal de Suez), il en vient rapidement aux chemins de fer, et à « la jonction des différents tronçons de voies ferrées qui jusqu’alors semblaient uniquement destinées à desservir les régions qu’elles traversaient » (p. 450). Les lignes se connectent peu à peu entre elles, un réseau de grande ampleur se met en place : « On ne construit plus une voie ferrée sans songer qu’un jour, à coup sûr, elle sera comme incorporée dans un vaste réseau établi en vue de faciliter des relations commerciales encore plus complètes » (p. 452). La route serait ainsi comme indissociable du réseau, même encore seulement projeté. Et la route mondiale serait indissociable du réseau mondial...

L’importance des routes mondiales en géographie

Cette dernière expression de réseau mondial connaît de fait dans les années 1900 un essor remarquable en géographie. On pourrait citer pour commencer tel passage de *La Géographie humaine* de Jean Brunhes :

Toute géographie générale de la circulation décrira avec plus ou moins de détails le tableau de surface qui résulte des faits terrestres de relation : faisceau serré des lignes maritimes commerciales de l’Océan Atlantique nord ou de la Méditerranée, points de l’écorce terrestre où toutes ces lignes plus ou moins divergentes se rapprochent jusqu’à se rejoindre et à se confondre, soit pour aboutir à un grand port, soit pour franchir un couloir étroit et obligé tel que

³ Ce qui insère la nouveauté du monde décrit et la « modernité » de l’analyse dans la perspective d’une rhétorique de l’inédit ou d’un mythe du monde nouveau que nous examinerons plus en détail dans le chapitre 9.

le canal de Suez, etc. ; réseau mondial ou régional des fils télégraphiques ou téléphoniques, réseau des câbles sous-marins, etc. (1910, p. 293)

Si l'expression de « réseau mondial » qualifie ici d'abord le télégraphe et/ou le téléphone, on perçoit pourtant assez clairement que l'objet d'une géographie générale de la circulation est de décrire les modalités selon lesquelles l'ensemble des différents réseaux de communication ou des « faits de relation » (notons le « etc. » final) participent de l'élaboration d'un vaste réseau mondial de communication⁴. Ce réseau se constituerait d'abord de réseaux spécifiques (maritimes, ferroviaires, télégraphiques...). Maurice Zimmermann, dans une chronique où il décrit « L'organisation des transports océaniques », rejoint Hersent sur ce point en concluant à la nécessité de changer les habitudes de penser, car

on a trop tendance à considérer les lignes de navigation comme des lignes, alors que leur tendance naturelle est, comme pour les chemins de fer, de former des réseaux. Toute ligne, sur mer comme sur terre, a avantage à posséder des embranchements secondaires pour lui fournir ou lui prendre du fret. (1911e, p. 374)

Mais au-delà, c'est l'interconnexion entre des segments de nature différente qui caractérise la conception du réseau mondial qui se forge dans les années 1900 : le réseau mondial en constitution repose fondamentalement sur l'intermodalité, nous le verrons. Pour le moment, contentons-nous de montrer que les grandes voies de communication sont des faits essentiels pour les géographes, comme l'a indiqué Jean Brunhes dans les *Annales de Géographie* :

Au vrai les grands faits géographiques de l'heure présente, ce ne sont pas les découvertes du pôle Nord et du pôle Sud. (...) Mais les plus grands faits, sinon les plus hauts faits de l'histoire du monde, ce sont des événements comme le percement du Canal de Suez ou l'ouverture du Canal de Panama. Et si toute l'histoire politique, économique et sociale du monde est ou va être bouleversée jusqu'en ses fondements par des initiatives humaines comme celles dont je parle, c'est précisément parce qu'elles transforment la surface terrestre elle-même, et qu'elles « s'incarnent », pour ainsi dire, dans la géographie. (1913, p. 6-7)

La face de la Terre est transformée, pas seulement d'un point de vue physionomique, mais parce que tout change, les courants de circulation, les flux économiques, la valeur relative et les conditions géographiques des lieux (voir note 4). A cet égard, il est clair que l'ouverture du canal de Suez, celle du canal de Panama, ainsi que la construction des grands transcontinentaux représentent des événements tout à fait décisifs, bien ressentis comme tels par les géographes.

⁴ Signalons, afin d'établir sur ce point une ligne de continuité dans la période étudiée, la proximité existant entre l'expression « faits terrestres de relation » de Jean Brunhes et celle de « faits de circulation planétaire » de Louis Poirier en 1947 (voir p. 6). Il s'agit dans les deux cas de réaffirmer une idée déjà étudiée dans le chapitre précédent : les lieux sont désormais *situés* dans le monde et, en quelque manière, déterminés par leur situation.

Il n'est pas anodin que Paul Vidal de la Blache, qui a assisté à l'inauguration de Suez, ait été frappé par « une coïncidence frappante, celle de l'ouverture à six mois d'intervalle du premier transcontinental qui ait traversé l'Amérique du Nord et du canal de Suez » (1921, p. 264), point déjà souligné dans un article important sur « Les chemins de fer en Amérique » paru dans la revue *France-Amérique* :

On a raison de commémorer la date du 10 mai 1869, où, pour la première fois, les rails atteignirent, à San Francisco, l'Océan pacifique. Construit pour hâter la colonisation de la Californie, pour sceller à travers la région aride l'union de l'Est et de l'Ouest, l'*Union and Central Pacific* fut un grand événement et surtout un grand signe. Ainsi était tracée pour la première fois à travers un continent une bande continue de 5259 kilomètres de voies ferrées. La date reste pour l'Amérique aussi mémorable que pour nous celle du Canal de Suez, qui s'ouvrit six mois plus tard. (1912, p. 74)

D'autres événements du même genre seraient à rappeler dans ce panorama d'ouverture : la pose de câbles télégraphiques transatlantiques dans les années 1860, la traversée de la Manche en avion par Blériot en 1909 par exemple, ou celle de l'Atlantique par Lindbergh en 1927. Car, sur la période considérée, la situation n'est pas stable, de nouveaux moyens de communication apparaissent, se développent, créent des concurrences nouvelles. C'est l'aviation donc, qui se développe dans l'entre-deux-guerres mais qui demeure jusqu'à la Seconde Guerre mondiale assez limitée dans ses effets géographiques et par conséquent dans les représentations du monde des géographes ; c'est l'automobile surtout dont l'essor est remarquable à partir des années 1910. La concurrence entre le rail et la route devient un leitmotiv des années 1920 et 1930 ; Albert Demangeon y consacre par exemple un article en 1930 dans les *Annales*, avant d'y revenir en 1933 dans un texte sur « Les chemins de fer français ». Dans ce dernier article, il cherche à expliquer la crise des chemins de fer :

On incline souvent à penser que ce malaise n'est qu'un aspect particulier de la crise, qui n'épargne aucune forme d'économie ; en ce cas, il serait un phénomène momentané qui prendrait fin lors du retour de la prospérité. Il semble que cette cause n'agisse pas seule, et surtout qu'elle ne soit pas la plus profonde. En réalité nous sommes devant une évolution des moyens de transport, qui se serait produite même si la crise économique ne sévissait pas. Les chemins de fer perdent le rôle prépondérant qu'ils ont joué, au moins dans l'Europe occidentale, durant la fin du XIX^e siècle et les premières années du XX^e. (1933b, p. 449)

La crise n'interviendrait pas dans ce bouleversement à la fois technologique et culturel qui voit le chemin de fer perdre du terrain face à l'automobile, avant, éventuellement, d'en regagner grâce à des améliorations techniques et des gains de vitesse, comme le laisse entendre un peu plus tard Robert Capot-Rey dans sa *Géographie de la circulation* (1946, p. 116-117). En tout état de cause, ce n'est que par simplification que l'on parle d'un réseau mondial de circulation : il existe plusieurs réseaux, plus ou moins complémentaires et rivaux.

Mais deux réseaux dominant assez largement, au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, le réseau ferroviaire et le réseau océanique. C'est donc sur eux qu'il convient d'insister.

1.1.2. L'ère des grandes traversées continentales

L'époque qui commence dans la décennie 1860 est assurément une ère de la traversée, et ce à différentes échelles, la plus marquante étant peut-être l'échelle continentale. Il serait fastidieux d'aborder l'ensemble des textes géographiques qui, de près ou de loin, abordent les projets, les travaux, les impacts géographiques des transcontinentaux ferroviaires. Ils sont légion, et dès le premier numéro des *Annales de Géographie*, une note de Pierre Camena d'Almeida examine « Le chemin de fer transsibérien ». Il commence par y rappeler le succès du chemin de fer transcasprien et son rôle de modèle dans le projet du Transsibérien (1891b, p. 111), lequel a avant tout pour finalité de « réduire la durée des parcours entre l'Oural et le Pacifique » pour « développer la colonisation russe en Sibérie ». Même si ne sont prévus d'abord que des tronçons, l'objet est quand même, et c'est significatif de ce type d'infrastructure, de contribuer à « ouvrir aux produits minéraux et agricoles de ce pays l'accès des marchés européens ; on espère faire ainsi une concurrence lucrative aux régions du Canada, dont le climat n'est pas moins rude et qui sont longtemps restées aussi délaissées » (p. 112). Quant au Transcasprien évoqué par Camena, Edouard Blanc y consacre en 1895 un article dans les *Annales*, où il le présente effectivement comme un modèle, offrant « en même temps qu'un intérêt d'actualité et de comparaison, un intérêt intrinsèque pour tous les géographes, en ce moment où le partage des continents entre les nations européennes est une question à l'ordre du jour » (p. 330). Il est de fait « un puissant instrument de conquête pour la Russie et de pénétration pour la civilisation européenne » (p. 339) :

Ce chemin de fer est-il à la veille de devenir une ligne de conquête et une base d'opérations militaires, ou, dans un sens plus pacifique, la grande voie de communication internationale entre l'Europe et l'Inde ? Est-il appelé à jouer un rôle important dans le partage de l'Asie ? (p. 341)

L'expression « grande voie de communication internationale » est ici très proche de la notion de route mondiale, c'est-à-dire une route qui relie des parties du monde entre elles.

On voit aussi qu'un chemin de fer transcontinental assume des fonctions de nature, d'importance et d'échelle différentes. Il participe d'abord au renforcement de la cohésion de vastes territoires, comme les Etats-Unis autour de l'*Union Central Pacific* dans le texte de Vidal de 1912, et surtout au moment où ces territoires se forment comme entités politiques, comme, dans cette chronique de Zimmermann, l'Australie :

La fondation de la République d'Australie a fait éclore un projet de voie ferrée transcontinentale dont l'objet rappelle les conditions où fut décidée la construction du « Canadian Pacific Railway », lors de la formation du Dominion. De même qu'alors la Colombie Britannique se trouvait isolée du reste du Canada, de même aujourd'hui l'Etat de Western Australia, en plein essor, grâce à ses mines d'or, est condamné à une vie à part par son éloignement et son manque de communications avec le groupe si important des Etats de l'Est. (1902a, p. 91)

L'exemple du Canada est également sollicité par Vidal de la Blache : « On sait que la construction du *Pacifique Canadien* fut la condition expresse du *Dominion* » (1912, p. 78). La liaison transcontinentale est en effet censée *conditionner* la colonisation d'espaces isolés et leur mise en valeur dans un cadre national et/ou continental, et ensuite leur insertion dans la circulation mondiale ; c'est l'exemple de la Colombie britannique (voir p. 151) ou celui du Transsibérien (Encadré 6). Robert Capot-Rey a bien exprimé cette double ambition : « Le rôle de la voie ferrée ne se borne pas à rattacher à l'économie mondiale un centre agricole ou minier ; elle vivifie en même temps toute la région traversée » (1946, p. 239).

Le Transsibérien constitue, dans les années 1890-1900, le projet ferroviaire le plus important. Les géographes y prêtent de ce fait une large attention, et pas seulement les spécialistes du monde russe comme Pierre Camena d'Almeida. Maurice Zimmermann dans la *Chronique géographique*, suit ainsi la progression des travaux commencés en 1891 jusqu'à leur achèvement en 1902. A cette occasion, Zimmermann met bien l'accent sur la nature stratégique du projet : « Le rôle du grand chemin de fer semble pour longtemps encore devoir se réduire à être un merveilleux outil de colonisation et un puissant moyen d'action politique, et non une source de bénéfices » (1902b, p. 185). Il garde ensuite un œil sur la ligne, et suit les évolutions du réseau, avec la liaison du Transsibérien et du Transcaspien, le prolongement d'une ligne vers le Turkestan, le doublement du Transsibérien (1907, p. 187-188). Au-delà, le Transsibérien est souvent pris comme élément de comparaison voire comme modèle. De la sorte, il constitue, d'une certaine manière, le pendant continental (réalisé, à la différence du fantasmatique Transsaharien) du percement du canal de Panama, comme le premier transcontinental américain l'était du percement de Suez.

Encadré 6 : Le Transsibérien dans les *Annales de Géographie*.

Un transcontinental répond par ailleurs à des considérations stratégiques, comme la surveillance et la défense du territoire et des frontières (le Transsibérien doit permettre, selon Camena, de renforcer rapidement les garnisons frontalières en cas de tension avec la Chine, 1891b p. 111)⁵. Enfin, la construction d'un transcontinental est l'occasion d'approfondir la connaissance du territoire : dans une chronique au titre significatif, « Progrès géographiques causés par le Transsibérien », Zimmermann observe ainsi que « la construction du Transsibérien a nécessité une multitude de missions d'études qui font avancer rapidement la

⁵ A une autre échelle, Henri Baulig, commentant une planche d'un *Atlas* du Canada consacrée au « tracé des chemins de fer transcontinentaux(...) », en particulier du « National Transcontinental Railway » (...), rappelle l'une de ses fonctions : « On sait que cette grande entreprise gouvernementale est destinée à ouvrir le Nord des provinces de Québec et d'Ontario, tout en servant à la défense militaire de l'Empire britannique » (1908, p. 362).

connaissance scientifique du pays », surtout en matière de géologie, de morphologie, d'hydrographie. (1897a, p. 377).

On saisit par conséquent assez facilement l'intérêt des géographes pour ces grandes infrastructures, qui jouent un rôle clé dans leur représentation du monde comme ensemble dont les parties se relient progressivement entre elles. La chronique de Maurice Zimmermann, nous l'avons dit, revient par exemple de façon récurrente sur de tels grands travaux ferroviaires comme sur les moyens de communication en général. Dans un numéro des *Annales de Géographie* de 1913, Zimmermann écrit ainsi trois chroniques d'affilée sur différents chemins de fer : « Chemins de fer asiatiques. – Le chemin de fer de l'Amour », « Projets de voies ferrées en Perse » et « Etat d'avancement du chemin de fer de Bagdad » (1913b, c et d). Le premier texte (prolongeant des réflexions anciennes sur l'équipement des confins russes) et le troisième (maillon d'une possible voie terrestre concurrente de Suez) nous intéressent assez peu ici, en comparaison du second, aux implications plus larges : Zimmermann y observe que la Perse

sert de lien entre le monde européen et l'Orient. Il n'en est que plus significatif de voir que la Perse constitue aujourd'hui une zone morte dans le réseau des communications universelles et que l'unique chemin de fer qu'on y ait construit (de Téhéran à Chah Abdul Azim) a une longueur de 10 km. ! (1913c, p. 378)

Il y a bien là, comme dans le texte de Blanc sur le Transcaspien, l'idée qu'un transcontinental doit être pensé à l'échelle de l'intercontinental ou de l'interocéanique : la route mondiale traverse un océan ou un continent et relie deux océans ou deux continents. Toutes les voies *trans*-versales et toutes les voies internationales ne sont donc pas nécessairement des routes mondiales. A ce propos, la conclusion d'un article de Gustave Regelsperger⁶, « Les Transpyréniens, ce qu'on peut en attendre » (*Revue politique et parlementaire*, 1905), que citent Léon Malavialle et Louis Raveneau dans leur compte rendu pour la *Bibliographie*, est révélatrice : « Les Transpyréniens ne semblent pas appelés à être des lignes mondiales » (1906, p. 116). C'est également le cas des percements ferroviaires transalpins, énumérés par Zimmermann dans une chronique sur le tunnel du Saint-Gothard : ce tunnel, construit dans les années 1870 sous l'impulsion de l'Allemagne bismarckienne, tenait jusqu'en 1909 le monopole du transit d'Allemagne en Italie par la Suisse (1910b, p. 185). Mais ce monopole est menacé car « les percées transalpines se multiplient » : Simplon en 1906, Tauern en 1909,

⁶ Responsable à partir de 1907 de la rubrique « Mouvement géographique » dans le *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, qui s'apparente à la Chronique géographique de Zimmermann.

Lötschberg prévu en 1912 etc. Mais ces transalpins sont-ils des routes mondiales ou bien de simples voies internationales ? Tout dépend en réalité de l'échelle d'observation.

L'inauguration par l'Empereur François-Joseph de la ligne des Tauern en 1909 en est un bon exemple, d'après l'analyse qu'en donne, encore une fois, Maurice Zimmermann. La voie mesure seulement 100 km et a une faible valeur commerciale, mais son intérêt est ailleurs :

D'abord, sa valeur stratégique est incontestable : Trieste ne se trouve plus isolé des territoires allemands de la monarchie. Et surtout une nouvelle grande voie internationale se trouve constituée vers le Levant, l'Egypte et l'Orient. La distance entre la mer du Nord et l'Adriatique est sensiblement raccourcie. (1909c, p. 465)

Il s'agit donc d'un tronçon d'une « grande voie internationale », reliant deux mers et deux parties du monde, comme le Transcaspien et un éventuel Transpersan. La route mondiale est toujours d'envergure intercontinentale ou interocéanique, mais elle se compose de segments qui, pris isolément, constituent de simples voies internationales ou même nationales. D'autres exemples de liaisons transcontinentales pourraient être évoqués pour compléter cette analyse : le Transmantchourien (LEGRAS, 1903), divers Transaméricains et Transandins (ZIMMERMANN, 1896a, 1910d), tous étant plus ou moins suivis dans la durée, preuve de leur importance pour les géographes.

Le chemin de fer transisthmique de Tehuantepec (Mexique) est l'objet d'une série de chroniques : en 1904, Zimmermann décrit, se référant à un texte de Daniel Bellet dans la *Revue de géographie*, les transformations de cette ligne datant de 1882 et de ses deux ports terminaux, Coatzacoalcos et Salina Cruz (1904d, p. 188). En 1907, rappelant son « importance probable comme voie internationale rapide entre l'Atlantique et le Pacifique » (1907b, p. 192), il signale la mise en service de la ligne et l'ouverture par la compagnie américano-hawaïenne d'un service entre Hawaï, San Francisco et Salina Cruz, et entre New York et Coatzacoalcos :

En outre, toutes les lignes à vapeur reliant l'Europe au Mexique établiront des services réguliers avec Coatzacoalcos, et tous les ports notables du littoral Pacifique en Amérique centrale et en Amérique du Sud jusqu'à Valparaíso se relieront avec Salina Cruz. On ne peut donc guère douter qu'en attendant l'achèvement encore lointain du canal de Panama, il ne se développe là une ligne de transit de première importance, aussi profitable au Mexique qu'au trafic international ; et l'on remarquera qu'elle ne profitera pas seulement aux relations entre les ports de l'Union, mais aux échanges de toute l'Amérique. (*ibid.*)

La ligne de Tehuantepec est de fait pensée, dans les années 1900, comme une solution alternative au canal de Panama, proposant un itinéraire plus court par rapport aux deux façades des Amériques, plus moderne et mieux équipé que les autres transisthmiques ferroviaires (une ligne panaméenne de Colon à Panama et une guatémaltèque, ZIMMERMANN, 1909a, p. 94). En 1912, Zimmermann montre enfin que ce chemin de fer « se développe rapidement et tend à capter la plus grande partie du trafic de marchandises entre l'Ouest de l'Amérique du Nord et l'Atlantique Nord », près d'un million de tonnes en 1909 contre seulement 300000 en 1907 (1912, p. 286).

Encadré 7 : Le transisthmique de Tehuantepec dans la Chronique de Maurice Zimmermann : une route mondiale concurrente du futur canal de Panama ?

Ainsi en 1918 Zimmermann revient-il sur l'achèvement du Transaustralien dont il annonçait le projet en 1902 (1918a, p. 75). Mais ceux-ci s'avèrent finalement anecdotiques par rapport aux grands projets russes ou américains, comme ce « Panamerican Railway », « ligne géante » (ZIMMERMANN, 1909a, p. 94), dont l'ambition est de relier toutes les capitales américaines. En 1909 précisément, il arrive au Guatemala et se branche au chemin de fer de Tehuantepec dont on a vu précédemment (voir note 1, p. 212) qu'il pouvait être considéré comme route mondiale bien qu'il s'agît seulement d'une section ferroviaire de 310 km (Encadré 7). Anecdotiques également par rapport au projet du Transsaharien.

1.1.3. Le problème géographique du chemin de fer transsaharien

« Fertile en mirages, le Sahara a nourri le rêve d'un grand chemin de fer, le transsaharien (dont les projets occupent des kilomètres dans les archives), et même d'une « mer intérieure » dont Jules Verne a fait son dernier roman *L'Invasion de la mer* (1905). C'est l'aéropostale qui le vaincra. »
Claude LIAUZU, 2007, p. 570.

Un projet de route à la fois impériale et mondiale

Le problème du Transsaharien ne peut être abordé ici de manière complète (voir BROCC, 1987 ; CARRIERE, 1988), comme il ne peut être question d'y réduire la problématique ferroviaire en Afrique (on pourra consulter sur cette thématique l'article de synthèse de G. (?) paru dans les *Annales* en 1904) : il s'agit longtemps de tronçons de pénétration cherchant à mettre en valeur l'hinterland africain (comme le chemin du fer du Harar à partir de Djibouti) et à en drainer les richesses réelles ou supposées. Ces tronçons sont parfois couplés avec des cours d'eau (le Sénégal) mais rarement organisés en réseaux (Afrique australe anglaise, Afrique du Nord). Le projet du Transsaharien, voire du ou des Transafricain(s) (dans le sens nord/sud pour les Français et les Anglais, avec le fameux « Cap au Caire », et dans le sens est/ouest pour les Portugais et les Allemands, voir G., 1904, p. 454), tranche singulièrement par rapport à la réalité ferroviaire africaine. Il tranche par son ambition et son ampleur ainsi que par l'importance des débats suscités, et notamment chez les géographes (en 1912 une rubrique « [Afrique. – Transsaharien et Transafricains] » apparaît d'ailleurs dans la *Bibliographie géographique*). Son ambition première est de réunir les colonies françaises d'Afrique du Nord à celle du Soudan, de donner par là cohésion à un empire africain fragmenté, un peu à la manière dont le « Canadian Pacific Railway » a donné cohésion au Canada. Dans un bref historique de cette « question », comme disent souvent les contemporains, plusieurs moments se dégagent : 1) lancement de l'idée à la fin des années 1870 par Adolphe Duponchel, intégration du projet dans les grands travaux d'infrastructure de

Freycinet⁷ ; 2) délaissement du projet après le massacre de la deuxième mission Flatters en 1881 (CASSOU, 2005) ; 3) relance du projet à la fin des années 1890 notamment par Paul Leroy-Beaulieu dans *L'Economiste français*⁸. S'ouvre alors une phase d'exploration et de discussion qui aboutit, en 1912, à une seconde relance autour du projet transafricain d'André Berthelot, lequel entend relier Alger au Cap en passant par le Tchad et le Congo (Figure 15). La guerre en repousse bien sûr la réalisation, mais plus encore, c'est l'ampleur des discussions et le défaut de décision politique qui posent problème. Il y a loin en effet d'un trait sur une carte à l'ouverture d'un grand chantier ferroviaire. Ajouter que le projet connaît une cinquième phase, à la fin des années 1920, que nous présenterons plus loin.

Qu'est-ce qui motive un tel projet, sur quels arguments reposent ses résurrections successives ? Sur le fantasme d'une richesse encore cachée de l'Afrique intérieure, sur les « mirages », comme dit Claude Liauzu, du Sahara. Les partisans les plus décidés sont d'ailleurs à l'époque plutôt des économistes, et plutôt libéraux, tel Paul Leroy-Beaulieu ou Robert Doucet (spécialiste des colonies, collaborateur du *Journal des Economistes*) ; en géographie, ce sera pour l'essentiel, après 1900, des géographes coloniaux (par exemple Henri Lorin, professeur de géographie coloniale à Bordeaux) et de Sociétés de géographie commerciale (ainsi que de Sociétés locales, comme celles d'Afrique du Nord, qui constituent un lobby important de ce point de vue). Comme tous les transcontinentaux, les arguments sont à la fois stratégiques et économiques, même si les défenseurs du projet peinent à démontrer la valeur économique du Sahara... On conçoit alors l'idée que le chemin de fer permettra de

⁷ Le projet initial est contemporain d'un autre projet démesuré, la « mer intérieure » que C. Liauzu évoque dans l'épigraphie de cette section. Ces deux gigantesques programmes d'aménagement saharien relèvent de ce que Michael Heffernan a appelé l'« *utopian imperialism* » (1994, p. 100), qui caractérise notamment les Saints-Simoniens et leurs successeurs, comme Henri Duveyrier. Ce dernier, explorateur et géographe de l'Afrique du Nord, est par exemple impliqué dans les deux projets au titre d'expert (HEFFERNAN, 1989). Au début des années 1870, bientôt soutenu par Ferdinand de Lesseps et Victor Hugo, le capitaine Roudaire, topographe, propose d'inonder la région des chotts entre Algérie et Tunisie pour créer une mer qu'il pense, s'appuyant sur le mythe antique du lac Triton (BROC, 1987, p. 325), avoir déjà existé, et pour provoquer ainsi une évolution du climat régional. Mais le projet sera abandonné au début des années 1880, notamment parce que l'on accepte de moins en moins l'hypothèse de l'existence d'une ancienne mer intérieure (HEFFERNAN, 1990).

⁸ Maurice Zimmermann a présenté ce projet en 1899 : « Les récents événements du Soudan ont attiré à bon droit l'attention sur la nécessité de donner plus de cohésion à notre empire africain et plus d'unité dans nos efforts. M. Paul Leroy-Beaulieu a ranimé la question du Transsaharien par la campagne qu'il a menée dans son journal *L'Economiste français*. Des raisons stratégiques surtout militent pour son exécution ; il importe que nos possessions de l'Afrique intertropicale ne se trouvent plus en l'air, séparées par le Sahara de l'invincible base d'opérations que constitue pour nous l'Afrique du Nord. L'achèvement extraordinairement rapide et peu coûteux du chemin de fer de Sfax à Gafsa, l'expérience acquise par les travaux similaires accomplis dans diverses colonies étrangères, semblent garantir que les frais seraient infiniment moins élevés que ne le comportaient les devis d'il y a quinze ans. Enfin, et à cet égard surtout nous nous rallions aux conclusions de M. Leroy-Beaulieu, nous ignorons quelles ressources minérales nous réservent dans l'avenir les étendues immenses du grand désert, ressources dont la voie ferrée pourra solliciter l'exploitation. (...) Mais, puisque l'intérêt stratégique domine à

développer, voire, comme dans le texte de Zimmermann de 1899 (voir note 8, p. 217), de révéler des ressources qu'on ignore encore, mais qui sont là, sûrement.

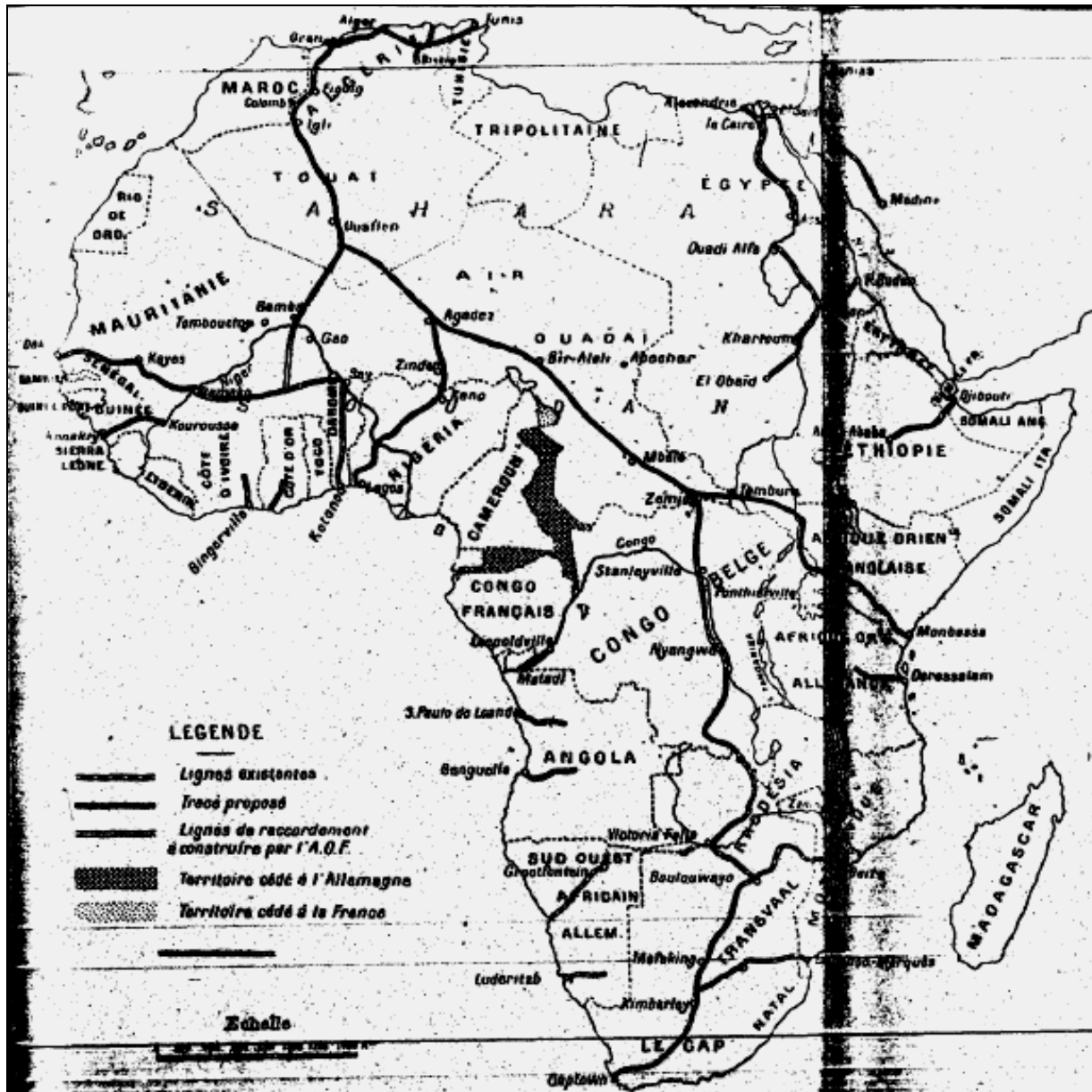


Figure 15 : Carte du projet Berthelot reproduite par Robert Doucet dans les *Questions diplomatiques et coloniales* (1912, hors texte)

Il est clair cependant que l'argumentaire favorable au Transsaharien repose surtout sur des considérations politiques : donner cohésion à l'Empire français d'Afrique, et même contribuer à repositionner cet Empire et l'Afrique elle-même dans le réseau mondial de circulation. Cette idée apparaît en particulier dans la présentation du Transafricain de Berthelot par Robert

ses yeux l'intérêt économique, et qu'il importe surtout d'assurer une base de défense au Soudan, n'y aurait-il pas lieu de chercher les éléments de la défense du Soudan dans le Soudan lui-même ? » (1899a, p. 186).

Doucet dans les *Annales de Géographie*⁹ : « Un transsaharien serait une ligne d'intérêt local, comparé à ce réseau qui doit avoir une importance mondiale » (1912, p. 272). On change alors d'échelle avec un projet qui devient véritablement transcontinental et mondial. Mais Doucet ne va guère plus loin dans cette direction. Un texte un peu antérieur de Paul Vidal de la Blache dans les *Annales*, note de lecture de l'ouvrage d'Emile-Félix Gautier sur la conquête du Sahara (dont le dernier chapitre, sur le Transsaharien, offre à Gautier l'occasion de dénoncer l'illusion d'importantes ressources sahariennes), va beaucoup plus avant dans l'exposition de cet argument ; si, pour Vidal, tout espoir n'est pas perdu de découvrir des richesses sahariennes (1911a, p. 76), c'est surtout un « argument géographique » (*dixit* Vidal) qui doit plaider pour l'aménagement ferroviaire du Sahara :

Par l'effet combiné de nos progrès au Soudan et dans l'Afrique du Nord, la position du Sahara est modifiée. Au lieu d'être la limite, l'obstacle mystérieux grandi par le mirage, un "bout du monde", comme on dit dans nos campagnes, il est devenu un pont entre deux parties de notre empire africain et, du même coup, entre deux zones terrestres. (...) Le Sahara peut donc devenir une route, au même titre que le Sud de l'Afrique, que l'Asie Centrale, que l'Ouest des Etats-Unis. (...) Le Sahara jouera un jour son rôle dans les communications inter-africaines, peut-être même dans les relations mondiales. (1911a, p. 76-77)

Pour Vidal, dans cet essai de prospective, il y a bien une potentialité transcontinentale au Sahara : quand les conditions économiques auront évolué, il n'est pas impossible que le Sahara devienne une route mondiale.

Une réalisation impossible ?

Mais Vidal reste très prudent. C'est que, au moins pour les géographes des *Annales*, le Transsaharien connaît une défaveur grandissante. Dans les années 1900, les positions sont en effet de plus en plus explicitement défavorables. Il n'y aurait, pour s'en convaincre, qu'à mesurer la distance qui existe entre la chronique de Maurice Zimmermann de 1899 et celle-ci, datée de 1904, où il revient sur « l'éternelle question du Transsaharien » :

Les Congrès des Société de géographie semblent décidément l'un des derniers refuges de cette utopie, qui a tant souffert de nos récentes expériences sahariennes. D'ailleurs ces expériences elles-mêmes ne paraissent guère émouvoir les infatigables tenants du Transsaharien, pour la raison bien simple qu'elles ne leur paraissent même pas connues. Fait étrange et bien typique, dans l'ardente discussion qu'a soulevée le Transsaharien, on a parlé constamment de Faïdherbe et de Duponchel, mais pas un mot n'a été dit de Foureau, de Flamand, de Gautier et des raids récents de nos officiers du Touât. (1904e, p. 365)

⁹ Mais pas dans l'article qu'il écrit la même année sur le même sujet pour les *Questions diplomatiques et coloniales* : la perçoit-il comme propre à convaincre des géographes de plus en plus réticents ?

Pour Zimmermann, qui instaure une distinction entre une géographie de Sociétés et une géographie scientifique appuyée sur les connaissances les plus récentes, le Transsaharien est devenu une utopie que contredisent les explorations sahariennes¹⁰. Il évoque d'ailleurs quelques uns parmi les principaux explorateurs et géographes de la région, dont Emile-Félix Gautier¹¹. D'autres géographes sahariens se déclarent contre le projet. Augustin Bernard par exemple, dans un article de 1899 paru dans les *Questions diplomatiques et coloniales* (communication faite au Congrès de Géographie d'Alger de 1899), se présente comme un opposant, citant à son appui, comme Zimmermann, Foureau et Flamand mais aussi Henri Schirmer, auteur d'une thèse en 1893 sur le Sahara (VIDAL DE LA BLACHE, 1893)¹². Schirmer a par ailleurs rédigé le compte rendu pour la *Bibliographie géographique* de l'article de Bernard de 1899... Pour simplifier la position de Bernard, trois arguments s'imposent : la pauvreté du Sahara, la concurrence croissante des voies de la côte occidentale d'Afrique, la définition de priorités et la nécessité d'achever les voies de pénétration commencées (SCHIRMER, 1900, p. 232). On pourrait ajouter que pour Bernard, s'il y a quelque chose à faire au Sahara, c'est d'abord le connaître (1899, p. 15) ! Le reste viendra plus tard, si besoin. Au fond, la méfiance des géographes face au Transsaharien repose fondamentalement sur les leçons du terrain, sur une espèce de réalisme économique, contre les cartographies fantasmées des ingénieurs. Dans sa synthèse de 1904, G. note par exemple que, si une liaison transafricaine, où qu'elle se trouve, est techniquement réalisable, elle ne peut avoir que peu d'utilité (p. 452), *a fortiori* s'agissant du Transsaharien : « Pour clore la série des grands projets, il nous resterait à parler du Transsaharien; mais nous ne croyons point à la possibilité de sa réalisation, même dans un avenir très éloigné, et nous nous bornons à exprimer l'espérance que cette coûteuse folie nous sera épargnée » (p. 454).

¹⁰ Dans son article de synthèse sur la colonisation paru dans la *Revue de Géographie* en 1908, il sera encore plus expéditif face à un projet qui, « outre son absurdité économique et sa témérité géographique, ne paraît pas même présenter un intérêt politique ou stratégique bien évident » (1908, p. 675).

¹¹ Claude Liauzu cite cette phrase significative de Gautier : « A qui a vu le Sahara et même l'a aimé, il est impossible de prétendre qu'il a une valeur » (2007, p. 570). Augustin Bernard la citait aussi à la fin du passage de son volume de la *Géographie Universelle* où il aborde la question du Transsaharien (1939, p. 355). On peut supposer qu'il s'agit d'un extrait du dernier chapitre du livre commenté par Vidal en 1911.

¹² Dès 1891, Schirmer émet de sérieux doute sur le Transsaharien, dans son article sur « La France et les voies de pénétration du Soudan ». L'idée n'est pas pour lui déplaire, mais il critique les projets proposés dans les années 1870-1880, notamment le choix du lieu où la ligne devrait aboutir : surtout pas, dit-il, à Tombouctou, comme le projetait Duponchel, « car la richesse n'est pas là » (1891a, p. 29), mais plus au sud, vers le Tchad. La région du Niger souffre de la concurrence de la voie du Sénégal, qui draine facilement le commerce du Soudan ; certes, « le moyen Niger lui-même peut avoir sa renaissance, mais il faudra le tirer de l'anarchie, et attendre de longues années. En attendant, ce serait folie que de construire un chemin de fer gigantesque de 2600 kilomètres, pour atteindre Timbouctou, la ville déchue, ou Bourroum, en plein désert » (p. 30). Une fois assurée la possession des pays du Tchad, « alors, mais alors seulement, on pourra entreprendre le Transsaharien » (p. 32).

Le terme de folie, déjà présent dans le texte de Schirmer de 1891, est encore employé après la Première Guerre mondiale, quand le projet et la polémique sont ranimés. En 1923, le Conseil supérieur de la Défense nationale demande la construction de la voie, ce qui marque une relance officielle ; en 1928, un organisme d'études est créé, qui choisit un tracé à partir d'Oran (BERNARD, 1939, p. 354). On entre alors dans la phase concrète du projet, dont les travaux doivent commencer en 1941, pour ne guère avancer en réalité (CARRIERE, 1988, p.33-36). Jusqu'à la fin des années 1930, des discussions opposent, plus ou moins violemment, les partisans et les opposants au projet¹³. Certains changent même d'idée, comme Augustin Bernard : dans la *Géographie universelle*, il commence par souligner que « les données du problème ont (...) beaucoup changé avec le temps » et que « les points de vue ont évolué » (1939, p. 350). Traités politiques, progrès de la colonisation, progrès des connaissances géographiques ont pour conséquence d'obliger « à réviser les jugements antérieurs » (*ibid.*). La dernière phrase de ces quelques pages sur le Transsaharien est celle-ci : « Il n'est pas un Français qui ne souhaite la réalisation de ce projet en faveur duquel militent bien des raisons et qui s'exécutera tôt ou tard » (p. 356). De la même façon, Robert Capot-Rey se déclare favorable à la construction de la ligne, dont la raison des reports successifs réside moins, selon lui, dans un argumentaire technique ou économique, que « dans l'achèvement tardif de la pacification, dans le long discrédit qui a pesé en France sur les affaires coloniales et dans l'espèce d'impuissance qui, après 1918, a frappé une génération » (1946, p. 169). En outre, dans les discussions qui opposaient le rail et la route dans les années 1920, « on pouvait, de très bonne foi, soutenir qu'il était trop tard pour construire une voie ferrée au Sahara au moment même où le moteur y obtenait des succès retentissants » (*ibid.*). Ces auteurs rejoignent donc la position des premiers promoteurs, tout en étant bien conscients, comme Bernard, que l'intérêt est surtout colonial et politique, plutôt qu'économique.

Mais tous les géographes ne se rallient pas à ce point de vue, on en prend la mesure dans la sous-rubrique « [Transsaharien] » de la *Bibliographie géographique*¹⁴. Elicio Colin par exemple pour l'année 1923, rapporte toute une série de publications sur ce thème ; son commentaire, assez neutre, vient à la fin : « Si l'intérêt militaire et politique se précise, l'intérêt économique ne paraît guère plus démontré que jadis » (1924, p. 283). C'est surtout

¹³ Un exemple de « confrontation » : un certain Roux-Berger, conseiller général de l'Allier et membre du Comité Oranais du Transsaharien, propose une communication sur le Transsaharien au Congrès International de Géographie de Paris en 1931. S'il est un partisan déclaré, le public se révèle plutôt réticent comme en témoigne la discussion qui suit, où intervient notamment Mariel Jean-Brunhes Delamarre, qui rappelle que Jean Brunhes, jusqu'à sa mort, a toujours été opposé au projet (ROUX-BERGER, 1935, p. 554).

¹⁴ Ou « [Voies transsahariennes] » quand s'ajoute la question automobile, télégraphique puis aérienne.

Camille Vallaux qui adopte les positions les plus critiques. La *Bibliographie* de 1924 signale un article de Vallaux, « Les projets de chemins de fer à travers le Sahara » publié au *Mercure de France* (Vallaux cherchant à jouer un rôle donc d'influencer l'opinion publique), dont le compte rendu, anonyme, cite la conclusion : « Avant la Guerre, le Transsaharien n'était qu'une folie improductive. Depuis la Guerre, c'est plus que jamais une folie... » (p. 358). Vallaux multiplie dans les années qui suivent les textes dénonçant le projet, avec des titres très suggestifs : « L'erreur transsaharienne » (1929 et 1930), « Une erreur récalcitrante. Le projet du chemin de fer transsaharien » (1938). Face à lui, nombreux sont les promoteurs, dans ou hors de la géographie, ce qui multiplie les occasions de friction. Henri Lorin publie en 1925 un article sur « Les conditions actuelles du transsaharien » dans la *Revue économique internationale*, en 1938, le Général Brissaud-Desmaillet, de la Société de géographie commerciale de Paris, publie un article sur « Le transsaharien. Retour au bon sens ». Folie ou erreur d'un côté, bon sens et nécessité politique de l'autre : les termes du débat sont ainsi résumés, et ne paraissent guère avoir évolué fondamentalement depuis les années 1890, même si, dans les années 1930, la balance penche plutôt, en géographie, du côté des partisans du projet. En 1939, un article des *Annales de Géographie* du capitaine F. Demoulin, consacré aux « communications sahariennes », vient reformuler des idées déjà anciennes sur l'ambition à la fois impériale et mondiale du Transsaharien :

Enfin le transsaharien serait le premier tronçon d'un chemin de fer transafricain reliant le Congo Belge et Le Cap à la Méditerranée. Ainsi, d'instrument indispensable de notre empire, il s'élèverait à une importance mondiale. Ceci n'a pas échappé aux Italiens, qui, dès leur réoccupation de la Tripolitaine, ont envisagé de construire un chemin de fer reliant Tripoli au Cameroun et au Congo. Et il n'est pas impossible que l'Italie s'efforce de nous devancer. Mais la France, qui a fait Suez, saura assurément, quand l'heure sera venue, ouvrir sa grande voie impériale. (1939, p. 490)

Mais on voit bien qu'il s'agit encore assez largement de prospective, sinon de mirage...

1.2. Suez et Panama, routes mondiales par excellence

Les transcontinentaux ferroviaires, les grandes liaisons terrestres au sens large, qu'elles aient été ou non réalisées – et le Transsaharien, par son caractère d'utopie géographique, a permis de bien mettre en lumière les représentations attachées à ce type d'infrastructures – représentent une part seulement de ce qu'on entend par route mondiale. L'autre part est constituée par les voies océaniques, comme le suggère la comparaison effectuée par Demoulin entre Suez et le Transsaharien. De ce point de vue, on peut opposer les routes elles-mêmes (l'Atlantique Nord, la Méditerranée...) et les nœuds, les carrefours, les détroits. Concernant

les deux grands canaux interocéaniques, Suez et Panama, la problématique est la même, associant le progrès de la navigation et la nécessité de trouver de nouveaux itinéraires, plus courts. Leurs implications géographiques sont sensiblement identiques, transformant des isthmes en détroits et contribuant à rapprocher des continents et des océans. Ce sont bien « les grands faits géographiques de l'heure présente » comme le dit Jean Brunhes (1913, p. 6). Dans les *Annales de Géographie*, et dans une quantité de revues et d'ouvrages, Suez et Panama constituent deux objets géographiques essentiels, voire un seul, tant le creusement de Panama, surtout à partir de sa reprise par les Etats-Unis en 1902, instaure une situation de concurrence et de comparaison. La question prend alors un tour général, celui des grands carrefours de la circulation mondiale, et aboutira par exemple au livre d'André Siegfried en 1940 : *Suez, Panama et les routes maritimes mondiales*.

1.2.1. La géographie face à l'évolution de la circulation maritime

Quelques mots sur la géographie de la circulation maritime

Mais d'abord, le discours sur Suez et Panama doit être rapporté au problème plus général de la navigation maritime, en pleine transformation, et des routes océaniques ; on rappellera à ce propos que l'expression route mondiale est d'abord appliquée par Georges Hersent à la voie atlantique. La navigation maritime a de fait été autant transformée par la vapeur que la circulation continentale : les traversées océaniques sont, à la fin du XIX^e siècle, de plus en plus rapides et nombreuses. L'aspect technique peut être, ici, rapidement souligné ; Maurice Zimmermann ne manque pas d'y consacrer quelques textes, comme Daniel Bellet dans sa « Chronique des transports » de la *Revue économique internationale*. En 1901 par exemple, Zimmermann dénombre les transformations technologiques qui ont permis l'accroissement de la capacité de transport et de la vitesse : passage à l'acier et à l'hélice, développement de nouvelles machines¹⁵, amélioration de la forme des navires (1901a, p. 183-184). Il énonce ensuite une série de records de capacité et de vitesse, puis décrit les deux principales compagnies, allemandes l'une et l'autre, le *Norddeutscher Lloyd* et la *Hamburg-Amerika*, compagnies dont la puissance est inédite dans l'histoire de la navigation. Dix ans plus tard, dans une chronique nourrie par un numéro de la *Revue économique internationale* sur le commerce maritime, il distingue différents types de lignes de navigation, selon la nature du transport et les opérateurs. Parmi ces derniers, il insiste sur la *Hamburg-Amerika* qui

¹⁵ En 1905, il revient sur l'accroissement de la taille des navires et sur la course au gigantisme et aux records qui en résulte : « On se demande où l'on s'arrêtera dans la construction de ces léviathans » (1905a, p. 277). Suit

offre le type parfait du service mondial. Ses réseaux enserrant les deux Amériques (...). L'Europe, l'Asie Orientale ont aussi leur contingent serré de lignes. La Hamburg-Amerika vient d'organiser un service entre Hong-Kong et Manzanilla, où doit aboutir une nouvelle ligne transcontinentale américaine, aujourd'hui en construction à travers le Mexique, la « Kansas City, Orient and Pacific ». Ainsi, quand la campagne commerciale est mauvaise en une région, les effets du déficit sont compensés par les meilleurs résultats obtenus ailleurs. (1911e, p. 374)

Zimmermann dresse ici, indice des transformations de l'économie maritime, le portrait d'une firme multinationale avant l'heure, disposant d'une stratégie à l'échelle mondiale.

Mais les géographes ne s'en tiennent pas à ces aspects économiques et techniques : ils cherchent à décrire la façon dont l'espace maritime est approprié par l'homme. Camille Vallaux publie en 1908 un ouvrage qui aborde ces questions de manière centrale, *La Mer*. Vallaux est certainement au début du XX^e siècle le géographe français qui s'intéresse le plus aux mers et aux océans, et ce sous de multiples points de vue (y compris physique).

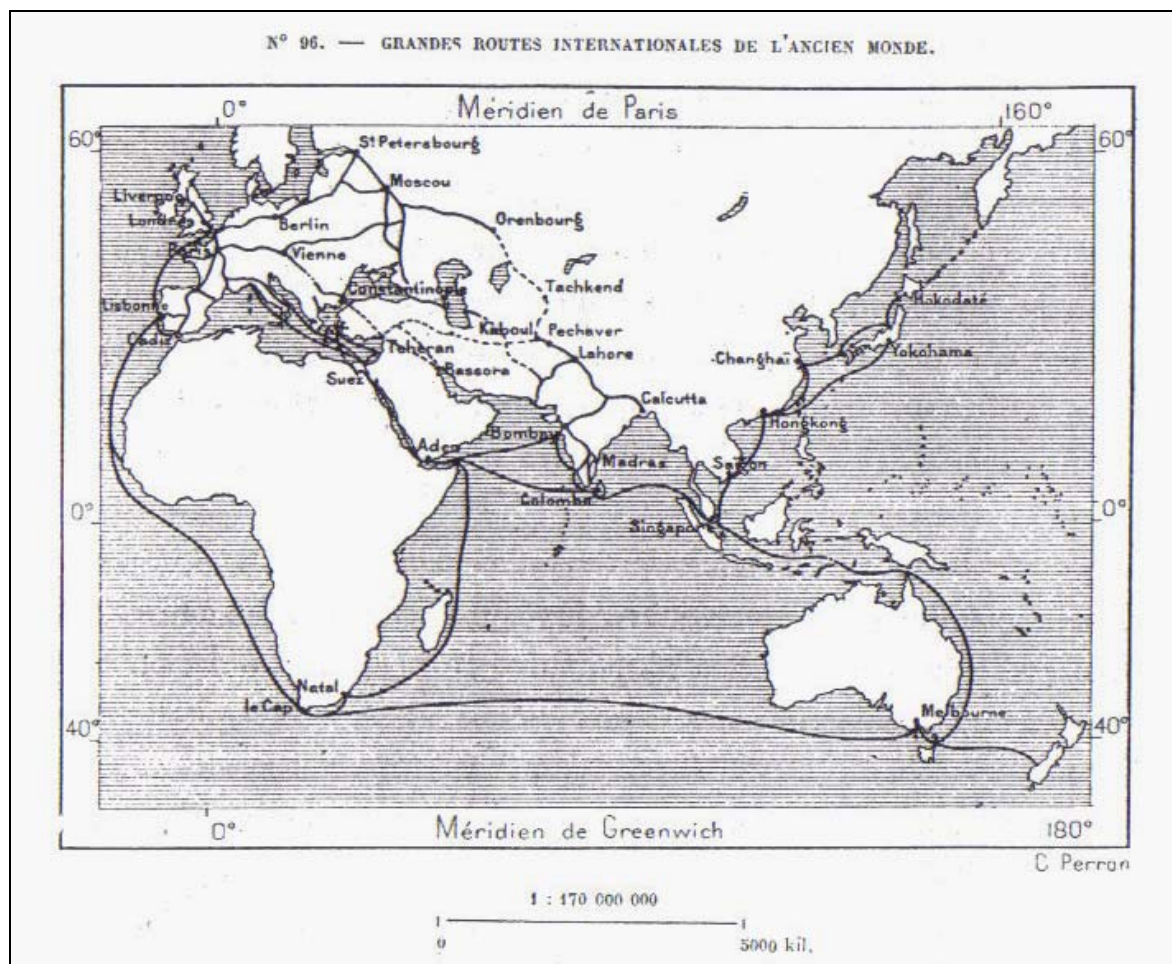


Figure 16 : Carte des « Grandes routes internationales de l'Ancien Monde » (RECLUS, 1885, p. 537)

l'évocation d'une innovation, encore à l'essai, la machine à turbines : « On attend de l'emploi des turbines une véritable révolution dans la marine à vapeur » (p. 279).

Dans ce livre, inspiré de Ratzel, il part de la description de l'œkoumène maritime, cet espace littoral et marin où des sociétés sont durablement installées (1908, p. 6), qui s'oppose à ce qu'il nomme des zones de passage ou « faisceaux de circulation » et qu'il ne considère pas, à la différence de Ratzel, comme un « œkoumène de la circulation »¹⁶. Vallaux cherche pour sa part à appréhender l'ensemble des manifestations maritimes de la vie sociale : vie littorale, migrations, échanges commerciaux, dominations politiques... Dans son analyse des grandes routes, il est amené à distinguer les « faisceaux de la circulation océanique » et les « faisceaux de la circulation méditerranéenne » (de Gibraltar à Yokohama). Vallaux ne donnant pas de carte, reportons-nous, pour les visualiser, à la carte de Paul Vidal de la Blache reproduite à l'Annexe 6 et à celle qu'Elisée Reclus a jointe aux pages de la *Géographie universelle* consacrées au canal de Suez (Figure 16). Il n'est pas question d'entrer dans le détail de l'analyse de Vallaux – nous aurons l'occasion de revenir à cet ouvrage important. On peut toutefois observer qu'il accorde une grande place au canal de Suez, qui rapproche l'Extrême-Orient de l'Europe, et relie des faisceaux de circulation anciennement isolés, ceux-là mêmes que Reclus appelle les « grandes routes internationales de l'Ancien Monde » ; il parle de la « jonction des faisceaux méditerranéens et sino-indiens » (p. 295), jonction réalisée par le percement du canal de Suez.

Le canal de Suez, un carrefour majeur de la circulation mondiale

Les géographes utilisent beaucoup d'expressions pour qualifier Suez : canal, isthme, détroit, route, carrefour etc. Tous ces termes reposent une représentation assez convergente de l'espace terrestre : Suez raccourcit les distances entre des régions autrefois éloignées. Suez est le lieu d'une contraction de l'espace terrestre. Suez est l'un des lieux à partir duquel on prend conscience d'une unité terrestre portée par la mer. Davantage que l'état des lieux régulier de la navigation par le canal, ce qui nous importe dans le discours géographique sur Suez, c'est la façon dont l'ouverture de ce passage *ouvre* en même temps une ère nouvelle dans les relations mondiales et remet en question des visions du monde, aspect étrangement laissé de côté par les historiens de la géographie. C'est ce qu'entend pourtant Jean Brunhes, lorsqu'il écrit que Suez et Panama *bouleversent* « toute l'histoire politique, économique et sociale du monde » (1913, p. 7). Paul Vidal de la Blache également, pour donner un exemple des conséquences de ces grandes infrastructures sur la transformation de la vision du monde et de

¹⁶ Notion qui repose sur l'idée que les espaces de la circulation sont *habités* quand la densité des voyageurs devient assez importante (voir plus bas p. 147).

la valeur des lieux, a bien montré, dans son *Atlas*, que Suez redonnait à la Méditerranée sa *valeur*, alors que la découverte de la route du Cap, au XVI^e siècle, en avait fait une impasse :

De nos jours seulement, cette mer qui, au plus épais des masses continentales, ouvre une voie entre l'Atlantique et l'océan Indien, est entrée en pleine possession de sa valeur géographique. Le coup de pouce qui a détaché l'Afrique de l'Asie l'a débloqué au sud-est (...). (1894, planche « Bassin de la Méditerranée »)

Le « coup de pouce » de Suez contribue à créer une route majeure à l'échelle du monde : « L'ouverture du canal de Suez fit de l'impasse méditerranéenne une des grandes voies maritimes du monde », diront encore Jean Brunhes et Camille Vallaux dans *La géographie de l'histoire* (1921, p. 164). Mais cette route, entre l'Europe et l'Orient, a aussi pour implication de séparer l'Afrique de l'Asie, thème déjà présent dans la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus : « Quoique non encore complètement découverte, l'Afrique n'en est pas moins déjà, au point de vue politique, une simple dépendance de l'Europe : en ouvrant le canal de Suez et en complétant ainsi le blocus de l'Afrique, on l'a doublement séparée de l'Asie » (1885, p. 47). Ailleurs aussi, dans une brève histoire du canal de Suez, il se souvient de « l'idée de séparer l'Afrique et l'Asie par un nouveau Bosphore » qui fut « le dogme d'une religion nouvelle, les Saint-Simoniens » dans les années 1820 (*ibid.*, p. 531). Mais à une autre échelle, Suez n'a pas, pour Reclus, cette conséquence négative (si telle, elle est bien). Le canal renforce la centralité géographique de l'Egypte, car c'est là en effet

que se croisent les deux grandes diagonales du monde, celle des routes terrestres entre l'Asie et l'Afrique, celle des voies océaniques entre l'Europe et les Indes. Même l'ouverture du canal de Suez a placé l'Egypte à mi-chemin de l'Amérique et de l'Australie. (1885, p. 462)

Suez ferait ainsi de l'Egypte le carrefour non plus seulement de l'Ancien Monde, mais du monde entier, une espèce de nœud principal de toute la circulation mondiale. L'essentiel, concernant Suez, est dit sans doute, lorsque l'on a vu, comme ici, combien le canal ordonne une relecture des équilibres existant entre les continents et constitue un élément essentiel de la pensée du monde comme totalité.

Mais dans quelle mesure la voie qui passe par Suez est-elle véritablement une voie mondiale ? Il semble que, dès l'origine, ce que Vallaux a appelé le faisceau méditerranéen ait été pensé pour ce qu'il était, c'est-à-dire une route impériale, d'abord surtout française, puis très vite essentiellement anglaise : « une voie presque exclusivement anglaise » comme le dit Reclus en 1885 (p. 538). De fait, il se trouve que l'Angleterre, une fois rachetées en 1875 les parts égyptiennes de la Compagnie universelle du canal de Suez (qui fut créée en 1857 par

Ferdinand de Lesseps), devient aussi le maître de la circulation à Suez. Et Suez, selon une analyse de Reclus dans *L'Homme et la Terre*, « le poste dominateur d'importance capitale assurant à la Grande Bretagne le premier rang au point de vue géographique parmi les puissances mondiales » (RECLUS, 1908, p. 45-46). Derrière la notion de circulation mondiale ou celle de réseau mondial, et derrière la pensée d'un monde unifié par la circulation, se discerne donc une réalité avant tout impériale – nous y reviendrons. Si l'on en croit par ailleurs des statistiques utilisées par Maurice Zimmermann en 1903, le trafic n'a pas cessé d'augmenter depuis l'ouverture, avec 436 000 tonneaux en 1870, 3 057 000 en 1880, 6 890 000 en 1890, 9 738 000 en 1900 et 11 248 000 en 1902 (1903b, p. 463). Ce qui représente, pour 1902, 3708 navires, dont 2165 anglais, 480 allemands, 274 français, 218 néerlandais, 139 austro-hongrois, 110 russes et 61 japonais. Face ce succès (qui ira grandissant encore après la Première Guerre mondiale avec une stabilisation dans les années 1930, d'après BONIN, 2006), lié au commerce anglais dans la proportion des trois cinquièmes, le canal doit se transformer : on l'éclaire pour des traversées de nuit, on l'approfondit pour des navires toujours plus gros. On réfléchit également aux concurrences qui pourraient éventuellement mettre en péril cette prospérité :

Quelle perspective d'avenir ménage au canal de Suez la concurrence actuelle ou prochaine du Transsibérien, du chemin de fer de Bagdad et du canal de Panama ? Le canal a-t-il à craindre d'être déserté en faveur de ces voies nouvelles ? Ainsi que l'a déclaré récemment le prince D'ARENBERG, cela est peu probable. La prospérité du canal réside surtout dans le transport de marchandises ; or, jamais aucun chemin de fer transcontinental ne pourra rivaliser avec le canal pour le bon marché du fret, et c'est là le point essentiel qui détermine le choix de telle ou telle voie. (ZIMMERMANN, 1903b, p. 464)

Utilisant un rapport du prince Auguste d'Arenberg¹⁷ pour le *Bulletin décadaire de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez*, Zimmermann affirme que le Transsibérien et le chemin de fer de Bagdad ne pourront concurrencer Suez que pour les marchandises légères et précieuses (soie, thé) et pour les voyageurs. Mais le trafic de voyageurs ne représentent que 2% des recettes totales de Suez... Autant dire que ce serait une concurrence relativement bénigne, voire même un accélérateur :

On peut même aller plus moins, et dire que non seulement le canal de Suez ne sera pas compromis par le succès de ces entreprises concurrentes ; mais qu'il en tirera une nouvelle source de prospérité. Le Transsibérien, le chemin de fer de Bagdad, par le mouvement de voyageurs qu'ils provoqueront, par l'éveil de l'activité industrielle et commerciale qui

¹⁷ Auguste d'Arenberg (1837-1924) est président de la Compagnie du canal de Suez de 1896 à 1913, membre fondateur du Comité de l'Afrique Française en 1890 et une figure majeure du « parti colonial » dans les années 1890-1910 (d'ANDURAIN, 2006).

s'ensuivra, entraîneront un mouvement plus grand de marchandises, qui iront naturellement à la voie la plus économique, c'est-à-dire au canal de Suez. (p. 464-465)

Le transport de marchandises plutôt lourdes et peu chères (céréales, charbon, caoutchouc, bientôt pétrole...) ne pourrait ainsi que bénéficier de l'éveil économique de l'Extrême-Orient. En outre, « le canal a encore bien moins de dangers à courir de la part du canal de Panama, qui ne peut d'ailleurs guère s'ouvrir avant une décade » ; la seule raison avancée est que Suez restera le plus court chemin vers l'Extrême-Orient depuis l'Europe¹⁸. Ce partage du monde entre un monde euro-asiatique et un monde américain (dans les chiffres de Zimmermann, seuls 21 navires viennent des Etats-Unis) est au cœur de la pensée du Monde en géographie, et nous ne tarderons pas à l'analyser plus précisément.

Les enjeux géographiques du percement du canal de Panama

Bien qu'inauguré un demi-siècle après Suez, le canal de Panama est un objet de discussion ancien, remontant au moins, selon André Siegfried, au temps de Philippe II d'Espagne (1940, p. 159) ; la phase opératoire commence cependant dans les années 1870, et ce n'est pas la moindre coïncidence que l'un des frères d'Elisée Reclus, Armand, ait participé à la reconnaissance de l'isthme de Panama. Elisée Reclus évoque d'ailleurs cette expédition et le projet résultant dans le second volume de *La Terre*¹⁹. Un autre géographe, Emile Levasseur, participe aux réflexions préliminaires, notamment au sein de la Commission organisée sur ce thème en 1879 pour faire le point sur le commerce existant dans la région, évaluer le trafic probable, envisager les bénéfices, discuter de solutions alternatives... (CLERC, 2007, p. 87). Levasseur, dans le rapport qu'il rédige à la fin des travaux de la Commission, est optimiste quant à l'impact d'un canal à travers l'isthme de Panama, escomptant le « grand bienfait pour l'humanité [d'une] pareille œuvre [...] les semences de richesse répandues sur une grande partie du globe terrestre par l'union des deux océans et la récolte abondante qui se lèvera ensuite au profit du genre humain » (*ibid.*). A l'origine donc, le percement du canal de Panama est un enjeu à la fois français (dans le prolongement de Suez) et universel au sens où il concerne, dans la lignée des réflexions saint-simoniennes, le bien-être de l'humanité tout entière. Il devient cependant de plus en plus un enjeu américain : le chantier, retardé par des difficultés techniques imprévues, compromis par des scandales financiers bien connus, finit en

¹⁸ Plus tard, Zimmermann aura néanmoins le sentiment qu'une concurrence pourrait s'établir entre « les deux voies interocéaniques », du fait de l'annonce par les Etats-Unis que les droits de passage à Panama s'élèveront seulement à 1 dollar par tonne, soit 3,5 francs de moins qu'à Suez (1911f, p. 383).

¹⁹ Lucien Napoléon Wyse (petit-fils de Lucien Bonaparte) et Armand Reclus, tous deux officiers de marine, prennent effectivement la tête d'une mission d'exploration dans la région en 1876. Armand Reclus sera également le premier directeur des travaux du canal (BROC, 1999, p. 273-274 et 350-352).

effet par être récupéré par les Etats-Unis comme pièce maîtresse de leur nouveau statut mondial. Ce projet d'une liaison rapide et sans transbordement entre les océans Atlantique et Pacifique doit en effet s'entendre dans un contexte de concurrence croissante entre l'Europe et les Etats-Unis, même si la question de la traversée des isthmes américains est plus anciennement posée, avec plusieurs types de liaisons et plusieurs localisations (Mexique, Panama, Nicaragua, Guatemala). C'est par exemple le cas déjà évoqué de l'isthme mexicain de Tehuantepec, qui repose sur l'articulation intermodale du chemin de fer et de lignes de navigation (Encadré 7, p. 219). L'ambition de ces liaisons transisthmiques est entre autres de relier plus rapidement les deux façades de l'Amérique du Nord que par les transcontinentaux ferroviaires. Le début de la politique impérialiste des Etats-Unis dans les années 1890, qui se traduit par des guerres, des conquêtes et une réactivation de la doctrine Monroe des années 1820 dans le sens du panaméricanisme, se traduit également au plan des routes mondiales : projet de chemin de fer panaméricain en 1890 et canal de Panama.

Les années 1901-1903 représentent à ce titre un tournant majeur, qu'une série de chroniques de Maurice Zimmermann en 1904 permet de caractériser (1904a, b et c). La domination des Etats-Unis sur le canal de Panama passe d'abord par le rachat des droits de la Compagnie du Canal de Panama (et l'abandon d'un projet concurrent au Nicaragua), et dans une série de traités avec l'Angleterre (traité Hay-Pauefote en 1902 qui revient sur le traité Clayton-Bulwer de 1850, lequel imposait, à la demande de l'Angleterre, la neutralité de toute voie de communication à travers l'isthme) et avec la Colombie, pour qu'elle abandonne le territoire situé autour du canal (1904a). Cet abandon, monnayé par les Etats-Unis, est facilité par la création de la République de Panama en 1903 (1904b). La main mise des Etats-Unis est donc totale, d'autant qu'ils prennent pied aussi, selon une stratégie déterminée, dans un grand nombre d'îles des Antilles et du Pacifique : Cuba et Porto-Rico, enlevés à l'Espagne en 1898, mais aussi les Galapagos rachetées à l'Equateur en 1911, qui « sont appelées à jouer le même rôle que Cuba et Porto-Rico dans la mer des Antilles » (ZIMMERMANN, 1911d, p. 283), et les Antilles danoises qu'ils ont en vue depuis 1902 et achètent en 1917 (ZIMMERMANN, 1902c et 1917), pour surveiller les abords d'une route considérée comme une route américaine²⁰. Maurice Zimmermann, qui est autour de 1900 presque le seul géographe des *Annales de*

²⁰ Au point que l'on affirme parfois que les Etats-Unis doivent étendre leur souveraineté jusqu'à elle, comme le rappelle par exemple Friedrich Ratzel dans sa *Politische Geographie* : « Les travaux destinés à développer le trafic inter-océanique en Amérique centrale n'intéressent pas tant le Mexique, pourtant plus proche, que les Etats-Unis ; la position de ces derniers et l'intensité des échanges qu'ils entretiennent sur l'Atlantique et sur le Pacifique leur imposent la nécessité politique de ne pas laisser cet axe tomber en des mains étrangères. (...) Une

Géographie à se préoccuper de Panama²¹, perçoit bien les enjeux géographiques du canal comme étant devenus essentiellement américains. Dans une chronique de 1904, trois aspects se détachent nettement, relevant d'échelles différentes. Le canal est pensé d'abord comme une voie au service de l'économie des Etats-Unis : « Les Américains jugent le canal nécessaire pour la liaison plus étroite de l'Est avec l'Ouest des Etats-Unis » (1904c, p. 187). Il est ensuite pensé comme un instrument d'affirmation panaméricaine et de lutte contre l'influence commerciale de l'Europe en Amérique du Sud : « En peu de temps donc le canal paraît devoir placer les Etats Sud-Américains du Pacifique sous la dépendance de l'Union » (p. 188). Enfin, il est vu comme un atout « au point de vue des visées impérialistes américaines dans tout le Pacifique » (*ibid.*).

Le canal de Panama, une fois intégré dans l'orbite des Etats-Unis, devient ainsi l'instrument d'une politique impériale d'échelle à la fois continentale et mondiale. Dès 1900, Zimmermann associait de fait la question des isthmes à cette ambition des Etats-Unis dans une chronique au titre suggestif : « Les progrès de l'expansion américaine. Le canal interocéanique ». Le constat était alors que, « sous la poussée continue des nécessités économiques, l'action des Etats-Unis en dehors de leurs frontières s'accroît chaque jour davantage » (1900b, p. 188), vers le Pacifique, vers les isthmes américains, au Nicaragua et à Panama. Creuser un canal au Nicaragua paraît cependant de moins en moins intéressant, pour des raisons morphologiques et climatiques mais aussi géo-économiques : « Le canal de Panama est (...) plus favorablement situé par rapport aux Etats de l'Amérique du Sud, dont l'Union cherche à s'assurer les marchés » (p. 190). Zimmermann enchaîne alors sur une chronique détaillant « Les visées économiques des Etats-Unis dans le Pacifique et dans l'Amérique du Sud » (1900c)... Il n'y a donc aucune illusion à se faire : le canal de Panama sera bien une route américaine, comme Suez est devenu une route européenne puis anglaise.

jonction de ce genre importe tellement aux Etats-Unis et l'Amérique du Nord en général qu'il faudra, peut-on dire, qu'elle fasse un jour partie de l'ensemble nord-américain » (1903, p. 155-156 de la traduction).

²¹ C'est exagéré, mais il est vrai que Panama apparaît peu dans la revue avant l'entre-deux-guerres, à la différence de la *Bibliographie géographique*, qui révèle notamment l'existence d'un ouvrage (publié en 1907 par la Fédération des industriels et des commerçants français) que nous n'avons pas eu en mains, où Paul Vidal de la Blache semble s'être chargé d'une présentation géographique du projet, aux côtés d'André-E. Sayous pour un état des travaux, d'Emile Levasseur et Paul Leroy-Beaulieu pour les aspects économiques, de Gustave-F. Dollfus pour la géologie, et de deux ingénieurs, Albin Dumas et André Lebon, pour les aspects techniques (*Bibliographie* de 1907, n°1049, p. 300). Vidal évoque bien de fait le canal à plusieurs reprises, mais ce n'est jamais, semble-t-il, un objet central pour lui. Un exemple de ce (relatif) manque d'intérêt : dans la planche « Océan Pacifique » de l'*Atlas*, il note en 1894 qu'« en attendant le percement d'un des isthmes américains, la vie se porte surtout vers l'Ouest et le Nord ». Mais cette phrase n'a pas été modifiée après l'achèvement des travaux (édition de 1918). Il faut attendre l'édition posthume de 1922 pour que le commentaire change (« Depuis le percement du canal de Panama, leur [Etats-Unis] influence grandit dans le Pacifique, mais se heurte à celle du jeune Empire japonais »)...

Certes, ces textes relèvent encore de la prospective ; mais l'inauguration du canal le 15 août 1914 confirme ces prévisions. Zimmermann le dit clairement : « D'emblée le caractère américain de l'entreprise s'est affirmé » (1916a, p. 158). Il vient d'analyser les chiffres officiels d'exploitation : 4 596 000 tonnes²² en un an, et 1317 navires, dont 481 américains, 464 anglais, 41 norvégiens, 35 chiliens, 24 danois et 18 suédois. La France et l'Allemagne sont absentes pour d'évidentes raisons alors que l'Angleterre est bien représentée, presque autant que les Etats-Unis, ce qui révèle le statut encore dominant de son commerce. Mais 95% du trafic, indépendamment de la nationalité des navires, suivent quatre routes majeures : de l'ouest à l'est des Etats-Unis, de l'ouest des Etats-Unis vers l'Europe, de la façade pacifique de l'Amérique du Sud vers les Etats-Unis et l'Europe, et enfin de l'est des Etats-Unis vers l'Extrême-Orient. L'Europe est donc dans une position nettement secondaire quant à l'orientation du trafic passant par Panama. On retrouve par conséquent la même idée d'un partage d'influence entre Suez et Panama.

1.2.2. Suez et Panama, baromètres de l'économie mondiale dans l'entre-deux-guerres

« Ainsi alimenté par la vie même de la planète, le trafic du canal de Suez s'élève et s'abaisse par ondes, comme les marées économiques dont ses variations marquent le niveau. Pour déterminer les tendances de l'activité mondiale, il n'est pas de meilleur baromètre. »
André SIEGFRIED, 1940, p. 108.

Le discours des géographes sur Suez et Panama tend néanmoins à les associer, et à en faire deux symboles, ou pourrait dire deux hauts lieux du fonctionnement de l'économie mondiale et de la saisie des interdépendances existant à l'échelle mondiale. Les deux canaux interocéaniques, surtout Suez d'ailleurs, deviennent des révélateurs de la situation économique mondiale, des indicateurs de la conjoncture mondiale. Mais ce statut original, précisons-le, s'inscrit dans une préoccupation plus générale pour la circulation, sous toutes ses formes : chemins de fer, navigation, automobiles, aviation... Le nombre d'articles, de notes, de chroniques qui abordent ces questions est tout à fait considérable, d'autant plus si l'on y adjoint tous les textes qui, sous une forme ou une autre, prennent pour objet(s) un ou des port(s), ou des activités liées à la circulation (constructions navales par exemple).

Suez, Panama et la situation économique mondiale

Dans les *Annales de Géographie*, à partir des années 1900, un assez grand nombre de chroniques et de notes permettent de voir comment les géographes (certains auteurs restant

²² Un tiers du trafic est composé des 6 produits suivants : grains, nitrates, charbon, pétrole, bois, coton (p. 158).

inconnus) abordent la question de l'économie mondiale et du commerce mondial à travers le trafic mesuré à Suez et à Panama (Tableau 8). L'avantage de cette mesure est d'abord qu'elle est très précise : le décompte est au navire près, la cargaison est détaillée, comme la nationalité, les capacités, la provenance, la destination des navires. Pour les géographes et tous ceux qui s'intéressent au commerce mondial, les statistiques publiées par les organismes gestionnaires des deux canaux représentent donc des sources de première qualité pour apprécier l'état du commerce mondial. Dans une note sur « Le trafic du canal de Suez en 1920 », André Decensière-Ferrandière²³ observe ainsi que

les excellentes statistiques de la Compagnie du Canal fourniront des indications précieuses. Suez est un point vital dans la circulation du globe. (1921, p. 389)

Non seulement les statistiques sont de bonne qualité, mais elles ont une portée particulière parce que Suez est un « point vital » dans la circulation mondiale : les chiffres du trafic à Suez disent plus que cela, ils autorisent des interprétations sur l'ensemble des circulations. Comme si Suez résumait la vie économique du monde... Or cette idée de point vital, de carrefour mondial, fondamentalement métonymique, est récurrente en géographie et s'applique souvent à la fois à Suez et à Panama, comme dans le volume de la *Géographie universelle* de Max. Sorre sur l'Amérique Centrale : « Suez et Panama sont deux carrefours du monde » (cité par VERGEZ-TRICOM, 1930, p. 203). Parfois, d'autres lieux sont associés aux deux canaux, comme dans cette chronique sur le port de Dakar : « Echelle sur les routes maritimes entre l'Europe et les deux rives de l'Atlantique Sud, il commande un nœud de communications qui l'apparente à Suez, Panama ou Singapour » (CELERIER, 1930, p. 555). La circulation mondiale s'appuierait ainsi sur quelques points d'importance majeure, où pourrait s'observer la dynamique générale du commerce mondial.

Si l'on regarde de plus près le Tableau 8, on s'aperçoit que les textes (des chroniques pour l'essentiel) portent très souvent sur le trafic. Leur succession permet de suivre avec régularité l'évolution de la circulation, des orientations commerciales, de la nature des produits etc. Pour Suez par exemple, on note une baisse pendant la guerre suivie par une reprise dès 1918 (André Decensière-Ferrandière le montre bien), une croissance assez forte dans les années 1920. Albert Demangeon peut écrire ainsi que « l'année 1927 marque le record à la fois pour le nombre des traversées (5545, pour la jauge nette (28 926 200 tx.) et pour le mouvement des marchandises (29 524 000 tonnes métriques) » (1928c, p. 374).

²³ André Decensière-Ferrandière (1901-1936), et non Decensière-Ferrandière (signature de l'article), est un juriste spécialisé dans le droit international.

Année	Auteur	Titre	Type
1903	M. Zimmermann	« La situation actuelle et l'avenir du canal de Suez »	CG
1904	M. Zimmermann	« Le canal des isthmes américains. Traités Hay-Pauncefote (18 novembre 1902) et Hay-Herran (18 mars 1903). Le bill Spooner (19 juin 1902) »	CG
	M. Zimmermann	« La République de Panama. Le traité Hay-Bunau-Varilla (18 nov. 1903) »	CG
	M. Zimmermann	« Le canal de Panama. Conditions techniques d'établissement et considérations économiques »	CG
1909	P. Denis	« Etats des travaux du canal de Panama »	N
1916	M. Zimmermann	« La première année du trafic du canal de Panama »	CG
1918	E. Roubaud	« L'assainissement du canal de Panama »	N
1920	G. Vergez-Tricom	« Le canal de Panama »	N
	F. Maurette	« L'agrandissement du port de Suez »	CG
1921	A. Decencièrre-Ferrandière	« Le trafic du canal de Suez en 1920 »	N
1928	A. Demangeon	« Le trafic du Canal de Suez »	CG
1932	M. Pardé	« Quelques indices de la crise économique : le trafic du canal de Suez et le prix des produits agricoles »	CG
	A. Albitreccia	« L'activité du canal de Suez en 1931 »	N
1935	R. Crozet	« Le canal de Suez, conjoncture économique et composantes du trafic »	CG
1939	A. Albitreccia	« Le trafic du canal de Suez »	CG
	P. Arbos	« Le trafic du canal de Panama »	CG
1949	/	« Le trafic du canal de Suez en 1948 »	Stat.
1954	J. Besançon	« Le canal de Suez »	CG

Tableau 8 : Liste des textes des *Annales de Géographie* sur Suez et/ou Panama.

Si l'on en croit Antoine Albitreccia, cette hausse serait suivie par une baisse mesurée pendant la crise,

L'étude des rapports publiés en 1932 sur l'activité du canal au cours de l'année précédente permet de dégager deux idées essentielles : 1° malgré l'ampleur de la crise économique, la COMPAGNIE DE SUEZ est une de celles qui ont le moins souffert des événements ; 2° le trafic des routes qui unissent l'Europe au monde oriental se ressent naturellement du malaise général et des transformations survenues en Extrême-Orient au cours de ces dernières années. (1932b, p. 540)

Il y a bien diminution du trafic et une certaine transformation de sa nature (baisse de l'importation des matières premières par l'Europe par exemple), mais globalement le trafic ne souffre pas trop, parce que, selon Albitreccia, « un organisme économique, lorsqu'il correspond à des besoins réels et doit sa vitalité à des nécessités géographiques ou économiques indubitables, peut franchir sans trop de mal les plus sérieuses crises mondiales » (*ibid.*). En somme, les flux passant par Suez seraient d'une telle importance pour le monde que même la crise ne pourrait les réduire de manière conséquente. Il y aurait donc une certaine indépendance entre la conjoncture économique mondiale et le trafic à Suez.

Les géographes considèrent cependant plus souvent que cette conjoncture et ce trafic sont liés. Et même que Suez, comme Panama, est un indicateur de la conjoncture mondiale. On le voit très bien avec deux textes répertoriés dans le Tableau 8, « Quelques indices de la crise économique : le trafic du canal de Suez et le prix des produits agricoles » de Maurice Pardé en 1932, et « Le canal de Suez, conjoncture économique et composantes du trafic » de René Crozet en 1935. La notion d'indice et le lien posé entre trafic et conjoncture économique montrent qu'il s'agit bien de poser une relation directe entre ce qui circule à Suez et la situation économique mondiale, en particulier la situation de crise. Pardé note ainsi la diminution du tonnage à Suez entre 1929 et 1930. Le texte de Crozet est encore plus explicite. Il commente l'ouvrage de Raymond-Ch. Julien publié en 1933, *Le trafic du canal de Suez. Conjonctures économiques et prévisions*. Julien appartient à la Compagnie du Canal, et se livre à une étude approfondie des statistiques du trafic pour, précisément, « situer le trafic du canal de Suez dans l'ambiance économique qui le détermine, rechercher les interférences dont il est le produit normal, préciser en un mot la conjoncture économique » (CROZET, 1935, p. 217-218). Ce qui reprend des idées développées dans le chapitre précédent sur les rapports entre un milieu économique mondial et ce qui se passe en chaque lieu du monde. Le but affiché est ici d'établir des corrélations statistiques entre cette conjoncture ou cette ambiance mondiale et le trafic à Suez : « La superposition des courbes traduisant, l'une, le trafic maritime Sud-Nord *via* Suez, l'autre, la conjoncture industrielle européenne exprimée par les variations de l'indice des prix de gros en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France, fait apparaître entre elles un parallélisme assez frappant ; les mouvements de la courbe du trafic de Suez présentent une antériorité de trois mois sur celle des prix européens » (p. 218). Autrement dit, Julien établit un modèle économique qui permettrait d'anticiper une baisse des prix en Europe à partir de la mesure des flux Sud/Nord passant à Suez. Comme le dit Demangeon dans son compte rendu du même ouvrage pour la *Bibliographie*, « le trafic du canal de Suez se révèle comme un indice annonciateur des périodes de prospérité et de dépression, comme un baromètre économique » (1934, p. 508). Non seulement donc les géographes sont éminemment sensibles, en ces années de crise, à la conjoncture économique mondiale, mais ils cherchent parfois, pour ceux qui s'inspirent à la fois des économistes et des statisticiens, à étudier cette conjoncture. Cela reste évidemment compliqué, malgré les données rassemblées par la Société des Nations, le Bureau International du Travail, l'Institut International d'Agriculture...²⁴ : « On aura réalisé un progrès décisif sur le champ de la

²⁴ La Société des Nations met peu à peu en place à partir de la fin des années 1920 des instruments statistiques

“conjoncture”, encore si peu exploré, quand on pourra connaître pour tous les grands produits et pour tous les pays du monde, pour une année donnée, les probabilités de production » (DEMANGEON, 1932c, p. 130).

L’absence de statistiques suffisantes pour apprécier la conjoncture mondiale (et l’ambition de Demangeon est tout à fait étonnante au vu de l’historiographie sur la géographie de cette époque) implique de trouver des biais. Les statistiques de Suez remplissent très bien ce rôle, et vont continuer à le remplir. Dans un article paru en 1938 dans les *Annales de Géographie* sur « L’homme, la route et l’eau en Asie sud-occidentale », Jean Gottmann, qui analyse les liens entre la circulation et le peuplement au Proche-Orient, cherche à montrer que c’est l’évolution de la circulation qui est cause de l’évolution du peuplement de la région :

Nulle part l’influence de la circulation sur la géographie du peuplement n’apparaît avec plus d’éclat que dans ce Proche-Orient asiatique ; et l’on comprend ainsi que la décadence et le recul du peuplement sédentaire furent définitifs. Ces phénomènes humains que l’on appelle chute de l’Empire Romain, moyen âge, grandes découvertes maritimes, semblent de portée assez générale et d’assez grande envergure pour avoir exercé une influence décisive sur la structure du peuplement et de l’économie du Levant. Tant que ces pays purent tenir leur rôle de carrefour commercial, leur géographie humaine enregistra la “conjoncture économique internationale” avec autant de précision que les statistiques du canal de Suez aujourd’hui. (1938, p. 584)

Il semble à ce point avéré que les chiffres du trafic du canal de Suez ont un lien évident avec la situation économique mondiale que cela devient une sorte d’axiome géographique, un point de comparaison immédiat, une « formule », comme dit aussi Albitreccia, c’est-à-dire une sorte de modèle, plus ou moins discutable d’ailleurs : « Si l’on s’en tenait à la formule selon laquelle le trafic du canal de Suez constitue une sorte de mesure pour apprécier la situation du commerce international, on devrait écrire, pour 1937, que jamais l’activité économique universelle n’a connu une telle prospérité » (1939, p. 315). Or ce ne serait peut-être pas le cas ; en tout état de cause, dans les années 1930, le trafic à Suez reste dynamique et détonne par rapport à la situation mondiale, tout en exprimant certaines de ses grandes tendances.

Avant de détailler ce qui nous semble être les plus importantes d’entre elles, comment les géographes traitent-ils de Panama ? Jusqu’à présent il s’est agi en effet surtout de Suez. Dans une chronique qui suit celle d’Albitreccia sur Suez, Philippe Arbos offre un élément d’appréciation : il observe que le trafic du canal de Panama en 1939 n’a pas encore retrouvé les chiffres de 1929, qu’il a donc souffert de la crise et que « l’activité du canal reflète les

annuels et mondiaux : l’*Annuaire statistique* en 1928, la *Revue de la situation économique mondiale* en 1931 (voir le compte rendu d’Elicio Colin en 1938 du septième volume édité par J.E. Meade), l’*Aperçu sur le commerce mondial* en 1933 (voir le compte rendu d’Albert Demangeon pour la *Bibliographie*, 1935a, p. 131)...

aspects changeants et multiformes de l'économie mondiale » (1939, p. 318). De même pour André Siegfried :

Les canaux interocéaniques nous permettent de saisir, sur quelques points décisifs, cette espèce de circulation artérielle : d'un mot singulièrement juste M. Paul Morand a pu dire que les statistiques de Suez et de Panama sont comme des feuilles de température de la planète. Etudier ces canaux, c'est donc se pencher sur la vie même du monde, essayer d'en mesurer le rythme. (1940, p. 1)

Reste que Suez est beaucoup plus présent, dans le corpus étudié, que Panama. Dans le Tableau 8 (voir p. 237), ce décalage apparaît : 10 textes sont consacrés à Suez (principalement à son trafic), et 8 à Panama, mais 5 de ces textes sont techniques ou diplomatiques. Outre le fait que l'on dispose alors pour Panama de beaucoup moins de recul que pour Suez, la raison principale de ce traitement différencié est peut-être que les géographes français se sentent bien davantage concernés par Suez que par Panama, parce que, précisément, Suez se trouve dans l'aire d'influence européenne alors que Panama est dans celle des Etats-Unis.

Le partage du monde en aires d'influence économique concurrentes

Les deux canaux, s'ils ont bien un statut similaire de grand carrefour mondial et s'ils sont souvent associés dans le discours géographique, constituent pourtant les bases ou les nœuds symboliques d'un processus tout à fait fondamental : le partage de l'économie mondiale en différentes aires ou régions économiques. Nous reviendrons dans la troisième partie sur l'idée clé que l'avènement d'un niveau mondial est concomitant d'une division du monde. Mais on le voit déjà très bien ici, avec deux axes principaux de division : au niveau des flux passant dans les canaux et au niveau des routes mondiales. Premier point, il existe un déséquilibre entre les parties du monde en relation à Suez et à Panama, mais à Suez surtout. Car à Panama, l'essentiel devient vite les relations entre le Pacifique américain et l'Atlantique américain. A Suez en revanche, une opposition apparaît entre le Nord et le Sud, dans un sens qui n'est pas seulement d'orientation dans l'espace mais presque déjà métaphorique des niveaux de développement : il s'agit de caractériser les deux régions en relation de part et d'autre du canal. D'un côté l'Europe, espace industrialisé et riche, de l'autre l'Orient, l'Inde, des pays neufs comme l'Australie. Il y a ici une pensée manifeste de l'inégalité des partenaires. Tous les textes sur Suez utilisent cette terminologie (Nord/Sud et Sud/Nord) pour décrire la nature des échanges. Comme le rappelle très bien René Crozet,

le canal de Suez a rapproché deux groupes de régions à structure économique foncièrement différente : d'un côté l'Europe, rompue à la technique industrielle ; de l'autre, des pays neufs qui s'essayaient à l'industrie avec des chances diverses. De là deux courants commerciaux : en

direction Sud-Nord, des produits agricoles, denrées alimentaires ou matières premières, tandis qu'en sens inverse l'exportation des pays européens ne comprend guère que des produits finis ou demi-finis de l'industrie. (1935, p. 217)

Si le trafic du canal de Suez exprime « la solidarité économique entre le monde oriental et le monde européen » (ALBITRECCIA, 1939, p. 316), cette solidarité n'en repose pas moins sur des échanges inégaux, à la fois en quantité et en qualité. C'est ce que révèle, en aval de notre période, la courte note de Jean Besançon sur « Le canal de Suez » :

Le trafic des marchandises S-N, qui, en 1906, égalait le trafic N-S, est maintenant sans comparaison possible avec lui. En 1953, le trafic N-S était d'environ 22 millions et demi de t., et le trafic S-N de près de 68 millions de t. Le caractère essentiel réside dans le fait que les produits pétroliers et surtout le pétrole brut (et par suite les navires pétroliers) représentent respectivement 58 p. 100 du trafic total dans les deux sens et du nombre total des navires transiteurs. (1954, p. 303)

D'une période où les pays du Sud pouvaient nourrir un trafic diversifié (avec certes beaucoup de matières premières et de denrées alimentaires), mais surtout équivalent en poids (notamment parce que, jusqu'au années 1920, l'Angleterre exporte encore par Suez beaucoup de charbon), on passerait, sans doute au moment de la Seconde Guerre mondiale et de ses lendemains immédiats, à une situation où les pays du Sud sont devenus de larges fournisseurs de matières premières (et surtout de pétrole) alors que les pays du Nord n'exportent plus que des produits industriels²⁵. D'où le creusement de la différence en poids.

Si elle est effectivement significative d'une certaine façon de concevoir le monde qui sera beaucoup plus prégnante durant les Trente Glorieuses, cette opposition entre le Nord et le Sud n'est pas cependant, alors, la plus importante dans le discours géographique. Le partage le plus évident pour les contemporains, les géographes en particulier, est davantage entre l'est et l'ouest qu'entre le sud et le nord. Maurice Zimmermann observait dès 1916 combien le canal de Panama avait un caractère profondément américain (voir p. 235) ; de l'autre côté, Suez est perçu comme une route européenne, comme « une route maritime impériale », selon l'expression d'Yves-Marie Goblet dans un article du *Temps* de 1939, dont Elicio Colin a fait le compte rendu pour la *Bibliographie géographique internationale*, une route qui jouerait un rôle surtout pour l'Angleterre et pour la France. Dans les différents textes sur le trafic de

²⁵ Albert Demangeon remarque en 1928 que l'exportation de charbon vers le Sud par Suez a fortement diminué entre 1925 et 1927 alors même que le tonnage total est en hausse (1928b, p. 374). André Siegfried, dans un article sur Suez paru en 1952 dans *Foreign Affairs*, montre également la prise d'importance des échanges de pétrole dans le trafic du canal de Suez et la diminution, en tonnes, de la part du trafic Nord/Sud : entre 1913 et 1952, la part du trafic Nord/Sud passerait de 44 à 26% du total, alors que la part des matières premières dans le trafic Sud/Nord passerait de 45 à 86%. Et le pétrole représente, en 1952, 83 % de ces matières premières, c'est-à-dire 74% du total (1952, p. 612).

Suez, la part prépondérante des flottes européennes est également mise en avant. Tout se passe comme si deux domaines de navigation se dessinaient peu à peu. Lorsque Geneviève Vergez-Tricom fait le point sur l'évolution de la situation respective de Suez et de Panama depuis la guerre (reprise de Suez après une diminution, et hausse de Panama), elle note ainsi que « l'année 1920 s'ouvre sur la lutte d'influence entre la voie de Suez et celle de Panama, image de la lutte qui met aux prises ces pays nouveaux venus, vainqueurs d'hier, rivaux redoutables pour demain, et la vieille Europe qui cherche à reconquérir sa puissance » (1920, p. 387). La circulation maritime mondiale est segmentée en deux ensembles, l'un centré sur l'Europe et l'Angleterre²⁶, l'autre sur l'Amérique du Nord et les Etats-Unis. C'est d'ailleurs l'un des indices du « déclin de l'Europe » selon Albert Demangeon :

Peu à peu la fortune de la vieille Europe se désagrège et le centre de gravité du monde s'éloigne d'elle ; à ce déplacement d'influence correspond le déplacement des grandes routes maritimes et l'avènement du Pacifique comme voie du commerce universel. Depuis longtemps, l'énorme courant de transports maritimes qui s'écoulait de l'Extrême-Orient, de la Chine, du Japon, des Indes néerlandaises, de l'Inde, vers l'Europe passait par le Canal de Suez et la Méditerranée d'où il gagnait les places et les marchés de l'Europe occidentale. Nous assistons à un renversement partiel de ce courant d'échanges sous l'influence du Canal de Panama et surtout de la puissance d'attraction des Etats-Unis comme foyer de production, de consommation et d'épargne. (1920, p. 115-116)

On a peu pressenti jusqu'à présent l'importance qu'un tel découpage maritime du monde pouvait avoir dans l'histoire de la mondialisation comme conception du monde. Nous y reviendrons, mais d'ores et déjà il doit paraître clair que le thème de la concurrence entre les principales puissances économiques et commerciales se trouve au cœur de toute pensée du monde comme totalité. Même si l'on ne doit pas prendre ce que dit Demangeon au pied de la lettre, et si son propos relève d'un mythe du Pacifique que nous étudierons en fin de troisième partie. En revanche, cette vision d'une partition du monde autour des deux grands canaux se diffuse dans l'entre-deux-guerres, notamment dans les écrits d'André Siegfried, que nous voudrions commenter pour finir.

L'analyse de Suez et de Panama par André Siegfried

Siegfried en effet, qui s'est intéressé durant tout l'entre-deux-guerres aux questions d'actualité politique et économique, se tourne, à la fin des années 1930, vers Suez et Panama. Il publie un ouvrage en 1938 sur Suez, *Autour de la route de Suez*, commenté par Albert

²⁶ Jean Brunhes et Camille Vallaux expriment très bien cette domination britannique à Suez, affirmant que, à la différence de l'Atlantique qui semble échapper à toute prépondérance exclusive, « le canal de Suez et l'Océan Indien sont à peu près monopolisés par un Empire bien établi et triomphant » et que « toutes les communications

Demangeon pour la *Bibliographie géographique internationale*²⁷. Mais c'est surtout l'ouvrage publié pour la première fois en 1940 (que nous avons consulté dans sa troisième édition, datant de 1945), *Suez, Panama et les routes maritimes mondiales*, qui va retenir notre attention. Non pas tant pour le résumer (la plupart du texte est consacré à l'histoire et aux caractéristiques techniques et économiques des deux canaux), mais pour en présenter l'idée essentielle, qui est celle du partage du monde en deux domaines maritimes. Siegfried commence cependant par quelques considérations générales sur ce qu'il entend par route mondiale, et sur leur signification géographique pour une pensée du monde comme Monde. Citons les premières lignes de la préface, très suggestives à cet égard :

Peut-être estimera-t-on que ce livre manque d'unité ? Suez et Panama ont ceci de commun que ce sont des canaux réunissant des océans, mais c'est bien, je crois, la seule ressemblance qu'on peut leur trouver. L'impression change pourtant si l'on prend une vue d'ensemble du réseau des voies maritimes intercontinentales : on se rend compte alors que les canaux interocéaniques ont été les instruments essentiels de cette unité mondiale, œuvre magnifique du XIX^e siècle, que le XX^e a commencé par parachever, mais qu'il semble maintenant, avec ses compartiments, ses autarcies, ses guerres inexpiables, faire tout ce qu'il peut pour détruire. (1940, p. V)

Pour Siegfried, il y aurait donc deux époques. Avant 1914, Suez et Panama participeraient de manière décisive à l'élaboration d'un réseau de circulation mondiale et à la constitution d'une « unité mondiale » ; mais cela relève pour partie d'une reconstruction historique assez proche du mythe de la « première mondialisation », car nous avons montré plus haut comment, avant même son inauguration, le canal de Panama était entré dans la sphère d'influence des Etats-Unis (voir p. 234). Après la Première Guerre mondiale, on entrerait en revanche dans une époque de division, de compartimentage, de guerre au sens large et de division. Sa définition de ce qu'est une route mondiale, qui est le propos de l'Introduction²⁸, est donc prise d'emblée dans une représentation historique que l'on pourrait contester, mais qui nous intéresse ici, précisément, en tant que conception du monde.

De quoi s'agit-il ? Pas seulement des guerres mondiales et de la crise des années 1930, mais de leurs conséquences sur ce que Siegfried nomme « l'équilibre des continents » (p. 1). Or de ce point de vue le fait majeur, bien reconnu alors par Demangeon depuis vingt ans, c'est la perte d'influence de l'Europe dans le monde : « Peut-être l'année 1914, avec l'inauguration

indo-méditerranéennes sont soumises au contrôle étroit de l'hégémonie britannique installée en Egypte » (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 553).

²⁷ « Petit livre très compréhensif, résumant les observations d'un esprit libre et réfléchi sur les grands problèmes politiques et économiques de l'Orient : Méditerranée, route des Indes, Palestine, Egypte, Canal de Suez » (1939, p. 160).

²⁸ « La terre est sillonnée de grandes routes commerciales, qui groupent en faisceaux les échanges humains », à la fois dans le domaine maritime, terrestre et aérien (p. 1).

du second canal interocéanique, aura-t-elle marqué la fin de l'unité économique mondiale sous l'égide européenne ? » (p. 116). Idée de très grande portée, nous le verrons. Siegfried ne cesse de revenir sur l'opposition entre avant 1914 et après 1914, par exemple au sujet du rôle de l'Angleterre à Suez.

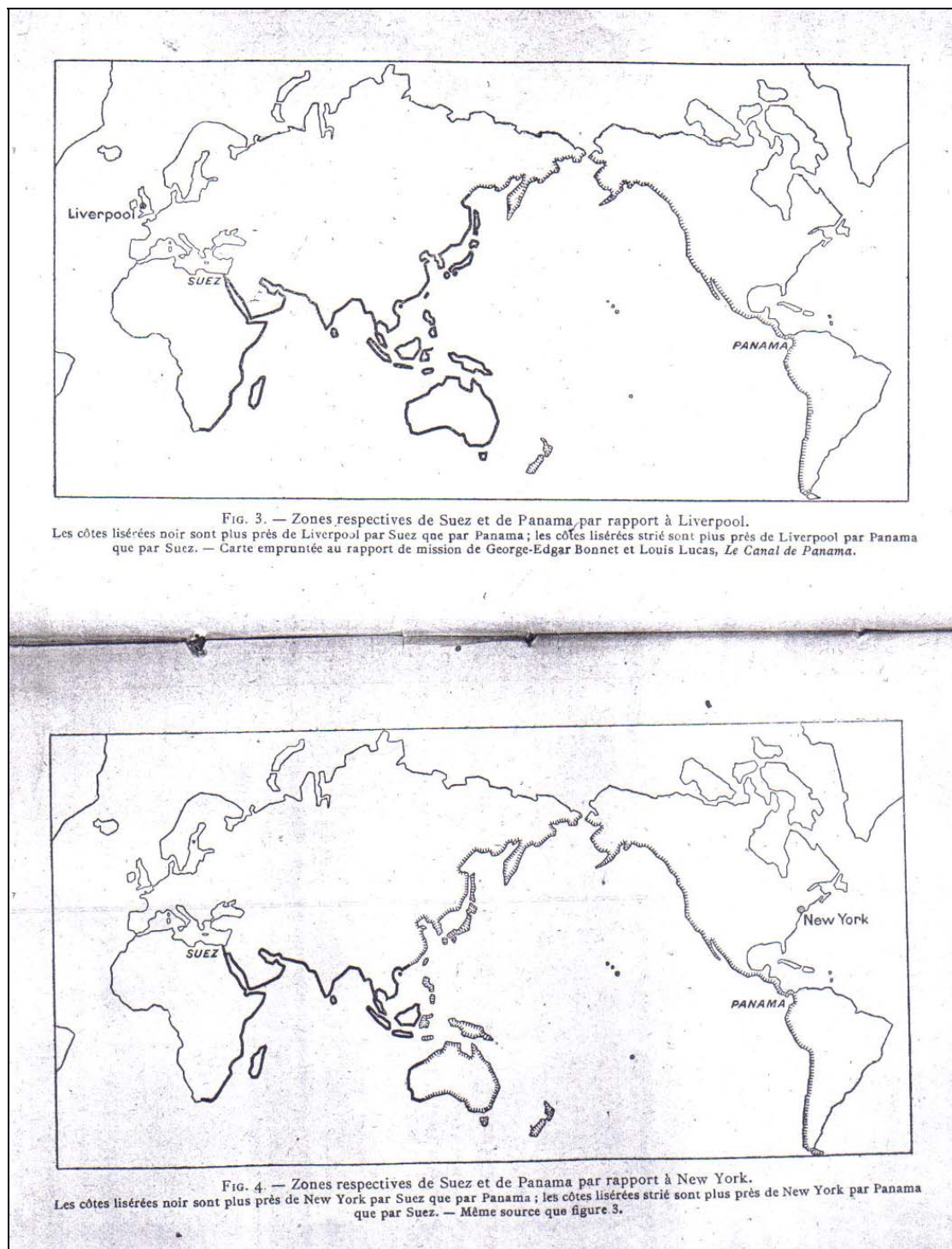


Figure 17 : « Zones respectives de Suez et de Panama » (SIEGFRIED, 1940, p. 94-95)

L'Angleterre demeure certes en 1940 le principal usager du canal de Suez, mais sa situation a fortement évolué depuis la fin du XIX^e siècle, où elle occupait « une position de

prépondérance écrasante : le monde n'était-il pas alors une sorte de république mercantile internationale, vivant en fait sous le pavillon et la protection britanniques ? » (p. 93). Or, de 76% du trafic dans les années 1870-1880, elle est passée en 1938 à 50%. Différentes raisons peuvent expliquer cette diminution, mais il faut tenir compte surtout « du changement qui s'est produit dans l'équilibre mondial quand l'Europe a cessé d'être le centre de gravité unique : un foyer indépendant d'échanges tend à se constituer en Extrême-Orient et dans le Pacifique, où le Japon devient, pour l'Angleterre, un dangereux concurrent » (*ibid.*). Panama joue dans cette configuration nouvelle le rôle d'une route concurrente de Suez, et introduit crée une rupture d'unité dans la circulation mondiale auparavant centrée sur l'Europe. Autant Suez avait contribué à la main-mise de l'Europe sur le monde, notamment en lui ouvrant l'accès aux matières premières de l'Asie²⁹, autant Panama est un élément intervenant dans le déclin de l'Europe. De la sorte, Siegfried est amené à décrire deux domaines bien séparés, les « zones respectives de Suez et de Panama » qu'il représente de manière originale (Figure 17).

Ce qui est représenté ici, c'est l'accessibilité relative des espaces bordant l'océan Pacifique (espaces qui sont censés devenir le nouveau centre de gravité du monde) quand on part soit de Liverpool, soit de New York et qu'on emprunte soit Suez soit Panama. Les navires anglais et européens ont intérêt à passer par Suez, les américains par Panama, ce qui crée une espèce de partage au niveau de l'Atlantique et une zone de chevauchement et de concurrence accentuée allant de l'Australie au Japon. Plus largement, il distingue deux « domaines mondiaux », « l'un, avec Suez comme axe, qui s'exprime essentiellement dans les échanges entre l'Europe et l'Asie ; l'autre, avec Panama comme axe, s'exprimant dans les échanges entre l'Atlantique et le Pacifique » (p. 280). Siegfried produit un raisonnement d'échelle mondiale qui repose non sur un schème de l'unité mais sur un schème de la division. Une telle représentation du monde ne doit cependant pas être considérée comme rendant exactement compte de ce qui se passe dans le monde : elle exprime autant sinon davantage une angoisse d'Européen qu'un fonctionnement radicalement nouveau monde. Les relations transatlantiques restent de loin les plus importantes à l'époque où parle Siegfried et lui-même est tenté de reconstruire l'unité du monde sous une domination unique qui serait celle de l'occident, d'abord parce que

les deux courbes de Suez et de Panama présentent une singulière ressemblance et qu'elles reflètent, avec une grande sensibilité, les hauts et les bas du commerce international. On peut en conclure qu'en dépit des autarcies il y a, même aujourd'hui, unité de l'atmosphère économique mondiale. (p. 251)

²⁹ C'est une idée que Siegfried reprendra dans son article de 1952 sur Suez dans *Foreign Affairs*.

Parce que, malgré les autarcies et les nationalismes, « il subsiste dans le monde une collaboration nécessaire entre continents économiquement jeunes et continents évolués » (p. 281), le monde ne se divise pas tant qu'il sort d'une ère de domination européenne pour entrer dans l'ère d'une « dyarchie » occidentale, d'un empire à deux têtes (p. 280). L'unité mondiale dont il parle ici n'est donc plus la même que celle évoquée dans la préface. Ce point retiendra toute notre attention dans la suite de ce travail. Retenons pour le moment que Siegfried met bien en lumière les enjeux des évolutions de la circulation mondiale dans la conception du monde comme « unité » paradoxale, comme ensemble de régions ou de domaines à la fois rivaux et complémentaires. Suez et Panama apparaissent, plus concrètement, comme deux maillons essentiels de ce que Siegfried appelle le « réseau des voies maritimes intercontinentales » (1940, p. V), et même d'un réseau mondial de circulation, qui se constitue par l'ouverture de lignes océaniques régulières et rapides, par leur raccordement progressif avec les réseaux ferroviaires continentaux, et par la mise en place d'autres réseaux de communication comme le réseau télégraphique ou le réseau aérien.

2. Conceptions géographiques du réseau mondial de circulation

Quelle est la conséquence de ces réflexions multiples, sur tant de routes, tant de chemins de fer et d'axes commerciaux ? Dans quelle mesure les géographes parviennent-ils à synthétiser ces observations fragmentées et à donner cohérence à une vision du monde *du point de vue* des grandes voies de communication ? Comment l'existence d'un réseau mondial de circulation qui intégrerait peu à peu l'ensemble des segments continentaux et maritimes prend-elle forme dans le discours géographique ? On pourrait répondre d'abord que l'idée même de route mondiale (ou de grande voie de communication) implique une certaine façon de penser le monde comme cadre pertinent pour l'examen des systèmes de communication. Mais ce serait insuffisant, comme de situer ce discours dans la lignée des « utopies planétaires » qui ont pris pour objet la circulation à l'échelle du monde : car c'est bien un aspect essentiel du saint-simonisme que cette « techno-utopie communicationnelle qui rêve d'«enlacer le globe» » (MATTELART, 2000, p. 104). Pour les Saint-simoniens, l'aménagement du globe et la mise en place d'un réseau de communication, notamment ferroviaire, doivent contribuer au rapprochement des sociétés. C'est dans ce cadre par exemple que Michel Chevalier pense son « système de la Méditerranée » (dans un article du *Globe* paru en 1832) comme un « premier pas à faire vers l'Association universelle » devant « harmoniser les rapports des peuples du Vieux Monde, et mettre fin à la querelle multiséculaire entre Orient et

Occident » (p. 125). C'est dans ce cadre également que les canaux de Suez et de Panama sont à l'origine projetés. Mais, si « le réseau est un objet qui, par sa nature même, favorise non seulement l'imagination de l'imbrication mais aussi celui de l'extension, la limite étant... celle du globe terrestre » (BRETAGNOLLE et ROBIC, 2005a, p. 156), il s'agit alors encore seulement de spéculation ou de prospective, sinon d'utopie. Ce n'est plus le cas en 1900. Des réseaux existent, et on commence à voir se dessiner, à penser un réseau mondial, comme dans ce texte de 1913 où Maurice Zimmermann constate que « la Perse constitue aujourd'hui une zone morte dans le réseau des communications universelles » (voir p. 218).

2.1. Le monde ceinturé : image et réalité

La carte de Reclus des « grandes voies internationales de l'Ancien Monde » de 1885 (Figure 16, p. 228) montrait déjà quelque chose comme un réseau, mais seulement à l'échelle d'une moitié du monde. Comment et quand passe-t-on au monde entier ? L'effet de la proximité géographique est certain : des voies se rejoignent de proche en proche, et les grands obstacles (océans, déserts) sont franchis grâce à des innovations technologiques ou de grandes impulsions politiques et/ou économiques. Mais plus le fossé est large, plus l'intégration au réseau est tardive ; c'est le cas de l'océan Pacifique. Il y a aussi à prendre en compte des jeux de chronologie différenciée selon les moyens de communication, chemin de fer, navigation maritime... La télégraphie est par exemple très vite pensée sur le mode du réseau, dès 1873 par exemple avec l'article de William Hüber sur « Le réseau télégraphique du globe » (Annexe 3) ; on a vu aussi que la *Bibliographie* référençait dès les années 1890 plusieurs publications sur ce thème (G. Freytag en 1895, G. Herrle en 1896, l'*US Treasury Department* en 1899, T. Lenschau et André Brisse en 1903). De fait, des câbles entourent littéralement le monde, c'est un vrai *réseau*, de vraies mailles – et ce réseau, peut-être un modèle. Reste que, indépendamment de la progression réelle des réseaux, un effort intellectuel est nécessaire pour associer l'ensemble des réseaux dans une même image, celle du réseau mondial.

2.1.1. Ceinturer le monde : un projet d'abord impérial

Le réseau télégraphique mondial, un modèle ?

L'image du monde ceinturé (ou *bouclé*) a quelque chose de tellement convenu qu'on ne se rend peut-être plus compte de sa portée initiale. Nous ignorons au juste quand elle apparaît, mais elle existait déjà sans nul doute dans les utopies planétaires, sous cette forme ou sous une forme approchante (l'image de l'enlacement par exemple) – ce qui est sûr, c'est qu'elle existe dans le discours de la fin du XIX^e siècle sur le télégraphe et qu'elle témoigne d'une

conscience de la globalité du monde : le tour du monde n'est plus seulement un sillage dans l'océan, mais un fil d'Ariane permanent. Le mimétisme de l'image est frappant, donnant toute sa force à la représentation du monde étreint par l'homme.

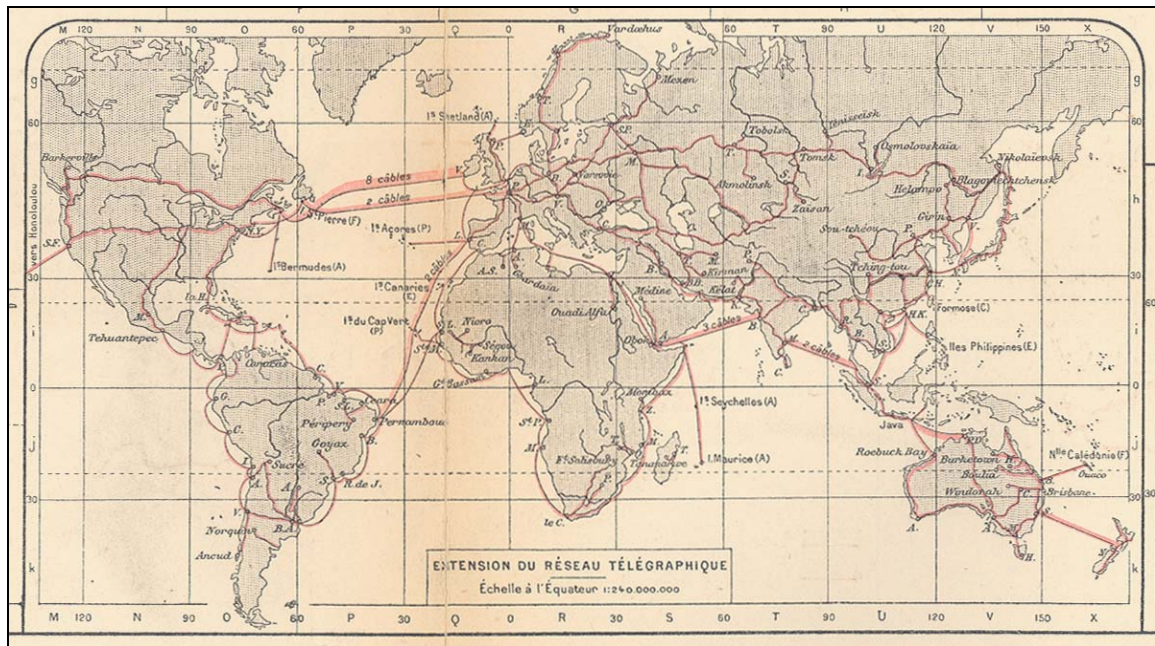


Figure 18 : L'« extension du réseau télégraphique » (*Atlas Vidal-Lablache, 1893*).

Le télégraphe, en outre, est riche, symboliquement, par la simultanéité informationnelle qu'il rend possible³⁰ et l'unification des peuples qu'il permet désormais de rêver. L'internationalisation du réseau est d'ailleurs très précoce, avec l'Union télégraphique internationale créée en 1865, qui préfigure « l'organisation internationale moderne » (MATTELART, 1996, p. 11).

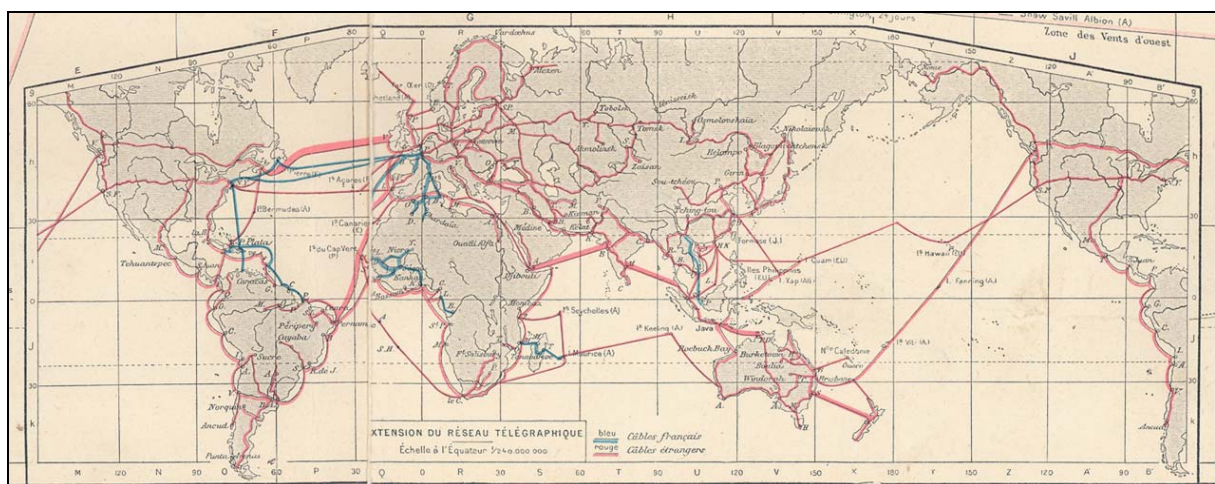


Figure 19 : L'« extension du réseau télégraphique » (*Atlas Vidal-Lablache, 1918*).

³⁰ Ce sentiment de simultanéité s'accroît même avec le télégraphe sans fil. Le premier message transatlantique de TSF date de 1901 (KERN, 1983, p. 68) et « by 1912 the wireless was an essential part of international communication linking land stations and ships at sea in an instantaneous, worldwide network » (p. 69).

Cependant, autour de la mise en place d'un réseau mondial de télégraphie, d'autres enjeux se greffent, des paradoxes, semblables à ceux relevés pour Suez et Panama : ce réseau *mondial* est d'abord impérial, et même à différentes échelles (l'Europe face au reste du monde, chaque empire par rapport aux autres). Le télégraphe est un outil d'hégémonie, car il signifie très explicitement la maîtrise de l'information. Mais ce réseau mondial est longtemps incomplet. Sur la carte de Hüber en 1873, le réseau du globe se compose ainsi pour partie de lignes en pointillé et même de « projets abandonnés » (Annexe 3). L'analyse de l'*Atlas* de Paul Vidal de la Blache, paru vingt ans plus tard, aboutit au même constat. La planche « Grandes voies de communication » contient un carton sur l'« Extension du réseau télégraphique » (Figure 18) ainsi commenté : « Le réseau télégraphique, auquel il ne manque qu'un prolongement à travers le Pacifique pour entourer le globe d'une ceinture, transmet aux marchés les plus éloignés et aux principales étapes maritimes les ordres instantanés d'après lesquels escadres ou paquebots libres (tramp steamers) peuvent régler leurs mouvements » (livraison de 1893). En même temps qu'il décrit un monde ceinturé sur le mode de l'anticipation, Vidal exhibe l'efficacité politico-militaire et économique du télégraphe, et son statut d'outil de puissance. Dans l'édition de 1918, la carte a évolué, réintégrant l'océan Pacifique dans un cadre élargi, qui fait apparaître deux fois le continent américain (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**)... Et le commentaire aussi évolue : « Le réseau télégraphique qui, depuis qu'il a été prolongé à travers le Pacifique (câble anglais, 1902 ; câble américain, 1903) entoure le globe d'une ceinture (...) ». La boucle est donc bouclée. Et le réseau devient alors mondial.

Ce qui, on ne s'en étonnera pas, a sollicité l'attention de Maurice Zimmermann (mais il est loin d'être le seul : si André Brisse et T. Lenschau publient leurs textes en 1903, ce n'est sans doute pas un hasard). Il s'intéresse d'abord à l'accord de 1901 entre l'Angleterre et différents territoires situés entre la Colombie Britannique, d'où le câble sous-marin doit partir, et l'Australie, où il doit arriver, en passant par l'île Fanning, les Fidji et les Norfolk, « qui sont toutes des possessions anglaises » (1901b, p. 469). Peu après l'inauguration de ce câble en octobre 1902, qui vient combler un grand blanc dans les relations télégraphiques mondiales, Zimmermann l'interprète dans le cadre d'une véritable vision globale :

L'absence absolue de communications de ce genre à travers le grand Océan, alors que treize lignes transatlantiques se trouvaient en exploitation, avait quelque chose d'anormal à notre époque. Elle contribuait à entretenir l'espèce d'isolement de tous les Etats et foyers d'activité de l'Extrême-Ouest américain ; elle empêchait que l'Amérique exerçât dans l'Extrême-Orient et dans l'Australasie le rôle commercial et politique que lui assure sa situation géographique. (1903a, p. 84)

Le câble permet donc la mise en communication de deux « bouts du monde », l'Extrême-Ouest américain et l'Extrême-Orient asiatique ; mais il est vu également comme un moyen pour l'Amérique de se tourner vers le Pacifique. Zimmermann nuance toutefois immédiatement cette première interprétation, devant le caractère essentiellement « pan-britannique », dit-il, du câble :

Ce câble a surtout de l'importance au point de vue anglais, il ferme la ceinture de communications purement britanniques autour du globe. Le grand câble américain, destiné à relier San Francisco aux Philippines et à la Chine, sera sans doute d'une bien autre portée mondiale. (1903a, p. 84)

Deux choses donc. Ce premier câble transpacifique, d'une part, doit être rapporté au projet impérial anglais de disposer d'une « ceinture de communications purement britanniques » autour du monde. D'autre part, le prochain câble, posé par les Etats-Unis (il sera inauguré en 1903) aura une toute autre signification : certes, il répondra encore à un projet *impérial*, mais la concurrence qui va s'instaurer entre ces deux ambitions, l'une européenne, l'autre américaine, et le partage d'influence qui va en découler (le même qu'entre Suez et Panama), aura une autre *portée*, qui aurait à voir, selon nous, avec l'émergence du niveau mondial.

Impérial ou mondial ? Le réseau anglais de communications autour du monde

On n'en est pas encore tout à fait là, il est vrai, et cette interprétation repose sur une opposition peut-être un peu rapide entre mondial et impérial. Il convient alors de commencer à se demander comment, dans le prolongement de nos remarques sur Suez et Panama, la constitution d'un réseau mondial de communication relève d'abord de logiques impériales, et on ne saurait mieux faire sans doute pour initier la réflexion, que de renvoyer à quelques lignes révélatrices de Jean Brunhes, dans un article des *Annales de Géographie* déjà cité :

Aussi bien, les routes pavées de la Chine et la Grande Muraille, les voies romaines de notre Gaule, les routes napoléoniennes de notre Europe, les transcontinentaux des Etats-Unis, le réseau des câbles anglais sont non seulement des figures et comme des allégories de l'histoire, mais bien plus et bien mieux des expressions adéquates, locales ou mondiales, d'autant de types divers d'impérialisme. (1913, p. 4)

L'ouverture d'une voie de communication est l'expression d'un pouvoir sur l'espace, l'expression d'une puissance politique et économique, et ce à toutes les échelles, locale, mondiale, nationale peut-être surtout, comme l'a bien spécifié Paul Vidal de la Blache, dans le *Tableau*, pour la mise en place du réseau de communications français :

On ne peut parler d'un système de routes dans notre pays qu'à partir de la domination romaine. Sans doute un grand nombre de voies romaines s'adaptèrent à une circulation antérieure, qui

était loin d'être inactive. Mais elles la systématisèrent ; et c'est là précisément ce que fait ressortir le tableau, si incomplet qu'il soit, qu'on peut tracer à l'aide des itinéraires. Elles constituèrent un réseau, auquel fut assigné un centre. (1903, p. 378)

Le système de routes manifeste « un type de centralisation » (p. 381), et donc une domination sur l'espace. Dans quelle mesure cette notion de système ou de réseau de circulation, avec ce qu'elle suppose de centralisation politique, s'applique-t-elle à d'autres échelles ? A l'échelle du monde ? Question rhétorique : la politique anglaise en matière de communications (chemin de fer, navigation, télégraphie) répond à son ambition impériale qui est elle-même mondiale. Une chronique de Maurice Zimmermann de 1896, sur la télégraphie sous-marine, l'explique très nettement, observant la prédominance de l'Angleterre en matière d'équipement télégraphique sous-marin (sur un total de 292 602 km, elle en détient 250 000 si on compte l'ensemble des territoires sous influence anglaise) :

Le capital dépensé par elle atteint près d'un milliard, et ce qui donne la plus haute idée de la politique britannique, c'est que le réseau a été tout entier établi en vertu d'un plan, dès 1860. L'intérêt de ce réseau, qui fait aujourd'hui de Londres le véritable centre du monde, le foyer unique d'où les nouvelles se dispersent dans tous les sens, est surtout politique et stratégique. Mais le retentissement sur le commerce et sur les succès coloniaux de l'Angleterre n'est pas moins grand : il est pour ainsi dire démontré que le commerce de l'Angleterre a suivi une progression parallèle à celle du développement de son réseau sous-marin. L'importance géographique de la question n'est donc pas contestable : aussi s'explique-t-on l'émotion qui règne aujourd'hui sur le continent, et qui se traduit par le désir d'un réseau international, qui aurait pour centre Paris, de toutes les capitales d'Europe la plus favorisée par sa situation géographique. (1896b, p. 343)

Ce texte, très riche, articule entre elles les différentes dimensions de l'hégémonie anglaise sur le monde à la fin du XIX^e siècle : politique, coloniale, commerciale, informationnelle et même urbaine. Mais ce « plan » impérial/mondial de l'Angleterre ne touche pas seulement la télégraphie sous-marine : c'est aussi une politique ferroviaire³¹. C'est encore la prédominance maritime de la flotte anglaise : l'Angleterre maîtrise les mers, dispose d'un grand nombre d'îles, d'étapes, de ports qui jalonnent les grandes routes du monde, domine Suez, nous l'avons vu plus haut (voir note 26, p. 242), a dû reculer certes à Panama (voir p. 233), mais maintient entre tous les territoires de l'Empire des liaisons qui forment finalement réseau. C'est ce qu'une carte de Scott J. Keltie, dans le *Statesman's Yearbook* de 1909, représente de manière emblématique, avec l'image de la « *All-Red Route* » (Annexe 8). Cette « route

³¹ Dans sa synthèse sur les chemins de fer africains, autant G. critique-t-il le projet transafricain en tant que tel, autant observe-t-il que le projet anglais d'une ligne ferroviaire en Ouganda « constituerait, avec le chemin de fer projeté de Khartoum à la région des lacs, une communication entre la Méditerranée et l'Océan Indien indépendante du canal de Suez. C'est donc, dans la toile patiemment tissée par l'impérialisme britannique, un fil d'une importance capitale. » (1904, p. 434). L'image d'un réseau (ou d'une toile) proprement britannique indépendant de Suez est, de ce point de vue, extrêmement suggestive.

rouge » matérialise la ceinture de communication terrestre et maritime qui relie entre elles toutes les parties de l'Empire britannique (colorées en rouge) et se distingue des autres voies existantes (en gris, à la fois en mer et sur terre). Cette carte est donc tout à fait représentative de la signification réelle des réseaux de circulation, qui sont au service d'une domination politique, et mondiaux que dans la mesure où cette domination s'étend au monde entier.

Cette situation n'éveille pas seulement l'intérêt des géographes d'Angleterre, mais l'inquiétude des observateurs des autres puissances, européennes ou extra-européennes, comme en témoigne la fin du texte de Zimmermann de 1896 : contre le réseau « purement anglais », il faudrait promouvoir un « réseau international », dont le centre serait, évidemment, Paris ! La logique là encore n'est pas d'abord « internationale » ou mondiale, mais impériale... De fait, il n'y a peut-être pas de réseau télégraphique mondial, seulement des réseaux nationaux et impériaux qui, sur une carte, ont l'air de constituer une seule toile, mais sont à peine connectés dans la réalité. Le réseau anglais, très en avance, est même en fait utilisé par la plupart des puissances, chacune essayant toutefois autant que possible de créer son propre réseau. En 1896, selon Zimmermann, la France ne possède que 10000 km de câbles sous-marins, dont un Brest/Terre Neuve et quelques autres câbles, par exemple en Méditerranée et dans les Antilles (1896b, p. 344). Mais elle est loin de pouvoir créer un réseau en tant que tel, même si, en 1900, Zimmermann détaille le « Projet d'un réseau français de câbles sous-marins », dans un contexte où le monopole britannique présente nombre d'inconvénients (il évoque ici, pudiquement, « les événements d'Afrique du Sud »...). On ne peut espérer « doter nos principales colonies, si éparpillées, d'un réseau qui les soustrairait à la dépendance de l'Angleterre », mais il y a des priorités, comme un câble Brest/Dakar, qui « serait véritablement l'amorce d'un circuit télégraphique entièrement français dans l'Atlantique » (1900c, p. 469). L'intérêt que portent à la question l'Allemagne ou les Etats-Unis rend encore plus urgente la création de câbles « entièrement » français, d'autant plus que « l'Angleterre, malgré l'apparente perfection de son réseau, ne se juge pas encore satisfaite et travaille activement à parachever un nouveau réseau impérial, composé de câbles en eau profonde n'atterrissant qu'en des territoires britanniques et formant une sorte de ceinture autour du globe » (p. 470). Comme exemple de ce « nouveau réseau impérial », Zimmermann prend d'ailleurs le câble transpacifique (auquel il consacrera une autre chronique en 1901). Face à cela, dans les années 1900-1910, il signale un certain nombre de projets français, comme celui d'une ligne transsaharienne (1905b, p. 383). Plus tard, on parlera d'un réseau intercolonial de télégraphie sans fil : Elicio Colin, dans une chronique des *Annales* de 1926,

renouvelant le constat de l'insuffisance du réseau télégraphique français, évoque le projet alternatif d'un réseau radiotélégraphique. Datant de 1911³², ce dernier se met en place à partir de 1919 et a pour objectif de placer la France « à la tête des nations européennes pour ce qui est de l'établissement d'un réseau de communications impériales » (1926, p. 564). Ce qui est un nouvel exemple du fondement impérial de la notion de réseau mondial.

2.1.2. La conscience d'une interconnexion généralisée entre routes et entre réseaux

Le bouclage du monde dans l'océan Pacifique

« Strictly speaking, a world-trade did not exist till the most recent times, till the Pacific became a link in the world's commercial highways. »
Max ECKERT, 1907, p. 566.

Autre nuance à apporter à cette notion de réseau mondial : si le monde ceinturé est une image efficace, elle réduit la multiplicité des routes et des réseaux à une seule voie enlaçant la Terre. La réalité est plus complexe : le réseau est toujours réseau de réseaux, et suppose donc des interconnexions, soit entre routes de même nature, soit entre des routes de nature différente. Le premier type d'interconnexion concerne la création d'une route véritablement mondiale, et seule en réalité, hormis le télégraphe, la navigation maritime peut le réaliser, car il existe une continuité maritime, mais pas de continuité continentale. Il est bien évident que, en ce domaine, tous les océans du monde depuis le XVI^e siècle sont parcourus. Mais cette navigation est longtemps très irrégulière et aléatoire. La traversée de l'océan Pacifique en particulier reste la moins courante, la moins établie, ce qui justifie en partie la représentation planisphérique européocentrée. Ce n'est qu'avec la vapeur que des lignes régulières vont faire entrer véritablement cet océan dans la circulation mondiale. C'est seulement alors que l'on passe d'un océan traversable à une route océanique. En d'autres termes, il ne suffit pas de traverser un espace pour qu'il soit une route, il faut que cet espace soit traversé régulièrement, avec une incertitude et un sentiment d'aventure réduits au minimum. On ne pourrait donc concevoir de réseau de circulation véritablement mondial – et Max Eckert en 1907 dans son percutant article du *Scottish Geographical Magazine* l'avait parfaitement suggéré – qu'à partir du moment où le « grand Océan » devient enfin une route. C'est à ce moment là qu'il y a véritablement bouclage, comme on l'a déjà vu pour le télégraphe. Dans la planche « Grandes

³² Ce projet était connu des géographes, notamment par le biais d'un article de Léon Jacob dans les *Questions diplomatiques et coloniales* en 1912, « Les intérêts français et les relations télégraphiques internationales », commenté dans la *Bibliographie* par Pierre Clerget : « A propos du projet de création d'un réseau français intercolonial de T.S.F., l'auteur étudie la part des différents pays dans le développement mondial de la

voies de communication » de l'*Atlas* de 1894, pour utiliser la même source, Paul Vidal de la Blache fait porter l'accent sur les relations transatlantiques et, secondairement, sur la voie de Suez vers l'Inde et l'Asie. Sur cette carte et dans ses commentaires, le Pacifique est tout à fait marginal : le monde n'est pas encore pensé comme totalement bouclé. En revanche, dans la légende de la même planche de l'édition de 1918 (Annexe 6), aux côtés des « voies de Suez et de la Mer Noire » ainsi que des « voies de l'Atlantique », apparaissent les « voies du Pacifique »... Cette conquête du Pacifique est la cause d'une évolution majeure des représentations du monde ; le facteur décisif est ici la position relative des lieux les uns par rapport aux autres, qui rejoue en fonction du raccourcissement des distances-temps (rôle de la vapeur) et des distances réelles (Suez par exemple comme *raccourci* entre l'Europe et l'Orient, Panama comme *raccourci* entre l'Atlantique et le Pacifique). Le bouclage du monde est un processus de rétrécissement des distances et de rapprochement des lieux.

On a vu que Zimmermann célébrait en 1903 la pose du premier câble transpacifique comme la fin d'une situation d'éloignement de l'Extrême-Ouest américain et de l'Extrême-Orient asiatique. L'association et le recouvrement entre l'Est et l'Ouest est de fait récurrent dans le discours géographique des années 1900-1910 et symbolise l'effectuation du bouclage du monde ; cette représentation du monde remonte pourtant à la Renaissance (BESSE, 2003b, p. 97-98).



Figure 20 : « Position du Japon » (VIDAL DE LA BLACHE, 1893, planche « Japon »)

L'océan Pacifique est l'espace où, en quelque sorte, le serpent-Monde se mord la queue... Vidal de la Blache y a recours à plusieurs reprises, par exemple dans la planche « Japon » qui

télégraphie sous-marine (...). La situation défavorable de notre pays, au double point de vue commercial et stratégique, exige l'extension de notre réseau de câbles » (1913, p. 73).

paraît en 1893 dans la 21^e livraison de l'*Atlas* ; en bas de la planche, Vidal ajoute un carton, « Position du Japon » (Figure 20). La position géographique du Japon n'est pas définie d'abord par une latitude et une longitude, mais par un double jeu d'informations : les grandes voies de communication qui conduisent au Japon et les distances-temps (de Marseille et de Londres à Yokohama) d'une part, et d'autre part, le marquage toponymique simplifié. Le Japon, en bordure de l'océan Pacifique, se situe ainsi à la fois entre Marseille (par l'Ouest) et Londres (par l'Est), et entre Extrême-Orient et Far-West. Dans une série de textes postérieurs, Vidal reprend cette même façon de dire le bouclage du réseau mondial de communication. Dans l'article déjà utilisé sur « Les chemins de fer en Amérique » par exemple, c'est au moins deux fois qu'il utilise cette image, la première, dans le récit de la conquête de l'Ouest américain : « Au delà du Far-West, elle [la collaboration de la locomotive et de la charrue] avait découvert la façade vers l'Extrême-Orient » (1912, p. 74). La seconde, pour dire que « les Transcontinentaux de l'Amérique du Nord ont réalisé le rêve qui hantait au XVI^e et au XVII^e siècle l'ambition des peuples commerçants d'Europe, la route de l'Est par l'Ouest » (p. 75). Et en 1921, dans les *Principes*, il attribue au premier transcontinental américain ce même effet : « Le Far-West conduisait vers l'Extrême-Orient » (p. 264).

L'intermodalité au cœur de la vision du réseau mondial de circulation

Ce qui est frappant, c'est que Vidal ne dissocie pas les routes océaniques et les voies continentales ; au contraire, elles sont étroitement associées dans une conception unitaire du réseau mondial de circulation. Dans cette représentation du monde en somme, le géographe a une claire conscience que l'image du monde ceinturé suppose l'interconnexion des différents réseaux. La carte des « grandes routes internationales de l'Ancien Monde » d'Elisée Reclus (voir p. 228) associait déjà, ne serait-ce que dans son titre, les voies terrestres et les voies maritimes ; dans le texte il est vrai, il pointait des concurrences au moins potentielles entre la voie maritime de Suez et le chemin de fer vers la Perse (en partie en pointillé sur la carte). Il existe bien des réseaux maritimes et des réseaux continentaux (sans compter le réseau télégraphique qui est à la fois maritime et continental), et l'analyse peut se centrer sur les uns ou sur les autres, pour examiner, par exemple, comment se forme le réseau ferroviaire français. Mais il faut se méfier d'un effet d'échelle : centrer l'observation sur le domaine continental ou maritime n'est qu'un premier temps et ne peut répondre à toutes les questions que posent la physionomie d'un réseau. Les voies ferrées françaises ou les routes se branchent (ou non) sur des voies et des routes étrangères. De la même façon, une voie maritime n'a aucune signification en soi si elle n'est pas rattachée à des voies terrestres : elle a pour

fonction de mettre en relation des espaces eux-mêmes organisés par des routes et des voies ferrées. Sur la carte de Reclus, les grandes voies européennes aboutissent aux voies méditerranéennes, lesquelles, après Suez, se connectent aux voies indiennes. Il s'agit bien de branchements entre des réseaux ou des segments de réseaux de nature différente. Certes, comme le dit Vidal en 1912 dans l'article sur « Les chemins de fer en Amérique », il existe une certaine surreprésentation des routes continentales dans l'hémisphère nord et des routes océaniques dans l'hémisphère sud³³ (c'est un leitmotiv de l'époque). Il évoque aussi le nouveau Transcontinental canadien en cours de construction, au nord du « Pacifique Canadien », et qui fera face au Transsibérien : « Cette voie nouvelle sera l'un des deux tronçons du ruban de fer le plus long et le plus continu (7000 kilomètres d'un côté, 10.000 environ de l'autre) qu'il soit possible de tracer autour du globe » (*ibid.*). L'image du ruban (comme celle de la ceinture ou celle encore du réseau mondial) est pourtant trompeuse, car il ne peut exister qu'en associant des segments océaniques aux segments continentaux, ce dont Vidal est éminemment conscient, lui parmi d'autres.

Camille Vallaux, dans *La Mer*, a ainsi très bien relevé, dans son énumération des grandes routes océaniques, que, « combinées avec les routes terrestres, elles tracent autour de la planète, dans le sens du méridien, un réseau de communications ininterrompu » (1908, p. 281). Et G.-A. Hückel dans son article de 1906 sur la géographie de la circulation de Friedrich Ratzel, définit la notion d'« œcoumène de la circulation » comme « une bande terrestre et océanique autour du globe dans la zone tempérée et la zone chaude » (1906, p. 407) :

Dans cet œcoumène, les deux domaines terrestre et océanique se prolongent réciproquement l'un l'autre. Assurément le sol terrestre morcelle, divise la circulation, la complique en un réseau de mailles toujours plus serrées, au lieu que la circulation maritime concentre les voies de communication, crée de grands vaisseaux, de grandes lignes de navigation. Malgré cette différence de développement, ce sont deux domaines inséparables : il n'y a pas de solution de continuité de l'un à l'autre, et le temps approche où l'on peut espérer, en combinant les deux modes de circulation, pouvoir faire le tour du globe en quarante-cinq jours. (*ibid.*)

L'image d'une combinaison des deux réseaux est à souligner (présente aussi chez Vallaux), comme celle du prolongement, que Maurice Zimmermann a également utilisée, par exemple dans une chronique sur les transports océaniques dans laquelle il évoque

les lignes de navigation qui servent de *prolongement* aux voies ferrées. Là où le chemin de fer *aboutit* à un port à lignes nombreuses, comme New York, ces sortes de lignes ne sont pas nécessaires, et, de fait, New York n'a pas de lignes de ce type, tandis que Portland, Boston,

³³ « Plus on s'élève en latitude en Amérique, plus la traversée terrestre s'accroît aux dépens de la traversée maritime. On peut dire (...) que, dans cette partie septentrionale de notre hémisphère, c'est sur terre que sont les grandes routes du globe. » (1912, p. 75)

Philadelphie et Pensacola en ont tous. Sur le Pacifique, tous les terminus de chemins de fer ont des *raccordements* transocéaniques. Le meilleur exemple de cette *combinaison* de lignes de navigation et de voies ferrées est le Canadian Pacific, qui exploite une ligne allant de Vancouver en Extrême-Orient en même temps qu'une ligne vers l'Europe, et qui gère en outre une ligne sur les Grands Lacs (...). (1911e, p. 373. *Nous soulignons*).³⁴

C'est un thème essentiel, dont Vidal de la Blache, dans son ouvrage posthume, va livrer une formulation tout à fait remarquable :

La dernière phase de l'histoire des communications est caractérisée par l'intense collaboration du rail et de la navigation à vapeur. La soudure des courants continentaux aux courants maritimes tend à se faire de plus en plus en un nombre limité de points d'élection qui prennent le caractère d'*emporia* mondiaux. (1921, p. 263)

Les termes employés par Vidal, quoique différents, disent au fond la même chose : le bouclage de la planète, ce sont des systèmes de communication différents qui se connectent. L'intermodalité est la condition d'apparition et d'existence du réseau mondial :

De tous ces systèmes de communication se forme un réseau qu'on peut qualifier de mondial. Il embrasse, en effet, sinon la totalité du globe, du moins une étendue assez grande pour que rien à peu près n'échappe à son étreinte. Sa puissance est faite d'accumulation de ses effets. C'est le résultat total de combinaisons multiples, accomplies dans des milieux différents, par le rail, la navigation maritime ou intérieure. (p. 266-267)

Vidal définit le réseau mondial de communication (mondial avec une modalité...) comme un composé de circulation continentale et de navigation maritime et fluviale. Cette citation constituerait même l'aboutissement conceptuel d'une réflexion qui a pris son essor dans les années 1900, et résume la conception du monde comme espace de circulation unifié.

2.1.3. La difficile mise en place d'un réseau aérien mondial

Dans l'entre-deux-guerres, ce réseau, qui devient un nouvel objet géographique essentiellement avant 1914, continue à s'étoffer, et les termes de sa description ne changent pas. Mais parmi les nouveautés technologiques qui marquent les années 1920 et 1930, il faut faire une place à l'aviation. Si on laisse de côté son impact sur la connaissance géographique et cartographique (par la photographie aérienne et la photogrammétrie ou par l'exploration aérienne), impact qui a particulièrement attiré l'attention d'Emmanuel de Martonne, la présence de l'aviation dans le discours géographique, une fois passés les temps de la découverte dans les années 1900, est celle d'un nouveau moyen de communication : « L'avion, engin d'expériences et de sport avant la guerre, instrument de combat pendant les

³⁴ Ce texte présente en outre l'intérêt de signaler que la combinaison n'est pas seulement matérielle, mais institutionnelle ; à côté de la *Hamburg-Amerika*, dont on a signalé l'exemple plus haut (voir p. 147), le *Canadian Pacific* est aussi une firme mondiale du transport.

hostilités, tend, depuis 1918, à devenir un moyen de transport » (CROZET, 1925, p. 1). On suit alors, année après année, la formation des réseaux nationaux, internationaux et impériaux – voire mondiaux. Suivre cette formation, c’est la fonction qui est dévolue dans les *Annales de Géographie* à René Crozet. Il propose annuellement de 1925 à 1939 (remplacé en 1937 par Antoine Albitreccia), un bilan des réseaux aériens (sous forme d’articles ou de notes, selon) intitulé d’abord « L’aviation marchande en... » (pour la distinguer de l’aviation militaire et « sportive ») puis « Le développement du réseau aérien en... ». D’autres textes pourraient également être utilisés ici, parce que l’aviation devient un thème de plus en plus présent³⁵. Le constat de départ est, en 1925, le suivant : il existe de nombreuses lignes ayant fonctionné dans le monde entre 1919 et 1924, mais pas de réseau mondial à proprement parler, car il n’existe pas de ligne transocéanique, la traversée de l’Atlantique restant encore de l’ordre du rêve ou de l’exploit sportif (CROZET, 1925, p. 11). Le schème de la soudure entre voies terrestres et voies maritimes reste donc, paradoxalement, présent dans le domaine aérien. C’est en 1927 qu’apparaît l’expression « réseau aérien mondial », mais elle signifie l’ensemble des lignes aériennes du monde (CROZET, 1927, p. 260) ; à la fin de cette note, Crozet revient sur les évolutions du réseau et note des « tendances à l’agencement du réseau aérien sur un plan international ou intercontinental par superposition à des courants de circulation pré-existants » (p. 262). Exemple majeur, l’amorce de relations aériennes entre l’Europe et l’Extrême-Orient, « en attendant la liaison Europe-Amérique » (p. 260). Cette dernière liaison est le point de mire des géographes comme de tous les contemporains ; 1927, c’est de fait la traversée transatlantique de Lindbergh... On réfléchit alors à des projets qui paraissent aujourd’hui très ambitieux, comme la création d’une « île flottante pour avions dans l’océan Atlantique » (VALLAUX, 1928) : il s’agirait d’un projet de mouillage d’un navire-station qui jouerait le rôle d’une étape à mi-parcours. L’Islande est également perçue comme devant jouer le rôle de « jalon sur la route de l’Atlantique Nord » (CROZET, 1929, p. 607).

Dans les années 1930, les tendances restent les mêmes : concentration des compagnies, développement de lignes internationales et continentales (qui appelle souvent une coopération entre les compagnies, ainsi qu’une coopération avec le bateau et le train, d’après CROZET, 1931, p. 304), amélioration technique favorisant l’accroissement des vitesses et de nouveaux

³⁵ Signalons l’article de Carl Hanns Pollog, spécialiste allemand de la circulation aérienne, dans les *Annales de Géographie* en 1937 : « L’aviation commerciale dans les régions méditerranéennes. Contribution à l’étude de la géographie des communications aériennes ». Pollog et tient dans la revue *Weltwirtschaftliches Archiv* une chronique intitulée « *Der Weltluftverkehr im Jahre...* » (La circulation aérienne mondiale en...). Les Allemands se sont beaucoup intéressés à la mise en place d’un réseau aérien mondial, à la fois en géographie et dans la

usages. Aux Etats-Unis, en 1931, un avion a ainsi relié Los Angeles et San Francisco en moins de deux heures, comme entre New York et Washington :

Cette vitesse n'est-elle pas acquise aux dépens de la sécurité ? Il y a là, cependant, une application hardie et très américaine des possibilités de l'aviation. En voici une autre : toutes les heures, un avion fait le circuit des trois aéroports new-yorkais : Curtiss Field, Newark, Floyd Bennett, permettant ainsi des déplacements rapides à travers la banlieue de l'énorme cité. (CROZET, 1932, p. 401)

Il s'agit d'usages métropolitains, voire mégapolitains, car on croit discerner ici l'idée selon laquelle les grandes villes américaines constituent des entités intégrées à l'échelle de l'aire métropolitaine voire de la région urbaine. Autre tendance, la constitution de lignes et de réseaux impériaux, reliant les métropoles aux colonies, l'exemple le plus cité dans les *Annales* étant la ligne France/Sénégal (Dakar). Mais c'est la même chose pour l'Angleterre, qui établit un réseau vers l'Egypte et l'Inde, et aspire à rejoindre d'autres portions de l'Empire : « La liaison Angleterre-Canada serait sans doute réalisée s'il n'y avait à résoudre le gros problème de la traversée commerciale (et non pas sportive) de l'Atlantique Nord » (CROZET, 1932, p. 401). Le même problème des liaisons transocéaniques (car si l'Atlantique n'est pas traversé, le Pacifique ne l'est pas non plus) continue à limiter le réseau aérien à des sections internationales de l'Europe vers l'Afrique et l'Asie. Ce qui freine l'extension du réseau aérien, c'est donc davantage des insuffisances techniques que des raisons politiques ou économiques ; même la crise des années 1930 n'entame pas vraiment la dynamique aérienne, quand bien même les compagnies cherchent alors à rentabiliser leurs lignes en s'associant³⁶.

Sans entrer dans le détail des bilans des années suivantes (qui reviennent de manière lancinante sur la difficulté de traverser l'Atlantique, sur l'ouverture de ligne impériales, sur les progrès techniques qui accroissent peu à peu la capacité des avions, sur la dynamique de concentration qui touche le secteur dans ces années de crise avec des effets de nationalisation, comme en témoigne la création d'Air France en 1934), certains éléments nouveaux apparaissent. Dès 1933, René Crozet se faisait l'écho des premières traversées du dirigeable allemand, le *Graf Zeppelin*, qui « constituent jusqu'à maintenant la seule liaison aérienne Europe-Amérique » (p. 410). L'année suivante, il décrit les tentatives d'instauration d'une ligne régulière pour ce dirigeable, « à l'aide d'hydravions faisant relâche près d'un cargo-

Geopolitik, d'après ce qui ressort de la *Bibliographie géographique internationale*, qui dispose par ailleurs d'une sous-rubrique « [Transports aériens] » à partir de 1928.

³⁶ « En dépit de la crise mondiale, l'aviation commerciale a accusé en 1932 une grande activité. Si les réseaux intérieurs présentent à peu près la même physionomie que par le passé, il y a d'assez nombreuses innovations à signaler au point de vue des liaisons internationales, souvent exploitées en *pool* par deux ou plusieurs compagnies appartenant aux Etats intéressés. » (CROZET, 1933, p. 4058)

relais, le *Westphalen*, mouillé à mi-chemin des côtes d'Afrique et des côtes américaines et pourvu d'engins de levage et de catapultes » (1934, p. 308). Et ce n'est qu'en 1937 que l'on peut commencer à parler de lignes aériennes transatlantiques, et donc de la formation d'un véritable réseau mondial aérien. Au moment où Crozet rapporte la destruction du zeppelin *Hindenburg* (1937, p. 395), on apprend, dans la rubrique « Actualité »³⁷ de la Chronique géographique, que

La traversée commerciale de l'Atlantique Nord par avion est devenue régulière. Elle se fait entre Foynes, sur l'estuaire du Shannon (Irlande), et Botwood (Terre-Neuve). Pour le premier voyage, le 6 juillet, c'est l'avion anglais *Caledonia* qui est parti de Foynes et l'avion américain *Clipper III* de Botwood. (1937, p. 420-421)

Un pas essentiel est donc franchi, mais seulement à la fin de notre période : en 1940, André Siegfried n'exclut pas, on l'a vu, le réseau aérien de l'ensemble des routes mondiales (voir p. 243). Les textes concernant l'aviation se font du reste plus nombreux dans les *Annales*, où un pilote, Frédéric Engel, écrit même un article en 1938. En juin 1939, d'après « L'actualité » du numéro 274 (juillet 1939), les premières traversées aériennes de l'Atlantique Nord avec des passagers payants ont été réalisées par des avions américains. Mais la véritable mise en place du réseau mondial devra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle les Etats-Unis vont accélérer le développement de la technologie aéronautique et créer des lignes militaires transatlantiques et transpacifiques qui ouvrent la voie à une nouvelle ère de l'aviation dont la compagnie américaine TWA (*Trans World Airways*) devient, dans les années 1940 et 1950, l'emblème le plus abouti (COSGROVE, 2001, p. 254-255)³⁸. Reste que, sur toute notre période, la circulation aérienne est encore fort peu développée. Très peu d'individus prennent l'avion, et très peu d'avions sont en circulation. Pourtant, les termes de l'analyse géographique de la circulation aérienne sont sensiblement les mêmes que pour les autres réseaux de communication : lignes, interconnexions de lignes, segments océaniques et continentaux, nœuds du réseau (les ports aériens).

2.2. Les nœuds du réseau : ports, étapes, grandes villes

« Un examen superficiel porte à croire que les centres du commerce maritime, où les faisceaux de circulation se soudent aux voies terrestres, sont partout appelés à diminuer en nombre, tandis que l'importance de ceux qui restent est destinée à grossir d'une manière indéfinie. Il est certain que quelques grands ports de commerce ont pris une extension urbaine comparable à celle des plus grosses villes industrielles. Des villes comme Marseille, Rotterdam, Anvers, Hambourg et Liverpool

³⁷ Créée dans le premier numéro de 1937, cette sous-rubrique de la Chronique géographique, se fait l'écho, entre autres choses, de nombreux records réalisés dans le domaine de l'aviation...

³⁸ Marcel-M. Chartier consacre en 1952 une chronique aux progrès de l'aviation réalisés entre 1927 et 1952 au moment du vingt-cinquième anniversaire de la traversée de Lindbergh.

ont eu, au moins depuis un demi-siècle, un taux d'accroissement aussi rapide que Birmingham ou Manchester. Et nous ne devons pas oublier que les deux plus grandes villes du monde, Londres et New-York, sont toutes deux des ports de commerce de premier ordre. Il semble donc que les points de jonction de la circulation terrestre et de la circulation marine soient vouées à une concentration urbaine grandissante (...) »
Camille VALLAUX, 1908, p. 307.

Analyser ici l'ensemble du discours géographique sur ces objets mondiaux est inconcevable. Un texte comme celui de Camille Vallaux cité en épigraphe soulève de fait bien des questions, mêlant des problématiques urbaines et des problématiques de la circulation, ce qui s'inscrit dans une conception « circulatoire » du réseau urbain (PUMAIN et ROBIC, 1999, p. 72), où la ville est d'abord pensée « comme un nœud dans un réseau d'échanges ». Si Vallaux cependant met l'accent sur les grands ports, les interfaces ou les lieux de soudure entre courants continentaux et courants océaniques, il ne néglige pas d'autres facteurs de concentration urbaine, facteurs industriels et politiques ; on ne saurait exclure Paris par exemple, d'une étude sur les nœuds du réseau mondial au début du XX^e siècle.

2.2.1. Les points d'ancrage du réseau mondial de circulation

Les étapes intermédiaires. L'exemple du discours sur Dakar

Les routes mondiales ont, bien entendu, des points de départ qui sont aussi des points d'arrivée ; elles s'articulent en outre sur des étapes, stations ferroviaires, points de ravitaillement en charbon sur une route océanique – voire navire-station pour avions ou dirigeables... Ces étapes s'organisent en systèmes stratégiques dont l'exemple le plus abouti, et le plus utilisé, concerne l'Empire britannique. Il dispose en effet, dans la plupart des mers et des océans du monde, de dépôts de charbon, d'entrepôts intermédiaires, de points stratégiques de surveillance ou de relâche pour la flotte. On évoque ainsi très souvent la chaîne d'étapes anglaises sur la route Méditerranée/Océan Indien : Gibraltar, Malte, Chypre, Suez, Aden, Singapour (voir par exemple VIDAL DE LA BLACHE, 1921, p. 265 et 277). Albert Demangeon, dans *L'Empire britannique*, qualifie ces stations commerciales de « véritables organes de succion » (1923, p. 115) ou de « comptoirs cosmopolites » (p. 117). La « *All-Red Route* » (Annexe 8) est ainsi jalonnée de nœuds secondaires qui ont une fonction logistique : surveiller, contrôler la circulation impériale et mondiale. La Grande-Bretagne cependant n'est pas la seule puissance à en disposer, toute puissance ayant des intérêts dans le monde devant tâcher d'assurer le bon fonctionnement des circulations qu'elle contrôle. La France est évidemment un cas qui retient l'attention des géographes, et par exemple de Vidal :

Dans ces formations politiques à grandes envergure, les positions maritimes, telles que les îles, les caps, etc., ont leur rôle marqué, comme le prouve le rôle que joue Dakar dans nos possessions, et celui qui semble assuré à Tahiti et Mangareva après le percement du canal de Panama, ou l'importance des Hawaï pour les Etats-Unis sur la route du Pacifique. Ce sont des jalons, des étapes, des lieux d'atterrissage de câbles, des dépôts de charbon ou de vivres, points de relâche ne vivant que d'une vie d'emprunt. (1921, p. 278)

A propos de Mangareva (dans le Pacifique), Vidal écrit encore : « Des points presque imperceptibles et ignorés dans les vastes étendues océaniques (Mangareva par exemple) seront peut-être demain des étapes mondiales » (*ibid.*, p. 267). La dernière expression nous paraît essentielle en ce qu'elle relie la réflexion sur les nœuds du réseau à la dimension mondiale (en même temps qu'impériale) de celui-ci. Par ailleurs, le discours se fait ici éminemment prospectif, ce qui positionne cette géographie dans une certaine forme d'engagement national et impérial. De ce point de vue, l'exemple le plus significatif, pour ce qui est de la géographie française, n'est pas Mangareva, mais sans doute Dakar, qui est pensé à la fois comme port colonial, pour l'Afrique de l'Ouest, étape mondiale, nœud du réseau mondial de communication, alors même que son statut réel est certainement plus prosaïque.

Le discours mêle symptomatiquement ces dimensions, qui sont en effet souvent formulées sur le mode de l'anticipation, de la projection, voire, comme pour le Transsaharien, du fantasme. Le port de Dakar a été, il est vrai, profondément transformé au début du XX^e siècle, ce dont Maurice Zimmermann rend compte dans une chronique : « Dakar, choisi en 1902 comme siège du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale, déclaré point d'appui de la flotte et classé comme port de guerre, possède aujourd'hui, en outre, un port de commerce parfaitement outillé » (1909b, p. 380). Il émet ensuite le souhait que Dakar devienne une escale dans la navigation transatlantique (p. 381). Cette idée est récurrente que Dakar, en plus d'être une porte d'entrée dans l'Afrique française et son débouché, un point stratégique dans l'organisation de l'Empire français, doit aussi devenir une escale majeure sur la route qui relie l'Europe et l'Amérique du Sud. Dès 1907, dans un article de la *Revue économique internationale* sur « La France dans l'Afrique occidentale », Henri Lorin reconnaît qu'« en même temps que sont développées les voies de communication intérieure, les points de contact avec la navigation maritime sont de mieux en mieux aménagés » (1907, p. 289), et parmi ces points de contacts, il cite Konakry, Kotonou et Dakar :

Quant à Dakar, port du Sénégal et capitale en même temps de toute notre Afrique occidentale, sa valeur n'est pas seulement locale, mais mondiale. Classé point d'appui de notre flotte de guerre, Dakar est un port militaire où nos navires et ceux de nos amis doivent trouver, en temps de conflit, toutes facilités de protection, de ravitaillement et de radoub (...). (*ibid.*)

L'explicitation de cette double valeur locale et mondiale rappelle ce que disait Jean Brunhes en 1913 des grandes routes (voir p. 250) : on rêve pour Dakar d'un avenir de dimension mondiale, comparable à celui de Suez, Singapour ou tel autre grand nœud de communication (voir p. 236). Une note de Lucien Marc-Schrader sur « Le port de Dakar » en 1913 dans les *Annales de Géographie* en offre un très bon exemple :

Chaque jour, quelques-uns des cargos qui circulent entre le Vieux Monde et le Nouveau entrent à Dakar, pour y remplir leurs soutes, avant ou après la traversée du détroit atlantique, et ce mouvement, qui s'accroît rapidement, fait flotter dans les bassins du nouveau port, les pavillons de toutes les nations maritimes du monde. (...) Dans un avenir qui n'est pas très éloigné, on peut espérer que Dakar, au carrefour des principales routes maritimes de l'Atlantique, prendra une importance comparable à celle de Colombo ou de Singapour, tout en remplissant dans notre empire africain, le rôle joué par Bombay aux Indes. Il faut ajouter que, si un Transsaharien vient à être construit, la ligne deviendra, en se raccordant avec Dakar, la voie la plus rapide entre l'Europe et l'Amérique du Sud. Il est bon de rappeler ces possibilités, au moment où la colonie demande le concours métropolitain pour améliorer et développer l'outillage du port de Dakar. (1913, p. 369-370)

Dakar est ainsi considéré (mais sur le mode de la « possibilité ») comme un point d'ancrage essentiel non pas seulement des circulations impériales françaises, mais de la circulation mondiale, à la fois escale, point de ravitaillement, port de commerce. Comme, pour reprendre un mot souvent employé à l'époque, un *emporium* à la fois régional, impérial et mondial.

Les emporia mondiaux

Chez les géographes des années 1900, le terme désigne les principaux lieux d'échange du réseau mondial. Ils emploient certes d'autres termes équivalents : Vallaux parle, en 1908, des « centres du commerce maritime », Vidal de la Blache, en 1912 à propos des ports des Etats-Unis, en utilise une série d'autres :

Tandis que Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore sont têtes de lignes vers l'Europe, nous assistons depuis un quart de siècle à la croissance rapide de ces terminus qui, sur les bords du Pacifique, viennent de plus en plus concurrencer San-Francisco. Vancouver, Seattle, Tacoma, Los Angeles s'échelonnent comme des embarcadères que des lignes régulières de paquebots, annexes des chemins de fer, relient aux ports d'Extrême-Orient, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. (1912, p. 75)

« Têtes de lignes », « terminus », « embarcadères », autant de façons de désigner ces nœuds de dimension mondiale. Mais le terme *emporium* synthétise ces différents aspects ; ce référent antique (d'après *Le Petit Robert* : « comptoir commercial en pays étranger ») implique en effet que le port s'insère dans un réseau commercial et y assume les fonctions de contact, de transbordement, d'échange et d'entrepôt. Les premières occurrences rencontrées du terme *emporium*, à notre connaissance, ne sont pas plus anciennes que la fin des années 1890. C'est

par exemple Paul Vidal de la Blache en 1898 dans son article sur la géographie politique de Ratzel, dans un passage où il décrit les effets « révolutionnaires » de la vapeur sur les distances, la concentration urbaine, la dynamique portuaire : « Appliquée à la navigation, la vapeur accroît les grands *emporia* » (1898, p. 110). Les petits ports perdent leur raison d'être par rapport aux plus grands qui monopolisent le trafic. Le thème est constamment lié à la concentration des flux, et cela fonctionne parfois à différentes échelles. Dans son compte rendu pour la *Bibliographie géographique* de la publication des actes du Congrès national des Sociétés françaises de géographie de 1898 à Marseille, qui avait pris pour thème « Marseille et la Provence », Vidal met l'accent sur une étude de Hubert Giraud sur le port de Marseille, qui laisse au final « une impression de confiance justifiée dans la vitalité de notre grand emporium » (1899, p. 74). Marseille serait ainsi le (ou un) emporium essentiel pour la France. D'un certain point de vue, l'emploi du terme est censé combler un manque notionnel pour parler de ces nouveaux organismes portuaires et urbains qui apparaissent avec la révolution des transports au XIX^e siècle. Qu'il s'agisse là d'une métaphore faisant rejouer un vocable ancien (à la fois toponyme et nom général) dans un nouveau contexte, on s'en convaincra sans doute avec cette citation d'Elisée Reclus, dans le dernier tome de *L'Homme et la Terre*, où il parle de New York comme du « grand "emporium" de l'Amérique du Nord » (1908, p. 86). La mise entre guillemets du mot indique qu'il avait encore un sens figuré ; Vidal, qui l'emploie régulièrement, le fait également souvent avec une modalité, surtout la mise en italique (voir p. 257 un texte de 1921 où la modalité ne porte plus sur mondial...).

Dans sa note de lecture de la thèse de Désiré Pasquet sur Londres, il rappelle aussi que Londres naît comme « rendez-vous commercial, ou *emporium* » (1915, p. 431) ; citation qui présente l'intérêt d'ébaucher une définition, qui sera étoffée seulement dans les *Principes* :

L'emporium moderne, qu'il s'appelle New York ou Londres, Boston ou Hambourg, ressemble au port d'autrefois tel que le peignait Joseph Vernet, comme un paquebot ressemble à une balancelle. Ces villes énormes, produit caractéristique de notre siècle, sont les organes créés par les besoins nouveaux du commerce. Là se centralisent les renseignements, se forment les entrepôts, se nouent les relations. Quelque chose de colossal et de démesuré s'associe à ces créations : tonnage de navires, dimensions des bassins, agglomération de chantiers et d'usines ; l'industrie cherche à profiter des avantages qu'offre le transport par mer des matières lourdes. La supériorité de l'outillage prévalant sur la distance, l'emporium moderne peut attirer des marchandises qui sembleraient destinées à des ports plus rapprochés de leur point d'origine. Lié aux courants maritimes et aux rives maritimes, le grand port peut avoir la puissance de les détourner. Son rôle le plus évident reste cependant la consécration et l'exploitation des relations établies entre les lignes de la circulation mondiale à travers les continents et les océans. (1921, p. 264)

Ce passage est de tout premier intérêt, se distinguant d'abord par la disparition de la modalité typographique sur emporium, ce qui pourrait signaler que Vidal passe ici à l'explicitation notionnelle de ce qui n'était auparavant que métaphore. Si l'on passe sur la référence aux peintures des ports français de Vernet au XVIII^e siècle, « l'emporium moderne » (adjectif qui marque bien l'origine ancienne de la notion mais son acclimatation dans un contexte que Vidal caractérise comme nouveau) se définit principalement par une démesure, c'est-à-dire une dimension inédite, qui résulte d'un processus de centralisation (de la navigation, du commerce, de l'industrie même, et Vidal parle bien ici d'industrie sur l'eau avant l'heure). Ces emporia mondiaux jouent ainsi dans « la circulation mondiale », non pas seulement le rôle de nœuds, mais celui de véritables aimants déformant les circuits qu'on pourrait dire naturels de la circulation, et construisant de fait le réseau mondial en en polarisant les flux.

Dans l'entre-deux-guerres, les géographes continuent d'employer le même type d'expressions pour décrire les mêmes d'objets. L'exemple le plus révélateur est sans doute le réemploi par Camille Vallaux de ses idées de 1908 dans *La géographie de l'histoire*, après le rappel des causes historiques du peuplement littoral (pêche, cabotage...) :

Mais il y a un autre agent du peuplement maritime qui a conservé toute sa force, et l'accroît même encore tous les jours, au cours de l'âge où nous vivons. C'est le commerce de mer : non pas celui qui se fait de port en port le long des côtes, mais celui qui trace ses grandes routes soit au large de l'Atlantique et du Pacifique, entre les continents, soit de l'Europe occidentale en Chine, par la Méditerranée et par l'Océan Indien. Ce commerce fait entrer les mers du large dans le domaine commun des hommes : il appelle autour de ses têtes de ligne, de ses carrefours, de ses points de rayonnement et de ses entrepôts, une population sans cesse croissante. (1921, p. 161)

La dernière phrase de ce passage donne en effet une définition de l'emporium mondial. Cet ouvrage utilise en outre à plusieurs reprises le terme même d'emporium. Plus largement, la préoccupation pour les grands ports est constante, voire croissante ; plusieurs textes se consacrent d'ailleurs à l'étude d'un port ou d'un groupes de ports, tel l'article de Demangeon sur Anvers en 1918, décrit comme l'un des « plus grands foyers commerciaux du monde » (p. 308), ou telle sa note sur New York en 1931. Ce port passerait « de la fonction de port colonial à celle de port d'un arrière-pays continental et enfin à celle de port de relations universelles » et deviendrait un « colossal emporium maritime » (1931c, p. 205). La notion de port mondial ou universel connaît également une grande diffusion, la plupart du temps appliquée à Londres ou à New York (voir par exemple le volume sur l'*Amérique septentrionale* de Henri Baulig en 1936, p. 355-356).

Les grands ports mondiaux deviennent les manifestations urbaines de l'ordre économique mondial. C'est ce que suggère Jules Sion dans sa relecture du principe rittérien des articulations littorales dans le contexte méditerranéen :

Dans les temps modernes, beaucoup de ports ont perdu toute activité, parce que leurs dimensions devenaient insuffisantes pour les navires plus grands, ou parce qu'une vie générale se substituait aux vies locales. Cependant des côtes articulées ont conservé longtemps leur animation, même au voisinage de grandes cités qui, semble-t-il, auraient dû l'accaparer. (...) C'est depuis l'ère de la vapeur que le commerce s'est décidément concentré dans quelques emporia, laissant au silence la multitude des havres. Pour un grand port moderne, il est nécessaire et suffisant d'avoir une excellente situation par rapport aux courants du trafic (Gênes, Trieste) ou à une région riche (Naples, Patras). Le site ne semble plus compter. (1934, p. 377)

Retrouvant des éléments de la définition vidalienne de l'emporium moderne, Sion rapporte l'évolution des ports à l'évolution même de la « vie générale » au XIX^e siècle, quand la révolution des transports invalide nombre de « sites » locaux pour privilégier les meilleurs « situations » : on retrouve encore une fois l'idée que la situation mondiale l'emporte désormais sur le site local. C'est là semble-t-il un élément essentiel de la pensée à l'échelle mondiale en géographie. Dans un article des *Annales* de 1936 sur Dakar, Charles Morazé, historien alors proche des géographes, explicite encore davantage le lien entre conjoncture mondiale et évolution des ports, Dakar devenant en effet un port « primordial dans l'Atlantique Sud » et « la grande métropole française en Afrique Occidentale » :

Ce phénomène ne peut être expliqué que si on l'intègre dans l'évolution même de l'économie mondiale. Dakar doit son succès plus à sa situation qu'à son site. En cela, cette ville nous paraît éminemment caractéristique de la civilisation moderne, symbolique de l'élargissement de la vie économique du globe et, phénomène lié, du perfectionnement des techniques qui assurent décidément la primauté de l'homme sur les conditions naturelles. (p. 607)

De la sorte, le grand port ou l'emporium mondial (et Dakar ne l'est peut-être que par extrapolation impériale) se définit en relation avec une certaine *mondialisation* économique. Car l'économie mondiale fonctionne en s'appuyant sur des nœuds, sur des points de convergence économique et démographique : dans l'analyse du réseau, quel qu'il soit, les géographes prêtent grande attention aux points de jonction entre les lignes, aux ports, bientôt aux « principaux nœuds du réseau aérien », qui sont ou que deviennent par exemple, en Europe, Paris, Londres, Amsterdam, Hambourg, Copenhague (CROZET, 1926, p. 393). Dès 1925, Crozet pressentait que « l'aéro-port deviendra un des organismes nécessaires de la grande ville moderne » (1925, p. 11). Les mêmes noms, de fait, reviennent souvent, comme chez Vallaux et Vidal à propos des ports : quand Vidal cite New York, Londres, Boston, Hambourg et Marseille..., Vallaux cite Marseille, Rotterdam, Anvers, Hambourg et

Liverpool, ajoutant qu'il ne faudrait oublier ni Londres ni New-York, les « deux plus grandes villes du monde ».

2.2.2. L'apparition des villes mondiales

La géographie des grandes villes du monde. Le cas de Londres

Dans ces listes, en effet, d'emporia, de grands ports puis d'aéroports, certaines parmi les plus grandes villes du monde apparaissent. Les phénomènes de croissance et de concentration urbaines ne se réduisent certes pas à la problématique portuaire ; le dynamisme remarquable des grandes villes est lié, plus qu'à l'identité portuaire, à des interconnexions de réseaux de toutes natures (maritimes, terrestres, aériens, commerciaux...), ainsi qu'à l'affirmation de la puissance politique. Nous avons montré par ailleurs que les années 1900-1910 se caractérisent par un fort intérêt des géographes pour les grandes villes et même pour les villes mondiales (ARRAULT, 2006c). Si l'on définit la ville mondiale comme une « organisation urbaine caractérisée par la concentration fonctionnelle, pôle de structuration de l'espace et d'impulsion économique à l'échelle planétaire, nœud de commutation des réseaux mondiaux » (MORICONI-EBRARD, 2003, p. 992), il ne paraît pas exagéré de considérer les grandes villes de l'époque comme des villes mondiales. Ce qui nous avait paru important, c'était le passage d'un paradigme capital (façon de considérer la ville la plus importante d'un territoire comme sa *capitale* et de penser l'organisation d'un territoire en fonction de sa tête) à un modèle du *réseau*, où un espace s'organise par les relations existant dans un groupe de pôles interconnectés. Notre hypothèse était que les géographes ont longtemps privilégié, dans leurs études urbaines à toutes les échelles, le paradigme capital, même si le réseau urbain a été assez vite théorisé à l'échelle régionale et nationale au XIX^e siècle, et même si on pourrait considérer que le modèle capital exprime une certaine forme de réseau hyper-centralisé. En tout état de cause, s'agissant de la géographie des villes à l'échelle mondiale, si les géographes s'attachent couramment à chercher un centre ou une capitale du monde, les faits de mondialisation (comme la mise en place d'un réseau mondial de circulation) les contraignent cependant à penser un réseau urbain d'échelle mondiale. En la matière, cette évolution conceptuelle correspond à un bouleversement majeur, la perte, par Londres, de son statut de capitale du monde : dans les années 1900, d'autres très grandes villes sont apparues, souvent situées sur les axes principaux du réseau de circulation, dans des Etats puissants (on commence à les appeler des puissances mondiales), et c'est particulièrement le cas de New York. Mais au XIX^e siècle, Londres a été la capitale du monde, centre économique d'une « première mondialisation » qui s'organise depuis la *City* (voir p. 161). Comme le dit Elisée

Reclus, Londres est la « ville centrale de commerce par rapport au monde entier » (1879, p. 500), le port le plus important, le seul marché pour des produits venant de toutes les parties de la Terre, l'intermédiaire nécessaire entre zones productrices et zones consommatrices. Londres est l'entrepôt et le port mondial, le centre des réseaux en constitution, notamment maritime et télégraphique (voir p. 251).

Entre Londres et le monde, c'est alors une relation de type organique entre la tête et le corps. Londres est le lieu d'où le monde est conduit : « Presque toutes les entreprises coloniales sont commanditées à Londres ; les mines de l'Amérique du Sud sont exploitées indirectement par les banquiers de la Cité ; ce sont eux aussi qui ont construit les chemins de fer et les ports du Brésil, de la Plata, du Chili » (RECLUS, 1879, p. 537). Mais Londres est aussi le prototype de la nouvelle métropole mondiale. Modèle de la ville géante et moderne, modèle de nouvelles dynamiques urbaines (migrations pendulaires, spécialisation du centre-ville dans les activités de décision), Londres voit pourtant d'autres grandes villes la rattraper et émerger un « réseau » mondial de métropoles. Les premiers niveaux de l'armature urbaine mondiale sont de fait en pleine mutation, des « villes géantes » apparaissent (BAIROCH, 1985, p. 359) : le nombre de villes millionnaires passe de une en 1800 (Londres) à 17 en 1900 (MORICONI-EBRARD, 1993, p. 112). Il n'est pas étonnant dès lors de constater un intérêt croissant autour de 1900, dans les sciences sociales, pour ces nouveaux objets (MONTIGNY, 1992 ; ROBIC, 2003a) : l'agglomération, la banlieue, la métropole, la grande ville, les « villes millionnaires », pour reprendre une catégorie de Brunhes dans la *Géographie humaine* (1910, p. 16). Et peut-être la *ville mondiale*. La géographie, contrairement à ce qu'on pense souvent, n'a pas été, à cette époque, indifférente aux transformations des villes. Vidal de la Blache affirme même, dans le compte rendu important mais peu connu qu'il rédige dans la *Bibliographie* de l'article d'Elisée Reclus, « *The Evolution of Cities* », que « l'évolution des cités est un des sujets les plus dignes d'attirer l'attention des géographes » (1896b, p. 62). Et il souligne l'intérêt d'étudier les plus grandes villes : « La croissance de ces organismes qui s'appellent Londres, New-York, Paris, Berlin, etc., et celle, plus extraordinaire encore peut-être, de Melbourne, Sydney, semble affecter l'équilibre même des sociétés et des Etats » (*ibid.*).

L'émergence de la notion de ville mondiale

Les géographes sont bien conscients de l'émergence d'une nouvelle classe de villes, la même poignée de noms revenant toujours : Londres, Paris, New York, Berlin, Chicago

(Encadré 8). Mais leurs outils descriptifs et analytiques évoluent assez peu, ce qui les contraint soit à se contenter d'énumérations, soit à tâtonner conceptuellement : « cité principale », « grande ville du monde », « cité capitale »... sont des expressions récurrentes.

Pour Elisée Reclus, « Chicago, la cité principale, qui déjà depuis le milieu du siècle ravissait à Cincinnati le titre de “Reine de l'Ouest”, vient de se révéler, au recensement de 1890, comme supérieure à Philadelphie en population, et cherche maintenant à distancer New York, qui a dû lui céder l'honneur d'être le siège de l'Exposition “mondiale” en 1893 » (1892, p. 413-414). Reclus fait aussi ce pronostic : « Actuellement la ville qui paraît avoir le plus de chances pour devenir le foyer vital de toute la confédération est sans conteste Chicago » (*ibid.*, p. 665). A la même date, dans les *Annales de Géographie*, Lucien Gallois risque un pronostic équivalent quant à la capacité de Chicago de s'assurer, « dans l'avenir, un des premiers rangs parmi les grandes villes du monde » (1892a, p. 292). Nous tenions à signaler cette convergence de vues, ainsi que l'occurrence précoce, et entre guillemets, du terme mondial, synonyme ici d'universel.

Encadré 8 : Chicago, une grande ville du monde en plein essor à la fin du XIX^e siècle.

Certains textes néanmoins vont au-delà et font déjà résonner de nouvelles notions. Telle métaphore par exemple d'Elisée Reclus, parlant des grandes villes du monde comme des « ganglions humains » (1905, p. 327), ou, parce que la *Table des matières* de *L'Homme et la Terre* indexe cette page sous cette autre expression, des « ganglions mondiaux ». Autre procédé, l'anticipation de nouveaux équilibres de puissance par comparaison des situations :

L'un des points vitaux pour le commerce mondial est indiqué comme devant se trouver dans le détroit de Torrès à l'extrémité orientale de cette admirable avenue dont l'autre extrémité est gardée par Singapour. Le village de Somerset, sur la pointe australienne de York-Peninsula, le marché de Thursday Island (...), enfin quelques autres groupes de colonisation insulaires, peut-être aussi Port-Moresby dans la Nouvelle-Guinée, tels sont actuellement les seuls indices de la Londres ou New-York future que l'on s'attend à voir surgir dans ce détroit (...). (1908, p. 37)

Elisée Reclus fait preuve ici d'une conception quasi déterministe de la localisation des grands nœuds du commerce mondial, à quoi il paraît réduire Londres et New York, alors que cette fonction commerciale et la situation géographique n'est pas suffisante pour produire de telles métropoles. Il a cependant très nettement perçu que la hiérarchie urbaine mondiale se transformait, tout en demeurant en-deçà d'une véritable conceptualisation : à preuve, dans cet extrait, la substantivation des toponymes Londres et New York.

Le pas est seulement franchi dans les années qui suivent la mort de Reclus, l'expression « ville mondiale » apparaissant autour de 1910 (chez Patrick Geddes en 1915 par exemple, quoique le sens de sa « *world city* » soit plus proche de conurbation que de ville mondiale). Que Maurice Zimmermann l'ait aussi employée, à au moins deux reprises autour de 1910 (c'est, en l'état actuel de nos connaissances, les occurrences les plus anciennes en français), mérite donc d'être mis en valeur, en tant qu'invention d'un nouvel objet scientifique. Une

série de recensements nationaux (1911a, 1911c) lui offre l'occasion, dans la *Chronique*, d'analyser un certain nombre de phénomènes liés à l'urbanisation. L'expression apparaît pour la première fois au sujet de la croissance exceptionnelle de New York (ce n'est pas anodin) : « Aucune autre ville mondiale ne s'accroît aussi vite : Londres est encore la plus peuplée, mais l'accroissement de New York est plus de deux fois plus rapide, et, sans doute, la ville arrivera au premier rang dans la prochaine décade » (1911a). Zimmermann utilise l'expression pour décrire quelque chose qui n'avait pas encore été soumis au procès de conceptualisation : un ensemble de villes d'importance mondiale. Cette notion urbaine relève, il est vrai, d'abord d'une réalité démographique. Mais l'évolution quantitative n'est pas indépendante d'une certaine mutation qualitative, touchant à l'étalement des banlieues et à la concentration, dans un centre-ville qui perd ses habitants, des activités commerciales et financières, selon le modèle de la *City* londonienne. La deuxième occurrence surgit dans l'article que Zimmermann consacre à la *Géographie humaine* de Jean Brunhes – qui ne semble pas avoir utilisé l'expression – et où il lui reproche d'analyser les villes de façon morcelée : « A propos de la houille, l'auteur nous parle de phénomènes urbains de la plus grande importance qui n'ont rien à faire avec elle, tels que le vide exercé par les villes mondiales sur leur pourtour et la “Citybildung”, qui sont plutôt un effet des communications intra et extra-urbaines » (1911b, p. 102). Par cet étrange mot composé de *Citybildung* (formation d'un centre-ville d'affaires), associant un terme anglais et un terme allemand, s'esquisse une généralisation notionnelle pour ce l'effet de *City*, et l'expression de ville mondiale s'ancre par ce biais dans le cadre plus large de la métropolisation.

Cette trop courte présentation des enjeux urbains de la mise en place d'un réseau mondial de communication, nous invite cependant à un nouveau type de questionnement : ce qui est en jeu, dans la mise en place des réseaux de circulation et dans l'urbanisation du monde, ce n'est pas seulement les dynamiques d'une économie mondiale dont on a vu qu'elle conditionnait de plus en plus les réalités géographiques locales, régionales ou nationales, mais une géographie de la puissance économique et politique. Les réseaux expriment une domination sur l'espace, comme la puissance des villes traduit en partie celle des Etats. Les choses, là encore, sont liées : commerce, circulation, urbanisation, trois dimensions d'une puissance qui s'exprime désormais à l'échelle du monde et qui est, de plus en plus, perçue comme telle par les géographes. A côté de l'économie mondiale et du réseau mondial, un troisième objet, la puissance mondiale, émerge donc dans le discours géographique.

Chapitre 5

La politique mondiale en géographie.
Raisonnement *géopolitique* et pensée du
Monde

L'analyse géographique de l'économie et de la circulation mondiales est pas déconnectée d'une appréciation plus générale de la puissance politique, d'une part, mais d'autre part aussi, de l'incarnation de cette même puissance dans l'espace. Décrire un Etat comme une puissance, c'est en effet parler de la manifestation spatiale de sa capacité à agir ; cette manifestation a un point origine (c'est la capitale), un domaine d'attribution (le territoire national), une sphère d'influence et des axes au long desquels cette influence se diffuse. Or en 1900, il est clair que le champ d'influence de la puissance politique et économique est de dimension potentiellement planétaire. Les « puissances » agissent désormais sur un échiquier (le mot n'est pas anachronique) dont toutes les cases sont occupées ou en voie de l'être. On retiendra à cet égard le caractère exemplaire, quoique d'abord largement performatif, de la *Weltpolitik* inaugurée par Guillaume II : il s'agit de lancer l'Empire allemand dans une stratégie de puissance planétaire, d'en faire une puissance capable d'intervenir dans toutes les parties du monde. Et de fait, dans les années 1890-1900, de nouvelles puissances entendent peser dans le devenir du monde, l'Allemagne donc, mais aussi le Japon, les Etats-Unis surtout, d'autres encore, plus secondairement. La nouveauté de cette situation réside non pas tant dans la pluralité des puissances – caractérisant déjà le « concert des nations » au XIX^e siècle – mais dans l'irruption d'Etats non européens.

C'est le point clé, et à un double titre : parce qu'on peut désormais parler proprement d'une politique mondiale, et parce que cette irruption, révélant le déclin relatif de l'Europe dans le monde, explique pour partie les rivalités économiques, commerciales, urbaines etc., que nous avons entr'aperçues jusqu'à présent. Pour résumer ce tournant essentiel, ou pourrait considérer qu'avant l'entrée en scène de ces puissances extra-européennes, il n'existe qu'une politique de l'Europe dans le monde : le monde est européen ou européanisé. Mais le monde est en train de s'émanciper de la tutelle européenne. Le *monde* précisément advient parce que l'Europe reflue. Il n'est sans doute pas anodin que le *Nouveau Larousse Illustré*, dans sa définition du terme mondial, choisisse la « politique mondiale » comme exemple : il y a là un fait massif, le monde se *mondialise* en partie parce que l'Europe ne règle plus seule son sort. Voilà peut-être pourquoi l'expression « puissance mondiale » apparaît à cette époque, alors qu'il existe des puissances ou des empires de dimension planétaire depuis fort longtemps : l'empire de Charles Quint par exemple, sur lequel, pour reprendre le mot célèbre, le soleil ne se couche jamais. Mais autour de 1900, la diffusion d'un discours sur la et les puissance(s) mondiale(s) témoigne de l'apparition d'un nouvel objet, pas seulement géographique (car la notion de puissance mondiale est liée aux sciences politiques), au croisement d'une

transformation des relations internationales et d'une nouvelle façon de penser le monde, qu'on dira bientôt *géopolitique*¹, et qui présente l'intérêt méthodologique de s'être établie de manière transnationale, avec un poids tout particulier des auteurs allemands. Le thème des puissances mondiales interroge donc à la fois des tendances observables dans les relations internationales et des logiques disciplinaires : l'émergence de la géopolitique prend sens dans l'évolution du traitement en géographie des enjeux de cette politique mondiale.

1. La géographie des puissances mondiales. Contexte et circulation transnationale des notions

1.1. Les Etats-Unis, « puissance mondiale ». Une découverte des années 1900

« L'aigle américaine a pris son vol à travers le monde. Il lui faut, pour se reposer, des aires en maints rivages, en Chine, aux Philippines, aux îles Hawaï, dans l'isthme américain, à Cuba, à Porto Rico, d'où son œil guette déjà les Canaries. Telle est à vol d'oiseau la sphère d'influence, ou plutôt la proie convoitée par les Etats-Unis. Qui ne voit que ce vaste empire des mers ajouté à une immense superficie continentale ouvre à leur influence le monde entier ? »

F.-E. JOHANET, 1898, p. 521.

« Cette immensité mondiale de la République nord-américaine, ce géant qui étend les bras d'un côté sur l'Atlantique, de l'autre sur le Pacifique, n'a pris forme et vie dans l'ensemble des nations que depuis un petit nombre de décades. Un peuple nouveau a surgi soudain parmi les autres peuples, et de tous le plus puissant. »

Elisée RECLUS, 1908, p. 97.

1.1.1. La montée en puissance des Etats-Unis

L'émergence des Etats-Unis sur la scène internationale au tournant du XX^e siècle est un fait bien connu : 1898 marquerait même, selon Neil Smith, le premier moment de l'ambition globale des Etats-Unis, le premier moment du « siècle américain » (2003, p. XIII). Dans les chapitres précédents, plusieurs éléments ont déjà été signalés, par exemple la montée en puissance de l'économie américaine (voir par exemple plus haut ce qu'en disent Marcel Dubois et Joseph-Georges Kergomard en 1897, p. 159 *et sq.*, ou bien l'importance des Etats-Unis dans la question du coton, Encadré 3, p. 164). On a également déjà bien mis en lumière la façon dont se transformait, avant la Première Guerre mondiale, la vision des Européens et en particulier des Français sur les Etats-Unis (PORTES, 1990). L'analyse menée par Jacques Portes de l'opinion française sur les Etats-Unis de 1870 à 1914 embrasse à l'évidence le champ que nous parcourons ici, mais elle se veut pratiquement exhaustive dans les thèmes

¹ Ce n'est pas un hasard si Michel Korinman a intitulé son travail de 1990 sur la géographie politique et la géopolitique allemandes, *Quand l'Allemagne pensait le monde*.

abordés (culture, religion, éducation, économie, politique...) et, de ce fait, n'accorde que peu de place à chaque thématique. Pour ce qui est par exemple du thème de la « puissance mondiale », il ne lui consacre qu'une page et demi (sur 458) dans un chapitre sur l'impérialisme qui se trouve être le quatorzième (sur quinze). Autant dire que c'est peu de choses et qu'il n'a pas le temps d'en tirer les implications que nous y trouvons pour notre part ; il ne commente d'ailleurs même pas l'expression. Son corpus, au demeurant, est non spécialisé et se compose de quelques grandes revues et périodiques généralistes de l'époque (*Revue des deux mondes*, *Le Temps*, *Le Correspondant*, *Revue de Paris*, *Nouvelle Revue*, *Journal des Economistes*, *Revue socialiste*) et d'une masse d'ouvrages de toutes natures. Ce corpus bien différent et son point de vue franco-centré font qu'il laisse au final échapper un certain nombre de références, majeures nous semble-t-il, comme l'article de Henri Hauser de 1901 déjà cité (« L'entrée des Etats-Unis dans la politique "mondiale" d'après un Américain ») ou les textes de l'Américain Archibald C. Coolidge. Par ailleurs, s'il fait une place à certains géographes dans l'*Index* (Emile Levasseur, Elisée Reclus, André Siegfried et Paul Vidal de la Blache) et dans la liste des ouvrages de son corpus (manuels scolaires de Fernand Maurette, Louis Gallouédec ou Eugène Cortambert, *Géographie universelle* de Reclus...)², cette place est marginale puisque la plupart des références ne sont pas utilisées, et que les géographes indexés ne le sont pas en tant que tels. Levasseur l'est comme économiste (p. 8), Vidal et Siegfried comme simples voyageurs, Vidal pour un article de 1905 dans la *Revue de Paris* (« A travers l'Amérique du Nord »³), Siegfried pour un ouvrage paru en 1916, *Deux mois en Amérique du Nord à la veille de la guerre (juin-juillet 1914)*. Reclus a un traitement un peu plus étoffé, de par son statut d'ancien communard et d'auteur connu pour ses idées de gauche (p. 153) et ses opinions originales, comme sur le problème des races aux Etats-Unis (p. 121). Mais pas une fois le mot de géographe n'apparaît. Et le fait est d'autant plus gênant pour nous que ce qui frappe, dans le discours géographique de l'époque, c'est bien la prégnance du problème américain ou, pour reprendre l'expression courante au début des années 1900, du « péril américain » (PORTES, 1990, p. 348). Question de point de vue et d'ancrage disciplinaire sans doute...

En revanche, plus conséquente nous paraît être la minimisation du thème de la puissance mondiale dans l'ouvrage de J. Portes. Dans les quelques lignes qu'il y consacre, il commence par noter que, pour les Français d'alors, « l'impérialisme américain n'aspire pas,

² Daniel Bellet apparaît également dans l'annexe pour plusieurs de ses articles du *Journal des Economistes*.

³ « L'article est particulièrement riche, par l'acuité du regard et l'originalité des observations » (PORTES, p. 83).

dans un premier temps en tout cas, à s'exercer sur le monde entier mais reste relativement limité au continent américain et au Pacifique » (p. 359). Il se contente ensuite d'évoquer brièvement quelques péripéties diplomatico-militaires liées au canal de Panama et au Mexique. Or, la dimension mondiale des ambitions américaines semble avoir beaucoup plus d'importance que cela aux yeux des contemporains. Un texte que J. Portes signale en annexe (p. 413) sans l'utiliser (« Le monde aux Américains » de F.-E Johanet, paru en 1898 dans *Le Correspondant*), mais dont nous inscrivons en épigraphe un extrait, repose bien sur le sentiment d'un impérialisme américain d'échelle mondiale. Son titre même est révélateur que les Etats-Unis apparaissent, au moins pour un certain nombre d'observateurs, comme ayant une ambition mondiale, voire comme étant une « immensité mondiale » selon l'expression d'Elisée Reclus (voir la seconde épigraphe). A cet égard, la position de Henri Hauser pourrait également être rappelée : il fait notamment paraître en 1905 *L'impérialisme américain*, ouvrage que J. Portes a repéré dans sa bibliographie mais n'a pas commenté, mais sur lequel s'appuie largement Claude Fohlen dans son article de 2006 sur Hauser et l'Amérique. La fin de *L'impérialisme américain*, citée par C. Fohlen, est révélatrice d'une double prise de conscience :

Le « péril américain » n'est que l'expression de cette vérité : à savoir que l'Europe n'est plus la reine du monde. Mais nous ne marchons pas davantage vers l'américanisation de la planète... L'impérialisme américain ne fait qu'avancer l'heure où l'humanité sera organisée selon la loi de division géographique du travail, c'est-à-dire l'heure où chaque peuple fera surtout ce pour quoi la nature l'a doué de la façon la plus éminente. (HAUSER, 1905, cité par FOHLEN, 2006, p. 238⁴)

A l'affirmation d'un basculement de la puissance dans le monde de l'Europe vers les Etats-Unis, répond, dans une formulation qui rappelle les théories classiques de David Ricardo, la conscience que l'essor des Etats-Unis prépare une division géographique du travail à l'échelle mondiale. Une certaine forme de *mondialisation* ne deviendrait pensable qu'une fois le monde dégagé de la seule tutelle européenne.

Et de fait, « l'Europe n'est plus la reine du monde ». Phrase qui résume à merveille cette dimension fondamentale du discours sur le monde des années 1900. Le « déclin de l'Europe » en effet, n'a pas attendu l'ouvrage fameux d'Albert Demangeon en 1920 pour devenir une préoccupation géographique. Lui-même d'ailleurs, nous le verrons, s'en soucie dès le début du siècle. Elisée Reclus est aussi très conscient, par exemple en matière de hiérarchie urbaine (ARRAULT, 2006c, p. 15), que les grands équilibres du monde sont de plus en plus

⁴ C. Fohlen, qui a par ailleurs été le directeur de thèse de J. Portes, écrit ensuite un peu rapidement que le terme « américanisation » est employé « là où actuellement on dit plutôt globalisation ou mondialisation ».

défavorables à l'Europe. Henri Hauser également, dans ce texte de 1905, comme dans l'article de 1901 : « L'équilibre des forces "mondiales" a été modifié, et ce n'est plus à l'Europe seule qu'appartiendra dorénavant le gouvernement du globe » (p. 456). D'autres encore. Cette idée d'un détrônement de l'Europe contribue, dès avant 1914, à faire émerger un nouveau modèle dans l'analyse géographique des relations internationales, un modèle *mondial*, qui aura une grande pérennité et qui se façonne en opposition à un modèle plus ancien que nous pourrions dire *européen* (nous en donnerons une analyse plus détaillée dans la partie suivante). A cet égard, Paul Vidal de la Blache se situe à cheval entre les deux modèles : Vidal considère en effet le monde comme largement dominé par l'Europe, même s'il constate bien la montée en puissance des Etats-Unis, ancienne colonie britannique s'imposant comme puissance rivale de la Grande-Bretagne et de l'Europe entière. En 1894, dans la planche « Grandes voies de communication » de l'*Atlas général Vidal-Lablache*, il observe que « le plus puissant courant commercial est celui qui relie l'Europe et les Etats-Unis ; à ses deux extrémités (...) sont les plus grands marchés du monde ». Mais Vidal ne surestime pas la montée en puissance des Etats-Unis, ni celle des autres pays neufs des régions tempérées, car, moins densément peuplés, ces pays sont surtout des exportateurs de matières premières en direction de l'Europe industrialisée. Dans un article de la *Revue de synthèse historique*, il observe ainsi que « les contrées européanisées sont devenues les pourvoyeuses de la vieille Europe » (1903, p. 231). L'Europe, dans ce modèle de transition (un monde à deux foyers), exerce encore une manière d'impérialisme général à la fois sur ses colonies propres, et sur les pays neufs déjà émancipés ou en voie d'émancipation politique, mais qui restent dominés économiquement dans une relation où l'Europe, atelier du monde, en consomme les richesses, les transforme et réexporte ensuite ses produits manufacturés. Dans la planche « Europe, Industrie », parue dans la 3^e livraison de l'*Atlas* en février 1891, Vidal note par exemple que, « l'industrie européenne empruntant ses matériaux au monde entier, il n'y a qu'un planisphère qui permette d'embrasser l'ensemble des contrées qui lui servent de tributaires ». Le monde paie donc en quelque sorte *tribut* à l'Europe. Mais le schéma se modifie progressivement, nous l'avons dit, aux dépens de l'Europe vieillissante et au profit des Etats-Unis en pleine croissance. Sur ce point, la comparaison de la planche « Etats-Unis et Mexique » dans sa version de mai 1891 (6^e livraison) et dans celle de 1894, offre un indice éclairant, même s'il n'y a que trois ans d'écart. S'attachant aux atouts de l'Amérique dans la compétition internationale, Vidal reconnaît, en 1894, que, « dans la concurrence économique entre l'Europe et l'Amérique, celle-ci n'a pas de meilleure arme que son magnifique système de communications ». Mais en 1891, il introduisait une modalité significative : « Dans la concurrence économique qui se

dessine entre l'Europe et l'Amérique... ». Maurice Zimmermann fait, en 1902, une analyse similaire, dans son compte rendu pour la *Bibliographie* du livre de Georges Villain, *Le fer, la houille et la métallurgie à la fin du XIX^e siècle*, ce dernier montrant que la France perd du terrain par rapport à l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis. De fait, « sur tout son livre plane, comme une ombre inquiétante, le souci de la concurrence américaine qui s'organise » (1902, p. 63). Double constat qui invite à penser que les années 1890 font bien transition entre un monde dominé par une tête unique et un monde à deux foyers. Or ce dédoublement explique en partie l'émergence de la notion de puissance mondiale.

1.1.2. L'analyse de l'historien américain A. C. Coolidge

Il y a vingt ans, l'expression de « puissance mondiale » était inconnue dans la plupart des langues ; aujourd'hui c'est un terme courant d'un usage constant et général dans les discussions politiques. Mais le terme manque de précision. On n'est pas d'accord sur ce qu'il signifie, sur les pays auxquels on peut l'appliquer avec exactitude, ni sur le moment où il leur est devenu applicable. Néanmoins, l'expression, « puissance mondiale », signifie une conception assez nette et d'origine récente, quoiqu'il n'y ait rien de nouveau dans les sentiments politiques dont elle s'inspire. L'idée qu'un seul peuple doit dominer le monde est déjà ancienne : ce fut l'idée de la Rome impériale et de la Chine impériale ; c'est une ambition qui se rencontre encore. »
Archibald C. COOLIDGE, 1908, p. 1.

La lecture de la *Bibliographie géographique* a révélé deux publications prenant pour thème les Etats-Unis comme puissance mondiale, un article de 1907 (« Les Etats-Unis comme puissance mondiale », compte rendu de Paul Girardin en 1908) et un ouvrage de 1908 (*The United States as a world power*, compte rendu de Henri Baulig en 1909), tous deux ayant pour auteur Archibald Cary Coolidge (Encadré 9).

Archibald Cary Coolidge (1866-1928) est une grande figure universitaire des Etats-Unis au tournant du XX^e siècle (voir la nécrologie publiée par Tasker Bliss dans *Foreign Affairs* en 1928). Descendant de Thomas Jefferson, il fait partie de la haute société américaine. Diplômé de Harvard en histoire en 1887, il revient y enseigner l'histoire de l'Europe orientale (SMITH, 2003, p. 120) quelques années plus tard pour ne plus quitter cette université. De 1887 à 1893, il étudie l'histoire et la philosophie aux universités de Berlin et de Fribourg, années pendant lesquelles il voyage dans toute l'Europe. Ce goût pour les voyages et l'observation directe ainsi que sa conception de l'histoire comme devant enseigner à se comporter dans le présent pour améliorer la vie des hommes, comme discipline pratique en somme, explique sans doute qu'il se soit très vite intéressé à l'actualité politique et diplomatique du monde. Pendant ses années européennes, il sert ainsi le Département d'Etat comme secrétaire d'ambassade à Saint-Petersbourg et à Vienne, puis est même secrétaire de son oncle, Thomas Jefferson Coolidge, ambassadeur à Paris. Pendant la guerre, il sert comme agent du Département d'Etat en Russie et en Suède. Il sera d'ailleurs membre de la délégation américaine à la Conférence de la Paix en 1919. Son statut de grand universitaire lui permet en outre, dès les années 1900, de visiter les grandes universités européennes (Paris, Berlin...) comme professeur invité. Après la Guerre, décidément préoccupé par les questions politiques, il est choisi par le *Council on Foreign Relations* pour être le responsable éditorial de sa revue, *Foreign Affairs*, poste qu'il conserve jusqu'à sa mort.

Encadré 9 : Eléments biographiques sur Archibald C. Coolidge.

Les lignes données en épigraphe sont les toutes premières de l'ouvrage, paru à la fois en anglais, en allemand et en français. L'auteur, qui est l'un de ces professeurs qui traversent l'Atlantique, après 1898, quand la France, d'après Jacques Portes, se rapproche des Etats-Unis (1990, p. 14-15), y reprend une série de conférences faite à la Sorbonne en 1906-1907, dont la première est l'article publié en 1907 dans la *Revue économique internationale*. L'éditorial de janvier 1907 de cette revue nous apprend que ces conférences ont été très suivies et très remarquées. Ces conférences traitent, pour reprendre une phrase d'Anatole Leroy-Beaulieu dans sa préface à l'ouvrage⁵, de « l'irruption de ce qu'on appelle l'impérialisme américain dans ce qu'on nomme la politique mondiale » (COOLIDGE, 1908, p. V). Phrase symptomatiquement chargée de deux modalités qui disent la nouveauté de ces deux énoncés, « impérialisme américain » et « politique mondiale ». Il s'agirait en outre, selon Henri Baulig, du meilleur livre « qui ait paru sur la politique extérieure des Etats-Unis » (1909, p. 67). Et donc pour nous d'un remarquable point d'entrée dans ce champ problématique. Revenons à ces lignes d'introduction. Coolidge y développe deux idées principales : celle de la nouveauté de l'énoncé « puissance mondiale » et de sa signification encore incertaine (ce qui s'accorde bien avec le statut de l'ensemble des énoncés *mondiaux* avant 1914) et celle de l'ancienneté des « sentiments politiques » qui inspirent cette notion. L'expression « puissance mondiale » elle-même, apparaîtrait vers la fin des années 1880, mais il n'en dit, ici, pas plus, à la différence de l'article de 1907 qui constitue une première version de l'introduction du livre :

Il y a vingt ans, l'expression était inconnue en français et en anglais. Comme beaucoup de choses chez nous, comme cette expression *was made in Germany*, et comme bon nombre de phrases politiques, elle manque d'exactitude.

Malgré une maladresse stylistique, on comprend donc que l'expression vient d'Allemagne.

Coolidge se voit alors contraint, puisque recourant à une notion en vogue mais non fixée, de procéder à une clarification⁶ ; c'est l'objet de l'introduction, qui s'offre d'abord comme un examen historique. Après le rappel des différentes puissances qui ont dominé successivement le monde, il en vient aux « changements assez considérables » qui ont marqué la fin du XIX^e siècle (1908, p. 4), associés à la « curée » coloniale (p. 5) dont les Etats-Unis ne sont pas absents (p. 7), ni l'Allemagne, l'Italie, la Russie, le Japon. Quelques événements ont un rôle clé, la guerre sino-japonaise de 1894, la guerre américano-espagnole de 1898 :

⁵ Anatole Leroy-Beaulieu (1842-1912), frère de Paul, est alors directeur de l'Ecole des Sciences politiques.

⁶ Il procède au même type d'éclaircissement notionnel qu'un an plus tôt, dans la même revue, von Inama-Sternegg pour l'expression « économie mondiale » (voir p. 147).

C'est au cours des discussions provoquées par cette série d'événements extraordinaires que les écrivains politiques, en formulant les principes du nouvel état de choses, commencèrent à faire usage d'une expression qui maintenant est devenue courante, celle de « puissances mondiales », – c'est-à-dire, puissances qui sont directement intéressées dans toutes les parties du monde, et dont la voix doit partout être écoutée. Le terme, comme nous l'avons remarqué, n'est pas d'une exactitude scientifique, car chacune des soi-disant puissances mondiales a certaines sphères où ses intérêts sont d'une importance primordiale, et d'autres où ils sont peu considérables. (p. 7-8)⁷

Le contexte de l'apparition de l'expression est maintenant caractérisé : le monde a changé, de nouvelles puissances jouent désormais un rôle mondial. C'est l'analyse de ce changement qui pousserait certains observateurs politiques, notamment allemands, à forger une nouvelle notion. Coolidge donne également une définition plus théorique des puissances mondiales (en en faisant une notion plus opératoire scientifiquement) qui associe une forme d'ubiquité (être partout dans le monde ou du moins être partout écouté) et une forme de division géographique de l'influence : « Par exemple, la Russie ne peut guère prétendre à être consultée sur les questions sud-américaines, et les Etats-Unis ne participent pas encore au règlement des affaires de l'empire ottoman, matière strictement européenne » (p. 8). Cette définition, dont Coolidge ne dissimule pas le caractère provisoire ou insuffisant, associe donc la puissance mondiale à une influence d'ambition universelle mais d'ancrage principalement régional. Paradoxe que nous ne cesserons de retrouver.

Reste à savoir combien de puissances peuvent prétendre à figurer dans « cette nouvelle catégorie d'Etats » (1908, p. 8), car il s'agit bien d'une nouvelle catégorie, non réductible aux grandes puissances d'avant la fin du XIX^e siècle et distincte d'autres catégories du présent, les « grandes puissances » ou les « grands pouvoirs » (que seraient l'Italie, l'Autriche, le Japon, la Hollande). Il n'y aurait que cinq véritables puissances mondiales (p. 9), et le classement de Coolidge s'appuie sur deux critères fondamentaux, la superficie et la population : l'empire britannique (p. 11), la Russie (p. 12), « la plus grande France » (p. 13), les Etats-Unis (p. 14), l'Allemagne enfin, « bien en-dessous de ses rivales » (p. 14). Les Etats concernés sont tous européens, sauf les Etats-Unis ; il y a sans doute là un déterminant contextuel essentiel de l'émergence de cette nouvelle notion, du moins chez Coolidge⁸. Mais la Première Guerre mondiale et davantage encore la Seconde vont confirmer que, peu à peu au cours de la

⁷ La version de 1907 est différente, insistant encore sur l'Allemagne : « Au milieu de tous ces changements et de toutes ces confusions, des écrivains politiques, d'abord en Allemagne ailleurs ensuite, commencèrent à formuler les principes de la nouvelle situation et à employer les mots passés maintenant dans l'usage courant de *puissances mondiales*, pour parler des puissances qui ont des intérêts directs dans presque toutes les parties du monde, et dont la voix doit être écoutée partout. Le terme "puissances mondiales" n'est pas exact scientifiquement. Chacune d'entre elles a une sphère où ses intérêts sont d'une importance vitale et d'autres où ils sont comparativement faibles, voire inférieurs à ceux d'Etats d'un rang inférieur au leur. » (1907, p. 71).

première moitié du XX^e siècle, la puissance échappe aux nations européennes pour passer aux Etats-Unis puis, dans les années 1940-1950, aussi en URSS. Après la Seconde Guerre mondiale, il n'y aura plus que deux puissances mondiales, les puissances européennes ayant marqué le pas. C'est ce qu'exprime bien, en géographie, Jean Chardonnet dans *L'économie mondiale au milieu du XX^e siècle*, ouvrage de 1951 dans lequel il examine les nouveaux rapports de force économiques entre les Etats-Unis, l'URSS et l'Europe occidentale. Les Etats-Unis dominent sans aucun doute, devant l'URSS, la scène mondiale : « Les Etats-Unis sont une puissance mondiale, et de beaucoup la plus importante ; leurs intérêts politiques et commerciaux concernent toutes les zones de la planète » (1951, p. 207). Or, « face à ces deux blocs, inégalement puissants, une Europe de l'Ouest qui est sortie du marasme grave hérité de la guerre, mais cherche en vain, au milieu des concurrences économiques, des rancunes historiques et des marchandages sans fin, à se constituer, – troisième force mondiale à l'état virtuel, mais encore inorganique » (p. 116). L'Europe n'est alors plus qu'une puissance mondiale virtuelle : l'expression est très significative de l'évolution géopolitique demi-séculaire et met en perspective la construction européenne comme moyen de remédier au déclassement des Etats européens. Mais, indépendamment des configurations politiques changeantes de la Belle Epoque au commencement de la Guerre Froide, pour penser les réalités politiques du monde, il convient de prendre en compte à partir des années 1890 des objets politiques de dimension mondiale (empires, puissances). Or cette pensée renouvelée du monde, elle est d'abord le fait, selon Coolidge, des « écrivains politiques » ; comment les géographes se positionnent-ils par rapport à cela ?

1.2. La géographie politique et le thème de la puissance mondiale

Mais deux problèmes sont à envisager : l'ancrage disciplinaire de la notion de puissance mondiale, et son ancrage national. Car, si l'on en croit Archibald Coolidge, la *world power* comme la puissance mondiale dérivent de la *Weltmacht*. Déterminer l'origine exacte de la notion de *Weltmacht* dépasse l'ambition de notre recherche, d'autant qu'il faudrait patiemment examiner comment, au cours du XIX^e siècle, elle se distingue d'autres notions, comme la *Grossmacht*. Claude Raffestin cite à cet égard un texte de l'historien allemand Leopold von Ranke de 1833, intitulé *Die grossen Mächte* (Les grandes puissances), où il voit l'une des premières formes de pensée attribuant à la « grande puissance » le rôle d'acteur de l'histoire (RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 61). Nous nous contentons pour notre part d'examiner les lectures croisées existant entre spécialistes de disciplines différentes, notamment entre

⁸ Car il ne faut pas être dupe : Coolidge est Américain...

géographes et « écrivains politiques », puis de cerner, autant que possible, les théories formulées par Friedrich Ratzel dans sa *Politische Geographie* (1897, seconde édition, 1903) au sujet des *Weltmächte*, ainsi que, dans la perspective d'une histoire des transferts, leurs répercussions dans la géographie française.

1.2.1. Les géographes, lecteurs des « écrivains politiques »

Coolidge est historien de formation⁹ ; il est aussi, on l'a vu, chargé de tâches diplomatiques et devient même, peu à peu, écrivain politique, par exemple dans la revue *Foreign Affairs* dans les années 1920. Mais la notion de puissance mondiale, d'où provient-elle ? D'histoire¹⁰ ? De science politique ? Des relations internationales ou de la diplomatie ? Du journalisme ? Et qu'en disent les géographes ? Dans les années 1900, d'après ce que nous apprend la *Bibliographie géographique*, ce nouveau modèle des relations internationales, qui consiste à parler d'un groupe de puissances mondiales déterminant la politique mondiale, prend surtout essor en Allemagne et aux Etats-Unis, dans des disciplines comme les sciences politiques, l'économie, la politique, le droit... Les ouvrages ou les articles en question, qui traitent souvent de la place nouvelle des Etats-Unis dans le monde, sont ensuite traduits dans d'autres langues, dont le français¹¹, et commentés éventuellement par des géographes qui, de ce point de vue, pourraient sembler à la traîne. Leur intérêt cependant pour ces questions de concurrence économique et de puissance à l'échelle mondiale est plus courant en géographie qu'on ne pourrait le croire de prime abord. S'agissant des puissances mondiales, et particulièrement des Etats-Unis, ils publient cependant assez peu, et sont plutôt des lecteurs attentifs. On peut évoquer ici l'ouvrage de Carrol D. Wright (professeur à la Columbia University de Washington) sur *L'évolution industrielle des Etats-Unis*, paru en 1895, publié en français en 1901 dans une collection au nom suggestif (*Bibliothèque internationale d'Economie politique*), préfacé et actualisé par Emile Levasseur. Louis Raveneau, dans son compte rendu, observe que :

⁹ Faisant d'ailleurs preuve, selon Baulig, de « la largeur de vue que donne l'étude de l'histoire, et [du] sens positif que l'on acquiert dans la pratique des affaires » (BAULIG, 1909, p. 67).

¹⁰ « Un récent historien américain a, l'un des premiers, donné cours à ce terme aux Etats-Unis ; il a déclaré que "si l'on analyse l'histoire de la politique extérieure de l'Amérique, il est clair que les Etats-Unis ont été depuis leur naissance une vraie puissance mondiale dans les deux hémisphères", c'est-à-dire qu'ils ont des intérêts et ont joué un rôle dans les différentes parties du globe, mais cela est vrai aussi, dans une certaine mesure, de la Hollande, que nous ne pouvons guère appeler, actuellement une "puissance mondiale". » (1907, p. 66)

¹¹ On se trouve à la limite de ce que Michel Espagne a appelé des « transferts culturels triangulaires » (1999, p. 153), où des scientifiques d'un pays se font médiateurs entre deux autres champs nationaux (les Russes par exemple initiant les Français à la philosophie allemande), même si, dans le cas qui nous occupe, les Français lisent à la fois les auteurs allemands et américains.

M^r Wright s'adresse surtout aux économistes et aux sociologues ; il suit le développement des principales industries des Etats-Unis sans les grouper géographiquement. Le livre néanmoins devra être lu par les géographes ; ils y trouveront surtout dans les deux premières parties, qui retracent l'évolution de l'industrie dans la période de colonisation, puis durant le cours du XIX^e siècle, des chiffres biens présentés, éclairés par des graphiques, commentés avec précision. (1902b, p. 283)

La phrase « le livre néanmoins devra être lu par les géographes » mérite commentaire : cette recommandation très appuyée doit s'entendre non pas seulement dans un sens pratique (trouver de bonnes statistiques), mais dans un sens plus large aussi, celui de disposer d'un outil pour comprendre l'une des réalités les plus importantes de ce temps, l'irruption des Etats-Unis sur la scène mondiale. Un indice supplémentaire : le compte rendu de Raveneau se termine par un renvoi à l'article d'Henri Hauser de 1901 sur « L'entrée des Etats-Unis dans la politique "mondiale" d'après un Américain ». Et cet article est lui-même, comme son titre l'indique, le compte rendu d'un texte publié aux Etats-Unis : « *The entry of the US into world politics as one of the great powers* », rédigé par le juriste de Yale S.E. Baldwin... Se mettrait ainsi en place un réseau de lectures transnationales, sur un thème en plein essor, un réseau que l'on pourrait appeler américain, pour compléter le réseau d'influence germanique que nous avons déjà affirmé comme étant essentiel dans l'émergence du mondial en géographie. Sans revenir sur ce que Hauser étudie (la mise en place d'un « concert "mondial" » de puissances réglant la « politique mondiale »), on retiendra que, dans ce texte littéralement truffé de modalités typographiques sur le mot mondial, il y fait un point sur la notion de puissance mondiale. Si l'Australie par exemple voudrait en faire partie, comme le Japon, seuls les Etats-Unis, affirme-t-il, seraient parvenus en 1901 à se hisser au rang de puissance mondiale, rejoignant les grandes puissances européennes.

Il est cependant assez difficile de savoir ce qui est de Hauser et ce qui est de Baldwin. Si le modèle d'une *information* de la géographie par les sciences du politique a une certaine validité, il ne faudrait toutefois pas le surestimer. La vérification d'une telle hypothèse supposerait en effet une longue enquête. La seule chose tangible dont nous disposions pour l'heure, c'est la relative faiblesse des publications proprement géographiques consacrées à ces questions ; dans la *Bibliographie*, on dénombre seulement 4 références avant 1914, l'article de Hauser de 1901, un texte de Karl Haushofer sur le Japon en 1913-14, et deux articles d'Arthur Dix, en 1911 et 1913-1914 (Annexe 4). Ce qui est peu. Nombre de publications, il est vrai, traitent de ces questions de politique mondiale sans que le titre l'affiche explicitement ; le géographe écossais Victor Dingelstedt emploie ainsi, dans un article publié dans le *Scottish Geographical Magazine* en 1911, une autre expression : « *Ruling Nations* ». Pierre Clerget,

dans le compte rendu pour la *Bibliographie*, observe que Dingelstedt s'est attaché à décrire les « caractères psychologiques et économiques (...) des grandes puissances “mondiales” : Angleterre, Etats-Unis, Allemagne, France, Italie, Russie, Japon » (1912a, p. 65). Clerget a donc recours à l'expression puissance mondiale (avec modalité typographique) pour résumer le contenu d'un texte consacré à l'analyse psychogéographique des « nations dominantes », que Dingelstedt définit comme de fortes entités nationales, unifiées notamment par la langue, en expansion, et capables de régir le monde, d'influencer le devenir des autres puissances (1911, p. 292). Prenons l'exemple de l'Allemagne :

The great Teutonic nation, vigorous and enlightened, about one hundred millions strong, is kindred to the Scandinavians, Dutch, Flemings, and Anglo-Saxons. Thanks to their valour and many sterling qualities they have risen in a comparatively very short time to an eminent position as a “Weltmacht”. (ibid. p. 297)

Au-delà de l'argumentaire, sur lequel nous n'insisterons pas, ce dernier extrait présente l'intérêt d'utiliser (en italique et avec des guillemets...) le terme allemand de *Weltmacht* (puissance mondiale). Et ce n'est pas seulement parce qu'il traite ici du cas de l'Allemagne, mais aussi parce que la notion existe dans la littérature allemande, comme l'avancé Archibald Coolidge dans l'article de 1907 : la puissance mondiale, c'est du *made in Germany*, disait-il (voir p. 278), en se référant, mais très peu précisément, à des « écrivains politiques ». Lesquels, il est difficile de le savoir, mais la liberté de considérer que les géographes politiques sont aussi des « écrivains politiques » nous paraît entièrement laissée.

1.2.2. La géographie politique de Friedrich Ratzel, la théorie des *Weltmächte* et leur transfert en France

La géographie politique de Friedrich Ratzel

Pour caractériser correctement la géographie politique ratzélienne, il faudrait pouvoir, soit lire ses œuvres dans le texte, soit disposer d'une bonne et complète traduction. Notre analyse, ne reposant sur aucune de ces deux solutions, est donc fragile. Elle prend néanmoins appui sur quelques études très informées (KORINMAN, 1990 et 1991 ; RAFFESTIN (*et alii*), 1995), sur la lecture comparée de quelques extraits du texte allemand et de sa version française dans la traduction fragmentaire de Pierre Rusch de 1988, et sur les commentaires réalisés par les géographes contemporains de Ratzel. Il faut aussi rappeler dans quel contexte elle se formule. La géographie politique moderne, étudiant les faits proprement politiques (les Etats, les frontières...), se développe en Allemagne avec les travaux de Friedrich Ratzel qui réactualise certaines intuitions de Carl Ritter. Dans les années 1860 et 1880, comme le montre

Michel Korinman, les géographes allemands se sont cependant généralement tenus à l'écart de l'héritage de Ritter, qualifié de vulgarisateur, et ont prôné le « retour à la science » et le repli sur la géographie physique (1990, p. 26). De la sorte, ils se sont aussi tenus à l'écart des faits politiques, « et ce à l'époque où se conjuguent les trois paramètres justement spatiaux de l'unité allemande, de la problématique centre-européenne (*Mitteleuropa*, Balkans, Proche-Orient), et de la planétarisation de conflits (impérialismes rivaux, *Weltpolitik*) » (p. 14-15). Certains géographes cependant, entre 1870 et 1914, ceux-là mêmes que M. Korinman nomme en 1991 les « précurseurs de la géopolitique », Ferdinand von Richthofen, Emil Deckert, Theobald Fischer, Alexander Supan..., ont développé un intérêt pour le devenir du Reich, pour les questions coloniales, pour l'économie et la circulation, souvent d'ailleurs à l'échelle mondiale. Emil Deckert (1848-1916) par exemple consacre sa thèse en 1883 à l'étude des « présupposés géographiques des grandes voies de communication mondiales », joue un rôle dans la promotion d'une politique coloniale allemande, et développe une géographie des puissances mondiales très inspirée par les succès des Etats-Unis. Il publie en 1900 dans la *Geographische Zeitschrift* un article intitulé « *Die Nordamerikanische Union als Weltmacht* », avant d'écrire en 1916 *Das Britische Weltreich* (KORINMAN, 1991 p. 49). C'est dans ce contexte que Ratzel, qui n'est pas géographe à l'origine, apparaît et fonde la géographie politique classique, avec la publication en 1897 de la *Politische Geographie*, consultée ici dans sa seconde édition (1903).

La géographie politique de Ratzel est une géographie de l'Etat, du rapport entre la formation de l'Etat et le sol, même si, comme le sous-titre (apparu à la seconde édition : *Politische Geographie oder die Geographie der Staaten, des Verkehrs und des Krieges*) ajoute d'autres thèmes, la circulation et la guerre. La lecture ratzélieenne est d'abord *verticale*, au sens où il s'agit d'examiner les rapports entre une forme politique et ses déterminants géographiques ; l'analogie organiciste est une façon d'exprimer cette verticalité. Mais cette première lecture, pour Ratzel, se double nécessairement d'une autre lecture, *horizontale* : l'Etat-organisme vit et se développe dans l'espace, c'est-à-dire qu'il cherche à s'étendre. Ratzel présente comme une loi que « les Etats s'agrandissent à mesure que s'élève leur degré de développement » (p. 179 de la traduction) et que leur population croît (p. 195). Or de ce point de vue, il arrive un moment où il n'y a plus d'espace libre pour que chaque organisme politique puisse librement s'étendre : le moindre îlot prend alors une valeur considérable, par exemple pour l'établissement de câbles télégraphiques transocéaniques, et « même les déserts ne peuvent plus, aujourd'hui, être considérés comme des espaces vides et, à ce titre, comme

sans intérêt » (p. 51 de la traduction). En sorte que, tout mouvement d'expansion se répercute sur les espaces voisins, et par ceux-là au monde entier. Il y a confrontation dès lors, et son corollaire, l'absorption territoriale :

Toute communauté humaine est en lutte avec un monde extérieur et avec elle-même pour le maintien de son indépendance. Elle veut demeurer organisme, alors que tout dans l'éternel cycle de dissolution et de régénération qu'est l'histoire, travaille à la ravalier au rang d'un simple organe. On voit sans cesse des entités politiques indépendantes être absorbées dans des ensembles plus vastes sans, le plus souvent, que ce mouvement ne soit compensé par de nouvelles divisions. Il existe aujourd'hui sur terre 54 Etats méritant d'être qualifiés d'« indépendants », alors qu'ils étaient, voici quelques siècles, plusieurs milliers. Le commerce mondial tend à transformer toute la terre en un organisme économique unique, au sein duquel les peuples et les pays ne seront que des organes plus ou moins subordonnés. Combien de courants commerciaux convergent déjà sur Londres ! Il faut à un peuple une extrême énergie et beaucoup de ténacité pour conserver son indépendance culturelle et politique au milieu de ce mouvement de concentration. (1903, p. 28 de la traduction)

Le nombre d'Etats est donc amené à diminuer du fait de la double tendance des Etats à l'expansion et du monde à l'unification économique. Ce texte est révélateur d'une géographie qui, partant d'un objet localisé, intègre par force l'ensemble planétaire. L'analogie organiciste fonctionne désormais sur un autre plan (mais nous étudierons ce point dans le chapitre 10). La géographie politique ratzélienne est ainsi très ouverte à l'échelle mondiale : « La *Politische Geographie* de Ratzel s'adapte essentiellement à deux échelles : le monde et l'Etat » (TAYLOR et VAN DER WUSTEN, 2004, p. 195). Cette idée que l'horizon de la géographie politique est désormais mondial est plus ancienne en réalité, chez Ratzel, que 1897 ; Claude Raffestin cite par exemple une phrase extraite d'une brochure de 1884, *Wider die Reichsnörgler* (Contre les détracteurs du Reich) : « *Die Grossmachtpolitik ist Weltpolitik geworden* » (La politique de grande puissance est devenue une politique mondiale) (RAFFESTIN (*et alii*)1995, p. 307)¹². Et elle connaît en outre une grande diffusion, tant en Allemagne que dans d'autres pays.

Si l'on regarde un article signalé dans la *Bibliographie géographique*, celui qu'Arthur Dix publie en 1911 : « *Geographische Abrundungstendenzen in der Weltpolitik* » (Tendances géographiques à l'absorption dans la politique mondiale¹³), on s'aperçoit que son thème est éminemment ratzélien. Dix (1875-1935), qui vient à la géographie après des études

¹² Il convient de rappeler l'engagement de Ratzel dans l'impérialisme allemand : sa géographie politique cherche à justifier scientifiquement les ambitions mondiales du Reich. Mais il ne faut pas exagérer cet engagement, Ratzel entendant faire œuvre de science. Si un point de vue allemand est bien perceptible dans sa géographie, il s'exprime le plus souvent, selon M. Korinman, en note ou en annexe, entre parenthèse, dans des articles de presse ou dans des préfaces, bref, dans des textes secondaires (1990, p. 51). Les commentateurs français de l'époque ont néanmoins souvent été frappés par ce point de vue allemand, à l'instar de Jules Sion, dans sa note des *Annales* sur la seconde édition de la *Politische Geographie*, définie comme un « vrai manuel d'impérialisme » (SION, 1904, p. 171).

¹³ M. Korinman traduit *Abrundung* par « arrondissement ».

d'économie, est aussi journaliste et propagandiste, et fait partie des « précurseurs de la géopolitique » (KORINMAN, 1991, p. 81). Disciple de Ratzel, il reprend les lois dégagées par son maître, et les applique à l'actualité des années 1910 et des décennies suivantes. Dans cet article de 1911, il propose une analyse des tendances de l'Empire britannique à l'expansion territoriale, tout en les insérant dans un raisonnement général et comparatif :

Il y recense les grands projets de la Grande-Bretagne, mais s'efforce avant tout de les comprendre globalement, d'en vérifier la perspective. Pour y parvenir, il lui semble que les géographes doivent se hisser à la plus petite échelle qui soit, celle de la planète. (*ibid.*, p. 81-82)

Pour Dix, la géographie politique est une géographie à l'échelle du monde, du fait même du niveau d'extension des organismes politiques les plus développés au début du XXe siècle. Reste que, selon lui,

autant sont naturelles les tendances des puissances à l'absorption territoriale, autant sont naturelles les tendances des régions visées à la résistance contre la réalisation démesurée des premières. Jamais le partage de la terre ne sera achevé. (DIX, cité par HÜCKEL, 1912, p. 65)

Le rapport entre les Etats est fait de flux et de reflux, et les cartes sont régulièrement rebattues entre les puissances conquérantes et dominées ; entendons que le Reich allemand aura sans doute sa part dans un éventuel nouveau partage du monde...

Les puissances mondiales (Weltmächte) dans la théorie ratzélienne

Après cet aperçu général, le cadre dans lequel situer la notion de puissance mondiale apparaît comme celui de cette tendance organique des Etats à l'expansion. Mais qu'est-ce qu'une puissance mondiale ? Ratzel, dont on a pu dire qu'il forgeait ce concept (MATTELART, 1996, p. 20) – ce qui reste sans doute à démontrer –, se pose souvent la question dans la *Politische Geographie* ; mais « il y répond de manière assez ambiguë : est, selon lui, une puissance mondiale, un empire capable d'embrasser et d'influencer politiquement l'ensemble des terres connues, mais en occupant, ajoute-t-il, des emplacements suffisamment stratégiques pour éviter la dislocation » (KORINMAN, 1990, p. 71). Il y a chez Ratzel une ambiguïté fondamentale dans l'analyse des puissances mondiales entre une définition par la l'étendue et une définition par l'influence ; ambiguïté qui est peut-être à rapporter à la situation particulière de l'Allemagne (ambition mondiale mais territoire réduit). M. Korinman observe combien la réflexion de Ratzel sur les Etats-Unis (notamment dans *Die Vereinigten Staaten von Amerika*) nourrit sa conception de la puissance mondiale :

Les *Etats-Unis* vont servir à Ratzel d'horizon, il trouve en eux "grandeur nature" un type de puissance à l'échelle planétaire où les autres nations doivent dès à présent déchiffrer leur avenir

inélucltable. L'Amérique permet au géographe de développer une *pensée-continent*. (1990, p. 60)

Cette pensée-continent est en quelque sorte préparatoire à la pensée-monde que contribue à fonder la notion de puissance mondiale. Ratzel est éminemment sensible à la tendance observable au XIX^e siècle d'une extension spatiale des Etats : la puissance mondiale est d'abord une puissance de taille « continentale », un grand Etat (Canada, Empire britannique, Russie, Chine, Australie). Pour devenir une puissance mondiale, le Reich doit donc s'étendre, par exemple en unifiant l'Europe centrale dans le cadre de la *Mitteleuropa*, mais aussi en acquérant des colonies ou des points stratégiques dans la circulation mondiale. La notion d'empire mondial (*Weltreich*) vient alors en complément de celle de puissance mondiale : construire un empire permet à des petits Etats (les Etats d'Europe...) de devenir grands... c'est pourquoi Ratzel ne cesse de se référer à la dimension mondiale de certaines constructions politiques à différentes époques, comme la Grèce antique, qui a été une véritable « puissance commerçante mondiale » (p. 43 de la traduction), les empires de l'Asie antérieure, l'empire Mongols, l'empire espagnol, et finalement l'empire britannique.

Dans le paragraphe 169 de la *Politische Geographie*, Ratzel finit par théoriser la notion de puissance mondiale. En réalité, le paragraphe précédent traite déjà des puissances mondiales (avec modalités typographiques). Ratzel y reformule l'idée d'un espace politique mondial complètement occupé : « La terre tout entière ne suffit que pour quelques grandes expériences politiques et elle est d'autant plus petite que, non contente de serrer les uns contre les autres les espaces politiques, elle réprime les instincts qui poussent à la mobilité et à la croissance » (p. 278 de la traduction). D'où un processus de concurrence et de confrontation : pour devenir une grande puissance, un Etat doit évincer une autre puissance, ce que fit l'Angleterre à l'égard de l'Espagne, ou même Rome à l'égard de la Perse, car « la succession des "puissances mondiales" appartient à l'essence même de l'histoire antique : pur effet d'espace » (*ibid.*). Cet « effet d'espace », nous le verrons plus loin, est lié à la finitude du monde, mais il est lié également à une historicité : les puissances mondiales sont les puissances qui maîtrisent l'espace mondial en un temps donné. Le §169 explicite cette première approche. Les puissances mondiales sont les organismes politiques qui ont pour vocation de « tenir par la bride le monde connu » (*ibid.*) :

On ne devrait appeler puissance mondiale qu'une puissance représentée en tout point du monde connu, et tout particulièrement dans les positions-clé, par des possessions propres. Une puissance assez grande et assez étendue pour être directement présente en tous les pays et sur toutes les mers, ne peut être actuellement que l'Empire Britannique. Avoir des intérêts éparés à

travers le monde ne font pas une position de puissance mondiale ; le commerce mondial permet d'ailleurs à des Etats restreints comme la Belgique et la Suisse d'en faire autant. (p. 279)

On est frappé de la proximité de ces définitions avec celles de Coolidge, malgré le fait que la liste de Ratzel soit bien moins longue et que seul l'Empire britannique puisse être appelé une puissance mondiale ; il est ainsi possible que le premier soit familier des écrits du second. Doit être également remarquée l'ambiguïté soulignée plus haut entre la grandeur ou l'extension et l'ubiquité : le fait que l'Empire britannique ait des possessions partout dans le monde agit comme s'il était un grand Etat ou un Etat-continent. En revanche, l'ubiquité économique ne suffit pas : il faut dominer des territoires, planter son drapeau. Mais, malgré cette ambiguïté, que l'on va retrouver, il apparaît bien qu'une analyse géographique des puissances mondiales existait à la fin du XIX^e siècle, particulièrement en Allemagne, dans le cadre d'une géographie politique attachée à la position des Etats dans le monde, à leur politique d'expansion et à leur situation dans l'économie mondiale.

Les géographes français, lecteurs de Ratzel

Que les géographes français de l'époque soient de grands lecteurs de la géographie allemande, cela n'est guère nouveau. Plus largement, les relations entre la France et l'Allemagne ont même constitué le laboratoire de la réflexion sur les transferts culturels à partir du milieu des années 1980 (ESPAGNE, 1999, p. 12). Le thème cependant est actuellement revisité en géographie, dans la perspective d'une histoire s'attachant aux lectures que les uns font des autres. Concernant la réception en France de la géographie politique de Ratzel, un nom s'impose tout d'abord, même si la plupart des géographes français ont lu les grands auteurs allemands et donc Ratzel, celui de Camille Vallaux, pour son ouvrage sur *Le sol et l'Etat* de 1911. L'ambition du deuxième opus de sa *Géographie sociale* est énoncée dès la première ligne de la préface :

Bien que le présent volume traite en raccourci le même sujet que la *Politische Geographie* de Fr. Ratzel, il en diffère profondément par la méthode et par l'inspiration. La géographie politique de Ratzel n'est ni assez objective, ni assez dégagée du souci du présent. (...) Nous avons essayé, nous ne dirons pas de faire mieux, mais de faire autrement, afin de séparer du journalisme la géographie politique, et d'en faire, dans la mesure de nos forces, une science véritable.

Au reproche de journalisme s'ajoute celui de partialité et de non objectivité, le point de vue allemand de Ratzel l'emportant souvent sur le point de vue général qu'on serait en droit d'attendre d'une étude scientifique (1911, p. 151). Sur le thème des puissances mondiales, Vallaux reprend pourtant les grandes lignes de l'analyse ratzélienne, et d'abord l'idée d'une

« contiguïté ininterrompue des sociétés politiques » (p. 299), fait nouveau de grande conséquence :

Aujourd'hui aucun grand Etat ne peut ignorer l'existence et l'action d'un autre grand Etat, si loin qu'ils soient l'un de l'autre. Cela ne s'entend pas seulement des "puissances mondiales", comme l'Angleterre, la Russie, la Chine, les Etats-Unis et la France, qui, par elles-mêmes ou par leurs colonies, réunissent sous leur autorité des parties très étendues de l'œkoumène. Cela s'entend aussi de tout Etat où se font jour des besoins d'expansion économique et d'échanges généralisés, c'est-à-dire, à peu de choses près, de tous les Etats qui comptent pour quelque chose sur la carte. (p. 300)

Vallaux entend donc surtout par puissance mondiale un Etat de grande taille, suivant sur ce point les passages où Ratzel met effectivement l'accent sur l'étendue des organismes politiques. Ratzel dit même à un moment que « les cinq grandes puissances véritables du moment » sont l'Angleterre, la Russie, la Chine, les Etats-Unis et le Brésil (p. 277 de la traduction). Mais « grandes puissances » traduit ici *Grossstaaten*, c'est-à-dire grands Etats, et non *Weltmächte*... Il ne s'agit par conséquent ici que d'étendue, et non pas encore de puissance¹⁴. La liste des Etats concernés peut donc varier en fonction des critères retenus ou même des auteurs.

Il n'en reste pas moins, malgré l'ambiguïté rémanente de la définition de puissance mondiale et l'incertitude du nombre d'Etats qui sont réellement des puissances mondiales, qu'on observe sur ce point un transfert entre la géographie politique ratzélienne et la géographie française, transfert qui ne se réduit certes pas à cette notion. Paul Vidal de la Blache, qui s'intéresse de très près à la géographie ratzélienne, et qui y puise nombre d'idées ou d'intuitions fondatrices pour sa propre géographie, discute ainsi régulièrement les publications politiques de Ratzel, sans effectuer cependant de transfert aussi direct que Vallaux. Il commente par exemple pour la *Bibliographie géographique* une série d'écrits de Ratzel (articles, brochures, chapitres d'ouvrages collectifs, ouvrages), pour certains préparatoires à la *Politische Geographie*. C'est le cas des « *Studien über politische Räume* », article de la *Geographische Zeitschrift* où Ratzel développe l'idée que l'étendue joue un rôle de plus en plus grand dans la géographie politique, notamment en considération du fait que « les cinq colosses politiques, Etats-Unis, Chine, Russie, Empire britannique, Brésil,

¹⁴ A propos de la Russie, Ratzel note par exemple qu'« une masse territoriale comme celle de la Russie ne pourrait faire une grande puissance que sous réserve d'une extension supplémentaire vers le Pacifique et une position équivalente sur l'Atlantique, puisque seuls les océans lui ouvrent la route et lui rendent possible l'extension de son pouvoir sur les pays de l'hémisphère occidental et de l'hémisphère austral. C'est pourquoi la Russie n'aura franchi le pas d'une position mondiale que lorsqu'elle se sera ouvert une route vers l'Océan Indien et aura rendu directe une autre vers l'Atlantique, telle qu'elle en dispose sur le Pacifique. » (p. 279 de la traduction).

détiennent près de la moitié de la surface dont peut disposer le développement des sociétés humaines » (VIDAL DE LA BLACHE, 1896a, p. 60)¹⁵. L'année suivante, Vidal rédige le compte rendu d'un ouvrage de Ratzel sur l'Etat et son ancrage territorial (*Der Staat und sein Boden geographisch betrachtet*), compte rendu assez critique quant à la méthode mais non quant à l'idée qu'il défend (1897a, p. 39-40), puis celui d'un article qui fait suite aux « *Studien über politische Räume* » : « *Die Gesetze des räumlichen Wachstums der Staaten, ein Beitrag zur wissenschaftlichen politischen Geographie* » (Les lois de la croissance spatiale des Etats, un essai de géographie politique scientifique) (1897b, p. 40-41). Vidal a toujours le souci de discuter les idées principales de Ratzel qui, pour la plupart, se retrouveront dans l'ouvrage de 1897. Sa note bibliographique publiée en 1898 dans les *Annales* sur la *Politische Geographie* est de ce point de vue un peu décevante, car c'est surtout l'occasion pour Vidal d'exposer « ses propres idées sur la Géographie humaine », d'après les mots mêmes de Lucien Gallois (1922a, p. 98). Vidal continue néanmoins ses comptes rendus, souvent longs, des écrits de Ratzel, dans la *Bibliographie* ou dans les *Annales* : ainsi, à propos de la parution en 1899 du premier volume de la *Weltgeschichte* de Hans F. Helmut, Vidal rédige-t-il une note pour les *Annales*. Ratzel y rédige un chapitre sur « l'humanité comme expression de la vie terrestre » (« *Die Menschheit als Lebenserscheinung der Erde* »). Vidal retient symptomatiquement ceci, d'un texte vu comme un concentré de la pensée ratzélienne : « Notre planète est restreinte, et l'on peut prévoir que l'espace finira un jour par manquer aux peuples doués des qualités qui se développent par l'expansion même » (1900, p. 258). Les caractères géographiques des puissances mondiales selon Ratzel sont donc bien connues par Vidal, et les géographes français dans leur ensemble, même s'ils n'emploient pas nécessairement l'expression.

2. De la géographie des puissances mondiales à la géopolitique

La géographie nous paraît, plus généralement, tout à fait imprégnée par ce type de considérations politiques à l'échelle mondiale. C'est là sans doute l'une des conditions d'émergence du raisonnement géopolitique, dont l'acte de naissance date de 1914, avec l'ouvrage du Suédois Rudolf Kjellen, traduit en allemand en 1916 sous le titre *Die Grossmächte der Gegenwart* (Les grandes puissances du présent), même si le mot est, chez Kjellen, plus ancien. Mais avant 1914 la géographie politique met parfois en place des argumentaires de type géopolitique et dans laquelle peuvent s'observer les « racines de la géopolitique », d'après l'expression de Raffestin, expression déjà utilisée par Geoffrey Parker

¹⁵ Cet article semble annoncer le passage de la *Politische Geographie* que l'on vient de citer.

(1985, p. 7) ; les caractères de cette nouvelle façon de penser à l'échelle du monde sont d'abord présentés, notamment autour d'un exemple fameux, la théorie du « pivot » de Mackinder. Puis l'essor du raisonnement géopolitique sera envisagé, non pas pour lui-même, mais dans la mesure où il exprime la diffusion d'une certaine forme de pensée du Monde.

2.1. Le jeu mondial des puissances : un objet pour la géographie

2.1.1. Le monde comme échiquier

« Nous croyons fermement que notre pays tient en réserve assez de ressources pour que de nouvelles forces entrent en jeu et lui permettent de jouer sa partie sur l'échiquier indéfiniment agrandi, dans une concurrence de plus en plus nombreuse. »
Paul VIDAL DE LA BLACHE, 1903, p. 385.

La concurrence des puissances continentales et maritimes

Parmi les caractères généraux de cette géographie politique à l'échelle du monde, le principal est sans doute l'occupation totale du monde. Le champ d'expansion des Etats est désormais fini, tout organisme politique est désormais cerné d'autres organismes. Le monde est devenu politiquement clos. L'idée de clôture est essentielle dans l'émergence d'une nouvelle géographie politique (PARKER, 1985, p. 7-14). Elle s'exprime à l'époque sous différentes expressions ou images, dont l'une d'entre elles nous paraît tout à fait révélatrice : celle du monde comme scène ou comme échiquier, en tout cas comme espace de jeu où les puissances, continentales, maritimes ou les deux à la fois, s'entrechoquent et s'affrontent. Si l'espace terrestre est pensé comme entièrement occupé, toutes les puissances en effet n'ont pas les mêmes cartes en mains : il y a les puissances (plutôt) continentales et les puissances (plutôt) maritimes. Cette opposition est très courante à la fin du XIX^e siècle, particulièrement dans la géographie politique de Ratzel (KORINMAN, 1990, p. 76). Pour Ratzel, la grande puissance doit cumuler les deux aspects pour espérer devenir une puissance mondiale : « une puissance qui veut réussir ne peut pas être continentale ou maritime mais l'une et l'autre simultanément » et son champ d'action ne peut plus être « une région du monde mais l'ensemble du monde » (RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 23). Et Raffestin de citer la brochure de Ratzel publiée en 1900, *Das Meer als Quelle der Völkergrösse. Eine politisch-geographische Studie* (La mer comme source de la grandeur des peuples)¹⁶, brochure qui met l'accent sur l'effort maritime que doit fournir l'Allemagne, puissance continentale, pour devenir une puissance mondiale. Mais c'est aussi que la prédominance de la mer sur la terre est une

¹⁶ Qui reprend, d'après Michel Korinman, un chapitre de la *Politische Geographie*, dans un contexte (le tournant du XX^e siècle, où l'Allemagne lance une grande politique navale, sous l'impulsion de l'amiral Tirpitz (1991, p. 34).

conception largement acceptée en géographie (voir par exemple KORINMAN, 1984). L'importance de ce qu'on peut appeler le point de vue maritime dans la pensée du monde pour les Anglo-saxons et les Allemands, a été bien mise en lumière par Claude Raffestin qui rapproche, à titre d'indice, la brochure de Ratzel que l'on vient de citer, l'ouvrage d'Alfred T. Mahan paru en 1890, *The influence of Sea Power upon History*, et l'article de Halford J. Mackinder publié en 1904, « *The Geographical Pivot of History* ». Ces trois textes, allemand, américain et anglais, seraient représentatifs d'une même conception des facteurs de la puissance dans le monde ainsi que d'une certaine façon de pratiquer la géographie politique :

Ces ouvrages sont significatifs d'un double point de vue : leur vision globale d'abord et leur caractère essentiellement pratique ensuite. Ces deux points de vue se retrouveront, développés et exaltés même, dans la pensée géopolitique proprement dite. (1995, p. 23).

C'est là une donnée essentielle, qui n'est d'ailleurs pas valable uniquement pour les penseurs politiques d'Allemagne, d'Angleterre ou des Etats-Unis, mais aussi pour ceux de France, et, en fin de compte, pour ceux de toutes les puissances importantes dans le monde. Tout discours sur ce thème a de fait une vocation « pratique », profondément liée à une appartenance et à des ambitions nationales : Coolidge et l'impérialisme américain (dont il est un défenseur avoué), Ratzel et l'impérialisme allemand, Mahan et l'américain encore, Mackinder et le britannique. De même pour les Français. La géographie politique du monde tend à se mettre au service d'une visée politique ; ce qui autorise des critiques sur la partialité et la non objectivité des prises de position de tel spécialiste d'un autre pays que le sien, comme Vallaux à l'égard de Ratzel (voir p. 288).

Si l'on revient à l'image de l'échiquier et de l'affrontement entre puissances continentales et puissances maritimes, thème largement partagé par les géographes de différents pays, et si l'on examine plus précisément le cas français (qui est à cet égard le moins connu), on doit constater que les occurrences ne sont pas très nombreuses. On repère cependant, dès 1889 dans *Etats et nations de l'Europe*, un exemple significatif de Paul Vidal de la Blache, qui fait intervenir la Russie et la Grande-Bretagne, « le principal Etat continental et le principal Etat maritime de l'Europe » (1889, p. 326). Les deux impérialismes en effet « rapprochent leurs avant-postes entre l'Indus et l'Oxus » (*ibid.*). Candahar (pour la Grande-Bretagne) et Hérat (pour la Russie), situés à 130 lieues l'un de l'autre, deviennent ainsi « les deux pièces capitales de l'échiquier stratégique qui s'organise » (p. 327). Dans le cadre de ce qu'on appelle aujourd'hui le *Grand Jeu*, Vidal développe déjà une vision de la politique mondiale comme un jeu, vision qui s'exprime également dans le *Tableau de la géographie de*

la Franc (voir l'épigraphie). Les concurrences politiques et économiques sont bien assimilées à une partie d'échecs, mais où toutes les cases seraient occupées, à la différence d'un vrai échiquier. Cette image est révélatrice du statut de la géographie des réalités politiques avant la Première Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui (l'image du monde comme échiquier étant tout à fait courante, notamment dans le discours médiatique ou géopolitique). De manière exemplaire dans son article de 1908 de la *Revue de Géographie*, Maurice Zimmermann (qui commente une situation très proche de celle que Vidal analysait en 1889) décrit les limites de l'extension de l'*Homo Europaeus*, et évoque l'ambition grandissante du Japon : « Une redoutable concurrence vient de surgir à l'orient de l'Asie, qui menace de limiter ses conquêtes sur une vaste portion de l'échiquier mondial » (1908, p. 630). L'expression d'« échiquier mondial » (sans modalité, remarquons-le) traduit bien la conscience que le monde est devenu un espace clos où le jeu politique se déroule désormais sans espace vacant entre les principaux joueurs. Le monde apparaît comme échiquier à partir du moment où, et c'est relativement paradoxal, toutes les cases sont occupées ou en passe de l'être ; du coup, en Asie par exemple, les Européens ne peuvent plus progresser car ils se retrouvent, au début du XX^e siècle, face à une nouvelle grande puissance (qui, rappelons-le, vient de battre les Russes). La diffusion, somme toute assez limitée, de ce type d'expressions explicite un sentiment beaucoup plus répandu, qui repose lui-même sur la référence ratzélie¹⁷.

C'est ce qu'on peut voir chez un géographe, Camille Vallaux, pour qui cette référence a été, on l'a vu, non seulement importante mais abondamment discutée. Dans *La Mer*, qui est le premier volume de la *Géographie sociale*, il s'inspire déjà très largement de la géographie politique ratzélie¹⁷. Il y observe par exemple combien les îles isolées sont devenues des enjeux politiques essentiels, non pas tant à dire vrai comme entrepôts commerciaux, « puisque le débouché continental leur manque », que comme escales (repos, approvisionnement, réparations...). En outre,

à défaut de la position sur une voie commerciale, ces îles peuvent être placées sur une voie télégraphique, et les câbles viennent y atterrir ; ou bien, les puissances maritimes les choisissent comme pièces principales de leurs échiquiers stratégiques et en font des stations militaires. (1908, p. 122)

Il s'agit alors, pour les puissances maritimes, de prendre position sur tel ou tel compartiment du jeu terrestre, d'avancer des pions dans une stratégie qui est manifestement d'échelle mondiale. C'est cette pensée politique du monde comme totalité (à la fois chez les décideurs

¹⁷ Il faudrait pouvoir déterminer si Ratzel a lui-même employé l'image de l'échiquier...

politiques et chez les « écrivains politiques ») que traduit l'image de l'échiquier. L'exemple type d'une puissance parvenant à jouer sa partie dans le monde entier, à la fois sur terre et sur mer, est évidemment l'Empire britannique, qui est aussi l'archétype de la puissance maritime. Ratzel en était bien conscient, on l'a dit plus haut (voir p. 288). Dès 1898, dans son article sur la géographie politique, Vidal de la Blache remarque aussi que l'Angleterre s'est formée « en une gigantesque *Thalassocratie* par une combinaison d'îles, de détroits, de caps, de points stratégiques auxquels l'Océan sert de lien » (p. 109). Dans les *Principes*, il est encore plus explicite, lorsqu'il discute « l'idée d'hégémonie par l'océan », texte dans lequel il n'est peut-être pas exagéré de déceler l'influence de Ratzel :

A l'Empire britannique était réservé de réaliser le premier type de puissance mondiale. Gibraltar, Malte, Aden, Singapour, lui livrent les clés des compartiments maritimes qui se succèdent le long des masses continentales. Il embrasse, dans une immense envergure, l'Inde, l'Afrique orientale et l'Australie autour de l'océan Indien ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, d'un bord à l'autre du Pacifique. Sillonnée par une marine marchande égale à toutes les autres réunies, la mer est le ruban qui relie ses possessions. Il a fallu à la Russie le grand effort du Transsibérien pour établir, entre ses territoires, une communication qui reste malgré tout bien plus imparfaite. Qu'il se soit formé à Londres un entrepôt universel où, longtemps, dut s'approvisionner l'industrie des autres nations, c'est une leçon qui montre pour la première fois quelle puissance de transport la mer pouvait mettre à la disposition de l'homme. (1921, p. 277)

La primauté de l'océan, sur la signification de laquelle il importera de revenir, est cependant en butte, selon Vidal, à des « réactions continentales », dont l'équipement ferroviaire de la Russie est un exemple marquant – un diagnostic très proche de celui de Mackinder (qui influence peut-être aussi Vidal ici). Grâce aux chemins de fer, le continent pourrait reprendre le dessus sur la mer, qui se caractérisait jusqu'alors par une plus grande facilité de circulation.

Une géographie des « positions mondiales »

Tout l'enjeu, pour un Etat, est par conséquent de se *positionner* par rapport aux continents et aux océans, voire de se ménager une double position, à la fois maritime et continentale. C'est en ces termes du moins que les géographes politiques et futurs géopoliticiens (ainsi que certains hommes d'Etat) raisonnent. La notion de position est en effet fondamentale et récurrente, chez tous les géographes que nous venons de croiser ; elle doit être d'emblée mise en parallèle avec celle de situation telle que nous l'avons, à plusieurs reprises, mise en valeur dans les deux chapitres précédents (voir par exemple p. 193 et 266). L'exemple de la Russie donné plus haut (voir note 14, p. 289) est révélateur de l'importance de cette notion de position pour la géographie politique ratzélienne : la Russie est une grande puissance continentale mais deviendrait mondiale si elle se positionnait mieux par rapport au

domaine maritime. On reconnaît là des éléments clés de la géopolitique naissante (que nous interpréterons comme une géographie des positions politiques dans l'échiquier mondial). Cette notion de position, et de position mondiale (*Weltstellung*), a cependant une origine plus ancienne. Carl Ritter semble être le premier géographe à avoir théorisé la position, laquelle n'est pas simple localisation, mais doit être entendue comme la position relative d'un objet géographique par rapport à la répartition des terres et des mers et par rapport aux autres objets géographique de même nature. Un exemple essentiel, le continent :

Après avoir caractérisé chaque continent par ses formes constitutives fondamentales et par l'action de celles-ci sur la nature et l'histoire, la conclusion de la première partie du présent ouvrage s'attachera donc à établir de manière brève mais précise les combinaisons et relations de réciprocité qui résultent de sa position relative dans le monde (*Weltstellung*) en vue de donner une idée générale de la diversité infinie et du Tout dans son ensemble. (RITTER, 1818, *in* 1852, p. 50)

La notion permet donc, et en cela elle est de tout premier intérêt pour le sujet qui nous retient, une pensée où s'articule la partie et le tout du monde ; elle est potentiellement fondatrice d'une pensée du monde comme totalité qui irait bien plus loin que la géographie générale comparée à quoi la destine tout d'abord Ritter. Pour lui, la position peut d'ailleurs être considérée comme une clé de lecture des grands équilibres politiques et économiques, comme le suggère cet extrait sur l'Europe d'un discours de 1826 à l'Académie Royale des Sciences de Berlin (« De la position géographique et de l'extension des continents ») :

La remarquable faculté de l'Europe à fondre en elle les diversités du reste du monde et la maturation précoce de la culture universelle qui s'y est développée, puis propagée en modifiant l'histoire jusqu'aux frontières les plus reculées du globe, ont été, pour le moins qu'on puisse dire, conditionnées par la position qu'elle occupe au cœur de notre planète, autrement dit par la relation spatiale de la partie au Tout. (RITTER, 1826, *in* 1852, p. 104)

La place de l'Europe dans le monde et son rôle dans l'histoire sont déterminés par sa position dans l'espace, par rapport au Tout terrestre d'une part, mais aussi par rapport aux autres parties, à l'évidence moins bien positionnées. Très tôt donc, au XIX^e siècle, la géographie se familiarise avec une forme de pensée de la totalité terrestre qui présente d'importantes similitudes avec la géographie politique de la fin du siècle. Mais il est vrai que l'on peut considérer que Ratzel, dans la géographie allemande, réhabilite la géographie rittérienne (KORINMAN, 1990, p. 36).

Si l'on se reporte en premier lieu à la *Politische Geographie* de Ratzel, on observe qu'elle y tient une place particulière, faisant partie des trois grands facteurs politico-géographiques avec l'étendue et la frontière (1903, p. 114 de la traduction). Mais la théorie

ratzélieenne de la position repose en réalité sur la distinction de deux notions, *Lage* et *Weltstellung*, traduites respectivement en français par position et situation (mondiale). La position « recouvre, à l'intérieur du mouvement historique, un élément constant ancré dans le sol » (p. 231 de la traduction). Elle exprime la place d'un objet géographique, particulièrement d'un organisme politique, à la surface du globe, et s'exprime par différentes informations (coordonnées géographiques, topographie, localisation dans les hémisphères nord et sud, continental et océanique, dans les zones climatiques, dans l'œkoumène, p. 243-251). Dans le paragraphe 134, Ratzel introduit la distinction entre position et situation mondiale, avec le problème de l'unification de l'Italie et de l'Allemagne au XIX^e siècle et de leur similitude de position (puissances centrales du nord et du sud de l'Europe) : « On parle souvent, dans des considérations de ce genre, de situation mondiale, alors qu'on pense position » (p. 239 de la traduction ; le texte allemand dit : « *In derartigen Betrachtungen wird sehr oft Weltstellung gesagt, wenn Lage gemeint ist* »). Ratzel justifie donc une distinction conceptuelle par un changement lexical : la position est quelque chose de simple, voire d'évident, alors que « la situation mondiale recouvre la situation ou position d'un pays sur la terre, tant d'après sa place sur le globe terrestre (*Lage*) que d'après le voisinage de pays ou de mers, sa forme, ses côtes, ses frontières ; elle inclut son relief et son hydrographie, son climat et, pour finir sa faune et sa flore », ainsi que les richesses du sol (p. 240). Et même,

on peut exiger que toute situation mondiale soit rapportée concrètement aux voies de communication planétaires. Le fait de jouer une position à la jonction de trois continents ne suffit pas à fonder une prétendue « situation mondiale de la Crète » ; si situation mondiale il y a dans ce cas, c'est pour l'ensemble du monde méditerranéen. Suez, Panama, Singapour, voilà d'authentiques situations mondiales. (*ibid.*)

Il parle bien ici de *Weltstellung* et non plus de *Lage*. Ses exemples en outre résonnent avec le contenu du chapitre précédent : c'est la relation (au sens le plus concret) qui détermine la *situation mondiale* d'un lieu ou d'une contrée (nous préférons dire cependant position mondiale). Tout lieu en réalité a une position mondiale, mais pour certains, elle est valorisée négativement (le Sahara par exemple dans le réseau mondial de circulation). En ce sens, la *Weltstellung* est une notion que n'ignorent pas les géographes français. La notion de position mondiale, de fait, s'est assez largement diffusée dans la géographie allemande puis française – autre exemple de transferts culturels et de lectures croisées.

On en a déjà donné un bel exemple avec le carton « Position du Japon » de l'*Atlas* de Vidal de la Blache qui renvoie bien davantage à la *Weltstellung* qu'à la *Lage* (Figure 20, p. 254). Il arrive même à Vidal de citer Ritter sur ce point, dans des textes plus théoriques

comme l'article sur la géographie humaine publié en 1903 dans la *Revue de synthèse historique* ; Vidal y rappelle les apports des grands géographes, dont Ritter, à qui

remonte le mérite d'avoir mis en pleine lumière l'idée de position ; sous le mot de *Weltstellung*, qu'il emploie volontiers, reste sous-entendue la notion d'une humanité en marche. La *position* est envisagée par rapport aux migrations de peuples (...). (1903, p. 228)

Il associe ainsi la notion de *Weltstellung* à la circulation des hommes et donc, incidemment, à la mise en communication des différentes parties du monde. Un autre exemple se rencontre dans le compte rendu que Vidal rédige pour la *Bibliographie* d'un article d'Emil Hözel sur la notion rittérienne d'individu géographique¹⁸ ; importante notion, affirme Vidal, liée « à tout un ensemble de conceptions qui, dans la terminologie familière à l'auteur de l'*Erdkunde*, s'expriment par les mots de *position générale* (*Welt-stellung*), *réactions des contrastes*, *types naturels*, etc. » (1897c, p. 45). Il est frappant que Vidal traduise ici *Weltstellung* par « position générale », comme si le mot mondial, en 1897, n'était pas encore entré dans les usages ; mais c'est peut-être aussi une façon de rappeler que la notion est d'abord une notion de géographie générale. Emmanuel de Martonne en revanche, quand il évoque la géographie de Ritter dans le premier chapitre du *Traité de géographie physique*, observe que « la position mondiale (*Weltstellung*) est pour lui le premier fait à envisager dans l'étude d'un pays quel qu'il soit » (1909 p. 16). On mesure, sur cet exemple, comment le mot mondial entre bien dans la langue géographique au cours des années 1900, sans doute imprégné d'abord d'un sens *général*. Le mot mondial paraît cependant mieux convenir à la notion de *Weltstellung* dans la mesure où elle relève d'une conception du monde fondée sur les rapports multiples des parties du monde entre elles et relativement à la totalité. La position mondiale, ce n'est pas une localisation, mais une position relative et une valeur, elle-même évolutive, comme nous le verrons.

2.1.2. La « formule » de Halford John Mackinder

Ce qui nous paraît devoir être dès maintenant souligné, c'est combien cette sensibilité géographique aux positions mondiales contribue à fonder la pensée géopolitique, par exemple chez Halford J. Mackinder, dans son article de 1904, « *The Geographical Pivot of History* ». Il y analyse en effet la politique de son temps en fonction des positions réciproques des puissances : continentales ou maritimes, centrales ou périphériques. La notion de pivot suggère même que le monde entier fonctionne comme un ensemble interdépendant où ce qui

¹⁸ « *Das Geographische Individuum bei Karl Ritter und seine Bedeutung für den Begriff des Naturgebietes und der Naturgrenze* » (L'individu géographique chez Carl Ritter et son importance pour la notion de région naturelle et de frontière naturelle). Ratzel cite également ce texte dans une note de la *Politische Geographie* (p.

compte, c'est la position par rapport à l'axe autour duquel il tourne. L'article de Mackinder fait partie des grands textes de la géographie européenne et mondiale, et à ce titre, il est très souvent commenté et cité ; *The Geographical Journal*, où avait paru en 1904 cette communication à la *Royal Geographical Society*, a même consacré un numéro spécial au centenaire de l'article (DODDS and SIDAWAY, 2004). Il serait donc illusoire de penser apporter un éclairage complètement nouveau ; mais il paraît souhaitable cependant de proposer une étude rapide de ce texte du point de vue de la pensée globale qu'il incarne.

Présentation générale de la théorie du « pivot »

L'article de Mackinder paraît à un moment où, comme le dit Denis Cosgrove, « *a pervasive sense that spatial limits had been reached dominated the geographical imagination of many Westerners in the last years of the nineteenth century* » (2001, p. 221). Dans la partie suivante, nous examinerons en détail le thème du monde fini, mais il est clair dès à présent que la finitude de l'espace mondial conditionne la transformation de la géographie politique dans les années 1890-1900, parallèlement d'ailleurs à l'augmentation des tensions entre puissances colonisatrices. Mackinder n'est certes pas le premier à se préoccuper de ces questions ; « à la lisière de la géopolitique » (RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 102), se trouvent d'autres auteurs, de différents pays, comme, un peu plus tôt, le géo-stratège américain Alfred T. Mahan, pour son ouvrage paru en 1890, *The influence of Sea Power upon History*. 1660-1783, qui aurait influencé Ratzel lui-même (p. 103). Le précoce intérêt des Anglais et des Américains pour les explications générales de l'histoire du monde par la géographie (car c'est au fond de cela qu'il s'agit), s'explique peut-être par « l'effet de l'emprise et de la domination que l'Angleterre exerçait sur le monde au détour du XX^e siècle et que les Etats-Unis ont exercé plus tard » (RAFFESTIN, 1980, p. 16). La tentative de Mackinder de « systématiser sur des cartes à petite échelle une vision géohistorique du pouvoir ou plus exactement de la puissance dans le monde » exprime en tout état de cause l'essor d'une « indéniable tentation planétaire dans l'explication en géographie politique », (*ibid.*). Le monde est pensé comme un ensemble dont les parties (Etats, Empires, continents...) sont en relation les unes avec les autres. La géographie politique commence ainsi à généraliser, à théoriser et à expliquer le partage du monde entre les principales puissances mondiales que les contemporains voient alors s'accroître (partage de l'Afrique...). Le texte de Mackinder incarne donc un nouveau type de raisonnement géo-politique, qui va au-delà de la géographie ratzélienne, tout en

187 de la traduction) qui lui permet d'affirmer sa différence par rapport à Ritter, accordant, selon lui, plus de valeur que Ritter « au territoire couvert par l'Etat en tant que fondement naturel de l'Etat ».

accentuant certains de ses caractères, comme l'engagement national et impérial. Mackinder adhère en effet en 1903 à la *Tariff Reform League* de Joseph Chamberlain (qui fut ministre des colonies de 1895 à 1903) dont le but est de créer un marché commun impérial (NICOLAS-OBADIA et GUANZINI, 1988, p. 14). Il propose donc une interprétation et une explication de la politique mondiale du point de vue britannique. Il n'en demeure pas moins que son texte symbolise le renouvellement de la pensée géographique de la politique mondiale ; le compte rendu de l'article de 1904 dans la *Bibliographie géographique* par Jules Sion, commence d'ailleurs par la traduction de l'expression « *the pivot region of the world's politics* » (MACKINDER, 1904, p. 434), « le pivot de la politique mondiale » (SION, 1905, p. 54). Ce pivot, et l'image est bien révélatrice d'une vision, comme dit Geoffrey Parker qui emploie les expressions de « *world outlook* » et de « *world view* » (1985, p. 15-17), ou d'une pensée globale du monde, qui s'ordonnerait et *tournerait* autour d'un centre : le cœur de la masse continentale eurasiatique, que Mackinder appellera plus tard le *Heartland*. Dans son ouvrage de 1919, *Democratic Ideals and Reality*, Mackinder reformule en effet la théorie du pivot : il y parle en effet de la *World-Island* (Ile-Monde), constitué par les trois continents de l'Ancien Monde cerné par l'océan (voir le commentaire de cet ouvrage par RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 114-115). En 1904, le modèle est en quelque sorte plus rudimentaire, reposant sur l'opposition classique des puissances maritimes et des puissances continentales. L'argument politique (l'Angleterre représentant le type de la puissance maritime) nourrit évidemment la réflexion du géographe : ce modèle n'est pas neutre, mais aucune des théories de géographie politique de l'époque ne l'était, aucune de ces « *closed space theories* », selon l'expression de Gerry Kearns (1984, p. 23).

Parler de théorie de l'espace clos ou de la « *global closure* » (KEARNS, 1993) est de fait plus satisfaisant que de reprendre le vocable quelque peu piégé de géopolitique ; Mackinder au plus juste n'est pas un géopoliticien, mais un géographe du monde clos. Avant de présenter plus précisément le modèle qu'il met en place, un mot donc de la conception du monde comme totalité qui le rend possible. A ce propos, il est certainement significatif que Georges Nicolas-Obadia et Catherine Guanzini aient choisi de travailler sur Mackinder en 1988 dans la série « biographique » dénommée *Espace, science et géographie*, dont le but, énoncé en quatrième de couverture, « est de vérifier ou d'infirmer par l'étude des géographes anciens et modernes que "le mécanisme de pensée Tout-Partie(s) appliqué à la surface de la terre est universellement utilisé par les géographes" ». D'application bien plus large que pour la seule pensée du monde, cette hypothèse générale sur le raisonnement géographique (que nous

examinerons en détail dans la dernière partie), trouve dans l'article de 1904 de Mackinder un remarquable champ de vérification. Sans qu'il soit nécessaire d'en décortiquer présentement la mécanique, il apparaît en effet que Mackinder y développe une conception quasi systémique du monde¹⁹. C'est en ces termes du moins qu'il décrit la nouveauté du monde autour de 1900, qui serait entré dans ce qu'il appelle l'« âge post-colombien » :

From the present time forth, in the post-Columbian age, we shall again have to deal with a closed political system, and none the less that it will be one of world-wide scope. Every explosion of social forces, instead of being dissipated in a surrounding circuit of unknown space and barbaric chaos, will be sharply re-echoed from the far side of the globe, and weak elements in the political and economic organism of the world will be shattered in consequence. (1904, p. 422)

Observons seulement ici qu'il s'agit là d'une géographie qui prend explicitement pour objet la description d'un monde non seulement fini, mais véritablement mondial(isé). Se mettrait en place autour de 1900 en effet, selon Mackinder, un système caractérisé par une dimension inédite (*world-wide scope*) des phénomènes politiques, sociaux et économiques. Surtout, le monde est pensé comme « *a closed political system* », un système clos, où tout événement a des répercussions dans le monde entier : tout se tient désormais dans le tout du monde, une *proximité* s'est instaurée entre tous les éléments du monde (*close* signifiant aussi près, proche). Dans la discussion qui suit la présentation de Mackinder, Spencer Wilkinson, professeur d'histoire militaire, géographe et penseur du monde clos (cité par MACKINDER, p. 433), reprend la même idée, dans un passage où il file la métaphore de l'échiquier :

I should wish to express the same thing by saying that, whereas only half a century ago statesmen played on a few squares of a chess-board of which the remainder was vacant, in the present day the world is an enclosed chess-board, and every movement of the statesman must take account of all the squares in it. I myself can only wish that we had ministers who would give more time to studying their policy from the point of view that you cannot move any one piece without considering all the squares on the board. We are very much too apt to look at our policy as though it were cut into water-tight compartments, each of which had no connection with the rest of the world, whereas it seems to me the great fact of to-day is that any movement which is made in one part of the world affects the whole of the international relations of the world – a fact which, it seems to me, is lamentably neglected both in British policy and in most of the popular discussions of it (...). (in MACKINDER, 1904, p. 438)

Intervention tout à fait importante où Wilkinson, géographe se faisant conseiller d'un prince apparemment encore aussi peu conscient du nouveau fonctionnement du monde de 1900 que le vulgaire, formule de manière très explicite la conception du monde qui se trouve au fondement du raisonnement bientôt géopolitique : le monde est un échiquier où toutes les

¹⁹ Ainsi qu'une nouvelle conception de l'espace politique, dans le sens même de l'évolution générale de la conception de l'espace dans les années 1900 : d'absolu, il deviendrait alors relationnel, et par espace relationnel,

cases sont occupées, et où tout mouvement se répercute, donc, d'une case à toutes les autres. Autre image de même portée : le monde n'est plus découpé en compartiments étanches, mais chaque compartiment est maintenant connecté avec tous les autres...

Un modèle global d'interprétation historico-géographique.

Mais revenons à Mackinder. Que dit-il précisément du monde conçu comme espace clos ? Quelles ambitions théoriques sont les siennes ? Le projet apparaît en premier lieu comme une entreprise intellectuelle jusqu'ici impossible du fait de l'incomplétude du monde :

It appears to me, therefore, that in the present decade we are for the first time in a position to attempt, with some degree of completeness, a correlation between the larger geographical and the larger historical generalizations. For the first time we can perceive something of the real proportion of features and events on the stage of the whole world, and may seek a formula which shall express certain aspects, at any rate, of geographical causation in universal history.
(p. 422)

Mackinder cherche à interpréter la marche de l'histoire sur « la scène du monde entier », en établissant une corrélation entre grands traits géographiques et grands événements, en construisant une « formule » (nous dirions peut-être modèle) qui exprimerait la « causalité géographique de l'histoire universelle ». Cette recherche s'inscrit en prolongement de sa note sur le mot monde parue en 1902 (voir Encadré 2, p. 113), mais aussi en prolongement d'autres « formules », plus rudimentaires ou moins pertinentes, telle l'idée d'une marche vers l'ouest de la civilisation : « *The familiar phrase about the westward march of empire is an empirical and fragmentary attempt of the kind* » (p. 422). Parce que la scène politique est devenue mondiale, on pourrait donc enfin comprendre les règles géographiques de l'histoire. Des règles qui sont principalement physiques, Mackinder ayant surtout en vue les caractères morphologiques, climatologiques, biogéographiques des espaces étudiés. Mais son propos relève également de la géographie historique, particulièrement de la saisie dans le long terme de l'influence de l'Asie sur l'Europe. Il oppose le cœur de l'Eurasie, région steppique et désertique, région de nomades et de cavaliers, limitée au nord par des forêts et des marais et isolée de l'océan par son réseau hydrographique orienté vers le nord (p. 429), et les régions marginales, dont fait partie l'Europe au sens strict, ouvertes sur les océans et sièges de ce que Mackinder appelle, après Mahan, le « *sea-power* ».

Le Vieux Monde est en effet ceinturé de mers et d'océans qui permettent l'épanouissement d'un autre type de mobilité et de puissance : « *Mobility upon the ocean is*

on entend un espace produit par les processus, les objets, les relations entre les objets (SMITH, 2003, p. 12-13).

the natural rival of horse and camel mobility in the heart of the continent » (p. 432). Cette mobilité océanique est saisie comme prolongement d'une phase fluviale de la civilisation (autour du Yangtse, du Gange, de l'Euphrate et du Nil). Le voyage de Colomb ouvrirait ainsi au *sea-power* une ère de considérable extension : « *The one and continuous ocean enveloping the divided and insular lands is, of course, the geographical condition of ultimate unity in the command of the sea, and of the whole theory of modern naval strategy and policy as expounded by such writers as Captain Mahan and Mr. Spencer Wilkinson* » (p. 432-433). Mackinder met bien en valeur le renversement des relations entre l'Europe et l'Asie autorisé par l'extension des puissances européennes vers les Nouveaux Mondes et par leur maîtrise de la circulation océanique : « *Britain, Canada, the United States, South Africa, Australia, and Japan are now a ring of outer and insular bases for sea-power and commerce, inaccessible to the land-power of Euro-Asia* » (p. 433). Mais le « *land power* » ne disparaît pas pour autant, et reste une menace de taille pour la Grande-Bretagne, qui doit éviter que le pivot continental soit contrôlé par une puissance intermédiaire comme l'Allemagne ou la Chine. Situation d'autant plus dangereuse que la construction du Transsibérien représente l'équivalent continental de Suez : c'est un gain de mobilité pour les puissances continentales. Mackinder écrit d'ailleurs ceci avant la guerre russo-japonaise, événement qu'il a sans doute perçu comme une confirmation – voire comme une expérimentation.

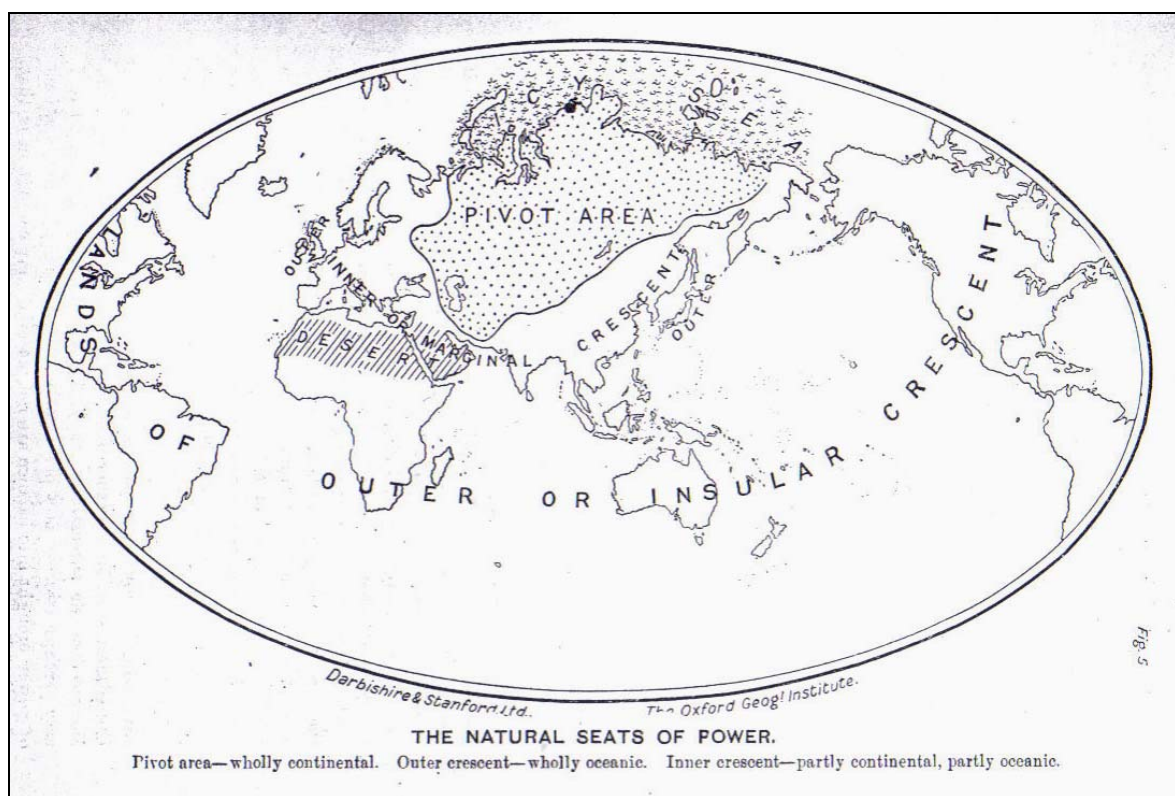


Figure 21 : Carte du « pivot géographique de l'histoire » (MACKINDER, 1904, p. 435)

Pendant le conflit, la possibilité, bien réelle, d'une alliance entre l'Allemagne et la Russie (VENIER, 2004, p. 332) a donné un fort crédit à la théorie du pivot, et démontre que, malgré son orientation géohistorique marquée, le texte de Mackinder était de grande actualité. Les dernières réflexions de l'article, plus actuelles en effet que le début, portent d'ailleurs sur le « *yellow peril* » et le risque majeur que courrait l'Angleterre si la Chine ou l'Inde s'emparaient de la Russie (1904, p. 437).

Ce qui doit, au final, être retenu de cette « formule », c'est son caractère véritablement global. Le monde tourne autour d'un « pivot » ; il est donc encore centré, mais pas sur l'Europe, ce qui est original pour une représentation du monde à l'époque (Figure 21). L'histoire ainsi que les événements *contemporains* peuvent être interprétés comme étant déterminés par l'évolution des rapports entre la zone pivot, les puissances continentales marginales et les puissances du croissant extérieur ou insulaire. La Figure 21, qui représente « les sièges naturels de la puissance » et qui propose une vision globale (l'Amérique apparaissant même deux fois sur la carte), résume parfaitement la nature de cette géographie du monde clos : une géographie des positions mondiales où la puissance, d'un point de vue géographique (il existe d'autres points de vue, touchant aux caractéristiques des peuples impliqués dans la compétition, p. 437), est fortement déterminée par la localisation des Etats. En 2004, Peter Taylor et Herman Van der Wusten observent assez justement que Mackinder fut « le premier à préconiser une approche macro de l'ordre politique dans lequel on peut extrapoler quel sera le destin des Etats à partir de leur localisation par rapport à la distribution des terres et des mers sur la planète, en fonction des techniques de transport disponibles » (p. 206). S'il n'est pas tout à fait le premier à s'intéresser à cette question, il est clair cependant que Mackinder élabore ici une théorie à l'échelle mondiale, une théorie de la puissance mondiale qui repose sur « l'idée d'un monde conçu comme un système politique clos d'étendue mondiale, induisant la perspective d'un Empire mondial » (RAFFESTIN *et alii*), 1995, p. 110), mais qui s'inscrit inévitablement dans la spécificité d'une politique étrangère, ici anglaise. Cette « formule ordonnatrice de l'histoire universelle » (*ibid.*) ou ce « modèle planétaire » (p. 111), qui sera suivi de beaucoup d'autres, doit bien être interprété comme « une justification de la politique impériale de la Grande-Bretagne qui doit faire obstacle aux tentatives de domination russo-germanique et nippon-chinoise du monde » (p. 112). Mais, cette réserve faite, l'expérience qui sous-tend la formule de Mackinder est celle, déjà présente dans son ouvrage de 1902, d'un monde devenu politiquement et économiquement un. Et cette formule est bien, à sa manière, une pensée du Monde.

2.2. La géopolitique, la géographie politique et l'échelle mondiale

C'est pour toutes ces raisons qu'il est si courant de considérer Mackinder comme l'un des premiers géopoliticiens, parmi d'autres théoriciens du monde clos dont Geoffrey Parker par exemple a évoqué les figures (1985, p. 32-50)²⁰. En réalité, comme on sait, la géopolitique en tant que telle ne se forme qu'au moment de la Première Guerre mondiale, et dans le domaine germanique. Elle reprend certes nombre d'éléments de la géographie politique ratzélieenne ainsi que des théories de Mackinder ou de Mahan ; Karl Haushofer a ainsi confessé qu'il s'était inspiré de Mackinder (RAFFESTIN *et alii*), 1995, p. 116). A côté de la géopolitique cependant, qui se développe donc surtout en Allemagne dans l'entre-deux-guerres, et qui subit, en France notamment, la critique de nombre de géographes, d'autres façons de faire de la géographie politique ou de la géographie du politique existent, par exemple chez André Siegfried, depuis ses travaux de géographie électorale jusqu'à ses grandes études sur les démocraties anglo-saxonnes, sur l'Europe, sur les relations internationales. La question qui se pose, au-delà des brouillages nationaux et disciplinaires (les géopoliticiens allemands et leurs critiques français prétendant, les uns contre les autres, faire œuvre de science), est de savoir dans quelle mesure la géographie politique et la géopolitique se saisissent des grands enjeux mondiaux dans l'entre-deux-guerres. Nous procéderons en deux temps : l'examen de la géopolitique allemande comme discours sur le monde, puis, en passant par l'étude de sa réception en France, l'observation du positionnement mondial de la géographie politique française. Ceci nous mènera, pour finir, à la présentation d'un organisme relativement peu connu, le Centre d'Etudes de Politique Etrangère (CEPE), créé à Paris en 1935.

2.2.1. L'essor de la géopolitique et sa réception en France

Quelques rappels sur la naissance de la géopolitique en Allemagne

Sur la géopolitique, beaucoup a déjà été écrit. On sait qu'elle s'est développée principalement en Allemagne et qu'elle a subi un rejet massif entre 1945 et les années 1970 où elle revient sur le devant de la scène géographique, en France par exemple autour d'Yves Lacoste et de la revue *Hérodote*. Ce qui va nous intéresser, c'est moins l'histoire générale de la géopolitique que son rapport avec la notion de politique mondiale, le lien qui s'établit, dans le raisonnement géopolitique, entre un point de départ qui est le plus souvent, comme en

²⁰ Signalons en particulier l'ouvrage du géographe britannique James Fairgrieve, *Geography and World Power*, paru en 1915, dans lequel il s'interroge sur les conditions de la puissance dans le monde, en s'appuyant tout à la fois sur l'histoire et sur les données physiques et naturelles (p. 35-40).

géographie politique, l'Etat comme puissance, et une pensée ou un modèle qui s'exprime en partie à l'échelle mondiale. La géopolitique est-elle une pensée à l'échelle du Monde ? Ou même seulement une pensée à l'échelle du globe ? Il y a une ambiguïté sur ce point, car la géopolitique s'intéresse à des objets de grande échelle, comme l'Etat donc, le groupe d'Etats, le continent, tout en étudiant leur position mondiale c'est-à-dire leur rapport à d'autres Etats, groupe d'Etats ou continents²¹ et en produisant un discours politique normatif sur ce que devrait être cette position : « *An essential part of it is the examination of the components, but this is basically undertaken for the purpose of reaching a clearer understanding of the whole* » (PARKER, 1985, p. 2). A l'origine de la géopolitique, se trouvent en effet les deux ouvrages de Rudolf Kjellen, *Die Grossmächte der Gegenwart* (Les grandes puissances du présent), paru en 1914, et *Der Staat als Lebensform* (L'Etat comme forme de vie). Le premier est publié en 1914 en suédois, puis en 1916 en allemand ; le second est traduit en allemand seulement en 1924. On voit donc bien que le propos géopolitique est avant toute chose une analyse de l'Etat, une géographie de l'Etat et une géographie, surtout, *pour* l'Etat. Elle est même seulement dans un premier temps, pour Kjellen, l'un des cinq aspects d'une science de l'Etat plus générale (les quatre autres parties étant l'ethnopolitique, la politique économique, la politique sociale et la politique de domination). Le cadre d'apparition de la géopolitique proprement dite concerne donc l'exercice du pouvoir au sein d'un Etat, et a trait plus spécifiquement à la définition du territoire de l'Etat : elle est « l'enseignement de l'Etat comme organisme géographique ou comme apparition dans l'espace : c'est donc l'Etat comme pays, territoire, région ou, plus significativement, comme empire » (KJELLEN, 1916, cité par RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 94). Une autre conséquence du privilège accordé à l'Etat, davantage liée à la philosophie politique qu'à la géographie, c'est la mise au second plan voire l'oubli d'autres formes de pouvoirs politiques : il n'y aurait plus, chez les successeurs de Friedrich Ratzel²², qu'une politique de l'Etat, tendance qui s'accentuerait chez les premiers géopoliticiens : « Avec la géopolitique, (...) se prépare la mondialisation de l'Etat » (RAFFESTIN, 1980, p. 14). L'Etat deviendrait ainsi peu à peu, et sans doute à tort, une catégorie valable universellement dans la description et l'étude des réalités. La dimension internationale et mondiale surgit quand se pose la question du rapport entre l'Etat et les autres organismes politiques, étant entendu, dans l'esprit ratzélien, que le but de l'Etat, « forme

²¹ C'est encore ce qui fonde un article de Franck Tétart en 2006 sur la géopolitique et la mondialisation, où la place de l'Etat s'avère tout à fait centrale, sous divers aspects : la question des frontières, le rôle de l'hyperpuissance américaine, la défaillance de l'Etat, la régulation internationale...

²² Otto Maull, 1925, *Politische Geographie* ; Alexander Supan, 1922, *Leitlinien der allgemeinen politischen Geographie* ; Arthur Dix, 1922, *Politische Geographie, Weltpolitisches Handbuch* (RAFFESTIN, 1980, p. 13-14).

vivante », est de se développer et donc de se confronter aux autres formes vivantes. L'expansion devient le seul moyen de survie pour un Etat : le *Lebensraum* (espace vital) est une notion, certes plus ancienne (Ratzel publie en 1901 *Der Lebensraum*), que les géopoliticiens vont placer au cœur de leur analyse (RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 29-33).

La *Geopolitik*, l'école allemande de géopolitique formée par et autour de Karl Haushofer (Encadré 10) et de la revue *Zeitschrift für Geopolitik* fondée en décembre 1923²³, va cependant justifier son autonomisation par rapport à la science de l'Etat de Kjellen et par rapport à la géographie politique ratzélienne, sur l'idée qu'il faut reconstruire l'Etat allemand et justifier sa volonté d'expansion, en Europe et dans le monde.

Karl Haushofer (1869-1946) commence sa carrière dans l'armée. C'est comme militaire qu'il découvre l'Asie, et le Japon en particulier entre 1908 et 1910. Il en résulte une thèse soutenue en 1913 sur *La part des Allemands dans l'exploration géographique du Japon et de son espace*, et un certain nombre de publications (voir aussi l'Annexe 4, 1913-1914). La défaite de 1918 et le traité de Versailles réorientent son attention vers l'Europe et l'Allemagne. S'inspirant de Rudolf Kjellen (au point d'en rééditer les œuvres pour lui séminales), il fonde la géopolitique allemande, dirige l'Institut de géopolitique créé en 1921, et se consacre à penser presque exclusivement la restauration de la puissance allemande. Devenu chef d'école, il oriente ses recherches vers la justification des prétentions allemandes en Europe centrale et orientale et la légitimation d'alliances potentielles avec d'autres puissances, comme le Japon ou l'URSS (CLAVAL, 1994b, p. 25-28). Comme la plupart des commentateurs le soulignent, la *Geopolitik* n'est pas réductible au nazisme, malgré d'importantes convergences, et Haushofer « eut tout au long de son existence des relations difficiles avec les nazis » (préface de Jean Klein in HAUSHOFER, 1986, p. 10), ce qui ne l'empêche pas d'être convoqué au procès de Nuremberg ; il se donne la mort en 1946.

Encadré 10 : Eléments biographiques sur Karl Haushofer.

La *Geopolitik* se construit de fait en grande partie en réaction à la Première Guerre mondiale et à la défaite allemande. La guerre est l'occasion d'un retour général des géographes allemands vers l'étude des réalités politiques (KORINMAN, 1990, p. 90), alors qu'ils en étaient plutôt éloignés auparavant (voir p. 284). Les grands géographes se mobilisent pour la défense des intérêts allemands. Alfred Hettner publie par exemple dès le début de la guerre un ouvrage intitulé *Englands Weltherrschaft und der Krieg* (L'empire mondial de l'Angleterre et la guerre), dans lequel il dénie à l'Angleterre le droit à l'hégémonie mondiale et propose un nouveau partage de l'espace planétaire au profit du Reich et d'autres puissances. Aux lendemains de la guerre, les géographes allemands dans leur ensemble sont scandalisés par les traités de paix (KORINMAN, 1990, p. 139). Le constat fondateur de la *Geopolitik* est celui d'un échec de la géographie universitaire dans la défense des intérêts allemands dans le monde :

²³ Le 1^{er} numéro paraît en janvier 1924. Karl Haushofer est en charge de l'Asie, Erich Obst de l'Ancien Monde, Otto Maull (qui rallie les géopoliticiens en 1925 mais quitte la revue en 1931) du Nouveau Monde, et Hermann Lautensach d'une rubrique « mondiale » et « systématique » (KORINMAN, 1990, p. 160).

face aux tenants de la géographie politique académique (Arthur Dix, Otto Maull, Alexander Supan...), Haushofer et les premiers géopoliticiens en appellent à une géographie politique appliquée, engagée et ne s'en tenant pas seulement (c'est ce qu'ils reprochent à Ratzel) à une recherche de lois générales (KORINMAN, 1990, p. 149-151). Les débats et discussions marquent le début et le milieu des années 1920 ; certains se rallient à la nouvelle géographie politique, comme Maull, mais la *Geopolitik* ne fera jamais l'unanimité dans la géographie allemande.

Geopolitik et pensée du monde

Il s'agit donc, pour Karl Haushofer et les siens, d'analyser les conséquences de la guerre sur les grandes puissances, sur l'Allemagne en particulier, et donc de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour restaurer son statut. Ce n'est pas un hasard si Haushofer, dans sa réédition du premier livre de Kjellen en 1930, introduit dans le titre une référence à la guerre²⁴. Et la fonction principale de la *Zeitschrift für Geopolitik* est d'examiner les conditions de la reconquête d'un rôle mondial pour l'Allemagne, largement recentré sur le continent européen, c'est-à-dire abandonnant les ambitions océaniques des années 1890-1900 (CLAVAL, 1994b, p. 27). En cela, la géopolitique est bien une espèce d'application de la géographie des puissances mondiales à la situation de telle ou telle puissance dans le monde. Elle se veut discipline au service d'une politique de puissance. La question, avec ce que cela suppose de parti pris et d'engagement politiques, est celle de la position d'un Etat dans le monde, de son rang, de son influence, de sa puissance au sens strict. Il paraît donc assuré, d'après les analyses minutieuses menées par Claude Raffestin, que la géopolitique, particulièrement dans le domaine allemand, a été une science, ou une quasi-science de l'Etat. Définir précisément la géopolitique n'est pourtant pas mince affaire : elle représente un champ de préoccupations mi-politiques mi-scientifiques plutôt qu'un domaine de connaissance à part entière. Elle est, davantage qu'une géographie politique, une politique géographique (l'apposition des deux mots allemands indique que le nom est *Politik*). Elle s'enracine dans la géographie politique conçue comme étude de l'implantation et de l'extension des Etats à la surface du globe, mais s'en distingue en tant qu'elle devient un discours normatif. C. Raffestin a proposé une définition qui est davantage une liste de conditions de possibilité qu'un énoncé synthétique

²⁴ *Die Grossmächte vor und nach dem Weltkriege*. Ce livre bénéficie d'un compte rendu assez mesuré de Demangeon dans la *Bibliographie géographique internationale* : « Il compte parmi ses collaborateurs les meilleurs chefs de file de ce qu'on pourrait appeler l'école allemande de géographie politique. Il s'applique à montrer dans chaque grand pays du monde les grands traits de la structure politique, économique et sociale. Il le fait avec beaucoup de clarté, pas toujours avec une entière impartialité. » (1931a, p. 453)

(Encadré 11). Différents aspects sont juxtaposés, cognitifs et épistémologiques, rhétoriques, symboliques et politiques.

- « La géopolitique apparaît comme :
- une méthode globalisante, totalisante, visant l'explication de l'ensemble des phénomènes à la surface de la terre ;
 - une démarche génétique, dans le sens où la connaissance géopolitique construit et reproduit sa logique à l'intérieur d'un monde clos, pratiquant l'autoréférence et se projetant comme logique naturelle, organique ;
 - un discours doté d'une fonction propagandiste ;
 - un savoir muni d'un outil iconographique, la cartographie ;
 - une connaissance, donnant une cohérence à ce savoir dont elle est chargée de définir la finalité ;
 - un savoir ayant pour objet la maîtrise de la puissance ;
 - un savoir se mettant au service du régime en place. »

Encadré 11 : La définition de la géopolitique selon Claude Raffestin (*et alii*) (1995, p. 129).

Mais ainsi définie, la référence au monde apparaît comme secondaire, le monde n'interviendrait que comme cadre et horizon d'expansion pour l'Etat, à la différence de théories plus anciennes, comme celle de Mackinder, qui se positionnent d'emblée au niveau mondial. Or, à la liste déjà longue de C. Raffestin, il faudrait peut-être rajouter que la géopolitique est aussi, même si ce n'est pas son objet premier, une pensée du monde. Les géopoliticiens mènent en effet une réflexion qui porte sur la place de l'Allemagne dans le monde ; ils se préoccupent donc des grands enjeux du monde, analysent les principaux empires, notamment le britannique, les grands équilibres économiques et politiques, les perspectives d'alliance ou de rapprochement, par exemple entre l'Allemagne et l'Asie (idée récurrente dans la pensée de Haushofer, selon KORINMAN, 1990, p. 216), ainsi que de constitution de vastes pan-régions européenne, asiatique et américaine (voir Parker, 1985, p. 60-62)... Il portent une grande attention au *Weltmeer* (*ibid.*, p. 234), aux mers fermées ou aux mers méditerranées comme aux océans, notamment l'océan Pacifique, qui est un espace fondamental dans la pensée géopolitique – mais pas seulement géopolitique, nous le verrons – du monde (KORINMAN, 1984). Les grandes thématiques des géopoliticiens, après le sort de l'Allemagne, seraient ainsi, d'après Michel Korinman en 1990, la question maritime, la question de l'Europe (à la fois ses équilibres intérieurs et sa place dans le monde), et celle du « cadastre planétaire » (p. 202). Cette notion est reprise d'une proposition formulée par Albrecht Penck en 1925 au Congrès des géographes allemands de Breslau, qui visait à mettre en place « un cadastre planétaire où seraient enregistrées, en fonction de leur valeur respective sur le plan économique, toutes les régions du monde » pour permettre « un partage plus

rationnel de l'espace » entre les grandes puissances (cité par KORINMAN, 1990, p. 202). Les géopoliticiens partagent tout à fait ce point de vue. Il semblerait donc que la *Geopolitik* ait bien été une pensée à l'échelle mondiale. Par le biais de l'outil cartographique qu'elle emploie de manière centrale comme moyen de réduire la réalité à l'image de la réalité, la complexité du réel à la lisibilité de la propagande politique, la géopolitique produit un grand nombre de cartes à petite échelle (continentale ou mondiale) pour construire de grandes oppositions, par exemple entre l'Est et l'Ouest (RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 254). On peut certainement déplorer que les historiens de la géopolitique n'aient pas vraiment travaillé sur ces cartes²⁵...

La critique de la Geopolitik par les géographes français et le problème de l'échelle mondiale

« Il fut un temps où tous les géographes d'Europe écoutaient ce qui leur venait d'Allemagne comme la voix même de la science. Ce temps est révolu (...). »
Albert DEMANGEON, 1932b, p. 31.

Contrairement à avant 1914, la référence allemande dans la géographie française se fait beaucoup plus critique dans l'entre-deux-guerres. Certes la géographie française s'est émancipée du modèle allemand, au point de devenir à son tour l'école dominante dans le monde, mais c'est aussi l'évolution de la géographie allemande qui suscite ce regard critique. Pour le dire de manière rapide, les géographes français reprochent aux allemands leur partialité. On peut souligner que ce reproche de partialité est réciproque. L'analyse par les géographes allemands des nouvelles configurations politiques d'après la Première Guerre mondiale, est l'occasion de critiquer l'objectivité prétendue des experts qui ont participé au redécoupage de l'Europe et du monde, dont un certain nombre de géographes français : « Pour résumer, on trouve chez les géographes allemands qui s'expriment sur l'Europe d'après-guerre une constante à la fois instructive et passionnante : ils reprochent à leurs collègues français de faire ce qui va bientôt se nommer de la géopolitique » (KORINMAN, 1990, p. 147)... Toutefois, il est manifeste que l'enracinement de la géopolitique dans le paysage scientifique va creuser le fossé entre les géographes français et les géopoliticiens allemands (ROBIC et RÖSSLER, 1996, p. 244). Les premiers certes n'ignorent pas les écrits des géopoliticiens, à commencer par Haushofer : « *The writings of the German Geopolitiker were well known to the principal French geographers, and works by Haushofer and others were given lengthy reviews in Annales de Géographie* » (PARKER, 1987, p. 146). La *Bibliographie géographique*, surtout à partir de la fin des années 1920, fait elle aussi une grande place aux

²⁵ Geoffrey Parker, dans un chapitre consacré à la *Geopolitik* de son ouvrage de 1985, en propose néanmoins quelques unes : une adaptation de la théorie du pivot par Karl Haushofer en 1932 (p. 59) ou une carte des pan-régions, toujours dressée par Haushofer, en 1931 (p. 62).

publications de ces auteurs, tout particulièrement aux articles publiés dans la *Zeitschrift für Geopolitik*. Ceux qui critiquent la *Geopolitik* semblent même se faire un devoir de se tenir au courant de son évolution, de tenir au courant leurs confrères et même d'informer l'opinion publique, comme Yves-Marie Goblet²⁶ dans le journal *Le Temps*. Elicio Colin rédige par exemple le compte rendu pour *Bibliographie géographique internationale* d'un article de Goblet paru le 14 juillet 1932 et intitulé « *Geopolitik* et critique géographique » :

Dans ses « Courriers géographiques » du *Temps*, Y. M. GOBLET expose les questions de géographie politique au fur et à mesure de l'actualité. Dans cette étude critique, il a montré l'opposition entre la véritable géographie politique scientifique et la « *Geopolitik* », instrument de propagande pangermaniste » (1933, p. 95)

Goblet tâche donc de sensibiliser un large public sur la portée réelle du discours géopolitique, qui se prétend scientifique alors qu'il sert un projet politique belliqueux. Mais on est déjà ici en 1932, et il n'est pas sûr que la critique ait été aussi forte les années précédentes. L'arrivée au pouvoir de Hitler constitue sans doute un tournant dans une critique qui était plus ancienne, mais souvent plus mesurée, on l'a vu plus haut avec le compte rendu par Demangeon de la réédition du livre de Kjellen sur les grandes puissances (voir p. 307).

Les années 1920 semblent être ainsi encore des années de débat et non de condamnation. On peut même déceler des appréciations fort positives de certaines productions géopolitiques, tel le livre de Erich Obst²⁷ paru en 1927 et doublement commenté par Albert Demangeon dans les *Annales de Géographie* et dans la *Bibliographie : England, Europa und die Welt. Eine geopolitisch-weltwirtschaftliche Studie* (L'Angleterre, l'Europe et le monde. Une étude géopolitique de l'économie mondiale). Il s'agit d'un « ouvrage extrêmement bien documenté et d'horizon large » (*Bibliographie*, 1928, p. 115) et qui se rattache « à ce genre de recherches que les géographes allemands d'aujourd'hui aiment à appeler la “géopolitique” et l'économie mondiale »²⁸ (*Annales*, 1928a, p. 268). Si l'on se concentre sur la note des *Annales*, plus détaillée, le livre de Obst apparaît comme un ouvrage, qui certes ne traite pas de problèmes tout à fait nouveaux (Demangeon ne manquant pas de rappeler que, « depuis la fin de la Grande Guerre, ils forment le thème de beaucoup

²⁶ Goblet, pourtant à la marge de l'école française de géographie, incarne la méfiance des géographes français face à la *Geopolitik* et leur désir de fonder une géographie politique scientifique (PARKER, 1996, p. 208).

²⁷ Erich Obst (1886-1953), géographe, a été professeur à Hambourg, puis à Constantinople de 1915 à 1918, puis encore à Breslau et Hanovre. Il est un membre fondateur de la *Zeitschrift für Geopolitik*, où il est d'abord en charge du suivi de l'actualité de l'Ancien Monde et de l'Afrique (KORINMAN, 1990, p. 159).

²⁸ On remarque que la modalité typographique ne porte plus sur mondial mais sur géopolitique ; façon de créer une distance par rapport à ce qui est considéré comme un « genre de recherches » qui peine à devenir pleinement

d'ouvrages publiés dans l'ancien et le nouveau monde », y compris les siens...), mais qui offre des garanties de sérieux scientifique, notamment par « l'énorme appareil de statistique sur lequel reposent ses démonstrations » (p. 270). Sans insister sur les idées développées tant par Obst que par Demangeon, il convient de voir que Demangeon porte ici une appréciation positive, mais nuancée²⁹ d'un ouvrage écrit par une autorité de la *Geopolitik*. On retrouve ce même jugement positif dans le grand article d'Albert Demangeon sur la « Géographie politique » en 1932, où il entreprend de démonter le projet géopolitique en lui retirant tout caractère scientifique. Il commence par évoquer le renouveau de la géographie politique en Allemagne dans les années 1920. Il rappelle la création de la *Zeitschrift für Geopolitik* et la publication de différents ouvrages :

Le meilleur de ces livres, le plus solide et le plus impartial est celui de E. OBST. L'ouvrage de MAULL, énorme et confus, très partiel, contient cependant, quand il traite de questions précises, des chapitres intéressants. Les travaux de K. HAUSHOFER, grandiloquents et passionnés, sont ceux d'un ancien général de l'armée allemande, qui ne paraît pas très familier avec l'esprit scientifique. Ceux de A. DIX et de R. HENNIG paraissent plutôt appartenir au type des « livres de disciples », peu originaux, tendancieux à souhait, et, surtout celui de HENNIG, pleins d'erreurs grossières. (1932b, p. 22)

Demangeon se livre donc à une exécution en règle, maniant l'ironie et le sarcasme, surtout lorsqu'il cite Hennig³⁰, et auxquels n'échappe guère que Obst. Il reproche aux géopoliticiens³¹ leur partialité, leur oubli des critères de la scientificité, leurs erreurs et travestissements de la vérité, voire leur « ignorance » (notamment à propos de la situation de la France dans le monde, p. 28). La critique est assortie d'une revalorisation de la géographie politique ratzélienne, qui elle était scientifique, alors que les géopoliticiens détournent cet héritage tout s'en réclamant et en prétendant le compléter (p. 23). Se voulant « science appliquée », la géopolitique se détourne de la science, parce qu'elle vise alors « des intérêts, non pas généraux et humains, mais proprement allemands » (p. 26) et devient une « entreprise nationale de propagande et d'enseignement » (p. 27). La conclusion est sans surprise : « Nous devons constater que la géopolitique allemande renonce délibérément à tout esprit

scientifique, au contraire de la géographie politique, sans doute, et de l'économie mondiale, qui, elle, apparaît comme un objet scientifique consensuel.

²⁹ Demangeon trouve à l'ouvrage un intérêt surtout instrumental, mais une faible portée heuristique ; la dernière phrase de sa note est d'ailleurs la suivante : « C'est toute une mine de matériaux, rassemblés pour le plus grand profit du travailleurs isolé qui voudrait les exploiter à sa guise et selon sa propre orientation » (1928a, p. 270).

³⁰ Richard Hennig (1874-1951), spécialiste de l'histoire et de la géographie de la circulation, participe à la fondation de la revue *Weltwirtschaft und Weltverkehr* en 1911 (KORINMAN, 1991, p. 89). Demangeon s'amuse à répertorier les grosses erreurs de Hennig : « L'excellent livre du géographe Emile GAUTIER, sur le Sahara, est attribué au poète et romancier Théophile GAUTIER », « Marseille est placée dans une île »... (1932b, p. 28).

³¹ Qu'il confond d'ailleurs avec les géographes politiques, ce qui n'est sans doute pas à porter à son crédit. M. Korinman a déjà remarqué que Demangeon distinguait mal géographie politique et géopolitique (1990, p. 155).

scientifique » (p. 31). Un autre point du réquisitoire de Demangeon concerne la critique portée par les géopoliticiens eux-mêmes à l'égard de Ratzel : « Si elle veut s'élever à la dignité de la géopolitique, la géographie politique doit devenir une science générale et comparative, une science vraiment universelle ; elle doit se hausser à la connaissance du monde entier, physique et moral » (p. 26). Pour les géopoliticiens, selon ce qu'en dit Demangeon, leur discipline devrait donc être à la fois générale et globale pour permettre d'éclairer les hommes politiques soucieux de la position de leur pays dans le monde.

Pour Demangeon au final, l'ambition de la géopolitique est de servir de guide pour toute politique mondiale (p. 27). Elle serait donc bien une pensée à l'échelle du monde : si elle étudie des Etats, elle produit également un raisonnement sur l'ordre du monde, qui entend même être un outil pour mettre en ordre le monde (RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 128). Et c'est cela au fond que critique Demangeon : à vouloir tout saisir, la géopolitique « ne peut plus être une discipline scientifique : elle devient une sorte de boulimie gigantesque, absorbant tout et laissant l'esprit passif, écrasé sous la masse des matériaux » (1932b, p. 26). La géopolitique représenterait alors, pour Demangeon répétons-le, mais peut-être aussi pour nous, une pensée dévoyée du monde comme totalité. C'est aussi ce que suggère un article publié dans les *Annales de Géographie* par Jacques Ancel³² sur la ville libre de Danzig, et sous-titré « Géographie politique régionale ». Le point de vue d'Ancel est régional, c'est-à-dire qu'il conteste les généralisations hâtives et s'intéresse de manière centrale aux cas concrets, aux analyses précises des frontières et des confrontations entre peuples et nations. Cet article incarne une géographie politique délibérément coupée du niveau mondial et général d'analyse, et ceci afin de gagner en pertinence (au contraire de la *Geopolitik*) :

Si, délaissant les synthèses ambitieuses et prématurées, la géographie politique se contente d'analyses précises dans un cadre restreint, l'étude de petits Etats offre des facilités particulières. La *Ville libre de Danzig* est un de ces Etats contre lesquels s'est acharnée la *Geopolitik* allemande. Un de ses chefs a écrit que le traité de Versailles n'y avait créé qu'une caricature d'Etat, « gênante pour Danzig, dommageable pour l'Allemagne, et même pas satisfaisante pour la Pologne ». Après enquête sur les lieux et sans préoccupations politiques, nous nous contenterons de rechercher si cette réapparition sur la carte d'un Etat, qui a vécu plusieurs siècles, n'a pas des causes plus profondes que la volonté des politiciens. (1933, p. 286)

³² Jacques Ancel (1882-1943), spécialiste de l'Orient et des Balkans, et lui aussi, comme Goblet, en marge de l'école française de géographie, est l'un des rares géographes français à chercher alors à théoriser la géographie politique (RAFFESTIN, 1980, p. 15). Il le fait en se préoccupant surtout de la question des frontières (*Géographie des frontières*, 1938) et avec l'objectif de contrer la *Geopolitik* (PECHOUX et SIVIGNON, 1996, p. 224-226). Entre 1929 et 1931, il assume également la rédaction en chef du très impérialiste *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris – Revue Economique française* en 1930 – (HEFFERNAN, 2004, p. 188), où il écrit depuis la fin de la guerre (comme Yves-Marie Goblet ou Henri Lorin), et en particulier en 1924 un compte rendu du *Déclin de l'Europe* de Demangeon, qui rallie quant à lui le conseil de la Société entre 1929 et 1931.

Le choix de Danzig s'explique par son intérêt intrinsèque, mais aussi parce qu'il permet à Ancel de contrer les géopoliticiens sur leur propre terrain (frontières de l'Allemagne) ; la citation renvoie d'ailleurs à un article de Haushofer publié en 1926. La critique de la *Geopolitik* repose ici sur un refus de la synthèse à petite échelle, trop marquée par la manipulation et la caricature. Il doit donc apparaître, au terme de ce parcours, qu'un certain nombre de géographes français ont contesté à la géopolitique le droit de se présenter comme une nouvelle science, et que leur critique a porté en partie sur l'échelle du raisonnement. Cette critique a pour contrepartie une défense et illustration de la géographie politique, tant chez Demangeon que chez Goblet, Ancel, ou même, moins souvent cité à ce propos, que Sorre, dans le second volume de ses *Fondements de la géographie humaine* : qualifiant les « constructions théoriques de la géopolitique » d'excitantes mais de dangereuses, il ajoute qu'« elles compromettent auprès des esprits sérieux la géographie politique qui ne prétend pas à être une discipline normative » (1948, p. 204). Mais la géographie politique, pour être scientifique, doit-elle nécessairement abandonner l'échelle mondiale ?

2.2.2. Géographie politique en France dans l'entre-deux-guerres

On affirme souvent que la géographie politique est un domaine peu développé en France dans l'entre-deux-guerres, même si l'on rappelle que, depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale, les thèmes des relations internationales, de la politique mondiale, de la colonisation..., ont été régulièrement abordés. Les ouvrages d'Albert Demangeon (1920, 1923...), d'André Siegfried (1924, 1927, 1935, 1937...), de Henri Hauser, de Jean Brunhes et Camille Vallaux, avant ceux de Yves-Marie Goblet, Jacques Ancel ou Jean Gottmann, en témoignent. Nous mettrons l'accent pour notre part sur ce qu'on pourrait appeler l'émergence d'une géographie politique à la française (en insistant surtout sur André Siegfried dont on n'étudie souvent, en géographie, que le versant *électoral* de sa géographie/sociologie politique) et sur le Centre d'Etudes de Politique Etrangère, créé en 1935.

Une géographie politique à la française ? André Siegfried et les grands puissances du monde

La géographie politique en effet a pris en France, dans l'entre-deux-guerres, d'autres chemins que la *Geopolitik*, qui se sont en partie dégagés, on vient de le voir, dans la critique de cette dernière. Mais, autant qu'elle, la géographie française des années 1920 et 1930 s'est préoccupée des enjeux de l'actualité ; nous avons montré dans le chapitre 3 qu'elle était tout à fait en prise avec les problèmes économiques du temps. De la même façon, beaucoup de géographes, dès la fin de la Grande Guerre, s'intéressent aux questions politiques, au nouvel

ordre politique européen et mondial : mise en place de la Société des Nations, bouleversement de la carte politique européenne, diagnostics à petite échelle, sort des empires coloniaux, tensions entre grandes puissances, puis questions des matières premières et du partage des colonies, autant de problèmes politiques (et économiques) internationaux et/ou mondiaux qui donnent lieu à réflexion géographique. Geoffrey Parker a même établi une typologie du souci « géopolitique » en France à l'époque :

Whilst French geographers were thus united in virtually universal condemnation of the ideas emanating from across the Rhine, French geopolitical thinking itself had two quite distinct strands. In the first of these France was an autonomous great power acting in pursuance of her national interests as she saw them; in the second she was also engaged in furthering her national interests, but aimed to do so through the wider European dimension. (1987, p. 146)

Ne s'en tenant pas à la critique de la *Geopolitik*, la géographie politique française aurait ainsi cultivé deux champs privilégiés, l'un touchant à la puissance de la France dans le monde, avec la question de la colonisation, l'autre touchant la place de l'Europe dans le monde face aux nouvelles puissances. Parker évoque succinctement à ce propos la diffusion de l'idée européenne dans la géographie française ; nous y reviendrons pour notre part dans la partie suivante. Ici nous interpelle seulement le fait que la géographie française dans l'entre-deux-guerres a bien abordé des questions politiques parfois posées à l'échelle mondiale et que certains géographes, plus ou moins marginaux (Goblet, Ancel, Siegfried) ou centraux (Demangeon), ont proposé une alternative à la *Geopolitik*. A cet égard, il est sans doute approprié de rappeler que André Siegfried, qui est à l'époque considéré par les géographes comme un géographe, a eu une approche tout à fait originale, et de large diffusion : il multiplie les ouvrages et les articles traitant des relations internationales ou de la situation de telle ou telle puissance, en particulier les démocraties anglo-saxonnes, dans le monde.

Que ce soit l'Angleterre, les Etats-Unis, le Canada ou même l'Europe dans son ensemble, Siegfried choisit des objets dont l'analyse lui permet d'interroger les grands équilibres et enjeux du monde. Sa géographie politique est d'abord une géographie de l'Etat, une géographie des Etats, et même dans une perspective comparatiste très moderne³³, mais elle est aussi une géographie des transformations du monde, une géographie du déclin de l'Europe dans le monde, et une géographie des puissances mondiales. Il est vrai que, comme le rappelle Jean Gottmann dans un article où il évoque ses souvenirs de Siegfried, ce dernier a longtemps préféré les analyses de cas aux grandes synthèses : « La variété du monde

³³ S'interrogeant sur les relations existant entre les sociétés, Siegfried anticiperait même, selon Gérard Fabre, les recherches contemporaines sur les transferts culturels (2002, p. 111).

apparaissait trop grande et trop complexe pour qu'on puisse élaborer vite des théories générales » (1988, p. 14). Un peu à la manière dont Jacques Ancel prônait une « géographie politique régionale »... Après la Seconde Guerre mondiale cependant, Siegfried publie quelques grandes synthèses, comme, en 1950, *L'âme des peuples*, et en 1955, les *Aspects du XX^e siècle*. En tout état de cause, même dans ses études de cas nationales, André Siegfried ne néglige jamais l'horizon mondial. Il a toujours, comme le rappelle Paul Claval, « le souci de saisir la dynamique mouvante de la scène mondiale » (1988, p. 122) et son analyse « est toujours globale » (p. 130). S'il se spécialise dans l'étude des pays anglo-saxons, et tout particulièrement les pays d'Amérique du Nord, c'est, entre autres ambitions, pour travailler sur les relations entre l'Europe et le Nouveau Monde et sur *La crise de l'Europe* (1935), ouvrage que nous exploiterons dans le chapitre 7. Mais sa compétence sur le domaine anglo-saxon en tant que tel est largement reconnue, en France et à l'étranger ; à propos des *Etats-Unis d'aujourd'hui*, Henri Baulig écrit, dans la *Bibliographie* :

Cet ouvrage de psychologie politique et sociale est certainement le meilleur qui ait été écrit sur le sujet et pas seulement en français, depuis longtemps – faut-il dire depuis le livre unique d'ALEXIS DE TOCQUEVILLE ? On y retrouve, à un degré éminent, les qualités reconnues de l'Auteur : connaissance intime du sujet, vue directe et pénétrante des réalités, élégante simplicité de la forme. (1928, p. 520)³⁴

Eloge appuyé qui ne doit pas dissimuler toutefois que pour Baulig, il ne s'agit pas de géographie mais de « psychologie politique et sociale »³⁵. En tout état de cause, les ouvrages de Siegfried suscitent l'intérêt des géographes qui le lisent et le commentent (voir plus haut p. 24 et 46). Dans les *Annales* par exemple, Albert Demangeon commente longuement en 1924 son ouvrage sur l'Angleterre, et Désiré Pasquet en 1928 celui sur les Etats-Unis (note d'ailleurs assez nuancée).

L'approche d'André Siegfried peut être en effet très géographique, comme on peut le constater dans son ouvrage sur *Le Canada, puissance internationale*, paru en 1937. André-Louis Sanguin a montré combien l'analyse de Siegfried sur le Canada était, à la fin des années 1980, encore très pertinente, notamment quant à la « contradiction géographique canadienne », entre un axe géographique nord/sud et axe politique est/ouest (1988, p. 104).

³⁴ Même éloge rétrospectif de la part de Jean Gottmann dans un article des *Annales de Géographie* sur les Etats-Unis où il associe d'ailleurs Siegfried et Baulig : « André SIEGFRIED, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, Paris, 1927, reste toujours, avec les deux volumes de Mr BAULIG, l'ouvrage de base sur la civilisation américaine au XX^e siècle. » (1948a, p. 135)

³⁵ Et de fait, l'ouvrage de Siegfried contient trois parties respectivement consacrées à « la crise ethnique et religieuse du peuple américain », à « l'équilibre économique des Etats-Unis au lendemain de la guerre » et aux « Attitudes politique ». Mais cela ne signifie pas que l'ouvrage ne soit pas riche d'aperçus géographiques.

Dans cet ouvrage, Siegfried examine fondamentalement, en contrepoint d'un premier ouvrage paru en 1906 (*Le Canada, les deux races (problèmes politiques contemporains)*), l'apparition d'un nouveau Canada, qui n'est plus une colonie mais une nation indépendante : « Sur les champs de bataille de la Grande Guerre (...) le Canada a acquis, conquis pourrait-on dire, un statut international que confirme son entrée, à titre d'unité politique distincte, dans la Société des Nations » (p. 1). Tout l'enjeu est alors « de préciser la position internationale du Canada dans l'équilibre économique et politique du XX^e siècle, c'est-à-dire ses contacts géographiques, son équilibre ethnique, sa place comme producteur et consommateur dans les échanges internationaux, ses possibilités dans le domaine de la culture, son rôle singulier d'interprète entre les Etats-Unis et l'Angleterre, et finalement ses chances, non encore pleinement assurées, de survie comme entité nationale indépendante » (p. 2)³⁶. Ce qui intéresse Siegfried, c'est de débrouiller les appartenances géographiques, historiques et culturelles multiples du Canada, « pays géographiquement américain, politiquement britannique et largement français par son origine, international d'autre part du fait de ses préoccupations économiques » (*ibid.*). En cela, l'ouvrage est éminemment géographique, oscillant entre une étude de sociologie nationale, un essai de « pensée-continent » pour reprendre le mot de M. Korinman au sujet du livre de Ratzel sur les Etats-Unis (voir p. 287), et une approche des équilibres intercontinentaux. Symptomatiquement, le livre commence par « l'aspect géographique » de la question : si la géographie tire le Canada vers l'Amérique, l'histoire de relie à l'Europe (p. 12) ; quant au Nord du Canada, il doit être considéré

sous un autre aspect, celui de la liaison entre les continents. Les distances terrestres, comme chacun sait, vont en se réduisant vers le pôle et, de ce fait, le Canada se trouve particulièrement bien placé pour servir de route intercontinentale ou impériale. (p. 17)

Et de rejoindre alors la problématique du réseau mondial de communication. Reste que le Canada, envisagé ainsi dans sa position mondiale (qui se décline ensuite dans des chapitres démographique, économique et politique), n'est pas une puissance mondiale, mais une « puissance internationale », une puissance qui joue un rôle sur l'échiquier mondial, mais un rôle de second rang.

Le Centre d'Etudes de Politique Etrangère : une initiative pour étudier le monde actuel

Ce n'est donc pas un hasard si André Siegfried, dont nous venons d'indiquer rapidement qu'il incarnait une certaine façon de pratiquer la géographie politique en France dans l'entre-

³⁶ La « position internationale » n'est pas équivalente à la position mondiale : il s'agit du rôle joué par le Canada dans le domaine des relations internationales, non de sa *fonction* géographique. Mais elle s'y rattache néanmoins.

deux-guerres sous l'horizon mondial, publie assez abondamment dans des revues de politique internationale, comme l'américaine *Foreign Affairs*, créée en 1922 (SIEGFRIED, 1928, 1929, 1940, 1952...) ou la française *Politique étrangère* créée en 1936 dans le sillage du Centre d'Etudes de Politique Etrangère (CEPE). Siegfried publie d'ailleurs le premier article de cette revue, sur un sujet emblématique, « Le problème des relations franco-américaines ». Le CEPE mérite de retenir notre attention, dans la mesure où il représente une structure pluridisciplinaire d'analyse politique, économique et culturelle du monde. Il ne prend pas le monde pour objet, mais nous permet de mesurer combien certains géographes se sont investis dans une recherche, certes collective, sur les grands problèmes politiques et économiques du monde des années 1930. Or ces problèmes sont, pour partie, des problèmes mondiaux, c'est-à-dire intéressant l'équilibre du monde entier : comment éviter une autre guerre mondiale est sans doute la question majeure...

Fondée en 1913 par John D. Rockefeller, dans le but de « promouvoir le bien-être de l'humanité à travers le monde », la Fondation se concentre d'abord sur la médecine, la biologie et l'éducation (MAZON, 1985, p. 316), puis s'oriente après la Première Guerre mondiale, par le biais d'une institution autonome (jusqu'en 1929), la Fondation Laura Spelman Rockefeller (du nom de la femme de Rockefeller), vers la question des sciences économiques et sociales (p. 317). L'idée était d'améliorer l'équilibre social en stimulant les sciences de la société. La Fondation Laura Spelman Rockefeller crée ainsi le *Social Science Research Council* et « la plupart des centres universitaires américains des sciences sociales (Chicago, Harvard, Columbia, Yale etc.) », ainsi que la *London School of Economics* et la *Deutsche Hochschule für Politik* à Berlin.

En France, elle intervient plus tard, dans les années 1930 (*ibid.*). Il s'agit par exemple de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, autour de Charles Rist (p. 321 *et sq.*). Mais c'est surtout auprès de Sébastien Charléty, recteur de l'Université de Paris, que la Fondation va mener des négociations (p. 327), afin d'impliquer les institutions existantes. Ce qui permet, entre 1932 et 1934, de distribuer des subventions à plusieurs instituts (p. 329). Puis, en 1934-1935, la Fondation accorde une dotation globale que l'Université doit se charger de redistribuer ; en résulte la création du Conseil universitaire de la recherche sociale en 1935 (p. 331). Le Conseil va financer de nombreuses recherches, enquêtes (celle de Demangeon par exemple sur l'habitation rurale) et publications de 1935 à 1940. En parallèle, la Fondation continue à aider à la création de centres de recherche : le Centre d'Etudes de Politique Etrangère est l'un d'entre eux.

Encadré 12 : La Fondation Rockefeller et son action pour les sciences sociales.

Mais avant de présenter l'organisation et le fonctionnement du Centre, il convient de préciser le contexte de sa création, qui a été bien décrit par Brigitte Mazon : la Fondation Rockefeller se trouve à l'origine du CEPE, ainsi que d'une grande série d'initiatives pour organiser les sciences sociales en France, en Europe et aux Etats-Unis dans les années 1920 et 1930 (Encadré 12). Sans entrer dans le détail, rappelons toutefois que c'est le recteur de l'Université de Paris, Sébastien Charléty, qui a l'idée en 1934, avec Célestin Bouglé, de « solliciter un financement de la Fondation Rockefeller pour la création d'un institut pour

l'étude des relations internationales » (MAZON, 1985, p. 335). La subvention de la Fondation se monte, d'après B. Mazon, à 172 000 dollars entre 1936 et 1940 (p. 336). Charléty est nommé président du CEPE, les secrétaires généraux sont Louis Joxe et Etienne Dennery, tandis qu'au Conseil d'administration, siègent, pour les géographes, Albert Demangeon et André Siegfried. A l'origine donc, la création du CEPE prend sens dans une politique incitative de cristallisation des recherches sociales initiée par une grande fondation privée. Son objet, nous l'avons dit, est l'actualité politique et économique du monde, ainsi que les relations internationales : expression assez vague qui désigne des processus ou des phénomènes prenant place entre des Etats, à l'échelle continentale ou mondiale.

En cela, le CEPE n'est pas novateur : il s'inspire d'ailleurs très explicitement du britannique *Royal Institute of International Affairs* (Chatam House), ainsi que de l'américain *Council on Foreign Relations*, qui publie, nous l'avons dit, la revue *Foreign Affairs*, d'abord sous la responsabilité d'Archibald C. Coolidge (sur le *Council* et sa revue, ainsi que sur le rôle essentiel qu'y joue Isaiah Bowman, on se reportera à SMITH, 2003, chapitre 7). D'autres pays ont créé alors ou sont en train de créer des institutions similaires. En France, existaient déjà un Comité d'Etudes des Problèmes du Pacifique et un Comité de l'Europe Centrale, qui se rattachent au CEPE (Avant-propos de *Politique étrangère*, 1936, p. 3-4). Le CEPE est en outre le fruit d'une collaboration entre six institutions « qui s'attachent à développer en France l'étude des questions internationales » (p. 3) : l'Université de Paris, l'Ecole libre des sciences politiques, la Commission française de coordination des Hautes études internationales, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, le Centre de documentation sociale de l'Ecole Normale Supérieure³⁷, le Groupe d'études diplomatiques³⁸. Le Centre comprend pour sa part des groupes d'études, un service d'informations, et publie beaucoup (dont la revue *Politique étrangère*³⁹). Les groupes d'études représentent la part essentielle du CEPE, d'après ce que nous apprend Albert Demangeon dans un article des *Annales de Géographie*, et « comprennent des personnes, membres ou non du Centre, que leur

³⁷ Créé en 1920 grâce au financement d'un banquier parisien que nous retrouverons, Albert Kahn, et dirigé par Célestin Bouglé (MAZON, 1985, p. 313). Il bénéficie après la crise de 1929, qui ruine Kahn, d'un financement de la Fondation Rockefeller (p. 329).

³⁸ Le CEPE bénéficie aussi du soutien du *Carnegie Endowment for International Peace*, organisation créée en 1910 par l'industriel et philanthrope américain Andrew Carnegie pour aider à la coopération entre les nations (<http://www.carnegieendowment.org/about/index.cfm?fa=history>)

³⁹ Qui existe toujours, en tant qu'organe de l'Institut française des relations internationales. Cet institut, créé en 1979 et dirigé depuis par Thierry de Montbrial, transforme le CEPE en moderne *think tank* (http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/a_propos/publi_P_txt_historique_1044630106495)

expérience et leur compétence particulières désignent pour la préparation des recherches collectives » (1936, p. 646). En 1935, ils sont au nombre de 7 :

- Groupe d'études des problèmes du Pacifique ;
- Groupe d'études des problèmes économiques de l'Europe centrale ;
- Groupe d'études de l'Islam ;
- Groupe d'études des questions franco-américaines ;
- Groupe d'études de l'Allemagne contemporaine (ou Groupe d'études germaniques) ;
- Groupe d'études des sciences sociales ;
- Groupe d'études de la réorganisation économique internationale.

Ces groupes ne sont pas immuables : ils fonctionnent le temps de mener à bien leurs études, et sont parfois créés pour une durée déterminée. Le Groupe d'études de la réorganisation économique internationale se donne par exemple deux ans (1935-1937) pour travailler sur « Les procédés de règlement pacifique avec application à certains cas particuliers (population, matières premières) » et ceci dans le but de préparer « la prochaine session de la Conférence permanente des Hautes Etudes Internationales qui, sous les auspices de la Société des Nations, groupe les différents professeurs de sciences politiques et les représentants des instituts consacrés à l'étude scientifique des relations internationales » (« L'Activité du Centre », *Politique étrangère*, 1936, p. 7).

Il ne peut pas être question ici d'entrer dans le détail des activités du CEPE. On voudrait seulement retenir que des géographes participent à ces travaux, certains de manière tout à fait centrale : Demangeon est ainsi président du Groupe d'études du Pacifique, Siegfried est celui du Groupe d'études des questions franco-américaines (l'article de *Politique étrangère* de 1936 reprend son exposé préliminaire). Un certain nombre d'autres géographes, avant et après la Seconde Guerre mondiale, vont participer aux travaux et études du CEPE, et pour certains, publier dans *Politique étrangère* : Jacques Weulersse en 1936 sur les « Aspects permanents du problème syrien », André Siegfried encore en 1937 sur « Les problèmes de l'Amérique latine », Fernand Maurette sur « La Société des Nations et le problème des matières premières » en 1937, ainsi que Jacques Ancel sur « La crise polonaise ». Après la guerre, apparaissent Jean Gottmann ou Pierre George. On a donc un peu le sentiment au final que le CEPE et sa revue constituent le lieu d'expression, entre autres choses, d'une géographie politique à la française, mettant l'accent sur les relations internationales, affichant un souci de scientificité et d'objectivité. Albert Demangeon présente le CEPE dans les *Annales de Géographie* en des termes révélateurs : « Les géographes, qui s'intéressent particulièrement

aux questions économiques, ne sauraient ignorer l'existence du CENTRE D'ETUDES DE POLITIQUE ETRANGERE, fondé en 1935 pour étudier *objectivement* les questions internationales actuelles » (1936, p. 646. *Nous soulignons*). C'est peut-être là une façon implicite de reformuler sa critique de la *Geopolitik* : contre la partialité, l'objectivité, contre la propagande politique, l'œuvre scientifique. Mais le CEPE offre également aux géographes politiques un champ où ils peuvent s'intéresser aux problèmes internationaux et mondiaux et ne pas se contenter d'études de cas nationales ou régionales. Non pas pensée du Monde à proprement parler, mais pensée à l'échelle du monde assurément.

3. Epilogue : enseigner le Monde à l'école ?

En guise d'épilogue pour ce chapitre et même de conclusion pour cette partie sur les objets mondiaux, nous choisissons d'esquisser l'étude de ce qui mériterait une bien plus longue exposition et l'analyse d'un autre corpus : les modalités d'émergence et de diffusion de ces objets mondiaux dans l'enseignement (programmes scolaires, concours, manuels...). Nous mettons même seulement l'accent sur les décennies d'avant 1914, marquées par une grande réforme des programmes en 1902-1905, qui créent notamment un enseignement de géographie en classe de terminale, dont le simple énoncé doit nous interpeller : « les principales puissances du monde » et « les grandes voies de communication ». Ce programme va traverser sans modification majeure (sauf sous Vichy) le XX^e siècle, jusqu'en 1981 (CLERC, 2000, p. 41), ce qui nous autorise à limiter cet aperçu aux années 1900-1910. Nous voudrions montrer aussi qu'avant la réforme de 1902-1905 il existait déjà des possibilités d'aborder ces objets au lycée ou à l'université. Mais il ne s'agit ici, redisons-le, que d'une esquisse, pas même d'une conclusion en vérité, mais d'une ouverture de pistes.

3.1. Un enseignement ouvert sur le monde contemporain

Si un certain nombre d'objets mondiaux apparaissent dans le discours géographique au tournant du XX^e siècle, et si cette apparition contribue à réorienter la géographie économique et la géographie politique au plan, disons, universitaire et scientifique, elle se diffuse également dans l'enseignement. Il y a, à cet égard, une certaine porosité, et elle doit nous interpeller car elle est révélatrice du positionnement de la géographie tout entière dans le monde de son temps. Qu'on ne se méprenne pas : il ne s'agit pas de postuler l'existence d'une diffusion directe entre savoir universitaire et programmes du secondaire. Mais il est remarquable qu'un certain nombre d'aspects de la géographie scolaire entrent en résonance

avec des problématiques scientifiques nouvelles et des objets qui en sont à peine à l'explicitation notionnelle. Il se trouve que les années 1900-1914 correspondent, en France au moins, à une refonte des programmes scolaires, déjà bien analysée pour la géographie (LEFORT, 1992 ; CLERC, 1999 et 2000 ; CHEVALIER, 2007 ; ROBIC, 2007) ; nous reprenons l'analyse dans une perspective jusqu'à présent peu mise en valeur. Ce sont les thématiques traitées qui nous intéressent, notamment le programme de géographie de 1905 pour les classes de terminale. Mais avant d'y venir, il convient de rappeler que ces thématiques étaient déjà présentes, avant les années 1900, à différents niveaux de l'enseignement : si on prend les programmes de seconde de l'enseignement de garçons, on s'aperçoit que la réforme de 1902 aborde les « grands traits de la géographie économique du globe », c'est-à-dire l'étude du « monde économique actuel », des « moyens et instruments de transport », des « grandes voies ferrées transcontinentales », des « grandes lignes de navigation », des « principaux ports » et des « principaux pays industriels et commerçants » (MARCHAND, 2000, p. 687). L'étude en somme de l'économie du monde, des grandes routes mondiales et des principales puissances économiques. Dès la réforme de 1880, le programme de Seconde prévoyait, à côté de la géographie physique, politique et économique de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique et de l'Océanie, une « étude générale des voies de communication de terre et de mer » et celle des « grands centres de production et de commerce » (*ibid.*, p. 446). La réforme de 1890, cette fois-ci en classe de rhétorique, recommande d'étudier la France et ses colonies, mais aussi la place de la France dans le monde (*ibid.*, p. 544). Et nous ne parlons pas des programmes d'histoire de terminale, qui se sont vus peu à peu confier l'analyse du monde contemporain depuis les années 1860-1870 (ROBIC, 2007, p. 265-266). L'idée d'un partage entre l'histoire et la géographie, quant à l'enseignement du « monde contemporain » à la fin du XIX^e siècle, ne doit pas nous faire négliger toutes les possibilités qui existaient pour les enseignants de parler, en cours de géographie, d'objets mondiaux. Il serait donc relativement inexact de considérer que les élèves du cursus principal, avant 1902-1905, n'abordaient pas (en géographie) les grands problèmes du monde de leur époque ; c'est pourtant ce que paraît faire Pascal Clerc, lorsqu'il étudie l'enseignement du Monde et de l'Etat (CLERC, 1999, p. 370-371).

Il serait même trompeur d'étudier ce problème uniquement par le biais des programmes de l'enseignement secondaire ; il ne faudrait pas négliger les sujets de concours, notamment à l'agrégation d'histoire et de géographie. Ce thème a été l'objet d'un court article de Marie-Paule Maret et Philippe Pinchemel en 1972, et ne semble pas avoir été retravaillé depuis. La pertinence de ce corpus résulte de son ancienneté et de sa continuité ainsi que des relations

existant entre les programmes des concours et l'enseignement supérieur. Avant la décennie 1880, les sujets de géographie à l'agrégation relevaient surtout de la géographie historique. Mais « à partir de 1885, par le biais des voies de communication, la géographie économique apparaît dans les épreuves données aux concours d'agrégation des lycées » (1972, p. 80) alors qu'elle « figurait au programme de l'agrégation spéciale depuis sa création, en 1866 »⁴⁰. Les années 1880-1890 sont en réalité une période de transition : « Les sujets de géographie historique, de géographie ancienne comparée persistent ; mais de nouveaux sujets apparaissent qui traduisent le nouveau niveau de découvertes et de connaissances auxquelles l'homme accède par les explorations continentales, océaniques, polaires, la colonisation, la révolution des relations intercontinentales » (*ibid.*). On notera la dernière formule... Mais c'est à partir de 1894 que les sujets évoluent vraiment, du fait d'une transformation du concours (retrait de la « thèse »...) et en lien avec la modernisation de la géographie elle-même. Les expressions de géographie générale, humaine, régionale apparaissent dans les sujets (p. 81), puis la géographie urbaine entre en scène. Surtout, « les leçons de géographie économique apparaissent dans les dernières années du XIX^e siècle » (p. 84), et les auteurs citent pêle-mêle, « Les grandes voies de communication dans le Monde » (1896), « Les cultures alimentaires et les cultures industrielles dans le Monde » (1899), « Le coton, pays producteurs, pays manufacturiers » (1905), « L'or dans le Monde » (1909) etc. Ils concluent que l'évolution des questions d'agrégation est un bon instrument de mesure de l'évolution de la géographie ; ils observent également que « l'actualité de nombre de sujets est (...) un fait digne de réflexion ; les sujets “collent” à l'actualité scientifique mais aussi à l'actualité internationale : exploration, colonisation, peuplement, développement économique » (p. 86). La référence au monde, en outre, devient récurrente. La géographie apparaît dès lors comme une discipline du temps et du monde présents.

Les programmes donnés à l'agrégation représentent l'autre versant de cette analyse, M.-P. Maret et P. Pinchemel ayant privilégié les sujets donnés, même s'ils évoquent le programme de 1909 (« La géographie humaine générale, comprenant la répartition de la population, les principales cultures, les grandes régions industrielles, les voies de communication et la colonisation »). Les programmes sont régulièrement affichés dans les *Annales de Géographie*, et nous retiendrons d'un rapide parcours que le thème des grandes voies de communication revient très souvent. Pour l'agrégation de 1896, le programme invite à travailler sur « les grandes voies de communication dans le monde » (*Annales*, 1895, p.

⁴⁰ Cette dernière agrégation s'adressant aux professeurs de l'enseignement secondaire spécial.

119). Pour celle de 1904, les 5 questions au programme sont : 1) la géographie physique générale, 2) la France, 3) les pays riverains de la Méditerranée, 4) l'Amérique du Sud, et 5) les grandes voies de communication du globe (routes naturelles, grandes lignes de chemin de fer, de navigation, de télégraphie) (*Annales*, 1903, p. 462). Pour celle de 1907, la 5^e question est encore « les grandes voies de communication maritime » (*Annales*, 1906, p. 478). Tout ceci suggère bien que la dimension mondiale était présente dans l'enseignement universitaire et secondaire dès les années 1890.

3.2. La réforme des programmes de 1902 et de 1905

En 1902, une grande réforme de l'enseignement secondaire a lieu. Elle entend répondre à la crise du secondaire public général (baisse des effectifs), et « à la question de l'adaptation du secondaire aux réalités du “monde moderne” » (GISPERT, HULIN et ROBIC, 2007, p. 21). L'enseignement secondaire doit préparer les élèves à la vie économique, et pour cela doit se détacher du modèle des humanités classiques, développer les langues et les sciences. C'est le constat de la grande enquête parlementaire menée par Alexandre Ribot en 1899, et c'est le but de la réforme des programmes de 1902 et de ses suites (Conférences pédagogiques organisées de 1904 à 1909). La question de l'utilité sociale de l'enseignement, de la préparation des élèves à la vie active se trouve, dans le cas de la géographie, particulièrement problématique. La géographie commerciale s'enseignait déjà surtout dans les Chambres et les écoles de Commerce, ainsi que dans l'enseignement commercial supérieur ou l'enseignement technique. L'enseignement général peut-il et doit-il évoluer aussi dans ce sens ? La réforme de 1902 en géographie ne peut certainement pas se réduire à une *commercialisation* de la géographie ; elle marque peut-être surtout l'entrée au lycée « de la discipline savante qui s'est construite à l'université durant les trente années précédentes » (GISPERT, HULIN et ROBIC, 2007, p. 34). Elle inaugure ainsi en seconde un enseignement de géographie générale qui « cesse d'être la présentation à petite échelle de différents ordres de phénomènes visibles à la surface de la terre, appréhendés continent par continent, pour devenir une présentation raisonnée et thématique, transcontinentale et transrégionale » (LEFORT, 1992, p. 126). Le principe de l'unité terrestre, dont l'importance scientifique est affirmée par Paul Vidal de la Blache au milieu des années 1890, pénètre donc l'enseignement, ce qui doit permettre aux élèves puis aux étudiants de pouvoir penser à l'échelle du globe. Dans un texte de 1901 de la *Revue internationale de l'enseignement*, Vidal déplorait en effet que les étudiants fissent souvent preuve d'un défaut de connaissances *générales*, d'une incapacité à penser l'unité de la Terre (p. 304), car, ajoute-t-il, il « est assez différent de ramener la géographie à une série

de descriptions de contrées, ou d'y voir l'étude de la terre » (p. 305). Avant la réforme de 1902, Vidal appelle donc déjà à ce que la géographie offre davantage aux élèves, par exemple en dernière année, le moyen de penser la totalité terrestre. Mais la réforme ne va pas le suivre sur ce point (car il n'y a pas de géographie en terminale).

La réforme de 1902, discutée dans les Conférences pédagogiques⁴¹, va provoquer, pour cette raison et d'autres, une grande insatisfaction chez les historiens et chez les géographes (MARCHAND, 2000, p. 70). Concernant l'histoire, il s'agit principalement de la lourdeur des programmes et de leur mise en œuvre (p. 71). Concernant la géographie, il y a d'abord un problème de conception de l'enseignement de la géographie générale : doit-il initier ou couronner l'enseignement ? (ROBIC, 2007, p. 261). Un second problème touche à l'absence du monde contemporain dans les programmes, ce qui rejoint la question de l'utilité sociale de la géographie, cette absence étant regrettée surtout par « les défenseurs d'un enseignement pratique » (p. 262). Les conférenciers étaient cependant vraisemblablement informés, selon Jean-Pierre Chevalier, qu'une réforme de la réforme était en cours (les Conférences ont lieu en mars 1905, la seconde réforme en juillet...), mais pas les autres participants (2007, p. 162)... Les débats sont d'ailleurs plus larges que ces discussions parisiennes, comme en témoigne l'article que Léon Dutil, professeur au lycée de Nîmes, publie dans la *Revue universitaire* en 1903. Entre autres questions, il remarque que, si la réforme propose une couverture complète du globe en premier cycle, en seconde « une étude raisonnée des principaux phénomènes géographiques » et en première une étude de la France et de ses colonies (1903, p. 249), les programmes demeurent inadéquats par rapport à l'état du monde :

La part de la France n'est certainement pas exagérée. Mais nous savons assez que la France n'est pas seule au monde ; les événements quotidiens se chargent de nous apprendre qu'il n'y a plus aujourd'hui de « splendide isolement » possible, qu'il faut sans cesse compter avec d'autres intérêts, avec d'autres forces voisines ou éloignées.

Ce qu'il décrit ressortit bien à une forme de *mondialisation* qui contraindrait la géographie à s'ouvrir aux « grandes questions économiques », à la poussée coloniale, au développement des Etats-Unis, de l'Allemagne, du Japon etc. Il propose en conséquence de créer en classe de terminale un enseignement de synthèse, qui emprunterait à la fois à la géographie et à

⁴¹ Ces Conférences sont organisées à l'initiative du vice-recteur Louis Liard dans le cadre du Musée Pédagogique dirigé par Charles-Victor Langlois, et s'adressent à un public de professeurs parisiens (GISPERT, HULIN et ROBIC, 2007, p. 26-27). Après les mathématiques et la physique en 1904, vient le tour des sciences naturelles et de la géographie en 1905. Trois conférences sont données, par Paul Vidal de la Blache, Lucien Gallois et Paul Dupuy, secrétaire de l'Ecole Normale Supérieure. Elles sont publiées dans les *Annales de Géographie* en 1905.

l'histoire et où il s'agirait d'étudier « ces grandes questions “mondiales” qui s'imposent à l'attention de tous » (p. 251), de montrer le « fondement géographique » des enjeux de l'actualité que l'histoire néglige trop souvent. Texte percutant, qui formule des demandes proches de celles de Lucien Gallois dans la Conférence pédagogique qu'il anime ; pour lui, d'abord, l'absence du monde contemporain, « si elle est fâcheuse, ne semble pas scandaleuse au regard du gain qu'a été le contenu de la classe de seconde » (ROBIC, 2007, p. 260). Mais au fond, il regrette qu'il n'y ait pas de géographie en dernière année :

Il serait bien difficile de justifier cette exclusion. A une époque où, chaque jour, notre attention est attirée vers tous les points du globe, où les explorations ont achevé de nous faire connaître des contrées entières hier encore presque ignorées, où les moyens d'information se sont multipliés à l'infini ; où, d'autre part, la géographie, considérée comme une science, a fait tant de progrès, où l'on peut dire qu'elle a vraiment pris conscience d'elle-même, il semble qu'il eût été tout naturel de lui faire un peu plus de place dans l'enseignement. (1905b, p. 208)

Très adroitement, Gallois avance deux arguments de portée différente, capable de rallier des parties éventuellement en désaccord (les *utilitaristes* par exemple et les *scientifiques*) : la géographie doit rendre compte des transformations du monde, et elle pourrait le faire, en dernière année, parce qu'elle-même est devenue une véritable science. Il est vrai, poursuit Gallois, qu'« on a introduit dans le programme d'histoire de Philosophie un certain nombre de questions qui ne peuvent être traitées sans appel à la géographie : les voies de communication internationales ; – les grandes puissances industrielles et commerciales du monde ; – le partage de l'Afrique ; – les puissances européennes en Asie » (p. 209). L'ambition de Gallois est bien que les élèves aient acquis au sortir du lycée « des notions sommaires, mais aussi exactes que possible, sur l'état politique et économique du monde actuel » (p. 210) et « sur la situation politique et économique des différents pays du globe » (p. 211).

Les programmes de 1902 laissent donc décidément les géographes (universitaires et enseignants du secondaire) sur leur faim, jusqu'à ce qu'elle soit amendée par une circulaire du 28 juillet 1905, « relative à l'introduction d'un cours de géographie dans les deux classes terminales du second cycle, à savoir dans la classe de philosophie et celle de mathématiques ». La circulaire est très claire sur sa raison d'être : « Cette décision répond au vœu émis par les professeurs d'histoire de nos lycées et collèges », notamment celui de renforcer l'« étude géographique des grands pays du globe » (Circulaire du 28 juillet 1905, citée par MARCHAND, 2000, p. 698). En histoire certes, plusieurs aspects pouvaient être étudiés, mais avec le risque de négliger les « conditions géographiques » dont ces questions réclament la connaissance ; or « un semblable état de choses laissait à désirer à une époque où

la connaissance du monde et des intérêts multiples qui y sont en présence devient de plus en plus nécessaire » (*ibid.*, p. 698). La réforme répond donc à plusieurs objectifs : étudier les conditions géographiques des questions d'actualité ; actualiser des connaissances anciennes, datant des premières années du secondaire ; connaître le monde dans lequel on vit pour y agir, certainement, avec discernement. La circulaire prévoit une trentaine de leçons d'une heure, sur les « principales puissances du monde » et des « grandes voies de communication »⁴², ce qui implique de supprimer des questions du point IV du programme d'histoire, consacré à l'analyse politique et économique des grandes puissances et à la colonisation (MARCHAND, 2000, p. 700). Il est clair que ce nouveau programme consacre une victoire, certes mesurée, de la géographie sur l'histoire, puisque c'est à elle que revient désormais de présenter aux lycéens « une esquisse géo-économique montrant les pôles d'un monde devenu polycentrique et les liens qui les unissent » (ROBIC, 2007, p. 266). L'histoire conserve l'étude des grandes questions culturelles et politiques, comme les transformations industrielles et commerciales, la colonisation, les différents aspects de la civilisation contemporaine (diplomatie, impérialisme, libéralisme, doctrines sociales...).

Au-delà, peut-on considérer que ce programme introduit l'étude du monde, sinon du Monde, en géographie ? Ce n'est pas si simple, ni dans l'intitulé du programme ni d'ailleurs dans les manuels. L'accent est mis, et Pascal Clerc l'a bien analysé, sur l'Etat : « L'essentiel du temps d'enseignement est consacré à l'étude d'Etats du monde plus qu'à celle du Monde » (1999, p. 370). Il montre bien que « la vie économique du globe » est traitée en très peu de pages par rapport aux puissances. Les puissances du monde, c'est bien une étude de quelques Etats (des objets nationaux) et non celle du monde. L'expression même de « puissances du monde » en outre ne correspond pas exactement à celle de « puissances mondiales » (le programme juxtaposant de véritables puissances mondiales à des puissances plus ou moins grandes, que l'on dirait, pour reprendre l'expression d'André Siegfried, « internationales », comme la Belgique, l'Italie, la Chine ou l'Argentine). En sorte qu'on ne peut pas considérer *a priori* ce nouveau programme comme une entrée du Monde à l'école. Saisie néanmoins dans

⁴² Les puissances à étudier sont les Iles Britanniques et son empire, la Belgique et les Pays-Bas avec leur empire, l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, l'Empire russe, la Chine et le Japon, les Etats-Unis, la République Argentine et le Brésil ; cette étude doit être suivie de celle des « grandes voies de communication » (routes maritimes et terrestres, chemins de fer, grandes lignes de navigation, télégraphes). L'étude des puissances repose sur le couple « Géographie physique et économique », répété après chaque nom de pays. Mais chacune garde ses spécificités : pour l'Allemagne par exemple, l'émigration, la colonisation et le commerce dans le monde ; pour la Suisse, les percées alpines, pour la Chine et le Japon, l'émigration, pour les Etats-Unis, l'accroissement de la population et l'expansion. Bref, un programme calibré mais attentif aux caractéristiques propres des puissances.

un cadre plus large, cette réforme s'insère dans l'évolution des préoccupations géographiques quant au monde contemporain. Le problème qui sous-tend en effet la formulation de ce programme relève bien du souci de donner aux élèves les moyens de comprendre, mais aussi d'agir dans un monde en pleine transformation. Il n'y aurait donc pas transfert dans le domaine scolaire d'objets scientifiques encore en consolidation, mais partage de préoccupations, comme avec d'autres disciplines ou secteurs de la société.

3.3. Lecture de deux manuels scolaires

Le programme de terminale de 1905 croise donc les objets mondiaux que nous avons étudiés ; cela ne signifie pas qu'il les intègre en tant que tels. Reste que la lecture de certains manuels a révélé des textes parfois très *mondiaux*, le premier (DUBOIS et KERGOMARD, 1907) sans doute moins d'ailleurs que le second (BUSSON, FEVRE et HAUSER, 1911).

3.3.1. Le manuel de Marcel Dubois et Joseph-Georges Kergomard

Lu dans sa seconde édition, ce manuel présente l'intérêt de pouvoir être comparé avec le *Précis de géographie économique* que ces deux mêmes auteurs ont publié en 1897, et que la première ligne de la préface présentait déjà en partie comme un manuel (1897 p. VII). L'objet est donc assez proche, quoique distinct dans la finalité directe. La décennie qui sépare les deux publications a en outre peut-être vu évoluer les façons de décrire ces objets que sont le commerce, la circulation à l'échelle du monde. Le *Précis*, d'abord, a une dimension universelle que n'a plus le manuel de 1907 : il aborde toutes les parties du monde et tous les pays, en commençant par la France. Mais dans le détail, il ne s'agit là que de quantité : l'analyse se coule *grosso modo* dans le même plan. Le *Précis* fait suivre un « coup d'œil sur la géographie physique » par la présentation de la géographie politique et économique. Le manuel, en règle avec les consignes du programme, adopte la même succession. Plus intéressante que cette homologie formelle (et rationnelle), la proximité du diagnostic sur l'état du monde, cet état de concurrence croissante entre, notamment, l'Europe et les Etats-Unis, et le déclassement de la Grande-Bretagne. Dubois et Kergomard utilisent même des expressions fortes, comme celle de « *made in Germany* » pour évoquer l'irruption de la concurrence industrielle et commerciale de l'Allemagne (1907, p. 28). Ils analysent également celle de la Chine et du Japon, en nuancant fortement le « péril jaune » (p. 331 et 348), mais notant tout de même que le Japon, « nouveau venu parmi les puissances » s'est fait « une place considérable dans le nombre des Etats principaux du monde » (p. 333), et est même « devenu une grande puissance » (p. 348). Quant aux Etats-Unis, ils « jouent dans le monde, au point de

vue économique, un rôle d'importance toujours croissante » (p. 365), sont devenus une puissance industrielle et commerciale en plus d'être un fournisseur de matières premières, et vont sans doute se transformer bientôt en « en grande puissance politique » : « Son but, ouvertement avoué, est de jouer un rôle dans la politique mondiale » (p. 391).

Ce qui frappe à la lecture du manuel de 1907, c'est la présence l'adjectif mondial bien plus forte qu'en 1897. En voici quelques exemples supplémentaires : à propos du Royaume-Uni, ils écrivent que « non seulement il échange ses produits contre ceux des autres pays, mais il exerce aussi la fonction de “Grand Commissionnaire Mondial” » (p. 25), et qu'il a été un véritable « entrepôt mondial » (p. 26). Au sujet de l'Afrique australe, ils pointent le rôle des ports, et parmi eux, d'importance généralement « locale », « celui du Cap a une importance mondiale » (p. 104) : frappé par l'ouverture du canal de Suez, il se revalorise comme port principal de l'Afrique du Sud et relais sur la route du Cap, qui elle bénéficie en contrepoint des droits relativement élevés du passage par Suez⁴³. Dans leur conclusion sur l'Empire britannique, encore, Dubois et Kergomard rappellent l'existence d'un grand nombre de petites possessions anglaises, moins importantes que l'Inde, le Canada, l'Australasie et l'Afrique anglaise, mais qui cependant, « contribuent beaucoup à augmenter l'étendue et la puissance mondiale de la “Greater Britain” » (p. 127). Le mot mondial apparaît aussi pour d'autres espaces que britanniques, comme pour l'Argentine :

Tout s'accorde pour promettre à la république Argentine un avenir brillant et dont son état actuel, malgré les progrès accomplis dans les dernières années, ne peut donner qu'une idée très faible. Cependant, les enthousiastes qui lui prédisent des destinées égales à celles des Etats-Unis, se laissent entraîner à une exagération évidente : n'ayant de façade que sur une mer, sans vis-à-vis important, dans l'hémisphère le moins peuplé du globe, l'Argentine ne peut compter jouer un rôle « mondial » (...). (p. 411)

C'est la seule occurrence marquée typographiquement que nous ayons rencontrée, dans un cas intéressant qui rappelle les analyses de Ratzel : la position (*Lage*) de l'Argentine l'empêcherait d'acquérir une situation mondiale (*Weltstellung*), contrairement aux Etats-Unis. Les auteurs soulignent constamment, dans les chapitres nationaux, l'importance de la position et de la circulation.

⁴³ En 1897, les auteurs notaient sur le même sujet : « Les *ports*, qui appartiennent tous aux colonies anglaises, sont relativement nombreux et en général bons : Port-Natal, la “marine” de Durban, East London, Port-Elizabeth, dans la baie d'Algoa, un des plus importants de la côte orientale, puis et surtout Cape Town, dont l'importance comme point de relâche a tant diminué depuis le percement du canal de Suez, mais qui a profité de l'accroissement de richesse de l'Afrique australe » (p. 698). Ce qui est assez différent...

Les deux chapitres finaux sur les « grandes voies de communication » (généralités) et les « principales lignes de communication terrestres et maritimes » (exemples) témoignent bien de leur grand intérêt pour cette dimension de la puissance. C'est l'occasion pour eux de discuter la notion de « position » d'une ville ou d'un Etat, qu'il ne faut pas considérer comme une donnée géographique, mais comme une valorisation historique éventuellement renversable (p. 424). Ils discutent aussi le thème du réseau mondial de circulation :

Bien souvent nous croyons à la continuité d'un grand courant de commerce et de relations humaines dès que nous constatons la continuité d'un raccordement des divers moyens de communication sur une grande longueur. Ainsi notre esprit est porté à considérer comme une jonction normale et d'un perpétuel effet, les trajets de mer qui traversent l'Atlantique, les « transcontinentaux » d'Amérique, merveilleuses voies ferrées, et les lignes de San Francisco ou de Vancouver au Japon et à la Chine à travers le pacifique. (p. 431)

En réalité, il n'existe pas sur ces lignes la même circulation que de Londres à Yokohama. La critique porte sur l'illusion cartographique de la boucle enfin bouclée : il faut prendre en considération l'intensité réelle de la circulation sur tel ou tel segment du réseau. Cette idée, de portée considérable, nous ne l'avons pas rencontrée ailleurs que dans ce manuel scolaire. Enfin, Dubois et Kergomard donnent une formulation synthétique très percutante de l'état de *mondialisation* qu'ils observent :

Ce qui frappe aujourd'hui l'observateur des grands faits économiques qui font évoluer et même révolutionnent le monde contemporain, c'est le progrès du nivellement d'activité des peuples, et la force de réaction croissante de nombre de pays tenus jusque-là dans une sorte de vassalité commerciale par les Etats de l'Europe du nord-ouest. (p. 452)

Révolution du monde, industrialisation et concurrence de nouvelles puissances, réaction contre la domination de la Grande-Bretagne et de la France – le programme de 1905 donne bien lieu ici à l'explicitation d'une conception géographique du Monde, par le biais d'une étude plus classique des Etats et des voies de communication.

3.3.2. Le manuel de Henri Busson, Joseph Fèvre et Henri Hauser

Un peu plus tardif (1911), ce manuel n'en est pas moins riche pour ce qui nous concerne. Nous l'avons du reste déjà croisé, parce qu'il donnait à penser à Isabelle Lescent-Giles que s'y exprimait une vision de la mondialisation (voir p. 124). Outre le fait qu'elle consulte une version tardive d'un livre qu'elle ne paraît pas considérer comme un manuel, ce n'est pas le meilleur exemple qu'on aurait pu trouver pour étayer sa thèse (le texte cité par Lescent-Giles se trouve, dans l'édition de 1911, à la page 58). Mais passons à l'examen du manuel lui-même. Une grande différence avec le précédent s'impose en premier lieu, quant à l'organisation d'ensemble : il s'ouvre, double innovation, par une leçon d'introduction

(« Répartition géographique des principales puissances du monde ») et se clôt par une leçon sur « La vie économique du globe. Les grandes puissances mondiales ». D'emblée ce manuel paraît donc faire une place plus grande aux questions mondiales en tant que telles. Entre ces deux leçons, les auteurs suivent cependant le même ordre de présentation des puissances, avec des choses un peu différentes toutefois, comme une seizième leçon consacrée au « Monde méditerranéen et à l'Italie ». L'intérêt réside moins au final dans des notations éparses que dans ces deux leçons introductive et conclusive : les trois auteurs y théorisent d'une certaine manière les grandes puissances comme puissances mondiales et y définissent les caractères de la vie économique du monde.

La première leçon commence par le commentaire de plusieurs planisphères sur les éléments qui conditionnent l'émergence des grandes puissances (climat, relief, végétation, ressources, densités humaines). Elle propose ensuite un aperçu historique sur cette émergence, liée à la conquête du globe par les Européens (p. 11), de la Méditerranée à l'Atlantique, avec la mise en place de dominations économiques et commerciales articulées sur des « grands ports maritimes mondiaux » (p. 14), alors qu'à la fin du XIX^e siècle, le Pacifique est seulement en train de devenir une route (p. 15). Cette vie économique, au sens de la mise en communication des différentes parties du monde par les Européens, permet la réalisation d'une « unité économique de l'univers civilisé ». Il y a dans ce manuel une perception très aiguë de l'unité du monde (du monde « civilisé »...) en train de s'élaborer, fortement hiérarchisée il est vrai, mais néanmoins très avancée dans sa conceptualisation géographique :

Quels que soient les obstacles naturels dus à la difficulté des communications, et les obstacles artificiels créés par les barrières politiques ou douanières, il existe aujourd'hui une *solidarité* non seulement morale, mais matérielle entre les groupes les plus différents de la famille humaine, entre les parties les plus éloignées du monde civilisé. Pour l'ouvrier d'Angleterre, le prix du sucre dépend de la récolte cubaine de canne à sucre et de la récolte allemande de betterave, le prix du pain est fonction de la quantité de pluie tombée sur les plaines de Russie ou d'Amérique. (p. 15-16)

La mise en italique du terme *solidarité* suggère que les auteurs veulent marquer l'existence d'une interdépendance entre les parties du monde comme symptomatique de l'époque. L'exemple qu'ils donnent est lui aussi révélateur de cet état nouveau d'interdépendance (« dépendre », « être fonction ») entre des sociétés autrefois beaucoup plus autonomes. C'est cet état qui justifie, selon les auteurs, la constitution d'empires coloniaux, un pays civilisé se prémunissant ainsi d'une trop forte dépendance à l'égard des autres (p. 16). Ils esquissent enfin une ethno-psychologie du développement des grandes puissances, qui cadre bien avec l'opposition civilisé/non civilisé caractérisant leur vision du monde :

Ce n'est donc pas uniquement à leurs ressources naturelles ou à leur heureuse situation sur les routes du globe que les *principales puissances du monde* doivent leur rang dans la société des nations, c'est plus encore au parti qu'a su tirer de ces avantages l'activité de leurs habitants. L'importance du *facteur humain* ne peut être omise, si l'on veut expliquer la répartition actuelle, à la surface du globe des grandes puissances mondiales. (p. 16)

L'équivalence conceptuelle, au moins provisoire, entre « principales puissances du monde » et « puissances mondiales » est notable : elle indique une conception relativement large de ce qui définit le mondial⁴⁴.

Le terme mondial apparaît cependant seulement à quelques reprises, mais souvent avec une modalité typographique. Dans un paragraphe de synthèse sur « la puissance allemande » par exemple : « L'Allemagne, qui avait si longtemps vécu repliée sur elle-même et tout occupée de défendre sa propre existence, est née depuis une vingtaine d'années à la *politique mondiale* » (p. 240). Ou encore, à la fin de la leçon sur le Japon, les auteurs évoquent les ambitions de cette nouvelle puissance, particulièrement dans l'océan Pacifique : « Longtemps isolé à l'extrémité des terres habitées, mais aujourd'hui placé, par le progrès des voies maritimes et terrestres de communication, à l'un des principaux carrefours du globe, le Japon aspire à jouer un rôle mondial » (p. 450). Son projet politique et son changement de position font du Japon une puissance mondiale en devenir. Enfin, à propos des Etats-Unis, les auteurs notent que leur richesse leur permet de « se soustraire sans trop de péril aux lois de la solidarité économique internationale » (p. 517), mais que

de la croissance des Etats-Unis est né l'*impérialisme américain*. Les Etats-Unis ont désormais une politique mondiale : ils ont voulu se créer des colonies où ils auront des débouchés pour les produits de l'industrie américaine et un marché privilégié pour les produits tropicaux qu'ils ne trouvent pas en quantité suffisante sur leur sol. (p. 518)

De fait, aspirant à l'empire de l'Amérique et du Pacifique, « les Etats-Unis sont aujourd'hui, à côté de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Russie et du Japon, *l'une des grandes puissances mondiales* » (*ibid.*). Les auteurs reviennent donc à une conception plus étroite des puissances mondiales (il y a les « grandes » et les autres...). Ce n'est pas un hasard en outre si ces occurrences du terme mondial ont été rencontrées dans les leçons sur l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis : il s'agit là des trois puissances les plus dynamiques, au tournant du XX^e siècle, dans la contestation de l'hégémonie britannique (et française).

La dernière leçon va permettre de revenir sur ce nouvel état du monde, passant en revue, à l'aide de tableaux de chiffres, « la production économique du globe », puis « les grands

⁴⁴ On notera aussi la notion de situation qui se rattache, encore une fois, à la « position mondiale ».

courants commerciaux », et enfin « les grandes puissances mondiales ». Cette leçon va expliciter une remarquable conception du monde comme totalité. Les auteurs commencent par dresser, pour un grand nombre de produits, des listes où ils classent les principaux producteurs par rapport à la « production mondiale » (blé, coton, laine, fer, houille et pétrole, fonte, fer et acier, p. 551-555). Les expressions « production mondiale », « production du monde », « marché mondial » sont récurrentes et équivalentes : le monde est bien perçu comme une unité économique spécifique, et « la vie économique du monde » ne concerne pas que celle de ses principaux Etats. Il y a bien un niveau mondial, marqué par une solidarité économique (les auteurs parlent même du « trafic mondial » comme addition de l'ensemble des commerces extérieurs nationaux, p. 269) et le progrès des communications (p. 559). Comme Dubois et Kergomard, les auteurs accordent une grande importance aux voies de communication (ils donnent des cartes par continents), mais ils s'y attardent moins longtemps à la fin du manuel, parce qu'ils ont beaucoup traité ces questions dans les leçons régionales, comme pour les transcontinentaux américains dans les pages sur les Etats-Unis et le Canada. Ils construisent à cette occasion une figure très intéressante, qui entreprend d'illustrer la fonction de passage du Canada (idée que l'on a trouvée, en 1937, chez Siegfried), sur la voie du « plus petit tour du monde » (Figure 22).

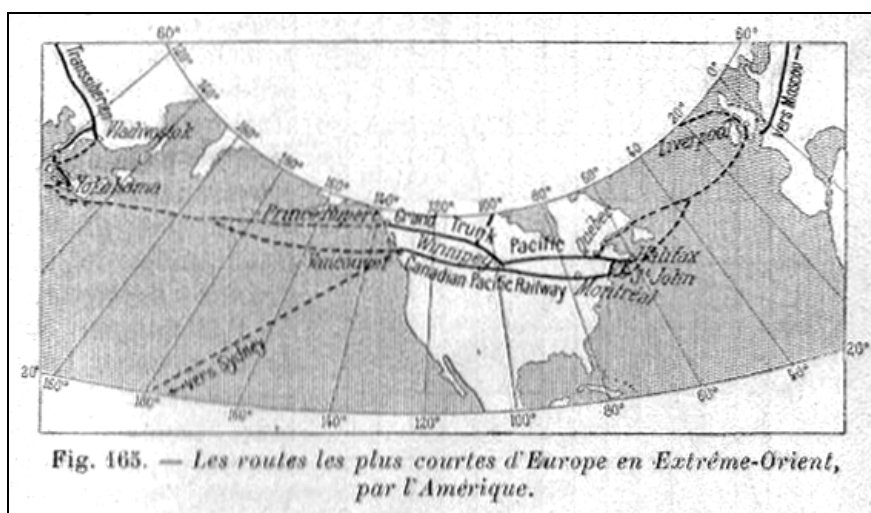


Figure 22 : Carte de la liaison Europe/Extrême-Orient par l'Amérique (BUSSON, FEVRE, HAUSER, 1911, p. 485)

Ils ne consacrent dans la dernière leçon qu'un paragraphe de synthèse aux ports, un sur les flottes, un sur la poste et le télégraphe. A ce dernier titre, ils relèvent bien l'énorme hégémonie britannique, Londres étant décrit « comme le *centre nerveux du monde entier* » (p. 568). C'est que le monde qu'ils décrivent demeure fortement polarisé : l'Europe y est présentée, malgré toutes les nouvelles rivalités, comme le véritable « pôle économique du

globe » (Figure 23). Illustration également remarquable, qui résume la conception du monde des auteurs : un monde centré sur l'Europe (« la région d'activité économique la plus intense »), qui est entourée de trois couronnes, la première composée de déserts glacés ou torrides, la seconde comprenant « des régions grandes productrices de matières premières et des pays rivaux de l'Europe », la troisième enfin, comprenant « les pays entrés plus récemment en contact avec la civilisation européenne ».

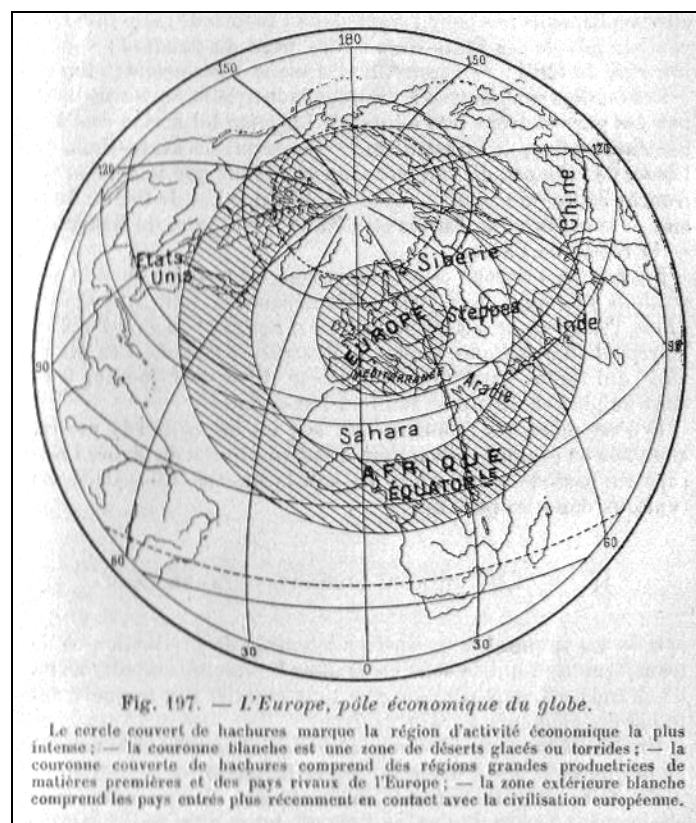


Figure 23 : Un monde centré sur l'Europe (BUSSON, FEVRE, HAUSER, 1911, p. 557)

Ce modèle centre-périphérie européo-centré nous paraît emblématique d'une façon de penser le monde comme totalité qui est, en 1911, sur le déclin. On est entré dans une ère de rivalité mondiale, qui va faire évoluer cette représentation vers un autre type de modèle, où s'opposeront *des* centres (Europe, Etats-Unis, secondairement Japon) entre eux et ces centres avec le reste du monde. Pour l'heure, les auteurs combinent ce modèle européen (voir p. 276) avec le concept de puissance mondiale :

Dans le monde actuel, il ne semble plus y avoir possibilité pour un peuple d'établir son hégémonie sur les continents ou sur les mers ; c'est à un état d'équilibre plus ou moins stable qu'aboutit l'opposition des forces économiques et militaires. *La paix du monde repose sur l'équilibre des grandes puissances mondiales* ; tout affaiblissement momentané de l'une d'elles risque de la compromettre. Se maintenir en bonne situation morale et matérielle est pour chaque nation un devoir non seulement vis-à-vis d'elle-même, mais vis-à-vis de l'humanité tout entière, dont tous les membres sont aujourd'hui solidaires. (p. 571)

A la toute fin du manuel, les auteurs reformulent donc cette *solidarité* mondiale qui est en même temps, c'est un paradoxe fondamental, une division du monde entre grandes puissances et grands empires. Le monde se trouverait dans un état d'équilibre encore dominé par l'Europe, du moins c'est ainsi qu'on l'espère, à un moment où les prétentions eurocentristes relèvent déjà pour partie de l'autoconviction.

Pour notre part, à la fin de ce très incomplet parcours de la littérature scolaire, il nous apparaît, au moins, que peut s'y exprimer une conception du monde assez proche de celle qui voit le jour dans les publications universitaires des géographes et d'autres spécialistes. Le monde est pensé, dans les manuels comme dans ces autres publications, à la fois comme totalité solidaire et comme espace partagé. Quand Olivier Dollfus s'attache à montrer que le système Monde se compose à la fois de « pavages » et de « réseaux », il s'inscrit en réalité dans une cosmologie géographique – qui est aussi une pédagogie – beaucoup plus ancienne où se juxtaposent des visions du monde antagonistes et complémentaires à la fois, que nous pouvons résumer avec ces deux mots seulement : solidarité et division. L'expérience qui nourrit l'émergence d'une pensée du monde comme Monde est une expérience paradoxale ; le démontrer est l'objet de la partie suivante.

III

Faire l'expérience du Monde.
Géographie et « phénoménologie » de la
mondialisation

Une fois ces objets mondiaux appréhendés du point de vue de leur émergence discursive et scientifique, il reste à explorer leur signification, au sens le plus large. Quelle prise de conscience motive cette émergence ? Parler de contexte (politique, économique, colonial...) ne suffit pas, même si l'on doit évidemment le prendre en compte. Un point de convergence existe derrière cette série d'objets étroitement interconnectés, entre la conscience de l'unification du monde sur le mode de la solidarité et de l'interdépendance (au moins entre les principales puissances) et celle de la division et du partage du monde (au moins, là encore, entre les principales puissances, et surtout entre l'Europe et les Etats-Unis). Ce point de convergence correspond, c'est notre hypothèse, à l'expérience que les géographes et d'autres scientifiques (voire tout individu attentif à l'actualité du monde) font, à partir de la fin du XIX^e siècle, du monde. Expérience doit être entendu au sens quasiment affectif de faire l'expérience, ressentir. Nous parlons à cet égard d'une expérience géographique du monde, comme nous l'avons proposé dans un article sur la signification géographique de l'analogie méditerranéenne (ARRAULT, 2006a). Nous parlons aussi d'une « phénoménologie » du Monde pour qualifier le ressort expérimental des discours sur la totalité terrestre et les objets mondiaux. La phénoménologie n'a pas ici un sens strictement philosophique ni dans le sens usuellement admis par les géographes. La géographie phénoménologique prendrait en effet en compte « les relations existentielles de l'homme et de la Terre », sujets et objets s'interpénétrant « pour former un monde géographique qui n'est accessible que par l'expérience vécue (...) d'un être humain » (DI MEO, 2003, p. 712). Jean-Marc Besse, dans sa postface à la réédition du livre d'Eric Dardel de 1952, *L'homme et la terre*, définissait déjà cette géographie comme l'analyse de l'existence humaine dans le monde : « La géographie ne considère pas la nature mais la relation des hommes à la nature » (1990, p. 139). Ce que nous entendons pour notre part par phénoménologie tient moins à la considération de l'être-dans-le-monde des individus, qui postule l'imbrication du monde et du sujet, que leur expérience du monde, qui repose elle sur le postulat d'une existence extérieure, objectale en quelque manière, du monde. Il s'agit moins, pour nous, de ce qui est vécu que de l'observation de ce qui se passe dans le monde, et des façons dont cette expérience s'exprime et se traduit dans des discours scientifiques, principalement en tant qu'elle remet en cause un ordre du monde. L'hypothèse phénoménologique rejoint dès lors l'hypothèse cosmologique : penser le Monde comme objet propre suppose une expérience du monde comme espace où les choses se passent, une expérience qui met à l'épreuve les conceptions du monde.

L'analogie méditerranéenne nous paraissait ainsi (glissant peu à peu de l'Atlantique au Pacifique) accompagner une prise de conscience progressive de la mondialisation du monde. Nous avons rencontré alors l'analyse du politologue Zaki Laïdi pour qui la mondialisation « est avant tout une phénoménologie du monde », car « les faits ne sont jamais indépendants du regard que l'on porte sur eux » (LAÏDI, 2000). Il ajoutait que

la mondialisation est avant tout une nouvelle représentation du monde. C'est une manière d'éprouver le monde qui conditionne notre interprétation des faits, bouleversant notre rapport au temps, qui s'accélère, et à l'espace, qui se rétrécit. (LAÏDI, 2000. Résumé)

La mondialisation correspondrait alors à la fois à une cosmologie et à un sentiment, une expérience, une « manière d'éprouver » qui fondent et contribuent à remodeler les conceptions du monde, en intervenant sur la perception du temps et de l'espace. Mais là où Laïdi étayait cette thèse en étudiant des événements récents, tels que la chute du mur de Berlin, nous tâchons de l'accommoder au monde de 1900, de 1914, de 1930. En définitive, l'objectif de cette partie est d'évaluer les modalités du passage de l'expérience du monde au discours sur le Monde, en ayant bien conscience de la différence entre discours et expérience :

Est cosmologique un discours, exprimé ou non (dans ce dernier cas, on pourrait parler d'une "expérience"), dans lequel ce qui fait que le monde est monde – ce que l'on pourrait appeler la "mondanité" – n'est pas présupposé, mais, au contraire, devient implicitement ou explicitement un problème. (BRAGUE, 1999, p. 15)

L'émergence d'objets mondiaux dans le discours géographique ne constituerait que la face émergée de l'iceberg : un ensemble beaucoup plus large d'expériences (et de façons de dire ou de penser) en serait la face cachée, le soubassement nécessaire, quoique souvent implicite. De ce point de vue, l'expérience du monde à partir de 1900 se caractérise par quelques grands traits majeurs que l'on pourrait résumer par la notion de monde fini, qui constitue un véritable schème (au sens d'une représentation partagée par un grand nombre des contemporains) :

Each in his own way, turn-of-the-century geographers dramatized the sudden emergence of a « finite » geographical space, a world map without any blank spaces. The awareness of terrestrial finitude, later sometimes referred to as « closed space », masked a variety of issues : the Western empires' imperialistic division of the world, the completion of exploration, the depletion of colonizable lands, and the creation of a global market. (ROBIC, 2003b, p. 383)

Ce court extrait rassemble un certain nombre d'idées-clé qui vont être développées ici. Il parle aussi d'une prise de conscience (*awareness*) qui peut être rattachée à l'hypothèse phénoménologique.

Plus largement, dans le paragraphe d'où provient la citation (« *The Globe, the colonial Divide, and the "finite" World* »), Marie-Claire Robic mettait bien en scène, mais sans le généraliser, à la fois une unification de la planète (définie comme *globalization*) et une division entre différents empires. De la même façon, Geoffrey Parker, observant, dans un texte de 1999, l'attention portée par certains historiens « fin de siècle » au nouvel état du monde (fini et clos) qui justifie de considérer le monde comme « *a single entity in the human as well as the physical sense* », montre que cette représentation du monde se confronte à un état de profonde division de la « surface géopolitique ». Il est ainsi amené à penser que le temps du monde fini est un temps du « monde fragmenté », partagé tout particulièrement entre Etats-nation. Mais il remarque aussi, ce qui est de tout premier intérêt, l'existence d'une « *alternative geopolitical reality* » : « *This second geopolitical surface is the one which is "all of one piece" and of which the parts are components of a whole which is fundamentally different from, and potentially in discord with, the dominant geopolitical surface* ». En somme, G. Parker oppose une surface de division, dominante depuis l'époque moderne jusqu'à, dit-il, la fin de la Guerre Froide, et une surface d'unification, constituée de phénomènes transnationaux comme les religions, les lignes de communication transcontinentales, les langues universelles, l'émergence de groupe d'Etats et d'organisations internationales. Les deux logiques existeraient concomitamment, mais l'une l'emportant toujours sur l'autre dans une succession de « cycles géopolitiques ». Notre programme, dans le sillage de ces deux exposés convergents du caractère éminemment problématique de la notion de monde fini, est ainsi de caractériser comment les géographes ont pris conscience de cette finitude du monde. Ce schème nous paraît envelopper, à la manière d'une méta-catégorie, les différentes représentations du monde, politique, économique, environnementale..., qui se dégagent de la lecture du corpus étudié. Nous partons de la présentation des grands traits du discours sur la finitude du monde en géographie et de son évolution dans la période, pour analyser ensuite, en deux temps, le paradoxe *phénoménologique* qui associe étroitement l'unification et la division du monde, d'abord avec la crise de ce que nous appelons le monde européenisé (unifié par l'Europe), ensuite avec ce que G. Parker appelle le « monde fragmenté ».

Chapitre 6

L'expérience du monde fini

Le thème de la finitude du monde, qui exprime la conscience que les limites (spatiales, écologiques, démographiques...) ont été atteintes, n'est pas propre à la période que nous étudions. Il relève autant d'un imaginaire géographique selon lequel le monde coïncide toujours à peu près avec « l'étendue de la connaissance que l'on en a » (PALSKY, 1995, p. 131), que d'une authentique finitude. S'il est vrai qu'en 1900 le monde est en effet encore largement à découvrir et à connaître, cette époque n'en représente pas moins un moment charnière, celui où les grandes découvertes s'achèvent (appropriation de l'Afrique, conquête des pôles...) au point de donner aux contemporains l'impression que « les limites de la cage » sont atteintes (BRUNHES, 1909). Le retour en faveur de ce thème dans les années 1980-1990, en géographie et dans d'autres champs intellectuels ou scientifiques (voir le petit ouvrage d'Albert Jacquard en 1991, *Voici le temps du monde fini*), est la preuve qu'il relève d'une rhétorique récurrente de l'inédit. On a même l'air aujourd'hui de découvrir, autour du réchauffement climatique, du *global change*, de la raréfaction des ressources (pétrole, eau, bois...), de la disparition d'espèces végétales et animales..., que la Terre n'est pas infinie. Mais c'est se leurrer sur la nouveauté des problèmes. L'expression de monde fini elle-même renvoie ainsi très souvent, à commencer par le titre d'A. Jacquard, à un texte de 1931 de Paul Valéry (publié en 1945 dans les *Regards sur le monde actuel*) :

Considérant alors l'ensemble de mon époque, et tenant compte des remarques précédentes, je m'efforçai de ne percevoir que les circonstances les plus simples et les plus générales, qui fussent en même temps des circonstances nouvelles. Je constatai presque aussitôt un événement considérable, un fait de première grandeur, que sa grandeur même, son évidence, sa nouveauté, ou plutôt sa singularité essentielle avaient rendu imperceptible à nous autres ses contemporains. Toute la terre habitable a été de nos jours reconnue, relevée, partagée, entre des nations. L'ère des terrains vagues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à personne, donc l'ère de libre expansion est close. Plus de roc qui ne porte un drapeau ; plus de vides sur la carte ; plus de région hors des douanes et hors des lois ; plus une tribu dont les affaires n'engendrent quelque dossier et ne dépendent, par les maléfices de l'écriture, de divers humanistes lointains dans leurs bureaux. *Le temps du monde fini commence.* Le recensement général des ressources, la statistique de la main-d'œuvre, le développement des organes de relation se poursuivent. Quoi de plus remarquable et de plus important que cet inventaire, cette distribution et cet enchaînement des parties du globe ? Leurs effets sont déjà immenses. Une solidarité toute nouvelle, excessive et instantanée, entre les régions et les événements est la conséquence déjà très sensible de ce grand fait. Nous devons désormais rapporter tous les phénomènes politiques à cette condition universelle toute récente ; chacun d'eux représentant une obéissance ou une résistance aux effets de ce bornage définitif et de cette dépendance de plus en plus étroite des agissements humains. Les habitudes, les ambitions, les affections contractées au cours de l'histoire antérieure ne cessent point d'exister, – mais insensiblement transportées dans un milieu de structure très différente, elles y perdent leur sens et deviennent causes d'efforts infructueux et d'erreurs. (1931, in 1945, p. 20-21)

Texte remarquable en effet, qui mériterait un long commentaire de détail ; nous avons déjà utilisé ce texte (notion de « condition universelle », voir p. 194), et nous aurons l'occasion

d'insister sur tel ou tel point (la conquête coloniale, la question des ressources, la conception du monde comme ensemble de parties interreliées et solidaires...). Texte souvent cité, rarement avec précision, mais toujours comme emblème d'une nouvelle façon de penser le monde (MANZAGOL, 2003, p. 5 ; RETAILLE, 2003, p. 634...). Or, si l'analyse de Valéry est bel et bien saisissante, il ne faut pas négliger l'ancienneté du thème lui-même (Valéry se réfère d'ailleurs dans son texte à l'histoire du monde depuis la fin du XIX^e siècle), et particulièrement en géographie : le monde apparaît aux géographes de 1900 comme petit, limité, épuisable, fragile... Autant de dimensions de cette finitude du monde, qui s'inscrit également pour une part dans une représentation générale de la Terre dans l'univers, d'une cosmographie, au sens usuel, et d'une cosmologie au sens que nous avons conféré pour notre part à ce terme. Ce sera notre point d'entrée. Mais nous tâcherons aussi de montrer comment le thème se modifie au cours des décennies. Dans l'entre-deux-guerres, une certaine réorientation a lieu, certains problèmes se posent (surpopulation, partage des matières premières) qui nous amènent à penser que le monde n'en finit pas de se finir...

1. La signification du thème en géographie

Nous disons Terre et non pas monde, pour signifier que la mutation initiée à la Renaissance (ou même avant, sur un mode astronomique et mathématique) avec la découverte de l'Amérique et surtout avec l'expérimentation de la sphéricité de la Terre (laquelle devient par cela même potentiellement finie), cette mutation par laquelle la Terre comme totalité devient demeure de l'humanité (BESSE, 2003b), n'est pas achevée avant le tout début du XX^e siècle. Cette mutation s'accompagne même d'une autre transformation, celle du « monde clos » en « univers infini », selon l'analyse classique d'Alexandre Koyré (1957) : comme si la conquête progressive de la finitude du monde (terrestre) s'opérait en même temps que celle de l'infinitude du monde (*universal*). Le monde, à l'inverse, en ce dernier sens, était fini à l'origine, puisque clos sur lui-même. La libération de l'univers, son caractère d'infinitude apparaît comme une condition cosmographique/cosmologique de la saisie de la Terre comme *monde* fini, c'est-à-dire comme entité isolée dans un univers désormais sans mesure. La première condition de l'apparition du thème du monde fini serait par conséquent ce dégagement de l'horizon céleste, cet éclatement de l'univers. La disparition, dans les termes de Peter Sloterdijk, des « sphères célestes » (2006 p. 14).

1.1. Conditions de possibilité d'une géographie du monde fini autour de 1900

1.1.1. Elisée Reclus, géographe de l'infinitude du monde

De l'univers infini à la Terre finie

A la fin du XIX^e siècle, le problème se dit explicitement en ces termes, et tout particulièrement chez Elisée Reclus, chez qui la double mutation n'est pas achevée. Sa cosmologie (sa représentation du monde comme monde) cumule un très grand recul astronomique (vision de la Terre depuis l'espace) et une conscience elle-même très grande de l'infinité de la Terre du point de vue de notre connaissance. Pour Reclus, en premier lieu, la Terre est *dans* l'espace, et c'est ce qui ressort peut-être surtout de sa première grande œuvre, *La Terre*, dont nous allons nous contenter ici d'interpréter quelques extraits, tout à fait révélateurs. Le premier chapitre s'intitule « La terre dans l'espace » et la première phrase, ce n'est certainement pas un hasard, est la suivante : « La terre que nous habitons est un des astres les plus infimes, et c'est à peine si, pour l'astronome qui sonde l'immensité des espaces, elle n'échappe pas aux regards de l'intelligence à force d'exigüité » (1868, p. 1). « Simple satellite du soleil », la Terre « n'est qu'un point relativement aux énormes étendues que parcourent les planètes en gravitant vers leur globe central ». Cette dévalorisation de la grandeur terrestre est redoublée voire triplée, la soleil étant lui-même

comme une étincelle perdue parmi ces 18 millions d'étoiles que la lunette d'Herschell découvrait dans la voie lactée ; enfin celle-ci, immense agglomération de soleils et de planètes, qui nous semble former une écharpe de lumière autour de l'univers entier, n'est en réalité qu'une nébuleuse, c'est-à-dire une nuée d'astres pareille à un brouillard qui s'évanouirait dans l'espace infini. (*ibid.*)

Il continue, preuve que le thème était lourd de signification : « Les dimensions de la Terre, nous le savons déjà, sont presque nulles relativement à celles des grands corps célestes et surtout à celles de l'espace que peuvent sonder les télescopes » (p. 3). La Terre est décrite encore comme un « globule isolé dans l'immense espace » (p. 5). Reclus se situe donc bien dans une cosmologie de l'infinitude ou de l'infinité de l'espace :

Jadis les hommes, que l'isolement, la haine et la peur laissaient dans leur ignorance native et remplissaient du sentiment de leur propre faiblesse, ne voyaient autour d'eux que l'immuable et l'éternel. Pour eux, le ciel était une voûte solide, un firmament sur lequel étaient clouées les étoiles ; la Terre était l'inébranlable fondement des cieux, et rien, si ce n'est un miracle, ne pouvait en faire osciller la surface ; mais depuis que la civilisation a rattaché les peuples aux peuples dans une même humanité, depuis que l'histoire a renoué les siècles aux siècles, que l'astronomie, la géologie, ont fait plonger le regard jusqu'à des milliards d'années en arrière, l'homme a cessé d'être isolé et pour ainsi dire mortel ; il est devenu la conscience de l'impérissable univers. Ne rapportant plus la vie des astres ni celle de la Terre à sa propre

existence, si rapide, si fugitive, mais la comparant à la durée de sa race entière et à celle de tous les êtres qui ont vécu avant lui, il a vu la voûte céleste se résoudre en un espace infini et la Terre se transformer en un petit globe tournoyant au milieu de la voie lactée. (p. 802)

Non seulement les différentes parties de l'humanité se rejoignent, se mettent en relation à l'échelle de la planète, non seulement donc l'isolement est rompu entre les hommes, mais le progrès des sciences permet aussi de rompre l'isolement entre le présent et le passé, entre l'homme et les autres êtres, entre la Terre et l'univers. Mais il y a à la fois une mise à distance de l'homme et de la Terre (ce qui contribue à la double mutation signalée plus haut), et l'instauration d'un nouveau rapport entre l'homme et l'univers (le premier devenant la conscience du second). Ce bouleversement cosmologique est fondamental : il conditionne, au moins dans la perspective reclusienne, la révélation de la finitude du monde.

On a peut-être en outre été frappé, à la lecture de ces différentes citations, de leur fort accent pascalien. Il semble que Reclus ait trouvé en Pascal une source majeure d'inspiration, ce qui se traduit par des références plus ou moins explicites, la plus récurrente étant celle du cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part¹ :

Que l'homme contemple donc la nature entière dans sa haute et pleine majesté, qu'il éloigne sa vue des objets bas qui l'environnent. Qu'il regarde cette éclatante lumière mise comme une lampe éternelle pour éclairer l'univers, que la terre lui paraisse comme un point au prix du vaste tour que cet astre décrit, et qu'il s'étonne de ce que ce vaste tour lui-même n'est qu'une pointe très délicate à l'égard de celui que ces astres, qui roulent dans le firmament, embrassent. Mais si notre vue s'arrête là que l'imagination passe outre, elle se lassera plutôt de concevoir que la nature de fournir. Tout le monde visible n'est qu'un trait imperceptible dans l'ample sein de la nature. Nulle idée n'en approche, nous avons beau enfler nos conceptions au-delà des espaces imaginables, nous n'enfantons que des atomes au prix de la réalité des choses. C'est une sphère infinie dont le centre est partout, la circonférence nulle part. Enfin c'est le plus grand caractère sensible de la toute-puissance de Dieu que notre imagination se perde dans cette pensée. Que l'homme étant revenu à soi considère ce qu'il est au prix de ce qui est, qu'il se regarde comme égaré, et que de ce petit cachot où il se trouve logé, j'entends l'univers, il apprenne à estimer la terre, les royaumes, les villes, les maisons et soi-même, son juste prix. Qu'est-ce qu'un homme, dans l'infini ? (PASCAL, *Pensées*, n°199, édition Lafuma)

La proximité des formulations est saisissante, et on ne saurait l'attribuer totalement au hasard. Mais là où Pascal parle de l'univers entier, Reclus parle de la Terre, puis même du monde².

¹ L'image provient à l'origine de Nicolas de Cues et de Giordano Bruno (KOYRE, 1957, p. 24-25 et 63-65).

² Massimo Quaini a déjà relevé, dans une conférence de 2005, l'importance de cette référence pascalienne dans la géographie reclusienne, en particulier pour sa lecture de l'histoire de l'humanité, d'abord centré sur la Méditerranée et l'Europe ; puis la Terre « devient de plus en plus un globe, c'est-à-dire un unique organisme qui comme une personne doit être perçu de façon unitaire et sans admettre des hiérarchies, parce que dans un globe "le cercle est partout, le centre, nulle part", malgré la prétention que nourrit chaque peuple de se situer au centre du monde. Le même principe d'un monde infini, sans bornes et centres, sans commencement et fin est utilisé (*sic*) dans *L'Homme et la Terre* pour relativiser la notion de progrès : "pris dans un sens absolu, le mot de progrès n'a point de signification, puisque le monde est infini et que dans l'immensité sans bornes on reste toujours également éloigné du commencement et de la fin" (VI, p. 501) ».

Grande différence. Dans le volume de la *Géographie universelle* qui paraît en 1889 (*Océan et Terres océaniques*), Reclus, revenant sur le mouvement qui étend la civilisation à la Terre entière, observe que,

aux premières cultures nationales qui se développèrent dans les grandes vallées fluviales, succéda la culture plus générale des peuples qui entourent le bassin de la Méditerranée ; puis, lorsque le Nouveau Monde eut été découvert, vint l'ère de la civilisation atlantique, dépassant la civilisation méditerranéenne (...) ; et maintenant, c'est le monde entier qui devient le théâtre de l'activité des peuples civilisés : la Terre est désormais sans limites, puisque le centre en est partout sur la surface planétaire et la circonférence nulle part. (1889, p. 6)

Le dernier membre de phrase montre très bien comment Reclus adapte à la Terre un raisonnement *universel*, et permet de développer l'idée que, paradoxalement, la planétarisation de la civilisation (ou la *mondialisation*) est un processus qui rend pour commencer la Terre infinie, dans un univers lui-même infini. Tout dépend de l'échelle d'observation :

Qu'est-ce donc que la Terre dans cet abîme sans fond des étoiles ? Isolée, elle peut nous paraître immense : trop vaste pour notre petitesse, elle ne nous a même pas laissé découvrir toute sa surface ; mais relativement au monde sidéral, elle est moindre que le grain de sable comparé à la masse des montagnes, moindre qu'une molécule atmosphérique comparée à l'étendue des airs. (1868, p. 1-2)

La cosmologie reclusienne, sur ce point encore très pascalienne, associe donc une conscience de la grandeur à une conscience de la petitesse. Mais pour Reclus, comme pour Pascal, la question est celle de l'homme, lui-même à la fois petit et immense, « devenu la conscience de l'impérissable univers » (1868, p. 802). Reclus ne cesse d'ailleurs pas de rapporter l'Homme à la Terre et la Terre à l'Homme, relation dialogique qui se renverse, passant de *La Terre* (dont un chapitre est intitulé « la Terre et l'Homme ») à la « Terre et les hommes » (sous-titre de la *Nouvelle Géographie Universelle*) et à *L'Homme et la Terre*. Itinéraire bibliographique mimétique de la conception suivant laquelle l'Homme est la Terre prenant conscience d'elle-même, pour reprendre cette épigraphe de *L'Homme et la Terre*, qui était déjà présente dans une page de *La Terre* où Reclus rendait hommage à Carl Ritter : « L'idée mère qui inspirait l'illustre auteur de l'*Erdkunde* lorsqu'il rédigeait à lui seul sa grande encyclopédie, qui est encore aujourd'hui le plus beau monument géographique des siècles, est que la Terre constitue le corps de l'humanité et que l'homme, à son tour, est l'âme de la Terre » (1869, p. 623). Qu'il soit permis alors de dire un mot ici, en prolongement, du remarquable frontispice de *L'Homme et la Terre*, illustration qui synthétise en quelque manière ces différents aspects de la cosmologie reclusienne (Figure 24). Elle représente cette relation dialogique entre l'Homme et la Terre, au double prisme de l'histoire et de la géographie (statues latérales).

Mais, la subtilité de l'image réside dans cet espèce de portique au bord duquel l'homme est assis et depuis lequel il regarde la Terre circuler dans l'espace (le mouvement est figuré par des traînées lumineuses).

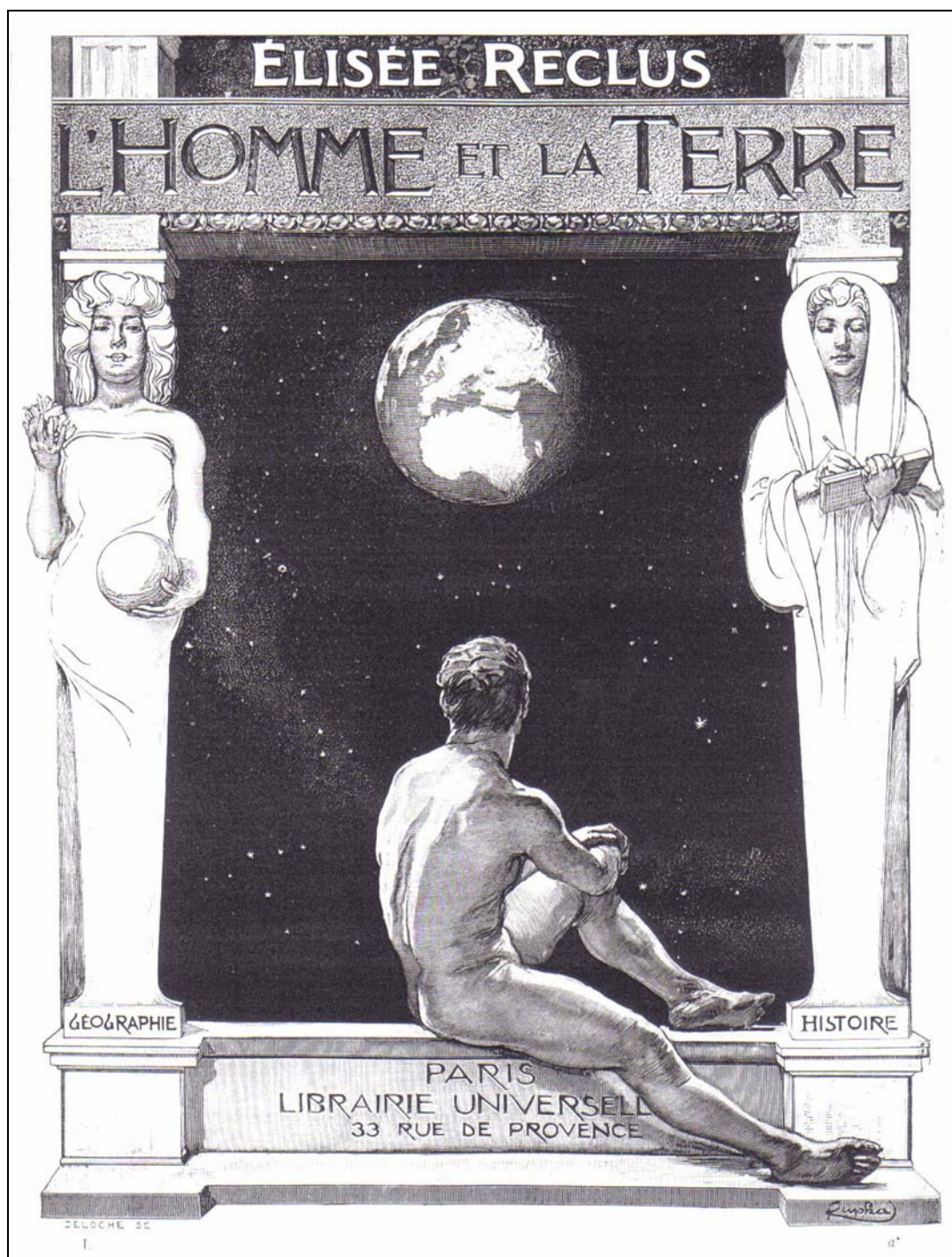


Figure 24 : Frontispice de *L'Homme et la Terre* d'Elisée Reclus (1905).

En effet, ce portique matérialise une prise de distance (celle-là même que nous avons nommée recul astronomique dans le chapitre 2) qui est elle-même condition d'une pensée du monde comme totalité, comme espace fini (au sens de circonscrit). Comme l'a noté Rémi Brague :

Le monde est constitué comme totalité parce qu'il s'étale devant un sujet, en face duquel la réalité est campée, comme indépendante de lui. Le monde se gonfle de l'absence en lui du sujet. Il faut, pour que le monde apparaisse, que soit rompue l'unité organique qui liait à celui-ci l'un de ses habitants. (1999, p. 27)

Aussi, l'image de Reclus peut-elle s'interpréter comme l'allégorie d'un projet de connaissance, celui de la géographie à l'égard du monde comme totalité. Parce que la Terre est vue, c'est-à-dire mise à distance (même fictivement), le monde est ainsi *découvert*. Reste que le portique peut être interprété à la fois comme fenêtre (c'est ce que nous venons de faire) ou comme miroir : l'allégorie serait ainsi renversée, rejoignant l'idée de l'Homme conscience de la Terre. Mais le projet cognitif ne serait pas fondamentalement modifié : il s'agirait toujours de saisir un objet dans sa globalité.

Une Terre qui demeure en partie inconnue

Considérée comme un objet en tant que tel, dans l'*espace*, la Terre est donc bien finie. Mais lorsque l'attention se porte en revanche sur le contenu de cet objet, le constat est différent : si la Terre est une poussière dans l'espace, « si elle n'a pas la grandeur des dimensions, elle n'offre pas moins, dans tous ses détails, une *infinie* variété » (RECLUS, 1868, p. 2. *Nous soulignons*). Sa petitesse devient une grandeur presque incommensurable :

D'ailleurs, ce petit globe n'est-il pas, aussi bien que le ciel, un véritable cosmos par l'admirable arrangement de ses parties et la suprême harmonie de l'ensemble ? Cette planète imperceptible n'est-elle pas, à un certain point de vue, aussi grande que l'univers, puisqu'elle est l'expression des mêmes lois ? Par la forme de son orbite, ses divers mouvements autour du soleil et autour d'elle-même, par la succession des jours et des saisons, et tous les phénomènes que gouvernent les grandes lois cosmiques, la Terre devient le représentant des mondes : en elle, nous étudions tous les astres. (*ibid.*)

D'un point de vue cosmologique donc, Reclus, qui renouvelle ici le thème ancien du microcosme et du macrocosme, réinsère l'infinitude de l'univers dans la finitude terrestre. Certes, son propos frise ici la métaphore, puisque c'est principalement l'universalité des lois, et non celle des êtres existants ou possibles, que la Terre permettrait de connaître ; néanmoins, Reclus considère bien la Terre à la fois comme un fini et un infini cosmologiques, ou plutôt comme un fini cosmologique et un infini géographique. Au début du premier volume de la *Nouvelle Géographie Universelle*, Reclus fait bien la distinction :

La terre n'est qu'un point dans l'espace, une molécule astrale ; mais pour les hommes qui la peuplent cette molécule est encore sans limites, comme aux temps de nos ancêtres barbares. Elle est relativement infinie, puisqu'elle n'a pas été parcourue dans son entier et qu'il est même impossible de prévoir quand elle nous sera définitivement connue. (1876, p. 1)

Ce qui se produit, c'est une *redescente* sur terre : l'homme qui parcourt la planète ne la connaît pas encore dans son infinie diversité ; elle est donc bien un infini, du point de vue de l'être humain (« relativement infinie » dit Reclus, mais relativement à quoi, sinon à l'homme ?), et d'abord de l'Européen. Entreprendre une *Géographie universelle* est une gageure, ainsi que « dire que l'on connaît la Terre » (1876, p. 2). Ces remarques méthodologiques ne sont pas seulement, selon nous, concessions éditoriales ou précautions scientifiques : c'est au fond qu'il est « impossible actuellement de présenter une description complète de la Terre et des Hommes, une géographie vraiment universelle » (p. 5). La Terre, comme demeure des hommes, échappe donc au projet de connaissance totalisant qui est, fondamentalement, celui de la *géo*-graphie. Le monde du géographe se résume par conséquent aux parties de la Terre qu'il connaît. Le reste, c'est de l'inconnu, du vide, du blanc, de l'infini.

Notre ambition n'est pas, ici, de produire une théorie de la façon dont la géographie se confronte à ces blancs de la carte ; le thème est d'ailleurs familier des historiens de la géographie (voir récemment LABOULAIS-LESAGE (dir.), 2004). On peut toutefois dire quelques mots d'une très belle (et très grande...) carte réalisée par V.A. Malte-Brun en 1875, presque au moment où Reclus commence sa *Géographie universelle*, pour présenter « l'état des connaissances géographiques », et ceci en manière de bilan préparatoire pour le Congrès international de Géographie de Paris (Annexe 9). La légende oppose des « pays connus dans leurs détails » (l'Europe³, quelques parties de l'Asie et une partie de l'Amérique du Nord pour l'essentiel), des « pays connus dans leur ensemble général » (une grande partie de l'Eurasie, la plupart des littoraux), des « pays imparfaitement connus » (Sibérie méridionale, cœur de l'Amérique du Nord, quelques axes de pénétration) et des « pays encore inconnus » (l'Afrique intérieure, les îles de l'Australasie, l'Amérique latine, le nord de l'Asie et de l'Amérique, le Groenland, les zones polaires). L'importance du blanc sur cette carte est relativement saisissante, et illustre bien l'idée d'une Terre encore loin d'être connue, d'un monde encore largement discontinu. Par rapport à cette situation, les années 1900 représentent alors un tournant majeur, de la même façon que les années 1800 en avaient représenté un : « Vers 1800, la carte du monde est très proche de la nôtre » (PALSKY, 1995, p. 132), mais seulement pour les contours généraux.

³ « Nous avons pris l'Europe pour type des pays connus ; chacun des Etats qui la composent, à une seule exception près, la Turquie, possède en effet, aujourd'hui, sa carte topographique, exécutée ou en cours d'exécution, ce qui pour nous est la dernière expression de l'entière connaissance géographique d'une contrée. » (MALTE-BRUN, 1875, p. 561)

Le temps était venu, en 1800, d'explorer l'intérieur des continents ainsi que d'achever le parcours de la Terre, notamment pour les régions polaires. Mais cet achèvement ne se réalise seulement, et encore, que dans les années 1900-1910 ; après la mort de Reclus donc, qui n'a eu, lui, de cesse de rappeler l'existence de ces lacunes polaires dans la connaissance de la Terre, comme dans le second volume de *La Terre* :

Depuis que l'homme a fait le tour de la Terre, c'est-à-dire depuis trois siècles et demi, les explorateurs n'ont plus à s'aventurer dans un monde complètement inconnu ; il ne leur reste qu'à rattacher les uns aux autres les itinéraires déjà tracés sur la surface du globe. Ce réseau d'innombrables lignes qui s'entrecroisent recouvre presque en entier les grands massifs continentaux, et s'étend sur toute la partie des océans comprise entre les deux cercles polaires ; seulement vers le pôle nord, et de l'autre côté de la terre, dans les régions antarctiques, il existe encore des espaces d'une étendue respective de 6 900 000 et de 18 000 000 kilomètres carrés, et que les banquises et les montagnes de glace ont jusqu'à présent maintenus vierges de toute exploration. (1869, p. 669)

Pour Reclus, le seul problème d'envergure qui demeure est bien l'entrée en connaissance des deux zones polaires, le comblement des autres blancs étant très prochain :

Quant aux découvertes qui restent encore à faire dans le centre des masses continentales (...), elles ne peuvent manquer aussi de s'accomplir prochainement ; car la plupart des difficultés qui arrêtent encore les voyageurs sont de l'ordre moral et disparaîtront peu à peu, grâce aux progrès du commerce et de la civilisation. (p. 670)

Plus importante nous paraît être la signification réelle de ces découvertes qui sont autant d'entrées en connaissance : comme le dit Gilles Palsky, le monde fini est à prendre comme point de départ pour la géographie moderne et non comme aboutissement (1995, p. 143). Le monde fini, c'est le monde à peine connu en réalité :

Lorsque enfin l'homme connaîtra toute la surface du globe, dont il se dit le maître, et que la parole de Colomb sera devenue vraie pour nous : *El mundo es poco*, la Terre est petite ! la grande œuvre géographique sera, non pas de parcourir les pays lointains, mais d'étudier à fond les détails de la région qu'on habite, de connaître chaque fleuve, chaque montagne, de montrer le rôle de chaque partie de l'organisme terrestre dans la vie de l'ensemble. (RECLUS, 1869, p. 671)

C'est cela sans doute qui distingue la fin du XIX^e siècle des périodes précédentes où la Terre pouvait également être considérée comme finie. On entre dans un âge de la connaissance « intensive », et nombre des géographes de tous pays le ressentent profondément :

The unification of the Earth was seen as presenting either an intellectual or a practical challenge for the future of humanity. Above all, « finitude » had to be transcended by – as geographers termed it – an « intensive » or « vertical » exploitation and management of the planet. (ROBIC, 2003b, p. 383)

Si l'on regarde les *Annales de Géographie* dans ses premières années, on constate ainsi qu'elles font une très grande place à des bilans de connaissance (VIDAL DE LA BLACHE, 1891 ; CAMENA D'ALMEIDA, 1891a, c et d ; SCHIRMER, 1891b et c ; GALLOIS, 1891, 1892b, 1893 ; DUBOIS, 1891 ; RAVENEAU, 1891 ; BERNARD, 1892, 1893). Ces articles font le point sur ce que l'on connaît d'un espace et sur ce que l'on ignore encore, dressent l'état de la cartographie, évoquent les explorations en cours. Ils nous renseignent aussi sur la façon dont est conçue la connaissance géographique dans son élaboration différenciée : quand l'Europe, déjà « type des pays connus » pour Malte-Brun, est entrée dans « l'âge de la rectification » (CAMENA D'ALMEIDA, 1891a, p. 54), l'Afrique ou l'Antarctique en sont bien loin...

1.1.2. Un horizon géographique (enfin) élargi à la Terre entière ?

Une Terre connue dans ses grandes lignes dans les années 1900

Avant le début du XX^e siècle donc, les lacunes sont encore importantes dans la connaissance de la Terre. Beaucoup de taches blanches demeurent. En revanche, autour de 1900, la carte de la Terre est presque totalement remplie. Halford J. Mackinder a très bien exprimé la mutation que cela a pu représenter, parlant de la fin de « l'âge colombien » (âge d'exploration de la Terre inauguré par le voyage de Christophe Colomb), et faisant le constat d'un état de finitude du monde : « *The outline of the map of the world has been completed with approximate accuracy* » (1904, p. 421). Les années 1900 sont ainsi caractérisées par un assez grand nombre de textes qui se confrontent à cette nouvelle idée et qui tâchent d'en tirer les conséquences pour la géographie. Si à cette époque en effet « le monde est moins fini que suffisamment fini pour que la géographie s'achemine vers la scientificité » (PALSKY, 1995, p. 144), cela signifie que cette finitude du monde représente un enjeu scientifique, comme l'exprime parfaitement le géologue Albert de Lapparent à propos du volcanisme :

Rappelons d'abord que, pour faire œuvre vraiment scientifique, il convient d'éliminer toute conception *a priori*. Nous ne devons accepter pour guides que l'observation et l'expérience. Il n'entre pas dans notre mission de reconstruire le monde, mais seulement de nous efforcer de bien voir comment il est construit. Quand notre connaissance du globe était encore extrêmement imparfaite, la part de l'hypothèse pouvait être facilement exagérée. Il n'en saurait plus être de même aujourd'hui que, non seulement la terre, mais les profondeurs des mers, commencent à être fouillées dans leurs moindres recoins ; de sorte que chacune des manifestations si diverses de l'activité volcanique est en mesure d'apporter son témoignage individuel dans la grande enquête d'où devra sortir la lumière. (1903, p. 386)

Même si Lapparent est quelque peu extérieur au groupe vidalien, il n'en manifeste pas moins une attitude généralement partagée dans les années 1900 de forte valorisation d'une géographie générale entendue comme la mise au jour de types, voire de lois, par la

comparaison des phénomènes locaux répandus à travers le monde (ce que Vidal de la Blache appelle le principe de l'unité terrestre). C'est une époque, comme l'écrit André Cholley cherchant à contextualiser la Chronique géographique de Maurice Zimmermann, où « les contours des continents venaient d'être à peu près fixés, les grands traits de l'hydrographie et de l'orographie étaient établis ; les régions polaires commençaient à se dégager et la connaissance des océans se précisait » (1952, p. 241-242). Le tournant est majeur, et Elisée Reclus l'avait pris aussi, très précocement. Dans un article de 1872 sur la géographie générale paru dans *La République française* (réédité dans l'anthologie composée par Joël Cornuault en 2002), il anticipait la transformation nécessaire de la géographie dans un temps où « l'œuvre des grands découvreurs du XV^e et du XVI^e siècle est (...) complétée dans presque tout son entier » (2002, p. 88). Plein d'optimisme quant à la réduction des dernières taches blanches continentales et océaniques, il voit venir le temps de « l'étude intime de la terre dans le détail de ses formes, dans la composition de ses roches, dans ses phénomènes de toute espèce, et dans ses produits, depuis le cristal et la mousse jusqu'à l'homme et aux peuples en société » (p. 89). Au début des années 1900, Reclus exprime la même chose encore plus explicitement, mais accentue parallèlement l'importance des dernières taches blanches. Dans une série de chroniques parue dans *La Revue* entre novembre 1903 et mai 1904, et reprises dans *L'Homme et la Terre*, sa position est bien double : d'un côté, il observe que « le “monde est petit” » et que nous nous y sentons « comme emprisonnés », que « maintenant, il n'est pas un homme d'instruction moyenne qui ne sente la boule terrestre se rapetisser sous ses pieds » (in 2002, p. 180) ; mais d'un autre côté, la persistance des grandes taches blanches des zones polaires lui paraît quelque chose d'humiliant (p. 181). Il perçoit donc nettement que le monde est fini, mais que cette finitude ne peut être entendue de manière absolue, parce que tout n'est pas connu de la Terre, ni pour ce qui est de son « étude extensive », ni pour ce qui est de son « étude intensive » (p. 182).

Deux textes de 1909 peuvent être évoqués ici, en comparaison, le *Traité de géographie physique* d'Emmanuel de Martonne et l'article de Jean Brunhes paru dans *Le Correspondant*, « Les limites de notre cage »⁴. Tous deux y expriment leur conception de la finitude du monde. Pour ce qui est du premier, c'est une carte surtout qui nous intéresse, celle de « l'élargissement de l'horizon géographique » (Annexe 10). Ce planisphère montre la « reconnaissance » progressive des différentes parties du monde par les Européens, et l'état

⁴ Il s'agit de la publication du discours prononcé par Jean Brunhes à l'Université de Fribourg au moment où les professeurs de cette Université viennent de l'élire au poste de recteur (1909, p. 833).

des connaissances à la fin du XIX^e siècle : de complètement inconnu, il ne reste que l'extrême nord et l'extrême sud. Cette carte représente plusieurs choses, à commencer par la conquête de la planète par les Européens. Mais c'est plutôt la notion d'élargissement de l'horizon géographique qui nous retient. La carte en effet apparaît dans le chapitre inaugural du *Traité*, consacré à l'histoire et à la définition de la géographie ; elle illustre donc le progrès de la connaissance de la Terre au cours de l'histoire. La géographie est liée à l'élargissement de l'horizon, c'est-à-dire au parcours et à la connaissance de terres autres que celles où l'on vit : « La chose [la géographie] apparaît chez les premiers écrivains grecs, dès que la pensée s'éveille et que le cercle de l'expérience s'élargit au delà de l'horizon du hameau ou de la cité » (1909, p. 4). Ce n'est cependant pas le seul déterminant, la géographie, selon de Martonne, se développant aussi en lien avec le progrès des sciences ; mais il est vrai que,

tout élargissement important du monde connu donne un nouvel essor à la géographie descriptive. Le plus bel exemple en est donné par les conquêtes d'Alexandre, qui brusquement étendirent l'horizon géographique jusqu'à l'Inde. Les conquêtes romaines eurent le même résultat (fig. 1). (p. 6)

Cette « fig. 1 » est la carte reproduite à l'Annexe 10. Il y renverra également à propos de la Renaissance, conçue comme « élargissement prodigieux de l'horizon géographique » (p. 8), un horizon qui « s'est élargi jusqu'à embrasser presque toute la terre (fig. 1) » (p. 9). Et d'ajouter : « C'est ici qu'on saisit le mieux les rapports qui unissent l'histoire de la géographie à celle des voyages ». La fin du XIX^e siècle se situe pourtant dans une situation similaire :

Tout d'abord il faut noter un élargissement considérable de notre connaissance du globe, en rapport avec les perfectionnements des moyens de transport et la poussée coloniale de tous les Etats européens. Si le XIX^e siècle n'a pas vu de découvertes aussi étonnantes que la Renaissance, il a, par une suite d'efforts continus et non sans dangers, renouvelé plus qu'aucune autre époque l'image géographique du monde. Son œuvre est particulièrement importante à l'intérieur des continents. (p. 17)

Ces idées ne sont pas propres à de Martonne, elles constituent une manière de vulgate. Poursuivant sa réflexion sur le mouvement colonial, de Martonne voit bien que, « par la nouveauté des résultats, par l'imprévu des phénomènes physiques découverts, cette pénétration des continents a contribué plus qu'aucune autre circonstance à éveiller les idées et à hâter l'éclosion de la géographie scientifique » (1909, p. 17-18).

Son propos, dès lors, est de dresser un état des connaissances géographiques, dans le domaine physique à l'échelle de la Terre entière – c'est-à-dire de fonder une géographie physique générale moderne. Il s'agit de faire la synthèse de toutes les connaissances nouvelles à un moment où les géographes peuvent s'appuyer sur un aperçu *suffisamment* complet des

grandes lignes de la géographie terrestre (et surtout, répétons-le, de la géographie physique) pour que, comme dans le texte de Lapparent, l'on puisse aspirer à produire des connaissances générales véritablement scientifiques. Le planisphère de l'horizon géographique n'est donc que le point de départ d'un bilan des connaissances qu'Emmanuel de Martonne effectue, pour chaque domaine étudié, en préambule. Dans son *Traité*, il existe ainsi toute une série de planisphères thématiques présentant l'état des connaissances météorologiques, atmosphériques, topographiques, ou océanographiques..., comme cette carte des fonds marins (Figure 25). Cet exemple propose une vision de la Terre en *négatif* : les fonds marins commencent à être connus, au même titre que les surfaces continentales. L'horizon géographique, ce n'est pas simplement un horizon continental, mais un horizon global de connaissance sur la Terre, qui comprend les océans, les fonds marins, les courants aériens, les profondeurs terrestres.

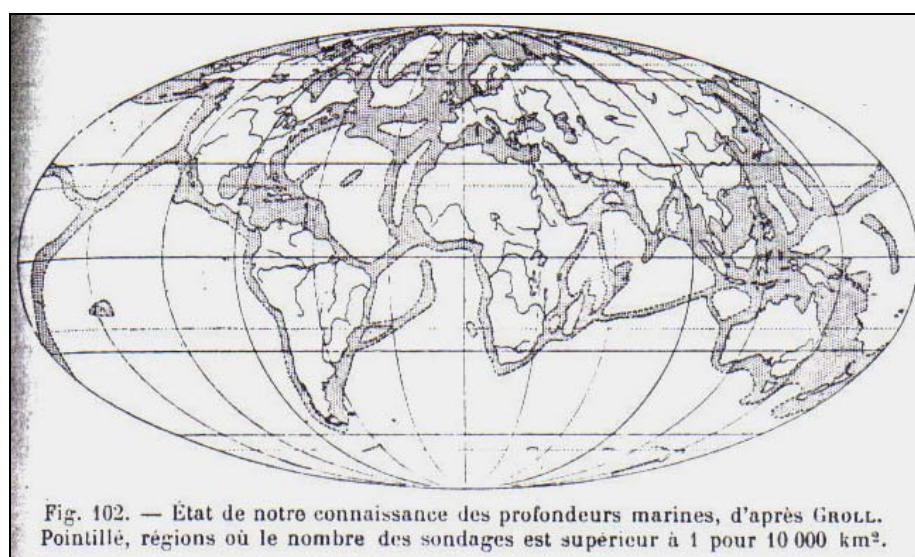


Figure 25 : « État de notre connaissances des profondeurs marines » (MARTONNE, 1909, p. 261)

Mais toutes ces cartes sont construites sur le même mode : elles opposent des zones connues et des zones non connues ou mal connues, figurées en blanc. Elles donnent aussi le critère selon lequel les connaissances sont élaborées (ici, le nombre des sondages, mais ce peut-être l'existence de stations météorologiques, ou celle de levés cartographiques réguliers à grande échelle). Ce dont on prend conscience, en regardant ces cartes, est que parler de monde fini ne peut-être que métaphorique ou très schématique : seules les grandes lignes sont connues, et les taches blanches sont encore nombreuses, et ce dans tous les domaines.

Sensiblement équivalente nous paraît être la position de Jean Brunhes dans l'article qui paraît quelques temps après le *Traité* d'Emmanuel de Martonne. Brunhes se rend compte que

la connaissance de la Terre vient de faire un bond considérable ; il ne l'interprète cependant pas en terme de finitude mais plutôt de défi pour la science. Si l'on regarde brièvement le contenu de ce texte, on s'aperçoit d'abord que Brunhes conçoit l'humanité comme rivée au sol terrestre. Son domaine n'est pas même la Terre entière, seulement les zones habitables. Or, non seulement l'homme les domine de mieux en mieux et les parcourt de plus en plus vite (p. 835), mais il en repousse aussi les limites :

Partout des frontières à notre extension ; partout nous nous heurtons aux barreaux de notre cage ; mais notre travail et nos ambitions ne viennent pas toujours en vain s'épuiser jusqu'à ces frontières ; l'homme victorieux recule avec persévérance les bornes du monde connu, parfois même du monde habité (p. 835-836)

L'élargissement ne concerne pas que la connaissance, mais l'œkoumène. Cette distinction entre terre habitée et terre connue est riche de signification quant à la notion de monde fini : car il s'agit bien d'opposer la Terre et le monde précisément. Brunhes utilise d'ailleurs ici les pages de de Martonne que l'on vient de parcourir⁵. Brunhes met l'accent sur les événements les plus récents qui permettent d'imaginer la poursuite de l'élargissement dans différentes directions : c'est, sur la planète même, la conquête et la réduction des dernières *terrae incognitae* (p. 837), la poursuite des découvertes, qui sont nombreuses mais souvent de détail (ce qui démontre « à quel point la connaissance de notre terre est à parfaire et combien notre ignorance est grande encore aujourd'hui », p. 837-838). Il reste toutefois possible de faire des découvertes que Brunhes appelle « macrographiques » (comme celles de Sven Hedin en Asie centrale ou celles qui vont avoir lieu dans les zones polaires). Pour Jean Brunhes, ce qui se passe autour de 1900, c'est non seulement la poursuite de l'élargissement de l'horizon géographique (alors que de Martonne s'arrête à la fin du XIX^e siècle ; sa carte ne changera d'ailleurs pas dans les rééditions du *Traité*), mais la conquête de nouveaux domaines d'expansion : il évoque les grands sommets, la conquête des hauteurs terrestres donc, mais aussi la découverte des entrailles de la terre (mines, tunnels, sondages...) et, surtout, celle des espaces sous-marins et aériens. 1909, c'est la traversée de la Manche en avion par Blériot, et Brunhes ne manque pas, après avoir rappelé très brièvement l'histoire du plus léger que l'air, de le remarquer (p. 855). Mais il faut bien voir qu'il envisage ces expériences humaines dans les airs ou sous les mers comme d'éventuels élargissements de l'œkoumène, et pas seulement comme des perfectionnements des connaissances sur la Terre. Ainsi à propos des explorations sous-marines (plongées en scaphandre, sous-marins...) : « Les profondeurs de la mer ne sont

⁵ Dans une note, il écrit qu'« E. de Martonne a fort bien résumé l'histoire des grandes découvertes : voy. notamment la carte de la p. 7 » (p. 836). Cette carte est celle de l'Annexe 10.

pas encore annexées à la terre habitée, mais elles commencent à être annexées à la terre connue » (p. 852). La connaissance des marges de l'œkoumène serait alors, et ce n'est pas dénué d'illusion, un préalable à l'annexion au domaine de l'humanité. On sent bien en tout état de cause que Brunhes ne considère pas le monde comme fini. Il s'agit bien davantage, dans son esprit, de repousser les limites de la cage dans laquelle l'humanité est contrainte de vivre (cette planète isolée dans l'univers). L'homme ne peut en sortir, c'est son domaine, il peut simplement chercher à le dominer plus complètement et plus efficacement, et le maîtriser par la pensée (c'est-à-dire par la science) : « A travers les barreaux de la cage, la pensée souveraine qui nous permet de contenir tous les mondes et d'envelopper tous les espaces a le pouvoir ailé de s'élancer et de s'échapper » (p. 861). Surviennent alors, à la fin de l'article, un certain nombre de remarques pascaliennes, et même de citations, qui rappellent l'idée de Reclus de l'homme devenu conscience de l'univers :

C'est l'éminente dignité de ce pauvre de la création qu'est l'homme, de la dominer par la pensée. C'est ce qui le fait plus roi et plus puissant que les êtres animaux, même les plus résistants ou les mieux armés. On a scrupule à répéter ainsi et aussi mal ce que Pascal a dit si noblement. Lorsque notre esprit aboutit à cette contemplation géographique et philosophique du monde, il se trouve hanté par les mots et par l'image du « roseau pensant » (p. 861-862)

L'article se clôt par une citation de la pensée 113 (édition *Lafuma*), pour nous tout à fait évocatrice du recul astronomique analysé dans le chapitre 2 : « Par l'espace l'univers me comprend et m'engloutit comme un point ; par la pensée je le comprends ». Mais ce n'est là qu'une prise de position philosophique, voire religieuse (car l'éloge de Pascal par Brunhes insiste sur sa foi chrétienne), venant conclure un article qui met l'accent sur les processus contemporains d'extension du monde connu, particulièrement dans les zones polaires. 1909, c'est, de fait, « l'année polaire » (p. 839).

La conquête des pôles (1909-1911) ; un événement symbolique

« The poles thus represent the final ends of the earth, global destinations of ultimate inaccessibility. Their "conquest" offered individuals and nations a competitive sense of global mastery comparable only to circumnavigation by sea or air or the ascent of high mountains »
 Denis COSGROVE, 2001, p. 217.

La conquête des pôles (Nord en 1909, Sud en 1911) représente un événement marquant pour les contemporains, en particulier pour les géographes, un véritable symbole. Les taches qui demeurent dans l'intérieur des continents ne lancent plus, comme l'affirme Elisée Reclus, que de minimes défis (sens de leur exploration, pas au sens de leur entrée connaissance). Isaiah Bowman rappelle par ailleurs, en 1924, à ceux qui croient que l'âge des découvertes est

clos parce que les blancs de la carte sont presque tous comblés, que « *the map is still crowded with scientific mysteries though its great historic mysteries have been swept away* » (cité par SMITH, 2003, p. 54). Symbole ambigu par conséquent que cette conquête des pôles, parce que, comme le souligne Denis Cosgrove, l'homme est parvenu aux « sommets » du monde et achève l'extension de l'horizon géographique, qu'il a parcouru toutes les zones de la Terre et qu'il « maîtrise » ainsi son domaine global, mais parce qu'il y a loin entre le passage d'une poignée d'hommes aux pôles et la connaissance des zones polaires (qui n'est pas achevée aujourd'hui). Il y a loin entre la conquête ponctuelle et héroïque des pôles et l'intégration des espaces polaires dans le champ de la connaissance – plus loin encore entre cette conquête et l'extension de « la terre habitée » à ces zones. Parler de la finitude du monde, quelque soit la forme du propos, cela relève toujours pour une grande part d'une rhétorique et d'une symbolique. Si « les découvertes des derniers explorateurs des deux pôles nous confèrent enfin, en 1909, le droit de discerner avec certitude ce dessin général des terres émergées de notre globe, dont les premiers délinéaments avaient été aperçus et discutés au dix-septième siècle » (BRUNHES, 1909, p. 848), l'apport n'est guère plus important :

Quant à nos connaissances proprement polaires, elles sont bien loin d'en être encore à leur terme (...). Mais il s'agit déjà d'une double et définitive révélation. Il y a un bassin polaire : c'est l'arctique. Il y a un continent polaire : c'est l'antarctique. (...) Il y a toujours sur la surface du globe le même nombre de grands océans (...). On avait jusqu'ici divisé les terres émergées en cinq parties du monde. Une nouvelle nous est née. Il y a désormais six parties du monde, et la sixième est l'Antarctide. (p. 849)

Le monde fini, c'est seulement ici le monde des formes générales, le monde en ses plus grandes parties (continents et océans). Il n'en reste pas moins que la « révélation » du statut continental de la zone polaire australe est une véritable découverte « macrographique », puisque, jusqu'alors, on n'était certes déjà plus dans la légende, mais on demeurait encore dans l'incertitude et dans la conjecture. Il convient donc de ressaisir cette découverte, pour mieux prendre la mesure de ce que représente la conquête des pôles pour les géographes.

L'Antarctique est, à la fin du XIX^e siècle, le dernier grand blanc sur la carte du monde, ce qui lance un défi à la communauté scientifique et qui suscite une émulation internationale⁶ (ces aspects ont été développés une première fois dans ARRAULT, 2007b). A partir de 1895, les expéditions s'enchaînent, et très vite, les premiers bilans apparaissent, tel, en 1902, un

⁶ « La question des expéditions antarctiques est à l'ordre du jour », écrit Lucien Gallois, rappelant qu'elle a fait l'objet d'une séance au Congrès géographique de Londres de 1895, qui se termine par le vœu « que toutes les sociétés de géographie travaillent à préparer la reprise des explorations antarctiques avant le fin du siècle » (1895, p. 92-93).

article de Maurice Zimmermann dans les *Annales de Géographie*, qui s'inscrit dans la lignée des articles-bilans des années 1891-1893. La reconnaissance scientifique de l'Antarctique est toutefois encore récente, puisque, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, et à partir du grand voyage de James Cook en 1772-1775, il ne s'agissait que de débarrasser la géographie des légendes héritées de la croyance antique en l'existence d'un continent austral. Désormais, les expéditions entreprennent de rationaliser les observations (revoir ce qui a été vu pour le confirmer ou l'infirmer), d'accumuler les indices de l'existence d'un continent et de la continuité des terres déjà découvertes. Avant la fin du siècle, cette reconnaissance reste en quelque sorte préparatoire, et c'est bien ce qui ressort du bilan négatif d'Elisée Reclus, ému par le « scandale » que représente encore, en 1889, l'incertitude régnant sur cet espace : « C'est donc avec un sentiment de honte que les géographes signalent l'énorme lacune laissée par les routes des navigateurs sur la rondeur antarctique et qu'ils demandent des volontaires pour continuer l'œuvre des Cook, des Ross et des Dumont d'Urville » (1889, p. 20)⁷. Pour Reclus, malgré toute une série d'indices (comme la profondeur des mers), le continent antarctique reste en effet seulement probable, seulement « présumé » (Figure 26)⁸. Le cœur de la région polaire, en blanc sur cette carte des profondeurs marines, n'est pas limité par un trait, quand certaines terres (Terre d'Alexandre par exemple) le sont, celles pour lesquelles il ne subsiste plus guère de doute quant à leur existence. En 1902 encore, on est loin de pouvoir tirer un trait continu autour d'un continent austral – ce que certains font cependant. Maurice Zimmermann le déplore, lorsque, dans son article-bilan, il décrit un groupes de terres qui sont restées des « apparitions fugitives et lointaines », et dont on ne peut « parler que par des hypothèses et des inductions indirectes » (1902d, p. 391) :

Aussi suivant que les auteurs dressent les cartes conformément à leurs croyances et à leurs inductions, ou qu'ils s'en tiennent aux faits rigoureusement reconnus, on constate d'extraordinaires divergences dans le dessin cartographique de ces terres. Ou bien l'on consigne d'un trait fort les moindres apparitions de terres, les plus contestées même (...). Ou bien, suivant à la lettre les relations des voyageurs, et pesant les distances d'où se fit la découverte et les chances d'erreur, on se borne à de fugitives traces de côtes sur la réalité desquelles un pointillé prudent nous met en garde. (*ibid.*)

⁷ En 1869, Reclus était plus optimiste : « Ces espaces qui restent encore à découvrir sur les deux calottes du globe forment à peu près un vingtième de la surface terrestre, c'est-à-dire un ensemble de régions égalant environ cinquante fois la superficie de la France. De nos jours quelques géographes pusillanimes ont exprimé la crainte que cette étendue encore très considérable de terres et de mers inexplorées restât à jamais inconnue. (...) La passion avec laquelle les explorateurs des régions polaires ont entrepris et ne cessent de recommencer leurs voyages périlleux à travers les glaces nous est un sûr garant de leur succès futur ; car, tandis que les obstacles restent les mêmes, l'expérience des navigateurs et les ressources de la science ne cessent d'augmenter. » (1869, p. 669-670). Même optimisme, on l'a vu, en 1872 (voir p. 147).

⁸ Il l'écrit dès les premières pages du volume : « Il est probable qu'un autre continent existe dans l'immensité de l'océan du Sud » (1889, p. 4).

On comprend la prudence des géographes à considérer comme connues des terres aussi difficilement accessibles, et l'importance qu'ils accordent au processus de *reconnaissance* (qui passe par une série de protocoles d'attestation : voir, revoir, photographier, parcourir, comparer, puis cartographier).

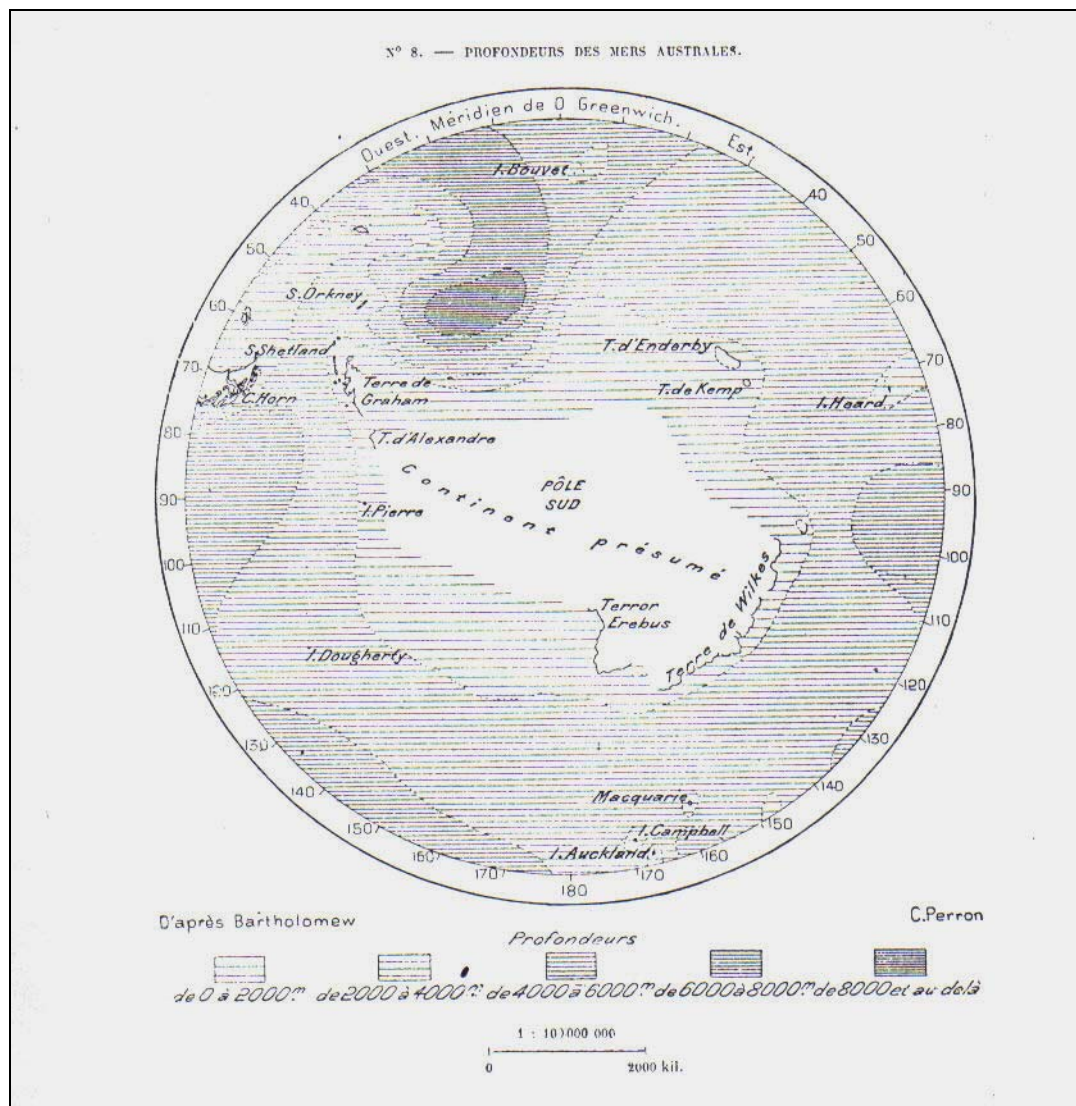


Figure 26 : « Profondeurs des mers australes » (RECLUS, 1889, p. 21).

Zimmermann le confesse : « Assez d'expériences montrent dans les deux régions polaires qu'on ne saurait s'entourer de trop de précautions pour certifier l'existence d'une terre » (1902d, p. 392). Aussi, malgré de continuelles avancées, le continent antarctique entre très lentement en connaissance ; dans le tome de la *Géographie universelle* consacré au régions polaires, Zimmermann devra encore avouer « l'incertitude du dessin des côtes sur plus de la moitié du pourtour continental » (1930, p. 313), outre la persistance de grandes lacunes entre des groupes de terres reconnues, que réduisent pourtant, à partir de 1928, les premières reconnaissances aériennes (p. 292). Tout bilan est donc encore provisoire en 1930 (p. 293).

Au final, l'exemple, pourtant symbolique, de la découverte du pôle puis du continent antarctiques, que la notion de monde fini, si elle rend bien compte d'une expérience des contemporains, doit être reçue avec grande précaution : ce n'est que d'un certain point de vue que l'on peut considérer la Terre comme finie en 1900, un point de vue *spatial* ou astronomique pour lequel ne comptent au fond que les principaux caractères et non le détail. En outre, on ne peut pas continuer à assimiler Terre et monde : que toute la surface terrestre ne soit pas connue dans le détail ne signifie pas que le monde ne soit pas fini. C'est ce qu'il convient d'apprécier maintenant.

1.2. La géographie et l'épuisement des ressources terrestres

En effet, le thème du monde fini ne concerne que pour une part la connaissance scientifique de la Terre. Retournons au texte de Paul Valéry :

Toute la terre habitable a été de nos jours reconnue, relevée, partagée, entre des nations. L'ère des terrains vagues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à personne, donc l'ère de libre expansion est close. Plus de roc qui ne porte un drapeau ; plus de vides sur la carte ; plus de région hors des douanes et hors des lois ; plus une tribu dont les affaires n'engendrent quelque dossier et ne dépendent, par les maléfices de l'écriture, de divers humanistes lointains dans leurs bureaux. *Le temps du monde fini commence.* (1931, p. 21)

Que la Terre ait été « reconnue » en son entier, nous venons d'en montrer à la fois la réalité et les limites ; mais la finitude du monde, pour Valéry, ne se résume pas à cette dimension. Ce n'est même à la limite qu'un point de départ : la notion de monde fini est d'abord une notion historique, qui a trait à l'appropriation du monde, de « la terre habitable » dit Valéry (expression qui rappelle la « terre habitée » de Jean Brunhes), à sa connaissance certes mais surtout à son « partage ». On retrouve un certain nombre de thèmes chers à la géographie politique depuis Friedrich Ratzel (« l'ère de libre expansion est close »), ce qui invite à nuancer encore le caractère novateur du texte de Valéry. Le monde fini, c'est avant toute chose, pour prendre deux emblèmes présents dans la citation, le drapeau et la douane, l'appropriation politique et l'intégration économique. Mais ces deux dimensions ont été largement abordées dans la partie précédente. Aussi, le problème que nous voudrions traiter à titre d'exemple, parce qu'il recoupe ces différents aspects tout en abordant d'autres champs problématiques, c'est celui de la finitude du monde comme conscience des limites des ressources disponibles ou de leur épuisement à venir. Si la géographie économique, on l'a vu, se préoccupe de l'étude des productions et des échanges entre pays ou parties du monde, et si, dans les années 1900, les géographes deviennent conscients de la condition mondiale des réalités économiques, cette conscience s'exprime aussi en termes de durabilité (ou de

projection dans l'avenir) du modèle de développement issu de la révolution industrielle, et de l'avenir même de l'humanité sur Terre. La rareté des ressources, la capacité de la Terre à nourrir les hommes, la dégradation de la nature, puis, après la guerre, la question de la surpopulation et de l'accès aux matières premières, deviennent de grands sujets d'intérêt géographique.

1.2.1. La dégradation de la Terre et l'épuisement des ressources

Géographie et réversibilité des dégradations : un modèle historiographique

Quelques points se dégagent des (rares) travaux qui ont déjà abordé cette question. Le premier touche à l'effectivité du souci des géographes pour la dégradation de la nature. Yves Luginbuhl l'a appréhendé dans une étude qui observe l'apparition du thème au XIX^e siècle (1992, p. 35), et met bien en lumière la contradiction ressentie par les contemporains entre le progrès et la destruction de la nature : « Cette conscience de l'altération du milieu naturel par le progrès technique trouverait son origine dans la synthèse que produit George Perkins Marsh dans *Man and Nature or physical geography as modified by human action* (1864), dont un des objectifs est de mettre en garde les hommes contre les dangers des modifications qu'ils font subir au monde organique et inorganique et d'attirer leur attention sur la nécessité d'une vigilance particulière » (p. 37). Mais, pour Y. Luginbuhl, les contemporains sont convaincus qu'aucune destruction n'est irréversible, que « la correction est encore envisageable » (p. 36), donnant l'exemple de la politique française de reboisement. Quant à G.P. Marsh, il

tente de montrer les possibilités de restaurer les harmonies altérées, tout en insistant sur la stabilité de la nature. Il n'y a donc pas effectivement de fatalité à la dégradation, celle-ci est seulement liée à un certain type de progrès auquel il est possible de remédier. (p. 37)

Cet optimisme se distinguerait des discours d'aujourd'hui sur la dégradation de la nature et l'altération définitive de la Terre ; les thèmes sont proches, certes,

mais il semble qu'il faille que la notion d'irréversibilité s'ajoute à l'idée d'une finitude de la terre offerte à l'homme et à la conception d'un « écosystème terrestre » solidaire, pour qu'apparaisse le risque d'un « changement du globe », de l'environnement terrestre, « changement global » étant pris au sens d'une *transformation se produisant à l'échelle du globe* et non au sens d'une évolution comprise « dans sa globalité ». (p. 51)

Et ceci n'interviendrait qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale, avec le rôle particulier de la menace nucléaire comme facteur essentiel de « conscience planétaire », selon l'expression d'Edgar Morin (MORIN et KERN, 1993, p. 34). Ce n'est pas que les concepts de l'époque ne présentent pas quelque intérêt de ce point de vue ; et particulièrement le concept de

Raubwirtschaft (économie destructive) mis en place en 1904 par l'Allemand Ernst Friedrich, et répercuté en France par exemple par Jean Brunhes. Comme le dit Marie-Claire Robic, le cas de Brunhes serait un peu à part, parce que son frère, le physicien Bernard Brunhes, l'aurait sensibilisé au problème de *La dégradation de l'énergie*, pour reprendre le titre de son ouvrage de 1908. Selon ce modèle d'interprétation, il faut admettre que, « là où le physicien constate que “le monde s'use”, les géographes ne voient qu'un “monde fini” : qu'il faut en conséquence l'aménager en profondeur là où il est complètement occupé, et en achever la colonisation scientifique dans les “pays neufs” » (ROBIC, 1992a, p. 165). Le thème du monde fini exprimerait quelque chose de différent, de moins fort en quelque sorte, que la conscience d'une dégradation irréversible de la nature ou de la Terre. Et même, l'attention, réelle, pour ces phénomènes serait très secondaire dans le champ des préoccupations des géographes : « Le XIX^e siècle apparaît aux yeux des géographes français moins comme le responsable d'une atteinte potentielle à l'intégrité de la terre que comme l'achèvement d'une emprise spatiale sur le globe » (p. 159). Le monde fini ne s'exprimerait alors que sous la forme des « limites de la cage ». Que cela soit secondaire, certes ; mais ce n'est pas forcément négligeable : il nous paraît même important de rassembler un certain nombre de textes qui permettent de nuancer un modèle historiographique à notre sens trop catégorique.

La première tâche est sans doute de revenir à la position, à bien des égards inaugurale, d'Elisée Reclus, telle qu'elle s'exprime particulièrement dans le chapitre « l'homme et la nature » de *La Terre*, texte très riche mais rarement cité précisément (on privilégie souvent l'article de 1866 sur « Le sentiment de la nature dans les sociétés modernes »). L'idée générale sur la position de Reclus par rapport à la dégradation de l'énergie est qu'il connaît, intègre, diffuse le message de G.P. Marsh (ROBIC, 1992a, p. 131 et 159) et qu'il fait preuve du même optimisme : « Anti-malthusien, Reclus croit à la surabondance des ressources, non sans préconiser l'économie de leur usage et critiquer le gaspillage » (p. 130). Dans le second volume de *La Terre*, Reclus notait d'ailleurs que la Terre pourrait supporter jusqu'à dix fois plus de population si elle était cultivée avec intelligence⁹. Mais l'optimisme n'est pas sans ombre ni ambiguïté. C'est de fait un leitmotiv reclusien que d'opposer deux attitudes de

⁹ « On peut évaluer à 12 millions de kilomètres carrés, soit environ la dixième partie de la superficie des continents, l'ensemble des espaces qui sont cultivés par les mains de l'homme et partagés en champs aux contours réguliers. Il est vrai que la plus grande partie de cette vaste étendue est plutôt exploitée par une sorte de pillage que mise sérieusement en culture. La population de la Terre, évaluée de nos jours à quatorze cent millions d'hommes, pourrait facilement se doubler, se quintupler, se décupler même, sans que le sol lui manquât, pourvu qu'il fût cultivé avec intelligence » (1869, p. 673). Il observe cependant une grande différence entre les pays neufs, comme les Etats-Unis, et les pays de l'Ancien Monde, « où les populations pressées commencent à manquer de sol nourricier » (*ibid.*).

l'homme face à la nature, deux types d'influences ou de transformations, celles qui embellissent la Terre, celles qui, au contraire, l'enlaidissent. L'action de l'homme en effet

peut embellir la Terre, mais elle peut aussi l'enlaidir ; suivant l'état social et les mœurs de chaque peuple, elle contribue tantôt à dégrader la nature, tantôt à la transfigurer. L'homme pétrit à son image la contrée qu'il habite : après de longs siècles d'exploitation brutale, le barbare donne à la Terre un aspect répulsif et sauvage, tandis que, par la culture intelligente, le civilisé peut la faire rayonner de grâce et d'un charme pénétrant ; il peut l'humaniser, pour ainsi dire, de sorte que l'étranger qui passe se sent doucement accueilli par elle et se repose avec confiance sur son sein. Campé comme un voyageur de passage, le barbare pille le sol, il l'exploite avec violence sans lui rendre en culture et en soins intelligents les richesses qu'il lui ravit ; il finit même par dévaster complètement la contrée qui lui sert de demeure et par la rendre inhabitable. La surface de la Terre offre de nombreux exemples de ces dévastations sans merci. (1869, p. 748-749)

Entre barbarie et intelligence, exploitation brutale ou pillage et culture raisonnée, Reclus déploie une analyse dont les termes évoquent décidément une conscience, sinon de l'irréversibilité complète des dommages infligés, du moins d'une dévastation suffisamment profonde pour qu'elle soit, au moins, durable. Et de donner l'exemple de la Perse, de la Mésopotamie Idumée, de diverses contrées d'Arabie et d'Asie mineure où la désertification lui paraît résulter d'autre chose que d'une simple évolution climatique : « L'homme a certainement sa forte part dans cette transformation des campagnes en désert » (p. 749). Autres exemples, de plus large portée, l'Empire romain et le Nouveau Monde, qui ajoutent encore à cet argumentaire rien moins qu'optimiste, par lequel Reclus rapporte la disparition de nombre de civilisations et de sociétés à leur mauvais traitement, à leur exploitation (le mot, récurrent, a un sens négatif) de la Terre : « Parmi les causes qui, dans l'histoire de l'humanité, ont déjà fait disparaître tant de civilisations successives, il faudrait compter en première ligne la brutale violence avec laquelle la plupart des peuples traitaient la terre nourricière » (p. 750). Plus inquiétant encore, Reclus ne se contente pas de stigmatiser des civilisations anciennes et déjà disparues : « Considérée dans son ensemble, l'humanité n'est point émergée de sa barbarie primitive » (p. 751)...

Il y aurait donc péril en la demeure même s'il est vrai, quoique les textes qui suivent versent quelque peu dans l'utopie, que l'homme peut avoir une action bénéfique sur la Terre :

L'homme qui aime vraiment la Terre sait qu'il s'agit d'en conserver, d'en accroître même la beauté, de la lui rendre, quand une exploitation brutale l'a déjà fait disparaître. Comprenant que son intérêt propre se confond avec l'intérêt de tous, il répare les dégâts commis par ses prédécesseurs, il aide la Terre au lieu de s'acharner brutalement contre elle et travaille à l'embellissement aussi bien qu'à l'amélioration de son domaine. Non seulement il sait, en qualité d'agriculteur et d'industriel, utiliser de plus en plus les produits et les forces du globe ; il apprend aussi, comme artiste, à donner aux paysages qui l'entourent plus de charme, de grâce

ou de majesté, il sait même réaliser les paysages suggérés par les peintres. Devenu “la conscience de la Terre”, l’homme assume par cela même une responsabilité dans l’harmonie et la beauté de la nature environnante. (1869, p. 754)

Mais il y a loin entre ces déclarations de principe et l’action réelle des hommes, surtout dans les sociétés les plus riches, qui négligent bien souvent « d’aimer vraiment la Terre » :

Les peuples placés aujourd’hui par leur civilisation à l’avant-garde de l’humanité se préoccupent en général fort peu de l’embellissement de la nature. Beaucoup plus industriels qu’artistes, ils préfèrent la force à la beauté. Ce que l’homme veut surtout, c’est adapter la Terre à ses besoins et en prendre possession complète pour en exploiter les richesses immenses. Il la couvre d’un réseau de routes, de chemins de fer et de fils télégraphiques ; il fertilise les déserts et dompte les fleuves ; il triture les collines pour les étendre en alluvions sur les plaines, perce les Alpes et les Andes, unit la mer Rouge à la Méditerranée, s’apprête à mêler les eaux du Pacifique à celles de la mer des Antilles. Presque tous les hommes, acteurs et témoins de ces grandes entreprises, se laissent emporter par l’enivrement du travail et ne songent plus qu’à pétrir la Terre à leur image. Et pourtant, quand l’homme le veut, il sait aménager parfaitement la surface de la Terre, tout en lui laissant la grâce de ses paysages. (p. 756)

Reclus donne alors l’exemple du parc de Yellowstone (créé en 1872 il est vrai, mais nous avons consulté l’édition de 1885 de *La Terre*), en opposition à d’autres entreprises humaines, à visée d’exploitation, parmi lesquelles viennent en premier lieu les grandes infrastructures de communication (dont Suez et Panama), les aménagements hydrauliques, les industries extractives. Dans la suite, il ne sort plus de l’optimisme utopique : l’harmonie entre la Terre et les hommes va se mettre en place grâce à « l’émancipation intellectuelle que donne la science, l’amour de la liberté qui se répand, le sentiment de solidarité qui nous pénètre souvent à notre insu et nous apprend que la Terre est à tous » (p. 758) et grâce aux voyages, aux artistes et aux savants. La dernière phrase du chapitre, qui est aussi la dernière du volume et donc du livre, est un appel à l’union des hommes, seule condition pour que la Terre devienne « ce paradis que le regard du chercheur aperçoit déjà par delà les temps » : « Pour devenir vraiment belle, la “mère bienfaisante” attend que ses fils se soient embrassés en frères et qu’ils aient enfin conclu la grande fédération des peuples libres » (p. 760). La position de Reclus dans cet ouvrage, et il n’est pas sûr qu’elle évolue réellement par la suite, paraît donc optimiste ; elle repose cependant sur un diagnostic plutôt sombre, et utilise une terminologie qui ne déparerait pas un discours d’aujourd’hui sur l’environnement, mais localise cependant dans un futur indéfini le passage d’une ère du pillage à une ère de l’embellissement, de la culture intelligente. Le présent est une ère de dégradation et de pillage. Cette position, en outre, aura des répercussions chez d’autres géographes, au tournant du XX^e siècle, qui partagent avec Reclus des points de vue et des façons de dire.

La montée des inquiétudes sur les ressources de la Terre et sur leur épuisement éventuel

A la même époque que Reclus, d'abord, un autre géographe adopte une position très optimiste sur ces questions, Emile Levasseur. Pascal Clerc cite, dans un article récent, un passage intéressant de l'ouvrage publié en 1884 par Levasseur, *De l'importance de la géographie physique pour l'étude des forces productives des nations* :

La nature, qui est un des termes du rapport [homme nature], ne renferme en quelque sorte que des possibilités de richesse, des forces et des matériaux à utiliser, mais sans utilité présente. Ses richesses latentes sont répandues inégalement sur les diverses contrées de la terre. Cependant, elles s'y trouvent dans un grand nombre de lieux en quantité incommensurable, attendant que le génie de l'homme les découvre, les exploite, leur communique la vie. L'activité humaine peut disposer sur le globe terrestre d'une matière pour ainsi dire inépuisable et dont elle n'a probablement mis en œuvre jusqu'ici que la moindre partie. Mais la matière n'est que l'instrument de la richesse ; l'homme en est le véritable artisan : il est l'autre terme du rapport. (LEVASSEUR, 1884, cité par CLERC, 2007, p. 83)

Levasseur apparaît bien comme très optimiste, ceci cadrant tout à fait avec la pensée libérale, pour laquelle la terre est une ressource que l'activité humaine transforme en richesse. P. Clerc ajoute que Reclus est beaucoup plus inquiet, beaucoup moins optimiste (p. 87), ce qui est sans doute vrai : l'analyse de Reclus ayant sur ces questions deux versants. Reste cependant que, par rapport aux écrits des années 1900, Levasseur et Reclus semblent être plus proches entre eux que l'un ou l'autre avec leurs successeurs. L'optimisme, en quelque sorte, passerait de mode dans la génération suivante. Dans un double article des *Annales de Géographie* par exemple, le géographe russe Alexandre Woeikof développe une analyse qui s'inspire de celle de Reclus. Il se place d'ailleurs d'emblée dans son sillage, reconnaissant que son sujet a déjà été beaucoup abordé, notamment par le géographe américain Guyot dans l'ouvrage *The Earth and Man*, et dans « quelques chapitres dans l'ouvrage de Mr Reclus : *La Terre* » (1901a, p. 98). Mais l'ouvrage de Guyot est vieux de 35 ans ; « quant à l'ouvrage de l'éminent géographe français, il en existe plusieurs éditions et l'auteur prend beaucoup de soin pour le tenir au courant des travaux récents, mais sa manière de considérer le sujet de cette étude est très différente de la mienne » (*ibid.*).

Sans doute Woeikof, dans son observation de l'impact des activités humaines sur les climats et les paysages, est-il en quelque sorte plus *concret* que Reclus, mais il recourt néanmoins constamment à des notions comme celle d'harmonie, d'origine rittérienne, et déjà courante sous la plume de Reclus :

J'ai donné plusieurs exemples de la manière dont l'homme, par imprévoyance et avidité, gâte l'harmonie de la nature, exerce sur elle une influence néfaste. Certains de ces dégâts sont déjà en partie réparés ou le seront bientôt, mais pas tous ; d'autres sont liés à la civilisation *mondiale*

– on ne peut dire « européenne », car les Américains du Nord et du Sud, les Australiens, les Japonais y prennent aussi une part toujours croissante – telle qu'elle existe au seuil du XX^e siècle, et ne disparaîtront que quand elle aura pris une orientation différente. On ne peut nier que cette civilisation, telle qu'elle s'est développée au XIX^e siècle, ne soit extrêmement riche et puissante, mais malheureusement elle est aussi disharmonique à un suprême degré. (1901b, p. 207).

Cette civilisation *mondiale*, qui associe l'industrie, l'urbanisation, la transformation de l'agriculture dans un ensemble bien proche de ce qu'on pourrait résumer par le terme de capitalisme (voir p. 115), et que Woeikof critique de manière assez moderne quant à la durabilité du modèle de développement mis en place, relève aussi d'une critique plus classique des villes :

Il ne faut pas s'y tromper. Ce qui empêche une appropriation intelligente de la terre par l'homme avec les moyens scientifiques et techniques qu'il possède au seuil du XX^e siècle, c'est la dissociation toujours plus grande de l'homme et de la terre, à mesure que l'homme se met de plus en plus au niveau de la civilisation *mondiale*. C'est le paysan illettré ou à peine lettré qui est encore attaché à sa terre. Mais la civilisation des villes l'enserme de toutes parts et tend à rompre cet attachement. (p.209)

L'espèce de millénarisme qui habite ce texte s'accorde avec une cosmologie renversée par rapport à Reclus (voir p. 345) : la distanciation homme/terre est ici créatrice de désordre et pas seulement condition d'une pensée de la totalité terrestre. Ceci étant, Woeikof reste très optimiste (et moraliste, voire physiocratique car il délaisse les questions de ressources minières et de production industrielle, selon RAUMOLIN, 1984, p. 800), et les dégâts lui semblent encore réparables ; il donne l'exemple des travaux de reboisement des forestiers français, « qui ont montré comment on peut faire face au mal et rétablir l'harmonie de la nature détruite par l'incurie et l'imprévoyante avidité des hommes » (1901a, p. 101). A la fin du second article, sur le thème de la population par exemple, il adopte une position très proche de celle de Reclus, que M.-C. Robic a qualifié d'« anti-malthusien » (voir p. 360), car il conclut par des perspectives rassurantes son plaidoyer pour une meilleure utilisation des rayons solaire et des eaux :

Il y a encore beaucoup à faire pour utiliser directement la lumière et la chaleur du soleil, comme aussi les eaux météoriques. Des perspectives de progrès si vastes s'ouvrent devant nous qu'on a peine à les croire possibles ; et le fantôme du trop-plein de population, des hommes pour lesquels, selon Malthus, il n'y a pas de place à la table de la nature, disparaît entièrement, car s'inquiéter de ce qui arrivera quand la terre sera plusieurs mille fois plus peuplée qu'elle n'est maintenant, ne vaut pas la peine actuellement. (p. 215)

Perspectives rassurantes, mais néanmoins à long terme, car « malheureusement, tout cela ne sera possible que quand l'humanité aura appris et oublié bien des choses ; à l'aube du XX^e siècle nous en sommes encore loin » (*ibid.*). En sorte que le constat est mitigé : cet article

oscille donc, encore à la manière de Reclus, entre optimisme et inquiétude pour l'avenir de la planète.

Dans les années 1900 en revanche un certain nombre de textes géographiques laissent accroire que l'optimisme cède de plus en plus la place à l'inquiétude. Dans les *Annales de Géographie* comme dans la *Bibliographie géographique*, un thème surgit qui est de tout premier intérêt à cet égard, celui des ressources. La question des ressources devient en effet, alors et pour longtemps, tout à fait majeure. Il faut bien concevoir que, si l'époque est celle des bilans mondiaux de production pour telle ou telle matière première, elle est celle aussi du passage d'une analyse en termes de production à une analyse en termes de réserve. Le schème du monde fini se présente sous la forme du raisonnement suivant : si la production du monde (ou mondiale) est de tant, et de tant également la consommation, combien de temps les réserves connues vont-elles permettre d'alimenter la consommation ? La question des ressources, c'est, d'emblée, celle de l'épuisement, de la prévision, de la durabilité, du futur¹⁰. Les textes prenant pour objet la production de matières premières (et il s'agit surtout de minerais, de houille et déjà de pétrole) associent étroitement la mesure des réserves à la question de l'épuisement : parler de ressources devient parler d'une durée de consommation. En outre, si la plupart des auteurs contestent l'idée d'épuisement, il y a parfois débat, et en tout cas souvent critique des gaspillages, pillages et autres exploitations non réfléchies. Un bon exemple de la liaison entre les deux problématiques se trouve par exemple dans le compte rendu par Maurice Zimmermann d'une série d'articles de l'économiste Edouard Lozé, membre de la Société de géographie commerciale de Paris, sur le charbon, le minerai de fer, le fer et l'acier dans le monde, parus dans l'*Economiste français* entre 1904 et 1906 (Annexe 4). S'attardant surtout sur le minerai de fer, Zimmermann, qui parle plusieurs fois de « production mondiale », rappelle l'une des conclusions de Lozé : « l'épuisement des minerais de fer de teneur haute et moyenne se produira dans le monde bien plus tôt que celui des gîtes de houille et que les ressources aujourd'hui connues seront près de l'épuisement en 1970 » (1907c, p. 70). Il ajoute cependant que « sans doute alors des gîtes, aujourd'hui dédaignés ou frappés d'épuisement commercial par la concurrence de mines plus riches, reprendront leur valeur ». La distinction proposée par Lozé et reprise par Zimmermann entre épuisement absolu et épuisement relatif est à l'époque tout à fait courante. Lozé avait déjà distingué, dans

¹⁰ Stephen Kern a observé combien, avant 1914, le sens du futur se développait avec une force et une confiance que venait seulement tempérer la crainte que tout n'aille trop vite (1983, p. 107). C'est peut-être ce sentiment d'une vitesse trop rapide dans l'exploitation des ressources de la Terre qui fonde ce discours sur la réserve et la durabilité des ressources en géographie.

un ouvrage de 1900 sur *Les charbons britanniques et leur épuisement. Recherches sur la puissance du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande*¹¹, à propos de l'épuisement des richesses houillères britanniques, les notions d'« épuisement radical » et d'« épuisement commercial ». Le premier ne pouvant d'ailleurs se réaliser, car l'exploitation d'une matière aussi répandue que la houille cessera d'elle-même quand elle ne sera plus rentable, c'est-à-dire peut-être, à ne considérer que les charbons de meilleures qualités et de prix de revient modéré, vers le milieu du XX^e siècle. L'exercice de prévision en la matière paraît en tout état de cause très aléatoire.

Le même type de raisonnement se retrouve dans les publications d'un auteur que nous avons déjà rencontré, Louis de Launay (voir p. 92). Or cet article discute les résultats de la « vaste enquête mondiale » lancée par le XI^e Congrès Géologique de Stockholm en 1910, et dont les résultats ont été publiés en 1910 sous le titre : *The Iron Ore Resources of the World*¹². Les minerais de fer sont essentiels à « la vie moderne », l'extraction ne cesse de s'accroître, le monde est dans « l'âge du fer » (1912, p. 97-98). Aussi, est-il

facile de prévoir que le besoin de fer va continuer à s'accroître avec une rapidité de plus en plus grande. Nous sommes à peine au début de l'ère industrielle où trois grands continents, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Sud, vont participer à nos besoins de chemins de fer et de machines. Et, dans le vieux monde lui-même, qui peut prévoir par quelle colossale réfection du matériel se traduira la prochaine guerre qui peut éclater demain ? Aussi les métallurgistes et marchands de minerais s'inquiètent-ils justement, en voyant fondre de jour en jour les énormes tas de minerais riches et bien situés sur lesquels on a vécu depuis trente ans. Par quoi les remplacera-t-on ? Où l'Europe tout entière, où surtout certains pays européens, moins favorisés à cet égard et pourtant particulièrement gourmands de fer, iront-ils chercher les minerais qui vont leur manquer ? C'est pour répondre à ce cri d'alarme que le Congrès Géologique de Stockholm de 1910 a organisé une vaste enquête mondiale, dont les résultats ont été publiés en deux gros volumes sous le titre : *The Iron Ore Resources of the World*. (p. 98).

Existerait donc, dans l'opinion publique, une certaine angoisse quant à l'avenir des réserves de ce minerais si important pour les sociétés industrialisées ou en voie d'industrialisation. Launay va consacrer ses premières réflexions à désamorcer ce (faux) problème :

Et d'abord, est-il possible que l'on manque jamais de minerais de fer ? Posée à un minéralogiste, la question pourrait, à la rigueur, recevoir une réponse affirmative, si l'on envisage uniquement les quelques minéraux cristallisés que l'on appelle d'ordinaire des minerais de fer. Pour un géologue, au contraire, il n'est pas douteux que la réserve des minerais de fer est inépuisable. Toute roche de nos montagnes, le plus vulgaire caillou de nos champs renferme une proportion appréciable de fer (...). Dans le cas d'un métal aussi vulgaire, plus encore que tout autre, il convient d'insister sur le caractère essentiellement conventionnel et

¹¹ Ouvrage dont on trouve un compte rendu, sous la plume de Georges Blondel, dans le *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*.

¹² En 1913, les instances du Congrès géologique international font paraître les résultats d'une enquête similaire sur le charbon, *The Coal Resources of the World* (*Bibliographie géographique* pour l'année 1913, n°202, p. 67).

momentané que présente toujours notre définition d'un minerai. Un minerai de fer ne doit pas être défini minéralogiquement, mais industriellement. Est minerai de fer toute roche de laquelle, dans les conditions actuelles du marché, on peut extraire avantageusement le fer contenu. (p. 99)

Aussi l'augmentation de la consommation rendra-t-elle rentable l'exploitation de minerais aujourd'hui considérés comme non exploitables. On retrouve, inversée, l'idée d'épuisement radical/commercial : c'est le caractère rentable de l'exploitation qui définit la ressource. Ce point de vue très optimiste s'applique de fait à un minerai presque universellement répandu. Pour d'autres minerais, plus rares, le point de vue est, paradoxalement, identique : à propos de l'or, le compte rendu rédigé par Maurice Zimmermann de l'ouvrage du même de Launay sur *L'or dans le monde* paru en 1907 montre que,

dans ses vues finales sur l'avenir de l'or, M^r DE LAUNAY se montre optimiste ; à la différence de M^r SUESS, il ne croit pas à l'épuisement du métal, et pense que les minerais pauvres, la reprise des anciennes mines et les perfectionnements industriels inévitables assureront encore la production de l'or pour des temps illimités. (1908, p. 70)

Mais l'intérêt pour nous, davantage que ces affirmations optimistes, est que la notion d'épuisement fasse débat et conduise à une réflexion sur la relativité de la notion de ressource et de production à l'échelle mondiale. Il faut prendre garde également à ce que la question des ressources ne se pose pas seulement en termes de disponibilités, fussent-elles « illimitées » ou indéfinies, mais en termes de gaspillage et donc de non renouvelabilité.

1.2.2. Une conscience de l'irréversibilité des dégradations ?

La notion de Raubwirtschaft et ses prolongements dans la géographie française

On rencontre ici la réflexion sur la *Raubwirtschaft* (économie destructrice), dont un récent dictionnaire de géographie a donné la définition suivante (*Raubwirtschaft* étant donné comme traduction pour « Prédatrice (Logique) ») : « Relation d'une société à son environnement social ou naturel consistant à prélever des ressources sans créer les conditions de leur renouvellement » (LEVY, 2003, p. 742). D'emblée donc, la notion impliquerait un rapport particulier à la Terre, qui serait de projection dans l'avenir. Plusieurs chercheurs ont examiné l'émergence de la notion et du raisonnement qui la sous-tend, en particulier Jussi Raumolin dans un très intéressant article datant déjà de 1984 – sa leçon depuis, est reprise et peu modifiée. Pour simplifier, J. Raumolin observe le développement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle de préoccupations pour la dégradation de l'environnement (destruction d'espèces, déforestation, épuisement des ressources minières...) qui aboutissent dans les années 1900 à la formulation de théories du rapport de l'homme à son environnement prenant en compte cette tendance à la destruction : Eduard Hahn par exemple (sur lequel on va

revenir), Alexandre Woeikof (que l'on vient de quitter), Ernst Friedrich surtout, pour son article de 1904, « *Wesen und geographische Verbreitung der Raubwirtschaft* » (Nature et distribution géographique de la *Raubwirtschaft*). Pour J. Raumolin, le travail de Friedrich vise à insérer la question dans un cadre évolutionniste : la *Raubwirtschaft* est liée au progrès des sociétés, elle a donc une dimension positive au-delà des destructions qu'elle occasionne (dans les domaines minéral, végétal, animal et même humain). Mais, si cet article s'avère capital dans l'histoire de la géographie, s'il fut publié, du fait de la notoriété de son auteur, dans la grande revue allemande *Petermanns Mitteilungen*, il ne semble, selon J. Raumolin et d'autres, avoir eu guère d'écho ni en Allemagne, ni ailleurs, hormis, chez Jean Brunhes, qui fut « le seul à avoir senti vraiment la portée de ses idées » (1984, p. 803). En-dehors de la géographie, l'écho aurait été encore plus réduit. Il y aurait de fait, c'est la thèse de J. Raumolin, contradiction entre la notion de *Raubwirtschaft* et la géographie humaine telle qu'est est fondée autour de 1900 chez Ratzel ou Vidal de la Blache, comme écologie de l'homme (p. 811-812). La notion elle-même disparaîtrait dans les années 1910, y compris des écrits de Friedrich, tant la géographie humaine, particulièrement la géographie économique, s'éloignent alors de cette intuition importante pour se calquer davantage sur l'économie politique (p. 812). Tout cela est sans doute vrai, mais mérite néanmoins un réexamen, pas tellement du reste pour rectifier ce qui est dit ici (sur l'évolution de la géographie dans les années 1900 et sur la place particulière de Jean Brunhes que tous les historiens s'accordent à bien marquer¹³), mais pour le compléter et l'infléchir quelque peu. D'abord, en reconnaissant que l'écho de la *Raubwirtschaft* fut plus large dans la géographie qu'on ne le pense, et surtout chez les géographes soucieux de l'échelle mondiale ; ensuite, en mettant l'accent sur une figure jusqu'à présent méconnue, Pierre Clerget, de façon à resituer la géographie économique par rapport à cette problématique.

Pour ce qui est du premier point, on ne s'étonnera pas que Maurice Zimmermann ait été interpellé par des faits qui relèvent de la *Raubwirtschaft*. Il rédige notamment les comptes rendus dans la *Bibliographie géographique* de plusieurs des publications que l'on vient de

¹³ Un texte de Brunhes peut toutefois être cité, pour son caractère emblématique, qui fut publié en 1900 dans le *Bulletin de la société Neuchâteloise de Géographie*, c'est-à-dire avant la publication de l'article de Friedrich : « La discipline scientifique a conduit à une plus exacte connaissance et à une économie plus rationnelle des énergies actives à la surface de notre globe. Tandis que l'industrie a trop souvent épuisé des richesses qui ne se renouvelleront plus, on peut dire que l'agriculture, en assurant aux énergies de la terre une action plus féconde, a développé la force créatrice de la terre ; tandis que l'industrie peut se demander avec quelque anxiété si les provisions de houille ou de cuivre ne s'épuiseront pas trop tôt, l'agriculture est mère de son avenir, puisqu'elle s'appuie sur des forces qui, loin de se détruire par l'usage, acquièrent plus de vigueur à mesure que leur rôle est précisé. » (1900, p. 252)

citer, à commencer par l'article d'Ernst Friedrich¹⁴, texte qu'il commente en usant d'un vocabulaire très engagé et impliqué :

Pillage des trésors miniers (...); épuisement des réserves nourricières de la terre (...); destruction croissante des forêts (...); et surtout extermination insensée des ressources animales, en vue de la parure féminine et du vêtement (...), de la nourriture (...), de l'industrie (...), ou tout simplement par sport et par désœuvrement (...); ces exemples lamentables de gaspillage ne se sont jamais produits avec tant d'excès que de la part des Européens. Ed. HAHN a justement reconnu qu'il fallait en chercher la cause surtout dans les principes modernes de la liberté illimitée de concurrence. (1905, p. 61)

Zimmermann semble regretter que Friedrich néglige cette recherche causale, car elle est un élément essentiel d'analyse, rapportant la dégradation de la nature au régime économique considéré comme dominant à l'époque, la libre concurrence. Sur ce point, il ne fait que reprendre une idée déjà pointée dans le compte rendu du livre d'Eduard Hahn publié en 1900, *Die wirtschaft der Welt am Ausgang des XIX Jahrhunderts* (L'économie du monde à la fin du XIX^e siècle)¹⁵ qui est peut-être la référence évoquée dans le compte rendu de l'article de Friedrich. Hahn y examine principalement des questions de réforme économiques, que Zimmermann laisse de côté ;

Mais la thèse elle-même paraît avoir un fondement géographique, déjà indiqué par M^r HAHN dans ses *Haustiere*, et mis en relief dans le livre nouveau avec une vigueur d'argumentation et une richesse de faits très éloquente : c'est à savoir les effets désastreux de l'universelle concurrence, amenée par le dogme du « laissez faire, laissez passer » dans l'exploitation économique du globe. Gaspillage éhonté des richesses naturelles, organisation du commerce extérieur tout à l'avantage des peuples sauvages, et tout entier au détriment des peuples civilisés, par suite, souffrances des producteurs, et crises sociales ; telles sont les vérités qui semblent ressortir de toute la première partie du livre, et dont l'énoncé fera beaucoup penser les géographes. (1901, p. 149)

Le commentaire suggère qu'existe un lien entre une forme de *mondialisation* capitaliste (« l'universelle concurrence ») et l'exploitation du globe (« gaspillage »).

Surtout, que Zimmermann reconnaisse comme intéressantes pour les géographes ces réflexions sur les défauts de l'économie du monde de son temps, suggère qu'il y a bien sur ce point, une prise de conscience. Le thème du gaspillage des ressources devient alors récurrent

¹⁴ Cet article donne aussi lieu à une note dans *La Géographie*, par A. Wahl, qui le qualifie d'« excellent et original » (1904, p. 247). Il souligne l'enjeu de ce que Friedrich appelle la *rationnelle Wirstschaft* (p. 248), dont l'ambition serait de « rendre durables les sources » qui permettent à l'homme de subvenir à ses besoins. Cette note a l'intérêt en outre d'évoquer la question des « générations futures » (p. 249), et de pointer le caractère dévastateur de la civilisation européenne : « C'est un fait universellement constaté que les peuples non civilisés mis en contact avec notre civilisation dépérissent peu à peu » (p. 254). Il conclut sur l'idée de Friedrich que la *Raubwirtschaft* n'est qu'un stade vers l'exploitation rationnelle, idée que Wahl juge « un peu trop optimiste »...

en géographie, même s'il n'est certes pas au premier rang des problèmes scientifiques. Il est du reste assez difficile de mesurer la diffusion réelle de ce type de réflexions ; on peut tout de même remarquer l'ébauche d'un réseau de lectures croisées entre les théoriciens allemands et un groupe de géographes français : Zimmermann renvoie en effet à Wahl dans son compte rendu de Friedrich, et Wahl renvoie dans le sien à Brunhes... Tous ces géographes ont une conscience aiguë de la finitude du monde, du point de vue de la limitation de ses réserves. Dans les *Annales de Géographie*, c'est surtout Zimmermann il est vrai qui aborde ces questions. En 1906 par exemple, il s'attache au cas du caoutchouc, dont la demande a crû très vite, poussant à rechercher de nouveaux gisements :

Mais une exploitation intensive menaçait d'épuiser à bref délai les réserves naturelles. Cet épuisement, déjà consommé dans la plus grande partie de Madagascar, dans l'Inde anglaise, dans la Guinée anglaise, menace la Guinée française, et même le Brésil, où la production s'enfonce de plus en plus loin vers les hauts affluents de l'Amazone, et où l'on voit se déplacer vers l'intérieur les marchés d'arrivage : Para est aujourd'hui supplanté par Manaus, qui sera sans doute bientôt menacée par Iquitos. Quel que soit encore l'étendue des réserves du Congo, du Soudan et de l'Indo-chine, on était en droit de concevoir de sérieuses inquiétudes pour l'avenir, si le problème de la culture du caoutchouc n'était pas résolu à bref délai. (1906a, p. 83)

La seule solution était, d'un avis général, de développer les cultures d'hévéa et non plus d'exploiter les gisements naturels. Pour d'autres ressources, animales cette fois, Zimmermann dresse de véritables réquisitoires « écologistes » avant l'heure. A deux reprises au moins, il décrit en effet l'impact de la conquête polaire sur la faune. En 1909, année polaire rappelons-le, il rédige une chronique sur l'« exploitation des îles australes » (titre en soi révélateur). Incomplètement connues, les zones polaires sont déjà *exploitées* : « Un fait très caractéristique de l'activité économique intense qui distingue notre époque nous paraît être la mise en exploitation très récente d'un grand nombre de terres polaires et l'intérêt politique nouveau qui s'attache, par suite, à leur prise de possession » (1909d, p. 471). Dans l'Arctique, il s'agit déjà de minerais et de charbon (au Spitzberg), mais aussi d'une « chasse acharnée aux animaux polaires ». Dans la zone australe, une « recherche effrénée de ressources nouvelles » s'est également développée. Les grandes puissances s'y implantent (la France aux Kerguelen en 1893) et y développent la chasse (aux phoques) et la pêche (à la baleine) :

Il serait désirable qu'une surveillance attentive et efficace s'exerçât sur la pêche des phoques et des baleines dans les mers australes. Avec les terribles engins de destruction modernes, il faudrait peu de temps pour la disparition de cette magnifique et abondante faune, qui joue, à

¹⁵ Pour J. Raumolin, cet ouvrage est une condamnation surtout morale de l'extraction des richesses non renouvelables de la Terre, et exprime une conception physiocratique de la richesse, qui « considère comme seule vraie production ce qui provient de la croissance de la matière organique » (1984, p. 800).

n'en pas douter, son rôle dans l'économie physique du globe et qui pourrait tenir un jour une place importante dans l'exploitation rationnelle de ses ressources. (p. 472)

Zimmermann appelle donc à la prudence, car il est conscient qu'un dommage porté à l'une des parties du globe pourrait bien se répercuter sur la totalité ; il reprend aussi la notion d'exploitation rationnelle, présente chez Friedrich, et la reprendra encore plusieurs fois.

Les géographes et « l'exploitation rationnelle du globe » (P. Clerget)

En 1910 par exemple, évoquant une croisière du duc d'Orléans dans l'Atlantique nord, il en dénonce les abus : « Bien qu'elle ait eu surtout pour objet la chasse, qui, d'ailleurs, devient de moins en moins fructueuse à cause des massacres immodérés et stupides auxquels se livrent les Norvégiens, les touristes et les sportsmen, elle a abouti à un important résultat océanographique », la cartographie d'une partie du socle continental du Groenland (1910a, p. 95). Sous couvert du rapport d'une découverte scientifique, sa chronique se mue ainsi en attaque ouverte contre le caractère irrationnel de ces pratiques :

Nous avouons qu'il nous est impossible de comprendre l'indifférence que montrent les nations civilisées devant ce gaspillage grossier et sans objet des ressources animales que présentent encore le monde polaire. Chacun semble se résigner de gaieté de cœur à voir disparaître dans peu d'années toute cette faune de grands animaux : baleines et rorquals, morses, phoques, rennes, bœufs musqués, etc. (...) Cependant, sait-on au juste quel parti une exploitation rationnelle pourrait tirer de cette faune ? Est-on fixé sur son rôle dans l'équilibre de la nature vivante ? Il y a dans ces pratiques une insouciance digne de barbares. (*ibid.*)

Texte d'une saisissante actualité, où resurgit l'appel à une exploitation rationnelle du globe, avec une tonalité alarmiste et scandalisée voire révoltée. Zimmermann prend personnellement position, cherchant à alerter les lecteurs des *Annales*, qui ne s'émeuvent peut-être pas suffisamment¹⁶ ; d'où la reprise de l'argument éminemment géographique de la totalité terrestre et de l'interdépendance des phénomènes. Le même thème sera repris après la guerre

¹⁶ Vidal de la Blache ne semble pas à cet égard le plus concerné par ces questions. Il aborde rarement, à notre connaissance, les faits de destruction, et toujours avec une certaine indifférence ou beaucoup d'optimisme, comme dans ce passage des *Principes de géographie humaine* : « L'on s'aperçoit avec une sorte de stupeur combien d'activités et d'énergies nous échappent dans l'ensemble de ce monde où notre petitesse s' imagine jouer un si grand rôle. C'est surtout par l'intermédiaire des êtres vivants que l'activité de l'homme trouve partout moyen de s'exercer. Or à quoi se trouve-t-on parvenu ? Nous avons pu exterminer quelques espèces d'amphibies qui fréquentaient les confins septentrionaux du Pacifique, pourchasser les baleines des parages qu'elles fréquentaient, mais à ces destructions se borne notre atteinte, et nous ne savons même pas à quelles lois obéissent les migrations de poissons qui font l'objet ordinaire de nos pêcheries. Nous ne connaissons pas leur biologie. Presque tout nous échappe au-dessous de la mince couverture où notre présence laisse un fugitif sillon » (1921, p. 279-280). Le raisonnement est inverse par rapport à Zimmermann : pour Vidal, la « destruction » n'est qu'une prise modeste et sans conséquence sur le monde ; seule la science permet de véritablement conquérir le monde. Dans cet optimisme cependant, se reconnaît la posture (fondamentalement optimiste) des tenants de la *Raubwirtschaft*, même si, en ces dernières pages de Vidal, l'enjeu paraît bien plus cognitif et scientifique ou même philosophique qu'économique.

quand, devant la forte augmentation des prises de baleines, la réalité de l'épuisement surgit au grand jour (1920, p. 474). L'Angleterre se décide alors à prendre des mesures dans les eaux australes (surtout autour des îles Falkland) et à lancer des recherches scientifiques (inventaire, études des modes de vie des animaux et de l'environnement). Ce qui devrait permettre, selon Zimmermann, de passer d'une exploitation empirique et destructive (ce sont ses mots, p. 475) à une exploitation rationnelle :

L'exécution de tout ce programme aura pour aboutissement à la fois une exploitation moins barbare des ressources océaniques australes, une connaissance plus approfondie de la physique du globe, et (...) une pratique plus sûre de la navigation. On doit donc saluer l'expédition permanente des Falkland Dependencies comme inaugurant un notable progrès dans l'aménagement du globe. (p. 475)

La position de Zimmermann associe donc une dénonciation parfois virulente des gaspillages des ressources naturelles et le souhait de parvenir à une exploitation rationnelle – voire, et l'expression mérite d'être soulignée, à « l'aménagement du globe ».

Cet appel à une exploitation rationnelle des ressources terrestres est encore plus explicitement formulé par Pierre Clerget, dans au moins deux textes, un article de 1907 paru dans le *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, et un ouvrage de 1912, *L'exploitation rationnelle du globe*. Clerget est étonnamment absent des travaux qui ont abordé ces questions ; c'est donc ici un apport à l'histoire d'une théorie du développement durable (à quoi nous associons volontiers la notion d'exploitation rationnelle du globe), particulièrement en géographie, et dans une orientation différente de celle suivie, par exemple, par Vincent Berdoulay et Olivier Soubeyran en 2000 : à côté d'une généalogie coloniale et régionale de l'aménagement et du développement durable en géographie, il semble qu'ait pu exister une appréciation générale et globale de la question¹⁷ par le biais d'une réflexion sur la *Raubwirtschaft*. Passons vite sur l'article de 1907, car son objet concerne principalement la nécessité pour l'économie politique de mieux prendre en compte le milieu social et physique ; il s'avère cependant riche d'aperçus sur le problème qui nous arrête ici :

L'intensité présente du développement industriel a amené une exploitation exagérée d'un grand nombre de richesses naturelles, et il est arrivé que ce sont les géographes qui, dans beaucoup de cas, ont poussé le cri d'alarme. On a créé, en Allemagne, le nom très expressif de *Raubwirtschaft* dont nous n'avons point en français l'équivalent. C'est le rapt économique ou l'économie destructive. (1907a, p. 174-175)

¹⁷ Esquissée dans l'ouvrage de V. Berdoulay et O. Soubeyran par Michel Phipps, dans un article qui examine les problèmes théoriques de l'articulation entre les deux pôles, local et global, de la notion de milieu (2000, p. 85).

Après les textes de Zimmermann, voici donc un autre exemple montrant que Jean Brunhes n'a manifestement pas été le seul géographe français à s'approprier la notion de *Raubwirtschaft*, et a être sensible aux travers du modèle de développement capitaliste. Clerget cite ici explicitement le terme de *Raubwirtschaft*, et renvoie même plus loin à l'article d'Ernst Friedrich. De la même façon, contrairement à une assertion de Paul Claval qui note à propos de la *Raubwirtschaft* que « la géographie économique l'ignore » (1996, p. 305), il semble qu'elle se trouve au cœur de la géographie économique de Pierre Clerget (qui est lui-même absent de l'étude de P. Claval). Clerget énonce même une idée originale : les géographes seraient en pointe dans la dénonciation des excès de l'exploitation du globe ! Ses exemples de gaspillage sont ensuite de plusieurs ordres : la chasse aux éléphants, la destruction des forêts et, plus étonnant, l'exploitation sexuelle des femmes indigènes par les colonisateurs¹⁸.

Mais ces différents aperçus, il ne leur donne leur véritable ampleur que dans l'ouvrage de 1912, où l'introduction surtout est à lire, véritable plaidoyer pour une exploitation rationnelle ou durable de la Terre. Le point de départ est anti-malthusien, postulant « une production presque illimitée en possibilité » (1912, p. 2) pour la subsistance des populations. Mais il faut prendre en compte l'inégale capacité à consommer, selon le niveau de vie et les gaspillages qui sont occasionnés, double nuance qui spécifie le point de vue de Clerget¹⁹ : « L'exploitation rationnelle devra consister non seulement à proportionner la production à la consommation mais encore à ménager les réserves de produits naturels qui ne sont pas renouvelables » (p. 3). L'existence de produits naturels non renouvelables impliquerait une gestion politique des ressources, notamment à l'échelle nationale (p. 5). Reste que l'utilisation humaine des ressources naturelles s'inscrit dans un processus plus général de dégradation de l'énergie, et Clerget se réfère explicitement au livre de Bernard Brunhes (qui n'a donc pas été lu seulement par son frère...) : l'exploitation rationnelle peut seulement viser à limiter cette dégradation inéluctable (p. 6). Certes, les sociétés civilisées peuvent réussir certains retours en arrière (reboisement, plantations d'hévéas, pisciculture, « politique de l'eau »...), mais « les “jours” de beaucoup de richesses minérales sont comptés » (*ibid.*). Aux Etats-Unis par exemple, « on parle de deux cents ans pour la houille, de cent ans pour le minerai de fer ; l'épuisement du pétrole et des gaz naturels serait plus proche ». Le Congrès des Gouverneurs d'Etats a ainsi voté en 1908 un certain nombre de mesures pour une meilleure exploitation des

¹⁸ Renvoyant sur ce point à un article de Jean Brunhes paru en 1906 dans la *Revue d'économie politique*, « La colonisation des pays neufs et la sauvegarde de la femme indigène ».

¹⁹ Qui se réfère à un grand nombre d'auteurs, de Marsh à Friedrich, en passant par les principaux géographes français, les économistes Daniel Bellet et Alfred de Foville, le psychologue Gabriel Tarde etc.

ressources du sol américain. Il importe donc de mettre en place des politiques de conservation et de contrôle, mais il ne s'agit pas de réduire la consommation, seulement les gaspillages :

Qui dit exploitation rationnelle ne dit pas exploitation *restrictive*, et la politique de « conservation » n'exige pas une gêne pour les générations présentes au profit des générations futures ; il s'agit surtout d'éviter un gaspillage inutile. (p. 8)

Il y aurait donc bien une différence entre l'exploitation rationnelle du globe (« conservation des richesses naturelles, préservation de la race, adaptation au milieu », p. 12) et le développement durable tel qu'il est pensé à la fin du XX^e siècle, reposant sur l'importance respective des générations présentes et futures. Mais cette prise en compte du devenir de la planète et de l'humanité est tout à fait remarquable. Inspiré sans doute d'un même point de vue physiocratique que Hahn ou Woeikof, il écrit d'ailleurs à la page suivante que

la terre est un capital dont l'usufruit seul appartient à l'homme. L'exploitation rationnelle doit donc, en principe, remplacer sous une forme ce qu'elle enlève sous une autre, et cela d'autant plus que les besoins augmentent toujours en même temps que la population. (p. 9)

Il faudrait donc bien rendre durables les ressources de la Terre, d'une manière ou d'une autre. Pour ce qui est du reste de l'ouvrage, on ne s'y plongera pas ; on peut simplement citer encore un passage, qui relie bien les transformations économiques, l'élargissement de l'horizon géographique et l'épuisement des richesses minières, ainsi que, en arrière-plan, la critique du modèle de développement économique fondé sur l'industrialisation et le libre-échange :

L'accélération, qui s'est produite au cours du XIX^e siècle dans l'exploitation des richesses minières, peut faire craindre un épuisement prochain, d'autant mieux que ces substances ne se reforment plus. La découverte de gisements nouveaux reste plus problématique à mesure que la terre est mieux connue. (p. 361)

2. Le monde fini est-il un monde plein ?

Avant 1914, certains géographes sont donc bien conscients que la Terre ne dispose pas de ressources infinies. La rareté et l'épuisement sont deux éléments essentiels de la pensée du monde comme espace fini. Après 1914, la dégradation de la Terre et l'épuisement des ressources ne disparaissent pas du discours géographique, mais l'optimisme est général, comme la confiance dans la capacité technique et économique de faire durer considérablement les réserves. Et l'attention en outre porte désormais davantage sur un autre type de rareté, une rareté que l'on pourrait dire économique ou commercial (et non plus *radical*), ayant trait aux difficultés de s'approvisionner dans un monde de plus en plus industrialisé, où les tensions sur les marchés se multiplient et les concurrences s'avivent. Un

monde plein en quelque sorte, mais un monde de concurrences et de tensions. La question n'est plus de la finitude alors mais de la *plénitude* du monde présente plusieurs aspects entremêlés : le problème des ressources (à la fois les ressources alimentaires et les matières premières nécessaires à l'industrie), le problème de la (sur)population et celui de l'espace disponible dans un monde qui, comme le disait Paul Valéry, est approprié presque complètement, et où la terre, selon certains, viendrait à manquer. Autant de problèmes globaux qui expriment le sentiment des contemporains de la finitude du monde.

2.1. La question des matières premières dans l'entre-deux-guerres

Que le thème des ressources soit omniprésent dans la géographie des années 1920 et 1930, nous l'avons montré dans le chapitre 3 (voir p. 183 *et sq.*). Mais il convient maintenant de voir qu'il ne s'agit pas seulement, dans les textes traitant de la production ou des ressources d'une matière première ou d'une autre, d'une simple mise au point statistique. Dans un contexte général d'augmentation des productions, un phénomène de rareté relative exprime et renforce à la fois des tensions politiques et économiques entre les puissances pourvues (Empires britannique et français, Etats-Unis...) et les puissances dépourvues, insatisfaites ou, comme il est souvent dit, « prolétaires » (Allemagne, Italie, Japon...). L'enjeu se localise donc dans la difficulté de mettre en place une politique de gestion des ressources qui permettrait d'apaiser les tensions et de préserver la paix du monde ; c'est le rôle que se donnent les institutions internationales comme la Société des Nations, et un certain nombre de « géographes » (Fernand Maurette, Henri Hauser...) participent à cette recherche de solutions.

2.1.1. Matières premières et politique mondiale

De l'épuisement potentiel à la surproduction. Les conditions d'une nouvelle lutte mondiale

Le premier aspect à aborder tient à la mutation problématique qui conduit à subordonner le risque d'épuisement à une analyse de la production et même de la surproduction. Le thème de la surproduction devient en effet un leitmotiv de l'analyse économique dans l'entre-deux-guerres, y compris en géographie ; la crise des années 1930 est interprétée par exemple à l'époque comme une crise de surproduction et/ou de sous-consommation. Il ne faudrait toutefois pas négliger la rémanence d'un discours de l'épuisement, par exemple sur la ressource pétrolière, nous le verrons. Mais dans l'ensemble, les géographes sont davantage frappés par la considérable augmentation de la production, ce qui les amène souvent à des considérations financières qui sont à prendre comme des biais nécessaires pour rendre compte de ce qui se passe dans et à l'échelle du monde. « Le progrès général de la production » est

significativement le titre du premier paragraphe du grand article d'Albert Demangeon sur « Les aspects actuels de l'économie internationale » : « Parmi les faits universels qui surgissent au-dessus de la confusion des faits locaux, il en est un qui apaisera, au moins momentanément, l'inquiétude des gens qui craignent que l'humanité ne meure de faim : c'est que, en face de l'accroissement continu de la population de la Terre, on observe l'accroissement constant de la production du monde » (1929a, p. 11). Mais, selon Demangeon, il n'y aurait pas surproduction car la consommation a augmenté, ce qui a permis une élévation du niveau de vie. Ce qui est à nuancer, surtout pour les années de crise, qui voient l'accumulation de stocks et l'émergence de difficultés sectorielles, comme le problème du blé (voir p. 182). René Musset a bien montré comment ce problème résultait de l'accroissement des stocks dans un grand nombre de pays, à la différence de la situation d'avant 1914, où la production s'écoulait assez bien (1935, p. 123). La crainte de la surproduction s'impose de plus en plus, et devient un problème à cause de la baisse des cours induite : on sait les destructions de stocks qui eurent lieu dans les années 1930, par exemple du café au Brésil, ce qui a ému par exemple Henri Hauser (1937a, p. 26). Mais ce n'est pas la seule conséquence : face au risque de sous-production, les acteurs économiques cherchent à organiser la production pour créer de la rareté et de la valeur ; Hauser parle à cet égard, et s'en émeut, d'une « morale de la sous-production » (*ibid.*). Albert Demangeon en donne un exemple révélateur, à propos du caoutchouc, dont il rappelle la chute des cours sur la place londonienne au début des années 1920 (1928b, p. 372). Face à une situation de forte augmentation de la production, le gouvernement britannique décide de limiter l'exportation du caoutchouc malais. Mais cela ne marche pas, même si cette limitation contribue à arrêter la hausse de la production mondiale. Trois raisons sont avancées par Demangeon pour expliquer cet échec : la constitution de stocks par des pays qui craignaient la hausse des cours, une politique d'économie et de régénération du caoutchouc par le plus grand consommateur, les États-Unis, et l'accroissement de la production dans des pays qui n'ont pas adhéré au plan de limitation britannique (p. 372-373). On a donc l'exemple ici, quoique non abouti, des enjeux économiques à l'échelle internationale de la production des matières premières, tels que perçus par les géographes, mais pas seulement par eux. Car en effet, l'époque voit la multiplication des ententes internationales et des cartels, dont le but est de maîtriser la production et donc le prix des matières premières en créant artificiellement une sous-production. Ce qui interpelle nombre d'observateurs ; et ce que résume très bien Elémér Hantos dans un article de 1937 paru dans la *Revue économique internationale* et intitulé « Le

problème mondial des matières premières ». Ancien secrétaire d'Etat hongrois, professeur (d'économie ?) à l'Université de Budapest, Hantos souligne tout d'abord que

Le progrès technique et économique a fait disparaître la hantise de manque de matières premières. La production mondiale en matières premières augmente continuellement, mais parallèlement à ce progrès et sous la pression de la concurrence, une série d'accords importants ont été réalisés entre les producteurs du marché mondial. (p. 483)

Or le problème des monopoles, des cartels, des ententes est que ces différents types d'alliances se contractent entre les producteurs (firmes ou Etats), et donc s'opèrent au détriment des puissances non pourvues ; ce qui accroît la pression sur elles, et augment les « tensions de la politique mondiale » (*ibid.*). Les années 1920 et 1930 sont ainsi fortement marquées par la tentation du repli national et/ou impérial d'un côté (façon de se réserver l'accès aux ressources) et par la tentation de la conquête de l'autre (ou de la réclamation de colonies). L'impérialisme, qu'il soit de fermeture ou de conquête, se fonde principalement dans l'entre-deux-guerres dans la visée d'une « *indépendance de l'économie nationale* » (p. 487), à laquelle contribue également la tentation autarcique.

On comprend très bien dès lors l'enjeu de ce qui devient au fur et à mesure des années un problème des matières premières, voyant durcir une confrontation entre des puissances qui peuvent contrôler la production et d'autres qui sont dépendantes des approvisionnements étrangers. Dans un nouveau contexte d'industrialisation générale, l'accès aux matières premières devient un élément clé de la politique internationale. Prenons l'exemple du fer, à partir d'une note de Jacques Levainville de 1930 que nous avons déjà utilisée dans le chapitre 3 (voir p. 187). La perspective de l'épuisement des réserves est présente dans ce texte mais à très long terme, car la consommation augmente rapidement, alors même que « la plus grande partie de l'Ancien et du Nouveau Monde ne sont pas entrés dans l'âge de l'acier » (1930b, p. 633). Mais une grande partie de la Terre n'a pas été prospectée et le progrès technique finira par rendre exploitables des gisements jusqu'à présent non rentables (impureté, faible teneur ou situés « en dehors des routes mondiales »). En tout état de cause, la question des ressources en fer est un enjeu de taille, surtout pour les pays, comme l'Allemagne, dont le sol a déjà été prospecté et dont les réserves sont très minces (p. 631). Toutes les puissances industrielles en réalité sont concernées, et toutes les ressources ; c'est la première phrase, très significative, de la note de Levainville : « Depuis la Guerre, les ressources en matières premières et leur circulation ont été les principaux soucis des nations industrielles » (*ibid.*). La guerre joue de fait dans ces questions de ressources un rôle fondamental, et pas seulement parce qu'elle a

mis au premier plan des difficultés d'approvisionnement existant auparavant²⁰, mais parce qu'elle a perturbé les hiérarchies économiques et permis le développement de nouvelles puissances industrielles, aggravant par là ces difficultés. On pourrait s'en convaincre à l'aide d'une autre note de Jacques Levainville parue en 1925 sur « Les statistiques des principaux métaux autres que le fer » (plomb, cuivre, zinc, étain, aluminium). Les chiffres de 1923 sont en effet supérieurs à ceux de 1913 : « C'est la première fois que les statistiques enregistrent des chiffres aussi forts depuis la cessation des hostilités » (1925, p. 442). Mais cette augmentation de la production se fait au détriment de l'Europe dont « les réserves métallifères sont toutes reconnues et souvent même en voie d'épuisement » (p. 443). Or dans un monde industrialisé, on ne peut maintenir son rang qu'en s'assurant des approvisionnements réguliers en matières premières. La question des matières premières est donc une conséquence de l'émergence de grandes puissances économiques rivales de l'Angleterre et de l'Europe. C'est ce qu'exprime Paul Vidal de la Blache dans les *Principes de géographie humaine*, lorsqu'il pressent que les livraisons en « produits naturels » des pays neufs (et d'abord des Etats-Unis) vers l'Europe ne sauraient durer bien longtemps, car ces pays voient « à leur tour augmenter leur population et se développer leurs industries » (1921, p. 265). Les rivalités économiques entre les pays européens et leurs nouveaux concurrents, bien amorcées avant 1914 mais considérablement renforcées par la guerre, sont au cœur de la question des matières premières : chaque puissance entend se réserver des sources de matières premières (dans ses colonies ou dans son territoire propre), et cela ne peut se réaliser qu'en empêchant les autres puissances d'y avoir accès par le biais du marché libre. Tels sont donc les caractères généraux d'une « bataille pour les matières premières » (titre d'un article de Louis de Launay dans la *Revue des deux Mondes* de 1926, *Bibliographie* de 1926, p. 126).

Une solution internationale pour un enjeu global ?

Face à ce problème des matières premières qui pèse dans la politique mondiale, la tendance naturelle des Etats semble être le repli sur soi, l'autarcie ou bien l'expansion. Mais une solution internationale, reposant sur la coopération et le partage, est envisagée par les défenseurs des organisations internationales, par des géographes notamment et d'autres

²⁰ Comme Isaiah Bowman l'a très bien exprimé dans *The New World*, rendant cette question responsable de la Première Guerre mondiale : « It was not the death of a Grand Duke at Sarajevo or the invasion of Belgium, nor was it the ambitions of the German ruler or the Pan-German dreams of the German Junkers – it was not any of these things that produced the war. It was a combination of all of them, colored by a desire to control the seats of production and the channels of transportation of all those products, like coal and oil and hemp [chanvre] and cotton and iron and steel and manganese, that are the foundations of the modern industrial world. » (1921, p. 8)

scientifiques²¹. Le problème des matières premières à l'échelle mondiale, qui remonte au tout début des années 1920, marque ainsi l'action de la SDN depuis l'origine, comme nous l'apprend Fernand Maurette dans un intéressant article de synthèse sur « La Société des Nations et le problème des matières premières » paru dans *Politique étrangère* en 1937 :

Vous savez que la Société des Nations fut saisie du problème pour ainsi dire dès les premiers jours de son existence. Vous vous rappelez la situation d'alors. Certains Etats, qui n'avaient guère de matières premières et que la guerre avait plus ou moins ruinés, s'inquiétaient de la médiocre quantité de matières premières que la production mettait alors à la disposition du monde. Avant tous autres, l'« Etat prolétaire », l'Italie. (...) Cependant le monde se redressait ; la production partout renaissait, s'intensifiait, à tel point que, en quelques mois, on passait de la disette à la surabondance. Hier anémie, aujourd'hui pléthore. (1937, p. 230)

De fait, le problème, plus ou moins accentué au début des années 1920, resurgit en 1927 à la Conférence économique internationale, qui émet quelques résolutions (non suivies) quant à la bonne gestion des matières premières. Mais rien de concret au niveau international avant 1935 et le conflit italo-ethiopien, qui fait rejouer à la fois la problématique des ressources et celles des colonies ; les auteurs mettent l'accent sur ce conflit comme événement clé de la relance de la discussion internationale sur les matières premières, tel Elémer Hantos :

La guerre mondiale avait déjà souligné nettement l'importance que tous les Etats doivent attacher à un approvisionnement régulier en matières premières, mais ce n'est que la dernière campagne italienne qui a démontré à quel point la guerre et la paix dépendaient, dans le monde, de la production et de la répartition des matières premières. (1937, p. 482)

Il ajoute que les sanctions prises contre l'Italie (série de mesures économiques manifestant l'hostilité d'un certain nombre de grandes puissances à l'égard de la politique étrangère italienne) visaient à la couper des « réserves mondiales de pétrole ». Le lien, souvent fait par les Italiens et les Allemands, entre le problème des ressources et celui des colonies, est l'un des points les plus discutés. Pour simplifier, les nations insatisfaites se plaignent de ne pas avoir de colonies en prétextant du fait que les colonies sont riches en matières premières ; les nations pourvues, souvent des grands Etats ou des empires, répliquent que les choses n'ont rien à voir. Les réclamations coloniales sont en tout cas l'une des dimensions du problème des matières premières, mais résulte fondamentalement, comme l'exprime très clairement Henri Hauser, d'un « fait géographique de portée immense : à savoir l'inégale répartition des denrées alimentaires et des matières nécessaires à l'industrie » (1937a, p. 22). Contre cette inégalité, et si l'on tient à la paix, une seule solution s'imposerait : l'organisation internationale de la production et la redistribution des matières premières.

²¹ Soulignons l'importance de ce thème dans les travaux du Centre d'Etudes de Politique Etrangère : la revue *Politique étrangère* consacre ainsi plusieurs articles au problème, dont un de Fernand Maurette en 1937.

Beaucoup de géographes abordent de près ou de loin cette question, Henri Hauser donc (Encadré 13), Albert Demangeon (qui publie en 1936 dans les *Annales d'histoire économique et sociale* un article sur « Le contrôle de la production des matières premières », cité par CLAVAL, 1996b, p. 309), Fernand Maurette bien sûr²².

Pendant toute sa carrière, Henri Hauser a été fortement interpellé par les réalités économiques, particulièrement par les problèmes de l'économie mondiale (rivalités, concurrences, impérialismes...). Dans les années 1920 et 1930, il se saisit donc sans surprise de la question des matières premières, dans le cadre d'une préoccupation plus large pour « les conditions économiques de la paix » (CLAVAL, 2006, p. 46). Il publie en 1929 un ouvrage sur *Les origines du problème des matières premières et des débouchés*, puis un autre en 1930 sur *Les origines historiques des problèmes actuels*. Il multiplie, dans différentes revues, les articles abordant cette question sous un angle économique, géographique, politique ou historique, comme en 1927 dans la *Revue économique internationale* avec « Le sel dans l'histoire ». Il montre dans cet article que le problème de la répartition des matières premières, parmi ceux qui « préoccupent les conférences économiques, à Genève ou ailleurs, l'un des plus graves, je dirai presque l'un des plus angoissants » (p. 270), que ce problème donc est très ancien. Au cours des années 1930, il poursuit son analyse, et écrit notamment en 1937 deux grands articles dans cette même *Revue économique internationale*, dont on voudrait dire un mot ici.

Dans le premier, « La question des matières premières et la redistribution des colonies et des mandats », Hauser examine l'évolution qui transforme une opposition sans conséquence grave jusqu'à la fin du XIX^e siècle (entre les *have* et les *have not*, les pays pourvus et les pays dépourvus en matières premières) en un véritable conflit larvé. Jusqu'alors en effet, l'opposition entre les pays neufs fournisseurs de matières premières d'un côté et les pays vieux, consommateurs de matières premières, de l'autre, était atténuée par une liberté commerciale encore assez forte (1937a, p. 24) ; mais « la géographie économique a subi une prodigieuse transformation, commencée bien avant la guerre, mais que la guerre a précipitée », c'est-à-dire l'industrialisation des pays neufs, la multiplication des usines et le début d'une bataille pour les matières premières (p. 25). L'inégale répartition (qu'il convient de nuancer tant il est vrai qu'il n'existe pas de véritable monopole géographique, p. 27) devient alors une source majeure de contentieux, qu'il importe de réduire au maximum. Et ce doit être la tâche d'une autorité internationale capable de redistribuer les ressources ou du moins de rendre équitable leur accès (p. 38). Les Etats doivent pour leur part accepter une limitation de leur souveraineté économique ; la seule alternative est la guerre, prévient Hauser à la fin du texte.

Même appel à une organisation de l'économie mondiale à un niveau international (impliquant les Etats) dans le second article, pour faire cesser l'état d'anarchie économique et cette tension croissante qui ne peut mener qu'à la guerre (1937b, p. 22). La même année, il publie encore un ouvrage, *Economie et diplomatie. Les conditions nouvelles de la politique étrangère*, qui aborde ces mêmes aspects de l'actualité économique (voir le compte rendu de Pierre Monbeig, 1938, p. 151). Plus généralement, Hauser fait partie de ceux qui, devant les tensions économiques et les menaces de guerre qui s'accumulent dans les années 1930, prennent décidément parti pour le renforcement de l'action internationale, et refusent le protectionnisme ainsi que toute pseudo-solution nationale. En 1934, il écrit un ouvrage de synthèse sur cette question, *La Paix économique*, qui prône la création d'une « société économique des nations ».

Encadré 13 : Henri Hauser le problème mondial des matières premières.

²² Qui multiplie les publications sur ce thème. On en trouve trace dans la *Bibliographie géographique* : ainsi en 1927, il fait paraître dans *L'Année politique française et étrangère* un article sur « Le problème de la répartition internationale des matières premières vu par un géographe », où il se prononce pour l'organisation internationale de la production à l'aide d'un Comité central international à Genève (COLIN, 1928, p. 128).

Quoique plus ancienne, c'est surtout dans les années 1930 que l'idée d'une gestion internationale des matières premières se diffuse le plus largement en géographie, mais pas seulement, en France, mais aussi ailleurs dans le monde. Un géographe de l'*American Geographers Association* qui collabore souvent à la *Bibliographie géographique*, Raye R. Platt, propose par exemple en 1931 le compte rendu d'un ouvrage de Benjamin B. Wallace et Lynn R. Edminster paru à Washington en 1930 et intitulé *International control of raw materials*. Cet ouvrage se livre à l'« examen du système actuel de contrôle nationaliste des diverses matières premières d'importance internationale » et analyse diverses « propositions d'ententes internationales pour l'exploitation et la répartition de ces matières, comme contribution à la solution de la crise économique actuelle et à la paix mondiale » (1931c, p. 111).

Si l'entente internationale apparaît comme un moyen de répondre aux difficultés économiques, pour ce qui est des ressources comme pour ce qui est de la crise, et si des ententes sectorielles se mettent effectivement en place, passer à l'échelle inférieure (celle du monde) n'est pas aisé. Aux appels qui montent de plus en plus nombreux à ce que Elémer Hantos a appelé « une solution économique mondiale du problème » (1937, p. 482), finit cependant par répondre, dans le prolongement des discussions qui se tiennent depuis les années 1920, la constitution d'un Comité des matières premières à la Société des Nations, réuni en conférence à Genève du 8 au 12 mars 1937. L'ambition est de réunir des experts de différents pays²³ pour examiner les possibilités de solution au problème des matières premières et tâcher de mettre en cohérence les positions des uns et des autres. Les objectifs sont de faire un état des lieux des productions et d'examiner les possibilités de faciliter l'accès commercial aux matières premières, tout en excluant d'emblée la perspective de modifications territoriales (MAURETTE, 1937, p. 234). Mais il s'agit toutefois d'entendre les réclamations et les demandes des Etats dits prolétaires en matière de politique monétaire et commerciale et de politique coloniale. Reste que le Comité n'a qu'un rôle tout à fait limité, un rôle d'examen du problème, aucunement un rôle décisionnel. On est dans ce que Maurette appelle « la période des experts » (p. 240), et le Comité n'a été créé que « pour mettre au net les questions pratiques qu'une conférence de plénipotentiaires aurait éventuellement à résoudre » (*ibid.*). Il n'a pas même la fonction de fournir un rapport circonstancié sur les enjeux généraux et mondiaux du problème ou, comme l'écrit Maurette, « un dossier de documentation et, si je puis dire, de cogitation mondiale » (*ibid.*). Mais, à tout le moins, il

²³ Parmi les « demandeurs », seuls la Pologne et le Japon étaient représentés (MAURETTE, 1937, p. 232).

participe de cette « cogitation mondiale » et de l'élaboration d'un « point de vue mondial » (autre expression, fort suggestive, de Maurette). Et en cela, il est déjà tout à fait remarquable. La montée des tensions néanmoins, et la guerre qui s'ensuit, détruisent ces premiers efforts de gestion internationale de la production et de la distribution des matières premières. Car, et Hauser le montre très bien, le problème des matières premières et celui des réclamations coloniales, n'est pas d'abord un problème économique, mais politique : si l'Allemagne notamment réclame des colonies sous le prétexte qu'elle ne dispose pas d'assez de matières premières, c'est au fond pour la même raison qu'elle réclame le droit d'élargir ses frontières en se plaignant de surpopulation, et cette raison, c'est une politique de puissance. Il est dès lors facile aux géographes français de montrer que la redistribution des colonies ne servirait à rien (HAUSER, 1937a, p. 34-35).

2.1.2. Le pétrole, une matière première déjà problématique...

Au seuil de la Seconde Guerre mondiale, la question des matières premières est donc devenue un problème mondial majeur, l'objet de préoccupations qui se positionnent très explicitement à l'échelle mondiale. Sur un cas précis, il est possible de mettre en perspective l'ensemble du discours géographique touchant à la question des ressources. Le pétrole apparaît comme un exemple tout à fait approprié, révélateur de logiques (économiques, sociales, politiques, environnementales) qui ne datent pas des chocs pétroliers des années 1970, mais qui s'enracinent dans une pensée de la totalité terrestre développée dès le XIX^e siècle autour des notions d'épuisement, de gaspillage, de rareté, de renouvelabilité.

La découverte d'un produit clé. Les géographes face à la ressource pétrolière

Dès les années 1890, des publications géographiques ou d'intérêt géographique prennent le pétrole pour objet ; c'est par exemple le cas d'un article d'A. Mègeot, relevé dans l'Annexe 4 à l'année 1896 et intitulé « Le pétrole et sa distribution géographique dans le monde » (communication faite au 16^e Congrès des Sociétés françaises de Géographie à Bordeaux en 1895). Mègeot insiste sur les Etats-Unis (où le pétrole est découvert en 1826 et exploité surtout à partir des années 1860), sur le Caucase et la Russie (RAVENEAU, 1897, p. 44). Signalons aussi, plus tôt encore, un article de Daniel Bellet sur « Le pétrole au Pérou » paru dans la *Revue de Géographie* en 1891. A partir des années 1900 et surtout 1910, ce type de publications décrivant la production de pétrole dans un pays (y compris la France) ou une

région du monde, voire dans le monde entier, se multiplie²⁴. 1910 marque à cet égard un tournant, puisque paraît dans les *Annales de Géographie* une copieuse note de lecture de Maurice Zimmermann d'un ouvrage qui paraît être, en français, l'une des toutes premières sommes sur l'industrie moderne du pétrole²⁵. Le pétrole est devenu en effet la base d'une nouvelle grande industrie en évolution très rapide, dont il importe de connaître les conditions historiques, géologiques, géographiques. Le thème se fait très présent après la Première Guerre mondiale, qui a considérablement accru les besoins de pétrole (industrie, circulation automobile...) et donc les besoins de mieux connaître sa géographie (ainsi que sa géologie ou son économie). Les *Annales de Géographie*, mais aussi la *Bibliographie géographique*, s'ouvrent donc très largement, et ceci dès les années de guerre, à ce qu'on pourrait appeler les problématiques pétrolières. On observe en particulier un grand nombre de notes ou de chroniques sous la forme « Le pétrole au(x)... » (Etats-Unis, Mexique, Vénézuëla, Colombie...) ou « Le pétrole en... » (France, Roumanie...). Le pétrole devient un produit aussi important que le charbon, et tend même peu à peu à le dépasser comme source d'énergie mondiale. Dans son premier article sur « Les aspects actuels de l'économie internationale », Albert Demangeon écrit ainsi « qu'une ère nouvelle commence dans l'économie des combustibles » (1929a, p. 14), parce que la consommation de charbon a tendance à décroître, pour diverses raisons, parmi lesquelles il faut compter « la substitution du pétrole et de la houille blanche au charbon » (p. 15). Cette concurrence nouvelle entre le charbon et le pétrole s'exprime de diverses façons, mais il paraît clair que le pétrole tient une place de plus en plus importante. On le cherche partout ; en France, par exemple en Alsace, dans l'Hérault, dans le piémont pyrénéen ou dans le Sahara (les chroniques sont nombreuses, pour des ressources qui sont au final très réduites), mais également partout dans le monde, comme en Australie d'après une chronique d'André Allix : « Le pétrole est en Australie – comme en ce moment dans presque tous les pays et en particulier dans l'Empire Britannique - l'objet d'une prospection active » (1922, p. 522-523). C'est que, comme le dit Lucien Gallois, dans une chronique consacrée à l'extraction du pétrole au Mexique, « la question du pétrole est passée au premier rang des préoccupations économiques » (1921, p. 319), ce qui implique que les grandes puissances s'assurent des approvisionnements réguliers et élaborent une « politique du pétrole » axée autant sur la prospection que sur la création d'une industrie du raffinage.

²⁴ Sans parler de l'évocation du pétrole dans des textes traitant d'autres sujets. Dans une note sur le port de Rouen, Jacques Levainville évoque par exemple la forte augmentation du tonnage pétrolier, qui passerait de 50000 tonnes en 1892 à 250 000 en 1908 (1913, p. 272).

²⁵ L.-C. Tassart, 1908, *Exploitation du pétrole. Historique. Extraction. Procédés de sondage. Géographie et géologie. Recherche des gîtes. Exploitation des gisements. Chimie. Théorie de la formation du pétrole.*

Le pétrole est un produit mondial clé, et les géographes y accordent de ce fait une attention croissante, qui se traduit par exemple, dès le milieu des années 1920, par la publication de textes sur ce que Juliette Allix a appelé en 1924 « les sources mondiales d'énergie ». Cette note est en fait le résumé d'une conférence faite à Faculté des sciences de l'Université de Paris en 1922 par Svante Arrhenius, directeur de l'Institut Nobel, qui a bien mis l'accent sur le caractère éminemment stratégique du pétrole :

La houille et le pétrole sont actuellement à la base de toute notre industrie. Si ces combustibles fossiles étaient épuisés, la plupart de nos machines cesseraient de fonctionner, nos moyens de communication seraient extrêmement réduits, notre vie matérielle retournerait à ce qu'elle était au temps de l'âge de pierre, et par suite notre civilisation intellectuelle elle-même déclinerait et s'éteindrait. (p. 183)

Le pétrole et le charbon se trouvent donc au fondement de la vie économique et, au-delà, de la civilisation ; quelle meilleure définition d'un produit mondial ? On peut certes chercher à développer la houille blanche, l'énergie éolienne ou solaire ou même l'énergie des marées (p. 185), le pétrole et la houille jouent un rôle incomparable. D'où leur caractère problématique et l'intérêt qui s'y attache. La *Bibliographie géographique* se révèle très riche en références sur le pétrole et le charbon qui peuvent être soit générales (formation, production, commerce...) soit nationales ou régionales, soit enfin « mondiales » (le pétrole dans le monde, le problème mondial du pétrole, la lutte pour le pétrole etc.). Dans les *Annales de Géographie*, deux grands articles de synthèse paraissent au milieu des années 1920. Le premier, écrit par L. Mrazec (directeur de l'Institut géologique de Roumanie) insiste sur les aspects géologiques, mais propose toutefois quelques notations intéressantes sur le pétrole qui est, « dans l'état actuel de l'économie mondiale, le générateur d'énergie physique le plus important » (1924, p. 505). Sa conclusion mérite également citation car il y associe le charbon et le pétrole dans une analyse les définissant comme « les minéraux qui jouent le rôle le plus important dans l'économie mondiale » (p. 522). Il produit en outre une carte (Figure 27) qui représente à la fois les caractères de la production (localisation des producteurs, importance de l'extraction) et les types géologiques de gisement (terrains tertiaire, mésozoïque ou paléozoïque)²⁶. Le pétrole cependant est une ressource que les géographes n'abordent pas seulement de ce point de vue assez restreint. En témoigne, entre autres, le second article, écrit par Fernand Maurette en 1926 qui reprend les pages consacrées au pétrole en 1922 dans *Les grands marchés*. Son point de départ était alors la très forte augmentation de la production à partir des années 1890, mais surtout à partir des années 1900 quand, de « matière d'éclairage », le pétrole devient le

²⁶ Cette carte se rattache tout à fait au modèle *général* que nous avons défini dans le chapitre 2 (voir p. 141).

combustible du moteur à explosion (1922, p. 170-171), puis celui des chaudières des grands navires, ainsi que la base d'une industrie de transformation (p. 172).

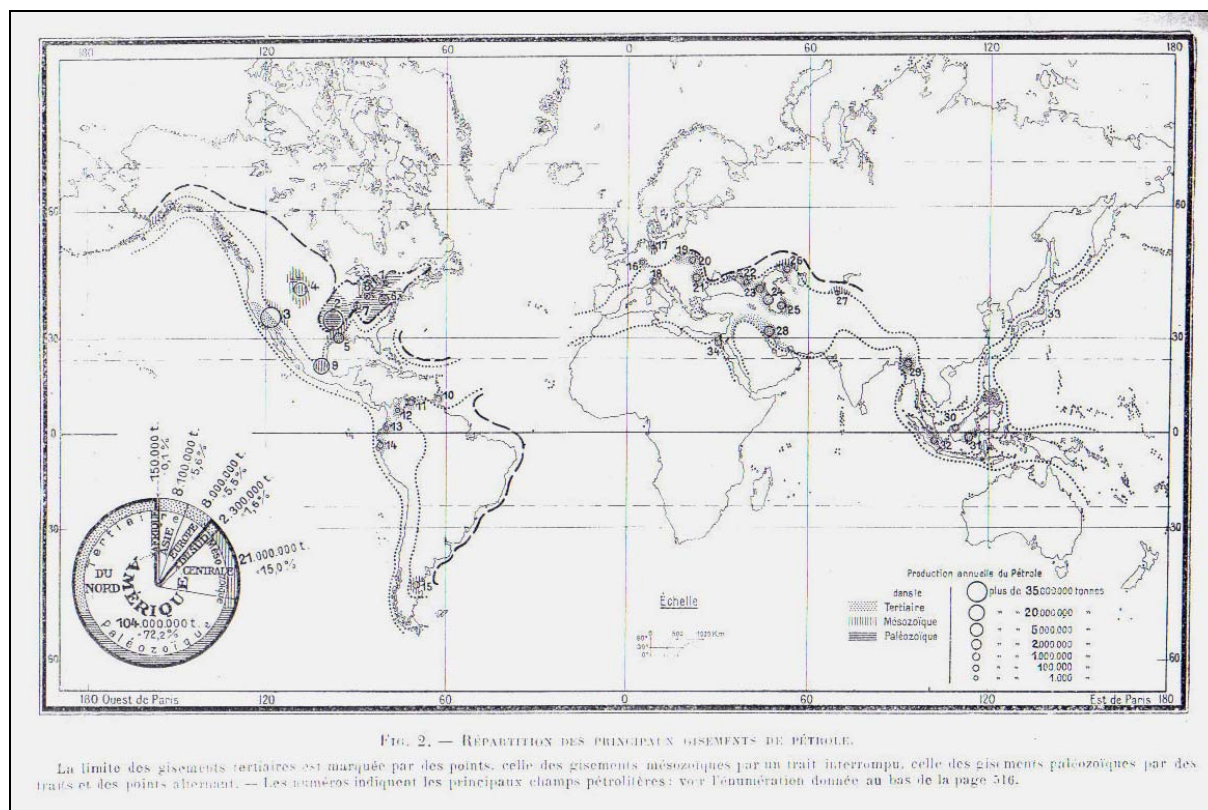


Figure 27 : Carte de la « répartition des principaux gisements de pétrole » (MRAZEC, 1924, p. 517)

Et de reconnaître que « la “lutte pour le pétrole” est devenue un des actes essentiels du grand drame de la lutte économique » (*ibid.*). Sur le caractère du marché ensuite, Maurette nous apprend que ce commerce est très concentré, notamment autour des raffineries vers où s'achemine le pétrole brut et d'où part le pétrole raffiné et/ou transformé (p. 173). La concentration est aussi industrielle : de grands groupes maîtrisent le transport et la production, et deviennent pour les plus importantes des compagnies internationales (p. 174).

Une ressource d'emblée sous le signe de la rareté

Ce qui caractérise la production du pétrole, c'est donc son « progrès merveilleux » depuis 1890, comme dit Fernand Maurette à la première page de l'article de 1926. Le pétrole acquiert le statut de produit mondial stratégique, sur l'avenir duquel pèse très vite une lourde menace. Le pétrole est pensé pour ainsi dire dès l'origine comme une ressource rare ; c'est l'exemple type d'une ressource vouée à vite se tarir. La notion de réserve, la notion même de gisement ou de gîte dénotent déjà l'accent mis sur une certaine précarité des ressources. Les premiers gisements en effet étaient plutôt limités, et on assiste donc très tôt à leur épuisement, à leur déclin. Ce qui offre une espèce de modèle de lecture pour l'ensemble de la production.

Maurice Zimmermann l'a bien montré pour le cas des Etats-Unis, où les premiers gisements (Pennsylvanie...) ont assuré l'essentiel de l'extraction jusqu'aux années 1880, quand les premiers « indices d'épuisement sont apparus », ce qui a contraint à rechercher de nouveaux champs d'exploitation (1910c, p. 362). Et en 1913, Zimmermann revient sur le « mouvement de déclin » des anciens gisements américains (1913a, p. 280) ainsi que sur un déclin général de la production américaine (p. 281) alors que la consommation, elle, ne cesse de croître ». Suit une formulation très explicite du problème pétrolier :

N'est-il pas à craindre de voir ce combustible manquer juste au moment où l'industrie s'est organisée pour l'employer ? Sans doute, de nouvelles et importantes ressources sont signalées. Le Mexique paraît une des grandes réserves de l'avenir : on estime, suivant les évaluations, à des chiffres variant de 6 à 12 millions de barils par mois les quantités qu'il peut fournir. Mais tous les gisements de pétrole se sont montrés, depuis un demi-siècle, singulièrement éphémères. Le fameux gisement de Bakou lui-même, qui avait tant surpris par sa constance relative, paraît à son tour décidément en décadence. En somme, l'industrie du pétrole a beaucoup moins de chances de durée que celle du charbon. (1913a, p. 281)

Dès avant la Première Guerre mondiale, qui voit l'explosion des besoins, le pétrole s'inscrit donc, à l'échelle globale, dans un modèle d'épuisement successif des gisements, modèle relativement rudimentaire (tous les gisements ont été éphémères, donc tous le seront) mais durable puisqu'il reste valide aujourd'hui encore. Toujours conscients que d'autres réserves peuvent apparaître, que les progrès technologiques finiront par rendre exploitables des gisements qui ne le sont pas encore, les géographes (mais pas eux seulement) ne cessent cependant de réviser leurs estimations dans les années 1920, 1930 et au-delà. Juliette Allix rappelle ainsi que, pour le charbon, les réserves devraient permettre de tenir 1500 ans, mais qu'« on a calculé que les sources de pétrole actuellement connues seront épuisées dans soixante ans » (1924, p. 184). Non seulement il existe une concurrence entre le charbon et le pétrole, mais les pays eux-mêmes entrent en concurrence pour se garantir l'accès à des ressources pétrolières ; or, « cette lutte pour le pétrole peut avoir de graves conséquences pour la paix entre les peuples » (*ibid.*)²⁷. 60 ans de réserves pour Allix, mais 70 pour Camille

²⁷ Il ne faut pas sous-estimer ici le fait que la question du pétrole recoupe largement celle des grands équilibres mondiaux, et notamment celle de la place des Etats-Unis dans le monde : ils sont en effet, au moins jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, le premier producteur et le premier consommateur de pétrole au monde. Les enjeux liés au pétrole sont donc dès l'origine des enjeux liés à la puissance américaine. Fernand Maurette a bien mis l'accent sur l'une des dimensions de ces enjeux, qui est la concentration de la production, de la transformation et du transport du pétrole dans les grandes compagnies pétrolières, surtout américaines et britanniques (*Standard Oil, Royal Dutch, Anglo-Persian...*) qui sont de véritables firmes internationales (1926, p. 20-23). Entre elles d'ailleurs, point encore de guerre, mais une « paix du pétrole » (p. 23) qui traduit une solidarité entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Et qui va se manifester par une remarquable politique de cartel, les grands majors du pétrole régulant l'offre et fixant les prix entre elles. L'analyse de Maurette sur ce point est très proche (alliance objective des grandes firmes et des Etats dont elles sont originaires) des analyses qui peuvent être faites aujourd'hui (voir par exemple CARROUE, 2002, p. 189-190).

Vallaux l'année suivante dans *Les sciences géographiques*, où il s'appuie sur un article d'un économiste qui décidément intéresse beaucoup les géographes, Louis de Launay. Mais il ne faut pas oublier les schistes bitumeux, qui deviendront un jour exploitables – argument récurrent dans les discours d'aujourd'hui sur l'épuisement du pétrole...

Ce type de discours se développe donc très tôt dans les années 1920, et s'amplifie très vite, comme en témoigne le nombre de publications consacrées au pétrole dans la *Bibliographie géographique*, sur les réserves mondiales, la situation mondiale, la production mondiale du pétrole, l'impérialisme du pétrole, le pétrole dans l'économie mondiale et la politique mondiale... (quelques titres extraits, et pour certains traduits, de la sous-rubrique « [Pétrole] » de la *Bibliographie* de 1927, voir MAURETTE et PLATT, 1928, p. 632). La préoccupation est générale, dans tous les pays et dans toutes les disciplines. Un Congrès mondial du pétrole est même organisé au milieu des années 1930, des revues apparaissent, puis des instituts spécialisés. Bref, dans la question des matières premières, le problème du pétrole tient une place considérable, qui est lié à la fois à son importance croissante comme combustible et matière première, à son rôle croissant dans le fonctionnement de l'économie mondiale, mais aussi au paradigme de l'épuisement qui le caractérise. C'est typiquement, même si le mot n'est apparemment pas employé, un cas de *Raubwirtschaft*, comme nous invite à le penser ce passage d'une note de Robert Ficheux dans les *Annales de Géographie* sur l'ouvrage d'un géologue roumain qui prévoit, en 1939, l'épuisement du pétrole dans un délai de 18 ans... : « Ainsi l'une des sources d'énergie les plus prodigieuses du monde moderne s'épuise déjà ; comme jadis les forêts trop intensément exploitées par nos ancêtres, le pétrole que la Nature a mis des milliers d'années à constituer a été gaspillé en un siècle à peine par notre humanité toujours plus exigeante » (1939, p. 510). Les termes (exploitation, gaspillage) que l'on trouvait au début du siècle chez Zimmermann, Clerget ou Brunhes, sont donc réemployés pour le pétrole.

Il n'est peut-être pas besoin d'avancer beaucoup plus loin dans la présentation du discours tenu par les géographes sur le pétrole. Prospection intense (les publications se multiplient littéralement, tant dans les *Annales* que dans la *Bibliographie*), recherche de substituts²⁸, crainte des tensions pouvant résulter d'une course au pétrole, sont les principaux

²⁸ Signalons à ce propos l'article de 1941 de Jean Chardonnet sur l'industrie des carburants de remplacement, dans lequel il reprend en l'explicitant le modèle de l'épuisement progressif des gisements : « Le pétrole est une ressource beaucoup moins stable que le charbon ou le fer ; l'épuisement progressif des champs les plus anciennement exploités n'est pas sans inspirer la crainte légitime d'une disette de carburant. Bien que

caractères de ce discours pendant les années 1930 et 1940, la crise mondiale puis la guerre dramatisant évidemment la question pétrolière. L'enjeu géopolitique tend également à se renforcer au Proche et Moyen-Orient ; en témoigne une note de Jean Gottmann en 1940 sur « Le pétrole en Asie Sud-occidentale », dans laquelle il rappelle la très forte augmentation de la consommation de pétrole depuis 1890 et donc l'intérêt renouvelé que présente cette région aux yeux des grandes puissances. Au total, l'exemple du pétrole nous a permis de constater combien son économie, au sens large, représente depuis le début du XX^e siècle, un exemple tout à fait emblématique des différentes dimensions du problème des matières premières en tant que celui-ci exprime à son tour l'expérience géographique de la finitude du monde : à la fois une inquiétude quant à l'avenir de la ressource, une certaine critique des gaspillages et des modes d'exploitation (associés plus ou moins implicitement à la dérive d'un modèle économique libéral), le lien avec les rapports de force géoéconomiques et géopolitiques entre les grandes puissances, mais aussi une certaine foi dans l'avenir, voire une certaine insouciance. Jean Gottmann, dans un article plus tardif des *Annales de Géographie*, donne un parfait exemple, rarement formulé aussi nettement, de l'ambiguïté des représentations quant à l'épuisement des ressources ; il y relativise en effet de manière passablement caustique l'inquiétude semble-t-il largement ressentie aux Etats-Unis quant à l'épuisement probable du pétrole : « Elle n'est sans doute pas très grave, puisque depuis trente ans l'humanité croit toujours n'avoir devant elle que pour vingt-cinq ans de pétrole » (1948b, p. 221).

2.2. Les géographes dans le débat sur la surpopulation

La question des matières premières ou, pour le dire autrement, des disponibilités en vivres et en ressources diverses, qu'il s'agisse de blé, de charbon, de pétrole ou de sucre, est intimement reliée à celle du nombre d'hommes : si l'on craint pour l'avenir de certaines ressources, voire pour celui de la Terre, c'est en proportion de la consommation et donc des consommateurs. C'est ce que manifeste la notion de surpopulation : il ne peut y avoir surpopulation que dans un espace où manqueraient des ressources pour assurer un niveau minimum de bien-être aux populations. Or l'idée que la Terre ne pourra pas satisfaire à terme les besoins de tous les humains trouve, après 1914, une seconde jeunesse, avec des accents malthusiens que la foi positiviste dans le progrès avait relégués au second plan dans la seconde moitié du XIX^e siècle, par exemple dans la géographie recluisienne (voir p. 360). Chez les scientifiques (démographe, géographes, économistes, sociologues) le thème divise,

l'estimation des réserves mondiales ne présente aucun caractère de certitude absolue, les indications données par les géologues ne les évaluent pas à une durée supérieure à cinquante années de production intensive. » (p. 168)

même si on s'entend généralement à critiquer ce néo-malthusianisme. Elico Colin a très bien caractérisé le problème, dans son commentaire d'une sous-rubrique de la *Bibliographie géographique* intitulée symptomatiquement « [Accroissement de la population] » :

Les publications sur ce sujet se sont multipliées. La problème consiste à rechercher si le progrès de la production des matières alimentaires et industrielles suffira à la vie d'une humanité plus nombreuse, toutes conditions restant égales. (1923, p. 69)

La *Bibliographie*, durant les années 1920-1930, et les *Annales*, surtout dans les années 1930, vont ainsi donner place à de nombreux ouvrages et articles qui abordent la thématique du peuplement et de la surpopulation, et ceci à toutes les échelles, y compris mondiale.

2.2.1. Population mondiale et surpopulation

L'émergence de la population mondiale comme objet des sciences de la société

La première chose à voir est que, même si la statistique et la géographie avaient dès longtemps abordé la question de la population terrestre (voir p. 93 l'exemple de la note de Pierre Camena d'Almeida parue en 1892), il semble que la question change de dimension au moment de la guerre, peut-être d'ailleurs parce que la saignée démographique intervient manifestement dans le discours sur la puissance relative des Etats et des continents et dans le discours sur le déclin de l'Europe. On prend conscience en quelque sorte que la population est une donnée clé de l'analyse du monde. Il est vrai que l'étude quantitative de la population est aussi, dans les sciences de la société, un impératif méthodologique. D'où l'importance en géographie, avant comme après 1914, des notes ou des chroniques démographiques (sur les recensements, les mouvements de population, les migrations...) dans un cadre le plus souvent national ou infra-national. L'étude de la population apparaît comme un chapitre clé de toute géographie humaine générale, c'est le sens des derniers grands articles de Paul Vidal de la Blache, qui seront repris dans la première partie des *Principes de géographie humaine*, « La répartition des hommes sur le globe » (deux articles, 1917), puis « Les grandes agglomérations humaines » (trois articles, 1917-1918). L'objet est principalement l'étude des répartitions et des densités comme préalable à toute géographie humaine. Mais il y touche à bien d'autres dimensions de l'étude des populations, allant de l'ethnographie au genre de vie et aux « rapports des groupes entre eux » :

La silve tropicale, la savane herbeuse, la steppe pastorale se traduisent, sous le rapport de la densité d'habitants, par des groupes dissemblables, disposant d'une part très inégale d'espace. Toutefois, comme ils font partie d'un ensemble terrestre qu'anime en son entier la présence de l'homme, des réactions s'échangent entre eux. Par l'effet des transactions qui s'établissent ou des mouvements qui se répercutent entre les populations humaines, des renflements de densité

tendent à se former sur les lignes où des genres de vie différents entrent en contact. (1917b, p. 244)

Non seulement donc son propos se positionne à l'échelle du globe, mais Vidal considère la Terre comme un tout démographique : l'humanité est *une*, les groupes humains ne sont plus isolés (c'est une idée que l'on trouve aussi chez Elisée Reclus (voir p. 342) ou Friedrich Ratzel). Ce n'est pas cependant que toute la Terre soit occupée par l'homme : il existe des vides, des lacunes, des marges qui ne sont pas habitables, ou ne peuvent accueillir qu'un très faible nombre d'hommes, ou que « l'homme n'occupe qu'à son corps défendant, sans doute sous la pression des populations voisines » (1917a, p. 84). Pour Vidal, le fait essentiel est la grande inégalité du peuplement de la Terre, opposant des zones de forte densité et des zones vides ou presque vides, ce qui autorise, en cas de « surpeuplement » local ou régional, des mouvements de population. Il n'envisage pas, à notre connaissance, la question du surpeuplement à l'échelle de la Terre, mais note en revanche, dans les *Principes*, qu'en matière de prévision démographique, il faut être très prudent et qu'il est difficile de déterminer quand le « plein » sera dépassé (1921, p. 48).

Le problème de la population va être plus nettement formulé au cours des années 1920, sur la base découverte chez Vidal : il existe une humanité qui doit être rapportée à la Terre en son entier. La population devient alors un objet primordial sous différents aspects (nombre, répartition, évolution, migrations...), intéressant nombre de spécialistes (sociologues, statisticiens, démographes, raciologues, historiens, ethnologues, géographes...) et un sujet de préoccupation pour de nouvelles institutions comme la Société des Nations ou le Bureau International du Travail, qui jouent un rôle de collecte et de diffusion de l'information démographique à l'échelle mondiale. On note d'ailleurs l'organisation à Genève en 1927 d'un premier Congrès de la population mondiale (ou Congrès mondial de la population), ce qui suggère bien que ce thème devient l'objet de discussions internationales et représente un enjeu pour le monde de l'époque. La *Bibliographie géographique* se fait l'écho de cette évolution, puisqu'y apparaît une rubrique « [Population mondiale] » dans le volume de 1932. Dans les *Annales de Géographie*, ce statut nouveau de la population se traduit par un grand nombre de textes qui abordent tel ou tel aspect, à telle ou telle échelle. Parmi eux, trois au moins s'attachent à la question de la population totale du monde, une chronique d'Elicio Colin en 1925, une de Maurice Pardé en 1930, et une note d'Albert Demangeon en 1932. La première, qui s'appuie sur des données de l'Office permanent de l'Institut International de Statistique de La Haye, insiste sur le fort accroissement de « la population du globe » depuis 1910, et sur la

part mineure qu'y tient l'Europe, « appauvrie en hommes par l'émigration, la guerre mondiale et ses désastreuses conséquences » (1925, p. 567). La seconde se contente de produire un tableau de la « population mondiale » en 1927 d'après des chiffres de la SDN. Quant à la troisième, elle commente une grosse publication (le chapitre de Walter F. Willcox dans le second volume d'un ouvrage collectif international intitulé *International Migrations*, paru en 1931 et édité par le *National Bureau of Economic Research* aux Etats-Unis ainsi que le Bureau International du Travail) traitant de l'évolution de la « population de la Terre »²⁹ depuis le milieu du XVII^e siècle³⁰. Ce qui est remarquable, c'est que ce même travail de Willcox (« *Increase in the Population of the Earth and of the Continents since 1650* ») inspire un autre commentaire, celui du sociologue Maurice Halbwachs dans le tome VII de *L'Encyclopédie Française* consacré à *L'Espèce humaine*, dans un chapitre sur « la population de la Terre et des continents » (1936, p. 235-245). Pour Halbwachs, la population de la terre est devenue un objet à part entière, car elle « correspond de plus en plus à une réalité » (p. 235). Il note qu'elle « n'est pas la somme obtenue en additionnant les populations de pays sans rapports entre eux »³¹, car, non seulement les groupes humains se constituent naturellement à partir de nombreuses interactions et fusions, mais ces groupes sont désormais en communication économique et commerciale. Ce qui oblige à considérer la population de la terre (il dit aussi et assez indifféremment population mondiale et population globale) comme un tout, comme une unité. Elle devient à la fois une réalité et un objet scientifique, ce que notent Marie Jaisson et Eric Brian (qui coordonnent en 2005 la réédition de ce texte), à propos d'un paragraphe de Halbwachs intitulé « La population globale » (p. 241) :

Ici l'objet sociologique global est l'occasion d'un travail conceptuel délibéré (...) et d'une mise à l'épreuve empirique (...). Nous qui aujourd'hui paraissions découvrir les objets globaux, ou « globaux/locaux » (voire *glocal* en jargon de *social scientist*) devons constater une occurrence précoce d'une telle conception. (note des éditeurs p. 238)

Sans entrer dans le détail de l'analyse de Halbwachs, il convient donc de retenir l'idée suivant laquelle les raisonnements démographiques s'envisagent ici à l'échelle du monde entier, et

²⁹ On remarque que les trois textes ont des titres se référant différemment au monde (globe, monde, Terre) tout en traitant du même objet. Autre indice de ce que les oppositions établies au commencement de cette recherche ne sont pas nécessairement pertinentes. Demangeon a par exemple recours à l'expression « population mondiale », lorsqu'il calcule la part relative des continents dans « la population de la Terre » (p. 294).

³⁰ Ce volume est intitulé *Interpretations*. Le premier volume, paru en 1929, est intitulé *Statistics*. L'ensemble présente les résultats d'une vaste enquête internationale sur les mouvements intercontinentaux de population depuis le début du XIX^e siècle (ARBOS, 1930).

³¹ Idée qu'il reprendra deux ans plus tard dans sa *Morphologie sociale* : « La population de la Terre n'est donc pas seulement une expression arithmétique » (1938, p. 63).

c'est bien ce qui doit être mis en évidence dans le débat sur le surpeuplement (ou surpopulation, les deux termes étant eux aussi indifféremment employés).

Le problème de la surpopulation et ses faux-semblants

Le thème de la surpopulation n'est pas propre à l'échelle mondiale, bien au contraire : ce sont des cas locaux de surpopulation qui, interpolés, laissent penser qu'une surpopulation globale est possible. Il n'en reste pas moins que la question de la population est abordée dans toute sa généralité, soit, nous l'avons dit plus haut, d'un point de vue purement statistique, soit, d'un point de vue plus problématique. La *Bibliographie géographique* des années 1920 ne cesse de livrer des publications (dans toutes les langues) traitant de la population de manière générale, comme cet ouvrage d'un auteur que nous avons déjà rencontré, René Gonnard, *Histoire des doctrines de la population*, qui paraît en 1923 :

Depuis longtemps les hommes se sont préoccupés de la question de la population. L'« histoire des doctrines de la population » trace un tableau de l'évolution de ces préoccupations qui passèrent d'un extrême à l'autre, suivant les époques, cherchant à arrêter une surpopulation ou à provoquer une augmentation de population. Ce livre est un aperçu surtout historique. Il aurait pu être intéressant de mettre davantage en vedette les localisations géographiques dans les doctrines de la population. (DEFFONTAINES, 1925, p. 95)

Ce retour historique et épistémologique sur les théories de la population est significatif, dans une certaine mesure, de ce que la population apparaît alors comme l'enjeu de débats théoriques et politiques dans lesquels les géographes interviennent. Par exemple dans les Congrès Internationaux de géographie, où le thème de la (sur)population est abordé parmi d'autres grands thèmes d'actualité, sans être de première importance en termes de visibilité :

Seule de son genre, la Commission sur le surpeuplement, créée en 1931 à Paris, évoque une question vitale. Elle n'a guère eu de postérité, puisque, s'il y a eu probablement un rapport en 1934, il n'y a pas eu de travail en commission à Varsovie, peut-être en raison de la mort de son initiateur, Sten de Geer. Son objectif a été partiellement pris en charge ensuite par la commission de l'habitat rural, avec l'appoint de quelques nouveaux membres. (ROBIC, 1996c, p. 216)

Marie-Claire Robic dénombre toutefois douze communications pour la question intitulée « l'étude de la surpopulation en relation avec les conditions économiques et régionales » au Congrès de Varsovie en 1934. Mais il s'agit d'études nationales ou régionales (Pologne, Pays-Bas, Belgique, Balkans, Japon, Afrique occidentale...) abordant aussi d'autres problématiques (mouvements migratoires, ressources, crise économique...). L'échelle mondiale n'est pas traitée, ou seulement indirectement, et la question n'est pas reprise à Amsterdam en 1938, où il y a cependant une grosse réflexion sur la question du peuplement des régions tropicales.

Dans les *Annales de Géographie* également, où le thème est moins présent que dans la *Bibliographie* (la sous-rubrique « [Accroissement de la population] » est souvent très étoffée), un certain nombre de textes traitent de surpopulation (de manière plus ou moins diffuse), surtout à une échelle nationale ou régionale. A commencer, en 1929, par l'article d'Etienne Dennerly³², « La surpopulation japonaise », qui prend pour objet ce qui constitue alors un leitmotiv des discours sur le Japon et l'Asie tenus par les Européens et les Japonais eux-mêmes ; leitmotiv très présent dans la *Bibliographie géographique* notamment pour le critiquer (ainsi que les arrières-pensées politiques qui s'y attachent) et tâcher de désamorcer les risques de conflit³³. Albert Demangeon l'aborde aussi dans une courte note de 1930, « Surpopulation et émigration en Extrême-Orient » (1930e) qui se trouve être un compte rendu particulièrement élogieux d'un ouvrage d'Etienne Dennerly paru la même année, *Foules d'Asie : surpopulation japonaise, expansion chinoise, émigration indienne*³⁴. Demangeon, fort de ses lectures dans le champ démographique, produit d'ailleurs, et c'est l'un de ses derniers textes, un article de synthèse sur « La question du surpeuplement » en 1938. S'appuyant sur des études globales, telle celle de Willcox – mais il ne cite pas Halbwachs –, et des études régionales (telle la thèse de Pierre Gourou sur le delta tonkinois parue en 1936), Demangeon tâche de bien discerner les réalités (accroissement de la population de la Terre, cas localisés de surpeuplement), les interprétations plus ou moins risquées (touchant notamment à la définition du surpeuplement à l'échelle mondiale) et les éventuels remèdes à apporter pour résoudre des problèmes régionaux (amélioration de l'agriculture, industrialisation, émigration). Il revient sur le contexte d'émergence de l'idée de surpeuplement, conditionnée par la prise de conscience de l'accroissement général de la population, mais surtout, dans le

³² Etienne Dennerly (1903-1979) est alors un jeune universitaire, normalien et agrégé d'histoire ; élève de Demangeon, il a reçu une bourse de la Fondation Kahn (GOTTMANN, 1993, p. 36). Par la suite, professeur à l'Ecole libre des Sciences Politiques et aux Hautes Etudes Commerciales, il se spécialise sur l'Extrême-Orient. A ce titre, il publie plusieurs articles dans les *Annales de Géographie*, sur « L'émigration indienne » (1928) ou sur les « Problèmes d'Extrême-Orient » (1937), alors que son premier article en 1926 traitait de l'Europe (« L'émigration écossaise depuis la guerre »). Dans les années 1930, il écrit de nombreux ouvrages et articles sur les problèmes asiatiques et du Pacifique, en mettant l'accent sur la dimension démographique, ainsi que sur les grands problèmes économiques et politiques (en 1932 par exemple, *Le nationalisme économique contemporain*). Il est également secrétaire général du Centre d'Etudes de Politique Etrangère. Après la Seconde Guerre mondiale, il entame une carrière de diplomate (en Asie) puis devient administrateur général de la Bibliothèque Nationale de 1964 à 1975.

³³ Fernand Maurette commente par exemple un article du Japonais Seishi Idei paru en 1930 dans la revue du Bureau International du Travail, « Le problème des migrations au Japon » : « Une opinion assez courante est que le Japon est surpeuplé, et que la pression intérieure peut entraîner un besoin d'émigration intense, dangereux s'il n'est point satisfait. L'Auteur prouve par l'histoire et par la statistique qu'il n'en est point ainsi. Bien au contraire : s'il y a un point sensible dans le mouvement de la main d'œuvre en Extrême-Orient, c'est l'immigration des Coréens au Japon. Conclusions intéressantes et neuves sur les ressources alimentaires dans leur rapport avec la population : en 1927, par rapport à 1894, l'indice des premières était plus haut que celui de la seconde » (1931a, p. 312).

³⁴ Ouvrage est également cité par Jules Sion dans une chronique de 1931 sur « La population du Japon ».

cas de Malthus, par celle des modifications des structures démographiques dans l'Angleterre précocement industrialisée de la fin du XVIII^e siècle (1938b, p. 115). L'une de ses conclusions vaut la peine d'être évoquée, puisqu'il appelle à développer les échanges internationaux : l'autarcie, dit-il, « risque de provoquer la formation de points surpeuplés » (p. 125). Pour Demangeon, le surpeuplement, qu'il soit effectif, dans certains espaces, ou seulement redouté (à l'échelle mondiale), est bel et bien un enjeu de taille pour le monde de l'époque qui tend à se refermer. Mais un enjeu biaisé par des représentations erronées des réalités démographiques. Les géographes, les démographes, les sociologues etc., ne cessent d'ailleurs pas de dénoncer ces représentations que l'on peut ranger sous l'appellation de néo-malthusianisme et qui reposent sur le raisonnement suivant lequel les ressources terrestres ne peuvent suffire à assurer l'existence d'une population mondiale en forte croissance.

2.2.2. Les géographes face au mythe de la surpopulation

Les termes du débat : pour ou contre Malthus ?

En général, les géographes (et un grand nombre de scientifiques avec eux³⁵) qui étudient la question de la surpopulation adoptent un point de vue souvent critique : il ne s'agit pas de reconduire les conceptions les plus répandues dans l'opinion, mais de les mettre en perspective et de réinscrire ces considérations dans une analyse des rapports entre l'homme et son environnement. Les géographes se positionnent de fait très largement contre l'opinion néo-malthusienne ; c'est ce le cas d'Albert Demangeon par exemple dans l'article de 1938 que l'on vient d'évoquer, mais déjà en 1929 (voir p. 376). L'évolution historique depuis 1800, non seulement a démenti la théorie de Malthus (qu'on peut résumer en opposant une croissance arithmétique des subsistances et une croissance géométrique de la population), mais les théories néo-malthusiennes des années 1920-1930 qui sont mises en avant pour répondre à un éventuel surpeuplement de la Terre sont en décalage par rapport à la situation démographique réelle, qui est parfois, en Europe du moins, de dénatalité ou de dépopulation (1938b, p. 126). C'est la raison pour laquelle Demangeon en appelle plutôt à libéraliser les circulations, à favoriser l'égalisation naturelle du peuplement humain de la Terre. La critique des propositions néo-malthusiennes est ainsi très courante dans les années 1930, parce que les théories néo-malthusiennes connaissent une grande faveur chez certains politiques et

³⁵ A l'instar de Maurice Halbwachs, dans un paragraphe intitulé « Malthus s'est-il trompé ? » de l'ouvrage utilisé plus haut : « Ainsi, l'étude de la population mondiale nous conduirait à ce résultat : son étendue, et son accroissement, sont principalement conditionnés, non point, comme disait MALTHUS, par les subsistances en général, et par le pouvoir technique et physique de les multiplier mais par les conditions économiques : production, répartition, organisation commerciale, financière, monétaire. » (1936, p. 245).

journalistes ou « scientifiques »³⁶. Dans la *Bibliographie géographique*, plusieurs textes sont commentés qui expriment cette critique de manière très explicite. Tel article par exemple de Henri Brenier, qui n'est pas géographe mais que nous avons déjà rencontré dans la partie précédente (voir p. 162)³⁷, « Le soi-disant péril du surpeuplement du globe » paru en 1924, et dont Gustave Regelsperger a fait le compte rendu :

Cette notice se trouve être une intéressante étude de géographie économique destinée à démontrer toute la fausseté de cette idée que si la population s'accroissait trop, elle n'aurait plus les moyens de subsistance nécessaires. Après quelques indications rassurantes pour la France, l'Auteur donne pour tous les pays du globe, présentés dans l'ordre géographique, des indications très précises comme chiffres et natures de ressources. (1924, p. 94)

Associant la réflexion sur la population à la géographie économique et à la question des ressources, Regelsperger montre bien sur quel plan se fonde le discours anti-malthusien.

Henri Brenier, véritable héraut de l'anti-malthusianisme, fait d'ailleurs entendre ce message dans différentes publications et dans différents lieux, comme au Congrès de la population mondiale de 1927, auquel il a participé³⁸. Louis Raveneau, dans le compte rendu d'un ouvrage de Brenier paru en 1933 (*Trois lettres sur le problème fondamental du temps présent. I La natalité et la guerre. II La natalité et le chômage. III La natalité et les ressources mondiales*), le rappelle, tout en résumant les positions de l'auteur :

Il n'est pas exact que l'humanité s'accroisse « à une allure vertigineuse » ; plusieurs pays sont en état de dénatalité. – Jusqu'à un certain âge, les enfants sont des consommateurs plutôt que des producteurs. – Il reste plus de place et plus de ressources utilisables pour un plus grand

³⁶ Symptomatiquement, parmi les néo-malthusiens, se trouvent les tenants de la *Geopolitik* (qui, rappelons-le, se fonde en partie sur la notion d'espace vital) : Haushofer emprunterait ainsi Ratzel sa « conception post-malthusienne, qui part du rapport entre population et ressources où le problème de l'allocation de l'espace, en tant que ressource première, est la préoccupation primordiale, constamment présente dans la cartographie haushoferienne et dans la *Zeitschrift für Geopolitik*. Si nous employons le terme postmalthusien et non malthusien, c'est pour bien marquer l'écart chronologique entre les deux conceptions, et surtout pour insister sur leur caractère différent : la conception de Haushofer, dans laquelle la quête d'espace devient quasiment un impératif catégorique, est une reprise formelle dans un tout autre contexte de la conception de Malthus. » (RAFFESTIN *et alii*), 1995, p. 120) La critique du malthusianisme peut donc à l'occasion se superposer à la critique de la géopolitique...

³⁷ A son retour d'Indochine, Henri Brenier s'installe à Marseille et se préoccupe de développement économique, de politique coloniale, de régionalisation et de promotion de la natalité (DURAND, 1998). Il est également secrétaire de la Conférence annuelle des Chambres de Commerce françaises de la Méditerranée et secrétaire générale de la XI^e région économique de Provence-Bas-Rhône, avant d'être nommé, en 1933, directeur général honoraire des services de la Chambre de Commerce de Marseille. Il dirige la *Feuille d'informations économiques méditerranéennes*, dont Albert Demangeon a fait une présentation fort élogieuse (1930d, p. 214-215) et dont nombre d'articles sont répertoriés dans la *Bibliographie géographique* au cours des années 1930.

³⁸ Et dont il a publié au moins un compte rendu dans la revue *Le Correspondant*, texte dans le titre est révélateur : « Le Congrès de la population mondiale à Genève et la conspiration néo-malthusienne » (*Bibliographie géographique* de 1927, n° 498, p. 105). Il publie aussi dans *La Géographie* le texte d'une conférence faite à la Société de Géographie le 24 février 1928, sur le thème suivant : « Les ressources alimentaires mondiales et la question de la population » (cité par BRESSON, CARACI, DEMANGEON, RAVENEAU, 1929, p. 100).

nombre d'hommes. – Et l'Auteur conclut, comme il avait fait au CONGRES DE LA POPULATION MONDIALE : c'est l'homme qui risque de plus en plus de manquer à la terre. (1934, p. 90)

Contrant encore une fois la doctrine malthusienne, Brenier, dont on sait les positions natalistes (il participe notamment aux Congrès nationaux de la natalité qui s'organisent en France à partir de 1916, d'après DURAND, 1998, p. 359), développe même ici l'idée contraire, à savoir que le risque serait plutôt d'une dépopulation à l'échelle du globe et pas seulement aux échelles régionales ou nationales (ce qui est assez courant dans l'entre-deux-guerres dans les mouvements natalistes). Ce problème avait déjà été soulevé dans un autre compte rendu de la *Bibliographie*, en 1930, à propos d'un article de Siegmund Schilder, « *Zur Frage der grösstmöglichen Bevölkerung der Erde* » paru à Vienne en 1929 :

En étudiant le problème du nombre maximum d'hommes possible sur le globe, la plupart des auteurs l'ont envisagé du point de vue de la technique agricole. Cependant des moments sociologiques sont d'une grande importance. L'Occident est caractérisé par une diminution des naissances : ce trait se répandra-t-il avec la civilisation qui, aujourd'hui, devient presque mondiale ? Ou bien est-ce une immigration de peuples de races différentes qui attend l'Europe dont la population diminuerait ? Pour l'avenir la question principale semble être, non une surpopulation de la Terre, mais plutôt le maintien du nombre actuel. (COLIN *et alii*, 1930, p. 111)

La civilisation occidentale ou européenne, caractérisée par l'urbanisation et l'industrialisation, se caractériserait par un moindre dynamisme démographique que les autres civilisations ou sociétés, plus rurales et agricoles. Or, si la civilisation occidentale devenait mondiale (c'est-à-dire se mondialisait...), la question de la population s'orienterait bien dans une direction contraire à celle de la surpopulation...

Diffusion et devenir du thème de la surpopulation en géographie

Le thème de la surpopulation reste pourtant présent en géographie. Nombreux sont ceux qui, Européens ou non Européens, continuent à prendre du recul par rapport au débat sur la surpopulation et cherchent à y voir clair. Le géographe américain Mark Jefferson écrit ainsi en 1925, dans la *Geographical Review*, un intéressant article intitulé « *Looking back at Malthus* », dont le compte rendu pour la *Bibliographie* est rédigé par une géographe américaine, Gladys M. Wrigley, responsable éditoriale de l'*American Geographical Review* :

Critique la théorie de MALTHUS, faisant ressortir les changements fondamentaux qui se sont produits dans les facteurs du problème depuis cette époque. Tandis que l'accroissement de la population a été continu au cours du dernier siècle dans les pays pour lesquels les données de MALTHUS étaient valables, la tendance à la diminution du taux d'accroissement est patente. (1926, p. 108-109)

Dans un autre contexte que le contexte européen et français, certains géographes américains développent donc également un argumentaire anti-malthusien, que l'on retrouve, entre autres exemples, dans un article de C.F. Marbut paru en 1925 dans les *Annals of the Association of American Geographers* (« *The rise, decline, and revival of Malthusianism in relation to geography and character of soils* »), dont Henri Baulig s'est chargé du compte rendu : « Montre d'une manière intéressante comment l'opinion publique, longtemps indifférente à la possibilité d'une surpopulation de la Terre, s'est modifiée récemment, après que la plus grande partie des terres vierges de couleur sombre (dark soils) eut été mise en culture » (1926, p. 109)³⁹. Ici encore, la position est anti-malthusienne, reprenant un des arguments phares de l'anti-malthusianisme : le progrès technique et l'évolution économique rendent caduques les théories de Malthus. Au total il apparaît bien que, pour s'en tenir aux géographes (et assimilés), la position est très critique à l'égard de la menace de surpeuplement mondial ; Henri Hauser se fait même l'écho d'une théorie complètement inverse, une « loi de Malthus à rebours », où la croissance de la production des subsistances devient géométrique et celle de la population devient simplement arithmétique (1937b, p. 17). Avec deux conséquences au point de vue des représentations du monde : l'accent mis sur le risque de dépopulation, d'abord dans les anciens pays développés, éventuellement ensuite dans le monde entier ; et l'accent mis sur l'inégal accès aux subsistances (ressources alimentaires et matières premières) qui est un problème politique et économique, nous l'avons vu, plus que démographique.

De fait, l'intérêt pour le discours sur la surpopulation mondiale semble passer un peu de mode au cours des années 1930 pour être remplacé par celui des matières premières. Il ne disparaît cependant pas tout à fait, rebondissant par exemple, mais de manière implicite, au Congrès International de Géographie d'Amsterdam de 1938 avec la question consacrée aux « possibilités de colonisation par la race blanche dans la zone tropicale », question la plus fournie de tout le Congrès d'après Jacques Leclerc qui a recensé les communications (1989, p. 91 ; voir aussi ROBIC, 1996c, p. 217). Cette colonisation qui paraît à beaucoup un moyen d'éviter le surpeuplement dans certains pays⁴⁰. Elle reste un phénomène, mieux : une perspective, importante à prendre en compte en géographie humaine ; c'est ce qu'affirme fortement Maximilien Sorre dans la conclusion des *Fondements biologiques de la géographie*

³⁹ C'est la fin du XVIII^e siècle que vise l'adverbe « récemment »...

⁴⁰ Voir l'article d'Albert Demangeon dans les *Annales de Géographie*, « La colonisation blanche sous les tropiques » : « A certains moments, la crainte d'une surpopulation de la Terre semble hanter les esprits. On se tourne alors vers les tropiques comme vers l'espérance de l'avenir » (1940, p. 98).

humaine, lorsqu'il note que toute analyse de l'œkoumène doit envisager ses possibles dilatations ou rétractions :

Tout nous confirme dans l'illusion de la durée de notre espèce ; tout nous dit qu'elle n'a plus rien à craindre que d'elle-même. Ou plutôt, tout nous assurerait dans ce sentiment de triomphante sécurité, si la surcharge de certains territoires n'évoquait la possibilité d'un déséquilibre entre les ressources alimentaires de la planète et la quantité des hommes qui vivent à sa surface et ne nous rappelait la précarité de notre réussite. Le géographe, par quelque biais qu'il aborde sa discipline, dès qu'il quitte le plan de la description régionale et qu'il prend une vue d'ensemble de l'œkoumène, est toujours ramené devant le problème dont les termes ont été si fermement posés par Malthus à la fin du XVIII^e siècle. (1943, p. 417)

Revenant aussi à l'article de 1938 de Demangeon, « le maître qui a eu chez nous la plus claire intelligence des transformations économiques et de l'évolution du monde contemporain » (p. 418), Sorre réhabilite en quelque sorte Malthus, ou plutôt sa façon de penser (« prendre une vue d'ensemble ») à l'échelle du monde, et de s'interroger sur le rapport entre ressource et population. Il reformule ensuite cette prise de position en des termes pour nous très suggestifs : « Pour le géographe habitué à spéculer en même temps en fonction des individualités régionales et de l'unité terrestre, la question se pose de la limite de productivité du globe en substances alimentaires ». Pour Sorre, cette limite existe nécessairement, même s'il est malaisé de la calculer, et constitue, selon la dernière phrase de ce texte, « le problème final de l'écologie de l'homme » (*ibid.*). Le surpeuplement mondial est donc bien, même virtuellement, un problème géographique dont les géographes paradoxalement, Pierre George en première ligne après la Seconde Guerre mondiale, contestent la réalité, et qu'ils considèrent parfois comme un « faux problème » (GEORGE, 1950). La question du surpeuplement rebondit donc encore dans les années 1950, quand le premier Congrès mondial de la population d'après 1945 a lieu, à Rome, en septembre 1954, à l'initiative des Nations Unies. Max. Sorre en livre une analyse qu'il convient de rapporter, pour clore ce point, parce que s'y décèle une inquiétude qui était plus ténue avant 1940 et qui ressortit peut-être à une nouvelle façon d'envisager la totalité du monde, plus angoissée en quelque sorte, face à « un phénomène unique dans l'histoire de l'humanité, la croissance accélérée de tous les peuples à la surface du Globe » (1954b, p. 402). Reste que Sorre, se faisant l'écho des positions exprimées à Rome quant au rapport entre population et ressources et quant aux matières premières et à l'énergie, note qu'« aucun congressiste n'a (...) prévu de difficultés pour le prochain quart de siècle » car « les problèmes sont plutôt de nature régionale que de nature

globale » (p. 412)⁴¹. Mais la notion de problème de nature globale est en soi révélatrice que ce thème est bien, au moins potentiellement, un thème mondial.

2.3. La *Pioneer fringe*, ou les paradoxes du monde fini

C'est sans doute d'ailleurs davantage la potentialité de véritables problèmes mondiaux que leur effectivité qui caractérise le discours sur le monde fini sur toute notre période. Le schème du monde fini, qu'il touche à l'état des connaissances sur la Terre ou à la capacité qu'a, ou non, celle-ci à nourrir les hommes, relève indubitablement d'une certaine mythologie, si ce n'est d'une eschatologie. En géographie, le thème du monde fini est en réalité éminemment paradoxal : les géographes tâchent généralement de relativiser les angoisses liées à la surpopulation et aux ressources en montrant qu'il ne s'agit pas (encore) de problèmes mondiaux, mais qu'il peut s'agir en revanche de problèmes régionaux. Le monde est à finir, parce que le monde n'est pas plein. Le monde n'est pas peuplé de façon égale, pas exploité partout avec la même intensité, et même pas encore totalement connu. C'est ce qui sous-tend le thème, en vogue dans les années 1930, de la frange pionnière (*Pioneer fringe* selon l'expression forgée par Isaiah Bowman) : le monde est peut-être clos politiquement, mais l'œkoumène n'a pas encore totalement pris la grandeur de la Terre. De ce point de vue, les géographes sont en première ligne dans la dénonciation des mythes du monde plein et fini.

2.3.1. Le monde n'est pas encore fini

L'expérience culturelle du monde fini

D'une certaine manière donc, le monde n'est pas fini. Le danger de s'appuyer sur des textes comme celui de Paul Valéry (ce que font le plus grand nombre des historiens de la conscience mondiale), sur ce qu'on pourrait appeler le discours culturel ou intellectuel, pour

⁴¹ Optimisme qui ne paraît pas partagé par l'entière communauté des géographes, si l'on en croit l'extrait d'une communication du géographe américain, George B. Cressey (président de l'UGI de 1949 à 1952) au Congrès International de Géographie de Washington (8-15 août 1952), consacrée à la question des ressources alimentaires mondiales, et où celui-ci a rappelé la forte croissance démographique depuis 1850 : « Si cette progression devait continuer, dans cinquante ans, les surfaces actuellement cultivées ne pourraient plus nourrir les habitants de la Terre et une catastrophe se produirait. Développer l'agriculture est donc le devoir urgent de tous les hommes... » (PERPILLOU, 1953, p. 87). Aimé Perpillou critique ce raisonnement (il emploie, comme George, l'expression de « faux problème », p. 88) et déplore que la géographie ne soit pas unanime à rejeter les conceptions de Malthus : « Il nous est désagréable de voir un géographe se mettre à la remorque des constructeurs de bilans et de statistiques » (p. 88). Les géographes, au contraire de Cressey, doivent réagir à la tendance assez générale qui les oriente « vers des problèmes mal posés et qui restent en marge de leurs spécialités » (p. 90). Et de fait, ce type d'appels à la prudence réapparaît souvent dans les *Annales de Géographie* au cours des années 1950 et 1960. Pierre George notamment reprend à plusieurs reprises la critique de Malthus : citons seulement trois notes, la première en 1959, « Réalité de la menace du surpeuplement », la seconde en 1966, « L'ombre de Malthus à la Conférence mondiale de la population de Belgrade (septembre 1965) », la troisième enfin en 1967, « La grande peur du surpeuplement, d'après des études récentes ».

écrire une histoire des représentations du monde (TREBITSCH, 1994, p. 354), est ainsi que le regard des écrivains, fussent-ils engagés dans la vie politique, diplomatique, économique, a un poids culturel tel que les mises en perspectives et les relativisations, que les nuances apportées par certains scientifiques tendent à rester dans l'ombre, si le temps de dépouiller leurs écrits n'est pas pris. C'est ce que nous pensons avoir fait pour un versant au moins de la géographie française. Or il est vrai que le thème du monde fini marque une part importante du discours culturel, qu'il s'agisse de Paul Valéry, le plus souvent cité, ou d'autres écrivains, comme Paul Nizan (« La terre connue, arpentée, cadastrée, les gens d'Europe l'ont mise en coupe », 1932, cité par TREBITSCH, 1994, p. 357), Paul Morand (« Nous allons vers le tour du monde à quatre-vingt francs », 1926, cité par FERRI, 2005, p. 164), ou Louis Aragon (« Aujourd'hui que la terre est quadrillée, bichonnée, macadamisée, il y a encore des mecs à la mie de pain qui parlent avec un sérieux vraiment papal d'être parti, comme le numéro un parlait de partir », 1928, p. 81). L'expérience du monde fini est une expérience culturelle fondamentale dans l'entre-deux-guerres, et une expérience largement décevante : dans une intéressante étude de l'éloignement et de l'aventure entre 1850 et 1940, l'historien Sylvain Venayre explique pourquoi le discours sur l'aventure dans les années 1920 et 1930 est un discours nostalgique sur la fin de l'aventure, nostalgie dont témoignent les citations que nous venons de citer (2004, p. 76-77). Il note tout d'abord le basculement des représentations de l'aventure dans les années 1890-1920 : ce qui n'était auparavant qu'une péripétie de voyage (p. 63), devient un objet de quête, une véritable « mystique » (p. 65). L'aventure s'accompagne du sentiment de l'éloignement spatial et temporel : l'espace absolu de l'aventure, c'est l'espace complètement inconnu de l'homme blanc, les blancs de la carte (p. 66). Or l'avènement de l'aventure en ce nouveau sens correspond avec « l'émergence du sentiment de la disparition du monde dans lequel les aventures étaient possibles » (p. 72), c'est-à-dire avec le sentiment que les blancs de la carte sont comblés, que le monde, précisément, est fini, que tout désormais est proche, presque déjà familier. Le monde fini, c'est l'expérience de la fin de la possibilité de l'éloignement.

Paul Valéry n'est donc ni le seul ni surtout le premier à exprimer le sentiment d'une finitude du monde. Mais que d'autres l'aient également exprimée, et parfois avec d'autres images et d'autres dimensions, voire avec un sentiment plus poignant de perte, ne signifie pas que ces jugements, et en premier lieu celui de Valéry, doivent être considérés comme synthétisant l'expérience de l'ensemble des contemporains ni comme résumant les conceptions du monde du premier tiers du XX^e siècle ni même encore comme décrivant l'état

véritable du monde. De ce point de vue, il nous paraît que nombre de géographes, tout en partageant l'idée que le monde est entré dans une ère nouvelle, restent toutefois sensibles à ce qu'on pourrait appeler, en contrepoint, le schème de l'infinitude du monde. Face à l'idée que la Terre est totalement occupée et appropriée, celle que la Terre échappe encore pour partie à la main mise des hommes. Certes, on a vu dans le chapitre précédent que la géographie politique, s'inspirant plus ou moins de Ratzel, construit l'image d'une Terre totalement partagée entre les organismes politiques, lesquels entrent alors en concurrence dans l'expression de leur dynamisme vital. Et cette image est évidemment prégnante durant tout l'entre-deux-guerres, tout particulièrement d'ailleurs dans la géopolitique allemande. Le présupposé fondamental de cette géographie est bien en effet que l'espace politique terrestre a rétréci, et que le monde est désormais clos sur lui-même. Mais que le monde soit clos, c'est une chose ; qu'il soit plein, et donc véritablement fini voire complètement connu en est une autre. Dans la discussion menée par les géographes contre les géopoliticiens, contre ceux qui craignent une surpopulation mondiale ou ceux qui redoutent l'épuisement des ressources, une autre pensée du monde se fait jour, attentive aux nuances géographiques, aux différences entre les régions du monde. Il existe des espaces vides, des espaces dont on ignore encore les ressources, des espaces qui restent, même s'ils sont appropriés politiquement, à coloniser, au sens le plus neutre du terme, à mettre en exploitation.

Espace et population : vision d'ensemble et inégalités régionales

Examinons la question démographique, par exemple en suivant Paul Vidal de la Blache, dont on a vu l'importance qu'il a accordée, à la fin de sa vie, à la population (voir p. 389). L'étude de la répartition des hommes à la surface de la Terre constitue pour Vidal le préalable nécessaire de toute géographie humaine, comme en témoigne la première phrase des *Principes de géographie humaine* :

Pour apprécier les rapports de la terre et de l'homme, la première question qui se pose est celle-ci : comment l'espèce humaine est-elle répartie sur la surface terrestre ? Ou, pour serrer de plus près, dans quelles proportions numériques en occupe-t-elle les différentes contrées ? (1921, p. 43)

La tâche du géographe est de déterminer « jusqu'à quel degré est accomplie actuellement l'occupation humaine de la terre » (*ibid.*), c'est-à-dire qu'il s'agit de mesurer les inégalités du peuplement de la terre : « L'ensemble seul a une pleine signification, précisément par les différences, les contrastes et anomalies qu'il découvre » (*ibid.*). Mais à la différence du statisticien, le géographe ne peut se contenter d'une moyenne, qui serait « une pure

abstraction » (p. 44). S'ensuit une longue analyse des inégales densités humaines qui n'est pas notre objet ici. Contentons-nous de dire un mot de la carte que Vidal construit pour accompagner cette analyse (Annexe 11). Cette carte de répartition s'avère être une carte des densités comparées des différentes régions du monde, avec ce que de telles données peuvent avoir de précaire. L'essentiel est que, en-dehors mêmes des océans, de grands vides apparaissent, déserts arides, grandes forêts équatoriales, marges septentrionales... Ce que représente une telle carte, c'est bien un monde non plein, toute la question étant de savoir, par exemple pour la zone tropicale, dans quelle mesure il pourrait s'emplir davantage et voir son peuplement humain s'égaliser, comme dans un système de vases communicants où le trop-plein de certaines régions se répandrait dans les zones vides. C'est bien ce que Vidal a en vue dans la présentation des espaces les moins peuplés, qui présentent aussi les conditions d'existence les plus rudes, véritables « marches-frontières de la terre habitée que l'homme n'occupe qu'à son corps défendant, sans doute sous la pression des populations voisines » (1917a, p. 84). Des mouvements animent cette carte de répartition, des migrations d'amplitude variable qui modifient peu à peu l'image démographique du monde. L'exemple type étant évidemment les grandes migrations des Européens au cours du XIX^e siècle qui ont contribué à la fois au désengorgement de certaines régions d'Europe et au peuplement des nouveaux mondes.

Il est vrai qu'au début du XX^e siècle, ces migrations se tarissent quelque peu, à la fois parce que le dynamisme démographique des zones de départ tend à se réduire, mais aussi parce que les politiques migratoires des zones d'accueil tendent à se modifier, dans le sens d'une plus grande fermeture. Après 1914, l'argumentaire du monde plein deviendrait ainsi un argumentaire politique déterminé par les conditions démographiques locales. C'est par exemple la thématique du surpeuplement japonais ou allemand, devant justifier une politique d'expansion et les politiques anti-migratoires des Etats-Unis, motivées en partie la crainte d'un déversement japonais et chinois. Les géographes français, à l'instar d'Albert Demangeon, ne nient pas qu'il puisse exister des situations de très fortes densités voire de surpeuplement, mais la solution qu'ils défendent est plutôt, comme on l'a vu, de favoriser une circulation des hommes (voir p. 393) et leur installation dans des zones moins peuplées de la Terre. Ce qui peut d'ailleurs se réaliser dans le cadre même des Etats, car l'inégalité de peuplement ne s'observe pas seulement à l'échelle planétaire : dans tout Etat, il existe des zones moins peuplées, qu'une véritable « colonisation intérieure », pour reprendre une expression courante en géographie depuis les années 1890, pourrait transformer en zones

densément peuplées. L'un des rôles des grands chemins de fer transcontinentaux, tant en Amérique du Nord qu'en Russie est ainsi de favoriser ce qu'Edouard Blanc a appelé « la véritable colonisation » d'espaces jusqu'alors quasiment vides d'hommes mais pourtant riches de ressources (1916b, p. 124). A une autre échelle, la politique d'autarcie de certains Etats dans les années 1920 et 1930 a pu se traduire par la mise en valeur de zones longtemps délaissées par les hommes, comme ce fut le cas, de manière archétypique, des Marais Pontins en Italie, considérés dans un article des *Annales de Géographie* comme « un grand exemple et un modèle de colonisation intérieure » (JACQUARD, 1936, p. 501). L'idée est en somme que le monde est encore incomplètement occupé par l'homme, et que la technologie permet, quand il y a une volonté politique, d'étendre encore l'œkoumène. A la limite, et le paradoxe du monde fini est ici à son comble, ce dont manque le monde, ce n'est pas d'espace pour une population en surnombre et manquant de ressources pour vivre, mais d'hommes pour mettre correctement en valeur la planète et l'occuper de manière optimale. Henri Brenier le dit à plusieurs reprises, comme dans son article de 1928 dans *La Géographie* (voir p. 395) : « Ce n'est pas du tout la terre qui doit manquer à l'homme, mais malheureusement l'homme qui manque de plus en plus à la terre » (cité par BRESSON, CARACI, DEMANGEON, RAVENEAU, 1929, p. 100). Citation reprise par Raveneau dans un autre compte rendu, datant de 1933 (voir p. 396). Le problème pour Brenier, ce n'est pas la surpopulation, mais le risque de dépopulation qui peut frapper tel ou tel pays (et la France au premier chef), ou plus généralement les faibles densités qui empêchent d'aménager correctement la Terre.

2.3.2. La géographie des « franges pionnières »

« On peut se demander pourquoi, alors que les pays déjà occupés contiennent encore de grandes étendues de terres incultes qu'on pourrait mettre en valeur, tant d'hommes les quittent pour s'avancer vers le front de colonisation où tant d'épreuves les attendent. »
Albert DEMANGEON, 1932f, p. 635.

Dans sa note sur la parution du livre d'Isaiah Bowman paru en 1931, *The Pioneer Fringe*, Albert Demangeon formule très bien le paradoxe que nous étudions ici, ou met plutôt en lumière une autre dimension de ce paradoxe. Il construit en effet une opposition entre des pays occupés par l'homme et des régions non encore occupées, et à l'intérieur des premiers, il oppose encore les étendues mises en valeur et celles qui ne le sont pas, et qui correspondent à des espaces comme les Marais Pontins. Entre les deux types de pays cependant, prend place un « front de colonisation », expression qu'il faut prendre dans son sens militaire, car il s'agit bien de conquérir de nouveaux espaces et d'étendre l'œkoumène vers ce que Vidal percevait déjà très bien comme des marges. A la question qu'il se pose, Demangeon répond cependant

qu'il s'agit de facteurs économiques et psychologiques ; c'est aussi que, en un certain nombre de points de la Terre, on manque réellement de terres, ou que du moins les rendements y sont insuffisants⁴². Cette opposition recoupe en partie celle des pays neufs et des pays vieux, qui elle-même recoupe celle du ou des Nouveau(x) Monde(s) et de l'Ancien Monde. Le pays neuf, expression récurrente dans le discours géographique, est un espace récemment mis en valeur et peu densément peuplé. L'existence du pays neuf témoigne que le monde n'est pas encore fini. Il représente le type même des espaces encore colonisables, même si, dans la première moitié du XX^e siècle, la notion tend peu à peu à perdre de sa valeur devant la transformation des *anciens* pays neufs : de fournisseurs de matières premières et d'exutoires pour les surplus démographiques européens, ils deviennent à leur tour des puissances industrielles et se ferment aux migrations internationales – c'est cette invalidation qu'un court article de Pierre George en 1952 dans la revue *Geographia* prendra pour objet.

La notion de « frange pionnière »...

Mais il convient de mieux cerner de quoi il est question ici, en commençant par dire un mot d'Isaiah Bowman (1878-1950), l'un des principaux géographes de la première moitié du XX^e siècle (MARTIN, 1980 ; SMITH, 2003). Il a joué un grand rôle dans le développement de la géographie (ainsi que, selon Neil Smith, dans la mise en place d'une « globalisation » conçue comme expansion globale de l'impérialisme américain) : directeur de l'*American Geographical Society* de 1915 à 1935, il en a fait, selon Henri Baulig, une institution de recherche de premier plan qui s'est mise au service du gouvernement des Etats-Unis pendant les deux guerres mondiales (1951, p. 49). Par ce biais, notamment, Bowman joue également un rôle important dans les affaires du monde. Son parcours est emblématique d'une certaine trajectoire plus générale de la géographie : dans les années 1900 (1907, 1911, 1913), il explore une région encore largement inconnue des Andes, entre le Pérou, la Bolivie, le Chili et l'Argentine (SMITH, 2003, Chapitre 3), ce qui lui permet de se considérer lui-même comme un « *geographical explorer* » (1924, cité par SMITH, 2003, p. 53). Il s'intéresse à la fois à la géomorphologie, au peuplement, à l'économie, à l'archéologie, et manque de peu, en 1911, d'être associé à la découverte du Machu Picchu par Hiram Bingham, qui dirigeait l'expédition (p. 76). Le nouveau rôle des Etats-Unis dans le monde puis la guerre mondiale le poussent à d'autres considérations, liées à la géographie économique et politique du monde ; auteur de

⁴² Voir par exemple le traitement que fait Demangeon du front chinois en Mandchourie et en Mongolie à la fin de son article sur l'économie agricole et le peuplement rural : « C'est un état de famine presque chronique qui a poussé tant de paysans chinois à quitter leur patrie avec leur femme et leurs enfants » (1934a, p. 21).

The New World en 1921, il est aussi l'un des fondateurs du *Council on Foreign Relations* et de sa revue *Foreign Affairs* (SMITH, 2003, p. 26). Il se trouve donc au croisement d'un grand nombre de problématiques géographiques, mais, selon Henri Baulig,

la contribution la plus importante, en tout cas la plus originale de Bowman à la pensée géographique, a été la révélation – le mot ne paraît pas trop fort – de ce qu'il a appelé « les franges pionnières ». Grâce à lui, on s'est aperçu que ces marges de l'œcumène n'existent pas seulement dans les régions semi-arides et subpolaires de l'Amérique du Nord, mais encore un peu partout dans le monde : en Sibérie et en Mandchourie, en Australie, en Rhodésie, dans l'intérieur du Brésil – voir la thèse récente de Pierre MONBEIG – et, pour les Blancs du moins, dans tous les pays tropicaux. (1951, p. 49).

Bowman « révèle » donc aux géographes qu'il existe des espaces non totalement appropriés par l'homme dans les différents continents et dans les différentes zones climatiques. Dans un contexte marqué par les discours sur la surpopulation et les matières premières (ainsi que, dans les années 1930, par le chômage massif...), Bowman montre que la Terre est loin d'être exploitée exhaustivement. Nous n'entrerons pas dans le détail de l'analyse de Bowman, ce qui demanderait de longs développements quelque peu hors sujet (tant l'analyse de Bowman passe très vite d'une géographie à l'échelle du monde à une géographie régionale). Mais la notion de « *pioneer fringe* », qui s'inscrit dans des considérations plus anciennes (par exemple chez Vidal) et n'est donc pas une pure innovation de l'entre-deux-guerres, exprime une pensée de la totalité terrestre, une pensée du monde (pas tout à fait) fini.

A dire vrai, le souci pour les espaces pionniers remonterait, chez Bowman, aux années 1900, à sa jeunesse, à ses premiers voyages aux Etats-Unis et dans les Andes (MARTIN, 1980, p. 110 ; SMITH, 2003, p. 213) ; l'actualité politique le détourne ensuite de ce champ de préoccupation, et ce jusqu'au milieu des années 1920. Le projet prend forme seulement en 1925, mais suscite d'assez nombreux débats sur sa pertinence ; la recherche ne commence vraiment qu'en 1928 (SMITH, 2003, p. 216-219). Un article paraît cependant dès 1927, « *The Pioneer Fringe* », dans *Foreign Affairs* ; ce qui est une façon de montrer le caractère international, voire internationaliste, du projet (p. 226). Dans cet article, Bowman met en place les termes généraux de l'analyse et produit déjà une « *World Map of Pioneer Belts* » (1927, p. 54). Il y relie également très explicitement la dynamique pionnière et l'état d'interdépendance mondiale, donnant en exemple le « commerce international » de la laine et du coton (p. 56), pour lequel il construit deux cartes mondiales (p. 58 et 60) qui sont assez proches de celles de Fernand Maurette dans son ouvrage de 1922. Pour Bowman en effet, les conditions du commerce des produits agricoles affectent le bien-être de communautés très éloignées dans l'espace et conditionne donc en partie l'utilisation des terres. Le rapport avec

le « *pioneering* » est bien visible pour ce qui est des productions animales (« *We see the bearing of pioneer areas upon world commerce perhaps most clearly in the case of grazing products* », p. 57) : la tendance mondiale au rétrécissement des pâturages pousse à la mise en place de nouveaux espaces d'élevage et donc à la conquête d'espaces pionniers. L'enquête à mener, entreprise avec le soutien du *National Research Council*, du *Social Science Research Council* ainsi que de l'*American Geographical Society*, a donc une visée éminemment pratique : il s'agit de guider scientifiquement l'installation des pionniers, d'éviter les gaspillages économiques et sociaux qu'occasionneraient des installations non réfléchies et précipitées (MARTIN, 1980, p. 111). Il s'agit de « mettre à la disposition de gouvernements responsables un fonds de matériaux qui rendra plus facile une politique raisonnée de colonisation », d'après le compte rendu pour la *Bibliographie géographique* rédigé par W.L.G. Joerg (un proche de Bowman) de deux textes publiés par Bowman en 1926, un discours général sur les « *Pioneer Belts* » et une étude régionale (1928, p. 105). L'étude des franges pionnières n'est d'ailleurs, dans l'esprit de Bowman, qu'un préalable à ce qu'il appelle une « *science of settlement* », une science de la colonisation/installation, qui aura un caractère d'urgence accentué dans les années 1930, avec le problème international des réfugiés fuyant l'Europe (MARTIN, 1980, p. 123).

...et la pensée du monde qu'elle exprime

Les publications les plus importantes auxquelles aboutissent les enquêtes entreprises, donc, depuis 1928, sont deux ouvrages publiés en 1931, *The Pioneer Fringe* par Isaiah Bowman, et *The Pioneer Settlement* (ouvrage collectif), suivis en 1937 par un troisième ouvrage, lui aussi collectif, *Limits of land settlement*. Ce dernier, d'ailleurs publié par le *Council on Foreign Relations*, répond à une commande d'une organisation internationale, la Conférence des Institutions intéressées par les Affaires Internationales (*Conference of Institutions interested in International Affairs*), lors de sa 9^e réunion à Madrid en 1936 (MARTIN, 1980, p. 124). Mais c'est surtout le premier ouvrage qui nous intéresse, parce qu'il remet en partie en cause l'idée d'un monde clos, d'un monde sans frontière (au sens américain), telle qu'elle avait pu être formulée par l'historien américain Frederick Jackson Turner à propos de la disparition de la *frontier* aux Etats-Unis, alors que Mackinder abordait ce problème à l'échelle mondiale (KEARNS, 1984). Pour Bowman, qui applique le concept de Turner au niveau du monde (il utilise d'ailleurs le singulier dans ses titres, ce qui pourrait indiquer qu'il conçoit l'ensemble des zones pionnières comme une unique *frontière*), on ne peut pas considérer que la frontière ait disparu aux Etats-Unis. C'est d'ailleurs l'objet

d'échanges avec Turner (MARTIN, 1980, p. 117-118). Quoi qu'il en soit de l'accord ou du désaccord entre Bowman et Turner, il paraît clair que la théorie de Turner se fondait sur l'idée d'un espace (américain) fini, alors que celle de Bowman met en lumière le fait que le monde est encore plein de vides humains... : « *the pioneer lands of the world are of a great extent* » (1931, p. VI).

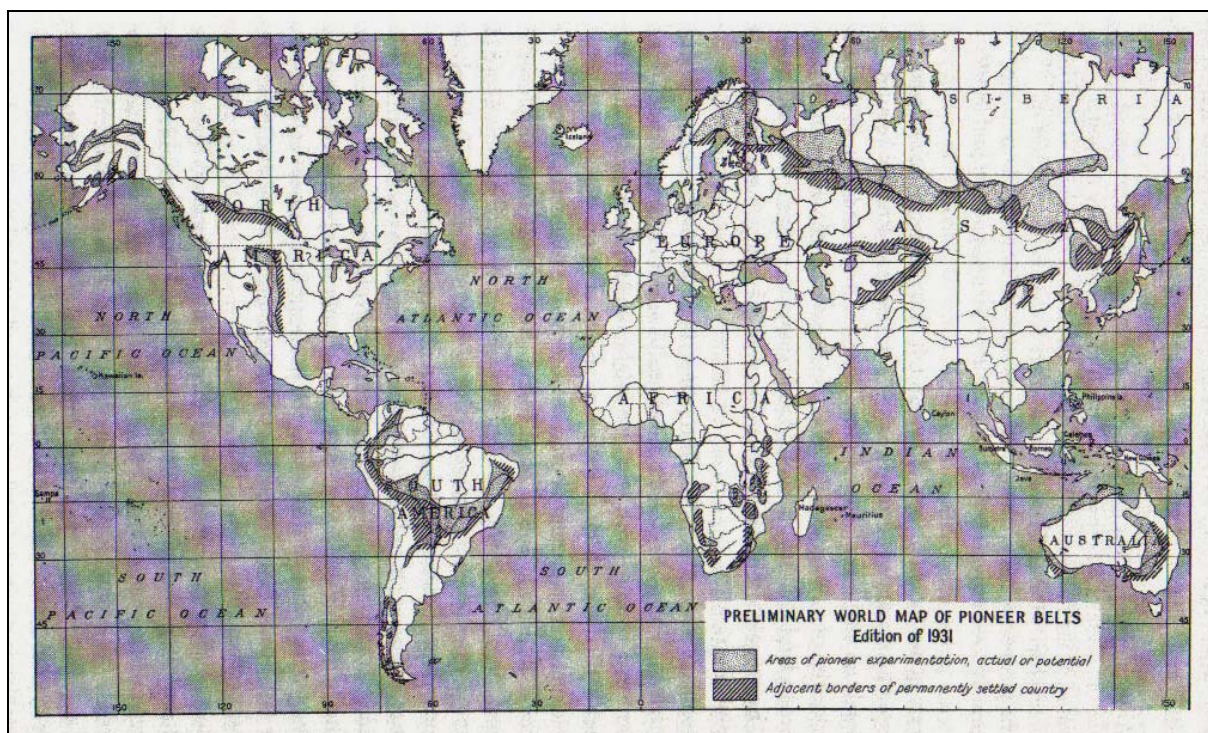


Figure 28 : La carte des « Pioneer Belts » d'Isaiah Bowman (1931, p. 50).

Il existe en effet des zones pionnières dans tous les continents, presque à toutes les latitudes, qu'il appelle (voir la légende de la Figure 28, qui a quelque peu souffert de son passage au scanner) des « aires d'expérimentation pionnière » ou des « ceintures pionnières » qui sont elles-mêmes bordées par des aires de peuplement permanent (en hachuré foncé). Cette carte générale des zones ou des franges pionnières représente une image très différente du monde que celle qui correspond au schème du monde fini. Son intérêt est de marquer graphiquement l'état de l'humanisation de la planète et l'extension réelle de l'œkoumène. Bowman reconnaît cependant, par exemple dans une communication qu'il a faite sur ce thème au Congrès International de Géographie de Paris en 1931 (alors qu'il est, et jusqu'en 1934, président de l'UGI), que l'installation des pionniers, à cette époque, ne s'opère plus que dans des terres marginales où il est particulièrement difficile de s'adapter (1935, p. 279). Du coup, la nuance apportée à l'idée du monde fini est relativement minime : le monde est presque fini, il s'agit de la fin d'un processus millénaire d'extension de l'humanité à la surface de la Terre.

Quels enseignements peut-on tirer au final de cette nouvelle problématique géographique ? On notera d'abord que la notion connaît, malgré quelques réticences initiales, une grande diffusion internationale, les géographes s'en saisissant comme d'un outil d'analyse applicable à nombre d'espaces. En France, la notion de front ou de zone pionnière devient récurrente dès le début des années 1930. Elle s'applique assez souvent, quoique non exclusivement, au monde tropical, et s'inscrit dans le débat sur l'acclimatation des Européens. Plus largement, elle permet de comprendre ce que représente encore un pays neuf, en opposition avec les pays anciennement occupés et densément mis en valeur ; c'est le sens du compte rendu d'Elicio Colin de l'ouvrage de 1931 de Bowman, qui est décrit comme « un guide indispensable pour l'étude de tous ces pays neufs dont nous avons peine à suivre les transformations » (1932, p. 94). Enfin, la pensée du monde qui caractérise la réflexion de Bowman et de ceux qui s'inspirent de ses travaux semble relever d'abord de la géographie générale, voire de la métagéographie, l'essentiel étant pour Bowman de partir de considérations générales pour entrer ensuite dans une analyse régionale très utilitaire. Mais l'horizon reste proche d'une pensée du devenir de la Terre et de l'humanité sur la Terre. On ne serait même pas loin, en réalité, de retrouver chez Bowman certains éléments de la pensée néo-malthusienne, en ce que son propos, finalement, est bien de définir les limites du peuplement humain de la Terre. C'est ce qui ressort apparemment d'une publication plus tardive de Bowman, un article paru en 1944 dans la revue *Science*, « *Commanding our Wealth* », dont un de ses collègues de l'*American Geographical Society*, A. Van Burkalow, a rédigé le compte rendu pour la *Bibliographie* :

Une paix durable fondée sur la sécurité économique pour tous les peuples exige un emploi intelligent de nos ressources naturelles. L'un des problèmes qui se pose ainsi est la colonisation pionnière, thème principal de ce discours. Parmi les aspects du problème examiné se trouvent les mérites relatifs d'une colonisation par groupes organisés ou par immigration individuelle, puis la possibilité, grâce aux progrès de nouvelles technologies, de rendre les régions à population dense capables d'admettre de plus en plus d'habitants. (1947, p. 115)

L'objet final de l'étude des franges pionnières serait donc de conduire à une meilleure répartition des hommes et à une meilleure exploitation de la Terre. Cette lutte aux marges de l'œkoumène rejoint donc des préoccupations plus anciennes sur l'exploitation rationnelle du globe avec le double objectif de préserver la paix (on est en 1944...) et de préserver la Terre. Si le monde des années 1930, dans le détail d'une analyse sensible aux spécificités régionales, apparaît comme non fini, l'horizon reste donc toujours global, ce qui conduit à redéfinir le schème du monde fini comme l'idée qu'il ne peut plus y avoir de problèmes régionaux qui soient totalement indépendants de ce qui se passe ailleurs dans le monde.

Chapitre 7

La crise du monde européenisé

Le thème du monde fini suppose donc la prise de conscience de l'unité de la Terre mais celle aussi de l'importance de s'approprier des espaces pour s'assurer à la fois des débouchés et des ressources. Plus largement – c'est la thèse que nous soutenons et qu'il faut clarifier encore – on ne peut envisager d'unification du monde sans une dynamique inverse de fragmentation. Cette thèse est déjà présente dans le texte de Paul Valéry : « Toute la terre habitable a été de nos jours reconnue, relevée, *partagée*, entre des nations » (1931, p. 21. *Nous soulignons*). Pour Valéry, le monde fini, c'est aussi le monde conquis et partagé. De la même façon qu'on ne saurait aujourd'hui parler de mondialisation sans évoquer un partage ou une division du monde, de la même façon, il ne faut pas exagérer l'unité du monde d'avant 1914. Car un mythe du monde unifié s'attache à celui de la « première mondialisation », conséquence rétrospective des divisions peut-être plus marquées du monde après 1914. Il est clair en effet que, avant 1914, en même temps qu'un niveau mondial se met en place, les nations et les empires s'affrontent, mettent en place des politiques de préférence impériale et de protectionnisme. Dans ce chapitre et dans le suivant, notre ambition est de réinterpréter l'ensemble de la période sous le signe d'une expérience duale : dès avant 1914, les géographes ont le sentiment que le monde s'unifie certes, mais se divise aussi très profondément. De ceci, nous pouvons donner un premier exemple, très révélateur. En 1897, à la fin de leur *Précis de géographie économique* (voir p. 159), Marcel Dubois et Joseph-Georges Kergomard proposent une interprétation de l'évolution générale de la vie économique du monde, passant d'une situation de « privilège », celui de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle, à une situation de concurrence : « Les grands courants commerciaux vont se partager ; les grandes royautes économiques vont s'éteindre » (1897, p. 833). L'idée que nous voudrions développer est donc la suivante : la conception du monde comme totalité allie un sentiment de l'unité ou de l'unification (prenant appui sur une mise en réseau du monde et des échanges de toutes natures) et le constat d'une division entre des Etats, des empires, des zones d'influence. Cette conception se retrouvera dans la théorie du système Monde selon Olivier Dollfus : « L'espace mondial résulte en grande partie du jeu de deux grandes structures géographiques : le maillage des Etats territoriaux, le dispositif de réseaux, alimenté à la fois par les relations interétatiques qui fondent l'international et par les flux qui naissent des échanges transnationaux » (1990a, p. 283). Ce que cette définition sous-tend, c'est la même juxtaposition d'une logique d'unité et d'une logique de partage.

Pourquoi alors intituler ce chapitre de la sorte ? Parce que l'unité du monde au XIX^e siècle était fondée sur son *européanisation* (notion qui n'est pas anachronique) et que la

division du monde à partir de la fin du siècle repose sur la *déseuropéanisation* du monde (notion qui n'est pas non plus anachronique). Dans le discours géographique, l'expérience de l'unité ou de l'unification et celle de la division ou du partage du monde sont liées à la perception de l'évolution du statut mondial de l'Europe. Parler d'unité du monde, dans la période qui nous intéresse, c'est ainsi parler, au fond, d'une crise de l'Europe. Dans ce chapitre, nous entendons par conséquent examiner la façon dont les géographes, entre 1890 et 1930 ou 1940, font l'expérience d'un rétrécissement de la Terre et du rapprochement des parties du monde, c'est-à-dire d'une unification matérielle du monde. Mais nous entendons montrer aussi que la description de cette unification les contraint à concevoir, à la manière de Dubois et Kergomard, l'entrée dans une ère où l'Europe perd son statut de maître du monde. Nous réservons pour le chapitre suivant l'analyse plus précise du discours géographique sur les concurrences économiques et politiques existant entre les grandes puissances, qui résultent du et expliquent à la fois ce déclin de l'Europe dans le monde. L'essentiel est bien ici d'aborder le discours géographique sur la place de l'Europe dans le monde en ce qu'il anticipe une pensée très moderne du monde, celle même du système Monde. Si, à partir du XV^e siècle et jusqu'au XIX^e siècle, l'Europe conquiert et soumet la plus grande partie du monde, et ainsi l'europeanise (l'unifie à son image et à son profit), dès avant la Première Guerre mondiale, les géographes, parmi bien d'autres observateurs du monde, font l'expérience d'un repli de l'Europe et d'une émancipation – au moins partielle et en tout cas progressive – du monde. Expérience fondamentale, et profondément ressentie, d'une déchéance qui s'exprime à plein après la guerre. Et le problème n'est pas seulement économique et politique, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3 : la crise de l'Europe est vécue comme une crise de civilisation.

1. L'unification du monde : entre tendance réelle, utopie géographique et impérialisme européen

« Il n'y a plus d'Europe, parce que l'Europe s'est singulièrement élargie ; elle déborde aujourd'hui le continent européen. D'une part, les populations européennes peuplent les antiques solitudes des continents jadis inconnus. D'autre part, la rapidité des communications a mis ces continents, autrefois si lointains, à notre porte. New-York est plus près de Liverpool que Paris, il y a cent ans, ne l'était de Marseille ; et, si les découvertes géographiques ont agrandi le domaine de l'homme, la vapeur, en revanche, l'a singulièrement rétréci. »

Henri HAUSER, 1901, p. 445.

Cette citation, parmi tant d'autres qui pourraient être avancées à l'ouverture d'une section dévolue à l'étude de la conscience du rétrécissement et de l'unification du monde, cette citation de l'historien-géographe Henri Hauser a le mérite de croiser plusieurs de nos

axes problématiques : l'influence de l'Europe dans l'élargissement de l'horizon géographique, l'eupéanisation des nouveaux mondes et le processus de rapprochement relatif des lieux, des villes, des continents entre eux. Le topos du rétrécissement de la Terre, au moins depuis Carl Ritter pour ce qui est de la géographie, se complexifie certainement, s'il ne s'opacifie pas, dès lors que l'on considère ce paradoxe, mis en lumière par Hauser : il y a concomitance entre le *rétrécissement* du monde et l'*élargissement* de l'horizon géographique, même si *ce* qui s'élargit (l'œkoumène centré sur l'Europe au point que l'Europe semble ici recouvrir le monde) n'est pas *ce* qui rétrécit (les distances-temps). Aux effets matériels des nouvelles technologies de communication (la vapeur), s'ajoutent donc des effets symboliques qui tiennent aux conceptions du monde et de l'Europe dans le monde et à leurs évolutions. Ce double mouvement de rétrécissement et d'élargissement, largement impulsé par les puissances européennes, caractérise en tout état de cause au plus haut point l'expérience géographique de l'unification du monde. Et c'est même lui qui se trouve au fondement de l'idée de finitude du monde : le monde fini suppose que l'horizon géographique ait été étendu à la planète entière et que celle-ci ait été ramenée à sa grandeur astronomique réelle. Le discours sur le rétrécissement des distances-temps, sur lequel nous insisterons d'abord, s'épanouit à la fin du XIX^e siècle, grâce aux innovations technologiques du siècle entier, et marque alors décidément la conscience géographique (ce qui est moins visible dans l'entre-deux-guerres). On pourrait même concevoir la mondialisation, à partir de cette époque et du point de vue phénoménologique, comme une expérience de l'accélération du temps et du rétrécissement de l'espace (voir p. 337). L'enjeu est par conséquent de savoir comment le thème de l'unification du monde, qui oscille entre l'observation du réel et la prospective sinon toujours l'utopie, tout en exprimant, plus ou moins explicitement, la domination de l'Europe, se décline sur les quelques décennies que nous étudions.

1.1. Technologies de communication et représentations du monde

Même si beaucoup est déjà connu de l'impact des innovations technologiques dans le domaine de la communication sur la représentation de l'espace au cours du XIX^e siècle (BRETAGNOLLE et ROBIC, 2005a, b et c ; KERN, 1983), il paraît cependant pertinent de s'y attacher encore, au moins quant aux aspects jusqu'à présent les plus sous-estimés, comme les représentations géographiques du monde au tournant du XX^e siècle. Si les travaux d'Anne Bretagnolle et Marie-Claire Robic mettent en place un efficace modèle d'analyse des représentations du monde transformé par la technologie (un rétrécissement qui peut être une contraction soit uniforme soit difforme de l'espace) et montrent qu'en tout discours sur la

transformation du monde se loge une part importante de ce qu'elles nomment une rhétorique de l'inédit (2005a, p. 153), elles n'abordent guère notre période, et mettent l'accent, en matière de représentations du monde, sur l'urbanisation et le réseau urbain (2005c). Quant à Stephen Kern, il ignore pour ainsi dire la géographie...

1.1.1. Impact de la technologie sur la perception de l'espace mondial

Révolution des communications et espace géographique

La notion de révolution des communications (comme celle de révolution industrielle) n'est pas inconnue des contemporains, y compris des géographes. On se méprendrait gravement à penser le contraire. Paul Vidal de la Blache, pour ne citer que lui, a plusieurs fois utilisé cette notion (voir p. 146), par exemple dans son grand article des *Annales de Géographie* sur Ratzel et la géographie politique :

Si l'on cherche quels sont les principes moteurs du développement des villes et des Etats, il faut regarder surtout aux changements qui surviennent dans les modes de communication et de transport. (...) La position des villes, leur importance réciproque, les dimensions mêmes des empires se fixent en harmonie avec un certain état des moyens de communication et de transport. Vienne une de ces révolutions qui dérangent profondément les rapports de distance, les faits se remettent d'eux-mêmes en mouvement, les causes de groupement travaillent sur de nouvelles bases. Il se produit quelque chose de semblable au renouveau d'activité qui s'empare d'un fleuve, si quelque modification terrestre est venue augmenter sa pente. C'est ce qui est arrivé de nos jours ; la vapeur a révolutionné les distances ; et par là notre époque se montre au premier chef créatrice de phénomènes dans le domaine de la géographie politique. (1898, p. 109-110)

Texte lumineux où Vidal élabore une théorie, que l'on retrouvera un peu plus loin, de la position relative des lieux les uns par rapport aux autres, éclairée par une analogie avec la théorie du cycle morphogénique. La géographie politique (entendons la géographie humaine) s'avère conditionnée par « les rapports de distance » qui existent entre les lieux, les villes, les Etats. La valeur d'un lieu (sa position par rapport aux autres lieux) se définit par ses relations avec l'ensemble des lieux, et plus généralement par la fonction d'interrelation. Ce qui est tout à fait remarquable, puisque ce jugement contribue à définir la géographie non pas comme science des lieux, mais comme science du rapport des lieux entre eux. Vidal dit que ce qui explique « le développement des villes et des Etats », c'est « surtout » l'évolution des moyens de communication ; ce ne serait donc pas d'abord le site mais la situation ou encore *Weltstellung*. Toute modification des moyens de communication fait rejouer l'ensemble des positions relatives des lieux. Or quel est le changement dont parle Vidal ? Une révolution des distances grâce à la vapeur : il s'agit bien d'un rétrécissement, d'une contraction des distances

terrestres provoquée, concrètement, par le chemin de fer et la navigation à vapeur. Les nouvelles vitesses et les nouveaux itinéraires transforment la géographie politique, mettant en contact étroit des villes ou des Etats qui étaient jusqu'alors éloignés, modifiant éventuellement des hiérarchies, créant des réseaux, renforçant des oppositions. Cette perception du lointain devenant proche est tout à fait symptomatique de l'expérience qui fonde la pensée du monde comme Monde. La mondialisation repose fondamentalement sur l'idée que tout point du monde est relativement facilement accessible depuis tout autre point du monde, et même qu'il dépend de ce qui se passe ailleurs dans le monde.



Figure 29 : Carte de la réduction des distances en France (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 10).

C'est ce que le rétrécissement des distances-temps permet : la mise en place d'interdépendances et de solidarités à l'échelle du monde entier.

Le schème du rétrécissement ne concerne cependant l'échelle mondiale que par extrapolation ou prolongement. De la même façon qu'une route mondiale se compose de segments régionaux, nationaux, continentaux, le rétrécissement du monde ne se comprend que par une multitude de rétrécissements locaux ou nationaux. Une série d'illustrations données par Jean Brunhes et Camille Vallaux au début de *La géographie de l'histoire*, offre un bon moyen de le comprendre. Ces figures « sont destinées à rendre concrètes et saisissantes les modifications des rapports entre les diverses parties de la terre par l'accélération des vitesses nécessaires pour franchir les mêmes distances » (1921, p. 10). La première est une carte de la France (Figure 29), la seconde, non reproduite ici, illustre le rapprochement de la Corse et de la Provence (p. 11), la troisième et la quatrième représentent le rétrécissement du Pas de Calais (Figure 30) et celui de l'océan Atlantique (Figure 31).

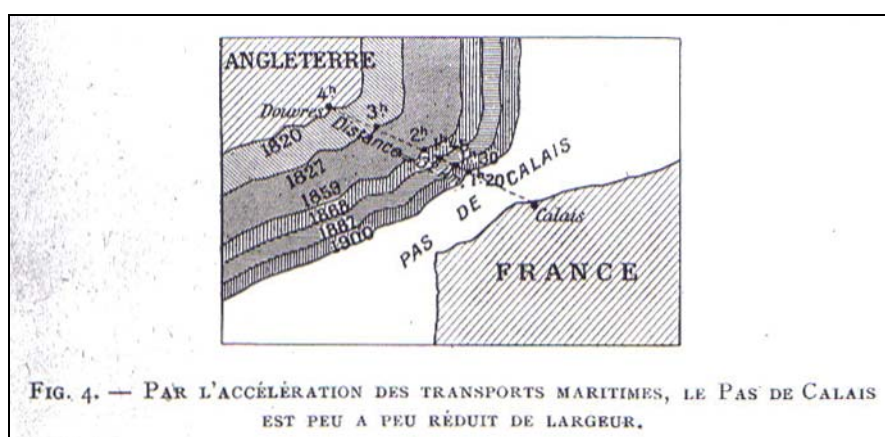


Figure 30 : Carte du rétrécissement du Pas de Calais (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 12)

Ces figures ne se positionnent donc pas à l'échelle du monde, mais illustrent pourtant un phénomène observable dans le monde entier, et servent en quelque sorte de modèles. Elles reposent en outre sur le même principe que les cartes d'isochrones, à la différence qu'on représente ici des distances-temps dans leur évolution et non de manière statique.

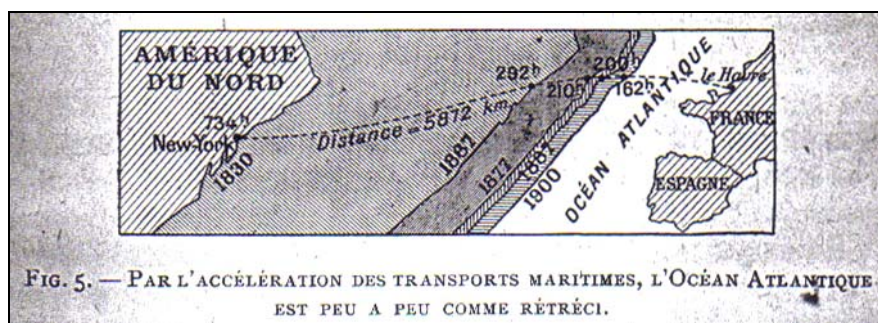


Figure 31 : Carte du rétrécissement de l'océan Atlantique (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 13)

Les cartes d'isochrones, dont nous avons donné quelques exemples plus haut (voir p. 134 *et sq.* et Annexes 7a et 7b), sont néanmoins des figurations significatives du rétrécissement du

monde et même, plus largement, de la conscience des géographes, à partir des années 1880, que le monde constitue désormais un espace unifié par les technologies de communication. Les légendes originales des figures révèlent le projet de Brunhes et de Vallaux : « Par l'accélération des transports terrestres, la figure réelle de la France est comme transformée » (p. 10), « par l'accélération des transports maritimes, tout se passe comme si la Corse devenait plus petite et marchait progressivement à la rencontre de la côte de Provence » (p. 11), « le Pas de Calais est peu à peu réduit de largeur » (p. 12) et « par l'accélération des transports maritimes, l'océan Atlantique est peu à peu comme rétréci » (p. 13). Sur terre comme sur mer, la *figure* des espaces se transforme, mais il s'agit bien sûr d'une transformation relative (« comme transformée », « tout se passe comme si », « comme rétréci »).

Ce rétrécissement est la conséquence d'une accélération des vitesses elle-même liée à des innovations technologiques. Ce qui est représenté ici est bien un espace-temps. On reconnaît de fait, même si la source des illustrations est l'*Album de Statistique graphique de 1906* (voir la légende de la Figure 29), des idées déjà développées par Vallaux dans le second volume de sa *Géographie sociale*, en 1911, et même certaines idées avancées dans le premier volume en 1908, dans lequel Vallaux décrivait « *la diminution des distances planétaires, réalisée par la diminution du temps consacré aux transports* » (p. 267). En 1911, il théorise bien davantage ce phénomène, dans une réflexion sur la définition de l'espace : « *L'espace pur n'est que du temps* » avance-t-il (1911, p. 156). Et de définir la distance comme la « *notation géographique du temps* » (p. 157). Ce qui n'est pas sans évoquer la mutation générale de ces deux catégories autour de 1900 (KERN, 1983, p. XII), et en particulier la relativisation de la notion d'espace, déjà observée à propos de la théorie du « pivot » de Mackinder (voir note 19, p. 300). Mais nombreux sont les géographes qui, dans des mesures variables il est vrai, évoquent ainsi la révolution des transports, les transformations technologiques ou leur impact sur l'espace. Maurice Zimmermann est, ici encore, l'un d'entre eux. Ne citons que cette chronique sur les problèmes de circulation au Guatemala, qui ne dispose pas encore, en 1896, de chemin de fer transcontinental :

Aujourd'hui, le voyage d'une côte à l'autre prend sept jours. Encore, le temps doit-il être favorable. La distance *économique* de la ville de Guatemala à l'Atlantique est donc plus grande que celle de Liverpool à New York. (1896a, p. 253)

La notion de « distance *économique* » repose sur l'idée d'une relativité des distances kilométriques : *économique* doit s'entendre dans cette expression non pas du point de vue du coût de la traversée, mais surtout, semble-t-il, dans la perspective d'une comparaison des

distances-temps, dont le raccourcissement n'est ni simultané ni équivalent – et la contraction de l'espace, difforme bien davantage qu'uniforme, pour reprendre la terminologie d'A. Bretnolle et de M.-C. Robic. La poursuite de la révolution des transports au début du XX^e siècle, notamment avec l'automobile puis avec l'aviation, permet aux géographes d'observer que le rétrécissement des distances terrestres se poursuit lui-même. Dans un texte de 1925, déjà cité (voir p. 258), René Crozet se rend bien compte de l'impact de l'avion :

Le dernier venu et le plus rapide des engins créés par l'homme pour diminuer les distances ouvre à l'humanité le domaine illimité de l'atmosphère. Au-dessus de la route, du rail et du navire, l'avion commence à prendre rang parmi les moyens modernes de circulation. (p. 1)

L'avion, mais nous avons vu que le développement de la circulation aérienne était lent, et lente également la mise en place d'un réseau mondial, représente en effet jusqu'à aujourd'hui, le moyen de transport le plus efficace quant à la réduction des distances terrestres. Plus que les moyens de transport cependant, les moyens de communication à distance (télégraphie, télégraphie sans fil puis téléphonie) paraissent les plus révolutionnaires dès le milieu du XIX^e siècle. Car au-delà du rétrécissement des distances, c'est une simultanéité et une quasi ubiquité qui se mettent en place grâce à eux, une quasi abolition de la distance.

Le télégraphe et l'abolition symbolique de la distance

Loin de nous l'idée de reprendre à notre compte le discours sur « la fin de la géographie », dans lequel la révolution des communications a pour conséquence d'effacer ou de gommer l'espace. Mais il est certain que l'expérience, même plus ou moins fantasmée, de la simultanéité et de l'ubiquité marque les discours de la fin du XIX^e siècle. Stephen Kern a beaucoup insisté sur ce point, dans un chapitre de son ouvrage consacré au « *Present* », dont nous avons déjà cité un passage (voir note 30, p. 248). Très subtilement, Kern observe que la simultanéité permise par le télégraphe (sans fil) et par le téléphone étend le présent dans l'espace (1983, p. 81) : auparavant, la circulation dans l'espace (d'un individu, d'un produit, d'une information ou d'une idée...) supposait une progression temporelle (le passage d'un présent à un futur). Or ce n'est plus le cas : la diffusion d'une information, par exemple le naufrage du Titanic en 1912 (p. 65-66), est immédiate, instantanée, parce que le navire était équipé du télégraphe sans fil. Et le seul bateau qui aurait pu le secourir à temps n'en était pas, lui, équipé... Les contemporains dans leur ensemble, autour de 1900, considèrent le télégraphe comme une technologie capable de bouleverser l'appréhension des distances

planétaire, de rapprocher les continents, les pays, les sociétés¹. On a donné l'exemple dans le chapitre 3 de la mise en place d'un marché mondial du blé grâce à la connexion télégraphique entre les principales bourses (voir p. 177). Jean-Marc Offner, dans un article sur l'importance des réseaux techniques dans le fonctionnement de l'espace urbain, propose un autre exemple, traduisant un extrait de l'ouvrage de Norman Angell, *The Great Illusion*, paru en 1911² :

Cette interdépendance vitale qui traverse les frontières est le travail des quarante dernières années. C'est le résultat de l'utilisation quotidienne de ces inventions de la civilisation – interventions qui datent d'hier : la poste rapide, la diffusion instantanée des informations financières et commerciales, grâce à la télégraphie, et, de façon plus générale, l'augmentation incroyable de la rapidité des communications – qui a rapproché financièrement une demi-douzaine de capitales du monde chrétien, les rendant plus dépendantes les unes des autres que ne l'étaient les principales villes de Grande-Bretagne, il y a moins d'un siècle. (ANGELL, 1911, cité par OFFNER, 2000, p. 218)

Ce qui généralise tout à fait notre exemple agricole... L'interprétation de la réduction planétaire des distances-temps en termes d'interdépendance transnationale croissante (surtout en matière financière d'ailleurs) et avec une comparaison entre le monde de 1910 et celui du début du XIX^e siècle, nous paraît devoir être relevée. Les nouveaux moyens de communication (poste rapide d'abord, puis télégraphe, télégraphe sans fil et téléphone³) contribuent à créer un espace mondial de transaction économique qui n'est pas sans analogie, au moins d'un point de vue rhétorique, avec l'espace des flux de capitaux d'aujourd'hui.

En géographie, Elisée Reclus, dès les années 1860 et jusque dans ses derniers textes (on mesure d'ailleurs une évolution de la vision mondiale de Reclus entre la prospective ou l'utopie dans un premier temps et le constat plus tardif de certaines réalisations), est parmi ceux qui accordent la plus haute importance au télégraphe. Ce dernier se trouve, dans la géographie reclusienne, au cœur d'une véritable utopie :

Parmi les conquêtes industrielles de la science moderne, celle qui peut nous donner la plus haute espérance relativement aux progrès futurs de l'humanité est la télégraphie électrique. Par cette invention, l'homme cesse d'être attaché à la partie de la glèbe sur laquelle il rampe si lentement, il dégage sa liberté des obstacles que lui imposait la distance et devient présent sur tous les

¹ On peut renvoyer, pour une analyse précise du rôle du télégraphe dans la redéfinition du temps (synchronisation des horloges, établissement de conventions mondiales puis relativité) au tournant du XX^e siècle, au chapitre 3 (« Le planisphère électrique ») de l'ouvrage de Peter Galison paru en 2003 et traduit en français en 2005, *L'empire du temps*. Il y montre notamment l'importance de cette question pour la construction des cartes mondiales ou la délimitation des domaines coloniaux... (p. 116 et sq.).

² Ouvrage que Suzanne Berger utilise également dans *La première mondialisation* (voir plus haut p. 43).

³ Sur le téléphone, on peut signaler, parce qu'elle est pour ainsi dire unique, une chronique d'Antoine Albitreccia en 1932, « Le téléphone et les transactions internationales », dans laquelle il observe que « le téléphone joue un rôle de plus en plus important dans les transactions internationales » (1932a, p. 441). Il faut dire que « le téléphone n'acquiert une dimension vraiment mondiale qu'en septembre 1956, avec la mise en service du premier câble téléphonique sous-marin transatlantique (...) » (MATTELART, 1996, p. 18).

points de l'espace que le fil conducteur met en rapport avec sa pensée. A la puissance de ses machines, que l'on pourrait comparer à la force musculaire, il ajoute la force nerveuse que lui donnent ces fibres tendues dans tous les sens ; les nouvelles, transmises de cellule en cellule, arrivent à son cerveau de toutes les extrémités du monde, et ses volontés repartent aussitôt pour traverser les continents et se transformer en actes de l'autre côté de la planète. (1869, p. 723-724)

Le télégraphe permet une désolidarisation de l'homme et de la terre, une libération de l'humanité, il rend caduque la distance : c'est bien déjà l'idée d'une fin de la géographie. Ubiquité spirituelle et simultanéité, action à distance... autant de nouveaux champs pour la puissance de l'homme qui s'approprie ainsi pleinement son domaine : « Chaque année, les nouveaux fils qui se déroulent suffiraient à compléter un nouveau tour d'hélice sur la rondeur de la planète : c'est la portée de la volonté humaine qui se prolonge d'autant sur le domaine qu'elle a fait sien par l'industrie » (p. 724). La Terre devient l'unité de mesure pour la technologie nouvelle, mais le télégraphe permet aussi à l'humanité de se saisir de la Terre. Au-delà, il constitue même un premier pas vers la réunification de l'humanité :

On se rappelle encore avec quelle émotion furent accueillis, en 1858, les premiers échanges de pensées dardés d'une rive de l'Atlantique à l'autre, sous l'immense couche d'eau, profonde de 4000 mètres et large d'un huitième de la circonférence terrestre. Ces premières paroles que l'ancien monde envoyait au nouveau étaient des paroles de paix et de bonne volonté ; tous comprenaient que la grande fraternité humaine venait de s'affirmer d'une manière solennelle ; en dépit des obstacles de toute nature, en dépit des continents, des mers et de l'espace, les peuples épars commençaient à se sentir une âme commune. (p. 725)

Le premier câble transatlantique, « en dépit » de l'espace, joue un ainsi le rôle de symbole dans la marche vers le rapprochement des sociétés et leur unification, même si, à l'époque où parle Reclus, « il n'existe pas encore une seule ligne qui ceigne en entier la rondeur de la planète à travers les masses continentales et les profondeurs océaniques » (p. 726). Il manque encore un câble transpacifique... Dans le « Dernier mot » de la *Géographie universelle*, où Reclus dresse le bilan de son entreprise et des transformations du monde, il associe encore cette innovation technologique à l'émergence d'une espèce de société mondiale :

Tellement rapetissée est la planète entre les mains de l'homme qu'elle se donne partout un même outillage d'industrie, que par le réseau continu des services postaux et des télégraphes elle s'est enrichie d'un système nerveux pour l'échange des pensées, qu'elle cherche un méridien commun, une heure commune, et que de toutes parts surgissent les inventeurs d'un langage universel. (RECLUS, 1894, p. 794)

Beaucoup de mystères géographiques, entre 1876 et 1894, ont été élucidés et beaucoup de problèmes résolus ; « le réseau des voyages couvre la planète comme un filet aux mailles rétrécies » note-t-il quelques lignes plus haut, l'Atlantique devient un simple fossé, le tour du monde se raccourcit en durée. Et d'ajouter juste après le premier extrait :

Malgré les rancunes de la guerre, malgré l'hérédité des haines, l'humanité se fait une. Que nos origines aient été multiples ou non, cette unité grandit, elle devient une réalité vivante. (*ibid.*)

1.1.2. L'unification du monde : une dynamique de rapprochement des sociétés

Ce que ne dit pas Reclus, du moins ici, c'est que l'humanité ne se fait pas une toute seule : elle est unifiée (faite une) par l'Europe. Ce sont les navigateurs puis les conquérants européens qui mettent en relation les continents et les sociétés et créent de l'unité à partir du discontinu préexistant. Peu nombreux cependant sont les géographes qui expriment alors le ressort réel de l'unification du monde : c'est sans doute moins d'ailleurs la conséquence d'une pudeur ou d'un tabou que celle du sentiment, eurocentrique, qu'il va de soi que l'unification du monde est un produit de la civilisation – et la civilisation ne peut-être qu'européenne (voir par exemple plus haut la présentation de « l'unité économique de l'univers civilisé » dans le manuel de Busson, Fèvre et Hauser en 1911, p. 330). Nous verrons cependant, en nous inscrivant dans une perspective qu'on pourrait dire en partie postcoloniale, que la perception par les géographes de la rupture d'unité du monde exprime une sorte de disqualification de cet eurocentrisme, comme si penser à l'échelle du Monde supposait d'avoir fait le deuil d'un regard européen sur le monde – même si c'est pour adopter un regard occidental...

Le rapprochement des continents et des sociétés

Pour Elisée Reclus, le rétrécissement des distances terrestres est fondamentalement un rapprochement, pas seulement économique ou temporel (l'Atlantique se traverse plus vite), mais social et politique. Les progrès scientifiques et technologiques servent, doivent servir à améliorer le cadre de vie des hommes et, surtout, à les réunir. C'est un thème souvent et fortement exprimé par Reclus, mais le XIX^e siècle en son entier, à commencer par la doctrine des Saint-simoniens, en porte la marque, au point que,

apparemment, aux alentours des années 1860-1870, la terre ne constitue plus qu'une grande nation. Toutes les parties du monde ne sont pas encore intégrées à l'espace des relations internationales, tous les marchés ne sont pas des marchés mondiaux, mais il semble que les seuls obstacles qui demeurent à vaincre sont ceux imposés par le milieu physique et par la distance. Les progrès des communications rapprochent à tel point des lieux que l'unification économique de la terre semble devoir se compléter en quelques décennies à peine. (CLAVAL, 1968, p. 532)

Ces lignes de Paul Claval présentent l'intérêt de bien mettre en balance l'unification économique et la constitution d'un réseau de communications rapides, ainsi que de lier l'unification du monde à son rétrécissement : le rapprochement des sociétés déterminerait la mise en place d'une espèce de méta-société. Elisée Reclus revient ainsi constamment sur

l'idée d'une humanité en train de s'unifier. Les hommes peuvent et doivent cesser de s'affronter pour coopérer dans la transformation de la Terre, son aménagement harmonieux :

Ce que les hommes ont fait jusqu'à maintenant n'est qu'un jeu, nous pouvons l'affirmer sans crainte, en proportion de ce qu'ils pourront faire dans l'avenir, lorsque leurs forces, au lieu de se neutraliser les unes les autres, s'uniront pour travailler de concert. Si nos rudes ancêtres qui habitaient les cavernes à l'époque de l'âge de pierre revenaient parmi nous, ils seraient sans aucun doute trop ignorants pour comprendre, ou même pour admirer les immenses progrès accomplis depuis les âges de barbarie. Et nous, sommes-nous assez avancés aujourd'hui pour nous faire seulement une idée de ce que sera la surface de la planète quand l'homme l'aura, pour ainsi dire, recréée à son gré, avec les moyens, de plus en plus puissants, que lui fournit la connaissance de la nature et de ses phénomènes ? (1869, p. 723)

La mise en place de réseaux de communication, pas seulement télégraphique du reste, même si le télégraphe joue un rôle clé, participe au premier chef de cette recréation de la Terre. Les grands canaux interocéaniques, Suez qui vient alors d'être achevé, Panama où les études ont commencé, contribuent par exemple au rapprochement des sociétés. Reclus part tout d'abord du constat que « l'ouverture du canal de Suez doit naturellement se compléter tôt ou tard par la coupure de l'un des isthmes de l'Amérique centrale » (p. 720), et parmi les nombreux projets existants, il insiste sur celui de Lucien Wyse et d'Armand Reclus, frère cadet d'Elisée, entre Colon et Panama (voir note 19, p. 232) :

La dépense à faire est évaluée diversement de 500 à 850 millions de francs. C'est là peu de chose, comparé aux trésors qui se dépensent chaque année pour acheter des armes de guerre et fondre des balles et des boulets ; mais c'est beaucoup pour une œuvre d'intérêt universel dont le résultat serait de rapprocher les continents les uns des autres et de hâter le jour de la grande réconciliation. (p. 721-722)

Escomptant du rapprochement favorisé par les grandes infrastructures de communication une réconciliation générale, Reclus postule en quelque manière une unité primordiale du genre humain qu'il s'agirait seulement de recomposer. Comme si l'état d'isolement social était contingent, provisoire, et que l'état nécessaire de l'humanité était d'être unie. C'est une croyance profondément enracinée chez Reclus, qui constitue même à la limite une sorte d'*art poétique*, de condition d'écriture et de réflexion :

J'ai voulu vivre mes récits, en montrant pour chaque pays les traits qui le caractérisent, en signalant pour chaque groupe de l'humanité le génie qui lui est propre. Partout, dirai-je, je me suis trouvé chez moi, dans mon pays, chez des hommes mes frères. Je ne crois point m'être laissé entraîner par un sentiment qui ne fût pas celui de la sympathie et du respect pour tous les habitants de la grande patrie. Sur cette boule qui tourne si vite dans l'espace, grain de sable au milieu de l'immensité, vaudrait-il la peine de s'entre-haïr ? (1894, p. 795)

Reclus, au terme de la *Géographie universelle*, insère donc son travail entier dans le rêve d'une humanité unie et fraternelle, qui repose lui-même sur l'affirmation, caractérisée dans le chapitre précédent, de la petitesse et de la finitude de la Terre.

Si nous insistons sur la géographie reclusienne, c'est parce que le thème de l'unification du monde y est omniprésent, et qu'il s'y décline dans plusieurs directions ; nous verrons plus loin qu'il n'est pas le seul géographe à l'aborder. Il est vrai cependant que ce thème s'affirme de plus en plus dans ses ouvrages, au point que, par exemple, dans *L'Homme et la Terre*, au début d'un chapitre sur « L'Etat moderne », il consacre un paragraphe à l'« unité de convergence des nations » (1908, p. 171-172), dont Cyril Gosme a isolé le passage suivant :

Ainsi le monde est bien près de s'unifier : jusqu'aux îlots épars dans l'immensité de l'Océan, toutes les terres sont entrées dans l'aire d'attraction de la culture générale, avec prédominance du type européen. Seulement en quelques rares enclaves, en des pays de grottes où les hommes fuient la lumière, en des lieux très écartés que ferment des murs de rochers, des forêts ou des marécages, des tribus ont pu se maintenir tout à fait isolées, sans que leur existence s'associe au rythme de la grande vie universelle. (RECLUS, 1908, cité par GOSME, 2006, p. 161)

Cette extrait est révélateur de la conscience d'un monde qui est en train de s'unifier réellement : l'isolement est devenu un état exceptionnel, l'interrelation, la logique prédominante, la recherche de normes et de mesures communes, une tendance générale. Mais on remarque aussi, et c'est assez rare pour le souligner, que Reclus associe l'unification du monde à la diffusion d'un type culturel européen – qu'il pense donc bien encore, au fond, l'unification comme une européanisation. Il est toutefois proche d'une formulation moderne de la mondialisation, qui tranche avec le caractère utopique de ses déclarations des années 1860-1870. Elisée Reclus est en effet conscient, dès les années 1880-1890 (avant Mackinder, ce qui est notable), que le monde est entré dans une nouvelle époque, celle où « c'est le monde entier qui devient le théâtre de l'activité des peuples civilisés » (1889, p. 6) ; un peu avant cette citation, il remarquait que

la colonisation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, la prise de possession des archipels polynésiens, l'établissement d'un réseau de navigation régulière entre les centres vitaux du Pacifique et de la mer des Indes, ont annexé, pour ainsi dire cette moitié de la planète à l'autre moitié du globe dont l'Europe occidentale occupe le milieu. Du coup, le monde, encore incomplet jusqu'alors, s'est achevé, et l'histoire vraiment universelle, pour toutes les races et tous les peuples, a commencé : il ne manque plus rien à la grande scène où se meut l'humanité, désormais unie, du moins par les relations matérielles, et devenue consciente d'elle-même. (p. 5)

Sur un mode encore prospectif (par rapport à ce que nous avons vu dans le chapitre 4), Reclus estime donc dès 1889 que « le monde s'est achevé », et s'est achevé dans le Pacifique, grâce à

la colonisation et à l'établissement d'un réseau de circulation. Le monde se finit donc en quelque sorte avant même que la Terre puisse être perçue comme totalement finie, parce que, sans doute, le blanc des zones polaires, du cœur de l'Afrique ou de l'Asie, a assez peu d'incidence sur la perception d'une humanité (civilisée) en train de s'unifier. Mais ici encore, l'unification est pensée, sans d'ailleurs que cela pose problème, comme le résultat de l'action des Européens dans le monde (qui « colonisent », « prennent possession », « annexent »...). L'unification du monde, et c'est la raison pour laquelle nous étudierons ce problème dans la section suivante, c'est d'abord une européanisation du monde.

Le monde s'uniformise-t-il ?

« Cette terre est rincée de son exotisme. »
Henri MICHAUX, 1929, cité par VENAYRE, 2004, p. 76.

La question de l'uniformisation du monde s'inscrit également dans le modèle de l'européanisation : dans quelle mesure les hommes vivent-ils dans le même monde – que les Européens ? Avec les façons de penser, de manger, de se vêtir – des Européens ? On notera, pour commencer, que le thème de l'uniformisation (avec une tonalité toujours un peu négative) est courant dans les discours du premier XX^e siècle, si ce n'est bien plus tôt. Sylvain Venayre signale par exemple que le sentiment de la fin de la possibilité de l'éloignement se manifeste aussi comme un épuisement de l'exotisme : la disparition des peuples « sauvages » ou « primitifs » dès la fin du XIX^e siècle (avec évidemment des constats plus anciens comme pour les peuples d'Amérique du Nord) est considérée comme une conséquence de l'extension de la civilisation européenne (2004, p. 75). Ce « nivellement du monde » (p. 76) devient dans l'entre-deux-guerres l'objet d'une plainte assez générale, dont la citation d'Henri Michaux donnée en épigraphe symbolise bien la teneur. Les conquérants du monde ont marqué de leur sceau les sociétés conquises et rattachées, dans les termes de l'époque, à la vie générale. Acculturation multiforme (religieuse, idéologique, juridique, alimentaire, vestimentaire...) qui rend le monde familier aux Européens et qui s'incarne dans quelques pratiques ou objets : le haut-de-forme, par exemple, ou la touque à pétrole de Louis Poirier (voir p. 6). Ce qui nous avait paru anecdotique dans le texte de Poirier, se révèle en réalité un élément tout à fait essentiel du processus d'uniformisation du monde et des formes de métissage culturel qui en résultent. Le métissage, selon Serge Gruzinski (1999), consiste à se réapproprier les symboles ou les idées, mais pourquoi pas aussi les objets, qui s'imposent de l'extérieur et entendent remplacer les contenus culturels (et les objets) locaux. Or l'exemple de Poirier correspond à ce qui paraît bien avoir été, dès l'entre-deux-guerres, un symbole de la capacité des individus

à se réapproprier des objets eux-mêmes symboliques d'une domination à la fois économique et culturelle. Jacques Frémeaux nous apprend en effet que le sociologue René Maunier, dans sa *Sociologie coloniale*, avait repéré et analysé en 1932 l'exemple du bidon de pétrole :

L'usage du bidon métallique à pétrole diffusé partout par les grandes compagnies pétrolières américaines, *Standard Oil* en tête. Celui-ci est utilisé en Egypte et au Maghreb, d'abord en remplacement des jarres à porter l'eau, sur les têtes de femmes et l'échine des bourricots, mais aussi, à l'aide de découpages adaptés, comme godet à noria, comme four à faire cuire les aliments (*qanoun*) ou encore comme lanterne. Aplati à coups de masse, il sert, avec d'autres matériaux de récupération, à édifier les constructions sauvages qui commencent à s'édifier aux abords des grandes cités, en particulier celles d'Afrique du Nord, où le néologisme de « bidonville » pourrait être apparu. (FREMEAUX, 2002, p. 233)

L'exemple de Poirier est donc tout à fait archétypique d'une tendance générale à la récupération des objets « européens » ou « occidentaux » pour des usages qui n'ont rien à voir avec leur fonction première. Il ne s'agit pas d'uniformisation alors, mais bien de métissage ou de *détournement*, pour reprendre le mot de Guy Debord. En tout état de cause, les observateurs de l'époque se rendent compte que l'expansion européenne dans le monde s'accompagne d'une diffusion de modes de faire et de penser, que l'uniformisation du monde n'est pas seulement politique et économique mais aussi culturelle, et même biologique.

Dans les *Annales de Géographie*, plusieurs textes abordent en effet l'uniformisation du monde au plan de ses conséquences biologiques. Maurice Caullery en premier lieu, zoologiste alors maître de conférence à la Sorbonne, écrit un article qui décrit ce qu'on qualifie aujourd'hui d'unification microbienne du monde :

(...) le prodigieux accroissement des échanges entre les divers points du globe peut avoir pour résultat de propager dans des régions indemnes, et parfois jusque dans nos vieux pays, des endémies jusque-là bien localisées, quelque fois même totalement inconnues de nous, parce qu'elles n'existaient que dans des contrées où nous n'avions guère accès. (1904, p. 458)

De la même façon, Louis Germain, qui publie assez régulièrement dans les *Annales* avant 1914 sur les problèmes de la faune, pointe du doigt, dans une note sur l'*Atlas* de Bartholomew, le rôle de l'homme dans la diffusion de certaines espèces animales :

Le nombre des espèces ainsi introduites croît constamment avec l'augmentation d'intensité des échanges entre les divers points de la terre. La conséquence, encore très lointaine, de cet état de choses est une sorte d'unification de la faune terrestre. (1912, p. 27)

Deux fois, c'est la même idée : l'augmentation des relations entre les parties du monde et leur intensité croissante produisent une unification microbienne et biologique du monde. La diversité biologique se réduit au profit d'un « cosmopolitisme plus ou moins complet »

comme dira encore Louis Germain (1918, p. 5). Dernier exemple, du géographe Aimé Perpillou, concernant la diffusion du doryphore (parasite de la pomme de terre comme chacun sait) depuis le début du XIX^e siècle. Découvert dans les Rocheuses américaines en 1824, le doryphore se répand ensuite très rapidement, à toute l'Amérique puis à l'Europe dans les années 1910-1920 : « Peu d'espèces vivantes ont connu une expansion aussi vaste et aussi rapide, peu ont autant profité des avantages que l'activité humaine offrait à leur prolifération et à leur dissémination » (1933, p. 113). Le doryphore, qui devient une espèce mondiale, devient aussi par là-même un symbole de la *mondialisation*... Constat donc, ici encore, d'une unification vécue sur le mode de la perte des diversités. Et cette expérience, annonciatrice de discours aujourd'hui bien plus répandus et dramatisés, est intimement liée à l'émergence du Monde. Le monde fini, rétréci, unifié, fût-il partagé et divisé, est voué à l'uniformisation, au moins dans un premier temps.

Cette même inquiétude anime, cette fois sur le plan social et culturel, le projet des « Archives de la planète » lancé en 1910 par Albert Kahn, « financier philanthrope et philosophe » (BEAUSOLEIL, 1978, p. 6) et l'une « des figures marquantes des cercles de rencontres intellectuelles et politiques de la III^e République » (MAZON, 1985, p. 313). La direction scientifique est confiée à Jean Brunhes (de 1912 à 1930) et la mise en œuvre à une cohorte d'opérateurs photographiques et cinématographiques. Les cultures du monde apparaissent à Albert Kahn « comme menacées par les changements rapides et profonds qui bouleversent les sociétés de la Terre au tournant du siècle » (LESOURD, 1993, p. 15), diagnostic pessimiste partagé par Brunhes qui écrit, dans l'introduction du projet des Archives de la planète au début des années 1910 :

Au moment même où par suite de l'intensité et de la multiplicité des communications, toutes les parties de l'univers sont mises violemment en rapport les unes avec les autres, l'humanité tend vers une certaine uniformité des usages, des besoins et des habitudes quotidiennes. Le fait économique et géographique de la circulation (la VerkehrsKultur, comme disent les Allemands) joue un rôle si prédominant que dans la concurrence mondiale les anciennes petites unités économiques qui vivaient de leur vie propre, avec une entière indépendance, produisant à peu près tout ce dont elles avaient besoin, sont tous les jours menacées davantage dans leur existence même et auront prochainement disparu. (BRUNHES, Manuscrit non daté, cité par BONHOMME et JEAN-BRUNHES DELAMARRE, 1993, p. 181-182)

La dynamique essentielle est décrite dans les mêmes termes que Caullery ou Germain, quoique peut-être avec davantage d'inquiétude ou de dramatisation : Brunhes insiste en effet davantage sur la tendance à l'uniformité culturelle, résultant de phénomènes qu'il a analysés par ailleurs (et dont nous avons précédemment rendu compte, voir p. 172), et sur le risque

induit d'une disparition à court terme des groupes sociaux les plus petits et les plus fragiles, autrement dit des genres de vie traditionnels. Autre écrit de Brunhes : « Le but des *Archives de la Planète* est d'établir comme un dossier de l'humanité prise en pleine vie, à l'heure critique de l'une des "mues" économiques, géographiques et historiques les plus complètes qu'on ait jamais pu constater » (BRUNHES, 1913, cité par ROBIC, 1993b, p. 231). Comment ne pas être interpellé par l'actualité de cette vision d'une transformation du monde où bifurque véritablement l'humanité ?

L'émergence d'une civilisation mondiale et ses limites

L'humanité, dans les années 1900 et pas seulement chez Reclus, est ainsi souvent perçue et pensée comme étant ou devenant *une*, sur un mode d'ailleurs positif ou négatif. Ce n'est pas l'avènement d'une société mondiale, mais plutôt le sentiment que les différentes branches de l'espèce humaine se sont enfin, sinon « réconciliées » comme aurait dit Reclus, du moins retrouvées et, parfois avec brutalité, (re)connues. La Terre devient le lieu d'une humanité, et non plus le champ d'existence de plusieurs humanités isolées et ignorantes les unes des autres. Le Monde surgirait, à cette époque, comme unité sociale et politique, et non pas seulement dans un sens utopique. Les géographes des *Annales* sont très sensibles, nous l'avons montré, à la constitution d'une économie mondiale, à l'industrialisation et à l'urbanisation du monde (rappelons l'évocation de l'émergence d'une « civilisation mondiale » par Alexandre Woeikof, voir p. 115). Lucien Gallois en donne un exemple dans son commentaire des *Principes de géographie humaine* de Vidal de la Blache, quand il aborde la question de l'adaptation des sociétés primitives au milieu ambiant (1922, p. 102). Ces sociétés correspondent aux sociétés éloignées dans le temps ou dans l'espace qui restent à l'écart du « réseau des échanges » ; beaucoup « ont disparu ou sont en voie d'extinction », notamment du fait de la progression de la colonisation et du mode de vie européen. A la diversité initiale succèdent donc des « sociétés de plus en plus uniformisées » (*ibid.*). Ce qui ajoute un exemple à l'analyse de S. Venayre que nous venons de rappeler. Ce type de réflexion est de fait alors assez courant : « la domestication du divers », pour reprendre une expression d'A. Mattelart (2005, p. 6), est un objet d'expérience répandu, mais qui pose la question de la réalité d'une civilisation universelle, qui serait européenne ou occidentale voire américaine, déjà, car l'idée d'une américanisation du monde se répand, très tôt au XX^e siècle⁴.

⁴ Armand Mattelart, dont l'une des ambitions est d'étudier les modalités d'apparition, depuis le XIX^e siècle, d'une civilisation universelle (par l'information, la communication, la culture de masse...), a montré que le terme américanisation (assez ancien en lui-même), d'abord « réservé à un usage interne, pour exprimer la fusion

Mais même dans la sphère matérielle, les observateurs ne sont pas dupes : l'uniformisation (ou l'eupéanisation ou l'américanisation) est souvent de surface, particulièrement, et c'est bien connu, s'agissant du Japon ou de la Chine ; Gallois note d'ailleurs à ce propos que « persuader Chinois et Japonais de se nourrir à l'eupéenne est une entreprise dont on ne voit pas le succès » (1922, p. 102). Reste que ce type de réflexion est tout de même assez rare dans notre corpus, et c'est le fait de géographes souvent intéressés à l'étude des genres de vie.

Un article déjà tardif de Maximilien Sorre sur la notion de genre de vie repose précisément sur cette idée, très proche de l'analyse de Brunhes, que le développement de la circulation à l'échelle planétaire transforme les genres de vie ruraux et en crée même de nouveaux : si « la circulation est un instrument d'uniformisation du globe » (1948, p. 196), elle est aussi un instrument de différenciation, par exemple avec le phénomène de la spécialisation des régions agricoles. Pour Sorre, il est donc temps d'adapter une notion d'ancrage principalement agricole à un nouveau contexte, il y a un travail critique à mener sur la géographie⁵ : « Une révision critique de ses notions fondamentales a son utilité » (p. 199). La notion de genre de vie doit donc être reprise, dans une époque où « de plus en plus d'hommes échappent à l'empire des genres de vie fondés sur l'exploitation du sol à mesure que s'étend le domaine de la civilisation élaborée dans l'Europe occidentale » (p. 202). Qu'est-ce à dire ? Que l'urbanisation et l'industrialisation du monde, sur le modèle de l'Europe, ainsi que la création de courants d'échanges de dimension planétaire contribuent à « l'uniformisation des genres de vie » (p. 203), à l'atténuation des contrastes et des diversités, toutes deux aperçues depuis longtemps⁶, mais encore plus marquées au milieu du XX^e siècle. En tout état de cause, que ce soit en 1900, en 1930 ou en 1950, les géographes parlent le plus

des flots d'immigrants de toutes provenances dans le creuset de la culture "américaine" », « a ensuite franchi les frontières de l'espace national pour désigner la nouvelle doctrine de l'expansion impériale » (2005, p. 18). Et de citer le mot du président Theodore Roosevelt en 1898 : « Américaniser le monde ! » Depuis cette date, le terme sert, en Europe et en Amérique latine surtout, « à fustiger le projet hégémonique d'un nouveau modèle de civilisation, d'une nouvelle culture à projection universelle, un nouveau "magistère romain" » (p. 19). C'est en ce sens qu'on le trouve, en 1905, chez Henri Hauser, qui critique d'ailleurs la pertinence de l'idée (voir p. 147), ou dans l'entre-deux-guerres chez un certain nombre d'observateurs, comme les géopoliticiens allemands.

⁵ Travail qui rappelle celui de Louis Poirier dans la revue *Critique* en 1947 sur « la crise de causalité » à laquelle est confrontée la géographie humaine autour de la Seconde Guerre mondiale (1947, p. 94). Dans cet article, note de lecture des derniers ouvrages de Demangeon, Poirier observe en effet « l'indifférenciation » croissante du milieu physique par la technologie humaine, jusqu'à la « révolution aérienne » (p. 90) et la tendance du globe à l'homogénéité, due au fait que « l'influence *directe* des facteurs physiques sur la géographie humaine tend sous nos yeux à s'amenuiser presque vertigineusement » (p. 91). En sorte que, dans l'explication géographique, le milieu physique perd de son importance au profit de « faits de civilisation et de circulation planétaire contraignants et tout-puissants » (*ibid.*). De la même façon, la géographie humaine voit se relâcher son lien avec l'explication historique, dans un monde dominé par les crises et les catastrophes (p. 92).

⁶ Sorre écrit que « E. Zimmermann, en suivant au jour le jour l'évolution économique, a bien souvent insisté sur l'uniformisation en marche dans le monde moderne » (p. 203). Il s'agit ici sans doute d'une coquille, Sorre se référant probablement à la Chronique géographique de Maurice Zimmermann. Mais c'est difficile à vérifier...

souvent de tendances, de potentialités ou de menaces. L'uniformisation est en cours, mais beaucoup d'éléments résistent. C'est ce que montre bien George Chisholm dans un article de 1927 au titre très suggestif, « *World Unity* », paru dans la *Geographical Review* :

It will be understood that I do not believe that the different parts of the world can ever be completely assimilated to one another. But there are intimate reactions between even remote parts of the world, with tendencies to more and more rapid response. (1927, p. 287)

Rappelant certaines formulations de Mackinder (le monde conçu comme une unité ou un système politique où la répercussion des événements devient générale), Chisholm, spécialiste de géographie économique, montre que le commerce à distance produit une tendance à l'« *economic equalization* » (p. 288) par diffusion de la mécanisation et de l'industrialisation. Mais de sérieux obstacles entravent encore l'émergence d'une véritable unité mondiale, notamment la différence du coût du travail entre l'Occident et l'Orient, elle-même révélatrice de situations sociales différenciées : d'un côté des sociétés développées où la surpopulation est une menace très lointaine, de l'autre, des sociétés où une large part de la population (comme en Chine) vit à la limite de la subsistance. Il y a donc bien une économie mondiale, des rivalités mondiales, mais pas à proprement parler de réelle unité mondiale. Si les géographes au total, sur toute notre période, font bien l'expérience d'une certaine unification/uniformisation du monde, sur un mode de moins en moins utopique, on trouve au final assez peu de références explicites à ce processus. Et ces références sont en outre souvent très nuancées. Ce n'est sans doute pas sur ce plan que la pensée du monde comme un ensemble unifié est la plus étoffée.

1.2. Une géographie du « trait d'union »

En revanche, une pratique est tout à fait récurrente qui consiste à affirmer que tout espace du monde est un trait d'union entre d'autres espaces, que le monde est donc unifié au sens où il n'y aurait plus d'angle mort, de bout du monde, d'espace isolé. C'est la conséquence pour ainsi dire *syntaxique*⁷, et axiologique de la mise en place des réseaux mondiaux de circulation. La *valeur* des espaces du monde, continents, mers, océans etc., est en effet en question dans ce type de représentation. Nous avons rencontré plusieurs fois le terme de valeur, par exemple au chapitre 4 dans le discours sur le réseau mondial de circulation. Vidal de la Blache observait par exemple en 1894 que « le coup de pouce » de Suez avait permis à la Méditerranée d'entrer « en pleine possession de sa valeur géographique » (voir p. 230). Cette notion n'est pas réductible à ce que Michel Lussault a

appelé la « valeur spatiale », où le terme a une connotation morale et/ou économique (2003, p. 973), mais elle relève toutefois bien d'une lecture sociale de l'espace et de sa sémantisation. La valeur, dans le sens de Vidal, c'est la position, la situation relative, le rôle joué dans la *syntaxe* du monde, dans l'articulation de ses parties entre elles. A l'échelle de la France, lorsqu'il observe, dans le *Tableau*, l'impact de la transformation des réseaux de communication, il emploie une expression très suggestive à cet égard : « Des indices de rapports nouveaux, de changements dans la *valeur réciproque des contrées*, se laisseraient tirer de l'étude analytique des voies de communication, canaux ou chemins de fer, telles que la France du XIX^e siècle a été conduite à les constituer » (1903, p. 381-382. *Nous soulignons*). La notion de « valeur réciproque des contrées », à l'échelle nationale comme à l'échelle mondiale, repose sur l'idée que les lieux se définissent dans leur relation aux autres lieux, que le lieu est un lien (voir p. 413). La valeur ne désigne donc pas tant ce que *vaut* un espace, que le rôle qu'il joue (ou qu'on lui fait jouer, par un aménagement qui est bien, comme à Suez, *mise en valeur*), dans un monde pensé comme totalité unifiée. Tout espace finit par être pensé comme pièce d'un puzzle, comme maillon. La géographie du Monde est une géographie du trait d'union.

1.2.1. Prégnance du « trait d'union » dans le discours géographique

Quand tout espace devient un trait d'union...

Dans le discours géographique sur le monde, un schème du trait d'union (notion éminemment syntaxique), du rapprochement, de la liaison paraît prendre décidément au début de notre période l'avantage sur celui de la séparation, de l'éloignement, de l'isolement. Parfois, c'est encore de l'ordre du devenir ou du fantasme, tel le Sahara que Vidal rêve, en 1911, comme un pont entre deux parties de l'empire français et entre deux zones terrestres, voire comme une future route mondiale (voir p. 223). De même, la Perse est décrite, dans une chronique de Zimmermann de 1913, comme un lien entre l'Europe et l'Orient, tout en n'étant pas encore rattachée au « réseau des communications universelles » (voir p. 218). Mais le constat est massif : la conséquence des innovations technologiques en matière de moyens (la vapeur) ou d'infrastructures (tunnels, canaux...) de communication est, en géographie, que toute terre devient un isthme et toute mer un détroit. On pourrait même parler d'un effet

⁷ Syntaxe a ici le sens de « *mise en ordre des parties d'un tout* » (PHIPPS, 2000, p. 85).

généralisé d'isthme et de détroit⁸, qui s'appliquerait à de vastes portions terrestres⁹, voire même à des continents entiers, par exemple à l'Amérique. La construction des grands transcontinentaux transforme en effet la valeur géographique de ce continent, comme l'énonce Paul Vidal de la Blache dans son article sur « Les chemins de fer en Amérique du Nord » de la revue *France-Amérique* :

Beaucoup d'anciens cartographes ont cru, jusqu'aux voyages de Béring, que l'Amérique du Nord était partie intégrante du continent asiatique : elle est, du moins, dans sa moitié septentrionale comme la culée d'un pont qui y mène. Elle forme trait d'union entre les traversées de l'Atlantique Nord et du Pacifique. Les Transcontinentaux de l'Amérique du Nord ont réalisé le rêve qui hantait au XVI^e et au XVII^e siècle l'ambition des peuples commerçants d'Europe, la route de l'Est par l'Ouest. (1912, p. 75)

Recourant, par le biais d'expressions imagées (« culée d'un pont », « trait d'union »...), à de saisissants raccourcis géographiques, Vidal suggère ici exemplairement que les « valeurs réciproques » des continents et des océans ont été profondément bouleversées dans le sens d'une mise en relation généralisée. Plus loin, Vidal, conjecturant la mise en place de liaisons rapides dans l'Atlantique Sud entre Dakar et le Brésil, prévoit que

l'Amérique entrera ainsi dans la plénitude de son rôle d'intermédiaire entre les autres continents. Placée entre les deux principaux Océans, participant par sa forme allongée à tous les rapports qui s'échangent entre l'Occident et l'Orient, elle est de tous les continents celui qui s'ouvre le plus au dehors, où pénètrent le mieux et où se répercutent davantage les influences mondiales. Ces avantages, comme beaucoup d'autres, étaient latents. Ce sont les chemins de fer qui ont contribué à les mettre en valeur, et qui ont ainsi accentué la signification géographique du continent américain. (1912, p. 78)

Le schème du trait d'union, appliqué à l'ensemble du continent américain, fonctionne à la fois entre l'est et l'ouest, entre le nord et le sud, et se dit en terme d'ouverture « aux influences mondiales ». Comme le « coup de pouce de Suez » a (re)mis en valeur la Méditerranée, le chemin de fer « met en valeur » l'Amérique ; valeur a bien le sens d'un « rôle » joué dans l'économie du monde, et correspond bien à une « signification géographique ». Le caractère téléologique et prométhéen de ces considérations (l'espace a une vocation que la technologie humaine révèle) ne doit pas faire négliger leur importance dans la consolidation d'une représentation unifiée du monde qui s'affirme au tournant du XX^e siècle.

⁸ Camille Vallaux esquisse la théorie d'un effet de détroit valable pour les espaces terrestres et maritimes, puisqu'il définit les isthmes comme des « détroits continentaux » (1908, p. 47)... En arrière-plan ici, la pensée de l'intermodalité entre les réseaux maritimes et les réseaux continentaux.

⁹ Pour Albert Demangeon par exemple, dans *L'Empire britannique*, « les voies ferrées elles-mêmes ont cimenté l'unité britannique en unissant les Océans », et il prend l'exemple du Canada, présenté comme un pont, et comme une « grande chaussée continentale » (1923, p. 87). Voir aussi, sur le Canada, la Figure 22, p. 147.

Pour les géographes de l'époque, l'identité géographique est ainsi fondée sur la mise en communication des espaces : les continents ne sont pas des îles isolées dans l'océan mondial, mais des éléments communiquant les uns avec les autres. Donnons-en un exemple plus tardif, extrait de l'article de Jean Gottmann sur « L'homme, la route et l'eau en Asie sud-occidentale » dans lequel il discute le déclin du Proche-Orient et le recul de son peuplement, généralement expliqué par un dessèchement du milieu. Gottmann ne se satisfait pas de cette hypothèse, préférant lui substituer une explication « par l'histoire de la circulation mondiale, par une histoire de grandeur et décadence commerciales dont l'archéologie nous révèle les traits essentiels » (1938, p. 585). La prospérité de l'Asie Sud-Occidentale dans l'Antiquité tenait au passage d'une grande route de commerce entre l'Ouest et l'Est ; quand elle s'en écarte, la décadence frappe la région, et inversement :

L'histoire de la circulation sur le globe règle la valeur pratique des richesses potentielles de l'Asie du Sud-Ouest. Or ces pays commencent à s'animer peu à peu, reprennent un rôle de carrefour ; la route qui, d'Europe occidentale, mène en Extrême-Orient, les traverse de nouveau. (p. 594)

Ainsi, c'est « la fonction géographique de l'Asie Sud-Occidentale, la route » (p. 600), qui explique les variations de son peuplement et de sa richesse. Gottmann n'est pas loin ici du constat de Louis Poirier en 1947 : les faits de circulation expliquent les configurations changeantes des espaces et des lieux. De la même façon que pour les espaces continentaux, « la fonction géographique », pour reprendre la forte expression de Gottmann, des océans et les mers n'est plus d'être des barrières, mais des liens, non plus des domaines séparés, mais des vecteurs de communication. Le trait d'union est autant continental qu'océanique, ceci grâce à la soudure des courants de circulation que l'on a étudiée dans le chapitre 4. Les lignes de navigation rapide par exemple, confèrent à l'océan Atlantique, selon Maurice Zimmermann, « une importance prépondérante comme trait d'union mondial » (1911e, p. 373) ; c'est ce que représente la Figure 31 construite par Jean Brunhes et Camille Vallaux (voir p. 415). C'est là encore un bouleversement majeur des représentations du monde, très caractéristique de la géographie de 1900, époque de rapprochement généralisé des continents et donc de resserrement des océans (même si Ritter avait déjà bien vu le rétrécissement de l'océan Atlantique...). Max Eckert, dans son article sur la géographie économique, l'évoque pour l'océan Pacifique, en employant le terme de lien : « *Strictly speaking, a world-trade dit not exist till the most recent times, till the Pacific became a link in the world's commercial highways.* » (1907, p. 566). L'établissement de lignes de navigation régulières et rapides apparaît par conséquent comme la condition non seulement du progressif bouclage du monde

mais également d'une revalorisation en profondeur des représentations océaniques (et mondiales). Le rôle des océans dans le monde n'est plus le même : au lieu d'isoler, ils relient. Charles Barrois par exemple, dans un article des *Annales de Géographie* sur la Bretagne, attribue à cette région une fonction « naturelle » de « poste de transit entre deux parties du monde », et en vient à constater que l'Atlantique tient « dans les relations des nations modernes la même place centrale que jadis la Méditerranée » (1897, p. 120). Cette analogie avec la Méditerranée est de très grande portée, car elle synthétise de manière exemplaire l'expérience de la transformation du monde, de son rétrécissement, et la conscience que désormais tous les espaces du monde sont en relation réciproque, que tout continent est un pont et que tout océan devient une Méditerranée. Mais avant d'y venir, il importe de montrer que ce qu'on appelle alors assez souvent l'« océan mondial » (*Weltmeer* en allemand) joue le rôle de support et de condition de toute représentation unifiée du monde.

L'« océan mondial », support de l'unité mondiale ou de l'hégémonie mondiale ?

« On peut dire que, de nos jours, c'est la mer qui fait l'unité matérielle du monde ; elle est l'artère vitale de la circulation humaine. »
Albert DEMANGEON, 1920, p. 304.

Albert Demangeon, dans *Le Déclin de l'Europe*, propose une très claire formulation de ce que le monde est devenu, grâce aux révolutions successives des communications : un ensemble dont les parties sont interreliées et où la continuité des océans et des mers se trouve être le déterminant essentiel. Cette continuité océanique est avant tout une donnée physique fondamentale, « l'enveloppement des grands continents par la mer », selon la belle formule de G.-A. Hückel, dans son commentaire de la *Politische Geographie* de Friedrich Ratzel (1907, p. 13). La notion de continent est ainsi renversée : ce qui était pensé comme continu finit par être associé à la discontinuité. L'idée d'océan mondial est en outre étroitement liée à celle de globalité terrestre¹⁰, elle suppose un modèle sphérique de la Terre. C'est ce que souligne Halford J. Mackinder au début de *Britain and the British Seas* : « *The unity of the ocean is the simple physical fact underlying the dominant value of sea-power in the modern globe-wide world* » (1902, p. 12). Associant la *globalisation* du monde à l'unité océanique, Mackinder évoque également l'importance du « pouvoir maritime » dans l'histoire du monde moderne. Cette idée d'unité océanique du monde, ainsi reliée, mais encore très implicitement, à la question de l'hégémonie européenne et surtout britannique sur le monde (c'est la navigation

¹⁰ Peter Sloterdijk a consacré un chapitre à cette question, « Le monde de l'eau. A propos du changement de l'élément dominant dans les Temps modernes » (2005, p. 62-72). On s'y reportera pour une interprétation philosophique de ce « renversement magellanien » ou de cette véritable « révolution » océanique » (p. 62-63).

européenne qui relie entre eux les océans et donc les continents...), est partagée par un très grand nombre de géographes. Autour de 1900, elle est en plein développement, bien que très ancienne en réalité ; Carl Ritter, dans un passage de l'introduction de l'*Essai de géographie générale comparée*, notait déjà, de manière assez générale, que « la mer unit souvent les espaces terrestres bien plus étroitement que les étendues de terre » (1818, in RITTER, 1852, p. 50). Dans le domaine français, Paul Vidal de la Blache a bien travaillé cette question, particulièrement dans deux paragraphes des *Principes de géographie humaine* intitulés « domaines de navigation » et « l'idée d'hégémonie par l'océan ». Dans le premier, Vidal décrit la fusion progressive de domaines de navigation longtemps isolés :

Ce ne fut donc que peu à peu que la figure de la mer apparut dans sa plénitude. Mais, dès le XVI^e siècle, l'unité du monde des mers formant un système se substitue, dans l'esprit des hommes, à la conception fragmentaire qui faisait de chaque domaine de navigation un monde à part, au-delà duquel on ne se hasardait guère. La mer devint le trait d'union par excellence. Elle seule était capable d'établir des communications régulières et permanentes entre les différents oekoumènes distribués à la surface des terres. (1921, p. 274)

L'océan mondial, une fois reconstruit par l'homme – par l'Européen devrait-on dire, mais Vidal, ici, ne le dit pas –, joue donc le rôle de « trait d'union » universel entre des sociétés jusque là éloignées. Il n'y aurait donc pas d'unité mondiale possible sans « l'unité du monde des mers ». Dans le second paragraphe, Vidal analyse le rêve d'une hégémonie proprement mondiale rendue enfin réalisable par la « fusion des domaines maritimes », c'est-à-dire par l'ouverture de routes mondiales entre les différents océans et mers. Et d'évoquer alors l'empire britannique au travers d'une référence à l'ouvrage de J.A. Froude paru en 1885 : *Oceana or England and her colonies* (p. 275). Le thème de l'océan mondial est de fait intimement lié pour les décennies à venir à cet empire qui « possède dans la mer un principe d'unité interne », selon une formule employée par Albert Demangeon dans *L'Empire britannique* (1923, p. 79).

La continuité physique est donc un élément essentiel de toute unité socio-économique et politique, même si la continuité physique n'apparaît comme telle que par la conquête humaine. C'est ce qu'avait bien vu Camille Vallaux, dont on sait qu'il fut le spécialiste français de la géographie maritime, dans ses deux volumes de *Géographie sociale*. Dans la conclusion de *La Mer*, Vallaux décrit par exemple le rôle de la conquête de l'Océan dans l'instauration d'une dimension (valeur) mondiale de la circulation : « La mobilité sociale et l'extension des échanges n'ont acquis une valeur planétaire, si l'on peut ainsi s'exprimer, que du jour où les hommes ont su s'adapter eux-mêmes et adapter leur technique industrielle aux

conditions de l'existence maritime » (1908, p. 343). Recourant en outre souvent au terme de *Weltmeer*, il définit d'abord l'espace océanique comme isolant les sociétés les unes des autres, les océans Atlantique, Pacifique et Indien jouant le rôle de « vides planétaires, dont les dimensions et les limites ont été longtemps ignorées, et dont l'existence a entravé l'extension de l'œcoumène sur toutes les parties habitables du globe » (p. 344). Mais la *valeur* de l'espace océanique se renverse, quand il devient un espace parcouru :

Le désert d'eau s'est transformé en une grande piste ouverte à tous, où se sont tracées sans obstacle les routes du monde. Il est devenu le champ commun où toutes les races se coudoient avant de se mélanger. Par lui se prépare et se réalise l'équilibre de répartition des hommes à la surface de la planète. (p. 345)¹¹

La valeur de l'espace maritime est bouleversée dès lors qu'apparaissent de nouveaux besoins sociaux et de nouvelles ressources intellectuelles qui, « appliqués à l'élément passif de dispersion qu'était la *Weltmeer*, ont fini par en faire l'instrument par excellence de la fusion sociale et des échanges universels » (p. 348). Cette conquête de la *Weltmeer*, conditionnée, selon Vallaux, par la « pléthore numérique d'un certain nombre de groupes humains » et par « la surproduction industrielle » en Europe, exprime donc à sa façon l'eupéanisation du monde et est elle-même la condition d'une universalisation des échanges et d'une unification démographique et sociale du monde.

Ce renversement de la valeur de l'espace maritime ne se produit pas brutalement avec la révolution des transports au XIX^e siècle, mais court sur toute la période moderne, depuis le premier tour du monde sans doute, qui remplace « l'idée d'une Terre majoritairement terrienne » par « celle de la planète océanique » (SLOTEDIJK, 2005, p. 62). Il courrait même à la limite sur toute l'histoire de l'humanité, si l'on en croit l'idée d'une succession de phases historico-géographiques (fluviale, méditerranéenne, océanique) dans un long mouvement de planétarisation de la civilisation. On conçoit en effet souvent, en Europe au XIX^e siècle, l'histoire du monde non seulement comme un glissement du centre de la civilisation vers l'ouest (Mésopotamie, Grèce, Rome, Europe occidentale, Atlantique...), mais également comme un changement d'échelle de ce centre (les fleuves, la Méditerranée, l'océan Atlantique, éventuellement le Pacifique). Cette représentation repose sur le postulat que le

¹¹ Dans *Le sol et l'Etat*, Vallaux reformule cette même idée de l'océan mondial comme nouveau champ social, dans un passage sur la circulation océanique : « Ce réseau des routes maritimes, où se pressent les paquebots peuplés comme des villes et les cargos aux cales immenses, nous semble hors de l'Etat à un tel point que son existence même nous fait l'effet de préparer l'internationalisation du globe » (1911, p. 259). Il semble développer ici la notion d'« œcoumène de la circulation » (voir p. 147 et p. 147), tout en l'inscrivant dans une lecture que l'on pourrait dire quasiment reclusienne de l'impact géographique de la circulation.

« monde » est un espace de circulation prenant peu à peu les dimensions de la planète. Ici encore, on pourrait aisément remonter à Ritter, cité sur ce point par E. Kapp dans un ouvrage de 1845 intitulé *Die Politische Geographie* :

Il apparaît que l'eau est non seulement dans la géologie et la végétation, mais aussi dans l'histoire des animaux et des peuples, à l'origine de l'ascension des cultures. Ce mouvement part des pays fluviaux, des côtes maritimes, des mers intérieures, pour aboutir aux relations mondiales à travers les océans. (RITTER, cité par KAPP, cité par RAFFESTIN (*et alii*), 1995, p. 18)¹²

Pour notre période, on trouverait un grand nombre d'exemples de ce modèle fondé sur l'eau¹³. Ainsi Pierre Clerget, dans *L'exploitation rationnelle du globe*, écrit-il « qu'avant d'être méditerranéenne, puis océanique, la civilisation a été potamique et s'est installée au bord des quatre grands fleuves historiques » (1912, p. 37). Camille Vallaux y sacrifie également, dans *La Mer*¹⁴, ou, avec Jean Brunhes, dans *La géographie de l'histoire* :

Ce serait un point de vue un peu unilatéral, mais riche tout de même en vérité profonde, que celui qui diviserait l'histoire politique du monde en quatre phases : la phase fluviale (avant toute conquête de la mer), la phase méditerranéenne, la phase atlantique et la phase océanique. La quatrième phase commence sous nos yeux. L'Océan devient le champ clos des compétitions, des jalousies et des tendances conquérantes, entre les chaînes d'Etats, formés ou en formation, solidement maillées autour de lui. (1921, p. 317)

Vallaux et Brunhes dissocient la phase océanique en une phase atlantique et une phase océanique à proprement parler, celle-ci ne débutant qu'avec l'intégration de l'océan Pacifique dans la circulation générale, ce qui se fait seulement au tournant du XX^e siècle. On voit également que Brunhes et Vallaux décrivent ces phases comme les configurations spatio-temporelles de la compétition politique et économique, et la phase océanique, comme celle qui est de dimension véritablement planétaire. On rejoint alors cette autre idée-force de la géographie de l'époque : la maîtrise de l'espace maritime est la condition de toute domination sur le monde. Vidal de la Blache l'a bien montré pour l'Empire britannique, Ratzel n'a cessé

¹² En 1818, dans l'introduction de *l'Essai de géographie générale comparée*, Ritter remarquait aussi que « l'eau apparaît comme le principe de base de la multiplication des civilisations depuis les pays fluviaux, les côtes marines et les mers intérieures jusqu'à la communication universelle par les océans » (*in* 1852, p. 52). Mais il n'est pas certain qu'il ne s'agisse pas là de deux traductions/adaptations du même passage.

¹³ On a vu que cette marche vers l'ouest était présentée par Halford Mackinder comme une « formule » rudimentaire d'interprétation de l'histoire universelle. A la même époque, Reclus critique aussi cette « théorie », cette « thèse classique » dit-il, cette « prétendue loi du progrès déterminant le transfert successif du foyer mondial par excellence dans le sens de l'Orient à l'Occident » (1908, p. 524). Elle n'en garde pas moins, sur notre période, une certaine évidence symbolique, que l'on retrouvera avec la question du Pacifique.

¹⁴ « Au point de vue du monde occidental, tout au moins, la civilisation a passé de la phase *fluviale* à la phase *méditerranéenne*, puis à la phase *atlantique* ; elle entre aujourd'hui dans la phase *océanique*. » (1908, p. 4-5). Il est notable que Vallaux relativise la validité du modèle en le rapportant à une lecture « occidentale » de l'histoire du monde : c'est un exemple assez rare de décentrement du regard, qu'on retrouve cependant dans l'extrait suivant, daté de 1921 (« un point de vue un peu unilatéral »).

de revenir sur ce point, y consacrant notamment sa brochure de 1900 sur *Das Meer als Quelle der Völkergrösse* (La mer comme source de la grandeur des peuples). Il montre aussi, dans la *Politische Geographie*, que cette domination mondiale par la mer est liée à la succession des phases historico-géographiques :

L'élargissement de l'horizon géographique (...) n'a cessé de mettre au service de l'accroissement territorial des peuples de nouveaux espaces et chaque progrès effectué dans la connaissance de la terre a trouvé son expression politique. C'est ainsi que se sont succédé des puissances à l'échelle de toute la Méditerranée, de l'Occident européen à l'Orient eurasien, de la zone atlantique, enfin, à la planète tout entière. (1903, p. 191 de la traduction)

L'enjeu est que, comme l'observe Vidal, une « réaction continentale » est possible, prend même forme, notamment grâce aux chemins de fer transcontinentaux (1921, p. 277-278). Beaucoup des réflexions sur les puissances mondiales, sur la politique mondiale, prennent sens dans cette perspective : le monde fini, c'est ici l'aboutissement du renversement des valeurs des continents et des océans – de l'océan devenu un. C'est le monde devenu archipel de continents, ensemble d'îles reliées par des espaces maritimes articulés, naturellement ou artificiellement, entre eux (sur la notion d'archipel, voir ARRAULT, 2005b). Mais il existe une autre façon d'interpréter le rétrécissement du monde du point de vue « maritime », quelque peu en contradiction avec celle de l'océan mondial : ce n'est plus l'ensemble des terres qui est ceinturé d'eau, mais les étendues d'eau qui sont entourées de terres, et les océans qui sont pensés comme des méditerranées.

1.2.2. La signification de l'analogie méditerranéenne

L'analogie est pour nous, une façon de dire qui pallie un manque conceptuel : à défaut de pouvoir généraliser et employer une notion, on compare des réalités, on emploie des notions provenant d'autres domaines, on applique à un objet un mode de penser élaboré pour un autre objet. Concernant l'analogie méditerranéenne, qui est peut-être surtout métaphore, il nous a paru qu'elle exprimait une certaine expérience de la mondialisation (ARRAULT, 2006a). Nous ne traitons pas ici de la comparaison de la Méditerranée à des espaces maritimes d'ordre de grandeur équivalent (les Méditerranées américaine et asiatique, éventuellement la Mer du Nord ou la Baltique etc.). Ce processus ancien de généralisation notionnelle est fort avancé dans les années 1900. Camille Vallaux fait par exemple grand usage de la notion de méditerranée ; dans un paragraphe sur « Les Méditerranées et leurs caractères généraux », il note qu'elles sont des « bassins à demi fermés, clos par des archipels comme la mer des Antilles ou les mers de l'Insulinde, ou par de grandes presqu'îles comme la Méditerranée d'Europe, et développés les uns et les autres dans le sens du méridien, sous des climats chauds

ou tièdes qui favorisaient une extension rapide de l'œkoumène, sont devenues les centres de rencontre des peuples, et, par suite, les zones de formation de variétés sociales sans cesse renouvelées » (1908, p. 182). Selon la typologie des « modèles de méditerranées » établie par Roger Brunet en 1995, cet usage relèverait des modèles du lac, du foyer et du détroit, les Méditerranées étant pour Vallaux des « traits de jonction » (1908, p. 45). Si l'on en croit Vallaux en outre, dominait avant les grandes découvertes « la croyance profondément enracinée chez les hommes d'Europe et d'Asie que les mers étaient toutes *méditerranéennes*, comme celles qu'ils avaient sous les yeux et qu'ils avaient coutume de parcourir » (1908, p. 168). Avant de se rendre compte de la grandeur des océans, un schème méditerranéen habitait donc la conscience géographique, « un tour d'esprit méditerranéen » qui poussait les hommes du Moyen Âge à couvrir d'îles et de terres l'océan qu'ils imaginaient bien plus restreint en étendue que les terres émergées (p. 169). Ce schème méditerranéen, qui recule pendant les découvertes, revient en force au XIX^e siècle, mais sur un autre mode : d'une sous-estimation imaginaire de l'étendue des océans, on passe à leur rétrécissement relatif sous le coup d'innovations technologiques rendant leur parcours plus rapide, sûr, régulier. Et Vallaux recourt alors à l'analogie méditerranéenne, dans sa conclusion par exemple, lorsqu'il évoque les grandes migrations transatlantiques des Européens : « Dès maintenant, l'Atlantique est, si l'on peut ainsi parler, la Méditerranée de la race blanche » (p. 352). Mais Vallaux n'est pas le seul géographe, loin s'en faut, à recourir à cette analogie, et celle-ci ne doit pas être comprise uniquement sous cet angle démographique et ethnologique : elle exprime aussi une lecture européocentrée des grands équilibres économiques et politiques.

L'océan Atlantique comme Méditerranée du monde occidental

L'analogie méditerranéenne s'applique surtout à notre époque à l'Atlantique : elle fonctionne sur le même plan que le modèle des phases historico-géographiques, et on a vu que la phase océanique (ou Pacifique) avait à peine débuté dans les années 1900. Mais il est clair que cette analogie relève d'un mode de penser faisant se succéder au cours de l'histoire, avec le statut de mer intérieure, la Méditerranée, l'Atlantique et le Pacifique (accessoirement d'autres océans comme les océans Indien et Arctique) : l'élargissement de l'horizon géographique à la planète entière et le rétrécissement du monde, la *réduction* des distances et la contraction des superficies, entraîneraient de la sorte à la fois le glissement de la fonction de *mare nostrum* et son propre agrandissement. Depuis la Renaissance, c'est ainsi l'Atlantique qui joue peu à peu le rôle de la Méditerranée à l'échelle du monde. Du fait des progrès de la navigation maritime, Carl Ritter avait déjà en son temps reconnu l'« étroitesse »

de l'Atlantique : « L'océan Atlantique n'est plus qu'un étroit bras de mer ou encore un grand canal » (1833 in 1852, p. 143). Ce propos se retrouve, plus ou moins explicitement, dans une foule de textes géographiques, par exemple dans le « Dernier mot » de la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus : « L'Atlantique, si large avant les Vikings de Norvège et les marins génois, est devenu dans le langage des matelots un simple “fossé” que l'on traverse en cent heures » (1894, p. 764). Comment fonctionne cette analogie, qui n'est, dans un tel extrait, qu'implicite ? Pourquoi en vient-on, dans les années 1890-1900, à qualifier l'océan Atlantique de Méditerranée ? Nous avançons l'hypothèse que la finalité de l'analogie méditerranéenne quand elle s'applique à des océans, est de rendre compte d'une expérience inédite du monde. La Méditerranée devient en conséquence, pour les géographes et pour d'autres observateurs, une aune à laquelle mesurer la dimension ou la grandeur nouvelle du monde, comme un point de comparaison privilégié pour donner sens au rétrécissement de la planète, au bouleversement de l'espace-temps. L'eurocentrisme foncier de l'analogie (la Méditerranée, c'est la mer des Européens...) ne doit pas cependant occulter le fait qu'elle exprime aussi, dans son glissement vers l'Ouest, le sentiment d'un décentrement progressif voire d'une disqualification de l'Europe, d'une perte de centralité – point sur lequel nous reviendrons dans la conclusion de cette partie. La nouveauté de cette pratique, en tout état de cause, à la fin du XIX^e siècle, est bien signalée, à notre sens, par les modalités syntaxiques et typographiques dont use Elisée Reclus dans une précoce application explicite de l'analogie méditerranéenne à l'Atlantique, première phrase du volume de la *Géographie universelle* intitulé *Océan et Terres océaniques* :

L'océan Atlantique peut être considéré comme une « méditerranée ». De même que la nappe « sans bornes » des eaux où se hasardaient avec terreur les premiers navigateurs hellènes finit par se révéler « mer close » (...), de même le formidable Atlantique, encore tenu pour illimité il y a quatre siècles, se révèle à son tour comme une vallée sinueuse entre les deux moitiés de l'hémisphère continental. (1889, p. 1)¹⁵

L'analogie, qui est ici comparaison prudente, participe donc de l'expérience du monde fini, et elle se diffuse dans les années 1890-1900, avec une dimension transnationale. En Angleterre, Halford Mackinder en offre un remarquable exemple : dans *Britain and the British Seas*, il

¹⁵ Une occurrence plus ancienne, également modalisée, se rencontre dans l'article de 1880 de S. Cantagrel paru dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*. Décrivant le mouvement vers l'Occident de la civilisation, passant d'abord de la Mésopotamie à la Méditerranée, il écrit : « Le mouvement ne s'arrête pas ; la poussée continue. L'océan Atlantique est là qui barre la marche ; il faut le franchir. C'est alors que commence ce grand drame, le plus important de l'histoire du monde, dans l'ordre des progrès matériels, l'ère de la grande navigation et des grandes découvertes. Le résultat obtenu ; l'Atlantique devenu, pour les peuples modernes, comme une sorte de Méditerranée agrandie, le mouvement cesse-t-il ? Non. les côtes orientales de l'Amérique se peuplent,

montre en effet que l'élargissement du monde depuis le XV^e siècle a fait évoluer la position de la Grande-Bretagne de bout à centre du monde, et a fait de l'océan Atlantique une nouvelle Méditerranée. Mackinder réinterprète alors la signification (ou la valeur) géographique des continents et des océans, en faisant même apparaître un « *mediterranean ocean* » (Figure 32) :

The historical meaning of the Columbian discoveries can best be realised by turning a terrestrial globe so that Britain may be at the point nearest to the eye. Europe, Asia, Africa, and two Americas are thus included within the visible hemisphere ; but the chief feature even of the land-half of the globe is a great arm of mediterranean ocean, Atlantic and Arctic, winding northward through the midst of the lands to encircle the pole, and to end beyond on the shores of Alaska and Siberia. (1902, p. 1-2).

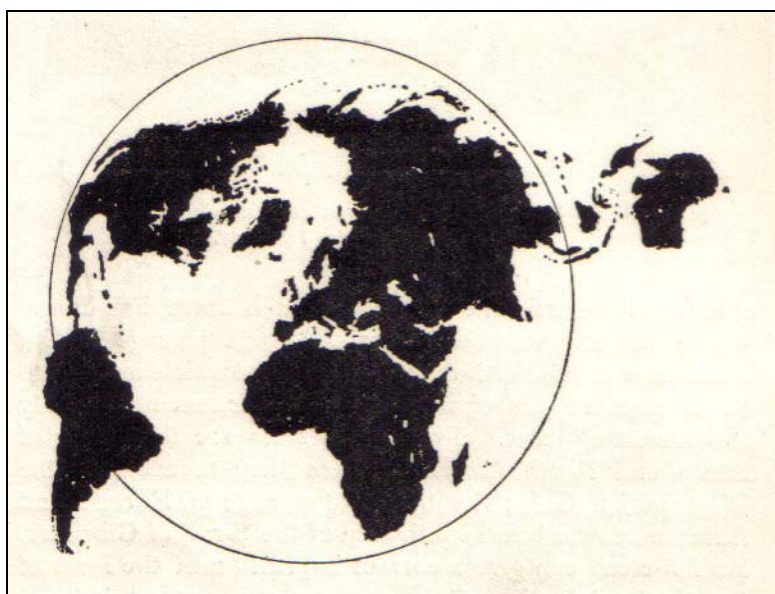


Figure 32 : « The Land Hemisphere, showing the Mediterranean Ocean and the central position of Britain » (MACKINDER, 1902, p. 4)

Cette manière de placer l'océan Atlantique (accru de l'océan Arctique) au centre du monde (ou de l'hémisphère terrestre), est le pendant des théories ultérieures du « pivot » continental du monde : le risque, pour Mackinder et pour l'Angleterre, c'est que la puissance du pivot l'emporte sur celle de l'océan méditerranéen...

En Allemagne, certains élèves de Friedrich Ratzel développent des argumentations similaires, au moins au plan descriptif, sinon au plan normatif. C'est le cas par exemple de Max Eckert, dans sa participation à l'ouvrage réalisé pour le soixantième anniversaire de Ratzel (l'ouvrage jubilaire devient hommage posthume, car le destinataire est décédé entre temps), participation intitulée « *Der Atlantische Ozean handelsgeographische Mittelmeer betrachtet* ». Louis Raveneau en a fait le résumé suivant pour la *Bibliographie* :

une nation forte et puissante y grandit. Le continent qui la porte est franchi, et la civilisation se trouve aujourd'hui devant l'immense océan Pacifique qu'il faut sillonner. » (1880, p. 341)

Le commerce a fait de l'Océan Atlantique la mer Méditerranée du globe (Weltmittelmeer). Comparaison du monde atlantique moderne avec le monde méditerranéen ancien : durée des trajets, fréquence des relations, puissance croissante des voiliers et des vapeurs. (1905, p. 55)

L'analogie est donc fondée sur le commerce et les communications, sur les relations de plus en plus intenses entre des régions du monde qui ne sont pas n'importe lesquelles, mais les plus développées, les pôles de ce qu'on va commencer à appeler l'occident. Paul Vidal de la Blache, également dans un compte rendu d'un texte allemand pour la *Bibliographie géographique*, reprend à son compte les idées de l'historien Weule, qui est l'un des coauteurs de la *Weltgeschichte* de Helmut, dans sa participation au huitième volume sur l'histoire moderne et contemporaine de l'Europe occidentale. Weule y étudie la « signification historique de l'Atlantique ». Longtemps « lacune dans l'Œkoumène », il devient cependant, à partir de Christophe Colomb, « le point d'appui des idées de domination universelle » :

Mais voici que, depuis 1898, les Etats-Unis sont entrés dans la voie des annexions océaniques et que déjà auparavant, comme puissance d'industrie et de capitaux, ils ont commencé à peser sur l'Europe. L'Atlantique est devenu une sorte de Méditerranée par laquelle communiquent les deux principaux foyers de notre civilisation. (1904, p. 48)

Vidal partagerait ainsi la même conception que Ratzel et ses émules quant au caractère décisif des espaces maritimes dans la géographie politique et économique du monde. L'analogie méditerranéenne appliquée à l'océan Atlantique surgit bien pour exprimer cette expérience diffuse quoique, on le voit, très prégnante, de la transformation du monde, à la fois rétrécissement général et bouleversement des équilibres politiques et économiques, avec le passage du foyer unique de civilisation (européen) au double foyer (occidental). Dès avant 1914 par ailleurs, la logique est déjà virtuellement étendue à l'océan Pacifique, du fait du développement des Etats-Unis et du Japon (voir le texte de Cantagrel cité plus haut) ; ce qui représente un surcroît d'inquiétude pour les Européens...

Devenir de l'analogie dans l'entre-deux-guerres

L'océan Pacifique serait donc voué à devenir la future Méditerranée du monde, quand il sera pleinement intégré aux circulation mondiales – et que la rive asiatique se sera suffisamment développée pour concurrencer réellement l'Europe et les Etats-Unis. Or, à la date où nous nous trouvons, c'est loin d'être le cas, et cela commence peut-être tout juste à l'être aujourd'hui, si même jamais cela doit être. Car l'idée du Pacifique comme nouveau centre du monde relève d'une mythologie qui ne cesse de revenir sur le devant de la scène, y compris à la fin du XX^e siècle (MARGOLIN, 1984 et 1993) et au début du XXI^e, avec la fulgurante ascension de la Chine. Mais en tout état de cause, c'est-à-dire que cela soit juste ou

non, les géographes, parmi d'autres, expriment une inquiétude qui va croissant dans les années 1920 et 1930, celle que le Pacifique remplace l'Atlantique comme centre du monde, et donc comme Méditerranée. L'inquiétude se décèle déjà dans le discours sur le bouclage du réseau mondial de circulation dans les années 1900-1910. Mais elle se renforce très nettement après la Première Guerre mondiale, comme en témoigne cet extrait de la conclusion de la partie consacrée, dans la *Géographie universelle* Vidal/Gallois, à l'Océanie :

Après la Méditerranée, lac entouré de petits pays, après l'Atlantique, canal entre deux continents, l'immense Pacifique est devenu un centre économique et politique, une mer intérieure, mais aux dimensions de l'activité moderne ; car la vapeur et le mazout, en attendant l'aviation, ont réduit pratiquement le Grand Océan, un tiers environ de la surface terrestre, à l'étendue de l'Atlantique au début du XIX^e siècle et presque de la Méditerranée au temps des galères. (PRIVAT-DESCHANEL, 1930, p. 278)

Paul Privat-Deschanel montre très bien que l'analogie méditerranéenne résulte du rétrécissement des distances-temps, que c'est même ce rétrécissement qui justifie l'analogie, et que la Méditerranée est pensée comme espace de centralité à la fois économique et politique. Si des géographes comme Jean Brunhes et Camille Vallaux ne considèrent pas que le Pacifique puisse être réellement unifié politiquement (1921, p. 557), il est clair que beaucoup, dans les années 1920 et 1930, prédisent qu'il va tomber sous la coupe d'un impérialisme ou d'un autre, autrement dit l'américain ou le japonais. C'est particulièrement le cas des géopoliticiens allemands, et en premier lieu de Karl Haushofer pour qui le Pacifique doit revenir au Japon (KORINMAN, 1991, p. 226 *et sq.*). Mais l'examen de ce point nous mènerait présentement trop loin, et empièterait sur la fin du chapitre suivant, où nous examinerons le problème du Pacifique comme emblématique d'un monde déchiré par des rivalités économiques et politiques. Contentons-nous de souligner la prégnance de la crainte que le Pacifique ne devienne la nouvelle Méditerranée. Albert Demangeon l'exprime clairement dans une série de textes des années 1920, par exemple au début du volume de la *Géographie universelle* consacré aux *Iles Britanniques* :

L'horizon de l'humanité s'est étendu. Longtemps borné à la Méditerranée, il n'embrassait même pas la Grande-Bretagne. Brusquement agrandi par l'Atlantique, il plaça le petit archipel au centre de la civilisation universelle. Et, de nouveau, le centre de gravité du monde s'éloigne vers l'Ouest ; le courant des transports maritimes, qui longtemps afflua vers l'Europe occidentale seule, se renverse partiellement sous l'influence du foyer de production, de consommation et d'épargne qui s'est fondé aux Etats-Unis. Et le Pacifique, longtemps considéré comme un océan de confins et d'antipodes, devient l'un des carrefours du monde ; longtemps excentrique par rapport au mouvement international, il agit maintenant comme un centre indépendant ; ses deux rives, qui depuis un siècle s'orientaient, l'une, vers l'Occident, et l'autre, vers l'Orient, se retournent l'une vers l'autre et deviennent les façades d'une nouvelle Méditerranée. Et voici que l'archipel britannique et les pays de l'Europe occidentale se retrouvent à l'écart par rapport à ces constellations nouvelles. (1927, p. 5)

Pour Demangeon, dont le point de départ rappelle les positions de Mackinder en 1902 (voir p. 438), ce glissement vers l'ouest du « centre de gravité du monde » (expression récurrente chez lui) est l'une des manifestations du déclin de l'Europe. On retrouve le même raisonnement chez André Siegfried, nous le verrons, et chez d'autres auteurs aussi, comme Maximilien Sorre dans ce long extrait plus tardif des *Fondements de la géographie humaine* :

Notre âge aura vu les grandes unités terrestres entrer les unes après les autres dans la sphère de l'activité politique. Le rôle que l'Atlantique a joué autrefois, et qu'il avait hérité de la Méditerranée, passe désormais en partie au Pacifique. L'attention portée par les Etats-Unis à tous les marchés d'Extrême-Orient, la pesée russe vers les eaux libres de la Mer de Chine, l'ouverture de la succession japonaise, les efforts des puissances européennes pour sauver ce qui peut être sauvé de leur grandeur dans cette Asie du Sud-Est et cette Insulinde si riches en produits précieux font de cet océan une région de rencontre pour les ambitions et les convoitises. Les Etats de l'Amérique du Sud restent un peu à l'écart de cette vie générale. L'opinion nord-américaine a pris conscience de l'existence de problèmes spécifiquement pacifiques où les Etats-Unis sont spécialement intéressés, surtout, semble-t-il, depuis l'ouverture du canal de Panama. Le caractère passionné des discussions soulevées au cours des conférences du Pacifique en souligne l'importance. Plus récemment, une autre aire océanique vient d'entrer dans ce qu'on pourrait appeler l'œkoumène politique : c'est le bassin arctique. La colonisation de ses rivages sibériens, la prospection de ses rives canadiennes et par-dessus tout la possibilité du survol des régions polaires ont fait ce miracle. (1948, p. 201)

Reprenant le même schéma analytique, Sorre a le mérite de poser une nouvelle question, celle de l'Arctique, dont on trouve d'autres formulations, à partir des années 1940, par exemple dans cet article du *Monde* de 1947 d'un certain Paul Stern, pour qui l'Océan Arctique, dans le contexte de la Guerre Froide naissante, est la nouvelle « Méditerranée du monde ». Les deux Blocs s'y rapprochent en effet bien plus qu'ailleurs et « ces déserts glacés, jugés insurmontables autrefois » deviennent alors paradoxalement, grâce aux progrès techniques (aviation, balistique...), le nouveau centre du monde. Mais cette « méditerranée » a une valeur qui est autant de trait d'union que d'espace de division ou de confrontation : les deux représentations sont donc étroitement mêlées dans l'analogie méditerranéenne, qui témoigne donc encore une fois d'une expérience très européenne du monde. Une expérience de la crise européenne, de la crise de la vision d'un monde centré sur l'Europe.

2. De la mainmise à la déprise : l'Europe dans le monde

La notion de crise européenne renvoie spontanément, quand on est géographe, au *Déclin de l'Europe* d'Albert Demangeon, à *La crise de l'Europe* d'André Siegfried, mais renvoie aussi plus largement aux textes de Paul Valéry¹⁶, au *Déclin de l'occident* d'Oswald Spengler,

¹⁶ Et notamment la fameuse déclaration de 1919, dans « La crise de l'esprit » : « Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles ».

ou encore à *La crise de la conscience européenne* de Paul Hazard (qui paraît la même année que l'ouvrage de Siegfried, en 1935)... Autant d'ouvrages qui ont tous été déjà largement analysés par un grand nombre d'historiens : nous n'aspirons qu'à étudier la façon dont les discours sur la crise de l'Europe manifestent (ou s'insèrent) dans une pensée du Monde. Le premier XX^e siècle, même avant 1914, peut être analysé de fait, et nous avons commencé à le faire, comme une période de crise pour l'Europe, éventuellement une crise de la conscience européenne, mais pas au sens de Paul Hazard. Le terme de crise n'a pas en effet pour lui le même sens que pour Valéry ou que pour Siegfried¹⁷. Quand l'historien Michel Trebitsch analyse « La crise de la conscience européenne avant 1914 », il s'inspire de Hazard, et accorde au mot crise un sens positif : il avance l'idée que les Européens se sentent alors pleinement les maîtres du monde (2004, p. 20) et que ce sentiment donne naissance à l'idée d'Europe, à une conscience européenne, fondée sur la notion de civilisation (p. 31). C'est cette naissance qu'il nomme « crise de la conscience européenne ». Nous reviendrons plus loin sur la position de M. Trebitsch, mais d'ores et déjà, il nous paraît négliger le rôle du sentiment de crise (au sens d'une mise en difficulté) de l'Europe dans cette émergence de l'idée européenne. Une crise qui passerait par la remise en question de l'hégémonie européenne dans le monde, ou de l'unité du monde sur le mode européen.

Car l'unification du monde est bien, en un certain sens, le produit de la conquête de la planète par l'Europe depuis la Renaissance. Nous avons dit par exemple comment Reclus percevait en 1908 encore l'achèvement du monde, son bouclage dans le Pacifique, comme une œuvre de conquête européenne. L'uniformisation des sociétés est également souvent pensée comme une européanisation, et plus précisément comme l'extension du modèle urbain et industriel des sociétés européennes (voir p. 422 *et sq.*). Mais deux éléments cependant nous incitent à penser que ce modèle se transforme autour de 1900 : d'abord un certain nombre d'espaces dominés se sont émancipés et deviennent des puissances concurrentes des pays européens, ensuite l'Europe n'est plus seule dans le mouvement de colonisation. Les Etats-Unis et le Japon s'avèrent les deux principaux acteurs d'une mise en cause de l'européanisation, voire d'une *déseuropéanisation* du monde qui dénoue ce que des siècles d'hégémonie européenne avaient noué. Notre hypothèse est que le passage d'une mainmise européenne sur le monde à une déprise – même relative – permet l'entrée du monde dans la

¹⁷ Hazard considère en effet la crise comme une transformation intellectuelle et culturelle : l'avènement, entre 1680 et 1715, de « l'esprit du dix-huitième siècle » (1935, p. IX). Sa « crise de la conscience européenne » est donc davantage une mutation des mentalités en Europe qu'une remise en cause de l'idée européenne ou qu'une inquiétude touchant à l'identité, au statut, au rôle de l'Europe dans le monde, voire au sentiment d'être Européen.

mondialisation au sens propre. Et cela, rien ne nous le suggère mieux que cet extrait du *Déclin de l'Europe* de Demangeon :

L'unité de la terre s'était réalisée sur un plan européen ; plusieurs plans qui s'ébauchent vont dissocier cette œuvre ; certaines parties de la terre s'uniront sur un plan américain, d'autres sur un plan japonais ; il n'y aura plus unité, mais pluralité d'influences. C'est le démembrement de l'empire de l'Europe, de cet empire dont l'exploitation avait fondé sa fortune. (...) Civilisation matérielle, méthodes de travail, tout se répand, se transmet, s'égale par le monde ; dans cette œuvre de diffusion, il s'accomplit une division du travail ; le partage se fait entre l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Archipel japonais, entre deux groupes de race blanche et un groupe de race jaune. Il existe maintenant plusieurs foyers de haute humanité au lieu d'un. Depuis les grandes découvertes, le monde s'était européenisé ; sous l'influence de continents et de peuples plus jeunes dans le progrès, il tend à se régionaliser. Il se prépare un nouveau classement des régions de la terre où l'Europe ne tiendra plus seule la tête. (1920, p. 311-313)

Ce texte est, de notre point de vue, tout à fait essentiel dans la compréhension et même dans la fondation géographique de ce qu'est la mondialisation : non pas d'abord ou seulement une unification du monde (qui existe cependant sous la forme de ce que Braudel appelait la « civilisation matérielle »), mais une rupture d'unité, une dissociation, une pluralisation, une « régionalisation ». Il n'y a plus une puissance dominante, un « empire », mais un groupe de puissances rivales et partenaires à la fois. La modernité de cette analyse du système mondial, dominé par trois « foyers de haute humanité », impose une comparaison avec le modèle contemporain de la Triade, pour reprendre l'expression de Kenichi Ohmae en 1985, celui même du « jeu mondial » à plusieurs d'Olivier Dollfus (voir plus bas p. 447).

2.1. L'eupéanisation du monde et ses limites

« La colonisation de la planète par l'Europe – on dirait volontiers l'eupéanisation de l'œkoumène – du XVI^e siècle à la fin du XIX^e siècle est un phénomène d'une ampleur incomparable. »
Maximilien SORRE, 1961, p. 237.

La dynamique que nous appelons et que les géographes de l'époque appelaient déjà eupéanisation (ou eupéisation comme dans la citation de Sorre), exprimerait donc l'unification du monde par l'Europe, ce qui inclut évidemment la colonisation. Le monde fini, rétréci, unifié, est le produit d'une domination politique et économique : l'Europe, selon une expression éclairante de Demangeon, avait « en quelque sorte mis le monde en régie » (1920, p. 70). Or les géographes, dès les années 1890-1900, perçoivent très bien l'effritement de la position spécifique de l'Europe dans le monde (voir p. 275). C'est pour eux l'occasion d'une réflexion parfois implicite, parfois très explicite, sur la signification et la portée de la notion d'eupéanisation, réflexion qui est parfois porteuse d'une mise à distance (à défaut d'une critique) de l'eupéocentrisme (voir par exemple la note 14, p. 435).

2.1.1. Colonisation et mondialisation

Un problème de définition se pose tout d'abord : qu'est-ce que l'eupéanisation, qu'est-ce que la colonisation pour les géographes de l'époque ? Il est plus facile de donner des définitions historiennes de ces processus que de dégager leur signification pour les géographes, peu soucieux de clarifier le sens de notions qui vont de soi. Néanmoins, la logique de l'eupéanisation et de la colonisation est identique : il s'agit d'une expansion qu'on peut rapporter, sans trop de difficulté, à une inspiration biologique¹⁸. L'Européen, dans cette vision biologique commune aux géographes des années 1900, représenterait l'élément le plus dynamique de l'espèce : c'est donc lui qui se répand dans le monde et colonise, comme une espèce végétale ou animale, d'autres espaces. C'est tout à fait l'esprit de l'un des rares textes d'un géographe des *Annales de Géographie* à prendre la colonisation en tant que telle pour objet d'étude : « La colonisation européenne dans le monde » de Maurice Zimmermann paru en 1908 dans la *Revue de Géographie*¹⁹. Quant à l'eupéanisation, c'est une notion plus large, englobant à la fois la colonisation à proprement parler (la conquête et l'exploitation de territoires occupés par d'autres sociétés), la mise en place de réseaux de communication modernes centrés sur l'Europe, un système économique où l'Europe consomme et transforme ce que produit le reste du monde, un système migratoire qui voit des dizaines de millions d'Européens se répandre dans le monde, la diffusion de la culture et des modes de vie européens... L'eupéanisation est aussi et peut-être avant tout une conception du monde où l'Europe est le centre du monde et où le monde est vu du point de vue de l'Europe.

Aperçus théorique et historique sur le rôle de la colonisation dans la mondialisation

« La mondialisation s'amplifie au XIX^e siècle, avec le déferlement de l'Europe colonialiste sur l'ensemble du globe »

Edgar MORIN, *Le Nouvel Observateur*, octobre 1990, cité par FERRI, 2005, p. 216.

La colonisation, surtout dans son développement au XIX^e siècle, est généralement considérée comme une phase ou une étape de la mondialisation, voire comme l'une de ses composantes. C'est le sens par exemple de la phrase d'Edgar Morin citée en épigraphe, qui identifie assez nettement colonisation, eupéanisation du monde et mondialisation. Il arrive

¹⁸ Dans un sens plus spécifique, la colonisation est aussi la mise en valeur, la transformation d'un espace par l'aménagement et l'installation de colons, sans qu'il y ait conquête, comme dans la colonisation intérieure.

¹⁹ « Il est d'ores et déjà possible de jeter un coup d'œil d'ensemble sur l'immense carrière où la race européenne s'est engagée, de mesurer les points de départ, les étapes franchies et les limites mêmes qui semblent vaguement se dessiner dans la brume des événements futurs. C'est cette étude que nous voulons aujourd'hui tenter. Du point de vue très élevé d'où nous envisagerons les choses, nous emploierons le plus souvent le mot de "colonies" dans son acception la plus large, l'acception biologique. C'est pourquoi, comme les naturalistes considèrent les

que l'on considère l'expansion coloniale en tant que telle comme *une* mondialisation, et nous nous référons ici au titre de l'ouvrage de l'historien Serge Gruzinski, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*. Cette distinction nous conviendrait à la rigueur. Inversement, la question qui peut se poser aujourd'hui est de savoir si la mondialisation reproduit une domination coloniale ou impérialiste (si elle est *un* colonialisme) ou bien si elle accompagne l'émancipation postcoloniale, et donc participe de la déseuropéanisation voire de la désoccidentalisation du monde et du regard sur le monde. Ce qui nous paraît devoir être observé, dans le cadre et pour l'époque qui sont les nôtres, en fonction du corpus étudié et des récurrences thématiques, lexicales ou notionnelles repérées, c'est que, si la colonisation est bien analysée par les géographes de 1900 comme une européanisation du monde, l'européanisation n'est pas, elle, directement (c'est-à-dire ni seulement ni exclusivement) assimilable à la mondialisation, disons au processus producteur d'un niveau mondial de réalité géographique. Autrement dit, là où Christian Grataloup peut écrire que « le résultat de la mondialisation a été une européanisation du Monde » (2007, p. 95), renversant peut-être le lien de causalité, nous sommes plutôt amené à penser que l'européanisation a été un processus participant à la mise en place du niveau mondial, mais avant tout un processus de « découverte » et de conquête de la planète par les Européens. Et donc un préalable à la mondialisation au sens propre, qui apparaît quand cette mainmise européenne précisément, se défait. Comment les géographes de l'époque conçoivent-ils le mouvement colonial et en font-ils l'histoire ? Ils utilisent de fait souvent le terme européanisation, et dans différentes langues, ce qui est un bon indice de l'importance de cette notion. Ainsi Friedrich Ratzel, dans sa *Politische Geographie*, aborde-t-il la colonisation en insistant notamment (dans le paragraphe 75 intitulé significativement « *Europäisierung* ») sur le rôle joué par la nécessité d'évacuer le trop-plein démographique des nations dynamiques vers des espaces pas, peu ou moins peuplés, qui deviennent les colonies : « Ainsi, de même que la Grèce hellénisa jadis les pays méditerranéens de Massilia jusqu'à Alexandrie, de même l'Europe a européanisé toutes les autres parties de la terre et seul le climat semble pouvoir mettre un obstacle efficace à cette invasion » (1903, p. 144 de la traduction). L'Allemand Max Eckert emploie également le terme, mais en anglais, dans l'article de 1907 déjà utilisé :

Trade and commerce have europeanised the globe, and the study of these phenomena, and especially the study of commercial geography, is becoming daily more necessary for the states taking part in the world struggle. (p. 568)

colonies animales, ainsi nous nous efforcerons de considérer les colonies européennes, qu'elles dépendent encore ou qu'elles se soient affranchies de leur métropole. » (1908, p. 629)

Le contexte, davantage économique que colonial, semblerait donc être désormais celui d'une concurrence à l'échelle mondiale remplaçant l'eupéanisation du globe (l'emploi du *present perfect* indique qu'il s'agit d'un processus ancien qui aboutit à la situation présente). Le passage du terme *globe* au terme *world* pourrait même être interprété comme le signe que l'eupéanisation n'a pas encore vraiment à voir avec le mondial au sens moderne du terme.

C'est du reste notre hypothèse : la colonisation et l'eupéanisation du monde ont indubitablement une dimension mondiale, mais concernent surtout l'action de l'Europe *dans* le monde. Parler d'eupéanisation, c'est, au plus juste, adopter un regard eupéocentré et donc, déjà, colonial, sur le monde. Même si cela paraît paradoxal aujourd'hui, la mondialisation étant souvent associée à l'impérialisme, elle doit d'abord être pensée, d'un point de vue géographique, comme une émancipation – même relative, partielle, potentielle – du monde par rapport à l'Europe. La mise en place de l'empire européen sur le monde, sa mise en régie par l'Europe pour reprendre l'expression de Demangeon, n'est qu'une phase limitée de l'élaboration du système Monde. Selon Olivier Dollfus,

les économies-mondes européennes, impulsées et contrôlées par quelques puissances, n'encadrent pas l'ensemble de la planète et n'interviennent que modérément sur d'autres combinaisons géographiques. (...) Il n'en sera plus de même au début du XX^e siècle, mais alors le système régional de l'économie-monde européenne se sera mué en système Monde, et l'Europe ne le dirige plus, ou plus seule : les Etats-Unis et le Japon entrent dans le jeu mondial. (1990a, p. 294)

Dans son histoire de l'émergence du système Monde, qui emprunte beaucoup à l'analyse braudélienne, Dollfus oppose ainsi les économies-mondes européennes (espagnole, hollandaise, anglaise, française...) qui dominaient un monde eupéanisé (colonisé, exploité), « le Monde possédé par l'Europe » (1990a, p. 298), et un autre type de configuration, qui semble apparaître autour de 1900, un « jeu mondial » à plusieurs puissances, européennes et extra-européennes (Etats-Unis et Japon) : « Le jeu du Monde se joue d'abord entre plusieurs grands acteurs partenaires rivaux » (p. 286). Pour Dollfus, s'il est clair que la colonisation accompagne la formation du système Monde, le système Monde, c'est déjà autre chose... Le plus frappant de ce point de vue, c'est que les géographes de 1900 en sont déjà, à leur manière, bien conscients, et c'est que nous voudrions indiquer maintenant. Il faut toutefois noter que, d'un autre côté, l'eupéanisation du monde rend parfois compte, chez Eckert par exemple, des transformations du monde à la fin du XIX^e siècle que nous associons à la mondialisation proprement dite (industrialisation, concurrence commerciale, division internationale du travail...). Louis Raveneau, dans sa lecture de l'*Anthropogéographie* de

Friedrich Ratzel, en livre, en 1892, un autre bon exemple, qui est aussi une formulation de l'uniformisation socio-économique du monde et qui annonce en outre les réflexions sur l'exploitation rationnelle du globe :

La civilisation s'efforce de produire le maximum de richesses en occupant le moins de place possible. La culture intensive du sol, substituée à la culture extensive, les conquêtes animales et végétales, l'utilisation des forces naturelles amènent sur certains points d'élection une population surabondante (Uebervölkerung). Ce phénomène s'observe, il est vrai, dans des régions où l'industrie est nulle, par exemple dans l'Inde et dans la Chine. Mais le surcroît de population est presque toujours lié au développement de la grande industrie. L'Europe imite chaque jour davantage l'Angleterre et la Belgique et la terre entière tend de plus en plus à s'européaniser. (1892, p. 338)

L'Europe et, avant même l'Europe, l'Angleterre servent donc de modèle dans une transformation (européanisation) du monde qui n'est pas sans parenté avec la conception de la mondialisation comme diffusion planétaire d'un modèle économique. Mais dans l'ensemble, l'européanisation s'expérimente, à cette époque, surtout sur le mode de l'héritage.

De l'européanisation du monde à sa mondialisation

Maurice Zimmermann, que l'on peut considérer, sinon comme un géographe colonial, du moins comme un géographe colonialiste, et il fut par exemple associé aux collaborateurs réguliers qui ont contribué à donner « une tonalité coloniale aux *Annales de Géographie* », avec Augustin Bernard, Henri Schirmer ou Emile-Félix Gautier (BERDOULAY, 1981a, p. 68), Zimmermann donc, dans une série d'écrits des années 1900, esquisse une distinction essentielle, le passage de l'européanisé et/ou de l'impérial au mondial. Rappelons-nous tout d'abord le texte de 1903 où il oppose la « portée » du câble transpacifique anglais et celle du futur câble transpacifique américain : « Le grand câble américain, destiné à relier San Francisco aux Philippines et à la Chine, sera sans doute d'une bien autre portée mondiale » (voir p. 129). Il semble que nous soyons maintenant capable de bien comprendre ce que Zimmermann entendait ici. Le câble anglais s'inscrit dans le processus d'européanisation du monde, il manifeste l'hégémonie de l'Angleterre et de toute l'Europe, leur maîtrise du monde. Que les Etats-Unis, puissance extra-européenne, posent un câble concurrent devient le signe qu'ils peuvent se passer de l'Europe, et réitère symboliquement, en quelque manière, la guerre d'Indépendance. La « portée mondiale » de ce câble est donc de dégager la possibilité d'un monde autre qu'européanisé. D'autres textes permettent d'analyser plus en profondeur la connexion qui existe et la distinction qui s'impose entre la colonisation comme européanisation du monde et l'émergence spécifique d'un niveau mondial. Parmi ses nombreux comptes rendus dans la *Bibliographie géographique*, en particulier dans la rubrique

« Géographie économique et colonisation », Maurice Zimmermann a accordé une place importante à la réflexion générale sur la colonisation. En 1907, il met ainsi l'accent sur un ouvrage du géographe allemand Alexander Supan, *Die territoriale Entwicklung der Europäischen Kolonien*, dont le compte rendu a déjà été cité (voir p. 128) : dans ce texte, Zimmermann modifie l'expression de Supan pour qualifier la dernière phase de l'histoire de la colonisation (« européo-américaine »), préférant l'appeler « mondiale » (1907d, p. 75). Comme nous le proposons alors, il est temps d'étudier l'article de Zimmermann sur « La colonisation européenne dans le monde » publié dans la *Revue de Géographie*.

Il s'agit pour Zimmermann d'étudier l'expansion des Européens dans le monde et ses limites, notamment écologiques : « Quoiqu'on en pense, l'*Homo Europaeus*, à l'instar de la plupart des espèces végétales et animales supérieures, ne prospère pas partout » (1908, p. 630). Il observe un changement de cap dans la colonisation européenne au milieu du XIX^e siècle et l'entrée dans une « ère mondiale », à partir de 1876 selon le découpage de Supan, un peu plus tôt selon Zimmermann, qui justifie longuement le choix de la fin des années 1850. Plusieurs événements se sont produits dans les années 1850-1860, dans la colonisation elle-même comme dans « l'outillage économique du globe » (p. 643), avec le lancement des transcontinentaux, le canal de Suez, les premiers câbles sous-marins à longue distance – sans compter qu'« à côté de tous ces faits, causes ou indices d'une ère coloniale nouvelle, la grande révolution économique du libre-échange, qui remplit de son triomphe l'année 1860, porte le dernier coup au “pacte colonial” » (p. 645) – événements qui font de cette période un moment charnière : « Si donc nous voulions fixer une date absolument précise des débuts de l'ère coloniale mondiale, c'est à celle de 1858 que nous nous arrêterions, puisque cette année vit l'apparition des Russes sur l'Amour et l'intervention des Français en Cochinchine, les traités de Tien-Tsin et les traités de commerce japonais, la refonte administrative et gouvernementale de l'Inde anglaise et la constitution de la Compagnie du canal de Suez » (p. 646). L'expression « ère coloniale mondiale » paraît d'abord contradictoire au vu de notre hypothèse opposant colonial et mondial ; mais Zimmermann, qui emploie le mot mondial pour synthétiser des tendances relevant de domaines différents, explique que cette expression caractérise un nouvel âge du monde : « Il y a eu là dans l'histoire de l'humanité un tournant exceptionnel qui, sans doute, ne le cède guère en importance à celui que marquent les années 1492 et 1498, qui virent la découverte de l'Amérique et l'établissement de la route océanique vers les Indes » (*ibid.*). L'étude de la colonisation offre ainsi d'abord, pour Zimmermann, un *point de vue* sur le monde comme totalité, car la colonisation participe de l'élaboration du

niveau mondial au moins autant, selon lui, que la découverte de l'Amérique. Cependant, chez Zimmermann, comme chez Supan, l'un des caractères principaux de cette nouvelle ère de la colonisation est que, précisément, elle n'est plus seulement européenne. Si Supan la nomme « eupéo-américaine », c'est pour signifier que les Etats-Unis deviennent une grande puissance, et une grande puissance coloniale. Quant à Zimmermann, même si son objet est la colonisation européenne, il remarque que l'Europe n'est plus seule à conquérir des territoires sur les autres continents, mais que les Etats-Unis et le Japon sont désormais de la partie. Ainsi, à côté des problèmes d'acclimatation, il se trouve d'autres limites à l'expansion de l'Europe, comme nous l'avons précédemment noté (voir p. 293). Dans ce contexte de concurrence croissante de l'Europe, les colonies prennent une nouvelle valeur géographique : non plus seulement périphéries exploitées dans un système dominé par l'Europe, mais positions à tenir dans de nouveaux réseaux de communication et d'échanges à l'échelle planétaire et dans de nouveaux rapports de puissance entre quelques grands pays pour qui le monde devient un échiquier. Au total l'entrée dans cette « ère mondiale » de la colonisation pourrait bien être comprise comme le signe d'un passage plus général de l'eupéanisation du monde à sa *mondialisation*, ce qui est donc bien différent de dire que la colonisation a été une étape de la mondialisation. Quoi qu'il en soit, la colonisation n'est sans doute pas la dynamique essentielle de la prise de conscience d'un niveau mondial autour de 1900, au regard des concurrences beaucoup plus générales qui s'installent entre les principales puissances économiques du monde et d'un processus plus ample de déeupéanisation.

2.1.2. La déeupéanisation du monde

Limites et critiques de l'eupéanisation du monde

S'il y a en effet, à la fin du XIX^e siècle, processus de *déeupéanisation* du monde, ce ne serait donc pas au plan de la colonisation en tant que telle ; les empires coloniaux européens du reste n'ont jamais été aussi étendus qu'en 1914. Ce serait bien plutôt en raison d'une concurrence économique et politique de plus en plus intense de l'Europe par des puissances extra-européennes, au premier rang desquelles se trouvent les Etats-Unis. Il faut tout d'abord prendre conscience du caractère largement rhétorique d'un processus comme l'eupéanisation : si la conquête d'une très grande partie du monde par les puissances européennes et si leur domination économique ne souffrent pas contestation, l'eupéanisation de ces contrées colonisées, exploitées, dominées, intégrées, est bien souvent limitée et superficielle. Prenons l'exemple de la dimension démographique : les « Européens » ne représenteraient, dans les années 1920, que 4% de la population de toutes les dépendances

européennes (FREMEAUX, 2002, p. 168). Ils se concentrent par ailleurs dans les villes, ce qui accentue l'effet de minorité dans le reste du territoire. Sauf dans les colonies de peuplement, les Européens sont donc toujours très minoritaires, ce qui s'aggrave après 1914, parce que l'immigration d'Européens se réduit fortement (p. 173). On a vu que les géographes et démographes de l'entre-deux-guerres étaient sensibles à la fin du dynamisme démographique européen (voir p. 391 et p. 402), qui avait constitué, jusqu'aux années 1900-1910, un élément tout à fait essentiel de la « première mondialisation »²⁰. Pierre George, dans un article de 1953 des *Annales de Géographie*, avait déjà bien noté ce renversement essentiel :

Les migrations massives de population qui ont été, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e, une forme d'épanouissement géographique de la mobilité des populations européennes, amorcée par la révolution industrielle et canalisée par le développement de l'économie capitaliste et son expansion mondiale, sont aujourd'hui révolues. (1953, p. 341)

Associée au texte sur la notion de pays neuf de 1952 cité plus haut²¹, cette réflexion constitue une remarquable analyse (et critique) de la première mondialisation, où doit cependant être distingué, à notre sens, ce qui relève de l'eupéanisation de ce qui relève de la mondialisation. George affirme bien, en tout état de cause, l'importance des logiques démographiques dans la domination économique et politique. Or, effectivement, après la guerre, l'Europe a perdu ou est en voie de perdre cet atout majeur. Le sentiment que les Européens (et même plus largement, les Occidentaux ou même les Blancs) risquent de se trouver débordés, littéralement, par d'autres peuples ou races marque très profondément le discours sur le monde à la fin du XIX^e siècle, en géographie et ailleurs – nous en étudierons un exemple dans le chapitre suivant avec le thème du « péril jaune ». C'est ce qu'exprime très bien Lucien Febvre, au lendemain de l'Exposition coloniale de Paris de 1931, dans un article des *Annales d'histoire économique et sociale* :

Des masses d'hommes inégalement répartis entre continents, entre pays, qui, jadis, s'ignoraient : maintenant, les voilà porte à porte. Hier, des vases clos ; aujourd'hui, des vases communicants. Hier, de tout petits champs de bataille isolés, où le Blanc triomphait sans peine, un contre cent. Aujourd'hui – faut-il dire les secteurs d'un immense front de bataille, que le Blanc lui-même équipe, matériellement et moralement, contre le Blanc ? Ou bien le creuset d'où sortira, plus tard, beaucoup plus tard, par la science ou par la misère, l'unité fraternelle du genre humain ? (FEBVRE, 1932, cité par FREMEAUX, 2002, épigraphe)

²⁰ « Les effets de convergence de la première mondialisation résultèrent largement des flux migratoires, qui jouent un rôle bien moindre aujourd'hui. » (BERGER, 2003 p. 9-10)

²¹ George y observe en effet que la notion de pays neuf s'insère dans un système économique et politique dominé par l'Europe, surtout valide dans les années 1890. Les transformations de « l'économie mondiale » depuis lors – et il s'appuie sur les grands articles de Demangeon de 1929 et 1932 pour les caractériser – tendent à remplacer l'opposition pays neufs/pays vieux par l'opposition pays industrialisés/pays sous-développés (1952, p. 46).

Les cartes seraient donc en train d'être rebattues entre le « Blanc » et les *autres*, non seulement du fait d'une mise en communication généralisée mais aussi d'une réaction de ces *autres* à la domination du « Blanc ». Constat déjà très clairement formulé par Albert Demangeon dans le chapitre VII du *Déclin de l'Europe*, qui traite de « l'éveil des peuples indigènes » (1920, p. 259 *et sq.*). Un certain nombre de remises en cause explicites de la domination coloniale européenne commencent de fait à être formulées, dans les espaces colonisés mais aussi dans d'autres espaces, aux Etats-Unis par exemple, en URSS également dont les positions anticolonialistes (exprimées notamment en 1920 au Congrès des peuples d'Orient de Bakou) encouragent les mouvements d'émancipation.

Mais les limites à l'eupéanisation du monde les plus massivement perçues (parce que sans doute, dans les faits, les plus considérables) concernent l'apparition de puissances extra-européennes capables de rivaliser, en matière économique, politique et même coloniale, avec les puissances européennes. L'ouvrage essentiel de ce point de vue est le livre d'Albert Demangeon de 1920, *Le déclin de l'Europe*, mais nous choisissons de ne pas l'analyser dans le détail. Il est en effet déjà bien connu et a été très précisément contextualisé par Denis Wolff dans sa thèse, qui montre en particulier que la Première Guerre mondiale ne joue pas un rôle aussi essentiel qu'on pourrait le croire dans la réflexion de Demangeon. Celui-ci se préoccupe en effet au moins depuis 1900 du devenir de l'Europe dans les nouvelles conditions économiques, ce dont témoigne un article paru dans la revue *Le volume* en 1900 et intitulé « L'Amérique » : « L'Amérique a vu naître et grandir les jeunes Républiques qui se sont jadis affranchies de la tutelle de la vieille Europe et qui sont maintenant ses rivales sur *le grand marché du monde* » (DEMANGEON, 1900, cité par WOLFF, 2005, p. 542). Mais il est vrai que c'est en 1917-1918 que le projet prend véritablement forme, avec une série de sept articles sur « la guerre et l'hégémonie de l'Europe » parus dans la revue *L'Ecole et la Vie* (WOLFF, 2005, p. 544). L'idée générale est que la direction du monde passe alors de l'Europe aux Etats-Unis, que l'Europe décline dans ses différentes fonctions hégémoniques : financière, commerciale, industrielle, démographique, coloniale... Nous avons cité plus haut un des passages les plus remarquables quant à la conception du monde qui s'exprime dans l'ouvrage de 1920 (voir p. 444). La proximité de l'analyse de Demangeon avec celle, par exemple, de Dollfus, suggère d'ailleurs qu'existe, en relative indépendance des évolutions contextuelles, une certaine continuité dans la représentation géographique du monde comme totalité sur tout le XX^e siècle. Cette inquiétude quant au devenir de l'Europe, est en effet partagée par nombre de contemporains de Demangeon, y compris par d'autres géographes comme Maurice

Zimmermann, Paul Vidal de la Blache, Marcel Dubois, Henri Hauser etc. (le fait est moins visible, à notre connaissance, chez Elisée Reclus). Ce qui tranche avec les affirmations de spécialistes de la période, comme Michel Trebitsch par exemple, pour qui

jamais autant qu'à la veille de 1914, l'Europe ne s'est sentie si forte, si dominatrice, si sûre d'elle-même. Et non seulement chacune des grandes nations, chacune de ces "sociétés impériales" évoquées par Christophe Charle, mais l'ensemble européen traversé d'un sentiment, certes vague et polysémique, autant occidental, chrétien, civilisé que proprement européen, d'être à coup sûr le centre et le moteur du monde. (2004, p. 20)²²

Reprenant la même méthode dont nous avons déjà dit les limites quant au thème du monde fini (voir p. 400), il étaye son analyse par des textes datant principalement de l'entre-deux-guerres (Nizan, Valéry...). Exemple typique d'un effet rétrospectif de « belle époque ».

Précocité de l'analyse géographique de la crise de l'Europe

Car les contemporains étaient sensibles à l'amorce d'une situation de crise pour l'Europe. En géographie, c'est même dès avant 1900 qu'on l'a reconnue. Voyons par exemple comment deux géographes « coloniaux », dans les *Annales de Géographie* des années 1890, ont proposé, et même très précocement (1891), une analyse anticipant celle du déclin de l'Europe²³. Dans le tout premier article des *Annales*, « La France extérieure », Pierre Foncin tout d'abord, passe en revue les différentes raisons qui justifient la colonisation française dans le monde. Foncin, dont on doit rappeler qu'il fut l'un des fondateurs de l'Alliance française en 1883 (RHEIN, 1982, p. 237)²⁴ et que sa géographie est assez semblable à celle d'Emile

²² Christophe Charle, dans *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne. 1900-1940*, définit les « sociétés impériales » par le cumul d'une double domination, « territoriale (sur des colonies et/ou sur des régions allophones ou allogènes intégrées dans leurs frontières), atout partagé avec les autres empires, et surtout culturelle, avantage qui leur est propre, grâce à une culture universalisable et à une langue d'usage international » (p. 16). S'y ajoute un très fort idéal national partagé par la population métropolitaine, à la différence des autres empires (Autriche-Hongrie, Empires Ottoman et Russe), qui se traduit en particulier par la volonté de civiliser le monde. Or ces sociétés seraient sur la défensive dès avant 1914, surtout d'ailleurs la France et la Grande-Bretagne. Si crise des sociétés impériales il y a cependant, ce n'est pas seulement sous l'aspect d'un « déclin de l'Europe », mais, à la différence d'autres nations touchées par la guerre et la crise, sous celui d'un refus de ce diagnostic du déclin : il faut préserver son statut, maintenir sa puissance, par exemple en s'opposant à toute expression d'opposition à l'impérialisme comme il y en eut dans certaines colonies pendant la Première Guerre mondiale (p. 28). Cette « désadaptation » est la cause de la catastrophe allemande, de l'effondrement français et du déclin britannique, « trois processus liés comme l'étaient les trois sociétés impériales dans leur concurrence pour la prééminence, fondement de l'entrée en crise » (p. 30).

²³ Il y a sans doute un lien à établir avec le sentiment de profonde remise en cause qui a marqué la « génération de 1898 » en Espagne, suite à sa défaite face aux Etats-Unis et à la perte de ses colonies. Ce sentiment a nourri, selon les analyses de Josefina Gomez Mendoza, un courant « régénérationniste » qui s'est traduit par un effort général de fondation d'une science nationale et, en géographie, par la reconnaissance du sol et des ressources afin de faciliter le redressement du pays (GOMEZ MENDOZA, 2007, p. 133-134).

²⁴ Armand Mattelart a rappelé que la création de l'Alliance française prenait sens dans le cadre du « combat darwinien » qui a opposé au XIX^e siècle l'anglais et le français, combat de plus en plus favorable à l'anglais. L'inquiétude croissante du côté français se manifeste dès 1878 par l'apparition du mot « francophonie » et l'ébauche d'une politique de défense du statut mondial du français (2005, p. 10).

Levasseur, c'est-à-dire étroitement liée, si ce n'est subordonnée, à l'économie politique (*ibid.*), distingue, à côté d'une raison sociale et d'une raison morale, une raison commerciale et une raison politique :

La vieille Europe compte de moins en moins dans les affaires humaines ; la puissance des Etats ne se mesure plus seulement au territoire qu'ils détiennent dans l'ancien occident ; l'histoire, comme la vie, est devenue universelle ; l'avenir appartient aux peuples qui auront su occuper, sur la rondeur du globe, un espace suffisant pour vivre, respirer librement et faire équilibre à leurs voisins. (1891, p. 3-4)

Cette raison politique consiste donc – on voit aussi que Foncin définit de manière périphrastique ce qu'on ne va pas tarder à appeler des puissances mondiales –, pour la France comme pour toutes les puissances européennes, à « se réserver, dans les terres encore vacantes, une place qui la sauve au XX^e siècle d'un irrémédiable effacement » (p. 4) ; ce qui est bien le signe que le monde s'est en partie libéré de l'emprise européenne inaugurée au XV^e siècle. La raison commerciale introduit par ailleurs le thème de la concurrence d'un nombre croissant de puissances entre elles :

Le jour n'est pas venu d'une liberté universelle des échanges. Le temps n'est plus où un petit nombre de puissances privilégiées alimentaient de leurs produits manufacturiers les marchés du reste du monde. En Europe, tous les Etats sont devenus plus ou moins industriels. Hors d'Europe, l'Union américaine et dans une certaine mesure l'Inde, la Chine, le Japon, pour ne parler que des pays les plus importants, ont maintenant leurs usines ou commencent à s'en pourvoir. Ainsi le nombre des producteurs s'est considérablement accru ; mais l'étendue des marchés a peu varié. D'où résulte une concurrence terrible entre les producteurs. C'est la guerre, sous une forme commerciale. Chacun s'efforce d'élever des barrières de douanes contre ses voisins, de s'ouvrir des débouchés particuliers. (p. 5)

La nécessité commerciale de la colonisation est donc, mais c'est là un argumentaire bien connu (la recherche de débouchés), d'être une réponse à l'industrialisation du monde et à la « guerre sous une forme commerciale » qui en résulte ; cette réalité universelle (Foncin n'emploie pas encore le terme mondial...) ne se dit pas en termes d'eupéanisation mais sur le mode du protectionnisme, de la rivalité et aussi d'une nouvelle impulsion coloniale. Tous ces aspects sont liés dès l'origine, c'est-à-dire dès que l'Europe ne dirige plus, seule, les affaires du monde. Le constat d'un déclin relatif de l'Europe est donc réel dès 1891, très tôt par rapport à ce que nous avons vu jusqu'à présent.

Henri Schirmer de son côté, analyse la tendance devenue générale des Européens à n'explorer que les territoires déjà appropriés par leur pays d'origine, et ce,

depuis que l'Afrique sert de champ de bataille à la concurrence européenne. Le partage politique de presque tout le continent n'a fait que l'accentuer davantage. Il ne viendra à l'esprit

de personne, dans cette bataille économique, de consacrer ses forces à explorer un pays dévolu d'avance à une nation rivale, et de travailler ainsi à développer la richesse de cette même nation. Tout au plus y aura-t-il encore des voyages de pure science dans les pays restés indivis, comme le Soudan central, ou dans les déserts comme le Sahara. (1891c, p. 193)

Evoquant évidemment la conférence de Berlin de 1885, dont Olivier Dollfus a d'ailleurs dit qu'elle pourrait marquer symboliquement le point de départ de la mondialisation contemporaine (1997, p. 92), Schirmer décrit un monde déchiré par les rivalités économiques qui sont aussi ou deviennent des rivalités coloniales, d'abord entre pays européens, secondairement avec d'autres pays. Cette vision du monde, doublement exprimée par Foncin et Schirmer, contraste très fortement avec la vision que nous pouvons avoir aujourd'hui sur cette époque : le monde d'avant 1914 est déjà perçu comme un champ de « bataille économique », pour reprendre l'expression de Schirmer. C'est du moins ce que les discours géographiques semblent enseigner. Maurice Zimmermann, comme on pouvait s'y attendre, formule également le même type de diagnostic, par exemple dans sa chronique sur les câbles sous-marins déjà largement mise à contribution. Le projet d'un câble français prend sens dans un contexte de tensions internationales et de guerres (sino-japonaise), qui traduisent un fait de plus large ampleur (et de plus grande conséquence pour la France, puissance européenne), le déclassement relatif de l'Europe dans la politique mondiale :

La multiplicité des événements extra-européens qui, depuis deux ans, se produisent sur les points du monde les plus divers démontre nettement que l'Europe a cessé de jouer un rôle exclusif, et marque d'une façon éclatante la présence d'éléments nouveaux et importants dans la vie politique universelle. (1896b, p. 343)

Ici encore, l'adjectif mondial est absent, mais l'idée est forte et fortement exprimée : l'Europe ne dirige plus le monde, d'autres puissances déterminent, ou contribuent à déterminer – ce qui est déjà beaucoup – les orientations de la « vie politique universelle ». Dans ce contexte, la colonisation est un moyen pour les pays européens, puis pour d'autres pays (Etats-Unis, Japon), d'essayer de peser davantage dans ce monde *déseuropéanisé* et de trouver des moyens de répondre aux rivalités commerciales qui s'exacerbent. La colonisation, qui était jusqu'alors une expression de l'eupéanisation, semble devenir (et elle sera encore davantage avec la consolidation des idéologies impériales au cours du premier tiers du XX^e siècle) un moyen de sauvegarder la position mondiale de l'Europe.

2.2. Les géographes face à la crise de l'Europe

« J'ai connu, dans ma jeunesse, écrivait Siegfried, une Europe puissante, encore maîtresse du monde et qui, sûre d'elle-même, se souciait fort peu de se définir : il lui suffisait d'être et de diriger la planète. »

André SIEGFRIED, 1950, cité par MUET, 1996, p. 71.

Une fois admise l'idée que le monde se déseuropéanise, et que l'Europe, en conséquence, entre dans une période pensée sans doute dès les années 1890 (pour ce qui est de la géographie) comme une période de crise, il faut toutefois prendre garde à ce que, comme le suggère C. Charle (voir note 22, p. 453), la crise de l'Europe est peut-être avant toute chose une crise des sociétés impériales, c'est-à-dire une crise des nations d'Europe et pas de l'entité « Europe » en tant que telle, dont on peut douter qu'elle ait été à ce point cohérente. Lorsque les géographes évoquent une crise ou un déclin de l'Europe, ils ont d'abord en tête la crise ou le déclin de leur pays, des pays voisins, de la Grande-Bretagne également, dont l'évolution symbolise celle du continent. En Allemagne par exemple, les géographes puis les géopoliticiens contestent le nouvel ordre mondial et, tout en ressentant profondément le déclin de leur pays après 1918, entendent contribuer, dans le sens même indiqué par C. Charle, à déterminer les conditions d'un renouveau allemand (KORINMAN, 1991, p. 90 *et sq.*). Il est vrai cependant que les nouvelles conditions économiques et politiques à l'échelle mondiale, surtout après, mais déjà avant 1914, contribuent, malgré les divisions et les tensions existant entre les pays européens, à ce qu'une certaine identité ou conscience européenne voie le jour, par rapport au reste du monde. Comme si l'idée d'unité ou d'union européenne résultait de la mise en question de l'unité du monde sous l'égide de quelques pays européens – ce qui contraste avec le sentiment, certes rétrospectif, d'André Siegfried sur les années 1890-1900.

2.2.1. L'expérience du déclin et sa problématisation

Si Michel Trebitsch a montré que le discours culturel ou intellectuel des années 1920 et 1930 était en partie habité par l'angoisse du déclin de l'occident, en évoquant notamment l'ouvrage d'Oswald Spengler paru en allemand en 1923 (1994, p. 358-360), il apparaît que la géographie elle-même est habitée par cette angoisse, bien plus profondément que les seuls ouvrages d'Albert Demangeon ou d'André Siegfried (qui publie *La crise de l'Europe* en 1935) pourraient le laisser penser. A titre d'exemple préliminaire, citons le compte rendu pour la *Bibliographie géographique internationale*, rédigé par Julie Moscheles, d'un article de Werner Schlote « *Zur frage der sogenannten "Enteuropäisierung" des Welthandels* » paru en 1933 dans la revue *Weltwirtschaftliches Archiv* (voir p. 103)²⁵ :

Entre 1890 et 1914, on peut parler d'une déseuropéanisation relative du commerce mondial (...). Depuis, on peut parler d'une déseuropéanisation absolue, la majeure partie de l'accroissement du commerce mondial étant due aux pays d'outre-mer. Ce n'est que depuis la

²⁵ Julie Moscheles est alors assistante à l'Université de Prague, et collabore régulièrement à la *Bibliographie*, en particulier pour le suivi de cette revue.

crise économique (1930) que le pourcentage européen du commerce mondial a de nouveau un peu augmenté. (1934, p. 146-147)

Le terme de déseuropéanisation était donc employé à l'époque, dans un sens certes étroit (réduction de la part du commerce européen dans le commerce mondial), mais cela nous paraît significatif de la prégnance du sentiment de déclin de l'Europe en géographie dans l'entre-deux-guerres. Ce discours de la crise et de la déseuropéanisation exprime cependant bien une expérience dramatisée par la guerre, un sentiment qui doit être pris comme tel.

L'aggravation du sentiment de déclin après 1914

Prégnance donc, mais aussi aggravation par rapport à avant 1914. Si la guerre a renforcé un sentiment plus ancien et plus diffus, il convient de ne pas exagérer la rupture de 1914, comme nous y invite André Siegfried dans son ouvrage de 1935 :

Dans cette transformation du monde, si rapide durant les vingt dernières années qu'elle semble presque fantastique, la guerre a joué un rôle particulier, qui est énorme, mais que les contemporains paraissent, comme d'habitude en pareil cas, s'être d'abord exagéré. Maintenant que nous disposons d'un certain recul, la guerre ne nous apparaît plus autant comme la cause véritable de la rupture d'équilibre qui s'est produite entre les continents : elle en a certainement hâté le déclenchement et accentué la gravité, mais la crise fût sans doute survenue de toute façon. (1935, p. 71)

Pour Siegfried, la situation du XIX^e siècle est celle d'une hégémonie européenne sur le monde (« Il a donc existé, au XIX^e siècle, un système européen complet, comportant un régime économique mondial dirigé par l'Europe », p. 37), qui s'érode au XX^e siècle du fait de la montée en puissance d'autres régions du monde. On reconnaît des idées développées par Demangeon en 1920 ; Louis Raveneau signale d'ailleurs cette proximité dans son compte rendu pour la *Bibliographie géographique internationale* : « Le beau livre d'ANDRE SIEGFRIED ne dispensera pas de relire celui d'ALBERT DEMANGEON » (1936b, p. 170). Mais Siegfried affirme prendre davantage de recul, et c'est peut-être Demangeon qui est visé dans l'extrait suscité, même si, selon Denis Wolff, la position de Demangeon était ambiguë, affirmant par endroits que le problème date de l'avant-guerre, tout en en délaissant l'étude (2005, p. 551). Quelques années plus tard, il sera plus clair, la première phrase de l'article de 1929 sur « Les aspects actuels de l'économie internationale » étant celle-ci : « L'idée que la Grande Guerre, en bouleversant l'économie du monde, lui aurait imposé une orientation nouvelle, ne résiste pas à l'examen » (1929a, p. 10). Il n'en demeure pas moins que la guerre a bien contribué à faire passer les Etats-Unis au premier rang des puissances mondiales et à plonger dans la crise les puissances européennes. Et Demangeon, qui passe en revue, dans

l'ouvrage de 1920, l'ensemble des dimensions de ce bouleversement hiérarchique, l'interprète fondamentalement comme un glissement du centre du monde vers les Etats-Unis et vers le Pacifique. Cette rupture ressentie par Demangeon face à la guerre, D. Wolff l'a bien mise en lumière, en comparant un des articles préparatoires de 1917 et un passage de l'ouvrage de 1920 (2005, p. 551). En 1917, Demangeon écrit :

Au cours de quatre siècles d'exploitation, l'Europe avait édifié sa fortune sur l'univers. Agent financier, commercial, manufacturier et colonisateur du monde, va-t-elle voir sa fortune passer entre d'autres mains ? Cette révolution économique serait, à coup sûr, l'un des événements géographiques les plus formidables de l'histoire.

Et en 1920, ces lignes deviennent :

Au cours de quatre siècles de négoce et de colonisation, l'Europe avait bâti sa fortune sur l'exploitation de l'univers. Agent financier, commercial, manufacturier, colonisateur, elle avait en quelque sorte mis le monde en régie. Le moment paraît venu pour elle de faire une place aux autres ; sa fortune commence à passer entre leurs mains. Cette révolution économique s'annonce comme un événement géographique de portée universelle et de conséquence incalculable.

Le passage de l'interrogation à l'affirmation et du conditionnel au présent, suggère bien l'importance causale de la guerre dans le phénomène décrit. Mais c'est en partie un effet d'optique, un effet d'actualité.

En tout état de cause, l'impact du livre est très important, et certainement pas cantonné à la géographie, au contraire. Les géographes qui lisent et commentent l'ouvrage, Camille Vallaux, André Siegfried, Henri Hauser, Lucien Gallois, Pierre Clerget, Jacques Ancel (WOLFF, 2005, p. 558 *et sq.*), ces géographes donc, en discutent même souvent les conclusions. Vallaux se trouve en désaccord, Hauser pense que Demangeon est trop pessimiste (alors que lui-même observait dans les années 1900 la montée des Etats-Unis face à l'Europe), et qu'il « raisonne un peu trop comme si la “non-europe” formait un bloc » (cité par WOLFF, 2005, p. 562). Or, argumente Hauser, non seulement les pays extra-européens s'opposent entre eux mais connaissent également des dissensions internes. A l'inverse, Jacques Ancel, dans la revue *Floréal*, s'interroge :

Assistons-nous à une de ces révolutions universelles, telles celles qui firent passer le centre de la civilisation de l'Asie à la Méditerranée, de la Méditerranée à l'Europe occidentale ? Ce serait aujourd'hui le tour des nouveaux mondes du Pacifique.

Les géographes seraient donc, au total, très partagés quant au diagnostic de Demangeon au moment où paraît le livre. Mais dans les années qui suivent, il semble qu'une certaine unanimité voie le jour, que vient renforcer une série d'ouvrages, ceux de Siegfried par

exemple ou d'autres encore, allant dans le sens de Demangeon²⁶. Parmi ces ouvrages, certains ont marqué les géographes, qui les lisent et les commentent. Albert Demangeon lui-même rédige par exemple un compte rendu dans la *Bibliographie* de l'ouvrage de Lucien Romier, *Qui sera le maître, Europe ou Amérique ?* paru en 1927 :

C'est un livre brillant, facile à lire, plein d'idées, sinon neuves et originales, du moins exprimées dans une forme personnelle. (...) Parmi les idées développées, on retrouve, rafraîchies et ornées par le talent de l'écrivain, la plupart de celles qui ont cours parmi les esprits instruits et réfléchis : la solidarité économique qui unit les nations par-dessus les frontières des Etats ; la dépendance mutuelle des peuples ; la tyrannie exercée sur les forces politiques par les forces économiques ; la nécessité où se trouvent les peuples de sacrifier une partie de leur autonomie en échange des moyens de ravitaillement ; la prépondérance actuelle de la race blanche dans le monde ; l'originalité novatrice du foyer américain de civilisation (...). (1929b, p. 128)

Le compte rendu est élogieux, le résumé pointilleux, mais surtout, la façon dont Demangeon rattache certains points traités par Romier à une espèce de vulgate économique-politique reposant, entre autres, sur les notions de solidarité et d'interdépendance, semble incarner tout à fait le sentiment mondial des contemporains. Sur le même thème, Henri Baulig rédige un double compte rendu (*Annales* et *Bibliographie*) d'un ouvrage de Charles Pomaret paru en 1930, *L'Amérique à la conquête de l'Europe*. D'après la note des *Annales*, Pomaret, député français et économiste, décrit dans ce livre la nouvelle puissance industrielle, commerciale et financière des Etats-Unis depuis la guerre, et les problèmes que cela pose à l'Europe. Le remède proposé est d'une part d'imiter l'Amérique, de standardiser la production et d'organiser rationnellement l'économie, et d'autre part de procéder à « l'organisation économique de l'Europe » (1931, p. 670)²⁷. Mais Baulig ne s'en tient pas là : on est en 1931, la grande crise a éclaté, et il observe que

le problème est plus général encore que ne le dit l'auteur : il est mondial. C'est le problème de l'économie capitaliste, tout au moins sous la forme de la concurrence illimitée, avec prééminence exclusive de la production sur la consommation et de la création des richesses sur leur usage. Les Américains ont aussi leur crise, qui est une crise de surproduction, de suréquipement, de sur-industrialisation. (*ibid.*)

Texte percutant où Baulig montre combien le déclin de l'Europe s'inscrit dans une tendance générale de l'économie mondiale qui aboutit aussi à la crise de 1929.

²⁶ Au point que, au moins à partir des années 1930 et 1940, *Le déclin de l'Europe* passe pour un ouvrage tout à fait exceptionnel, non plus pessimiste ou exagéré, mais lucide. Ecoutons sur ce point André Meynier, dans son *Histoire de la pensée géographique en France* : « Il fallait une singulière perspicacité géographique pour pouvoir, un an à peine après la paix signée, diagnostiquer ce fait essentiel du monde moderne » qu'est la fin de l'hégémonie européenne (1969, p. 94).

²⁷ Dans la *Bibliographie*, Baulig reformule synthétiquement cette double solution en recourant au terme d'américanisation : « En conclusion, plaidoyer pressant pour l'américanisation raisonnable et pour l'organisation de l'Europe » (1931, p. 123).

Plus général, et plus grave également, le problème de l'Europe l'est aussi sous un autre aspect : ce qui est en jeu n'est pas seulement une prééminence économique ou politique, mais la survie d'une civilisation, voire celle d'une race (aspect abordé de manière synthétique par MATTELART, 2000, p. 248-254). Le déclin de l'Europe, c'est aussi en partie celui de l'Occident (déchiré par la concurrence avec les Etats-Unis) et celui de la race blanche, menacée par l'éveil des populations indigènes, principalement en Asie. C'est un problème qui interpelle tous les contemporains, Demangeon par exemple, nous l'avons dit, dès 1920. André Siegfried pose également très explicitement le problème en ces termes, lui dont la géographie politique était toujours associée à une psychologie des peuples et des races²⁸. En 1932, dans un texte cité par Yves Lacoste, il aborde la question de « l'Occident et la direction spirituelle du monde » (1988, p. 93) ; Y. Lacoste rappelle aussi que l'ouvrage de 1948 de Siegfried sur l'Afrique du Sud a un chapitre final intitulé « La civilisation blanche dans le monde » (p. 101). Deux exemples témoignant de l'importance de la question de la civilisation pour Siegfried. On ne s'étonnera pas qu'il s'y réfère au tout début de *La crise de l'Europe* :

Il y a manifestement une crise de l'Europe : après une longue période de prédominance, qui semblait aux contemporains devoir durer toujours, le Vieux Monde voit, pour la première fois, son hégémonie contestée. Mais ce qui risque d'être mise en cause de ce fait, c'est, avec la destinée d'un continent, celle de toute une forme de civilisation. Sous son aspect le plus grave, la crise est là. (1935, p. 1)

Pour Siegfried, la civilisation, relève, au sens large, du mode d'exploitation ou d'aménagement de la planète (p. 2), et donc pour ce qui est de l'Europe (ou de l'Occident, ou encore de la race blanche, expressions longtemps équivalentes), de la révolution industrielle et de ses conséquences économiques, sociales, morales, culturelles, spirituelles... La crise fondamentale de l'époque relève de l'adaptation des races, des continents, des sociétés (termes souvent interchangeable chez Siegfried) à cette civilisation de la machine et du progrès matériel. Car c'est la diffusion même de cette civilisation, d'abord à un Occident qui ne se résume plus à l'Europe, mais qui voit un autre type de civilisation prendre son essor, la civilisation américaine²⁹, puis au reste du monde, qui est à l'origine de la crise de l'Europe. Entre l'Amérique et l'Extrême-Orient, l'Europe est prise, pour schématiser, à son propre piège. Il n'est donc pas étonnant que, la même année, André Siegfried écrive la préface de l'ouvrage de Henri Decugis, *Le destin des races blanches*, pour lequel nous disposons d'au

²⁸ Pour Siegfried, la race, entendue surtout comme un ensemble de traits culturels, est un déterminant essentiel des réalités politiques et sociales (FABRE, 2002, p. 112).

²⁹ A la dernière page des Etats-Unis d'aujourd'hui, Siegfried note déjà qu'entre l'Europe et l'Amérique, il s'agit peut-être au fond « d'une opposition entre deux âges successifs de notre humanité occidentale » (1927, p. 351).

moins trois comptes rendus³⁰. Pour Albert Demangeon, dans la *Bibliographie*, le livre est de grand intérêt, malgré les couleurs sombres avec lesquelles il présente la situation :

Ce livre de très haute tenue de pensée et de forme scrute une fois de plus le passionnant problème du déclin de l'Europe. Ce vieux pays qui longtemps a tenu « le flambeau de la civilisation » est-il appelé à voir s'effondrer sa domination universelle ? (...) Sommes-nous au couchant d'une grande civilisation ou bien à l'aurore d'une époque nouvelle d'où pourra surgir une nouvelle jeunesse ? Quoi qu'il en soit, aucun livre ne fait plus réfléchir. (1937, p. 140)

On retrouve encore ici ces mêmes idées, qui s'avèrent tout à fait cruciales dans les représentations du monde à l'époque. La crainte, lorsque l'on parle de civilisation, porte d'ailleurs autant sur la concurrence *culturelle* des Etats-Unis dans la sphère occidentale et l'« américanisation » consécutive de l'Europe (voir MUET, 1996, p. 49-50), que sur la montée en puissance de l'Extrême-Orient³¹. L'ouvrage de Decugis appelle aussi, en guise de sauvegarde, à une union des pays européens. Mais avant d'entrer dans cet aspect des choses, il faut encore bien montrer que le sentiment du déclin de l'Europe, tel qu'il s'exprime chez les géographes français, concerne de manière exemplaire la seule Grande-Bretagne.

Le déclin de la Grande-Bretagne, un symbole européen et mondial

Cette expérience du déclin de l'Europe, qui doit être nuancée en ce que, par bien des aspects, elle relève d'une mythologie de la décadence qui ne traduit qu'imparfaitement l'état réel de la compétition internationale, imprègne donc assez profondément les représentations géographiques du monde dans l'entre-deux-guerres. Mais si, comme on l'a vu, ce sentiment de déclin peut se renforcer, il peut également s'attacher à des objets différents, notamment nationaux. C'est particulièrement le cas de la Grande-Bretagne³², qui est abondamment étudiée par les géographes français, notamment par André Siegfried. L'étude minutieuse des différentes dimensions de la « crise britannique au XX^e siècle », pour reprendre le titre du livre de Siegfried de 1931, ne nous intéresse toutefois pas en tant que telle (Encadré 14). Mais en ce qu'elle révèle une expérience et une pensée du monde, et plus précisément de l'Europe dans le monde. Comme Albert Demangeon l'indique dans son article basé sur la lecture de *L'Angleterre d'aujourd'hui* de Siegfried, la Grande Bretagne est en effet « la nation la plus représentative de la civilisation de type européen » (1924, p. 373).

³⁰ Dans la *Bibliographie géographique internationale*, par F. Debyser pour la première édition en 1935, par Albert Demangeon pour la seconde en 1936, et dans les *Annales de Géographie*, par Albert Demangeon, pour la seconde édition également. Indice assez convainquant de l'intérêt des géographes pour ces questions...

³¹ En témoignerait ici seulement le titre d'un ouvrage de 1932 du docteur A.F. Legendre, *La crise mondiale. L'Asie contre l'Europe*.

³² Les auteurs n'établissent pas de distinction précise entre l'Angleterre, la Grande-Bretagne, le Royaume-Uni.

Dans un ouvrage de 1931, *La crise britannique au XX^e siècle*, André Siegfried entreprend « l'analyse des conditions d'existence et de persistance de la puissance économique de l'Angleterre, après la révision des valeurs mondiales à laquelle la guerre a donné lieu » (p. 5). Il décortique les difficultés économiques de la Grande-Bretagne, le vieillissement et le dépassement progressif d'une industrie de moins en moins concurrentielle, dans un monde de plus en plus industrialisé. L'étude de la structure économique de la Grande-Bretagne, des caractères de la crise déclenchée en 1921 et de ses causes à la fois intérieures et extérieures (Siegfried mettant l'accent sur la concurrence américaine, p. 74-75), aboutit à celle des réactions politiques, économiques, impériales à cet état de crise. Il présente une société britannique qui peine à s'adapter aux conditions nouvelles de la lutte économique et à dégager un nouveau positionnement mondial, oscillant entre protectionnisme, interventionnisme étatique, préférence impériale ; mais l'ère du « splendide isolement » est assurément finie, la Grande-Bretagne ne peut plus rester seule, elle doit s'associer, entrer dans une « combinaison internationale » (chapitre VI).

Siegfried fait donc en réalité le constat d'une dégradation du statut mondial de l'Angleterre, qui se sait une puissance mondiale menacée :

Le monde du XX^e siècle n'est plus équilibré géographiquement comme celui du XIX^e ; les axes des routes internationales ne passent plus exactement par les mêmes directions ; des foyers d'attraction, hier inexistant, se manifestent, et, sur les océans, des puissances nouvelles apparaissent, dont il faut bien tenir compte. Il s'ensuit que l'Angleterre, dont le domaine avait été mondial et qui hors d'Europe, bénéficiait d'un monopole, peut se trouver réduite, même en conservant ses anciens principes, à n'être plus qu'internationale, géographiquement limitée, dans son action, à certaines zones de la planète. (p. 187-188).

Siegfried perçoit très bien ce qui est en jeu : si « l'Angleterre est, pour ainsi dire, condamnée à la politique mondiale » (p. 185), afin de maintenir les circuits économiques développés au XIX^e siècle, elle doit admettre, ce qui annonce les réflexions développées dans *Les routes maritimes mondiales*, que certains espaces échappent désormais à son contrôle, à commencer par le domaine de Panama (p. 190). Cet ouvrage de Siegfried au final, systématise un certain nombre de vues plus anciennes (exprimées par exemple dans un article paru dans *Foreign Affairs* en 1928, « *The Passing of England's Economic Hegemony* ») et se trouve aussi au fondement de réflexions postérieures, sur la Grande-Bretagne, sur l'Europe et sur le monde.

Encadré 14 : La crise de la Grande-Bretagne selon André Siegfried.

Mais Demangeon va même au-delà ; dans son grand article de 1929 sur l'économie internationale, il consacre plusieurs pages à l'économie britannique dont l'étude, dit-il, lui

paraît être le meilleur moyen de considérer sur un exemple concret les tendances de l'économie universelle. La Grande-Bretagne nous offre le type le plus pur de cette économie européenne qui a rayonné sur le monde, vendant ses articles manufacturés, achetant des matières premières brutes pour ses usines, ouvrant les pays neufs à sa civilisation. Aujourd'hui le monde entier applique les méthodes européennes et, fort de cette imitation, tend à s'affranchir de l'Europe. De tous les pays d'Europe, c'est le plus européen par ses formes de travail, la Grande-Bretagne, qui ressent le plus profondément dans son économie les effets de l'évolution universelle. (1929b, p. 101)

Outre le fait qu'il résume très bien le cœur du problème de l'Europe, Demangeon, toujours réticent à employer le terme mondial, définit ici la Grande-Bretagne à la fois comme une sorte de modèle des pays européens mais également comme un révélateur des « tendances de l'économie universelle ». Les problèmes qui se posent à la Grande-Bretagne et

secondairement à l'Europe manifestent donc le sens de l'évolution mondiale – ce qui est en partie une façon de reconduire l'hégémonie britannique, ou de reconnaître qu'elle n'est pas complètement achevée. L'étude de l'économie britannique doit ainsi permettre de comprendre celle de l'Europe et celle du monde, voire d'anticiper sur des difficultés à venir, parce que l'évolution de la conjoncture britannique exprime autant l'évolution de la conjoncture mondiale qu'elle la détermine, eu égard au poids de cette économie. Or, depuis la fin du XIX^e siècle, la situation britannique est problématique³³, son économie est de plus en plus concurrencée par des pays européens et extra-européens. Ce déclin, longtemps relatif il est vrai, est en outre contemporain de l'émergence du système Monde. Olivier Dollfus a en effet très bien senti que le système Monde naît « quand les terres africaines achèvent d'être partagées entre les puissances européennes, quand le Japon bat militairement la Russie et s'impose en Extrême-Orient, quand la prépondérance anglaise s'achève avec la fin du règne de Victoria » (1995a, p. 675). Dès les années 1890, les Anglais sont sensibles au retournement de conjoncture et commencent à réfléchir aux moyens de sauvegarder leur puissance : le protectionnisme et le repli impérial sont deux recours envisagés – nous y reviendrons plus loin, en étudiant notamment les travaux de Demangeon sur les « problèmes britanniques »³⁴.

Pour le moment, nous voudrions seulement soulever deux points, qui sont liés : d'une part la question de la guerre mondiale, de l'autre celle de la rivalité avec les Etats-Unis. La guerre en effet joue le rôle d'un révélateur des difficultés anglaises, comme elle le fait pour l'Europe dans son ensemble. Mais cela paraît plus marqué pour la Grande-Bretagne dans la mesure où ce qui est en jeu pour elle, c'est l'hégémonie mondiale. La guerre, pour les géographes, ne crée pas les difficultés de la Grande-Bretagne (SIEGFRIED, 1931, p. 19), mais elle marque une étape décisive dans son passage du premier au second rang. Henri Busson, dans une intéressante note sur « Le commerce britannique », parue dans les *Annales* en 1922, montre bien que, malgré les épineux problèmes statistiques qui se posent, un fait paraît assuré : « la constatation brutale que, si la guerre a momentanément débarrassé l'Angleterre de la concurrence allemande, elle a mis le commerce américain de plein (*sic*) pied avec le commerce britannique » (p. 506). Tout n'est pas noir certes, pour la Grande-Bretagne : son commerce s'accroît avec les vaincus de la guerre, avec la France, avec d'autres pays, y

³³ Dès 1889, Paul Vidal de la Blache observait, comme le rappelle Paul Claval, le recul de la part du commerce britannique dans le total mondial (voir p. 52).

³⁴ Titre de son article paru en 1922 dans les *Annales de Géographie*, et ébauche de la troisième partie de *L'Empire britannique*.

compris en Extrême-Orient où elle bénéficie notamment du retrait allemand. Elle peut même escompter le renouveau des relations commerciales avec l'Allemagne et la Russie, car

Le jour où la Russie et l'Allemagne auront repris leur place parmi les grandes puissances économiques du globe, sans doute l'Angleterre verra renaître l'activité de ses relations avec les ports de la Baltique et de la mer du Nord, mais ce jour-là n'aura-t-elle pas à soutenir en Chine ou aux Etats-Unis une lutte singulièrement plus âpre qu'aujourd'hui ? (p. 509)

Car l'enjeu essentiel, dans le discours géographique, est bien la rivalité avec les Etats-Unis. Les observateurs français, Albert Demangeon en tout premier lieu, ne cessent de noter que la guerre a fait des Etats-Unis la première puissance économique du monde. Nous avons eu l'occasion de remarquer combien ce passage de relais se manifestait très clairement dans la géographie des grandes villes du monde, Londres cédant peu à peu le pas à New York, cette dernière ville devenant au cours des années 1920, 1930 et 1940, non seulement la plus grande ville du monde, mais aussi la nouvelle capitale mondiale (ARRAULT, 2006c, p. 21 *et sq.*). Mais le sentiment du déclassement de la Grande-Bretagne et de l'Europe en général est beaucoup plus large. Il pose un certain nombre de problèmes, dont celui des solutions à adopter pour sauver ce qui peut l'être d'une hégémonie bel et bien en crise : c'est la question, notamment, de l'unité européenne et de la place de la Grande-Bretagne en Europe. L'Angleterre, et c'est paradoxal, est le symbole du devenir de l'Europe mais n'appartient pas complètement à l'Europe : si le rapprochement avec le continent est l'une des « combinaisons économiques internationales » possibles pour l'Angleterre, selon Siegfried (1931, p. 204-205), il n'en reste pas moins que « l'Angleterre européenne est un rêve » (p. 210)³⁵. L'Angleterre doit néanmoins jouer le rôle d'un maillon entre l'Europe et le reste du monde³⁶.

2.2.2. L'affirmation du sentiment européen en géographie

Les géographes qui se penchent sur la question de l'Europe ont du mal à associer le destin de l'Angleterre à celui de l'Europe. Car la question se pose, sans aucun doute. Dans ce monde transformé, bouleversé par la guerre mondiale, beaucoup croient discerner le salut de l'Europe dans la construction d'une unité européenne. Il n'est pas dans nos intentions de récrire ici l'histoire de l'idée européenne dans les premières décennies du XX^e siècle ; la

³⁵ Idée partagée par nombre d'observateurs, y compris Albert Demangeon, dans son compte rendu du livre de Erich Obst, *Europa und die Welt. Eine geopolitisch-weltwirtschaftliche Studie*, paru en 1928 (voir p. 147) : « Il ne semble pas que l'Empire britannique puisse espérer vivre sur lui-même ; il faut qu'il reconnaisse qu'il est solidaire des mondes non britanniques » (1928a, p. 269).

³⁶ En 1929, dans *Foreign Affairs*, Siegfried écrit significativement que « *we know that, through Great Britain, a large part of the world (and especially the Dominions) gravitates around Europe. Without England the continent of Europe could not remain a world economic center comparable to the economic center which is being built up in America* » (1929, p. 18).

bibliographie sur ce point est abondante, même pour ce qui est de la géographie (PARKER, 1987 ; MUET, 1996). Nous entendons seulement examiner comment le discours géographique, enregistrant l'expérience d'une crise de l'Europe, élabore en retour, dans un mouvement qui le déborde largement, l'idée d'une unité européenne. Il faut bien voir que parler d'une hégémonie de l'Europe (plus ou moins en crise) repose sur une représentation globalisante qui postule une unité (l'Europe) là où régnait en réalité la division. Faire l'expérience de la crise de l'Europe permet en revanche de prendre conscience et d'exprimer une forme de communauté de destin, face à un monde qui conteste en quelque sorte aux pays européens le droit de continuer à le dominer.

L'unité européenne comme salut dans un monde déseuropéanisé

A côté des généalogies intellectuelles et philosophiques, il semble que la fin du XIX^e siècle contribue à dégager une nécessité de type politique et économique à l'idée européenne. Rapprocher les nations européennes entre elles est pensé, avant 1914, comme un moyen de continuer à peser de manière prédominante dans le monde – et c'est peut-être, sur toute notre période, un trait caractéristique du discours géographique sur l'Europe. L'histoire de l'idée d'union européenne, si elle évoque ce type d'argumentaire et de représentation, l'articule essentiellement à la problématique du déclin de l'Europe telle qu'elle se formule après la guerre (CHABOT, 1978, p. 27, qui cite Demangeon, Valéry, Spengler, Romier). Or, s'il vrai que « la naissance d'un sentiment européen au sens moderne n'est pas séparable d'un discours sur le “déclin de l'Europe” » (TREBITSCH, 1994, p. 359), il importe de ne pas négliger l'avant-guerre dans la mesure même où, nous l'avons vu, le discours sur le déclin de l'Europe y est déjà perceptible. Il semble, à cet égard, que la « première mondialisation » a eu pour conséquence de faire prendre conscience à certains Européens de la nécessité de s'unir pour résister aux nouvelles concurrences mondiales ; ce qui nous renvoie à des interrogations très actuelles sur le rôle de la construction européenne (et même de toute construction régionale) dans la mondialisation : rempart de protection ou intermédiaire pour une intégration mondiale à venir ? La problématique *régionale* est toujours en même temps une problématique mondiale : c'est par rapport aux autres régions ou continents du monde qu'une identité et qu'un projet régionaux ou continentaux peuvent voir le jour et se consolider. Ainsi, comme le dit Demangeon dans un texte des *Annales de Géographie* publié à la veille de la guerre et qui examine les relations commerciales entre la France du Nord et l'Amérique, l'Europe occidentale constitue déjà « pratiquement une même cité commerciale » (1913, p. 227). L'intégration économique de l'Europe paraît avancée dans la mesure où elle est observée

depuis l'Europe et face aux Etats-Unis. Inversement, c'est toute la portée de la critique de Henri Hauser du *Déclin de l'Europe* de Demangeon, focaliser l'attention sur une partie du monde, en l'occurrence l'Europe, par rapport aux autres, risque de faire croire que la « non-Europe » forme un bloc homogène (voir p. 458). Il y a bien là, indéniablement, une tentative de mettre en perspective l'analyse par le recours à un point de vue mondial. Favoriser un rapprochement entre les Etats européens relève de ce même point de vue mondial porté sur le monde. Déjà Friedrich Ratzel avançait l'idée que la tendance des Etats à devenir des entités de dimension planétaire devrait tôt ou tard modifier la géographie politique de l'Europe dans le sens d'une unification ; mais il en restait au projet de la *Mitteleuropa*, l'intégration de l'Europe centrale et orientale dans l'orbite allemande (KORINMAN, 1990, p. 61).

Dans l'entre-deux-guerres, certains auteurs montrent combien, de manière rétrospective il est vrai, le sentiment européen résulte d'une pensée à l'échelle mondiale. Tel cet extrait du texte de Paul Valéry de 1931 dont on ne connaît souvent que le passage sur le monde fini et dont il faut rappeler qu'il traite des années d'avant-guerre. Valéry y raconte comment il prit conscience, *par l'extérieur* en quelque sorte, d'une identité européenne, face aux guerres américano-espagnole et russo-japonaise :

Je ressentis toutefois ces événements distincts non comme des accidents ou des phénomènes limités, mais comme des symptômes ou des prémisses, comme des faits significatifs dont la signification passait de beaucoup l'importance intrinsèque et la portée apparente. L'un était le premier acte de puissance d'une nation asiatique réformée et équipée à l'européenne ; l'autre, le premier acte de puissance d'une nation déduite et comme développée de l'Europe contre une nation européenne. (...) Ce coup indirect en Extrême-Orient, et ce coup direct dans les Antilles me firent donc percevoir confusément l'existence de quelque chose qui pouvait être atteinte et inquiétée par de tels événements. Je me trouvai « sensibilisé » à des conjonctures qui affectaient une sorte d'idée virtuelle de l'Europe que j'ignorais jusqu'alors porter en moi. Je n'avais jamais songé qu'il existât véritablement une *Europe*. Ce nom ne m'était qu'une expression géographique. (1931, in 1945, p. 10)

Pour Valéry, le déclin de l'Europe dans le monde provoque une perception nouvelle de l'Europe, non plus comme continent, mais comme espace commun d'histoire et de culture ainsi que de devenir ; position qui gomme cependant les divisions propres de l'Europe... Le témoignage d'Archibald Coolidge, dans son livre de 1908 sur *Les Etats-Unis puissance mondiale*, apporte un autre éclairage, non rétrospectif cette fois et du point de vue américain. Coolidge remarque en effet qu'un certain nombre d'idées politiques (et géographiques...), comme celle de continent, sont invalidées par les transformations du monde : il s'interroge ainsi sur la définition de la Grande-Bretagne comme puissance européenne, alors que « la part

de beaucoup la plus considérable de ses intérêts et de ses embarras extérieurs tient à sa situation sur d'autres continents » (1908, p. 17). Puis il souligne que,

en ces temps de puissances mondiales, les divisions géographiques sont en train de disparaître plus rapidement encore que les différences de gouvernements. Si le mot *Europe* est suranné comme conception politique, pourquoi n'en serait-il pas de même du mot *Amérique* ? (p. 122-123)

Non seulement la notion de puissance mondiale correspond à un changement de dimension de la puissance politique, nous l'avons montré, mais elle implique en outre de revenir sur les conceptions politiques traditionnelles. Sa critique de l'Europe comme notion repose paradoxalement sur l'expansion des Européens dans le monde : l'Europe éclate car les puissances « européennes » ont des intérêts mondiaux³⁷.

Légèrement spécieux, cet argument s'articule néanmoins à une autre critique, celle de l'idée d'union européenne :

Peut-être trouvera-t-on que je m'arrête trop à une simple question de définition que chacun de nous est en droit d'interpréter de la manière qui lui convient. C'est possible, mais le point que j'ai essayé de mettre en évidence est de ceux qu'il est bon de rappeler lorsque nous entendons parler d'une union entre les puissances européennes contre le péril asiatique ou contre l'invasion commerciale de l'Amérique. (1907, p. 75)

Car, ajoute-t-il, on ne saurait arranger ensemble les grandes puissances européennes (dont certaines, comme la Grande-Bretagne ne sont peut-être déjà plus européennes) et leurs intérêts respectifs. Selon ce qu'en évoque Coolidge, un certain nombre d'Européens, assez peu nombreux en 1914 (mais beaucoup certes sont alors internationalistes), et guère de géographes reconnaissons-le, commencent donc à imaginer une union européenne, dans un contexte qui ne s'y prête pourtant guère (montée des nationalismes)³⁸. L'économiste libéral von Inama-Sternegg fait néanmoins partie de ce groupe réduit ; dans son article de la *Revue économique internationale* de 1904 (voir p. 156), il analyse la contradiction existant entre les visées universelles de certains pays et leurs politiques économiques (1904, p. 271). Il oppose alors deux tendances, celle de l'économie ou de la vie de plus en plus universelle et celle des

³⁷ Ce qui rappelle une formule de Henri Hauser en 1901 : « Il n'y a plus d'Europe, parce que l'Europe s'est singulièrement élargie » (voir p. 147).

³⁸ Jean-Luc Chabot a caractérisé l'ambiguïté fondamentale des projets européens d'avant 1914 qui, sous l'appellation d'européens, sont en réalité des projets internationalistes et universels : « Par-delà une identité d'appellation entre les projets "européens" de paix perpétuelle du XVII^e ou du XVIII^e siècle, et les projets d'Europe unie des années 1920 et suivantes, une mutation radicale du contenu s'est réalisée : il ne s'agit plus de proposer des plans applicables à des relations internationales dominées par l'Europe, mais de sauver un continent en péril ; il ne s'agit plus de chercher à construire une organisation juridique à caractère universel sous des vocables "européens", mais d'unir les nations européennes contre un ennemi commun. » (1978, p. 26-27) Ennemi à la fois intérieur (la guerre) et extérieur (la concurrence de puissances extra-européennes).

comportements anti-cosmopolites des grandes puissances, reposant sur l'impérialisme et le protectionnisme ; il parle même de « nationalisme économique » (p. 280), et stigmatise la frilosité des politiques économiques nationales, alors que

le développement des dernières trente années démontre jusqu'à l'évidence que la participation à l'économie universelle est indispensable pour la floraison de l'économie nationale. Il n'existe déjà plus qu'un seul univers pour le grand capital et pour la civilisation générale. (p. 286)

Il faut penser « universel », il faut établir une politique économique universelle, qui permettrait de contrebalancer les impérialismes anglais et américain par une « entente universelle » (p. 287), laquelle doit intervenir entre la Russie, les puissances de l'Asie orientale, et les Etats continentaux de l'Europe qui, « unifiés dans une union douanière, pourraient devenir, grâce à une puissante entente coloniale et commerciale, un facteur qui leur serait équivalent dans le concert économique du monde. » (p. 287-288). Déjà donc, malgré le caractère paradoxal de ce libéralisme économique prônant à la fois l'entente universelle et l'union douanière continentale, *mondialisation* et régionalisation semblent aller de pair...

L'entre-deux-guerres, la gestion de la paix et la position mondiale de l'Europe

Les géographes ne paraissent pas, avant 1914, mettre en place d'argumentaire de ce type, alors qu'ils analysent très précocement les difficultés mondiales de l'Europe. Après la guerre en revanche, un certain nombre d'entre eux réfléchissent au devenir de l'Europe, et se sont inscrits dans le courant européiste, dont nous ne ferons pas l'histoire ici. Nous voudrions seulement pister le devenir de la pensée de l'union européenne par rapport au reste du monde. De ce point de vue, tous les auteurs consultés reconnaissent que l'essor du courant européiste après 1918 a reposé sur deux motivations : la volonté de préserver la paix en Europe et celle de pallier au déclin du continent (REAU, 1996, p. 71 *et sq.*). Mais on n'insiste guère sur ce point, et on privilégie l'histoire des mouvements européistes et de leurs promoteurs (Coudenhove-Kalergi, fondateur du mouvement Paneurope en 1923, Briand...). Pour ce qui est de la géographie, plusieurs commentateurs pensent que ce thème fut l'occasion de développer un certain raisonnement géopolitique à la française (PARKER, 1987 ; MUET, 1996 ; sur Demangeon et l'idée européenne, voir aussi WOLFF, 2005, p. 569-570). Certains se sont montré fort réticents, tel Henri Hauser, très internationaliste, qui reprochait à l'idée d'union européenne d'accroître les risques de tensions avec le reste du monde. C'est ce qu'il exprime dans un article de 1926, « Qu'est-ce que l'Europe ? », paru dans le mensuel européiste *Le Monde nouveau* : découper le monde en grandes régions (panaméricaine ou paneuropéenne)

relèverait d'une forme de déterminisme géographique³⁹ qui ne prend pas en compte les solidarités transversales (MUET, 1996, p. 74). Pour Hauser, qui reprend une idée ancienne, « il n'y a pas, il n'y a plus d'Europe » : il est un penseur de la société mondiale des nations bien davantage qu'un penseur de l'Europe dans le monde. Dans *La paix économique*, ouvrage paru en 1935 et commenté par Louis Raveneau dans la *Bibliographie géographique internationale*, il commente « les paroles de Stresemann, qui datent de 1925 : “Il nous faut une nouvelle économie européenne comme base d'une nouvelle politique européenne de la paix.” Au lieu d'européenne, nous dirons : mondiale » (1935, p. 2, cité par RAVENEAU, 1936, p. 137). Ce qui est tout à fait symptomatique du projet de Hauser de fonder une « Société économique des Nations », appuyée sur un Bureau International du Commerce comparable à celui du Travail (on peut se reporter également à son traitement du problème des matières premières, Encadré 13, p. 380). Mais sa position était rare ; en général, les géographes se sont déclarés plutôt favorables à l'idée européenne, même si Yannick Muet a bien mis en lumière leurs hésitations et réticences. Quoi qu'il en soit, après l'effervescence des années 1920, qui aboutissent au discours de septembre 1929 d'Aristide Briand devant l'Assemblée de la SDN, au mémorandum français de mai 1930 et à la fin de non recevoir des gouvernements, les années 1930 sont celles de la désillusion et de la réaffirmation des nationalismes.

Les géographes, au tournant des années 1930, continuent pourtant de se référer à l'idée européenne, le plus souvent comme une perspective pour faire face à la crise économique, dans le sillage de ce que disait Demangeon à la fin du premier article de 1929 sur l'économie internationale : face au nouveau contexte, la solution pour l'Europe est de développer des « manufactures de choix », c'est-à-dire de se spécialiser dans les productions de qualité, et de développer l'entente internationale, par exemple par le biais de cartels industriels (1929a, p. 25). Demangeon critique le morcellement politique de l'Europe comme une cause majeure des problèmes économiques ; dès 1932 cependant, prenant acte de l'échec du mouvement européen, il se replie sur la promotion d'« ententes régionales », plus réduites en taille, moins ambitieuses en contenu mais sans doute plus réalisables (WOLFF, 2005, p. 569). André Siegfried, dans son article paru en 1929 dans *Foreign Affairs*, consacré à l'analyse des réactions européennes aux projets de renforcement des tarifs douaniers aux Etats-Unis, brosse même l'histoire du sentiment européen en montrant qu'il se renforce depuis la guerre. Avant

³⁹ A ce propos, il est bon de rappeler que les géopoliticiens allemands élaboraient à cette époque la vision d'un monde découpé en grands fuseaux continentaux : la Panamérique, l'Eurasie, la Panasie et la Paneurope. Mais la Paneurope de Haushofer avait peu à voir avec celle des européistes... (MUET, 1996, p. 74).

la guerre, l'Europe « *had hardly more a sense of unity than China* » (p. 13), ce qu'il présente comme étant la conséquence de la domination du monde au XIX^e siècle. Mais, rappelle-t-il,

since the war, Europe's consciousness that it is a definite and articulate entity has been growing day by day, and what has contributed most directly to producing that sense of individuality has been the controlling position assumed by the United States. (p. 14)

L'impact des nouveaux tarifs douaniers américains serait donc de renforcer encore cette conscience européenne : et de fait, un point de vue européen sur un éventuel tarif douanier commun semble alors avancer (p. 15). Mais de nombreux problèmes demeurent : la place de la Grande-Bretagne et de l'URSS, la fragmentation du marché européen... Autant d'éléments récurrents dans les travaux de Siegfried des années 1930. Dans l'ouvrage de Henri Decugis qu'il préface en 1935, *Le destin des races blanches*, le problème de l'unité européenne est abordé de front, sous un angle non plus seulement économique mais culturel, moral et même racial. Dans le compte rendu de la première édition de cet ouvrage, F. Debyser rappelle la conclusion pessimiste de Decugis : « En ce qui concerne le destin de l'Europe, à moins d'un regroupement international de ses forces de tout ordre » (1936, p. 134). Et dans le compte rendu de la seconde édition, Demangeon commet ce qui semble être un lapsus : « Ce vieux pays qui longtemps a tenu "le flambeau de la civilisation" est-il appelé à voir s'effondrer sa domination universelle ? » (1937, p. 140). Comme si l'Europe ne constituait plus qu'un « pays »... Enfin, dans sa note des *Annales* sur ce même ouvrage, Demangeon reformule très clairement les termes du problème :

Ne reste-t-il, dans l'avenir de l'Europe, que des nuages noirs ? Pour nous tenir sur le seul terrain économique, il nous apparaît bien que beaucoup des formes de la production européenne sont condamnées par la concurrence des autres continents. Mais nous pensons qu'on doit accueillir, comme un fait déjà acquis, que l'Europe a des chances de longtemps garder sa supériorité dans la division du travail international qui lui réserve la production des articles finis et chers et l'accomplissement de certaines fonctions de direction et d'investissement, et, comme l'écrit Mr A. Siegfried, « les étages supérieurs de la fabrication et les services compliqués et difficiles » (1938a, p. 61)

En 1938, Demangeon reprend donc le même diagnostic qu'en 1929, la même solution par la spécialisation économique et, sous-entendue ici, la même nécessité d'adopter une position commune en Europe pour tirer parti au mieux de ses avantages. On notera comment la nouvelle division internationale du travail repose sur une sectorialisation de l'économie, avec l'apparition, à peu près au moment où Colin Clark la théorise, de la notion de services. Siegfried, que cite ici Demangeon, écrivait aussi dans *La crise de l'Europe*, que l'Europe conserve deux facteurs essentiels de vitalité, son génie d'invention et « son sens de l'esprit » (1935, p. 120) : « Nous voici donc condamnés à la supériorité, seule forteresse où l'offensive

extra-européenne ne peut que difficilement nous poursuivre : la qualité, les “services”, le financement international, voilà l’indiscutable compétence européenne » (*ibid.*). On aura remarqué la modalité typographique... Tout ceci nous amène à penser que, même dans l’entre-deux-guerres, la perspective d’un rapprochement européen est pensée par certains géographes, peut-être par beaucoup mais peu l’écrivent..., comme une perspective de salut pour un ensemble de puissances qui font l’expérience du déclassement dans une compétition internationale qui tend de plus en plus à transformer le monde en champ de bataille. Continuer à opposer, sur le plan de l’histoire événementielle comme sur celui de l’histoire des conceptions du monde, une période d’unité et une période de division que séparerait la Première Guerre mondiale, devient donc relativement difficile.

Chapitre 8

Le monde en guerre : une géographie des rivalités mondiales

Les tendances à l'unification et à la division existent de part et d'autre de la guerre, et on pourrait même avancer que ce qui marque l'ensemble de la période étudiée, ce serait une progression de plus en plus marquée vers la division du monde, malgré la conscience de plus en plus fine des interdépendances existant à l'échelle du monde. On ne se représente les décennies d'avant la Première Guerre mondiale, voire le XIX^e siècle entier¹, comme une époque d'unité et de paix que parce que l'entre-deux-guerres a paru particulièrement dévastateur. Mais, pour le répéter encore une fois, les observateurs du monde des années 1920 et 1930 ont bien mis en lumière la solidarité liant entre elles les parties du monde. De la même façon, les observateurs d'avant 1914 firent l'expérience que le monde était déjà en guerre : les tensions provoquées par ce que Coolidge appelait la « curée coloniale » (voir p. 278), les rivalités économiques et commerciales, la lutte pour l'hégémonie mondiale de plus en plus défavorable à la Grande-Bretagne..., autant d'éléments essentiels du discours sur le monde avant 1914. Croire que les années 1890-1910 ont permis l'épanouissement d'une conception simple et unanime du monde comme espace unifié est un contresens historique : en géographie, cette époque voit au contraire se développer la représentation d'un monde en perte d'unité. La « Belle Epoque » n'était pas si belle, mais au contraire, si l'on en croit Anne Rasmussen, une époque marquée par un paradoxe essentiel, le « paradoxe d'une poussée internationaliste à l'âge même de la suprématie du principe national et des extrêmes idéologiques qu'elle engendre » (2004, p. 71). La montée du protectionnisme autour de 1900 est par exemple un fait généralement sous-estimé, voire complètement négligé, dans l'historiographie de la mondialisation.

Or, de notre point de vue, ces logiques sont essentielles, parce qu'elles permettent de spécifier la teneur, peut-être paradoxale, des discours sur le monde entre la fin du XIX^e siècle et les années 1930. Dans ce chapitre, il va s'agir de mesurer l'impact des différents processus de fragmentation du monde, processus politiques, économiques, impériaux, imaginaires aussi bien, que l'on considère trop souvent comme étant propres à l'entre-deux-guerres, dans le discours géographique. L'enjeu, en cette fin de deuxième partie, est de caractériser la pensée du Monde, au moins dans son expression géographique, comme une pensée des rivalités à

¹ Pour Karl Polanyi par exemple, « la civilisation du XIX^e siècle reposait sur quatre institutions. La première était le système de l'équilibre des puissances qui, un siècle durant, empêcha que survienne entre les Grandes Puissances toute guerre longue et destructrice ; la deuxième, l'étalon-or international, symbole d'une organisation unique de l'économie mondiale ; la troisième, le marché autorégulateur, qui produisit un bien-être matériel jusque-là insoupçonné ; la quatrième, l'Etat libéral. » (1944, p. 21). Et le titre du chapitre 1 est intitulé « la paix de cent ans »... Cette civilisation du XIX^e siècle s'effondre, selon Polanyi, à partir de 1914, quand ces quatre institutions sont, les unes après les autres, remises en causes. Mais Polanyi écrit en 1944...

l'échelle mondiale. La mondialisation devient alors, dans cette perspective, moins un processus d'unification du monde – tel était bien en revanche l'euphémisation du monde – qu'un processus de segmentation, de régionalisation, de confrontation, qui s'accélère certainement entre 1914 et 1945, mais qui plonge ses racines bien plus loin dans le temps. Il paraît néanmoins commode, puisque nous traitons ici, fondamentalement, d'un monde en guerre, de commencer par l'analyse de la façon dont les géographes ont réagi à la Première Guerre mondiale. Par la suite, nous aborderons les rivalités économiques et impériales comme deux déterminants majeurs de la conception du monde comme Monde. Nous mettrons l'accent, pour finir, sur un problème particulier, une sorte d'étude de cas, qui se caractérise par une très forte continuité sur toute la période (et jusqu'à aujourd'hui), le problème de l'océan Pacifique et du « péril jaune » ; autour de lui se cristallisent en effet la plupart des enjeux du monde en guerre.

1. Les géographes face à la Première Guerre mondiale et à ses conséquences

« ...l'extrême ancienneté de notre histoire provient de ce qu'elle se déroule *avant* certain tournant et certaine limite qui a profondément bouleversé la Vie et la Conscience... Elle se déroule, ou, pour éviter consciencieusement tout présent, elle se déroula, elle s'est déroulée jadis, autrefois, en ces jours révolus du monde d'avant la Grande Guerre, avec le commencement de laquelle tant de choses ont commencé qui, depuis, ont sans doute à peine cessé de commencer. »

Thomas MANN, 1924, p. 5-6.

1.1. Le sentiment d'une perturbation majeure de l'ordre historique et géographique

1.1.1. La géographie en temps de guerre

La guerre est-elle une rupture de mondialité ?

Quand l'expression « guerre mondiale » apparaît-elle ? Dans les années de guerre assurément. Les contemporains l'appellent souvent la « Grande Guerre », comme Thomas Mann (ou la guerre, tout simplement), mais son caractère mondial ne leur échappe pas. A notre connaissance, l'expression apparaît dans les *Annales de Géographie* en 1922, sous la plume de Fernand Maurette, dans une chronique qui explique que le développement du port japonais de Kobé « a été marqué par trois étapes : la guerre sino-japonaise, la guerre russo-japonaise, la guerre mondiale, cette dernière décisive » (1922a, p. 92). Dans la *Bibliographie géographique* pour 1915-1919, parue en 1921, plusieurs publications américaines se réfèrent dans leur titre à la « *World War* » et ceci dès 1918. Ainsi l'ouvrage dirigé par P.L. Philipps, A

list of Atlases and Maps applicable to the World War, paru à Washington en 1918 à la *Library of Congress* (*Bibliographie* de 1915-1919, p. 41). Mais l'expression est encore plus ancienne, par exemple dans le domaine allemand : Christophe Prochasson nous apprend que le zoologue Ernst Haeckel et Rudolf Eucken publient en Allemagne le 18 août 1914 un texte intitulé *Englands Blutschuld am Weltkrieg* (La responsabilité sanglante de l'Angleterre dans la guerre mondiale) (2004, p. 667). Dès le début du conflit, et il n'est pas sûr qu'on ne puisse pas rencontrer d'occurrences plus anciennes encore, celui-ci est pensé comme mondial, c'est-à-dire impliquant le monde entier ou, plutôt, mettant en question l'ordre existant du monde. Quoi qu'il en soit, la guerre fait bien partie des nouveaux objets mondiaux, ce qui n'est pas très étonnant, vu l'importance des thèmes de la politique et de la puissance mondiales dans les années 1900-1910. Rappelons que la 8^e édition du *Dictionnaire de l'Académie Française*, en 1935, donne comme exemples pour l'article « mondial » : succès mondial, politique mondiale, guerre mondiale (voir note 1, p. 88). Une question se pose alors légitimement : la guerre représente-t-elle une rupture de mondialité comme il est souvent affirmé ? Inaugure-t-elle une dynamique contraire à l'émergence des réalités mondiales qui était tout à fait remarquable avant 1914 ? Ou bien contribue-t-elle à renforcer le sentiment que le monde est devenu un ensemble aux parties interdépendantes ?

Les historiens ont appris, en particulier dans le champ de l'histoire culturelle et intellectuelle, à relativiser la rupture de la guerre. Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, dans *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la première guerre mondiale (1910-1919)*, ont ainsi pris le double parti de ne pas s'en tenir strictement aux années de guerre et, plus largement, de gommer l'idée que la guerre a représenté une véritable discontinuité. Dès l'introduction, ils affirment que « la Première Guerre mondiale n'interrompt pas grand chose » (1996, p. 8). Plus loin dans l'ouvrage, ils le répètent : « On n'aura de cesse de dire que la Première Guerre mondiale se présente moins sous le jour d'une rupture que d'un événement qui révéla des forces et des comportements enfouis » (p. 193) – enfouis ou simplement balbutiants. Certes, le propos touche principalement à l'histoire culturelle mais on ne voit pas *a priori* en quoi il ne serait pas valide aussi pour l'histoire sociale ou l'histoire conceptuelle. On serait tenté de dire, pour ce qui nous concerne et même de manière assez générale, que la guerre met au jour des tendances existant dans l'avant-guerre. Ce n'est que dans un second temps qu'elle peut être pensée comme ouvrant une période nouvelle. Il ne s'agit pas de nier que l'expérience de la guerre a été une expérience de nouveauté radicale : la rupture *historique* fut bien réelle, et fut perçue comme telle par les contemporains. Ils ont

même, pour certains, accentué le contraste entre l'après et l'avant guerre, que ce soit dans le monde scientifique, ou dans le monde littéraire ; l'extrait de *La Montagne magique* de Thomas Mann inscrite en épigraphe en constitue un bel exemple. Cet ouvrage, paru en allemand en 1924 (*Der Zauberberg*), a été écrit à partir de 1912, mais la guerre l'a profondément perturbé, comme tant d'autres œuvres littéraires ou scientifiques. On ose à peine rappeler que la *Géographie universelle* de Vidal de la Blache, lancée au milieu des années 1900, a dû être complètement reprise au début des années 1920, avant que le premier volume ne soit publié en 1927. De même, parmi bien d'autres ouvrages, *La Terre et l'évolution humaine* de Lucien Febvre, connut un sort identique². Denis Wolff souligne également que peu de thèses ont été soutenues dans les années 1920, du fait d'une interruption générale des recherches et de la saignée qui a touché les jeunes géographes (2005, p. 459) ; nous avons donné plus haut l'exemple de Georges Arnaud (voir note 6, p. 94). Ce sentiment de rupture est ainsi plus ou moins mis en avant par les contemporains ; mais, pour le problème qui nous retient, nous conservons une grande réticence à considérer que la guerre a rompu la dynamique d'émergence du Monde comme espace et comme objet de préoccupation scientifique. Au contraire, la guerre, de caractère mondial, joue un rôle dans la prise de conscience de l'existence d'un niveau mondial, c'est-à-dire d'interdépendances politiques et économiques à l'échelle de la planète. Il ne faudrait pas cependant tomber dans le travers inverse qui consisterait à faire de la guerre le point de départ de cette prise de conscience. Etudiant le discours culturel, Michel Trébitsch a eu par exemple la tentation de le faire :

La guerre mondiale (...) ouvre l'ère du mondial. (...) La guerre, en brassant les peuples dans la vie et la mort, ouvre l'ère de la communication mondiale. (1994, p. 354)

Outre le fait qu'il se contredise lui-même, « l'entrée dans l'ère du mondial » ayant d'abord été rapportée à l'avant-guerre et à l'achèvement de la conquête planétaire (p. 353), son tort est de privilégier, nous l'avons déjà dit (voir p. 400 et p. 453) des textes littéraires datant des années 1920 et 1930, et d'attribuer un rôle clé au texte de Valéry de 1931 sur « *le temps du monde fini* », alors que Valéry parle de l'avant-guerre... Nous voudrions pour notre part montrer que, en géographie, la guerre et ses lendemains immédiats ont été un moment de forte prise de conscience de l'existence d'un niveau mondial, où rejouent nombre de problématiques en développement avant 1914 tout en les prolongeant ou en les réorientant.

² « Nous ne croyons pas tout à fait oiseux d'avertir le lecteur que le dessein de ce livre fut entièrement arrêté en 1912-1913, – il y a dix ans. L'ouvrage devait paraître au début de 1915 et, quand la guerre éclata, les chapitres correspondant à l'introduction et à la première partie étaient entièrement écrits. Repris seulement à l'automne de 1919, (...), le manuscrit dut subir une refonte complète (...). » (FEBVRE, 1922, p. 9)

Les géographes dans la guerre

Il est connu que nombre de géographes ont participé à l'effort de guerre, et de multiples façons : il était de fait très difficile de pratiquer normalement le métier de géographe pendant la guerre, à part peut-être pour les femmes et les hommes les plus âgés (WOLFF, 2005, p. 458). Les plus jeunes sont mobilisés au moins dans un premier temps, payant tribut aux combats. Mais les plus anciens restent rarement inactifs : Albert Demangeon (qui a quarante-deux ans en 1914) donne l'exemple d'un engagement patriotique multiforme, qui commence par sa mobilisation dans la territoriale, puis par son travail comme expert au service de l'Etat-major. A partir de 1917, comme d'autres géographes (Paul Vidal de la Blache, Emmanuel de Martonne, Lucien Gallois), Demangeon contribue à la préparation des lendemains de la guerre. On peut se reporter à la thèse de Denis Wolff pour mesurer à quel point le travail de Demangeon entre 1914 et 1918, et même dans les années d'après guerre, a été profondément informé par le conflit. D'abord comme expert, puis ensuite comme géographe réfléchissant à l'impact de la guerre. Le cas de Demangeon permet d'ailleurs de dégager les grands traits de cette mobilisation des géographes comme experts au service de l'Etat-major³. Il collabore d'abord au Service géographique de l'Armée (dans une Commission chargée de préparer des notices statistiques et géographiques sur les différentes contrées concernées par la guerre⁴) puis dans un organisme nouveau créé en 1917, le Comité d'études, chargé de préparer la paix (WOLFF, 2005, p. 461). Dans ce Comité pluridisciplinaire piloté par Charles Benoist, historien, député de Paris et membre de l'Institut (il compte douze historiens et trois géographes dans la configuration initiale, puis il s'élargit en 1918, accueillant Albert Demangeon, Augustin Bernard, Jean Brunhes, Maurice Fallex, Georges Chabot, Jules Blache...), on réfléchit aux points qu'il faudra régler dans les traités de paix (frontières de la France, question du Rhin, sort des nations de l'Europe centrale...). Demangeon se charge notamment d'un travail sur Anvers, qui donne lieu, presque mot pour mot, à un article des *Annales de Géographie* en 1918. C'est dire que ce travail de mobilisation nourrit la réflexion géographique : une grande part des publications des *Annales* dans les années 1918-1921 proviennent de fait de travaux réalisés pour le Comité d'études ainsi que pour la Conférence

³ Pas seulement au service de l'Etat-major ; on peut évoquer le travail de certains géographes dans la mise en place d'une régionalisation économique de la France, à commencer par Henri Hauser, conseiller du ministre du commerce Etienne Clémentel (voir son article des *Annales* en 1918, « Le congrès de la fédération régionaliste française »). C'est aussi l'action de Raoul Blanchard à Grenoble dans la promotion d'un Groupement régional alpin (VEITL, 1993, p. 112-113).

⁴ Dans cette Commission, dirigée par Vidal de la Blache, on trouve, du côté des géographes, Gallois, de Martonne, Demangeon, de Margerie, Raveneau, puis Auerbach, Sion et Vacher (WOLFF, 2005, p. 470).

de la Paix (voir Tableau 9, p. 482)⁵. Un certain nombre de géographes ont donc pratiqué une géographie au service de la guerre. Mais la guerre elle-même, comment est-elle abordée dans le discours géographique des années de guerre ?

Les *Annales de Géographie*, avant 1918, se caractérisent à cet égard par une assez faible présence de la guerre, au moins pour ce qui est des titres et des principaux articles. Dans un format réduit du fait des restrictions, beaucoup de textes publiés abordent des sujets de géographie physique, de géographie régionale ou de géographie générale. On doit toutefois noter l'existence de textes touchant à la question des ressources ou des approvisionnements en lien direct avec la guerre (voir le Tableau 7, p. 185). En 1916 par exemple, dans « Les réserves de bétail dans le monde », Henri Hitier observe combien la guerre aggrave la question des approvisionnements et accroît la nécessité d'augmenter les importations, en provenance d'Argentine, du Brésil, d'Océanie ou des colonies françaises. De la même façon, en 1918, Maurice Zimmermann consacre une chronique au rôle croissant de Marseille comme porte d'entrée pour les produits coloniaux dont la guerre a renforcé les importations (1918b, p. 236). Il est vrai que c'est surtout au lendemain de la guerre que celle-ci devient un phénomène géographique à part entière, élément majeur de transformation du monde, des sociétés, des économies, même s'il n'a pas échappé aux géographes, pendant les années de guerre, que celle-ci représentait, sinon une rupture, du moins un phénomène d'ampleur tout à fait considérable capable de transformer le visage du monde. La guerre joue un rôle de révélateur des équilibres politiques, économiques, géographiques au sens large existant entre les Etats et les parties du monde. Si l'on regarde par exemple de près la série d'articles qu'Edouard Blanc, spécialiste du monde russe, consacre dans les *Annales* entre 1916 et 1917 aux réseaux de communication en Russie et aux questions d'aménagement ou de colonisation intérieure⁶, on remarque que la guerre y apparaît déjà comme un facteur géographique de premier plan. Ainsi Blanc note-t-il, dans « Le chemin de fer de Petrograd à la côte mourmane », que « la guerre actuelle a mis en évidence l'inconvénient qu'a pour l'Empire russe l'absence d'issues maritimes franchement ouvertes, en mer réellement libre, indépendantes et en rapport avec sa surface, sa population et sa production » (1916a, p. 47). Son analyse, bien que ne s'y référant pas explicitement, rejoint comme en négatif, celle de

⁵ Sur ce dernier point, deux travaux apportent d'intéressants aperçus : un article de Taline Ter Minassian en 1997 sur les géographes français à la Conférence de la Paix en 1919 et un autre d'Emmanuelle Boulineau en 2001 sur Emmanuel de Martonne et les frontières roumaines.

⁶ En 1916 : « Le chemin de fer de Petrograd à la côte mourmane », « La colonisation et la mise en valeur de la Sibérie et de la steppe asiatique », « Le nouveau réseau des chemins de fer de l'Asie russe » ; en 1917 : « Le futur réseau des voies navigables de l'empire russe ».

Mackinder sur le pivot mondial : ce qui, chez Mackinder, représentait la force du pivot, c'est-à-dire son inaccessibilité depuis l'océan et les mers périphériques, devient ici un problème stratégique pour la Russie, sans doute lié à l'insuffisance de son maillage ferroviaire intérieur. D'où des programmes de construction accélérée de chemins de fer et de canaux... Sur ces mêmes questions d'aménagement, d'autres exemples, notamment dans la Chronique géographique, pourraient être apportés.

L'analyse du monde en guerre

Mais plutôt que d'insister sur cet aspect, un autre impact de la guerre doit être relevé, qui prolonge des réflexions d'avant guerre : le bouleversement des hiérarchies, que l'analyse « à chaud » a peut-être tendance à exagérer. Mais la modification des équilibres économiques est ressentie assez tôt pendant la guerre. On a déjà cité, dans le chapitre 2, deux chroniques de Maurice Zimmermann en 1916, l'une sur le trafic à Panama et l'autre sur la foire de Lyon (voir p. 108 et p. 163), qui permettent de voir que la vie économique du monde, si elle est transformée par le retrait de l'Allemagne des circuits économiques, ne s'est pas complètement déstructurée, bien au contraire. Car, mais c'est un truisme de le rappeler, l'Europe surtout a souffert de la guerre, quand le reste du monde en a plutôt profité. C'est vrai des Etats-Unis et de beaucoup de pays neufs (Argentine...), et c'est également vrai du Japon. Dès 1916, Zimmermann, poursuivant des intuitions plus anciennes (1908a), analyse « Le développement de la marine marchande du Japon ». Dans ce texte, il rapporte la forte croissance de la flotte japonaise à une dynamique qui date au moins du début des années 1900, et qui fait que

le Japon occupe aujourd'hui le troisième rang parmi les marines du monde, et la manière dont il a su et voulu profiter de la crise actuelle laisse penser que, au lendemain de la guerre, il l'emportera sur ses rivaux « au point de vue fret et transport, quand il voudra se rendre maître d'un marché, principalement dans le Pacifique » (1916d, p. 394)

Zimmermann⁷ entre de plain pied dans la rhétorique du « péril jaune », laquelle est, selon toute vraisemblance, fortement réalimentée par le contexte de guerre. Cette croissance rapide de la marine japonaise, sa modernisation et sa rénovation, son efficacité commerciale apparaissent bien comme une menace :

Il y a là une situation menaçante pour les autres marines et aussi pour l'industrie et le commerce européens en Extrême-Orient. L'industrie japonaise produisant déjà à des prix défiant toute concurrence, si la marine marchande de l'Empire du Soleil Levant se rend maîtresse de ces

⁷ Qui se réfère ici à la « Note sur la marine marchande japonaise » du capitaine P.-A. Lapicque, parue en 1916 dans le *Bulletin économique de l'Indochine*.

mers, les pronostics sur l'avenir du placement des produits d'Europe deviennent peu rassurants. (p. 395-396)

On voit bien que la guerre n'est pas tant rupture que renforcement d'une concurrence industrielle et commerciale de plus en plus défavorable à l'Europe. Reste que Zimmermann, plongé dans l'actualité, a peu de recul sur les phénomènes qu'il décrit. Jules Sion, en 1919, fait un constat globalement similaire, mais plus nuancé. Nous renvoyons ici à une chronique, déjà utilisée dans le chapitre 3 et que nous reverrons plus loin, sur « L'activité économique du Japon pendant la guerre ». Pour Sion, s'il est vrai que, « en limitant son effort militaire au siège de Kiao-tcheou, le Japon a pu travailler, s'enrichir, augmenter sa production et son commerce dans des proportions qui inquiètent aujourd'hui jusqu'aux belligérants les moins appauvris par la crise » (1919, p. 394), il n'en est pas moins vrai que la paix va permettre aux autres puissances de reprendre pied : « On peut penser que ces progrès si rapides seront limités par un retour offensif du commerce de l'Angleterre et plus sûrement des Etats-Unis, maintenant qu'ils disposent du canal de Panama et que leur côte occidentale développe si rapidement ses "possibilités" »⁸ (p. 395-396).

On a finalement l'impression, à partir de l'exemple du Japon, que la guerre a été ressentie et pensée, par un certain nombre de géographes, comme un phénomène de dimension ou de portée mondiale, et ceci dès les années de guerre. Et par portée mondiale, nous n'entendons pas d'abord ici l'implication de nations du monde entier, mais le fait que la guerre a mis à l'épreuve la façon dont le monde fonctionnait auparavant et a redéfini l'ordre politique et économique mondial. Comme le notait Henri Hauser dans un ouvrage de 1915, *La guerre européenne et le problème colonial*, où il examinait notamment le rôle des ambitions coloniales de l'Allemagne dans les causes et le déclenchement de la guerre,

cette guerre est apparue (...) comme une guerre pour le partage du monde. A la vieille notion de l'équilibre européen, elle substitue la notion de l'équilibre de la planète. (cité par SOUTOU, 2006, p. 151)

La guerre révélerait ainsi, ou confirmerait seulement, aux yeux des géographes et de bien d'autres observateurs, un certain nombre de faits relatifs au fonctionnement du monde comme totalité : parce que la Grande-Bretagne et la France ainsi que l'Allemagne et leurs alliés respectifs, sont aux prises en Europe, leur influence se réduit dans d'autres parties du monde, notamment dans le Pacifique et en Asie, laissant la place à d'autres puissances, Japon et Etats-Unis. Implicitement, le monde est pensé comme un ensemble de vases communicants où ce

⁸ Qu'il soit permis de voir dans le dernier mot, entre guillemets, une très précoce explicitation du *possibilisme*...

qui se produit en un lieu a des répercussions partout ailleurs – c’est ce que disait déjà Mackinder dans son article de 1904, quand il définissait le monde comme un système politique clos. A ce qu’il semble, la guerre, si elle met bien à l’épreuve l’unité du monde, sur le mode de l’eupéanisation, n’en révèle pas moins que le monde est un espace clos.

1.1.2. La mise en place d’un nouvel ordre mondial

Les géographes et le nouvel ordre européen

Ce qui peut être avancé ici, à tout le moins, c’est que les géographes, du moins dans les *Annales de Géographie*, se sont intéressés à la naissance d’une nouvelle Europe. Leur analyse des lendemains de la guerre porte en effet principalement sur les modifications territoriales de l’espace le plus touché par la guerre, notamment sur les redécoupages réalisés en Europe centrale et orientale. Le Tableau 9 rassemble les textes qui ont abordé de manière centrale, dans les *Annales* entre 1918 et 1921, l’impact territorial de la guerre et des traités de paix, ainsi que les textes reprennant des travaux réalisés dans le Comité d’études.

Année	Auteur	Titre	Type
1918	L. Gallois	« La France de l’Est par P. Vidal de la Blache »	A
	A. Demangeon	« Anvers »	A
	L. Gallois	« Les géographes américains et la guerre »	N
	H. Hauser	« Le congrès de la fédération régionaliste française »	N
	L. Gallois	« Les populations slaves de la péninsule des Balkans »	A
1919	E. Hauman	« Les frontières historiques de la Serbie d’après Gaston Gravier »	N
	L. Gallois	« La paix de Versailles. Les nouvelles frontières de l’Europe »	A
	P. Vidal de la Blache	« La frontière de la Sarre d’après les traités de 1814 et de 1815 »	A
	L. Gallois	« Le Bassin houiller de la Sarre »	A
	L. Gallois	« La répartition de la population dans le bassin de la Sarre et les régions environnantes »	A
	Lt D. Faucher	« En Macédoine – le Gandac »	N
1920	E. de Martonne	« Le traité de Saint-Germain et le démembrement de l’Autriche »	A
	E. de Martonne	« Essai d’une carte ethnographique des pays roumains »	A
	E. de Martonne	« L’Etat tchécoslovaque »	A
	L. Gallois	« Le déclin de l’Europe »	N
	L. Eisenmann	« La nouvelle Hongrie »	A
	G. Chabot	« Les percées des Vosges »	N
	E. de Martonne	« L’Atlas de Pologne de E. de Romer »	N
	A. Demangeon	« La Bulgarie »	A
	Col. R. Normand	« La Cilicie »	A
	L. Gallois	« Un commentaire américain des récents traités de paix »	N
1921	E. de Martonne	« La nouvelle Roumanie »	A
	Y. Chataigneau	« La Yougoslavie »	A
	A. Fichelle	« Les débouchés maritimes de la Tchécoslovaquie »	A

Tableau 9 : Liste des articles et notes des *Annales de Géographie* consacrés à l’analyse de la guerre et des modifications territoriales occasionnées par la fin de la guerre (1918-1921).

Ces publications répondent à l'ambition explicite de donner des clés pour analyser et comprendre le monde (mais en fait surtout l'Europe) d'après-guerre ; elles doivent d'ailleurs être interprétées dans le sens de ce que C. Prochasson et A. Rasmussen ont analysé comme le développement d'une « histoire du temps présent que l'Université traditionnelle ignorait alors presque totalement » (1996, p. 198-199). Ces derniers parlent même d'une « historiographie immédiate ». Pour preuve, une dizaine d'histoires de la guerre paraissent dès 1914-1916, dont le but est de comprendre les origines et d'attribuer les responsabilités du conflit. Parmi ces ouvrages, ils citent *Les méthodes allemandes d'expansion économique* de Henri Hauser en 1914, dans lequel sont examinés les liens entre le conflit et le contexte de guerre économique des années ou décennies précédentes (p. 199). Ils citent également *La France de l'Est* de Vidal de la Blache. Mais au final, ils évoquent très peu de géographes : dans l'index, on trouve quelques références à Raoul Blanchard, Jean Brunhes, Emmanuel de Martonne et Paul Vidal de la Blache, mais pas à Albert Demangeon... La guerre a-t-elle permis l'essor d'une « géographie immédiate » ? Les géographes (en France et dans d'autres pays) ont assurément suivi l'actualité de la guerre et tâché d'en rendre compte le plus scientifiquement possible. Mais cet intérêt ne naît pas de la guerre, contrairement à ce qu'affirme Yannick Muet lorsqu'il qualifie l'apparition des textes sur les traités de paix dans les *Annales*, de « tournant dans l'histoire de la revue » (1996, p. 15) ; cette interprétation nous paraît exagérée, car ce serait faire trop peu de cas de la Chronique géographique et de l'intérêt plus ancien des géographes pour la carte politique du monde.

Les textes du Tableau 9, avant les premiers commentaires des traités ont été ainsi rédigés pendant la guerre, et sont pour partie des comptes rendus bibliographiques (« *La France de l'Est* par P. Vidal de la Blache », « Les populations slaves de la péninsule des Balkans », sur un ouvrage de Jovan Cvijic...). Ces comptes rendus, assez nombreux entre 1918 et 1921, traduisent en outre un intérêt très large pour les espaces concernés par la guerre puis par les traités (de nombreux pays sont abordés), ainsi que pour d'autres façons de voir et d'analyser la guerre (livres d'auteurs étrangers, notamment américains). Il ne s'agit pas d'une simple curiosité, bien légitime, pour la nouvelle carte politique de l'Europe, mais du prolongement de l'engagement des géographes dans l'effort de guerre, et même d'un projet scientifique proche de celui de la *Géographie universelle*, comme le rappelle Lucien Gallois dans son premier article de 1919 :

L'acte diplomatique qui vient d'être signé à Versailles est le premier d'une série qui va se poursuivre. Il sera fait une large part, dans les Annales de Géographie, à l'étude des Etats et des

organisations politiques que ces arrangements vont créer. Nous commençons dans le présent numéro par le Bassin houiller de la Sarre. Nous sommes heureux d'y pouvoir insérer un mémoire rédigé en 1917 par Mr Vidal de la Blache pour le Comité d'Etudes que préside Mr Ernest Lavisse. Ce travail complète le livre si plein d'idées qu'il publiait à la même époque sur *La France de l'Est*. On y retrouvera les mêmes qualités qu'il avait, à un degré éminent, de pénétration et de mesure, dans l'interprétation des faits historiques à la lumière de la géographie. (1919, p. 248)

Prétexte à un hommage funèbre au maître récemment disparu, énoncé méthodologique, ce passage (sur lequel s'appuie d'ailleurs Y. Muet lorsqu'il parle de « tournant ») montre que les géographes accordent une grande importance à la guerre comme facteur de transformation géographique du monde, disons de l'Europe, et même surtout de l'Europe centrale et orientale. Il n'est donc pas réellement besoin ici d'en dire davantage ; il paraît cependant capital de bien noter que la guerre a représenté, en géographie, un objet d'étude particulier, qui a eu au moment de son règlement mais même avant, des impacts géographiques à plusieurs échelles, y compris celle du monde. Ce qui interpelle les géographes de ce point de vue, on a déjà commencé à le voir, ce sont les conséquences géographiques de la guerre : il s'agit toujours, à toutes les échelles, d'actualiser, de refonder le discours géographique sur le monde. Il s'agit d'en tirer les conséquences pour l'équilibre de la planète entière.

Un nouvel ordre mondial ?

Une étude minutieuse de la Chronique géographique, voire de l'ensemble des textes géographiques publiés entre 1918 et le milieu des années 1920, montrerait que la préoccupation pour le nouvel ordre du monde est générale. Dans la Chronique géographique par exemple, il est clair que l'attention porte surtout sur la mise à jour des connaissances économiques (production, commerce, situation des ports etc.). Les deux ouvrages de Demangeon et de Bowman sont toutefois à eux seuls très révélateurs du besoin de se faire, après la guerre, une idée du « nouveau monde », même si on pourrait aussi évoquer l'ouvrage de Halford Mackinder paru en 1919, *Democratic Ideals and Reality*, dans lequel il adapte sa théorie du « pivot » au monde de l'immédiat après-guerre et s'interroge sur les moyens de préserver la paix (PARKER, 1985, p. 19-25). Concentrons-nous ici sur celui de Bowman dont Demangeon d'ailleurs, dans la *Bibliographie* et au moment de la quatrième édition, a pu dire qu'« il n'existe point (...) de meilleur livre de géographie politique » (1929a, p. 108). Ce qu'entreprend Bowman, c'est donc, mais à l'échelle mondiale, le même type d'actualisation que celui mené par les géographes des *Annales* à l'échelle de l'Europe. L'ouvrage de Bowman est une géographie politique du monde transformé par la guerre. Pays par pays, mais

surtout pour l'Europe⁹, Bowman dresse un bilan *universel*, point que nous aborderons dans le chapitre suivant. Quelques mots cependant sur le projet de Bowman, et son orientation intellectuelle dans les années 1920. *The New World*, d'abord, est écrit à Paris pendant la Conférence de la paix, où il est présent comme expert de la délégation américaine, mais cette première version est détruite en septembre 1919, Bowman ne reprenant le travail qu'à la fin de cette année, de retour aux Etats-Unis (MARTIN, 1980, p. 100). Son intérêt pour les relations internationales et la politique mondiale est plus ancien : il date au moins de la guerre américano-espagnole. Mais il est vrai que la guerre mondiale lui donne une plus claire conscience des enjeux mondiaux, puisqu'il fait partie de l'organisation créée en septembre 1917 par le président Wilson pour préparer la paix, communément appelée l'« *Inquiry* » et considérée comme le premier *think tank* de politique étrangère (SMITH, 2003, p. 119). Bowman n'intègre pas d'emblée le groupe de personnalités qui la constitue, parmi lesquelles on retrouve Archibald Coolidge ; ce serait même Coolidge qui aurait demandé à ce que Bowman (directeur de l'*American Geographical Society*) rejoigne l'« *Inquiry* ». Ce qui est fait en octobre (p. 120). L'importance de ce groupe est remarquable, car il prépare notamment les Quatorze points de Wilson (p. 123). D'une certaine manière, c'est un équivalent du Comité d'études français, mais avec un intérêt plus marqué pour la dimension mondiale, l'« *Inquiry* » associant le souci de réorganiser le monde à celui de favoriser l'expansion économique globale des Etats-Unis (p. 135-136). A Paris, pendant la Conférence, Bowman se trouve donc dans une position exceptionnelle, ce qui donne à son ouvrage une grande part de sa valeur. C'est aussi pendant la Conférence que l'idée de fonder le *Council on Foreign Relations* semble être avancée pour la première fois (p. 182)¹⁰.

Pour caractériser plus précisément l'ambition de Bowman dans *The New World*, le mieux est sans doute d'analyser le court premier chapitre de cet ouvrage (12 pages seulement), intitulé « *Major Problems* ». Après une préface qui positionne le livre dans le contexte politique et intellectuel des Etats-Unis (éclairer le citoyen d'une grande démocratie sur l'état du monde est d'autant plus important que le pays est longtemps resté replié sur lui-

⁹ Environ 400 pages sont consacrées à l'Europe (12-408), 80 au Proche-Orient, 29 à l'Extrême-Orient, 11 au Pacifique et à l'Australie, 26 pour les colonies africaines des puissances européennes et 23 pour le problème du commerce et des frontières en Amérique Latine. L'absence des Etats-Unis dans la première édition est une chose bien connue, qui relativise l'idée que Bowman produit une véritable géographie du monde.

¹⁰ Bowman va alors se préoccuper de plus en plus de politique internationale. Il jouera, pendant la Seconde Guerre mondiale, le rôle d'expert au service du Département d'Etat : après avoir été, selon des expressions employées dans les médias de l'époque, le « géographe de Wilson », il fut celui de Roosevelt (SMITH, 2003, p. XX) : il participe aux discussions sur la fin du conflit (organisation du monde, termes de la reddition, question coloniale...) et joue même un rôle dans la fondation de l'Organisation des Nations Unies.

même, et que peu sont capables d'analyser les problèmes internationaux), ce chapitre propose un aperçu général sur le monde d'après-guerre. La perspective est fondamentalement historique : la guerre est saisie comme une « marche » de plus dans l'histoire de l'humanité et une démonstration supplémentaire de la psychologie humaine¹¹. Ce qui conduit Bowman à relativiser la nouveauté de la guerre¹². En revanche, la guerre a bien révolutionné le monde d'un point de vue que l'on pourrait dire américain :

Our political and social environment has been revolutionized. We now look out upon world problems and alien peoples, almost unknown to us until yesterday, in a spirit akin to that of Europeans four centuries ago, when they stood at the threshold of the Age of Discovery. Everywhere men have been stirred by new ideas. The new era will date from the years of the World War just as medieval Europe dates from the fall of Rome, or as the modern democratic era dates from the Declaration of Independence. (p. 1-2)

« *Our* » ici, c'est « nous, les Américains »... La guerre aurait ainsi une portée mondiale pour les Etats-Unis, pas pour le monde... En tout cas pas pour les Européens, qui ont déjà eu leur « révolution ». S'il parle de monde nouveau, en réalité, dans la perspective qui est la sienne, Bowman pense avant toute chose à une « ère nouvelle » ; un peu à la manière de Mackinder, Bowman oppose l'âge des découvertes et un âge où les Américains à leur tour se retrouvent face au monde (« *world problems and alien peoples* »). Bowman interprète donc ici l'histoire du monde d'un point de vue américain, comme si le nouvel âge devait être américain – ce que Neil Smith a de fait appelé le « siècle américain » (2003, p. XIII). Or, cette ère américaine est, par bien des aspects, une ère mondiale. Bowman, dont le projet *pédagogique* est, pour résumer, d'aider les citoyens (et les dirigeants) des Etats-Unis à se tourner vers le monde, est amené à élaborer une vision du monde comme totalité qui repose fondamentalement sur l'expérience de la désorganisation, de la désintégration :

When the lovely windows of Rheims cathedral were broken into thousands of pieces and scattered through the streets, the people at once began collecting the pieces. Every fragment that could be found, no matter how tiny, was carefully laid aside against the day when the pieces would be fitted together again and the windows restored. Rheims cathedral and its broken windows are a symbol of the world. A few years ago the world was orderly. To be sure, it was not perfect; some of its problems were exceedingly difficult and perplexing. Then like a thunderclap came the war and the terrible suffering and wreck of war. About some of the world's peoples now lie in the ruins of their former lives, and they are trying to piece them

¹¹ « Yet the student of history sees in this period of change but a step in an age-old process; to him the effects of the war are as new ingredients dropped into the caldron of humanity. The world is not new in the sense that war has ceased, that all political and social problems will be promptly settled, that present international boundaries and economic arrangements will forever remain unchanged. The qualities of selfish ambition and envy are deep-seated; they will pass away only when human life itself is extinguished. So long as they exist there will be war, with its revolutionary effects upon political, social, and economic life. » (p. 1)

¹² « Almost every event of our time has its counterpart in history. The officials of the Roman Empire faced problems strikingly like our own (...). Each age has its grand catastrophe, its great war. » (p. 1)

together again. Even in the United States, remote though it be, the evil effects are manifold. No American, however secluded his life, however distant his home from the big cities and the coasts, is free from the consequences of the World War. The world is broken; its international life is disrupted; it is in a state of general economic disorder. (p. 3)

C'est assez paradoxal au fond : le monde est à la fois brisé et en quête d'un ordre nouveau – ce qu'illustre très efficacement la comparaison avec les vitraux de la cathédrale de Reims – et manifestement unifié dans le désordre – ce dont témoigne l'idée que l'Américain le plus retiré ou isolé (*secluded*) de la vie du monde ne peut pas se sentir non concerné par les conséquences de la guerre. La guerre participe donc bien, selon Bowman, mais il est loin d'être le seul à le penser, d'une prise de conscience de l'unité du monde, du fait que tous les hommes vivent sur la même planète et que le sort de chacun est lié à celui de tous les autres.

1.2. Les géographes et le sentiment internationaliste

La guerre, c'est un fait connu, a eu pour conséquence de développer le sentiment internationaliste, tout particulièrement avec la mise en place de la Société des Nations et avec la multiplication des projets d'union européenne. On a cependant assez mal mesuré jusqu'à présent combien les géographes partageaient ce sentiment, sauf en ce qui concerne certaines personnalités, comme Elisée Reclus, ou certaines manifestations géographiques, comme le projet de la carte au 1:1.000.000° (voir p. 136) ou les congrès internationaux de géographie (ROBIC et RÖSSLER, 1996). Ce que nous voudrions proposer pour notre part, c'est une étude plus circonstanciée de la façon dont le sentiment internationaliste traduit une expérience de la solidarité mondiale.

1.2.1. La guerre mondiale et l'internationalisme

L'idée d'un avenir commun à tous les hommes

L'internationalisme, étant entendu, au plus simple, comme la doctrine qui prône le rapprochement des nations et des peuples, est très ancien, remontant à l'époque moderne et à ses projets de paix perpétuelle entre les nations (MATTELART, 2000, p. 39 *et sq.*). A l'époque qui nous intéresse, il manifeste le désir d'une partie de la population de lutter contre les nationalismes ainsi que d'éviter les conflits. Il est clair que les deux ou trois décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale sont fortement marquées par la pensée internationaliste. Elle n'est certes pas dominante, mais elle témoigne d'une conscience assez répandue tout de même que l'humanité est un tout et qu'il faut préserver la paix du monde. Nous n'aspirons pas à en reprendre l'histoire, qui est d'ailleurs très bien jalonnée par Armand Mattelart (2000, chapitre 7) et d'autres spécialistes, comme l'historienne Anne Rasmussen

dans un article de 2004. A. Mattelart montre que certains penseurs décrivent alors l'humanité comme étant prise dans un grand mouvement d'unification, matérialisé non seulement par des réseaux de communication mais aussi par des organisations internationales qui se multiplient dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (elles seraient 500 en 1912 d'après RASMUSSEN, 2004, p. 72), donnant corps à une communauté ou à une vie internationale (MATTELART, 2000, p. 207-212, et 2005, p. 14-16). Pour A. Mattelart, le symbole de cette montée vers une conscience universelle est la fondation de la revue *La vie internationale* en 1912 à Bruxelles par Henri La Fontaine et Paul Otlet, deux avocats qui ont l'ambition de coordonner les diverses manifestations (économiques, culturelles, politiques...) de l'internationalisme ; la revue est d'ailleurs « le porte-parole de l'Office central de l'Union des associations internationales » créée en 1910 (2000, p. 211). Ce mouvement internationaliste, ce « paradigme internationaliste » qui définit le quart de siècle précédant la guerre « traduit la perception d'une marche irrésistible vers l'universalisation, d'une interdépendance croissante des activités et des acteurs qui partagent de nouvelles manières de sentir et d'agir, d'une clôture de l'espace mondial unifié par les réseaux de transport et de communication, chemins de fer, télégraphe et téléphone » (RASMUSSEN, 2004, p. 72). Voici résumés la plupart des aspects dont on a vu jusqu'à présent qu'ils caractérisaient le discours géographique sur le monde dans les décennies qui entourent la Première Guerre mondiale. A. Rasmussen les associe au sentiment internationaliste. Dans quelle mesure est-ce valable pour la géographie ? Premier indice : A. Mattelart (2000, p. 190-192) comme A. Rasmussen (2004, p. 73) citent Elisée Reclus, mais c'est chez eux du reste à peu près la seule référence géographique. Ce qui correspond à une idée largement partagée selon laquelle Reclus aurait développé une pensée internationaliste exprimant, selon l'expression d'A. Rasmussen, « l'entrée dans l'ère de la mondialité » (2004, p. 73).

Reclus est peut-être le géographe le plus internationaliste, mais un certain nombre d'autres sont sensibles aux processus qui laissent envisager une éventuelle « internationalisation du globe », comme dit Camille Vallaux en 1911 (voir note 11, p. 434). Mais on ne peut s'en tenir là : l'examen des conséquences de la guerre sur la vision du monde des géographes va permettre de mieux caractériser ce qu'on pourrait appeler l'internationalisme géographique. La guerre, comme plus tard la crise des années 1930, rend en effet sensibles les interdépendances politiques et économiques, qui ont souffert du conflit mais qui non seulement existaient avant la guerre, ont résisté au conflit et doivent même être réaffirmées comme moyen de préserver la paix du monde. A. Mattelart a ainsi observé que la

guerre, en relançant la question de l'association universelle et du moyen de maintenir la paix entre les nations, avait provoqué un essor des réflexions internationalistes (2000, p. 217). Du point de vue de l'émergence du Monde en géographie, la guerre a cette conséquence originale et rarement aperçue, à notre connaissance, de révéler la portée désormais planétaire de toute action politique. En 1918, dans un texte sur « Les géographes américains et la guerre », Lucien Gallois énonce ainsi l'une des leçons principales de la guerre :

Ce sera, il faut l'espérer, une des idées que les événements présents auront le plus solidement implantées dans les esprits, qu'aucun pays ne peut aujourd'hui se suffire à lui-même et que, à moins d'étendre sa domination sur le monde entier, aucune nation ne peut prétendre vivre sans l'entr'aide des autres. (1918a, p. 372)

La guerre vient confirmer le fait que toutes les nations du monde sont liées entre elles et qu'aucune ne peut s'isoler, sauf à tenter de dominer le monde entier, ce qui, de l'avis commun, n'est plus guère possible depuis que l'Angleterre a vu s'effriter son hégémonie. Pour nombre de contemporains, géographes compris (du moins dans le camp vainqueur, car la réaction des géographes allemands était tout autre, voir p. 306), la fin de la guerre doit donc être le moment de reconstruire l'unité du monde sur de nouvelles bases, ce qui passe par l'édification d'une société des nations. De ce point de vue, un texte mérite d'être évoqué, l'ouvrage co-rédigé par Jean Brunhes et Camille Vallaux en 1921 (en chantier depuis 1910, mais, lui aussi, profondément modifié par la guerre), et dont le titre est déjà très significatif : *La géographie de l'histoire. Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*.

Deux internationalistes : Jean Brunhes et Camille Vallaux

Le projet du livre est de rendre compte, par la géographie, de l'histoire, notamment de l'histoire contemporaine, et son ambition est de contribuer à fonder une Société des Nations qui soit forte, comme en témoigne la dédicace à la fin de l'Avant-propos :

A tous ceux qui veulent créer une ou des Associations de Nations, fortes et loyales, c'est-à-dire fondées sur les réalités de la géographie politique, et qui ne risquent pas d'exercer, sous l'apparence fallacieuse des mots, une insupportable tyrannie au profit des plus riches, – nous dédions ces pages où deux pensées concordent en se complétant l'une l'autre. (1921, p. II)

Les deux auteurs rêvent donc d'un monde harmonisé par une structure internationale qui permettrait de résoudre les tensions découlant du découpage du monde en nations. Leur constat de départ est assez simple : « L'histoire nous raconte une vie de l'humanité de plus en plus coordonnée, subordonnée et collective, et la géographie reçoit mission de nous illustrer cette démonstration » (p. 5). De fait, l'ouvrage est entièrement animé par le souci de

l'interdépendance mondiale. Pour Brunhes et Vallaux, il ne fait aucun doute que les rapports entre les Etats se sont modifiés, du fait de la croissance du peuplement, des facilités nouvelles de circulation et de « l'établissement d'une chaîne continue d'Etats sur presque toute la surface habitable de la planète » (p. 423) ou même d'une interdépendance générale (voir le texte cité plus haut, p. 207). Le monde est pensé comme une totalité politique et économique, qu'il importerait d'organiser de manière rationnelle pour éviter une nouvelle conflagration. En réalité le propos se veut plus général qu'une simple réaction à la guerre mondiale. Il s'agit de penser le rapprochement des peuples de la terre, de *réaliser* en quelque sorte l'utopie reclusienne d'une humanité réunifiée : « Y aurait-il donc, autrement que par de simples déclarations de principes quelques moyens de commencer cette jonction des collectivités humaines en un vaste tout, qui puisse déjà s'appeler ou qui puisse du moins annoncer et préparer une stable *Société des Nations* ? » (p. 617). En des termes effectivement très reclusiens, Brunhes et Vallaux ambitionnent la mise en place d'une société mondiale, qui reposerait sur une « solidarité économique entre les nations » (titre du paragraphe, p. 617).

Leur conception de la Société des Nations est en effet plus ambitieuse que l'organisation internationale effectivement créée en 1919. Pour eux, la situation des puissances victorieuses en 1918 leur aurait permis de contribuer à une « vaste organisation économique et sociale » du monde (p. 619) autour d'une Société des Nations qui aurait eu pour fonction de régler « l'alimentation » et « la circulation » :

Dans tout organisme vivant et pour le maintien de la vie de tout organisme, simple ou complexe, il est deux nécessités essentielles : l'*alimentation*, la *circulation*. Ni les hommes, ni les sociétés humaines « ne vivent de beau langage » : la dure et longue épreuve de notre guerre a contraint les plus idéalistes à concevoir la vie des nations comme liée avec vigueur à l'*alimentation* et à la *circulation*. L'alimentation d'une société, ce ne sont pas les seuls aliments, mais toutes les matières premières. La circulation, condition *sine qua non* de la vie collective, ce sont les transports intérieurs, et, avant tout, les grands transports maritimes. Par une organisation harmonieuse et pacifique de l'alimentation, c'est-à-dire de la répartition des matières premières, et par une discipline collective de la circulation, c'est-à-dire des transports maritimes, aurait dû commencer et aurait pu seulement subsister une Société équilibrée entre les Nations et les Fédérations d'Etats, préface obligatoire de toute durable Société des Nations. (*ibid.*)

Brunhes et Vallaux placent donc au fondement d'une authentique (mais utopique) Société des Nations la gestion de la production et de la circulation des matières premières. Ils anticipent donc sur le problème des matières premières dont on a vu l'actualité dans les années 1930, mais dont Maurette rappelait qu'il datait de la fin de la guerre (voir p. 379). Sans aller plus avant dans la présentation de ce qui demeure un projet très ambitieux reposant sur la « double mise en commun proclamée officiellement et du stock mondial de matières premières et du

matériel mondial des moyens maritimes de transport » (p. 621), on retiendra que la posture des deux auteurs traduit un internationalisme géographique certes plus ancien, mais poussé ici très loin dans le vœu d'une gestion internationale des grandes questions politiques et économiques du monde. Les dernières pages du livre manifestent bien ce point de vue, dont il demeure difficile de savoir s'il était partagé par beaucoup de géographes. Postulant qu'on ne peut plus séparer la politique d'un Etat de son économie, les deux étant fonction de sa position par rapport aux autres, Brunhes et Vallaux affirment que les traités de 1919-1920 associent étroitement ces deux dimensions :

Mieux encore que l'universalité de la dernière guerre, cela fait sentir que l'humanité moderne forme un *tout* ; – mais un *tout* ne veut dire ni une unité, ni une harmonie, ni une fraternité, ni une paix. (p. 692)

Dernière phrase du livre, remarquable d'ambiguïté : le monde forme un tout mais un tout divisé. La vocation d'une véritable Société des Nations devrait être alors d'aider à ce que la *totalité* s'accomplisse et devienne une unité réelle. La guerre aurait donc bien eu ce rôle de montrer que l'humanité constitue un ensemble, une totalité, et aurait bien contribué à faire prendre conscience des solidarités (mais aussi des rivalités) existant à l'échelle mondiale.

1.2.2. D'une guerre à l'autre : devenir de l'internationalisme géographique

« *Isolation is impossible.* »
Wallace W. ATWOOD, 1929, p. 104.

Cet internationalisme géographique, renforcé aux lendemains de la guerre, va animer une part importante du discours géographique dans l'entre-deux-guerres. Les géographes, en France et ailleurs, accordent alors une grande attention à la reconstruction du monde, à la promotion de la paix et au projet de la Société des Nations. On pourrait même avancer l'idée que l'internationalisme, comme dynamique politique, tend à nourrir dans les années 1920 et 1930, la pensée mondiale en géographie. A leur manière, c'est un premier point, les géographes participent à l'élaboration d'une communauté scientifique mondiale, par exemple dans le sein de la *Bibliographie géographique* qui accueille, après 1921, des Sociétés de géographie étrangères et qui devient *Bibliographie géographique internationale* en 1931. De la même façon, la création en 1922 de l'Union géographique internationale, répond à une logique internationaliste, qui n'est pas cependant dénuée d'ambiguïté : « La question la plus dramatique des années vingt et du début des années trente reste pour l'UGI la division entre géographes, qui dure, malgré les efforts diplomatiques, bien au-delà du sectarisme qui a

présidé aux premiers temps de l'après-guerre » (ROBIC et RÖSSLER, 1996, p. 243¹³). Le problème principal étant bien sûr la tension existant entre géographes français et allemands : ces derniers n'adhèrent d'ailleurs à l'UGI qu'en 1934. Un autre indice de l'influence de l'internationalisme en géographie serait le grand usage que font les géographes des travaux publiés par les organisations internationales, comme la SDN, le BIT, l'Institut International d'Agriculture ou d'autres institutions, qui produisent des *Annuaire*s économiques, des synthèses, des études dans différents domaines d'intérêt géographique, comme les matières premières et la population. Nombre d'articles, de notes, de chroniques des *Annales de Géographie* sont ainsi fondées sur le commentaire d'études provenant des organisations internationales ; nombre de comptes rendus de la *Bibliographie géographique*, de la même façon, les prennent pour objets. Une personnalité joue à ce niveau un rôle tout à fait spécifique voire exceptionnel, Fernand Maurette. Mais il est loin d'être le seul géographe à exprimer un fort sentiment internationaliste. Henri Hauser serait un autre très bon exemple, qui propose par exemple en 1937 d'organiser au niveau international la production et la commercialisation des matières premières (Encadré 13, p. 380).

Dans les années 1930, marquées par la crise économique mondiale et un renouveau des politiques de repli national, le thème internationaliste demeure bien présent dans le discours géographique. Parmi de nombreuses prises de positions, pas nécessairement mondiales du reste (comme l'appel à l'unité européenne), deux exemples méritent d'être cités ici, qui ne sont d'ailleurs pas français. En premier lieu, une publication d'Isaiah Bowman en 1930 dont Raye R. Platt fait le compte rendu pour la *Bibliographie*. Il s'agit d'une espèce d'anthologie, intitulée significativement *International Relations. Reading with a Purpose* :

5 ouvrages ont été choisis pour servir d'introduction à l'étude des relations internationales. Ils l'ont été du point de vue d'un géographe qui considère que les progrès de la paix dans le monde dépendent du progrès du sentiment que les peuples auront de leur solidarité économique. (1931a, p. 89)

Ce n'est pas très étonnant de la part d'un géographe converti à l'internationalisme en 1917-1918, alors qu'il travaillait pour Wilson au sein de l'*Inquiry*, et membre fondateur du *Council on Foreign Relations*, organisme dont les prises de positions ont été à la fois internationalistes et « impérialistes » au sens où il s'agissait de promouvoir les intérêts bien compris de la nouvelle grande puissance, les Etats-Unis. L'association étroite entre la sauvegarde de la paix, le constat, le maintien voire le renforcement des solidarités économiques est un argumentaire

¹³ Qui s'appuient ici sur les analyses de Brigitte Schroeder-Gudehus dans *Les scientifiques et la paix. La*

en effet qui ne serait pas dénué d'arrière-pensées... Deuxième exemple, un article publié par un autre géographe américain, Wallace W. Atwood, dans la revue *Geografiska Annaler* en 1929 sous le titre « *Geography and International Goodwill* »¹⁴. D'après une nécrologie parue dans la *Geographical Review*, Atwood (1872-1949) est un spécialiste de physiographie et de géomorphologie, successeur de William Morris Davis à Harvard en 1913 puis professeur à la *Clark University* de 1920 à 1946 (VAN VALKENBERG, 1949, p. 676). Son profil est donc très différent de celui de Bowman. Dans ce texte, Atwood reprend nombre d'éléments qui rejoignent ce que nous avons appelé plus haut une vulgate économique-politique fondée sur la notion d'interdépendance (voir p. 459). Il observe d'abord que les océans, les montagnes et les déserts ne sont plus des barrières :

Through the development of science and technology, the great physical barriers that lead to isolation have been removed. The peoples of this world are now within speaking distance of each other; they are in fact elbow to elbow, and in some parts it is even difficult to find packing spare. Many economic, social, and political contacts have been established, and some people in each of the leading countries of the world already realize that the nations are interdependent. A new social and economic unity is rapidly evolving. (1929, p. 102)

L'isolement ou la segmentation de l'humanité prend fin grâce à la technologie qui permet de franchir les barrières physiques. Les contacts se multiplient et, l'image est suggestive, les peuples de la Terre sont maintenant au « coude à coude » et dans un état d'interdépendance – du moins est-ce ce que certains pensent. Albert Demangeon notait aussi, la même année, que ces idées étaient seulement celles des « esprits instruits et réfléchis »...

Comme si les géographes, en Europe et aux Etats-Unis, se trouvaient parmi une minorité à penser le monde comme une totalité, alors que beaucoup pensent encore à l'échelle de la nation. Atwood est d'ailleurs conscient que toutes les barrières ne sont pas tombées, et qu'il reste en particulier celle de l'ignorance entre les peuples. Il faut donc, position sans conteste internationaliste, développer les relations entre les nations, et les Etats-Unis, alors en plein *isolationnisme*, ont un certain retard en la matière (1929, p. 103). Il faut développer, contre le nationalisme, un nouveau patriotisme, reposant sur la fierté du rôle tenu par sa nation dans les affaires du monde. Atwood réaffirme alors l'idée d'interdépendance :

The days of isolation have passed, and the days for cooperation are at hand. We are living in an era when the problems of international relations are uppermost. We must prepare ourselves and the young people of the rising generation in each country to meet these problems. Isolation is impossible. (p. 104)

communauté scientifique internationale au cours des années vingt, publié à Montréal en 1978.

¹⁴ Le texte est signalé dans la *Bibliographie* de 1929 (p. 122).

Texte fort, qui se rattache à la fois à la tradition internationaliste, à l'effort de construction d'une société des nations, et au diagnostic proprement géographique sur le monde qui pointe l'existence de solidarités entre les nations, même pendant la grande crise, alors que l'inclination générale est au repli protectionniste. On pourrait donc avancer l'idée que le thème internationaliste en géographie, surtout après la guerre, constitue peut-être un apport original à la pensée des relations internationales. En réalité il s'agit moins d'un discours internationaliste à proprement parler (une idéologie) que d'un regard sur le monde tel qu'il fonctionne dans son ensemble. Il importe toutefois de ne pas exagérer ce constat, d'abord parce que les géographes, même avant 1914, sont patriotes et impérialistes, comme la plupart des contemporains et des savants en particulier (ROBIC et RÖSSLER, 1996, p. 241). La guerre a provoqué un accroissement général de patriotisme, qui exhibe « le hiatus entre l'ordre des discours et l'ordre des pratiques, entre idéaux et comportements, et l'absence de valeur performative des internationalismes rhétoriques du XIX^e siècle » (RASMUSSEN, 2004, p. 79). Les géographes n'y échappent pas : il est significatif que l'Allemagne soit longtemps tenue à l'écart de l'UGI. Il ne faut donc pas s'illusionner sur l'internationalisme géographique. En outre, il est difficile de dire à quel point les géographes étaient ou non véritablement internationalistes. Ce qu'on peut néanmoins approcher, c'est leur attitude face au contraire de l'internationalisme, le nationalisme et d'abord le nationalisme économique.

2. Le monde en guerre : nations, empires, continents

La notion de guerre économique est en effet sous-jacente à un grand nombre d'analyses de géographie économique et politique depuis la fin du XIX^e siècle : elle est parfois explicitée et nous en avons eu un bon exemple avec les articles des *Annales de Géographie* de Pierre Foncin et de Henri Schirmer (voir p. 454 *et sq.*). Elle traduit assez directement la mise en place de politiques douanières et commerciales de plus en plus agressives à partir des années 1880-1890. Elle s'oppose à la fois à l'internationalisme et à la doctrine, en vogue dans les années 1860-1870, du libre-échange. Le contexte de guerre au sens propre ou de crise économique accentue le sentiment que les puissances se livrent entre elles une guerre économique ; mais c'est lié au fond à l'évolution propre du modèle de développement libre-échangiste, lequel s'est en fait perverti, à la fin du XIX^e siècle, en modèle largement protectionniste. Les concurrences industrielles, les rivalités commerciales, les luttes pour conquérir ou conserver des marchés, la protection des économies nationales et impériales..., autant de logiques que les géographes, dans leur description du monde, doivent prendre en

compte. Nous voudrions nous pencher ici sur les caractères généraux d'un discours sur le monde où les oppositions économiques se trouvent au cœur des rivalités politiques et conditionnent, plus largement, la pensée géographique du Monde. Il n'y aurait en effet peut-être pas contradiction entre l'expérience d'un monde divisé économiquement et politiquement et la pensée du monde comme totalité. Comme l'a très bien dit Olivier Dollfus, le système Monde peut s'interpréter comme un jeu se jouant « entre plusieurs grands acteurs partenaires rivaux » (1990a, p. 286). Il est clair en effet que, aujourd'hui comme en 1900 ou 1930, les grandes puissances se livrent une guerre économique intense, qui peut aboutir au conflit réel comme en 1914, mais sont entre eux leurs principaux partenaires économiques. Paradoxe fondamental du monde en cours de mondialisation : unifié (le marché mondial), mais divisé et inégalitaire (une grande partie du monde est encore sous contrôle). Trois points seront donc abordés, associant ces différents aspects : la perception de l'érosion du libre-échange et de la montée du nationalisme économique, avant puis après la guerre, la question spécifique de la préférence impériale, et enfin le traitement du problème du Pacifique et du « péril jaune ».

2.1. Les géographes face au nationalisme économique

Laissé jusqu'à présent dans l'ombre, mais pourtant essentiel dans la mise en forme d'une pensée du Monde et effleuré à plusieurs reprises, le positionnement des géographes en matière de politique économique doit maintenant être étudié. Pour résumer au plus juste ce qui va nous retenir ici, une seule question : les géographes sont-ils libre-échangistes ou non ? Assez généralement hostiles à la fermeture économique, à la politique économique fondée sur le cadre étatique, ils ne sont toutefois pas, on l'a vu par exemple avec le problème des matières premières, opposés à une politique dirigiste, mais de niveau international voire mondial. Ajoutons, par scrupule méthodologique, qu'il est abusif, ici peut-être plus qu'ailleurs, de dire « la géographie » ou « les géographes » : il importera autant que possible de bien distinguer ce qui relève de l'analyse géographique des faits économiques et ce qui relève de la prise de position individuelle (et elles sont rares). Mais on a tout de même le sentiment que les géographes dans leur ensemble partagent un certain nombre de points de vue quant au nationalisme économique et au libre-échange.

2.1.1. Le monde doit-il être ouvert ou fermé ?

« Le principe de différenciation qu'a toujours constitué la frontière s'est, depuis cinquante ans, mais surtout depuis la Grande Guerre, singulièrement renforcé. Les Etats ont assuré leur personnalités sur un mode nouveau ; au lieu d'entrer, par le seul jeu des facteurs géographiques, dans une combinaison d'échelle mondiale, dans une solidarité compliquée marquant fortement les spécialisations, l'Etat tend à se constituer en un microcosme très personnel, à identifier le

principe de sa puissance avec la faculté de se suffire dans la plus grande proportion possible. »
Maurice LE LANNOU, 1949, p. 213.

« Première mondialisation » et libre-échange : position des géographes

Dans *La géographie humaine*, Maurice Le Lannou livre l'une des formulations les plus explicites que nous ayons rencontrée, en géographie, de l'évolution d'ensemble de l'économie internationale entre la fin du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle. Centrée sur la période étudiée ici, elle se révèle d'abord assez proche des analyses contemporaines de l'histoire de la mondialisation : après la Première Guerre mondiale, la solidarité mondiale sous la forme d'une division internationale du travail (notons l'expression de « combinaison d'échelle mondiale »), céderait la place à une juxtaposition d'entités économiques indépendantes ou aspirant à l'être. Il nuance néanmoins la rupture de 1914 : la fermeture du monde, c'est-à-dire le renforcement des frontières et une politique économique tendant à l'autarcie nationale ou impériale, ne s'expliquerait pas seulement en effet par la guerre. D'autres causes existent à la fermeture du monde, dites « causes universelles » (1949, p. 214) et touchant à l'industrialisation du monde (il cite d'ailleurs longuement sur ce point l'article d'Albert Demangeon de 1929 sur « Les aspects actuels de l'économie internationale »). Mais il conserve bien la guerre comme moment charnière, au moins comme point d'inflexion dans l'accélération des tendances préexistantes. Il s'agit bien d'un modèle où s'opposent un temps de l'ouverture et un temps de la fermeture économiques, un temps, pour reprendre les termes mêmes qu'emploie Le Lannou dans d'autres passages du livre, du « libre-échangisme » et un temps du « nationalisme économique ». Il observe ainsi, faisant allusion aux grands traités des années 1860, que les Etats-nations ont construit, au XIX^e siècle, un « monde ouvert » (p. 212) par l'application du « libre-échangisme ». Le monde de 1900 reposerait encore sur un « système libéral, mis au point dans la vieille Europe » (p. 221). Mais, « depuis un quart de siècle » dit-il en 1949, donc depuis les années 1920, c'est « un monde nouveau » qui s'impose, car le libre-échangisme est mort (p. 213). Le monde s'est donc fermé, et ce au profit du cadre politique étatique : « Nous sommes passés, en trente années ponctuées de catastrophes, d'un type d'organisation du monde à un autre type que définit surtout la primauté géographique absolue des Etats et des frontières » (p. 215). Et il semble d'ailleurs le regretter, si l'on est sensible à la tonalité, quelque peu désabusée, selon nous, de l'épigraphe.

Il importe de voir ce qu'un tel texte nous apprend sur la « première mondialisation », au moins telle qu'elle est perçue par certains géographes. Qu'est-ce que le libre-échange ici ? Une ouverture du monde, c'est-à-dire une unification économique du monde. Or le libre-

échange correspond chronologiquement à la phase d'eupéanisation accélérée du monde : c'est ce que révèle exemplairement un passage de l'article de Maurice Zimmerman sur « La colonisation européenne dans le monde », paru, on le rappelle, en 1908 dans la *Revue de Géographie*. Il y associait « la grande révolution économique du libre échange » (1908, p. 645) et l'entrée de la colonisation dans son « ère mondiale ». La libéralisation du commerce international intervient non pas en opposition à la colonisation mais comme facteur de transformation de celle-ci dans le sens d'une certaine mondialisation. Cependant, quelques pages plus loin, Zimmermann observe que « le libre-échange devait avoir une fortune éphémère », limitée surtout à la France et à l'Angleterre, et qu'après la guerre de 1870, le protectionnisme reprit faveur (p. 657), chez « tous les peuples civilisés », sauf l'Angleterre :

Les causes de cette évolution universelle, contre laquelle ont lutté et combattent encore désespérément et vainement les derniers champions de l'école libérale ? Il est difficile de croire qu'elle ne réponde pas à des nécessités immanentes de notre époque, et notamment qu'elle ne soit pas en rapport avec le développement gigantesque et l'universalisation de la grande industrie. Tous les peuples, voyant la source de fortune qu'avait été l'industrie pour l'Angleterre, plus ou moins atteints en outre dans leur vieille prospérité agricole par l'ouverture des pays neufs et l'arrivée à bas prix des céréales, des viandes, des matières premières exotiques, ont senti impérieusement le besoin d'abord de se créer une industrie nationale, ensuite de constituer à leur industrie des marchés permanents et sûrs, afin de protéger leur agriculture contre ce déluge de produits qui menaçaient de l'étouffer. (p. 657)

« L'universalisation de la grande industrie » et du modèle économique britannique, couplée avec la nécessité de protéger l'agriculture des vieux pays face à celle des pays neufs, explique donc pour une large part la dynamique protectionniste des dernières décennies du XIX^e siècle. Pour Zimmermann, le libre-échange ou le libéralisme est mort dès avant la guerre. Que conclure de ces aperçus complémentaires quoique échelonnés dans le temps, celui de Zimmermann et celui de Le Lannou – et celui, encore, de Foncin en 1891, très proche des positions de Zimmermann ? Que la « première mondialisation » est vécue comme une crise ou un recul du libre-échange, et non comme son épanouissement. Et c'est tout à fait essentiel de le comprendre, pour éviter de confondre, lorsqu'on parle de mondialisation, capitalisme et libre-échange : le capitalisme peut bien être florissant avant la guerre, il peut bien y avoir de forts investissements internationaux, un commerce extérieur élevé et un fort ratio exportations/production ainsi que d'importants mouvements de population, il n'en demeure pas moins que cette mondialisation n'est pas libre-échangiste.

Avant de revenir sur les grands traits du contexte économique, cette idée peut d'abord être étayée par la présentation de quelques prises de positions supplémentaires. On n'insistera pas ici sur l'exposé de l'économiste libéral Inama-Sternegg, qui déplore, en 1904 dans la

Revue économique internationale (dont on peut bien imaginer le propre positionnement, en rappelant simplement qu'Emile Levasseur en fut le directeur), le développement du nationalisme économique dans le monde (voir p. 468). L'accent doit être mis en revanche sur le discours géographique car, si les géographes nous paraissent en général plutôt anti-protectionnistes, ce n'est pas, paradoxalement, par parti pris nécessairement libre-échangiste. Maurice Zimmermann par exemple, dont on vient de citer un texte important, ne paraît pas s'inclure parmi « les derniers champions de l'école libérale »... Au contraire, il mène une critique de ce modèle économique qui prend différents visages : promotion du colonialisme certes, attaques récurrentes contre les gaspillages et les destructions qui sont décrits en 1901 comme les « effets désastreux de l'universelle concurrence, amenée par le dogme du “laissez faire, laissez passer” dans l'exploitation économique du globe » (voir p. 369)... Cette critique du libre-échange (bien davantage que du capitalisme) se retrouverait chez d'autres géographes de la *Raubwirtschaft* et de l'exploitation rationnelle du globe. Dans les *Annales de Géographie* cependant, Zimmermann est pour ainsi dire le seul à aborder, avant 1914, ce type de problèmes. Le discours sur l'industrialisation du monde et ses conséquences (économiques et politiques) pour l'Europe, est plus courant, mais souvent très descriptif et peu critique. Seul le protectionnisme est régulièrement dénoncé, mais surtout après la guerre, comme n'apportant que des solutions illusoires à des problèmes qui ne sont plus d'échelle nationale, mais mondiale. Ce qui définit, à défaut d'une réelle position libre-échangiste, une forme de libéralisme géographique, parfois teinté d'anticapitalisme (voir l'analyse de Henri Baulig sur la crise des années 1930, p. 459), mais le plus souvent assez peu normatif.

Un monde qui tend à se fermer dès avant 1914

Le plus souvent en effet, les géographes, dans leurs analyses économiques, se contentent de décrire le fonctionnement des marchés, des systèmes économiques locaux, régionaux ou nationaux, d'expliquer leur évolution en recourant à la conjoncture mondiale. L'effort critique y est très réduit avant les années 1950, et en particulier avant les travaux de Pierre George. Quoi qu'il en soit cependant de la position des géographes (libre-échangistes ou non), ils vivent, avant 1914 et après, dans un monde qui, sans doute possible, se ferme. L'histoire du nationalisme économique est évidemment ancienne, « la pensée économique du nationalisme » naissant sous sa forme moderne, selon Patrick Cabanel, « dans l'Allemagne pré-unitaire, face à la puissance commerciale britannique et aux théories libre-échangistes d'Adam Smith, jugées périlleuses pour de jeunes économies nationales » (2004, p. 67). Et de citer l'ouvrage déjà ancien de Fichte, *L'Etat commercial fermé*, paru en 1800. L'âge du

libéralisme, à tout prendre, se réduit à deux ou trois décennies et ne dure guère après 1880, le temps que d'autres Etats que le britannique et le français s'industrialisent et se lancent dans la compétition, et que la grande dépression des années 1870-1890 avive les concurrences. L'ère du protectionnisme et de la « guerre économique » s'ouvre alors, l'ère des périls de toutes sortes : le *Made in Germany*, titre d'un ouvrage paru en Angleterre en 1896, *Le danger allemand*, titre d'un ouvrage paru en France la même année (expression présente dans le manuel scolaire de Dubois et Kergomard en 1907, p. 327), *L'invasion américaine*, titre d'un ouvrage paru en Angleterre en 1902, le « péril jaune » etc. (CABANEL, 2004, p. 68-69). Bref, dans tous les pays industrialisés, un discours du danger, de la menace, de l'invasion, de la « marée » comme dit Groffier en 1900 (voir p. 166), se met en place, appelant des politiques de défense, de protection, voire de sauvegarde ; ce qui nous confirme dans l'idée de ne pas s'en tenir à l'image d'une « première mondialisation » qui représenterait une « belle époque » économique par rapport aux années 1920 et 1930. Les trois décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale sont bien des années, certes d'internationalisation économique (le commerce international croissant plus vite que la production), mais aussi d'élaboration de politiques protectionnistes. Le paradoxe est majeur.

Il faut donc bien prendre garde à une mythification rétrospective : Paul Bairoch et Richard Kozul-Wright ont apporté sur ce point de précieux éclairages. Ils insistent en particulier sur le fait que, avant 1914, l'économie n'était pas en phase de libéralisation : non seulement ils relativisent la désintégration qui aurait suivi la guerre de 1914, mais ils relativisent également l'intégration qui l'aurait précédée (1996, p. 4-5). Au moment où, certes, des pays expérimentent le libre-échange en Europe, dans les années 1860, les Etats-Unis élèvent des barrières douanières, depuis la fin de la guerre de Sécession en réalité, ce qui entraîne un mouvement général de protectionnisme, qui ira grandissant jusqu'à 1914. Le commerce international doit être envisagé comme une conséquence de la croissance économique nationale, et non comme une cause de cette croissance : il n'est pas essentiel, mais secondaire. Par ce biais, l'affirmation que le libre-échange a plus à voir avec une situation de domination européenne sur le monde qu'avec la *mondialisation* trouve une forme de confirmation – bien que Bairoch et Kozul-Wright ne pensent pas que l'avant-guerre ait été une période de mondialisation. En tout état de cause, les décennies 1880-1910 se voient marquées par une montée des revendications protectionnistes, y compris en Grande-Bretagne (campagne de Joseph Chamberlain en 1903). Mais le protectionnisme, comme on le voit dans le texte de Zimmermann cité dans la section précédente, n'a pas la même justification selon

les secteurs économiques : autant le protectionnisme agricole est provoqué par l'ouverture internationale des marchés, autant le protectionnisme industriel est motivé par la volonté de réserver les marchés nationaux à des industries naissantes. Coalition d'intérêts que P. Bairoch et R. Kozul-Wright ont analysée comme suit :

During the three decades up to the First World War rising protection was the common trend in the developed world, largely as a result – in Continental Europe at least – of a coalition between agrarian interests and the representatives of fledgling industry who found common ground in higher tariffs as a response to the inflow of cheap grain from the United States and Russia and the long depression of 1870s. (1996, p. 7)

S'il y a « première mondialisation » en somme, elle n'est donc pas générale, ni sans contradiction interne, mais touche certains secteurs plus que d'autres : la mondialisation agricole est précoce mais reflue précocement aussi, et l'industrie, qui se répand dans le monde, est paradoxalement très peu mondialisée, sauf la britannique, mais celle-ci se *démondialise* du fait des nouvelles concurrence... La situation est donc très compliquée, et on ne peut en rendre compte en adoptant le modèle simpliste : avant-guerre *mondialisé*/après-guerre *démondialisé*. Avant comme après la guerre, la concurrence dans la conquête des marchés est une donnée essentielle, concernant tous les secteurs. Les puissances agricoles et industrielles veulent à la fois conquérir des débouchés pour leurs productions et protéger leurs propres marchés : on est là dans une tension inhérente à l'économie internationale, constante depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Ce qu'exprime le protectionnisme, dans les années 1890, dans les années 1930 ou même dans les années 2000 sous la forme du « patriotisme économique », c'est la montée des rivalités commerciales dans le monde, avec l'apparition de nouveaux acteurs sur les marchés, les Etats-Unis d'abord, l'Allemagne et le Japon, puis les pays d'Amérique Latine dans les années 1910 et 1920, les nouveaux pays industrialisés dans les années 1970, la Chine et l'Inde aujourd'hui.

Elisée Reclus et la fermeture du monde

On ne doit donc pas s'étonner de la prégnance du thème protectionniste, pour le nommer ainsi, dans le discours sur le monde. Du point de vue des représentations du monde, il semblerait même, du moins en géographie, qu'on ne puisse pas parler du monde comme ensemble interdépendant sans montrer aussi que les parties du monde (nations, empires, continents) s'affrontent entre elles. C'est ce que nous voudrions illustrer en retrouvant la géographie d'Elisée Reclus. Il y a d'un côté ce que l'on dit ou ce que l'on pense savoir de Reclus : mondialiste, internationaliste, Reclus serait aussi, en pleine « première

mondialisation », un précurseur de la réflexion géographique sur la mondialisation (voir p. 47). Et il est vrai qu'il écrit beaucoup de textes exprimant une vision unifiée du monde, souvent d'ailleurs en versant dans l'utopie ou dans l'anticipation. Mais il y a d'un autre côté ce que Reclus dit effectivement du monde. Ce serait en effet une erreur de s'en tenir à ces quelques textes utopistes ou optimistes, ceux-là mêmes il est vrai que nous avons cités jusqu'à présent, pour caractériser sa conception du monde. Elle est sans nul doute plus complexe, et ne se résume pas à ses prises de position mondialistes : Reclus doit bien tenir compte de l'état du monde... S'il rêve un monde unifié, une humanité enfin réunie, sa géographie à l'échelle du monde s'avère finalement une géographie de la division. C'est l'exemple même d'une analyse qui contredit la vision du monde de son auteur. Mondialiste, Reclus se voit contraint, et avant la Première Guerre mondiale, de décrire un monde fermé. Pour s'en rendre compte, l'étude du chapitre IX du tome VI de *L'Homme et la Terre*, intitulé « L'industrie et le commerce », un texte donc parmi ses derniers, s'offre comme un bon moyen. Dans ce chapitre, une carte hors texte a été insérée, représentant les « Tarifs douaniers et câbles sous-marins » (Annexe 12). Sur une même figure, Reclus associe par conséquent deux données éminemment contradictoires du point de vue *cosmologique* : le « rapport entre les droits de Douanes et la valeur des marchandises importées » (plus la teinte du pays est rouge, plus le rapport est élevé) et les grandes lignes d'un réseau télégraphique mondial dont on a vu ce qu'il représentait pour Reclus (voir p. 418 *et sq.*). Comme chez Dollfus dans sa présentation du système Monde, d'un côté le pavage, de l'autre le réseau. La carte est centrée en outre sur le Pacifique : ce n'est certes pas pour un souci de clarté, au contraire, car la carte n'est pas des plus lisibles, mais peut-être pour signifier l'importance symbolique de la mise en place des premiers câbles dans cet océan en 1902 et 1903 pour le bouclage du monde (voir p. 249). S'il ne fallait se méfier de l'origine de la figure (peut-être choisie par l'éditeur, en tout cas réalisée en septembre 1908 d'après une carte de Bartholomew¹⁵), on pourrait sans doute y voir l'expression d'une conception du monde rien moins qu'ambiguë. Qu'est-ce qui prime en effet dans cette carte, l'idée d'une mise en réseau du monde ou bien celle de son cloisonnement douanier ? L'idée d'interrelation ou bien celle de la barrière ? Dans le chapitre d'où est extraite la carte, Reclus ne s'y réfère pas directement, ce qui n'aide pas à élucider le problème. Il y propose néanmoins une analyse de la vie économique du monde au tournant du XX^e siècle qui mérite d'être présentée.

¹⁵ L'indication « U^{té} N^{lle} de Bruxelles » (Université Nouvelle de Bruxelles) en bas à gauche de la carte, laisse néanmoins penser que Reclus a joué un rôle dans sa conception, car il enseigne dans cette université créée en

Reclus, parmi des réflexions d'ordre social ou sociologique, décrit en effet les grandes logiques économiques du monde, à commencer par son industrialisation à partir de la Grande-Bretagne et de l'Europe (1908, p. 328). Il insiste également sur l'essor du protectionnisme en Grande-Bretagne, depuis la fin du mouvement d'expansion de son industrie au milieu des années 1870 et le début du reflux du libre-échange (p. 332), avec ce que cela induit de réaction non seulement patriotique mais aussi impérialiste. C'est ainsi du moins que Reclus interprète la guerre de Boers (p. 334). Il évoque même la figure du promoteur du protectionnisme Joseph Chamberlain, « l'homme-type de ces événements étonnants où l'on vit la Grande Bretagne essayer d'arrêter son mouvement de décadence par la conquête d'un continent et la constitution d'un empire mondial infrangible » (*ibid.*). Reclus est donc bien conscient de la situation de déclin de la Grande-Bretagne et plus largement de l'Europe. Or cette situation résulte de l'industrialisation du monde, mais aussi de ce qui est décrit comme « une grande révolution commerciale » : « La périodicité des échanges a fait place à un mouvement incessant, continu de transactions que n'arrête pas même la nuit, puisque le soleil éclaire toujours un côté de la planète et que le réseau des chemins de fer, des télégraphes, des téléphones vibre sans cesse pour transporter les marchands et transmettre ses ordres de ville en ville et de continent à continent » (p. 356). Il ajoute, après cette description d'une véritable mondialisation économique reposant sur le constat d'une unification spatio-temporelle du monde, une critique du protectionnisme :

Le commerce international, qui déjà représente un si grand nombre de milliards – plus d'une centaine –, aurait pris des proportions bien autrement considérables si les gouvernements, obéissant aux injonctions des grands industriels de leur pays, n'avaient pris des mesures fiscales pour « protéger » le travail indigène, c'est-à-dire pour assurer aux bailleurs de fonds des entreprises nationales un très ample bénéfice. (*ibid.*)

C'est en ce point sans doute qu'il est au plus près de la figure présentée plus haut. Pour Reclus, le protectionnisme empêche le commerce international de se développer, et l'unification de l'humanité de se réaliser. Le protectionnisme contribuerait au contraire, dans la vision reclusienne, à maintenir l'isolement des sociétés. Sa critique du protectionnisme rejoint en outre une critique du capitalisme, car il note que satisfaire les industriels et les producteurs ne peut se faire qu'au détriment des consommateurs (p. 357-358). Cette critique repose enfin sur l'idée que la protection nuit aux industries protégées :

Le monopole obtenu par la protection de l'Etat a le plus souvent pour conséquence la perte même de l'industrie qu'elle est censée favoriser et qui s'appauvrit peu à peu parce qu'elle n'est

1894 du fait d'une scission intervenue dans l'Université de Bruxelles au sujet de la venue de Reclus. Elle maintient son indépendance, certes précaire, jusqu'à la guerre (NICOLAÏ, 2005).

plus animée par la passion du travail. La protection de l'Etat nuit toujours parce qu'elle supprime l'initiative individuelle, parce qu'elle décourage les chercheurs, parce qu'elle obscurcit et dénature les inventions des rivaux. (p. 360)

Reclus est donc amené à adopter une position libérale, valorisant la libre concurrence et l'initiative individuelle, qui contraste quelque peu avec l'utopie libertaire de la grande fraternité humaine... Quoi qu'il en soit, Elisée Reclus se fait bien le géographe d'un monde de plus en plus divisé entre nations et classes sociales :

Non seulement l'humanité est divisée en nations ennemies qui voient dans la haine un sentiment patriotique ; chaque nation se subdivise en corps secondaire qui ont un « esprit » différent et hostile. Le soldat hait le bourgeois et celui-ci méprise l'ouvrier. (p. 384)

Mais il n'abandonne pas pour autant son idéal d'une humanité unie, idéal qui est sans doute moins géographique dès lors, que politique et idéologique :

Et pourtant, sous le fourmillement des vibrations acharnées à leur entre-destruction, on sent la tendance générale des choses à se fondre en un corps vivant dont toutes les parties seront en interdépendance réciproque et finiront même par associer les ennemis, par faire de chaque trafiquant le répartiteur délégué à la distribution des produits qu'il reçoit : organisme à l'unisson du rythme universel dans le mécanisme immense. (...) Tout serait en voie de composer un cosmos harmonieux où chaque cellule aurait son individualité, correspondant à un libre travail personnel, et où tous s'engrèneraient mutuellement, chacun étant nécessaire à l'œuvre de tous. Le mécanisme fonctionnerait parfaitement si, par une survivance encore souveraine, chacun ne croyait tenu d'avoir en main un signe représentatif de son droit à la consommation, c'est-à-dire la pièce d'argent, le « rond » de métal. Acheter et vendre sont encore les mots d'ordre de ceux qui entrent dans la vie, mais des indices précurseurs nous font comprendre déjà que ces mots seront un jour abolis. La Production libre et la Répartition équitable pour tous, telle est la réalisation que nous exigeons de l'avenir. (p. 384-385)

Ce qu'il voit, c'est la tension, le nationalisme, « l'entre-destruction » ; ce qu'il « sent », c'est « l'interdépendance réciproque » ; ce qu'il souhaite, c'est l'association, le « cosmos harmonieux ». Trois niveaux pour une conception du monde complexe, associant l'observation, l'analyse et, sinon l'utopie, du moins le pronostic.

2.1.2. L'entre-deux-guerres et l'accentuation du paradoxe

Nous sommes donc toujours ramené à ce même paradoxe : interdépendance et division. Dans l'entre-deux-guerres, que la plupart des historiens placent sous le signe de la fragmentation, ce couple paradoxal continue pourtant de caractériser le discours géographique sur le monde. L'attitude des géographes face à la crise des années 1930 a déjà fourni un bon exemple. Plus largement, l'attention porte sur l'existence de solidarités mondiales dans un contexte, il est vrai, de grande fragmentation politique et économique : à la création du « second monde » soviétique, répondent l'isolationnisme américain, les fascismes et les

diverses politiques de « préférence impériale » ou de repli autarcique... Il n'en demeure pas moins que l'expérience de la guerre puis de la guerre économique s'accompagne d'une valorisation constante de la solidarité mondiale.

La guerre est-elle vraiment finie ?

« A toutes les formes de nationalisme qui menacent la paix du monde s'ajoute celle-ci, et qui n'est pas la moins redoutable : le nationalisme économique. Si rapide et superficiel que soit un coup d'oeil jeté sur la planète, on l'aperçoit hérissée de frontières douanières, de plus en plus hautes et imperméables. On n'entend parler que de guerres tarifaires, en attendant l'autre, de représailles, de mesures de défense, d'agression économique, de stratégie et de tactiques financières ou commerciales. Par une bizarre et révélatrice évolution de la sémantique, le langage des armées, du génie militaire et des batailles a fait irruption dans le domaine de l'économique. (...) C'est une guerre économique de tous et contre tous et, de cette guerre là, l'autre, à tout moment, peut sortir. »
Henri HAUSER, 1935, cité par MUET, 1996, p. 36.

Dans *La paix économique*, Henri Hauser, qui fut, on l'a vu, un grand internationaliste, formule l'idée que la guerre économique n'est que l'un des visages de la guerre tout court, « l'autre » comme il dit pudiquement, que le nationalisme économique n'est qu'une forme du nationalisme. Pour Hauser, le conflit mondial se poursuit en réalité dans les années 1920 et 1930, qui constituent même le champ où un nouveau conflit pourrait trouver origine. Le diagnostic est évidemment très sombre, car la paix est perçue comme une guerre. Nombreux néanmoins sont les observateurs qui décrivent cet état de guerre économique, ces tensions entre les nations, la montée du protectionnisme au cours des années 1920 et plus encore pendant la grande crise. Le temps est même celui de la tentation autarcique (ou autarchique comme disent souvent les contemporains), c'est-à-dire d'une politique qui vise explicitement à l'indépendance économique dans un monde où l'interdépendance se manifeste de multiples façons, y compris dans les difficultés économiques. Les publications où sont mises en regard les politiques d'indépendance et la réalité de l'interdépendance mondiale deviennent assez nombreuses dans les années 1930. Nous en avons déjà donné plusieurs exemples, tel cet ouvrage d'Ernest Minor Patterson paru en 1930 à New York et intitulé *The World's Economic Dilemma* (voir p. 200). Raye R. Platt en a rédigé un compte rendu dans la *Bibliographie* :

Essai d'un examen large, non technique, des nombreuses conséquences de la crise mondiale économique actuelle. Pour l'Auteur, le dilemme consiste en l'obstacle qu'oppose le nationalisme au libre mouvement de population et de denrées nécessaires à une époque de dépendance économique internationale. L'accroissement de population est examiné en détail, envisagé comme l'effet du climat sur l'énergie humaine et sur la civilisation. (1931b, p. 105)

La notion de « dilemme économique mondial » nous paraît tout à fait révélatrice d'une pensée ambivalente du monde : il ne s'agit pas seulement de constater des pratiques nationalistes de

fermeture, mais d'affirmer que, malgré ces pratiques, la dépendance économique ne disparaît pas – voire qu'elle ne peut pas disparaître. C'est là vraiment que se localise le dilemme ou le paradoxe. Beaucoup d'intellectuels, de scientifiques, d'hommes politiques, cherchent alors, comme le rappelle Yannick Muet, à étudier ce dilemme, puis à le résoudre, à trouver un « système qui permettrait de surmonter ce que Francis Delaisi nomma, dans un ouvrage qui allait faire grand bruit, les “contradictions du monde moderne” : l'interdépendance économique qui liait de façon toujours plus étroite les nations les unes aux autres et, à l'inverse, l'affirmation croissante du nationalisme en Europe » (1996, p. 32-33). Deux logiques progresseraient donc ensemble, selon Delaisi¹⁶, l'interdépendance économique et l'indépendance politique et économique ; ce qu'il analyse bien comme une contradiction fondamentale, et ce qui rejoint notre hypothèse d'une mondialité problématique (voir p. 64). Pour Delaisi, la nation n'est pourtant plus un cadre adapté au fonctionnement de l'économie mondiale, il faut des cadres plus larges – c'est l'un des arguments, au moins depuis la fin du XIX^e siècle, des promoteurs de l'unité européenne.

Ces problèmes sont rarement abordés aussi frontalement par les géographes, du moins dans les *Annales de Géographie* où, il est vrai, comme nous l'avons montré au sujet du traitement de la grande crise des années 1930, de nombreux textes de type « régional » s'avèrent être aussi en prise avec les grandes questions mondiales. Dans d'autres publications, certains géographes (ce sont souvent les mêmes : Albert Demangeon, André Siegfried, Henri Hauser, Fernand Maurette...) se révèlent néanmoins des observateurs engagés de la conjoncture mondiale. On peut évoquer à cet égard l'ouvrage d'Etienne Dennery paru en 1932, *Le nationalisme économique contemporain*, qui reprend un cours réalisé au Centre européen de la Dotation Carnegie, et qui a été commenté dans la *Bibliographie* par Demangeon. Dennery propose dans ce livre une

vue d'ensemble claire et concise sur l'un des plus graves problèmes de l'économie contemporaine, fondée sur l'étude particulière des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, et sur l'exposé des politiques de dumping, des tentatives faites pour contrôler les matières premières, des efforts de la SOCIÉTÉ DES NATIONS pour abaisser les barrières douanières, et des ententes internationales de production. (DEMANGEON, 1933a, p. 103)

Pour Dennery comme pour Demangeon, ce qui caractérise le monde économique dans l'entre-deux-guerres tient donc au renforcement, éminemment problématique, des politiques visant, non pas vraiment à créer une indépendance économique, mais à limiter l'interdépendance : ce

¹⁶ Journaliste et économiste pro-européen, Francis Delaisi (1873-1947) ne cesse de critiquer le nationalisme sous toutes ses formes ; pacifiste, il fait d'ailleurs le choix de Vichy et de la collaboration (MUET, 1996, p. 34-35).

sont moins des politiques affirmatives que réactives à un état d'interdépendance dont le constat s'impose dans tous les domaines. La position d'André Siegfried sur ces questions est également très intéressante à mettre en valeur. Dans ces années 1920 et 1930, il étudie certes principalement des Etats, mais toujours, nous l'avons indiqué, avec le souci de les insérer dans l'horizon du monde (voir p. 315). Il se préoccupe ainsi des relations entre les Etats et les groupes d'Etats, et en particulier, dans le cadre du Centre d'Etudes de Politique Etrangère à partir de 1935, des relations transatlantiques (il dirige le Groupe d'études des questions franco-américaines du CEPE). Son article de 1929 paru dans *Foreign Affairs* sur les « *European Reactions to American Tariff Proposals* », examine par exemple l'impact de la politique douanière américaine sur le mouvement européiste (voir p. 469). En 1935, au moment où il publie *La crise de l'Europe*, où se fonde le CEPE et où Hauser fait paraître *La paix économique*, Siegfried écrit, dans une autre revue américaine, *Current history*, un article au titre révélateur « *The clash of continents* ». Il y traite des mêmes questions que dans *La crise de l'Europe*, mais sous l'angle d'une grande confrontation mondiale entre le vieux et le nouveau mondes (p. 2). Il montre que l'Europe se trouve prise entre l'Amérique et l'Asie, dans une compétition industrielle mondiale où ces trois continents s'affrontent. Le monde est conçu comme un « *immense field of battle* » (p. 6) et l'Europe pâtit de sa désunion : « *The dream of turning it into a single unbroken market will long remain utopian* » (*ibid.*).

Réaffirmer l'interdépendance mondiale : la critique du protectionnisme...

« Rien de tout cela n'aura sans doute jamais le moindre commencement de réalisation. Mais il est intéressant de savoir quels cauchemars hantent la nuit économique où le monde est plongé. »
Yves-Marie GOBLET, 1933, p. 281.

On peut certainement considérer, sans grand risque, que la vision d'un monde constituant un espace économique unifié et segmenté à la fois était assez générale dans l'entre-deux-guerres. Tout constat de la segmentation du monde s'accompagne, en géographie, du rappel que les parties du monde sont solidaires les unes des autres et d'une critique souvent virulente des politiques de fermeture. Nous l'avons souligné au sujet de la crise des années 1930 (voir p. 203 *et sq.*). Il ne s'agit pas de le redire ici, mais de tenter de systématiser un discours qui pouvait paraître très conjoncturel ; en réalité, cette prise de position anti-protectionniste est générale, se reconstruisant déjà chez Reclus, et nous verrons qu'elle s'applique également dans le discours des géographes sur l'autarcie. Les tendances d'avant-guerre au protectionnisme se poursuivent en effet dès la fin de la guerre, sans attendre le déclenchement de la grande crise. C'est particulièrement le cas en Grande-Bretagne, où le

« poison » du protectionnisme, le mot est de Siegfried lui-même, se développe dans les années 1920, en parallèle avec l'intervention croissante de l'Etat (1931, p. 133-145). Cet essor des doctrines et des politiques de la fermeture économique dans le pays qui fut le champion du libre-échange et du libéralisme marque fortement les géographes, comme signe du déclin de la Grande-Bretagne et de l'Europe, mais aussi comme symptôme des problèmes de l'économie mondiale. Yves-Marie Goblet, dans un article de 1933 de la *Revue politique et parlementaire* sur l'économie britannique à la veille de la Conférence économique internationale qui doit se tenir en juin 1933, s'en prend très fortement au nationalisme économique, qui s'est développé en Angleterre. Mais il note que les dirigeants anglais, américains et français viennent de se mettre d'accord pour discuter d'un désarmement douanier (1933, p. 272). Pour « remettre en marche les rouages de la machine économique mondiale – et non pas seulement l'industrie et le commerce américains, britanniques ou français », les solutions nationalistes ne servent à rien. L'Angleterre, selon Goblet, doit remettre en cause la politique économique nationaliste et se convaincre « que c'est sur un plan mondial et non pas local qu'elle trouvera la solution de sa part de crise » (p. 272). Comme nombre de géographes, Goblet est convaincu que le nationalisme économique ne peut répondre aux problèmes du temps.

C'est ce dont les Anglais se rendraient compte en 1933, notamment parce que l'année 1932 a été très dure pour l'économie anglaise, marquée par une chute du commerce extérieur, et une augmentation du chômage (p. 273) : « Il était puéril d'attendre un autre résultat d'une politique économique faite de ce mélange de socialisme et de protectionnisme qui est pour une bonne part responsable dans tous les pays du monde, de l'intensité et de la durée anormale de la crise actuelle » (p. 274). Goblet, dans la suite de l'article, très économique, n'apportera pas plus à ces premières déclarations : il s'en prend à la doctrine keynésienne (p. 279 *et sq.*) et à d'autres théories charitablement qualifiées de « cauchemars qui hantent la nuit économique où le monde est plongé » (p. 281). Critique assez dure du protectionnisme, parti pris visiblement libéral, qui sera repris et développé dans *Le crépuscule des traités* en 1934, ouvrage dans lequel Goblet se prononce pour la liberté du commerce et pour l'instauration d'une véritable société des nations économiquement interdépendantes (PARKER, 1996, p. 212). La plupart des géographes, et c'est très visible dans la *Bibliographie géographique* où nombre de publications promouvant le protectionnisme sous l'une ou l'autre de ses formes

sont référencées et critiquées¹⁷, se révèlent ainsi hostiles à toute politique économique nationaliste. Qu'il s'agisse d'un parti pris idéologique ou intellectuel, c'est un point qui reste difficile à décider ; ce qui est sûr c'est qu'une raison scientifique pousse les géographes à critiquer le protectionnisme. L'Etat ne constitue plus, à l'évidence, un cadre suffisamment pertinent pour mener une politique économique pleinement efficace. Au contraire, l'économie étant devenue mondiale, toute politique économique doit se penser à cette échelle, ou au moins à l'échelle internationale. Ainsi s'explique que, lorsque les géographes se risquent à proposer des solutions aux difficultés économiques, ils mettent en avant la nécessité de recourir à des ententes internationales, au sens le plus large : société des nations au lendemain de la guerre, union européenne dans les années 1920, ententes régionales plus réduites dans les années 1930, ententes sectorielles encore plus réduites, comme les cartels industriels. Ces derniers, en plein essor depuis la guerre, sont même considérés par André Siegfried, dans son article de 1929 de *Foreign Affairs*, comme des opérations économiques préparant l'unité économique européenne (1929, p. 16-17).

...et des velléités autarciques

Cette double prise de position (contre le nationalisme économique et pour l'entente internationale) se révèle particulièrement nette dans le discours sur l'autarcie. Au plus simple, l'autarcie est une politique dont l'objectif est de faire passer une économie d'un état d'interdépendance même relatif à un état d'indépendance même partiel. Or dans l'entre-deux-guerres (mais surtout dans les années 1930) la tentation autarcique se répand dans le monde entier, pas seulement d'ailleurs dans les dictatures fascistes et communiste dont une des priorités est effectivement de construire une économie la plus autonome qui soit (limitation des importations, recherche de substituts industriels aux matières premières, développement de l'agriculture...). De manière pour ainsi dire systématique, les géographes qui abordent cette question de l'autarcie la présentent comme une utopie : aucune économie ne peut se couper du reste du monde, pas même l'Empire britannique, nous allons y revenir dans la section suivante. Même les empires les plus vastes et les plus diversifiés, même les Etats continentaux comme les Etats-Unis et l'URSS ne peuvent se passer totalement du reste du monde. L'isolement est impossible, comme disait Atwood. Les géographes évoquent donc

¹⁷ Voir par exemple le commentaire par Albert Demangeon d'un ouvrage anglais de Stephen Leacock, *Economic Prosperity in the British Empire* : « Ouvrage de tendances ultraprotectionnistes qui demande que l'Empire britannique soit constitué en une grande unité économique avec barrières douanières, à l'intérieur de laquelle seraient exclusivement limitées la migration de capitaux et de personnes. Il y a un chapitre intéressant sur

bien les diverses politiques autarciques, mais ne sont jamais dupes. S'agissant de l'URSS par exemple, Jean Gottmann, dans une courte note des *Annales de Géographie* en 1937 sur les « Tendances du commerce extérieur de l'U.R.S.S. »¹⁸, décrit bien la politique économique soviétique comme « isolant l'U.R.S.S du reste du monde et la conduisant à l'autarchie », avec d'ailleurs un certain succès puisque les échanges extérieurs connaissent une contraction continue (p. 210). Mais le commerce extérieur reste impératif pour équilibrer la politique financière et commerciale du pays (p. 212). De la même façon pour l'Italie et l'Allemagne, dans quelques notes éparses des *Annales* à la fin des années 1930, les géographes observent leur marche vers l'indépendance économique et exposent ses limites. Sur l'Italie, c'est Paul Marres surtout qui s'attache à montrer que « depuis l'avènement du fascisme, la politique économique italienne consiste à se libérer le plus possible des importations étrangères » (1938a, p. 91), et encore plus depuis les « sanctions » internationales prises contre ce pays au moment de la guerre d'Ethiopie (*ibid.*, voir aussi 1938b et 1939a¹⁹). Reste que l'Italie est encore contrainte au commerce extérieur, pour des raisons structurelles et/ou conjoncturelles : « Malgré l'autarcie, il a fallu acheter 16 576 000 qx de blé en 1937, contre 5 350 000 qx en 1936, en raison d'une récolte déficitaire » (1939b, p. 104). Il est vrai que, pour des raisons évidentes, le commerce tend à se tourner de plus en plus vers l'Allemagne et l'Europe centrale, mais cela témoigne tout de même, pour l'Italie comme pour l'Allemagne (DEMANGEON, 1939), de l'impossibilité d'une autarcie complète.

Ce problème de l'autarcie est ainsi révélateur de la vision du monde des géographes : parce que le monde est devenu une unité économique, aucun de ses éléments ne peut se mettre à part et vivre de sa vie propre. L'industrialisation en est sans doute la cause principale, puisqu'elle requiert un grand nombre de matières premières et en grandes quantités : le monde industrialisé, tel semble être le fond de cette pensée du monde, ne peut-être que mondialisé. L'autarcie est un anachronisme, même dans les années 1930. Albert Demangeon, dans la *Bibliographie géographique* mais pas seulement²⁰, se révèle très présent dans la discussion sur l'autarcie : en 1931, il commente un ouvrage publié en Allemagne qui examine la

l'histoire des placements de capitaux britanniques dans le monde. Par ailleurs, des raisonnements assez légers, non dénués d'erreurs » (1931c, p. 103).

¹⁸ Gottmann, avant les travaux de Pierre George, est d'ailleurs l'un des rares géographes à prendre explicitement ce pays pour objet. Cette note manifeste également l'intérêt croissant des géographes depuis le début des années 1930 pour le commerce extérieur et le commerce international (voir p. 147).

¹⁹ « La volonté fasciste d'assurer à l'Italie son indépendance économique, qui s'était affirmée dès le début de 1935, a été exaspérée par les sanctions. En quelques mois, l'Italie fit de tout. » (1939a, p. 100)

²⁰ Dans son article sur le surpeuplement, il recommande par exemple de favoriser les échanges de biens et de personnes pour éviter que, par l'autarcie, des points de surpeuplement n'apparaissent (1938b, p. 124-125).

possibilité pour la France de « former une unité économique fermée », tâche pour laquelle elle serait mieux douée que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne grâce à son agriculture, « mais elle ne saurait se passer de l'étranger qui lui fournit vivres et matières premières, et qui lui achète beaucoup de produits manufacturés » (1931d, p. 143). De même, pas plus que les puissances européennes, les Etats-Unis, pourtant riches en matières premières, ne peuvent s'isoler du monde ; c'est ce que retient Demangeon, là encore d'un ouvrage allemand :

Cherchant dans quelle mesure l'économie des Etats-Unis dépend de l'économie universelle et dans quelle mesure on peut la considérer comme une autarchie, A. RÜHL, ayant analysé minutieusement les données statistiques, conclut qu'une proportion insignifiante (10,7 p. 100) des marchandises importées dans ce pays pourrait être remplacée par des moyens de production nationaux et que, pour la plupart, renoncer aux importations étrangères signifierait une transformation profonde de la production américaine. (1933b, p. 494)

L'autarcie constitue donc un rêve politique que l'analyse dénonce inmanquablement comme tel. Un rêve pour l'Allemagne et pour l'Italie, sans aucun doute, mais également pour ces grandes structures politiques que sont les Etats continentaux et les empires coloniaux.

2.2. Un monde impérial ? Les empires dans la guerre économique

Le nationalisme économique et les politiques qui cherchent à le mettre en place ne doivent pas s'envisager en effet à la seule échelle « nationale » : les empires, pour les puissances qui en sont pourvues (Angleterre, France, Pays-Bas, Belgique, Japon, voire Etats-Unis), les aires d'influence en général, les Etats continentaux ou, comme dans le cas de l'URSS, ce qui annonce la constitution de blocs géopolitiques, bref l'ensemble des « grands espaces », comme on les nomme parfois à l'époque en Allemagne (*Grossraum*), constituent le support d'un discours du repli très courant des années 1900 aux années 1930. Les empires sont perçus par une part importante de l'opinion publique et des hommes politiques comme des pièces essentielles de la stratégie économique nationale. Des historiens ont bien montré qu'ils ont rarement joué, sinon de manière fantasmatique, le rôle qu'on leur attribuait, ni dans l'industrialisation et le développement du monde occidental (BAIROCH, 1999, chapitre 2) ni dans la résolution des problèmes économiques de l'entre-deux-guerres²¹. Il n'en demeure pas moins que l'ensemble des possessions coloniales est intégré dans les politiques économiques de fermeture et joue le rôle d'allié dans la guerre économique mondiale ; même la Grande-Bretagne compte de plus en plus sur l'Empire et en particulier sur les *Dominions*. Mais dans

²¹ L'historien Jacques Frémeaux a fait paraître en 2002 un ouvrage intéressant sur ces questions : *Les empires coloniaux dans le processus de mondialisation*. Malgré le titre, il s'agit plus d'une histoire du rapport des métropoles avec leur empire pendant l'entre-deux-guerres que d'une étude du rôle des empires dans la mondialisation. J. Frémeaux s'appuie par ailleurs souvent sur les écrits des géographes français de l'époque.

quelle mesure les empires coloniaux peuvent-ils suppléer à la fermeture économique du monde ? Dans quelle mesure participent-ils de cette même fermeture ? Les géographes, même s'ils « les prennent rarement en compte dans leur ensemble » (BRUNEAU, 1994, p. 35), sont éminemment conscients du rôle des empires dans le monde, mais ils ne s'illusionnent pas sur la portée réelle du nationalisme impérial. C'est ce que nous voudrions montrer en insistant d'abord sur la notion de « préférence impériale » et sur son analyse en géographie, puis en développant l'exemple de l'Empire britannique, à la fois emblématique et exceptionnel.

2.2.1. La « préférence impériale », entre mythe politique et réalité géographique

Les empires sont des éléments structurants dans l'organisation et dans la représentation du monde. Le monde, à partir du moment où son partage est à peu près achevé, dans les années 1910 selon Michel Bruneau et Daniel Dory (1994, p. 16), peut être conçu comme un espace impérial : on passerait alors sans doute du colonialisme à l'impérialisme, de la conquête d'espaces « libres » à la consolidation de domaines d'exploitation, et les espaces coloniaux trouveraient alors une cohérence qu'ils n'avaient pas à la fin du XIX^e siècle. Ils deviennent des unités fondamentales organisant la vie économique du monde et alimentant les rivalités entre les grandes puissances. La logique impériale est fondamentalement une logique de confrontation et de partage : un empire est, dans l'absolu, clos sur lui-même, relativement exclusif. Il constitue théoriquement un espace au service d'une puissance dite métropole. On peut alors sans doute penser que les rivalités économiques et les rivalités impériales se recouvrent largement. L'enjeu impérial, des années 1890 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, se localise plus précisément dans la question de la « préférence impériale » et du rôle que l'empire doit jouer dans l'affirmation, la défense, la sauvegarde du statut mondial de la métropole. Hubert Bonin, dans le récent *Dictionnaire de la colonisation française*, montre que la préférence impériale prolonge d'autres façons plus anciennes de réserver les colonies aux commerçants de la métropole, comme le régime de l'exclusif à l'époque moderne (2007, p. 536). L'idée de réserver l'empire aux hommes d'affaires (investisseurs, marchands, capitalistes de tous ordres) de la métropole est particulièrement en faveur dans les temps de difficultés économiques : le repli impérial, comme le protectionnisme, est une réponse, en Angleterre comme en France, au renforcement des concurrences industrielles et commerciales mondiales. Ce n'est donc pas étonnant si la préférence impériale prend surtout son essor dans l'entre-deux-guerres, s'opposant au principe de la « porte ouverte », établi à Berlin en 1885

notamment pour l'Afrique centrale (FREMEAUX, 2002, p. 124)²². Pour la France, une hausse des droits de douanes intervient ainsi en 1921 puis en 1931 : accordant des avantages aux produits de ses colonies, la France entend se réserver ces dernières pour écouler ses produits industriels et manufacturés.

Les géographes de l'époque sont bien conscients de ces logiques et de l'importance des empires pour les métropoles qui s'affrontent entre elles. C'est d'ailleurs dans les périodes de forte tension ou de crise économique qu'ils observent l'affirmation de la conception impériale. Dans un article de 1936 sur les « Problèmes de l'économie rurale en AOF », Charles Robequain observe par exemple que « la crise, en resserrant les rapports de la métropole et de ses colonies, a permis à l'AOF de varier ses exportations, d'être moins soumise aux dangers de la monoculture » (p. 163). De même, Robert Tinthoin indique que « les difficultés extérieures ont amené les Français à concevoir avec plus de netteté l'existence de leur Empire » (1939, p. 545). La crise des années 1930 précipite en effet à la fois la mise en place de politiques de « protectionnisme impérial », selon une expression de Robequain dans un article sur les Indes Néerlandaises (1941, p. 126), et le renforcement du sentiment impérial (dont témoigne par exemple la grande Exposition coloniale de Paris en 1931). Mais les géographes, qui partagent ce sentiment, ne sont néanmoins pas dupes. Comme pour le nationalisme économique et le protectionnisme, ils voient bien que la préférence impériale est une réaction contre les problèmes posés par l'interdépendance économique mondiale. Dès les années 1930, ils cherchent alors à mesurer le rôle réel des empires dans la stratégie mondiale des métropoles, et à faire la part du discours politique ou de la propagande et celle de la réalité impériale. Dans un texte sur « Le problème du bilan colonial et le privilège du conquérant » paru en 1937 dans les *Mélanges offerts à Emile-Félix Gautier*, André Allix nuance fortement l'idée de solidarité impériale – c'est du moins ce qui ressort du compte rendu pour la *Bibliographie* de Henri Cavaillès et Robert Capot-Rey :

Les colonies ne sont pas ce qu'un vain peuple pense : un débouché pour les industries ou pour la population du conquérant, un réservoir de matières premières et de toute façon une source exclusive de profit. L'Auteur montre, par une série de statistiques portant sur la période 1924-1934, que les courants commerciaux naturels l'emportent toujours sur les intérêts métropolitains et que, dans l'Empire britannique lui-même, l'indépendance économique des Dominions est encore plus complète que leur indépendance politique. (1938, p. 148)

²² Des accords entre puissances règlent l'application de ce principe, dans la zone du fleuve Niger par exemple (l'accord franco-britannique de 1898 reste valable jusqu'en 1936), au Maroc après la conférence d'Algésiras en 1906 (BONIN, 2007, p. 537) ou dans les Mandats de la SDN après 1919.

Reprenant la même opposition rencontrée plus haut chez Demangeon et Atwood entre une élite éclairée qui voit le monde comme il est, et un « vain peuple » qui s'illusionne (voir p. 493), Cavaillès et Capot-Rey indiquent que les empires coloniaux ne sont pas (et on est à la fin des années 1930) complètement intégrés (ou asservis) à l'économie métropolitaine. Au contraire, des solidarités « naturelles » prévalent bien souvent sur l'intérêt impérial : c'est par exemple le Canada, « géographiquement américain » selon André Siegfried (voir p. 316). Il ne faudrait donc pas penser le monde comme une juxtaposition d'entités nationales et impériales : des courants transnationaux et transimpériaux expriment, ici encore, l'existence d'une interdépendance mondiale.

Dans les *Annales de Géographie* et dans la *Bibliographie géographique*, de nombreux textes s'attachent à mesurer la part du commerce avec l'empire ou avec une partie de l'empire dans le commerce des métropoles, telle la note de 1939 de Robert Tinthoin que l'on vient de citer, sur « Le commerce de l'Algérie avec l'Empire français ».

MATIÈRES PREMIÈRES	IMPORTATIONS TOTALES en millions de fr.	P. 100 FOURNI PAR LES COLONIES
Céréales.....	4 536 793	7,3
Coton	3 896 175	1,7
Sucres	624 776	44,8
Sagou, salep, manioc	48 762	80,7
Cacao	304 354	33,3
Café	1 541 802	3,5
Bois exotiques	186 630	60,8
Caoutchouc	825 661	16,4
Laine	5 527 537	3,3
Graines oléagineuses	2 315 704	29
Soie	1 678 180	0,5
Riz.....	362 944	77,8
Tabac	286 625	16,4
Vanille	5 963	89,6
Thé	26 025	12,6
Huile d'olive	103 750	93
Huiles fixes végétales	170 604	17,3
Cire, gomme, résine	97 711	26,4
Espèces médicinales	72 731	22,9
Poivre et piment	45 519	99,8
Phormium tenax et abaca	228 856	17,7
Peaux et pelleteries	1 049 887	17,8
Teintures et tanins	33 945	3,7
Joncs et spartes	78 185	7
Graphites	15 611	66,7
Minerais	559 778	18,5
Cire animale	12 473	88,6
Huiles volatiles, parfums	129 166	25,2

Tableau 10 : Part des colonies françaises dans les importations de « matières coloniales » de la France en 1927 (DEMANGEON, 1929c, p. 289)

Ou, plus ancienne, cette chronique d'Albert Demangeon sur « Les importations de matières premières coloniales en France », qui se compose du Tableau 10 et de cette seule phrase : « Il est intéressant de mesurer quelle est la part des colonies françaises dans les importations françaises de matières premières en 1927 » (1929c, p. 289). Pourquoi intéressant ? Sans doute parce qu'on voit manifestement que, sauf pour quelques produits dont la proportion atteint les deux tiers ou plus (sagou, salep, manioc, bois exotiques, riz, vanille, huile d'olive, poivre et piment, graphites, cire animale), la France doit importer ses matières premières « exotiques » (sans parler des autres, comme le pétrole), dans une très large proportion, de régions situées hors de son empire. C'est donc bien une façon de montrer l'interdépendance nécessaire entre les grandes formations politiques du monde.

Il n'en est pas moins vrai que les relations commerciales entre les métropoles et leurs colonies ont plutôt tendance à se renforcer au cours des années 1930. Pour donner un exemple, référons-nous au compte rendu d'un article d'un certain Camille Fidel, paru dans la *Revue des questions coloniales et maritimes* en 1933, qui prenait pour objet « La production coloniale et le marché métropolitain : le commerce franco-colonial ». Selon F. Debyser, qui commente l'article dans la *Bibliographie*, l'auteur « signale les progrès de la part des colonies dans le commerce de la France : le quart du commerce total en 1932 (plus du cinquième aux importations, près du tiers aux exportations) » (1934, p. 112). C'est à partir de telles données que certains historiens tâchent aujourd'hui de mettre en perspective la réalité des politiques impériales. Jacques Frémeaux affirme par exemple que l'importance du commerce intra-impérial varie dans le temps et selon les empires : élevée pour la France et la Grande-Bretagne, elle l'est moins pour les Pays-Bas, le Portugal ou la Belgique... (2002, p. 34). Elle aurait en outre tendance à s'affirmer dans les années 1930. Il note aussi que l'Algérie était le 4^e client de la France en 1927, le 3^e en 1929 et le 1^{er} en 1932. Pour Hubert Bonin, l'empire français absorberait les deux cinquièmes des exportations françaises en 1952, contre un dixième avant 1914 (2007, p. 537). La politique de préférence impériale a donc un impact qu'il ne s'agirait pas de nier. Mais, « alors comme aujourd'hui, l'essentiel des échanges s'opère entre pays développés » (FREMEAUX, 2002, p. 35). En revanche, les colonies sont elles très dépendantes des métropoles, même si d'autres pays peuvent y investir et commercer. Cette dépendance s'accroît même dans la période. Pour synthétiser ces différentes remarques, il convient donc de nuancer fortement l'idée d'unification économique sur le mode impérial : des processus centrifuges sont également importants, qui résultent des besoins économiques réels mais pour partie aussi de proximités géographiques. Ces dernières tendances rendent

toute unification politique impériale encore plus problématique. Les empires sont des constructions fragiles, même s'il existe une cohésion assez forte qui s'est manifestée, comme on le sait, pendant les deux guerres mondiales. Comme le disait Demangeon dans un compte rendu de la *Bibliographie* cité plus haut (voir p. 509), la France ne peut pas « former une unité économique avec ses colonies, qui ont un trop faible pouvoir d'achat et qui produisent trop peu de denrées commerciales » (1931d, p. 143). Ce qui est valable pour tous les empires et tous les grands espaces, et ce qui ressort très bien de leur analyse de l'Empire britannique.

2.2.2. L'Empire britannique dans le monde

La mise en place de la politique de préférence impériale depuis la fin du XIX^e siècle

Avec l'Empire britannique, on touche à quelque chose de tout à fait spécifique, même si, comme l'Angleterre plus haut, il représente une sorte de modèle général pour les penseurs et les acteurs de la colonisation en France (CLAVAL, 1994c, p. 232-235). Cet empire est le seul à être vraiment mondial, mais, pas plus que les autres, il n'est auto-suffisant (BRUNEAU, 1994, p. 36-39). La question qui se pose, mais nous l'avons déjà abordée à plusieurs reprises, est celle de la capacité de l'Empire britannique à constituer une unité à part entière, un monde dans le monde. Or ce n'est rien moins qu'évident : pour les géographes, l'étude de l'Empire britannique, plus encore que celle de l'Empire français et des autres empires ou grands Etats, permet de confirmer que les logiques d'organisation du monde ne sont plus à l'indépendance politique et économique, alors que la politique impériale britannique vise précisément à faire de l'Empire un bloc fermé sur lui-même. C'est dans le cadre de l'Empire britannique que s'expérimentent en effet les premières formes de gestion proprement impériale. Sans entrer dans le détail, on rappellera seulement que l'Empire se compose de « colonies » aux statuts très différents : aux colonies à proprement parler s'ajoutent, dès les années 1860, des *Dominions* (Canada en 1867, Australie en 1901, Nouvelle-Zélande en 1907 et Afrique du Sud en 1910)²³. L'Empire des Indes (depuis 1877) constitue, précisément, un empire à part entière (FREMEAUX, 2002, p. 54-55). L'organisation de cet empire mondial (*Weltreich* comme disent les Allemands) repose sur des conférences impériales qui rassemblent à partir de 1887 les représentants des *Dominions* et des autres parties de l'empire : c'est dans ces conférences que l'Angleterre mesure la solidarité et la loyauté (ou bien les résistances) de l'empire. C'est dans

²³ Le *Dominion* est une colonie de peuplement, dont le développement économique et politique est sans commune mesure avec celui des autres colonies, au point qu'il devient un partenaire de la métropole et qu'il aspire à une autonomie à la fois économique et politique. Il joue aussi le rôle d'un relais de la puissance britannique dans le monde (FREMEAUX, 2002, p. 51-53).

ce cadre également que s'élabore, prudemment d'abord, puis plus ouvertement, la politique de préférence impériale.

Albert Demangeon, dans son grand article des *Annales de Géographie* sur les « Problèmes britanniques » retrace ainsi l'histoire du rapprochement économique intra-impérial : des tarifs préférentiels sont mis en place en 1897 avec le Canada, en 1903 avec l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, plus tard avec l'Australie (1922a, p. 17). Il s'agit, dès avant la guerre, de promouvoir l'unité impériale sur la base de l'union économique. Mais, et c'est l'idée clé de Demangeon dans les années 1920, l'Empire britannique doit faire face à une montée des revendications autonomistes et indépendantistes, à la fois dans les Dominions, en Inde, ailleurs encore – nous allons y venir. Pour Demangeon en outre, l'évolution d'une Grande-Bretagne libre-échangiste et ouverte sur le monde, à un Empire britannique entendant se replier sur lui-même est tout à fait remarquable. Il le précise très bien au début de sa longue note de lecture de *L'Angleterre d'aujourd'hui* d'André Siegfried : il évoque la renaissance de l'idée protectionniste dans les années 1880-1890, le « programme impérialiste » de Joseph Chamberlain en 1903 « qui vise à faire de l'Empire une unité économique se suffisant à elle-même » (1924, p. 365). Si ce programme ne se réalise pas, la tendance protectionniste se réaffirme après la guerre, car, « avec la Grande Guerre de 1914, le principe de la solidarité économique internationale, base de l'économie britannique, révéla ses faiblesses et ses dangers » (*ibid.*). En somme, pour Demangeon comme pour Siegfried, la guerre joue le rôle d'un déclic : il faut s'affranchir des importations étrangères, protéger ses marchés. On entre alors véritablement dans l'ère de la préférence impériale. Contre les tendances plus anciennes à la liberté du commerce et à l'autonomisation de grandes parties de l'Empire (ce qui ne posait aucunement problème à une époque où l'Angleterre dominait le monde), il faut ressaisir l'Empire, le remettre dans l'orbite britannique, renforcer les liaisons internes, voire créer une véritable économie inter-impériale.

L'utopie de l'Empire fermé

C'est l'objectif que se donnent les conférences impériales de l'entre-deux-guerres, principalement celle d'Ottawa en 1932 qui met véritablement en place la préférence impériale (FREMEAUX, 2002, p. 124). Dans un article des *Annales de Géographie*, Hélène Mégret a présenté les résultats de cette conférence, et a examiné la question du rapprochement impérial que seuls les Britanniques paraissent réellement souhaiter. Mais c'est un constat d'échec :

Si on essaye d'évaluer les résultats d'Ottawa du point de vue de l'Empire britannique, il est certain qu'une fois de plus la Conférence Impériale n'a pas réussi à créer une unité économique impériale, bien que les conditions y aient été assez favorables. La Grande-Bretagne a plus ou moins le sentiment un peu amer de s'être engagée vis-à-vis de Dominions réticents pour des avantages encore imprécis. Mais il faudra quelques années avant de pouvoir évaluer dans quelle mesure le Royaume-Uni a sacrifié ses relations mondiales au profit de l'Empire et dans quelle mesure l'Empire le paie de retour par un achat accru de ses produits industriels. (1933, p. 390).

On voit ainsi comment l'Angleterre tient à bout de bras son empire, lequel aurait plutôt tendance à freiner cette dynamique de rapprochement. C'est tout à fait le sens du chapitre qu'André Siegfried consacre à la préférence impériale dans *La crise britannique au XX^e siècle*. Il montre tout d'abord que, contrairement à la Grande-Bretagne, le commerce de l'Empire tend à augmenter, et surtout avec des partenaires extra-impériaux (1931, p. 149-150). Cet « appel centrifuge » (p. 152), particulièrement fort dans les Dominions, contraste avec l'orientation de plus en plus intra-impériale du commerce britannique. L'enjeu de la préférence impériale, on le voit, est donc principalement britannique : l'Empire (mais Siegfried parle essentiellement des Dominions) n'a pas nécessairement besoin de renforcer ses liens avec la métropole. L'idée de constituer un bloc économique paraît donc fort utopique, d'autant que les Dominions parviennent, à la Conférence impériale de 1926, à faire adopter la définition suivante de l'Empire : « une société de communautés autonomes, égales par leur statut, nullement subordonnées les unes aux autres, dans quelque aspect que ce soit de leurs affaires extérieures ou intérieures » (p. 155). La tendance serait donc bien plutôt à l'accroissement des autonomies. Certes, la Grande-Bretagne peut espérer une « préférence douanière limitée », mais les Dominions, dès lors que leur intérêt entre en jeu, s'avèrent de redoutables protectionnistes (p. 159-160). On ne peut donc pas parler, selon Siegfried, d'unité économique impériale, ni d'ailleurs vraiment d'unité politique, car les Dominions sont maintenant des Etats représentés à la SDN, et même l'Inde en devient membre à part entière (p. 172). Bref, Siegfried conclut à l'impossibilité de « l'Empire fermé » (p. 210).

Ce qui nous amène à l'interprétation géographique des problèmes de l'Empire britannique : le problème fondamental est de gérer le caractère proprement mondial de l'Empire, son éclatement et son ubiquité planétaires, à une époque où son grand principe d'unité, l'océan mondial, devient un espace de concurrence. C'est un point que Demangeon a bien montré, dans l'article de 1922 comme dans l'ouvrage de 1923. L'unité de cet Empire ubiquiste ne peut plus reposer seulement sur l'existence d'une solidarité maritime. Il faut instaurer une solidarité politique et économique pour que la structure résiste aux appels de l'extérieur et que l'ensemble ne se désolidarise pas. Comment créer l'unité, tel est l'enjeu de

la politique impériale britannique. Or, de ce point de vue, les géographes ne cessent de pointer les fortes limites de cette politique, du fait des velléités d'indépendance de plus en plus marquées des Dominions (et même d'autres parties de l'Empire) depuis la guerre mondiale, mais du fait également de la solidarité existant entre l'Empire et le reste du monde : ici encore, « *isolation is impossible* ». Demangeon ne cesse, notamment dans les *Annales de Géographie*, de l'affirmer. Dans l'article de 1922, il pose la question : « L'Empire britannique peut-il s'isoler dans le monde au point de se suffire à lui-même économiquement ? » (1922a, p. 18). Réponse : « En fait, la vie commerciale de la Grande-Bretagne se lie étroitement au marché universel ; elle ne saurait dépendre uniquement de l'Empire » (p. 18-19). Dans son texte sur le livre de Siegfried, il y revient : « Solidaire du reste du monde, la Grande-Bretagne veut que ce monde retrouve sa prospérité ; elle croit que son industrie ne se relèvera pas si le monde et surtout l'Europe ne se révèle pas » (1924, p. 367). Quelques années plus tard, dans sa note sur le livre de Obst (voir p. 310), c'est encore le même constat : « Il ne semble pas que l'Empire britannique puisse espérer vivre sur lui-même ; il faut qu'il reconnaisse qu'il est solidaire des mondes non britanniques » (1928a, p. 269). En 1929, dans la deuxième partie des « Aspects actuels de l'économie internationale », il le répète une nouvelle fois (1929b, p. 102-103). En somme, et c'est toujours la même idée, aucun Etat ou groupe d'Etats ne peut se soustraire à l'interdépendance qui résulte de l'industrialisation du monde. Et, à l'image de Goblet dans son article de 1933 sur la Grande-Bretagne, les géographes sont d'autant plus portés à remettre en cause la politique de repli national et/ou impérial qu'elle s'avère généralement inefficace ou contre-productive. Dans la guerre économique mondiale, les nations et les empires sont généralement présentés comme les cadres privilégiés d'épanouissement économique ; mais dans leur grande majorité, les géographes perçoivent le caractère trompeur de cette mythologie impériale. Et on aura sans doute résumé l'essentiel de la position des géographes sur ce point en affirmant que, pour eux, *même* l'Empire britannique ne peut pas s'isoler du reste du monde... Les conditions de la lutte économique sont devenues telles, et déjà avant 1914, que les puissances sont contraintes de s'affronter dans un monde conçu comme champ de bataille, tout en étant solidaires les unes des autres. Les configurations de cet affrontement et de cette solidarité nécessaires sont ensuite assez diverses : lutte des puissances et des empires européens entre eux, lutte de l'Europe et des Etats-Unis, lutte des puissances occidentales et des puissances extrême-orientales.

2.3. Le problème du Pacifique : un élément clé de la pensée géographique du Monde

Pourquoi centrer la fin de ce chapitre et de cette partie sur le problème du Pacifique ? Pour plusieurs raisons. D'abord, nous avons déjà bien étudié d'autres problèmes, comme le déclin de l'Europe et la montée en puissance des Etats-Unis, qu'on retrouvera ici sous un autre angle. Ensuite, le thème de la concurrence du monde asiatique est de grande actualité aujourd'hui : il paraît donc tout à fait utile de le mettre en perspective. Le discours sur la menace ou le péril asiatique est fort ancien, à la fois motif culturel, observation historique et leitmotiv de la déploration économique. Suzanne Berger l'a déjà signalé, en comparant les réactions des Français de 1900 et des Français de 2000 face à la montée de la concurrence japonaise puis chinoise (2003, p. 23). Deux éléments doivent être bien distingués cependant. D'un côté, le « péril jaune », qui exprime très basiquement l'inquiétude des populations européennes et américaines face aux masses asiatiques et au développement économique rapide de certaines puissances asiatiques ; la question qui se pose à cet égard est celle de savoir si les géographes ont partagé cette inquiétude, comment ils l'ont analysée et ce qu'elle signifie du point de vue de leur conception du monde. D'un autre côté, la question du Pacifique, qui se rattache, mais en partie seulement, au « péril jaune » : c'est le problème du basculement du centre du monde de l'Europe et de l'Atlantique vers les Etats-Unis, le Pacifique et l'Extrême-Orient. Nous allons aborder successivement les deux dimensions de ce qui constitue, au final, un objet à propos duquel la plupart des aspects abordés dans notre étude de l'expérience géographique du Monde peuvent être ressaisis.

2.3.1. Développement du Japon et « péril jaune » en géographie

Le « péril jaune », un motif culturel à réinterpréter

Avant 1914, plusieurs événements ont contribué à faire du « péril jaune » un objet de préoccupation générale en Europe et dans les Amériques, disons dans le monde occidental : la révolte des Boxers de 1899-1900²⁴, la guerre russo-japonaise de 1904-1905, que l'écrivain Jack London a couvert comme reporter de guerre et dont il s'inspire, en 1910, dans une nouvelle d'anticipation peu connue sur le thème du péril jaune, « Une invasion sans précédent » (publiée et traduite dans la revue *Politique Etrangère* en 2001). Ces événements

²⁴ Le « péril jaune » s'est élaboré au cours du XIX^e siècle, à mesure que l'appétit colonial des Occidentaux, dès longtemps fascinés par la Chine, se tourne vers l'Asie. Ils se heurtent cependant à une résistance assez forte, dont témoigne, pour la Chine, la guerre de l'opium entre 1839 et 1842, et, surtout, la révolte des boxers en 1899-1900. Ce dernier événement, avec le siège des Légations européennes à Pékin, a marqué les esprits, se conjuguant avec des angoisses *fin de siècle* propices aux discours sur la décadence et à la peur de l'autre (DUFIEF, 2004).

diplomatico-militaires interviennent après plusieurs décennies de développement accéléré pour le Japon, qui est assurément la puissance asiatique dominante et qui aspire à devenir une puissance mondiale. Si Hauser leur refuse, en 1901, ce statut, Dingelstedt le leur concède cependant en 1912... (voir p. 282 *et sq.*). Quant à Zimmermann, on a vu qu'il décrivait l'essor du Japon sur « l'échiquier mondial » comme une limite majeure à l'expansion des Européens en Asie (voir p. 293). La façon dont le Japon occidentalise son économie et *mondialise* son commerce²⁵, tout en préservant son identité et sa civilisation, suscite en Europe à la fois émerveillement et inquiétude – d'où ce « péril jaune ». Régis Poulet, spécialiste des représentations de l'Orient et des rapports entre l'Europe et l'Asie, affirme, dans une synthèse récente, que l'expression apparaît d'abord en allemand (*gelbe Gefahr*) et en anglais (*yellow peril*), puis en français (2005, p. 2). Elle associe une crainte d'ordre démographique (la « fourmilière ») et une crainte économique, qui apparaît dès le milieu du XIX^e siècle (p. 6), qu'il s'agisse des investissements européens en Chine ou de la diffusion des techniques européennes de production au Japon (p. 12-13). Pour notre part, nous avons vu combien la concurrence asiatique était considérée comme un facteur de crise de certaines industries européennes, comme la soie (voir p. 166). A cela s'ajoute aussi une dimension raciale : la concurrence du Japon, éventuellement celle de la Chine, représente la première mise en cause de l'hégémonie du « Blanc ». Le « péril jaune » ne se trouve donc pas sur le même plan que le « péril américain »... Le motif apparaît au final comme ancien, polymorphe et très répandu ; mais c'est surtout dans les années 1900 qu'il s'exprime le plus clairement, avec quelques ouvrages qui ont fait date : en France, les romans du capitaine Danrit (pseudonyme du commandant Emile Driant), comme *L'invasion jaune* de 1906, ou l'essai de l'économiste libéral Edmond Théry, *Le Péril jaune*, paru en 1901 (cité par BERGER, 2003, p. 24).

Peut également être évoqué l'ouvrage de Victor Bérard, *La révolte de l'Asie*, publié en 1904²⁶. Victor Bérard (1864-1931), grand helléniste et spécialiste d'Homère, ami de Paul Vidal de la Blache, collaborait en effet assez souvent aux *Annales de Géographie* pour des articles de géographie historique. Mais il s'intéressait aussi beaucoup à l'actualité du monde, dans des ouvrages qui sont lus et commentés, à commencer par *La Révolte de l'Asie*, qui dispose d'un compte rendu dans la *Bibliographie géographique* rédigé par René Pinon²⁷.

²⁵ Le Japon se trouvant dans les années 1900, selon Zimmermann, au « commencement d'une activité commerciale beaucoup plus considérable et surtout plus universelle, plus "mondiale", si l'on peut s'exprimer ainsi » (1908a, p. 90).

²⁶ Il publie aussi sous ce même titre un article dans la *Revue économique internationale* en 1904.

²⁷ René Pinon (1870-1958), journaliste et historien, est spécialisé dans l'histoire diplomatique et les questions d'Orient au sens large, de la Méditerranée à *La lutte pour le Pacifique* (titre d'un ouvrage paru en 1912). Il

Pinon nous apprend qu'il s'agit d'articles parus d'abord dans la *Revue de Paris* dont l'objectif était de montrer « combien la géographie est nécessaire à l'intelligence de l'histoire et de la politique contemporaines » (PINON, 1905, p. 182). Ce volume, bien que très conjoncturel (les tensions russo-japonaises), offre certains aperçus sur l'ancienneté de la fascination mêlée de répulsion de l'Europe à l'égard de l'Asie. En cette attitude ambiguë, observe Bérard, « une sorte de patriotisme européen a toujours eu son influence » (BERARD, 1904, p. 4) :

Aujourd'hui, nous vivons pour nos patries familiales de France, d'Allemagne ou d'Angleterre ; mais quand nos intérêts et préjugés locaux ne semblent plus en jeu, nous apercevons aussi la « plus grande » patrie d'Europe, dressée en face de l'Afrique esclave, de l'Asie ennemie et de l'Amérique concurrente (...) (*ibid.*)

Extrait révélateur du sentiment qu'un patriotisme européen²⁸, en progrès, selon Bérard, depuis dix ou vingt ans, est nécessaire dans un contexte de rivalité croissante à l'échelle du monde. Des rivalités dans l'énoncé desquelles on ne peut s'empêcher de voir une hiérarchisation : si l'Amérique est « concurrente », l'Asie est « ennemie »... De manière générale, ces questions intéressent les géographes, mais ceux-ci ne publient guère de travaux en traitant directement ; ils lisent et commentent les publications des journalistes, publicistes, militaires et diplomates, ou historiens du temps présent..., dont la *Bibliographie géographique* signale un assez grand nombre. On notera par exemple deux ouvrages de Louis Aubert (jeune universitaire qui revient d'un tour du monde financé par une bourse de l'Université de Paris), *Paix japonaise* en 1906 qui aborde la plupart des questions d'actualité en lien avec le Japon (COLIN, 1907, p. 185), puis *Américains et Japonais* en 1908 (qui se concentre sur l'émigration japonaise en Amérique). Ajoutons l'ouvrage du militaire Léo Byram²⁹, *Petit Japon deviendra grand !*, qui paraît en 1908, mais ne dispose d'aucun compte rendu, à la différence de celui d'Edouard Clavéry, consul de France au Japon, qui « discute les craintes souvent exprimées sur le “péril jaune économique” » (SION, 1909, p. 191). Les géographes sont généralement sensibles aux nuances à apporter aux affirmations des journalistes, publicistes ou militaires. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne sont pas touchés par la crainte de la concurrence asiatique. Mais leur attention porte davantage sur la question du Pacifique. Le « péril jaune », avant 1914, n'a guère été qu'un motif très secondaire en géographie.

rédige également le tome 9 de l'*Histoire de la Nation Française* de Gabriel Hanotaux (où participent, on le sait, Jean Brunhes, dont il est un ami, et Pierre Deffontaines), consacré à l'*Histoire Diplomatique. 1515-1928*.

²⁸ Ce que nous avons observé plus haut avec une citation de Paul Valéry de 1931 est donc déjà perçu et exprimé comme tel avant 1914 (voir p. 147).

²⁹ Léo Byram est le pseudonyme du Capitaine Louis Eugène Drevet (1872-1915) ; il a vécu en Chine, et a écrit en 1910 un roman de mœurs chinoises, *Mon ami Fou-Than*, qui fut couronné par l'Académie Française.

L'évolution de la perception du « péril jaune »

Pendant la guerre il est vrai, et même après, le Japon et l'Asie en général sont perçus comme des menaces majeures. Maurice Zimmermann, dans les *Annales*, a ainsi pointé dès 1916 la formidable occasion de développement qu'a représenté la guerre pour le Japon, débarrassé de la concurrence des puissances européennes (voir p. 480 *et sq.*). Mais Jules Sion, qui est l'un des seuls géographes à employer l'expression de « péril jaune », s'en prend, en 1919, à ce qu'il considère comme une représentation trop schématique du nouvel ordre mondial. Certes, le Japon a été un fournisseur important des nations en guerre et a été contraint de développer certains secteurs industriels pour combler des importations devenues impossibles (en particulier des machines et des produits chimiques allemands). Son commerce extérieur double de fait entre 1913 et 1917 et, surtout, sa balance commerciale devient excédentaire (1919, p. 395). Non seulement il éteint sa dette mais devient prêteur à son tour. Bref, le constat est bien celui de l'émergence du Japon comme rival encore plus redoutable qu'avant guerre³⁰. Mais, pour Sion, la paix va permettre aux autres puissances de reprendre pied en Asie. Il n'y a pas lieu de dramatiser à l'excès, et « il serait exagéré, et peut-être trop conforme aux désirs de l'Allemagne, de dénoncer à nouveau le “péril jaune” » (p. 395). Dans les années qui suivent le conflit cependant, le Japon continue à se développer, ce dont rendent compte plusieurs chroniques au début des années 1920 (voir par exemple MAURETTE, 1922a). Les géographes semblent alors se convaincre de l'installation durable de la concurrence du Japon³¹ : la menace devient d'autant plus forte que le régime japonais évolue dans un sens impérialiste et belliciste. La concurrence économique devient donc politique, le Japon entendant établir une aire d'influence en Asie ainsi que dominer le Pacifique : au milieu des années 1930, le Japon, qui occupe la Mandchourie depuis 1931 et qui envahit la Chine en 1937, semble être devenu le pôle d'une Panasie où la présence occidentale (la France en Indochine par exemple) paraît bien menacée. A cela s'ajoute aussi la signature en 1936 du Pacte anti-Komintern entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon...

Mais en géographie comme ailleurs, l'évolution la plus notable est moins peut-être ce renforcement du péril japonais que l'extension du péril à d'autres nations asiatiques voire à l'Asie entière. Certes, avant 1914, on parlait déjà de l'Asie, « ennemie » selon le mot de Bérard, et la Chine apparaissait comme une réserve d'hommes mobilisables par un Japon

³⁰ Sion rappelle par exemple l'angoisse de certains industriels européens face à cet état de fait : « N'a-t-on pas vu les fabricants du Lancashire déclarer qu'ils ne pouvaient lutter, et ce dans la métropole, contre la bonneterie nipponne ? Bientôt ne jettera-t-on pas le même cri d'alarme pour d'autres articles ? » (p. 395).

industrialisé et militarisé. Désormais, l'impression qui semble dominer est celle d'un « choc des continents » pour reprendre le titre de l'article d'André Siegfried paru en 1935 dans *Current History*. Il y décrit, nous l'avons dit, l'Europe comme prise entre deux feux, entre l'Amérique d'un côté et l'Asie de l'autre, une Asie où l'industrie continue de se diffuser, en tirant parti de conditions salariales et sociales bien différentes de celles existant en Europe (p. 3). Ce n'est pas que ce discours soit neuf : mais il est formulé ici en pleine crise des années 1930, dans une époque habituellement définie comme démondialisée... Comme le résume en une formule lapidaire le docteur Legendre dans un ouvrage de 1932, la « crise mondiale », c'est « l'Asie contre l'Europe ». Il associe, dans les facteurs d'une révolte grandissante contre l'ordre européen, le développement des pays asiatiques, l'influence soviétique et même les principes wilsoniens... Mais peu importe ces théories : il s'agit bien d'une généralisation du « péril jaune », qui se traduit dans le discours géographique par une attention qui porte maintenant sur plusieurs puissances asiatiques : l'Inde, même si elle fait encore partie de l'Empire britannique, et la Chine. En témoigne par exemple ce passage du premier article d'Albert Demangeon sur « Les aspects actuels de l'économie internationale ». Dans l'examen de « la répartition géographique du développement industriel », il montre combien se sont développées les industries textiles, non pas seulement du Japon, mais de la Chine, qui bénéficie d'une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse, de matières premières bon marché et d'un marché intérieur immense (1929a, p. 22-23), et aussi de l'Inde (p. 23), avec une conséquence de taille pour l'Europe : « Cet essor des manufactures de coton dans le Japon, la Chine et l'Inde a pour résultat que le marché asiatique se ferme aux articles européens » (*ibid.*). Les appels à nuancer cette inquiétude paraissent, dans ce contexte, encore moins audibles qu'avant 1914 : Jules Sion s'y risque cependant, dans un article sur l'Inde d'ailleurs, observant que le « péril jaune » devrait être relativisé du fait des fléaux et des épidémies qui frappent les grands pays asiatiques (1926, p. 338). En 1936, dans la même perspective, le sociologue Maurice Halbwachs, dans un passage de *L'espèce humaine*, va jusqu'à nuancer l'idée d'un déclin démographique de l'Europe, notamment par rapport à l'Asie car,

sur une surface quatre fois moindre, chaque année, chaque dizaine d'années, l'Europe s'accroît dès maintenant d'autant d'habitants que l'Asie. En considérant ces chiffres, les Jaunes pourraient évoquer le péril blanc – plutôt que l'inverse. (p. 243)

Mais c'est là une position minoritaire. On peut bien encore, à l'instar de F. Debyser se faisant l'écho, dans la *Bibliographie géographique*, d'un ouvrage anglais sur la place du Japon dans

³¹ La *Bibliographie géographique* de 1934 voit l'apparition d'une sous-rubrique intitulée « [Concurrence Japonaise (La)] »...

le monde³², relativiser le « danger » japonais, la tendance générale est au renforcement de l'inquiétude, notamment parce que le problème prend les dimensions du Pacifique.

2.3.2. L'océan Pacifique, un nouvel objet de préoccupation

Le « péril jaune » est intimement lié, sans nul doute, à la question du Pacifique. Mais cette dernière le dépasse largement, puisqu'elle concerne tous les Etats qui bordent cet océan, les Etats américains, l'Australie, éventuellement l'URSS, les puissances coloniales européennes, comme la France pour qui l'Indochine, selon une expression de l'époque, constituait un « balcon sur le Pacifique ». La question ou le problème du Pacifique (deux formules récurrentes) exprime le sentiment que les choses se passent désormais ailleurs qu'en Europe et dans l'Atlantique. Ce qui est sans doute faux d'un point de vue historique (MARGOLIN, 1984 et 1993), mais relève d'une expérience tout à fait capitale pour comprendre la conception du monde des contemporains et des géographes en particulier. Nous avons déjà vu de fait beaucoup d'éléments (en particulier sur l'analogie méditerranéenne, voir p. 440 *et sq.*), qui caractérisent ce problème : dans quelle mesure au fond l'océan Pacifique est-il perçu comme le nouveau centre du monde ?

L'émergence de la question du Pacifique

Bien que surtout d'actualité dans l'entre-deux-guerres, la question se pose dès avant 1914, comme en témoigne tout d'abord le compte rendu dans la *Bibliographie* par Paul Girardin, d'un ouvrage de René Pinon paru en 1904, *L'Empire de la Méditerranée*. Il y définit la Méditerranée comme un domaine politique distinct ; et Girardin de noter qu'« il y a en effet une question de la Méditerranée, comme il y a une question du Pacifique, et elle date du jour où la maîtrise de la mer a été reconnue comme la condition indispensable de toute domination mondiale » (1905, p. 54). La question du Pacifique s'inscrirait ainsi dans une nouvelle façon de penser les relations internationales, reposant sur l'idée, pour nous déjà bien dégagée, du rôle des océans, de l'espace maritime dans son ensemble dans la structuration d'une représentation du monde comme espace unifié. Avant que l'océan Pacifique ne soit relié au réseau mondial de communication – et au moment où Pinon écrit, deux câbles télégraphiques viennent d'être installés à travers le Pacifique... – avant même que le canal de Panama ne soit inauguré, la question du Pacifique demeure virtuelle, liée au « péril jaune » et au

³² « Une partie de l'ouvrage est consacrée au développement industriel et commercial du Japon. L'Auteur s'efforce de ramener à de justes proportions le "danger" japonais. D'après lui on exagère à plaisir cette impression de menace que fait naître ce nouveau concurrent de l'industrie occidentale ; cela tient à ce que son

commencement d'intérêt des Etats-Unis pour cet océan (décrit par exemple par Maurice Zimmermann, dans une chronique de 1900 sur les « Visées économiques des Etats-Unis dans le Pacifique et dans l'Amérique du Sud »). Les années 1900 voient ainsi l'émergence de la question du Pacifique ; c'est d'ailleurs le titre d'un article de l'économiste autrichien C.-T. von Inama-Sternegg dans la *Revue économique internationale*. Inama observe combien, depuis la guerre russo-japonaise de 1905, l'attention du monde se porte sur le Pacifique : « Une “question du Pacifique” a été soulevée, la question de savoir si le centre de gravité des intérêts économiques mondiaux ne se transportait pas vers l'océan Pacifique et si, par hasard, les puissances mondiales ne devaient pas y chercher et y trouver le foyer de leur vie et de leur puissance économique » (p. 226). Pour Inama, il y a dans cette façon de considérer l'actualité du monde, d'ancrage journalistique selon lui, une forte part d'exagération, même si se joue bien dans le Pacifique une part du devenir de « l'ordre économique mondial » (p. 228), notamment quant au partage des aires d'influences entre les principales puissances. Occasion pour lui d'en appeler à une concertation internationale et à la mise en place « d'une politique économique mondiale des puissances de haute civilisation » (*ibid.*) ; ce qui se rattache à ses prises de positions libérales, énoncées dans la même revue en 1904 (voir p. 468). Ces zones d'influence, Inama les passe ensuite en revue, et insiste sur la compétition entre le Japon, les Etats-Unis, l'Empire allemand, la France et la Grande-Bretagne pour le partage des archipels. On ne peut plus espérer que le Pacifique devienne « le domaine exclusif de l'une des puissances mondiales » (p. 246) : opinion d'un Européen que ne partagent certainement pas, alors, les Américains ou les Japonais... En tout état de cause, Inama critique ceux qui considèrent un peu vite le Japon « comme une puissance mondiale de tout premier ordre » (*ibid.*) et qui, trop vite également, parlent du « péril jaune » (p. 247). Double thème (glissement du centre du monde vers le Pacifique et péril jaune) qu'Inama a déjà abordé en 1906 avec le même objectif d'en nuancer la véracité³³.

Les géographes ne sont pas en reste dans la discussion de cette question du Pacifique. Ils prennent conscience très tôt que cet océan devient un espace essentiel dans le jeu mondial, dans les nouveaux équilibres de puissance. En 1899, dans une courte chronique, Maurice Zimmermann rapporte la vente à l'Allemagne, par une Espagne qui « vient de consommer

expansion coïncide avec une dislocation momentanée de l'économie mondiale, et aussi à l'ignorance du caractère de la prospérité japonaise. » (1936, p. 368)

³³ « Le Japon et le monde ! Partout l'on se demande si cet empire éloigné, qui a conquis, par de brillantes victoires, sa situation politique de grande puissance, peut également être considéré comme puissance mondiale au point de vue économique. Et dans l'affirmative, Tokio serait-il bien le point d'Archimède d'où l'édifice

l'abandon définitif de son empire colonial », des archipels des Carolines, des Mariannes et des Palaos : « Il faut voir dans cette transaction un des effets du besoin qui s'impose, pour toutes les puissances, de se préparer, par des points d'appui territoriaux, à jouer un rôle dans la transformation économique et politique de l'Océan Pacifique » (1899b, p. 380). Le Pacifique, au tournant de 1900, est en quelque sorte l'espace où il faut prendre pied (si ce n'est déjà fait) pour espérer compter dans la compétition internationale. Il s'agit là au fond d'un renversement de valeur lié aux nouveaux moyens de communication ainsi qu'au développement économique des puissances riveraines. Mais les Européens se sentent évidemment un peu à l'écart... Zimmermann avait déjà touché à cette question de la valeur géographique du Pacifique dans une chronique significativement consacrée à « l'importance internationale du Pacifique » (1897b). Il y décrivait l'annexion des îles Hawaï par les Etats-Unis devant la pression migratoire des Japonais : « C'est là un événement important, d'abord parce qu'il inaugure la politique coloniale des Etats-Unis, ensuite parce qu'il révèle le rôle de plus en plus grand du Pacifique dans la vie économique du globe » (p. 467). Zimmermann est donc bien conscient que la « question du Pacifique » est liée en partie à l'augmentation des liens entre ses rives : « Ce qui témoigne de l'activité croissante dans le Grand Océan, et des échanges entre l'Est et l'Ouest, c'est, outre la migration des Japonais (...), la multiplication des grandes lignes de navigation entre l'Extrême-Orient et l'Amérique » (*ibid.*). Mais ces nouvelles lignes sont ouvertes par le Japon, vers Seattle, San Francisco et San Diego³⁴.

La guerre, on s'en doute, vient jouer le rôle d'un accélérateur dans l'essor de cet espace et, consécutivement, dans la formulation de la question du Pacifique. Les publications se multiplient, on en trouve un large écho dans la *Bibliographie géographique* : par exemple, en 1924, tel article de A.F. Legendre dans la bien nommée *Revue du Pacifique*, sur « Le grand problème du Pacifique et la paix future » (*Bibliographie* de 1924, p. 322). Dans les *Annales de Géographie* également, d'assez nombreux textes abordent, plus ou moins directement, cette question, avec l'objectif de montrer que l'océan Pacifique devient un espace de plus en plus important dans les affaires du monde. Il y a d'abord un ensemble de textes qui examinent les conséquences de la guerre pour les puissances d'Extrême-Orient, comme ceux qui, entre 1918 et 1921, avaient traité de la nouvelle Europe. A ce titre, le long article de Lucien Gallois en 1922 sur les résultats de la Conférence de Washington est tout à fait emblématique ; cette

économique actuel serait enlevé de ses gonds pour faire place à un autre ordre de choses établi sur des bases différentes [?] » (1906, p. 39).

³⁴ Trois ouvriront avant la fin de 1898, pour un total de 8, ce qui est encore peu et démontre qu'on se trouve seulement au commencement d'un processus.

conférence avait pour but de discuter des problèmes existant entre les grandes puissances ayant des intérêts dans le Pacifique (les anciennes colonies allemandes par exemple...). La conférence n'a pu cependant que diminuer les menaces de conflit, dans un océan déchiré par de multiples rivalités ; dans le langage d'aujourd'hui, la question du Pacifique représente, dans les années 1920 et 1930, un point chaud de l'actualité mondiale. Ce qu'observent les géographes, peut-être est-ce d'ailleurs assez original, c'est la progressive constitution de l'océan Pacifique en véritable région du monde. Le Pacifique n'est plus un blanc, mais, et c'est paradoxal pour un océan, une portion de l'œkoumène, non plus un désert ni un vide mais un espace qui compte. Albert Demangeon, dans une chronique où il examine « Les relations économiques de l'Australasie », écrit symptomatiquement – et c'est une conséquence du phénomène déjà signalé ici du retrait des puissances européennes de cette zone de la Terre – que « le Pacifique tend à devenir une grande unité économique » (1920, p. 77). Fernand Maurette a aussi décrit cet effet de la guerre dans une chronique de 1922 étrangement consacrée au même espace que celle de Demangeon : « Comme tous les Etats du Pacifique, également, l'Australie a vu ses relations commerciales se relâcher avec le Royaume-Uni pendant la guerre, et se resserrer avec les Etats-Unis, le Japon et les autres Etats riverains du grand Océan. » (1922b, p. 192). Ce n'est pas insignifiant : le Pacifique n'aurait plus la valeur négative d'un bout du monde, mais la valeur positive d'un centre, d'un espace à proprement parler. Ce n'est pas un hasard si Jean Brunhes, dont les cours au Collège de France reposaient en partie sur un découpage régional du monde, consacre les années 1924-1926 à l'examen des « Problèmes du Pacifique »... (CLOUT, 2003a, p. 378). Mais cela ne va pas forcément de soi, comme en témoigne, dans la *Bibliographie*, le compte rendu par Fernand Maurette d'un article publié dans la *Revue internationale du travail* par un certain G.A. Johnston sur « L'industrialisation et les pays du Pacifique » : « Pages intéressantes que la question de savoir si “le Pacifique” est une entité géographique (de géographie humaine, s'entend) » (1931a, p. 102).

Le Pacifique, nouveau centre du monde ?

« Après la Méditerranée, lac entouré de petits pays, après l'Atlantique, canal entre deux continents, l'immense Pacifique est devenu un centre économique et politique, une mer intérieure, mais aux dimensions de l'activité moderne (...) »
Paul PRIVAT-DESCHANEL, 1930, p. 278.

En ce point, le discours géographique quitte la description et l'analyse pour exprimer davantage une vision du monde, voire un mythe : celui du glissement du centre du monde vers l'Ouest. Après la Première Guerre mondiale, dans de nombreux textes géographiques, mais

plus largement dans la conscience européenne, l'océan Pacifique deviendrait la nouvelle Méditerranée, comme le dit très bien Paul Privat-Deschanel à la fin du volume de la *Géographie universelle* Vidal/Gallois sur l'Océanie et les régions polaires australes. La Méditerranée du monde moderne, c'est-à-dire son centre économique et politique (voir p. 441). Pourtant, l'océan Pacifique, pas plus que l'Océanie, ne dispose d'importantes richesses ou ressources. Ce n'est pas la valeur propre de cet espace qui en fait un centre, mais le fait que « l'Océanie est un lien de passage pour les échanges entre les riverains » (p. 278). Or, « ce rôle du Pacifique dans l'économie mondiale est de date récente » (*ibid.*) : l'ouverture depuis le milieu du XIX^e siècle de lignes de navigation, puis la création des grands transcontinentaux ferroviaires dans le Nouveau Monde, l'essor économique des riverains américains et asiatiques, la mise en service enfin du canal de Panama, sont les principaux facteurs avancés par Privat-Deschanel pour expliquer la centralité nouvelle du Pacifique. Il accorde beaucoup d'attention au réseau des routes transpacifiques, énumère les lignes, souligne l'intermodalité, comme en témoigne sa carte des voies de communication dans le Pacifique (Annexe 13). Il évoque la pose des câbles télégraphiques, l'anglais d'abord, « une œuvre essentiellement impériale » (il figure sur la carte avec l'indication *All Red Route*) puis l'américain, ainsi que les réseaux de l'Asie sud-orientale. En somme, si l'océan Pacifique devient une nouvelle Méditerranée, c'est d'abord, pour Privat-Deschanel, parce qu'il sillonné, « rayé » dit-il (p. 279), de routes maritimes, relié au réseau mondial de télégraphie et de T.S.F., rattaché en conséquence à la circulation mondiale. C'est aussi, et l'idée marque déjà fortement *Le déclin de l'Europe* d'Albert Demangeon, que le nouvel ordre politique mondial ne s'organiserait plus autour de l'Europe et de l'Atlantique, mais autour de l'Amérique, située entre Atlantique et Pacifique. L'impact géographique de la guerre sur le monde peut se résumer, selon Demangeon, en une seule phrase : « Nous assistons au déplacement du centre de gravité du monde hors d'Europe » (1920, p. 12-13). Les Etats-Unis deviennent la nouvelle puissance hégémonique (p. 63), ce qui contribue à recentrer le monde sur le continent américain. Du coup, le Pacifique entre dans le champ de la vie mondiale : « Peu à peu la fortune de la vieille Europe se désagrège et le centre de gravité du monde s'éloigne d'elle ; à ce déplacement d'influence correspond le déplacement des grandes routes maritimes et l'avènement du Pacifique comme voie du commerce universel » (p. 115). Cet avènement représente un bouleversement fondamental de la valeur géographique du Pacifique qui, « longtemps considéré comme un océan de confins et d'antipodes, devient l'un des carrefours du monde les plus fréquentés » (p. 116).

L'analogie méditerranéenne ne relève pas seulement de cette conception de l'océan comme « carrefour » ou espace de rencontre et de fusion : car une « méditerranée » est également un espace de confrontation, de guerre, au sens propre ou au sens figuré. L'augmentation des tensions dans les années 1930, particulièrement entre les Etats-Unis et le Japon, change en effet la donne. Le Pacifique, comme se le demandait Privat-Deschanel, va-t-il continuer longtemps à mériter son nom (1930, p. 283) ? Si le Pacifique est bien pensé, à tort ou à raison, comme un centre, il est aussi décrit comme le lieu de la grande confrontation mondiale actuelle ou à venir. Et il est même d'ailleurs peut-être pensé comme centre parce qu'il perçu comme l'espace où les grandes puissances du monde se trouvent face à face :

Tel est le Pacifique contemporain en temps de paix. Par ses *cross lines*, ses câbles, son réseau de T.S.F., son commerce diagonal, si on peut dire, d'une rive à l'autre de cette Méditerranée gigantesque, il est devenu un champ de rencontre pour tous les continents, y compris la lointaine Europe. (p. 282)

Pour Privat-Deschanel, même en temps de paix, le Pacifique est l'objet de convoitises et, par conséquent, la visée de politiques de puissance. Les enjeux économiques en outre sont majeurs : d'après une évaluation citée par Privat-Deschanel, un cinquième du « commerce total du Globe » emprunterait les routes du Pacifique (p. 278). La question est de savoir si les concurrences économiques vont aboutir à un conflit, qui opposeraient les principales puissances riveraines, les Etats-Unis, le Japon, l'Empire britannique (par le biais de ses colonies et de ses Dominions), voire la Chine :

Champ de bataille économique, le Grand Océan deviendra-t-il un champ de bataille militaire ? (...). Verra-t-on la guerre des mondes, l'ancien, le nouveau, le plus nouveau, la lutte entre deux civilisations, la naissance peut-être d'une nouvelle période de l'histoire ? (p. 282)

Privat-Deschanel s'interroge donc fondamentalement sur le même problème que Legendre, que Siegfried et que d'autres observateurs : dans quelle mesure le monde voit-il s'affronter les civilisations – les *mondes* ? Le Pacifique deviendrait alors, au même titre que l'Europe depuis des siècles et au moins jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'espace où se joue l'avenir du monde – le Pacifique a été de fait le deuxième grand théâtre de cette guerre...

Mais jusqu'aux années 1930, on peut rester, comme Privat-Deschanel, relativement confiant. Il termine ces quelques pages sur le Pacifique en nuancant justement le « péril jaune », notamment d'un point de vue démographique, comme Sion en 1926 (p. 283) ; il s'inquiète de possibles explosions de nationalisme chez les « Jaunes » et du risque de guerre

induit (p. 284), mais reste dans la conjecture. En 1930 certes, le Japon n'a pas encore franchi le pas de l'expansion impérialiste. Ce sera bien différent en 1937, quand Etienne Dennery publie dans les *Annales* un article intitulé « Problèmes d'Extrême-Orient. Les changements récents dans l'équilibre économique des puissances en Extrême-Orient ». Il détaille l'évolution des rapports de force dans la région. Des quatre points traités, l'expansion militaire et territoriale du Japon, le retrait des puissances occidentales, la reconstruction de la Chine et le développement de l'Extrême-Orient soviétique, le premier lui paraît le plus décisif. Frappé par la grande crise économique, à peine évoquée, et pour cause, par Privat-Deschanel, le Japon croit trouver la solution dans l'expansion territoriale, alors que les puissances occidentales (Etats-Unis et Grande-Bretagne) ont plutôt eu tendance à se replier sur elles-mêmes (1937, p. 337) ; c'est aussi, pour le Japon, une façon de répondre à l'angoisse, largement dramatisée, de la surpopulation. Dans le prolongement de la conquête de nouveaux territoires, l'idée se développe au Japon d'un bloc asiatique constitué autour de lui, qui viserait à l'autarchie (p. 349). Ce qui fait craindre le renforcement des tensions. Dennery propose donc, et on se souvient qu'il est alors secrétaire général du Centre d'Etudes de Politique Etrangère, une vision de l'Extrême-Orient et du Pacifique, qui est assez proche de celle des géopoliticiens. A ceci près que Dennery ne souhaite pas, à la différence de Haushofer par exemple, la constitution du bloc panasiatique. Il la redouterait plutôt. C'est donc, sur un cas concret, l'occasion de mesurer la différence de point de vue entre la *Geopolitik* et le CEPE (dont un groupe d'études se consacre d'ailleurs au Pacifique...). La plupart des géographes, et nombre d'observateurs, même hors du CEPE, voient ainsi, dans la seconde moitié des années 1930, se préciser l'importance du Pacifique dans la politique mondiale : nombre de publications sont lues et commentées, exprimant cette angoisse européenne et occidentale à la fois, dans la *Bibliographie* et dans les *Annales*. Un seul exemple, cette note d'André Meynier en 1936, sur l'ouvrage de Roger Lévy paru en 1935, *Extrême-Orient et Pacifique*. Dans cet ouvrage, sont résumés les différents aspects de la question du Pacifique, qui est d'emblée distinguée du péril jaune, de nature essentiellement migratoire (selon Lévy) : les problèmes tiendraient plutôt au déséquilibre entre les besoins de la population et les ressources disponibles, et aux ambitions d'expansion territoriale du Japon qui sont justifiées par une « espèce de doctrine de Monroe asiatique » (p. 198). L'ouvrage et la note sont assez pessimistes : « Il est donc à craindre qu'aucune force morale ne puisse arrêter les conflits qui menacent, russo-japonais, sino-japonais, américano-japonais » (p. 199). La Seconde Guerre mondiale va de fait confirmer que la question du Pacifique n'était pas chargée seulement d'enjeux imaginaires. Les tensions perçues depuis les années 1900, les

compétitions coloniales, économiques, politiques voire civilisationnelles et raciales, finissent par éclater. Comme en Europe et dans le reste du monde, la guerre économique aboutit à la guerre tout court.

Mais ce n'est pas sur cette évolution qu'il convient de conclure ce chapitre. D'un point de vue *cosmologique* en revanche, la question du Pacifique résume en quelque manière les différents caractères des rivalités mondiales telles qu'elles furent ressenties, décrites, analysées et, pour certaines, anticipées, par les géographes. Par son ancienneté et sa durée (car la Seconde Guerre mondiale ne la conclut pas), cette question semble constituer un élément essentiel de l'expérience et de la pensée du monde comme Monde. D'abord parce que c'est dans le Pacifique que se réalise, au début du XX^e siècle, le bouclage du monde, et que c'est sur ses rives que se localisent les nouvelles grandes puissances. Et ensuite parce que l'émergence du Pacifique comme objet géographique – processus certes plus ancien (BLAIS, 2000) mais qui paraît s'achever autour de 1900 –, et donc la formulation de la « question du Pacifique » sont non seulement contemporaines, mais sans doute intimement reliées à l'émergence du Monde. Pour le dire de façon synthétique, la question (ou le mythe, pour reprendre le mot de Jean-Louis Margolin) du Pacifique, telle qu'elle apparaît puis se développe dans le discours géographique (européen), signifie fondamentalement, selon nous, que c'est dans le Pacifique que le monde devient Monde.

Conclusion de la Troisième Partie

L'expérience que les géographes font du monde entre 1890 et 1930 est une expérience de la nouveauté. Tout discours sur la nouveauté du monde, nous le verrons dans la partie suivante, relève certes en partie d'un inédisme que nous ne devons pas recevoir sans précaution. Néanmoins, à partir de la fin du XIX^e siècle, certains éléments objectifs donnent au monde un visage réellement nouveau : la découverte qu'il est maintenant fini, que toutes ses parties, ou peu s'en faut, sont maintenant interconnectées, qu'il constitue un ensemble cohérent dont tous les éléments vivent désormais dans le même mouvement. Tout événement en un lieu se répercute désormais en tous les lieux du monde. Tel est le cœur du discours géographique sur le monde, et de la phénoménologie du Monde. Si nous avons achevé cette partie sur le Pacifique, c'est d'ailleurs parce qu'il est l'espace où les différentes dimensions de ce nouvel état du monde s'expriment à notre époque, qu'il est l'espace (hormis les zones polaires) où le monde se finit, se clôt sur lui-même, se ré-unit, mais où toutefois l'unité européenne du monde se fissure, et où enfin le devenir du monde semble se jouer. On reconnaît également cette expérience du monde comme une expérience européenne, au sens où ce qui est en jeu dans l'émergence du Pacifique comme centre éventuel, sinon complètement fantasmatique, du monde, c'est bien le déclassement de l'Europe et la déseuropéanisation du monde. Le bouclage et la finitude du monde, en d'autres termes, portent en germe la crise du monde européenisé. Dire que le Pacifique est le nouveau centre du monde en 1920 ou en 1930, n'est sans doute pas *vrai*, d'un point de vue historique, mais du point de vue qui est le nôtre, c'est cependant extrêmement significatif. Cela suggère que la conception du monde comme Monde repose peut-être non pas sur le glissement du centre, représentation mythologique qui postule qu'il n'y a qu'un centre, mais, précisément, sur le fait qu'il ne peut plus y avoir un centre unique.

Dire que le Pacifique est le centre du monde ne va pas en outre sans paradoxe, car si, au XIX^e siècle, le centre du monde était *terrestre* (l'Europe ou la Grande-Bretagne), il semble que le centre du monde tende, dans le discours géographique, à devenir *maritime*, avec l'Atlantique d'abord, puis le Pacifique, voire même ensuite l'Arctique. Ce renversement est loin, croyons-nous, d'être anodin : c'est la notion même de la centralité qui est en jeu, et qui évolue entre une conception où le centre organise autour de soi ses diverses périphéries – ce qu'exprime très bien la Figure 23 (p. 333) où l'Europe est présentée comme le « pôle économique du globe – à une conception où ce qui est central, finalement, c'est l'entre-deux.

Et ceci résulte du fait que le monde du XX^e siècle n'a plus et ne peut plus avoir un centre unique ; comme disait Demangeon en 1920, le monde, après avoir été européenisé, c'est-à-dire unifié, « tend à se régionaliser » (voir p. 444). Il n'y a plus un « foyer de haute humanité », mais trois. De la sorte, il devient beaucoup plus difficile de déterminer où se trouve le centre. Cela fait songer à une remarque de Roger Brunet qui raillait la prétention de la moindre petite ville à se dire au centre (d'une région, d'un pays, d'un continent...) : « Le plus parfait des trous est infiniment mieux placé que n'importe qu'elle capitale puisque, par définition, il ne peut être entouré que de grandes villes, alors qu'un chef-lieu n'est évidemment entouré que de trous » (1990b, p. 34). Ce que signifie le schème du trait d'union, dans le même ordre d'idées, est qu'un espace ou un lieu doit être pensé comme un *entre-espaces* ou un *entre-lieux*. C'est un peu ce qui se passe également dans le mythe du Pacifique, et c'est aussi ce qui caractérise, plus largement, la pensée du Monde : il n'y a plus de centre ou bien il y en a une infinité (BRUNET, 1998). Il faudrait donc considérer la mondialisation non pas seulement comme une déseuropéanisation du monde et comme une rupture d'unité, mais comme un processus de *décentration* du monde. Il ne s'agit pas en effet que d'un décentrage, mais d'une remise en cause du fait même que le monde puisse être centré. Le plus étonnant à cet égard, c'est que non seulement les géographes de l'époque ont expérimenté cette mutation, mais qu'ils l'ont aussi pensée et explicitée. Leur analyse de l'europanisation du monde et de ses limites en témoigne, car la conscience de la déseuropéanisation du monde implique une certaine forme de déseuropéanisation du regard : il est notable que certaines pratiques cartographiques, à l'inverse de la Figure 23, manifestent la volonté de ne plus figurer le monde de manière strictement planisphérique chez Mackinder par exemple (Figure 19, p. 248) ou chez Vidal de la Blache (Figure 21, p. 302). La figuration redoublée du continent américain doit être interprétée comme un désir de représenter la globalité du monde, parce que le monde est perçu comme un espace clos. La formule du pivot de Mackinder consiste d'ailleurs elle-même en une déseuropéanisation : le pivot n'est pas l'Europe, mais l'Asie. Michael Heffernan l'a bien relevé, ajoutant que cette théorie exprimait une crise des puissances impériales de l'Europe, du « *sea-power* » et de l'Europe elle-même (1998, p. 65).

Il ne s'agit pas encore bien sûr d'un raisonnement postcolonial, mais il y a tout de même un effort, sinon de décentrement, du moins de renouvellement du regard sur le monde chez des géographes aussi différents que Mackinder, Vidal de la Blache, Clerget¹ ou Reclus. Ce

¹ Dans *L'exploitation rationnelle du globe*, Pierre Clerget utilise ainsi un passage de la *Psychologie économique* du psychologue Gabriel Tarde (1902) : « G. Tarde relève même les conséquences sociales de la forme de la terre.

dernier, nous l'avons dit, fait grand usage de l'aphorisme pascalien suivant lequel l'univers est un cercle dont le centre est partout et la circonférence nulle part (voir p. 343 *et sq.*). Si Reclus débute la *Géographie universelle* par l'Europe, il le justifie certes par l'état avancé de sa connaissance géographique, mais aussi parce que l'Europe a été « le principal foyer de rayonnement pour les arts, les sciences, les idées nouvelles » depuis plus de deux millénaires (1876, p. 6). De ce fait, Gerry Kearns, dans une communication de 2005, a qualifié la géographie reclusienne d'ethnocentrique. L'Europe y est en effet la « mesure du monde », Reclus y comprenant par exemple les montagnes d'autres continents au Mont-Blanc... L'Europe constitue bien pour Reclus un « espace de référence » essentiel, comme c'est encore le cas dans l'*Atlas* de Vidal (ROBIC, 2004, p. 19-22). Mais que cela soit le cas ne signifie pas que Reclus n'avait pas lui-même conscience de cet européocentrisme :

Il n'est pas douteux que l'égalité finira par prévaloir, non-seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais aussi entre toutes les parties du monde. Grâce aux croisements incessants de peuple à peuple et de race à race, grâce aux migrations prodigieuses qui s'accomplissent et aux facilités croissantes qu'offrent les échanges et les voies de communication, l'équilibre de population s'établira graduellement dans les diverses contrées, chaque pays fournira sa part de richesses au grand avoir de l'humanité, et, sur la Terre, ce que l'on appelle la civilisation aura « son centre partout, sa circonférence nulle part ». (1876, p. 7)

Ce que Reclus prédit, c'est, grâce à l'ensemble des relations se mettant en place entre les parties du monde, l'avènement d'un monde nouveau qui sera non seulement dénué de centre, mais unifié et interdépendant – *égalisé*. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit ici d'une projection dans l'avenir. Le monde du XIX^e et du XX^e siècles est encore profondément divisé et centré. Mais s'il devient Monde, c'est parce que les parties en concurrence sont également reliées entre elles : penser le Monde suppose l'existence d'une *syntaxe* entre les éléments de la totalité. L'émergence de la géographie du Monde, posant le problème du rapport entre le Tout du monde et ses parties, paraît ainsi mettre en œuvre un mode de penser qui caractérise déjà, mais de manière spécifique, la géographie *universelle* et la géographie générale.

La sphéricité annule, en effet, les avantages que retireraient les États centraux sur une surface plane, au point de vue du rayonnement imitatif, de la situation et des voies de transport ; aucun point de la surface d'une sphère ne peut être considéré comme central, par rapport aux autres. « Une terre plate conduirait à l'inégalité croissante entre les États et les hommes ; une terre ronde conduit à une égalité croissante » (1912, p. 27).

IV

Penser le Monde en géographie :
outillages intellectuels et modes de penser

Après une première partie de positionnement épistémologique et méthodologique, une seconde partie cherchant à isoler dans le discours géographique un certain nombre d'objets mondiaux et une troisième attachée à expliciter et à contextualiser l'expérience du monde qui a rendu possible l'émergence de ces objets mondiaux et qui se trouve au fondement de toute pensée du monde comme Monde, cette dernière partie voudrait ressaisir, de manière transversale, certains modes de penser qui ont paru tout à fait capitaux dans le discours sur ces objets et sur cette expérience. Elle a par conséquent l'ambition de rapporter la pensée à l'échelle du Monde à des outillages intellectuels qui la dépassent à bien des égards et où les géographes puisent certaines façons de dire : cela implique de modifier quelque peu notre point de vue, à la fois chronologiquement et en matière de corpus. Les deux chapitres qui suivent doivent être considérés comme une double mise en perspective, un double élargissement d'horizon. Le premier chapitre va ainsi traiter des deux manières classiques de considérer la totalité de la Terre, dans la géographie universelle et dans la géographie générale. Malgré d'inévitables difficultés de définition, qu'on ne prétend pas lever ici, il est néanmoins possible de déterminer les grandes lignes de ce que représente la géographie à l'échelle du monde, de façon à dégager le champ d'apparition de la géographie du Monde. L'accent portera sur les modes d'articulation entre les parties et le Tout terrestre propres à la géographie universelle et à la géographie générale, avec l'ambition de montrer que la géographie à l'échelle du Monde s'enracine dans des formes plus anciennes de pensée du Tout terrestre. Le second chapitre aura pour tâche de reprendre cette continuité sous un angle particulier, celui d'une analogie qui illustre de manière durable la saisie géographique du Tout terrestre : l'analogie organiciste. Penser la Terre comme un organisme permet en effet de penser les interrelations entre les parties et le rôle de ces interrelations dans la production et dans le fonctionnement du Tout. Avec l'étude de la notion d'organisme se déroule en réalité l'histoire même de la saisie géographique de la totalité terrestre puis mondiale, de la géographie générale la plus classique à la pensée du Monde, laquelle s'avère être fondamentalement une pensée de l'interrelation entre les parties du monde. Ce dernier chapitre nous permettra au final de replacer l'ensemble de notre travail sous l'horizon des conceptions contemporaines du Monde comme système.

Chapitre 9

Penser la Terre comme un Tout.
Géographie universelle et géographie générale

Définir précisément ce qu'est la géographie générale et ce qu'est la géographie universelle est évidemment très compliqué. Tout d'abord, il n'y a pas, et de loin, unanimité, ni aujourd'hui ni en 1900, sur ce qui caractérise la géographie générale ; l'ambiguïté est constante, les définitions formulées par les géographes n'étant rien moins que concordantes... Notre ambition n'est pas de proposer une synthèse des différentes acceptions ni d'en réduire la complexité, mais seulement d'interroger ce que signifie parler de la totalité terrestre d'un point de vue *général* ainsi que d'un point de vue *universel*, de façon à tenter d'expliquer le jeu d'homonymie entre général, universel et mondial. Parler de la géographie universelle apparaît toutefois comme plus évident que rendre compte de la géographie générale. D'emblée en effet, une *Géographie universelle* s'offre comme une description du monde en son entier, ainsi que le suggère le titre de la première *Géographie universelle* moderne, celle de Conrad Malte-Brun : *Précis de la Géographie Universelle ou description de toutes les parties du Monde....* Ce titre indique par ailleurs que Malte-Brun considérait lui-même son ouvrage non pas d'abord comme une *Géographie universelle*, mais comme un aperçu, un abrégé ou un exposé de la géographie de « toutes les parties du monde ». En sorte qu'on peut tout à fait considérer la « géographie universelle » comme un genre géographique à part entière. Ainsi considérée, elle devient comparable à la géographie générale et à la géographie régionale, mais aussi à la géographie que l'on va dire (même si l'expression n'est guère heureuse) mondiale. Et ceci parce que la géographie universelle, même au sens large que nous lui donnons, est une géographie du Tout terrestre, comme la géographie générale : toutes deux cherchent donc à reproduire l'articulation existant entre les parties du monde, entre les continents et les Etats. Mais sur un autre mode bien entendu que la *géographie mondiale*. Toute la question est par conséquent de savoir si et comment les discours universel et général sont déjà porteurs d'une pensée du Monde, ou dans quelle mesure il la rendent possible.

1. La géographie universelle, ou comment penser la nouveauté du monde

1.1. Une définition de la géographie universelle

La géographie universelle est une géographie positionnée explicitement à l'échelle du monde : elle vise à décrire le monde (l'*univers* terrestre) dans sa totalité. Elle mérite donc d'être pleinement étudiée, même si elle est essentiellement une métagéographie, une géographie qui découpe le monde – en continents et en Etats, et même en volumes lorsque l'ouvrage est de grandes dimensions – plutôt qu'elle ne le prend comme objet propre. Mais ce n'est pas pour autant qu'elle ne pourrait pas permettre l'ébauche ou l'affirmation d'une

pensée proprement mondiale, comme nous l'avons suggéré dès l'introduction (voir p. 15). Description du monde entier, la géographie universelle repose également sur l'idée que le monde a changé et qu'il requiert une description elle-même renouvelée. Si la géographie universelle est une géographie du monde nouveau (ou transformé), ce que nous allons tâcher de montrer, il convient de préciser cependant que le monde nouveau, ce n'est pas le nouveau monde : c'est le même monde mais transformé dans son fonctionnement, dans ses équilibres internes et dans la représentation qui en découle, et non pas la découverte d'une nouvelle partie du monde. La notion de nouveau monde implique en effet une extériorité par rapport à un ancien monde : « Le "nouveau monde" est la métaphore d'un franchissement, celui des limites de l'œkoumène ancien, et le retentissement dans la conscience de l'époque de l'ouverture de l'espace du monde terrestre » (BESSE, 2003b, p. 79). Le monde nouveau en revanche ne concerne pas l'ouverture de l'espace, mais la façon dont le monde connu s'organise et se réorganise, se pense et se repense.

1.1.1. Une géographie du monde nouveau

Un diagnostic sur l'état du monde se justifie, le plus souvent, par le sentiment que le monde échappe aux catégories en usage pour le décrire, le connaître et le rendre compréhensible. C'est en ce sens que le monde peut être dit nouveau. Notre hypothèse est que la géographie universelle, au sens large, se définit comme un discours sur le monde nouveau, comme la réponse intellectuelle des géographes à l'expérience de la nouveauté du monde. Parler de monde nouveau, c'est considérer que ce qui ne posait pas problème est soudain perçu comme problématique. Cela exprime un besoin, qui doit être clarifié : quelle est la part de la science, celle de la rhétorique, de la transformation effective du monde ? Chaque génération pourrait légitimement considérer que son monde est « nouveau », du fait du progrès des sciences, de l'avancée de la technologie, des modifications de la géographie politique et économique etc. L'écroulement du bloc soviétique entre 1989 et 1991, pour donner un exemple, constitue l'un de ces moments décisifs où s'expérimente la fin d'un monde (l'opposition d'un Est et d'un Ouest géopolitiques) et contraint à chercher un nouveau modèle pour rendre compte de la marche du monde : la vogue de l'expression monde nouveau dans les années 1990-2000, dans les médias ou dans les sciences de la société, en géographie (à commencer par le premier volume de la *Géographie universelle* dirigée par Roger Brunet, intitulé *Mondes Nouveaux*), en économie ou en science politique, est très suggestive. Parmi de nombreux essayistes, Samuel Huntington, dans son ouvrage sur *Le choc des civilisations*, a ainsi par exemple recours à l'expression ; dans le premier chapitre, « Le nouvel âge de la

politique globale », il observe que « dans ce monde nouveau, les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles » (1996, p. 23). Mais Huntington, contrairement à ce qui est couramment dit, présente cette thèse comme une grille de lecture possible, autant sinon plus que comme l'avenir inéluctable du monde. Indépendamment de leur valeur intrinsèque, ces nouveaux modèles (le choc des civilisations, la fin de l'histoire...), abondamment critiqués, expriment le besoin que nous avons de mettre en ordre le monde, de le penser comme une structure organisée, de le rendre lisible. Penser le monde, c'est une évidence, est une quête d'intelligibilité ; la mondialisation, si on la conçoit comme une idéologie ou une représentation du monde, joue certainement un rôle de ce type. Or, à certains moments de l'histoire, des événements politiques (la chute du mur de Berlin ou la guerre de 1914), des innovations technologiques (le chemin de fer, Internet), des bouleversements de tous ordres brouillent l'intelligibilité du monde.

Si l'on accepte l'idée que le discours sur la nouveauté du monde tire son origine d'une expérience de la transformation et de la crise, tout texte exprimant le besoin d'établir un bilan des connaissances géographiques à l'échelle du monde entier peut potentiellement nous intéresser. Cela représente un corpus considérable. Il est clair par exemple qu'un grand nombre d'articles des *Annales de Géographie* parus aux lendemains des deux guerres mondiales ont cette ambition, mais pas forcément à l'échelle mondiale, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent. Nous allons pour notre part nous contenter d'un parcours rapide des principaux ouvrages relevant du genre de la géographie universelle, en y incluant par exemple des ouvrages comme *The New World* d'Isaiah Bowman ou *Le déclin de l'Europe* d'Albert Demangeon. Parmi d'autres choix possibles, nous aborderons (et surtout par le biais du paratexte), en sus des quatre grandes *Géographies universelles*, la *Nouvelle Géographie Universelle* d'Ernest Granger parue en 1922-1923, la collection des *Cinq Parties du Monde* dont le premier volume sur l'Amérique paraît en 1949 sous la plume de Jean Gottmann, le *Panorama du monde actuel* de Pierre George paru en 1965, d'autres textes encore, selon les besoins. Nous nous sentons assez libre de le faire car peu de travaux ont abordé la question de la géographie universelle¹, et nous risquons d'ailleurs des propositions qui devront

¹ Evoquons toutefois l'article de Hugh Clout en 2003 sur les *Géographies universelles* de l'entre-deux-guerres, celles d'Ernest Granger, de Vidal/Gallois et celle qui fut publiée chez Quillet sous la direction de Maurice Allain. Mais il insiste principalement sur les péripéties éditoriales et la composition des équipes de rédaction, et n'interroger pas le genre en lui-même.

impérativement être approfondies et vérifiées. Le plus souvent, lorsque l'on traite du sujet, on se contente d'évoquer les quatre principales *Géographies universelles*, celle de Conrad Malte-Brun entre 1810 et 1829, celle d'Elisée Reclus entre 1876 et 1894, celle dirigée par Paul Vidal de la Blache et Lucien Gallois entre 1927 et 1948, et enfin celle dirigée par Roger Brunet entre 1990 et 1996. Ces quatre grandes œuvres rythment l'histoire de la géographie française à un demi-siècle d'intervalle, mais on ne doit pas oublier qu'il y a eu bien plus de *Géographies universelles* (voir GOSME, 2006, p. 152-153, SCHRÖDER, 2007), que le genre apparaît bien plus tôt qu'au XIX^e siècle et qu'il ne se limite pas au domaine français, contrairement à une opinion généralement répandue². Des travaux plus anciens s'attachent aux caractères formels des *Géographies universelles*, à leur contexte politique et scientifique, à l'histoire de leur réception ; c'est le cas de la synthèse proposée en 1989 par Robert Ferras, dans les travaux préparatoires à la *Géographie universelle* dirigée par Roger Brunet. Il paraît donc important de ressaisir la question de la géographie universelle au prisme de la pensée du monde qui s'y manifeste, pour tâcher d'en donner une définition opérationnelle d'un point de vue générique. Quel monde donne à voir la géographie universelle dans sa description d'un monde qu'elle qualifie de nouveau ? Est-ce un espace cohérent d'échelle planétaire, un Tout ? Ou seulement un ensemble d'espaces régionaux et continentaux ?

1.1.2. Le monde nouveau, entre philosophie de l'histoire et géographie

Mais la notion de monde nouveau doit être encore éclaircie. La nouveauté est en effet tout autant celle du monde que celle du regard sur le monde. Il ne s'agit pas de nier que, d'une part, des transformations technologiques modifient le visage du monde et les rapports entre ses parties dans le sens d'un rétrécissement de la Terre et d'un élargissement de l'horizon géographique³, et que, d'autre part, des mutations géopolitiques et géoéconomiques introduisent de nouvelles frontières, de nouveaux équilibres de puissance, de nouvelles

² Au moment où Vidal lance une nouvelle *Géographie universelle*, Emmanuel de Martonne l'affirme déjà, dans un passage de son *Traité de géographie physique* où il évoque la géographie à la Renaissance : « La géographie, telle que nous l'entendons actuellement, n'est point encore née. Cependant, on voit apparaître, avec la *Cosmographia* de SEBASTIEN MÜNSTER, le premier modèle de ces grandes descriptions raisonnées du globe qui se succéderont à intervalles de plus en plus rapprochés jusqu'au XIX^e siècle, se renouvelant à chaque nouvelle extension de l'horizon géographique » (1909, p. 11).

³ Antoine Bailly et Robert Ferras ont déjà signalé le lien entre les *Géographies universelles* et « l'entrée dans le monde fini » (1997, p. 95), mais sans le développer. Il importe cependant de distinguer les *Géographies universelles* du XIX^e siècle et celles du XX^e, car, avant que le monde ne soit pensé comme fini, toute géographie à prétention universelle est nécessairement lacunaire. Mais il faut se méfier d'une confusion entre universel et exhaustif : si le développement de la géographie universelle depuis la Renaissance accompagne l'élargissement de l'horizon géographique à la planète entière et la mise en communication progressive des parties du monde, elle ne peut en aucune façon rendre compte de la totalité du monde. Reste que jusqu'à la *Géographie universelle* de Vidal/Gallois, beaucoup de blancs demeurent sur la carte du monde...

configurations nationales et régionales, de nouvelles centralités ou de nouvelles marges. De ce point de vue, l'importance des guerres dans l'embrayage d'une rhétorique du monde nouveau, des guerres du Premier Empire à la Guerre Froide en passant par les deux guerres mondiales, est considérable. Parce que la mise en place d'un monde nouveau est alors aussi pensée comme l'entrée dans une ère nouvelle.

Monde nouveau et nouvelle ère

Le problème auquel nous nous confrontons peut s'appréhender en des termes assez généraux, relevant de la philosophie de l'histoire, ou même de la *philosophie de la géographie*, si tant est qu'elle puisse être rationnellement conçue. L'histoire est en effet non seulement une marche ou une progression (pour ne pas dire un progrès) des sociétés, et une succession d'ères, mais un renouvellement constant du monde. Comment interpréter l'histoire non plus sur le mode historique (transformation dont l'analyse relève de la philosophie de l'histoire), mais sur le mode géographique ? Cette interrogation, Mackinder l'a certainement à l'esprit lorsqu'il formule sa théorie du pivot, dans laquelle il cherche, rappelons-le, à donner une interprétation géographique de l'histoire universelle (voir p. 301). De même, le modèle de la marche de la civilisation vers l'ouest, si elle relève effectivement de la philosophie de l'histoire, est éminemment susceptible de nourrir une interprétation géographique. Les deux dimensions paraissent intimement liées : le monde, c'est en même temps l'histoire, le monde nouveau, c'est en même temps un temps nouveau. Il est à ce titre très significatif qu'Isaiah Bowman ouvre *The New World* par l'exposé d'une philosophie de l'histoire qui lui sert à justifier le titre de l'ouvrage et qui consiste à présenter la guerre comme une « marche » de plus dans l'histoire de l'humanité ainsi qu'à affirmer la non-nouveauté de l'événement (voir p. 486 *et sq.*). Pour Bowman, le monde qui résulte de la guerre n'est pas nouveau au sens où l'histoire montre que toutes les époques ont eu leur grand conflit et que tous les grands conflits ont abouti à une remise en cause de l'ordre mondial préexistant. Cela révèle un problème de taille : comment un espace peut-il être nouveau ? N'est-il pas *toujours-déjà-là* ? Qu'est-ce qui change dans le monde pour que le monde puisse être perçu comme nouveau, c'est-à-dire comme *autre* ? La nouveauté du monde et du temps est seulement, dans la perspective de Bowman, *conjoncturelle* : elle a trait à des configurations politiques et économiques évolutives, ainsi d'ailleurs qu'à la dimension propre du monde. Le monde nouveau de Bowman l'est de fait en partie parce qu'il résulte de la première guerre *mondiale* – à moins, et il est sans doute plus juste de penser ainsi, que la guerre n'ait été mondiale que parce que le monde lui-même s'était préalablement mondialisé. Quoi qu'il en soit, le topos du

monde nouveau est ainsi relié, pour Bowman, à une conception spécifique du temps historique, une conception certes cyclique ou spiralaire (« *Almost every event of our time has its counterpart in history* », p. 1), mais où l'histoire produit néanmoins du nouveau.

Cette relation caractérise plus généralement l'expérience occidentale du temps. Pour l'historien François Hartog, le rapport au temps est régulièrement brouillé par de grands événements comme les deux guerres mondiales, la chute du mur de Berlin, ou, plus anciennement, la Révolution française. Ce sont ce qu'il appelle des brèches, des failles entre deux ères (2003, p. 12-13). Cette expérience de la rupture temporelle (qui est aussi, selon notre perspective, une expérience de la transformation du monde) exprime une conception moderne du temps où le présent peut être saisi intellectuellement par les contemporains comme inédit et pas seulement comme récent, c'est-à-dire comme produisant réellement du neuf. Peut-être n'est-ce d'ailleurs qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle que cela est devenu possible. On ne peut qu'évoquer brièvement ici, en prolongement, les remarques de Reinhart Koselleck sur l'émergence du concept de *Neuzeit* (« Temps Modernes ») à partir de la notion de *neue Zeit* (« époque moderne ») entre le XVIII^e et le XIX^e siècles (1979, p. 263 *et sq.*). Le concept de Temps Modernes, qui décrit l'ère dans laquelle le monde est entré à la Renaissance, aurait ainsi une historicité propre, mouvement qui serait lié aussi à la désignation des autres périodes de l'histoire comme *ancienne/antique* et *moyenne*. Ce découpage suppose de ne plus considérer le temps comme une pure additivité cyclique, mais comme une durée où interviennent des ruptures. Sans entrer beaucoup plus avant dans ces analyses, il faut rappeler que ce processus recouvre une sécularisation du temps, et en particulier du futur (l'histoire n'est plus déterminée par la perspective du Jugement Dernier, p. 273), et qu'il est fortement déterminé par les Lumières et la Révolution Française. Ce dernier événement a été perçu comme ouvrant une nouvelle période de l'histoire et inaugurant une nouvelle conception du temps où ce qui advient peut être pleinement saisi comme inédit. En somme, la Révolution permettrait à la fois de faire prendre conscience de ce que furent les Temps modernes et d'entrer dans l'époque contemporaine. Il est sans doute commode dès lors de considérer que la notion de monde nouveau est intrinsèquement liée à cette époque contemporaine, définie d'abord, du point de vue du temps, comme celle qui laisse enfin place, par le biais de « brèches », à l'expérience d'une nouveauté authentique. Pour le dire autrement, la notion de monde nouveau nous paraît intimement liée à un « régime d'historicité », c'est-à-dire à une modalité d'articulation du passé, du présent et du futur (HARTOG, 2003, p. 27), qui serait un *futurisme* (depuis 1789, l'expérience du temps est

orientée vers le futur) empreint de *présentisme* (le monde nouveau est le monde *d'aujourd'hui*). On pourrait soutenir en effet que parler d'un monde nouveau, c'est à la fois faire l'expérience d'un présent en rupture par rapport au passé, imposant une description « à chaud » de configurations spatiales renouvelées, mais que c'est aussi vouloir comprendre cette nouveauté et se donner des outils pour affronter ce qui vient et qui ne manquera pas non plus d'être nouveau.

Les lendemains de guerre et la nécessité d'adapter le discours sur le monde

Ce que nous avons déjà vu pour les lendemains de la Première Guerre mondiale, notamment avec l'analyse de l'ouvrage d'Isaiah Bowman, peut dès lors tout à fait être systématisé : les guerres constituent des moments où l'expérience de la rupture et le sentiment de changer de monde et d'époque sont particulièrement forts. Il suffit de rappeler ce qu'en dit par exemple l'écrivain allemand Thomas Mann (voir p. 475). Toute guerre de quelque importance, et il n'est même pas besoin qu'elle soit d'extension mondiale, peut donner naissance à un monde nouveau. Dans un article des *Annales de Géographie* de 1896, pour donner un exemple précis, Edouard Chavannes observe ainsi, à propos de la guerre sino-japonaise de 1894, que, « lorsque la guerre était déchaînée entre la Chine et le Japon, on a pu croire un moment qu'on assistait à l'une de ces grandes mêlées des nations d'où sort un monde nouveau » (1896, p. 216). Un monde qui aurait dû faire face à l'instauration d'un immense empire asiatique et à une confrontation des « Jaunes » et des « Blancs »... Plus généralement, et indépendamment des mythologies géographiques et des fantasmes politiques qui s'expriment avant, pendant et après les guerres, la volonté de faire le point sur le monde prend une dimension particulière lorsque celui-ci est bouleversé par une guerre d'ampleur continentale ou mondiale. Un certain nombre d'ouvrages relevant de la géographie universelle trouvent là une justification particulièrement forte, et pas seulement après 1918 ou 1945. C'est déjà le cas pour Malte-Brun, qui se sent contraint de ne pas débiter son *Précis de Géographie Universelle* par une description de l'Europe, tant il pressent que l'aventure napoléonienne va bouleverser la géographie politique de ce continent (FERRAS, 1989, p. 48).

Les lendemains de la Première Guerre mondiale représentent, par bien des aspects, un moment tout à fait spécifique, qui a marqué fortement les géographes, qu'il s'agisse de Demangeon, de Bowman, de Granger⁴, de Brunhes, de Vallaux, ou de Gallois, qui a exprimé

⁴ La première phrase de sa *Nouvelle Géographie Universelle* est la suivante : « La Grande Guerre a brusquement et profondément troublé l'évolution régulière des sociétés humaines » (1922, p. 1).

à plusieurs reprises la nouveauté du monde d'après 1918, comme dans son compte rendu du livre de Demangeon, *Le Déclin de l'Europe* : « Si c'est un monde nouveau dont il nous esquisse le tableau, c'est que le monde a beaucoup changé pendant la guerre » (1920, p. 213) . Il définit ainsi l'ouvrage de Demangeon comme une sorte de *Géographie universelle* (un tableau du monde). Un peu plus tard, toujours dans les *Annales*, il affirme même que « jamais la nécessité de connaître le monde qui se transforme si rapidement sous nos yeux n'est apparue avec plus d'évidence » (1921b, p. 378). La géographie se trouverait donc au début des années 1920 en prise avec un monde radicalement transformé, non pas du fait de découvertes géographiques (le monde étant alors considéré comme fini), mais d'un bouleversement de la géographie politique et économique. Dans l'Avant-propos de la *Géographie universelle*, Gallois évoque encore l'impact de la guerre sur la géographie du monde : « La grande guerre, par le déséquilibre qui l'a suivie, a eu dans le monde entier des répercussions profondes, hors de toute prévision » (1927, p. V). On sait bien que le projet de Vidal a été largement transformé par la guerre. La nécessité de tout reprendre à zéro se fait sentir beaucoup plus largement que cela, et pas seulement en géographie : tout un mouvement de recherches se développe dans les sciences sociales sur les conséquences de la guerre. On peut évoquer ici une série d'enquêtes lancées par le Musée Social⁵ sur « le nouveau monde, politique, économique et social », où André Siegfried collabore en 1927 avec *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Le Musée Social, comme on l'apprend au début de cet ouvrage, « a voulu que l'esprit d'observation et le souci de l'objectivité inspirassent ces enquêtes : par elles, il s'agit moins de discuter que de comprendre, afin de renseigner l'opinion sur un monde dont les bouleversements des dernières années ont fait un monde nouveau » (1927, p. 1). Quant aux Etats-Unis, plus spécifiquement,

à quelques années de distance, les visiteurs, les Américains eux-mêmes n'y reconnaissent plus ni les choses ni les hommes : invasions pacifiques d'immigrants qui sournoisement transforment la race, progrès matériels fantastiques qui lissent le record, équilibre nouveau des rapports avec les autres continents. La guerre surtout, à peine moins qu'en Europe, a modifié toutes les perspectives : les notions sur l'Amérique de 1914 sont à réviser tout entières. (*ibid.*)

En sorte que le Nouveau Monde le redeviendrait, mais sur un mode quelque peu différent :

Le « nouveau monde », quand Colomb l'a découvert, était géographiquement nouveau pour nos ancêtres. Aujourd'hui, sa pratique, vraiment révolutionnaire, de la grande production le rend une seconde fois tel, et, à cet égard, sans nous en douter, nous avons encore à le découvrir. (...) Peut-être même s'agit-il d'un âge nouveau de l'humanité (...) (p. 345)

⁵ Créé en 1894, le Musée Social est un organisme de recherche et d'études inspiré par l'économie sociale, qui s'implique dans le développement de la politique sociale de la III^e République ainsi que, après la guerre, dans la promotion de l'interventionnisme étatique. Le père d'André Siegfried, Jules Siegfried, est l'un des fondateurs.

Pour Siegfried, dont l'analyse semble très proche de celle de Bowman en 1921, la Première Guerre mondiale a donc des conséquences géographiques remarquables, assimilables à une renaissance du monde. Il faut certes nuancer cette impression de rupture et de renouvellement – c'est un point qui a déjà été argumenté plus haut (voir p. 475 *et sq.*) ; mais elle est néanmoins très significative du discours sur le monde, au début des années 1920, mais aussi après 1945 ou après 1989-1991... Le lendemain de guerre (ou de révolution) est en effet un moment clé pour « réviser », selon le mot même de Siegfried, les notions que nous avons sur le monde, parce que le monde s'est, apparemment, brutalement transformé.

1.2. Faire le tableau du monde

Cette première approche de la géographie universelle (par son objet qui est la description d'un monde nouveau) aboutit donc à un problème d'interprétation disciplinaire : dans l'économie générale de la géographie, quel est le statut de la géographie universelle ? Si elle a pour vocation d'offrir « un tableau géographique de l'ensemble du monde » (GOSME, 2006, p. 152), la plupart des entreprises de géographie universelle, principalement les grandes *Géographies universelles*, sont publiées sur plusieurs années, voire plusieurs dizaines d'années, ce qui pose un problème qu'Elisée Reclus exprime très bien dans le « Dernier mot » de sa *Géographie universelle* : « Que de découvertes et d'explorations se sont succédé, ajoutant à nos connaissances premières et nous forçant à modifier notre exposition du monde ! » (1894, p. 793-794). Le monde se transformant sans cesse, le projet d'en offrir une description qui soit durable est grandement utopique : la géographie universelle est une géographie par nature extrêmement temporaire.

1.2.1. Le tableau d'un monde qui ne cesse de se transformer

Une *Géographie universelle* est vouée à ce que ses informations se trouvent périmées dans un bref délai. Le tableau se constitue alors, surtout si la publication s'échelonne dans le temps, d'une suite de tableaux en décalage les uns par rapport aux autres en fonction des dates de parution des volumes (décalage renforcé si l'auteur n'est pas unique), et parfois d'une évolution de perspective générale, telle celle qui intervient dans la publication de la *Géographie universelle* de Vidal à cause de la guerre. Si les ruptures de ce genre sont symboliquement exacerbées du fait de leur caractère dramatique, la transformation du monde est en réalité un processus continu : le monde n'arrête pas de changer, « se modifie tous les jours », selon les termes de Reclus (1894, p. 794). Le « bilan de la connaissance du Monde » que la géographie universelle entend réaliser (FERRAS, 1989, p. 9) est une tâche qui devrait

être menée régulièrement, comme dans ces annuaires ou albums statistiques qui constituent de véritables collections de géographie universelle (tel le fameux *Statesman's Year Book*, constamment utilisé par les géographes, et d'ailleurs réalisé au début du XX^e siècle sous la direction d'un géographe, J.S. Keltie). Les grandes *Géographies universelles* sont des monuments, en revanche, difficilement *révisables*. C'est le constat de Reclus vis-à-vis de Malte-Brun :

Les acquisitions de la science sont en trop grand nombre et trop importantes pour qu'il soit possible d'en introduire le résumé dans quelque ouvrage ancien, fût-il de la plus haute valeur, comme l'est celui de l'illustre Malte-Brun. A une période nouvelle, il faut des livres nouveaux. (1876, p. I)

Notons que Reclus écrit « période nouvelle » et non « monde nouveau », indice supplémentaire de l'équivalence (ou de l'ambiguïté) signalée plus haut. L'une des justifications premières du projet de géographie universelle est que le monde a changé mais aussi que les ouvrages préexistants ne décrivent plus le monde dans lequel on vit, ne peuvent plus servir à le comprendre. Il est ainsi tout à fait envisageable que le sentiment du dépassement de ces ouvrages relève aussi d'une transformation de la géographie, d'une nouvelle conception de ce qu'est la géographie : le monde n'est pas seul à se transformer, la géographie également évolue. Mais avant de développer ce point, il faut encore dire un mot sur ce qu'implique la notion de tableau du monde.

Parler d'un bilan et d'une actualisation des connaissances ne suffit certainement pas à qualifier cette géographie régionale particulière qu'est la géographie universelle. Un ouvrage de géographie universelle se présente en effet comme le « tableau géographique des différentes contrées du globe » (GALLOIS, 1927, p. VI), ce qui signifie fondamentalement qu'il est un instantané, une photographie saisissant à un instant donné, pour chaque région du monde, ce qui la caractérise à la fois par rapport à ce qu'elle était un quart de siècle ou cinquante ans auparavant et par rapport aux autres. La volonté de saisir la spécificité d'un espace à telle époque anime tout ouvrage de ce genre, comme le dit Pierre George, de manière un peu alambiquée, dans son *Panorama du monde actuel* :

C'est aux géographes qu'il appartient de dresser le tableau du contentieux du monde actuel. C'est l'objet de la collection « Magellan », dont le présent volume fait figure d'introduction en établissant l'inventaire des problèmes posés par l'état actuel de l'évolution de chaque grande communauté du monde actuel et des rapports entre ces communautés. (1965, p. 2)

L'ouvrage, dont le titre est déjà très significatif quant à l'ambition de saisir le monde dans son ensemble, entend révéler dans le même mouvement ce qui fait que le monde *d'aujourd'hui*

n'est plus celui d'hier, qu'il est vraiment nouveau. C'est le monde actuel qui doit être décrit, et l'adjectif actuel a un sens fort, comme le suggère le passage cité où il apparaît trois fois en deux phrases... Mais la nécessité d'en proposer un tableau surgit précisément du fait que le monde *actuel* est pensé comme transformé et toujours en transformation : c'est moins le monde actuel qui est visé que « l'état actuel de l'évolution » des sociétés, moins un espace en quelque sorte, qu'une époque dans sa spatialité. Le constat est ici globalement similaire à celui d'Elisée Reclus, preuve que le genre de la géographie universelle repose sur certaines constantes intellectuelles et cosmologiques : « La mobilité de tout ce qui nous entoure est infinie, et pourtant il faut essayer d'en donner une idée » (1876, p. II), fût-ce seulement par un « tableau succinct » (p. 5) et bien précaire. La tâche est donc par définition vouée à l'imperfection, à l'erreur, à l'inadéquation. Reclus s'excuse ainsi par avance des erreurs que l'on trouvera dans son œuvre, même si certaines ne peuvent être évitées, « celles qui auront pour cause les transformations incessantes de la nature et de l'humanité » (p. III), celles qui résultent de la nécessaire (et déplorée) différence de rythme entre l'écriture du géographe et la marche des événements. Le monde est insaisissable, la géographie universelle doit tâcher d'en donner une image ; comme le dit encore Ernest Granger, « *donner de ce monde en continuelle transformation une image aussi complète, aussi vivante que possible, tel est le but de la Géographie Universelle* » (1922, p. 1).

Le motif du monde nouveau s'accompagne donc presque toujours de l'idée selon laquelle la réalité du monde est mouvante, peut-être même insaisissable ; l'entreprise serait au fond, plus que « téméraire » (RECLUS, 1876, p. I) : insensée, absurde. La date de rédaction n'y change presque rien, tous, ou peu s'en faut, font le même diagnostic, et même Lucien Febvre l'historien, dans son fameux article « Face au vent » : « Un fait est certain, dès maintenant : vivre, pour nous-mêmes et pour nos fils, ce sera demain, c'est aujourd'hui déjà, s'adapter à un monde perpétuellement glissant » (1946, p. 37). La finalité d'un ouvrage de géographie universelle, du point de vue de sa valeur référentielle, est peut-être moins dès lors d'actualiser des connaissances, de produire une somme, que de proposer un guide pour se repérer temporairement dans un monde qu'on ne reconnaît plus : « Quand change le Monde, il est besoin de repères nouveaux » et « d'un grand ouvrage permettant de faire le point et de s'orienter » (BRUNET, 1990a, p. 7). Les actualisations, les rééditions, les mises à jour ne peuvent donc suffire ; seul d'ailleurs le *Précis de la Géographie Universelle* de Malte-Brun a été réactualisé, d'abord par Huot, qui achève la première édition, avant de rééditer l'ensemble en 1841, puis par Victor Malte-Brun en 1852, par T. Lavallée en 1855 et par Eugène

Cortambert à partir de 1858 (FERRAS, 1989, p. 49)⁶. Il faut reprendre au contraire l'ensemble du travail. Très vite après sa publication l'ouvrage est dépassé, à la fois d'un point de vue factuel et d'un point de vue scientifique. C'est ce qui marque très bien la réception de la *Nouvelle Géographie Universelle* d'Elisée Reclus par Paul Vidal de la Blache et les géographes des *Annales*, qui s'y réfèrent régulièrement et souvent de manière positive jusqu'aux années 1900. Puis l'intérêt qu'ils y trouvent se réduit, les auteurs qui s'y réfèrent devant préciser ou rectifier certaines affirmations de Reclus (ARRAULT, 2005a). Après la guerre, quand les volumes de la *Géographie universelle* Vidal/Gallois paraissent, il est fréquent que les comptes rendus publiés dans les *Annales* commencent par rappeler que celle de Reclus est dépassée. Marcel Larnaud, à propos du volume d'Augustin Bernard sur l'Afrique du Nord, écrit ainsi :

Chaque volume nouveau de la *Géographie Universelle* est impatiemment attendu, à cause de la notoriété des auteurs et aussi parce que beaucoup de matières n'avaient jamais été traitées en français, ou ne l'avaient pas été depuis fort longtemps. C'est ainsi qu'il n'existait qu'un seul ouvrage d'ensemble sur l'Afrique du Nord, celui d'Elisée Reclus : il date de plus de cinquante ans. (1937, p. 611)

Or, en un demi-siècle, il se passe des choses : les explorations se parachèvent, les frontières se redessinent, les villes grandissent, les réseaux de communication se complètent etc.

1.2.2. Voir le monde de manière nouvelle

La double justification de toute Géographie universelle

Mais ce n'est pas seulement le monde qui change en cinquante ans, la science aussi évolue. Dès les années 1900, la *Nouvelle Géographie Universelle* de Reclus – qui n'est donc plus si « nouvelle » – subit ainsi une critique épistémologique, à commencer par Vidal :

Vous savez combien la Géographie universelle d'Elisée Reclus a cessé de correspondre à l'état de la science ; l'idée d'une publication digne de la remplacer a germé et mûri dans l'esprit de quelques-uns de nos amis communs. (Lettre de 1908 de Vidal à Brunhes, citée par ROBIC, 1993, p. 119)

Il semble cependant que les deux types d'invalidation soient indissociables : l'état de la science et l'état du monde justifient ensemble le projet de Vidal, avec peut-être, dans les années 1900, un avantage à la justification épistémologique ; mais la guerre met sans doute au

⁶ On notera aussi que la version française de *The New World* de Bowman, se présente, en 1928, comme un ouvrage non pas traduit littéralement mais « adapté de l'anglais et mis au courant des derniers événements internationaux ». Le sous-titre passe par exemple de « *problems in political geography* » à « tableau général de géographie politique universelle » (BOWMAN, 1928). Ce qui permet de voir en outre que *The New World* est bien perçu comme une œuvre de géographie universelle...

premier plan la justification contextuelle. En tout état de cause, quand les volumes paraissent, et surtout quand la série se termine, les géographes marquent très explicitement la différence épistémologique entre les deux œuvres. C'est par exemple le cas de Georges Chabot, dans son compte rendu du second volume de Demangeon sur la *France économique et humaine* :

La *Géographie Universelle* d'Elisée RECLUS, effort aristotélicien d'un homme pour embrasser toute la planète, était un levé d'orientation fixant les explorations du XIX^e siècle. L'actuelle *Géographie Universelle* donne le résumé scientifique des investigations du début du XX^e. Comme toutes les œuvres humaines, sans doute elle sera dépassée. On y verra la marque d'une époque : c'est le monde d'entre les deux guerres qui est ici représenté, un monde qui a duré vingt ans. (1949, p. 345)

Entre le « levé d'orientation » et le « résumé scientifique », entre les « explorations » et les « investigations », entre le travail d'un homme seul et celui d'une équipe – d'une école – c'est bien deux types de géographies qui sont ainsi spécifiées, celle de Reclus étant visiblement connotée négativement⁷. Chabot remarque d'ailleurs que la *Géographie universelle* Vidal/Gallois est elle-même datée. L'ambition n'est donc jamais simplement en effet, lorsqu'on entreprend la description d'un monde pensé comme nouveau, de rendre compte de ce qui a changé dans le monde, mais de rénover également, d'adapter, de renouveler la vision du monde elle-même. Lucien Febvre, cherchant à refonder aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale les *Annales* (d'histoire), ne disait pas autre chose :

Les *Annales* changent parce que tout change autour d'elles : les hommes, les choses, ; d'un mot, le monde. Déjà, celui de 38 n'était plus du tout celui de 29. Que dire du monde de 42 ou de 46 – qu'en dire qui soit juste et donc efficace ? (1946, p. 35)

A un monde nouveau doit répondre par conséquent un discours nouveau sur le monde. Dressant le constat d'un monde transformé depuis la création de la revue, Febvre entend jeter les bases d'une discipline renouvelée à fin de justesse et d'efficacité scientifiques. C'est cette tension, cette dualité que, pour la géographie, nous entendons étudier plus précisément.

L'analyse peut être menée pour l'ensemble des *Géographies universelles* : Malte-Brun, dans le contexte de crise de la géographie de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècles, se présente par exemple comme un réformateur de la géographie française (GODLEWSKA, 1991, p. 192-193). Lavallée, dans ce qui est pourtant une réédition de Malte-Brun, note aussi que

⁷ Dans un article de synthèse sur la *Géographie universelle* Vidal/Gallois paru en 1952, Robert Perret fait le même constat : « La *Géographie Universelle* d'Elisée Reclus avait été l'œuvre d'un seul homme, effort gigantesque devant lequel on ne peut que s'incliner ; fort bien écrite, elle sut animer la science abstraite, et un grand nombre de pages méritent toujours d'être lues, par exemple la description de l'Amérique Centrale ; mais, en face du développement vertigineux des sciences de la nature, elle avait vieilli. La tâche de dépouiller, de

la géographie est, comme toutes les sciences naturelles, essentiellement mobile et progressive ; composée d'une infinité de faits, d'observations, de détails, de chiffres, elle doit continuellement se modifier ; nul ne peut avoir la prétention de la fixer à jamais dans un ouvrage unique et durable, et les traités de géographie doivent, à des époques rapprochées, se transformer, s'ils veulent continuer à être lus et consultés, s'ils ne veulent se trouver peu à peu au-dessous de l'état de la science. C'est ce qui est arrivé à la Géographie de Malte-Brun. Depuis 1810, le monde et la science ont changé. (...) J'ai essayé de faire mieux en faisant autrement, et d'après le but que je m'étais proposé, je n'ai pas hésité à faire subir à l'ensemble comme aux détails de l'ouvrage les plus larges changements, des coupures nombreuses, des additions importantes, enfin une transformation presque complète tant dans le fond que dans la forme ; aussi l'œuvre est-elle devenue tout à fait nouvelle, et je puis dire qu'elle est de moi autant que de Malte-Brun. (1855, p. IV-V)

Le monde et la science ayant changé, on peut et on doit faire « œuvre nouvelle », même à partir d'une œuvre existante. Lavallée inscrit d'ailleurs en sous-titre que la *Géographie universelle* de Malte-Brun a été « entièrement refondue et mise au courant de la science ». Reclus adopte le même schéma justificatif⁸. Ernest Granger, en 1922, souligne l'importance des transformations, d'abord de la géographie politique après la guerre, et de la géographie humaine en général, puis celles de « la connaissance (...) que nous avons de notre planète » :

Non seulement, des pôles à l'Equateur, on explore les régions les moins accessibles, on escalade les montagnes les plus hautes, on perfectionne, on complète les cartes, mais encore on donne des faits géographiques de nouvelles explications, on élabore des théories plus ingénieuses et qui, fondées sur un nombre plus grand d'observations, serrent de plus près la réalité. (1922, p. 1)

Granger n'est pas un géographe des *Annales*, mais il s'appuie sans nul doute sur les connaissances accumulées par Vidal et ses successeurs⁹ ; il dit de fait à peu près la même chose que Lucien Gallois dans son Avant-propos :

La géographie a largement bénéficié depuis un siècle, depuis un demi-siècle surtout, du progrès général des connaissances humaines. Et tout d'abord s'est achevée, par la conquête des pôles, la découverte du globe. Comme conséquence, les sciences de la nature ont pris toute leur ampleur (...). Les résultats de toutes leurs observations sont venus s'inscrire sur des cartes de plus en plus exactes. (1927, p. I)

Ce progrès des connaissances, communément considéré comme justification principale, signifie donc à la fois l'accumulation de connaissances factuelles nouvelles (relevant de

méditer et, le plus possible, de contrôler sur place l'énorme littérature géographique qui avait surgi ne pouvait être entreprise que par une équipe ; on va examiner comment elle y a réussi. » (1952, p. 85).

⁸ La première phrase de la *Nouvelle Géographie Universelle* est la suivante : « La publication d'une Géographie universelle peut sembler une entreprise téméraire, mais elle est justifiée par les progrès considérables qui se sont accomplis récemment et qui ne cessent de s'accomplir dans la conquête scientifique de la planète. Les contrées qui sont depuis longtemps le domaine de l'homme civilisé ont laissé pénétrer une grande partie de leurs mystères ; de vastes régions, que l'Européen n'avait pas encore visitées, ont été rattachées au monde connu, et les lois mêmes auxquelles obéissent tous les phénomènes terrestres ont été scrutées avec une précision plus rigoureuse » (1876, p. I).

⁹ Granger est un ancien élève de l'ENS, où il a suivi l'enseignement de Vidal. Agrégé d'histoire et de géographie, il rédige de nombreux manuels géographiques et historiques (CLOUT, 2003b, p. 564-565).

l'exploration ou de la transformation de la géographie politique et économique) et l'évolution des théories explicatives.

Géographie universelle et « nouvelle géographie »

La nouveauté du monde est donc à la fois un contexte (au sens fort), et une production discursive. L'enjeu de la géographie universelle est donc à la fois cognitif (*re*-connaître le monde) et épistémologique (mettre en œuvre de nouveaux outils). La question qui se pose est alors celle du lien existant entre la perception d'un monde nouveau et l'affirmation d'une « nouvelle géographie » : comme le dit Reclus, « à une période nouvelle, il faut des livres nouveaux ». L'objectif est assurément d'actualiser les connaissances, de diffuser les résultats des explorations, des enquêtes ou des inventaires les plus récents. Mais plus que d'actualiser, il s'agit en réalité de passer à autre chose : compléter les ouvrages anciens ne servirait à rien, car deux types de connaissances sont en jeu, les connaissances factuelles et les connaissances générales. Il ne suffit pas de décrire, le géographe se doit également d'expliquer, et c'est peut-être le sentiment que les ouvrages précédents n'expliquent plus qui prime dans le souhait de lancer une nouvelle *Géographie universelle*. La notion de « repères » par exemple, dans le texte de Roger Brunet de 1990 cité plus haut, est très suggestive : il s'agit moins d'être érudit que de proposer un cheminement, moins d'être exhaustif que d'offrir une grille de lecture. Dans le volume *Mondes Nouveaux*, c'est ainsi le rôle, bien que sur des plans différents, de la chorématique ou de la notion de système Monde. La publication des *Géographies universelles* doit s'entendre à la limite comme l'expression d'une substitution de paradigme au sens kuhnien, même si, chez Kuhn, le *monde* (qui est principalement celui des physiciens) est donné comme stable ou immuable, et si seule la vision du monde change vraiment (KUHN, 1970, p. 157 *et sq.*). Ce qui n'est certainement pas le cas lorsque l'on parle du monde au sens géographique. Sous cet angle cependant, le discours de la nouveauté du monde serait bien un indice, parmi d'autres et peut-être seulement pour les grandes entreprises scientifiques qui marquent leur temps (à la différence des ouvrages plus réduits ou des collections moins prestigieuses), de l'avènement d'une « nouvelle géographie ».

Cette dimension d'affirmation paradigmatique est très nette dans l'Avant-propos de Gallois où l'ouvrage est présenté comme « l'œuvre d'une école » (1927, p. VIII), dans l'héritage de Vidal de la Blache, dont le nom

devait rester attaché à une œuvre où sa pensée restera présente.(...) Son influence dans le domaine de nos études a été décisive. Par son enseignement, par ses écrits, il a été vraiment un

maître. Ceux qui avaient répondu à son appel ont, pour la plupart, été ses élèves. Tous sont venus à des idées qu'il n'a jamais cherché à imposer, mais qui se sont imposées d'elles-mêmes. Cette unité de doctrine assurera l'unité de cette vaste entreprise. (p. V)

Une *Géographie universelle* se veut la plupart du temps (surtout au XX^e siècle, après que la géographie se soit institutionnalisée et ait affirmé de grandes ambitions scientifiques) l'expression d'une géographie non seulement actualisée, mais aussi renouvelée, attachée à de nouveaux objets, mettant en œuvre de nouvelles méthodes, utilisant de nouveaux concepts. Roger Brunet met ainsi bien l'accent, plus encore que Gallois, sur la dimension paradigmatique de l'entreprise :

Il se trouve que des géographes de culture française pensent avoir suffisamment progressé pour pouvoir aborder ces questions en se fondant sur une pratique et des théories scientifiques avancées, sur une réelle diversité d'approches et de tempéraments, et sur le renouvellement ou, mieux, le dépassement dialectique d'une tradition originale d'intérêt et de compétence en géographie dite régionale. Ces géographes se sont formés aux méthodes quantitatives et au traitement des données, à l'analyse systémique et structurale, à la cartomatique et à la télédétection, aux pratiques de l'aménagement du territoire, à l'étude des stratégies et des processus de décision, à celle des perceptions, des représentations et des mythes de l'espace. Ils ont appris à communiquer avec les sciences humaine et politiques, plus encore qu'avec les sciences naturelles, tout en renouvelant leur approche de l'environnement et des milieux. Ils ont des soucis différents, mais quelque ouverture et une certaine communauté de culture, et ils ont décidé de travailler ensemble. (1990a, p. 7-8)

Le terme renouveler est deux fois présent, réitérant une rupture alors déjà ancienne avec la géographie dite classique. Malgré la revendication d'une différences entre les auteurs, on voit apparaître cette « communauté de culture » qui place l'entreprise sous le signe, sinon d'une école, du moins d'un courant géographique « suffisamment » conscient de lui-même pour s'opposer à une « tradition », qui se trouve proprement « dépassée », tant par les méthodes (quantitatives...) que par les objets pris en charge (structures et systèmes, représentations, aménagement...). Pour R. Brunet encore, « cette œuvre a l'ambition d'être une représentation de l'état du Monde *et* de l'état d'une science » (p. 8). Il ne faudrait pas pour autant négliger la nouveauté réelle du monde au profit de la nouveauté paradigmatique, laquelle n'est d'ailleurs pas systématique. Le monde de la géographie universelle est bien un monde qu'on ne reconnaît plus, parce que le monde a effectivement changé. Le sentiment que l'ouvrage précédent est dépassé est profondément lié à une expérience de *désorientation* face au monde. Il faut donc remettre la géographie à l'ouvrage, que ce soit, au XIX^e siècle, pour intégrer les résultats des explorations qui se poursuivent, ou, plus généralement, pour élucider les conséquences d'une révolution technologique ou d'un bouleversement géopolitique.

1.3. Un monde qui devient, peu à peu, Monde

Or, parmi ces transformations effectives du monde se trouve le fait que le monde se mondialise, c'est-à-dire qu'un niveau mondial spécifique devient perceptible. La géographie universelle se doit alors de lui faire une place, soit dans la description elle-même des parties, soit dans une section particulière : c'est la fonction, avant le volume *Mondes Nouveaux* de Roger Brunet et Olivier Dollfus, du *Panorama du monde actuel* de Pierre George en 1965, à l'ouverture de la collection « Magellan ». La géographie universelle, tableau problématique du monde actuel, donne aussi une indication sur le degré de cohérence du niveau mondial : entre les « considérations générales » du premier chapitre d'Elisée Reclus et le volume *Mondes Nouveaux*, on observe ainsi une progressive entrée du Monde dans la géographie universelle. Il ne s'agit pas de contester l'innovation que représente le premier volume de la dernière *Géographie universelle*, au point de vue de l'explicitation d'une pensée des interconnexions et des interdépendances ; mais il nous paraît que chaque *Géographie universelle* se positionne à sa manière, parce que sa finalité est de décrire le monde dans sa totalité, face au Monde. Et dans son effort de description régionale, chacune est amenée, presque naturellement, à choisir un mode d'articulation entre le tout et les parties mais aussi entre les parties elles-mêmes – à adopter une cosmologie qui sera en partie celle de la géographie mondiale. Que ce soit dans une *Géographie universelle* que Dollfus publie, sous sa forme la plus aboutie, sa pensée du système Monde, n'est pas une coïncidence. C'est sans doute, au contraire, qu'un tel ouvrage constitue un lieu propice à l'affirmation que le monde n'est pas seulement un ensemble de parties, mais un univers cohérent. Dans quelle mesure au total ce qui pose problème dans notre savoir du monde au point qu'il faille le considérer comme nouveau (c'est-à-dire comme *autre*), relèverait du processus de mondialisation et de sa thématization progressive ?

1.3.1. Le constat de la dimension mondiale enfin advenue...

Dans les diverses formes de justification d'un projet de géographie universelle, celle qui paraît la plus étonnante est l'idée que, si le monde est à ce point nouveau qu'il faut en proposer une nouvelle description complète, c'est en partie parce que les géographes font le constat qu'une *dimension* nouvelle du monde s'est imposée depuis le temps où a été publiée la dernière description du monde. Il y a là un véritable leitmotiv des *Géographies universelles*, qui témoigne à la fois d'une réelle avancée de la mondialisation, d'une certaine cécité historiographique, mais aussi d'une rhétorique de l'inédit que l'on peut rapporter autant à une forme de valorisation éditoriale qu'à la spécificité du phénomène de mondialisation qui

accentue l'impression d'accélération des transformations et celle de nouveauté de l'état du monde. En tout état de cause, les auteurs de *Géographies universelles* semblent assez souvent redécouvrir ce qui apparaissait déjà, quelques décennies plus tôt, comme une « nouveauté » du monde. Partons, pour rendre la démonstration plus saisissante, du texte le plus récent. Dans les toutes premières lignes de la « Présentation » de la dernière *Géographie universelle* (mais on pourrait multiplier les exemples issus de publications des années 1990 et 2000), Roger Brunet, attribuant d'ailleurs d'emblée une majuscule à monde, écrit ainsi :

Quand change le Monde, il est besoin de repères nouveaux. Jour après jour viennent sur la scène des médias les lieux les plus lointains, dont l'apparition nous interroge. La dimension des problèmes est devenue mondiale, le Monde fait système. Ce qui se passe ici où là relève d'interactions complexes et étendues. (1990a, p. 7).

« La dimension des problèmes est devenue mondiale »... Voici énoncée la croyance qui constitue, du point de vue de la disposition éditoriale, la première justification de cette nouvelle *Géographie universelle*. Ce qui est en soi un élément très intéressant. Sur le fond, la question est de savoir quand cette dimension est devenue mondiale. Il n'y a pas si longtemps, pensent R. Brunet, c'est *aujourd'hui*, c'est « jour après jour ». La Charte de la rédaction de *Géographie universelle*, était encore plus explicite sur cette nouveauté radicale du monde, puisqu'elle l'associait à la « fin du millénaire »¹⁰. Auparavant, la dimension des problèmes n'était donc pas mondiale et le monde (sans majuscule) n'avait rien d'un système, notion ici définie par l'interaction entre les lieux. Or, cette idée que ce qui se passe en un lieu est en partie déterminé par ce qui se passe en d'autres lieux du monde, est un topos géographique au moins depuis le tournant des années 1900, comme nous n'avons cessé de le montrer. L'affirmation de la transformation du monde fait donc l'effet d'une stratégie plus ou moins délibérée de création de nouveauté – à moins qu'il ne s'agisse d'une illusion présentiste...

Car un tel jugement correspond à l'idée commune que la mondialisation n'a été thématisée que fort récemment en géographie. Un simple parcours des *Géographies universelles*, et même seulement de leur paratexte introductif, délivre cependant un sentiment contraire, même si, bien entendu le formalisme est moindre et la terminologie différente. Nous avons d'ailleurs déjà cité à ce propos la présentation des éditeurs de la collection des « Cinq parties du Monde », mais nous pouvons en reprendre le début :

¹⁰ « On retiendra que la dimension des problèmes, en cette fin de millénaire, est devenue mondiale ; il ne se passe plus, il ne peut plus se passer, ça et là, localement et épisodiquement, de faits individualisés et isolés. (...) Il faut des repères dans un monde en changement. Jour après jour, l'information met en valeur les lieux les plus lointains, et nous interroge à leur propos. La dimension des problèmes est devenue mondiale. Ce qui se passe ici ou là relève de systèmes complexes et généralement étendus. » (cité par FERRAS, 1989, p. 106-108)

Les « Cinq parties du Monde » ont pour dessein d'offrir au public, sous une forme attachante, concrète et accessible à tous, un tableau géographique du monde contemporain, tel qu'il se présente après les bouleversements de la guerre et devant les perspectives de l'avenir. Dans un siècle où les problèmes de la condition humaine et de la vie économique se posent à l'échelle mondiale, la géographie, – à la fois description, explication et comparaison –, aide à mieux se conduire dans le mouvement accéléré de l'histoire. (*in* GOTTMANN, 1949)

Outre le fait qu'on retrouve les éléments de définition de la géographie universelle (le tableau du monde contemporain, un « repère » pour comprendre le monde bouleversé et agir dans une histoire accélérée), ce texte démontre que, en 1949, soit quarante ans avant la Charte que l'on vient de citer, un constat identique est fait : « les problèmes de la condition humaine et de la vie économique se posent à l'échelle mondiale ». La proximité des formules est tout à fait frappante. Mais là où le texte de 1989-1990 postule la nouveauté de cet état de fait, celui de 1949 le rapporte au siècle entier : « l'échelle mondiale » n'est pas une découverte des années 1940, mais une donnée géographique à laquelle on paraît déjà bien habitué... Certes, on ne peut sans doute pas remonter indéfiniment le temps, et on sentirait une thématization de plus en plus faible en reculant davantage. Mais tout de même, Gallois cite bien dans son Avant-Propos une réflexion de Vidal qui s'inscrit tout à fait dans cette pensée émergente du monde comme Monde : « Lorsque se produisent de grandes révolutions économiques, comme celles que les découvertes du XIX^e siècle ont amenées dans les moyens de transport, quels habitants du globe pourraient se flatter d'échapper à leurs conséquences ? » (1927, p. VII). Et même Elisée Reclus, un demi-siècle plus tôt, mais certes de manière surtout prospective, témoigne d'une conscience des interactions planétaires, qui à terme doivent remettre en cause la position particulière de l'Europe dans le monde (voir p. 534). Sans doute ne pouvons-nous guère aller plus loin, mais cet aperçu a cependant le mérite de bien mettre en perspective le discours sur nouveauté du monde comme Monde.

1.3.2. Une géographie de l'interrelation à l'échelle mondiale

Si derrière le thème du monde nouveau se loge, au moins depuis le milieu du XIX^e siècle, une conscience de la *mondialisation*, et si chaque nouvelle *Géographie universelle* postule la nouveauté plus ou moins radicale du monde de son temps, c'est d'abord parce que la mondialisation du monde est un processus en marche. Un processus de mise en connexion des parties du monde, c'est-à-dire de rapprochement (au sens symbolique) et de mise en dépendance (surtout économique). Les faits de mondialisation contribuent à redéfinir, au sein même des *Géographies universelles*, l'articulation des éléments au sein de l'ensemble terrestre – ce que nous allons reprendre dans la section suivante. On voit bien en effet que ce qui frappe aussi bien Roger Brunet et les éditeurs des « Cinq Parties du Monde », que Lucien

Gallois, Paul Vidal de la Blache ou Elisée Reclus, c'est l'« interaction » entre les lieux et les sociétés. Ce qui paraît changé dans le monde, disons à partir de Reclus, mais peut-être même avant, c'est qu'un tableau des parties du monde doit désormais être aussi un tableau des relations entre les parties du monde. Pour utiliser une expression de Henri Lefebvre hors de son contexte (il développe un exemple esthétique dans une réflexion générale sur la production des objets), il s'agit de faire évoluer la perspective « des objets dans le tableau au tableau comme objet » (1974, p. 135). Il deviendrait de plus en plus difficile de se contenter d'une conception de l'ensemble comme simple juxtaposition de parties. Ce qui est concrètement en jeu ici, c'est la révolution industrielle, l'établissement des chemins de fer nationaux puis continentaux et des grandes lignes de navigation, le percement des canaux interocéaniques, la révolution des communications et des transports, la colonisation... Il faudrait entrer dans le détail des textes – mais nous avons donné nombre d'exemples au long de ce travail – pour bien montrer que la description de type régional que propose la géographie universelle doit intégrer une dimension supra-régionale voire mondiale. Gallois en est bien conscient, s'interrogeant dans l'Avant-propos de la *Géographie universelle* sur la pertinence du cadre (politique) adopté pour la description. Mais il s'empresse d'ajouter que, « s'il est évident qu'un Etat ne peut être étudié du point de vue physique indépendamment des régions qui l'environnent, n'en est-il pas de même du point de vue économique ou humain ? » (1927, p. VI). Et de citer un passage de la conclusion du *Tableau de la géographie de la France* (voir plus haut p. 146) : « Une contrée, disait Vidal de la Blache, ne vit pas seulement de sa vie propre ; elle participe à une vie plus générale qui la pénètre ; et la pénétration de ces rapports généraux ne peut qu'augmenter avec la civilisation même » (1927, p. VI-VII).

Si le monde change, ce serait donc bien en partie parce que les unités géographiques sont de moins en moins isolées les unes des autres. Ernest Granger, cinq ans avant le premier volume de la *Géographie universelle* Vidal/Gallois, l'exprime aussi très nettement :

La multiplication des moyens rapides de communication a comme rétréci le domaine terrestre. Tous les hommes se trouvent désormais, et se trouveront de plus en plus, intellectuellement et matériellement, dans une étroite dépendance les uns des autres. Il suffit d'un instant de réflexion pour constater qu'un Français, un Anglais se nourrissent, se vêtent, se servent, en toutes circonstances, d'objets et de denrées venus des quatre coins du monde. Aussi les affaires de l'Egypte et de l'Inde, de l'Argentine ou de la Chine, nous préoccupent au même degré que celles de nos voisins immédiats. (1922, p. 1)

Rétrécissement de la terre, interdépendance des sociétés et des lieux, communauté de destin de toutes les parties du monde, uniformisation de la civilisation matérielle : ce que décrit Granger a tous les aspects d'une véritable mondialisation. Il poursuit :

Une sécheresse anormale dans les districts cotonniers des Etats-Unis, les prairies australiennes, aux rives de la Plata, a pour un Européen le même intérêt que présentaient, par exemple, au Parisien d'autrefois, les conditions de la récolte en Beauce. Personne ne peut vivre, désormais, dans un splendide isolement, sous peine de se voir taxé de coupable et honteuse ignorance, et surtout distancé dans la lutte pour l'existence par un concurrent mieux informé. (p. 1-2)

Le monde « désormais » n'est plus comme avant : il est nouveau parce qu'il devenu comparable à une nation de l'époque moderne... La rhétorique du monde nouveau aurait en somme toujours partie liée avec l'histoire des innovations dans le domaine de la communication et du transport. Au début des années 1930, dans le chapitre « Un monde nouveau » de sa *Géographie nouvelle*, le géographe américain Hendrik Van Loon en donne une autre très bonne illustration :

Nous ne vivons plus dans un monde de l'avenir duquel nous puissions nous désintéresser. Cette attitude a été frappée à mort du jour où la vapeur et l'électricité sont venues parmi nous et où la Patagonie et la Laponie, Boston et Pékin sont devenues des voisines qui peuvent causer entre elles en moins de deux minutes. (1932, p. 449)

Les nouvelles technologies de communication contribuent à transformer l'antipode en voisin, l'éloigné en proche, et fait advenir un nouveau monde qui est un monde de la proximité généralisée et du devenir commun. De ce point de vue, l'essor de l'aviation dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale, représente un tournant décisif. La multiplication des routes aériennes ouvre de nouvelles perspectives sur le monde, notamment par leur traversée des zones polaires, et surtout de la zone arctique, rapprochant de façon radicalement nouvelle des zones auparavant très *éloignées*. En ces années de commencement de Guerre Froide, le fait n'échappe pas aux contemporains, que ce soit les géographes, comme Maximilien Sorre en 1948 ou un journaliste comme Paul Stern en 1947 (voir p. 442) :

Aviation, radio, télévision ont provoqué, outre un rétrécissement fulgurant, une révolution copernicienne de l'espace dont les premiers effets se font sentir dans l'aspect nouveau de nos mappemondes : la représentation classique, et jusqu'à présent pleine de signification, des deux « hémisphères » (occidental et oriental) est désormais périmée. C'est que les deux continents dont la destinée décidera de celle du monde, c'est-à-dire « l'île mondiale » (Eurasie et Afrique) et l'Amérique, ne sont plus déterminés dans leurs rapports par l'Atlantique et le Pacifique : l'Arctique, où ils se rapprochent bien davantage peut désormais être survolé. Ces déserts glacés, jugés insurmontables autrefois, se sont mués, grâce à la technique, en « Méditerranée du monde ». (STERN, 1947)

A la représentation planisphérique classique devrait donc se substituer une représentation polaire. Ce qui implique, pour Stern, d'évacuer toutes les notions géopolitiques habituelles, celles de la *Geopolitik* comme celles de Mackinder. En tout état de cause, on aboutit à une remise en cause, à une crise de la *cosmologie* planisphérique du monde.

Le monde serait donc cette fois *vraiment* nouveau, du fait de ce bouleversement géopolitique et de cette nécessaire réévaluation *cartographique*. Ainsi du moins l'affirme André Siegfried, dans un intéressant article sur « Le visage nouveau du monde au XX^e siècle » paru dans *La Nature* en 1950 :

Le visage du monde, à ce tournant du demi-siècle, nous apparaît bien différent de ce qu'il était il y a cinquante ans ; qu'il s'agisse de l'Univers, ou même simplement de notre Terre, notre angle de vision s'est, en quelques dizaines d'années, transformé du tout au tout. Les causes de cette révolution se doivent chercher, me semble-t-il, d'une part dans les progrès sensationnels de la vitesse, de l'autre, dans un déplacement massif du centre de gravité mondial, nécessitant une revision (*sic*) complète de l'équilibre entre les continents. Toute une géographie nouvelle s'impose de ce fait. Nous sommes contraints, en effet, de considérer les pays, les continents, les océans, la planète elle-même, selon des points de vue qui ne s'imposaient nullement à nos grands-pères, ou même à nos pères. Il nous faut en conséquence, non seulement nous faire du monde une image nouvelle, mais en renouveler également la cartographie. (1950, p. 321)

Même si la part de l'inédisme est encore ici très importante, ce que Siegfried décrit, en pointant les conséquences cartographiques, c'est bien le fait que parler de monde nouveau au XX^e siècle, c'est à la fois constater que le monde évolue dans le sens d'une déseuropéanisation et réclamer une nouvelle façon de voir le monde, *a fortiori* de le représenter : « La Terre se présente de plus en plus à nous sous sa forme véritable, qui est celle d'un globe » (p. 322). Le constat de Paul Stern et d'André Siegfried en 1947 et 1950 est étonnamment proche de ce que dit Olivier Dollfus, par exemple en 1996 dans *La nouvelle carte du monde*. Le nouveau monde, ce serait une « nouvelle carte du monde », pas seulement au sens d'un *remplissage* différent de la carte, mais au sens de la figuration d'un fonctionnement nouveau du monde, qui devrait aller jusqu'à la remise en cause du mode de représentation. C'est ce que propose aussi Christian Grataloup, en 1999, s'affrontant aux difficultés théoriques et pratiques de « penser/représenter un Monde mondialisé ». On n'est plus certes ici dans la géographie universelle, mais le problème est identique : comment penser, représenter, décrire le monde si le fonctionnement du monde a brouillé les rapports existant entre les éléments du monde ? Le problème est *syntaxique*, comme dit Michel Phipps.

2. Le monde comme ensemble de parties : le problème du Tout terrestre

Cette entrée du Monde dans un genre géographique principalement régional, traduit la nécessité ressentie par les géographes de rendre compte d'un processus de *mondialisation* du monde, mais aussi une mutation cosmologique majeure dans l'appréhension de ce qu'est le Tout terrestre ou le monde comme totalité. S'il est désormais relativement clair que la géographie universelle peut être définie comme un type de discours prenant pour objet la

description de l'ensemble des parties d'un monde perçu comme renouvelé, la question est de savoir dans quelle mesure ce discours est susceptible de faire place à une conception du monde comme Monde. Les chapitres précédents nous ont bien montré que la réflexion sur le Monde, en géographie tout au moins, repose sur l'analyse des interdépendances existant entre les parties du monde. D'une certaine façon, le Monde doit être considéré comme un ensemble de parties interreliées et solidaires entre elles, comme le produit de ces interrelations et de cette solidarité. Or la géographie universelle est elle-même une description des parties du monde : elle se confronte donc directement au problème de l'articulation entre ces parties et, moins directement il est vrai ou moins systématiquement, à l'identité de l'ensemble ainsi constitué. On sent donc très bien que le problème que nous examinons se localise, au-delà des genres de la géographie (universelle, générale, régionale, voire mondiale), dans les conceptions de la totalité terrestre qui s'y expriment. Comment procéder pour le démontrer ? Nous proposons dans un premier temps d'examiner de quelle manière la géographie se saisit de la Terre comme totalité, comme ensemble de parties, par le biais d'une comparaison rapide des conceptions du Tout terrestre et du rapport tout/partie propres à la géographie universelle et à la géographie générale. Vient ensuite une étude plus précise de ce que Paul Vidal de la Blache appelait « le principe de l'unité terrestre », que nous pouvons considérer, avec précaution, comme le fondement de la géographie générale. L'objectif est ici de constituer un socle pour formuler le plus justement, dans le dernier chapitre, la spécificité de la pensée géographique du monde comme Monde.

2.1. Le Tout terrestre dans la pensée géographique

Si les ouvrages de géographie universelle constituent un support pour l'explicitation d'une pensée du Monde reposant sur la mise en avant d'une nouvelle articulation entre les éléments d'un ensemble qui lui-même paraît renouvelé – articulation qui sera analysée dans le chapitre suivant – il convient au préalable de montrer que la géographie universelle met en œuvre une conception particulière de ce que Georges Nicolas-Obadia a appelé le « mécanisme de pensée tout-partie(s) », qui contraste avec d'autres formes d'articulation, celle de la géographie mondiale, mais aussi celle de la géographie générale. La géographie universelle comme la géographie générale incarnent en effet deux polarités essentielles de la pensée géographique à l'échelle du monde, mais selon des perspectives différentes : là où la géographie universelle procède à une sorte de « tour du monde », la géographie générale se fonde, du moins en partie, sur le « principe de l'unité terrestre ». Dans le détail, le partage est plus compliqué, et on ne peut songer ici qu'à avancer quelques pistes de réflexion.

2.2.1. Ebauche d'une théorie de la Terre comme totalité

Ce à quoi nous a conduit notre exploration rapide des principaux ouvrages relevant de la géographie universelle, c'est au caractère essentiel de l'interdépendance croissante entre les parties du monde dans la consolidation du niveau mondial lui-même. En réalité, ce raisonnement est valable plus généralement que dans la seule géographie de type universel et même à d'autres échelles d'observation. Qu'il suffise de rappeler ici les analyses de Ratzel, de Mackinder, de Brunhes et de Vallaux..., sur la clôture de l'espace politique mondial et sur les logiques résultantes d'enchaînement, d'interdépendance, de solidarité entre les entités politiques. Le discours géographique sur le monde paraît fondamentalement habité par une conscience de l'isolement impossible, pour paraphraser encore une fois Wallace Atwood. Ce qui implique une vision du monde absolument plus *mosaïque*, pour reprendre la terminologie d'Anne Buttimer, mais bien *organiciste* : les parties sont liées entre elles et avec le tout (voir p. 77). Avant cependant d'explicitier ce que peut représenter une vision et une conception organicistes du monde, un détour s'impose par l'un des seuls essais dont nous disposons en géographie d'une théorie du rapport tout/partie(s). Il a été mené, dans les années 1970-1980, par Georges Nicolas-Obadia, dans une série de travaux dont l'objectif est d'établir « les fondements d'une logique de l'espace géographique, considérée comme un ensemble de règles utilisées implicitement ou explicitement par les géographes » (1984, p. 5). Plus précisément G. Nicolas-Obadia entend dégager une axiomatique de la géographie. Or, au cœur de cet effort ambitieux de théorisation se loge le « mécanisme de pensée tout-partie(s) », que l'on a déjà évoqué à propos d'un travail de cet auteur sur Mackinder (voir p. 299). Pour G. Nicolas-Obadia, « le mécanisme de pensée tout-partie(s) appliqué à l'étude de la surface de la terre est universellement utilisé par les géographes » (1984, p. 246-247) et à toutes les échelles. C'est à partir de ce mécanisme, qui n'est pas spécifiquement géographique, mais qui renvoie aux stades primitifs de l'apprentissage cognitif et affectif de l'espace (p. 260), que trois axiomes peuvent être formulés :

- axiome de différenciation : peut être géographique tout objet (matériel ou immatériel) qui différencie l'espace terrestre ;
- axiome de situation : peut être géographique tout objet (matériel ou immatériel) en rapport spatial avec un objet situé (totalement ou partiellement) en un autre endroit de la planète ;
- axiome de succession : peut être géographique tout objet (matériel ou immatériel) dont les rapports non exclusivement spatiaux s'accordent avec des successions observées.

Le but est de formaliser les règles, plus ou moins implicites, du raisonnement géographique. Pour la question qui est la nôtre, l'axiome auquel semble se rattacher la pensée de la totalité terrestre est l'axiome de situation, qui implique qu'« il ne peut y avoir de géographie de l'objet géographique “en soi” » (p. 262). En d'autres termes, cet axiome synthétise l'ensemble de nos réflexions sur la situation ou la position mondiale : toute géographie serait par définition une géographie des relations spatiales entre les objets terrestres. C'est fondamental : découper le monde en régions, de quelque taille qu'elles soient, ne pourrait être, au mieux, qu'une manière de propédeutique, ou au pire, qu'une vision tronquée ou inachevée.

Si l'effort théorique de Georges Nicolas-Obadia n'a pas pour fonction première de rendre compte de la façon dont les géographes travaillent à l'échelle du monde, on ne saurait cependant nier que l'une de ses sources d'inspiration majeures se trouve dans l'œuvre de Carl Ritter où le problème du Tout terrestre est central. Dans l'introduction qu'il rédige en 1974 à la traduction d'un certain nombre de textes du géographe allemand, G. Nicolas-Obadia étudie précisément l'impact de la géographie rittérienne dans « la formation de l'axiomatique géographique ». Dans ce texte, il montre ce que représente pour Ritter, dans le sillage des Romantiques allemands et en particulier de Schelling, la notion du Tout, qui a de ce fait une forte dimension spirituelle (1974, p. 8-9). Le Tout primordial représente l'harmonie divine de tout ce qui existe. Dans un sens restreint, le Tout est une partie, plus ou moins large ou vaste du premier. L'analyse doit donc être celle des « Tout-s » secondaires, dans le but de connaître, par étapes, le Tout primordial. L'important ici n'est pas le raffinement théorique de Ritter, de Schelling (ou de G. Nicolas-Obadia), mais de prendre conscience qu'au début du XIX^e siècle, se développe une géographie de la totalité terrestre pour laquelle la partie est nécessaire à la compréhension du Tout et inversement. Pour Ritter en outre, le Tout géographique fondamental est le globe terrestre. De fait, les quelques textes de Ritter auxquels nous avons eu accès, se révèlent marqués par le souci de rapporter la description d'un espace au Tout dont ils sont une partie. C'est très clairement le cas pour les continents, qui sont eux-mêmes, d'après un passage de l'introduction à l'*Essai de géographie générale comparée*, « les grands individus de la terre » (1818, cité in 1852, p. 46). L'exemple de l'Europe, dans un texte de 1826 cité plus haut, est révélateur de cette conception du monde où les parties sont relativement isolées (il parle bien d'individus) mais reliées entre elles et en rapport avec le Tout terrestre ; dans ce texte, Ritter explique ainsi que le rôle particulier de l'Europe dans l'histoire de l'humanité résulte « de la position qu'elle occupe au cœur de notre planète, autrement dit par la relation spatiale de la partie au Tout » (voir p. 295).

La méthode de Ritter est fondée sur la comparaison des formes, ce qui exprime une tension entre deux types de *métaphores*, au sens d'Anne Buttimer, la mosaïque et l'organisme (1993, p. 167). Mais s'il est vrai que Ritter propose, avec l'*Erdkunde*, une description régionale du monde, et même à la limite une *Géographie universelle* d'après Iris Schröder dans une communication de 2007, elle est d'abord une « géographie générale comparée ». En tant que telle, elle relève sans doute d'une conception particulière de la totalité terrestre, car la géographie universelle n'est pas équivalente à la géographie générale, même si nous allons nous risquer à une comparaison. Mais ressaisissons d'abord la leçon de cette esquisse théorique. La notion de totalité, pas forcément terrestre, est d'un usage très large et très ancien ; elle est indissociable de la notion de partie. Penser le tout implique de penser les parties dans leurs interactions et dans leurs relations au tout. Pour Georges Nicolas-Obadia, qui va sans doute un peu vite sur ce point, les cartes médiévales en T et O « montrent que l'idée de la terre considérée comme un Tout dont les parties sont solidaires s'est transmise sans solution de continuité des géographes antiques aux géographes modernes » (1984, p. 181). On pourrait même remonter jusqu'aux philosophes de la Grèce antique si l'on voulait réellement établir la généalogie de ce mode de penser. Mais ce n'est pas notre propos (on pourra se reporter aux vues d'Anne Buttimer sur les quatre « visions du monde » qu'elle étudie en 1993 dans leur extension historique et disciplinaire). Il nous suffit en réalité de savoir que l'idée que la Terre est une totalité est très ancienne, que les modes de penser la totalité en relation avec les parties sont nombreux et eux-mêmes très anciens. Tout discours à l'échelle du monde, géographie universelle ou géographie générale, s'inscrit donc, dans une certaine mesure, dans des modes de penser préexistants. De la même façon, la pensée du monde comme Monde fait rejouer ces modes de penser, et n'est en quelque sorte que le dernier avatar d'une longue histoire de la saisie géographique du Tout terrestre. Du moins est-ce l'hypothèse à laquelle nous sommes conduits au moment de comparer la géographie universelle et la géographie générale.

2.2.2. Géographie universelle et géographie générale : une comparaison

La géographie universelle se préoccupe fondamentalement de décrire le monde en procédant par une série de divisions et de subdivisions : continents, Etats, régions... (sur le problème de la géographie universelle comme géographie régionale, voir (COLLECTIF), 1993). L'organisation d'un ouvrage de géographie universelle reproduit de fait un voyage autour du monde ; c'est ce qu'emblématise l'appellation de certaines collections, comme « Orbis »

(1938-1962), « Les Cinq Parties du Monde » (1949-1971) ou « Magellan » (1965-1978). Plus généralement, une géographie peut être dite universelle lorsqu'elle propose un « long voyage à travers le monde », selon l'expression d'Elisée Reclus (1876, p. III). Chacune choisit ses découpages et l'ordre du cheminement, mais toutes se comportent de la même façon par rapport à la totalité terrestre : elles s'y réfèrent dans un rapport mimétique, le rapport entre le tout et les parties s'exprimant sous la forme d'une succession de volumes ou de chapitres. Dans l'ouvrage d'Isaiah Bowman (voir note 9, p. 485) ou dans celui d'Hendrik Van Loon (*Géographie nouvelle*), le fait est tout à fait frappant, car ils ne sont pas qualifiés de *Géographies universelles*. Dans le second, sur 47 chapitres, 8 sont des chapitres généraux, les autres concernent des Etats : il s'agit bien de passer en revue les morceaux du monde. Cette définition de la géographie universelle comme géographie du tour du monde présente l'intérêt de recouper une définition de la géographie générale, qui se fonde elle-même, sous certaines conditions, sur un « tour du monde » (voir p. 132 *et sq.*). Lucien Gallois et A. Lederlin notaient par exemple dans leur article de 1898 sur le coton dans le monde qu'il s'agissait pour eux de « passer en revue les différents pays producteurs, en suivant simplement l'ordre géographique » (1898, p. 292). Cette définition de la géographie générale comme effort de localisation à l'échelle planétaire n'est certes qu'un premier moment ; il apparaît cependant qu'elle n'est guère différente ici d'une géographie universelle qui n'étudierait qu'une production, qu'un phénomène ou qu'une activité humaine... La géographie générale va certes au-delà, car elle cherche à expliquer la localisation et la répartition par un exercice de comparaison et une recherche des *généralités* (ce qui se retrouve partout) au regard des spécificités locales. Mais en tout état de cause, cela pose le problème du lien entre géographie générale, géographie universelle et géographie régionale.

Si la géographie universelle apparaît surtout comme une géographie régionale à l'échelle planétaire, le problème est plus délicat concernant les rapports entre la géographie générale et la géographie régionale. Le plus souvent, elles sont considérées comme deux pôles à la fois opposés et complémentaires. Maximilien Sorre l'exprime très bien dans le premier tome des *Fondements de la géographie humaine* :

Toute géographie comporte un double point de vue. Un point de vue général d'abord : le géographe cherche à se rendre compte de l'extension d'un phénomène à la surface du globe. La géographie des maladies est l'équivalent de la climatologie générale ou de la morphologie. Un point de vue régional ensuite : chaque région est caractérisée par une association d'endémies ou d'épidémies en liaison avec le restant de ses caractères géographiques, – physiques, biologiques, humains. L'analyse de ces associations fait partie du signalement géographique d'ensemble de la contrée. (1943, p. 363)

Pour Sorre, la géographie générale prend pour objet un seul phénomène à l'échelle planétaire, alors que la géographie régionale examine les connexions existant entre différents phénomènes mais dans un espace limité. Cette façon de découper la géographie est tout à fait courante dans la géographie française, à commencer par les *Annales de Géographie* où les articles sont rangés soit dans la rubrique « géographie générale » soit dans la rubrique « géographie régionale ». Mais c'est toujours plus compliqué, et d'abord parce que les deux géographies sont étroitement connectées : l'une ne va pas sans l'autre, elles sont complémentaires. Parfois même elles se chevauchent, tout particulièrement d'ailleurs dans la géographie universelle, qui associe la description régionale du monde et l'ambition d'expliquer les originalités régionales grâce aux avancées de la science (voir p. 552). Dans son Avant-propos à la *Géographie universelle*, Lucien Gallois montre ainsi que la géographie universelle doit tirer parti du progrès général de la science, qui n'établit pas à proprement parler des lois, mais distingue « des faits généraux, qui se répètent sur toute l'étendue du globe, et qui expliquent les faits particuliers » (p. VI).

Les contemporains associent de fait parfois la *Géographie universelle* Vidal/Gallois aux deux genres (général et régional), à l'instar d'André Cholley dans son compte rendu du tome d'Emmanuel de Martonne sur la géographie physique de la France¹¹, où il disserte sur les rapports entre la géographie générale et la géographie régionale :

La *Géographie Universelle* avait commencé sous le signe de la géographie régionale ; c'est sous celui de la géographie générale qu'elle se termine. L'orientation d'esprit des deux derniers auteurs a sans doute fortement contribué à cette déviation. Les étonnants progrès de la géographie générale au cours de ces dernières décades ont agi dans le même sens. Enfin la notion de région elle-même a mis un certain temps à se préciser. On a cru jadis que les manifestations de l'activité humaine s'inscrivaient exactement dans des cadres naturels. Bien des systèmes agricoles débordent les limites tracées par la structure ; à plus forte raison en est-il de même pour des ensembles plus complexes où se combinent des formes d'activité diverses ; agricoles, industrielles, etc. Tout cela n'empêche pas que le point de vue régional ne saurait être négligé sans de sérieux inconvénients. Autant et peut-être plus que la géographie générale, la géographie régionale est apte à nous faire saisir le sens et l'attitude propre de la géographie. Elle nous fait toucher du doigt la réalité même que la géographie se propose d'étudier. Et c'est elle qui fournit à la géographie générale les matériaux dont elle se sert pour renouveler ses constructions. (1948, p. 12)

Prenant explicitement parti pour la géographie régionale, Cholley interprète la géographie universelle comme pouvant tout à fait basculer dans la géographie générale, de façon souvent moins visible que dans les volumes sur la France ; mais à quelles conditions ? Dès lors sans

¹¹ Mais c'est que les auteurs des derniers tomes de cette *Géographie universelle*, Albert Demangeon et Emmanuel de Martonne, ont pris le parti de dissocier l'étude physique et l'étude humaine (de la France), ce qui constitue une nouveauté.

doute, croit-on comprendre, qu'elle ne se contente pas de décrire, mais d'intégrer la description dans une « construction », dans un schéma explicatif, voire de dégager, dans la description régionale elle-même, ce qui pourrait être assimilé à des lois scientifiques. Si sa vocation première n'est pas d'être un traité ni un manuel ni un essai, l'ouvrage de géographie universelle chercherait donc pourtant à diffuser des modèles explicatifs généraux, en plus de faire la synthèse de nombreuses applications régionales. La géographie universelle apparaît en quelque sorte comme une application régionale planétaire de la géographie générale. Cette dernière, nous allons le voir, ayant pour fonction d'établir sinon des lois, du moins des *généralités*, c'est-à-dire tout ce qui, dans l'étude des cas, relève du type, de la classe, du groupe. Classificatrice et nomothétique, la géographie générale, sous sa forme la plus haute, cherche à expliquer les lieux en fonction des autres lieux. La géographie régionale, dans ce modèle, ne proposerait qu'une application tout en étant la source de toute généralisation, car pour comparer des lieux, il faut les avoir décrits... Tout est question ensuite de valorisation relative. André Cholley dans le *Guide de l'étudiant en géographie*, note que

le point de vue de la Géographie générale est donc nettement défini. Elle s'efforce d'élaborer la théorie des principaux types de milieux physiques et humains, en déterminant leur structure qui résulte essentiellement de la part prise par les éléments intervenant directement dans la combinaison et en précisant leur genèse. (1942, p. 58)

La même année René Clozier, dans *Les étapes de la géographie*, observe quant à lui que

la *géographie générale* s'efforce de saisir ce qu'il y a de permanent, de régulier dans les faits terrestres, de rapprocher ces faits, de les éclairer les uns par les autres de manière à en expliquer les conditions. Chaque phénomène, qu'il s'agisse de fleuves ou d'habitations, de courants marins ou de migrations humaines, d'associations végétales ou d'établissements industriels doit être envisagé non seulement en lui-même, mais comme partie d'un tout ; ce sens de la répétition régulière des phénomènes de surface, de leur comparaison est à la base de l'explication géographique. (1942, p. 94)

La géographie régionale serait alors l'étude de la combinaison locale des faits étudiés à l'échelle planétaire par la géographie générale (p. 95). C'est différent chez Cholley, pour qui la géographie générale élabore simplement des types. Mais on pourrait assurément dissenter longtemps sur cette délicate question de définition. Un point paraît à la fois essentiel et relativement unanime : la géographie générale est une géographie du Tout terrestre.

2.2. Le fondement de la géographie générale

« L'idée que la Terre est un tout, dont les parties sont coordonnées, fournit à la géographie un principe de méthode dont la fécondité apparaît mieux, à mesure que s'étend son application. Si rien n'existe isolément dans l'organisme terrestre, si partout se répercutent des lois générales, de sorte que l'on ne puisse toucher à une partie sans soulever tout un enchaînement de causes et

d'effets, la tâche du géographe prend un caractère différent de celui qui lui est parfois attribué. Quelle que soit la fraction de la Terre qu'il étudie, il ne peut s'y enfermer. Un élément général s'introduit dans toute recherche locale. »
Paul VIDAL DE LA BLACHE, 1896, p. 129.

Ces premières lignes du grand article de Paul Vidal de la Blache sur « Le principe de la géographie générale », paru en 1896 dans les *Annales de Géographie*, sont tout à fait révélatrices de ce qui est en question ici. Il s'agit en effet de définir le fondement de la géographie générale, par la formulation d'un « principe de méthode » – « l'idée que la Terre est un tout, dont les parties sont coordonnées » –, et sur une analogie (l'organisme terrestre). Positionnée ainsi d'emblée à l'échelle de la Terre, la géographie générale, dans la pensée de Vidal tout au moins, repose sur le postulat de l'existence et de l'observation d'une interrelation causale entre toutes les « parties » (le mot est vague), toutes les « fractions », tous les lieux de la Terre. C'est à présenter plus précisément ce principe de la géographie générale (qui n'est guère remis en cause par les successeurs de Vidal) que cette section est consacrée, ainsi qu'à une clarification de la façon dont est conçue la causalité géographique, par le biais de l'examen de la notion de connexité, tout à fait essentielle dans ce que l'on pourrait appeler l'analytique de la géographie générale, comme l'analogie de l'organisme terrestre, qui nous retiendra pour finir.

2.2.1. Le principe de l'unité terrestre

Géographie générale et unité de la Terre, situation au XIX^e siècle

Ce qui distingue la géographie générale des géographies régionale et universelle, au-delà des conceptions simples ou caricaturales (la géographie générale comme classification, catalogue etc.), est ainsi d'établir des lois ou des faits généraux. Souvent subordonnée par les géographes du milieu du XX^e siècle à la géographie régionale, la géographie générale représente pourtant, pour Vidal comme pour nombre de géographes du XIX^e siècle, si ce n'est depuis Varénus lui-même au XVII^e siècle, une dimension essentielle de la géographie, sinon sa visée elle-même. Dans un article sur la « Géographie générale » paru en 1872 dans *La République française* et réédité dans l'anthologie de 2002, Elisée Reclus affirme par exemple que la géographie générale est devenue l'objectif premier des géographes, parce que le globe est alors près d'avoir été entièrement découvert :

Ce travail préparatoire de l'exploration du globe doit se compléter maintenant par un travail bien plus important, l'étude intime de la terre dans le détail de ses formes, dans la composition de ses roches, dans ses phénomènes de toute espèce, et dans ses produits, depuis le cristal et la mousse jusqu'à l'homme et aux peuples en société. C'est ainsi que Humboldt, Darwin, Wallace, Agassiz ont traité la géographie : en la rattachant à toutes les autres sciences, ils l'ont

renouvelée, ils l'ont rendue vivante. C'est à l'étude de la « géographie générale » ainsi comprise que nous appelons tous les hommes de bonne volonté qui ne se contentent pas du peu qu'ils savent et veulent travailler sans cesse à leur propre instruction et à celle d'autrui. (1872, *in* 2002, p. 89)

Conception extensive de la géographie générale certes, mais conception très positive qui en fait la science de « l'étude intime de la terre ». Elle apparaît à la fois comme une discipline du monde fini (ou presque fini...) et une discipline du croisement (avec d'autres disciplines), le but étant de favoriser la connaissance de la Terre et celle de l'homme. Reclus cite ici Humboldt et Darwin, mais il aurait pu aussi bien citer Ritter. Dans l'introduction que Reclus fit à sa propre traduction d'un texte de Ritter, il observe en effet que

c'est lui qui a retiré la géographie de la misérable ornière des nomenclatures, qui nous a fait étudier avec le même esprit l'histoire de la terre et celle des astres, qui nous a enseigné comme un dogme immuable la vie de notre globe. Grâce à lui nous savons que les continents, les plateaux, les fleuves et les rivages se sont disposés, non pas au hasard, mais en vertu des lois du mouvement, lois éternelles qui font graviter les astres autour des astres, les continents et les mers autour d'un axe central. (1859, *in* RITTER, 1852, p. 221)

La géographie générale est la science de « la vie du globe ». Ritter, après Humboldt, développe effectivement l'idée que la Terre est un Tout, et un Tout vivant, un organisme, mais d'abord il est vrai un organisme physique. La notion d'organisme terrestre comme celle d'unité terrestre relèvent d'abord de la géographie physique, expriment avant tout une pensée physique de la totalité terrestre.

La leçon de Ritter, nous l'avons déjà montré avec la notion de *Weltstellung* qui repose, comme l'a écrit Emmanuel de Martonne dans le *Traité de géographie physique*, sur « la nécessité d'envisager les rapports de chaque région avec l'ensemble du globe » (1909, p. 22), est ainsi reprise tout au long du XIX^e siècle, et notamment par Elisée Reclus. Dans *La Terre*, dont le sous-titre mérite d'être ici rappelé : *Description des phénomènes de la vie du globe*, Reclus est ainsi éminemment sensible à tout ce qui relève de l'unité du globe. A la première page du second tome, il remarque que, « si l'influence de l'Océan dans l'économie générale du globe n'est point étudiée avec le même soin que l'action des rivières qui coulent dans les plaines et des sources qui jaillissent dans les creux des collines, cette influence n'en est pas moins de premier ordre, et c'est d'elle que dépendent les principaux phénomènes de la vie planétaire » (1869, p. 1-2). Passage qui témoigne bien d'une conception de la Terre comme totalité unifiée, sur un mode que l'on a déjà en partie abordé avec le thème de l'océan mondial (voir p. 432 *et sq.*) ; ce thème apparaît ici comme intimement lié à une conception organique du globe : les expressions « vie du globe » et « vie planétaire » consistent deux exemples

significatifs, car extrêmement répandus, de la représentation de la Terre comme un être vivant. L'océan, ajoute Reclus, « fond les contrastes des climats et fait de toutes les régions distinctes de la planète un ensemble harmonique » (p. 4). Pour Reclus, cette harmonisation de la Terre est aussi le fait de l'atmosphère, cette « grande mer atmosphérique » (p. 267), qui permet de mettre en relation les parties du monde (voir le texte cité p. 12). Sur le plan physique par conséquent, ce très bref aperçu de la géographie reclusienne, suggère que les géographes, avant la fin du XIX^e siècle, étaient accoutumés à penser la Terre comme un ensemble solidaire, comme un être vivant, comme une totalité au sens fort : il n'y a pas de frontières pour l'océan, pas de frontières pour les courants atmosphériques – ce dont on se rend très bien compte aujourd'hui avec les pollutions marines et atmosphériques...

La formulation du principe de l'unité terrestre

Le principe de l'unité terrestre correspond à la théorisation par Vidal de la Blache de cette façon de penser le Tout terrestre. On peut formuler ce principe, en suivant Emmanuel de Martonne, qui le nomme aussi, en l'associant à Humboldt, Ritter et Vidal, « principe de coordination générale » (1909, p. 21), de la façon suivante : « L'étude géographique d'un phénomène suppose la constante préoccupation des phénomènes analogues qui peuvent se montrer en d'autres points du globe » (p. 21-22). Le principe est donc de très grande portée puisqu'il implique là encore qu'il ne saurait y avoir de géographie strictement locale : en tout lieu, le géographe doit chercher ce qui relève d'une généralité. C'est le sens de la dernière phrase de l'épigraphie vidalienne de cette section : « Un élément général s'introduit dans toute recherche locale ». Vidal consacre un certain nombre de textes à réfléchir à ce principe et à ses conséquences pour la définition et la pratique de la géographie : notamment la préface de l'*Atlas* de 1894, l'article paru dans les *Annales* en 1896, un paragraphe des *Principes de géographie humaine* encore, en 1921. Ces textes, à bien des égards canoniques, ont déjà été bien étudiés (ROBIC, 2004 ; GOSME, 2006, p. 148-149). Il n'est pas dans notre intention d'en présenter ici une analyse complète. Il nous importe seulement d'en comprendre la portée, d'en signaler les ambiguïtés ou les complexités. Sa finalité tout d'abord est de synthétiser les conditions du raisonnement et de l'explication géographiques : le principe de l'unité terrestre est un « principe de méthode ». Selon la préface de l'*Atlas*, pour décrire la « caractéristique d'une contrée » – c'est-à-dire ce qui la rend unique –, il faut étudier la combinaison d'un grand nombre de traits locaux, mais

il faut aller plus loin, et reconnaître qu'aucune partie de la Terre ne porte en elle seule son explication. Le jeu des conditions locales ne se découvre avec quelque clarté qu'autant que

l'observation s'élève au-dessus d'elles, et qu'on est en mesure d'embrasser les analogies que ramène naturellement la généralité des lois terrestres. L'étude des Alpes ne va pas sans celle des autres chaînes de plissement d'âge récent ; celle du Sahara, sans celle des autres déserts du globe. Et, en effet, la Terre est un tout dont les diverses parties s'éclairent mutuellement. ce serait se mettre un bandeau sur les yeux que d'étudier une contrée isolément, comme si elle ne faisait pas partie d'un ensemble.

Texte essentiel qui marque bien le point de vue sur la totalité terrestre de la géographie générale. Le géographe doit observer la Terre avec une certaine hauteur, pour identifier en chaque lieu ce qui relève du général et ce qui relève du local. Nous retrouvons la notion de recul astronomique, qui décrit tout à fait la posture intellectuelle animant le principe de l'unité terrestre. L'enjeu en outre n'est pas d'abord descriptif mais essentiellement explicatif.

C'est ce qu'a très bien décrit André Cholley, malgré une certaine prévention contre la géographie générale, dans son *Guide de l'étudiant en géographie* de 1942, avec la notion éminemment suggestive (quoique paradoxale) de « point de vue de l'universel » :

L'objet de la Géographie est donc la connaissance de la Terre. Remarquons qu'il s'agit de la Terre tout entière, du globe terrestre considéré comme un tout. Ce qui veut dire que non seulement la Géographie ne borne pas son domaine à une portion du globe, continent ou Etat, ou encore à une catégorie de phénomènes terrestres comme le font certaines disciplines, océanographie, météorologie, géologie, etc., mais que sa connaissance doit s'étendre à la totalité des aspects du globe. Tous les faits de notre connaissance doivent donc être envisagés, définis, du point de vue de l'univers tout entier, mesurés en quelque sorte à l'échelle même du globe. C'est à cette condition seulement que nous arriverons à retenir les seuls matériaux qui peuvent entrer dans une construction rationnelle du monde, laissant de côté les phénomènes purement accidentels ou locaux. Ce qui est bien la manifestation d'une préoccupation scientifique. Cette notion d'universalité, ce point de vue de l'universel est donc un principe fondamental de la connaissance géographique. (1942, p. 14).

De quoi s'agit-il ? D'une définition de la géographie générale et même de la géographie *en général*, comme science de la totalité terrestre. D'une autre formulation également du principe de l'unité terrestre, avec cette occurrence suprenante de l'adjectif universel¹². Pour Cholley, la géographie considère « les phénomènes de la surface du globe du point de vue de la totalité même du globe » (p. 19), mais c'est bien de la géographie générale dont il parle, et non de la géographie universelle, on s'en rend compte avec les exemples qu'il donne. Il prend notamment celui de la montagne des Vosges, comme Vidal prenait celui des Alpes :

Pour la bien définir, le point de vue de l'universel nous impose de ne pas la considérer seulement comme un fait isolé, comme une montagne particulière, mais de rechercher, au contraire, dans quel type de montagne elle se classe. Et quand je dis que les Vosges représentent un type de massif ancien, j'exprime précisément cette préoccupation de l'universel. (*ibid.*)

¹² Dans un paragraphe sur « la notion de l'universel », Cholley ajoute en note qu'« il serait évidemment plus exact de dire : la notion planétaire » (1942, p. 19). *Universel* a donc trait à la planète, c'est-à-dire à la Terre conçue d'abord comme objet physique.

Même pour Cholley donc, la géographie générale, dont la préoccupation est planétaire, a un rôle fondamental dans l'explication géographique. Au fond, ce n'est donc ici qu'une reformulation de l'idée ancienne selon laquelle cette explication repose sur une saisie du lieu du « point de vue » de la totalité terrestre.

Cette conception du Tout terrestre et du lieu, relativement stable par conséquent entre le début du XIX^e siècle et le milieu du XX^e, constitue par ailleurs la matrice de représentations géographiques du monde – ce que nous avons signalé dans l'introduction en évoquant l'idée que la pensée physique de la totalité terrestre pourrait représenter un modèle pour la pensée du Monde (voir p. 12). L'hypothèse de fait est relativement tenable. Dans la géographie générale, telle qu'elle est envisagée par Ritter ou Reclus, puis par Vidal de la Blache et ses successeurs, ce qui importe est de mettre en relation des observations dispersées pour établir des liens, construire des comparaisons, élaborer des types et chercher des explications. Comme le note Camille Vallaux dans *Les sciences géographiques*,

la Géographie régionale est dominée par l'idée, tout inerte et statique, de la *localisation* géographique. La Géographie générale est dominée par le mécanisme des grandes connexions terrestres. (1925, p. 173)

C'est par l'observation et l'étude des « grandes connexions terrestres » que la géographie générale établit les lois ou les faits généraux qu'elle a pour visée de découvrir. La notion de connexion (même si le mot n'est pas forcément présent) est tout à fait centrale en géographie générale. Mais que sont ces connexions ? L'ambiguïté, sur ce point, est grande. Pour Vidal, il semble à première vue qu'il s'agisse essentiellement d'analogies, c'est-à-dire de ressemblances à distance résultant d'une opération intellectuelle de rapprochement des lieux et des formes terrestres, si l'on en croit Marie-Claire Robic, pour qui,

si la *référence planétaire* est omniprésente dans la réflexion vidalienne, elle est mobilisée dans une *réflexion analogique* plutôt qu'au titre d'une analyse processuelle, intégrative des interactions spatiales (sauf exceptions à propos de l'économie mondiale, et parfois à propos des courants marins ou atmosphériques). Dans ce sens la totalité de la Terre conçue par Vidal de la Blache relève de la métaphore de l'organisme, mais dans une compréhension analogique qui signifie essentiellement la comparabilité des lieux entre eux, l'homogénéité des parties entre elles et des parties par rapport au tout, au détriment de l'interaction entre parties et d'une totalisation qui résulterait de leur composition. (1992b, p. 169)

Mais, si Vidal est effectivement bien conscient, à la manière de Reclus, que l'océan ou l'atmosphère créent une espèce de connexion planétaire généralisée¹³, il ne s'en tient

¹³ Ainsi à propos d'une citation de Varénus : « “Quand une partie de l'Océan se meut, tout l'Océan se meut.” Un sens élevé de la connexion des phénomènes terrestres se fait jour à travers toute son œuvre » (1896, p. 134). Et

cependant pas là. Il conçoit par ailleurs très bien l'interaction géographique : « Chaque contrée agit immédiatement sur sa voisine et est influencée par elle » (1896, p. 129). N'employant pas le terme « partie » mais celui de « contrée », il démontre qu'un enchaînement de proche en proche existe, au-delà de l'analogie, mais aussi qu'un enchaînement à distance des lieux est possible et qu'une causalité réciproque les relie...

2.2.2. Le sens de la connexité géographique

La connexité, une notion ambiguë qui semble d'abord d'orientation verticale...

« (...) il y a connexité entre tous les phénomènes de l'univers terrestre, et c'est cette connexité que la géographie doit saisir. »
Lucien GALLOIS, 1898, p. 66.

Il y aurait donc une ambiguïté fondamentale sur ce que recouvre le principe de l'unité terrestre et plus précisément la notion de connexion ou de connexité¹⁴, indiquant tout à la fois une analogie, une *superposition* et un enchaînement. Parler de connexion suppose toujours l'existence de liens entre des parties d'un ensemble, mais, on le comprend aisément, une partie peut tout aussi bien correspondre à une portion d'espace qu'à un ordre de la réalité. Comme en témoigne peut-être le texte de Lucien Gallois cité en épigraphe¹⁵ : ce qui est en connexion ici, ce sont « les phénomènes » terrestres, pas les régions de la Terre ni les « contrées »... La modernité géographique, au moins depuis Humboldt, consiste à ne pas se contenter d'une explication simple, reposant sur un petit nombre de facteurs. Tout est lié dans la réalité géographique. Mais la formulation est ambiguë, comme la notion elle-même, dont l'origine est probablement, ou au moins en partie, rittérienne (avec la notion de *Zusammenhang*, qui signifie le fait de prendre ensemble). L'ambiguïté vient de ce que la connexion est à la fois *horizontale* et *verticale*. Marie-Claire Robic a considéré, à la lecture de la préface de l'*Atlas* de Vidal de la Blache, que le principe de connexité engageait « une problématique souvent appelée verticale, celle des relations nouant entre eux des phénomènes multiples et hétérogènes qui se rencontrent en un lieu ou sur un espace donné » (ROBIC, 2004, p. 14). Dans ce cas, la notion d'organisme terrestre (ou d'« univers terrestre » dans la citation de Gallois) désignerait l'épaisseur du lieu. Il tiendrait bien d'une *verticalité*, et son analyse

dans l'article des *Annales* consacré à la présentation de « La conception actuelle de l'enseignement de la géographie », il écrit : « Quand la météorologie nous permet d'embrasser des rapports qui s'échangent entre les diverses parties de la sphère, elle est géographique au plus haut sens du mot » (1905, p. 201).

¹⁴ Les géographes qui emploient ces termes ne semblent pas établir de distinction précise entre les deux ; à tout le moins, peut-on penser, s'agit-il, avec la connexion, de la relation réelle entre deux éléments, et avec la connexité, d'une règle de fonctionnement de l'espace géographique.

¹⁵ Il s'agit d'un compte rendu pour la *Bibliographie géographique* d'un article de Jean Brunhes de 1897 sur « Les principes de la géographie moderne ».

permettrait d'identifier un lieu par rapport aux autres lieux. C'est le mérite de Humboldt, par exemple, que d'avoir cherché à saisir « la connexité des phénomènes et les influences réciproques qui s'échangent entre les diverses parties de l'organisme terrestre » (VIDAL DE LA BLACHE, 1896, p. 136)¹⁶. Si la seconde partie de la phrase est très ambiguë, la première en revanche s'inscrit assez manifestement dans un *sens* vertical. La connexité relèverait ainsi en premier lieu d'une analyse de type vertical cherchant à expliquer, pour chaque portion de l'espace terrestre, la combinaison des diverses couches de phénomènes – ce qui s'apparente formellement à l'ambition de la géographie régionale, avec cette différence que le but ici n'est pas d'abord de découper l'espace...

La même ambiguïté se décèle chez Jean Brunhes, même si « le principe de connexité » semble être d'abord un principe vertical : la lecture du passage de *La géographie humaine* consacrée à ce principe renforce l'impression née du compte rendu de Gallois sur l'article de 1897. Brunhes associe tout d'abord étroitement, comme Vidal, le principe de connexité à l'idée du tout terrestre, comme en témoigne l'intitulé d'un paragraphe du premier chapitre :

Principe de connexité : les faits de la réalité géographique sont étroitement liés entre eux et doivent être étudiés dans leurs multiples connexions. – idée du « tout terrestre » (1910, p. 17).

Mais l'exposé qui suit n'est pas ambigu. Comme Vidal, Brunhes utilise des exemples atmosphériques, climatiques et biologiques. Le cycle de l'eau est même au cœur de sa réflexion, même si ce n'est probablement pas le meilleur exemple : « L'évolution des cours d'eau dépend de l'évolution des montagnes, et réciproquement » (p. 17). Ou encore :

Les réseaux hydrographiques et les bassins des divers cours d'eau se trouvent ainsi associés en un commun destin : on le peut dire, ils se font l'un l'autre. Ces phénomènes sont donc connexes ; ils forment faisceau. (p. 17-18)

Mais il parle bien de « phénomènes » (ou de « faits », comme dans le titre du paragraphe), ce qui induit une orientation verticale de la notion. Il conclut que « rien ne manifeste mieux que de tels exemples la connexion générale des phénomènes, et rien ne révèle mieux l'importance en géographie de l'idée de connexité » (*ibid.*)¹⁷. La géographie apparaît donc comme une science de la connexité, qui ne peut ni ne doit étudier un fait ou un ordre de faits isolément, à

¹⁶ Vidal prend alors l'exemple, éminemment vertical, de la botanique : « La botanique devient géographie, en étudiant ce qui dans la physionomie des formations végétales reflète l'altitude, le degré d'humidité ou de sécheresse de l'air, etc. » (*ibid.*).

¹⁷ Notons que Brunhes dit connexité quand il parle du principe ou de l'idée, mais connexion quand il parle des faits ; cet extrait le montre bien, comme le titre du paragraphe cité juste plus haut.

la différence de la zoologie, de la météorologie ou de la botanique¹⁸. L'étude des hommes est envisagée sous le même angle : « Les hommes eux-mêmes, comme les végétaux et les animaux, sont étroitement liés à un certain nombre de phénomènes » (p. 23). La géographie humaine a donc pour tâche d'analyser les « perpétuelles connexions » qu'ont entre eux « les faits humains et les phénomènes naturels » (p. 30) ; elle est une écologie de l'homme. Cette définition de la géographie tranche néanmoins avec ce que l'on sait déjà de l'importance accordée par Jean Brunhes à la géographie de la circulation. Et de fait, dans ce texte sur la connexité, sa réflexion évolue par le biais d'une définition de l'explication géographique ; procédant à un commentaire de la préface de l'*Atlas* de Vidal de la Blache, Brunhes développe en effet une conception horizontale de la connexité, qui correspond en réalité à ce qu'il appelle, dans la deuxième partie du titre du paragraphe, « l'idée du "tout terrestre" ».

...mais qui s'avère également de portée horizontale

A l'instar de Vidal, Brunhes commence par illustrer cette idée par des exemples atmosphériques et météorologiques, évoquant les alizés, moussons et cyclones, qui « sont des manifestations saisissantes de l'étroite interdépendance des diverses parties de la Terre » (1910, p. 32). Ici « partie » a bien le sens de portion de la surface terrestre. Une fois ceci énoncé, Brunhes examine alors « l'idée la plus haute », celle du tout terrestre (p. 33). Le principe de connexité ne serait donc pas entièrement assimilable au principe de l'unité terrestre : le premier serait principalement vertical, le second principalement horizontal. Mais ce n'est pas aussi simple. Un texte sur la connexité comme celui qui a été cité dans la note 18 utilise en effet un vocabulaire et des expressions qui pourraient relever aussi bien d'une analyse verticale que d'une analyse horizontale, telle cette phrase par exemple : « il n'y a pas sur l'écorce terrestre de compartiment fermé »... Le même impératif qui contraint le géographe soucieux d'expliquer ce qu'il voit en un lieu à ne négliger aucune des dimensions de la réalité géographique (climat, végétation, morphologie...), le contraint également à tenir compte des influences extérieures, des circulations et des interactions (atmosphériques, océaniques, puis humaines). Et de fait, à la fin du paragraphe, Brunhes écrit que ses exemples relevaient jusqu'à présent surtout d'une solidarité particulière ou locale, mais qu'on peut, avec l'idée de tout terrestre ou d'organisme terrestre, penser qu'existe « une solidarité générale et

¹⁸ « Il s'ensuit que nous ne devons jamais limiter notre vue à un seul ordre de phénomènes ; la moindre étude géographique, – si elle vise à être complète, – ne peut se borner à observer des faits isolés ; il n'y a pas sur l'écorce terrestre de compartiment fermé : il peut y avoir des cloisons, il n'y a pas de clôtures. Une montagne ne forme pas un tout à elle seule ; une ville n'est pas une unité indépendante : elle dépend du sol qui la porte, du

universelle »¹⁹ : « Et qu'est-ce après tout que cette idée, sinon l'idée même de connexité développée, agrandie, épanouie ? » (p. 35). Il cite alors les premières lignes de l'article de 1896 de Vidal de la Blache : « L'idée que la Terre est un tout, dont les parties sont coordonnées, fournit à la géographie un principe de méthode dont la fécondité apparaît mieux, à mesure que s'étend son application ». Le principe de connexité comme le principe de l'unité terrestre auraient par conséquent un double *sens*, à la fois une double signification et une double orientation, verticale et horizontale, ou, en d'autres termes, régionale et générale, locale ou mondiale. André Meynier, dans son *Histoire de la pensée géographique en France*, commentant ce même article de Vidal, utilise d'ailleurs significativement l'expression de « connexion mondiale » pour marquer l'idée que « tout fait terrestre appartient à un type, dont les exemplaires peuvent s'expliquer partout de la même façon » (1969, p. 23). Cette incertitude touchant aux deux principes remonte sans doute à Ritter, et caractérise de manière éventuellement nécessaire à la logique tout/partie(s) en tant qu'elle s'applique à la Terre : l'idée de totalité terrestre en effet, puis celle d'organisme terrestre, ne se caractérise pas d'abord par un niveau scalaire ou un *sens* (vertical/horizontal), mais par l'existence d'un champ de connexité, qui peut être soit vertical soit horizontal.

Mais la connexité d'orientation horizontale doit être en outre subdivisée en deux types d'interconnexions : un enchaînement de proche en proche (de l'ordre de la liaison réelle) et un rapprochement par analogie (de l'ordre du lien rationnel). Vidal a donné de nombreux exemples de connexité horizontale :

Tel phénomène, auparavant regardé comme produit par des causes locales, est en réalité la répercussion de causes bien plus lointaines et plus générales qu'on n'avait cru. Je ne connais rien qui donne un sentiment plus vif de la solidarité des différentes régions de la terre, que les cartes du temps (...) qui mettent sous nos yeux, jour par jour, l'état et la marche des perturbations atmosphériques. Lorsqu'on voit une bourrasque formée sur les parages du Gulfstream ou sur les grands lacs d'Amérique, aborder la Norvège ou l'Irlande, filer vers la Baltique, se répercuter sur le golfe de Gènes, et déchaîner le mistral dans la vallée du Rhône, il semble qu'on assiste à une expérience rendant sensible la connexité des régions terrestres. (1896, p. 139).

Les exemples sont certes surtout météorologiques, mais il n'est pas certain que la conception de la causalité qui s'exprime dans ce type de texte n'ait pas une portée bien plus grande, y compris en géographie humaine : il s'agit en effet d'une répercussion causale, d'une

climat qu'elle subit, du milieu qui la fait vivre ; un fleuve n'est pas un individu qui ait toute sa raison d'être en soi-même. » (p. 31-32)

¹⁹ « Générale et universelle » sans doute parce qu'elle relie les « parties » de l'organisme terrestre dans les deux sens du terme partie (ordre de la réalité et contrée). Mais ce n'est qu'une interprétation. L'expression témoigne bien en tout état de cause des chevauchements entre ces différentes façons d'appréhender le Tout terrestre.

« influence réciproque » (voir p. 573), voire encore d'une « causalité réciproque », selon une expression présente dans un article ultérieur (1905, p. 197 et 202). De ce point de vue, il est significatif que Vidal emploie des expressions similaires dans des analyses de géographie humaine ; ainsi en 1898, dans l'article sur la géographie politique, à propos du « développement des villes et des Etats », il fait intervenir d'abord la notion de position, et ensuite celle de « l'importance réciproque » (voir p. 413). Notion essentielle donc de réciprocité, qui définit fondamentalement la connexité (deux éléments connexes ne sont pas seulement liés, mais se déterminent mutuellement), et qui fait songer déjà à la rétroaction systémique. Ce n'est pas là d'ailleurs un effet d'anticipation, car il arrive en effet souvent à Vidal (comme à d'autres géographes) de mêler plusieurs lexiques (pré-systémique, mécaniste, organiciste) exprimant le même paradigme tout/parties²⁰. Dans la géographie des années 1890-1920, les mêmes termes (organisme, enchaînement, solidarité, connexité/connexion) sont ainsi employés dans un sens à la fois vertical et horizontal, pour appréhender la Terre comme une totalité, d'abord physique c'est vrai, mais ensuite aussi humaine ou sociale. Dans les *Principes de géographie humaine*, Vidal de la Blache applique ainsi explicitement le principe de l'unité terrestre aux « faits de géographie humaine », qui

se rattachent à un ensemble terrestre et ne sont explicables que par lui. Ils sont en rapport avec le milieu que crée, dans chaque partie de la terre, la combinaison des conditions physiques. (1921, p. 31)

Ici encore, la même ambiguïté se retrouve, avec la notion d'ensemble terrestre, mais en tout état de cause, la géographie humaine n'est pas exclue de ce mode de penser la totalité terrestre. Ce qui s'explique en partie parce que la géographie humaine est largement, au début du XX^e siècle, une écologie de l'homme (ROBIC, 1993a), celui-ci se trouvant, selon Camille Vallaux, « sur le même *plan vital* que les tous les phénomènes de la surface » (1925, p. 48).

Malgré cette ambiguïté essentielle, il importe de comprendre que la géographie générale repose sur la mise en relation des « parties » de la Terre. En tant que pensée de l'unité terrestre, elle met l'accent sur les connexions existant entre les lieux. Le local, bien avant de s'opposer au mondial ou au global, s'oppose ainsi d'abord au général. C'est peut-être ce qui explique, en définitive, les chevauchements sémantiques entre mondial, général, universel, dans le discours géographique. La géographie générale comme la géographie universelle sont

²⁰ Par exemple dans ce passage : « Les faits de circulation, qui jouent un si grand rôle dans l'économie générale de la planète. Les vents et les courants, par lesquels s'établit une correspondance entre les diverses parties de la terre, rentrent dans un système général, dont les détails sans doute nous sont encore imparfaitement connus, mais dont nous pouvons entrevoir le mécanisme » (1905, p. 201).

en effet des géographies de la totalité terrestre. Et le mot mondial, qui apparaît tardivement, ne permet que très progressivement l'affirmation d'une nouvelle modalité d'appréhension géographique du Tout, non plus terrestre mais mondial précisément. Moins qu'une invention ou qu'une émergence en réalité, cette affirmation résulterait peut-être avant tout d'une différenciation au sein d'une géographie de la totalité terrestre beaucoup plus large et ancienne. Cette même différenciation, il va être possible de l'observer plus concrètement à partir de la notion d'organisme terrestre, dont on a croisé plusieurs occurrences dans ce chapitre.

Chapitre 10

Penser le Monde comme un organisme
puis comme un système

La notion d'organisme terrestre subsume en effet différentes conceptions de la totalité terrestre, en mettant l'accent sur les solidarités existant entre les parties. C'est sur cette conception du monde et sur son évolution au cours du premier XX^e siècle qu'il convient d'achever notre parcours ; mais avec quel objectif ? Découvrir ce que signifie parler du monde comme d'un Tout, et ce qui spécifie l'articulation entre les parties et le tout du monde dans la *géographie mondiale*. Lorsque les géographes traitent de questions à l'échelle mondiale, il semble que les notions qui s'imposent, nous n'avons eu de cesse de le montrer, sont celles d'interdépendance, de solidarité, d'interrelation, et ce même à des moments où les logiques dominantes dans la politique et l'économie du monde seraient plutôt à l'indépendance et à la désolidarisation. Or ces notions relèvent d'une « métaphore racine », selon l'expression de Stephen Pepper reprise par Anne Buttimer, d'une analogie directrice, qui est celle de l'organisme. Notre propos n'est certainement pas de couvrir le champ entier de l'organicisme, ni même celui de son application en géographie. Beaucoup de choses du reste sont déjà connues à ce sujet : son rôle comme métaphore structurante de l'expérience humaine du monde a été exploré (BUTTIMER, 1982, 1990), son rôle dans la construction des sciences sociales au XIX^e siècle a été également déjà bien cerné (SCHLANGER, 1971 ; BLANCKAERT, 2004). Par l'analogie organiciste, c'est de fait un système explicatif totalisant qui s'est mis en place, surtout à partir du XVIII^e siècle dans le champ des réalités humaines et sociales, mais dont il est possible de faire remonter la généalogie à la plus haute antiquité (BUTTIMER, 1993, p. 159 *et sq.*).

L'intérêt de l'analogie organiciste, de notre point de vue, est qu'elle permet de se représenter la totalité comme un ensemble de parties reliées entre elles et interagissant les unes sur les autres, avec des effets de réciprocité causale. Les historiens de la pensée et les épistémologues ont ainsi parfois avancé l'idée d'une continuité entre l'organicisme et d'autres formes de pensée de la totalité marquées par cette causalité réciproque, le mécanisme au XVII^e et XVIII^e siècles (SCHLANGER, 1971, p. 47) et le systémisme au XX^e siècle (ORAIN, 2002, p. 55 ; BLANCKAERT, 2004, p. 119). En revanche, on peut sans doute s'étonner de ce que l'analogie organiciste en géographie soit encore loin d'avoir suscité autant de recherches que dans d'autres disciplines, alors que tous les géographes au XIX^e siècle y ont recours, de Humboldt – dont le *Cosmos* a pu être considéré comme le prototype de l'organicisme (BUTTIMER, 1993, p. 167) – à Vidal de la Blache, de Reclus à Ratzel ou Mackinder. Les grandes synthèses, d'une part, ignorent assez largement la géographie : Claude Blanckaert ne l'évoque ainsi, en quelques pages, qu'à propos du thème patriotique de l'individualité

nationale (2004, p. 116). D'autre part, les rares auteurs qui se sont intéressés spécifiquement à l'organicisme dans le discours géographique (BACHIMON, 1979 ; BERDOULAY, 1982), ne le saisissent que dans une certaine optique, Philippe Bachimon dans le cadre d'une critique des fondements épistémologiques de la géographie humaine entre 1870 et 1920, Vincent Berdoulay pour argumenter la nécessité de revaloriser « le statut de la métaphore dans le discours géographique » (1982, p. 573). Quant à Anne Buttimer, son approche est à la fois plus ample (l'organicisme comme « *world-view* ») et moins centrée sur la géographie. D'autres auteurs, nous le verrons, abordent l'organicisme dans une perspective qui correspond davantage à la nôtre : cerner l'apport de l'analogie organiciste dans la pensée du Tout terrestre d'abord, puis du monde comme Monde. Mais c'est souvent de manière très allusive. L'ambition est par conséquent ici de montrer comment l'analogie organiciste, d'une part, appliquée à la totalité terrestre, synthétise nombre des aspects qui ont été étudiés jusqu'à présent et développe un ensemble de modes de penser biologiques et vitalistes (la vie, le coeur, le corps, les membres, le flux, la circulation...) qui sont de grand usage dans les discours contemporains sur le monde ; et comment d'autre part, dans un glissement progressif de la Terre au monde, elle annonce en quelque sorte la notion de système mondial et de système Monde. Le but n'est pas, encore une fois, de dissoudre la novation systémique, mais de montrer les continuités, de dégager les conditions de possibilité d'une pensée systémique du monde. De l'organisme terrestre au système Monde en passant par le monde-organisme, telle est donc la trajectoire de ce dernier chapitre, reproduisant l'évolution même de la pensée du monde comme Monde.

1. De l'organisme terrestre au monde comme organisme : trajectoire d'une analogie

Dans les études consacrées à l'organicisme en général et même en géographie, la notion ou l'image de l'organisme terrestre paraît largement méconnue, alors qu'elle incarne la pensée de la totalité terrestre en géographie au XIX^e siècle. Pourquoi avoir mis l'accent dans le chapitre précédent sur le principe de l'unité terrestre et sur la notion de connexité ? Parce qu'ils qualifient le point de vue de la géographie générale sur le Tout terrestre. Ils constituent l'architecture d'un mode de penser complexe que l'analogie de l'organisme rend en quelque manière plus accessible. Elle offre également une panoplie d'images et de notions qui permettent d'analyser en profondeur l'interrelation des parties et le rapport entre celles-ci et le Tout. Comme nous le verrons plus loin, la prégnance de cette analogie dans les modes de

penser géographique, malgré un certain discrédit épistémologique, explique son glissement progressif de l'objet Terre vers l'objet monde : l'hypothèse générale à cet égard est que le discours sur l'interconnexion économique et sociale à l'échelle mondiale trouve son origine dans la conception de l'organisme terrestre.

1.1. Une conception méconnue du Tout terrestre, l'organisme terrestre

1.1.1. Prégnance de l'analogie organiciste en géographie

On ne saurait cependant réduire l'analogie organiciste en géographie à l'image ou à la notion d'organisme terrestre. Le discours de caractère organiciste est profondément ancré dans les procédures analytiques de la géographie. L'analogie s'applique tout d'abord à un grand nombre d'objets : la ville, le port, l'Etat, la communauté, la région etc. Ratzel en fait par exemple un assez large emploi dans sa géographie politique (voir p. 284 *et sq.*), même si l'organicisme ratzélien est sans doute moins prononcé qu'on ne le croit généralement, d'après Michel Korinman qui cite un texte de la *Politische Geographie* où Ratzel relativise explicitement la portée de ce qui est bien pour lui une « comparaison » :

Plus un Etat est développé, plus il tend à s'affranchir de son fondement organique. Aussi la comparaison de l'Etat avec un organisme est-elle d'autant plus juste qu'il s'agit d'un Etat primitif ; elle l'est moins s'il s'agit d'un Etat développé. (cité par KORINMAN, 1990, p. 43)

Parmi d'autres branches de la géographie, la géographie politique, dans la logique du darwinisme social, a ainsi tendance à naturaliser ses objets. Mais la géographie ne se trouve absolument pas dans une situation exceptionnelle : au XIX^e siècle, toutes les sciences de la société s'inspirent de la biologie. L'analogie organiciste n'est qu'un élément d'une pratique beaucoup plus large de biologisation du social, que Claude Blanckaert a très clairement illustrée dans un ouvrage centré sur la sociologie. Il y montre comment, plus généralement,

au XIX^e siècle, la biologie représente plus qu'une science, une métathéorie des systèmes d'organisation. Son pouvoir argumentatif s'étend par capillarité à l'ensemble du champ de l'expérience humaine. La science sociale et l'art du gouvernement rencontrent le même problème que les anatomistes : comment expliquer l'unité d'action et de mouvement d'une entité complexe et multiple dans sa structure ? (2004, p. 40)

La biologie apporterait donc aux penseurs de la société des outils pour penser l'ensemble social et les rapports entre les éléments qui le composent. Mais les sociologues, comme les géographes sans doute, ne tombent pas dans le piège de leurs comparaisons, la biologie ayant surtout « une valeur instrumentale » pour « penser la *nature* de la société » (p. 39). En découle une ample série de transferts de notions et de modes de penser, de la sphère biologique vers la

sphère sociale, dont l'analogie organiciste, répétons-le, n'est qu'un élément. Pour revenir à la géographie, il n'est donc pas étonnant, au vu de la configuration épistémique propre au XIX^e siècle dans son ensemble, qu'elle ait pratiqué abondamment l'analogie organiciste, mais il semble que l'on n'ait guère abordé la spécificité de ce qu'on pourrait appeler l'organicisme *géographique*. Un organicisme qui ne porterait plus sur des objets sociaux ou sociologiques (comme l'Etat, la ville, le peuple...), mais sur des espaces, et tout particulièrement sur la Terre et/ou le monde. La notion d'organisme terrestre de fait ne semble pas avoir été étudiée en tant que telle par les historiens de la géographie ; nous avons pourtant croisé souvent cette expression, tout au long de ce travail. Les études consultées se concentrent principalement sur la signification épistémologique d'images ou de notions relevant de la sphère du vivant utilisées dans l'analyse des réalités sociales.

Quand l'échelle du monde est abordée, c'est seulement comme le dernier niveau d'une hiérarchie, comme « le plus grand ensemble » biologique ou sociologique (BACHIMON, 1979, p. 77). Même dans le chapitre d'Anne Buttimer consacré au « *World as an Organic Whole* », où l'organicisme est présenté comme une « *world view* », il s'agit bien plutôt d'une vision du monde au sens philosophique que d'une conception du monde au sens géographique. Le monde pour A. Buttimer, c'est la nature, l'univers, le cosmos. De fait, l'étude qu'elle conduit trouve son origine dans le travail philosophique de Stephen Pepper (*The World Hypotheses*, 1942), et consiste, pour une large part, en un commentaire de textes philosophiques abordant le rapport entre la nature et l'humanité, entre le corps humain et l'univers, entre le vivant et l'histoire etc. (1993, p. 155-156). Il est vrai que la comparaison de la Terre avec un corps est abordée (rivières/veines, continents/membres...), mais cela relève davantage pour nous d'un anthropomorphisme assez rudimentaire que de l'organicisme géographique. L'accent qu'elle fait porter sur le *Cosmos* de Humboldt témoigne de cette conception philosophique de l'organicisme en géographie, puisqu'il est alors surtout question de l'harmonie cosmique, de la nature comme force vivante... (p. 169 *et sq.*). Son chapitre s'achève sur une rapide évocation de la géographie française vidalienne, autour de la notion de personnalité nationale ou régionale (p. 175-176), puis sur l'étude de la géographie américaine autour du thème de la *frontière* (p. 177-183). Mais pas de réflexion sur l'organisme terrestre. A part le texte de M.-C. Robic cité plus haut (p. 571) et quelques autres occurrences¹, l'organisme terrestre est une

¹ Jean-Marc Besse, dans un texte déjà ancien, a examiné par exemple la question de la place de l'homme dans l'organisme terrestre, autour de la notion de genre de vie : « L'homme appartient à une chaîne qui est celle de l'organisme terrestre » (1979, p. 82). Mais ici aussi l'organisme terrestre est pensé comme une notion d'orientation fondamentalement *verticale*.

notion largement méconnue dans l'histoire de la géographie ou alors étudiée surtout dans sa dimension philosophique (à côté des analyses d'A. Buttimer, voir aussi BESSE, 1992, p. 107-111). L'hypothèse que nous pouvons faire, pour rendre compte de cette sous-estimation assez générale, est que l'histoire de la géographie considère encore que la géographie au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle a surtout étudié les *organes* intermédiaires, l'Etat, mais aussi le village, la ville, le « pays » ou la région, et délaissé l'échelle planétaire. Alors que, on l'a montré, le principe de l'unité terrestre, c'est-à-dire le principe même de la géographie générale, repose sur la notion d'organisme terrestre (voir l'épigraphe de Vidal, p. 566). Les géographes associent même très étroitement et très souvent la Terre à l'idée d'individualité : la vie du globe, la vie de la Terre sont des métaphores profondément ancrées dans l'imaginaire géographique. A cet égard, il faut constater que ces métaphores vont évoluer vers celles de la vie générale, de la vie du monde, puis de la vie mondiale, pour acquérir aujourd'hui une pertinence sociale accrue dans le contexte des inquiétudes liées au *global change*. La conception de la Terre puis du monde comme organisme mérite donc un examen particulier ; qu'il s'agisse d'une image, d'une métaphore bien plus que d'une idée à prendre au sens littéral, ne doit pas minimiser son intérêt pour la question qui nous occupe.

1.1.2. L'organisme terrestre : signification d'une métaphore héritée

La notion d'organisme terrestre est étroitement liée à la conception de la géographie générale, de Vidal avec le principe de l'unité terrestre, mais déjà de Reclus, de Ritter ou de Humboldt. Distinguons bien cependant l'analogie dans son toute ampleur intellectuelle, heuristique ou tout simplement pratique, incarnée de multiples façons dans le discours géographique, et la métaphore ou l'image de l'organisme terrestre en tant que telle, qui reste employée, au tournant du XX^e siècle, alors que l'analogie organiciste est de plus en plus critiquée. L'image, dans le cadre de la géographie institutionnalisée, a alors surtout une valeur pédagogique, et surgit régulièrement dans les réflexions théoriques sur la géographie générale en guise d'illustration ou bien dans des rappels historiques. Les géographes se réfèrent en effet souvent à la conception de la Terre comme totalité de Ritter ou de Humboldt. C'est Vidal par exemple, dans un passage déjà cité de l'article de 1896, à propos de Humboldt : « Ce qu'il chercha surtout à saisir, c'est la connexité des phénomènes et les influences réciproques qui s'échangent entre les diverses parties de l'organisme terrestre » (p. 136). Plus tardivement, dans un article de réflexion sur la géographie paru en 1948 dans les *Annales de Géographie* et intitulé « La géographie est-elle une science ? », Henri Baulig

rappelle que Ritter concevait le globe comme un « “grand organisme”, dont les parties sont solidaires, qui est “la demeure et l’école de l’Homme”, qui même a été préparé à cette fin » (p. 3). Elisée Reclus pour sa part, dont l’inspiration rittérienne est connue, recourt à plusieurs reprises à l’expression d’organisme terrestre ou à des expressions équivalentes. A la fin du second tome de *La Terre* par exemple, après avoir formulé une première fois l’unité de la Terre (voir p. 12) et tout en annonçant ce qu’il reprendra dans l’article de 1872 sur la géographie générale (voir p. 567), il emploie l’expression dans un sens très proche de ce que fera Vidal de la Blache (avec l’ambiguïté vertical/horizontal) :

Lorsque enfin l’homme connaîtra toute la surface du globe, dont il se dit le maître, et que la parole de Colomb sera devenue vraie pour nous : *El mundo es poco*, la Terre est petite ! la grande œuvre géographique sera, non pas de parcourir les pays lointains, mais d’étudier à fond les détails de la région qu’on habite, de connaître chaque fleuve, chaque montagne, de montrer le rôle de chaque partie de l’organisme terrestre dans la vie de l’ensemble. (1869, p. 671)

Mais ce n’est là qu’un exemple, parmi de nombreux que l’on pourrait repérer des premiers textes de Reclus jusqu’à ses derniers ; au tout début de la *Nouvelle Géographie Universelle* par exemple, au moment où il présente les difficultés propres à la vérification des données et à l’analyse des phénomènes, il évoque aussi les « précautions à prendre pour savoir constater avec certitude les changements qui s’opèrent par le jeu spontané de l’organisme terrestre, et les transformations dues à la bonne ou mauvaise gestion de l’homme ! » (1876, p. 2). L’organisme terrestre désigne ici très nettement la planète comme être vivant, il est à la limite un équivalent de la nature ; c’est du reste ce qui caractérise assez largement cette notion, au moins jusqu’au tournant du XX^e siècle. D’une certaine façon, la notion d’organisme terrestre fait partie de l’héritage des géographes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, elle fait partie de leurs outillages théoriques pour ce qui est de la désignation de l’ensemble planétaire. Mais il semble qu’elle apparaisse comme éminemment datée, moins chez Reclus d’ailleurs – plus vieux – que chez Vidal et *a fortiori* que chez Baulig.

Héritage conceptuel, la notion n’est donc assurément plus, à la fin du XIX^e siècle, qu’une métaphore. Preuve de ce statut, le rôle particulier qu’elle est amenée à jouer dans le discours géographique : celui d’un élément pédagogique essentiel dans la diffusion de la géographie moderne. Si, en effet, l’organisme terrestre est liée au principe de l’unité terrestre, au principe de connexité, à la géographie générale dans son ensemble, il est clair que, dans une perspective pédagogique, comparer la Terre à un être vivant, à un corps, à un individu, est sans doute très pratique pour rendre sensible l’unité terrestre. Ce qui suggère cette idée, c’est tout d’abord l’extrait d’une lettre datée de 1901 de Paul Vidal de la Blache à Camille Vallaux,

alors jeune enseignant, cité par Vallaux lui-même dans *Les sciences géographiques* : « Montrez dans vos leçons que vous avez le sens de l'organisme terrestre » (1925, p. 41). L'enseignant devrait ainsi, selon Vidal, insister sur les connexions existant entre les différents ordres de la réalité et entre les différentes parties du monde. C'est ce qui caractérise la géographie par rapport aux autres sciences naturelles ou sociales – et qui la définit de fait, plus que comme une discipline de la région, de la partie, de la portion, comme une discipline de la totalité, de l'ensemble, du global, fût-ce même à l'échelle d'une région... Ce n'est pas donc un hasard si Vidal, dans la préface de l'*Atlas*, fait suivre le développement de ses idées sur la manière dont la géographie peut rendre compte de « la *caractéristique* d'une contrée » par une évocation de l'organisme terrestre :

La géographie a donc devant elle un beau et difficile problème, celui de saisir dans l'ensemble des caractères qui composent la physionomie d'une contrée, l'enchaînement qui les relie, et dans cet enchaînement une expression des lois générales de l'organisme terrestre.

Ce n'est pas un hasard non plus si, dans le texte de 1901 déjà cité de la *Revue internationale de l'enseignement* sur l'enseignement de la géographie, il déplore le manque des connaissances générales des étudiants. Les rapportant aux lacunes de l'enseignement secondaire, qu'il s'agirait de réformer, il propose de créer en dernière année un enseignement qui offrirait « une vue générale et coordonnée de l'organisme terrestre » (1901, p. 305). De ce point de vue, Armand Mattelart, en exagérant certainement la nouveauté du propos², cite un passage révélateur du manuel de géographie de terminale publié en 1906 (donc après la réforme) par M. Fallex et A. Mairey :

La terre est une sorte d'organisme dont toutes les parties sont dans une dépendance réciproque ; les traits de la surface du globe sont, on peut le dire, solidaires et présentent un enchaînement d'actions et d'influences, de causes et d'effets, avec répercussion des effets sur les causes, comme il doit arriver en un corps bien organisé. (cité par MATTELART, 2000, p. 206)

La comparaison (« une sorte de ») a pour fonction d'illustrer la nouvelle conception géographique de la causalité (notion de « dépendance réciproque »), présentée ici en des termes étonnamment proches du systémisme (répercussion des effets sur les causes). Quant à Vincent Berdoulay, il a plusieurs fois mis en avant l'idée que l'analogie était plus une image qu'une croyance ou qu'un présupposé scientifique, et a bien pointé sa fonction pédagogique :

L'organicisme de Vidal n'avait-il pas un caractère essentiellement métaphorique ? Ne visait-il pas à ouvrir les yeux du lecteur ou de l'étudiant aux interdépendances à la surface de la terre, et non à leur fournir un cadre théorique ou méthodologique ? (1993, p. 20)

² « (...) le guide analogique devient partie intégrante de l'esprit du temps lorsqu'il s'agit d'exprimer l'harmonique planétaire » (2000, p. 206). Le « temps » en question est le tournant du XX^e siècle.

Le procédé organiciste s'avère donc fondamentalement pédagogique : il ne faudrait pas *croire* que la Terre est un être vivant...

1.1.3. Les limites de la représentation organiciste de la Terre

« *Mise en garde.* – Gardons-nous de penser que le monde serait un être vivant. Vers où devrait-il prendre de l'extension ? De quoi devrait-il se nourrir ? Comment pourrait-il croître et se multiplier ? Nous savons d'ailleurs à peu près ce qu'est l'organique : et ce que nous percevons d'infiniment dérivé, de tardif, de rare, de fortuit sur la croûte de la terre, nous irions jusqu'à l'interpréter en tant que l'essentiel, l'universel, l'éternel comme le font ceux qui nomment le tout un organisme ? Voilà qui me dégoûte. Gardons-nous de prime abord de croire que le tout serait une mécanique : il n'est certainement pas construit dans le sens d'un but, et nous lui faisons beaucoup trop d'honneur à lui donner le nom de "mécanique". »
Friedrich NIETZSCHE, 1882, p. 137.

Dans *Le gai savoir*, Nietzsche, associant mécanisme et organicisme, propose une précoce et assez virulente critique de l'analogie organiciste appliquée au *monde*, en se fondant sur deux éléments : la pauvre conception des contemporains de ce qu'est la vie et le caractère finaliste de l'analogie. Il n'est pas sûr que les géographes de la fin du XIX^e siècle aient partagé cette position, bien au contraire. Mais il est clair cependant qu'ils ont une vision beaucoup plus instrumentale de l'analogie que ne pouvait l'avoir par exemple Ritter, voire même Reclus. Lorsque l'on traite de l'organicisme en géographie, il est d'usage de convoquer la grande critique émise en 1925 par Camille Vallaux à l'égard d'une conception, selon lui, surannée : « Depuis un siècle, les données, les faits et les groupements d'observations de la Géographie ont eu une tendance marquée à s'ordonner autour d'une vue générale qui assimile la surface du globe terrestre à un vaste organisme dont toutes les parties sont en état d'interdépendance et de réaction mutuelle » (1925, p. 29). Il propose ensuite une généalogie de l'analogie appliquée à la surface terrestre qui repose sur « deux poussées intellectuelles successives » (p. 30)³, sur une condition technique (la cartographie séparée puis superposée de l'océan et de l'atmosphère) et sur l'œuvre capitale de Humboldt⁴. Pour Vallaux en outre, qui se méprend sans doute sur la portée réelle de l'analogie organiciste, elle n'est pas à prendre à la légère, car il ne s'agirait pas

d'une comparaison littéraire et d'une source abondante de métaphores. C'est bien la surface terrestre individualisée, c'est-à-dire la zone de contact et d'interpénétration des trois états de la

³ « La première s'est produite quand l'esprit humain a eu une claire vision des connexions qui unissent les faits physiques de la surface, même les plus hétérogènes en apparence. La connexion une fois acquise et les faits mis dans une masse globale, la conception à la fois métaphysique et biologique d'un organisme immense est venue animer d'une vie mystérieuse et formidable cette masse inerte. » (p. 30). Cette généalogie repose sur la distinction entre une élaboration théorique et scientifique relativement récente (un siècle) et une mythologie très ancienne du Tout comme être vivant dont A. Buttner a indiqué les caractères majeurs (1993, p. 155).

⁴ Il confirme ainsi l'idée avancée plus haut du caractère hérité de l'image au début du XX^e siècle.

matière solide, liquide et gazeux, que les géographes considèrent comme un grand Etre doué d'une vie propre dont ils ont à étudier les modalités et à chercher le secret. (p. 29)

Nous avons vu qu'à l'époque où écrit Vallaux, les géographes dans leur ensemble n'en sont plus là. En tout cas, cette hypothèse qui fut un temps « directrice » en géographie (p. 44) aurait « rendu, semble-t-il, tous les services qu'elle pouvait rendre » et elle « ne ferait que nuire désormais » (p. 49). Très proche des arguments nietzschéens, il condamne le vitalisme de l'analogie, le non-sens surtout qui consiste à considérer la Terre comme un individu, comme un tout séparé, isolé du reste de l'univers : « L'individuation suppose l'indépendance, relative ou absolue, de l'organisme considéré par rapport aux forces qui l'entourent » (p. 55). Or au contraire, la Terre « apparaît comme un milieu de contact, de confluence et de combat des forces répandues dans l'immensité de l'Univers ». Avant ce texte fameux de Vallaux, dont l'ambition polémique se traduit par une tendance à l'exagération, d'autres critiques avaient de fait été formulées contre l'organicisme, par des géographes généralement très conscients, en dépit de ce qu'en dit Vallaux, que l'analogie devait rester une simple comparaison, qu'elle n'était plus une analogie au sens fort (laquelle implique une élaboration scientifique poussée par le biais de transferts conceptuels et méthodologiques) mais une métaphore, c'est-à-dire une pratique discursive de création de sens restant relativement non normée. Jean Brunhes avait déjà porté un coup quinze ans plus tôt à l'analogie, affirmant, dans son texte sur « le principe de connexité » (1910, p. 17 *et sq.*), que « l'expression d'organisme terrestre paraîtrait sans doute trop hardie » (p. 34) pour rendre compte de l'idée de l'unité terrestre.

Les géographes des années 1890-1900 se méfient de toute naturalisation des réalités géographiques, mais surtout lorsqu'il s'agit de réalités humaines ou sociales, particulièrement en géographie politique. Parler de la Terre comme un être vivant serait en quelque sorte moins illégitime que de parler des constructions sociales comme des êtres vivants. Ratzel, on l'a dit, était conscient des limites de l'analogie appliquée aux « organismes » politiques. Certains de ses contemporains avaient de fait perçu la mesure du propos ratzélien, tel Vidal dans son compte rendu pour la *Bibliographie géographique* d'un ouvrage de Ratzel publié en 1896 : il y remarque que, dans la première partie de l'ouvrage en question, Ratzel « cherche avec raison » à préciser le sens du mot organisme, qui « prête à équivoque » (1897a, p. 39). A nouveau dans l'article de 1898 sur la géographie politique, Vidal, qui donne raison à Ratzel pour la deuxième fois, cherche à mesurer l'intérêt qu'il y a à parler d'organisme en géographie politique : « Il est un mot dont il ne conviendrait pas d'abuser, mais que M. Ratzel

emploie avec raison en parlant des Etats, c'est celui d'organisme vivant » (p. 108). Car l'Etat se développe, s'étend, entre en rapport avec d'autres Etats, et ne peut donc pas être étudié « comme un compartiment isolé, une tranche quelconque de surface terrestre » (p. 109). On conçoit en somme que ce n'est pas la comparaison en tant que telle qui dérange, mais les excès de la pratique analogique, la confusion des genres. Ce dont témoigne parfaitement, plus tardivement, Albert Demangeon dans son article de 1932 sur la géographie politique et la *Geopolitik* : à la différence de Ratzel, pour qui l'Etat est « un organisme qui résulte de la synthèse d'un morceau de terre et d'un morceau d'humanité », les géopoliticiens se fourvoient dans la mesure où ils conçoivent l'Etat « comme un organisme, non seulement vivant, mais encore conscient et doué de volonté » (1932b, p. 24). On passe alors d'une pratique raisonnée de l'analogie à une pratique déraisonnable et donc non scientifique. Mais dès 1911, dans *Le sol et l'Etat*, Vallaux lui-même, critiquant la conception de l'Etat comme un organisme vivant, nuance son point de vue :

Cependant, tout en faisant les réserves nécessaires, la pauvreté de la langue scientifique nous oblige à accepter provisoirement l'analogie établie de longue date entre les Etats et les êtres organisés. Cette analogie a l'avantage de rappeler que les Etats, comme les êtres organisés, ne vivent pas uniquement en eux-mêmes et par eux-mêmes, et qu'ils baignent dans un milieu naturel dont les réactions les pénètrent, les modifient et peut-être les déterminent. Cette analogie empêche donc les sociologues de perdre de vue les caractères géographiques des Etats ; elle les aide à poser, dans l'étude de l'Etat, le problème de la géographie politique. (1911, p. 7)

Du moment que l'on n'isole par l'organisme de son milieu, c'est-à-dire que l'on est conscient que l'organisme fait aussi partie d'un ensemble plus vaste, et que l'analogie est pensée non pas comme mais comme métaphore, elle paraît donc encore acceptable. Parce que, au fond, on ne saurait pas dire autrement : la métaphore serait le recours des scientifiques en défaut de notions et de concepts. Au final, l'organicisme et la notion d'organisme terrestre tendent effectivement à passer de mode dans les premières décennies du XX^e siècle, mais l'analogie organiciste perdure en géographie au XX^e siècle – comme en sociologie, d'après l'analyse de Claude Blanckaert –, dans son emploi courant certes, mais également dans l'appréhension de la totalité terrestre. En réalité, si la notion d'organisme terrestre perd peu à peu de sa valeur heuristique à partir du dernier tiers du XIX^e siècle, au point de devenir outil scolaire et objet de critique, c'est aussi parce que le champ analogique de l'analogie se transfère de l'univers physique et biologique au *monde* social. Les solidarités que les géographes observent, à la surface de la Terre, les connexions qu'ils étudient sont de plus en plus souvent des solidarités et des connexions entre des sociétés. L'unité terrestre n'est plus seulement physique mais

humaine. Dès lors, ce n'est plus la Terre, mais, avec un approfondissement du rapport métaphorique, le monde qui est vu comme un organisme.

1.2. Un monde qui vit de sa vie propre

Dans l'Avant-propos de la *Géographie universelle* Vidal/Gallois, Lucien Gallois cite un texte de Vidal de 1903 dans lequel ce dernier énonçait qu'« une contrée, – la France moins que tout autre, – ne vit pas seulement de sa vie propre ; elle participe à une vie plus générale qui la pénètre » (voir p. 146). La contrée (la région, l'Etat... la *partie*) serait ainsi – parce que, dans l'outillage analytique organiciste, le motif de la vie (décliné sur différents modes) est tout à fait essentiel – un organisme vivant, mais non isolé du reste du monde (le Tout) et *vivant* donc aussi des influences de la vie générale. Les expressions de vie générale ou de vie du monde, après celle de vie de la Terre ou du globe, constituent un véritable leitmotiv du discours sur le monde, en géographie et dans d'autres disciplines, et ce jusqu'à aujourd'hui, comme le souligne Claude Blanckaert à propos des notions biologiques (vie, croissance, flux, circulation, santé, crise...) qui sont employées jusqu'à aujourd'hui, et sans qu'on y prenne vraiment garde, dans le domaine économique (2004, p. 27-29). Il ne peut y avoir d'organisme sans vie, sans solidarité entre les parties, sans connexion ni réaction. Nous montrerons donc ici l'importance du thème de la vie du monde et des solidarités mondiales dans le discours géographique, puis l'évolution de la signification de la connexion en géographie.

1.2.1. De nouvelles solidarités à l'échelle mondiale

Les notions de vie du monde ou de solidarité à l'échelle mondiale sont tout à fait récurrentes dans le discours géographique, nous en avons cité un assez grand nombre d'exemples au long de ce travail. Dans les premières décennies de la période étudiée ici, il est encore souvent fait état de la vie du globe ou de la vie universelle, mais dans un sens déjà différent de celui qui s'exprime dans la notion d'organisme terrestre, comme chez Elisée Reclus en 1908 (voir p. 422). Mais d'autres expressions apparaissent, à côté de la formule dominante de vie générale, telle celle de vie du monde. Ainsi Marcel Dubois et Joseph-Georges Kergomard, dans leur *Précis de géographie économique*, notent-ils que

Les Etats-Unis sont, au point de vue économique, une création du XIX^e siècle : à peine peuplés vers 1800, ils ont, nous l'avons vu, plus que décuplé leur population depuis cette époque, et bien que, sous ce rapport, ils soient encore bien en retard sur l'Europe, ils commencent à jouer un rôle considérable dans la vie économique du monde. (1897, p. 734)

Ce que sous-tend une telle expression est bien que le monde devient, s'il ne l'est pas déjà, une unité économique fonctionnant sur des logiques non complètement réductibles aux logiques

des *organes* nationaux. Dans la première moitié du XX^e siècle, les géographes se réfèrent ainsi de plus en plus à l'existence du « monde économique », c'est-à-dire à des réalités économiques d'échelle mondiale. D'assez nombreux exemples pourraient être évoqués ; ne rappelons seulement ici que le titre de la chronique de Daniel Bellet dans une revue de l'Ecole des Sciences politiques créée en 1906 (*La vie politique dans les deux mondes*), « La vie économique » (voir p. 120). Ou encore le fait que le nouveau programme de géographie de terminale en 1905 introduit à l'étude de « la vie économique du globe », pour reprendre le titre de la leçon finale du manuel de Busson, Fèvre et Hauser (voir p. 330). Il s'agit toujours de penser l'intégration économique des entités nationales. Mais précisons tout de suite que cette référence à la vie du monde et surtout à la solidarité existant entre les parties du monde ne doit pas dissimuler qu'il s'agit d'une lecture idéalement égalitaire ou harmonieuse : la solidarité exprime en réalité en grande partie des dominations coloniales, économiques, politiques – ainsi d'ailleurs que des rivalités, des concurrences, des tensions. Et c'est certainement vrai aujourd'hui encore. La solidarité signifie que des parties du monde sont plus ou moins en interdépendance, qu'elles partagent le même destin d'un point de vue fonctionnel (et la notion de fonction relève d'ailleurs elle aussi de l'outillage organiciste), pas d'un point de vue politique ou économique. Il y a donc une intention idéologique implicite dans ce discours de la solidarité, celle de lisser la réalité des relations mondiales, qui ne relèvent absolument pas d'une dynamique *solidariste*⁵.

L'expression de vie générale, telle qu'on la trouve très souvent dans les textes de Paul Vidal de la Blache ou d'Albert Demangeon manifeste très bien en tout état de cause l'importance de ce qui se passe à l'échelle du monde pour les géographes : la vie générale, c'est la métaphore de tout ce qui, en chaque lieu du monde, le rattache à d'autres lieux du monde. Les circulations, les échanges, les diffusions de toutes sortes donnent ainsi consistance, dans l'imaginaire géographique, à un espace « général », qui serait celui, par analogie avec le principe de l'unité terrestre, de l'interconnexion entre toutes les parties du monde. Il est en ceci de même nature, pour ainsi dire, que l'espace terrestre unifié par la circulation atmosphérique : on devine alors assez nettement la continuité existant entre l'organisme terrestre et l'organisme mondial. Si Albert Demangeon – mais nous savons déjà combien il est peu préoccupé de distinguer les lexiques permettant d'appréhender la Terre et

⁵ Armand Mattelart a montré que la doctrine du *solidarisme*, proposée par Léon Bourgeois dans les années 1900-1910, repose en partie sur l'utopie d'un rapprochement des nations, qu'elle décrit sur un mode organiciste avec des notions comme la « réciprocité des parties », la « loi générale de dépendance réciproque », puis la « loi de l'interdépendance universelle ». (2000, p. 205-206).

le monde dans leur totalité⁶ – et d'autres géographes utilisent très longtemps la notion de vie générale, les expressions de vie du monde ou de vie mondiale tendent néanmoins à se généraliser. L. Guéneau, professeur au lycée Charlemagne, dans un article des *Annales de Géographie* sur « La production et la consommation de la soie artificielle dans le monde », souligne ainsi combien la soie tient « une grande place dans la vie mondiale » (1928, p. 489), étant devenu un produit mondial. L'année suivante, dans un article sur Buenos Aires, E. Chabanier explique la transformation de l'Argentine en grande puissance agricole par « l'influence de la navigation atlantique » qui a cette conséquence que « Buenos Aires est plus liée à la vie mondiale que n'importe quelle autre capitale Sud-américaine » (1929, p. 601-602). Le développement de l'Argentine résulte donc du fait que ce pays produise des denrées agricoles de première nécessité (céréales, viandes...) et qu'il soit relié aux grandes routes mondiales. La « vie mondiale » désigne la circulation et l'échange à l'échelle du monde entier. Les ports jouent alors, dans cette représentation du monde, le rôle d'organes de liaison tout à fait essentiels entre les organismes nationaux ou régionaux et l'organisme mondial ; on l'a vu plus haut avec un texte de Charles Morazé de 1936 présentant le développement de Dakar comme un symbole « de l'élargissement de la vie économique du globe » (voir p. 266).

Ce qui motive en définitive le discours sur le monde comme entité vivante, c'est la prise de conscience des solidarités existant entre les parties du monde. Les besoins réciproques qui s'expriment dans des flux d'échanges manifestent l'interdépendance croissante entre les Etats et les sociétés. Ce n'est pas étonnant dès lors si la guerre et la crise mondiales constituent des moments privilégiés de cette prise de conscience : quand sont perturbés les circuits d'approvisionnement et mises en cause les solidarités, on se rend mieux compte de leur importance décisive. Les géographes vont ainsi marquer très fortement leur intérêt pour la vie ou la conjoncture économique mondiale dans les années 1930. C'est un moment où le monde apparaît bien comme un ensemble solidaire. De même aux lendemains des deux guerres mondiales, car la guerre met à l'épreuve la solidarité, comme en témoigne la note de Demangeon sur l'« Evolution économique de la Grande-Bretagne d'après le livre de M^r André Siegfried » : avec la guerre, dit-il, « le principe de la solidarité économique internationale, base de l'économie britannique, révéla ses faiblesses et ses dangers » (1924, p. 365). Demangeon utilise d'ailleurs très souvent la notion de solidarité, particulièrement dans ses textes économiques des années 1920, y compris dans les deux grands articles de 1929.

⁶ Il associe par exemple, au début de *L'Empire britannique*, les « courants de vie générale » pénétrant l'Angleterre depuis des siècles, aux « vagues du commerce universel » (1923, p. 7)...

C'est aussi le cas de Fernand Maurette, comme dans cette note de 1928 où il évoque l'« inéluctable solidarité du monde économique moderne » (p. 265). Le thème de la solidarité est un thème central, fonctionnant d'ailleurs à toutes les échelles, et exprimant très bien la nécessité de ne pas faire une géographie compartimentée. Il est partie prenante de l'analytique organiciste, comme le suggère finement Maurice Le Lannou, dans le chapitre consacré au « milieu géographique » de *La géographie humaine*, l'un des textes les plus explicites à cet égard. Le problème de l'organisme et de la solidarité recoupe de fait aussi celui du milieu : le milieu est une « combinaison d'éléments physiques, biologiques et humains » (1949, p. 92), un « complexe » (notion qu'il reprend de Sorre) présidé et maintenu par l'homme, un organisme en quelque sorte d'orientation *verticale*. Mais le milieu est également soumis à l'effet d'une solidarité de type *horizontale*. Dans un paragraphe sur les « Solidarités des milieux géographiques » (p. 116 *et sq.*), Le Lannou souligne classiquement qu'il existe des complémentarités entre milieux (entre plaine et montagne par exemple, p. 123), des solidarités qui sont déterminées par « la vie de relations » (autre expression organiciste récurrente dans le discours géographique). Or, « la vie de relations s'est considérablement développée depuis trois quarts de siècle, étendant sans mesure le cercle des solidarités géographiques » (p. 125). Il prend alors l'exemple, encore une fois central, de la spécialisation agricole à l'échelle mondiale et conclut que, d'une part, « le libéralisme économique devient une des conditions les plus agissantes dans l'évolution des milieux géographiques », et que, d'autre part, « l'avènement de cette immense solidarité a imposé aux groupes humains des nécessités nouvelles », qui sont celles du gain et non plus de l'autosubsistance (*ibid.*). Si Le Lannou en reste à l'agriculture, le constat est néanmoins d'importance : depuis la fin du XIX^e siècle, des solidarités économiques d'échelle mondiale se sont mises en place, des interdépendances qui alimentent la représentation d'un monde vivant dont les parties non seulement échangent entre elles mais spécialisent peu à peu leur fonction comme les organes d'un organisme.

1.2.2. De la connexité à l'interconnexion

« On ne conçoit plus l'image du monde sans les faisceaux de voies de communication qui l'enserrent comme un filet. De l'humble piste à l'orgueilleuse autostrade ; du débile chemin de fer colonial aux puissantes lignes transcontinentales, des routes océaniques à la trame des liaisons aériennes, l'univers paraît doté d'un immense appareil circulatoire qui fait songer aux échanges physiologiques d'un organisme vivant. »

René CLOZIER, 1951, p. 145.

Penser le monde comme un organisme vivant n'est possible qu'à partir du moment où s'est mis en place un réseau mondial de communication ; c'est d'ailleurs vrai à toutes les échelles. La circulation, le flux, l'échange, voire même le réseau (artériel, sanguin...),

renvoient manifestement à un mode de penser biologisant de l'espace. La rhétorique de la circulation, de la relation, de la connexion s'avère essentielle dans tout discours de la totalité et de la solidarité. On ne pourrait même sans doute penser le vivant sans cette *fonction* circulatoire ; ce qui donne vie, c'est le flux, l'échange et donc la connexion. D'où l'importance de cette dimension dans le discours sur le Tout terrestre comme dans celui sur le monde-organisme : *comme* dans un corps, c'est la circulation qui donne vie au monde. Terme à terme, le vocabulaire de la circulation biologique se retrouve dans l'exposition et l'analyse géographiques des circulations atmosphériques et océaniques, puis des circulations humaines. Pierre Clerget, dans *L'exploitation rationnelle du globe*, en offre une formulation on ne peut plus claire : « L'extension et le perfectionnement des moyens de transport ont contribué puissamment à développer les échanges sur lesquels repose toute la vie matérielle du monde moderne » (1912, p. 425). Quant à René Clozier, dans un court article de *L'Information Géographique* de 1951 cité en épigraphe, il propose une remaquable analyse de ce que représentait, au milieu du XX^e siècle, « l'image du monde » en géographie, en d'autres termes la cosmologie géographique : un espace littéralement couvert de voies de circulation, lesquelles permettent de faire vivre « l'univers » comme un organisme. Mais ce n'est au fond, dans ces citations d'époques différentes (dont on pourrait allonger considérablement la liste⁷), qu'une transposition des conceptions propres à l'unité et à l'organisme terrestre. Il est difficile de dire par exemple à quoi se réfère telle phrase de Vidal de la Blache, si on la cite hors de son contexte : « Les faits de circulation, qui jouent un si grand rôle dans l'économie générale de la planète (...) » (voir note 20, p. 576). Seul peut-être le terme planète indique qu'il s'agit là d'une analyse de géographie physique. Il est frappant de voir comment les notions de circulation, d'échange ou de connexion basculent d'un champ dans l'autre. On pourrait le montrer pour chacune d'entre elles sans doute, mais, avant d'étudier la notion de l'organisme elle-même, il paraît approprié de mettre l'accent sur celle de connexion, parce qu'elle connaît une évolution saisissante, de la connexité telle que nous l'avons présentée, à l'interconnexion, qui se trouve aujourd'hui au cœur de la pensée du monde comme Monde.

⁷ Donnons seulement un exemple supplémentaire, choisi hors de la géographie française. Dans son article sur « *The New Fields of Geography* » paru en 1907 dans *The Scottish Geographical Magazine*, Max Eckert écrit ainsi, en filant assez longuement l'analogie, que « *The network of commerce has often been compared with the vessels that serve for the circulation of the blood in the human body. Just as this is effected by a number of larger and smaller veins and arteries that ramify through the body, so the world-trade is carried on in main-lines and by-roads the density of which depends on the direction and slope of the mountains, on the course of the rivers, on the climate, and on the fertility of the soil caused by the latter and by the general situation, on the natural products, and on the character of the confines both political and natural* » (p. 566).

Dans le chapitre précédent, nous avons de fait déjà montré combien le processus de mise en communication marquait profondément le discours sur la nouveauté du monde. L'importance de ce qu'on peut appeler l'interconnexion à l'échelle mondiale peut dès lors être mise en perspective avec le discours sur la connexité. Si la géographie générale se préoccupe en effet des connexions existant soit entre les lieux soit entre les ordres de la réalité géographique, l'hypothèse que nous voudrions défendre est que l'interconnexion au sens actuel (traduisant une pensée des solidarités économiques et politiques appuyée sur l'analyse des réseaux techniques de communication) dérive, d'une certaine manière, de cette notion plus ancienne de connexité. Un texte assez tardif de Maximilien Sorre dans *L'Homme et la Terre*, permet de se faire une idée tout à fait précise de la mutation en question :

Il [le géographe] est l'homme des *connexions et des ensembles*. Connexions proches entre les éléments des combinaisons locales (relief, climat, végétation, œuvres de l'homme), connexions lointaines entre des faits de tous ordres à la surface de la terre (la prospérité des emblavements en Europe dépend de la marche des dépressions originaires d'Amérique). (1961, p. 23)

Cette définition de la géographie s'inscrit dans la tradition vidalienne de l'unité terrestre : la distinction entre « connexion proche » et « connexion lointaine » reprend la distinction entre connexité verticale et connexité horizontale⁸. Mais l'exemple choisi par Sorre, dans la deuxième parenthèse, fait glisser le sens de la « connexion lointaine » vers un nouveau type de connexion. Que Sorre s'appuie alors sur un exemple agricole n'est absolument pas anodin, d'abord parce que cela confirme que l'agriculture a été précocement pensée par les géographes à l'échelle mondiale. Mais aussi parce que cet exemple constituerait une espèce de matrice de la réflexion géographique sur les interconnexions mondiales, comme dans le passage de *La géographie humaine* de Le Lannou cité plus haut.

Avant Sorre et Le Lannou, il est déjà présent en effet, et presque dans les mêmes termes (constat d'un lien entre un aléa écologique localisé et l'activité économique mondiale), dans la préface de la *Géographie universelle* d'Ernest Granger en 1922 (voir p. 558). Plus tôt encore, il est développé par Jean Brunhes dans *La géographie humaine* :

⁸ La distinction entre ces deux connexions, Sorre la met en place plus tôt, notamment dans un article des *Annales* de 1952 sur « La géographie de l'alimentation », où il examine le problème de la faim dans le monde : « Nous penserons avec Josué de Castro que la meilleure méthode pour étudier un phénomène aussi universel et aussi multiforme est la méthode géographique : elle seule est capable d'en retrouver les connexions locales et les conditions, si ce que nous avons dit des régimes alimentaires est exact. Là où le statisticien fournit une approche, le géographe va au cœur de la réalité. La faim est un phénomène d'ordre écologique : la manifestation d'un déséquilibre entre le groupe et son milieu physique et social. Mais il a aussi des connexions lointaines : une famine est un fait régional avec des implications universelles, donc géographiques » (1952, p. 195).

Cet immense complexe économique, le commerce mondial, peut-être comparé à un complexe de géographie physique tel que le climat. Tout à coup se déchaînent des ouragans dont les suites sèment la ruine sur des champs de canne à sucre ou sur des mines d'étain, jusqu'à des milliers de kilomètres des lieux où la tempête commerciale a sévi ! Le paysan qui sème du blé en Beauce ou en Podolie ne dépend plus simplement de l'atmosphère ; sa récolte, matériellement bonne ou mauvaise par ces vicissitudes de l'atmosphère commerciale, que nous comparerions volontiers aux fameuses *Klimaschwankungen*, aux « oscillations du climat ». (1910 p. 666)

Brunhes procède explicitement dans ce texte étonnant à un transfert de notions physiques dans la géographie économique, en filant la comparaison du commerce et du climat (« tempête commerciale », « atmosphère commerciale »...). Il exprime aussi très bien, comme Demangeon dans l'extrait de *La Picardie* cité par Clerget dans *L'exploitation rationnelle du globe* (voir p. 173), que l'agriculture n'est plus déterminée uniquement par les conditions locales de culture, mais pas les conditions économiques mondiales. Il convient d'observer encore, de façon à tirer un premier élément de continuité entre la pensée organiciste du monde et la représentation du monde comme système, qu'Olivier Dollfus, au début du « Système Monde », utilise un exemple agricole similaire à ceux de Sorre, Granger et Brunhes :

Une sécheresse en Ukraine entraîne un déficit dans la production des céréales de l'Union soviétique ; des négociations s'ouvrent alors pour permettre la vente de blé américain, subventionné par le gouvernement fédéral ; les agriculteurs du Middle West auront des revenus accrus ; éventuellement, l'année suivante, les emblavements seront plus étendus ; cette situation économique améliorée devrait inciter les agriculteurs à voter pour le parti du président lors des prochaines élections sénatoriales ; mais, dans le même temps, le mécontentement grandit chez un allié, l'Australie, qui voit se rétrécir son accès au marché soviétique des céréales et risque de devoir réduire ses emblavures. (1990a, p. 276)

Preuve ou indice que la notion ou l'idée d'interconnexion (ou d'interdépendance) se loge bien au fondement de la représentation du monde comme Monde – et d'abord comme organisme.

1.3. L'organisme mondial, une lecture des interdépendances économiques et politiques

1.3.1. Une conséquence de l'internationalisation...

Si la notion d'organisme terrestre s'applique, surtout au XIX^e siècle, à la Terre, la notion d'organisme mondial va être employée dans les premières décennies du XX^e siècle, pour décrire la solidarité entre les sociétés à l'échelle du monde entier. Les mêmes notions, les mêmes images – à commencer par la vie, la connexion, la solidarité... –, qui filent la métaphore de l'organisme et contribuent à fonder une analogie profonde, durable et opératoire, se trouvent alors investies de nouvelles significations, dans un nouveau champ métaphorique. Le passage de la conception de la Terre comme organisme à celle du monde comme organisme, comme celle de la connexion *classique* à l'interconnexion, ne se produit

cependant pas par hasard. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un remplacement, mais plutôt d'une *diversification* ou d'un élargissement de l'analogie initiale : la Terre est toujours pensée comme un organisme au XX^e siècle, jusqu'à aujourd'hui, comme en témoigne par exemple la formulation en 1979 par J.E. Lovelock de « l'hypothèse Gaïa », discutée notamment par Anne Buttimer (voir par exemple 1990, p. 1). Dans le domaine des représentations du Tout terrestre, nous devons bien constater une tendance assez marquée à la longévité... En tout état de cause, ce passage ou ce transfert s'opère en lien avec une transformation du monde observée et expérimentée par les géographes : unification, mise en place d'un réseau de communication mondial, finitude et clôture du monde... L'importance des communications dans la vision du monde comme organisme se trouve confirmée par un texte de Jacques Weulersse de 1931 sur l'Afrique centrale : « Sur la carte du globe, à la fin même du XIX^e siècle, dans le réseau aux mailles toujours plus serrées des relations mondiales, cette vaste et puissante masse continentale n'apparaissait encore qu'en blanc : c'était une lacune vide dans l'organisme mondial » (1931, p. 544). Il ne deviendrait ainsi possible de parler d'un organisme mondial qu'à partir du moment où la plus grande partie du monde vit sur le même rythme, dans la même histoire. C'est le sens de nombreuses déclarations d'Elisée Reclus à la fin de sa vie, qui observe par exemple en 1905 que le monde s'achève par la conquête du Pacifique et que l'histoire devient alors « universelle » (voir p. 422). La mise en communication des parties du monde et la mise en place de solidarités économiques constituent le socle de la notion d'organisme mondial, et, pour Reclus, la condition d'une humanité enfin réunifiée. Nous avons déjà eu l'occasion de citer un texte du dernier tome de *L'Homme et la Terre*, qui formule sur le mode organiciste une utopie ici très proche du *solidarisme* de Bourgeois : « (...) sous le fourmillement des vibrions acharnés à leur entre-destruction, on sent la tendance générale des choses à se fondre en un corps vivant dont toutes les parties seront en interdépendance réciproque (...) » (voir p. 503). On peut considérer que cette façon de considérer le monde (ou l'humanité par métonymie) ne se développe vraiment qu'au tournant des années 1900, effet probable de la diffusion du sentiment que le monde est en train de s'internationaliser (voir p. 487 *et sq.*).

Elisée Reclus, en particulier dans *L'Homme et la Terre*, a ainsi pris la mesure d'un *être* géographique d'échelle plus petite que les Etats et les continents, dont l'existence se matérialise en quelque sorte dans de nouvelles façons de gérer les questions internationales :

Ainsi qu'il convient à un organisme aussi vaste et aussi complexe que l'est celui du corps mondial, l'ensemble de l'humanité se choisit spontanément tel ou tel centre pour la gérance

spéciale d'une classe d'intérêts ou pour la discussion approfondie de certains problèmes : loin de reconnaître une capitale unique, elle désigne, en considération des avantages qui doivent en résulter, une ville du monde civilisé, en Europe ou dans le Nouveau Monde, comme lieu d'administration permanente ou de réunion temporaire. (1905, p. 327-328)

Genève, Berne, Londres, Paris..., autant de nouvelles « capitales » mondiales pour autant de nouvelles institutions en charge de nouveaux problèmes : le temps mondial, la poste internationale, les différends coloniaux, les rencontres scientifiques etc. (ARRAULT, 2006c, p. 11). La notion d'organisme mondial surgirait donc pour qualifier l'ébauche d'une société mondiale ou internationale caractérisant les quelques décennies d'avant la Première Guerre mondiale. Reclus, avec le terme de gérance, évoque même, d'une certaine manière, les linéaments de la très actuelle « gouvernance » mondiale. Dans le même ordre d'idées, la Première Guerre mondiale, en ancrant fortement le sentiment internationaliste dans le discours géographique et en donnant un élan inédit à l'idée de Société des Nations, nourrit la représentation organiciste du monde, comme dans *La géographie de l'histoire* de Jean Brunhes et Camille Vallaux. Nous avons cité plus haut un passage où ils énonçaient leur souhait d'une Société des Nations capable d'organiser l'alimentation et la circulation des matières premières : « Dans tout organisme vivant, affirmaient-ils, et pour le maintien de la vie de tout organisme, simple ou complexe, il est deux nécessités essentielles : l'*alimentation*, la *circulation* » (voir p. 490). Les deux dernières notions, filant de manière très imagée la notion d'organisme, témoignent de l'importance du référentiel organiciste dans le discours géographique – d'autant plus que ces deux auteurs ont critiqué l'analogie. Pour Brunhes et Vallaux cependant, le monde se serait déjà effectivement transformé en un organisme grâce à une intégration économique et politique :

L'accélération des transports et le rapetissement de la planète ont eu pour conséquence, au point de vue de l'échange des produits, l'établissement du marché général. Parallèlement se dessine peu à peu un grand organisme politique dont tous les Etats font partie. Aucun grand Etat ne peut s'isoler et se désintéresser de ce qui se passe, non seulement chez ses voisins, mais dans les autres principaux pays du globe. Les petits Etats eux-mêmes ne peuvent plus pratiquer une politique strictement locale : l'existence de ceux qui ont de l'avenir répond à une spécialisation de fonctions qui les met à leur place dans l'organisme général ; le Danemark garde les détroits, la Hollande et la Belgique gardent les bouches du Rhin et de l'Escaut, la Suisse garde les grands passages des Alpes, l'Etat présent et futur de Constantinople garde le Bosphore, parce que ce sont des régions vitales dont la possession assurerait à une grande puissance une prépondérance exclusive. (1921, p. 396).

Dans ce passage encore, la métaphore est largement filée, faisant apparaître différents niveaux de l'organicisme, au-delà même de la considération de l'ensemble politique mondial : la description d'une spécialisation fonctionnelle (à la fois politique et économique) de certaines « régions vitales » illustre encore une fois la portée réelle de l'analogie organiciste, qui ne se

réduit jamais à la simple occurrence du terme « organisme ». Bien des catégories analytiques de la géographie humaine en sont directement issues, qui sont aujourd'hui toujours employées. Quant à l'« organisme général », les auteurs prennent soin de préciser qu'il ne s'agit pas de la Société des Nations en tant que telle, qui est, elle, une « conception juridique qui ne prendra corps que par d'énergiques efforts de volonté individuelle et collective » :

L'organisme dont nous parlons s'établit sans avoir besoin du concours d'aucune volonté consciente. Il est aussi impossible de s'opposer à sa formation que de la hâter. (p. 396)

Brunhes et Vallaux évoquent donc la consolidation spontanée d'une espèce de corps politique mondial (ce qui rappelle le propos de Reclus) entraînant les Etats et les sociétés dans une histoire désormais commune. Position révélatrice des enjeux géopolitiques et géoéconomiques de la représentation organiciste du monde : si tout est solidaire, le moindre mouvement en un lieu peut entraîner, par une réaction en chaîne, un mouvement général (ou mondial). C'est déjà la leçon de Henri Busson, Joseph Fèvre et Henri Hauser, dans leur manuel de terminale (voir p. 333) : « Se maintenir en bonne situation morale et matérielle est pour chaque nation un devoir non seulement vis-à-vis d'elle-même, mais vis-à-vis de l'humanité tout entière, *dont tous les membres sont aujourd'hui solidaires* » (1911, p. 571. *Nous soulignons*).

1.3.2. ...et de la « clôture » du monde

Derrière ce type de raisonnement, se distingue assez aisément le postulat de base de la géographie politique à la fin du XIX^e siècle : le monde est devenu un espace politique fini, clos. Un échiquier sans plus de case libre. « Plus de roc qui ne porte un drapeau » comme dira Paul Valéry. En sorte que chaque organisme politique se trouve malgré lui ravalé au rang d'organe ou de « membre », par le double effet de la clôture politique et de l'intégration économique. C'est l'un des constats majeurs de Friedrich Ratzel dans la *Politische Geographie* (voir p. 285) :

Toute communauté humaine est en lutte avec un monde extérieur et avec elle-même pour le maintien de son indépendance. Elle veut demeurer organisme, alors que tout dans l'éternel cycle de dissolution et de régénération qu'est l'histoire, travaille à la ravalier au rang d'un simple organe. (1903, p. 28)

Tant que le monde n'est pas fini, il y a des *mondes*, des organismes si l'on veut, mais d'échelle infra-planétaire ; une fois fini en revanche, il y a un organisme, et des organes qui sont à la fois solidaires et en même temps, dans la perspective qui est celle du darwinisme social, en concurrence vitale. On comprend dès lors très bien pourquoi les géopoliticiens vont

s'approprier l'analogie organiciste et en faire un argument central : l'expansion est interprétée comme un fait naturel, comme une nécessité de survie. Sans entrer dans la discussion précise de l'organicisme géopolitique, on peut toutefois souligner que le pré-géopoliticien que fut Halford Mackinder considère déjà le monde comme un organisme, notamment dans « *The Geographical Pivot of History* », nous l'avons déjà entr'aperçu (voir p. 300). Les historiens ne paraissent pas avoir jusqu'à présent questionné précisément cet aspect de la géographie de Mackinder, même si on a pu s'intéresser à son organicisme, qui serait, d'après Pascal Venier, « *already very well documented* » (2004, p. 333). Il renvoie notamment à un article de Gearoid O Tuathail (1992), dans lequel il n'est question en réalité que d'un organicisme sociologique et historique, s'appliquant surtout à l'Etat ; G. O Tuathail concède toutefois que « *this persistent organicizing of space and community is Mackinder's structured way of seeing and constituting an imaginary organic world* » (p. 109). En ce sens, l'organicisme est bien davantage une « *world view* » au sens d'Anne Buttimer qu'une conception du monde dans le sens que nous avons donné à cette expression. G. O Tuathail ne va pas d'ailleurs jusqu'à discuter l'application de cette *vision du monde* au monde lui-même. Gerry Kearns pour sa part, étudiant cette géographie du monde clos, reconnaît bien que les « *closed-space theories represent a union of biology and geography* » (1984, p. 25), mais, citant à ce propos un passage de Mackinder où l'expression « *world organism* » apparaît, il ne la commente pas. Plus récemment, évoquant une nouvelle fois l'organicisme de Mackinder, il se contente de le rapporter au cadre étatique et d'évoquer la liaison entre biologie et géopolitique (1993, p. 29). Dans le domaine français enfin, l'organicisme de Mackinder a été repéré, mais sans commentaire particulier (NICOLAS-OBADIA et GUANZINI, 1988, p. 82).

Or il est remarquable que l'expression « *political and economic organism of the world* » surgisse dans un texte où Mackinder formule ce qui fait la *nouveauté* du monde post-colombien : « *Every explosion of social forces, instead of being dissipated in a surrounding circuit of unknown space and barbaric chaos, will be sharply re-echoed from the far side of the globe, and weak elements in the political and economic organism of the world will be shattered in consequence* » (1904, p. 422). Très clairement, l'examen de ce nouveau fonctionnement du monde amène Mackinder à une conception elle-même renouvelée de la causalité historico-géographique, avec cette image suggestive de « l'écho », c'est-à-dire de la répercussion événementielle. Le monde est alors bien un organisme, un tout dont les parties interagissent entre elles. Il n'y a plus qu'un monde, où tout renvoie l'écho de tout, où tout influe sur tout. Voilà la raison d'être de l'expression « *world organism* » dans ce texte où

pourtant elle n'apparaît que deux fois, dont l'une avec un sens très proche de l'organisme terrestre (p. 422 également)⁹. Est-ce à dire qu'elle est anecdotique ? Nous ne le croyons pas, et d'abord parce qu'elle sensiblement équivalente à une autre expression, celle de « *closed political system* », récurrente chez Mackinder¹⁰. Les termes organisme et système sont ici largement interchangeables. La coloration plus nettement politique du système est toutefois accentuée au cours de la discussion qui a suivi la communication de ce texte à la *Royal Geographical Society*, notamment dans l'intervention de Spencer Wilkinson : « *Since the modern improvements of steam navigation the whole of the world has become one, and has become one political system* » (p. 437). Les commentateurs ont été souvent bien davantage sensibles à cet aspect que l'on pourrait dire présystémique qu'à l'aspect organiciste ; c'est le cas de G. Kearns, mais aussi de G. O Tuathail : « *Mackinder, as many have noted, wrote of the world becoming a closed system where affairs in one region have certain ramifications in other parts of the globe* » (1992, p. 103). De la sorte, on attribue au « *world system* » cette répercussion événementielle que Mackinder rattache explicitement au « *world organism* »... Mais il est vrai que les deux termes décrivent tous deux la solidarité, d'abord politique, des parties du monde : rien ne se passe plus ici qui n'ait quelque conséquence ailleurs. Le thème de l'écho et/ou de la répercussion des effets sur les causes apparaît une nouvelle fois comme étant central dans la préhension organiciste/systémique du monde comme totalité.

Le texte de Mackinder prend ici valeur d'emblème : il marque, au tout début du XX^e siècle, l'un des principaux jalons de la prise de conscience de l'unité du monde en géographie, avec la *Politische Geographie* de Ratzel par exemple, et un grand nombre d'écrits, souvent plus dispersés. Epoque charnière, les années 1890-1900 sont en effet le moment où les géographes s'aperçoivent que le monde est entré dans une ère caractérisée par un phénomène de répercussion généralisée des événements. Espace clos, le monde est aussi devenu une caisse de résonance. Et c'est cela sans doute la véritable nouveauté du monde de 1900. Elisée Reclus a formulé cependant bien plus tôt des constats du même genre :

⁹ « *My aim will not be to discuss the influence of this or that kind of feature, or yet to make a study in regional geography, but rather to exhibit human history as part of the life of the world organism.* » Geoffrey Parker associe cette occurrence, sans la distinguer de la première, à la relation *verticale* entre l'homme et la nature et à la question du déterminisme (1985, p. 26). Mais son raisonnement est fortement appuyé sur des notions et des images provenant de la géographie physique.

¹⁰ Mais les exemples qu'il prend ne relèvent pas nécessairement de l'organicisme. A la suite de la phrase où le « *political and economic organism* » apparaît, il use d'un exemple militaire : « *There is a vast difference of effect in the fall of a shell into an earthwork and its fall amid the closed spaces and rigid structures of a great building or ship* » (p. 422).

Pas un événement ne s'accomplit en Europe sans que le contre-coup ne s'en fasse aussitôt ressentir dans les usines anglaises ! Pas une variation de salaire dans les manufactures de la Grande-Bretagne sans que le marché du travail n'en subisse immédiatement l'influence dans tous les pays du monde ! (1879, p. 358).

La notion de « contre-coup » ou d'« influence » exprime ainsi déjà une conception du monde comme espace (économique) clos où les Etats ne peuvent plus faire abstraction de ce qui se passe ailleurs dans le monde. L'exemple choisi est d'ailleurs extrêmement pointu : une variation de salaire dans les usines de la puissance hégémonique peut modifier le marché du travail dans le reste du monde, parce que la compétitivité relative des autres pays pâtirait d'une réduction du salaire des ouvriers britanniques, mais gagnerait à une augmentation... L'analyse de Reclus est donc étonnamment actuelle. Elle est en tout état de cause très précoce. Plus tard, en 1903, Vidal de la Blache a montré aussi comment la révolution des transports atteignait « la chaumière du paysan comme la mansarde de l'ouvrier » et se répercutait « dans les salaires, la vente des produits du sol, la durée des occupations rurales » (voir p. 146). Mais pour que de tels raisonnements deviennent courants, il faudra la Première Guerre mondiale, puis les années de dépression et de crise économiques. Comme le dit André Siegfried à propos de la Grande-Bretagne et de son empire, « on pénètre souvent davantage les ressorts et le fonctionnement d'un organisme quand on l'observe dans un état de dérèglement » (1931, p. 5). Et c'est sans doute vrai pour le monde dans son ensemble. Dès avant la grande crise, au moment de la première Conférence économique internationale, Fernand Maurette observe que, sur le plan industriel, « l'Europe n'est plus qu'un rouage d'un organisme complexe, et qui, quelle que soit l'industrie considérée, met en jeu les intérêts de toutes les parties du monde » (1928, p. 264). La crise de l'Europe après la Première Guerre mondiale peut donc s'interpréter en termes organicistes (*crise* est d'ailleurs un terme médical) comme une dégradation *fonctionnelle* : l'Europe était la tête, elle n'est plus qu'un membre... Quant à Demangeon, dans son article sur les « aspects nouveaux de l'économie internationale » en 1932 (voir p. 201), il retrouve significativement l'analogie organiciste :

On peut considérer comme un signe de notre époque que tous les pays du monde souffrent à la fois (...). Le monde entier semble être un même corps dont tous les membres vivent d'une économie commune. (1932a, p. 7)

Demangeon a bien autre chose en tête ici que l'organisme terrestre : il cherche à décrire l'unité économique mondiale fondée sur l'interdépendance de « tous les pays du monde », en recourant à un lexique biologique et médical. La diffusion de la crise économique dans le monde entier aurait ainsi magistralement démontré – du moins aux yeux des géographes – qu'aucune partie du monde ne vit plus de sa vie propre, comme disait déjà Vidal en 1903. Le

monde constitue bien une totalité humaine ou sociale, où tous les éléments sont solidaires et interdépendants. Nombre des citations avancées jusqu'à présent ont même une forte apparence systémique.

2. La géographie mondiale et le paradigme systémique

Si nous entendons par systémisme la théorie selon laquelle un ensemble quelconque peut être appelé système dès lors qu'il est produit par les interactions multiples et complexes des éléments qui le constituent, alors il est possible, mais avec certaines précautions néanmoins, de montrer que la grille de lecture systémique (ou présystémique) du monde est déjà valable, en géographie, avant l'essor du systémisme proprement dit dans la seconde moitié du XX^e siècle. Parler de système cependant ne va pas sans risque, tant le terme est à la fois d'usage ancien et éminemment polysémique. Il faut bien faire la part en particulier entre ce qui relève de la théorie systémique et ce qui relève de la systématique. Ce qui n'est pas forcément évident, car l'un des sens classiques du terme semble tout à fait anticiper sur le sens actuel. Un système peut en effet se définir, selon *Le Petit Robert* (qui renvoie au *Dictionnaire de Furetière*), comme un « ensemble possédant une structure constituant un tout organique ». La référence organiciste est éclairante sur les chevauchements et les continuités existant entre ces différents modes d'appréhension de la totalité. Mais surtout, le système se définit d'emblée comme un ensemble organisé dont les éléments interagissent entre eux. Notre ambition n'est pas d'examiner précisément comment la théorie systémique se distingue d'usages « vernaculaires » du terme système, comme dit Olivier Orain (2002, p. 3), ni de revenir sur histoire du systémisme dans la géographie française¹¹, mais de s'interroger sur ce qui détermine l'avènement des notions de système mondial et de système Monde dans les années 1970-1980, principalement en France mais sans exclusive de ce point de vue.

2.1. Un présystémisme géographique

Une idée assez courante parmi les historiens de la géographie, est que l'approche systémique « fait partie intégrante de la géographie classique » (DENEUX, 2006, p. 137). Pour l'affirmer, Jean-François Deneux, qui tire ici parti d'études déjà anciennes consacrées à la notion de combinaison (par exemple AURIAC, 1978, DURAND-DASTES, 1978), s'appuie sur diverses notions effectivement employées par les géographes français depuis le début du XX^e siècle, la connexité, le genre de vie chez Vidal, la combinaison chez Cholley, mais aussi le

¹¹ L'étude d'Olivier Orain offre un parcours très utile et complet de la question.

complexe chez Sorre, et déjà le système, chez Cholley et Baulig dans les années 1940. Pour J.-F. Deneux, après un dédain pour la notion de combinaison dans les années 1930, du fait d'une certaine spécialisation thématique des géographes, « la résurgence et l'analyse plus approfondie de la notion de combinaison à la fin des années 1940 *annoncent les analyses systémiques et la “découverte” de la complexité du réel, propres aux trois dernières décennies* » (p. 106). Mais cela pose plusieurs questions : dans quelle mesure s'agit-il déjà de systémisme ? A quels objets ces notions s'applique-t-elles, et est-ce déjà au monde ou à la Terre ? Nous pensons avoir déjà identifié, lors de l'analyse des notions de connexité, de connexion, d'organisme terrestre puis mondial, un certain nombre de marqueurs *système* dans les discours géographiques sur le monde (solidarité, interdépendance, répercussion causale), et c'est ce qui nous autorise à poser une continuité entre la pensée organiciste de la Terre puis du monde et la pensée systémique du Monde. Mais il convient de commencer par mieux cerner la nature du présystème géographique.

2.1.1. Usages du terme système en géographie

Si l'on réduit tout d'abord le présystème à l'emploi du terme système – c'est-à-dire à une dimension lexicale –, on s'aperçoit, mais il faudrait envisager une enquête beaucoup plus approfondie pour le vérifier, que le sens du mot, en tant qu'il s'applique au Tout terrestre, est d'abord astronomique. Au XIX^e siècle, sans remonter plus avant, le « système du monde » signifie même l'organisation et le fonctionnement de l'univers ; ne rappelons à cet égard que le titre du grand traité d'astronomie de Laplace en 1796, *Exposition du système du monde*. Cette acception se retrouve dans les dictionnaires, par exemple dans le *Larousse* de 1874 :

Syn. **Monde, univers**. L'idée propre qu'éveille le mot *monde* est celle d'un grand ensemble où l'on remarque un arrangement systématique ; l'idée que l'on rattache au mot *univers* est celle d'universalité. Ainsi *monde* n'est synonyme d'*univers* que lorsqu'il est pris dans son acception la plus étendue possible (...). (voir Annexe 1, sens 14)

L'univers est un ensemble arrangé systématiquement, c'est-à-dire avec un ordre ou une structure ; c'est d'ailleurs le sens antique du *Kosmos* grec et du *mundus* latin. En géographie, ce type de conception du *monde* se retrouve, au début du XIX^e siècle, chez Humboldt, notamment dans le *Cosmos*, ou chez Ritter, qui, par exemple dans son discours de 1826 (« De la position géographique et de l'extension des continents »), est amené à insérer le « système terrestre » dans son contexte cosmique :

La Terre, une planète du système solaire parmi les autres, existe pour elle-même comme un système spécifique de phénomènes où le morcellement de sa croûte superficielle et l'apparente dispersion ou regroupement de ses parties – selon que les surfaces sont rapprochées ou

éloignées – ont conditionné de mille et une manière (*sic*) la nature de sa surface. De même, quel que soit leur isolement, ses diverses parties ne sont éloignées ou rapprochées les unes des autres ni par hasard ni sans effets ; au contraire, des liens les unissent au tout dont elles font partie. Elles ont toutes, du fait de la contribution qui leur est propre, une place nécessaire dans le cercle fermé constitué par la totalité du système terrestre qui s'est transformé de ce fait en planète distincte, avec un ordre caractéristique et – dans toutes ses parties et relations – une activité qui lui est propre. (1826, *in* 1852, p. 103)

Malgré d'inévitables influences *extérieures*, la Terre apparaît bien comme un « système spécifique » avec un « ordre caractéristique » dans les relations des parties entre elles et avec le Tout (« la cercle fermé constitué par la totalité du système terrestre »). Ritter présente ici le fonctionnement du Tout terrestre non pas dans la langue organiciste, mais bien en termes de système, et même d'emboîtement de systèmes. Il semble néanmoins que l'analogie organiciste ait eu la préférence des géographes du XIX^e siècle, au moins ceux dont nous avons parcouru les œuvres, et au moins pour ce qui est de la totalité terrestre.

Le terme système est cependant très souvent employé par les géographes, ne disparaissant jamais vraiment du discours géographique au XIX^e et au XX^e siècles. Signalons, pour donner un exemple précis de l'usage du terme système par les géographes avant l'innovation systémique, que Paul Vidal de la Blache l'utilise dans les années 1900, entre autres usages, pour désigner les réseaux de communication. Ainsi dans le *Tableau de la géographie de la France*, il définit le réseau français comme un système :

Il s'agit, en effet, de voies de communication formant un système. Ce n'est donc plus l'état élémentaire d'une contrée où les communications mal reliées entre elles obéissent surtout à des rapports locaux. Un système de routes suppose un développement politique avancé, dans lequel les moyens de communication sont combinés entre eux, tant pour assurer à l'Etat le libre emploi de ses ressources et de ses forces, que pour mettre la contrée en rapport avec les voies générales du commerce. (1903, p. 377)

Le réseau de communication conçu comme système implique une organisation, une hiérarchie, une volonté politique, une combinaison également des types de transport (intermodalité), quelle que soit d'ailleurs l'échelle d'application. On a vu plus haut de fait que Vidal de la Blache mène à peu près la même analyse à l'échelle mondiale que pour la France (voir p. 257) : « De tous ces systèmes de communication se forme un réseau qu'on peut qualifier de mondial » (1921, p. 266). Le système est donc ici un équivalent du réseau, et signifie qu'une réalité, en l'occurrence la communication, s'incarne dans l'espace en fonction de logiques spécifiques exprimant elles-mêmes une mise en ordre (politique, économique...) de l'espace. Cette notion d'ordre est essentielle, elle caractérise l'idée de totalité sous un autre éclairage que la solidarité des parties.

Le terme système se diffuse cependant surtout, comme en témoigne le parcours de la *Bibliographie géographique*, dans les années 1920 et 1930 (en français, allemand et anglais) et dans différents domaines : morphologie, hydrographie, géographie politique ou économique... Toujours avec l'idée de décrire une réalité cohérente, organisée, ordonnée. Il est clair que le champ d'utilisation le plus marqué est géophysique (rappelons la formulation de l'idée d'écosystème par A.G. Tansley en 1935). Mais on sait déjà l'importance que prend alors la notion de « système agraire », comme l'a souligné très tôt André Meynier :

Vers 1927-1930 apparut la notion de système agraire. Il est difficile aujourd'hui de préciser à quel auteur, à quelle discipline, à quelle nation nous devons cette idée synthétique. Les historiens avaient largement déblayé le problème, notamment en Angleterre. En France, la notion avait pénétré peu à peu dans l'enseignement de l'historien Marc Bloch à Strasbourg, de celui du géographe Demangeon à Paris. Ce dernier en fit la première synthèse dans les *Annales de Géographie* dès 1927, montrant à la fois les causes de la genèse des systèmes et leur répartition dans le monde. Peu après, Marc Bloch, dans un ouvrage retentissant, un de ceux qui eurent le plus d'influence sur les géographes (*Caractères originaux de l'histoire rurale française*), approfondissait leurs caractères et reconstituait leur création. (1969, p. 77)

Cette notion a une forte valeur fonctionnelle : rendre compte d'un paysage par l'analyse du mode de culture et de mise en valeur de l'espace. Les théoriciens du systémisme en géographie ont développé l'idée, aujourd'hui commune (ORAIN, 2002, p. 28-29), que cette notion classique était un jalon dans l'entrée du systémisme en géographie¹². André Cholley, dans un article célèbre des *Annales de Géographie* de 1946 sur les « Problèmes de structure agraire et d'économie rurale », donne de fait une interprétation très élaborée du système agraire, qu'il définit comme une combinaison ou un complexe d'éléments physiques, biologiques et humains (p. 82). Or cette combinaison est analysée comme un système :

Comme dans toute combinaison, une solidarité profonde unit les éléments qui la composent. Ils réagissent les uns sur les autres, et ces réactions dérivent autant de leur nature propre que de la manière dont ils ont été mis en branle par les influences extérieures. (p. 86)

Cholley est souvent considéré, pour de tels propos, comme un précurseur du systémisme, à l'instar de Jean Tricart, à propos d'un article morphologique de Cholley en 1950 :

A. Cholley a donc précédé, de loin, von Bertalanffy dans la définition d'une approche systémique, même si le vocabulaire qu'il emploie est quelque peu davisien, donc désuet. (...) L'approche systémique d'A. Cholley se manifeste de manière particulièrement claire lorsqu'il se refuse à opposer les influences structurales et les influences climatiques selon une dialectique

¹² « Le concept de système n'est pas absent de la géographie française. Le terme a fait une apparition ancienne dans la littérature géographique, mais exclusivement à propos de "systèmes de culture" et de systèmes d'érosion". D'ailleurs, il était employé sans grande rigueur, avec un ensemble de notions assez pauvres, et la logique proprement systémique était utilisée de façon très sporadique. Or ce n'est qu'assez récemment que des efforts ont été faits pour une utilisation plus cohérente de l'analyse de systèmes, essentiellement il faut le dire en géographie physique et régionale. » (AURIAC et DURAND-DASTES, 1981, p. 71)

hégélienne et montre qu'au contraire, tout en étant opposés (*sic*), ils (*sic*) sont interdépendants [*sic*] et s'influencent mutuellement. (1991, p. 606)

Il semblerait donc qu'un certain nombre de géographes, tel André Cholley, aient pratiqué une analyse systémique avant la lettre ; en réalité, Ludwig von Bertalanffy et les autres fondateurs du systémisme y travaillent depuis l'entre-deux-guerres. Ces géographes font du moins évoluer l'acception classique du terme système en l'associant au complexe et à la combinaison – notions qui s'enracinent directement dans le principe de l'unité terrestre. Très tôt même, et avant le « tournant » systémique des années 1970, certains géographes se sensibilisent à la systémique, comme Paul Claval d'après un témoignage autobiographique :

C'est une des choses qui m'intéressait le plus et que l'on retrouve depuis la géographie des marchés (le problème des *feed-back* m'avait paru essentiel), j'avais découvert en 1951 la cybernétique, la théorie des systèmes. Je suis contre l'utilisation que l'on fait de la théorie des systèmes, mais penser un ensemble en essayant d'y déceler des circuits d'information, les formes de rétroaction, c'est ce que j'ai fait depuis 1949-1950. (1995, p. 211)

Les géographes en somme, réfléchiraient de manière systémique avant de disposer de l'outillage systémique, simplement en prolongeant des modes de penser plus anciens, comme le principe de l'unité terrestre, et en *systématisant* l'idée d'une causalité complexe.

2.1.2. Analyse des « systèmes », géographie régionale et géographie mondiale

Il n'en demeure pas moins que l'objet privilégié de la géographie des systèmes, qu'elle soit présystémique (c'est-à-dire ne disposant pas encore de l'outillage systémique) ou bien proprement systémique, est la région. L'ambition essentielle de l'application du systémisme en géographie est de renouveler l'approche du découpage de l'espace, comme le dit très bien Olivier Orain : « Les Nouveaux Géographes des années 1970-1980 ont trouvé dans l'idée de système un appareil conceptuel permettant à la fois de penser l'intégration de l'hétérogène et d'apporter une légitimité scientifique à l'étude de la région » (2002, p. 32). La continuité est très grande à cet égard entre cette « nouvelle géographie » et la géographie classique, qui disposait cependant d'autres notions, comme la combinaison. L'enjeu est de savoir comment un espace se distingue au sein d'un autre espace, comment il s'individualise, pour reprendre un vocable organiciste. Ce n'est pas le lieu d'insister sur cette dimension du systémisme géographique, mais il importait de bien prendre conscience qu'à l'origine, la notion de système s'inscrit dans un projet de description régionale du monde. L'un des premiers textes d'Olivier Dollfus sur les systèmes, article co-écrit d'ailleurs avec un autre des introducteurs du systémisme dans la géographie française, François Durand-Dastès, est paru en 1975 dans

un volume de *Geoforum* consacré aux « Orientations récentes de l'analyse régionale dans la géographie ». Il est clair que, pour André Cholley par exemple, la notion de système ou de combinaison agraire est une notion régionale : « Comme les organismes vivants ou les complexes engendrés par la vie, toute combinaison agraire tend d'abord à occuper une certaine portion d'espace » (1946, p. 89). Réintroduisant l'analogie organiciste, Cholley, dont l'objectif scientifique principal est de définir le plus rigoureusement possible les régions (et la géographie régionale), revisite et réaffirme à cette fin la notion ancienne de combinaison. Marie-Claire Robic a d'ailleurs proposé une lecture précise de l'usage de cette notion par Cholley, notamment à partir de la seconde édition du *Guide de l'étudiant en géographie* parue en 1951. Elle est définie comme un outil destiné à « dresser un classement des aires homogènes distinguables en géographie régionale » (1992b, p. 190). Et la région, quant à elle, apparaît comme une organisation spatiale réalisée par un groupe humain s'adaptant aux conditions naturelles, comme un aménagement ou une organisation de l'espace (p. 193), ce qui ne serait possible, en 1950, qu'à l'échelle régionale.

Il convient tout de même de signaler que, dès 1949 dans *La géographie humaine*, où, nous l'avons dit, les notions de combinaison et de complexe sont très présentes (voir p. 593), Maurice Le Lannou emploie l'expression de « combinaison d'échelle mondiale » dans un passage décrivant une espèce de système mondial qui se caractériserait par « une solidarité compliquée marquant fortement les spécialisations » (voir p. 495). « Solidarité » et « spécialisation », deux notions dont on sait par ailleurs l'ancrage organiciste. Quoi qu'il en soit, l'idée d'une « combinaison d'échelle mondiale » indique que les géographes « classiques » étaient susceptibles de concevoir le Tout mondial sur un plan présystémique. Olivier Dollfus, dans ses différents ouvrages et articles, ne se penche cependant jamais quant à lui sur la généalogie à la fois conceptuelle et *cosmologique* de l'innovation qui consiste à penser le monde comme un système. Pour lui, « la démarche qui prend le Monde comme un tout, objet propre d'analyses géographiques », comme système donc, a été très rare, sinon inexistante dans l'histoire de la géographie (1990b, p. 274). Mais la floraison des analyses systémiques à l'échelle du monde à partir des années 1970 et 1980, dont la réflexion de Dollfus n'est qu'un exemple, ne doit pas occulter le fait que les géographes, entre autres, avaient dès longtemps appris à considérer le monde comme un ensemble de parties en interaction. Olivier Dollfus soutient que la formation du système Monde s'est accélérée à la fin du XIX^e siècle :

Ce qui est nouveau, au moins depuis un siècle, c'est qu'aucune région du Monde, aucune population ne peut être à l'écart de décisions prises ailleurs, souvent sans l'assentiment des populations les plus directement concernées, et indépendamment de la distance. (1990a, p. 277)

Il n'est donc peut-être pas absurde de considérer que le discours sur le monde des géographes depuis lors est porteur d'une lecture de type systémique (même si elle n'est pas conceptuellement authentique). Et d'abord parce que nous avons vu à de nombreuses reprises que les géographes font régulièrement le constat, précisément depuis la fin du XIX^e siècle, de cet état « nouveau » du monde. On pourrait même avancer l'idée que la formation de cette conception du monde comme totalité, du moins en géographie, accompagne l'histoire même de la mondialisation à l'époque contemporaine. Nous n'avons cessé en outre de citer des textes qui, d'une manière ou d'une autre, manifestaient l'existence de cette conception du monde, sinon comme système, du moins comme « complexe », si l'on se souvient du texte de Jean Brunhes où il comparait le « complexe économique » à un complexe climatique. Les géographes auraient ainsi observé la formation de ce que nous appelons aujourd'hui le système mondial ou le système Monde, ce qu'une étude précise de la description par Paul Vidal de la Blache de l'organisation du monde au début du XX^e siècle – précisément le moment où, selon Olivier Dollfus, le système Monde serait en plein développement –, permet de l'illustrer (ARRAULT, 2008).

2.1.3. L'exemple d'une réflexion mondiale de type présystémique : Vidal de la Blache et l'apparition de la « Triade »

La vision du monde de Vidal dans les années 1890 est encore fortement européocentrée, même s'il percevait l'émergence de la concurrence américaine (voir p. 276). La position de Vidal nous paraissait faire la transition entre ce que nous avons appelé le modèle *européen* et le modèle *mondial*. Cependant, avant que Demangeon n'explicite l'idée d'un monde polarisé par trois foyers développés (voir p. 444), Vidal met en place dès les années 1910 une représentation du monde que nous associons au modèle bien connu de la Triade (OHMAE, 1985). Non seulement les Etats-Unis apparaissent alors comme le second foyer économique mondial, mais d'autres puissances entrent aussi dans la compétition. Le texte que nous commentons ici, les pages 263 à 268 des *Principes de géographie humaine*, a déjà été souvent cité depuis le début de ce travail ; nous en proposons seulement une interprétation synthétique. Dans ce texte en effet, Vidal formule une nouvelle vision du « système mondial », en analysant une série de relations économiques en évolution par rapport aux années 1890 : le système mondial compte maintenant trois pôles et trois branches (Figure 33).

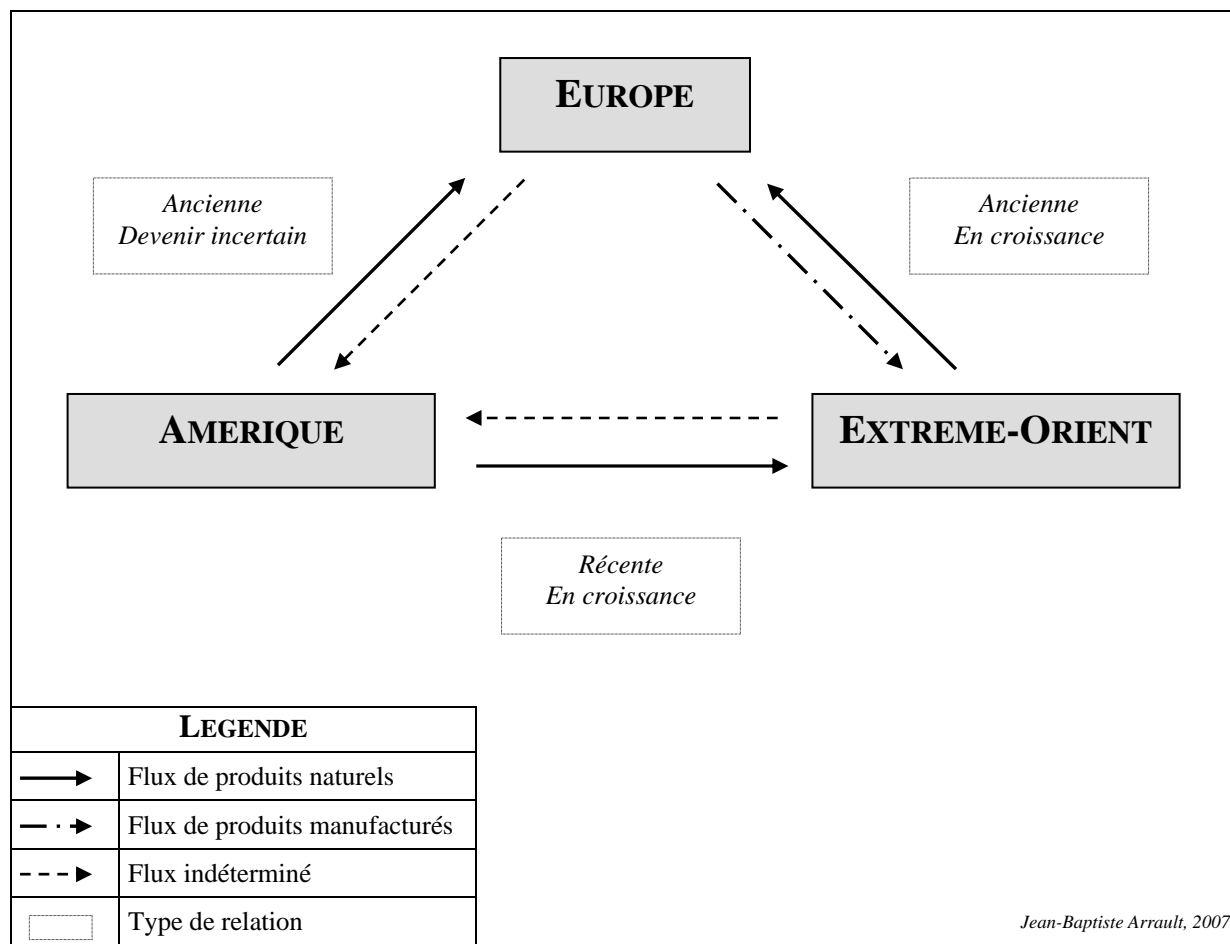


Figure 33 : Schéma du « système mondial » des années 1910 d'après les *Principes de géographie humaine* de Paul Vidal de la Blache (1921, p. 263-268).

Le point de départ dans la mise en place de cette vision nouvelle est le bouclage du monde, et la coïncidence « de l'ouverture, à six mois d'intervalle, du premier transcontinental qui ait traversé l'Amérique du Nord et du canal de Suez » (1921, p. 264). Le premier marque le basculement des Etats-Unis vers le Pacifique, le second rapproche le Pacifique et l'Asie de l'Europe : « Par un autre chemin l'Extrême-Orient s'est rattaché au commerce mondial » (p. 265). Le bouclage du monde doit donc s'entendre surtout comme *rattachement* de l'Extrême-Orient (appellation par laquelle Vidal désigne un ensemble composite comprenant l'Inde, le Japon, la Chine, l'Indochine et même la Sibérie) d'un côté à l'Europe, de l'autre à l'Amérique. Le système mondial repose désormais sur la mise en relation de trois pôles majeurs et l'existence d'échanges complémentaires entre eux.

La première branche est celle de l'Atlantique, non pas la plus ancienne, mais celle qui, dans les conditions de circulation de l'époque moderne, a le plus compté et compte le plus encore à la fin du XIX^e siècle, reliant les deux principaux foyers économiques. Mais son avenir est incertain, du moins dans la forme qui est alors la sienne, car elle repose sur

l'exploitation des « produits naturels » américains par l'Europe, et cette satisfaction des « besoins alimentaires et industriels de l'Europe » ne saurait plus guère durer longtemps, du fait de l'industrialisation des pays neufs américains, et principalement des Etats-Unis (1921, p. 265). Vidal ne parle pas en revanche des flux de l'Europe vers l'Amérique, mais on se doute qu'il s'agit de produits manufacturés¹³. La deuxième branche, la voie méditerranéenne, de Gibraltar à Suez et jusqu'à Singapour, la Chine ou le Japon, est la plus ancienne du système. Négligée pendant plusieurs siècles, cette « grande voie maritime de l'ancien monde » (p. 265) retrouve avec le percement du canal de Suez son statut de route mondiale. Ses progrès sont constants, et Vidal caractérise très bien la nature des flux dans les deux sens : « Ce qui s'échange le long de cette voie tortueuse qui touche aux plus anciennes contrées civilisées, qui pousse ses embranchements vers l'Afrique orientale et l'Australie, ce sont des objets manufacturés d'Europe contre des produits naturels de l'Asie » (p. 265) ; pas les produits anciens (épices, or, encens...) mais les matières premières de l'alimentation et de l'industrie européennes (coton, blés, riz, thé, soja, soie...). Ces mêmes matières que Vidal craint de ne plus voir livrées au commerce par l'Amérique. Ces échanges se révèlent ainsi déterminés par l'ouverture de Suez, élément déclenchant, l'état des marchés mondiaux qui poussent à diversifier les approvisionnements européens, mais aussi par l'équipement de l'Extrême-Orient et particulièrement de l'Inde en chemins de fer (p. 266). Ce qui est évidemment lié à la colonisation, Vidal ne le cache pas : ces contrées extrême-orientales sont soit colonisées soit fortement dominées par les Européens, le Japon mis à part, même si on connaît la façon dont le Japon a été « rattaché » dans les années 1850, par les Américains, au commerce mondial. Mais surtout, ce qui caractérise cette branche du système mondial, c'est l'industrialisation de l'Extrême-Orient ; cela reste encore secondaire, et Vidal le passe sous silence dans ce texte. Mais si l'on se penche sur la carte « Matières premières et marchés principaux » de la planche « Europe, Industrie » de l'*Atlas*, on découvre ce que dissimule ce silence. Dans la version de 1891 de cette carte, parmi les « foyers industriels attirant et transformant les matières premières », on ne discerne que l'Europe, la côte Est des Etats-Unis, auxquels s'ajoutent marginalement la région de Bombay et quelques foyers en Russie et en Australie (la carte imprimée en rose et rouge est peu lisible). Dans l'édition de 1918 de l'*Atlas* par contre, la carte bénéficiant d'une amélioration graphique (les foyers industriels sont en marron), trois foyers majeurs se distinguent (Figure 34) : l'Europe, l'Est et le Centre des

¹³ Selon Demangeon, les flux transatlantiques se caractérisent par l'échange dissymétrique de matières premières américaines contre les produits manufacturés européens ; mais il observe aussi que, « depuis longtemps déjà, nous voyons figurer parmi les expéditions américaines des produits manufacturés » (1913, p. 227).

Etats-Unis, le Japon (les foyers secondaires d'Inde et d'Australie n'ont pas disparu). On a donc un monde dominé par trois pôles, même si le commentaire ne dit rien de l'apparition du Japon ; Vidal est de fait toujours très discret sur le « péril jaune »...

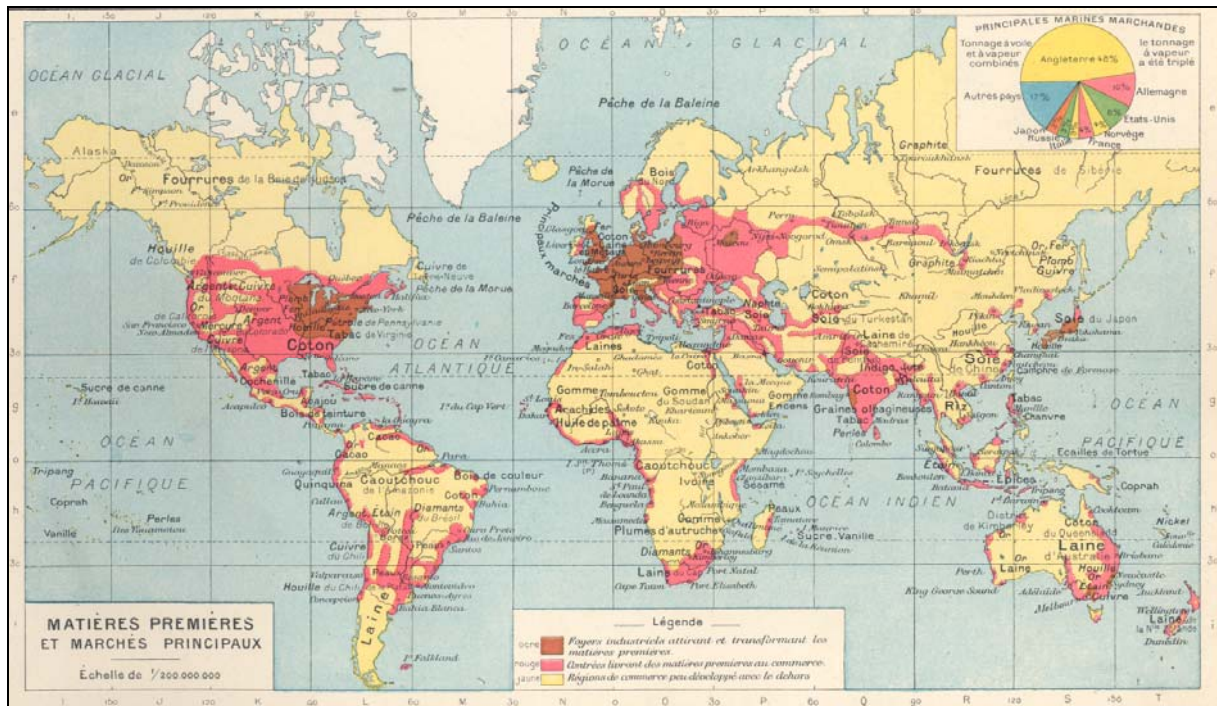


Figure 34 : Carte des « Matières premières et marchés principaux », sur la planche « Europe, Industrie » de l'Atlas de Paul Vidal de la Blache (édition de 1918).

De la même façon, il est assez peu disert sur la troisième branche du système, la branche Pacifique, celle dont l'existence rend pourtant possible cette nouvelle représentation du monde. Dans le texte de 1921, il n'est pas même question du canal de Panama. Pourtant le Pacifique a connu une *revalorisation* majeure, nous l'avons dit. Dès 1893 (18^e livraison de l'Atlas, planche « Océan Pacifique ») Vidal observe ainsi que, « dans ce bassin universel se rencontrent Européens, Américains et Chinois, l'Orient et l'Occident du globe ». Récente (milieu du XIX^e siècle), encore très secondaire, cette branche du système est néanmoins en croissance :

Le commerce va grandissant entre l'Amérique du Nord et le Japon et la Chine ; dans la Chine déboisée, les bois de Colombie britannique, les grains du Manitoba, le pétrole de Californie sont l'objet d'une demande. La même inégalité de population existe entre les deux bords du Pacifique qu'entre ceux de l'Atlantique. Toutefois, avec ces peuples d'Extrême-Orient, il existe trop de différences originelles pour qu'une adaptation des marchés soit aussi aisée qu'entre l'Amérique et l'Europe. L'ingéniosité commerciale des Américains du Nord travaille à la réaliser. Elle s'étudie à accommoder l'offre à la demande, à flatter même le Chinois et le Japonais comme consommateurs, tout en le repoussant comme immigrant. (1921, p. 264-265).

Vidal introduit donc explicitement ici une hiérarchie à la fois raciale, culturelle, démographique et économique : l'axe transpacifique est le moins avancé, mettant en relation

des « peuples » très différents et de niveau de développement très inégal. Il ne donne aucune information sur les flux Extrême-Orient/Amérique, hormis la référence à l'immigration asiatique (et aux efforts américains pour la limiter). On voit aussi que, au-delà des matières premières, l'Amérique du Nord (c'est-à-dire les Etats-Unis...) cherche à ouvrir les marchés asiatiques à son industrie. Mais on n'en saura pas plus dans ce texte. N'y voyons donc pas plus qu'une ébauche, une analyse encore rudimentaire, mais cependant remarquable (par la longévité du modèle *triadique* esquissé ici), de la façon dont fonctionne le monde en tant qu'ensemble organisé. Le monde n'est pas pensé comme un système au sens moderne, mais bien des éléments de la conception systémique du monde sont déjà élaborés dans ce texte.

2.2. L'émergence de la notion de « système Monde »

L'avènement de la notion de système mondial ou de système Monde, qui ne sont pas identiques, mais relèvent d'un même mouvement, doit ainsi être mis dans la perspective d'une saisie plus ancienne du monde comme totalité, à la fois organiciste et présystémique. Dans quelle mesure alors parler de système Monde représente ou non une innovation conceptuelle ? De prime abord, la portée de la métaphore systémique, au regard de l'analogie organiciste, paraît être surtout d'explicitier une conception du monde jusqu'alors souvent très implicite ou sous-jacente. Il y a sans doute en effet, dans la notion de système mondial comme dans celle de système Monde, une part non négligeable d'effet rhétorique ou symbolique. Il n'est pas sûr en effet que les géographes aient réellement proposé une géographie systémique du monde qui repose sur un transfert authentique des concepts de la théorie systémique. La référence systémique reposerait en somme, selon l'expression employée par Olivier Orain pour décrire le recours aux systèmes dans la géographie de la fin des années 1980 (chez Roger Brunet et Philippe Pinchemel notamment), sur une « pétition de principe » (2002, p. 43). En tout état de cause, il n'est pas allé de soi que le monde puisse être objet d'une saisie systémique. On doit constater également que la référence au système mondial ou au système Monde, si elle est toujours présente dans le discours géographique, l'est souvent comme un axiome quasiment non discuté et non argumenté. Bien plus souvent est-il question de mondialisation ou de globalisation : constat d'échec alors ? Ou bien d'une très grande difficulté en géographie à répondre aux enjeux d'une réflexion à l'échelle mondiale ?

2.2.1. Le monde comme système : un « cas-limite » ?

Il est sans doute très significatif qu'Olivier Orain, dans son étude sur les démarches systémiques en géographie humaine, n'aborde en aucune manière le problème de l'analyse

systemique du monde : s'il cite « Le déchiffrement du monde » de Roger Brunet¹⁴, qui constitue la première partie du premier volume de la *Géographie universelle*, il ne fait en revanche aucune allusion au « Système Monde » d'Olivier Dollfus, qui en constitue la seconde partie. Comme si au fond la tentative de Dollfus ne *méritait* pas d'être considérée comme une application du systémisme, malgré les déclarations liminaires de Dollfus et son long travail sur les systèmes. Il n'est pas certain cependant qu'Olivier Orain ait pensé de la sorte, et notre ambition n'est pas d'examiner précisément si Olivier Dollfus et ceux qui après lui ont utilisé et utilisent encore la notion, ont proposé une simple métaphore ou bien une conceptualisation systémique ambitieuse. Il est évident néanmoins que tout un cheminement a été nécessaire pour que naisse la notion de système Monde, précisément parce que l'outil systémique a d'abord été perçu comme servant au renouvellement épistémologique de la géographie régionale. On rencontre même une réticence assez marquée des géographes à franchir le pas dans les années 1960 et 1970. Dans son ouvrage pionnier sur l'analyse spatiale, partant d'une mise au point sur les systèmes et les modèles et sur les liens entre géographie humaine et théorie systémique, Peter Haggett livre par exemple une intéressante distinction :

Clearly then, systems are arbitrarily demarcated sections of the real world which have some common functional connections. Von Bertalanffy (1950) distinguishes two separate frameworks : the closed system and the open system. Closed systems have definable boundaries across which no exchange of energy occurs, but since they are likely, by this definition, to be rather rare in geographical studies (except in the limiting case of a world-wide study) they are not considered here. (1965, p. 17)

Dans un cadre essentiellement régional, P. Haggett fait du monde un « cas-limite » (de fait laissé hors champ) de l'analyse systémique en géographie humaine. Pourquoi ? Parce que le monde est considéré comme l'unique système géographique fermé. Ce qui est en soi contestable, d'abord parce qu'on ne peut pas isoler le monde du contexte cosmique de la planète Terre, mais aussi parce qu'il n'est sans doute pas possible de concevoir, dans les sciences humaines, de système fermé (ORAIN, 2002 p. 20). En tout état de cause pour le moment, ce jugement doit être mis en regard avec les réflexions des années 1900 sur la clôture et la finitude du monde, et en particulier avec l'expression de *closed system* avancée par Mackinder. Même si le terme système n'a pas ici et là la même signification, la parenté est tout de même notable. Pour P. Haggett, l'intérêt du système en géographie semble être par conséquent de pouvoir étudier les échanges entre systèmes, comparer les systèmes, rendre compte de la façon dont le monde se découpe en différents systèmes ; qu'il puisse constituer

¹⁴ O. Orain remarque finement que R. Brunet, en particulier par le biais de l'expression récurrente d'« être géographique », renoue avec l'analogie organiciste (2002, p. 29 et 42).

un système en lui-même n'est pas nié, mais l'unicité du cas condamnerait à la pure monographie et – conjoncturons-nous – à nul résultat de portée générale. L'analyse systémique requiert, pour P. Haggett, une pluralité de systèmes.

Une réticence peut-être encore plus significative à considérer le monde comme un système, se rencontre dans les premiers écrits d'Olivier Dollfus où il s'approprie la théorie systémique. On sait qu'il formule sans doute pour la première l'idée du système Monde dans une communication faite en 1984 dans le cadre de *Géopoint*. Auparavant, les écrits systémiques de Dollfus ignorent l'échelle mondiale. Pour lui, tout d'abord, avançant des idées qui seront reprises en 1975 avec François Durand-Dastès, le système organise et régit une structure, laquelle est une « unité fonctionnelle et physionomique » (1971, p. 28). Il précise :

Une structure est un élément de l'espace, qui est individualisé et est localisé, mais dont l'évolution est régie par des systèmes qui l'organisent, de l'intérieur comme de l'extérieur. On peut ajouter un corollaire : une structure est un espace homogène par son aspect, sa genèse ou sa fonction. (p. 30-31)

La structure apparaît ainsi (mais ce n'est pas très clair) comme une unité individualisée et limitée, elle exprime la différenciation de l'espace ; le système est l'instance de différenciation, ce qui, de l'intérieur comme de l'extérieur, opère le découpage de l'espace en structures. Le système est ce par quoi une structure se distingue des autres. Le système est donc toujours parmi d'autres systèmes, comme la structure parmi d'autres structures. Le monde comme totalité échapperait par définition à ce systémisme géographique première manière, éminemment analytique, comme il échappait à celui de Haggett – du moins est-ce la conclusion que nous tirons de l'absence totale de référence au Tout mondial dans ce texte de Dollfus. La spécificité de l'objet monde (unique, ultime, hétérogène) le condamnerait à rester hors de l'*analyse* géographique, parce qu'il est l'espace même, ou le support, de l'hétérogénéité. Et c'est l'hétérogénéité que serait censé expliquer le géographe. En ce sens, on est encore très proche de la théorie des combinaisons selon André Cholley : l'outillage systémique ne viendrait en quelque sorte que renouveler le mode de penser *régionalisant* mise en place depuis le début du XX^e siècle (ce qui est déjà une interprétation de la géographie classique comme géographie surtout régionale...). Lorsque Dollfus présente une liste des structures géographiques, il fait ainsi défiler, par ordre scalaire décroissant, le géotope, le géofaciès, le géosystème, le « pays », la région, la province, le domaine, l'aire ou la zone (p. 38-39). Mais pas le monde ni la Terre... Les deux derniers types, les plus vastes, « sont des unités de première grandeur dont l'individualisation s'effectue à l'échelle du globe » et « dont

les limites déterminent les grands traits de la planète terre et des sociétés qui l'occupent » (*ibid.*). Il ne serait pas possible de rencontrer une homogénéité à une échelle plus petite. En somme, cette entrée du système en géographie relève bien davantage, aussi bien pour Olivier Dollfus que pour Peter Haggett, de la géographie régionale, c'est-à-dire du découpage de l'espace, que de l'appréhension des interdépendances entre les portions de l'espace.

2.2.2. La pensée systémique du Monde chez Olivier Dollfus

Cette réticence paraît néanmoins seulement provisoire : une acclimatation conceptuelle se produit qui finit par intégrer le monde dans le champ systémique. Cela suppose évidemment d'avoir dépassé ces premières contraintes, notamment ce cantonnement du système dans l'homogénéité d'une structure. Une décennie après le texte de 1971 sur *L'analyse géographique*, Dollfus commence à réfléchir de fait à l'intégration du monde dans sa grille systémique ; en 1984, le « système Monde » est formalisé dans ses grandes lignes :

Le Système-Monde (S.M.) est formé par la trame des flux nés entre Etats, firmes et cultures et s'exprime par les interactions nouées entre les différentes parties de l'humanité. (...) Le S.M. a existé à partir du moment où une décision, un événement survenant quelque part sur la surface terrestre ont été susceptibles d'avoir des conséquences en tout autre point du monde. (...) Le SM n'existe vraiment que depuis un siècle. (p. 231)

Que dit Dollfus de nouveau ici par rapport aux constats de Reclus, de Brunhes, de Mackinder ou de Vidal ? Réduit à sa plus simple expression, le système Monde selon Dollfus exprime une conception de la causalité géographique (ce qui se passe en un lieu a des effets en tous les autres lieux), mais nous savons combien cette conception anime le discours géographique, précisément depuis la fin du XIX^e siècle, en termes par exemple de réciprocité causale ou d'écho événementiel... Le mérite semble principalement relever de l'explicitation conceptuelle. Le fond de la notion n'évolue guère à partir de là, reformulé néanmoins dans un certain nombre de textes, et notamment celui qui ouvre la dernière *Géographie universelle*, dont on peut se contenter de citer encore un extrait de la première page :

Achevée l'exploration du Monde, acquise l'idée que commence « le temps du Monde fini » (Paul Valéry), les géographes se sont attachés à en décrire les parties (...). Ils ont excellé, excellent encore souvent, dans les descriptions du monde en ses parties, en ses régions qui sont nommées, dotées de combinaisons d'attributs et d'une histoire qui font leur spécificité. Moins commune a été la démarche qui prend le Monde comme un tout, objet propre d'analyses géographiques. C'est celle qui est adoptée ici. Il ne s'agit pas d'en étudier successivement les parties, ni les continents, mais le système. Les géographes y ont apparemment pris quelque retard, par rapport à des économistes ou à des politologues qui se consacrent à l'étude de l'économie mondiale et des relations internationales. (1990b, p. 274)

La référence à Valéry, récurrente chez Dollfus et véritablement séminale (1990b, p. 52¹⁵ ; 1992, p. 224 ; 1995a, p. 668...), mais cantonnée à la citation trop fameuse sur « *le temps du monde fini* », lui sert à disqualifier les géographes relativement aux économistes et aux politologues, dans l'appréhension du monde comme totalité. Il nous a néanmoins paru, dans l'exploration des discours géographiques, que les géographes ont rendu compte, bien avant Valéry et aux côtés d'autres spécialistes, de cette finitude du monde et qu'ils ont également perçu que le monde formait désormais une totalité géographique cohérente et organisée.

Au-delà de cette relativisation nécessaire de la posture novatrice de Dollfus, la question qui se pose est de savoir comment il arrive à accepter de penser le monde comme un système à partir de ses réticences initiales. Il aurait fallu pouvoir l'interroger, ou bien disposer de quelque récit rétrospectif circonstancié. A cet égard, le seul (?) qui ait été publié est bien pauvre. A une question d'Elisabeth Morlin sur ce qui l'a poussé à réfléchir sur le système mondial, il répond en effet seulement ceci :

A partir des années 80, tout en poursuivant mes activités d'enseignement à Paris VII, j'ai été conseiller pour la coopération scientifique et technique au ministère des Affaires étrangères. Et je me suis, à ce moment-là, intéressé aux problèmes de stratégies scientifiques et technologiques à l'échelle du monde. Et j'ai compris la nécessité de réfléchir plus avant sur des stratégies mondiales, scientifiques et technologiques ce qui m'a orienté vers l'étude du système mondial. (1995b, p. 205)

A la raison conjoncturelle avancée (une pratique d'expert en prise avec l'actualité du monde), il convient d'ajouter que le tournant des années 1980 correspond à l'acmé de la diffusion de la théorie systémique en France, en géographie comme dans d'autres champs disciplinaires et intellectuels (ORAIN, 2002, p. 27), et également à une éclosion de réflexions à l'échelle du monde – rappelons la création du GEMDEV (Groupement Economie Mondiale, Tiers-Monde, Développement) en 1983 –, certaines recourant d'ailleurs à la notion de système, par exemple dans le sillage de Fernand Braudel et d'Immanuel Wallerstein. L'inspiration braudélienne est sans doute décisive dans la réflexion de Dollfus, à la fois par les citations qu'il est amené à faire de l'œuvre de Braudel et par la formulation même de la notion de « système Monde », qui juxtapose deux substantifs, comme l'économie-monde (dans l'article de 1984, Dollfus met d'ailleurs un tiret entre les deux termes, ce qu'il ne fera plus dans la suite). Il est par ailleurs notable que les années 1970-1980 sont également un moment important de mondialisation du

¹⁵ Dans ce texte, il cite visiblement de mémoire : « la connaissance de la rotondité de la Terre – “l'ère d'un Monde fini commence” écrivait Paul Valéry – a été l'un des fondements intellectuels du système Monde ». Il va sans dire que ce traitement peu orthodoxe de la référence (Valéry ne met pas de majuscule à *monde*, mais toute la

monde et de prise de conscience des problèmes de la planète : l'impact contextuel est probablement essentiel dans cette « orientation » vers l'échelle mondiale. Ce ne serait donc pas le monde qu'il a fallu adapter à la théorie systémique, mais cette théorie au monde.

Ce qui passe, sinon par sa résolution, du moins par le retraitement du problème déjà posé par P. Haggett, de l'ouverture ou de la fermeture du système ; autrement dit par l'acceptation que le monde ne soit plus un « cas-limite » (le seul système géographique fermé), mais un cas parmi d'autres. Ce problème est tout à fait essentiel dans la pensée du monde comme un Tout ; il se rattache d'ailleurs aux conceptions organicistes de la totalité terrestre et mondiale et tient à la représentation de la planète comme individualité, ainsi que le relevait déjà Camille Vallaux (voir p. 588). En 1984, au moment où il présente pour la première fois sa théorie du système Monde, Dollfus considère ainsi que,

le SM étant fini, on pourrait le considérer comme un système clos, avec l'entropie qui en découle. Cependant, on refuse l'analogie d'un système social avec un système physico-chimique comme la transposition au domaine des lois de la thermodynamique au domaine des sociétés humaines. (p. 236)

Parce que le monde est un système social, on ne pourrait donc accepter de le comparer avec des systèmes « naturels » qui peuvent être soit ouverts soit fermés. Un système social est nécessairement ouvert. Ce refus de la biologisation du social, qu'impliquerait une application pure et simple du systémisme (forgé par des biologistes et des physiciens, mais aussi par des mathématiciens, des spécialistes de la communication et de la cybernétique...), montre bien que le système Monde pour Olivier Dollfus est un modèle, une métaphore plus qu'une analogie, une représentation schématique du réel (même s'il y a parfois ambiguïté) :

Le Monde est pris ici comme un système, c'est-à-dire un ensemble d'éléments en interaction dynamique, en constante évolution, et qui, par « autogenèse », se forge des structures nécessaires à son fonctionnement. Il s'agit d'une représentation du Monde pour essayer de le comprendre, et non du Monde lui-même dans l'infinie complexité de ses réalités. (1990a, p. 280)

Pour Dollfus le Monde comme système serait donc un système ouvert, fini certes mais ouvert. C'est ce qu'il affirme du reste déjà dans un court article de 1987 (d'où est d'ailleurs absente, c'est assez rare pour le noter, la référence à Valéry) : « Comme tous les systèmes en géographie, le système mondial est ouvert, c'est-à-dire qu'il a des "entrées" qui conditionnent son fonctionnement et des "sorties" qui se bouclent, au moins partiellement sur les "entrées" »

phrase en italique...) nuit à sa portée heuristique. D'autant qu'il introduit par ailleurs d'autres variations, par exemple deux fois « le temps du Monde fini » (1990a, p. 274 ; 1995a, p. 668).

(p. 131). Dans « Le système Monde », il affirme encore l'ouverture du système Monde (1990a p. 308). Or, une évolution essentielle intervient à ce niveau. Car en 1995, il postule au contraire que « le système Monde offre une singularité majeure : à la différence des autres systèmes spatiaux, il peut être considéré comme un système fermé » (1995a, p. 668). Revirement déjà perceptible en 1992 sous la forme d'une interrogation :

L'humanité est dans un "Monde fini" (P. Valéry). Doit-on alors assimiler le système Monde à un système clos et tenter de transposer pour son analyse la deuxième loi de Carnot du développement de l'entropie ? (p. 224)

La réticence initiale quant à la naturalisation du système social semble reculer... Comment interpréter cette évolution ? N'exprime-t-elle pas une incertitude fondamentale sur la nature d'un monde que l'on voudrait fini, clos, fermé, voire unifié, mais dont on sait bien qu'il n'est lui-même qu'un élément dans un système plus vaste – qu'un organe dans un organisme plus étendu ? Considérer la Terre ou le monde comme une totalité est ainsi déjà en soi une représentation piégée, sinon abusive. En ce sens, pour saisir ensemble deux références encadrant largement la période couverte principalement dans cette étude, les hésitations de Dollfus comme les intuitions de Humboldt dans son *Cosmos*, rappelées par Vallaux (1925, p. 56-57), sur les diverses *subordinations cosmiques* auxquelles la Terre est soumise (comme la chaleur du Soleil, les marées etc.), devraient être sérieusement revalorisées et placées au cœur de toute géographie à l'échelle mondiale. Toute géographie de l'ensemble terrestre rencontre le problème de la situation cosmique de la Terre ; toute théorie de la totalité terrestre ou mondiale s'affronte au fait que le Tout est lui-même une partie.

Conclusion de la Quatrième Partie

Au terme de cette dernière partie, ce qui paraît le plus notable est l'étonnante continuité des modes de représentation de la totalité terrestre/mondiale en géographie depuis le XIX^e siècle. Périodiquement, les géographes paraissent en effet découvrir que le monde qu'ils observent et qu'ils se sentent contraints de décrire à nouveau, a profondément changé et qu'il est de plus en plus intégré. Que le monde, en somme, devient en somme un espace en tant que tel. Le rôle de la géographie universelle est ainsi de décrire cet état nouveau, ou considéré comme tel, du monde. Quant à la géographie générale, sous sa forme la plus ambitieuse, elle fournit aux géographes des outils pour penser l'organisation de l'ensemble terrestre (puis mondial) : les notions de connexion, de totalité, d'interdépendance, d'enchaînement causal etc., ont d'abord été développées dans le cadre de la géographie physique générale, avant de se diffuser dans d'autres domaines géographiques. C'est un point essentiel : la pensée de la totalité terrestre et la pensée du monde comme totalité reposent fondamentalement sur le même socle conceptuel. Penser en terme de totalité implique un certain type d'articulation entre les éléments qui composent cette totalité, liés entre eux par une solidarité qui implique de revoir la conception de la causalité géographique. Dès lors que l'on pense le Tout terrestre/mondial, ce qui caractérise un lieu, ce qui se passe en un lieu est en partie déterminé par ce qui se passe dans les autres lieux, du fait de l'existence de connexions physiques ou économiques. Et c'est sur cette idée fondatrice que l'analogie organiciste puis la représentation systémique se sont ancrées et qu'elles ont permis l'affirmation d'une géographie à l'échelle de la Terre puis du Monde.

La notion de « système Monde », très prégnante dans le discours géographique sur le monde, du moins en France et dans les années 1990 et même jusqu'à aujourd'hui si l'on en croit par exemple Laurent Carroué (voir note 24, p. 52), représente bien une innovation de taille, bien que rarement assumée dans toute sa complexité et dans toute sa potentialité heuristique. Dollfus prend explicitement pour objet ce qui n'était jusqu'alors pour l'essentiel que de l'ordre de la conception implicite ou de l'intuition. De ce point de vue, Dollfus a raison d'affirmer que la démarche qu'il choisit d'adopter a été peu commune en géographie ; peu commune, certes, mais surtout non *systématisée*, non thématisée en tant que démarche de pensée. L'innovation de Dollfus serait alors peut-être moins conceptuelle que méthodologique. Il n'en demeure pas moins en outre que l'on doit accepter l'idée que bien des géographes avant les années 1970 et 1980 ont pensé le monde comme une totalité, comme

un ensemble cohérent et organisé, même s'ils n'en ont pas formulé la théorie. On n'en donnera ici qu'un dernier exemple, éminemment révélateur. Il s'agit d'un extrait de *La politique des Etats et leur géographie*, ouvrage de 1952 au début duquel Jean Gottmann, note que l'ensemble des faits géographiques

ne prendra de signification pratique que lorsque [tous] auront été situés à leur place, avec les interconnexions qu'on leur connaît, dans le système plus vaste dont l'espace considéré est une partie intégrante. S'agissant d'un village, ce système peut être souvent régional ou national ; s'agissant d'un Etat, le système sera plus vaste : continental ou plus fréquemment international, c'est-à-dire mondial. L'établissement de ce tableau de relations, qui seul permet de comprendre la place du rouage régional dans le système général, telle est la fonction propre à l'étude géographique. (1952, p. 15)

Si le terme système a ici un sens sans doute plus vernaculaire que conceptuel, d'après la distinction établie par Olivier Orain (2002, p. 3), Gottmann définit cependant la possibilité de concevoir le monde comme un système, dans une acception très mécaniste. Mais surtout, selon nous, il définit la géographie comme l'étude des interconnexions (verticale) entre les faits, mais également comme celle des interrelations (horizontales) entre les parties du monde. Il ne peut pas y avoir de géographie strictement locale, constat récurrent des géographes des années 1940-1950 soucieux, comme Louis Poirier, d'adapter la géographie à un nouveau fonctionnement du monde. Ce qu'on croit par conséquent être une découverte des deux ou trois dernières décennies, semble marquer en réalité la géographie française, et internationale dans une certaine mesure, non pas seulement depuis le milieu du XX^e siècle, mais même depuis le tournant des années 1900.

Conclusion générale

L'impression qui domine, au moment de commencer cette conclusion générale, est que la surprise qui a motivé cette recherche à l'origine, provoquée en particulier par la lecture du texte de 1947 de Louis Poirier qui ouvre notre introduction, s'est avérée ouvrir une fructueuse piste de travail. Cette surprise dissimulait en effet une dimension jusqu'ici non seulement sous-estimée mais même souvent refusée dogmatiquement, du discours géographique entre la fin du XIX^e siècle et les années 1930 : la description et l'analyse de réalités d'échelle ou à l'échelle mondiale. Il n'est pas sûr d'ailleurs qu'en remontant plus loin dans le temps, nous ne serions pas également confronté à pareille surprise – la géographie d'Elisée Reclus et celle de Carl Ritter se sont par exemple révélées extrêmement riches du point de vue de leur imprégnation par des questionnements à l'échelle mondiale. Il n'en reste pas moins que le tournant du XX^e siècle représente un moment charnière, notamment parce que le monde est alors en phase de « mondialisation » accéléré – comme aujourd'hui dit-on facilement. Tout notre travail a consisté à examiner la pertinence de ce jugement rétrospectif, en évitant autant que possible la facilité de l'anachronisme conceptuel. Nous avons tâché en outre de relativiser l'idée d'une rupture au moment de la Première Guerre mondiale : cet événement et la grande crise des années 1930 ont joué le rôle de puissants révélateurs de l'état de mondialisation du monde, ou, dans les termes de l'époque, de la solidarité et de l'interdépendance existant entre les nations. Avant d'entrer plus précisément dans l'énoncé des résultats, les différentes hypothèses directrices doivent être rappelées, de façon à ressaisir à la fois les enjeux et la trajectoire d'ensemble de ce travail.

1. Les ambitions initiales et les principales hypothèses

Au plus court et au plus schématique, ce qui a été entrepris ici peut être qualifié d'une histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie. Ou du moins de l'essai ou de l'ébauche d'une telle histoire. Mais en réalité, il s'agit moins d'une histoire conceptuelle de la mondialisation (qui supposerait que le terme mondialisation soit un concept et qui impliquerait de s'intéresser aux discours qui emploient effectivement ce terme) que d'une histoire des conditions de possibilité, à la fois contextuelles, conceptuelles et intellectuelles, voire culturelles, du discours tenu aujourd'hui sur la mondialisation. En d'autres termes, nous avons eu davantage en vue l'histoire des conceptions du monde que celle des concepts de la mondialisation, et ceci principalement en géographie. Le biais disciplinaire ne doit cependant pas être exagéré : nous avons tâché de tisser un certain nombre de liens entre ce qui se passe en géographie et ce qui se passe dans d'autres domaines scientifiques ou culturels, en sorte

que l'histoire que nous proposons, au-delà de la géographie, semble avoir quelque validité générale. En mettant l'accent sur l'émergence du Monde (avec majuscule) comme objet spécifique, nous avons en outre souhaité distinguer cette recherche de l'histoire de la mondialisation telle qu'elle se pratique le plus couramment, pour ne pas dire systématiquement, c'est-à-dire sans remise en cause du caractère anachronique de la notion employée. Parler de l'émergence du Monde ou d'un niveau mondial ou encore d'une nouvelle dimension mondiale des phénomènes, permet en effet, *a contrario*, d'être sensible à des façons de dire et de penser la mondialité du monde sans les réduire à notre propre façon de dire et de penser, tout en conservant l'idée que des faits de *mondialisation* sont observables depuis la fin du XIX^e siècle – idée sans laquelle cette recherche n'aurait eu aucune justification. C'est le sens de la notion d'*actualité discursive* développée dans le premier chapitre.

Moins que les concepts donc, ce sont surtout les conceptions qui nous ont retenues, à la fois les visions du monde, les théories, les paradigmes, les mythologies, les idéologies, les modes de penser. Les conceptions ou les représentations du monde, expressions relativement interchangeables employées tout au long de cette thèse, ont été ainsi notre objet véritable. Si le « système Monde » ou simplement le Monde sont des notions en cours de conceptualisation, si la mondialisation est un terme qui pourrait éventuellement devenir aussi un concept, à condition que puisse être formulée une définition relativement stable et consensuelle, ils expriment une conception du monde qui, et c'est déjà ici une hypothèse, rend possible l'apparition d'un mot, l'essor d'une notion, l'avènement d'un concept – à moins que ce ne soit le fait de nommer qui fasse prendre conscience de l'existence d'une conception. Quoi qu'il en soit du rapport d'antécédence, on est donc tout à fait en droit de considérer que l'histoire des concepts doit passer par une histoire des conceptions. Voilà ce que nous avons tenté. Comment les observateurs du monde et particulièrement les géographes, entre 1890 et 1930, décrivaient-ils les faits de mondialisation sans disposer du terme ? Comment voyaient-ils, expérimentaient-ils, pensaient-ils le monde de leur temps ? Quel rôle a joué le contexte historique dans l'affirmation ou au contraire dans la mise en cause de leur(s) conception(s) du monde ?

Pour rappeler en quelques phrases synthétiques les principales hypothèses énoncées au début de ce travail, moins dans l'introduction d'ailleurs, qui avait pour tâche de délimiter le champ de recherche par rapport à d'autres directions possibles d'investigation, que dans le

premier chapitre, trois éléments s'imposent, si l'on délaisse les hypothèses secondaires et les diverses explicitations ou reformulations auxquelles nous avons été amené :

- La mondialisation ne peut pas être pensée seulement comme une dynamique d'intégration des sociétés à l'échelle planétaire : elle serait également une représentation du monde comme espace spécifique, c'est-à-dire comme Monde. La mondialisation doit être envisagée comme une façon particulière de penser le monde en tant que monde, comme une cosmologie du Monde.
- Cette cosmologie du monde comme Monde serait fondée sur une expérience de l'interdépendance, de la solidarité et de l'interaction entre les parties du monde, c'est-à-dire sur le sentiment que le monde constitue un Tout cohérent.
- Cette cosmologie du monde comme Monde est relativement indépendante des aléas contextuels : les phénomènes de désintégration sont aussi révélateurs de l'interdépendance que les logiques d'intégration, mais sur un mode problématique.

La formulation de ces hypothèses prend d'emblée à contre-pied un certain nombre d'attendus propres à l'histoire de la mondialisation et à celle de la géographie dont les deux principaux sont sans doute (1) que la mondialisation est un processus séquencé, où alternent des phases d'accélération de l'intégration et des phases de désintégration et de reflux ; (2) que la géographie de Paul Vidal de la Blache et de ses successeurs est régionalo-centrée et ne se préoccupe pas de ce qui se passe aux échelles les plus petites. Deux *a priori* qui ont été largement battus en brèche, et qui fondent les deux perspectives de renouvellement historiographique les plus consistantes au terme de ce travail. Nous les détaillerons dans un instant, après une présentation plus générale des pistes ouvertes, des interprétations nouvelles, bref des résultats factuels ou élémentaires, et un retour sur le parcours effectué.

2. Le chemin parcouru et les points d'arrivée

C'est en décortiquant deux imposants corpus, les *Annales de Géographie* et la *Bibliographie géographique*, qui ont été chacun lus le plus minutieusement possible de 1891 aux années 1950 et complétés par de nombreux autres textes, que se sont révélés les axes autour desquels cette géographie à l'échelle mondiale, en un sens donc inattendue, s'organisait. Il a paru important de rendre compte de l'ensemble de ces axes, de l'ensemble des aspects ayant trait à l'émergence du Monde en géographie, et de ne pas privilégier tel objet ou telle problématique, qui aurait pu être par exemple l'intégration économique. Cette dimension est certes tout à fait centrale, mais ne résume pas en son entier le discours géographique sur le monde. D'où un assez grand nombre de thèmes abordés au long de cette thèse – et l'impression peut-être d'éclatement, car chaque chapitre mériterait nombre

d'explorations complémentaires, dans la durée, dans les discours géographiques, dans le commentaire même des textes et documents présentés. Dans l'épilogue de la deuxième partie, qui a tenu lieu de conclusion, est bien apparu par exemple l'intérêt que représenterait l'étude précise des manuels scolaires, au moins ceux de terminale, pour la question qui nous a intéressé. De la même façon, même si nous avons très souvent eu recours à des textes étrangers, et surtout d'ailleurs dans le but d'éclairer le discours des géographes français, le travail de comparaison internationale reste pratiquement entier.

D'un point de vue général, plusieurs enseignements nuancent tout d'abord cette impression. Après une première partie qui a consisté en une mise en place de la question (théorique, méthodologique, bibliographique, biographique, iconographique), la deuxième et la troisième ont dégagé les deux plans essentiels de l'émergence du Monde : la consolidation d'objets mondiaux d'une part, c'est-à-dire de thématiques ou de problématiques de recherche qui matérialisent l'existence du niveau mondial dans le discours géographique, et la spécification de l'expérience du monde d'autre part, qui explique que de tels objets puissent voir le jour. Quant à la dernière partie, elle a visé à ressaisir de manière transversale et sous un horizon élargi (à la fois dans la chronologie et dans le corpus) les différentes modalités d'appréhension de la totalité terrestre et/ou mondiale en géographie, que ce soit dans la géographie universelle, dans la géographie générale ou dans ce que nous avons fini par appeler la « géographie mondiale ». Il est apparu que penser à l'échelle du Monde en géographie, malgré la nouveauté que cela représente indéniablement à partir de 1900, s'enracine dans des habitudes et des modes de penser anciens articulant le Tout et les parties de la Terre ou du monde dans la géographie générale et dans la géographie universelle. C'est le résultat théorique peut-être le plus intéressant de cette thèse : la géographie du Monde (qu'elle emprunte le langage organiciste ou celui de la systémique ou d'autres langages encore) fait rejouer des catégories géographiques classiques (comme la notion de connexité ou de connexion) et n'apparaît donc pas dans le champ géographique comme une invention radicale, ni à la fin du XX^e siècle, comme il est généralement pensé, ni à la fin du XIX^e siècle, comme il pourrait être tentant de le croire. La continuité l'emporte en ce domaine sur la discontinuité : en a témoigné par exemple, dans les *Géographies universelles*, le constat récurrent de la dimension mondiale enfin advenue.

De manière plus précise cependant, il est possible de passer en revue, en suivant l'ordre même de la réflexion, les résultats factuels les plus marquants, ceux qui représentent des éléments réellement nouveaux pour l'histoire de la géographie et celle de la mondialisation.

Le premier point qui paraît important à souligner touche à la mesure du fait mondial dans le discours géographique. Les premières analyses ont ainsi révélé que le terme mondial se diffusait en géographie à partir des années 1890, d'abord sous la forme d'un néologisme appelant des précautions stylistiques ou typographiques (comme la mise entre guillemets), et qu'il se banalisait après la Première Guerre mondiale, perdant ce caractère d'invention lexicale. De fait, l'adjectif entre dans le *Larousse* en 1903 : les géographes sont donc partie prenante d'un mouvement plus général de prise de conscience d'une nouvelle réalité mondiale au tournant de 1900. Ce que nous avançons à cet égard a donc une portée certainement pas propre à la géographie, ce qui n'est pas toujours le cas, comme nous l'avons vu à propos du discours géographique sur la grande crise des années 1930, à bien des égards en décalage par rapport à la vulgate de l'époque. Malgré l'invention d'un nouveau mot cependant, les termes terrestre, général, universel, international..., sont très longtemps employés pour décrire les faits de mondialisation, ce qui est un autre indice de la continuité conceptuelle existant entre différents types de géographies à l'échelle de la Terre ou du monde. Les géographes ont également recours à des expressions, à des métaphores, à des comparaisons, voire à des périphrases pour exprimer leur expérience de la *mondialisation* (au sens de ce qui devient mondial), mais assez rarement à des images : la production graphique s'est avérée, sauf exceptions, assez pauvre sur cette question. L'adjectif mondial se banalise en particulier en permettant la désignation de nouveaux objets scientifiques. S'il n'est pas question de résumer ici l'ensemble des éléments souvent très surprenants qui ont été rassemblés dans la seconde partie, le discours géographique s'est néanmoins révélé profondément investi par des objets mondiaux dont nous n'avons étudié que les principaux : l'économie mondiale ou le commerce mondial, le réseau mondial de communication, et la politique ou la puissance mondiale. Chacun à sa manière, ces objets, dont l'existence est fondée sur la mise en communication et en interdépendance des parties du monde entre elles et sur ce qu'on pourrait nommer un effet généralisé de proximité, rendent visible ce qu'il faut entendre par niveau mondial de réalité. Il ne sont d'ailleurs pas seulement des objets scientifiques, mais représentent une nouvelle façon de faire de la géographie, et même de la géographie régionale, car les géographes sont bien conscients qu'on ne peut plus décrire un espace ou un lieu sans tenir compte de ce qui est considéré comme un nouveau *milieu*, le milieu mondial.

Dans la troisième partie, nous avons tâché d'examiner le lien existant entre les mutations observables dans le discours sur le monde, qui s'expriment sous la forme lexicale, thématique ou problématique, et les transformations du monde, du moins telles qu'elles sont

perçues, ressenties, expérimentées par leurs observateurs. Le postulat sous-jacent est que le discours sur le Monde traduit une certaine forme d'expérience du monde, dont le caractère principal s'avère être éminemment paradoxal : le monde est perçu comme fini, clos, bouclé, c'est-à-dire individualisé d'une certaine manière, mais également comme profondément divisé. Ce paradoxe entre l'unification et la division, cette individualisation paradoxale du monde explique, d'un point de vue cosmologique, que la pensée du Monde se soit exprimée en termes organiscistes ou systémiques. Dans un organisme comme dans un système, les organes comme les éléments se trouvent en effet à la fois intégrés et fonctionnalisés dans l'ensemble, mais suffisamment spécifiques pour être distingués les uns des autres. L'effort de clarification épistémologique auquel nous aboutissons dans la dernière partie, permet ainsi, tout en décryptant les différents schémas de l'holistique géographique, d'élucider en quelque manière les raisons de notre surprise initiale. Entrer dans la fabrique intellectuelle du Monde a ainsi été l'ambition progressivement affirmée et explicitée de cette recherche, qui ouvre au final deux perspectives majeures de renouvellement historiographique : d'un côté, il nous semble avoir progressé dans la formulation d'une définition géographique de la mondialisation, et d'un autre côté, nous avons éclairé sous un nouveau jour la géographie française de la première moitié du XX^e siècle.

3. Une interprétation géographique de la mondialisation

La question la plus générale peut-être à laquelle nous aimerions pouvoir répondre, est de comprendre ce que pourrait être la mondialisation d'un point de vue géographique. Pas d'un point de vue économique ou social ou politique ou culturel, mais d'un point de vue géographique : cela impliquerait de penser la mondialisation comme un processus affectant les lieux, les espaces et les relations entre les lieux ou entre les espaces. De toute évidence, un tel point de vue mettrait en jeu des logiques économiques, sociales, culturelles, politiques, mais c'est une question à la fois plus rudimentaire ou plus étroite, et plus générale ; car en même temps que circulent des hommes, des produits, des idées..., et qu'entrent en communication des sociétés éloignées, la mondialisation met en relation les lieux et les espaces et les rend solidaires entre eux. La mondialisation est une dynamique de diffusion et de relation, en même temps qu'une représentation de l'espace mondial comme formant un tissu d'interrelations complexes. Contribuer à déterminer quel apport peut être spécifiquement celui de la géographie à l'étude de cette représentation et de ce processus de mise en relation et de mise en dépendance (et de ses répercussions en chaque lieu du monde) était d'emblée au programme de cette histoire du traitement géographique des faits de mondialisation.

Or qu'est-il apparu ? En allant à l'essentiel, concevoir le monde comme Monde suppose de faire l'expérience d'une interdépendance généralisée entre les parties du monde. Ce qui peut sembler banal, mais exprime pourtant la logique géographique de la mondialisation. Si, comme nous l'avons maintes fois affirmé, l'entre-deux-guerres représente un moment de prise de conscience de la mondialité du monde – ce qui paraît moins banal, au moins sous un angle historiographique –, c'est parce que l'existence du Monde n'est pas remise en cause par la diminution du commerce international ou l'inversion de telle autre dynamique généralement associée à la mondialisation. Si les géographes analysent la guerre mondiale et la crise mondiale des années 1930 comme des événements de portée mondiale, c'est parce qu'ils les perçoivent comme des révélateurs de solidarité. Il semblerait donc au total que l'histoire de la mondialisation (mais également son étude comme phénomène contemporain) devrait davantage prendre en considération les représentations du monde et ne pas se contenter de l'examen, rétrospectif ou non, des critères de l'intégration (économique) mondiale. Un monde en crise n'en est pas moins mondialisé. Plus largement, au prisme qui est le nôtre, il est apparu que l'ouverture économique du monde n'était pas une condition nécessaire de sa perception comme Monde. Nous dirions même : au contraire. Les géographes, au temps de la « première mondialisation », ont surtout observé une crise du libre-échange, qui ne va d'ailleurs pas se rétablir avant la fin du XX^e siècle – encore qu'il soit contestable que *notre* monde soit réellement libre-échangiste. Ce qui nous invite à penser, là encore de manière paradoxale, que la mondialisation est une logique caractérisant davantage le monde « cloisonné » ou « compartimenté », pour reprendre des notions essentielles de Jean Gottmann, que le monde de la « circulation », le monde de la résistance au mouvement ou de l'*iconographie* davantage que celui du mouvement (1952, p. 214). La contradiction contemporaine entre les efforts d'ouverture économique, par exemple dans le cadre du GATT puis de l'OMC, et les tendances à la régionalisation politique et économique, illustrent très bien une ambiguïté perceptible dans le discours sur le monde depuis les années 1890. Un monde non cloisonné, un monde de la libre circulation est un monde dominé par une puissance hégémonique. Or le Monde, tel du moins qu'il surgit au début du XX^e siècle, est un espace où la possibilité qu'il y ait *un* centre a disparu.

C'est de fait l'une des images qui ressortent le plus nettement de ce travail : le Monde est un espace déchiré, traversé de rivalités multiples, champ de bataille, et rien moins qu'espace unifié. Le Monde est un espace découpé, cloisonné, régionalisé comme le disait Albert Demangeon en 1920, c'est-à-dire partagé et multipolarisé. A cet égard, l'ancienneté de

la représentation d'un monde *triadique* n'est pas la découverte la moins étonnante. La conclusion qui paraît s'imposer est alors qu'on ne saurait penser la mondialisation, ce processus producteur du Monde, comme une dynamique d'unification du monde. Le monde devient *un*, il est vrai, parce que tous les lieux se trouvent reliés (économiquement, politiquement, culturellement) entre eux ; mais il ne s'organise pas de manière unifiée. Les frontières ne disparaissent pas, au contraire, les Etats ne s'effacent pas, ni les empires. L'interdépendance est fonction du découpage en entités distinctes. L'intégration mondiale a pour corollaire, sinon toujours la désintégration, du moins la fragmentation, la concurrence et l'affrontement, la pluralité et le partage. Pour penser le monde comme un organisme ou comme un système, il convient de le redire, il faut bien qu'il y ait des organes ou des éléments identifiables comme entités non pas indépendantes ni isolées, mais identifiables et distinctes, c'est-à-dire avec des limites ou des frontières. On se méprendrait, selon nous, à penser le cloisonnement du monde comme une logique contraire à la mondialisation : elle lui est au contraire consubstantielle.

4. Une géographie classique revisitée

Le dernier aspect que cette conclusion voudrait aborder a trait au visage de la géographie dans sa période d'institutionnalisation et dans sa période classique. Il contraste en effet sur bien des points avec les idées que nous pouvions avoir avant de commencer et qui sont largement dominantes dans la communauté des géographes. Deux points nous paraissent devoir être relevés. Tout d'abord, les géographes du premier XX^e siècle se sont révélés très ouverts à une réflexion d'échelle mondiale. La géographie française, mais pas seulement, est depuis le XIX^e siècle habituée à manier la notion de totalité, et ce à différentes échelles. La Terre, le monde, puis le Monde sont des objets que l'analyse géographique ne néglige absolument pas. Il est clair, pour en donner un exemple frappant, que les géographes ont été fortement marqués par la finitude du monde et l'achèvement, au moins symbolique, des découvertes et qu'ils les ont perçus comme de grands défis pour la science géographique, avec la formulation des enjeux d'une connaissance intensive de la Terre. Mais au point de vue de la pensée du monde, ce thème de la finitude s'impose comme un facteur essentiel de prise de conscience que le monde forme désormais une totalité géographique cohérente et organisée. L'idée initiale que cette géographie à l'échelle du monde était marginale reste juste, mais seulement dans une certaine mesure : peu de textes s'y réfèrent directement. Mais en revanche la plupart des géographes se trouvent peu à peu contraints d'intégrer l'échelle mondiale pour expliquer les phénomènes observables dans le cadre régional ou national. On a ainsi cherché à

dégager, dans la masse des écrits géographiques (ou d'intérêt géographique), les représentations dominantes du monde en géographie, et ceci de deux façons : soit en centrant l'étude sur quelques auteurs dont la production a été très significative (Vidal de la Blache, Reclus, Zimmermann, Clerget, Maurette, Demangeon, Siegfried...), en allant au-delà des habituelles et vagues références à des précurseurs, soit en collectant des citations multiples de multiples auteurs (tous d'ailleurs n'étant pas géographes) pour créer une sorte d'effet de cristallisation. Il est vrai que le travail d'interprétation, par le biais de rapprochements, de supputations, d'inductions, a souvent dû être assez conséquent, car on rencontre assez peu d'explicitations (il y en a cependant) de la façon dont les géographes voient le monde. En tout état de cause, un niveau d'analyse mondial existe bel et bien dans le discours géographique classique. Les géographes étudient les grands problèmes mondiaux, d'ailleurs plus ou moins fantasmés, et prennent même pour certains position dans les débats qu'ils suscitent : la surpopulation du globe, le « péril jaune » et la question du Pacifique, l'approvisionnement en matières premières, la localisation du centre de gravité mondial, la colonisation ou les concurrences économiques, les grands travaux d'infrastructure, la mise en place d'une Société des Nations... Le moins que l'on puisse dire est que, entre 1890 et 1930 ou 1940, les géographes ont participé à la réflexion sur les points chauds de l'actualité mondiale.

L'étude de la manière dont ils ont abordé ces questions et dont ils ont appréhendé les réalités géographiques à l'échelle mondiale, s'avère en second lieu riche d'éléments permettant de réinterpréter un certain nombre de notions géographiques *classiques*, là encore en contraste avec un certain nombre d'attendus historiographiques et épistémologiques. La première idée est que penser à l'échelle mondiale – et nous avons dit combien l'expression d'échelle était maladroite et provisoire (voir p. 56 *et sq.*) –, revient en grande partie à penser le Monde comme un nouveau milieu géographique. L'expression de « milieu mondial » est même apparue, en 1907, sous la plume de Maurice Zimmermann (voir p. 128). Plus généralement, il faut rappeler l'importance croissante que les géographes accordent à la conjoncture mondiale (ce qui se passe dans le monde et au niveau du monde) pour décrire et expliquer ce qui se passe en chaque lieu du monde. Nous l'avons bien montré, croyons-nous, avec la crise des années 1930. Parfois même, les géographes expriment assez clairement la nécessité de ne pas isoler un lieu ou un espace de son contexte mondial ou de sa « position mondiale », notamment en matière économique, mais aussi en matière de circulation et de politique. Ainsi André Cholley dans son article de 1946 sur les systèmes agraires, observe-t-il, et ce doit être pour nous une forme de confirmation synthétique, que « l'organisation nouvelle

du monde occidental, fondé sur le libéralisme économique, réalise un milieu nouveau qui sollicite des transformations » (p. 99). C'est aussi le constat de Louis Poirier, en 1947, ou d'autres encore, comme Maximilien Sorre, Pierre George ou Jean Gottmann, par exemple dans son ouvrage de 1952 sur *La politique des Etats et leur géographie*. Il y a assurément en géographie, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, une tendance assez marquée – quoique pas nécessairement partagée par tous les géographes – à approfondir les problématiques mondiales. Cette période des années 1940-1950, dont nous avons dû renoncer à assurer l'étude ici pour des raisons à la fois de temps et de place, mérite par conséquent d'être explorée en profondeur, dans le prolongement de cette thèse.

A l'encontre d'une conception stéréotypée et principalement environnementaliste ou écologique (c'est-à-dire *verticale*) du milieu, il faut bien admettre que les géographes dans la première moitié du XX^e siècle, ont développé une conception beaucoup plus large : le milieu est pensé comme l'ensemble des conditions permettant d'expliquer les phénomènes et processus locaux et régionaux voire nationaux, y compris donc la conjoncture mondiale. Jean Gottmann, toujours en 1952, et à la suite du passage cité dans la conclusion de la quatrième partie, propose une définition du milieu qui, au contraire des acceptions naturalistes classiques, le présente comme une notion d'orientation essentiellement *horizontale* :

Le milieu géographique est un système de relations qui s'inscrivent dans l'espace différencié et organisé accessible aux hommes. Il ne peut donc y avoir en géographie de déterminisme que sous la forme d'un *déterminisme de relations*. Les faits géographiques sont par leur nature même des faits *relationnels*. (p. 15)

La géographie, pour Gottmann, ne peut-être qu'une science des relations entre les faits et entre les lieux. Si l'émergence du Monde et d'une géographie à l'échelle mondiale se traduit par un enrichissement de la notion de milieu, c'est la notion même de lieu qui se trouve par là-même redéfinie. Les derniers chapitres nous ont amené en effet à penser qu'il ne pouvait y avoir de géographie strictement locale, centrée sur un lieu ou une région indépendamment des autres lieux ou régions – c'est ce que théorise Gottmann. Mais Vidal, Reclus ou Brunhes considéraient déjà la géographie comme une science de l'interrelation et de l'interconnexion, y compris à l'échelle mondiale, une science du « trait d'union ». L'omniprésence du thème de la circulation, de l'échange, de la mobilité..., en est un marqueur relativement indiscutable. Comme le note Gottmann, à propos de Paul Vidal de la Blache, « il n'est pas, pour Vidal, de phénomène plus important en géographie politique que de suivre comment des éléments de vie générale viennent s'infiltrer dans la diversité des faits locaux » (1952, p. 49). Le lieu est

en quelque manière toujours saisi dans ses relations avec les autres lieux, de telle sorte que la géographie apparaît comme l'étude de la relation entre les lieux, bien avant que l'on parle d'interaction spatiale ou d'analyse spatiale. L'intérêt qu'il y aurait à étudier précisément le discours géographique des années 1940 et 1950, résiderait d'ailleurs en partie dans le fait que s'y prépare l'avènement de l'analyse spatiale et que certains géographes, parmi lesquels s'impose Edward L. Ullman, notamment pour son célèbre article de 1954 (republié en 1980), « *Geography as Spatial Interaction* », formalisent cette intuition plus ancienne que l'espace géographique se constitue d'interactions multiples entre les lieux. La notion d'interaction, alors courante en sociologie, permet à Ullmann de recadrer conceptuellement la notion de situation, de relation ou de circulation (1980, p. 13). Par rapport au site, qui exprime une relation, dit-il, verticale, la situation ou l'interaction spatiale permet de décrire des relations de type horizontal entre des lieux ou des aires. Si les exemples cités à l'appui de ses propositions théoriques pour ériger un système de description et d'explication de l'interaction spatiale¹, sont principalement régionaux et nationaux, la portée de la notion ne doit pas nous échapper, car c'est au fond d'interaction à l'échelle mondiale que nous avons presque constamment traité. Et lui-même n'ignore pas les formes d'interaction existant à l'échelle du monde, par exemple en termes de complémentarités et de spécialisations économiques (p. 15 et 25-26). L'idée essentielle, valable donc d'abord à l'échelle régionale et nationale mais ensuite également à l'échelle mondiale, est ainsi qu'un lieu ne semble plus pouvoir se définir que dans son rapport au moins potentiel avec un ou d'autres lieux. C'est là sans doute l'un des apports épistémologiques les plus assurés de ce travail : la progressive *mondialisation* de la géographie, au sens de son ouverture à la dimension mondiale des phénomènes, accompagne ce redimensionnement fondamental de ses modes de faire et de penser.

¹ « To sum up: a system explaining material interaction can be based on three factors: (1) complementarity – a function of areal differentiation promoting spatial interaction; (2) intervening opportunity (or “opportunities”) between two regions or places; (3) distance, measured in real terms including cost and time of transport and effect of improvement in facilities. » (1980, p. 18).

INDEX DES AUTEURS CITES

Les pages où l'on pourra trouver des indications biographiques, allant de la simple notation à l'encadré ou à l'exposé plus complet, ont été indiquées en italique.

A

Adda, Jacques, 65
 Alavoine-Muller, Soizic, 89, 130, 143
 Albenque, A., 185
 Albitreccia, Antoine, 185, 193, 205, 237, 239, 241, 258, 418
 Allain, Maurice, 540
 Allix, André, 125-6, 383, 512
 Allix, Juliette, 117, 184, 384, 386
 Ancel, Jacques, 312-315, 319, 458
 Andree, Karl, 102, 122, 158, 197
 Andurain, Julie (d'), 231
 Angell, Norman, 40, 418
 Aragon, Louis, 400
 Arbos, Philippe, 185, 199, 237, 239, 391
 Arenberg, Prince Auguste (d'), 231
 Arnaud, Georges, 94-5, 117, 137, 477
 Arrault, Jean-Baptiste, 25, 84, 144, 198, 267, 275, 336, 355, 436, 464, 549, 598, 609, 610
 Arrhenius, Svante, 384
 Atwood, Wallace W., 491, 493, 508, 513, 561
 Aubert, Louis, 521
 Auerbach, Bertrand, 24, 135, 478
 Augé, Claude, 87
 Auriac, Franck, 603, 606

B

Bachelard, Gaston, 71
 Bachimon, Philippe, 581, 583
 Bailly, Antoine, 541
 Bairoch, Paul, 41, 63, 201, 268, 499, 510
 Balbi, Adrien, 98
 Baldwin, S.E., 282
 Barbié du Bocage, M.V.M., 97
 Barret-Lagrèze, P., 175, 185
 Bartholomew, J.G., 102, 134, 424, 501
 Bastide, Françoise, 81
 Baudelle, Guy, 69
 Baulig, Henri, 95, 184, 217, 265, 277-8, 281, 315, 397, 404, 459, 498, 584-5, 604
 Baumont, Michel, 205
 Beaud, Michel, 16
 Beausoleil, Jeanne, 425
 Beem, 93
 Bellet, Daniel, 118, 119-0, 123-4, 184, 219, 227, 274, 373, 382, 591
 Bénichi, Régis, 39
 Benko, Georges, 27, 50, 158, 183
 Bérard, A., 201
 Bérard, Victor, 520-522

Berdoulay, Vincent, 26, 48, 50, 66-7, 69-0, 76, 118, 372, 448, 581, 586
 Berger, Suzanne, 40-1, 225, 418, 451, 519, 520
 Bergier, Jean-François, 123
 Bernard, Augustin, 224-5, 349, 448, 478, 549
 Bertalanffy, Ludwig (von), 606-7, 614
 Besançon, Jean, 237, 241
 Besse, Jean-Marc, 14, 35, 61, 72, 74, 112-3, 130, 139, 142, 254, 336, 341, 539, 583-4
 Bethemont, Jacques, 125-6
 Blache, Jules, 125, 478
 Blanc, Edouard, 216, 403, 479
 Blanchard, Raoul, 183, 478, 483
 Blanckaert, Claude, 580, 582, 589, 590
 Bliss, Tasker H., 277
 Bloch, Marc, 123, 606
 Blondel, Georges, 122, 366
 Blondiaux, Loïc, 7, 39
 Bonhomme, Marie, 425
 Bonin, Hubert, 231, 511-2, 514
 Bost, François, 53
 Boulineau, Emmanuelle, 479
 Bourdieu, Pierre, 59
 Bourgeois, Léon, 591, 597
 Boutry, Léon, 212
 Bowman, Isaiah, 100, 318, 354, 378, 399, 403, 404-408, 484, 485-487, 492-3, 540, 542, 544, 546, 549, 564
 Boyer, Robert, 37
 Bague, Rémi, 61, 85, 109, 337, 345
 Braudel, Fernand, 19, 21, 34-37, 43, 161, 444, 617
 Braunstein, Jean-François, 71
 Brenier, Henri, 162, 395-6, 403
 Bresson, M., 395, 403
 Bretagnolle, Anne, 51, 247, 412, 417
 Breton, André, 87
 Brian, Eric, 391
 Briend, Anne-Marie, 26
 Brigham, Albert P., 122, 160
 Brissaud-Desmaillet (général), 226
 Brisse, André, 247, 249
 Bruneau, Michel, 511, 515
 Brunet, Roger, 48, 437, 533, 539, 541, 548, 552-556, 613-4
 Brunhes, Bernard, 360, 373
 Brunhes, Jean, 24, 117, 125, 134-5, 143, 169-174, 178-180, 192, 207, 213-4, 225, 227, 229-0, 242, 250, 263, 268, 270, 313, 340, 350, 352-355, 358, 360, 368, 370, 373, 387, 414-416, 425, 427, 431, 435, 441, 478, 483, 489-0, 521, 527, 544, 549, 561, 572-574, 588, 595-6, 598-9, 609, 616, 633
 Buache, Philippe, 12

Busson, Henri, 124, 173, 327, 329, 332-3, 420, 463, 591, 599
 Buttimer, Anne, 77, 561, 563, 580, 583, 587, 597, 600

C

Cabanel, Patrick, 498
 Camena d'Almeida, Pierre, 93, 216-7, 349, 389
 Camus, Albert, 87
 Canguilhem, Georges, 71, 75
 Cantagrel, S., 98, 211, 438, 440
 Capot-Rey, Robert, 183, 215, 217, 225, 512-3
 Caraci, G., 395, 403
 Carrière, Bruno, 220, 225
 Carroué, Laurent, 43, 52-54, 386, 620
 Cassou, Marcel, 221
 Caullery, Maurice, 424-5
 Cavaillès, Henri, 512-3
 Célrier, Jean, 95, 185, 203, 236
 Chabanier, E., 592
 Chabot, Georges, 478, 482, 550
 Chabot, Jean-Luc, 465, 467
 Chardonnet, Jean, 206-7, 213, 280, 387
 Charle, Christophe, 453, 456
 Charlier-Tabur, V., 99
 Chartier, Marcel-M., 94, 105, 260
 Charvet, Jean-Paul, 177-8
 Chataigneau, Yves, 482
 Chavannes, Edouard, 544
 Chevalier, Auguste, 159, 167
 Chevalier, Jean-Pierre, 321, 324
 Chevalier, Michel (1), 246
 Chevalier, Michel (2), 24
 Chisholm, George G., 122, 158, 169, 428
 Cholley, André, 24, 127, 350, 565, 566, 570-1, 603, 606-608, 615, 632
 Clark, Colin, 470
 Claval, Paul, 8, 19, 45, 47-49, 63, 69-0, 118, 122-3, 155, 158, 160, 182, 188, 306-7, 315, 373, 380, 420, 463, 515, 607
 Clavéry, Edouard, 521
 Clerc, Pascal, 1, 15, 24, 158, 232, 320-1, 326, 363
 Clerget, Pierre, 102, 118, 121-123, 158, 160, 166-168, 173-4, 180, 188, 193, 253, 282, 368, 371-373, 387, 435, 458, 533, 594, 596, 632
 Clout, Hugh, 24, 186, 527, 540, 551
 Clozier, René, 192, 566, 593, 594
 Colin, Elicio, 94-5, 117, 188, 200, 225, 239, 241, 252, 310, 390, 408
 Coolidge, Archibald C., 104, 156, 274, 277-281, 283, 288, 292, 318, 466-7, 474, 485
 Cordellier, Serge, 60
 Cortambert, Eugène, 274, 549
 Cosgrove, Denis, 9, 13, 43, 111, 130, 140, 260, 298, 354, 355
 Cressey, George B., 399
 Crouzet, François, 42, 199
 Crozet, René, 185, 193, 237-8, 240, 258-9, 266, 417
 Cvijic, Jovan, 483

D

Dagorn, René, 37, 42, 46, 53, 58, 86
 Dallet, Gabriel, 143
 Dardel, Eric, 336
 Darwin, Charles, 76, 567, 568
 David, Henri, 174
 Daviet, Sylvie, 53
 Debarbieux, Bernard, 57
 Debord, Guy, 424
 Debyser, F., 181, 199, 461, 470, 514, 523
 Decensièrre-Ferrandière, André, 236
 Deckert, Emil, 284
 Decugis, Henri, 460-1, 470
 Deffontaines, Pierre, 24, 392, 521
 Delaisi, Francis, 505
 Delanglard, Charles, 142
 Delfosse, Claire, 27
 Demangeon, Albert, 47, 89, 92, 94-5, 110, 117, 173, 177, 181-2, 185-187, 191, 193-4, 196-7, 199-203, 205, 215, 236-239, 241-243, 261, 265, 275, 307, 309-315, 317-319, 376, 380, 383, 390-1, 393-395, 397-8, 402-404, 427, 430, 432-3, 441-2, 444, 447, 451, 452, 456-462, 464-5, 468, 469-0, 478, 482-484, 493, 496, 505, 508-9, 513-517, 523, 527-8, 533, 540, 544, 550, 565, 589, 591-2, 596, 602, 606, 609, 611, 630, 632
 Demoulin, F. (capitaine), 226
 Deneux, Jean-François, 50, 603
 Denis, Pierre, 237
 Dennery, Etienne, 318, 393, 505, 530
 Descartes, René, 75
 Dingelstedt, Victor, 282, 520
 Dix, Arthur, 102, 191, 282, 285, 305, 307, 311
 Dodds, Klaus, 298
 Dollfus, Gustave-F., 234
 Dollfus, Olivier, 16, 18, 20, 42-3, 45, 47, 52-55, 57, 62, 65, 109-0, 147, 198, 206, 334, 410, 444, 447, 452, 455, 463, 495, 501, 554, 559, 596, 607-609, 614-616, 617-620
 Dörries, Matthias, 43
 Dory, Daniel, 511
 Doucet, Robert, 221, 222, 223
 Doutaut, Fabienne, 60
 Drapeyron, Ludovic, 22
 Drevet, Louis Eugène *alias* Léo Byram, 521
 Driant, Emile *alias* capitaine Danrit, 520
 Dubois, Marcel, 24, 69, 122, 158, 159-0, 168, 173, 273, 327-329, 332, 349, 410-1, 453, 499, 590
 Dufief, Pierre-Jean, 519
 Dumas, Albin, 234
 Dupuy, Paul, 143, 188, 324
 Durand, Guy, 162, 395-6
 Durand, Marie-Françoise, 17-8, 42, 44, 47, 54
 Durand-Dastès, François, 603, 606-7, 615
 Dutil, Léon, 324
 Duval, Jules, 158
 Duveyrier, Henri, 221

E

Eckert, Max, 168-9, 177, 187, 253, 431, 439, 446-7, 594
Edminster, Lynn R., 381
Eisenmann, L., 482
Engels, Friedrich, 38, 155
Espagne, Michel, 25, 196, 281, 288
Eucken, Rudolf, 476

F

Fabre, Gérard, 314, 460
Fache, Jacques, 53
Fairgrieve, James, 304
Fallex, Maurice, 478, 586
Faucher, Daniel (lieutenant), 482
Febvre, Lucien, 48, 451, 477, 548, 550
Fedossejev, I.A., 111
Ferras, Robert, 48, 541, 544, 546, 549, 555
Ferri, Laurent, 38, 400, 445
Fèvre, Joseph, 124, 173, 327, 329, 332-3, 420, 591, 599
Fichelle, A., 482
Ficheux, Robert, 387
Fichte, J.G., 498
Fidel, Camille, 514
Finch, V.C., 196
Fischer, Theobald, 284
Flamand, G.-B.-M., 223-4
Fleury, Jules, 119
Fligstein, Neil, 59
Folhen, Claude, 124, 275
Foucault, Michel, 70-73
Foureau, F., 223-4
Foville, Alfred (de), 132-134, 179, 373
Frémeaux, Jacques, 424, 451, 510, 512, 514-516
Freytag, G., 247
Friedrich, Ernst, 121-2, 151, 168, 360, 368-9, 373
Froberville, Eugène (de), 97
Froidevaux, Henri, 95-6
Froude, J.A., 433
Furetière, 603

G

G., 220, 224, 251
Galison, Peter, 418
Gallois, Lucien, 25, 63, 92-95, 117-8, 127, 134, 164-167, 169, 184, 188, 269, 290, 324-5, 349, 355, 383, 426, 441, 458, 478, 482-3, 489, 526, 528, 540-1, 544, 547, 549-553, 556-7, 564-5, 572-3, 590
Gallouédec, Louis, 274
Galton, Francis, 134
García Alvarez, Jacobo, 27
Garnier, François-Adrien, 140, 141, 142
Gaussen, H., 185
Gautier, Emile-Félix, 223-4, 311, 448, 512
Gay, François, 24, 186
Geddes, Patrick, 269

George, Pierre, 319, 398-9, 404, 451, 498, 509, 540, 547, 554, 633
Gerlach, Kurt A., 103, 191
Germain, Louis, 424, 425
Gervais, Michel, 181
Ghorra-Gobin, Cynthia, 43-4, 53
Gibert, André, 125-127
Giblin, Béatrice, 47
Girardin, Paul, 143, 277, 524
Giraud, Hubert, 264
Gispert, Hélène, 323-4
Glenn Penny, H., 43
Goblet, Yves-Marie, 22, 241, 310, 312-314, 506-7, 518
Godlewska, Anne, 550
Gomez Mendoza, Josefina, 27, 453
Gonnard, René, 104, 156, 162, 165, 392
Gosme, Cyril, 1, 50, 100, 422, 541, 546, 569
Gottmann, Jean, 15, 47, 239, 313-315, 319, 388, 393, 431, 509, 540, 556, 621, 630, 633
Götz, Wilhem, 135, 167
Gould, Peter, 8
Gourou, Pierre, 393
Granger, Ernest, 540, 544, 548, 551, 557, 595-6
Grataloup, Christian, 16, 20, 42, 45, 47, 54, 57, 131, 446, 559
Groffier, Valérien, 133, 165-6, 172, 177, 499
Gruzinski, Serge, 35, 37, 145, 423, 446
Guanzini, Catherine, 299, 600
Guéneau, L., 185, 592
Guérin Denis, 188
Guillot, E., 95-6
Guyot, Arnold, 363
Guyot, Yves, 119-0, 124

H

Haeckel, Ernst, 476
Haggett, Peter, 614-5, 618
Hahn, Eduard, 367, 369, 374
Halbwachs, Maurice, 188, 391, 393-4, 523
Hantos, Elémer, 376, 379, 381
Hartog, François, 543
Harvey, Francis, 27
Haumant, E., 482
Hauser, Henri, 116, 118, 123-4, 128, 173, 181-2, 274-276, 282, 313, 327, 329, 332-3, 375-6, 379-0, 382, 397, 411, 420, 427, 453, 458, 466-468, 478, 481-483, 492, 504-506, 520, 591, 599
Haushofer, Karl, 102, 282, 304, 306-309, 311, 313, 395, 441, 469, 530
Hazard, Paul, 443
Heffernan, Michael, 24, 136, 221, 312, 533
Helmut, Hans F., 290, 440
Hennig, Richard, 311
Herrle, G., 247
Hersent, Georges, 104, 156, 212-214, 227
Hettner, Alfred, 26, 306
Hevesy, Paul (de), 181
Hitier, Henri, 92, 171-172, 176, 178, 184, 479
Höler, Sabine, 43

Hözel, Emil, 297
 Hüber, William, 98, 134, 247, 249
 Hückel, G.-A., 169, 256, 286, 432
 Hugon, Philippe, 37-8, 154
 Hulin, Nicole, 323-4
 Humboldt, Alexandre (de), 26, 77, 167, 567-8, 572, 580, 583-4, 587, 604, 619
 Huntington Ellsworth, 197
 Huntington, Samuel P., 539-0
 Huot, 548

I

Idei, Seishi, 393
 Inama-Sternegg, Charles-Theodore (von), 104, 156-7, 174, 212, 278, 467, 497, 525

J

Jacob, Christian, 131
 Jacob, Léon, 253
 Jacquard, Albert, 340, 403
 Jacquard, R., 403
 Jaisson, Marie, 391
 James, Harold, 42
 Jean-Brunhes Delamarre, Mariel, 225, 425
 Jefferson, Mark, 396
 Joerg, .W.L.G., 406
 Johanet, F.-E., 273, 275
 Johnston, G.A., 527
 Jollivet, Marcel, 181
 Julien, Raymond-Ch., 238

K

Kapp, E., 435
 Kearns, Gerry, 299, 406, 534, 600, 601
 Kébabdjian, Gérard, 37
 Keltie, Scott J., 251, 547
 Kergomard, Joseph-Georges, 122, 158-160, 168, 173, 273, 327-329, 332, 410-1, 499, 590
 Kern, Anne-Brigitte, 36, 359
 Kern, Stephen, 248, 365, 412, 416-7
 Kjellen, Rudolf, 290, 305-307, 310
 Klein, Jean, 306
 Kline, Karen, 136
 Korinman, Michel, 273, 283, 285, 286, 291, 295, 306, 308, 309, 310, 311, 316, 441, 456, 466, 582
 Koselleck, Reinhart, 68-9, 74, 110, 543
 Koyré, Alexandre, 341, 343
 Kozul-Wright, Richard, 41, 201, 499
 Kraus, Alois, 167, 169
 Kuhn, Thomas, 79, 552

L

Laboulais-Lesage, Isabelle, 12, 347
 Lacoste, Yves, 48, 53-4, 86, 304, 460
 Lafaille, Richard, 25
 Laïdi, Zaki, 58, 337
 Lambilliotte, Maurice, 181

Landy, Pierre, 176
 Lapicque, P.-A. (capitaine), 480
 Laplace, P.S., 604
 Lapparent, Albert (de), 144, 349, 352
 Larnau, Marcel, 549
 Larousse, Pierre, 87
 Latour, Bruno, 80-1, 89, 114, 148
 Launay, Louis (de), 92, 94, 101, 366-7, 378, 387
 Lautensach, Hermann, 306
 Lavallée, T., 548, 550-1
 Le Goff, Jacques, 36
 Le Lannou, Maurice, 496-7, 593, 595, 608
 Leacock, Stephen, 508
 Lebon, André, 234
 Leclerc, Jacques, 397
 Lecomte, H., 99
 Lederlin, A., 92-94, 134, 164-167, 169, 564
 Lefebvre, Henri, 557
 Lefort, Isabelle, 321, 323
 Legendre, A.F. (docteur), 461, 523, 526, 529
 Legras, Jules, 219
 Lejeune, Dominique, 24
 Lemosof, Paul, 97
 Lenschau, T., 247, 249
 Leroy-Beaulieu, Anatole, 278
 Leroy-Beaulieu, Paul, 221, 234
 Lescent- Giles, Isabelle, 124, 329
 Lesourd, Michel, 425
 Levainville, Jacques, 24, 185, 186-7, 377, 383
 Levasseur, Emile, 24, 102, 119, 155, 157-8, 159, 179, 232, 234, 274, 281, 363, 454, 498
 Lévy, Jacques, 9, 17-19, 42, 44-47, 53-57, 60, 62, 125, 367, 530
 Lévy, Raphaël-Georges, 119
 Lévy, Roger, 530
 Lewis, Martin, 13
 Liauzu, Claude, 220-1, 224
 Littré, Paul-Emile, 87
 London, Jack, 519
 Lorin, Henri, 128, 156, 221, 226, 262, 312
 Loty, Laurent, 84
 Lovelock, J.E., 597
 Lozé, Edouard, 365
 Luginbuhl, Yves, 359
 Lussault, Michel, 18, 428

M

Mackinder, Halford J., 112-3, 115, 144-5, 161, 291-2, 294, 297-8, 299-304, 308, 349, 406, 416, 422, 428, 432, 435, 438-9, 442, 479, 481, 484, 486, 533, 542, 558, 561, 580, 600-1, 614, 616
 Mahan, Alfred T., 292, 298, 301-2, 304
 Mairey, A., 586
 Malavialle, Léon, 218
 Malte-Brun, Conrad, 538, 541, 544, 547-8, 550-1
 Malte-Brun, Victor, 347, 349, 548
 Malthus, 364, 394-399
 Mann, Thomas, 475, 477, 544
 Manzagol, Claude, 43, 53-4, 341
 Marbut, C.F., 397

Marchand, Philippe, 321, 324-5
 Marc-Schrader, Lucien, 263
 Maret, Marie-Paule, 321-2
 Margerie, Emmanuel (de), 114, 478
 Margolin, Jean-Louis, 34, 39, 41, 440, 524, 531
 Marin, Séverine-Antigone, 123
 Marres, Paul, 509
 Marsh, George P., 359-0, 373
 Martonne, Edouard (de), 97
 Martonne, Emmanuel (de), 25, 27, 118, 127, 257, 297, 350-353, 478-9, 482-3, 541, 565, 568-9
 Marx, Karl, 38, 155
 Mattelart, Armand, 11, 36, 59, 78, 86, 150, 211, 246, 249, 286, 418, 426, 453, 460, 487-8, 586, 591
 Maull, Otto, 305-307, 311
 Maunier, René, 424
 Maurette, Fernand, 175-6, 180, 182, 184-5, 188-191, 195, 197, 199, 237, 274, 319, 375, 379-381, 384-387, 393, 405, 475, 490, 492, 505, 522, 527, 593, 602, 632
 Mazon, Brigitte, 317-8, 425
 Meade, J.E., 239
 Mégret, Hélène, 516
 Meiklejohn, J.M.D., 100
 Mendoza Vargas, Héctor, 26
 Mengeot, A., 382
 Métin, Albert, 151
 Meynier, André, 8, 24, 48, 203, 459, 530, 575, 606
 Michaux, Henri, 423
 Michotte, P.L., 199, 203
 Monbeig, Pierre, 380, 405
 Montigny, Gilles, 268
 Moral Molina, Alfonso (del), 100
 Morand, Paul, 240, 400
 Morazé, Charles, 266, 592
 Moriconi-Ebrard, François, 267-8
 Morin, Edgar, 36, 59, 87, 359, 445
 Morlin, Elisabeth, 7, 617
 Moscheles, Julie, 456
 Mrazec, L., 185, 384-5
 Muet, Yannick, 455, 461, 465, 468-9, 483-4, 504-5
 Münster, Sébastien, 541
 Musset, René, 94-5, 176, 180-1, 184-186, 201, 204, 376

N

Nicolai, Henri, 502
 Nicolas-Obadia, Georges, 299, 560-563, 600
 Nietzsche, Friedrich, 587
 Nizan, Paul, 400, 453
 Noblet, Jocelyn (de), 80
 Normand, R. (colonel), 482
 Numa, Broc, 220, 221, 232

O

O Tuathail, Gearoid, 600-1
 Obst, Erich, 196, 306, 310-1, 464, 518
 Offner, Jean-Marc, 418

Ohmae, Kenichi, 444, 609
 Orain, Olivier, 63, 67, 70, 79, 580, 603, 606-7, 613-4, 617, 621
 Ortega Cantero, Nicolás, 27
 Osborn, H.F., 100
 Ozouf-Marignier, Marie-Vic, 69

P

Palsky, Gilles, 51, 130, 140-142, 340, 347-349
 Pardé, Maurice, 92, 94-5, 117, 185-6, 193, 200, 237-8, 390
 Parker, Geoffrey, 290-1, 299, 304-5, 308-310, 314, 338, 465, 468, 484, 507, 601
 Pascal, Blaise, 343-4, 354, 534
 Pasquet, Désiré, 264, 315
 Passy, Frédéric, 119
 Patterson, Ernest M., 200, 504
 Pearson, Alastair, 136
 Péchoux, Pierre-Yves, 312
 Pelletier, Monique, 11
 Penck, Albrecht, 63, 136, 308
 Pepper, Stephen, 77, 580, 583
 Perpillou, Aimé, 399, 425
 Perret, Jacques, 86
 Perret, Robert, 550
 Perrin, Maxime, 183
 Philipps, P.L., 475
 Phipps, Michel, 372, 429, 559
 Piel, Jean, 34, 40, 42
 Piguet, Marie-France, 84
 Pinchemel, Geneviève et/ou Philippe, 8, 84, 193, 321-2, 613
 Pinon, René, 520, 524
 Platt, E.T., 387
 Platt, Raye R., 201, 381, 492, 504
 Poirier, Louis *alias* Julien Gracq, 6, 15, 57, 146, 182, 214, 423-4, 427, 431, 621, 624, 633
 Polanyi, Karl, 42, 474
 Pollog, Carl Hanns, 258
 Pomaret, Charles, 459
 Portes, Jacques, 273-275, 278
 Poulet, Régis, 520
 Privat-Deschanel, Paul, 441, 527-529
 Prochasson, Christophe, 188, 476, 483

Q

Quaini, Massimo, 343

R

Raffestin, Claude, 280, 283, 285, 290-1, 298, 303-305, 307-8, 312, 395, 435
 Ranke, Leopold (von), 280
 Rasmussen, Anne, 474, 476, 483, 487, 494
 Ratzel, Friedrich, 26, 113, 135, 161, 168, 229, 233, 256, 264, 281, 283-289, 291-295, 297-8, 305, 307, 312, 316, 328, 358, 368, 390, 395, 401, 413, 432, 435, 439-0, 446, 448, 466, 561, 580, 582, 588, 599, 601

Raumolin, Jussi, 364, 367, 370
 Raveneau, Louis, 93, 117, 120-123, 156, 218, 281, 282, 349, 382, 395, 403, 439, 447, 457, 469, 478
 Reau, Elisabeth (du), 468
 Reclus, Elisée, 12, 14-5, 24-5, 47, 98, 117, 134, 140, 142-3, 161, 228-230, 232, 247, 255, 264, 268-9, 273-275, 342-348, 350, 354, 356-7, 360-365, 390, 418-422, 426, 435, 438, 443, 453, 487-8, 500-503, 506, 533-4, 541, 546-552, 554, 556-7, 564, 567-8, 571, 580, 584-5, 587, 590, 597-599, 601-2, 616, 624, 632-3
 Regelsperger, Gustave, 218, 395
 Renaudet, Augustin, 123
 Retaillé, Denis, 6, 8, 17-8, 42, 44, 47, 55, 56, 60, 109, 341
 Reynaud, Alain, 17-8
 Rhein, Catherine, 155, 158, 453
 Ricardo, David, 38, 275
 Richard, Nathalie, 7, 39, 41, 201, 311, 499
 Richthofen, Ferdinand (von), 167, 284
 Ritter, Carl, 26, 134, 164, 167, 169-0, 283, 295-297, 344, 412, 431, 433, 435, 437, 562-63, 568-9, 571, 575, 584, 587, 604-5, 624
 Robequain, Charles, 512
 Robic, Marie-Claire, 1, 23-4, 26-7, 39, 45, 50, 61, 66, 69, 101, 121, 130, 136-7, 193, 195, 198, 247, 261, 268, 309, 321, 323-326, 337-8, 348, 360, 364, 392, 397, 412, 417, 426, 487, 492, 494, 534, 549, 569, 571-2, 576, 583, 608
 Romain, Jules, 85
 Romier, Lucien, 459, 465
 Rössler, Mechtilde, 26, 137, 309, 487, 492, 494
 Roudaire (capitaine), 221
 Roux-Berger, M., 225
 Rülh, A., 510
 Russel Smith, J., 102

S

Sanguin, André-Louis, 69, 315
 Sayous, André-E., 234
 Schilder, Siegmund, 396
 Schirmer, Henri, 224-5, 349, 448, 454-5, 494
 Schlanger, Judith, 77-79, 113, 115, 580
 Schlote, Werner, 456
 Schröder, Iris, 43, 136, 541, 563
 Schroeder-Gudehus, Brigitte, 492
 Schwarz, W., 211
 Scott, Allen J., 158, 183
 Sidaway, James D., 298
 Siegfried, André, 24, 46-7, 227, 232, 235, 240-246, 260, 274, 304, 313-316, 318-9, 326, 332, 442, 455, 456-458, 460-464, 469-0, 505-508, 513, 516-518, 523, 529, 545-6, 559, 592, 602, 632
 Siegfried, Jules, 545
 Simiand, François, 188
 Sion, Jules, 95, 162, 185, 192, 266, 285, 299, 393, 478, 481, 521-523, 529
 Sirol, Jean, 181-2
 Sismondi, Jean-Charles (de), 38
 Sivignon, Michel, 312

Sloterdijk, Peter, 9, 10, 341, 432, 434
 Smith, Adam, 38, 498
 Smith, Neil, 100, 273, 277, 318, 355, 404-5, 485-6
 Sorre, Maximilien, 95, 126, 184, 236, 313, 397-8, 427, 442, 444, 558, 564-5, 593, 595-6, 604, 633
 Soubeyran, Olivier, 24, 48, 127, 372
 Soutou, Georges-Henri, 124, 481
 Spengler, Oswald, 442, 456, 465
 Stern, Paul, 442, 558-9
 Strohmayer, Ulf, 8, 27, 50
 Suees, Eduard, 96, 114, 367
 Supan, Alexander, 93, 102, 128, 284, 305, 307, 449
 Suranyi-Unger, Theo, 191
 Swaine, G.R., 100

T

Tansley, A.G., 606
 Tarde, Gabriel, 373, 533
 Tassart, L.-C., 383
 Tavernier, Yves, 181
 Taylor, Fraser, 136
 Taylor, Peter, 19, 20, 50, 285, 303
 Ter Minassian, Taline, 479
 Tétart, Franck, 305
 Théry, Edmond, 520
 Theunis, Georges, 194
 Thibaudet, Albert, 86
 Tinthoin, Robert, 512, 513
 Tissier, Jean-Louis, 193
 Trebitsch, Michel, 150, 400, 443, 453, 456, 465
 Tricart, Jean, 125, 126, 606
 Turner, Frederick Jackson, 406

U

Ullman, Edward L., 634

V

Vacher, Antoine, 478
 Valéry, Paul, 62, 71, 193-4, 340-1, 358, 375, 399-0, 410, 442, 453, 465-6, 477, 521, 599, 616-619
 Vallaux, Camille, 24, 95, 105, 134, 140, 173, 200, 207, 213, 226, 228-230, 242, 256, 258, 261, 263, 265-6, 288-9, 292-3, 313, 387, 414-416, 430-1, 433-436, 441, 458, 488-490, 544, 561, 571, 576, 585, 587-589, 598-9, 618-9
 Van Burkalow, A., 408
 Van der Wusten, Herman, 50, 303
 Van Loon, Hendrik, 140, 558, 564
 Van Overbergh, Cyril, 156
 Van Valkenberg, Samuel, 493/Van Valkenburg, Samuel, 197
 Vanier, Martin, 57
 Varénus, 49, 567, 571
 Veitl, Philippe, 478
 Venayre, Sylvain, 400, 423, 426
 Venier, Pascal, 303, 600
 Vergez-Tricom, Geneviève, 199, 236-7, 242
 Verley, Patrick, 38

Vidal de la Blache, Paul, 22, 24, 49-51, 69, 94, 116-7, 125-6, 132, 134, 136-7, 146-7, 151, 154, 174, 212, 215-217, 223-4, 229, 234, 248-250, 254-5, 257, 261-264, 266, 268, 274, 276, 289, 291-2, 294, 296-7, 323-4, 349-0, 368, 371, 378, 389-0, 401-403, 405, 413, 426, 428-430, 433, 435-6, 440-1, 453, 463, 477-8, 482-484, 520, 528, 533, 540-1, 545-6, 549-552, 556-7, 560, 565, 567, 569-576, 580, 584-586, 588, 590-1, 594, 602-3, 605, 609-612, 616, 626, 632-3
 Villain, Georges, 277

W

Wagner, H., 93
 Wahl, A., 369-0
 Wallace, Benjamin B., 381
 Wallerstein, Immanuel, 19-0, 34-5, 43, 617
 Walter, François, 121, 391
 Wardenga, Ute, 27, 43
 Wegener, Alfred, 12
 Weiler, A., 193
 Weinreb, T., 99
 Welsch, Jules, 92, 94, 117, 134
 Werner, Michael, 25, 456
 Weule, 440
 Weulersse, Jacques, 319, 597

Whitheck, R.H., 196
 Wigen, Kären, 13
 Wilkinson, Spencer, 300, 302, 601
 Willcox, Walter F., 391, 393
 Williams, Frank E., 197
 Woeikof, Alexandre, 92, *III*, 115-6, 164-167, 170, 363-4, 368, 374, 426
 Wolff, Denis, 1, 89, 196, 198, 452, 457-8, 468-9, 477-8
 Woolgar, Steeve, 114, 148
 Wright, Carrol D., 281-2
 Wrigley, Gladys M., 396

Z

Zahn, Gustav W. (von), 212
 Zarifian, Philippe, 36, 87
 Zimmermann, Bénédicte, 25
 Zimmermann, Maurice, 22, 24-5, 70, 93, 95-6, 105, 108, 117-8, 121-2, 125-130, 162-3, 165-167, 184, 186, 188, 193, 212, 214, 216-224, 227-8, 231-234, 237, 241, 247, 249-252, 254, 256, 262, 269, 277, 293, 350, 356-7, 365, 367-373, 383, 386-7, 416, 427, 429, 431, 445, 448-9, 453, 455, 479-481, 497-499, 520, 522, 525, 632
 Zweig, Stefan, 42

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : « La Terre dans l'espace » (RECLUS, 1876, p. 3).....	14
Figure 2 : Application du modèle centre/périphérie au monde (REYNAUD, 1981, p. 216)	17
Figure 3 : Reprise du modèle de Reynaud par Durand, Lévy et Retailé (1993, p. 255)	18
Figure 4 : Les quatre modèles de Jacques Lévy. Schéma diachronique (DURAND, LEVY, RETAILLE, 1993, p. 33).	44
Figure 5 : « La production actuelle de l'or » (de FOVILLE, 1897, hors texte).....	133
Figure 6 : « La production de la soie dans le monde » (GROFFIER 1900, hors texte).....	133
Figure 7 : « Isochrones en 1906 au départ de Londres », (BRUNHES, 1912, p. 687).....	135
Figure 8 : « Le globe terrestre vu de l'espace, sous quatre aspects, et l'Europe », <i>Bulletin de la Société de Géographie de Paris</i> , 1873 (hors texte).	139
Figure 9 : « <i>Photograph of a globe showing the true form of the North Atlantic</i> » (MACKINDER, 1902, p. 5).	145
Figure 10 : Carte de la culture du froment dans le monde (BRUNHES, 1910, p. 330)	178
Figure 11 : Tableau de la succession des récoltes de froment dans le monde (BRUNHES, 1910, p. 329).....	179
Figure 12 : Carte du « Commerce mondial du blé » (MAURETTE, 1922, p. 39)	180
Figure 13 : Carte du « Commerce mondial de la laine » (Maurette, 1922, p. 73).	189
Figure 14 : Page de couverture de <i>L'économie mondiale au milieu du XX^e siècle</i> de Jean Chardonnet.....	207
Figure 15 : Carte du projet Berthelot reproduite par Robert Doucet dans les <i>Questions diplomatiques et coloniales</i> (1912, hors texte)	222
Figure 16 : Carte des « Grandes routes internationales de l'Ancien Monde » (RECLUS, 1885, p. 537).....	228
Figure 17 : « Zones respectives de Suez et de Panama » (SIEGFRIED, 1940, p. 94-95)	244
Figure 18 : L'« extension du réseau télégraphique » (<i>Atlas Vidal-Lablache</i> , 1893).	248
Figure 19 : L'« extension du réseau télégraphique » (<i>Atlas Vidal-Lablache</i> , 1918).	248
Figure 20 : « Position du Japon » (VIDAL DE LA BLACHE, 1893, planche « Japon »).....	254
Figure 21 : Carte du « pivot géographique de l'histoire » (MACKINDER, 1904, p. 435)	302
Figure 22 : Carte de la liaison Europe/Extrême-Orient par l'Amérique (BUSSON, FEVRE, HAUSER, 1911, p. 485).....	332
Figure 23 : Un monde centré sur l'Europe (BUSSON, FEVRE, HAUSER, 1911, p. 557)	333
Figure 24 : Frontispice de <i>L'Homme et la Terre</i> d'Elisée Reclus (1905).	345
Figure 25 : « Etat de notre connaissances des profondeurs marines » (MARTONNE, 1909, p. 261).....	352
Figure 26 : « Profondeurs des mers australes » (RECLUS, 1889, p. 21).	357
Figure 27 : Carte de la « répartition des principaux gisements de pétrole » (MRAZEC, 1924, p. 517).....	385
Figure 28 : La carte des « <i>Pioneer Belts</i> » d'Isaiah Bowman (1931, p. 50).	407
Figure 29 : Carte de la réduction des distances en France (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 10).	414
Figure 30 : Carte du rétrécissement du Pas de Calais (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 12)	415
Figure 31 : Carte du rétrécissement de l'océan Atlantique (BRUNHES et VALLAUX, 1921, p. 13).....	415
Figure 32 : « <i>The Land Hemisphere, showing the Mediterranean Ocean and the central position of Britain</i> » (MACKINDER, 1902, p. 4).....	439
Figure 33 : Schéma du « système mondial » des années 1910 d'après les <i>Principes de géographie humaine</i> de Paul Vidal de la Blache (1921, p. 263-268).....	610

Figure 34 : Carte des « Matières premières et marchés principaux », sur la planche « Europe, Industrie » de l' <i>Atlas</i> de Paul Vidal de la Blache (édition de 1918).....	612
---	-----

TABLE DES ENCADRES

Encadré 1 : L'apparition d'une rubrique « <i>World as a Whole and Larger Parts</i> » dans la <i>Geographical Review</i> en 1916.....	100
Encadré 2 : « <i>Note on the word "world"</i> » (MACKINDER, 1902, p. 12-13. <i>Les figures ne sont pas jointes</i>).....	113
Encadré 3 : La géographie du coton dans le monde en 1898 et en 1913.	164
Encadré 4 : La définition de la géographie commerciale par Max Eckert en 1907.	168
Encadré 5 : Eléments biographiques sur Fernand Maurette.....	188
Encadré 6 : Le Transsibérien dans les <i>Annales de Géographie</i>	217
Encadré 7 : Le transisthimique de Tehuantepec dans la Chronique de Maurice Zimmermann : une route mondiale concurrente du futur canal de Panama ?	219
Encadré 8 : Chicago, une grande ville du monde en plein essor à la fin du XIX ^e siècle.	269
Encadré 9 : Eléments biographiques sur Archibald C. Coolidge.....	277
Encadré 10 : Eléments biographiques sur Karl Haushofer.	306
Encadré 11 : La définition de la géopolitique selon Claude Raffestin (<i>et alii</i>) (1995, p. 129).	308
Encadré 12 : La Fondation Rockefeller et son action pour les sciences sociales.....	317
Encadré 13 : Henri Hauser le problème mondial des matières premières.	380
Encadré 14 : La crise de la Grande-Bretagne selon André Siegfried.....	462

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Quelques définitions de la mondialisation en géographie.....	53
Tableau 2 : Liste des termes du champ lexical de monde dans le <i>Littré</i> et le <i>Larousse du XIX^e siècle</i>	88
Tableau 3 : Répartition des titres évoquant le monde en fonction du type de référence au monde sur l'ensemble de la période étudiée.....	94
Tableau 4 : Répartition des titres évoquant le monde en fonction du type de texte sur l'ensemble de la période étudiée.....	95
Tableau 5 : Répartition des titres évoquant le monde en fonction du type de référence au monde et du type de texte sur la période 1891-1914/1915.	96
Tableau 6 : Contenu de la rubrique « Ensemble du globe » de la <i>Table géographique</i> de 1900 à 1939.....	99
Tableau 7 : Liste des textes des <i>Annales de Géographie</i> traitant de ressources à l'échelle mondiale, de 1916 à 1935.	185
Tableau 8 : Liste des textes des <i>Annales de Géographie</i> sur Suez et/ou Panama.....	237
Tableau 9 : Liste des articles et notes des <i>Annales de Géographie</i> consacrés à l'analyse de la guerre et des modifications territoriales occasionnées par la fin de la guerre (1918-1921).	482
Tableau 10 : Part des colonies françaises dans les importations de « matières coloniales » de la France en 1927 (DEMANGEON, 1929c, p. 289)	513

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	5
1. Penser à l'échelle du Monde : mondialisation et pensées du monde.....	6
1.1. Ambitions et enjeux généraux.....	6
1.2. De quoi il ne s'agit pas ici.....	9
1.3. Le problème de la géographie à l'échelle du Monde	15
2. Une histoire de la mondialisation qui est aussi celle de la géographie.....	20
2.1. Le cœur d'un corpus potentiellement illimité	21
2.2. Une ouverture nécessaire sur les marges disciplinaires et sur d'autres géographies nationales.....	24
2.3. Organisation de la réflexion	28
 I FONDATIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES.....	 31
 Chapitre 1 Se poser en s'opposant : pour une histoire paradoxale de la mondialisation.....	 33
1. La mondialisation et son histoire.....	34
1.1. Leçons et limites de l'histoire de la mondialisation.....	34
1.1.1. L'ancienneté de la mondialisation.....	34
1.1.2. Une histoire essentiellement <i>présentiste</i>	38
1.2. L'histoire de la mondialisation dans la géographie française	42
1.2.1. Une histoire également <i>présentiste</i> et <i>discontinuiste</i> mais non sans apports originaux.....	43
1.2.2. Insuffisances d'une histoire en quête de précurseurs	46
1.2.3. L'histoire de la géographie et l'échelle mondiale	48
2. Prendre position : protocoles de recherche	51
2.1. Démarches et hypothèses	52
2.1.1. Définir la mondialisation : du problème au projet	52
2.1.2. La mondialisation comme <i>cosmologie</i> . Hypothèse pour une conception géographique de la mondialisation.....	58
2.1.3. Une démarche nécessairement paradoxale.....	62
2.2. Positionnements méthodologiques : comment comprendre l'invention conceptuelle du Monde ?.....	66
2.2.1. Entre approche contextuelle, histoire conceptuelle et intérêt pour l' <i>actualité</i> des discours passés	66
2.2.2. L'ordre du discours et de l'invention conceptuelle.....	70
2.2.3. Du texte à la figure : pour une histoire des images du Monde.....	76
 Chapitre 2 Les mots pour dire le monde, les images pour le montrer.....	 83
1. Se référer au monde en géographie (I). Les mots et leurs emplois	85
1.1. Un passage obligé : les dictionnaires	85
1.1.1. Lecture critique des dictionnaires contemporains.....	85
1.1.2. Retour sur les dictionnaires de l'époque	87
1.2. La référence au monde dans les titres des <i>Annales de Géographie</i>	89
1.2.1. Caractères du comptage réalisé.....	90
1.2.2. Une mise en perspective de ces résultats dans le temps et dans l'espace de la géographie	97
1.2.3. La référence au monde dans l'entre-deux-guerres	104

1.3. Prendre le monde pour problème, et le dire...	108
1.3.1. Les <i>mondes</i> de la géographie	109
1.3.2. Le mondial comme néologisme : conception du monde et modalité énonciative au début du XX ^e siècle	113
2. De la géographie aux géographes : qui se réfère au Monde ?	116
2.1. L'approche biographique : objet et choix initiaux	116
2.2. Quelques exemples de « géographes » sensibles à l'actualité du monde et à l'échelle mondiale	119
2.2.1. Daniel Bellet : un économiste libéral en géographie	119
2.2.2. Pierre Clerget : un important géographe de l'économie resté jusqu'à présent dans l'ombre	121
2.2.3. Henri Hauser, historien-géographe-économiste « précurseur » de la mondialisation ?	123
2.3. Maurice Zimmermann (1869-1950), un « géographe au Monde » oublié	125
2.3.1. Eléments de biographie pour un géographe peu connu,	125
2.3.2. ...mais ouvert aux transformations du monde	128
3. Se référer au monde en géographie (II). La carte et le globe	130
3.1. Mettre la Terre en cartes. La question du planisphère	131
3.1.1. Nature et fonction géographiques du planisphère	131
3.1.2. Le projet de la carte internationale du monde au 1 : 1.000.000 ^e	136
3.2. La globalité du monde et l'imaginaire global en géographie	139
3.2.1. Voir la Terre depuis l'espace : habitus géographique et réquisit pour toute pensée du Monde	139
3.2.2. Le recours au globe en géographie autour de 1900 : une invitation à penser le Monde	142
Conclusion de la Première Partie	146
II L'EMERGENCE ET LA DIFFUSION D'OBJETS MONDIAUX DANS LE DISCOURS GEOGRAPHIQUE	149
Chapitre 3 L'économie mondiale, un nouvel objet pour l'analyse géographique	153
1. Le marché mondial : une découverte des années 1900 ?	154
1.1. L'échelle mondiale en économie et en géographie économique, situation autour de 1900	154
1.1.1. Les économistes et le marché mondial. Exemple de la <i>Revue économique internationale</i>	154
1.1.2. Géographie économique <i>classique</i> et économie mondiale	157
1.2. Evolution de l'analyse géographique de l'économie mondiale	161
1.2.1. La prise de conscience progressive d'un marché mondial	161
1.2.2. Une géographie économique en pleine transformation	163
1.3. L'exemple du marché agricole mondial	170
1.3.1. Une agriculture qui prend la dimension du monde	171
1.3.2. Le marché du blé, modèle du marché mondial	176
2. Géographie et économie entre les deux guerres : une géographie à l'échelle du Monde	182
2.1. L'omniprésence de la réflexion sur les marchés mondiaux	183
2.1.1. Le thème des ressources et de leur commerce en géographie	183
2.1.2. L'économie mondiale : un nouveau <i>milieu</i> géographique	191

2.2. La géographie en temps de crise mondiale	198
2.2.1. Présence paradoxale de la crise en géographie	198
2.2.2. Les géographes face à la fermeture économique du monde.....	203

Chapitre 4 Le réseau mondial de communication et la géographie d'un monde ceinturé 209

1. Les grandes routes mondiales, des faits géographiques essentiels.....	211
1.1. L'ouverture des transcontinentaux ferroviaires.....	211
1.1.1. Le thème des routes mondiales en géographie.....	211
1.1.2. L'ère des grandes traversées continentales	216
1.1.3. Le problème géographique du chemin de fer transsaharien.....	220
1.2. Suez et Panama, routes mondiales par excellence	226
1.2.1. La géographie face à l'évolution de la circulation maritime.....	227
1.2.2. Suez et Panama, baromètres de l'économie mondiale dans l'entre-deux-guerres	235
2. Conceptions géographiques du réseau mondial de circulation.....	246
2.1. Le monde ceinturé : image et réalité	247
2.1.1. Ceinturer le monde : un projet d'abord impérial.....	247
2.1.2. La conscience d'une interconnexion généralisée entre routes et entre réseaux.....	253
2.1.3. La difficile mise en place d'un réseau aérien mondial	257
2.2. Les nœuds du réseau : ports, étapes, grandes villes	260
2.2.1. Les points d'ancrage du réseau mondial de circulation	261
2.2.2. L'apparition des villes mondiales	267

Chapitre 5 La politique mondiale en géographie. Raisonnement géopolitique et pensée du Monde..... 271

1. La géographie des puissances mondiales. Contexte et circulation transnationale des notions.....	273
1.1. Les Etats-Unis, « puissance mondiale ». Une découverte des années 1900	273
1.1.1. La montée en puissance des Etats-Unis	273
1.1.2. L'analyse de l'historien américain A. C. Coolidge.....	277
1.2. La géographie politique et le thème de la puissance mondiale	280
1.2.1. Les géographes, lecteurs des « écrivains politiques »	281
1.2.2. La géographie politique de Friedrich Ratzel, la théorie des <i>Weltmächte</i> et leur transfert en France	283
2. De la géographie des puissances mondiales à la géopolitique	290
2.1. Le jeu mondial des puissances : un objet pour la géographie	291
2.1.1. Le monde comme échiquier	291
2.1.2. La « formule » de Halford John Mackinder	297
2.2. La géopolitique, la géographie politique et l'échelle mondiale	304
2.2.1. L'essor de la géopolitique et sa réception en France	304
2.2.2. Géographie politique en France dans l'entre-deux-guerres	313
3. Epilogue : enseigner le Monde à l'école ?	320
3.1. Un enseignement ouvert sur le monde contemporain	320
3.2. La réforme des programmes de 1902 et de 1905	323
3.3. Lecture de deux manuels scolaires.....	327
3.3.1. Le manuel de Marcel Dubois et Joseph-Georges Kergomard.....	327
3.3.2. Le manuel de Henri Busson, Joseph Fèvre et Henri Hauser	329

III FAIRE L'EXPERIENCE DU MONDE. GEOGRAPHIE ET « PHENOMENOLOGIE » DE LA MONDIALISATION 335

Chapitre 6 L'expérience du monde fini 339

1. *La signification du thème en géographie* 341
 - 1.1. Conditions de possibilité d'une géographie du monde fini autour de 1900 342
 - 1.1.1. Elisée Reclus, géographe de l'infinitude du monde 342
 - 1.1.2. Un horizon géographique (enfin) élargi à la Terre entière ? 349
 - 1.2. La géographie et l'épuisement des ressources terrestres 358
 - 1.2.1. La dégradation de la Terre et l'épuisement des ressources 359
 - 1.2.2. Une conscience de l'irréversibilité des dégradations ? 367
2. *Le monde fini est-il un monde plein ?* 374
 - 2.1. La question des matières premières dans l'entre-deux-guerres 375
 - 2.1.1. Matières premières et politique mondiale 375
 - 2.1.2. Le pétrole, une matière première déjà problématique... 382
 - 2.2. Les géographes dans le débat sur la surpopulation 388
 - 2.2.1. Population mondiale et surpopulation 389
 - 2.2.2. Les géographes face au mythe de la surpopulation 394
 - 2.3. La *Pioneer fringe*, ou les paradoxes du monde fini 399
 - 2.3.1. Le monde n'est pas encore fini 399
 - 2.3.2. La géographie des « franges pionnières » 403

Chapitre 7 La crise du monde européenisé 409

1. *L'unification du monde : entre tendance réelle, utopie géographique et impérialisme européen* 411
 - 1.1. Technologies de communication et représentations du monde 412
 - 1.1.1. Impact de la technologie sur la perception de l'espace mondial 413
 - 1.1.2. L'unification du monde : une dynamique de rapprochement des sociétés 420
 - 1.2. Une géographie du « trait d'union » 428
 - 1.2.1. Prénance du « trait d'union » dans le discours géographique 429
 - 1.2.2. La signification de l'analogie méditerranéenne 436
2. *De la mainmise à la déprise : l'Europe dans le monde* 442
 - 2.1. L'eupéanisation du monde et ses limites 444
 - 2.1.1. Colonisation et mondialisation 445
 - 2.1.2. La *déseupéanisation* du monde 450
 - 2.2. Les géographes face à la crise de l'Europe 455
 - 2.2.1. L'expérience du déclin et sa problématisation 456
 - 2.2.2. L'affirmation du sentiment européen en géographie 464

Chapitre 8 Le monde en guerre : une géographie des rivalités mondiales 473

1. *Les géographes face à la Première Guerre mondiale et à ses conséquences* 475
 - 1.1. Le sentiment d'une perturbation majeure de l'ordre historique et géographique ... 475
 - 1.1.1. La géographie en temps de guerre 475
 - 1.1.2. La mise en place d'un nouvel ordre mondial 482
 - 1.2. Les géographes et le sentiment internationaliste 487
 - 1.2.1. La guerre mondiale et l'internationalisme 487
 - 1.2.2. D'une guerre à l'autre : devenir de l'internationalisme géographique 491
2. *Le monde en guerre : nations, empires, continents* 494
 - 2.1. Les géographes face au nationalisme économique 495

2.1.1. Le monde doit-il être ouvert ou fermé ?.....	495
2.1.2. L'entre-deux-guerres et l'accentuation du paradoxe.....	503
2.2. Un monde impérial ? Les empires dans la guerre économique.....	510
2.2.1. La « préférence impériale », entre mythe politique et réalité géographique....	511
2.2.2. L'Empire britannique dans le monde	515
2.3. Le problème du Pacifique : un élément clé de la pensée géographique du Monde	519
2.3.1. Développement du Japon et « péril jaune » en géographie.....	519
2.3.2. L'océan Pacifique, un nouvel objet de préoccupation	524
Conclusion de la Troisième Partie	532

IV PENSER LE MONDE EN GEOGRAPHIE : OUTILLAGES INTELLECTUELS ET MODES DE PENSER..... 535

Chapitre 9 Penser la Terre comme un Tout. Géographie universelle et géographie générale.....537

1. La géographie universelle, ou comment penser la nouveauté du monde	538
1.1. Une définition de la <i>géographie universelle</i>	538
1.1.1. Une géographie du monde nouveau	539
1.1.2. Le monde nouveau, entre philosophie de l'histoire et géographie.....	541
1.2. Faire le tableau du monde	546
1.2.1. Le tableau d'un monde qui ne cesse de se transformer.....	546
1.2.2. Voir le monde de manière nouvelle	549
1.3. Un monde qui devient, peu à peu, Monde.....	554
1.3.1. Le constat de la dimension mondiale enfin advenue.....	554
1.3.2. Une géographie de l'interrelation à l'échelle mondiale	556
2. Le monde comme ensemble de parties : le problème du Tout terrestre	559
2.1. Le Tout terrestre dans la pensée géographique	560
2.2.1. Ebauche d'une théorie de la Terre comme totalité.....	561
2.2.2. Géographie universelle et géographie générale : une comparaison	563
2.2. Le fondement de la géographie générale.....	566
2.2.1. Le principe de l'unité terrestre	567
2.2.2. Le <i>sens</i> de la connexité géographique.....	572

Chapitre 10 Penser le Monde comme un organisme puis comme un système

1. De l'organisme terrestre au monde comme organisme : trajectoire d'une analogie .	581
1.1. Une conception méconnue du Tout terrestre, l'organisme terrestre	582
1.1.1. Prénance de l'analogie organiciste en géographie	582
1.1.2. L'organisme terrestre : signification d'une métaphore héritée	584
1.1.3. Les limites de la représentation organiciste de la Terre	587
1.2. Un monde qui vit de sa vie propre	590
1.2.1. De nouvelles solidarités à l'échelle mondiale	590
1.2.2. De la connexité à l'interconnexion.....	593
1.3. L'organisme mondial, une lecture des interdépendances économiques et politiques	596
1.3.1. Une conséquence de l'internationalisation.....	596
1.3.2. ...et de la « clôture » du monde	599
2. La géographie mondiale et le paradigme systémique	603

2.1. Un présystémisme géographique	603
2.1.1. Usages du terme système en géographie.....	604
2.1.2. Analyse des « systèmes », géographie régionale et géographie mondiale.....	607
2.1.3. L'exemple d'une réflexion mondiale de type présystémique : Vidal de la Blache et l'apparition de la « Triade »	609
2.2. L'émergence de la notion de « système Monde »	613
2.2.1. Le monde comme système : un « cas-limite » ?	613
2.2.2. La pensée systémique du Monde chez Olivier Dollfus.....	616
Conclusion de la Quatrième Partie.....	620
CONCLUSION GENERALE	623
INDEX DES AUTEURS CITES	635
TABLE DES FIGURES.....	643
TABLE DES ENCADRES.....	644
TABLE DES TABLEAUX	644
TABLE DES MATIERES	645

*

* *

BIBLIOGRAPHIE

Avertissement

La Bibliographie a été construite en distinguant les sources en fonction de leur nature : nous avons ainsi isolé le tronc central du corpus, les *Annales de Géographie*, puis les comptes rendus de la *Bibliographie géographique*, les articles provenant d'autres revues (pas seulement géographiques), les ouvrages de géographie, et enfin des sources diverses. Nous avons autant que possible précisé l'origine des textes cités au fil de la réflexion pour faciliter leur repérage dans cette Bibliographie, car des confusions sont possibles.

La référence « ZIMMERMANN, 1906a » peut renvoyer par exemple à la fois à une chronique des *Annales de Géographie* (« Les progrès de la plantation de caoutchouc. Production et consommation actuelles ») et à un compte rendu dans la *Bibliographie géographique* (celui de GONNARD René, 1905, « L'industrie lyonnaise de la soie et la concurrence mondiale »). Il faut donc utiliser cette Bibliographie en prêtant attention au statut de la référence citée.

La rubrique consacrée aux Sources est précédée de la liste des Dictionnaires qui ont été utilisés (rangés dans l'ordre chronologique), et suivie de la bibliographie à proprement parler ainsi que d'une dernière rubrique où sont répertoriés les sites Internet consultés.

DICTIONNAIRES

Dictionnaires de langue

LAROUSSE Pierre, 1866-1877, *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle : français, historique, géographique, mythologique, bibliographique...* 17 volumes.

LITRE Paul-Emile, 1877, *Dictionnaire de la langue française*. 2^e édition, avec Supplément. 4 volumes (édition de 1973).

Dictionnaire de l'Académie Française, 7^e édition, 1878.

AUGE Claude, 1897-1904, *Nouveau Larousse Illustré*. 7 volumes.

AUGE Claude, 1922-1923, *Larousse Universel*. 2 volumes.

Dictionnaire de l'Académie Française, 8^e édition, 1935.

Grand Larousse de la Langue Française, Tome IV, 1975.

Grand Robert de la Langue Française, Tome VI (édition de 1989).

Le Petit Robert. (édition de 2001).

Dictionnaires de géographie

DEMANGEON Albert, 1907, *Dictionnaire de Géographie*. Paris, Armand Colin.

GEORGE Pierre, 1970, *Dictionnaire géographique*. Paris, PUF.

BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, 1993 (2^{ème} édition), *Les mots de la Géographie. Dictionnaire critique*. Montpellier/Paris, Reclus/La Documentation Française.

LACOSTE Yves, 1993, *Dictionnaire de géopolitique*. Paris, Flammarion.

LACOSTE Yves, 2003, *De la géopolitique aux paysages. Dictionnaire de la géographie*. Paris, Armand Colin.

LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, 2003, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin.

SOURCES

Articles, notes et chroniques des *Annales de Géographie* (AG)

ALBITRECCIA Antoine, 1932a, « Le téléphone et les transactions internationales », AG, 232, p. 441-442.

———, 1932b, « L'activité du canal de Suez en 1931 », AG, 233, p. 540-542.

———, 1937, « La situation générale du commerce mondial », AG, 261, p. 321-322.

———, 1939, « Le trafic du canal de Suez », AG, 273, p. 315-317.

ALLIX André, 1922, « Lignite et pétrole en Australie », AG, 174, p. 522-523.

ALLIX Juliette, 1924, « Les sources mondiales d'énergie », AG, 182, p. 183-185.

ANCEL Jacques, 1933, « La ville libre de Danzig. Géographie politique régionale », AG, 237, p. 286-302.

ARBOS Philippe, 1930, « Les migrations intercontinentales au XIX^e et XX^e siècles », AG, 217, p. 84-88.

———, 1939, « Le trafic du canal de Panama », AG, 273, p. 317-318.

ARNAUD Georges, 1925, « L'état des travaux de la Carte internationale du monde au 1:1.000.000^e », AG, 187, p. 82-83.

BARRET-LAGREVE P., 1927, « Le tabac. Sa production mondiale », AG, 202, p. 289-308.

BARROIS Charles, 1897, « Des divisions géographiques de la Bretagne. *Second article* », AG, 26, p. 103-122.

BAULIG Henri, 1908, « L'atlas du Canada », AG, 94, p. 360-363.

———, 1931, « L'Amérique à la conquête de l'Europe », AG, 228, p. 669-670.

———, 1948, « La géographie est-elle une science ? », AG, 305, p. 1-11.

———, 1951, « Isaiah Bowman (1878-1950) », AG, 318, p. 48-50.

BAUMONT Michel, 1937, « L'industrie dans la région de Saint-Dié », AG, 261, p. 247-259.

BELLET Daniel, 1895a, « Nantes et le canal maritime de la Loire », AG, 15, p. 243-246.

———, 1895b, « Copenhague et son nouveau port franc », AG, 18, p. 105-108.

———, 1896, « La situation économique de Cuba », AG, 21, p. 330-334.

———, 1916a, « L'utilisation des chutes d'eau en France », AG, 134, p. 143-146.

———, 1916b, « L'agriculture espagnole », AG, 136, p. 306-310.

———, 1916c, « La production de la potasse dans le monde », AG, 137, p. 377-382.

BERNARD Augustin, 1892, « Océanographie », AG, 2, p. 199-217.

———, 1893, « Océanographie (suite) », AG, 6, p. 151-172.

BESANÇON Jean, 1954, « Le canal de Suez », AG, 338, p. 302-303.

- BLACHE Jules, 1934, « La Scandinavie et les régions polaires boréales d'après M^r M. Zimmermann », *AG*, 242, p. 171-174.
- BLANC Edouard, 1895, « Le chemin de fer Transcaspien », *AG*, 16, p. 325-345.
- , 1916a, « Le chemin de fer de Petrograd à la côte mourmane », *AG*, 133, p. 47-60.
- , 1916b, « La colonisation et la mise en valeur de la Sibérie et de la steppe asiatique », *AG*, 134, p. 124-142.
- , 1916c, « Le nouveau réseau des chemins de fer de l'Asie russe » *AG*, 136, p. 263-290.
- , 1917, « Le futur réseau des voies navigables de l'empire russe », *AG*, 140, p. 106-137.
- BRUNHES Jean, 1913, « Du caractère propre et du caractère complexe des faits de géographie humaine », *AG*, 121, p. 1-40.
- BUSSON Henri, 1922, « Le commerce britannique », *AG*, 174, p. 506-509.
- CAMENA D'ALMEIDA Pierre, 1891a, « Géographie de l'Europe ces dernières années », *AG*, 1, p. 53-57.
- , 1891b, « Le chemin de fer transsibérien », *AG*, 1, p. 111-112.
- , 1891c, « Géographie de la Russie en 1891 », *AG*, 2, p. 149-160.
- , 1891d, « La géographie de la Russie en 1891 (suite) », *AG*, 3, p. 300-309.
- , 1892, « La population de la Terre », *AG*, 3, p. 347-350.
- CAULLERY Maurice, 1904, « Les progrès récents dans l'étude des maladies tropicales et en particulier des trypanosomiasés », *AG*, 72, p. 457-461.
- CELIERIER Jean, 1930, « Le port de Dakar », *AG*, 221, p. 555-556.
- , 1931, « L'exportation des bois des colonies françaises d'Afrique », *AG*, 225, p. 325-327.
- CHABANIER E., 1929, « Buenos Aires, ville atlantique et les conditions de la colonisation argentine », *AG*, 216, p. 587-602.
- CHABOT Georges, 1949, « La France économique et humaine d'après A. Demangeon », *AG*, 312, p. 342-345.
- CHARDONNET Jean, 1941, « Une industrie nouvelle : les carburants de remplacement », *AG*, 283, p. 168-179.
- CHARTIER Marcel-M., 1952, « Vingt-cinq ans de progrès dans l'aviation (1927-1952) », *AG*, 326, p. 307-308.
- CHEVALIER Auguste, 1906, « Le cacao. Sa production et sa consommation dans le monde », *AG*, 82, p. 289-298.
- CHAVANNES Edouard, 1896, « Résultats de la guerre entre la Chine et le Japon », *AG*, 19, p. 216-233.
- CHOLLEY André, 1946, « Problèmes de structure agraire et d'économie rurale », *AG*, 298, p. 81-101.
- , 1948, « La géographie physique de la France par Emm. de Martonne », *AG*, 305, p. 12-20.
- , 1950, « Morphologie structurale et morphologie climatique », *AG*, 317, p. 321-335.
- , 1952, « Maurice Zimmermann (1870-1950) », *AG*, 326, p. 241-244.
- CLOZIER René, 1932, « Le commerce de la Chine », *AG*, 233, p. 530-534.
- COLIN Elicio, 1925, « La population du globe », *AG*, 192, p. 567.
- , 1926, « Le réseau intercolonial français de câbles sous-marins et de T.S.F. », *AG*, 198, p. 563-564.
- CROZET René, 1925, « L'aviation marchande », *AG*, 187, p. 1-12.
- , 1926, « L'aviation marchande en 1924-1925 », *AG*, 197, p. 391-404.
- , 1927, « Le développement du réseau aérien en 1926 », *AG*, 201, p. 260-262.
- , 1929, « Le développement du réseau aérien en 1928 », *AG*, 216, p. 603-609.
- , 1931, « Le développement du réseau aérien en 1930 », *AG*, 225, p. 303-307.
- , 1932, « Le développement du réseau aérien en 1931 », *AG*, 232, p. 399-402.
- , 1933, « Le développement du réseau aérien en 1932 », *AG*, 238, p. 408-410.
- , 1934, « Le développement du réseau aérien en 1933 », *AG*, 243, p. 307-309.
- , 1937, « Le développement du réseau aérien en 1936 », *AG*, 262, p. 392-395.
- , 1933, « Statistiques », *AG*, 238, p. 442-448.
- , 1935, « Le canal de Suez, conjoncture économique et composantes du trafic », *AG*, 248, p. 217-218.
- DAVID Henri, 1918, « Le vignoble bourguignon », *AG*, 148-149, p. 285-306.
- DECENSIERE-FERRANDIERE André, 1921, « Le trafic du canal de Suez en 1920 », *AG*, 167, p. 385-389.
- DEMANGEON Albert, 1913, « Les relations de la France du Nord avec l'Amérique. Esquisse de géographie commerciale », *AG*, 123, p. 227-244.
- , 1918, « Anvers », *AG*, 148-149, p. 307-339.
- , 1920, « Les relations économiques de l'Australasie », *AG*, 157, p. 75-78.
- , 1922a, « Problèmes britanniques », *AG*, 169, p. 15-36.

- , 1922b, « Géographie militaire et géographie politique. A propos d'ouvrages américains », AG, 171, p. 197-204.
- , 1924, « Evolution économique de la Grande-Bretagne d'après le livre de M^r André Siegfried », AG, 184, p. 365-373.
- , 1925, « La géographie économique aux Etats-Unis », AG, 188, p. 174-176.
- , 1928a, « L'Angleterre, l'Europe et le monde d'après le livre de Mr Erich Obst », AG, 207, p. 268-270.
- , 1928b, « La question du caoutchouc », AG, 208, p. 372-373.
- , 1928c, « Le trafic du Canal de Suez », AG, 208, p. 374.
- , 1929a, « Les aspects actuels de l'économie internationale (*Premier article*) », AG, 211, p. 10-25.
- , 1929b, « Les aspects actuels de l'économie internationale (*Second article*) », AG, 212, p. 97-112.
- , 1929b, « Les importations de matières premières coloniales en France », AG, 213, p. 289.
- , 1930a, « La production mondiale de sucre », AG, 217, p. 88-90.
- , 1930b, « La production de blé dans le monde », AG, 217, p. 90-91.
- , 1930c, « Le rail et la route », AG, 218, p. 113-132.
- , 1930d, « La "Feuille d'informations économiques méditerranéennes" (en abrégé F.I.E.M) », AG, 218, p. 214-215.
- , 1930e, « Surpopulation et émigration en Extrême-Orient », AG, 219, p. 422-423.
- , 1931a, « Un manuel de géographie économique », AG, 224, p. 175.
- , 1931b, « L'industrie du diamant à Amsterdam », AG, 224, p. 214-215.
- , 1931c, « Le port de New York », AG, 224, p. 205-208.
- , 1932a, « Aspects nouveaux de l'économie internationale (*Premier article*) », AG, 229, p. 1-21.
- , 1932b, « Géographie politique », AG, 229, p. 22-31.
- , 1932c, « Aspects nouveaux de l'économie internationale (*Second article*) », AG, 230, p. 113-130.
- , 1932d, « Jacques Levainville », AG, 230, p. 217-218.
- , 1932e, « La population de la Terre », AG, 231, p. 291-294.
- , 1932f, « Pionniers et fronts de colonisation », AG, 234, p. 631-636.
- , 1933a, « Les échanges internationaux », AG, 238, p. 439-440.
- , 1933b, « Les chemins de fer français », AG, 239, p. 449-460.
- , 1934a, « Economie agricole et peuplement rural », AG, 241, p. 1-21.
- , 1934b, « Un manuel américain de géographie économique et sociale », AG, 244, p. 417-418.
- , 1936, « Le Centre d'Etudes de Politique Etrangère », AG, 258, p. 646-648.
- , 1938a, « Le destin des races blanches d'après M^r H. Decugis », AG, 265, p. 58-61.
- , 1938b, « La question du surpeuplement », AG, 266, p. 113-127.
- , 1939, « Géographie politique, à propos de l'Allemagne », AG, 272, p. 113-119.
- , 1940, « La colonisation blanche sous les tropiques », AG, 278-279, p. 98-105.
- DEMOULIN F. (Cpt), 1939, « Les communications sahariennes. Voies d'empire », AG, 275-276, p. 481-493.
- DENNERY Etienne, 1926, « L'émigration écossaise depuis la guerre », AG, 194, p. 126-134.
- , 1928, « L'émigration indienne », AG, 208, p. 328-353.
- , 1929, « La surpopulation japonaise », AG, 212, p. 148-168.
- , 1937, « Problèmes d'Extrême-Orient. Les changements récents dans l'équilibre économique des puissances en Extrême-Orient », AG, 262, p. 337-368.
- Direction (La)*, 1959, « Le Comité de patronage des *Annales de Géographie*, André Siegfried », AG, 368, p. 289-291.
- DOUCET Robert, 1912, « Un projet de chemin de fer transafricain », AG, 117, p. 271-276.
- DUBOIS Marcel, 1891, « Océanographie et Océanie », AG, 1, p. 81-101.
- DUBOIS Marcel et VIDAL DE LA BLACHE Paul, 1891, « Avis au lecteur », AG, 1, p. I-IV.
- DUPUY Paul, 1905, « Les procédés et le matériel de l'enseignement géographique dans les lycées et les collèges », AG, 75, p. 222-233.
- DUPUY Paul et Lucien Gallois, 1938, « Fernand Maurette (1879-1937) », AG, 266, p. 199-202.
- ENGEL Frédéric, 1938, « Un problème des transports aériens : la sécurité », AG, 268, p. 337-344.
- FICHEUX Robert, 1939, « Les gisements de pétrole », AG, 275-276, p. 506-512.

- FONCIN Pierre, 1891, « La France extérieure », *AG*, 1, p. 1-8.
- FOVILLE Alfred de, 1895, « L'habitation dans les diverses parties de la France », *AG*, 15, p. 210-216.
- , 1897, « La géographie de l'or », *AG*, 27, p. 193-211.
- G., 1904, « Les chemins de fer africains », *AG*, 72, p. 427-454.
- GALLOIS Lucien, 1891, « Amérique », *AG*, n°1, p. 67-81.
- , 1892a, « Amérique. Le recensement de 1890 aux Etats-Unis », *AG*, 3, p. 287-300.
- , 1892b, « Etat de nos connaissances sur l'Amérique du Sud. I », *AG*, 5, p. 65-91.
- , 1893, « Etat de nos connaissances sur l'Amérique du Sud. II », *AG*, 7, p. 365-390.
- , 1895, « Le congrès de Londres », *AG*, n°18, p. 90-102.
- , 1905a, « Les programmes d'enseignement de la géographie dans les lycées et les collèges et leur application », *AG*, 75, p. 208-221.
- , 1905b, « Les discussions du musée pédagogique sur l'enseignement de la géographie », *AG*, 75, p. 233-235.
- , 1918a, « Les géographes américains et la guerre », *AG*, 148-149, p. 372-374.
- , 1918b, « Paul Vidal de la Blache (1845-1918) », *AG*, 147, p. 161-173.
- , 1919, « La paix de Versailles. Les nouvelles frontières de l'Europe », *AG*, 154, p. 242-248.
- , 1920, « Le déclin de l'Europe », *AG*, 159, p. 213-216.
- , 1921a, « La production du pétrole au Mexique », *AG*, 166, p. 318-319.
- , 1921b, « Le centenaire de la Société de géographie de Paris », *AG*, 167, p. 374-378.
- , 1922a, « Géographie humaine », *AG*, 170, p. 97-108.
- , 1922b, « L'Extrême-Orient et le Pacifique. Les résultats de la conférence de Washington », *AG*, 171, p. 244-259.
- , 1928, « Georges Arnaud », *AG*, 205, p. 887.
- GALLOIS Lucien et LERDERLIN A., 1898, « La culture du coton dans le monde », *AG*, 34, p. 289-307.
- GEORGE Pierre, 1950, « Le faux problème de la population mondiale », *AG*, 314, p. 149-150.
- , 1953, « Matériaux pour l'étude géographique de la population », *AG*, 333, p. 321-346.
- GERMAIN Louis, 1912, « La distribution géographique des animaux d'après l'Atlas de Bartholomew », *AG*, 115, p. 20-28.
- GERMAIN Louis, 1918, « La biogéographie et les musées régionaux », *AG*, 145, p. 1-10.
- GOTTMANN Jean, 1937, « Tendances du commerce extérieur de l'U.R.S.S. », *AG*, 260, p. 210-212.
- , 1938, « L'homme, la route et l'eau en Asie sud-occidentale », *AG*, 270, p. 575-601.
- , 1940, « Le pétrole en Asie Sud-occidentale », *AG*, 278-279, p. 154-157.
- , 1948a, « Changements de structure dans la géographie humaine des Etats-Unis (*Premier article*) », *AG*, 306, p. 131-145.
- , 1948b, « Changements de structure dans la géographie humaine des Etats-Unis (*Deuxième article*) », *AG*, 307, p. 219-226.
- GROFFIER Valérien, 1900, « La production de la soie dans le monde », *AG*, 44, p. 97-118.
- GUENEAU L., 1928, « La production et la consommation de la soie artificielle dans le monde », *AG*, 210, p. 481-489.
- HITIER Henri, 1901, « L'évolution de l'agriculture », *AG*, 54, p. 385-400.
- , 1912, « Les progrès du commerce international des denrées périssables (lait, beurre, fruits, légumes, fleurs, etc.) », *AG*, 116, p. 109-117.
- , 1916, « Les réserves de bétail dans le monde », *AG*, 134, p. 81-96.
- HÜCKEL G.-A., 1906, « La géographie de la circulation selon Friedrich Ratzel. *Premier article* », *AG*, 84, p. 401-418.
- , 1907, « La géographie de la circulation selon Friedrich Ratzel. *Second article* », *AG*, 85, p. 1-14.
- JACQUARD R., 1936, « L'assainissement des Marais Pontins », *AG*, 257, p. 486-501.
- LANDY Pierre, 1938, « Le commerce et l'industrie du soja », *AG*, 265, p. 9-24.
- LAPPARENT Albert de, 1903, « Le volcanisme », *AG*, 66, p. 385-402.
- LARNAUDE Marcel, 1937, « La géographie de l'Afrique du Nord d'après M^r Augustin Bernard », *AG*, 264, p. 611-616.
- LEGRAS Jules, 1903, « Le Transmanchourien », *AG*, 61, p. 31-46.
- LEVAINVILLE Jacques, 1925, « Les statistiques des principaux métaux autres que le fer », *AG*, 191, p. 442-443.
- , 1930, « La carte mondiale des minerais de fer », *AG*, 222, p. 631-633.

- MARC-SCHRADER Lucien, 1913, « Le port de Dakar », AG, 125, p. 367-370.
- MARGERIE Emmanuel de, 1914, « Eduard SUESS », AG, 131, p. 371-373.
- MARRES Paul, 1938a, « L'évolution de l'économie italienne », AG, 265, p. 91-94.
- , 1938b, « L'orientation nouvelle du commerce italien depuis les sanctions », AG, 265, p. 94-96.
- , 1939a, 100-103 « L'autarcie et l'économie italienne en 1937 », AG, 271, p. 100-103.
- , 1939b, « Le commerce extérieur de l'Italie en 1937 », AG, 271, p. 104-105.
- MARTONNE Emmanuel de, 1941, « Lucien Gallois (1857-1941) », AG, 283, p. 161-167.
- MAURETTE Fernand, 1920, « L'agrandissement du port de Suez », AG, 159, p. 236-237.
- , 1922a, « Progrès des ports de Yokohama et de Kobé », AG, 169, p. 91-93.
- , 1922b, « L'évolution économique de l'Australie », AG, 169, p. 189-192.
- , 1924, « Le caoutchouc. Etude de géographie économique », AG, 185, p. 409-429.
- , 1926, « Le pétrole. Etude de géographie économique », AG, 193, p. 1-26.
- , 1928, « Les publications documentaires de la Conférence économique internationale », AG, 207, p. 261-265.
- MEGRET Hélène, 1933, « L'empire britannique et la conférence d'Ottawa », AG, 238, p. 372-390.
- MEYNIER André, 1931, « La crise agricole dans le Cantal et ses conséquences sociales », AG, 226, p. 411-419.
- , 1936, « Problèmes du Pacifique d'après M^r Roger Lévy », AG, 254, p. 197-199.
- MICHOTTE P.L., 1929, « L'industrie belge du charbon », AG, 211, p. 47-66.
- MORAZE Charles, 1936, « Dakar », AG, 258, p. 607-631.
- MRAZEC L., 1924, « Le pétrole. Conditions géologiques et géographiques », AG, 186, p. 505-522.
- MUSSET René, 1935, « Problèmes du blé », AG, 248, p. 113-126.
- , 1936, « Le problème du blé en France », *Annales de Géographie*, 257, p. 528-529.
- , 1937, « Les prix en France de 1927 à 1935 et leurs conditions géographiques », AG, 259, p. 76-78.
- PARDE Maurice, 1929, « La production de sucre dans le monde et en Europe », AG, 211, p. 85-86.
- , 1930, « La population mondiale », AG, 212, p. 209.
- , 1932a, « La production mondiale de houille en 1930 », AG, 230, p. 220-221.
- , 1932b, « Quelques indices de la crise économique : le trafic du canal de Suez et le prix des produits agricoles », AG, 232, p. 444.
- PASQUET Désiré, 1928, « Les Etats-Unis d'aujourd'hui », AG, 208, p. 363-366.
- PERPILLOU Aimé, 1933, « Un fléau agricole : le doryphore », AG, 236, p. 113-126.
- , 1953, « Le XVII^e Congrès International de Géographie (Washington, 8-15 août 1952) », AG, 330, p. 81-91.
- PERRET Robert, 1952, « A propos de l'achèvement de la "Géographie Universelle" : vingt années de géographie française », AG, 324 p. 81-97.
- POLLOG Carl Hanns, 1937, « L'aviation commerciale dans les régions méditerranéennes. Contribution à l'étude de la géographie des communications aériennes », AG, 263, p. 465-484 ; 264 p. 561-579.
- RAVENEAU Louis, 1891, « Notre connaissance de l'Asie », AG, 2, p. 160-176.
- , 1892, « L'élément humain dans la géographie. L'anthropogéographie de M. Ratzel », AG, 3, p. 331-347.
- , 1917, « Daniel Bellet », AG, 144, p. 470-471.
- Rédaction (La)*, 1916, Nécrologie d'Alexandre WOEIKOF, AG, 134, p. 150-151.
- ROBEQUAIN Charles, 1938, « Problèmes de l'économie rurale en AOF », AG, 260, p. 137-163.
- , 1941, « Problèmes de colonisation dans les Indes Néerlandaises (*Deuxième article*) », AG, 282, p. 114-136.
- SCHIRMER Henri, 1891a, « La France et les voies de pénétration au Soudan », AG, 1, p. 9-32.
- , 1891b, « La géographie de l'Afrique en 1880 et 1890. I », AG, 1, p. 57-67.
- , 1891c, « La géographie de l'Afrique en 1880 et 1890. II », AG, 2, p. 185-196.
- SION Jules, 1904, « La seconde édition de la *Politische Geographie* », AG, 68, p. 171-173.
- , 1919, « L'activité économique du Japon pendant la guerre », AG, 155, p. 393-396.
- , 1926, « Les populations de l'Inde d'après les derniers recensements (*Second article*) », AG, 197, p. 427-448.
- , 1931, « La population du Japon », AG, 224, p. 220.

- , 1934, « Le rôle des articulations littorales en Méditerranée », *AG*, 244, p. 372-379.
- SORRE Maximilien, 1948, « La notion de genre de vie et sa valeur actuelle (Deuxième article) », *AG*, 307, p. 193-204.
- , 1952, « La géographie de l'alimentation », *AG*, 325, p. 184-199.
- , 1954a, « Les races et les peuples de la Terre d'après Mr Renato Biasutti », *AG*, 339, p. 373-375.
- , 1954b, « La Conférence mondiale de la Population (Rome, septembre 1954) », *AG*, 340, p. 401-415.
- TINTHOIN Robert, 1939, « Le commerce de l'Algérie avec l'Empire français », *AG*, 275-276, p. 545.
- VALLAUX Camille, 1928a, « Lancement des navires de commerce en 1927 », *AG*, 207, p. 278.
- , 1928b, « Un projet d'île flottante pour avions dans l'océan Atlantique », *AG*, 207, p. 480.
- , 1931, « La flotte de commerce mondiale en 1930 », *AG*, 22, p. 447-448.
- VERGEZ-TRICOM Geneviève, 1920, « Le canal de Panama », *AG*, 161, p. 384-387.
- , 1923, « La culture du coton aux Etats-Unis », *AG*, 180, p. 560-563.
- , 1930, « Géographie de l'Amérique centrale », *AG*, 218, p. 199-203.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, 1891, « Récents travaux sur la géographie de la France », *AG*, n°1, p. 32-52.
- , 1893, « Le Sahara par H. Schirmer », *AG*, 9, p. 99-100.
- , 1896, « Le principe de la géographie générale », *AG*, 19, p. 129-142.
- , 1898, « La géographie politique. A propos des écrits de M. Frédéric Ratzel », *AG*, 32, p. 97-111.
- , 1899, « Leçon d'ouverture du cours de géographie. Faculté des lettres de Paris, 7 février 1899 », *AG*, 38, p. 97-109.
- , 1900, « Une nouvelle histoire universelle », *AG*, 45, p. 257-259.
- , 1902, « Les conditions géographiques des faits sociaux », *AG*, 55, p. 13-23.
- , 1905, « La conception actuelle de l'enseignement de la géographie », *AG*, 75, p. 193-207.
- , 1908, « La Colombie britannique par A. Métin », *AG*, 109, p. 364-366.
- , 1910, « La carte internationale du monde au millionième », *AG*, 103, p. 1-7.
- , 1911a, « La conquête du Sahara d'après E.-F. Gautier », *Annales de Géographie*, 94, p. 73-77.
- , 1911b, « Les genres de vie dans la géographie humaine. *Second article* », *AG*, 112, p. 289-304.
- , 1913, « Alfred de Foville », *AG*, 126, p. 465-466.
- , 1915, « *Londres et les ouvriers de Londres* d'après M^r D. Pasquet », *AG*, 132, p. 430-433.
- , 1917a, « La répartition des hommes sur le globe », *AG*, 140, p. 81-93.
- , 1917b, « La répartition des hommes sur le globe. *Second article* », *AG*, 142, p. 241-254.
- WEILER A, 1932, « Le tourisme, facteur économique mondial », *AG*, 232, p. 402-405.
- WELSCH Jules, 1893, « Explication d'une carte de la répartition des végétaux à la surface du globe », *AG*, 8, p. 417-428.
- WEULERSSE Jacques, 1931, « L'évolution des voies de communication et des moyens de transport en Afrique centrale », *AG*, 227, p. 544-558.
- WOEIKOF Alexandre, 1901a, « De l'influence de l'homme sur la terre (*Premier article*) », *AG*, 50, p. 97-114.
- , 1901b, « De l'influence de l'homme sur la terre (*Second article*) », *AG*, 51, p. 193-215.
- , 1913, « La culture du coton et l'industrie cotonnière dans le monde », *AG*, 126, p. 385-398.
- ZIMMERMANN Maurice, 1895, « Le chemin de fer transsibérien », *AG*, 16, p. 387.
- , 1896a, « Amérique centrale », *AG*, 20, p. 252-253.
- , 1896b, « Les câbles sous-marins. Le réseau de l'Angleterre. Projet d'un câble purement français », *AG*, 21, p. 343-344.
- , 1897a, « Progrès géographiques causés par le Transsibérien », *AG*, 28, p. 377.
- , 1897b, « L'annexion de l'archipel Hawaï aux Etats-Unis. L'importance internationale du Pacifique », *AG*, 30, p. 467.
- , 1899a, « La mission Fouereau-Lamy. La question du Transsaharien », *AG*, 38, p. 185-186.
- , 1899a, « La cession des Carolines à l'Allemagne », *AG*, 41, p. 380.
- , 1900a, « Leçon d'ouverture du cours d'histoire et de géographie coloniales », *AG*, 43, p. 76-80.
- , 1900b, « Les progrès de l'expansion américaine. Le canal interocéanique », *AG*, 44, p. 188-190.

- , 1900c, « Visées économiques des Etats-Unis dans le Pacifique et dans l'Amérique du Sud », *AG*, 44, p. 190-191.
- , 1900d, « Projet d'un réseau français de câbles sous-marins », *AG*, 48, p. 469-450.
- , 1901a, « Les traversées à vapeur d'Europe aux Etats-Unis », *AG*, 50, p. 183-185.
- , 1901b, « Le câble transpacifique anglais », *AG*, 54, p. 469.
- , 1902a, « Projet de chemin de fer Transaustralien », *AG*, 55, p. 91.
- , 1902b, « L'achèvement du Transsibérien », *AG*, 56, p. 184-185.
- , 1902c, « Positions occupées par les Etats-Unis dans les Antilles. Projet d'acquisition des Antilles Danoises », *AG*, 57, p. 287-288.
- , 1902d, « Terres, climat et glaciers antarctiques », *AG*, 60, p. 385-406.
- , 1903a, « Achèvement du premier câble transpacifique », *AG*, 61, p. 84.
- , 1903b, « La situation actuelle et l'avenir du canal de Suez », *AG*, 66, p. 463-465.
- , 1904a, « Le canal des isthmes américains. Traités Hay-Pauncefote (18 novembre 1902) et Hay-Herran (18 mars 1903). Le bill Spooner (19 juin 1902) », *AG*, 68, p. 184-185.
- , 1904b, « La République de Panama. Le traité Hay-Bunau-Varilla (18 nov. 1903) », *AG*, 68, p. 185-186.
- , 1904c, « Le canal de Panama. Conditions techniques d'établissement et considérations économiques », *AG*, 68, p. 186-188.
- , 1904d, « Le chemin de fer de Tehuantepec », *AG*, 68, p. 188-189.
- , 1904e, « Le congrès des Sociétés de géographie à Tunis », *AG*, 70, p. 364-366.
- , 1905a, « La navigation maritime à la fin de 1904. Grands navires et turbines à vapeur », *AG*, 75, p. 277-279.
- , 1905b, « La création d'une ligne télégraphique à travers le Sahara », *AG*, 76, p. 383.
- , 1906a, « Les progrès de la plantation de caoutchouc. Production et consommation actuelles », *AG*, 79, p. 83-86.
- , 1906b, « Les grands ports classés par ordre d'importance », *AG*, 82, p. 394-395.
- , 1907a, « Voies ferrées en Asie Russe. La ligne de l'Amour. La ligne de la Sibérie au Turkestan. Doublement du Transsibérien », *AG*, 86, p. 187-188.
- , 1907b, « Le chemin de fer de Tehuantepec », *AG*, 86, p. 192.
- , 1908a, « Le développement du commerce et de la marine marchande du Japon », *AG*, 91, p. 88-92.
- , 1908b, « Le port de Londres », *AG*, 92, p. 179-181.
- , 1909a, « La suture du "Panamerican Railway" au chemin de fer de Tehuantepec. Le chemin de fer transisthmique du Guatemala », *AG*, 97, p. 93-95.
- , 1909b, « Le développement du port de Dakar », *AG*, 100, p. 380-381.
- , 1909c, « L'inauguration du chemin de fer des Tauern », *AG*, 102, p. 465-466.
- , 1909d, « Exploitation des îles australes. Renaissance de la pêche de la baleine », *AG*, 102, p. 471-472.
- , 1910a, « Croisière du Duc d'Orléans dans l'Atlantique boréal en 1909 », *AG*, 103, p. 95.
- , 1910b, « La situation actuelle du chemin de fer du Saint-Gothard », *AG*, 104, p. 184-186.
- , 1910c, « Les gisements et la production actuelle du pétrole », *AG*, 106, p. 359-366.
- , 1910d, « L'achèvement du chemin de fer transandin de Buenos Aires à Valparaiso », *AG*, 106, p. 382-383.
- , 1911a, « La population des cinq plus grandes villes américaines », *AG*, 109, p. 94.
- , 1911b, « La géographie humaine d'après Jean Brunhes », *AG*, 110, p. 97-111.
- , 1911c, « Les grandes villes allemandes d'après le recensement de 1910 », *AG*, 110, p. 186-187.
- , 1911d, « Achat des îles Galapagos par les Etats-Unis », *AG*, 111, p. 283.
- , 1911e, « L'organisation actuelle des transports océaniques », *AG*, 112, p. 371-374.
- , 1911f, « République de Panama. Les travaux du canal. Voyage de H. Pittier », *AG*, 112, p. 383-384.
- , 1912, « Les progrès du chemin de fer de Tehuantepec », *AG*, 117, p. 286-288.
- , 1913a, « La production et la consommation actuelles du pétrole aux Etats-Unis », *AG*, 123, p. 280-281.
- , 1913b, « Chemins de fer asiatiques. – Le chemin de fer de l'Amour », *AG*, 124, p. 377-378.
- , 1913c, « Projets de voies ferrées en Perse », *AG*, 124, p. 378.
- , 1913d, « Etat d'avancement du chemin de fer de Bagdad », *AG*, 124, p. 378-379.
- , 1914, « Le canal Hohenzollern entre Berlin et Stettin », *AG*, 130, p. 373-374.

- , 1916a, « La première année du trafic du canal de Panama », *AG*, 134, p. 157-158.
- , 1916b, « La production et la consommation de la soie », *AG*, 135, p. 219-223.
- , 1916c, « La Foire de Lyon », *AG*, 136, p. 303-306.
- , 1916d, « Le développement de la marine marchande du Japon », *AG*, 137, p. 394-396.
- , 1917, « Achat des Antilles danoises par les Etats-Unis », *AG*, 141, p. 236-237.
- , 1918a, « Achèvement du chemin de fer transcontinental Sud-australien », *AG*, 145, p. 75.
- , 1918b, « Marseille, port colonial », *AG*, 147, p. 236-237.
- , 1918c, « Le charbon dans les Alpes françaises et dans l'Est de Lyon », *AG*, 148-149, p. 393-394.
- , 1920, « La réglementation scientifique de la pêche à la baleine dans l'Atlantique austral », *AG*, 162, p. 473-475.

Comptes-rendus de la *Bibliographie géographique*

- ARNAUD G. 1923, CR de DIX A., 1922, *Politische geographie. Weltpolitisches Handbuch. XXXII^e Bibliographie*, n°345, p. 73.
- AUERBACH Bertrand, 1908, CR de la revue *Die Weltwirtschaft. XVII^e Bibliographie*, n°437, p. 131.
- BAULIG Henri, 1909, CR de COOLIDGE A.C., 1908, *Les Etats-Unis puissance mondiale. XVIII^e Bibliographie*, n°206, p. 67.
- , 1926, CR de MARBUT C.F., 1925, « *The rise, decline, and revival of Malthusianism in relation to geography and character of soils* », *Annals of the Association of American Geographers. XXXV^e Bibliographie*, n°548, p. 109.
- , 1928, CR de SIEGFRIED André, 1927, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui. XXXVII^e Bibliographie*, n°2739, p. 520.
- , 1931, CR de POMARET Charles, 1930, *L'Amérique à la conquête de l'Europe. XL^e Bibliographie*, n°595, p. 123.
- BERARD Armand, DEMANGEON Albert et MUSSET René, 1932, CR de la sous-rubrique « [Crise économique] ». *XLI^e Bibliographie*, n°545, p. 114.
- BLONDEL Georges, 1910, CR de CLERGET Pierre, 1909, *Manuel d'économie commerciale (la technique de l'exportation) à l'usage des élèves de l'Enseignement commercial supérieur et moyen et de l'Enseignement technique. XIX^e Bibliographie*, n°220, p. 62-63.

- BOUTRY Léon, 1908, CR de ZAHN Gustav W. von, 1907, « *Der Isthmus von Tehuantepec* », *Z. Ges. E. Berlin. XVII^e Bibliographie*, n°1048, p. 299-300.
- BRESSON M., CARACI G., DEMANGEON A., RAVENEAU L., 1929, CR de la rubrique « [Accroissement de la population] ». *XXXVIII^e Bibliographie*, n°511, p. 100.
- CAVAILLES Henri et CAPOT-REY Robert, 1938, CR de (GAUTIER Emile-Félix), 1937, *Mélanges de géographie et d'orientalisme offerts à (...). XLVII^e Bibliographie*, n°556, p. 148-151.
- CLERGET Pierre, 1911, CR de FRIEDRICH Ernst, 1910, « *Der Bildungswert der Wirtschaftsgeographie* ». *XX^e Bibliographie*, n°228A, p. 62-63.
- , 1912a, CR de DINGELSTEDT V., 1911, « *Ruling Nations : Considerations on their Characters* », *Scottish Geographical Magazine. XXI^e Bibliographie*, n°183, p. 65.
- , 1912b, CR de BRIGHAM Albert Perry, 1911, *Commercial Geography. XXI^e Bibliographie*, n°188, p. 67.
- , 1912c, CR de FRIEDRICH Ernst, 1911, « *Der Bildungswert der Wirtschaftsgeographie* ». *XXI^e Bibliographie*, n°192B, p. 68.
- , 1913, CR de JACOB Léon, 1912, « Les intérêts français et les relations télégraphiques internationales », *Questions diplomatiques et coloniales. XXII^e Bibliographie*, n°203, p. 72-73.
- , 1915, CR de VIALATE Achille et CAUDEL M. (dir.), *La vie politique dans les deux mondes, 1911-1912 et 1912-1913. XXIII^e Bibliographie*, n°367, p. 117-118.
- COLIN Elicio, 1907, CR de AUBERT Louis, *Paix japonaise. XVI^e Bibliographie*, n°654, p. 185.
- , 1923, CR de la rubrique « [Accroissement de la population] ». *XXXII^e Bibliographie*, n°316, p. 69.
- , 1924, CR de la rubrique « [Transsaharien] ». *XXXIII^e Bibliographie*, n°1471, p. 2836.
- , 1928, CR de MAURETTE Fernand, 1927, « Le problème de la répartition internationale des matières premières vu par un géographe », *L'Année politique française et étrangère. XXXVII^e Bibliographie*, n°628A, p. 128.
- , 1932, CR de BOWMAN Isaiah, 1931, *The Pioneer Fringe. XLI^e Bibliographie*, n°444, p. 94.
- , 1933, CR de GOBLET Yves-Marie, « *Geopolitik et critique géographique* », *Le Temps*, 14 juillet 1932. *XLII^e Bibliographie*, n°485, p. 95.
- , 1938, CR de MEADE J.E., 1938, *Revue de la situation économique mondiale. Septième année, 1937-1938. Société des Nations. XLVII^e Bibliographie*, n°510, p. 145.

- , 1941, CR de GOBLET Yves-Marie, « Sur une route maritime impériale », *Le Temps*, 26 février 1939. XLVIII^e *Bibliographie*, n°381, p. 94.
- COLIN Elicio, DEBYSER F., MUSSET René, 1935, CR de la sous-rubrique « [Blé] ». XLIV^e *Bibliographie*, n°567, p. 126.
- COLIN Elicio (et alii), 1930, CR de SCHILDER Siegmund, 1929, « Zur Frage der grösstmöglichen Bevölkerung der Erde », *M. G. Ges. Wien. XXXIX^e Bibliographie*, n°508, p. 111.
- DALLET Gabriel, 1896, CR de RECLUS Elisée, 1895, *Projet de construction d'un globe terrestre à l'échelle du cent millièrme*. V^e *Bibliographie*, n°56, p. 20.
- DEBYSER F., 1934, CR de FIDEL Camille, 1933, « La production coloniale et le marché métropolitain : le commerce franco-colonial », *Revue des questions coloniales et maritimes*. XLIII^e *Bibliographie*, n°572, p. 112.
- , 1936, CR de DECUGIS Henri, 1935, *Le destin des races blanches*. XLV^e *Bibliographie*, n°534, p. 134.
- , 1937, CR de PICKERING E.H., 1936, *Japan's place in the modern world*. XLVI^e *Bibliographie*, n°1406, p. 368.
- DEFFONTAINES Pierre, 1925, CR de GONNARD René, 1923, *Histoire des doctrines de la population*. XXXIV^e *Bibliographie*, n°462, p. 95.
- DEMANGEON Albert, 1928, CR de OBST Erich, 1927, *England, Europa und die Welt. Eine geopolitisch-weltwirtschaftliche Studie*. XXXVII^e *Bibliographie*, n°562, p. 115-116.
- , 1929a, CR de BOWMAN Isaiah, 1928, *The New World* (4^e édition). XXXVII^e *Bibliographie*, n°550, p. 108.
- , 1929b, CR de ROMIER Lucien, 1927, *Qui sera le maître, Europe ou Amérique ?* XXXVII^e *Bibliographie*, n°647, p. 128.
- , 1931a, CR de HAUSHOFER Karl, 1930, *Die Grossmächte vor und nach dem Weltkriege*. XL^e *Bibliographie*, n°453A, p. 89.
- , 1931b, CR de LEACOCK Stephen, 1930, *Economic Prosperity in the British Empire*. XL^e *Bibliographie*, n°516, p. 103.
- , 1931c, CR de THEUNIS Georges, 1930, « La situation économique en 1929 », *L'Economie internationale*. XL^e *Bibliographie*, n°555, p. 109.
- , 1931d, CR de BOUSQUET Ch., 1930, *Autarchie und weltwirtschaftliche Expansion als treibende Kräfte der französischen Wirtschaftspolitik der Gegenwart*. XL^e *Bibliographie*, n°699, p. 143.
- , 1933a, CR de DENNERY Etienne, 1932, *Le nationalisme économique contemporain*. Cours au Centre européen de la Dotation Carnegie. XLII^e *Bibliographie*, n°523, p. 103.
- , 1933b, CR de RÜHL A., *Zur frage der internationalen Arbeitsteilung. Eine statistische Studie auf Grund der Einfuhr der Vereinigten Staaten von Amerika*. XLII^e *Bibliographie*, n°2555, p. 494.
- , 1934, CR de JULIEN Raymond-Ch., 1933, *Le trafic du canal de Suez. Conjonctures économiques et prévisions*. XLIII^e *Bibliographie*, n°2634A, p. 507-508.
- , 1935a, CR de ROSENBERG H., 1934, *Die Weltwirtschaftskrisis von 1857-1859*. XLIV^e *Bibliographie*, n°183, p. 51.
- , 1935a, CR de SOCIETE DES NATIONS, 1934, *Aperçu du Commerce mondial, 1933*. XLIV^e *Bibliographie*, n°590, p. 131.
- , 1936, CR de *L'Economie internationale*, 1935. *Revue de la Chambre de Commerce Internationale*. XLV^e *Bibliographie*, n°537, p. 135.
- , 1937, CR de DECUGIS Henri, 1936 (2^e édition), *Le destin des races blanches*. XLVI^e *Bibliographie*, n°498, p. 140.
- , 1939, CR de SIEGFRIED André, 1938, *Autour de la route de Suez*. XLVIII^e *Bibliographie*, n°555, p. 160.
- GALLOIS Lucien, 1898, CR de BRUNHES Jean, 1897, « Les principes de la géographie moderne », *La Quinzaine*. VII^e *Bibliographie*, n°196, p. 66.
- GIRARDIN Paul, 1902, CR de RECLUS Elisée, *L'enseignement de la géographie. Globes, disques globulaires et reliefs*. XI^e *Bibliographie*, n°205, p. 67.
- , 1905, CR de PINON René, 1904, *L'empire de la Méditerranée*. XIV^e *Bibliographie*, n°150, p. 54 55.
- , 1908, CR de COOLIDGE Archibald C., 1907, « Les Etats-Unis comme puissance mondiale », *Revue économique internationale*. XVII^e *Bibliographie*, n°229, p. 71.
- HAUSER Henri, 1909, CR de FAVRE Jean, 1908, *Les Etats-Unis et les marchés européens*. XVIII^e *Bibliographie*, n°212, p. 69.
- HÜCKEL G.-A., 1908a, CR de CHISHOLM George G., 1907, « Geography and Commerce », *Geographical Journal*. XVII^e *Bibliographie*, n°207A), p. 65.
- , 1908b, CR de ECKERT Max, 1907, « The New Fields of Geography, especially Commercial Geography », *Scottish Geographical Magazine*. XVII^e *Bibliographie*, n°207B), p. 65.
- , 1912, CR de DIX Arthur, 1911, « Geographische Abrundungstendenzen in der Weltpolitik », *Geographische Zeitschrift*. XXI^e *Bibliographie*, n°184, p. 65.

- JOERG W.L.G., 1928, CR de BOWMAN Isaiah, 1926, « Pioneer Belts » et *Pioneer fringe*. XXXVII^e *Bibliographie*, n°497, p. 105.
- MALAVIALLE Léon et RAVENEAU Louis, 1906, CR de REGELSPERGER G., 1905, « Les Transpyréniens, ce qu'on peut en attendre », *Revue politique et parlementaire*. XV^e *Bibliographie*, n°344, p. 116.
- MAURETTE Fernand, 1931a, CR de JOHNSTON G.A., 1930, « L'industrialisation et les pays du Pacifique », *Revue internationale du travail*. XL^e *Bibliographie*, n°511, p. 102.
- , 1931b, CR de IDEI Seishi, 1930, « Le problème des migrations au Japon », *Revue internationale du travail*. XL^e *Bibliographie*, n°1580, p. 312.
- MAURETTE Fernand et PLATT E.T., 1928, CR de la sous-rubrique « [Pétrole] ». XXXVII^e *Bibliographie*, n°632, p. 129.
- MONBEIG Pierre, 1938, CR de HAUSER Henri, 1937, *Economie et Diplomatie. Les conditions nouvelles de la politique étrangère*. XLVII^e *Bibliographie*, n°562, p. 151.
- MOSCHELES Julie, 1934, CR de SCHLOTE Werner, 1933, « Zur frage der sogenannten "Enteuropäisierung" des Welthandels », *Weltwirtschaftliches Archiv*. XLIII^e *Bibliographie*, n°749, p. 146-147.
- PINON René, 1905, CR de BERARD Victor, 1904, *La Révolte de l'Asie*. XIV^e *Bibliographie*, n°553, p. 182.
- PLATT Raye R., 1931a, CR de BOWMAN Isaiah, 1930, *International Relations. Reading with a purpose*, n°60, Chicago. XL^e *Bibliographie*, n°452A, p. 89.
- , 1931b, CR de PATTERSON E.M., 1930, *The World's Economic Dilemma*. XL^e *Bibliographie*, n°532, p. 105.
- , 1931c, CR de WALLACE Benjamin B. and EDMISTER Lynn R. EDMISTER, 1930, *International control of raw materials*. XL^e *Bibliographie*, n°561, p. 111.
- RAVENEAU Louis, 1897, CR de Mengerot A., 1896, « Le pétrole et sa distribution géographique dans le monde », Communication au 16^e Congrès des Sociétés françaises de Géographie à Bordeaux en 1895. VI^e *Bibliographie*, n°127, p. 44.
- , 1900, CR de SUPAN A., 1899, *Die Bevölkerung der Erde. X. Europa*. IX^e *Bibliographie*, n°215, p. 77.
- , 1902a, CR de BLONDEL Georges, 1901, *La France et le Marché du Monde*. XI^e *Bibliographie*, n°161, p. 54.
- , 1902b, CR de WRIGHT Carrol D., 1895 (traduction française en 1901), *L'évolution industrielle des Etats-Unis*. XI^e *Bibliographie*, n°839, p. 283.
- , 1905, CR de [RATZEL], 1904, *Zu Friedrich Ratzels Gedächtnis. Geplant als Festschrift zum 60. Geburtstag nun als Grabspende dargebracht von Fachgenossen und Schülern, Freunden und Verehren*. Leipzig, Dr. Seele & Co. XIV^e *Bibliographie*, n°151, p. 55-57.
- , 1909a, CR de la *Revue Economique Internationale*, 1908. XVIII^e *Bibliographie*, n°232, p. 76.
- , 1909b, CR de VIALATE Achille (dir.), *La vie politique dans les deux mondes, 1906-1907*. XVIII^e *Bibliographie*, n°238, p. 78.
- , 1911, CR de la *Revue Economique Internationale*, 1910. XX^e *Bibliographie*, n°243, p. 66-68.
- , 1915, CR de CLERGET Pierre, 1914, « Revue de géographie économique », *Revue générale des sciences*, XXIII^e-XXIV^e *Bibliographies*, n°323, p. 107-108.
- , 1930, CR de HAUSER Henri et Renaudet Augustin, 1929, *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance et la Réforme*. XXXIX^e *Bibliographie*, n°178, p. 40-41.
- , 1934, CR de BRENIER Henri, 1933, *Trois lettres sur le problème fondamental du temps présent. I La natalité et la guerre. II La natalité et le chômage. III La natalité et les ressources mondiales*. XLIII^e *Bibliographie*, n°447, p. 90.
- , 1936a, CR de HAUSER Henri, 1935, *La paix économique*. XLIV^e *Bibliographie*, n°549, p. 137.
- , 1936b, CR de SIEGFRIED André, 1935, *La crise de l'Europe*. XLV^e *Bibliographie*, n°688, p. 170.
- RAVENEAU Louis, ZIMMERMANN Maurice, 1904, CR de LENSCHAU Th., 1903, *Das Weltkabelnetz*. XIII^e *Bibliographie*, n°159, p. 56-57.
- REGELSPERGER G., 1924, CR de BRENIER Henri, « Le soi-disant péril du surpeuplement du globe », extrait du Compte rendu de la Société d'Etudes économiques de Marseille pour l'année 1923 1924. XXXII^e *Bibliographie*, n°456, p. 94.
- SCHIRMER Henri, 1900, CR de BERNARD Augustin, 1899 « La question du Transsaharien », *Questions diplomatiques et coloniales*. IX^e *Bibliographie*, n°696B, p. 232.
- SION Jules, 1905, CR de MACKINDER Halford J., 1904, « The Geographical Pivot of History », *The Geographical Journal*. XIV^e *Bibliographie*, n°149, p. 54.
- , 1909, CR de CLAVERY Edouard, 1908, *Le Développement économique du Japon et la concurrence économique en Extrême-Orient*. XVIII^e *Bibliographie*, n°641, p. 190-191.
- VAN BURKALOW A., 1947, CR de BOWMAN Isaiah, 1944, « Commanding our Wealth », *Science*. L^e *Bibliographie*, n°394, p. 115.

- VIDAL DE LA BLACHE Paul, 1896a, CR de Ratzel Friedrich, 1895, « *Studien über politische Räume* », *Geographische Zeitschrift*. V^e *Bibliographie*, n°201, p. 60.
- , 1896b, CR de RECLUS Elisée, 1895 « *The Evolution of Cities* », *The Contemporary Review*. V^e *Bibliographie*, n°207, p. 62.
- , 1897a, CR de RATZEL Friedrich, 1896, *Der Staat und sein Boden geographisch betrachtet*. V^e *Bibliographie*, n°113, p. 39-40.
- , 1897b, CR de RATZEL Friedrich, 1896, « *Die Gesetze des räumlichen Wachstums der Staaten, ein Beitrag zur wissenschaftlichen politischen Geographie* », *Petermanns Mitteilungen*. V^e *Bibliographie*, n°114, p. 40-41.
- , 1897c, CR de HÖZEL Emil, 1896, « *Das Geographische Individuum bei Karl Ritter und seine Bedeutung für den Begriff des Naturgebietes und der Naturgrenze* », *Geographische Zeitschrift*. V^e *Bibliographie*, n°131, p. 45.
- , 1899, CR des actes du Congrès national des Sociétés françaises de géographie de 1898 à Marseille, *Etudes sur Marseille et la Provence*. VIII^e *Bibliographie*. n°217, p. 74.
- , 1904, CR HELMOT H. F., *Weltgeschichte. Achter Band. West Europa, zweiter Theil. Der Atlantische Ozean*. XIII^e *Bibliographie*, n°129, p. 48.
- WRIGLEY Gladys M., 1926, CR de JEFFERSON Mark, 1925, « *Looking back at Malthus* », *Geographical Review*. XXXV^e *Bibliographie*, n°545, p. 108-109.
- ZIMMERMANN Maurice, 1901, CR de HAHN Eduard, 1900, *Die wirtschaft der Welt am Ausgang des XIX Jahrhunderts*. X^e *Bibliographie*, n°143, p. 149.
- , 1902, CR de VILLAIN Georges, 1901, *Le fer, la houille et la métallurgie à la fin du XIX^e siècle*. XI^e *Bibliographie*, n°193, p. 63.
- , 1905, CR de Friedrich Ernst, 1904, « *Wesen und geographische Verbreitung der Raubwirtschaft* », *Petermanns Mitteilungen*. XIV^e *Bibliographie*, n°166B, p. 60.
- , 1906a, CR de GONNARD René, 1905, « *L'industrie lyonnaise de la soie et la concurrence mondiale* », *Revue économique internationale*. XV^e *Bibliographie*, n°192, p. 60-61.
- , 1906b, CR de KRAUS Alois, 1905, *Versuch einer Geschichte der Handels- und Wirtschaftsgeographie*. XV^e *Bibliographie*, n°198, p. 66-67.
- , 1906c, CR de l'US Department of Commerce and Labor, 1905, *Transportation Routes and Systems of the World*. XV^e *Bibliographie*, n°210B, p. 70.
- , 1907a, CR de HERSENT Georges, 1906, « *Les grandes routes mondiales. Voyages rapides entre l'Amérique du Sud et l'Europe* », *Revue économique internationale*. XVI^e *Bibliographie*, n°230, p. 68.
- , 1907b, CR de LORIN Henri, 1906, *La France puissance coloniale. Etude d'histoire et de géographie politiques*. XVI^e *Bibliographie*, n°236, p. 70.
- , 1907c, CR de LOZE Edouard, 1904-1906, « *Le charbon dans le monde* », « *Le minerai de fer dans le monde* », « *Le fer et l'acier dans le monde, sièges et perspectives de production ; production, consommation et mouvements* », *L'Economiste français*. XVI^e *Bibliographie*, n°237, p. 70-71.
- , 1907d, CR de SUPAN A., 1906, *Die territoriale Entwicklung der Europäischen Kolonien*. XVI^e *Bibliographie*, n°251, p. 75.
- , 1908, CR de LAUNAY Louis de, 1907, *L'or dans le monde. Géologie, extraction, économie politique*. XVII^e *Bibliographie*, n°223, p. 70.
- , 1911, CR de FRIEDRICH Ernst, 1910, « *Weltproduktion, Welthandel und Weltverkehr* ». XX^e *Bibliographie*, n°228B, p. 62-63.
- , 1913, CR de CLERGET Pierre, 1912, *Géographie économique. L'exploitation rationnelle du globe*. XXII^e *Bibliographie*, n°195A, p. 70-71.

Articles et Tables d'autres revues

- ALLIX André, 1950, « Maurice Zimmermann, notice nécrologique », *Revue Géographique de Lyon*, XXV, p. 244-246.
- ANCEL Jacques, 1924, « Grandeur ou décadence de la communauté britannique », *Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*, 1, p. 1-16.
- ATWOOD Wallace W., 1929, « *Geography and International Good-Will* », *Geografiska Annaler*, vol. 11, p. 101-104.
- AUERBACH Bertrand, 1889, CR de W. GÖTZ, *Die Verkehrswege im Dienste des Welthandels. Eine historisch-geographische Untersuchung samt einer Einleitung für eine « Wissenschaft von den geographischen Entfernungen »*. *Revue de Géographie*, p. 148-151.
- BARBIE DU BOCAGE M.V.M., 1866, *Table alphabétique et raisonnée des matières contenues dans la 3^e & 4^e séries du Bulletin de la Société de Géographie. 1844 à 1861*. Paris, Arthus-Bertrand, 189 pages.
- BERNARD Augustin, 1899, « La question du Transsaharien », *Questions diplomatiques et coloniales*, mai 1899 p. 10-19.
- BLISS Tasker H., 1928, « Archibald Cary Coolidge, 1866-1928 », *Foreign Affairs*, 6, p. 353-355.

- BLONDEL Georges, 1900, CR de LOZE Edouard, 1900, *Les charbons britanniques et leur épuisement. Recherches sur la puissance du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Bulletin de la Société de Géographie Commerciale de Paris*, tome XXII, p. 207-210.
- BOWMAN Isaiah, 1927, « *The Pioneer Fringe* », *Foreign Affairs*, 1, p. 49-66.
- , 1935, « *Pioneer settlement* », *Comptes rendus du Congrès International de Géographie de Paris 1931. Tome III, Travaux des Sections IV, V, VI*. Paris, Armand Colin, 799 pages, p. 279-280.
- BRUNHES Jean, 1900, « L'homme et la terre cultivée », *Bulletin de la société Neuchâteloise de Géographie*, XII, p. 219-260.
- , 1909, « Les limites de notre cage », *Le Correspondant*, 10 décembre, p. 833-862.
- CANTAGREL S., 1880, « Les routes commerciales du globe », *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, Juil.-déc. (6^e sér. / T. 20), p. 337-351.
- CHISHOLM George G., 1907, « *Geography and Commerce* », *Geographical Journal*, 3, p. 303-318.
- , 1927, « *World Unity* », *Geographical Review*, 2, p. 287-300.
- CHOLLEY André, 1940, « Les milieux humains », *L'Information géographique*, 4, p. 87-90.
- CLERGET Pierre, 1907a, « Introduction géographique à l'étude de l'économie politique », *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, p. 166-183.
- , 1907b, « Le bilan économique de la Suisse devant la concurrence internationale », *Revue économique internationale*, 2, p. 589-602.
- , 1910, « L'urbanisme. Etude historique, géographique et économique », *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, p. 213-231.
- , 1927, « Le canal de Panama », *Revue économique internationale*, 3, p. 441-462.
- CLOZIER René, 1951, « Géographie de la circulation », *L'Information géographique*, 4, p. 145-149.
- COOLIDGE Archibald C., 1907, « Les Etats-Unis comme puissance mondiale », *Revue économique internationale*, 1, p. 60-83.
- DINGELSTEDT Victor, 1911, « *Ruling Nations : Considerations on their Characters* », *The Scottish Geographical Magazine*, 6, p. 291-306.
- DOUCET Robert, 1912, « Le projet du chemin de fer Transafricain », *Questions diplomatiques et coloniales*, avril 1912, p. 415-425.
- DUTIL Léon, 1903, « Sur l'enseignement de la géographie », *Revue universitaire*, 1, p. 249-251.
- ECKERT Max, 1907, « *The New Fields of Geography, especially Commercial Geography* », *The Scottish Geographical Magazine*, 11, p. 561-568.
- FEBVRE Lucien, 1946, « Face au vent. Manifeste des *Annales Nouvelles* », in *Combats pour l'histoire*, textes rassemblés par Lucien FEBVRE en 1952, Paris, Armand Colin, coll. L'Ancien et le Nouveau, 455 pages, p. 34-43.
- FROBERVILLE Eugène de, 1845, *Table alphabétique et raisonnée des matières contenues dans les deux premières séries du Bulletin de la Société de Géographie (1822-1843)*. Paris, Arthus-Bertrand, 251 pages.
- GEORGE Pierre, 1952, « La notion de "pays neuf" est-elle périmée ? », *Geographia*, 12, p. 45-46.
- GIBERT André, 1951, « Maurice Zimmermann (1869-1950) », *L'Information géographique*, 14^e année, p. 37.
- GOBLET Yves-Marie, 1933, « L'économie britannique à la veille de la conférence », *Revue politique et parlementaire*, n°462, p. 272-287.
- GUYOT Yves, 1912, « Le rôle économique des céréales », *Journal des Economistes*, octobre, p. 3-24.
- , 1917, « Daniel Bellet », *Journal des Economistes*, octobre, p. 106-108.
- GUYOT Yves (et alii), 1917, « Les obsèques de M. Daniel Bellet », *Journal des Economistes*, novembre, p. 289-295.
- HANTOS Elémer, 1937, « Le problème mondial des matières premières », *Revue économique internationale*, 2, p. 481-496.
- HAUSER Henri, 1901, « L'entrée des Etats-Unis dans la politique "mondiale" d'après un Américain », *Annales des Sciences Politiques*, XVI, p. 445-456.
- , 1927, « Le sel dans l'histoire », *Revue économique internationale*, 3, p. 270-287.
- , 1937a, « La question des matières premières et la redistribution des colonies et des mandats », *Revue économique internationale*, 1, p. 21-40.
- , 1937b, « La concurrence internationale et le problème de l'économie dirigée », *Revue économique internationale*, 2, p. 7-23.
- HERSENT Georges, 1906, « Les grandes routes mondiales. Voyages rapides entre l'Amérique du Sud et l'Europe », *Revue économique internationale*, 2, p. 447-474.
- HUBER William, 1873, « Le réseau télégraphique du globe », *Bulletin de la Société de Géographie*, V, p. 490-520.
- INAMA-STERNEGG Charles-Théodore von, 1904, « Considérations sur l'économie politique du monde moderne », *Revue économique internationale*, 3, p. 266-289.

- , 1906, « Les présents aspects du développement de l'économie mondiale », *Revue économique internationale*, 1, p. 38-61.
- , 1907, « La question du Pacifique », *Revue économique internationale*, 2, p. 225-257.
- JACOB Léon, 1912, « Les intérêts français et les relations télégraphiques internationales », *Questions diplomatiques et coloniales*, Juil.-déc. (Année 16 / T. 34), p. 156-171 et p. 200-214.
- JOHANET F.-E., 1898, « Le monde aux Américains », *Le Correspondant*, 10 août, p. 497-426.
- La Nature. Revue des sciences et de leurs applications aux arts et à l'industrie*, Tables disponible sur le site du Conservatoire numérique des Arts et Métiers, CNAM, <http://cnum.cnam.fr/fSYN/4KY28.67.html>
- LEMOSOF Paul, 1904, *Bulletin de la Société de Géographie. Table des matières. Séries V-VII. 1861-1899*. Paris, Société de Géographie, 235 pages.
- LORIN Henri, 1907, « La France dans l'Afrique occidentale », *Revue économique internationale*, 2, p. 258-291.
- , 1925, « Les conditions actuelles du Transsaharien », *Revue économique internationale*, 1, p. 427-449.
- , 1927, « Le Transsaharien dans l'Afrique au XX^e siècle », *Revue économique internationale*, 4, p. 407-433.
- MACKINDER Halford J., 1904, « *The Geographical Pivot of History* », *The Geographical Journal*, 4, p. 421-444.
- , 1943, « *The Round World and the Winning of the Peace* », *Foreign Affairs*, 4, p. 595-605.
- MALTE-BRUN V.A., 1875, « Aperçu de l'état de nos connaissances géographiques au moment de l'ouverture du congrès international à Paris », *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, Janv.-juin. (6^e sér. / T. 9), p. 561-565.
- MARTONNE Edouard de, 1945, *Tables générales de La Géographie. Bulletin de la « Société de Géographie »*. 1900-1939. Paris, Armand Colin, 304 pages.
- MAURETTE Fernand, 1937, « La Société des nations et le problème des matières premières », *Politique étrangère*, 3, p. 230-240.
- POIRIER Louis, 1947, « L'évolution de la géographie humaine. », *Critique*, p. 86-94.
- RECLUS Elisée, 1895, « *The Evolution of Cities* », *The Contemporary Review*, LXII, p. 246-264.
- ROUX-BERGER M., 1935, « Le transsaharien », *Comptes rendus du Congrès International de Géographie de Paris 1931. Tome III, Travaux des Sections IV, V, VI*. Paris, Armand Colin, 799 pages, p. 552-554.
- SIEGFRIED André, 1928, « *The Passing of England's Economic Hegemony* », *Foreign Affairs*, 4, p. 525-540.
- , 1929, « *European Reactions to American Tariff Proposals* », *Foreign Affairs*, 1, p. 13-19.
- , 1935, « *The Clash of Continents* », *Current History*, 1, p. 1-8.
- , 1936, « Le problème des relations franco-américaines », *Politique étrangère*, 1, p. 17-21.
- , 1940, « *War for Our World* », *Foreign Affairs*, 1, p.413-423.
- , 1950, « Le visage nouveau du monde au XX^e siècle », *La Nature. Revue des sciences et de leurs application*, n°3187, p. 321-323.
- , 1952, « *The Suez: International Roadway* », *Foreign Affairs*, 1, p.605-618.
- THEUNIS Georges, 1927, « La Conférence économique internationale de la Société des Nations », *Revue économique internationale*, 2, p. 7-17.
- VAN VALKENBERG Samuel, 1949, « *Obituary : Wallace W. Atwood* », *Geographical Review*, 4, p. 675-677.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, 1901, « L'enseignement de la géographie. Préparation préalable des étudiants », *Revue internationale de l'enseignement*, 42, p. 304-306.
- , 1903, « La Géographie humaine. Ses rapports avec la géographie de la vie », *Revue de synthèse historique*, p. 219-240.
- , 1912, « Les chemins de fer en Amérique », *France-Amérique*, février 1912, p. 69-78.
- WAHL A., 1904, « Les faits de géographie humaine qui constituent la "Raubwirtschaft" ou "économie destructive" », *La Géographie*, tome X, p. 247-254.
- ZIMMERMANN Maurice, 1908, « La colonisation européenne dans le monde. Son développement depuis un demi-siècle. Zones d'expansion et perspectives d'avenir », *Revue de Géographie*, 2, p. 629-689.

Ouvrages de géographie

- BAULIG Henri, 1936, *Amérique septentrionale*. in GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), *Géographie Universelle*. Paris, Armand Colin, 2 volumes, 639 pages.
- BERNARD Augustin, 1939, *Afrique Septentrionale et Occidentale*. in GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), *Géographie Universelle*, Tome XI, 2 volumes. Paris, Armand Colin, 529 pages.

- BOWMAN Isaiah, 1921, *The New World. Problems in political geography*. Yonkers-on-Hudson (New-York), World Book Company, VIII + 632 pages.
- BOWMAN Isaiah, 1928, *Le monde nouveau. Tableau général de géographie politique universelle*. Paris, Payot, coll. Bibliothèque géographique, adapté de l'anglais et mis au courant des derniers événements internationaux sous la direction de Jean BRUNHES, 623 pages.
- BOWMAN Isaiah, 1931, *The Pioneer Fringe*. New York, *American Geographical Society*, Special Publication n°13, 361 pages.
- BRUNHES Jean, 1910, *La géographie humaine. Essai de classification positive. Principes et exemples*. Paris, Félix Alcan, 843 pages. 2^e édition, 1912, 801 pages (illustrations de meilleur qualité).
- BRUNHES Jean et VALLAUX Camille, 1921, *La géographie de l'histoire. Géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*. Paris, Félix Alcan, 709 pages.
- BUSSON Henri, FEBVRE Jacques, HAUSER Henri, 1911, *Les principales puissances du monde*. Paris, Félix Alcan, 579 pages.
- CAPOT-REY Robert, 1946, *Géographie de la circulation sur les continents*. Paris, Gallimard, coll. Géographie Humaine, n°20, 296 pages.
- CHARDONNET Jean, 1945, *Guerre ou paix ? Problèmes internationaux d'actualité*. Paris, Editions de la Table Ronde, 341 pages.
- , 1951, *L'économie mondiale au milieu du XX^e siècle*. Paris, Librairie Hachette, 405 pages.
- CHOLLEY André, 1942, *Guide de l'étudiant en géographie*. Paris, Presses Universitaires de France, 230 pages.
- CLOZIER René, 1942, *Les étapes de la géographie*. Paris, PUF, Que sais-je ?, 127 pages.
- DARDEL Eric, 1952, *L'homme et la Terre*. Réédition 1990, Paris éditions du CTHS, 199 pages.
- DEMANGEON Albert, 1920, *Le déclin de l'Europe*. 2^{ème} édition préfacée et mise à jour par A. PERPILLOU, 1975, Paris, Librairie Guenegaud, 373 pages +XI.
- , 1923, *L'Empire britannique. Etude de géographie coloniale*. Paris, Armand Colin, 280 pages.
- , 1927, *Les Iles Britanniques*. in GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), *Géographie Universelle*, Tome I. Paris, Armand Colin, 320 pages.
- DUBOIS Marcel et KERGOMARD Joseph-Georges, 1897, *Précis de géographie économique*. Paris, Masson, 843 pages.
- , 1907 (2^e édition), *Les principales Puissances du Monde*. Paris, Masson et Cie, 488 pages.
- FEBVRE Lucien, 1922, *La Terre et l'évolution humaine*. Paris, Editions Albin Michel (1970), 444 pages.
- GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), 1927-1947, *Géographie Universelle*. Paris, Armand Colin, 15 volumes.
- GALLOIS Lucien, 1927 « Avant-propos », in GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), *Géographie Universelle*, vol. 1, op. cit., p. V-VIII.
- GEDDES Patrick, 1915, *Cities in Evolution*. Traduction française par Brigitte AYRAMDJAN, 1994, Paris, Editions Temenos, 379 pages.
- GRANGER Ernest, 1922, *Nouvelle Géographie Universelle*. Paris/Londres, Hachette, 2 volumes.
- GEORGE Pierre, 1945 (3^e édition 1952), *Géographie sociale du monde*. Paris, PUF, Que sais-je ?, 118 pages.
- , 1952, *La ville. Le fait urbain à travers le monde*. Paris, PUF, 399 pages.
- , 1965, *Panorama du monde actuel*. Paris, Presses Universitaires de France, coll. Magellan, La géographie et ses problèmes, n°1, 274 pages.
- , 1978, (3^{ème} édition refondue), *Panorama du monde actuel*. Paris, Presses Universitaires de France, coll. Magellan, La géographie et ses problèmes, n°1, 219 pages.
- GOTTMANN Jean, 1949, *L'Amérique*. Paris, Hachette, coll. Les Cinq Parties du Monde, 451 pages.
- , 1952, *La politique des Etats et leur géographie*. Paris, Armand Colin, coll. « Sciences Politiques », 228 pages.
- , 1960 (3^{ème} édition revue et augmentée), *L'Amérique*. Paris, Hachette, coll. Les cinq parties du monde, 470 pages.
- GÖTZ Wilhem, 1888, *Die Verkeherswege im Dienste des Welthandels. Eine historish-geographische Untersuchung samt einer Einleitung für eine « Wissenschaft von den geographischen Entfernungen »*. Stuttgart, Verlag von Ferdinand Enke, XV + 800 pages.
- HAUSHOFER Karl, 1986, *De la géopolitique*. Choix de textes par Hans-Adolf Jacobsen, préface par Jean Klein. Paris, Fayard, coll. Géopolitiques et stratégies, 268 pages.
- HAGGETT Peter, 1965, *Locational Analysis in Human Geography*. London, Arnold, 339 pages.
- KELTIE John Scott, 1901, *The Statesman's Year Book. Statistical and historical Annual of the States of the World for the year 1901*, London, Macmillan and co. 1320 pages.
- , 1909, *The Statesman's Year Book. Statistical and historical Annual of the States of the World for the year 1909*, London, Macmillan and co. 1404 pages.

- LAVALLEE T., 1855, *Géographie Universelle de Malte-Brun, entièrement refondue et mise au courant de la science*. Tome I. Paris, Furne et C^{ie} Editeurs, 722 pages.
- LE LANNOU Maurice, 1949, *La géographie humaine*. Paris, Flammarion, Bibliothèque de Philosophie Scientifique, 252 pages.
- MACKINDER Halford J., 1902, *Britain and the British Seas*. London, William Heinemann, XV + 377 pages.
- MALTE-BRUN Conrad, 1810-1829, *Précis de la Géographie Universelle ou description de toutes les parties du Monde sur un plan nouveau, d'après les grandes divisions naturelles du Globe, précédé de l'histoire de la Géographie chez les Peuples anciens et modernes, et d'une théorie générale de la géographie mathématique, physique et politique, et accompagné de cartes, de tableaux analytiques, symboliques et élémentaires, et d'une table alphabétique des noms de lieux*. Paris, Buisson, 8 volumes.
- MARTONNE Emmanuel, 1909 (2^e édition, 1912), *Traité de géographie physique. Climat. Hydrographie. Relief du sol. Biogéographie*. Paris, Armand Colin, 922 pages.
- , 1930-1931, *Europe Centrale*. in GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), *Géographie Universelle*. Paris, Armand Colin, vol. 1 et 2, 845 pages.
- MAURETTE Fernand, 1922 (4^e édition, 1928), *Les grands marchés des matières premières*. Paris, Armand Colin, VI + 198 pages.
- PRIVAT-DESCHANEL Paul, 1930, « Océanie », in VIDAL DE LA BLACHE Paul et GALLOIS Lucien (dir.), *Géographie Universelle, Océanie – Régions polaires australes*, 368 pages.
- RATZEL Friedrich, 1893 (2 édition), *Die Vereinigten Staaten von Amerika. Zweiter Band : Politische und Wirtschafts-Geographie*. München, Druck und Verlag von R. Oldenburg, 763 pages.
- , 1903 (2^e édition), *Politische Geographie oder die Geographie der Staaten, des Verkehrs und des Krieges*. München und Berlin, Druck und Verlag von R. Oldenburg, 838 pages. Traduction française partielle par Pierre RUSCH, 1988, Editions Régionales Européennes SA, 385 pages.
- RECLUS Elisée, 1868, *La Terre. Description des phénomènes de la vie du globe*. Tome 1 : *Les continents*, 1883 (5^{ème} édition), 831 pages.
- , 1869, *La Terre. Description des phénomènes de la vie du globe*. Tome 2 : *L'océan – l'atmosphère – la vie*. 1881 (4^{ème} édition), 781 pages.
- , 1877, *Nouvelle Géographie Universelle*, vol. II, *La France*. Paris, Hachette, 959 pages.
- , 1879, *Nouvelle Géographie Universelle*, vol. IV, *L'Europe du Nord-Ouest*. Paris, Hachette, 970 pages.
- , 1885, *Nouvelle Géographie Universelle*, vol. X, *L'Afrique septentrionale*. Première partie, Bassin du Nil. Paris, Hachette, 638 pages.
- , 1889, *Nouvelle Géographie Universelle*, vol. XIV, *Océan et Terres océaniques*. Paris, Hachette, 1004 pages.
- , 1892, *Nouvelle Géographie Universelle*, vol. XVI, *Les Etats-Unis*. Paris, Hachette, 846 pages.
- , 1894, *Nouvelle Géographie Universelle*, vol. XIX, *Amérique du Sud. L'Amazonie et la Plata*. Paris, Hachette, 823 pages.
- , 1905, *L'Homme et la Terre*. Paris, Librairie Universelle. vol. V, 575 pages.
- , 1908, *L'Homme et la Terre*. Paris, Librairie Universelle. vol. VI, 579 pages.
- , 2002, *Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes et autres textes*. Anthologie composée, présentée et annotée par Joël CORNUAULT. Charenton, Editions Premières Pierres, 210 pages.
- RITTER Carl, 1852, *Introduction à la géographie générale comparée*. Traduction par Danielle NICOLAS-OBADIA, 1974, *Annales littéraires de l'Université de Besançon/Les Belles Lettres*, 253 pages.
- SIEGFRIED André, 1924, *L'Angleterre d'aujourd'hui. Son évolution économique et politique*, Paris, Editions Crès, 318 pages.
- , 1927, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Paris, Armand Colin, Bibliothèque du Musée social, 3^{ème} édition 1929, 362 pages.
- , 1931, *La Crise Britannique au XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, 216 pages.
- , 1935, *La crise de l'Europe*. Paris, Calmann-Lévy, Questions d'actualité, 125 pages.
- , 1937, *Le Canada, puissance internationale*. Paris, Armand Colin, 234 pages.
- , 1940 (3^e édition 1945), *Suez, Panama et les routes maritimes mondiales*. Paris, Armand Colin, 298 pages.
- SORRE Max, 1943, *Les Fondements de la géographie humaine*. T. I *Les Fondements biologiques*. Paris, Armand Colin, 440 pages.
- , 1948, *Les Fondements de la géographie humaine*. T. II *Les Fondements techniques*, 2 volumes.
- , 1961, *L'homme sur la terre. Traité de géographie humaine*. Paris, Hachette, coll. Les Cinq Parties du Monde, 365 pages.
- VALLAUX Camille, 1908, *Géographie sociale. La Mer*. Paris, O. Doin et Cie, Encyclopédie

- Scientifique, Bibliothèque de Sociologie, 377 pages.
- , 1911, *Géographie sociale. Le sol et l'Etat*. Paris, O. Doin, Encyclopédie Scientifique, Bibliothèque de Sociologie, 420 pages.
- , 1925, *Les sciences géographiques*. Paris, Librairie Félix Alcan, 413 pages.
- VAN LOON Hendrik, 1932 (édition française 1937), *Géographie nouvelle*. Paris, Payot, coll. Bibliothèque géographique, traduit par H. et A. COLLIN DELAUAUD, 458 pages.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul, 1889, *Etats et nations de l'Europe. Autour de la France*. Paris, Charles Delagrave, XII + 567 pages.
- , 1894, *Atlas général Vidal-Lablache. Histoire et Géographie*. Paris, Armand Colin. Les éditions de 1918 et de 1922 ont également été consultées, ainsi que les planches publiées en livraisons de 1891 à 1894.
- , 1903, *Tableau de la géographie de la France*. Paris, Tallandier (1979), 403 pages.
- , 1921, *Principes de géographie humaine*. Réédition 1995, Paris, Editions Utz, 347 pages.
- ZIMMERMANN Maurice, 1930, « Régions polaires australes », in GALLOIS Lucien et VIDAL DE LA BLACHE Paul (dir.), *Géographie Universelle*, Tome X, *Océanie – Régions polaires australes*. Paris, Armand Colin, 368 pages.
- (———), 1949, *Livre jubilaire offert à..., par ses élèves et amis à l'occasion de ses quatre-vingts ans*. Lyon, Université de Lyon/Imprimerie Audin, 425 pages.
- LONDON Jack, 1910, « Une invasion sans précédent », rééditée et traduite en 2001 dans *Politique Etrangère*, 2, disponible sur la page www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_2_01Passe_present.pdf, p. 449-463.
- MANN Thomas, 1924, *La montagne magique*. Paris, Fayard (traduction de 1931)/Le Livre de Poche, 818 pages.
- NIETZSCHE Friedrich, 1882, *Le gai savoir*. Paris, Gallimard, Folio essais (1982), 384 pages.
- POLANYI Karl, 1944, *The Great Transformation*. New York. Traduction française, 1983, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des sciences humaines, 419 pages.
- SPENGLER Oswald, 1923, *Le déclin de l'Occident. Esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*. Traduit par M. TAZEROUT, Paris, Gallimard, T. I 411 pages, T. II 467 pages.
- STERN Paul, 1947, « Au-delà de la géopolitique s'ébauchent les contours d'un monde nouveau », *Le Monde*, 2 septembre.
- VALERY Paul, 1945, *Regards sur le monde actuel, et autres essais*. Gallimard, coll. Folio essais (1988), 305 pages.
- ZWEIG Stefan, 1941, *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*. Paris, Belfond, nouvelle traduction par Serge NIEMETZ, 530 pages.

Autres sources

- ARAGON Louis, 1928, *Traité du style*. Paris, Gallimard, coll. L'imaginaire (2004), 236 pages.
- BERARD Victor, 1904, *La Révolte de l'Asie*. Paris, Armand Colin, 434 pages.
- COOLIDGE Archibald C., 1908, *Les Etats-Unis puissance mondiale*. Paris, Armand Colin, traduction par Robert L. CRU, préface par Anatole LEROY-BEAULIEU, XVI + 417 pages.
- HALBWACHS Maurice (et alii), 1936, « Le point de vue du nombre », in RIVET, *L'espèce humaine* tome VII de *L'Encyclopédie Française*. Réédition 2005, Paris, Institut national d'Etudes Démographiques, 469 pages.
- HALBWACHS Maurice, 1938, *Morphologie sociale*. Paris, Armand Colin (2^e édition 1946), 208 pages.
- HAZARD Paul, 1935, *La crise de la conscience européenne*. Paris, Fayard, coll. Les grandes études littéraires (1961), 429 pages.
- LEGENDRE A.F. Docteur, 1932, *La crise mondiale. L'Asie contre l'Europe*. Paris, Plon, 361 pages.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDA Jacques, 2001 (4^e édition), *La mondialisation de l'économie*. Paris, La Découverte, coll. Repères, vol. 1 : Genèse, 125 pages ; vol. 2 : Problèmes, 126 pages.
- ALAVOINE Soizic, 1996, « Les mots du géographe (1907, 1970, 1992). Lecture croisée à partir de la lettre A. », *L'Espace Géographique*, 3, p. 233-244.
- ALAVOINE-MULLER Soizic, 2003, « Un globe terrestre pour l'Exposition universelle de 1900. L'utopie géographique d'Elisée Reclus », *L'Espace Géographique*, n°2, p. 156-170.
- ANDURAIN Julie d', 2006, « Réseaux politiques et milieux d'affaires : le cas d'Eugène Étienne et d'Auguste d'Arenberg », Communication au colloque de Bordeaux de novembre 2006 du Groupe de recherche sur l'esprit économique impérial, « Les réseaux d'influence sur la place parisienne et au niveau national », disponible sur http://espritimperial.free.fr/documents/ANDURAIN_decembre_2006.doc
- ARRAULT Jean-Baptiste, 2005a, « La "référence Reclus". Pour une relecture des rapports entre Reclus et l'Ecole française de géographie », Communication au colloque « Elisée Reclus et nos géographies. Texte et Prétextes », Lyon, 7-9 septembre 2005. Diffusion sur CD-ROM. Version remaniée disponible sur le site <http://hal.ccsd.cnrs.fr>
- , 2005b, « Du toponyme au concept ? Usages et significations du terme *archipel* en géographie et dans les sciences sociales », *L'Espace Géographique*, 4, p. 315-328.
- , 2006a, « A propos du concept de *méditerranée*. Expérience géographique du monde et mondialisation », *Cybergéo : Revue européenne de géographie*, n°332, 16 pages.
- , 2006b, « Dire et penser le Monde en géographie au début du XX^e siècle », *Cafés Géographiques, Vox geographi*, disponible sur la page http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=951
- , 2006c, « L'émergence de la notion de ville mondiale dans la géographie française au début du XX^e siècle. Contexte, enjeux et limites », *L'Information Géographique*, 4, p. 6-24.
- , 2007a, « Géographie et mondialisation. Les géographes français face à la crise des années 1930 », *Annales de Géographie*, n°657, p. 493-512.
- , 2007b (à paraître), « Le rôle de la reconnaissance dans la construction de la connaissance géographique. Aperçus généraux et application au cas de l'Antarctique », *Cybergéo : Revue européenne de géographie*.
- , 2008 (à paraître), « Une géographie inattendue : le "système mondial" au début du XX^e siècle vu par Paul Vidal de la Blache », *L'Espace Géographique*.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Jean-Jacques (dir.), 2004, *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et Culture*. Paris, Bayard, 1343 pages.
- AURIAC Franck, 1978, « De la notion au concept de combinaison en géographie », *Géopoint* 78, *Concepts et construits dans la géographie contemporaine*, Avignon, 264 pages, p. 123-129.
- AURIAC Franck, DURAND-DASTES François, 1981, « Réflexions sur quelques développements récents de l'analyse de systèmes dans la géographie française », *Brouillons Dupont*, n°7, p. 71-80.
- BACHIMON Philippe, 1979, « Physiologie d'un langage. L'organicisme aux débuts de la géographie humaine », *Espace Temps*, 13, p. 75-103.
- BAILLY Antoine, FERRAS Robert, 1997, *Éléments d'épistémologie de la géographie*. Paris, Armand Colin, coll. U, 191 pages.
- BAIROCH Paul, 1985, *De Jéricho à Mexico. Villes et économies dans l'histoire*. Paris, Gallimard, coll. Arcades, 707 pages.
- , 1999 (nouvelle édition), *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*. Paris, La Découverte, coll. Sciences humaines et sociales, 288 pages.
- BAIROCH Paul, KOZUL-WRIGHT Richard, 1996, « Globalization myths: somme historical reflections on integration, industrialization and growth in the world economy », *UNCTAD Discussion Papers*, n°113, 28 p. Disponible sur le site de l'UNCTAD (CNUCED) à la page <http://ideas.repec.org/s/unc/dispay.html>
- BASTIDE Françoise, 1985, « Iconographie des textes scientifiques. Principes d'analyse », *Culture technique*, n°14, p. 132-151.
- BAUELLE Guy, OZOUF-MARIGINIER Marie-Vic, ROBIC Marie-Claire (dir.), 2001, *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Espace et Territoires, 390 pages.
- BEAUD Michel, 1987, *Le système national mondial hiérarchisé. Une nouvelle lecture du capitalisme mondial*. Paris, La Découverte, coll. Agalma, 132 pages.
- BEAUSOLEIL Jeanne, 1978, « Albert Kahn », in CUENOT Joël (éditeur), *Les archives de la planète. 1. La France*. Bienne (Suisse), Weber Diffusion, 127 pages, p. 6-19.

- BENICHI Régis, 2003, *Histoire de la mondialisation*. Paris, Editions Jacques Marseille/Vuibert, 311 pages.
- BENKO Georges, STROHMAYER Ulf (dir.), 2004, *Horizons géographiques*. Paris, Bréal, coll. D'autre part. 350 pages.
- BENKO Georges, SCOTT Allen J., 2004, « La géographie économique : traditions et turbulences », in BENKO Georges, STROHMAYER Ulf (dir.), *Horizons géographiques*. op. cit., p. 151-192.
- BERDOULAY Vincent, 1981a, *La formation de l'école française de géographie*. Paris, Editions du CTHS (1995), 253 pages.
- , 1981b, « The Contextual Approach », in STODDART D.R. (ed.), *Geography, Ideology and social concern*. op. cit., p. 8-16.
- , 1982, « La métaphore organiciste. Contribution à l'étude du langage des géographes », *Annales de Géographie*, 507, p. 573-586.
- , 1988, *Des mots et des lieux. La dynamique du discours géographique*. Paris, Editions du CNRS, Mémoires et documents de géographie, 106 pags.
- , 1993, « La géographie vidalienne : entre texte et contexte », in CLAVAL Paul (dir.), *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'Ecole française de géographie*. op. cit., p. 19-26.
- , 2000a, « Le milieu, entre description et récit. De quelques difficultés d'une approche de la complexité », in BERDOULAY Vincent et SOUBEYRAN Olivier (eds.), *Milieu, colonisation, développement durable. Perspectives géographiques sur l'aménagement*. op. cit., p. 25-37.
- , 2000b, « Le retour du refoulé. Les avatars modernes du récit géographique », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. op. cit., p.111-126.
- BERDOULAY Vincent et GOMEZ MENDOZA Josefina, 1998, « Introduction », in COMMISSION D'HISTOIRE DE LA PENSEE GEOGRAPHIQUE, *Voyage, circulation et transfert d'idées géographiques (XIX^e XX^e siècles)*. op. cit. p. 15-17.
- BERDOULAY Vincent et SOUBEYRAN Olivier (eds.), 2000, *Milieu, colonisation, développement durable. Perspectives géographiques sur l'aménagement*. Paris, L'Harmattan, coll. Géographies en liberté, 262 pages.
- BERDOULAY Vincent y MENDOZA VARGAS Héctor, 2003, « Por una historia mundial de la geografía », in BERDOULAY Vincent y MENDOZA VARGAS Héctor (Editores), *Unidad y diversidad del pensamiento geográfico en el mundo. Retos y perspectives*. op. cit., p. 9-17.
- BERDOULAY Vincent y MENDOZA VARGAS Héctor (Editores), 2003, *Unidad y diversidad del pensamiento geográfico en el mundo. Retos y perspectives*. Mexico, Instituto de Geografía, UNAM, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, UGI Commission sur l'Histoire de la Pensée géographique, 339 pages.
- BERGER Suzanne, 2003, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*. Paris, Seuil, coll. La République des Idées, 95 pages.
- BERGIER Jean-François, 2006, « Henri Hauser et l'histoire économique de l'Europe préindustrielle », in MARIN Séverine-Antigone et SOUTOU Georges-Henri (dir.), 2006, *Henri Hauser (1866-1946). Humaniste. Historien. Républicain*. op. cit., p. 129-136.
- BESSE Jean-Marc, 1979, « Idéologie pour une géographie. Vidal de la Blache », *Espaces Temps*, n°12, p. 71-94.
- , 1990, « Géographie et existence d'après l'œuvre d'Eric Dardel », in DARDEL Eric, 1952, *L'homme et la Terre*. op. cit., p. 135-175.
- , 1992, « Entre modernité et postmodernité : la représentation paysagère de la nature », in ROBIC Marie-Claire (dir.), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, op. cit., p. 89-121.
- , 2003a, *Face au monde. Atlas, jardins, géoramas*. Paris, Desclée de Brouwer, coll. Arts & esthétique, 243 pages.
- , 2003b, *Les grandeurs de la Terre. Aspects du savoir géographique à la Renaissance*. Lyon, ENS Editions, coll. Sociétés, Espaces, Temps, 424 pages.
- BLAIS Hélène, 2000, *Les voyages français dans le Pacifique. Pratique de l'espace, savoirs géographiques et expansion coloniale (1815-1845)*. Thèse pour l'obtention du grade de docteur de l'EHESS, 2 volumes.
- BLANCKAERT Claude, 2004, *La nature de la société. Organicisme et sciences sociales au XIX^e siècle*. Paris, L'Harmattan, coll. Histoires des sciences humaines, 158 pages.
- BLANCKAERT Claude, BLONDIAUX Loïc, LOTY Laurent, RENNEVILLE Marc, RICHARD Nathalie (dir.), 1999, *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*. Paris, L'Harmattan, coll. Histoire des Sciences Humaines, 308 pages.
- BLONDIAUX Loïc et RICHARD Nathalie, 1999, « A quoi sert l'histoire des sciences de l'homme ? », in BLANCKAERT Claude, BLONDIAUX Loïc, LOTY Laurent, RENNEVILLE Marc, RICHARD Nathalie

- (dir.), *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*. op. cit., p. 109-130.
- BONHOMME Marie, JEAN-BRUNHES DELAMARRE Mariel, 1993, « Le champ du monde », in *Jean Brunhes autour du monde. Regards d'un géographe/regards de la géographie*. Paris, Musée Albert Kahn, 347 pages, p. 181-193.
- BONIN Hubert, 2006, « The Suez Canal », texte disponible sur la page http://espritimperial.free.fr/documents/SUEZ_US_A_FEVRIER_2006.do
- , 2007, « Préférence impériale ou ouverture », in LIAUZU Claude (dir.), 2007, *Dictionnaire de la colonisation française*. op. cit., p. 536-537.
- BOST François, DAVIET Sylvie et FACHE Jacques, 2006, « Globalisation, mondialisation, régionalisation : la géographie économique en première ligne », in CARROUE Laurent (coord.), *Globalisation, mondialisation*. op. cit., p. 155-175.
- BOULINEAU Emmanuelle, 2001, « Un géographe traceur de frontières : Emmanuel de Martonne et la Roumanie », *L'Espace géographique*, 4, p. 358-369.
- BOURDIEU Pierre, 2000, « La nouvelle vulgate planétaire », *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*. Marseille, Agone, 487 pages, p. 443-449.
- BOYER Robert, 2000 (2^e édition), « Les mots et les réalités », in CORDELLIER Serge et DOUTAUT Fabienne (coord.), *Mondialisation. Au-delà des mythes*. op. cit., p. 14-56
- BRAGUE Rémi, 1999, *La sagesse du monde. Histoire de l'expérience humaine de l'univers*. Paris, Le Livre de Poche, biblio essais, 445 pages.
- BRAUDEL Fernand, 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV^e-XVIII^e siècle. 3. Le temps du monde*. Paris, Le livre de poche, coll. Références, 922 pages.
- , 1985, *La dynamique du capitalisme*. Paris, Flammarion, coll. Champs, 120 pages.
- BRAUNSTEIN Jean-François, 2002, « Bachelard, Canguilhem, Foucault. Le "style français" en épistémologie », in WAGNER Pierre (dir.), *Les philosophes et la science*. Paris, Editions Gallimard, coll. Folio Essais, 1124 pages, p. 920-963.
- BRETAGNOLLE Anne et ROBIC Marie-Claire, 2005a, « Révolutions des technologies de communication et représentations du monde. Monde-point et monde difforme (1830-1840) », *L'Information Géographique*, 2, p. 150-167.
- , 2005b, « Révolutions des technologies de communication et représentations du monde. Du "petit monde" au monde sans échelles (années 1900-1980) », *L'Information Géographique*, 2, p. 168-183.
- , 2005c, « Au risque de l'expérimentation. Révolutions technologiques et représentations du monde », *L'Information Géographique*, 3, p. 5-27.
- BROC Numa, 1987, « Les Français face à l'inconnue saharienne : géographes, explorateurs, ingénieurs (1830-1881) », *Annales de Géographie*, n°535, p. 302-338.
- , 1999, *Dictionnaire illustré des explorateurs et grands voyageurs français du XIX^e siècle. Tome III, Amérique*. Paris, CTHS, 364 pages.
- BRUNEAU Michel, 1994, « Géographie française et empires coloniaux dans la première moitié du XX^e siècle » in BRUNEAU Michel et DORY Daniel (dir.), 1994, *Géographies des colonisations. XV^e-XX^e siècles*. op. cit., p. 35-49.
- BRUNEAU Michel et DORY Daniel, 1994, « Introduction », in BRUNEAU Michel et DORY Daniel (dir.), 1994, *Géographies des colonisations. XV^e-XX^e siècles*. op. cit., p. 15-20.
- BRUNEAU Michel et DORY Daniel (dir.), 1994, *Géographies des colonisations. XV^e-XX^e siècles*. Paris, L'Harmattan, coll. Géotextes, 420 pages.
- BRUNET Roger (dir.), 1990-1996, *Géographie Universelle*. Paris/Montpellier, Belin/Reclus, 10 volumes.
- , 1990a, *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle, tome 1*. Paris/Montpellier, Hachette/Reclus, 551 pages.
- , 1990b, *Le territoire dans les turbulences*. Montpellier, Reclus, coll. Géographiques, 223 pages.
- , 1995, « Modèles de méditerranées », *L'Espace Géographique*, 3, p. 200-202.
- , 1998, « Où se trouve le centre du monde ? », *Mappemonde*, 2, p. 17-22.
- BUTTIMER Anne, 1982, « *Musing on Helicon: Root Metaphors and Geography* », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 2, p. 89-96.
- , 1990, « *Geography, Humanism, and Global Concern* », *Annals of the Association of American Geographers*, 1, p. 1-33.
- , 1993, *Geography and the Human Spirit*. Baltimore, The John Hopkins University Press, 285 pages.
- CABANEL Patrick, 2004, « Nationalismes au début du XX^e siècle », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et Culture*. op. cit., p. 59-70.
- CANGUILHEM Georges, 1955 (2^e édition revue et augmentée 1977), *La formation du concept de*

- réflexe au XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, Vrin, coll. L'histoire des sciences. Textes et études, 207 pages.
- CANGUILHEM Georges, LAPASSAGE Georges, PIQUEMAL Jacques, ULMANN Jacques, 1962, *Du développement à l'évolution au XIX^e siècle*. Paris, PUF, coll. Quadrige (2003), 121 pages.
- CARRIERE Bruno, 1988, « Le Transsaharien. Histoire et géographie d'un projet inachevé », *Acta Geographica*, 2, p. 23-38.
- CARROUE Laurent, 2002, *Géographie de la mondialisation*. Paris, Armand Colin, coll. U, 254 pages.
- , 2004, *La mondialisation en débat*. Paris, La Documentation Photographique, n°8037, 63 pages.
- , 2006a, « Globalisation, mondialisation : clarification des concepts et emboîtements d'échelles », in CARROUE Laurent (coord.), *Globalisation, mondialisation*. op. cit., p. 83-87.
- , 2006b, « La mondialisation. Approche épistémologique et méthodologique », in CARROUE Laurent (dir.), *La mondialisation*. op. cit., p. 5-30.
- CARROUE Laurent (coord.), 2006, *Globalisation, mondialisation*. Dossier paru dans *Historiens & Géographes*, n°395.
- CARROUE Laurent (dir.), 2006, *La mondialisation*. Paris, Cnes/Sedes, 312 pages.
- CASSOU Marcel, 2005, *Le Transsaharien. L'échec sanglant des Missions Flatters*. Paris, L'Harmattan, 198 pages.
- CHABOT Jean-Luc, 2005, *Aux origines intellectuelles de l'Union européenne*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, coll. Libres Cours, 353 pages.
- CHARLE Christophe, 2001, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne. 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*. Paris, Seuil, coll. L'Univers historique, 599 pages.
- CHARVET Jean-Paul, 1985, *Les greniers du monde*. Paris, Economica, coll. économie agricole & agro-alimentaire, 368 pages.
- CHEVALIER Michel, 1989, « André Siegfried et l'Ecole française de géographie », *Etudes Normandes*, Actes du colloque « André Siegfried, la politique et la géographie », 2, p. 17-23.
- , 1996, « Les géographes français dans l'entre-deux-guerres », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 15-26.
- CHEVALIER Jean-Pierre, 2007, « 1905, la géographie entre science et pédagogie de l'enseignement secondaire », in GISPERT Hélène, HULIN Nicole, ROBIC Marie-Claire (dir.), *Science et enseignement. L'exemple de la grande réforme des programmes du lycée au début du XX^e siècle*. op. cit., p. 161-181.
- CLAVAL Paul, 1968, *Régions, Nations, Grands espaces. Géographie générale des ensembles territoriaux*. Paris, Editions M.-Th. Génin, 837 pages.
- , 1972, *La pensée géographique. Introduction à son histoire*. Paris SEDES, 117 pages.
- , 1976 (2^e édition), *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*. Paris, Les Belles Lettres/Annales Littéraires de l'Université de Besançon, 201 pages.
- , 1981, « Epistemology and the History of Geographical Thought », in STODDART D.R. (ed.), *Geography, Ideology and social concern*. op. cit., p. 227-239.
- , 1988, « André Siegfried et les démocraties anglo-saxonnes », *Etudes Normandes*, Actes du colloque « André Siegfried, la politique et la géographie », 2, p. 121-135.
- , 1994a, « Hauser (1866-1946). Professeur de géographie commerciale et industrielle (1918-1933) », in FONTANON Claudine et GRELON André (dir.), *Les Professeurs du Conservatoire national des arts et métiers*. Paris, INRP et CNAM, tome 1, p. 642-654.
- , 1994b, *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*. Paris, Nathan Université, coll. Fac., 189 pages.
- , 1994c, « Playing with Mirrors : The British Empire According to Albert Demangeon », in GODLEWSKA Anne and SMITH Neil (ed.), *Geography and Empire*. Oxford (UK)/Cambridge (USA), Blackwell Publishers, *The Institute of British Geographers, Special Publications Series*, n°30, 404 pages, p. 228-243.
- (———), 1995b, « Table ronde imaginaire. Paul Claval, Olivier Dollfus et Yves Lacoste », in MORLIN Elisabeth (dir.), 1995, *Penser la Terre. Stratèges et citoyens : le réveil des géographes*. op. cit., p. 194-231.
- , 1996, « La géographie économique », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 303-317.
- , 1998, *Histoire de la Géographie française de 1870 à nos jours*. Paris, Nathan Université, coll. Réf., 543 pages.
- , 2001, *Epistémologie de la géographie*. Paris, Nathan Université, coll. Fac. 265 pages.
- , 2006, « Henri Hauser et la géographie », in Marin Séverine-Antigone et SOUTOU Georges-

- Henri (dir.), 2006, *Henri Hauser (1866-1946). Humaniste. Historien. Républicain*. op. cit. p. 41-68.
- CLAVAL Paul (dir.), 1993, *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'Ecole française de géographie*. Paris, Editions du CNRS, 159 pages.
- CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), 1996, *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. Paris, L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures, 345 pages.
- CLERC Pascal, 1999, *Production et fonctionnement de la culture scolaire du lycée en géographie. L'exemple des espaces urbains*. Thèse, Université de Paris I, 2 volumes, 495 pages.
- , 2000, « Le Monde à l'école », *IREHG*, 8, p. 41-51.
- , 2007, « Emile Levasseur, un libéral en géographie », *L'Espace Géographique*, 1, p. 79-92.
- CLOUT Hugh, 2003a, « Visions of La Géographie Humaine in Twentieth-Century France », *Geographical Review*, 3, p. 370-393.
- , 2003b, « The Géographie Universelle... but which Géographie Universelle ? », *Annales de Géographie*, n°634, p. 563-582.
- CLOUT Hugh et GAY François, 2004, « De la géographie à l'action. Jacques Levainville, militaire géographe et homme d'affaires », *Etudes Normandes*, 3, p. 51-60.
- (COLLECTIF), 1986, « Débat. Comment écrire la géographie régionale ? », *L'Espace Géographique*, 4.
- COMMISSION D'HISTOIRE DE LA PENSEE GEOGRAPHIQUE, 1998, *Voyage, circulation et transfert d'idées géographiques (XIX^e-XX^e siècles)*. Symposium de Lisbonne, *Finisterra*, XXXIII, n°65.
- CORDELLIER Serge et DOUTAUT Fabienne (coord.), 2000 (2^e édition), *Mondialisation. Au-delà des mythes*. Paris, La Découverte/Poche, 177 pages. (1^{ère} édition : 1997)
- COSGROVE Denis, 1994, « Contested Global Visions : One-World, Whole-Earth, and the Apollo Space Photographs », *Annals of the Association of American Geographers*, 2, p. 270-294.
- , 2001, *Apollo's eye. A Cartographic Genealogy of the Earth in the Western Imagination*. Baltimore, The John Hopkins University Press, 331 pages.
- CROUZET François, 2002, « De la mondialisation », *Historiens et géographes*, n°378, p. 231-242.
- DAGORN René, 1999, « Une brève histoire du mot "mondialisation" », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 187-204.
- DEBARBIEUX Bernard et VANIER Martin (dir.), 2002, *Ces territorialités qui se dessinent*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube/DATAR, coll. Bibliothèque des territoires, 267 pages.
- DEBORD Guy, 1967, *La société du spectacle*. Paris, Gallimard (1992, coll. Folio, 209 pages).
- DELFOSE Claire, 1998, « Le rôle des institutions culturelles et des missions à l'étranger dans la circulation des idées géographiques. L'exemple de la carrière de Pierre Deffontaines (1894-1978) », in COMMISSION D'HISTOIRE DE LA PENSEE GEOGRAPHIQUE, *Voyage, circulation et transfert d'idées géographiques (XIX^e XX^e siècles)*. op. cit., p. 147-158.
- , 2001, « Emmanuel de Martonne, tisseur de réseaux internationaux de géographes », in BAUDELLE Guy, OZOUF-MARIGINIER Marie-Vic, ROBIC Marie-Claire (dir.), *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité*. op. cit. p. 189-206.
- DENEUX Jean-François, 2006, *Histoire de la pensée géographique*. Paris, Belin, coll. Atouts Géographie, 255 pages.
- DI MEO Guy, 2003, « Phénoménologie », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, p. 712.
- DISTLER Catherine, 2006, « Globalisation », in GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), op. cit., p. 185.
- DODDS Klaus and SIDAWAY James D., 2004, « Halford Mackinder and the "geographical pivot of history" : a centennial retrospective », *The Geographical Journal*, 4, p. 292-297.
- DOLLFUS Olivier, 1971, *L'analyse géographique*. Paris, PUF, coll. *Que-sais-je ?*, 125 pages.
- , 1984, « Le Système Monde. Proposition pour une étude de géographie », *Géopoint* « Systèmes et localisations », Université d'Avignon, p. 231-239.
- , 1987, « Ainsi va le monde : hypothèses sur le système mondial », *L'Espace Géographique*, 2, p. 129-133.
- , 1990a, « Le système Monde », in BRUNET Roger (dir.), *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle, tome I*. op. cit., 2^e partie.
- , 1990b, « Le système Monde », *L'Information Géographique*, 2, p. 45-52.
- , 1992, « Système Monde et système Terre », *L'Espace Géographique*, 3, p. 223-229.
- , 1994, *L'Espace monde*. Paris, Economica, coll. Géo poche, 111 pages.
- , 1995a, « Géopolitique du système monde », in BAILLY Antoine, FERRAS Robert et PUMAIN

- Denise, *Encyclopédie de Géographie*. Paris, Economica, 1167 pages, p. 667-694.
- (—), 1995b, « Table ronde imaginaire. Paul Claval, Olivier Dollfus et Yves Lacoste », in MORLIN Elisabeth (dir.), *Penser la Terre. Stratèges et citoyens : le réveil des géographes*. op. cit., p. 194-231.
- , 1996, *La nouvelle carte du monde*. Paris, PUF, Que Sais-je ?, 127 pages.
- , 1997, *La mondialisation*. Paris, Presses de Sciences Po, coll. La bibliothèque du citoyen, 166 pages.
- DOLLFUS Olivier et DURAND-DASTES François, 1975, « Some Remarks on the Notions of "Structure" and "System" in Geography », *Geoforum*, n°2, p. 83-94.
- DOLLFUS Olivier, GRATALOUP Christian et LEVY Jacques, 1999a, « Le Monde : pluriel et singulier », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 81-120.
- , 1999b, « Trois ou quatre choses que la mondialisation dit à la géographie », *L'Espace Géographique*, 1, p. 1-11.
- DUFIEF Pierre-Jean, 2004, « Le péril jaune, de Danrit à Alain Peyrefitte », in BERTAUD Madeleine (dir.), *Les grandes peurs. 2. L'Autre*. Genève, ADIREL/Droz, 558 pages, p. 373-384.
- DURAND Guy, 1998, « Henri Brenier. Géographe et poète. 1867-1962 », in COURDURIE Marcel et DURAND Guy (dir.), *Entrepreneurs d'Empires*. Marseille, Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, coll. Histoire du commerce et de l'industrie de Marseille, tome XIII, 539 pages, p. 319-397.
- DURAND Marie-Françoise, LEVY Jacques, RETAILLE Denis, 1993 (2^e édition revue et augmentée), *Le Monde. Espaces et systèmes*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques/Dalloz, coll. Amphithéâtre, 596 pages.
- DURAND Marie-Françoise, MARTIN Benoît, PLACIDI Delphine, TÖRNQUIST-CHESNIER Marie, 2006, *Atlas de la mondialisation. Comprendre l'espace mondial contemporain*. Paris, Sciences Po Les Presses, 126 pages.
- DURAND-DASTES François, 1978, « Sur le concept de combinaison », *Géopoint* 78, *Concepts et construits dans la géographie contemporaine*, Avignon, 264 pages, p. 101-106.
- ESPAGNE Michel, 1999, *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, coll. Perspectives Germaniques, 286 pages.
- FABRE Gérard, 2002, « Le comparatisme d'André Siegfried », *Recherches sociographiques*, 1, p. 111-131.
- FEDOSSEYEV I.A., 1978, « Alexander Ivanovitch Voyeikov. 1842-1916 », in FREEMAN T.W. and PINCHEMEL Philippe, *Geographers. Biobibliographical Studies*, vol. 2. London, Mansell, 147 pages, p. 135.
- FERRAS Robert, 1989, *Les Géographies Universelles et le monde de leur temps*. Montpellier, GIP RECLUS, coll. Reclus Modes d'Emploi, n°14, 112 pages.
- FERRI Laurent, 2005, *De Sénèque à Lévi-Strauss. Ils racontent la mondialisation*. Paris, Saint-Simon, 274 pages.
- FLIGSTEIN Neil, 1997, « Rhétorique et réalités de la "mondialisation" », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°119, p. 36-47.
- FOHLEN Claude, 2006, « Henri Hauser et l'Amérique », in MARIN Séverine-Antigone et SOUTOU Georges-Henri (dir.), 2006, *Henri Hauser (1866-1946). Humaniste. Historien. Républicain*. op. cit., p. 233-244.
- FOUCAULT Michel, 1966, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Paris, Gallimard, coll. *tel*, 400 pages.
- , 1969, *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des Sciences Humaines, 275 pages.
- , 1971, *L'ordre du discours*. Paris, Gallimard, 82 pages.
- FREMEAUX Jacques, 2002, *Les empires coloniaux dans le processus de mondialisation*. Paris, Maisonneuve et Larose, 389 pages.
- GALISON Peter, 2003, *L'empire du temps. Les horloges d'Einstein et les cartes de Poincaré*. Paris, Robert Laffont (traduction en 2005), 348 pages.
- GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. Paris, Karthala, 358 pages.
- GERVAIS Michel, JOLLIVET Marcel et TAVERNIER Yves, 1977, *La Fin de la France paysanne. Depuis 1914*. in DUBY Georges et WALLON Armand (dir.), *Histoire de la France rurale*, volume 4. Paris, Seuil, coll. Points, 755 pages.
- GHORRA-GOBIN Cynthia, 2006, « Introduction », in GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), op. cit., p. VII-XVIX.
- GIBLIN Béatrice, 1982, « Présentation », in RECLUS Elisée, *L'Homme et la Terre*. Choix de textes par GIBLIN Béatrice, réédition 1998, Paris, La Découverte/Poche, coll. Sciences humaines et sociales, 398 pages, p. 5-99.
- GISPERT Hélène, HULIN Nicole, ROBIC Marie-Claire (dir.), 2007, *Science et enseignement. L'exemple de la grande réforme des programmes du lycée au début du XX^e siècle*. Paris, Vuibert/INRP, 360 pages.
- GISPERT Hélène, HULIN Nicole, ROBIC Marie-Claire, « Introduction », in GISPERT Hélène, HULIN

- Nicole, ROBIC Marie-Claire (dir.), *Science et enseignement. L'exemple de la grande réforme des programmes du lycée au début du XX^e siècle*. op. cit., p. 21-43.
- GODLEWSKA Anne, 1991, « L'influence d'un homme sur la géographie française : Conrad Malte-Brun (1775-1826) », *Annales de Géographie*, 558, p. 190-206.
- GOMEZ MENDOZA Josefina, 2007, « Géographie régionale et identité nationale : penser la géographie espagnole selon un modèle étranger », in CLAVAL Paul, GOMEZ MENDOZA Josefina et SPIRITO Encarnação Beltrão, *Géographes et géographies*. Paris, L'Harmattan, coll. Géographies en liberté, 384 pages, p. 133-154.
- GOMEZ MENDOZA Josefina, ORTEGA CANTERO Nicolás, GARCIA ALVAREZ Jacobo, 2003, « La construcción de marcos supranacionales para interpretar la historia de la geografía. La relación de las geografías española y francesa », in BERDOULAY Vincent y MENDOZA VARGAS Héctor (Editores), *Unidad y diversidad del pensamiento geográfico en el mundo. Retos y perspectivas*. op. cit., p. 21-45.
- GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), 2006, *Dictionnaire des mondialisations*. Paris, Armand Colin, 399 pages.
- GOSME Cyril, 2006, « La géographie hantée par l'idée du monde », in ROBIC Marie-Claire (coord.), *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*. op. cit., p. 146-163.
- GOTTMANN Jean, 1988, « En travaillant avec André Siegfried », *Etudes Normandes*, Actes du colloque « André Siegfried, la politique et la géographie », 2, p. 13-16.
- , 1994, Jean Gottmann, 1993, *Entretiens* Oxford. Entretiens menés par Marie-Claire Robic et Jean-Louis Tissier, CNRS-Université de Paris I, Epistémologie et Histoire de la Géographie, non diffusé, 112 pages.
- GOULD Peter et STROHMAYER Ulf, 2004, « Visions géographiques : l'évolution de la pensée en géographie humaine du XIX^e au XX^e siècle », in BENKO Georges, STROHMAYER Ulf (dir.), *Horizons géographiques*. op. cit., p. 15-74.
- GRATALOUP Christian, 1999, « Représenter-penser un monde mondialisé », *L'Espace Géographique*, 1, p. 13-22.
- , 2006a, « Comment, avec Olivier Dollfus, la géographie en vint au Monde », *Cafés Géographiques*, *Vox geographi*, texte disponible sur la page http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=908
- , 2006b, « Cartes du monde », in GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), op. cit., p. 43-45.
- , 2006c, « Mondialisation. Toute une histoire... », in GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), op. cit., p. 259-263.
- , 2006d, « Planétarisation », in GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), op. cit., p. 296.
- , 2006e, « Temps du monde », in GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), op. cit., p. 359-361.
- , 2007, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du Monde*. Paris, Armand Colin, coll. U., 256 pages.
- GRUZINSKI Serge, 1999, *La pensée métisse*. Paris, Fayard, 345 pages.
- , 2004, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*. Paris, Editions de La Martinière, 479 pages.
- GUERIN Denis, 1996, « Albert Thomas au BIT, 1920-1932. De l'internationalisme à l'Europe », Institut européen de l'Université de Genève, Publications euryopa, 95 pages, disponible sur la page <http://www.unige.ch/ieug/guerin.pdf>
- HARTOG François, 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*. Paris, Seuil, coll. La librairie du XXI^e siècle, 258 pages.
- HARVEY Francis and WARDENGA Ute, « The Hettner-Hartshorne connection: Reconsidering the Process of Reception and Transformation of a Geographic Concept », in COMMISSION D'HISTOIRE DE LA PENSEE GEOGRAPHIQUE, *Voyage, circulation et transfert d'idées géographiques (XIX^e XX^e siècles)*. op. cit., p. 131-140.
- HEFFERNAN Michael, 1989, « The limits of utopia : Henri Duveyrier and the exploration of the Sahara in the nineteenth century », *Geographical Journal*, 3, p. 342-352.
- , 1990, « Bringing the desert to bloom : French ambitions in the Sahara desert during the late nineteenth century – the strange case of "la mer intérieure" », in COSGROVE Denis, PETTS Geoff (eds.), *Water, Engineering and Landscape. Water control and landscape transformation in the modern period*. London, New York, Belhaven Press, 214 pages, p. 94-114.
- , 1994, « The Science of Empire : The French Geographical Movement and the Forms of French Imperialism (1870-1920) », in GODLEWSKA Anne and SMITH Neil (ed.), *Geography and Empire*. Oxford (UK)/Cambridge (USA), Blackwell Publishers, *The Institute of British Geographers, Special Publications Series*, n°30, 404 pages, p. 92-114.
- , 1998, *The Meaning of Europe. Geography and Geopolitics*. London, New York, Sydney, Auckland, Arnold, 294 pages.
- , 2004, « Commercial geography and inter-war French politics : Louis Marin and the Société

- de Géographie Commerciale de Paris », in BAKER Alan R.H. (ed.), *Home and colonial. Essays on landscape, Ireland, environment and empire in celebration of Robin Butlin's contribution to historical geography*. London, RGS/IBG, Paper n°39, *Historical Geography Research*, 222 pages, p. 180-197.
- HUGON Philippe, 1999, « L'évolution de la pensée économique et la mondialisation », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 19-50.
- HUNTINGTON Samuel P., 1996, *Le choc des civilisations*. Paris, Odile Jacob Poches (1997), 545 pages.
- JACOB Christian, 1984, « Dédale géographe. Regard et voyages aériens en Grèce », *Lalies*, III, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, p. 147-164.
- , 1992, *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*. Paris, Bibliothèque Albin Michel Histoire, 537 pages.
- JACQUARD Albert, 1991, *Voici le temps du monde fini*. Paris, Seuil, coll. Points Essais (1993), 184 pages.
- JAMES Harold, 2001, *The End of Globalization. Lessons from the Great Depression*. Cambridge (USA)/London (UK), Harvard University Press, 260 pages.
- KEARNS Gerry, 1984, « Closed space and political practice : Frederick Jackson Turner and Halford Mackinder », *Environment and Planning D : Society and Space*, 1, p. 23-34.
- , 1993, « Fin de siècle geopolitics: Mackinder, Hobson and theories of global closure », in TAYLOR Peter J., 1993, *Political Geography of the Twentieth Century. A Global Analysis*. London, Belhaven Press, 269 pages, p. 9-30.
- , 2005, « Europe as the just measure of the world », Communication au colloque « Elisée Reclus et nos géographies. Texte et Prétextes », Lyon, 7-9 septembre 2005. Diffusion sur CD-ROM.
- KEBABDJIAN Gérard, 1999, « Analyse économique et mondialisation : six débats », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 51-77.
- KERN Stephen, 1983 (nouvelle édition 2003), *The Culture of Time and Space. 1880-1918*. Cambridge (Massachusetts, Etats-Unis) et Londres (Angleterre), Harvard University Press, XXXVI + 372 pages.
- KORINMAN Michel, 1984, « Friedrich Ratzel, Karl Haushofer : "Politische Ozeanographie" », *Hérodote*, 32, p. 144-157.
- , 1990, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*. Paris, Fayard, 412 pages.
- , 1991, *Continents perdus. Les précurseurs de la géopolitique allemande*. Paris, Economica, coll. Histoire, 107 pages.
- KOSELLECK Reinhart, 1979 (édition française 1990), *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris, Editions de l'EHESS, 334 pages.
- KOYRE Alexandre, 1957, *Du monde clos à l'univers infini*. Paris, Gallimard, coll. tel (1973), 349 pages.
- KUHN Thomas, 1970, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Champs/Flammarion, édition 1983, 284 pages.
- LABOULAIS-LESAGE Isabelle, 2004, « Le système de Buache, une "nouvelle façon de considérer notre globe" et de combler les blancs de la carte », in LABOULAIS-LESAGE Isabelle (dir.), *Comblant les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVII^e-XX^e siècle)*. op. cit. p. 93-115.
- LABOULAIS-LESAGE Isabelle (dir.), 2004, *Comblant les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVII^e-XX^e siècle)*. Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, coll. Sciences de l'histoire, 314 pages.
- LACOSTE Yves, 1988, « André Siegfried, le destin géopolitique de l'Occident et le problème de l'Afrique du Sud », *Etudes Normandes*, Actes du colloque « André Siegfried, la politique et la géographie », 2, p. 93-102.
- LAFAILLE Richard, 1989, « En lisant Reclus », *Annales de Géographie*, 548, p. 445-459.
- LAÏDI Zaki, 2000, « La mondialisation comme une phénoménologie du monde », *Projet*, 262, consulté sur le site <http://www.laidi.com/papiers/monde.pdf>
- LATOUR Bruno, 1985, « Les "vues" de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques », *Culture technique*, n°14, p. 4-29.
- , 1993, *Petites leçons de sociologie des sciences*. Paris, La Découverte/Poche, 252 pages.
- LATOUR Bruno et WOOLGAR Steve, 1979 (2^e édition 1986), *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*. Traduit de l'anglais par Michel BIEZUNSKI (1996), Paris, La Découverte/Poche, 299 pages.
- LECLERC Jacques, 1989, « Amsterdam 1938, un tropique bien blanc, sinon rien... », in BRUNEAU Michel et DORY Daniel (dir.), *Les enjeux de la tropicalité*. Paris, Masson, coll. Recherches en Géographie, 161 pages, p. 91-97.

- LEFEBVRE Henri, 1974, *La production de l'espace*. Paris, Anthropos/Economica, coll. Ethnoscience, 485 pages.
- LEFORT Isabelle, 1992, *La lettre et l'esprit. Géographie scolaire et géographie savante en France*. Paris, Editions du CNRS, Mémoires et documents de géographie, 257 pages.
- LE GOFF Jacques, 2001, « Heurs et malheurs des mondialisations », *Le Monde*, édition du 16 novembre.
- LEJEUNE Dominique, 1993, *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIX^e siècle*. Paris, Albin Michel, coll. Histoire, 236 pages.
- LESCENT-GILES Isabelle, 2006, « Henri Hauser et la Grande-Bretagne », in MARIN Séverine-Antigone et SOUTOU Georges-Henri (dir.), 2006, *Henri Hauser (1866-1946). Humaniste. Historien. Républicain*. op. cit., p. 211-231.
- LESOURD Michel, 1993, « L'appropriation du monde », in Jean Brunhes *autour du monde. Regards d'un géographe/regards de la géographie*. Paris, Musée Albert Kahn, 347 pages, p. 15-47.
- LEVY Jacques, 1996, *Le Monde pour cité*. Paris, Hachette, coll. « Questions de politique », 143 pages.
- , 1999a, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*. Paris, Belin, coll. Mappemonde, 399 pages.
- , 1999b, « Une géographie visitée par le monde », *L'Espace Géographique*, 1, p. 23-28.
- , 1999c, « Société-Monde », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 334-336.
- , 2003a, « Mondialisation », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1033 pages, p. 637-642.
- , 2003b, « Prédatrice (Logique) », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1033 pages, p. 742-743.
- , 2004, « Quel espace pour la société-Monde ? », in MICHAUD Yves (dir.), *Qu'est-ce que la globalisation ?* Paris, Odile Jacob, coll. Université de tous les savoirs, 336 pages, p. 27-47.
- , 2007a, « Un philosophe dans la fabrique du Monde », *EspaceTemps.net*, 01.03.2007, <http://espacetemps.net/document2193.html>
- , 2007b, « La mondialisation : un événement géographique », *L'Information Géographique*, 2, p. 6-31.
- LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), 2000, *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. Paris, Belin, coll. Mappemonde, 351 pages.
- LEWIS Martin W. et WIGEN Kären E., 1997, *The Myth of Continents. A Critique of Metageography*. Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press, XV + 344 pages.
- LIAUZU Claude (dir.), 2007, *Dictionnaire de la colonisation française*. Paris, Larousse, coll. A présent, 646 pages.
- LUGINBUHL Yves, 1992, « Nature, paysage, environnement, obscurs objets du désir de totalité », in ROBIC Marie-Claire (dir.), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, op. cit., p. 11-56.
- LUSSAULT Michel 2003, « Valeur spatiale », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, 1033 pages, p. 973-974.
- MANZAGOL Claude, 2003, *La mondialisation. Données, mécanismes, enjeux*. Paris, Armand Colin, coll. Campus, 191 pages.
- MARCHAND Philippe, 2000, *L'histoire et la géographie dans l'enseignement secondaire. Textes officiels. Tome 1 : 1795-1914*. Institut National de Recherche Pédagogique, 782 pages.
- MARET Marie-Paule et PINCHEMEL Philippe, 1972, « L'évolution des questions de géographie aux concours d'agrégation des origines à 1914. Contribution à l'histoire de la pensée géographique », *La pensée géographique française contemporaine. Mélanges offerts au professeur A. Meynier*. Saint-Brieuc, Presses Universitaires de Bretagne, 716 pages, p. 77-86.
- MARGOLIN Jean-Louis, 1984, « Pacifique et système mondial », Actes du colloque Géopoint « Systèmes et localisations », Université d'Avignon, 296 pages, p. 245-253.
- , 1993, « Pacifique Ouest », in DURAND Marie-Françoise, LEVY Jacques et RETAILLE Denis, *Le Monde. Espaces et système*. op. cit., p. 261-315.
- , 1999, « Mondialisation et histoire : une esquisse », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 123-140.
- MARIN Séverine-Antigone et SOUTOU Georges-Henri (dir.), 2006, *Henri Hauser (1866-1946). Humaniste. Historien. Républicain*. Actes du colloque tenu les 16 et 17 janvier 2003 à l'Ecole Normale Supérieure. Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, coll. Mondes Contemporains, 352 pages.
- MARTIN Geoffrey, 1980, *The life and thought of Isaiah Bowman*. Hamden (Connecticut, USA), Archon Books, 272 pages.

- MATTELART Armand, 1996, *La mondialisation de la communication*. Paris, PUF, Que sais-je ?, 126 pages.
- , 2000 (2^e édition), *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*. Paris, La Découverte/Poche, 422 pages.
- , 2005, *Diversité culturelle et mondialisation*. Paris, La Découverte, coll. Repères, 122 pages.
- MAZON Brigitte, 1985, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, 2, p. 311-342.
- MEYNIER André, 1969, *Histoire de la pensée géographique en France*. Paris, PUF, coll. Sup Le Géographe, 223 pages.
- (———), 1972, *La pensée géographique française contemporaine. Mélanges offerts au professeur (...)*. Saint-Brieuc, Presses Universitaires de Bretagne, 716 pages.
- MONTIGNY Gilles, 1992, *De la ville à l'urbanisation. Essai sur la genèse des études urbaines françaises en géographie, sociologie et statistique sociale*. Paris, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, 376 pages.
- MORICONI-EBRARD François, 1993, *L'urbanisation du Monde depuis 1950*. Paris, Anthropos, coll. Villes, 372 pages.
- , 2003, « Ville mondiale », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, p. 992-993.
- 1 Edgar, 1981, *Pour sortir du XX^e siècle*. Paris, Points Seuil (1984), coll. Essais, 1984, 378 pages.
- MORIN Edgar et KERN Anne-Brigitte, 1993, *Terre-Patrie*. Paris, Seuil, 216 pages.
- MORLIN Elisabeth (dir.), 1995, *Penser la Terre. Stratèges et citoyens : le réveil des géographes*. Paris, Editions Autrement, série Mutations, 246 pages.
- MUET Yannick, 1996, « Les géographes et l'Europe. L'idée européenne dans la pensée géopolitique française de 1919 à 1939 », Institut européen de l'Université de Genève, Publications euryopa, 100 pages, disponible sur la page <http://www.unige.ch/ieug/muet.pdf>
- NICOLAÏ Henri, 2005, « Le dernier avatar d'Elisée Reclus : le professeur d'université », Communication au colloque « Elisée Reclus et nos géographies. Texte et Prétextes », Lyon, 7-9 septembre 2005. Diffusion sur CD-ROM.
- NICOLAS-OBADIA Georges, 1974, « Introduction : Carl Ritter et la formation de l'axiomatique géographique », in RITTER Carl, 1852, *Introduction à la géographie générale comparée*. Traduction par Danielle NICOLAS-OBADIA, op. cit., p. 5-32.
- , 1984, *L'espace originel. Axiomatisation de la géographie*. Berne/Francfort/New York, Peter Lang, coll. Eratosthène, 313 pages.
- NICOLAS-OBADIA Georges et GUANZINI Catherine, 1988, *Halford John Mackinder*. Lausanne, Eratosthène-Méridien, Géographie et Politique, Série Espace, science et géographie, vol. 2, 82 pages.
- OFFNER Jean-Marc, 2000, « Pour une géographie des interdépendances », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. op. cit., p. 217-239.
- OHMAE Kenichi, 1985, *Triad power. The coming shape of global competition*. New York, Free Press, XX + 220 pages.
- ORAIN Olivier, 2000, « Les "postvidaliens" et le plain-pied du monde. Pour une histoire de la géographie », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. op. cit., p. 93-109.
- , 2001, « Emmanuel de Martonne, figure de l'orthodoxie épistémologique postvidalienne », in BAUDELLE Guy, OZOUF-MARIGINIER Marie-Vic, ROBIC Marie-Claire (dir.), *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité*. op. cit. p. 289-311.
- , 2002, « Démarches systémiques et géographie humaine », in ROBIC Marie-Claire (coord.), *Géographie. Déterminisme, possibilisme, approche systémique. Fascicule 3*. CNED, Agrégation externe de géographie, N6106 T03. 103 pages, p. 1-64.
- , 2006, « La géographie comme science. Quand "faire école" cède le pas au pluralisme », in ROBIC Marie-Claire (coord.), *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*. op. cit., p. 90-123.
- O TUATHAIL Gearoid, 1992, « Putting Mackinder in his place. Material transformations and myth », *Political Geography*, n°1, p. 100-118.
- PALSKY Gilles, 1995, « Un monde fini, un monde couvert », in POUTRIN Isabelle (dir.), *Le XIX^e siècle. Science, politique et tradition*. op. cit., p. 131-145.
- , 1996, *Des chiffres et des cartes. Naissance et développement de la cartographie quantitative française au XIX^e siècle*. Paris, CTHS, 331 pages.
- , 2005, « Elisée Reclus et la cartographie de son temps. L'exemple de l'Atlas sphéroïdal et universel de géographie de F. A. Garnier (1862) », Communication au colloque « Elisée Reclus et nos géographies. Texte et Prétextes », Lyon, 7-9 septembre 2005. Diffusion sur CD-ROM.

- PARKER Geoffrey, 1985, *Western Geopolitical Thought in the Twentieth Century*. London & Sydney, Croom Helm, 199 pages.
- , 1987, « French geopolitical thought in the interwar years and the emergence of the European idea », *Political Geography Quarterly*, Vol. 6, n°2, p. 145-150.
- , 1996, « La géographie politique de Yves-Marie Goblet (1881-1955) », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 207-214.
- , 1999, « Globalisation and the Status of the Territorial State », *Paper presented at the International Roundtable on the Challenges of Globalization (University of Munich, 18-19 March 1999)*, disponible sur la page <http://i-p-o.org/parker.htm>
- PEARSON Alastair, TAYLOR Fraser (D.R.), KLINE Karen D, HEFFERNAN Michael, 2006, « Cartographic ideals and geopolitical realities : international maps of the world from the 1890s to the present », *The Canadian Geographer*, n°2, p. 149-176.
- PECHOUX Pierre-Yves et SIVIGNON Michel, 1996, « Jacques Ancel (1882-1943), géographe entre deux guerres (1919-1945) », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 215-228.
- PELLETIER Monique (ed.), 1989, *Géographie du Monde au Moyen Age et à la Renaissance*. Paris, Editions du CTHS, 235 pages.
- PHIPPS Michel, 2000, « Du local au global : une syntaxe de l'espace », in BERDOULAY Vincent et SOUBEYRAN Olivier (eds.), *Milieu, colonisation, développement durable. Perspectives géographiques sur l'aménagement*. op. cit., p. 85-98.
- PIEL Jean, 1999, « De quelques considérations lexicales et historiques à propos de la "mondialisation" », in GEMDEV (coll.), *Mondialisation. Les mots et les choses*. op. cit., p. 141-166.
- PINCHEMEL Philippe, 1982, « Le vocabulaire historique et épistémologique de la Géographie », in CNRS, GRECO-Histoire du Vocabulaire Scientifique, *Documents pour l'histoire du vocabulaire scientifique*, n°3. Paris, Publications de l'Institut National de la Langue Française (CNRS), 115 pages, p. 1-14.
- PINCHEMEL Philippe et Geneviève, 1988, *La Face de la Terre. Eléments de géographie*. Paris, Armand Colin, 519
- PINCHEMEL Philippe, ROBIC Marie-Claire, TISSIER Jean-Louis, 1984, *Deux siècles de géographie française. Choix de textes*. Paris, CTHS, 380 pages.
- PORTES Jacques, 1990, *Une fascination réticente : les Etats-Unis dans l'opinion française, 1870-1914*. Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 462 pages.
- POULET Régis, 2005, « Le Péril jaune », *La revue des ressources*, 7 novembre, disponible sur la page http://www.larevuedesressources.org/article.php3?id_article=499, 21 pages.
- POUTRIN Isabelle (dir.), *Le XIX^e siècle. Science, politique et tradition*. Paris, Berger-Levrault, 534 pages.
- PROCHASSON Christophe, 2004, « Les intellectuels », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et Culture*. op. cit., p. 665-676.
- PROCHASSON Christophe et RASMUSSEN Anne, 1996, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la première guerre mondiale (1910-1919)*. Paris, La Découverte, coll. Textes à l'appui/L'aventure intellectuelle du XX^e siècle, 303 pages.
- PUMAIN Denise et ROBIC Marie-Claire, 1999, « Réseaux urbains : des mots aux choses », *Urbanisme*, 304, p. 72-75.
- QUAINI Massimo, 2005, « Esprit méditerranéen et mondialisme dans la géographie d'Elisée Reclus », Conférence inaugurale du colloque « Elisée Reclus et nos géographies. Texte et Prétextes », Lyon, 7-9 septembre 2005. Diffusion sur CD-ROM.
- RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, LITEC, coll. Géographie Economique et Sociale, 249 pages.
- RAFFESTIN Claude (et alii), 1995, *Géopolitique et histoire*. Paris, Histoire Payot, 329 pages.
- RASMUSSEN Anne, 2004, « Internationalismes au début du XX^e siècle », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et Culture*. op. cit., p. 71-82.
- RAUMOLIN Jussi, 1984, « L'homme et la destruction des ressources naturelles : la *Raubwirtschaft* au tournant du siècle », *Annales E. S. C.*, n°4, p. 798-819.
- REAU Elisabeth du, 1996, *L'idée d'Europe au XX^e siècle. Des mythes aux réalités*. Paris, Editions Complexe, coll. Questions au XX^e siècle, n 372 pages.
- RETAILLE Denis, 1997a, *Le monde du géographe*. Paris, Presses de Science-Po, coll. Références inédites, 283 pages.
- , 1997b, « Quand le monde s'impose », in KNAFOU Rémy (dir.), *L'état de la géographie*.

- Autoscopie d'une science*. Paris, Belin, coll. Mappemonde, 438 pages, p. 419-430.
- , 2000, « Penser le monde », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*. op. cit., p. 273-286.
- , 2003, « Monde », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, Belin, p. 634-635.
- REYNAUD Alain, 1981, *Société, espace et justice. Inégalités régionales et justice socio-spatiale*. Paris, PUF, coll. Espace et liberté, 263 pages.
- , 1995, « Centre et périphérie », in BAILLY Antoine, FERRAS Robert et PUMAIN Denise, *Encyclopédie de Géographie*. (2^e édition). Paris, Economica, 1167 pages, p. 583-599.
- RHEIN Catherine, 1982, « La géographie, discipline scolaire et/ou science sociale ? (1860-1920) », *Revue française de sociologie*, XXIII, p. 223-251.
- ROBIC Marie-Claire, 1989, « Perspectives temporelles sur l'émergence de quelques concepts de la géographie urbaine française », *Sistemi Urbani*, 3, p. 225-239.
- , 1991a, « La Bibliographie géographique (1891-1991), témoin d'un siècle de géographie. Quelques enseignements d'analyses formelles », *Annales de Géographie*, n°561-562, p. 521-577.
- , 1991b, « Paris, la centralité de la France et le Français moyen : les solutions géographiques d'Elisée Reclus », in FELDMAN Jacqueline, LAGNEAU Gérard, MATALON Benjamin (eds), *Moyenne, Milieu, Centre. Histoires et usages*. Paris, Editions de l'EHESS, 364 pages, p. 315-331.
- , 1992a, « Géographie et écologie végétale : le tournant de la Belle Epoque », in ROBIC Marie-Claire (dir.), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, op. cit., p. 125-165.
- , 1992b, « Milieu, région et paysage géographiques : la synthèse écologique en miettes ? », in ROBIC Marie-Claire (dir.), *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, op. cit., p. 167-199.
- , 1993a, « L'invention de la "Géographie humaine" au tournant des années 1900 : les vidaliens et l'écologie », in CLAVAL Paul (dir.), *Autour de Vidal de la Blache. La formation de l'Ecole française de géographie*. op.cit., p. 137-147.
- , 1993b, « Administrer la preuve par l'image : géographie physique et géographie humaine », in Jean Brunhes *autour du monde. Regards d'un géographe/regards de la géographie*. Paris, Musée Albert Kahn, 347 pages, p. 221-233.
- , 1995a, « La Terre, observatoire et demeure des hommes », in POUTRIN Isabelle (dir.), *Le XIX^e siècle. Science, politique et tradition*. Op. Cit., p. 112-129.
- , 1995b, « Epistémologie de la géographie », in BAILLY Antoine, FERRAS Robert et PUMAIN Denise, *Encyclopédie de Géographie*. (2^e édition). Paris, Economica, 1167 pages, p. 37-55.
- , 1996a « Des vertus de la chaire à la tentation de l'action », in CLAVAL Paul et SANGUIN André-Louis (dir.), *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. op. cit., p. 27-58.
- , 1996b, « Les vœux des premiers Congrès : dresser la carte du monde », in ROBIC Marie-Claire, BRIEND Anne-Marie, RÖSSLER Mechtild (dir.), *Géographes face au monde. L'Union Géographique Internationale et les Congrès internationaux de géographie*. op. cit., p. 149-178.
- , 1996c, « Résolutions et irrésolutions d'une Cité scientifique : l'entre-deux-guerres », in ROBIC Marie-Claire, BRIEND Anne-Marie, RÖSSLER Mechtild (dir.), *Géographes face au monde. L'Union Géographique Internationale et les Congrès internationaux de géographie*. op. cit., p. 179-226.
- , 1998, « Ville et région dans les échanges transatlantiques entre géographes de la première moitié du XX^e siècle : convergences et diversité des expériences », in COMMISSION D'HISTOIRE DE LA PENSEE GEOGRAPHIQUE, *Voyage, circulation et transfert d'idées géographiques (XIX^e XX^e siècles)*. op. cit., p. 209-220.
- , 1999a, « Tradition, courants et ruptures : pour une histoire de la géographie en tension », in BLANCKAERT Claude, BLONDIAUX Loïc, LOTY Laurent, RENNEVILLE Marc, RICHARD Nathalie (dir.), *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*. op. cit., p. 159-180.
- , 1999b, « Bertrand Auerbach (1856-1945), éclairer et "sans grade" de l'Ecole française de géographie », *Revue Géographique de l'Est*, 1, p. 37-48.
- , 2003a, « La ville, objet ou problème ? La géographie urbaine en France (1890-1960) », *Sociétés contemporaines*, n°49-50, p. 107-138.
- , 2003b, « Geography », in PORTER Theodore M. and ROSS Dorothy (eds.), *The Modern Social Sciences. The Cambridge History of Science*, vol. 7. Cambridg, The Cambridge University Press, 762 pages, p. 379-390.
- , 2004, « Un système multi-scalaire, ses espaces de référence et ses mondes. L'Atlas

- Vidal-Lablache », *Cybergéo : Revue européenne de géographie*, n°265, 25 pages.
- , 2006a, « A crise dos anos trinta e a emergência de novos temas na geografia », in ANGOTTI-SALGUEIRO H. (org.), *Pierre Monbeig e a geografia humana brasileira : a dinâmica da transformação*. São Paulo, EDUSC, IEB, FAPESP. Version française consultée à la bibliothèque de l'équipe EHGO : « La crise des années trente et l'émergence de nouveaux thèmes dans la géographie », 10 pages.
- , 2006b, « Une discipline se construit. Enjeux, acteurs, positions », in ROBIC Marie-Claire (coord.), *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*. op. cit., p. 14-52.
- , 2007, « L'enseignement de l'histoire-géographie dans la stratégie des géographes universitaires et le dénouement de l'année 1905 », in GISPert Hélène, HULIN Nicole, ROBIC Marie-Claire (dir.), *Science et enseignement. L'exemple de la grande réforme des programmes du lycée au début du XX^e siècle*. op. cit., p. 251-268.
- ROBIC Marie-Claire et RÖSSLER Mechthild, 1996, « L'UGI, enjeu des relations internationales dans la première moitié du XX^e siècle », in ROBIC Marie-Claire, BRIEND Anne-Marie, RÖSSLER Mechthild (dir.), *Géographes face au monde. L'Union Géographique Internationale et les Congrès internationaux de géographie*. op. cit., p. 241-252.
- ROBIC Marie-Claire (dir.), 1992, *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*. Paris, Economica, 343 pages.
- ROBIC Marie-Claire (coord.), 2006, *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*. Paris, ADPF-Ministère des Affaires étrangères, 229 pages.
- ROBIC Marie-Claire, BRIEND Anne-Marie, RÖSSLER Mechthild (dir.), 1996, *Géographes face au monde. L'Union Géographique Internationale et les Congrès internationaux de géographie*. Paris, L'Harmattan, 463 pages.
- SANGUIN André-Louis, 1988, « Le Canada, puissance internationale. 50 ans après Siegfried : postface et points de rupture », *Etudes Normandes*, Actes du colloque « André Siegfried, la politique et la géographie », 2, p. 103-113.
- SCHLANGER Judith, 1971 (réédition 1995), *Les métaphores de l'organisme*. Paris, L'Harmattan, coll. Histoire des Sciences Humaines, 262 pages.
- , 1988a, « La pensée inventive », in STENGERS Isabelle et SCHLANGER Judith, 1988, *Les concepts scientifiques. Invention et pouvoir*. op. cit., p. 67-100.
- , 1988b, « Novation et histoire », in STENGERS Isabelle et SCHLANGER Judith, 1988, *Les concepts scientifiques. Invention et pouvoir*. op. cit., p. 101-131.
- SCHRÖDER Iris, HÖHLER Sabine (Hg.), 2005, *Welt-Räume. Geschichte, Geographie und Globalisierung seit 1900*. Frankfurt/New York, Campus Verlag, Historische Studien, 323 pages.
- SCHRÖDER Iris, 2007, « Qu'est-ce qu'une géographie universelle au 19^e siècle ? Etudes croisées des œuvres de Carl Ritter et de Conrad Malte-Brun », Intervention au séminaire de Marie-Vic OZOUF-MARIGNIER, Daniel NORDMAN et Jacques BRUN à l'EHESS, 26 avril 2007.
- SMITH Neil, 2003, *American Empire. Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*. Berkeley/Los Angeles/London, University of California Press, 557 pages.
- SLOTTERDIJK Peter, 1998, *Bulles, Sphères, Microsphérologie. Tome I*. Paris, Pauvert, traduit de l'allemand par Olivier MANNONI (2002), 688 pages.
- , 2005, *Le palais de cristal. A l'intérieur du capitalisme planétaire*. Maren Sell Editeurs, traduit de l'allemand par Olivier MANNONI (2006), 379 pages.
- SOUBEYRAN Olivier, 1997, *Imaginaire, science et discipline*. Paris, L'Harmattan, coll. Géographies en liberté, 482 pages.
- SOUTOU Georges-Henri « Henri Hauser et la Première Guerre mondiale », in Marin Séverine-Antigone et SOUTOU Georges-Henri (dir.), 2006, *Henri Hauser (1866-1946). Humaniste. Historien. Républicain*. op. cit., p. 147-183.
- STENGERS Isabelle et SCHLANGER Judith, 1988, *Les concepts scientifiques. Invention et pouvoir*. Paris, Gallimard, folio essais (1991), 190 pages.
- STODDART D.R. (ed.), 1981, *Geography, Ideology and social concern*. Oxford, Basil Blackwell, 250 pages.
- TAYLOR Peter J., 1989 (2^e édition), « The World-Systems Project », in JOHNSTON R. J. and TAYLOR Peter J. (Edited by), *A World in Crisis ? Geographical Perspectives*. Oxford (UK)/Cambridge (USA), Basil Blackwell, 371 pages, p. 333-354.
- , 1991, « Géographie politique et systèmes-monde », in LEVY Jacques (dir.), *Géographies du politique*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, coll. Références, 220 pages, p. 175-190.
- TAYLOR Peter J. et VAN DER WUSTEN Herman, 2004, « La géographie politique : les espaces entre guerre et paix », in BENKO Georges, STROHMAYER Ulf (dir.), *Horizons géographiques*. op. cit., p. 193-240.
- TER MINASSIAN Taline, 1997, « Les géographes français et la délimitation des frontières

- balkaniques à la Conférence de la Paix en 1919 », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 2, p. 252-286.
- TETART Franck, 2006, « La géopolitique, outil d'analyse de la mondialisation », in CARROUE Laurent (dir.), *La mondialisation*. op. cit., p. 269-302.
- TREBITSCH Michel, 1994, « Rien que la Terre : la représentation du monde dans le discours culturel des années 1920 », in COLLECTIF, *Découvertes et explorateurs*, Actes du Colloque international de Bordeaux, 1992, *Sources, Travaux Historiques*, n°34-35. Paris, L'Harmattan, 510 pages, p. 353-363.
- , 2004, « La crise de la conscience européenne avant 1914 », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918. Histoire et Culture*. op. cit., p. 19-33.
- TRICART Jean, 1991, « Cent ans de géomorphologie dans les *Annales de Géographie* », *Annales de Géographie*, 561-562, p. 578-616.
- ULLMANN Edward L., 1954, « *Geography as Spatial Interaction* », in BOYCE Ronald R. (ed.), 1980, *Geography as Spatial Interaction*. Seattle and London, University of Washington Press, 231 pages, p. 13-27.
- VEITL Philippe, 1993, « Un géographe engagé. Raoul Blanchard et Grenoble, 1910-1930 », *Genèses*, 13, p. 98-117.
- VENAYRE Sylvain, « Qu'est-ce que l'éloignement ? L'aventure, l'ethnographie et les blancs de la carte (1850-1940) », in LABOULAIS-LESAGE Isabelle (dir.), *Comblant les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVII^e-XX^e siècle)*. op. cit. p. 61-87.
- VENIER Pascal, 2004, « *The geographical pivot of history and early twentieth century geopolitical culture* », *The Geographical Journal*, 4, p. 330-336.
- VERLEY Patrick, 1997, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*. Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 713 pages.
- WALLERSTEIN Immanuel, 2004 (3^{ème} édition 2005), *World-systems analysis. An introduction*. Durham and London, Duke University Press, 109 pages.
- WALTER François, 2007, « Clerget et l'urbanisme. Une science urbaine fragmentée au tournant de 1900 », in PONT Jean-Claude (dir.), *Pour comprendre le XIX^e : histoire et philosophie des sciences à la fin du siècle*. Firenze, Leo S. Olschki Editore, coll. Bibliothèque d'Histoire des Sciences vol. 9, XLVIII + 546 pages, 473-491.
- WERNER Michael et ZIMMERMANN Bénédicte (dir.), 2004, *De la comparaison à l'histoire croisée*. Paris, Seuil, coll. Le Genre humain, 239 pages.
- WERNER Michael et ZIMMERMANN Bénédicte, 2004, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », in WERNER Michael et ZIMMERMANN Bénédicte (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*. op. cit., p. 15-49.
- WOLFF Denis, 2005, *Albert Demangeon (1872-1940). De l'école communale à la chaire en Sorbonne, l'itinéraire d'un géographe moderne*. Thèse effectuée sous la direction de Marie-Claire ROBIC, Université de Paris I, 4 volumes, 865 pages.
- ZARIFIAN Philippe, 2004, *L'échelle du monde. Globalisation, Altermondialisme, Mondialité*. Paris, La Dispute, coll. Comptoir de la politique, 189 pages.

SITES INTERNET CONSULTÉS

- Bibliothèques et archives nationales du Québec, <http://www.banq.qc.ca>
- Cafés Géographiques, <http://www.cafe-geo.net>
- Carnegie Endowment for International Peace, <http://www.carnegieendowment.org>
- Conservatoire Numérique des Arts et Métiers, <http://cnum.cnam.fr>
- GALLICA, la Bibliothèque numérique, <http://gallica.bnf.fr>
- GEMDEV, <http://www.gemdev.org>
- Institut européen de l'Université de Genève, www.unige.ch/ieug
- Institut Français des Relations Internationales, <http://www.ifri.org>
- Institut für Weltwirtschaft de l'Université de Kiel, <http://www.uni-kiel.de/IfW/pub/wa/wa.htm>
- La revue des ressources, <http://www.larevuedesressources.org>
- Programme de recherche, « L'esprit économique impérial ? Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire (1830-1970) », <http://espritimperial.free.fr>
- Revue *EspacesTemps.net*, <http://espacestems.net>
- Site personnel de Zaki LAÏDI, <http://www.laidi.com>
- Société Française pour l'Histoire des Sciences de l'Homme, <http://www.bium.univ-paris5.fr/sfshs>
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD ou CNUCED), <http://www.unctad.org> et la page <http://ideas.repec.org/s/unc/dispay.html>

ANNEXES

Sommaire

- Annexe 1 :** Définitions comparées du mot monde dans les dictionnaires *Littré* et *Larousse* des années 1870.
- Annexe 2a :** Liste des titres des *Annales de Géographie* comprenant les termes Terre, globe, monde, l'expression « dans le monde » ou le mot mondial, de 1891 à 1951.
- Annexe 2b :** Evolution du nombre des titres comprenant Terre, globe, monde, l'expression « dans le monde » ou l'adjectif mondial dans les *Annales de Géographie* de 1891 à 1951.
- Annexe 3 :** Carte accompagnant l'article de William Huber sur « Le réseau télégraphique du globe » en 1873.
- Annexe 4 :** Liste des titres se référant à des « objets mondiaux » dans la *Bibliographie géographique* de 1891 à 1913/1914.
- Annexe 5 :** « Carte des régions botaniques. Répartition des plantes à la surface du globe » (WELSCH, 1893, hors texte).
- Annexe 6 :** Planche « Grandes voies de communication » de l'*Atlas général* de Paul Vidal de la Blache (1918).
- Annexe 7a :** Deux cartes d'isochrones d'Elisée Reclus dans *L'Homme et la Terre* (1908, p. 358 et 359).
- Annexe 7b :** La carte d'isochrones de Francis Galton en 1881.
- Annexe 8 :** La « *All-Red Route* », symbole ambigu du bouclage du monde (KELTIE, *Statesman's Yearbook*, 1909).
- Annexe 9 :** « Planisphère indiquant l'état des connaissances géographiques en 1875 » (MALTE-BRUN, 1875, hors texte).
- Annexe 10 :** « Planisphère montrant l'élargissement de l'horizon géographique » (MARTONNE, 1909, p. 7).
- Annexe 11 :** Carte de la « Répartition de la population » (VIDAL DE LA BLACHE, 1921, hors texte).
- Annexe 12 :** Carte des « Tarifs douaniers et câbles sous-marins » (RECLUS, 1908, hors texte).
- Annexe 13 :** Carte des « Voies de communication dans le Pacifique » (PRIVAT-DESCHANEL, 1930, p. 281).

Annexe 1 : Définitions comparées du mot monde dans les dictionnaires *Littre* et *Larousse* des années 1870.

	<i>Littre</i>	<i>Larousse du XIX^e</i>
1	« Tout ce que nous apercevons d'espace, de corps et d'être, ainsi dénommé à cause de l'arrangement et de la régularité qui y règnent. »	« Proprement ce qui est bien ordonné, bien disposé, pur, net (...) Universalité de tous les êtres, de tout ce qui existe »
2	« Les anciens croyaient généralement que le chaos avait précédé le monde qui en avait été tiré. »	« Terre, séjour de l'homme. »
3	« Le monde physique, le monde considéré dans ce qu'il a de sensible./ Le monde moral ou intellectuel, ou intelligent, le monde considéré par rapport aux choses morales ou intellectuelles. »	« Planète habitée ou, selon les astronomes, Systèmes de planètes circulant autour d'un soleil. »
4	« Dans un sens particulier, le monde, notre système solaire avec es planètes, les satellites des planètes et les comètes, par opposition à l'univers qui embrasse tout ce que nous voyons d'espace et de soleils, et dans lequel le monde n'est qu'une petite parcelle. »	« Terre, par opposition au Ciel ; Ciel, par opposition à la Terre. »
5	« Les planètes et les étoiles qui roulent dans l'espace, considérées comme des habitations semblables aux nôtres. »	« Par exagér. Lieu vaste et très-peuplé. »
6	« Le globe terrestre. Le monde sublunaire. Faire le tour du monde. Les cinq parties du monde. »	« Genre humain. »
7	« Le monde, ce bas monde, ce monde, la terre que les hommes habitent, par opposition au ciel, au royaume céleste. »	« Homme en général, la grande majorité des hommes. »
8	« Le monde ancien, ou le monde des anciens, ce que les anciens connaissaient du globe terrestre. »	« Société humaine, considérée au point de vue de son organisation. »
9	« Hyperboliquement. Un lieu vaste et très-peuplé. »	« Catégorie de personnes ayant les mêmes habitudes, les mêmes goûts ou les mêmes aptitudes. »
10	« Monde se dit pour exprimer un ensemble de pays, de sociétés, de civilisation (<i>sic</i>). »	« Gens, personnes. »
11	« La totalité des hommes, le genre humain. »	« Haute société, société des gens distingués par leur position sociale, leur fortune, leur éducation, leurs habitudes de luxe et d'élégance. »

12	« Les hommes en général, la plupart des hommes. »	« Société considérée au point de vue de sa corruption ou de sa futilité. »
13	« Un certain nombre de personnes. »	« Fig. Ce qui tient lieu de toute société. »
14	« Le monde, les gens, vous, nous, le premier venu. »	« Syn. Monde, univers . L'idée propre qu'éveille le mot <i>monde</i> est celle d'un grand ensemble où l'on remarque un arrangement systématique ; l'idée que l'on rattache au mot <i>univers</i> est celle d'universalité. Ainsi <i>monde</i> n'est synonyme d' <i>univers</i> que lorsqu'il est pris dans son acception la plus étendue possible ; mais il y en a une foule d'autres : il y a l'ancien monde et le nouveau monde, le monde intellectuel, le monde moral, etc. ; il ne peut y avoir qu'un seul <i>univers</i> : c'est la totalité des êtres créés, en y comprenant même ceux qui ne nous sont pas connus. »
15	« Tout le monde, chacun. »	« Encycl. Astron. Au point de vue de l'astronomie, le mot <i>monde</i> a trois acceptions fort importantes, dont deux seulement nous arrêteront, la première ayant été traitée en détail dans des articles distincts, auxquels nous allons avoir l'occasion de renvoyer. Le <i>monde</i> , c'est d'abord l'universalité des êtres ; c'est ensuite chacun des systèmes composés d'une étoile autour duquel on suppose qu'il circule un certain nombre de planètes ; c'est enfin, d'une façon spéciale, le système stellaire dont la terre fait partie et dont le soleil est l'étoile centrale. »
16	« Hyperboliquement. Un monde, une grande quantité de personnes. »	« Mœurs. Le <i>monde</i> , c'est la totalité du genre humain ; mais, par une figure de rhétorique, on entend aussi par là une très-petite partie de ce genre humain, la haute société de chaque pays civilisé (...) »
17	« Avec l'adj. possessif, les domestiques. »	« Bibliogr. Si nous voulions faire ici un catalogue bibliographique un peu complet de tous les ouvrages écrits sur le système du <i>monde</i> (...) »
18	« Dans la marine, l'équipage, ou une partie de l'équipage. »	« Iconogr. (...) »
19	« La société des hommes, ou une partie de cette société. »	« Allus. littér. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. (...) »
20	« Le grand monde, la société distinguée par les richesses, par les dignités de ceux qui la composent. »	« Monde (VOYAGES AUTOUR DU) »
21	« En langage de dévotion, la vie des hommes qui ont les mœurs peu sévères du siècle. »	[Série d'ouvrages ayant « monde » dans le titre]
22	« La vie séculière, par opposition à la vie monastique. »	« Monde (LE TOUR DU), nouveau journal des voyages, importante publication illustrée entreprise par M. Ed. Charton

23	« L'autre monde, la vie par delà le tombeau. »	« Monde (LE). Ce titre a été porté par un assez grand nombre de publications périodiques, revues et journaux. »
24	« Fi. L'autre monde, se dit du passé, du monde d'autrefois, de ce qui n'est plus à la mode, dans l'usage. »	
25	« Titre de diverses publications, périodiques ou non, qui exposent des choses relatives au monde. »	
26	« Petit monde, poisson du genre des quatredents. »	
27	« Grand monde, sorte de papier d'une grande dimension. »	
28	« Monde d'or, quartz résinite (l'hydrophane des minéralogistes), connu des bijoutiers sous le nom d'œil du monde. »	

NB : Il n'était pas possible de retranscrire l'intégralité des sous-rubriques, en particulier pour le *Larousse*, qui multiplie les références encyclopédiques et littéraires (sens 17-22).

NB² : On notera les commentaires élogieux du *Larousse* à l'égard de la revue *Le Tour du Monde* (sens 22): « Cette publication a eu l'excellent résultat de répandre parmi nous le goût des sciences géographiques, auxquelles nous restions depuis longtemps étrangers et indifférents, tandis que ces mêmes sciences font de si grands progrès en Allemagne et en Angleterre (...) »

Annexe 2a : Liste des titres des *Annales de Géographie* comprenant les termes Terre, globe, monde, l'expression « dans le monde » ou le mot mondial, de 1891 à 1951.

	Auteur	Titre	Type de texte
1891-1892	F. Priem	« <i>Das Antlitz der Erde</i> de Suess »	N
	P. Camena d'Almeida	« La population de la Terre »	N
1892-1893	J. Welsch	« Explication d'une carte de la répartition des végétaux à la surface du globe »	A
1893-1894	J. Welsch	« Explication d'une carte de la répartition des animaux à la surface du globe »	A
1894-1895	E. de Margerie	« La morphologie de la surface terrestre d'après M. Penck »	N
1898	A. Lederlin et L. Gallois	« La culture du coton dans le monde »	A
1900	V. Groffier	« La production de soie dans le monde »	A
1901	L. Raveneau	« La production de bois dans le monde »	N
	A. Woeikof	« De l'influence de l'homme sur la terre » I	A
	A. Woeikof	« De l'influence de l'homme sur la terre » II	A
1904	L. Gallois	« Le nom d'Amérique et les grandes mappemondes de Waldseemüller de 1507 et 1516 »	A
1906	A. de Lapparent	« Sur de nouvelles mappemondes paléogéographiques »	A
	A. Chevalier	« Le cacao. Sa production et sa consommation dans le monde »	A
1910	P. Vidal de la Blache	« La carte internationale du monde au millionième »	A
	P. Termier	« Le dernier volume de l'« <i>Antlitz der Erde</i> » d'Eduard Suess »	A
1912	L. de Launay	« Les réserves mondiales en minerais de fer »	A
1913	A. Woeikof	« La culture du coton et l'industrie cotonnière dans le monde »	A
1914-1915	E. de Margerie	« La carte internationale du monde au millionième et la conférence de Paris (10-18 décembre 1913) »	A
1916	H. Hitier	« Les réserves de bétail dans le monde »	A
	D. Bellet	« La production de la potasse dans le monde »	N
1917	P. Vidal de la Blache	« La répartition des hommes sur le globe » I	A

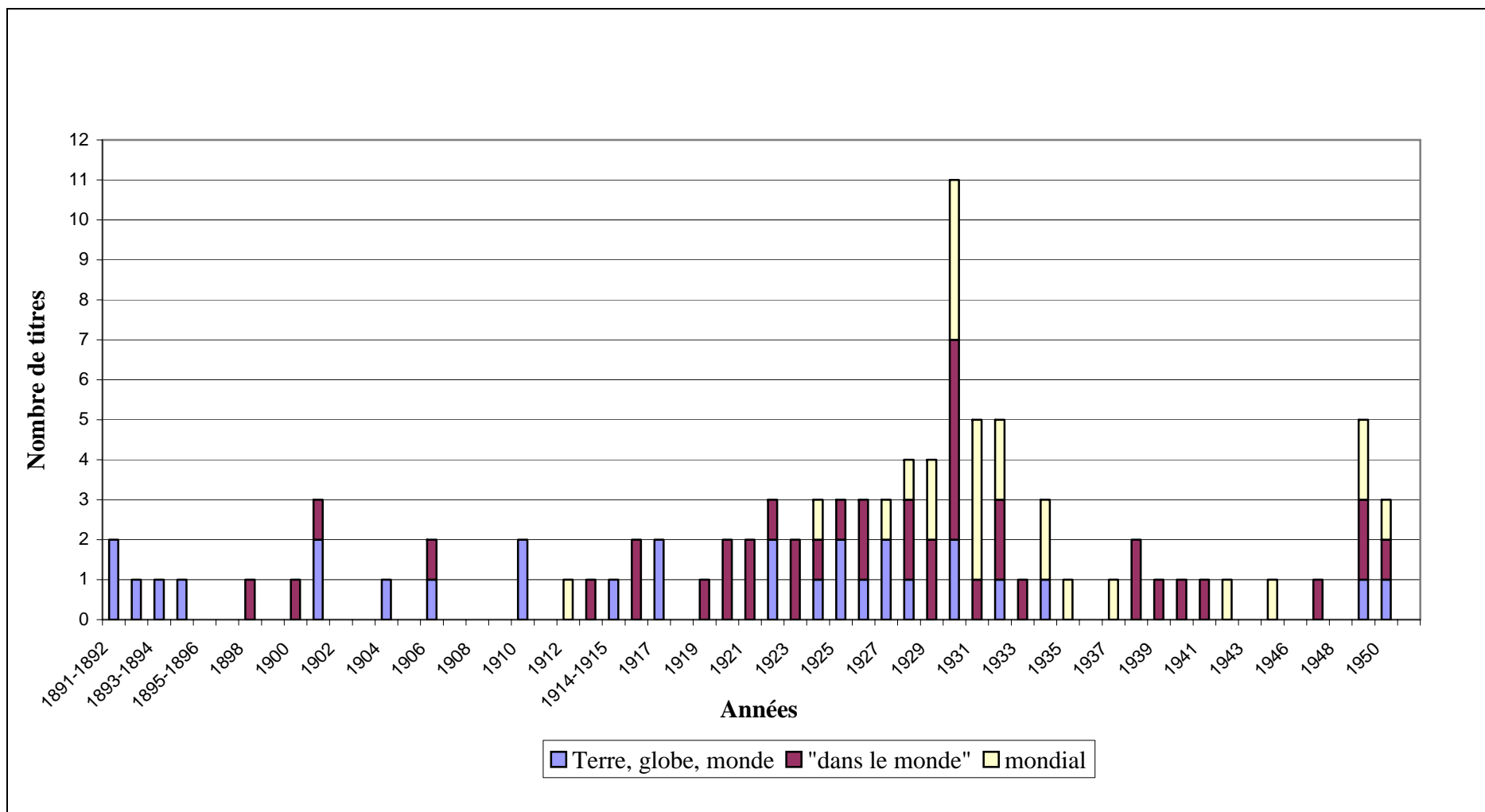
	P. Vidal de la Blache	« La répartition des hommes sur le globe » II	A
1919	M. Zimmermann	« Le henequen et les fibres de cordage dans le monde »	CG
1920	L. Gallois	« La production des céréales dans le monde en 1919-1920 »	CG
	M. Zimmermann	« La production du graphite dans le monde »	N
1921	R. Musset	« La production de bauxite dans le monde »	CG
	L. Gallois	« La production de sucre de canne dans le monde »	CG
1922	E. de Margerie	« Une nouvelle carte géologique du monde ? »	A
	L. Gallois	« Une détermination nouvelle des positions géographiques des points principaux de la surface du globe »	CG
	H. Baulig	« Un inventaire de la production minérale du monde »	N
1923	M. Sorre	« La canne à sucre dans le monde »	N
	J. Allix	« Situation de la production du caoutchouc dans le monde »	N
1924	G. Vergez-Tricom	« La région la plus chaude du monde »	CG
	J. Allix	« Les sources mondiales d'énergie »	CG
	R. Musset	« La production du mica dans le monde »	N
1925	G. Arnaud	« L'état des travaux de la carte internationale du monde au 1 : 1000000 »	CG
	G. Arnaud	« L'utilisation des diverses sources de force motrice dans le monde »	CG
	E. Colin	« La population du globe »	CG
1926	E. Colin	« Les plus profonds sondages du globe »	CG
	E. Colin	« Les puissances coloniales dans le monde »	CG
	P. Rivet	« Le rôle des océaniens dans l'histoire du peuplement du monde et de la civilisation »	A
1927	P. Barret-Lagrèze	« Le tabac. Sa production mondiale »	A
	G. Arnaud	« La grotte la plus profonde du monde »	CG
	G. Arnaud	« Les plus grandes profondeurs, le plus profond sondage du globe »	CG
1928	A. Demangeon	« L'Angleterre, l'Europe et le monde d'après le livre de Mr Erich Obst »	N
	A. Demangeon	« La production et la consommation d'azote synthétique dans le monde »	CG

	L. Guéneau	« La production et la consommation de la soie artificielle dans le monde »	A
	M. Pardé	« Le stock d'or mondial »	CG
1929	M. Pardé	« La production du sucre dans le monde et en Europe »	CG
	M. Pardé	« La production mondiale de la soie »	CG
	M. Pardé	« L'industrie automobile dans le monde »	CG
	M. Pardé	« La production mondiale des navires »	CG
1930	A. Demangeon	« La production mondiale de sucre »	CG
	A. Demangeon	« La production de blé dans le monde »	CG
	M. Pardé	« La population mondiale »	CG
	A. Demangeon	« La production mondiale du platine »	CG
	A. Demangeon	« La production du lin dans le monde et particulièrement en Belgique »	CG
	A. Demangeon	« La culture du café dans le monde et particulièrement dans les colonies françaises »	CG
	M. Pardé	« Production du charbon dans le monde et situation charbonnière en Europe »	CG
	A. Demangeon	« La mortalité causée par la Guerre mondiale »	CG
	J. Offner	« Les associations végétales du globe, d'après le professeur Eduard Rübel »	N
	J. Levainville	« La carte mondiale des minerais de fer »	N
	A. Demangeon	« La production de laine et l'élevage du mouton dans le monde »	CG
1931	M. Pardé	« La production mondiale de fonte et d'acier en 1929 »	CG
	M. Pardé	« La production mondiale de pétrole »	CG
	M. Pardé	« La production de la soie dans le monde »	CG
	M. Pardé	« La production mondiale des automobiles »	CG
	C. Vallaux	« La flotte de commerce mondiale en 1930 »	CG
1932	M. Pardé	« La production mondiale de houille en 1930 »	CG
	M. Pardé	« Les stocks d'or dans le monde »	CG
	A. Demangeon	« La population de la Terre »	N

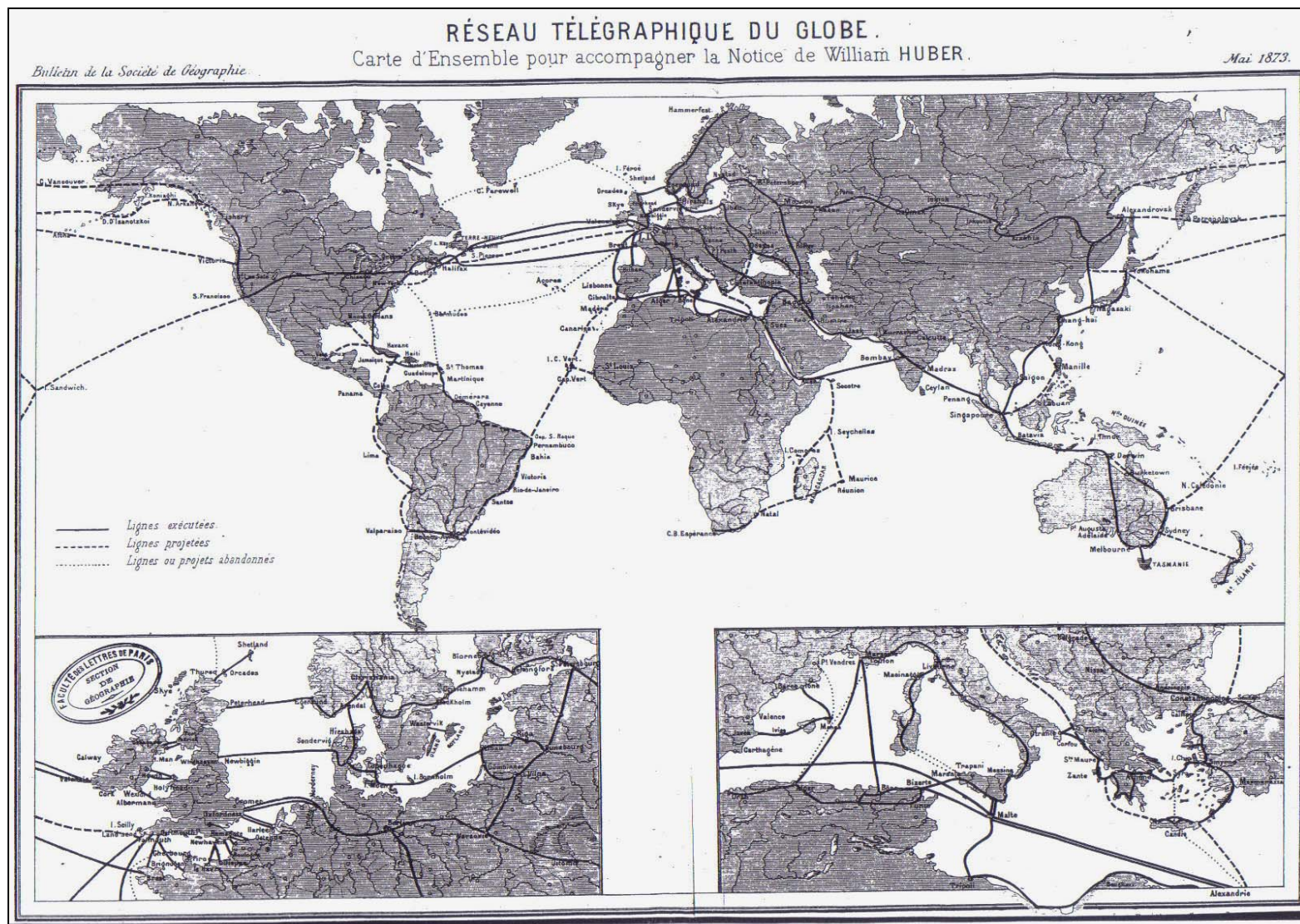
	A. Weiler	« Le tourisme, facteur économique mondial »	N
	M. Pardé	« Les automobiles en circulation dans le monde »	CG
1933	A. Albitreccia	« La production et le commerce des raisins de table dans le monde »	CG
1934	P. Dive	« Conceptions nouvelles sur la structure interne du globe terrestre. Géomécanique et translation continentales »	A
	P. Vilar	« L'Espagne et le commerce mondial du Liège »	A
	R. C.	« La situation rizicole mondiale »	CG
1935	J. Célérier	« Le marché mondial des phosphates et la production Nord-africaine en 1933 »	CG
1937	A. Albitreccia	« La situation générale du commerce mondial »	CG
1938	G. Mauco	« Les étrangers dans le monde »	A
	M. Pardé	« Les relations ferroviaires dans le monde à la fin de 1937 »	CG
1939	M. Pardé	« Changements et perfectionnements ferroviaires dans le monde »	CG
1940	R. Musset	« La situation actuelle du riz dans le monde »	CG
1941	R. Musset	« La production des agrumes dans le monde »	CG
1942	E. de Martonne	« Nouvelle carte mondiale de l'indice d'aridité »	A
1944-1945	J. Chardonnet	« La production mondiale de poisson en 1938-1939 »	CG
1947	R. Musset	« La production de l'étain dans le monde »	CG
1949	M. M. Chartier	« Les transports aériens mondiaux en 1947 »	CG
	M. M. Chartier	« Réseaux aériens et flotte mondiale »	CG
	M. M. Chartier	« Les transports aériens hollandais dans le monde »	CG
	M. M. Chartier	« Les lignes aériennes scandinaves dans le monde »	CG
	<i>Statistiques</i>	« Population comparée des Etats du monde en 1947 »	CG
1950	M. M. Chartier	« Transports aériens réguliers français dans le Monde »	CG
	P. Birot	« A propos d'une théorie nouvelle sur la structure du globe »	N
	P. George	« Le faux problème de la population mondiale »	N

NB : A (Article), N (Note), CG (Chronique géographique, y compris la rubrique « Statistiques Récentes » qui apparaît en 1937).

Annexe 2b : Evolution du nombre des titres contenant Terre, globe, monde, l'expression « dans le monde » ou l'adjectif mondial dans les *Annales de Géographie* de 1891 à 1951.



Annexe 3 : Carte accompagnant l'article de William Hüber sur « Le réseau télégraphique du globe » en 1873.



Annexe 4 : Liste des titres se référant à des « objets mondiaux » dans la *Bibliographie géographique* de 1891 à 1913/1914.

Année	Auteur	Titre	Support de la publication	Nationalité	Auteur du compte rendu	Rubrique du compte rendu
1891	E. Levasseur	« Superficie et population : les Etats d'Europe. Division de la Terre en cinq parties du monde »	<i>Acad. Sc. C. r.</i>	Fr	P. Vidal de la Blache	Population-Ethnographie
	G. Ravenstein	« Pays du globe encore favorables à l'établissement des Européens »	<i>Proceed R. G. Soc.</i>	RU	A	Voies de communications et divers
1893	W. Schwarz	« Eine Welthandelsstrasse »	<i>Neue Jahrb. für Philo. und Paedag</i>	All	A	Géog. ancienne
1894	?	« Die Eisenbahnen der Erde »	<i>Deutsche Rundschau f. Geog. u. Stat.</i>	All	A. Milhault	Géog. politique
	J. Grunzel	« Der Welthandel in Gegenwart »	<i>Deutsche Rundschau f. Geog. u. Stat.</i>	All	”	”
1895	C. Baltet	<i>L'horticulture dans les cinq parties du monde.</i>	Ouvrage	Fr	D. Bellet	Prod. et voies...
	?	<i>Die Eisenbahnen der Erde. 1889-1893.</i>	<i>Arch. für Eisenbahnwesen</i>	All	”	”
	G. Freytag	<i>Der Weltverkehr. Karte der Eisenbahn – Dampfer –, Post –, und Telegraphenlinien.</i>	Ouvrage	Autriche	”	”
1896	G. Herrle	« The submarine cables of the World »	<i>National Geog. Mag.</i>	EU	J.M. Boutwell	Prod. et voies...
	A. Mengeot	« Le pétrole et sa distribution géographique dans le monde »	Communication au 16 ^e Congrès des Sociétés françaises de géographie.	Fr	L. Raveneau	Prod. et voies...
1897	P. Bachmann	<i>Le Passager. Guide-horaire maritime et fluvial de toutes les lignes de navigation du monde.</i>	Guide trimestriel	Fr	L. Raveneau	Prod. et voies...
1898	S. O. Goulichambarov	« Le commerce du monde au XIX ^e siècle et la part de la Russie » (Traduction)	<i>Zap. I. R. G. O. po otd. statist.</i>	Russe	P. Camena d'Almeida	Prod. et voies...
	G. Sangiorgio	<i>Il commercio del Mondo. Sguardi Storici.</i>	Ouvrage	Italie	A. Mori	Prod. et voies...
1899	H.F. Helmot	<i>Weltgeschichte. Erster Band. Allgemeines. Die Vorgeschichte. Amerika. Der stille Ozean.</i>	Ouvrage	All	Abs.	Généralités, Anthropologie
	US Treasury Department, Bureau of Statistics.	<i>Colonial Systems of the World.</i>	<i>Monthly Summary of Commerce and Finance, Séries 1898-1899.</i>	EU	M. Zimmermann	Géog. éco...
	”	<i>Submarine and Land Telegraphs of the World.</i>	”	”	”	”

1900	E. Hahn	<i>Die Wirtschaft der Welt am Ausgange des XIX. Jahrhunderts.</i>	Ouvrage	All	M. Zimmermann	Géog. éco...
	<i>US Treasury Department, Bureau of Statistics.</i>	<i>The Grain Trade of the United States and the World's Wheat Supply and Trade.</i>	<i>Monthly Summary of Commerce and Finance, Séries 1899-1900.</i>	EU	”	”
	”	<i>Provision Trade of the United States and the World's Provision Supply and Trade.</i>	”	”	”	”
	”	<i>The Cotton Trade...</i>	”	”	”	”
	”	<i>The Coal Trade...</i>	”	”	”	”
1901	<i>US Dept. of State. Bureau of Foreign Commerce</i>	<i>Review of the World's Commerce. Introductory to Commercial Relations of the United States with Foreign Countries during the year 1900.</i>	Brochure	EU	L. Raveneau	Etats-Unis
	G. Blondel	<i>La France et le Marché du Monde.</i>	Ouvrage	Fr	L. Raveneau	Géog. éco...
	H. Hauser	« L'entrée des Etats-Unis dans la politique “mondiale” d'après un Américain »	<i>Ann. Sc. pol.</i>	Fr	Cité par L. Raveneau dans un CR de C.D. Wright, rubrique Etats-Unis	
1903	T. Lenschau	<i>Das Weltkabelnetz.</i>	Ouvrage	All	L. Raveneau et M. Zimmermann	Géog. éco...
	A. Brisse	« Le réseau mondial de câbles sous-marins »	<i>Rev. de G.</i>	Fr	Cité dans le CR précédent	
	E. Lozé	« Gisements houillers du globe »	<i>Economiste fr.</i>	Fr	Cité dans le CR d'E. Lozé, 1906	
1904	<i>US Dept. of Commerce and Labor. Bureau of Statistics.</i>	<i>Statistical Abstract of the World.</i>	<i>Monthly Summary of Commerce and Finance, Séries 1903-1904</i>	EU	M. Zimmermann	Géog. éco...
	M. Voos	<i>Der Suezkanal und seine Stellung im Weltverkehr.</i>	Ouvrage	All	L. Raveneau	Géog. éco...
1905	H. Brenier	« La production et la consommation mondiales du caoutchouc »	<i>B. économique de l'Indochine</i>	Fr	Abs.	Géog. éco...
	R. Gonnard	« L'industrie lyonnaise de la soie et la concurrence mondiale »	<i>Rev. économique int.</i>	Fr	M. Zimmermann	Géog. éco...
	E. von Halle	<i>Amerika. Seine Bedeutung für die Weltwirtschaft und seine wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland insbesondere zu Hamburg.</i>	Ouvrage	All	Abs.	Géog. éco...
	van Someren Brand (dir.)	<i>Les grandes cultures du monde.</i> (Traduit du hollandais par F. Rode)	Ouvrage	Hollandaise	M. Zimmermann	Géog. éco...
	<i>US Dept. of Commerce and Finance.</i>	<i>Worlds production and consumption of Coffee, Tea and Cacao in 1905.</i>	<i>Monthly Summary of Commerce and Finance, Séries 1905-1906</i>	EU	”	”
	”	<i>Transportation Routes and Systems of the World.</i>	”	EU	”	”

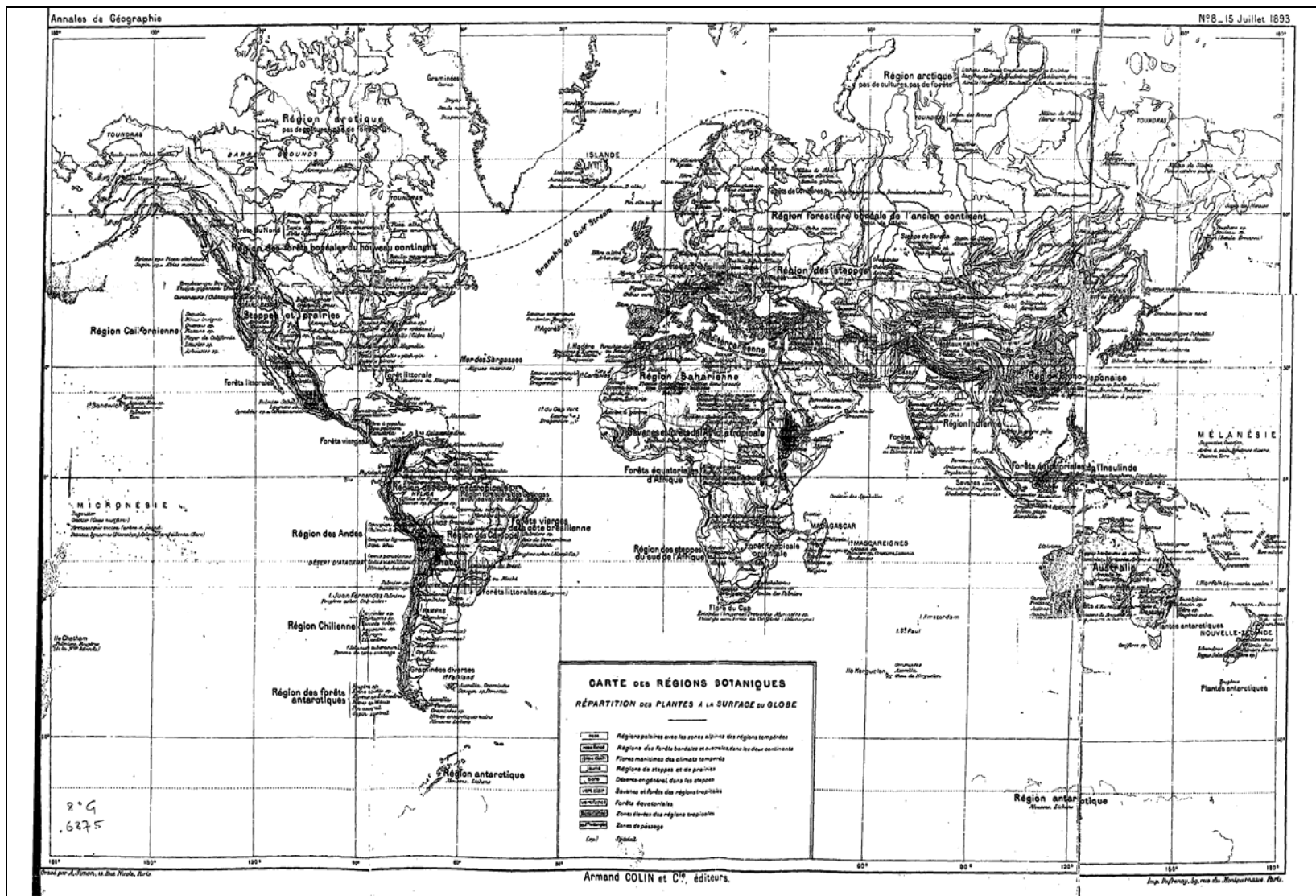
1906	G. Hersent	« Les grandes routes mondiales. Voyages rapides entre l'Amérique du Sud et l'Europe »	<i>Rev. économique int.</i>	Fr	M. Zimmermann	Géog. éco...
	E. Lozé	« Le charbon dans le monde »	<i>Economiste fr.</i>	Fr	”	”
	”	« Le minerai de fer dans le monde »	”	Fr	”	”
	”	« Le fer et l'acier dans le monde »	”	Fr	”	”
	C.-T. von Inama-Sternegg	« Les présents aspects du développement de l'économie mondiale »	<i>Rev. économique int.</i>	Autriche	P. Girardin	Géog. éco...
	L. de Launay	« L'or dans le monde et son extraction »	<i>Rev. générale des Sc.</i>	Fr	Cité dans le CR de L. de Launay, 1907	
1907	J. G. Bartolomew	<i>Atlas of the World's commerce.</i>	Atlas	RU	C. Vallaux	Géog. éco...
	A. C. Coolidge	« Les Etats-Unis comme puissance mondiale »	<i>Rev. économique int.</i>	EU	P. Girardin	Géog. éco...
	L. de Launay	<i>L'or dans le monde. Géologie, Extraction, Economie politique.</i>	Ouvrage	Fr	M. Zimmermann	Géog. éco...
	W. H. Weed	<i>The Copper Mines of the World.</i>	Ouvrage	EU	<i>Abs.</i>	Géog. éco...
	E. von Halle (dir.)	<i>Die Weltwirtschaft. I. Teil. Internationale Übersichten. III. Teil. Das Ausland.</i>	Périodique annuel 1906 et 1907	All	”	”
	H. Gannett	<i>Statistical Abstract of the World.</i>	Ouvrage	EU	H. Baulig	Biog., Bibliog...
	E. von Halle (dir.)	<i>Die Weltwirtschaft. II Teil. Deutschland.</i>	Périodique annuel 1907	All	B. Auerbach	Allemagne
1908	A. C. Coolidge	<i>Les Etats-Unis puissance mondiale.</i>	Ouvrage	EU	H. Baulig	Géog. éco...
1910	Congrès géologique international	<i>The iron ore resources of the World.</i>	Rapport	<i>Internat.</i>	L. Raveneau	Géol., Orog...
	K. Andree	<i>Geographie des Welthandels... Erster Band.</i>	Ouvrage	All	A.	Géog. éco...
	E. Friedrich	« Weltproduktion, Welthandel und Weltverkehr »	dans le <i>Geographisches Handbuch</i> de A. Scobel	All	M. Zimmermann	Géog. éco...
1911	A. Dix	« <i>Geographische Abrundungstendenzen in der Weltpolitik</i> »	<i>G. Z.</i>	All	G.-A. Hückel	Géog. politique
	E. Friedrich	<i>Geographie des Welthandels und Weltverkehrs.</i>	Ouvrage	All	P. Clerget	Géog. éco...
	W. R. Dunstan	« La culture du coton dans le monde »	<i>Rev. économique int.</i>	?	”	”
	M. Roscher	<i>Die Kabel des Weltverkehrs.</i>	Ouvrage	All	<i>Abs.</i>	Géog. éco...
	G. Wegener	« <i>Der Yangtsekiang als Weltverkehrsstrasse (Auszug)</i> »	Communication au 9 ^e Congrès International de Géographie	All	L. Raveneau	Ouvrages divers
	K. A. Gerlach	<i>Dänemarks Stellung in der Weltwirtschaft.</i>	Ouvrage paru dans la collection <i>Probleme der Weltwirtschaft</i> (Kiel)	All	<i>Abs.</i>	Danemark
1912	E. Friedmann	<i>Der mittelalterliche Welthandel von Florenz in seiner geographischen Ausdehnung.</i>	Ouvrage	All	L. Gallois	Histoire de la géo.

	P. Clerget	<i>Géographie économique. L'exploitation rationnelle du globe.</i>	Ouvrage	Fr	M. Zimmermann	Géog. éco...
	M. Eckert	« <i>Die wirtschaftsgeographische und handelspolitische Bedeutung der Weltmeere</i> »	G.Z.	All	Abs.	Géog. éco...
	Ministère de l'Agriculture	<i>Culture, production et commerce du blé dans le monde.</i>	Rapport	Fr	L. Raveneau	Géog. éco...
	R. Hennig	« <i>Die Stellung der sibirischen Ströme im Weltverkehr</i> »	G.Z.	All	J. Reby	Asie Russe
1913-1914	P. Sarasin	<i>Ueber die Aufgaben des Weltnaturschutzes.</i>	Ouvrage	All	Abs.	Physiq. terrestre...
	Congrès géologique international	<i>The Coal Resources of the World.</i>	Enquête internationale	Internat.	L. Raveneau	Géol., Orog...
	M. Eckert	« <i>Die Eisenvoräte der Welt</i> »	G.Z.	All	”	”
	K. Andree	<i>Geographie des Welthandels... Zweiter Band Dritter Band.</i>	Ouvrage	All	Abs.	Géog. éco...
	A. Dix	« <i>Weltpolitik und Verkehrsgeographie</i> »	G.Z.	All	”	”
	R. Hennig	<i>Die Hauptwege des Weltverkehrs</i>	Ouvrage	All	”	”
	”	<i>Die Probleme des Weltverkehrs</i>	Ouvrage	All	”	”
	A. Oppel	<i>Der Welthandel. Seine Entwicklung und gegenwärtige Gestaltung.</i>	Ouvrage	All	G.-A. Hückel	Géog. éco...
	J. D. Whelpley	<i>The trade of the World.</i>	Ouvrage	EU	Abs.	Géog. éco...
	K. Haushofer	<i>Dai Nihon. Betrachtungen über Gross-Japans Wehrkraft, Weltstellung und Zukunft.</i>	Ouvrage	All	Abs.	Japon
	J. Russel Smith	« <i>The World carriers and the Panama Canal</i> »	<i>J. of Geog.</i>	EU	A. Vacher et L. Raveneau	Mex, A. Centr.

Quelques remarques sur la construction du tableau, par colonne :

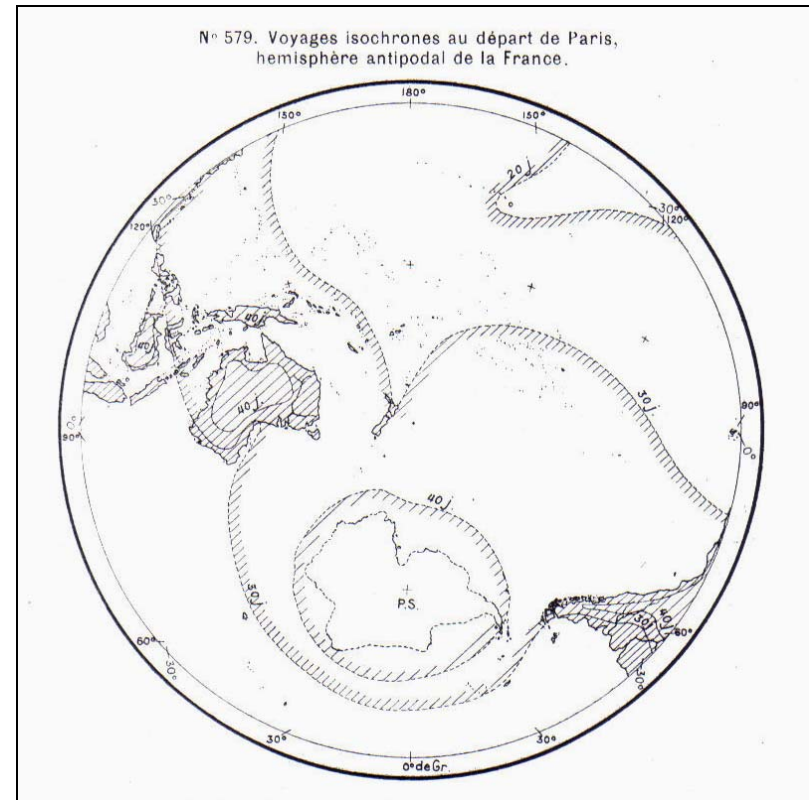
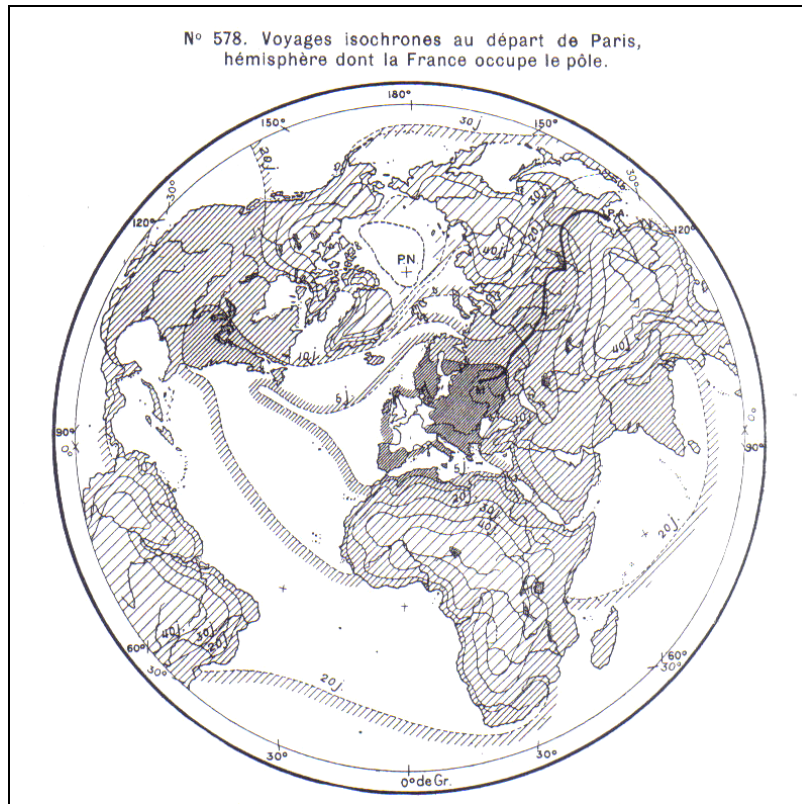
- L'année est celle des publications et non celle de la *Bibliographie* qui vient un an après.
- Si l'auteur n'est pas précisé, on a inscrit un « ? ».
- Le support de publication concerne la nature du texte référencé, article de revue (avec le nom de la revue tel qu'écrit dans la *Bibliographie*), ouvrage (avec sa collection éditoriale s'il y a lieu), atlas, publications diverses (brochure, enquête, rapport ou périodique officiel...).
- La nationalité est donnée quand elle est évidente. Sinon (Dunstan, 1911), on a inscrit un « ? ». Les publications internationales ont été indiquées en tant que telles.
- La colonne « Auteur du compte rendu » donne le nom du rédacteur de la *Bibliographie* qui s'est chargé d'écrire le compte rendu, s'il y en a un ; dans le cas contraire, on a inscrit Abs. (Absent). Si le compte rendu est anonyme, on a inscrit la lettre A.
- La dernière colonne enfin rappelle la rubrique de la *Bibliographie* où a été référencé le texte en question. Voici la signification des abréviations qui ont été utilisées :
 - o Prod. et voies... : produits et voies de communication, qui devient « Géog. éco... » : Géographie économique, colonisation.
 - o Géol. Orog... : Géologie, Orographie, Morphologie (1910 ; 1913-1914).
 - o Biog., Bibliog... : Biographie, Bibliographies, Ouvrages généraux (1898), Biographie, Bibliographies, Répertoires (1907).
 - o Physiq. terrestre... : Physique terrestre et météorologie (1913-1914).
 - o Mex, A. Centr. : Mexique, Amérique Centrale, Panama (1913-1914).

Annexe 5 : « Carte des régions botaniques. Répartition des plantes à la surface du globe » (WELSCH, 1893, hors texte).



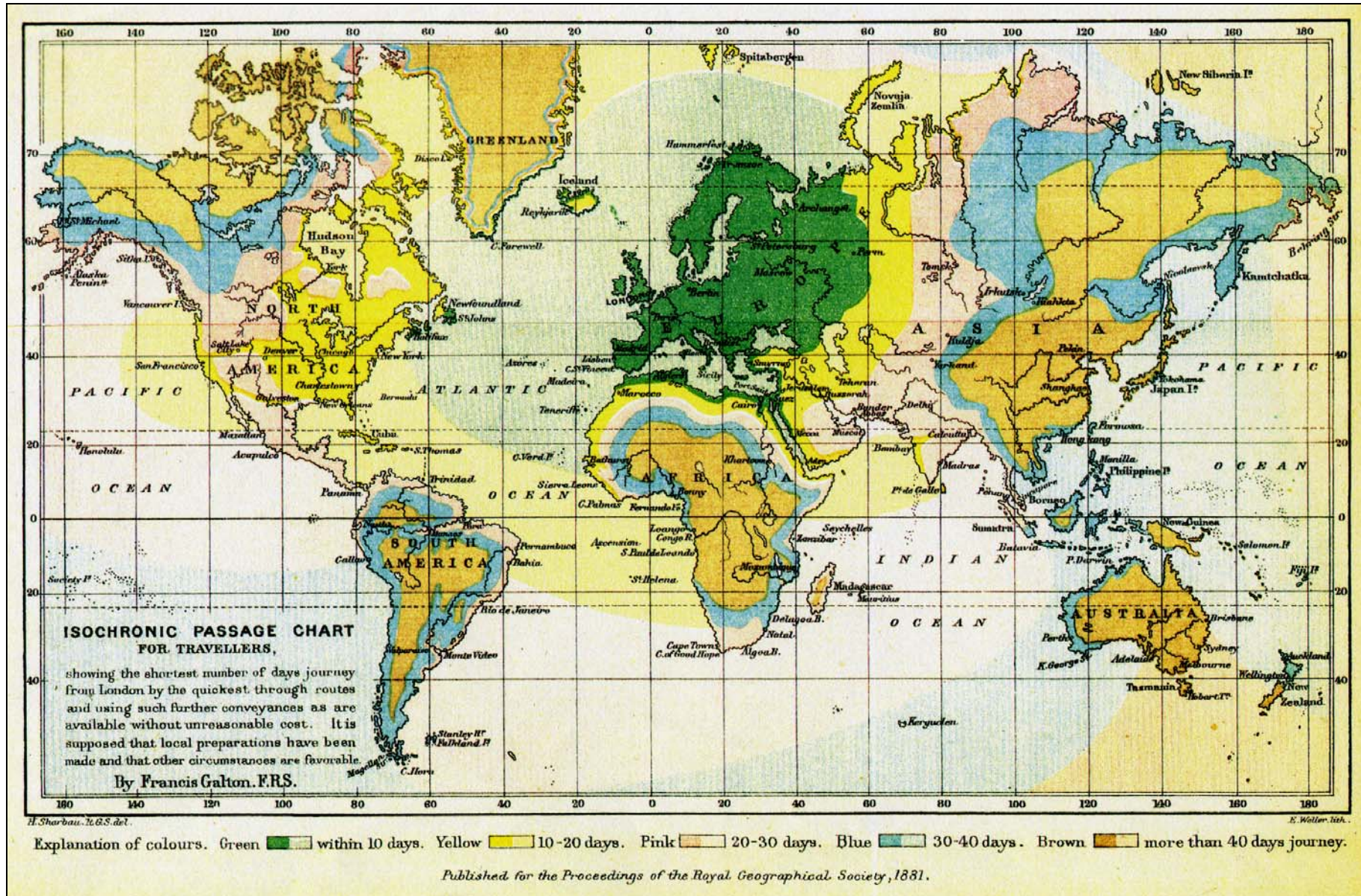
[illegible]

Annexe 7a : Deux cartes d'isochrones d'Elisée Reclus dans *L'Homme et la Terre* (1908, p. 358 et 359).

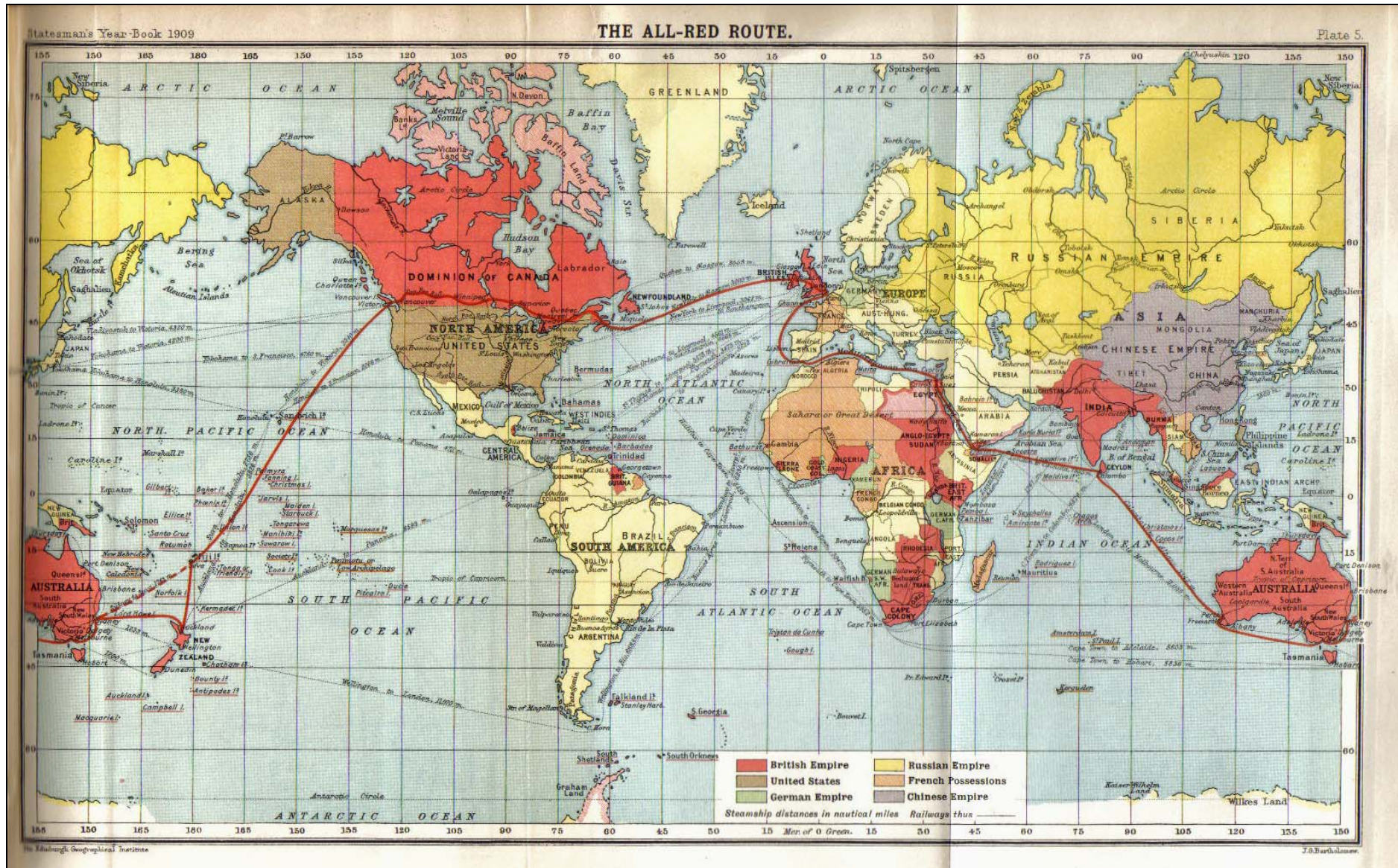


Légende commune : « Les deux cartes N^{os} 578 et 579 sont à l'échelle moyenne de 1 à 75 000 000. Elles sont projetées sur l'horizon du 45° degré de latitude nord et non sur celui de Paris. Pour les lignes de 20, 30 et 40 jours, il a été fait usage de la carte de J. Bartholomew dans *World's Atlas of Commerce*. »

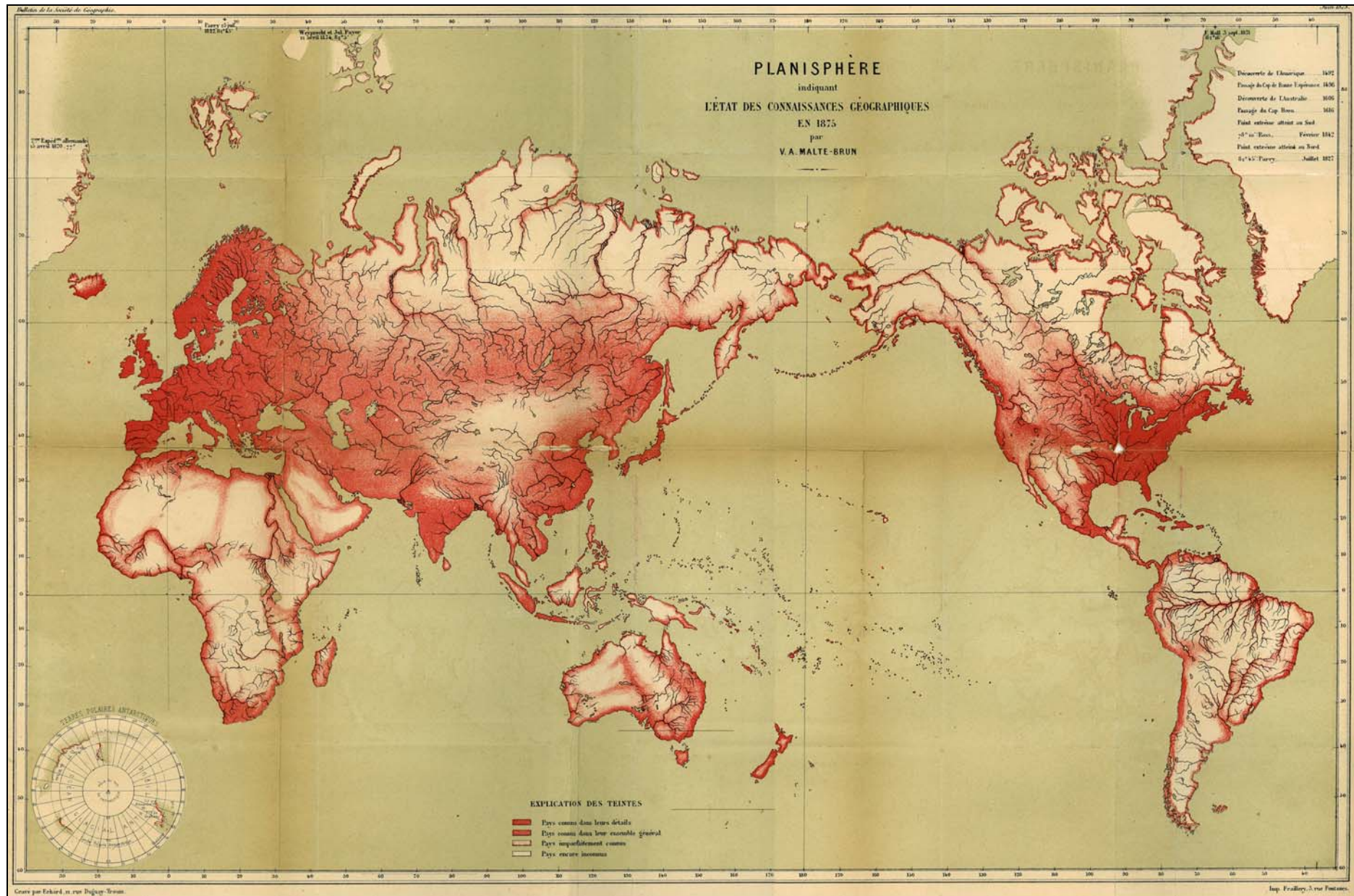
Annexe 7b : La carte d'isochrones de Francis Galton en 1881.



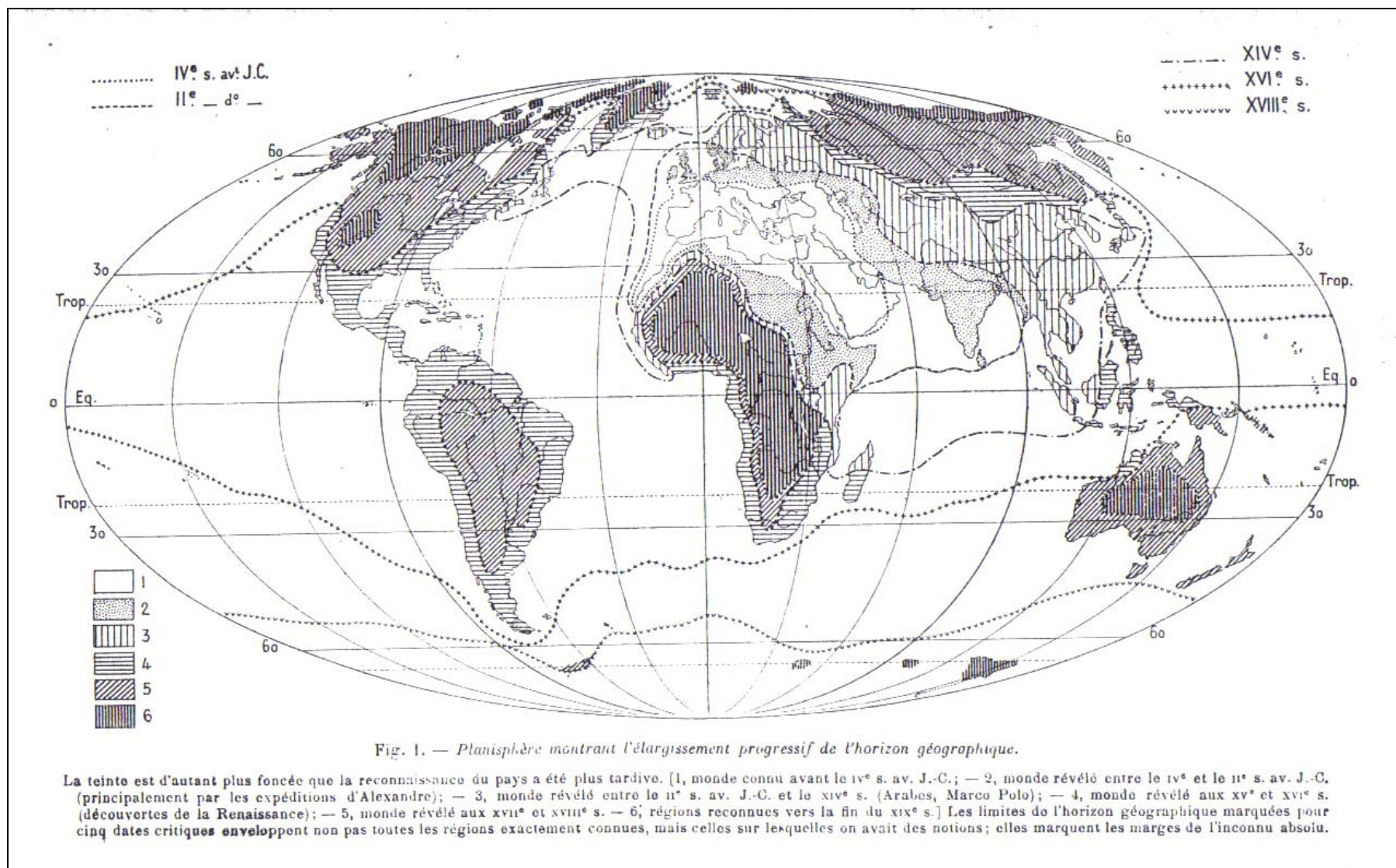
Annexe 8 : La « All-Red Route », symbole ambigu du bouclage du monde (*Statesman's Yearbook*, 1909).



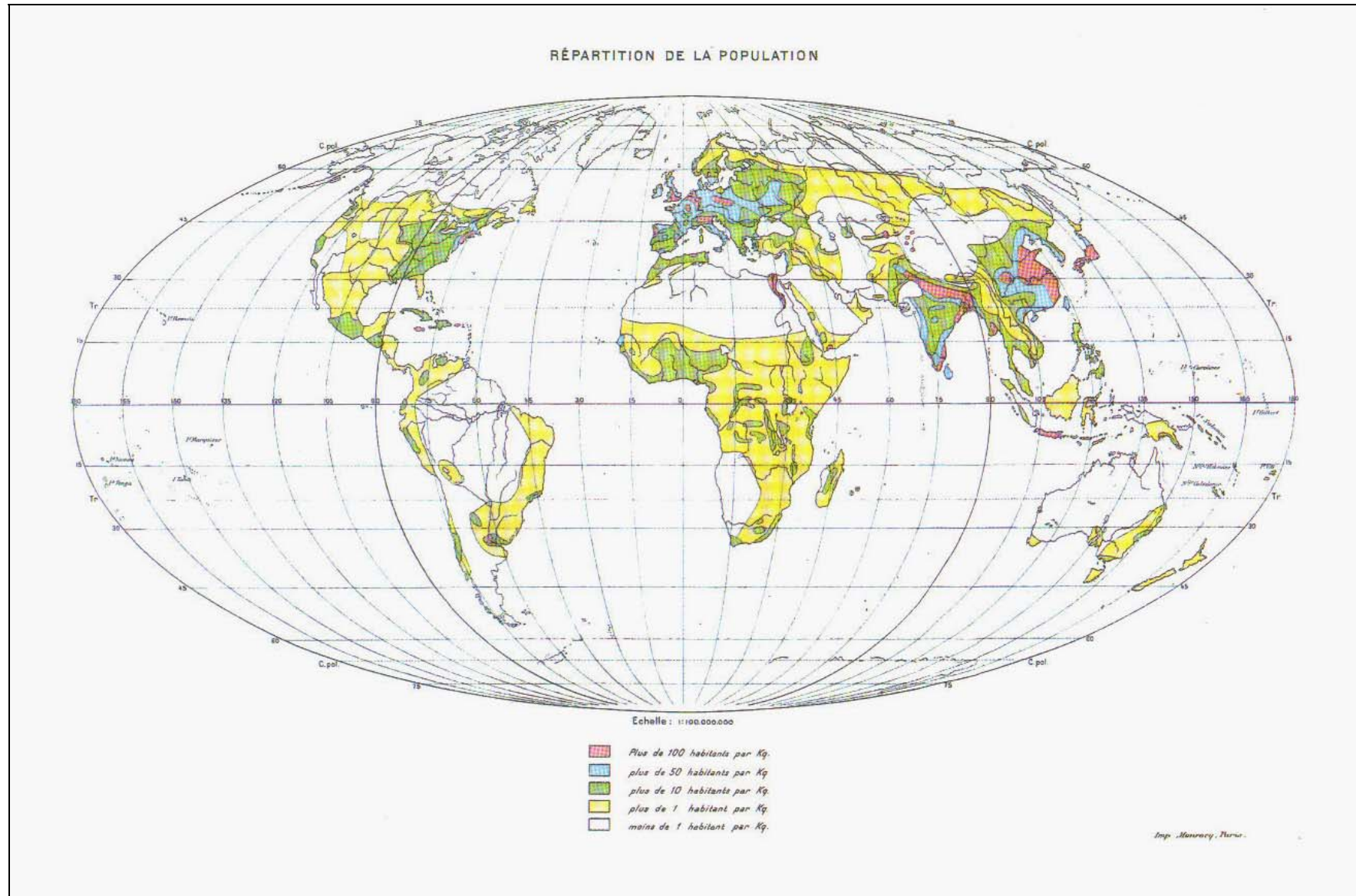
Annexe 9 : « Planisphère indiquant l'état des connaissances géographiques en 1875 » (MALTE-BRUN, 1875, hors texte).



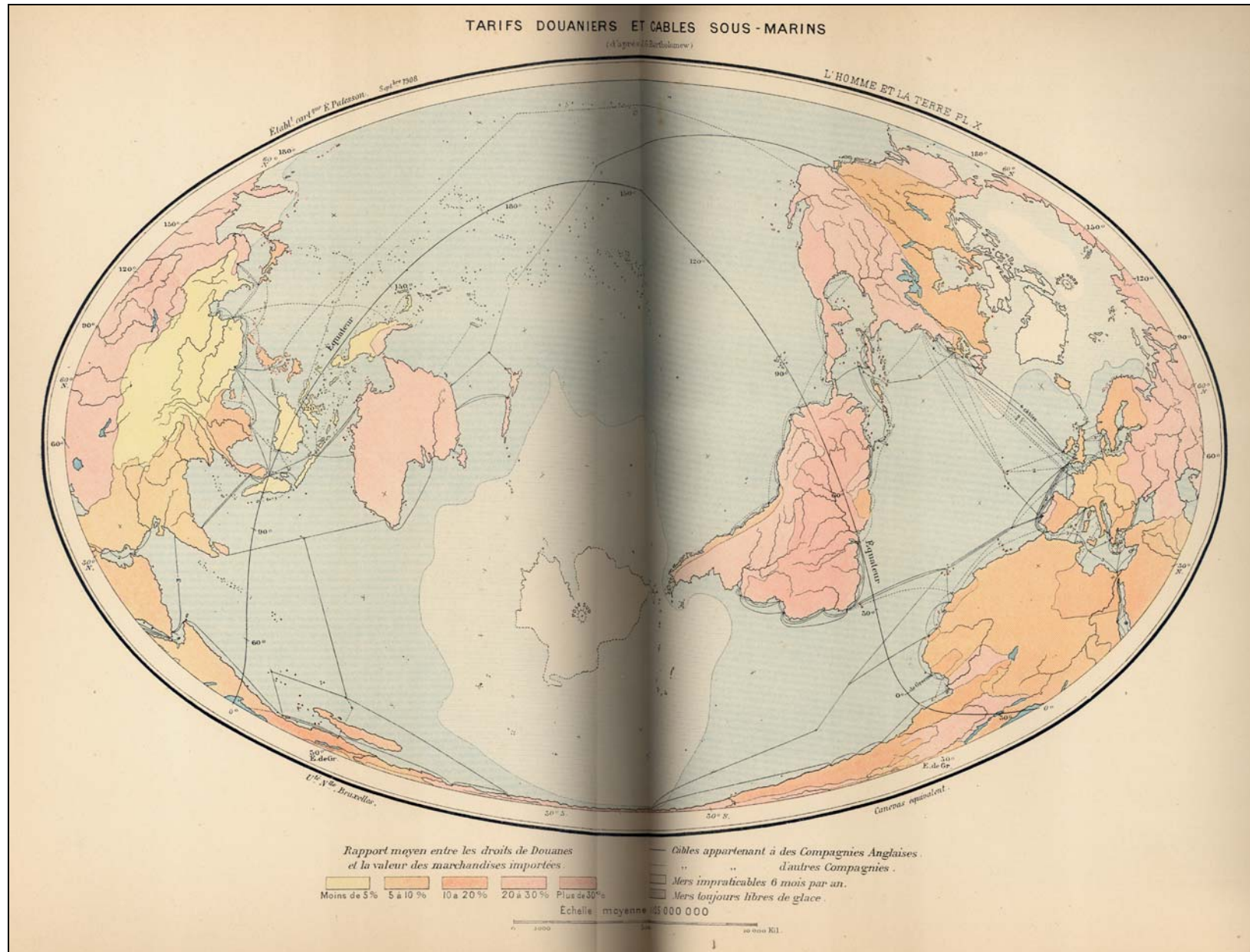
Annexe 10 : « Planisphère montrant l'élargissement de l'horizon géographique » (MARTONNE, 1909, p. 7).



Annexe 11 : Carte de la « Répartition de la population » (VIDAL DE LA BLACHE, 1921, hors texte).



Annexe 12 : Carte des « Tarifs douaniers et câbles sous-marins » (RECLUS, 1908, hors texte).



Annexe 13 : Carte des « voies de communication dans le Pacifique » (PRIVAT-DESCHANEL, 1930, p. 281).

